ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUATRIÈME LÉGISLATURE

TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

établies par le Service des Archives

11 juillet 1968 — 1er avril 1973

2e PARTIE

TABLE NOMINATIVE

TOME IV

P à Z

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1976

P

PAILLER (René)

Député de la Sarthe
(4e circonscription)
App. U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Joël Le Theule, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918) (24 septembre 1968).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 851).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES CULTURELLES : *Différence entre l'effort financier minime demandé pour les affaires culturelles et l'importance accordée à la défense et au développement de la culture ; ses observations sur la musique ; création d'orchestres régionaux ; projet d'un orchestre du Val de Loire ; son souhait de voir dans les enseignements primaire, secondaire et supérieur une part plus importante accordée aux arts et à leur pratique ; transfert au Panthéon des cendres de Berlioz* [13 novembre 1968] (p. 4369).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Nombre des régions ; exemple de la Sarthe ; problème du rattachement de la Sarthe à la région des pays de la Loire ; ses observations sur Le Mans ; son souhait de voir la Sarthe disjointe des pays de la Loire ; inconvénients de la situation actuelle* [13 décembre 1968] (p. 5487, 5488).

Donne sa démission de son mandat de député.

L'Assemblée prend acte de cette démission [16 septembre 1969] (p. 2250, 2279).

Cesse d'être apparenté au groupe d'Union des démocrates pour la République [16 septembre 1969] (p. 2280).

PALEWSKI (Jean-Paul)

Député des Yvelines
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à réserver aux travaux de décoration un pourcentage de 1 % des crédits de construction ouverts aux administrations de l'Etat, aux départements, aux communes, ainsi qu'aux collectivités publiques dotées de l'autonomie administration et financière, n° **70** [19 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 40 : Ministère des Armées. — I. - Problèmes généraux, n° **359** [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à faciliter l'exercice des professions libérales aux réfugiés apatrides, n° **849** [22 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à détacher la commune de Seraincourt du département du Val-d'Oise pour la rattacher au département des Yvelines, n° **854** [22 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 41 : Défense nationale, problèmes généraux, n° **835** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi relative à l'entrée en jouissance de la pension de retraite des non-salariés non agricoles, n° **1299** [24 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 42 : Défense nationale, problèmes généraux, n° **1395** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 41 : Défense nationale, problèmes généraux et coordination, n° **2010** [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi sur le droit d'action en justice des associations de protection de la nature et de défense de l'environnement, n° **2717** [6 décembre 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 45 : Défense nationale problèmes généraux, n° **2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Ses observations sur l'expansion ; problème des exportations ; absence d'esprit d'exportation en France ; rendement des administrations publiques ; autonomie financière de gestion des directions ministérielles ; interpénétration de l'administration publique et des entreprises privées ; charges sur la nation ; situation des entreprises nationales* [23 octobre 1968] (p. 3477, 3478) ; Art. 6 : *Privilèges des entreprises de presse ; situation de ces entreprises* (p. 3502) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « Les droits afférents aux immeubles classés « monuments historiques » ou figurant sur l'inventaire supplémentaire, ne supportent pas les majorations ci-dessus »* [24 octobre 1968] (p. 3526) ; *ses observations sur son amendement ; refus opposé par l'Etat d'inscrire, très souvent, à l'inventaire des monuments qui sont parfaitement valables pour la culture nationale* (p. 3526) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur la loi de programme ; situation internationale ; caractères du budget militaire ; organisation de notre défense ; force de dissuasion ; corps de bataille ; défense opérationnelle du territoire ; installation en haute Provence de missiles sol-sol enterrés ; force de dissuasion étant constituée par des sous-marins à propulsion nucléaire ; char* A.M.X. ; *réussite de l'usine atomique de Pierrelatte ; défense opérationnelle du territoire ; problème du corps de bataille ; transformation de notre système de recrutement ; refonte des structures de l'administration militaire et des états-majors* [30 octobre 1968] (p. 3733, 3734) ; INDUSTRIE : *Ses observations sur les nuisances industrielles, notamment dans la vallée de la Seine ; nécessité d'étudier les problèmes de pollution des eaux et de l'air* [5 novembre 1968] (p. 3921) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Caractère du budget ; ses observations sur les secteurs sauvegardés ; rôle des crédits ; mise en place d'une administration pour assurer la recherche archéologique, conserver les vestiges de protohistoire, de*

préhistoire, et d'archéologie médiévale ; création d'une direction des fouilles ; fonctionnement des laboratoires indispensables à la protohistoire à Saint-Germain-en-Laye ; permis de construire ; exemple d'Avignon ; prélèvement de un pour cent devant servir à la création architecturale à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments publics ; ses observations sur les sites [13 novembre 1968] (p. 4367, 4368) ; Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Vote du groupe U.D.R. ; respect des délais constitutionnels* [19 novembre 1968] (p. 4739).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique militaire : *Définition de la politique militaire ; forces nucléaires stratégiques ; corps de bataille ; défense opérationnelle du territoire ; forces sol-sol balistiques stratégiques ; ses observations sur l'arme atomique tactique ; préparation psychologique de la nation ; adaptation des moyens techniques et industriels aux missions des armées ; absence au sein de la délégation ministérielle pour l'armement d'une direction technique des télécommunications et de l'électronique ; ses observations sur la société para-étatique pour la coordination des études, la S.E.R.E.B. ; centre national d'études spatiales ; aéronautique ; problème de la concentration des industries aéronautiques nationales* [5 décembre 1968] (p. 5138, 5139) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Régionalisation ne mettant pas en péril l'unité nationale ; raisons de la régionalisation ; problème financier ; cas de la région parisienne ; absence de coordination entre la préfecture régionale et les organismes administratifs ou les élus des divers départements ; ses observations sur le fait que le département de Paris et les départements périphériques n'ont pas les mêmes intérêts à défendre ; nécessité de mettre le préfet de Paris dans une situation indépendante vis-à-vis du préfet de région ; nécessité de confier à un haut fonctionnaire l'étude et le programme des équipements collectifs régionaux, ce haut fonctionnaire ne pouvant cumuler ses fonctions avec l'une ou l'autre fonction préfectorale ; question des assemblées élues ; nécessité d'instituer une assemblée régionale pour les départements périphériques qui comprendrait un nombre de membres sensiblement équivalent à celui des autres assemblées régionales ; désire savoir comment sera tranché un éventuel désaccord entre les assemblées* [11 décembre 1968] (p. 5364 à 5366) ; *fixation annuelle du montant global des emprunts accordés à une région* [12 décembre 1968] (p. 5385).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire : *Nécessité de disposer d'un corps d'architectes conscient de ses devoirs et de ses responsabilités ; articulation du projet de loi avec la loi foncière ; dérogations au permis de construire* [17 décembre 1968] (p. 5583) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Ses observations sur les déséquilibres ; entente psychologique avec la nation ; choix des moyens ; dévaluation ; déficit de la balance commerciale ; problème des exportations ; analyse des productions exportées ; réévaluation du deutschemark ; réduction de la dépense publique ; contrôle des services votés ; nécessité de réformer les structures administratives ; nécessité de créer une institution régionale ; blocage des autorisations de programme ; encadrement du crédit ; réduction des dépenses des ménages ; réduction de la consommation ; ses observations sur le marché intérieur ; problème de l'épargne ; confiance dans la monnaie ; conséquence de la multiplicité des rapports internationaux ; ses observations sur les « bons Rosa », les papiers « swap » et les droits de tirage spéciaux ; question des eurodollars* [29 octobre 1969] (p. 3008 à 3010) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur le commissariat à l'énergie atomique ; expériences du Pacifique ; choix de la filière à uranium enrichi ; utilisation du potentiel humain des armées ; réduction du service militaire ; coexistence de deux états-majors ; avis favorable de la Commission des finances* [17 novembre 1969] (p. 3828, 3829) ;

— du projet de loi relatif à la participation de la France au compte spécial prévu par les statuts amendés du Fonds monétaire international : *Avenir de la politique monétaire ; propositions de M. Barre ; propositions de M. Triffin ; déficit de la balance des paiements des Etats-Unis d'Amérique ; signification des droits de tirages spéciaux ; rôle du fonds européen de réserves monétaires* [12 décembre 1969] (p. 4929, 4930) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des obtentions végétales, Art. 1er A : *Ses observations sur le texte du Sénat* [5 mai 1970] (p. 1468) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Continuité des programmes militaires ; ses observations sur la défense nationale ; caractère de la troisième loi de programme militaire ; sa question de savoir si la rigidité de la loi de programme rendrait possible une évolution rapide ; composition de la force nationale nucléaire ; force aérienne stratégique ; force terrestre stratégique ; ses observations sur les sous-marins lanceurs d'engins ; forces tactiques nucléaires ; organisation du commandement de la force nucléaire ; classement de nos forces ; équipement des forces de sûreté du territoire ; gendarmerie d'outre-mer ; ses observations sur la Nouvelle-Calédonie ; formation du corps des officiers* [8 octobre 1970] (p. 4186 à 4188) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGET ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur la loi de programme militaire ; son souhait de voir réaliser un budget de législature ; équilibre entre l'armée nucléaire et l'armée traditionnelle ; ses observations sur la nécessité de l'armée dans un pays ; liaison entre les armées et les classes dites intellectuelles ; formation des officiers de réserve* [27 octobre 1970] (p. 4748) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Missions dévolues à ce département ministériel ; protection des sites ; place du Ministère des Affaires culturelles dans le Gouvernement* [13 novembre 1970] (p. 5501) ; *statut des architectes ; rôle des collectivités locales ; ses observations sur le service d'information du Ministère* (p. 5502) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne, Art. 3 : *Elaboration des textes réglementaires ; consultation des conseils généraux* [8 avril 1971] (p. 1015) ; *différences entre les départements de la région parisienne ; retrait de son sous-amendement déposé avec M. Ansquer* (p. 1016).

Pose à M. le Ministre des Affaires culturelles une question orale avec débat relative aux affaires culturelles [28 mai 1971] (p. 2195) : *Définition de la politique culturelle ; manque d'animateurs et d'administrateurs culturels ; insuffisance notoire de l'information culturelle et de sa diffusion ; protection et sauvegarde des monuments ; application de la clause du 1 % aux groupes d'habitations* (p. 2196, 2197, 2211).

Prend part à la discussion :

— générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Equilibre du budget ; déséquilibre entre le montant des impôts directs et celui des impôts indirects ; emprunt Pinay* [20 octobre 1971] (p. 4678) ; *possibilité d'un emprunt qui soit indexé sur l'or ; sa crainte d'une récession économique ; utilisation des fonds recueillis par l'emprunt que l'orateur propose* (p. 4679, 4680) ; deuxième partie, CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Place du budget militaire dans le budget général de la nation ; question de savoir si le budget assure à notre pays une défense efficace ; question de savoir si les crédits sont employés rationnellement ; rationalisation des choix budgétaires ; dépenses pour les forces de sûreté nationale ; études de l'armement futur ; liaison entre le niveau des connaissances scientifiques et les applications envisageables pour les progrès des armements* [2 novembre 1971] (p. 5157) ; *formation de l'homme, son instruction, son entraînement ; situation des appelés* (p. 5158) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Niveau élevé de la demande des ménages ; ralentissement de l'investissement dans l'industrie ; inflation ; inflation « importée » ; incidences des mouvements de capitaux ; déclaration de la France au Fonds monétaire international ; nécessité d'une politique économique et monétaire européenne afin d'équilibrer le dollar ; conditions nationales de l'inflation ; insuffisance de la théorie économique à ce propos* [24 octobre 1972] (p. 4309) ; *son souhait d'un ralentissement de la croissance de la monnaie et du crédit, et à défaut d'un grand emprunt pour éponger les liquidités de plusieurs emprunts destinés à l'équipement hospitalier et à l'animation culturelle* (p. 4310); deuxième partie, AFFAIRES CULTURELLES : *Son souhait d'une augmentation des crédits pour les monuments historiques ; sa suggestion de l'emploi du un pour cent en faveur de la sculpture contemporaine sur les autoroutes* [8 novembre 1972] (p. 4823) ;

problème des secteurs sauvegardés ; son souhait que de nombreux îlots opérationnels soient créés dans les villes possédant des secteurs sauvegardés ; « faisceaux de vue » ; sa demande de révision de la composition des commissions d'animation culturelle et de leur création dans les départements ; rôle des directions régionales et leur action sur les propriétaires privés ; sa suggestion d'un emprunt national ou même international au bénéfice des affaires culturelles (p. 4824) ; DÉPENSES MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Poids des crédits militaires dans l'ensemble du budget et dans l'économie ; remontée de ce budget militaire car retrait progressif des forces américaines d'Europe ; conférence européenne sur la sécurité en 1973* [8 novembre 1972] (p. 4837) ; *plans d'une stratégie à l'échelle mondiale ; poids des dépenses militaires sur le produit national brut dans les principaux pays du monde ; incidences des dépenses militaires sur le développement économique et social ; accords Salt entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S.; dissuasion ; arme nucléaire tactique ; nécessité de nouveaux efforts* (p. 4838).

PAPON (Maurice)

Député du Cher
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan (13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

Président de cette Commission [*J.O.* du 16 septembre 1972] (p. 9903) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [15 octobre 1968] (p. 3314) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1973 [12 décembre 1972] (p. 6086) ;

Président de cette Commission [12 décembre 1972] (p. 6086) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances [19 décembre 1972] (p. 6366) ;

Président de cette Commission [19 décembre 1972] (p. 6367).

Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 25 : Fonction publique (Crédits des Services du Premier Ministre : I. - Services généraux) ; annexe n° 37 : Comptes spéciaux du Trésor, **n° 359** [10 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 8 : Agriculture ; annexe n° 24 : Fonction publique, **n° 835** [17 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 8 : Agriculture, **n° 1395** [14 octobre 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; Annexe n° 5 : Agriculture, **n° 2010** [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi d'orientation de l'élevage, **n° 2276** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions de la loi n° 63-810 du 6 août 1963 pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises, **n° 2837** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 7 : *Son amendement tendant, avant le premier alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « l'abattement à la base est porté à 125.000 francs »* [24 octobre 1968] (p. 3525) ; *revalorisation de l'abattement à la base* (p. 3525) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (application des tarifs actuellement en vigueur lors de la mutation de biens agricoles ; obligation faite aux héritiers de ces biens agricoles d'investir, dans un délai de trois ans, le montant des droits qui seraient dus en cas d'application des dispositions prévues au paragraphe 1, dans les exploitations dont ils ont hérité afin de les moderniser)* (p. 3526) ; *harmonisation de la politique agricole et de la politique fiscale du Gouvernement* (p. 3527) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SERVICES GÉNÉRAUX. - CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE, en qualité de *Rapporteur spécial : Institut international d'administration publique ; instituts régionaux d'administration ; école nationale d'administration ; institut régional d'administration de Lille ; rôle de la commission présidée par M. Bloch-Lainé pour la réforme de l'E.N.A. ; missions de l'E.N.A. ; organisation de la mobilité des cadres supérieurs de l'Etat ; caractères de l'administration française ; nécessité de la décentralisation ; conditions d'une réforme de la fonction publique ; inéluctabilité de la réforme de l'administration ; réforme régionale* [4 novembre 1968] (p. 3859 à 3862) ; *ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 3874) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Cas des rapatriés ; indemnisation des biens perdus ou spoliés outre-mer ; protection juridique en faveur des Français rapatriés qui ont contracté des dettes ; situation des rapatriés qui n'ont pu se reclasser dans l'activité économique de la nation* [14 novembre 1968] (p. 4425) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, en qualité de *Rapporteur spécial : Charge que représente l'ensemble des comptes spéciaux pour le Trésor public ; ses observations sur les comptes de prêts et de consolidation ; fonds national pour le développement des adductions d'eau ; fonds spécial d'investissements routiers ; fonds de développement économique et social ; prêts accordés aux entreprises industrielles ; marchés d'intérêt national de Rungis et de La Villette ; mesures prises en faveur des rapatriés ; lancement de certains matériels aéronautiques* [18 novembre 1968] (p. 4620, 4621) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SERVICES GÉNÉRAUX. - CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE, en qualité de *Rapporteur spécial : Direction de la fonction publique ; instituts régionaux d'administration ; E.N.A. ; conclusions de la Commission présidée par M. Bloch-Lainé ; ses observations sur les conditions d'entrée à l'E.N.A. ; problème de carrière ; organisation d'une mobilité de l'emploi au sein de la haute administration ; insertion de l'E.N.A. dans la société française ; décentralisation par la régionalisation* [18 novembre 1969] (p. 3884) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial : Equilibre de notre agriculture ; dispersion des crédits ; crédits d'aide et de soutien ; politique des prix dans le cadre communautaire ; solde de la balance commerciale agricole de la France à l'égard de ses partenaires ; fonds européen d'orientation et de garantie agricoles ; fonctionnement du F.O.R.M.A. ; actions de soutien des marchés ; revenu des agriculteurs ; dévaluation du franc ; problèmes créés par la réévaluation du deutsche mark ; politique à long terme dans le cadre européen ; dépenses d'équipement ; solde des taxes compensatoires à l'importation et à l'exportation pouvant concourir à l'augmentation des charges sociales incombant au budget national et pouvant être affecté au recensement agricole et au fonds d'action rurale ; malaise actuel du monde rural* (p. 3897 à 3899) ; *possibilité de transférer, en faveur des investissements agricoles et ruraux, une partie des excédents obtenus des organismes nationaux, tels que le F.O.R.M.A.* [19 novembre 1969] (p. 4020).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Plan de redressement économique et financier ; succès des mesures prises par le Gouvernement à partir du mois d'août 1969 ; rétablissement des équilibres fondamentaux ; commerce extérieur ; niveau des prix moyens ; blocage de certains prix ; problème de la concentration ; question du crédit ; difficultés dans le domaine de l'industrie du bâtiment, de la construction et des travaux publics ; réévaluation des bilans ; problème du secteur commercial ; ses observations sur l'agriculture ; techniques d'intervention du Gouvernement ; conduite de l'ac-*

tion conjoncturelle ; politique de réformes structurelles ; absence de progrès social sans croissance économique ; absence de croissance sans compétivité, sans exportation ; ses observations sur l'érosion monétaire ; monnaie devant être au service de l'économie ; droits de tirages spéciaux ; problème de la main-d'œuvre ; ses observations sur les mentalités ; décentralisation ; importance du rôle des ressources en énergie ; nécessité de mettre en place un système monétaire international [12 mai 1970] (p. 1621 à 1623).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial : Volume des crédits prévus pour l'agriculture* [6 novembre 1970] (p. 5257) ; *ses observations sur les dépenses en capital et les dépenses sociales ; politique de soutien des marchés ; politique d'aide sociale ; excédent des céréales et de sucre ; mesures de soutien pour le lait et la viande* (p. 5258) ; *fonds d'organisation et de régularisation des marchés agricoles ; fonds européen d'orientation et de garanties agricoles ; rémunération des agents contractuels des catégories C et D ; action gouvernementale sur les prix* (p. 5258) ; *problème de la viande bovine ; contradictions entre la politique de soutien à l'élevage et la situation du marché ; aides aux bâtiments d'élevage ; problème des adductions d'eau ; importance des équipements collectifs et des équipements productifs ; exportations agricoles ; augmentation des exportations vers la Communauté; structures de notre commerce extérieur ; politique des revenus ; revenu des éleveurs ; limites de l'action sur les prix ; ses observations sur les exploitations agricoles familiales* (p. 5259) ; *problème de la formation des hommes ; insuffisance des crédits d'équipement ; intégration de l'agriculture française dans la société industrielle* (p. 5260); *insuffisance des crédits d'équipement ; crédits affectés aux adductions d'eau, à l'assainissement et au remembrement ; hommage rendu au ministre* [7 novembre 1970] (p. 5372) ; Titre IV : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p 5387) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur le mode de présentation du budget ; système des services votés ; suppression des subventions octroyées aux jardins ouvriers et au Centre national de la coopération agricole ; développement du service central d'enquêtes et d'études statistiques ; renforcement des personnels des directions départementales ; contrôle des services de l'inspection des lois sociales* [15 novembre 1971 (p. 5695) ; *taux de progression des interventions publiques ; développement des productions déficitaires ; fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles ; ses observations sur l'I.V.D. dite « restructurante » ; problème de la parité du franc ; question des exportations ; soutien des marchés* (p. 5696) ; *exploitation familiale ; politique de l'élevage ; organisation de la commercialisation* (p. 5697) ; Titre IV : *Liste des associations appelées à bénéficier des subventions* [16 novembre 1971] (p. 5794, 5795) ; Titre VI : *Opposition de la Commission aux amendements déposés sur ce titre* (p. 5797) ; Art. 44 : *Frais de garderie des collectivités locales en ce qui concerne les forêts* (p. 5799) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Conditions défavorables de travail de la Commission des finances ; nécessité de moderniser et clarifier les documents budgétaires ; difficultés à suivre l'exécution du Plan ; choix déterminé par la conjoncture : équilibre des dépenses et des ressources, accompagnement de l'expansion ; choix budgétaires dictés par les objectifs prioritaires ; ambition de progrès (éducation nationale)* [24 octobre 1972] (p. 4293) ; *applications prioritaires du Plan, ambition de justice sociale, ambition d'indépendance, de coopération ; ambitions mutilées par les contraintes : inflation, « stagflation », inflation par les coûts, recours à un grand emprunt national* (p. 4294) ; *progression de nos exportations; progrès de notre épargne* (p. 4295) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : I. - SERVICES GÉNÉRAUX. - PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT, Après l'Art. 50 : *Accepte au nom de la Commission de retirer l'amendement de M. Sabatier instituant une taxation des dépôts à ciel ouvert de ferrailles* [27 octobre 1972] (p. 4506) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Sa demande de prolongation d'une heure pendant la nuit de la discussion* [14 novembre 1972] (p. 5156) ; seconde délibération du projet : *Son explication de vote ; son groupe votera ce budget ; budget sérieux, équilibré, scrupuleux, volontaire ; budget de l'Assemblée Nationale tout entière ; révision*

de l'organisation de la discussion budgétaire et de la structure même du budget ; notion de l'annualité du budget dépassée ; contrôle des parlementaires ; budget qui est le couronnement de l'effort de toute une législature [18 novembre 1972] (p. 5533, 5534) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Volonté de la majorité de ne pas laisser le pays s'endormir dans les « délices inflationnistes » ; compte d'allégement de la fiscalité indirecte ; clarté budgétaire ; plan du Gouvernement opportun et souple ; inflation par les coûts ; abaissement des taux de la T.V.A. ; rééquilibre entre fiscalité directe et fiscalité indirecte ; harmonisation des fiscalités européennes ; inflation par la monnaie ; emprunt ; votera l'amendement du Gouvernement* [14 décembre 1972] (p. 6184) ;

— en troisième lecture, du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances : *Ses observations* [19 décembre 1972] (p. 6349).

PAQUET (Aimé)

Député de l'Isère
1re circonscription
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Président du groupe des Républicains indépendants [27 juin 1969] (p. 1800), [2 avril 1970] (p. 749), [2 avril 1971] (p. 836), [4 avril 1972] (p. 790).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [25 juillet 1968] (p. 2618).

Démissionne de cette Commission [3 avril 1971] (p. 1586).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre suppléant de la Commission supérieure des prestations sociales agricoles [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1969 [9 décembre 1968] (p. 5248) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel, tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [*J.O.* du 3 septembre 1969, p. 8883) [16 septembre 1969] (p. 2280).

Cesse d'appartenir à cette Commission [17 septembre 1969] (p. 2335).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 6 : Agriculture, **n° 359** [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à l'intégration des instituteurs handicapés dans le cadre des attachés des services administratifs académiques, **n° 634** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à réparer le dommage moral causé à certains officiers de carrière dégagés des cadres entre 1939 et 1954 en leur accordant à titre honorifique une promotion de grade dans la réserve, **n° 671** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à simplifier le régime d'attribution de l'indemnité viagère de départ, **n° 781** [19 septembre 1969].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 28 et 48 de la Constitution, **n° 1979** [2 octobre 1971].

Sa proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de

l'Assemblée Nationale, n° 1980 [2 octobre 1971].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier le titre VII de la Constitution, n° 2557 [4 octobre 1972].

Sa proposition de résolution tendant à modifier l'article 140 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 2558 [4 octobre 1972].

Sa proposition de loi tendant à modifier le quatrième alinéa de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, relatif au mode de désignation des membres des commissions d'enquête et de contrôle, n° 2575 [4 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Ses observations sur la situation passée et actuelle ; utilité d'une dévaluation dans le courant du mois dernier ; augmentation des prix ; accroissement des crédits à l'économie ; hausse des prix ; chômage ; compétitivité de l'économie française ; objectifs du Plan ; nécessité d'alléger les charges de l'Etat en étalant les dépenses improductives ; allégement des taux de T.V.A. ; harmonisation des taux de T.V.A. avec ceux de nos partenaires ; possibilité de lancer un grand emprunt d'Etat ; incitation à l'investissement ; situation des vieillards et des agriculteurs ; nécessité de déployer un effort en faveur de la formation des jeunes et de l'information économique ; participation ouvrière à la vie des entreprises ; élargissement des assises politiques du régime* [18 juillet 1968[(p. 2307 à 2309) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Conséquences des accords de Grenelle ; problème de l'information ; ouverture des frontières ; insuffisance d'une politique économique européenne concertée ; non-exploitation des résultats bénéfiques du plan de stabilisation ; possibilité de réduire la fiscalité indirecte ; situation des personnes défavorisées ; possibilité d'une dévaluation dans les semaines qui ont suivi les accords de Grenelle ; problèmes des prix ; question de l'emploi ; augmentation des salaires ; situation du commerce extérieur ; fuite des capitaux ; question de la productivité ; situation des entreprises nationales ; création de taxes spécifiques ; prix du fuel domestique ; droits de succession ; financement du déficit du budget ; incitations fiscales à l'investissement ; problème de l'information ; prix des services publics ; ses observations sur le rapport Nora ; importance de la concertation économique européenne ; rôle du Parlement* [23 octobre 1968] (p. 3481 à 3484) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Enseignement de l'anglais à la faculté des lettres et des sciences humaines de Grenoble ; problème des heures supplémentaires* [29 octobre 1968] (p. 3676) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A. P.S.A. en qualité de *Rapporteur spécial : Situation actuelle de l'agriculture ; accords de Grenelle ; diversité de l'agriculture ; surproduction ; disparité entre les régions ; désorganisation du marché laitier ; ses observations sur l'Europe ; baisse des revenus ; indemnité viagère de départ ; politique agricole ; dépenses de soutien des marchés ; participation de l'Etat ; budget des prestations sociales ; action éducative et culturelle ; augmentation du nombre de bourses dans l'enseignement public et privé ; politique de l'élevage ; actions sociales et de solidarité ; équipement collectif rural ; problème en matière d'hydraulique ; infrastructure foncière ; crédits d'équipement ; ses observations sur les adductions d'eau et l'évacuation des eaux usées ; possibilité de freiner les productions par l'institution d'un quantum ; groupements de producteurs ; rôle des S.A.F.E.R. ; effort en faveur des industries de transformation ; aménagement du territoire ; opérations de régionalisation ; nécessité de réinsérer l'agriculture dans l'économie nationale ; réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; possibilité d'inclure une certaine agriculture aisée dans la fiscalité de droit commun ; problème laitier en Europe , collaboration avec les professionnels* [15 novembre 1968] (p. 4460 à 4463) ;

— de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, financière et monétaire : *Crise monétaire internationale ; crise du franc ; événements de mai ; ses observations sur la dévaluation ; problème de la compétitivité de nos prix ; question du crédit ; disparition de la confiance ; Gouvernement ayant opté pour la parité dans l'austérité ; suppression de la taxe sur les salaires ; harmonisation des taux de T.V.A. dans les pays du Marché commun ; contrôle des changes ; ses observations sur l'emploi, les prix, les exportations, les salaires ; nationalisme monétaire étant aussi périmé que le natio-*

nalisme politique ; système monétaire international ; étalon-or ; création d'une monnaie de compte européenne ; possibilité de resserrer nos liens avec l'Allemagne ; erreurs commises par le Gouvernement [26 novembre 1968] (p. 4852 à 4854) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 6 : *Nécessité de réformer l'impôt sur le revenu* [27 novembre 1968] (p. 4903).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Election de M. Georges Pompidou à la Présidence de la République ; changement de politique ; restauration des équilibres internes et externes ; ses observations sur la monnaie ; crise de confiance ; encouragement à l'épargne ; nécessité de freiner les dépenses publiques ; équilibre budgétaire ; réduction des subventions économiques ; ses observations sur l'agriculture ; nécessité de poursuivre l'industrialisation ; charges de notre économie ; éventail des salaires ; problème de l'éducation nationale ; relance européenne ; entrée de l'Angleterre dans le Marché commun ; rapports entre l'exécutif et le législatif ; rôle de l'opposition ; problème de l'information* [26 juin 1969] (p. 1744 à 1746) ;

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Ses observations sur la troisième bataille du franc depuis 1958 ; cohérence du Plan ; limitation de la progression des crédits à l'économie ; situation des entreprises de travaux publics et des entreprises consacrant une large part de leur activité à l'exportation ; banques par le respect de la limitation globale de leurs encours de crédits ne devant pas asphyxier les petites et moyennes entreprises ; ses observations sur les prix ; réformes structurelles ; progression des dépenses publiques ne devant pas dépasser la progression en valeur du produit national brut ; part des dépenses improductives de l'Etat ; entretien coûteux pour l'Etat d'un domaine mobilier et immobilier inutile ; prolifération des filiales des entreprises nationales ; ses observations sur les questions agricoles ; compétitivité et industrialisation de notre économie ; allégement de certaines formes de tutelle administrative ; programme de décentralisation ; achèvement du Marché commun ; augmentation des salaires depuis vingt ans ; problèmes sociaux ; ses observations sur les paroles de M. Séguy ; développement de l'information économique* [16 septembre 1969] (p. 2260 à 2263).

Prend part à la discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal, articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « Le Gouvernement soumettra au Parlement, dans le cadre de la prochaine loi de finances, des dispositions renforçant les sanctions frappant les infractions à la réglementation des changes commises après le 1er juillet 1968 »* [17 septembre 1969] (p. 2333) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2333) ;

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : *Rétablissement des équilibres internes et externes ; ses observations sur l'expansion économique en faveur de la naissance d'une nouvelle société ; bilan de la politique sociale de Gouvernement ; réexamen du rôle de l'Etat ; problèmes budgétaires ; ses observations sur les interventions publiques* [15 octobre 1970] (p. 4313) ; *responsabilités de l'Etat en matière de logements à caractère social, d'équipements hospitaliers et de santé ; problème de la déconcentration et de la décentralisation ; maîtrise du phénomène urbain ; décentralisation industrielle ; maîtrise des sols ; lutte contre la pollution ; application d'une taxe foncière, dite d'urbanisation ; formation des hommes ; recherche d'une solidarité plus grande entre les différentes catégories sociales ; solidarité à l'égard des victimes des mutations ; solidarité au niveau des prestations sociales ; solidarité dans la répartition des revenus ; construction de l'Europe ; écart entre pays pauvres et pays riches* (p. 4314) ; *rôle du Parlement* (p. 4315).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 32 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; seuil d'attribution de la détaxation des carburants* [22 octobre 1970] (p.4559) ; *gestion des finances publiques* (p. 4559) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Ses explications de vote ; information du public ; recherche de l'équilibre économique et monétaire ; contrainte de vieilles structures inadaptées ; ouverture sur l'Europe ; taux de croissance ; action de l'Etat ; soutien des productions excédentaires ; adaptation de notre appareil administratif à une économie moderne ; effort d'industria-*

lisation ; problème de l'épargne ; formation professionnelle ; aménagement du territoire ; problème foncier ; taxe foncière [18 juin 1970] (p. 2826 à 2828) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Objectifs du Gouvernement ; croissance de la demande intérieure par rapport à l'offre ; déséquilibre du commerce extérieur ; nécessité de réaliser la désinflation de notre économie par le rétablissement de trois équilibres fondamentaux : celui de l'offre et de la demande intérieures, celui du budget, celui des échanges et des paiements extérieurs ; amélioration de l'efficacité et de la compétitivité de l'appareil économique ; poids des dépenses de fonctionnement ; nécessité de procéder à une revision de l'ensemble des charges et des interventions budgétaires ; progression des dépenses publiques ne devant pas être plus rapide que celle de la production intérieure brute en valeur ; nécessité d'agir sur la conjoncture économique par le truchement de la fiscalité et du crédit ; progression plus lente des dépenses de fonctionnement que des dépenses d'investissement ; niveau de la fiscalité ; déblocage des crédits versés au fonds d'action conjoncturelle ; modération de la demande ; sélectivité du crédit ; cas des entreprises de travaux publics ; cas des entreprises se consacrant à l'exportation ; sa crainte que certaines entreprises, petites ou moyennes, ne soient asphyxiées par les banques ; demande des ménages ; excédents dans les caisses d'épargne ; équilibre des échanges extérieurs ; nécessité de simplifier les formalités, de raccourcir les délais d'examen et de décision, et d'alléger les tutelles administratives ; mise en place dans chaque administration d'une « cellule de réflexion » ; diminution du revenu des agriculteurs ; équipements de l'agriculture ; budget de l'éducation nationale* [28 octobre 1969] (p. 2968 à 2970) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970 : AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial : Stagnation du revenu agricole ; permanence excédentaire de notre production agricole ; politique de soutien des marchés ; distinction entre l'agriculture industrielle, l'agriculture marginale et l'agriculture de subsistance ; l'aide à l'homme liée à l'orientation des productions et aux restructurations ; part des dépenses de fonctionnement dans le budget ; fonds d'action conjoncturelle ; fonds d'action rurale ; aménagement des villages ; ses observations sur les S.A.F.E.R. ; enseignement ; construction rurale ; politique de l'élevage* [18 novembre 1969] (p. 3894, 2895) ; *présentation du budget ; cotisation des petits exploitants agricoles à l'A.M.E.X.A. ; revenu cadastral ; problème des investissements ; politique agricole commune ; modification de l'attribution de l'indemnité viagère de départ ; création de deux I.V.D. ; crédit agricole ; profession agricole devant intervenir dans des opérations d'industrialisation ou d'ordre touristique ; fonds d'orientation et d'équipement agricole ; problème des prix ; ses observations sur la viande, le maïs et l'orge ; politique sociale sélective ; rapports de MM. Vedel et Mansholt* (p. 3896, 3897) ;

— sur la motion de censure : *Commerce extérieur de la France ; développement de l'épargne ; hausse des prix ; politique sociale ; développement de la politique contractuelle ; mensualisation des salaires ; S.M.I.C. ; formation professionnelle ; crédit agricole ; insuffisance d'information de la part du Gouvernement ; échec de la négociation algérienne* [20 avril 1971] (p. 1249, 1250) ; *malaise d'une civilisation en pleine transition ; nécessité d'une réelle décentralisation ; nécessité de revaloriser la formation civique ; conséquence de la rigidité des dépenses publiques ; objectifs du V^e Plan* (p. 1251) ; *prix de l'agriculture ; commerce extérieur ; impossibilité d'une politique du logement et d'urbanisme si l'on ne maîtrise pas les sols* (p. 1252).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur les méthodes et le rythme de travail imposés à l'Assemblée Nationale* [10 juin 1971] (p. 2641) ; *comparaison entre les séances de l'Assemblée en juin et en avril ; risque de discrédit du Parlement et de la démocratie* (p. 2642).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du VI^e Plan de développement économique et social : *Financement des investissements ; dépenses publiques ; remise en cause de l'utilisation des dépenses de subventions ; caractère concurrentiel du secteur public ; autofinancement ; extension des sociétés de caution mutuelle* [17 juin 1971] (p. 3041) ; *développement des prises de participation industrielle en association ; régionalisation de l'Institut de développement industriel ; éventail des salaires ; problème de la dignité du travail ouvrier* (p. 3042).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'interview à l'O.R.T.F. de MM. Shara Shan Volodia et Boisgonthier de Grenoble qui se trouvent sous le coup d'un mandat d'arrêt [25 juin 1971] (p. 3446).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale sans débat relative aux incompatibilités parlementaires [8 octobre 1971] (p. 4432, 4433, 4437, 4438).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Rigidité des dépenses publiques* [20 octobre 1971] (p. 4672) ; *objectif du plein emploi ; climat inflationniste mondial ; indication des contraintes externes et internes ; choix du Gouvernement ; mesures d'égalisation fiscale en faveur des travailleurs non salariés ; mise sur pied d'un système d'aide en faveur des vieux commerçants victimes de l'évolution économique ; dépenses de fonctionnement et d'équipement ; dépenses d'intervention économique ; adaptation des entreprises publiques aux règles de la concurrence ; modification du régime des subventions économiques et sociales* (p. 4673) ; *problèmes d'urbanisation et d'équipements publics ; crédits affectés à l'aménagement du territoire ; taxe d'urbanisation ; réforme de la fiscalité locale ; problème de la patente et de la T.V.A. ; problème des communes en matière de T.V.A. ; épargne et financement des investissements ; rente Pinay ; régionalisation de l'institut de développement économique ; politique agricole ; modalités de l'aide* (p. 4674) ; *problème de la formation ; ses observations sur la construction* (p. 4675).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population une question orale avec débat relative aux problèmes de l'emploi [3 décembre 1971] (p. 6394) : *Psychose de chômage ; rôle de l'Agence nationale pour l'emploi ; nombre des chômeurs recevant les prestations servies par l'A.S.S.E.D.I.C. ; enseignement technique ; formation professionnelle ; orientation scolaire et universitaire ; aménagement du territoire ; aide aux reconversions et mutations ; loi sur la formation permanente ; situation en Lorraine et dans l'Isère ; chômage des hommes de plus de cinquante ans ; préretraite ; problème des cadres ; augmentation de la dotation du Fonds national de l'emploi ; situation des vieux commerçants et artisans, victimes des mutations économiques ; crise monétaire internationale ; allégement de la fiscalité ; libéralisation du crédit aux entreprises ; crédit à la consommation ; lutte contre la hausse des prix* (p. 6398, 6399, 6400).

Ses observations sur l'interruption des travaux de l'Assemblée Nationale en raison du référendum du 23 avril 1972 : *Attitude de l'opposition qui défend deux politiques contradictoires* [5 avril 1972] (p. 802).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population, une question orale avec débat relative aux problèmes de l'emploi : *Evaluations du nombre des chômeurs ; caractère structurel et conjoncturel de la situation ; inadaptation de l'offre et de la demande ; absence de main-d'œuvre qualifiée ; développement de l'enseignement technique ; application des textes relatifs à la formation permanente ; création des petites et moyennes unités de travail dans les villes moyennes (« pôles d'ancrage ruraux ») ; cas de La Mure ; création d'emplois de compensation ; délais d'octroi de l'allocation de chômage aux jeunes travailleurs ; aide aux travailleurs de plus de cinquante ans ; libéralisation du crédit ; aide aux exportations* [28 avril 1972] (p. 1201, 1202).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Action du Gouvernement* [24 mai 1972] (p. 1863) : *Exigences de moralité publique ; rapports entre les pouvoirs publics et le monde des affaires ; comportement des hommes politiques ; dignité des hommes et des femmes dans leur travail* (p. 1864) ; *dignité du Parlement ; aménagement de l'ordre du jour prioritaire ; amélioration des services d'information et de documentation ; commissions d'enquête et de contrôle ; ses observations sur l'administration ; information gouvernementale* (p. 1865, 1866).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Art. 1er *sexies : Son sous-amendement à l'amendement de M. Delachenal (constitution de cadres)* [22 juin 1972] (p. 2756) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Delachenal (constitution de cadres intercommunaux)* (p. 2756).

Incident de séance : *Ses observations sur la présence de la Commission des affaires culturelles lors de la discussion du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs*

de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles [27 juin 1972] (p. 2877).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles : *Ses observations sur la discussion de ce projet* [27 juin 1972] (p. 2878, 2879) ; *égalité sociale de tous les salariés* [28 juin 1972] (p. 2915) ; *problème de la prévention ; gestion des compagnies d'assurances ; principe de l'unicité* (p. 2916, 2917) ; Art. 1154 du Code rural : *Son amendement (assiette de la cotisation due à la caisse de mutualité sociale agricole)* (p. 2925) ; *rôle des agents de la mutualité 1900 et des compagnies d'assurances pour payer les prestations* (p. 2925, 2926) ; *coopération de certains organismes avec la mutualité sociale agricole pour la collecte des cotisations* (p. 2927, 2928).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique générale. Ses explications de vote sur la motion de censur : *Sa critique de la motion de censure* [4 octobre 1972] (p. 3907, 3908) ; *bilan économique et social* (p. 3907) ; *inflation ; dignité des travailleurs ; Parlement européen élu* (p. 3908) ; *crise morale ; problème des institutions : donner au Parlement des moyens (services d'information et de documentation, commissions d'enquête et de contrôle) ; création d'une Cour suprême ; parution des décrets d'application* (p. 3909) ; *sa critique du programme commun de la gauche (les nationalisations, l'atteinte aux libertés politiques)* (p. 3909, 3910).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative au remboursement de la T.V.A. aux collectivités locales [20 octobre 1972] (p. 4273) : *Situation des collectivités locales* (p. 4277) ; *taux moyen de progression des emprunts ; montant des subventions d'équipement aux collectivités locales et des prêts consentis par la caisse des dépôts et consignations* (p. 4277, 4281) ; *versement représentatif de la taxe sur les salaires* (p. 4277) ; *anachronisme du régime actuel des subventions* (p. 4278) ; *adaptation des moyens de financement aux besoins des collectivités modernes (subvention complémentaire)* (p. 4278, 4282) ; *remboursement de la T.V.A. : problème politique (exemple du port de Martigues)* (p. 4281).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1973, Après l'Art. 3 : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Sabatier tendant à porter à 60 % le montant de l'acompte provisionnel versé par les contribuables payant leurs impôts avec un an de retard ; amendement qui permettrait de dégager des recettes* [25 octobre 1972] (p. 4376) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Propose l'étalement du remboursement de la T.V.A. sur trois ans, remboursement qui pourrait être inclus dans la subvention complémentaire d'équipement* [7 novembre 1972] (p. 4802).

PASQUA (Charles)

Député des Hauts-de-Seine
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

A donné sa démission de membre de cette Commission [4 mai 1971] (p. 1636).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [4 mai 1971] (p. 1636), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre titulaire de la Commision mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1972 [9 décembre 1971] (p. 6609) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 [15 décembre 1971] (p. 6809) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances [19 décembre 1972] (p. 6366).

Dépôt :

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 47 : Défense nationale (dépense en capital), n° **2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Politique de l'information ; création d'unités autonomes d'information ; gestion de l'O.R.T.F. ; concurrence entre les deux chaînes ; ses observations sur le Gouvernement actuel ; attitude d'une partie du personnel de l'O.R.T.F. lors des événements de mai 1968 ; ses observations sur l'objectivité ; politique du Gouvernement* [21 novembre 1969] (p. 4224 à 4226) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Cas des chauffeurs de taxi qui ont opté pour le régime général* [3 décembre 1969] (p. 4551).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la dénonciation des forfaits fiscaux des commerçants [10 avril 1970] (p. 944, 945).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Constitution en France de deux catégories de citoyens : ceux dont on attend qu'ils respectent les tois, et ceux au profit desquels on se décidera peut-être un jour à institutionnaliser le droit à l'émeute ; ses observations sur Nanterre ; devoirs des professeurs et des étudiants ; ses observations sur la loi d'orientation ; création d'une force de police réservée à l'Université ; ses observations sur les groupes armés qui se déplacent de faculté en faculté ; distinction entre les étudiants et les agitateurs* [15 avril 1970] (p. 1074 à 1076).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Ses observations sur la discussion du projet de loi ; rétablissement de l'ordre ; défense de nos libertés individuelles ; caractéristiques des pays de démocratie populaire ; application du projet de loi* [29 avril 1970] (p. 1414, 1415).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la grève du personnel d'Orly [15 mai 1970] (p. 1751, 1752).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant simplifications fiscales, Art. 10 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa* (1°) *du paragraphe 3 de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « Font l'objet d'un remboursement du droit de fabrication, sous réserve des justifications stipulées à l'alinéa précédent, les produits reçus par un marchand en gros, droit de fabrication inclus, et ultérieurement exportés par celui-ci »* 3 [juin 1970] (p. 2195) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2195, 2196) ; *retrait de son amendement* (p. 2196) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 1 de cet article par l'alinéa suivant : « Est également arrêté, le dernier*

jour de chaque mois, le compte dûment accompagné des pièces justificatives présentées par le marchand en gros pour obtenir la restitution du trop versé sur les droits frappant les boissons réintégrées » (p. 2197) ; *raccourcissement des délais de remboursement du trop versé sur les droits frappant les boissons* (p. 2197) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne : *Création de la zone de l'établissement public pour l'aménagement de la Défense (E.P.A.D.) ; organisation d'un certain chômage ; son vote sur le projet de loi ; départ d'un certain nombre d'industries dans l'ouest parisien et du département des Hauts-de-Seine* [8 avril 1971] (p. 1006).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux licenciements dans les établissements Allinquant [30 avril 1971] (p. 1589, 1590).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Développement de la toxicomanie ; possibilité d'un débat sur ce problème* [4 novembre 1971] (p. 5313).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux échanges culturels franco-soviétiques [5 novembre 1971] (p. 5391, 5392).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉPENSES MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Sa présentation du titre V du budget des armées concernant les dépenses en capital ; priorité à l'équipement ; respect des plans d'armement de la troisième loi de programme ; avion franco-britannique* Jaguar ; *révision de la loi de programme en maintenant toutes les réalisations ; dotation pour les études et la fabrication des bombes atomiques ; réalisation des engins balistiques ; dotation de l'armement nucléaire tactique ; études et prototypes ; fabrications de matériels aériens ; prototype* Mirage G 8 ; Mirage F 1 [8 novembre 1972] (p. 4840) ; *crédits de la marine ; force nucléaire sous-marine ; choix d'un nouvel avion d'assaut pour nos deux porte-avions ; construction de casernes pour les gendarmes ; importance des exportations d'armement* (p. 4841).

PAYE (Lucien)

PREMIER PRÉSIDENT
DE LA COUR DES COMPTES

Dépose sur le bureau de l'Assemblée Nationale le rapport établi par la Cour des comptes en exécution des dispositions de l'article 11 de la loi du 22 juin 1967 [30 juin 1970] (p. 3336).

Dépôt du rapport établi par la Cour des comptes en application des dispositions de l'article 11 de la loi du 22 juin 1967 [29 juin 1971] (p. 3504).

PEIZERAT (Georges)

Député de la Savoie
(2e circonscription)
P.D.M.

En remplacement, le 23 juillet 1969, de M. Fontanet, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [*J.O.* du 25 juillet 1969] (p. 7478), [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [16 septembre 1969] (p. 2280), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [16 décembre 1969 (p. 4984) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés [18 décembre 1970] (p. 6707) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles [18 décembre 1971] (p. 6975).

Est élu vice-président de cette Commission [18 décembre 1971] (p. 6975).

Interventions :

Est entendu, en qualité de *suppléant*, sur la question orale sans débat de M. Sallenave relative à l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension [17 octobre 1969] (p. 2747).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Ses observations sur la Savoie ; modicité des crédits ; accroissement de la clientèle touristique ; rôle du réseau routier touristique ; suppression de la taxe locale ; ressources des communes touristiques ; allocation complémentaire versée par le fonds d'action locale ; tourisme social ; création de villages de vacances et de terrains de campings en zones de réservation rurale ; problème de la formation professionnelle ; élaboration du VIe Plan ; charges sociales et fiscales pesant sur l'hôtellerie* [5 novembre 1969] (p. 3356) ;

— du projet de loi relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants : *Vote du groupe Progrès et démocratie moderne ; ses observations sur les ayants droit, notamment les veuves* [2 juin 1970] (p. 2181, 2182) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes, Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les majorations des subventions prévues à l'article 2 du décret du 27 août 1964 s'imputeront sur le crédit prévu à l'alinéa ci-dessus »* [3 juin 1971] (p. 2334).

PERETTI (Achille)

Député des Hauts-de-Seine
(6e circonscription)
U.D.R.

VICE-PRÉSIDENT
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

PRÉSIDENT
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204), [2 avril 1969] (p. 813).

Est élu Président de l'Assemblée Nationale [25 juin 1969] (p. 1718).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à réglementer l'exercice du droit de grève par des personnels des compagnies de navigation assurant des liaisons régulières avec les parties non continentales du territoire métropolitain et avec les départements et territoires d'outremer, n° **150** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance, n° **334** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à assurer aux agents contractuels de l'Etat et des collectivités locales le droit aux congés payés annuels, n° **335** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à réviser la Constitution en vue d'instaurer un régime présidentiel, n° **337** [8 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à simplifier la procédure de délivrance du permis de construire, n° **500** [4 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code électoral, n° 656 [3 avril 1969].

En qualité de vice-président :

Préside : la séance du 13 juillet 1968 (p. 2211) ; la 1re séance du 19 juillet 1968 (p. 2336) ; la 2e séance du 19 juillet 1968 (p. 2339) ; la 2e séance du 22 juillet 1968 (p. 2413) ; la séance du 16 octobre 1968 (p. 3330) ; la 1re séance du 28 octobre 1968 (p. 3615) ; la 1re séance du 4 novembre 1968 (p. 3839) ; la 4e séance du 8 novembre 1968 (p. 4195) ; la 2e séance du 9 novembre 1968 (p. 4247) ; la 1re séance du 19 novembre 1968 (p. 4681) ; la séance du 20 novembre 1968 (p. 4754) ; la séance du 28 novembre 1968 (p. 4928) ; la séance du 29 novembre 1968 (p. 4973) ; la séance du 30 avril 1969 (p. 1169) ; la séance du 13 mai 1969 (p. 1356) ; la séance du 24 juin 1969 (p. 1679).

En qualité de Président de l'Assemblée Nationale :

Préside : la 2e partie de la séance du 25 juin 1969 (p. 1718) ; la 1re séance du 26 juin 1969 (p. 1727) ; la séance du 27 juin 1969 (p. 1796) ; la 1re séance du 16 septembre 1969 (p. 2249) ; la 2e séance du 16 septembre 1969 (p. 2269) ; la 1re séance du 2 octobre 1969 (p. 2427) ; la 2e séance du 2 octobre 1969 (p. 2431) ; la séance du 3 octobre 1969 (p. 2475) ; la séance du 7 octobre 1969 (p. 2497) ; la 2e partie de la séance du 8 octobre 1969 (p. 2539) ; la séance du 14 octobre 1969 (p. 2640) ; la 1re séance du 28 octobre 1969 (p. 2959) ; la 2e séance du 31 octobre 1969 (p. 3191) ; la 3e séance du 31 octobre 1969 (p. 3201) ; la 2e séance du 4 novembre 1969 (p. 3297) ; la 1re séance du 7 novembre 1969 (p. 3507) ; la 2e partie de la 4e séance du 7 novembre 1969 (p. 3558) ; la 1re séance du 12 novembre 1969 (p. 3571) ; la séance du 15 novembre 1969 (p. 3807) ; la 2e séance du 18 novembre 1969 (p. 3901) ; la 2e séance du 20 novembre 1969 (p. 4067) ; la 2e partie de la 2e séance du 22 novembre 1969 (p. 4316) ; la séance du 25 novembre 1969 (p. 4336) ; la 1re séance du 2 décembre 1969 (p. 4459) ; la 1re séance du 9 décembre 1969 (p. 4712) ; la 1re séance du 16 décembre 1969 (p. 4941) ; la séance du 20 décembre 1969 (p. 5117) ; la séance du 2 avril 1970 (p. 745) ; la séance du 3 avril 1970 (p. 785) ; la séance du 7 avril 1970 (p. 807) ; la 1re partie de la séance du 10 avril 1970 (p. 944) ; la séance du 14 avril 1970 (p. 997) ; la séance du 21 avril 1970 (p. 1189) ; la 1re séance du 28 avril 1970 (p. 1319) ; la 1re séance du 29 avril 1970 (p. 1375) ; la 2e séance du 29 avril 1970 (p. 1381) ; la séance du 5 mai 1970 (p. 1464) ; la séance du 12 mai 1970 (p. 1613) ; la séance du 19 mai 1970 (p. 1780) ; la 1re partie de la 1re séance du 26 mai 1970 (p. 1921) ; la 1re séance du 9 juin 1970 (p. 2341) ; la 1re partie de la 1re séance du 15 juin 1970 (p. 2637) ; la 2e partie de la séance du 18 juin 1970 (p. 2819) ; la 1re séance du 23 juin 1970 (p. 2911) ; la 2e séance du 30 juin 1970 (p. 3336) ; la séance du 2 octobre 1970 (p. 4045) ; la séance du 6 octobre 1970 (p. 4109) ; la 1re séance du 15 octobre 1970 (p. 4305) ; la 2e partie de la 2e séance du 15 octobre 1970 (p. 4337) ; la 1re séance du 20 octobre 1970 (p. 4409) ; la 2e séance du 26 octobre 1970 (p. 4709) ; la 2e séance du 27 octobre 1970 (p. 4765) ; la 1re séance du 3 novembre 1970 (p. 5025) ; la 2e séance du 7 novembre 1970 (p. 5341) ; la 1re séance du 10 novembre 1970 (p. 5449) ; la 1re séance du 16 novembre 1970 (p. 5595) ; la 3e séance du 17 novembre 1970 (p. 5708) ; la séance du 24 novembre 1970 (p. 5865) ; la 1re séance du 4 décembre 1970 (p. 6180) ; la 1re séance du 8 décembre 1970 (p. 6243) ; la séance du 15 décembre 1970 (p. 6532) ; la séance du 19 décembre 1970 (p. 6717) ; la séance du 2 avril 1971 (p. 832) ; la 1re partie de la séance du 6 avril 1971 (p. 904) ; la 1re séance du 20 avril 1971 (p. 1239) ; la séance du 21 avril 1971 (p. 1287) ; la 1re séance du 27 avril 1971 (p. 1447) ; la séance du 4 mai 1971 (p. 1614) ; la séance du 18 mai 1971 (p. 1934) ; la 1re séance du 25 mai 1971 (p. 2027) ; la 1re séance du 1er juin 1971 (p. 2233) ; la 1re séance du 10 juin 1971 (p. 2641) ; la 3e séance du 11 juin 1971 (p. 2765) ; la 1re séance du 15 juin 1971 (p. 2910) ; la 2e séance du 22 juin 1971 (p. 3230) ; la séance du 29 juin 1971 (p. 3502) ; la 2e séance du 30 juin 1971 (p. 3554) ; la 3e séance du 30 juin 1971 (p. 3576) ; la séance du 2 octobre 1971 (p. 4210) ; la séance du 5 octobre 1971 (p. 4271) ; la séance du 12 octobre 1971 (p. 4455) ; la séance du 19 octobre 1971 (p. 4637) ; la 2e séance du 22 octobre 1971 (p. 4799) ; la 1re séance du 26 octobre 1971 (p. 4895) ; la 1re séance du 2 novembre 1971 (p. 5151) ; la 1re séance du 5 novembre 1971 (p. 5359) ; la 1re partie de la 2e séance du 9 novembre 1971 (p. 5541) ; la 2e séance du

16 novembre 1971 (p. 5753) ; la 3e séance du 17 novembre 1971 (p. 5866) ; la 1re séance du 25 novembre 1971 (p. 6097) ; la 2e séance du 25 novembre 1971 (p. 6117) ; la 1re séance du 30 novembre 1971 (p. 6181) ; la 1re séance du 7 décembre 1971 (p. 6430) ; la 3e séance du 10 décembre 1971 (p. 6684) ; la 2e séance du 14 décembre 1971 (p. 6729) ; la 1re partie de la 1re séance du 20 décembre 1971 (p. 6983) ; la 2e séance du 20 décembre 1971 (p. 7017) ; la séance du 4 avril 1972 (p. 785) ; la séance du 5 avril 1972 (p. 799) ; la 1re séance du 25 avril 1972 (p. 989) ; la 1re séance du 2 mai 1972 (p. 1229) ; la séance du 10 mai 1972 (p. 1478) ; la 1re séance du 16 mai 1972 (p. 1523) ; la 1re séance du 23 mai 1972 (p. 1809) ; la 1re partie de la 2e séance du 23 mai 1972 (p. 1825) ; la séance du 24 mai 1972 (p. 1857) ; la séance du 30 mai 1972 (p. 1997) ; la séance du 13 juin 1972 (p. 2412) ; la 1re séance du 15 juin 1972 (p. 2507) ; la 1re séance du 16 juin 1972 (p. 2572) ; la 3e séance du 16 juin 1972 (p. 2600) ; la 1re partie de la 1re séance du 27 juin 1972 (p. 2851) ; la 2e séance du 1er juillet 1972 (p. 3119) ; la 1re partie de la séance du 2 octobre 1972 (p. 3840) ; la séance du 3 octobre 1972 (p. 3879) ; la séance du 4 octobre 1972 (p. 3901) ; la séance du 5 octobre 1972 (p. 3929) ; la séance du 17 octobre 1972 (p. 4180) ; la 1re séance du 24 octobre 1972 (p. 4289) ; la 2e séance du 7 novembre 1972 (p. 4777) ; la 2e partie de la 3e séance du 10 novembre 1972 (p. 5027) ; la 2e partie de la 2e séance du 18 novembre 1972 (p. 5502) ; la séance du 21 novembre 1972 (p. 5544) ; la 1re partie de la 1re séance du 28 novembre 1972 (p. 5671) ; la 1re séance du 5 décembre 1972 (p. 5846) ; la 1re partie de la 1re séance du 14 décembre 1972 (p. 6170) ; la 1re partie de la 1re séance du 20 décembre 1972 (p. 6378) ; la 2e séance du 20 décembre 1972 (p. 6404).

Interventions :

En qualité de vice-président :

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Michel Durafour : *Application de l'article 95, alinéa 3 du Règlement* [9 juillet 1968] (p. 2341).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Fossé sur son vote et celui de M. Dusseanlx sur le projet de loi de finances pour 1969 [20 novembre 1968] (p. 4754).

Adresse à M. le Président de la République les vœux de l'Assemblée Nationale pour le succès de sa mission [24 juin 1969] (p. 1679).

Communique à l'Assemblée Nationale la lettre de M. Chaban-Delmas faisant part de sa nomination en tant que Premier Ministre [24 juin 1969] (p. 1680).

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au port autonome de Paris : *Regroupement des collectivités locales ; désire savoir si l'on va assister au transfert des ressources et du patrimoine des collectivités locales vers le budget de l'Etat ; problème de l'adduction d'eau et de l'assainissement* [15 octobre 1968] (p. 3309) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Dépenses de personnel supportées par les communes pour des enseignements dits « spéciaux » ; abrogation de la loi du 18 août 1947 ; enseignement primaire ; question des retraites ; enseignement des écoles maternelles et élémentaires ; dépenses pour les constructions* [29 octobre 1968] (p. 3676, 3677) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Procédure du permis de construire ; projet de construire une voie rapide à travers le parc de Saint-Cloud ; possibilité de délivrer à l'intéressé, au moment du dépôt des plans à la mairie, un récépissé énumérant les règles d'urbanisme retenues pour la parcelle considérée ; élaboration des plans d'aménagement ; vente des H.L.M. ; distinction entre ceux qui occupent les H.L.M. régulièrement et ceux qui ne devraient plus y être ; vente des garages ; fonctionnement de la Commission de contrôle des opérations immobilières ; son rôle* [12 novembre 1968] (p. 4299 à 4301) ; *permis de construire* [13 novembre 1968] (p. 4342) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Responsabilité civile des communes pour les crimes et délits commis sur leur territoire par des attroupements ; insuffisance des effectifs de police dans l'ensemble de la France et notamment dans la région parisienne ; problème des effectifs de police et de leur installation ; gigantisme de la préfecture de police ; ses observations sur le fait que des maires créent une véritable police municipale composée de fonctionnaires municipaux recrutés et dirigés par eux ; abus qui consiste pour l'Etat à faire payer par les communes*

les frais d'un enseignement général (p. 4378, 4379).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat relative aux pouvoirs des maires en matière de police municipale [30 octobre 1968] (p. 3723, 3724).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative à la distinction entre architecte urbaniste et architecte réalisant les constructions [15 novembre 1968] (p. 4477).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire : *Difficultés pour faire respecter les règles d'urbanisme ; exemple de deux immeubles en cours de construction à Neuilly ; sa proposition de loi tendant à instaurer une procédure simple, rapide et automatique ; projet d'urbanisme de Neuilly ; ses observations sur les plans d'occupation des sols et les plans d'urbanisme* [17 décembre 1968] (p. 5577, 5578) ; *ses observations sur la motion de renvoi* (p. 5589) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (dépôt de la demande de permis de construire)* (p. 5589) ; *permis de construire pouvant être automatiquement accordé par suite du dépôt de la demande à la mairie ; délai pendant lequel l'administration municipale et le préfet peuvent faire connaître leur opposition* (p. 5589, 5590) ; en deuxième lecture : *Moyens dont disposeront les maires pour obtenir que les règles d'urbanisme soient respectées ; problème de l'abattage des arbres dans un terrain qui va être livré à la construction* [19 décembre 1968] (p. 5698, 5699) ; *problème des plantations ; ses observations sur les permissions de voirie ; moyens donnés aux maires* (p. 5702).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative à l'acquisition d'H.L.M. par les locataires [14 mai 1969] (p. 1397, 1398, 1399).

En qualité de Président de l'Assemblée Nationale :

Son allocution en prenant place au fauteuil [25 juin 1969] (p. 1718).

Lit à l'Assemblée Nationale le texte du message du Président de la République [25 juin 1969] (p. 1718, 1719).

Clôture de la seconde session ordinaire de 1968-1969 [27 juin 1969] (p. 1799).

Ouverture de la session extraordinaire [16 septembre 1969] (p. 2249).

Informe l'Assemblée Nationale de la cessation de mandat de députés nommés ministres [16 septembre 1969] (p. 2250).

Indique à l'Assemblée Nationale la démission de MM. Barillon, Durbet, Genevard, Jarrige et Paillier [16 septembre 1969] (p. 2250).

Ouverture de la première session ordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1969-1970 [2 octobre 1969] (p. 2427).

Proclame l'élection de M. Raynal en remplacement de M. Georges Pompidou, élu Président de la République [2 octobre 1969] (p. 2427).

Ses observations sur le rôle du Bureau de l'Assemblée Nationale [22 octobre 1969] (p. 2828).

Son hommage de bienvenue à une délégation du Soviet suprême [13 novembre 1969] (p. 3643).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Gaudin : *Difficulté de prononcer une suspension de séance lors de la discussion budgétaire ; ses observations sur les questions orales* [20 novembre 1969] (p. 4068).

Ses remerciements : *En raison de la fin de la discussion budgétaire, au Gouvernement, aux vice-présidents, à la presse et aux fonctionnaires* [22 novembre 1969] (p. 4327).

Ses observations sur les mises au point de votes faites par M. Commenay [25 novembre 1969] (p. 4336).

Clôture de la session ordinaire : *Non-application de la procédure du vote bloqué ; modifications du Règlement ; collaboration entre le Gouvernement et le Parlement ; ses remerciements à la presse et au personnel ; ses vœux* [20 décembre 1969] (p. 5119).

Ouverture de la seconde session ordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1969-1970 [2 avril 1970] (p. 745).

Prononce l'éloge funèbre de M. Liévin Danel [2 avril 1970] (p. 746).

Fait part à l'Assemblée Nationale de la décision du Conseil constitutionnel relative à la modification du Règlement de l'Assemblée [2 avril 1970] (p. 746).

Constate que le Bureau de l'Assemblée Nationale est constitué [2 avril 1970] (p. 746).

Informe l'Assemblée que la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales demande le vote sans débat du projet de loi, en deuxième lecture, portant modification de diverses dispositions du Code rural en vue de l'unification des procédures de recouvrement des cotisations des régimes de protection sociale agricole [2 avril 1970] (p. 745).

Prononce l'éloge funèbre de Mme Jeannette Prin [7 avril 1970] (p. 807, 808).

Est entendu sur les questions d'actualité : *Intérêt de cette nouvelle procédure* [10 avril 1970] (p. 944).

Ses observations sur le rappel de M. Marc Jacquet : *Application des articles 54 et 56 du Règlement* [29 avril 1970] (p. 1394).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Stehlin [5 mai 1970] (p. 1465).

Hommage rendu à la mémoire du colonel Pierre Bourgoin [12 mai 1970] (p. 1613, 1614).

Annonce la démission de M. Souchal de son mandat de député [19 mai 1970] (p. 1780).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Spénale [9 juin 1970] (p. 2342).

Commémoration de l'appel du 18 juin 1940 [18 juin 1970] (p. 2819).

Hommage à la mémoire du Président Henri Queuille [18 juin 1970] (p. 2819, 2820).

Hommage de bienvenue à une délégation de l'Assemblée Nationale turque conduite par M. Ferruh Bozbeyli [23 juin 1970] (p. 2917).

Donne acte à M. Lucien Paye du rapport de la Cour des comptes [30 juin 1970] (p. 3336).

Clôture de la session : *Bilan de l'activité de l'Assemblée Nationale ; importance des discussions intervenues à l'Assemblée ; contrôle parlementaire ; ses observations sur les questions écrites et les questions d'actualité ; absentéisme parlementaire ; changement dans les méthodes de nos débats publics ; travail du Parlement au début des sessions* [30 juin 1970] (p. 3341, 3342, 3343).

Ouverture de la première session ordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1970-1971 [2 octobre 1970] (p. 4045).

Prononce les éloges funèbres de MM. Félix Gaillard et Jacques Chabrat [2 octobre 1970] (p. 4046).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Brugnon : *Constitution d'une commission d'enquête sur le marché de la Villette* [2 octobre 1970] (p. 4048, 4049).

Prononce les éloges funèbres de MM. Edmond Michelet et Edouard Daladier [15 octobre 1970] (p. 4305, 4306).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Odru [15 octobre 1970] (p. 4307).

Annonce à l'Assemblée Nationale le décès du général de Gaulle [10 novembre 1970] (p. 5449).

Son souhait que les mises au point au sujet des votes soient faites personnellement par les intéressés [3 novembre 1970] (p. 5025).

Prononce l'éloge funèbre de M. Hippolyte Ducos [16 novembre 1970] (p. 5595, 5596).

Ses observations lors de la discussion du budget pour 1971 (services du Premier Ministre - O.R.T.F.) sur la retransmission des débats parlementaires [16 novembre 1970] (p. 5606).

Ses observations au terme de la discussion budgétaire : *Ses remerciements aux vice-présidents de l'Assemblée ; problème de l'amélioration des conditions de travail* [17 novembre 1970] (p. 5729).

Ses observations sur la clôture de la session : *Importance de cette session ; ses observations sur les questions orales ; accroissement du nombre des questions écrites ; ses remerciements* [19 décembre 1970] (p. 6733, 6734).

Ouverture de la seconde session ordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1970-1971 [2 avril 1971] (p. 831) ; son allocution : *Ses observations sur les travaux effectués à l'Assemblée Nationale ; information de l'Assemblée ; ses observations sur le travail législatif de la précédente session* [2 avril 1971] (p. 832).

Prononce l'éloge funèbre de M. Raymond Mondon [avril 1971] (p. 904).

Prononce l'éloge funèbre de M. Philippe Rivain [27 avril 1971] (p. 1447, 1448).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Max Lejeune : *Discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes* [25 mai 1971] (p. 2028).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Paquet : *Conditions de travail de l'Assemblée Nationale ; son souhait que les textes soient déposés sur le bureau de l'Assemblée avant l'ouverture de chaque session* [10 juin 1971] (p. 2642).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Louis Vallon [15 juin 1971] (p. 2910).

Ses observations sur le travail parlementaire : *Déséquilibre des ordres du jour ; ordre du jour du début du mois d'octobre ; possibilité de faire connaître les indications données, lors des conférences des présidents, par le ministre chargé des relations avec le Parlement en ce qui concerne l'ordre du jour du mois* [22 juin 1971] (p. 3238).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Frys : *Conditions du travail parlementaire* [29 juin 1971] (p. 3513).

Ses observations sur la session parlementaire : *Bilan des travaux de l'Assemblée ; rythme de travail ; nombre de propositions de loi adoptées en première lecture ; nombre d'amendements déposés ; ses observations sur les questions orales, les questions d'actuatité, les questions écrites ; possibilité pour le Gouvernement de convoquer une session extraordinaire ; procédure de vote sans débat ; information des députés en ce qui concerne les indications données à la conférence des présidents par le ministre chargé des relations avec le Parlement* [30 juin 1971] (p. 3554) ; *ses remerciements ; mise en cause du jeu parlementaire et des institutions républicaines* (p. 3555).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Odru [30 juin 1971] (p. 3582).

Clôture de la seconde session ordinaire de 1970-1971 [30 juin 1971] (p. 3587).

Ouverture de la première session ordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1971-1972 [2 octobre 1971] (p. 4210).

Informe l'Assemblée Nationale du décès de M. Jean Montalat [2 octobre 1971] (p. 4210).

Annonce à l'Assemblée que MM. Roland Boscary-Monsservin, Emile Didier et Maurice Pic ont été élus sénateurs [2 octobre 1971] (p. 4210).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Odru : *Inscription des questions orales à l'ordre du jour ; situation de M. Rives-Henrÿs ; application des dispositions concernant les incompatibilités* [2 octobre 1971] (p. 4211, 4212).

Prononce l'éloge funèbre de M. Jean Montalat, député de la Corrèze [5 octobre 1971] (p. 4271, 4272).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Bustin [12 octobre 1971] (p. 4455).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Poudevigne sur son vote [19 octobre 1971] (p. 4638).

Ses observations sur la nécessité pour chaque orateur de respecter son temps de parole [26 octobre 1971] (p. 4903).

Ses observations sur la nécessité pour chaque orateur de respecter son temps de parole [2 novembre 1971] (p. 5158).

Souhaite la bienvenue au Grand Chancelier de la Légion d'honneur [5 novembre 1971] (p. 5360) ;

Annonce le décès de M. Raymond Grandsart, député de la Charente-Maritime [9 novembre 1971] (p. 5541).

S'excuse d'être obligé de quitter l'hémicycle [9 novembre 1971] (p. 5548).

Prononce l'éloge funèbre de M. Raymond Grandsart [16 novembre 1971] (p. 5753).

Ses observations sur la fin de la discussion en première lecture du projet de loi de finances pour 1972 : *Importance du travail accompli ; ses remerciements* [17 novembre 1971] (p. 5894).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Bernard Marie et Pierre Lagorce [30 novembre 1971] (p. 6182).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Max Lejeune : *Application de l'article 7 de l'alinéa 2 du Règlement* [7 décembre 1971] (p. 6430).

Proclame l'élection de MM. Jean Briane, Pierre Bernard-Reymond et Henri Michel [7 décembre 1971] (p. 6432).

Ses observations sur l'irrecevabilité des amendements [7 décembre 1971] (p. 6441).

Ses observations sur l'application de la procédure du vote sans débat prévu à l'article 91, alinéa 2, du Règlement [14 décembre 1971] (p. 6731).

Prononce l'éloge funèbre de M. Pierre Ziller, député des Alpes-Maritimes [20 décembre 1971] (p. 6983).

Informe l'Assemblée que M. Louis Noilou remplace M. Pierre Ziller [20 décembre 1971] (p. 6983).

Ses observations avant la clôture de la session : *Information donnée par le Gouvernement sur l'organisation du travail de l'Assemblée ; utilisation des premiers jours du mois d'octobre* [20 décembre 1971] (p. 6983) ; *nombre des matinées consacrées à la discussion publique ; ses observations sur la discussion de la loi de finances ; inscription de dix propositions de loi à l'ordre du jour ; utilisation de la procédure du vote sans débat ; création d'une commission de contrôle sur l'O.R.T.F. ; son intention d'adresser une lettre aux membres du Bureau et de la Conférence des Présidents en vue de recueillir des suggestions sur la modification du Règlement ; fréquentation de l'hémicycle ; application des lois ; son opposition à l'impression des discours* (p. 6984) ; *possibilité donnée aux rapporteurs de renoncer à faire un exposé à la tribune* (p. 6985).

Prononce la clôture de la première session ordinaire de 1971-1972 [20 décembre 1971] (p. 7022).

Ouverture de la seconde session ordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1971-1972 [4 avril 1972] (p. 785).

Son allocution : *Ses observations sur les travaux effectués dans l'hémicycle* [4 avril 1972] (p. 786).

Souhaite la bienvenue à un groupe de représentants du congrès des Etats-Unis, conduit par MM. Railsback et Caffery [4 avril 1972] (p. 786).

Informe l'Assemblée Nationale de la cessation du mandat de député de M. de Lipkowski nommé membre du Gouvernement et de son remplacement par M. Claude Jousseaume [4 avril 1972] (p. 786).

Informe l'Assemblée Nationale de la décision du Conseil constitutionnel concernant la loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires [4 avril 1972] (p. 786).

Lit le message de M. Pompidou, Président de la République, au Parlement à propos du référendum du 23 avril 1972 (ratification du Traité relatif à l'adhésion au Marché commun de l'Angleterre, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège) [5 avril 1972] (p. 799, 800).

Communique le décret décidant de soumettre un projet de loi au référendum [5 avril 1972] (p. 800).

Ses observations sur le fait qu'un message du Président de la République, en vertu de l'article 18 de la Constitution, ne peut donner lieu à aucun débat [5 avril 1972] (p. 801).

Prononce l'éloge funèbre de M. Paul Cormier, député de Loir-et-Cher [25 avril 1972] (p. 989, 990) ;

Informe l'Assemblée du remplacement de M. Paul Cormier par M. Jean Desanlis [25 avril 1972] (p. 990).

Annonce à l'Assemblée la démission de M. Rives-Henrÿs [16 mai 1972] (p. 1523).

Ses observations sur l'application de l'article 58 du Règlement lors de la discussion du débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale [23 mai 1972] (p. 1817).

Ses observations sur l'incident de séance consécutif à l'intervention de M. Ballanger lors de la déclaration du Gouvernement [23 mai 1972] (p. 1825).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Cressard [24 mai 1972] (p. 1879).

Hommage de bienvenue à une délégation du Parlement sud-coréen [30 mai 1972] (p. 2004).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Roucaute [13 juin 1972] (p. 2413).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Boulloche : *Exercice du droit de grâce par le Président de la République* [27 juin 1972] (p. 2851, 2852).

Ses observations sur les paroles de M. Peyrefitte et la discussion du projet de loi

concernant l'assurance des travailleurs agricoles [27 juin 1972] (p. 2870).

Son allocution à la fin de la session : *Collaboration avec le Gouvernement ; rythme de travail de l'Assemblée* [1er juillet 1972] (p. 3119) ; *rôle de la Conférence des Présidents ; formes du contrôle parlementaire ; notes de renseignements distribuées par le Gouvernement au moment de la discussion du budget ; ses remerciements* (p. 3120).

Prononce la clôture de la seconde session ordinaire de 1971-1972 [1er juillet 1972] (p. 3123).

Ouverture de la première session ordinaire de 1972-1973 [2 octobre 1972] (p. 3840).

Prononce les éloges funèbres de MM. Robert Lavergne, député des Hauts-de-Seine et Augustin Beauverger [3 octobre 1972] (p. 3879, 3880).

Ses excuses à M. Delelis qui aurait voulu qu'il rappelle à l'ordre l'auteur d'une interruption [7 novembre 1972] (p. 4781).

Hommage de bienvenue à une délégation de l'Assemblée Nationale tunisienne conduite par M. Fathi Zoukir, premier vice-président [21 novembre 1972] (p. 5557).

Sa réponse à M. Bonhomme à propos du rappel au Règlement concernant la demande de levée d'immunité parlementaire à son encontre pour délit de presse : *Son application du Règlement* [28 novembre 1972] (p. 5672) ; *information des députés au moment de l'annonce de la demande de levée de l'immunité parlementaire* (p. 5673).

Sa mise au point à propos de sa charge consistant avant tout à faire respecter le Règlement mais avec libéralisme, dans la discussion du projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire ; en conséquence, donne la parole à M. de Grailly, avant le retrait de l'amendement de M. Krieg [5 décembre 1972] (p. 5859).

Son allocution à la fin de la session : *Ses observations sur la prochaine consultation électorale ; bilan de l'activité du Parlement ; variété et ampleur des réformes réalisées ; contrôle du Gouvernement ; lenteur que le Gouvernement apporte à répondre aux questions écrites ; rôle des deux commissions d'enquête et de contrôle sur l'O.R.T.F. et les sociétés civiles de placements immobiliers* [20 décembre 1972] (p. 6379) ; *désignation d'un médiateur ; rôle des questions d'actualité ; distribution, avec les fascicules budgétaires, de notes de synthèse préparées par chaque ministre ; application de l'article 132 et 91 du Règlement ; mise à jour de la méthode de discussion budgétaire ; possibilité d'avancer de quinze jours la date d'ouverture de la session de printemps afin de permettre la suspension des travaux de l'Assemblée au moment des congés de Pâques ; indication de diverses améliorations pratiques réalisées à l'Assemblée ; nécessité de renforcer le concours qu'apportent aux divers groupes les personnels politiques ; ses remerciements ; ses vœux* (p. 6380, 6381).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Neuwirth [20 décembre 1972] (p. 6404).

Prononce la clôture de la première session ordinaire de 1972-1973 [20 décembre 1972] (p. 6416).

PÉRONNET (Gabriel)

Député de l'Allier
(4e circonscription)
F.G.D.S., puis N.I., puis app. S., puis N.I., puis app. S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'apparente au groupe socialiste [21 octobre 1969] (p. 2797).

Cesse d'être apparenté au groupe socialiste [15 octobre 1970] (p. 4349).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7089).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des affaires

culturelles, familiales et sociales [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu représentant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 octobre 1968] (p. 3387).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 256) autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Nouakchott le 15 novembre 1967, n° 433 [13 novembre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi n° 992 autorisant la ratification de la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, ouverte à la signature à Tokyo le 14 septembre 1963, signé par la France le 11 juillet 1969, n° 1092 [21 avril 1970].

Sa proposition de loi relative à l'élection des conseillers municipaux dans les villes de plus de 50.000 habitants, n° 1162 [27 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à élever à la dignité de maréchal de France, à titre posthume le général d'armée Pierre Kœnig, n° 1459 [25 novembre 1970].

Sa proposition de loi relative à la réglementation de la profession de visiteur médical, n° 1575 [18 décembre 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés, Art. 23 : *Sa question de savoir si les comptables agréés et les experts comptables rapatriés d'Algérie pourront bénéficier d'une inscription au tableau de l'ordre* [17 octobre 1968] (p. 3368) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Thermalisme français, problème des indemnités journalières ; ses observations sur les bureaux payeurs ; problème du plafond des ressources ; rôle du conseil supérieur du thermalisme ; enseignement de l'hydrologie dans les facultés de médecine* [6 novembre 1968] (p. 4006, 4007) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Fonctionnement de la Réunion des théâtres lyriques nationaux ; subventions accordées à l'Opéra et à l'Opéra-Comique ; ses observations sur le « Théâtre lyrique populaire » ; mission confiée à Jean Vilar ; rôle du conseil supérieur de la Réunion des théâtres lyriques nationaux ; problème du théâtre privé ; détaxation des spectacles ; réglementation de la profession de directeur de théâtre ; crise du cinéma français ; rapports entre le cinéma et la télévision ; sa proposition d'établir un quota pour les films français sur les écrans de la télévision* [13 novembre 1968] (p. 4357 à 4359) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. - INFORMATION ET O.R.T.F. : *Problème de la qualité des programmes ; ses observations sur le fait que les sanctions ont été prises au détriment de la qualité des programmes ; question de la valeur culturelle de ces derniers ; apparition de la publicité de marques à la télévision ; ses observations sur la Régie française de publicité ; problème de la qualité de l'information ; son objectivité ; mise en place du conseil supérieur de l'information ; problème de l'exercice du droit de réponse ; télévision des débats des assemblées parlementaires ; retransmission des travaux des commissions parlementaires ; qualité professionnelle des journalistes et des présentateurs ; ses observations sur les licenciements* [19 novembre 1968] (p. 4712, 4713) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES CULTURELLES : *Réunion des théâtres lyriques nationaux ; ses observations sur l'Opéra ; subvention de l'Etat aux scènes lyriques nationales ; création d'un comité d'entreprise au sein de la Réunion des Théâtres lyriques nationaux ; enseignement de la musique ; théâtre privé ; ses observations sur la Comédie-Française ; hommage à M. Maurice Escande ; son souhait que le budget des affaires culturelles soit porté à un pour cent du budget général* [20 novembre 1969] (p. 4056 à 4058) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Cures thermales de la Sécurité sociale ; thermalisme étant une thérapeutique moderne, sociale et économique ; situation du thermalisme français* [21 novembre 1969] (p. 4205) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Réorganisation de l'O.R.T.F. ; objectivité de l'information ; accès à l'antenne des représentants de toutes les nuances de pen*

sées ; niveau des programmes ; ses observations sur les licenciements de 1968 (p. 4223, 4224).

Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale sans débat relative aux détournements d'aéronefs [24 avril 1970] (p. 1295, 1296).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Retour de la France au sein du Conseil des Ministres de l'Union de l'Europe occidentale ; ses observations sur la conférence de La Haye ; problème de la ratification de la Convention européenne des Droits de l'homme ; proposition, lors de la conférence de Lagos, d'une convention africaine des Droits de l'homme ; raisons avancées par la France pour refuser de signer la Convention européenne des Droits de l'homme* [28 avril 1970] (p. 1340, 1341).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification de la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, ouverte à la signature de Tokyo le 14 septembre 1963 signée par la France le 11 juillet 1969, en qualité de *Rapporteur pour avis : Insuffisances de cette convention ; accroissement des atteintes portées à la sécurité de la navigation aérienne ; exemple de l'affaire de l'avion japonais détourné sur la Corée du Nord ; détection avant l'embarquement des armes et engins détenus par les passagers ; compétence pénale des Etats ; problème de la piraterie sur les mers ; aspect européen de l'affaire ; attitude de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe ; son souhait que l'O.N.U. prenne position sur ce problème* [19 mai 1970] (p. 1781, 1782).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au complexe scientifique de Clermont-Ferrand [29 mai 1970] (p. 2151, 2152).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la protection de la nature : *Programme de mesures et d'action intéressant la protection de la nature ; exposé du commandant Cousteau devant le Conseil de l'Europe de Strasbourg ; éducation du public ; création d'un secrétariat d'Etat à l'environnement ; nécessité d'une coopération internationale ; nécessité de créer une institution supranationale « pour empêcher le monde de devenir un désert » ; communication de M. Louis Armand* [16 octobre 1970] (p. 4378, 4379).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Non-ratification par la France de la Convention européenne des Droits de l'homme ; ses observations sur les obstacles qui empêcheraient cette ratification ; originalité de cette convention* [5 novembre 1970] (p. 5212).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative à la catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont [6 novembre 1970] (p. 5272, 5273, 5276).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au domaine thermal de Vichy [18 décembre 1970] (p. 6661, 6662).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Crise franco-algérienne ; hausse des prix des carburants ; remise en cause de notre politique méditerranéenne* [20 avril 1971] (p. 1270).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au différend indo-pakistanais [29 octobre 1971] (p. 5113, 5114).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Problème des frontières de l'Inde et du Pakistan ; versement de secours par le Gouvernement français au Haut-commissariat aux réfugiés* [3 novembre 1971] (p. 5248) ; *livraisons d'armes par la France* (p. 5249) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Thermalisme français ; rôle de la commission consultative du thermalisme social ; problèmes de l'enseignement de l'hydrologie* [4 novembre 1971] (p. 5297) ; EDUCATION NATIONALE : *Nécessité d'introduire, dès l'âge préscolaire, l'enseignement pratique d'une langue étrangère dans notre système d'éducation ; ses observations sur la « période sensible du langage » ; problème de bilinguisme à l'école primaire* [9 novembre 1971] (p. 5574) ; *prix de revient de l'apprentissage des langues vivantes dans le système actuel* (p. 5575) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires : *Caractère du texte ; exercice du mandat parlemen-*

taire ; rôle du Parlement ; durée des sessions ; limitation du cumul des mandats dans la loi organique prévue par l'article 25 de la Constitution ; incompatibilité des fonctions gouvernementales et parlementaires [25 novembre 1971] (p. 6109, 6110) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Stagnation du thermalisme français ; restriction des prises en charge des cures thermales par la Sécurité sociale ; enseignement de l'hydrologie ; équipement des stations thermales ; taux réduit de la T.V.A. pour les établissements thermaux ; sa demande d'un comité interministériel chargé du thermalisme* [3 novembre 1972] (p. 4645, 4646).

PERROT (Gaston)

Député de l'Yonne
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

PETIT (Camille)

Député de la Martinique
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 octobre 1968] (p. 3387).

Est nommé :

— membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [22 octobre 1968] (p. 3452) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre suppléant du Conseil de surveillance de la Caisse centrale de coopération économique [19 novembre 1968] (p. 4741).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 571) instituant un régime d'allocations familiales des exploitants agricoles dans les départements d'outre-mer et modifiant les chapitres III-2 et IV-1 du titre II du Livre VII du Code rural, n° 676 [29 avril 1969].

Sa proposition de loi portant amnistie des condamnations prononcées ou pouvant être prononcées à la suite d'infractions commises à l'occasion des élections municipales des 14 et 21 mars 1971, n° 1803 [9 juin 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Installation d'universités dans les départements d'outre-mer ; enseignement secondaire dans les territoires d'outre-mer ; création, dans les départements insulaires, d'unités d'enseignement et de recherche ; modalités d'intégration de ces unités d'enseignement dans les structures universitaires régionales ; réussite du centre d'enseignement du français rattaché au centre d'études supérieures de la Guadeloupe ; importance des instituts universitaires de technologie ; création d'une quatrième année d'études juridiques à l'insti-*

tut juridique Visioz aux Antilles ; collaboration de l'enseignement supérieur et du monde économique et social ; participation des étudiants aux conseils ; information politique ; valeur nationale des diplômes [3 octobre 1968] (p. 3040, 3041) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Solidarité nationale ; crédits du F.I.D.O.M. ; ses observations sur la rentrée scolaire ; crédits destinés à la jeunesse et aux sports ; ses observations sur l'aéronautique, les postes et télécommunications, l'agriculture, les affaires sociales ; formation des adultes ; ses observations sur les affaires culturelles, la recherche scientifique, les équipements d'adduction d'eau, le tourisme ; difficulté de l'industrialisation ; nécessité de proroger jusqu'en 1970 le régime temporaire de la T.V.A. ; restructuration des usines à sucre de la Martinique ; création d'un bureau chargé de la promotion de la jeunesse ; bureau des migrations ; régionalisation* [9 novembre 1968] (p. 4266, 4267) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. - INFORMATION ET O.R.T.F. : *Equipement radiophonique devant suppléer aux actions parascolaires et postscolaires ; fonctionnement de l'O.R.T.F. ; cas des départements d'outre-mer ; importance de la radio et de la télévision scolaire ; départements d'outre-mer étant la plate-forme de la présence française à l'étranger ; diffusion périodique sur l'antenne nationale de programmes réalisés par les stations régionales* [19 novembre 1968] (p. 4713, 4714).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur la Martinique ; déconcentration par l'accroissement des pouvoirs du conseil général ; participation des représentants socio-professionnels ; déconcentration permettant à l'exécutif départemental de prendre des décisions relevant jusqu'à présent de la compétence des bureaux parisiens ; ses observations sur la formule de département-région ; possibilité d'inclure en un seul ensemble les Antilles et la Guyane ; échec de la fédération des îles anglaises de la Caraïbe* [14 décembre 1968] (p. 5519).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi concernant l'octroi d'une allocation exceptionnelle à caractère familial : *Cas des populations des départements d'outre-mer ; modalités d'application dans les D.O.M. ; ses observations sur la natalité* [23 octobre 1969] (p. 2891) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Contribution de la Martinique et des Antilles françaises au patrimoine touristique national ; politique du tourisme dans les départements d'outre-mer ; coordination des activités ; nécessité d'accélérer les procédures de constitution et d'agrément des dossiers techniques, administratifs et financiers ; application de l'article 8 de la loi du 22 décembre 1960 autorisant l'extension de l'exonération d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux réalisés en France métropolitaine ; prorogation de l'octroi de la prime d'emploi au-delà du 31 décembre 1970 ; diversification de l'équipement hôtelier ; modification des décrets du 30 mai 1968 et du 14 juin 1969 restrictifs à l'égard de la petite et de la moyenne hôtellerie* [5 novembre 1969] (p. 3359, 3360) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur le F.I.D.O.M. ; constructions scolaires ; nécessité de conférer aux départements d'outre-mer un véritable rôle de province périphérique en leur assurant des liaisons nationales dans leur environnement ; ses observations sur la grande région éventuelle Antilles-Guyane ; nécessité de compléter l'appareil statistique ; création à l'Institut national de la statistique d'une direction régionale pour les D.O.M. ; publication des opérations financières des D.O.M. dans la comptabilité métropolitaine ; promotion d'une nouvelle organisation économique dans les D.O.M. ; extension des S.I.C.A. et des S.A.F.E.R. ; quota des usines sucrières de la Martinique ; promotion industrielle ; intégration des Antilles dans la politique touristique nationale ; création d'une raffinerie de pétrole et d'une usine d'engrais à la Martinique ; réorganisation du crédit ; missions de la société de développement régional Antilles-Guyane ; participation des D.O.M au fonds de développement européen et au fonds de développement des Nations unies ; enseignement technique; rôle du fonds d'action sanitaire et sociale ; transfert de l'enseignement supérieur scientifique ; création d'un organisme de promotion de la jeunesse des D.O.M. ; coût des liaisons avec la France continentale ; mise en place aux Antilles d'un organisme assurant les ren-*

contres avec les Canadiens français [15 novembre 1969] (p. 3818, 3819) ;

— du projet de loi instituant un régime d'allocations familiales des exploitants agricoles dans les départements d'outre-mer et modifiant les chapitres III-2 et IV-1 du titre II du Livre VII du Code rural, en qualité de *Rapporteur : Poursuite de la départementalisation ; fonds d'action sanitaire et sociale ; situation des petits exploitants ; aide au logement ; nombre des bénéficiaires de la loi de 1961 ; date d'application du texte ; taux de natatité dans les D.O.M.* [27 novembre 1969] (p. 4406, 4407) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer à la date du « 1er juillet 1969 » la date du « 1er juillet 1970 »* (p. 4411) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin de cet article (calcul du montant mensuel des allocations)* (p. 4411) ; *date de la mise en vigueur de la loi* (p. 4411) ; Art. 3 : *Son amendement tendant après le premier alinéa à rédiger ainsi la fin de cet article : « du 1er janvier 1970 au 31 décembre 1970, du 1er janvier 1971 au 31 décembre 1971 »* (p. 4411) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer à la date du « 1er janvier 1973 » la date du « 1er janvier 1972 »* (p. 4411) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe *Plan : Cas des départements d'outre-mer ; bilan du Ve Plan ; ses observations sur la Martinique ; organisation d'une agricullure moderne ; utilisation de la main-d'œuvre ; nécessité d'assurer une mutation industrielle ; rôle des organismes de crédit ; intégration de l'industrie touristique et hôtelière dans l'économie ; mobilité géographique des travailleurs vers la métropole* [15 juin 1970] (p. 2664, 2665) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Difficultés de l'intégration des Antilles dans la compétition économique moderne ; économie bananière de la Martinique ; production d'ananas ; réforme foncière ; vocation de la Martinique comme grand port de l'Amérique centrale pour l'accueil des transporteurs porte-conteneurs; implantation d'H.L.M. à la Réunion et à la Martinique ; problème de la répercussion des augmentations des allocations familiales ; insuffisance de la formation professionnelle ; rentrée scolaire ; taux d'accroissement démographique ; réforme communale ; tarifs aériens ; rôle du F.I.D.O.M. ; nécessité d'augmenter les moyens de radio et de télévision pour le progrès culturel dans les D.O.M.* [26 octobre 1970] (p. 4725) ;

— du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, Art. 37 : *Ses observations sur la jeunesse des départements d'outre-mer ; action des centres actuels de formation professionnelle des adultes ; intérêt des stages destinés aux exploitants et salariés agricoles ; importance du perfectionnement des agents de l'Etat et des collectivités locales* [8 juin 1971] (p. 2568) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Industrialisation dans les départements d'outre-mer ; problème de l'emploi ; situation à la Guadeloupe ; inconvénients du recours aux zones franches artificielles* [16 juin 1971] (p. 2963) ; *création d'une section spécialisée pour les départements d'outre-mer au sein de l'institut de développement industriel* (p. 2964) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Problème des écoles de la Martinique ; affectation des crédits aux D.O.M. et aux T.O.M. ; nécessité d'encourager le travail volontaire des jeunes pour la mise en place des micro-équipements* [22 juin 1971] (p. 3265) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Développement social ; développement de la production pour créer de nouveaux emplois* [26 octobre 1971] (p. 4909) ; *réforme foncière ; commercialisation des produits agricoles locaux ; ses observations sur l'artisanat, la pêche, les petites industries ; problème des exportations ; actualisation en matière d'allocations familiales ; formation des jeunes ; problème de la migration* (p. 4910) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 7 : *Exonération des bénéfices industriels et commerciaux réalisés en métropole et investis dans les départements d'outre-mer* [7 décembre 1971] (p. 6450, 6451) ; *ses observations sur les paroles de M. Valéry Giscard d'Estaing* (p. 6453) ;

— du projet de loi portant approbation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 : *Conséquence fâcheuse du centralisme ;*

sa conviction de l'efficacité du maintien des D.O.M. dans la France et de l'unité de législation dans tous les domaines [10 octobre 1972] (p. 4001, 4002) ; *Article additionnel voté par la Commission des lois visant à la réintégration dans la fonction publique des fonctionnaires rayés des cadres* (p. 4002).

Son intervention dans le budget des D.O.M. faite par M. Maurice Plantier [13 novembre 1972] (p. 5066).

PETIT (Jean-Claude)

Député du Finistère
(8e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 751), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile [28 novembre 1972] (p. 5718) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 616), relatif aux stations radioélectriques privées et aux appareils radioélectriques constituant ces stations, n° 768 [19 septembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° (n° 1212) relative au démarchage à domicile ; 2° (n° 1699) tendant à réglementer la vente à domicile, n° 1889 [24 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 2297), relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, n° 2355 [25 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, n° 2700 [30 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS. - MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur la situation de la pêche à Concarneau ; pêche hauturière ; concurrence des pays étrangers ; ses observations sur les accords Dillon de 1961 ; pêche artisanale ; problème sardinier* [31 octobre 1968] (p. 3783, 3784) ;

— du projet de loi relatif aux stations radio-électriques privées et aux appareils radioélectriques constituant ces stations, en qualité de *Rapporteur : Développement des appareils de télécommande et de radiophonie dans le domaine du jouet ; suppression du recouvrement de toute redevance d'utilisation pour les catégories d'appareils concernés* [9 octobre 1969] (p. 2583, 1584) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Problème de la recherche ; développement scientifique ; ses observations sur la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement de la technologie ; étoisonnement entre les trois modes de développement industriel ; substitution à la hiérarchie des structures de la hiérarchie d'axes de recherche ; problème de la filière nucléaire ; séparation isotopique de l'uranium ; implication de la politique scientifique de la France ; contrôle parlementaire de la recherche scientifique ; création*

d'un groupe parlementaire de la science et de la technologie ; possibilité de constituer un comité officiel qui regrouperait des membres des diverses commissions et qui serait doté des moyens nécessaires ; critères de la création de divers comités [6 novembre 1969] (p. 3455 à 3457) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Mise en réserve des terres fertiles ; politique agricole européenne ; réforme des structures ; surproduction agricole française ; production porcine ; prêts pour les bâtiments d'élevage ; Marché commun agricole* [19 novembre 1969] (p. 3958, 3959) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Ses observations sur la loi de juillet 1966 ; élections professionnelles dans les conseils d'administration des caisses ; causes des difficultés des artisans et commerçants ; réforme de la patente ; procédure d'étude pour instaurer le salaire fiscal des non-salariés* [2 décembre 1969] (p. 4505, 4506).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Problème de l'ordre dans les universités parisiennes en particulier ; autonomie universitaire ; mode d'attribution des bourses dans le second degré ; ses observations sur le barème national ; situation des familles d'agriculteurs et des salariés agricoles ; augmentation des prix forfaitaires de pension ; gratuité de l'enseignement à toute la durée de l'obligation scolaire ; montant de la part de bourse ; barème d'attribution des bourses du second degré* [15 avril 1970] (p. 1047, 1048).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, Après l'Art. 14 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas de deux fonctionnaires mariés, appartenant à une même administration ou à des administrations différentes)* [16 avril 1970] (p. 1097) ; *choix de la résidence de la famille* (p. 1097, 1098).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la date des vacances scolaires [29 avril 1970] (p. 1376).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan [23 juin 1970] (p. 2928).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Situation des officiers mariniers en retraite ; leur indice de pension ; problème des majorations pour enfants ; hétérogénéité des taux de réversion des pensions de veuves* [27 octobre 1970] (p. 4770, 4771) ; AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des petits commerçants et artisans ; amélioration du régime des prestations d'assurance maladie ; suppression de la taxe complémentaire* [28 octobre 1970] (p. 4863) ; *régime des assurances de retraites de vieillesse ; possibilité de prélever une taxe de 0,5 % sur le chiffre d'affaires des supermarchés et des hypermarchés afin d'assurer l'équilibre financier des caisses de vieillesse des non-salariés ; ses observations sur l'assurance maladie des non-salariés non agricoles ; ses observations sur le fait que le malade n'est remboursé que si le montant s'élève à 300 F* (p. 4864) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur la politique scientifique* [30 octobre 1970] (p. 4981) ; *projet de fusée Europa ; malaise du commissariat à l'énergie atomique ; ses observations sur le rapport Cristofini ; nécessité de mettre l'accent sur les activités de diversification du C.E.A. ; procédure des quasi-contrats ; ouverture du C.E.A. vers l'Université ; possibilité de prévoir une structure officielle de liaison entre le C.E.A. et le Parlement* (p. 4982) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Absence d'une véritable égalité sociale entre les anciens agriculteurs ; ses observations sur le fait que les agriculteurs ayant cédé leur exploitation avant le mois d'août 1962 ne peuvent bénéficier de l'indemnité viagère de départ* [7 novembre 1970] (p. 5345) ; *cas des veuves ; nécessité d'accorder à certains agriculteurs un complément de retraite financé par le budget social du Ministère* (p. 5346) ; TRANSPORTS. — III. - MARINE MARCHANDE : *Avenir de la pêche maritime* [17 novembre 1970] (p. 5651) ; *dépeuplement des fonds marins ; inquiétude des pêcheurs ; importance du port de Concarneau ; implantation d'une école supérieure d'halieutique* (p. 5652) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, en qualité de *Rapporteur pour avis* : Art. 1[er] :

Préjugés à l'égard de l'enseignement technique ; taux d'abandon dans les sections de C.A.P. ; amélioration de l'information sur les débouchés ; possibilité que l'enseignement technologique commence dès la troisième année de l'enseignement du second degré [8 juin 1971] (p. 2466, 2467) ; *son opposition à l'amendement de M. Capelle* (p. 2467) ; Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capelle* (p. 2474) ; *son amendement tendant à substituer aux deux derniers alinéas de cet article de nouvelles dispositions (modalités selon lesquelles sont dispensées les formations)* (p. 2475) ; *précision que les stages d'initiation en milieu professionnel doivent faire l'objet de contrats entre les entreprises et le Ministère de l'Education nationale* (p. 2475) ; *problème des stages* (p. 2476) ; *champ d'application de cet article* (p. 2497) ; Art. 7 : *Délai entre la création d'un diplôme et sa prise en compte dans les conventions collectives* (p. 2489, 2490) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa de cet article : « cette disposition prend effet à compter du 1er janvier 1972 »* (p. 2490) ; *date d'application des dispositions introduites à l'article 31 g du Code du travail ; retrait de son amendement* (p. 2490) ;

— du projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins : *Niveau des dépenses de la Sécurité sociale ; avenir de la médecine libérale ; limitation de l'utilisation des analyses médicales ; problème des cures* [27 mai 1971] (p. 2145) ; *usage abusif de certains médicaments ; responsabilités du corps médical* (p. 2146) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Bertrand Denis et plusieurs de ses collègues relative au démarchage à domicile ; 2° de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la vente à domicile, en qualité de *Rapporteur : Protection des consommateurs ; objectifs de la Commission* [2 octobre 1971] (p. 4212, 4213) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 4214) ; Art. 1er et 2 : *Ses observations sur les amendements du Gouvernement* (p. 4214, 4215) ; Art. 3 : *Délai de réflexion* (p. 4216) ; *son amendement tendant à substituer au mot « francs » les mots « jours fériés compris »* (p. 4216) ; Art. 4 : *Problème des acomptes* (p 4217) ; Art. 8 : *Vente d'un véhicule neuf ou d'un véhicule d'occasion* (p. 4218) ; en deuxieme lecture, de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, en qualité de *Rapporteur : Hommage à M. le sénateur Chavagnac ; démarchage à domicile prête à des abus ; vente de persuasion ; réglementation réclamée par les organisations du consommateur et les professionnels eux-mêmes ; concurrence au petit commerce* [18 octobre 1972] (p. 4215) ; *démarchage à domicile fausse la concurrence ; problème de la protection des consommateurs : exemple suédois* (p. 4216) ; Art. 1er bis : *Organisation de la profession de démarcheur ; son amendement de suppression* (p. 4217) ; Art. 2 : *Son amendement complétant cet article : obligation de faire figurer au contrat le taux d'intérêt* (p. 4217) ; *modifications apportées par le Sénat* (p. 4217, 4218) ; *son amendement de suppression du 9e alinéa (formulaire de renonciation, contrainte inutile)* (p. 4218) ; *ses observations contre l'amendement de M. Poudevigne* (p. 4218) ; Art. 3 : *Faculté de renonciation ; son amendement tendant à étendre à 7 jours, jours fériés compris, au lieu de 5 le délai de renonciation ; sa conformité aux recommandations du Conseil de l'Europe* (p. 4219) ; Art. 4 : *Son amendement de suppression des deux derniers alinéas de cet article* (p. 4219) ; *retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée : interdiction de tout versement d'argent (acompte ou caution)* (p. 4219, 4220) ; *vente à l'essai au risque du vendeur* (p. 4220) ; Art. 8 : *Ses observations contre l'amendement de M. Chauvet tendant à exclure des dispositions des articles 1 à 5 les négociants voyageurs* (p. 4221) ; *ses observations contre l'amendement de M. Bousseau excluant du champ d'application de la loi le démarchage pour la vente d'appareils de haute technicité d'une valeur unitaire élevée et exigeant une installation préalable ou un apprentissage gratuit d'utilisation ; amendement posant le problème du cautionnement réglé à l'article 4 par un scrutin public* (p. 4223, 4224) ; *marchands d'automobiles* (p. 4224) ; *ses observations contre l'amendement de M. Jacques Barrot tendant à exclure des dispositions de la loi les « gens du voyage » ; nécessité d'un réexamen de la situation de cette catégorie délaissée* (p. 4225) ; *son avis favorable à l'amendement de M. Gissinger complétant l'article 8 par l'interdiction de proposer la vente, la location ou la location-vente de documents ou matériels tendant à répondre aux mêmes besoins*

que des prestations de services pour lesquelles le démarchage est prohibé en raison de son objet (p. 4226) ; *sa réponse à M. Carpentier sur les voyageurs-représentants-placiers* (p. 4226) ; Art. 9 : *Son amendement (modalités d'application de la loi)* (p. 4226) ; discussion des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Présence obligatoire dans le contrat d'un formulaire détachable ; négociants-voyageurs ; amendement de M. Gissinger donnant la possibilité aux pouvoirs publics de réprimer les agissements de cerlaines firmes qui vendent des matériels audio-visuels à des étudiants ou à des travailleurs qui n'ont pas pu faire d'études ; nomades* [12 décembre 1972] (p. 6073) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Création de grandes voies de communication modernes ; utilisation du réseau communal existant ; problème agricole ; situation de la pêche artisanale et de la pêche* ***industrielle ; importance de*** *l'ensemble Concarneau-Lorient ; politique de l'énergie* [15 juin 1971] (p. 2936, 2937) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT) : *Attribution des primes à la construction ; plan routier breton ; ses observations sur les axes Brest - Morlaix - Saint-Brieuc - Pontorson, Brest - Quimper - Quimperlé - Nantes et Châteaulin - Rennes* [28 octobre 1971] (p. 5037, 5038) ; *ses observations sur la Cornouaille* (p. 5043) ; JUSTICE : *Augmentation de ce budget ; humanisation des prisons ; remises des peines ; problème de la prévention* [5 novembre 1971] (p. 5374, 5375) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Recherche scientifique française ; tâches dévolues au C.E.A. ; création d'antihélium par les savants soviétiques ; Centre national d'études spatiales ; plan calcul* (p. 5420) ; *Institut national de physique nucléaire et de physique des particules ; recherches océanologiques* (p. 5421) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la Bretagne ; niveau du revenu moyen ; adductions d'eau dans les exploitations agricoles ; situation des agriculteurs âgés ; application des dispositions fiscales ; possibilité d'envisager une aide affectée à l'exploitation et une aide progressive proportionnelle à la production et modulée suivant les conditions du marché* [16 novembre 1971] (p. 5736, 5737) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Insuffisance de la structure départementale ; égalité dans la répartition territoriale des responsables régionaux ; évolution de la structure régionale ; transfert des ressources de l'Etat à la région* [25 avril 1972] (p. 1011, 1012) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires : *Problème de la possibilité pour les orateurs inscrits dans un débat d'assister aux réunions des commissions ; caractère législatif des garanties fondamentales ; problème de la formation ; servitudes spéciales des militaires* [2 mai 1972] (p. 1251) ; *leurs avantages matériels* (p. 1252) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Nécessité d'assurer un minimum de 300 franc par mois à tous les commerçants et artisans ; procédure adoptée par le Gouvernement pour ce débat ; son souhait d'une mesure d'apaisement en faveur des condamnés ; élaboration de deux lois d'orientation pour l'artisanat et le commerce* [17 mai 1972] (p. 1585).

Pose à M. le Ministre du Développement industriel et scientifique une question orale avec débat relative à la recherche scientifique [21 juin 1972] (p. 2699) : *Réalisation d'une grande unité européenne de séparation* ***isotopique ;*** *augmentation de la quantité d'électricité produite par les centres nucléaires* (p. 2702, 2708).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communat : *Garanties données au personnel communal en matière de rémunération* [30 mai 1972] (p. 2005) ; *organisation de la carrière ; autonomie municipale* (p. 2006) ;

— du projet de portant amnistie de certaines infractions, Art. 1[er] : *Importance de l'amendement de la Commission à cet article ; date d'application de la loi ; nécessité d'inclure les délits commis pendant la grève du lait ; sa proposition de la date du 1[er] août 1972* [17 octobre 1972] (p. 4192) ; en deuxième lecture, Art. 1[er] : *Ses observations sur la date limite de l'amnistie* [22 novembre 1972] (p. 5585) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Sa satisfaction des mesures nouvelles ; attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; augmentation de la retraite du com-*

battant de la guerre de 1939-1945 ; possibilité de retraite anticipée à tous les anciens prisonniers de guerre ; attribution de décorations aux grands blessés de la guerre de 1914-1918 [2 novembre 1972] (p. 4564) ; TRANSPORTS. — IV. - MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant : Subventions de l'Etat à l'établissement national des invalides ; construction navale ; concurrence du Japon, des Etats-Unis et des pays de l'Est ; aide communautaire ; problème des moyens et petits chantiers ; société de sauvetage en mer ; problème des lignes corses ; déficit de la balance des transports ; assurances maritimes ; discriminations de pavillon* [3 novembre 1972] (p. 4674) ; *pêche maritime ; commission tripartite sur ces problèmes ; extension des eaux territoriales ; protection des zones de pêche ; amendement de la Commission tendant à contraindre le Gouvernement à définir une autre politique des pêches maritimes* (p. 4675) ; *insuffisance des pensions des marins et de leurs veuves ; médecins de la marine ; pêche artisanale ; sa demande de création d'un ministère des affaires maritimes ; son désir de voir faire de Concarneau le port européen de pêche pour l'Atlantique* (p. 4679) ; Titre VI : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Miossec réduisant les crédits de ce titre, car urgence d'une définition d'une nouvelle politique de la pêche ; son attente du plan de relance de la pêche annoncé il y a un an ; dégradation de la balance des pêches ; retrait de l'amendement de M. Miossec* (p. 4687) ; DÉPENSES MILITAIRES : *Pensions de retraites civiles et militaires ; doléances des officiers mariniers ; taux de réversion des pensions pour les veuves* [8 novembre 1972] (p. 4865) ; *accélération de l'intégration de l'indemnité de résidence ; majorations pour enfants ; modalités de raccordement de chaque loi nouvelle avec les dispositions qui ont été prises antérieurement dans le même domaine* (p. 4866) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Indexation de l'indemnité viagère de départ ; problème de ceux qui ont cédé leur exploitation avant le 8 août 1962 ; enseignement agricole* [14 novembre 1972] (p. 5166) ; *maisons familiales rurales ; politique de l'élevage bovin ; votera ce budget* (p 5167).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 13 décembre 1926 portant Code du travail maritime [19 décembre 1972] (p. 6354).

PEUGNET (Alfred)

Député du Pas-de-Calais
(14e circonscription)
F.G.D.S. puis S.

En remplacement de M. Fernand Darchicourt, décédé le 23 décembre 1968.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [*J.O.* du 27 décembre 1968] (p. 12260).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [2 avril 1969] (p. 815).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Problèmes posés par la scolarité élémentaire obligatoire ; cas du département du Pas-de-Calais ; problème du tiers temps ; obligations des collectivités départementales et communales ; organisation d'un véritable enseignement de l'éducation physique ; enseignement des disciplines d'éveil ; formation des maîtres ; recrutement des auxiliaires ; application de la loi du 8 mai 1951 qui prévoyait pour tous les remplaçants un stage de formation d'une durée d'un an à l'Ecole normale ; nombre des conseillers pédagogiques ; rôle des écoles normales* [13 novembre 1969] (p. 3633, 3634) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EDUCATION NATIONALE : *Lacunes de ce budget ; ses observations sur l'enseignement sous contrat ; bourses accordées aux élèves de l'enseignement du premier cycle du second degré ; problème des manuels scolaires ; principe de la scolarité gratuite ; extension de la participation de l'Etat à l'achat des livres et fournitures jusqu'à l'âge de 16 ans ; collèges d'enseignement secondaire ; ses observations sur les C.E.G. ; exemple de celui d'Oignies ; pro-*

blèmes de l'intendance universitaire [14 novembre 1970] (p. 5560, 5561).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux revendications du personnel de l'intendance universitaire [5 mai 1971] (p. 1648, 1649).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au plan de récession de la production charbonnière [29 octobre 1971] (p. 5118, 5119).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE : *Rémunérations des personnels ; avenir de l'Imprimerie ; transfert de celle-ci à Douai ; problème de la sous-traitance* [2 novembre 1971] (p. 5155, 5156) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Ses observations sur les loisirs des jeunes ; insuffisance de l'aide accordée aux associations de jeunesse, aux colonies et centres de vacances ; craintes du comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire* [6 novembre 1971] (p. 5485) ; EDUCATION NATIONALE : *Enseignement sous contrat ; gratuité des fournitures scolaires dans le premier cycle de l'enseignement secondaire ; problèmes relatifs aux bourses et aux fournitures* [9 novembre 1971] (p. 5582) ; *indépendance universitaire ; exemple de la région du Nord ; cas des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale* (p. 5583) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES, Après l'Art. 57 : *Nécessité que le déficit du régime minier soit pris en charge par l'Etat* [17 novembre 1971] (p. 5874).

PEYREFITTE (Alain)

Député de Seine-et-Marne
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2251), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

A donné sa démission de président de cette Commission [2 octobre 1972] (p. 3860).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur [30 octobre 1968] (p. 3763).

Est élu vice-président de cette Commission [5 novembre 1968] (p. 3959).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises [19 décembre 1968] (p. 5708).

Est élu président de cette Commission [19 décembre 1968] (p. 5708).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance [19 décembre 1969] (p. 5105).

Est élu président de cette Commission [19 décembre 1969] (p. 5106).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés [19 décembre 1969] (p. 5106).

Est élu président de cette Commission [19 décembre 1969] (p. 5106).

Est nommé :

— membre du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [14 avril 1971] (p. 1099) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement [18 juin 1971] (p. 3133) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles [18 décembre 1971] (p. 6975) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française [28 juin 1972] (p. 2979).

Est nommé président de cette Commission [29 juin 1972] (p. 3018).

Dépôts :

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les problèmes de la participation dans l'entreprise (Compte rendu des auditions de la Commission), n° 484 [29 novembre 1968].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le problème de la drogue, n° 982 [16 décembre 1969].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur l'enseignement supérieur aux Etats-Unis, à la suite de la mission effectuée du 8 au 23 février 1970, n° 1144 [20 mai 1970].

Sa proposition de loi relative à l'assurance vieillesse des ouvriers mineurs des exploitations souterraines d'argiles réfractaires et céramiques, n° 1288 [24 juin 1970].

Sa proposition de loi relative aux équivalences de diplômes, n° 1346 [30 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1288) relative à l'assurance vieillesse des ouvriers mineurs des exploitations souterraines d'argiles réfractaires et céramiques, n° 1444 [19 novembre 1970].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan et de la Commission de la production et des échanges, sur une mission effectuée en Chine au mois de juillet 1971, n° 2544 [1er juillet 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, en qualité de *Président de la Commission : Esprit qui a animé la Commission ; complexité des problèmes ; approbation des idées qui ont guidé le Gouvernement ; principe de l'autonomie ; principe de la participation ; responsabilité des chefs d'établissement, des professeurs et des étudiants ; principe de la cogestion ; parité entre professeurs et étudiants ; principe du vote obligatoire ; assurer plus de participation réelle de la société dans la vie universitaire ; multiplication des liaisons avec la région ; anxiété de la jeunesse ; nécessité de fédérer les établissements d'enseignement supérieur au sein d'universités régionales ; contrôle financier à posteriori ; Institut Pasteur* [3 octobre 1968] (p. 3000 à 3002) ; *ses observations sur les paroles de M. Fanton ; jugement de ce dernier sur M. Schwartz* [4 octobre 1968] (p. 3076) ; Art. 8 : *Demande la réserve de cet article et des amendements qui s'y rapportent* [9 octobre 1968] (p. 3153) ; Art. 9 : *Ses observations sur le travail de la Commission* (p. 3168, 3169) ; Art. 10 : *Ses observations sur le déroulement du débat* (p. 3176) ; Conclusions du rapport de la

Commission mixte paritaire : *Ses observations sur le déroulement du débat* [7 novembre 1968 (p. 4085) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle : *Travail de la Commission* [16 décembre 1968] (p. 5548, 5549).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative à la drogue [24 octobre 1969] (p. 2932) : *Empoisonnement d'une proportion préoccupante de la jeunesse scolaire et universitaire ; croissance rapide du phénomène ; dégradation des mœurs ; dangers du libéralisme ; aspect mercantile du développement de la toxicomanie et de la pornographie ; nécessité de proposer des buts aux jeunes ; édification d'une nouvelle société* (p. 2935, 2940, 2941).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES CULTURELLES : *Hommage rendu à M. André Malraux ; culture populaire ; maisons de jeunes ; maisons de la culture ; théâtres subventionnés ; retransmission des représentations des théâtres à la télévision ; ses observations sur l'émission « Au théâtre ce soir » ; monuments historiques ; importance du vandalisme ; défaut d'entretien par les propriétaires ; responsabilité des Français à l'égard de leur patrimoine ; rôle des maisons de la culture* [20 novembre 1969] (p. 4055, 4056) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Constructions hospitalières ; régime de retraite des mineurs glaisiers ; leur travail ; calcul du montant de leur retraite ; âge de la retraite ; abattement de zones pour les allocations familiales ; industrialisation des constructions hospitalières* [21 novembre 1969] (p. 4175, 4176) ;

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Ses observations sur la loi d'orientation ; objectifs de la rénovation pédagogique ; évolution des esprits à propos des problèmes universitaires ; ses observations sur les désordres universitaires ; problème de Nanterre ; rigidité du système universitaire ; ses observations sur les procédures financières ; ses observations sur l'autonomie et la participation ; problème de la pluridisciplinarité ; politisation des facultés ; nécessité d'un institut chargé spécifiquement du recyclage des hommes désireux d'exercer les tâches de direction des établissements ; problème de l'ordre ; ses observations sur le fait que l'autonomie sans la sanction de la concurrence risque d'entraîner le nivellement par le bas ; possibilité de concrétiser les innovations souhaitables dans une université-pilote ; modèle des universités anglo-saxonnes ; office national d'information sur l'enseignement et les professions* [14 avril 1970] (p. 1005 à 1007).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan, Art. unique : *Nécessité de donner un caractère national à la solidarité en faveur des plus déshérités* [18 juin 1970] (p. 2813) ; *ses observations sur les prestations sociales* (p. 2813) ; *problème des équipements collectifs* (p. 2813) ; *industrialisation prioritaire des villes de plus de 50.000 habitants ; industrialisation des petites villes ; ses observations sur la main-d'œuvre d'origine agricole ; pourcentage de population active dans l'agriculture* (p. 2813, 2814) ; *action culturelle ; création d'un fonds d'interventions culturelles capable d'engager des actions concertées* (p. 2818).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la mise à 4 voies de la R.N. 4 (Paris-Nancy) [19 juin 1970] (p. 2881).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Constructions hospitalières ; mise en place des procédures d'industrialisation rapides ; construction en série d'hôpitaux préfabriqués ; statut du mineur ; cas des mineurs glaisiers ; allocations familiales ; nombre des naissances en 1968 ; raisons de la dégradation des prestations familiales* [28 octobre 1970] (p. 4845) ; *abattements de zones d'allocations familiales ; allocation de logement* (p. 4846) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur la réunion des théâtres lyriques nationaux ; situation de l'Union générale cinématographique ; problème de la censure ; défense de la création artistique ; possibilité de municipaliser la censure ; ses observations sur l'action culturelle du Gouvernement* [13 novembre 1970] (p. 5505) ; *situation des maisons de la culture ; absence de relations entre les théâtres et en particulier les théâtres lyriques et l'O.R.T.F. ; ses observations sur les monuments historiques* (p. 5506) ;

— du projet de loi portant **réforme hospitalière** : *Ses observations sur l'organisation du débat* [3 décembre 1970] (p. 6134) ; Art. 3 : *Problème de l'hospitalisation à domicile* [4 décembre 1970 (p. 6187, 6188) ; Art. 9 *bis* : *Ses observations sur le centre ophtalmologique des Quinze-Vingts ; situation du corps médical enseignant* (p. 6211) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, en qualité de *Rapporteur pour avis ; Retraite des mineurs ; prise en charge par l'Etat de prestations de chauffage et de logement dont bénéficient les mineurs retraités ; cas des mineurs d'argile ; ses observations sur le gisement situé dans l'Aube et dans la Seine-et-Marne ; suppression de l'article 18 ; ses observations sur les élections universitaires ; ses observations sur l'amendement qui accorde des indemnités de transport pour les grands électeurs des conseils d'uhiversité ; notion d'un scrutin à deux degrés* [8 décembre 1970] (p. 6245) ; Art. 18 : *Situation des mineurs d'argile* [9 décembre 1970] (p. 6307) ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6307) ; Après l'Art. 19 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement tendant au remboursement des frais de transport des membres des conseils d'unités d'enseignement et de recherche appelés à élire les membres des conseils d'université* (p. 6308) ;

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Déroulement de la négociation algérienne ; possibilité d'établir un livre blanc sur l'historique de cette négociation ; hausse des prix ; problème des désordres et des violences* [21 avril 1971] (p. 1301) ; *ralentissement de l'action gouvernementale ; conséquence de la bureaucratie ; expansion économique* (p. 1302) ; *absence de « censure constructive »* (p. 1303) ;

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, Art. 1er : *Ses observations sur les paroles de M. Capelle* [27 avril 1971] (p. 1484) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; du projet de loi relatif à l'apprentissage ; du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Neuwirth ; ordre du jour de l'Assemblée* [7 juin 1971] (p. 2410) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Nécessité d'une industrialisation diffuse ; nécessité d'éviter les déracinements de ruraux et de provinciaux* [16 juin 1971] (p. 2992) ; *développement des villes, petites et moyennes ; construction personnalisée ; adaptation des structures industrielles* (p. 2993, 2994) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, Avant l'Art. 1er : *Problème du cumul du mandat de parlementaire et de la fonction de professeur d'université ou de directeur de recherches* [25 novembre 1971] (p. 6115) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale : *Son opposition à la question préalable ; amélioration des prestations sociales* [1er décembre 1971] (p. 6248) ;

— du projet de loi relatif à la situation des différents personnels relevant du Ministre de l'Education nationale : *Ses observations sur les amendements déposés par M. Dupuy* [10 décembre 1971] (p. 6687) ;

— du projet de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre et modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale : *Ses observations sur la suite du débat* [16 décembre 1971] (p. 6845) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de MM. Louis-Alexis Delmas, Jacques Richard et Pasqua, tendant à la création d'une commission de contrôle sur l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.), Art. unique : *Ses amendements tendant à supprimer les 2e et 3e alinéas de cet article* [20 décembre 1971] (p. 6986) ; *ses observations sur la commission de contrôle créée par la loi du 27 juin 1964* (p. 6987, 6988) ; *retrait de ses amendements* (p. 6989) ;

— du projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel : *Problème des bidonvilles* [1er juin 1972] (p. 2085) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Evolution dans la continuité ; malaises de l'Office ; institution d'un président-directeur général ; création d'unités fonctionnelles ; extension des obligations du service public avec élargissement du service minimum* [15 juin 1972] (p. 2517 à 2519) ; *fabrication des heures d'émission* (p. 2535) ; Art. 1er : *Défense de la langue française* [16 juin 1972] (p. 2579) ; en troisième et dernière lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant : Application de l'article 45 de la Constitution* [30 juin 1972] (p. 3082).

Ses observations sur la discussion du projet de loi concernant l'assurance des travailleurs agricoles [27 juin 1972] (p. 2878).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ; *Ses observations sur la discussion de ce projet* [27 juin 1972] (p. 2878, 2879) ; *disparité entre le temps accordé à la Commission pour délibérer et le temps que s'accorde le Gouvernement pour les décrets d'application* [28 juin 1972] (p. 2899, 2900) ; *ses observations sur les paroles de M. Chazelle* (p. 2907) ; Art. 15 : *Problème de l'imposition des indemnités* (p. 2949) ; *substitution de l'expression : « aide spéciale compensatrice du préjudice subi » au mot : « indemnité »* (p. 2949). *substitution de l'expression : « aide spéciale compensatrice du préjudice subi » au mot : « indemnité »* (p. 2949).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale, ses explications de vote sur la motion de censure : *Sa réponse à l'opposition sur le respect des institutions (l'investiture du Gouvernement) ; inflation et économie* [5 octobre 1972] (p. 3939) ; *campagne de scandales visant à atteindre l'U.D.R.* (p. 3939, 3940) ; *sortir le Parlement du mépris collectif* (p. 3940) ; *immeuble somptueux du P.C.* (p. 3941) ; *Programme commun de la gauche* (p. 3942).

Fait personnel : *Ses réfutations des allégations de M. Mitterrand concernant la crise financière ; analyse inexacte de la réalité* [20 décembre 1972] (p. 6393) ; *ses observations sur les paroles de M. Mitterrand* (p. 6394).

PEYRET (Claude)

Député de la Vienne
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— vice-président de cette Commission [12 octobre 1972] (p. 4125) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments [22 juillet 1968] (p. 2456).

Est élu vice-président de cette Commission [23 juillet 1968] (p. 2509).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre suppléant de la Commission supérieure des prestations sociales agricoles [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière [17 décembre 1970] (p. 6629) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles [18 décembre 1971] (p. 6975) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— président de cette Commission [3 mai 1972] (p. 1327) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— président de cette Commission [29 juin 1972] (p. 3018) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— vice-président de cette Commission [30 juin 1972] (p. 3101) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085) ;

— président de cette Commission [13 décembre 1972] (p. 6151).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1968 (n° 3), n° 43 [18 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946, portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, n° 71 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 63 du Code pénal, relatif à l'assistance aux personnes en péril, n° 72 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 593 du Livre V du Code de la santé publique, relatif aux prix de vente des médicaments, n° 73 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative à la réforme de la Sécurité sociale, n° 90 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 685 du Code civil de façon à préciser que la servitude disparaît lorsque l'enclave qui lui a donné naissance vient de cesser, n° 114 [19 juillet 1968[.

Sa proposition de loi tendant à définir et à organiser des centres sanitaires et sociaux ruraux, n° 151 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1017 du Code rural sur la composition des conseils d'administration de la mutualité agricole, n° 152 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative à la Sécurité sociale des lycéens de plus de vingt ans, n° 171 [19 juillet 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — IV. - Affaires sociales : Santé publique, n° 364 [15 octobre 1968].

Sa proposition de loi relative à l'octroi de la retraite de la Sécurité sociale à soixante ans au taux plein, aux anciens prisonniers de guerre, n° 665 [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la Sécurité sociale aux titulaires d'une pension d'ascendant de victime de de guerre, n° 666 [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à créer une allocation familiale en faveur des orphelins et à assurer leur couverture sociale, n° 667 [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à améliorer les conditions d'attribution de la pension de vieillesse et à abaisser pour certaines catégories d'assurés l'âge d'attribution de la pension au taux de 40 %, n° 668 [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la pension normale à 40 % aux femmes assurées ayant atteint l'âge de soixante ans, n° 669 [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la Sécurité sociale, n° 670 [3 avril 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), IV. - Affaires sociales : Santé publique, n° 836 [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'affiliation des salariés à un régime complémentaire de retraite, n° 1000 [19 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi (n° 735) tendant à étendre les dispositions de l'article L 357 du Code de la sécurité sociale aux assurés ayant appartenu aux Forces françaises libres qui n'étaient pas salariés au moment de leur incorporation dans les F.F.L. ; (n° 1069) tendant à compléter l'article L 357 du Code de la sécurité sociale afin de faire bénéficier les engagés volontaires de la guerre 1939-1945 de l'assimilation de leurs périodes d'engagement à des trimestres d'assurance pour la détermination des pensions de vieillesse de la Sécurité sociale, n° 1139 [14 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à l'institution d'un régime unique de protection sociale, n° 1215 [10 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à réformer le régime des travailleuses familiales, n° 1293 [24 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à définir les cas d'interruption de grossesse, n° 1347 [30 juin 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — V. - Affaires sociales : Santé publique, n° 1396 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1430), adopté par le Sénat, portant réforme hospitalière, n° 1481 [1er décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1541), adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, portant réforme hospitalière, n° 1545 [16 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière, n° 1558 [17 décembre 1970].

Sa proposition de loi relative à l'extension du bénéfice de l'assurance volontaire, n° 1655 [15 avril 1971].

Sa proposition de loi tendant à supprimer la limitation de durée du risque maladie-maternité dans le régime des assurances sociales volontaires, n° 1693 [5 mai 1971].

Sa proposition de loi instituant un fonds national de solidarité pour les handicapés, n° 1817 [9 juin 1971].

Sa proposition de loi relative à l'assurance vieillesse du régime général de la Sécurité sociale, n° 1891 [24 juin 1971].

Sa proposition de loi relative à la prévention et à la guérison de l'alcoolisme, n° 1896 [24 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — V. - Affaires sociales : Santé publique, n° **2011** [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi relative à l'institution d'une pension de veuve et à diverses autres mesures en faveur des veuves, n° **2568** [4 octobre 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — XI. - Santé publique, n° **2586** [12 octobre 1972].

Sa proposition de loi relative à la libre concurrence et à la défense du consommateur contre les monopoles, les oligopoles, les ententes abusives et les abus de positions dominantes dans le commerce et la distribution, n° **2595** [18 octobre 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1972 (n° 2660), n° **2712** [6 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2740) tendant à compléter l'article 50 et à modifier les articles 51 et 56 de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière, n° **2759** [13 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2379), tendant à compléter l'article L 310 du Code de la sécurité sociale afin d'assouplir les conditions d'attribution de l'indemnité correspondant à l'assistance d'une tierce personne, n° **2852** [20 décembre 1972].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les problèmes de l'interruption de grossesse, n° **2853** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, en qualité de *Rapporteur pour avis : Répercussions sociales des majorations d'impôts ; augmentation des crédits du Ministère de l'Education nationale ; augmentation des crédits au titre des affaires sociales ; mesures prises en faveur des anciens combattants et victimes de guerre ; quotient familial ; taxe différentielle sur les véhicules ; création d'emplois d'enseignants ; dégâts subis au théâtre de l'Odéon ; réforme des divers ordres d'enseignement artistique ; dispositions relatives à la santé publique et à la sécurité sociale ; création de nouveaux postes de chercheurs ; prix de la journée des hôpitaux ; ses observations sur le B.A.P.S.A. ; fonction publique* [18 juillet 1968] (p. 2303, 2304) ; Après l'Art. 16 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (financement de la formation des cadres supérieurs des hôpitaux par l'école nationale de la santé publique)* [19 juillet 1968] (p. 2354) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2354) ; *retrait de son amendement* (p. 2354) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Toutefois, pour les contribuables ayant un ou plusieurs enfants à charge, il est fait application aux majorations ci-dessus du quotient familial »* (p. 2357) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de son amendement* (p. 2357) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à modifier les taux prévus par cet article* (p. 2360) ; *ses observations sur les véhicules d'occasion* (p. 2362) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (fixation du taux de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur lorsque le détenteur du véhicule possède trois enfants à charge ou plus)* (p. 2362) ; *retrait de son amendement* (p. 2362) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Après l'Art. 25 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (établissements d'hospitalisation, de soins et de cure publics, dont les personnels sont astreints à un stage de formation professionnelle organisé par l'école nationale de la santé publique devant verser à cette école une participation proportionnelle au nombre de leurs lits pour couvrir la charge financière des traitements et indemnités)* [19 juillet 1968] (p. 2378) ; *formation des cadres supérieurs des hôpitaux par l'école nationale de la santé publique ; unification du statut de tous les hôpitaux psychiatriques, des sanatoriums et préventoriums publics en les transformant en établissements publics départementaux et interdépartementaux ; amé-*

lioration de la situation des médecins de ces établissements (p. 2378, 2379) ; *son amendement tendant après l'article 25 à insérer un nouvel article (application des dispositions des articles L 679 à L 685 du Code de la santé publique aux hôpitaux psychiatriques, aux sanatoriums et préventoriums publics ; leur transformation en établissements publics, départementaux ou interdépartementaux)* (p. 2379) ; *ses observations sur les sous-amendements du Gouvernement* (p. 2380) ;

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Réformes sur le plan du financement ; principe de la double cotisation ; notion de progressivité des contributions ; formules de forfait multiple ou unique dans les régimes de vieillesse des non-salariés ; développement des mutuelles complémentaires ; critiques de la contribution sur les salaires ; élargissement de la notion de protection sociale ; création d'un budget annexe des prestations de sécurité sociale ; coordination entre les divers régimes salariés ; péréquation entre les régimes salariés et non-salariés ; nécessité de remanier administrativement les divers régimes de sécurité sociale ; politique familiale ; conditions d'attribution de l'allocation de salaire unique et de la mère au foyer ; prestations vieillesse ; assurance maladie ; sort des handicapés majeurs* [22 juillet 1968] (p. 2421, 2422) ; ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la Sécurité sociale : *Transformation des caisses nationales en établissements de droit privé* (p. 2432) ; *création d'une caisse unique et autonome de médecins-conseils de la sécurité sociale* (p. 2435, 2436) ; ordonnance n° 67-708 du 21 août 1967 relative aux prestations familiales : *Base des prestations familiales* (p. 2450) ; Art. additionnels : *Réforme du système de la Sécurité sociale* (p. 2453) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Avantages d'un corps autonome et unique des praticiens-conseils* [25 juillet 1968] (p. 2592) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur l'hospitalisation publique en France ; problème de l'équipement hospitalier ; absence de politique de la santé à moyen et à long terme ; enfance inadaptée ; traitement des malades ; régionalisation ; rôle des directeurs régionaux de l'action sanitaire et sociale ; problème de la participation ; rôle des personnes qui collaborent aux actions sanitaires ou sociales* [5 novembre 1968] (p. 3948, 3949) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « ce local pourra être celui réservé aux délégués du personnel ou aux représentants du personnel au comité d'entreprise »* [4 décembre 1968] (p. 5086) ; *problème des locaux* (p. 5086) ; *retrait de son amendement* (p. 5086) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 5100) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Caractère du budget ; gratuité des études des auxiliaires médicaux ; possibilité de créer une taxe d'apprentissage payable par tous les organismes et établissements publics et privés qui emploient des infirmières et des assistantes sociales ; améliorations de carrière consenties en faveur des divers personnels paramédicaux ; harmonisation des traitements et des carrières des assistantes sociales et des puéricultrices ; recherche médicale ; Institut Pasteur ; problème des handicapés ; extension de la protection sociale ; insuffisance des établissements ; fonctionnement des centres d'aide par le travail ; réforme des études médicales ; mise en place d'un premier cycle pluridisciplinaire de deux ans, commun à tous les enseignements médicaux ; stages chez les médecins praticiens ; risques d'une prise en considération trop étroite des résultats des études actuelles sur la démographie médicale ; inventaire de notre équipement sanitaire et social* [21 novembre 1969] (p. 4150, 4151) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (création d'une taxe à la charge des établissements de soins et de cure, publics et privés, sur les salaires versés à leur personnel paramédical et tech-*

nique ; possibilité de prévoir des exonérations) [26 novembre 1969] (p. 4379) ; *gratuité des études pour la préparation aux professions d'auxiliaires médicaux* (p. 4379) ; *projet de réforme hospitalière* (p. 4380) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article* (*agrément devant être délivré par le préfet aux personnes qui exploitent un entreprise privée d'ambulances*) (p. 4380) ; *réglementation de cette profession* (p. 4380) ; *retrait de son amendement* (p. 4380) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 8 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant avant le paragraphe I de cet article à insérer un nouvel alinéa* (*prestations de base*) [3 décembre 1969] (p. 4561) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le début du paragraphe I de cet article : « A titre transitoire et pour une période n'excédant pas six mois, les prestations de base... »* (p. 4561);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Tendances de la politique sanitaire de la France jusqu'en 1975 ; hébergement des personnes âgées ; santé scolaire ; budget de fonctionnement de la recherche médicale ; subvention de l'Etat à l'Institut Pasteur ; effort en faveur des handicapés ; ses observations sur l'assurance volontaire à laquelle les handicapés peuvent s'affilier lorsqu'ils ne bénéficient plus de la sécurité sociale en qualité d'ayants droit de leurs parents ; problème de la prise en charge des frais d'hébergement dans les établissements de soins ; prise en charge des frais de fonctionnement des centres d'aide par le travail ; formation du personnel paramédical et social ; gratuité des études préparant à la profession paramédicale ou sociale ; prise en charge des dépenses de formation et d'enseignement engagées par les établissements hospitaliers ; régression des crédits d'équipement destinés aux personnes âgées ; insuffisance de la surveillance sanitaire des enfants d'âge scolaire ; recrudescence de certains fléaux sociaux ; accidents de la route ; problème de l'alcoolisme ; recrudescence des maladies vénériennes ; ses observations sur la prostitution* [28 octobre 1970] (p. 4813) ; *problème de la couverture sociale des handicapés adultes* (p. 4814).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme hospitalière, en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur le projet présenté par M. Jeanneney ; caractéristiques de l'organisation hospitalière en France* [3 décembre 1970] (p. 6101) ; *raisons de cette réforme ; rôle de l'hôpital ; gestion des hôpitaux ; rôle du directeur de l'établissement ; harmonisation du statut des hôpitaux avec le traité de Rome ; coordination des secteurs publics et privés ; organisation du réseau hospitalier ; amélioration de la gestion interne des hôpitaux publics ; problème de l'équipement ; carte sanitaire ; secteur privé d'hospitalisation ; caractère dépassé de la notion de lit d'hospitalisation* (p. 6102) ; *création d'un service public hospitalier ; ses observations sur les centres hospitaliers universitaires ; délimitation des régions sanitaires et des secteurs sanitaires ; création de groupements et de syndicats interhospitaliers de secteur et de région ; rôle des conseils des groupements* (p. 6103) ; *participation du secteur privé aux missions du service public ; contrats de concession de service public ; association des établissements privés au fonctionnement du service public hospitalier ; création de dossiers individuels de santé ; nécessité de rassembler des données statistiques sur l'état sanitaire de la population ; problème du secret médical ; statut juridique des établissements d'hospitalisation ; pouvoirs respectifs du conseil d'administration et du directeur ; problème de la tutelle ; participation des médecins au conseil d'administration ; association des chefs de service à la gestion de l'établissement ; problème de la parité de remboursement des actes médicaux indépendamment de la nature de l'établissement ; réforme de la tarification des soins dispensés dans les établissements d'hospitalisation publics ; humanisation des hôpitaux* (p. 6104, 6105) ; Avant le chapitre 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article* (*droit du malade au libre choix de son praticien et de son établissement de soins*) [4 décembre 1970] (p. 6181) ; *son sous-amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet amendement par les mots : « sous réserve des dispositions prévues par les différents régimes de protection sociale en vigueur à la date de la présente loi »* (p. 6181) ; *portée du projet de loi ; rôle joué par les établissements privés de soins ; protection de certains régimes particuliers de sécurité sociale* (p. 6181) ; Art. 1er : *Son amendement*

tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « Le service public hospitalier assure les examens de diagnostic, le traitement — notamment les soins d'urgence — des malades, des blessés et des femmes enceintes qui lui sont confiés et leur hébergement éventuel » (p. 6182) *; ses observations sur le fait que le service hospitalier ne disposera pas d'un monopole de soins et d'hospitalisation* (p. 6182) *; son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 6182) *; missions des établissements hospitaliers* (p. 6183) *; son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 6183) *; problème des dossiers individuels de santé* (p. 6183) *; son amendement tendant à substituer aux trois derniers alinéas de l'article premier un nouvel alinéa (formation par le service public hospitalier du corps médical et pharmaceutique ainsi que du personnel paramédical ; participation de ce service aux recherches)* (p. 6183) ; *application de la politique de prévention* (p. 6183) *; son amendement tendant à compléter l'article premier par un nouvel alinéa : « Les praticiens non hospitaliers peuvent recourir à son aide technique »* (p. 6183); *cas des médecins traitants* (p. 6183) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa* (2°) *de cet article : « Par ceux des établissements d'hospitalisation privés qui répondent aux conditions définies aux articles 36, 37 et 38 de la présente loi »* (p. 6185) *; distinction entre les établissements d'hospitalisation privés selon qu'ils ont un but lucratif ou un but non lucratif* (p. 6185) *; son amendement tendant à la suppression du quatrième alinéa* (3°) *de cet article* (p. 6185) *; son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa de cet article : « Les établissements qui assurent le service public hospitalier sont ouverts à toutes les personnes dont l'état requiert leurs services »* (p. 6185) *; cas des établissements mutualistes* (p. 6185) *; son amendement tendant après le cinquième alinéa de cet article à insérer de nouveaux alinéas : (obligations imposées aux établissements qui assurent l'exécution du service public hospitalier)* (p. 6186) *; son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « un décret pris en Conseil des Ministres fixe les conditions de participation du service de santé des armées au service public hospitalier »* (p. 6186) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer, aux trois premiers alinéas de cet article, de nouveaux alinéas (mission des centres hospitaliers ; indication de leurs diverses unités d'hospitalisation)* (p. 6187) *; classification des établissements hospitaliers* (p. 6187) *; son amendement tendant, dans la première phrase du quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « ou services » les mots : « ou unités d'hospitalisation publics ou privés de haute technicité »* (p. 6187) *; son amendement tendant après le quatrième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Les services des centres hospitaliers peuvent se prolonger à domicile, sous réserve du consentement du malade ou de sa famille, pour continuer le traitement avec le concours du médecin traitant »* (p. 6187) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « Il est institué, dans les conditions prévues à l'article 40 de la présente loi, une carte sanitaire de la France déterminant des régions et des secteurs d'action sanitaire »* (p. 6188) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (proposition de la création de services communs par les conseils de groupements)* (p. 6188) *; consultation des conseils des groupements interhospitaliers de secteur ou de région* (p. 6188); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Ils sont également consultés pour tout ce qui concerne les équipements d'informatique et les investissements réalisés en vue de dispenser l'enseignement paramédical et la formation des personnels hospitaliers »* (p. 6188) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (composition des conseils des groupements interhospitaliers de région)* (p. 6189) *; ses observations sur l'amendement de M. Lebas* (p. 6189) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Aucun des établissements, membres d'un groupement interhospitalier de secteur ou de région, ne peut détenir la majorité absolue des sièges du conseil de ce groupement »* (p. 6189) *; son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Les directeurs de chacun des établissements assistent aux réunions des conseils de groupements, avec voix consultative »* (p. 6189) *; son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (indication que les présidents des commissions médicales consultatives et un pharmacien représentant les pharmacies des établissements du groupement interhospitalier sont membres de droit)* (p. 6189) ; Art. 15 : *Ses observations sur l'amendement de M. Lebas* (p. 6190) *; son amendement ten-*

dant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « centre hospitalier régional » les mots : « ou les centres hospitaliers régionaux » (p. 6191) *; ses observations sur les régions sanitaires* (p. 6191) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « et choisi par celui-ci sur une liste établie par le conseil d'administration » les mots : « après avis du président du conseil d'administration »* (p. 6191) *; ses observations sur le secrétaire général du syndicat interhospitalier* (p. 6191) *; son amendement tendant à compléter la première phrase du second alinéa de cet article par les mots : « aucun de ceux-ci ne pouvant détenir la majorité absolue des sièges du conseil »* (p. 6191) ; *son amendement tendant à compléter la dernière phrase du second alinéa de cet article par les mots : « ainsi que les présidents des commissions médicales consultatives qui sont membres de droit et un représentant des pharmaciens »* (p. 6191) ; Art. 17 : *Son amendement tendant après le sixième alinéa (5°) de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « La création et la gestion de nouvelles installations nécessaires pour répondre aux besoins sanitaires du secteur ou de la région, dans le cadre de la carte sanitaire »* (p. 6192) ; *rôle du syndicat interhospitalier* (p. 6192) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « de l'article 16 » les mots : « des articles 15 et 16 »* (p. 6192) *; problème de la tutelle* (p. 6192) ; Art. 21 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « à but non lucratif »* (p. 6192) ; *problème de l'adhésion des établissements sanitaires non hospitaliers à but non lucratif* (p. 6192, 6193) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à compléter l'intitulé de la section IV par les mots : « pharmaceutique et odontologique »* (p. 6193) *; enseignement odontologique* (p. 6193) *; son amendement tendant, dans le texte de cet article après les mots : « et de recherches médicales et odontologiques, ou » à insérer les mots : « pour ces dernières »* (p. 6193) *; conclusion des conventions avec les universités ; retrait de son amendement* (p. 6193) *; son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (possibilité pour les unités d'enseignement et de recherche médicales de conclure des conventions particulières avec des établissements assurant le service public hospitalier)* (p. 6194) *; son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les mêmes dispositions s'appliquent aux unités d'enseignement et de recherche pharmaceutiques »* (p. 6194) ; Art. 25 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 » à insérer les mots : « ou celles visées au deuxième alinéa de l'article 23 de la présente loi »* (p. 6196) *; son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « et des unités d'enseignement et de recherche pharmaceutiques »* (p. 6196) *; son amendement tendant à substituer au dernier alinéa de cet article de nouvelles dispositions (rôle du comité de coordination hospitalo-universitaire)* (p. 6187) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à supprimer cet article et en conséquence la section V intitulée : « De la tenue des dossiers individuels de santé »* (p. 6198) *; problème de l'institution du dossier de santé ; caractère inquiétant de l'existence d'un fichier central* (p. 6198) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à substituer aux trois derniers alinéas de cet article un nouvel alinéa (concours du service public hospitalier à la formation et au perfectionnement du corps médical ainsi qu'aux actions de médecine préventive)* (p. 6198) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, avant cet article, à substituer à l'intitulé : « Section II. — Des établissements publics » l'intitulé : « Chapitre 1er bis. — Des établissements d'hospitalisation publics »* (p. 6199) ; *statut des établissements d'hospitalisation publics* (p. 6199, 6200) ; Art. 26 *bis : Son amendement tendant au début de la seconde phrase du premier alinéa de cet article, avant les mots : « Ils sont créés » à insérer les mots : « dans le cadre des dispositions prévues à l'article 40 »* (p. 6200) ; *carte sanitaire* (p. 6200) *; son amendement tendant à la fin du second alinéa de cet article après les mots : « après avis » à insérer les mots : « du président »* (p. 6200) *; consultation du président du conseil d'administration* (p. 6200) *; son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 6201) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article : « Les établissements ou groupes d'établissements d'hospitalisation publics sont soumis à la tutelle de l'Etat. Des normes d'équipement et de fonctionnement sont déterminées par décret »* (p. 6201) ; Art. 26 *ter : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « du personnel médical et non médical hospitalier et, dans les centres hospitaliers universitaires » les mots : « des médecins et*

pharmaciens hospitaliers, du personnel titulaire de l'établissement et, le cas échéant » (p. 6201) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6202) ; *son amendement tendant après le premier alinéa de l'article 6 à insérer un nouvel alinéa : « Il doit comporter : 30 % d'élus locaux, 30 % de responsables des caisses de sécurité sociale, 30 % de médecins et pharmaciens hospitaliers et 10 % du personnel titulaire non médecin de l'hôpital* » (p. 6202) ; *retrait de son amendement* (p. 6202) ; *son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de cet article deux nouveaux alinéas (détermination des membres de droit et de la présidence des établissements d'hospitalisation publics)* (p. 6203) ; *problème de la désignation d'un représentant du maire ou du président du conseil général ; retrait de son amendement* (p. 6203) ; *son amendement tendant à insérer le nouvel alinéa suivant : « Le décret visé à l'alinéa ci-dessus détermine le mode de représentation, au sein du conseil d'administration, des collectivités locales intéressées autres que celle dont relève l'établissement* » (p. 6203) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « le président du conseil général » à insérer les mots : « ou la personne désignée dans les conditions fixées au quatrième alinéa du présent article* » (p. 6203) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (1°) de cet article, à supprimer les mots : « à but lucratif* » (p. 6203) ; *situation des personnes qui auraient un intérêt direct ou indirect dans la gestion d'un établissement de soins privé à but lucratif* (p. 6203) ; *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa (2°) de cet article à substituer aux mots : « de l'établissement ou directeur de l'établissement » les mots : « ou agents rétribués de l'établissement, sauf dans ce dernier cas, s'ils sont médecins ou pharmaciens* » (p. 6204) ; *interdiction faite à un maire, rétribué par l'établissement, de devenir président du conseil d'administration* (p. 6204) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 6204) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (fixation par décret en Conseil d'Etat de la composition du conseil d'administration des centres hospitaliers régionaux à vocation universitaire)* (p. 6204) ; *régime administratif des centres hospitaliers publics* (p. 6204) ; Art. 26 *quater* : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du septième alinéa (6°) de l'article 7 : « Le règlement intérieur et les conventions conclues pour son application* » (p. 6205) ; *son amendement tendant à compléter le neuvième alinéa (8°) de l'article 7 par les mots : « et notamment la création de services ouverts* » (p. 6205) ; *ses observations sur les services de médecine ou de maternité d'hôpitaux de deuxième catégorie* (p. 6205) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article (rôle du directeur)* (p. 6206) ; *exécution des délibérations du conseil d'administration* (p. 6206) ; Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (détermination des conditions d'assouplissement de la gestion administrative et financière des établissements d'hospitalisation publics)* (p. 6206) ; *association des chefs de service à la gestion de l'établissement ; parité de remboursement des actes médicaux, quel que soit l'établissement dans lequel ils sont effectués ; disparité des honoraires médicaux* (p. 6207) ; *composition des conseils d'administration ; ses observations sur les emprunts contractés ; rôle des capitaux privés ; coût de la construction d'un établissement* (p. 6208) ; *son amendement tendant après l'article 7 à insérer un nouvel article (réforme de la tarification des soins dispensés dans les établissements d'hospitalisation publics)* (p. 6208) ; *réforme du prix de journée ; coût réel des diverses prestations fournies dans ces établissements* (p. 6208, 6209) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article à substituer aux mots : « le fonctionnement » le mot : « l'organisation* » (p. 6209) ; *consultation des comités techniques paritaires* (p. 6209) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (3°) de cet article après les mots : « des biologistes » à insérer les mots : « des pharmaciens* » (p. 6209) ; *son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa (4°) de cet article* (p. 6209) ; *son amendement tendant après le cinquième alinéa de cet article à insérer deux nouveaux alinéas (statut des membres du personnel médical qui exercent leur activité à temps partiel dans les établissements d'hospitalisation publics)* (p. 6209) ; *ses observations sur les centres de cure ; situation des médecins à temps partiel* (p. 6210) ; Art. 9 *bis* : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots : « ou de centres hospitaliers et universitaires ou de facultés de médecine, pourront être intégrés, après inscription sur la liste d'aptitude, dans le cadre des personnels hospitalo-universitaires » les mots : « pourront être intégrés dans un des corps de personnel hospitalo-universitaires des cen-*

tres hospitaliers universitaires » (p. 6211) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (admission des médecins traitants et des sages-femmes dans les divers services d'hospitalisation publics)* (p. 6211) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (obligation pour les établissements d'hospitalisation publics de communiquer le dossier des malades hospitalisés ou reçus en consultation externe)* (p. 6211) ; *son amendement tendant après l'article 10 à insérer un nouvel article (activités des pharmacies)* (p. 6211) ; *ses observations sur les sous-amendements de M. Boulin* (p. 6212) ; Art. 29 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « imposées dans l'intérêt de la santé publique » les mots : « sous réserve que celles-ci aient été inscrites dans la carte sanitaire »* (p. 6213) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, après les mots : « ou à l'engagement pris par les demandeurs de conclure un » à une nouvelle rédaction de la fin de l'alinéa : « contrat de concession pour l'exécution du service public hospitalier ou un accord d'association au fonctionnement de celui-ci selon les modalités prévues aux articles 38 et 39 de la présente loi »* (p. 6213) ; *son amendement tendant à supprimer les trois derniers alinéas de cet article* (p. 6213) ; *principe du libre choix par le malade de son médecin et de son établissement de soins ; ses observations sur les caisses d'assurance* (p. 6213) ; Art. 30 : *Son amendement tendant à substituer à la première phrase du premier alinéa de cet article de nouvelles dispositions (indication de la personne qui, selon le cas, donne l'autorisation visée à l'article 27)* (p. 6216) ; *son amendement tendant au début du second alinéa de cet article à supprimer le mot : « toutefois »* (p. 6217) ; *son amendement tendant dans le troisième alinéa de cet article à substituer aux mots : « ou du préfet de région » les mots : « du préfet de région ou du préfet du département »* (p. 6217) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « un représentant du conseil de l'ordre des médecins » les mots : « des représentants des syndicats médicaux les plus représentatifs »* (p. 6217) ; *ses observations sur le centre national des professions de santé* (p. 6217) ; *son amendement tendant à la suppression de la dernière phrase du quatrième alinéa de cet article* (p. 6217) ; Art. 32 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « ou lorsque sont constatées » à insérer les mots : « dans l'établissement et du fait de celui-ci »* (p. 6218) ; *suspension ou retrait de l'autorisation de fonctionner ; responsabilité de l'établissement* (p. 6218) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « Sous réserve des dispositions prévues à l'article 33, cette suspension ou ce retrait ne peut intervenir qu'après un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée par le préfet de région »* (p. 6218) ; *modalités de suspension ou de retrait de l'autorisation de fonctionner* (p. 6218) ; Art. 33 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (possibilité pour le préfet de prononcer, en cas d'urgence, la suspension de l'autorisation)* (p. 6219) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 6219) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 6219) ; Art. 34 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 2.000 à 30.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement » les mots : « d'une amende de 5.000 à 30.000 F »* (p. 6219) ; *indication des peines en cas d'ouverture d'un établissement non autorisé* (p. 6219) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 6219) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6220) ; *respect du plan comptable général* (p. 6220) ; Art. 36 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « à but non lucratif »* (p. 6220) ; *modes de collaboration des établissements privés au service public hospitalier ; possibilité d'une participation pure et simple ; possibilité des contrats de concession et d'accords d'association* (p. 6221) ; *obligations imposées aux établissements privés qui assurent le service public hospitalier* (p. 6221) ; *son amendement tendant après les mots : « de même nature » à rédiger comme suit la fin du premier alinéa de cet article : « par les dispositions des articles premier et 2 de la présente loi »* (p. 6221) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 6222) ; *cas des établissements mutualistes* (p. 6222) ; *son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (exécution du service public hospitalier par les établissements d'hospitalisation privés)*

(p. 6222) ; *son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « les dispositions de l'article 10* bis *(nouveau) sont applicables à ces établissements »* (p. 6222) ; *obligation, pour le médecin traitant, de communiquer les dossiers des malades hospitalisés* (p. 6222) ; Art. 37 : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de cet article un nouvel alinéa (rôle des établissements d'hospitalisation privés à but non lucratif)* (p. 6222) ; *son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « Ils font partie de plein droit des groupements interhospitaliers et, sur leur demande, des syndicats interhospitaliers »* (p. 6222) ; *son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Leurs dépenses de fonctionnement doivent être couvertes dans les mêmes conditions que celles des établissements d'hospitalisation publics »* (p. 6223) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 6223) ; Art. 38 : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de cet article de nouvelles dispositions (conclusion de contrats de concessions entre les établissements d'hospitalisation privés et l'Etat)* (p. 6223) ; *son amendement tendant après les mots : « définies à l'article 36 ci-dessus » à rédiger comme suit la fin du troisième alinéa (2°) de cet article : « L'établissement concessionnaire conserve son individualité et son statut propre pour tout ce qui concerne sa gestion »* (p. 6224) ; *liberté de gestion des établissements ayant conclu un contrat de concession de service public hospitalier* (p. 6224) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 6224) ; Art. 39 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « pour un objectif déterminé »* (p. 6224) ; Art. 40 : *Son amendement tendant après les mots : « des représentants des caisses d'assurance maladie » à rédiger comme suit la fin du deuxième alinéa de cet article : « des représentants des établissements d'hospitalisation publics et privés et des représentants désignés par le Centre national des professions de santé, sera définie par décret »* (p. 6225) ; *représentation des syndicats médicaux les plus représentatifs* (p. 6225) ; *retrait de l'amendement de M. Alloncle* (p. 6225) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « avant l'adoption » les mots : « lors de l'élaboration »* (p. 6226) ; *revision de la carte sanitaire* (p. 6226) ; Art. 42 : *Son amendement tendant après les mots : « dans les conditions d'installation » à rédiger comme suit la fin de la première phrase de cet article : « et de fonctionnement particulièrement onéreuses ou pouvant entraîner un excès d'actes médicaux »* (p. 6226) ; *son amendement tendant à compléter la dernière phrase de cet article par les mots : « en Conseil d'Etat »* (p. 6226) ; Art. 45 : *Son amendement tendant à supprimer le second alinéa de cet article* (p. 6227) ; Art. 46 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du premier alinéa de cet article : « les dispositions des chapitres premier et premier bis de la présente loi »* (p. 6227), *ses observations sur l'assistance publique de Paris* (p. 6227) ; Après l'Art. 46 : *Son amendement tendant à compléter la dernière phrase de l'article L. 797 du Code de la santé publique par les mots suivants : « ... sous réserve, toutefois, du respect des règles d'exercice des professions médicales et paramédicales »* (p. 6227) ; Art. 47 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (situation des maisons de retraite détachées de l'administration générale de l'assistance publique à Paris ; situation de celles fonctionnant comme services non personnalisés de la ville-département de Paris)* (p. 6228) ; *rattachement de certains établissements au bureau d'aide sociale de la Ville de Paris* (p. 6228) ; Art. 48 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « formation des personnels » les mots : « formation des médecins, des pharmaciens et des personnels paramédicaux »* (p. 6229) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (inscription au budget du Ministère de l'Education nationale des crédits correspondant à la formation des médecins et des pharmaciens)* (p. 6229) ; *retrait de son amendement* (p. 6229) ; **en deuxième lecture,** en qualité de *Rapporteur : Modifications faites par le Sénat ; amélioration de la gestion des hôpitaux publics ; problème du recours aux capitaux privés en cas de défaillance des capitaux publics* [16 décembre 1970] (p. 6569) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 6569) ; Art. 1er A : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (droit du malade au libre choix de son praticien et de son établissement de soins ; existence de différents régimes de protection sociale)* (p. 6570) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « qui s'adressent à lui » les*

mots : « qui lui sont confiés » (p. 6570) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « en fonction des moyens et des ressources financières qui lui seront apportés »* (p. 6570) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6570) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à remplacer les alinéas 3 et 4 de cet article par de nouvelles dispositions : « Par ceux des établissements d'hospitalisation privés qui répondent aux conditions définies aux articles 36, 37 et 38 de la présente loi »* (p 6570) ; *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « à l'exception des établissements régis par le Code de la mutualité »* (p. 6271) ; *énumération des établissements à but lucratif* (p. 6571) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « 2° et 3° » les mots : « et 2° »* (p. 6571) ; *son amendement tendant après le sixième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « Chaque centre hospitalier peut comporter une ou plusieurs de ces unités selon leur classement » et en conséquence, à supprimer le huitième alinéa de cet article* (p. 6571) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du neuvième alinéa de cet article : « Lorsqu'un centre hospitalier a une vocation régionale et qu'il répond à des conditions définies par décret, il porte le nom de centre hospitalier régional »* (p. 6571) ; *ses observations sur les centres de convalescence, de cure et de réadaptation* (p. 6571) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les conseils de ces groupements proposent la création de services communs, soit dans le cadre des dispositions de l'article 15, soit par voie de convention bilatérale entre établissements »* (p. 6571) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (composition des conseils des groupements interhospitaliers de région)* (p. 6572) ; *son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Aucun des établissements membres d'un groupement interhospitalier de secteur ou de région ne peut détenir la majorité absolue des sièges du conseil de ce groupement »* (p. 6572) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (rôle du directeur et du président de la commission médicale consultative de chacun des établissements membres d'un groupement interhospitalier)* (p. 6572) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à substituer à la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article de nouvelles dispositions (indication des membres de droit du conseil d'administration et des membres qui ont voix consultative ; rôle du président de la commission médicale consultative)* (p. 6572) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de cet article de nouvelles dispositions (rôle du comité)* (p. 6573) ; Art. 26 *ter* : *Son amendement tendant après les mots : « des caisses d'assurance maladie » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « du personnel médical et pharmaceutique hospitalier, du personnel titulaire n'appartenant pas au corps médical et des personnes qualifiées dont, obligatoirement, un médecin non hospitalier »* (p. 6574) ; *son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer de nouvelles dispositions (répartition des membres du conseil d'administration)* (p. 6574) ; *son amendement tendant à remplacer les alinéas 6 et 7 de cet article par de nouvelles dispositions : « S'ils sont fournisseurs de biens ou de services, preneurs de baux à ferme ou agents rétribués de l'établissement, sauf, dans ce dernier cas, s'ils sont médecins ou pharmaciens »* (p. 6574) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du huitième alinéa de cet article : « Au cas où il est fait application des dispositions des deux alinéas ci-dessus, le conseil général ou le conseil municipal élit un suppléant »* (p. 6574) ; *ses observations sur les centres hospitaliers régionaux ; problème des incompatibilités* (p. 6574) ; Art. 26 *sexies* : *Son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (réforme du mode de financement des équipements hospitaliers publics)* (p. 6575) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (parité de remboursement des actes médicaux, quel que soit l'établissement dans lequel ils sont effectués)* (p. 6575) ; *comparaison entre les honoraires pratiqués dans les secteurs public et privé* (p. 6575) ; Art. 26 *octies* : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « et le fonctionnement » les mots : « du fonctionnement »* (p. 6576) ; *ses observations sur les comités techniques paritaires* (p. 6576) ; Art. 26 *nonies* : *Son amendement tendant à compléter le sixième alinéa de cet article par les mots : « et la protection sociale de ces personnels »* (p 6576) ; Art. 26 *undecies* : *Son amendement tendant au premier alinéa de cet article après les mots : « les divers services d'hospi-*

talisation publics » à supprimer la fin de l'alinéa (p. 6576) ; *son amendement tendant à substituer aux mots : « à ces malades » les mots : « aux malades dont ils ont prescrit l'hospitalisation »* (p. 6576) ; *admission des médecins traitants et des sages-femmes dans les centres hospitaliers publics* (p. 6576) ; Art. 26 *tredecies* : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « de l'établissement de soins » les mots : « de l'établissement hospitalier »* (p. 6577) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du troisième alinéa de cet article (approvisionnement en médicaments)* (p. 6577) ; *son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « lorsqu'il n'y a pas d'autres sources de distribution possible »* (p. 6577) ; Art. 29 : *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 6577) ; *son amendement tendant, au début du cinquième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « imposées dans l'intérêt de la santé publique » les mots : « sous réserve que celles-ci aient été inscrites dans la carte sanitaire »* (p. 6577) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 6577) ; *ses observations sur la carte sanitaire ; droit au remboursement* (p. 6577) ; Art. 30 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « qui statue » à insérer les mots : « dans un délai maximum de trois mois »* (p. 6579) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « un représentant du conseil de l'ordre des médecins » les mots : « des représentants des syndicats médicaux les plus représentatifs »* (p. 6579) ; *recours formés contre les décisions du préfet de région* (p. 6579) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 6580) ; Art. 34 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa de cet article : « En cas de récidive, la peine prévue au présent article est portée au double »* (p. 6580) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (comptabilité des établissements d'hospitalisation privés)* (p. 6580) ; Art. 36 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « peuvent participer » les mots : « participent dans les conditions prévues aux articles 37 et 38 ci-après »* (p. 6580) ; *son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « législatives et réglementaires en vigueur » les mots : « des articles premier et 2 de la présente loi »* (p. 6580) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « à l'exception des établissements régis par le Code de la mutualité »* (p. 6580) ; *cas des établissements mutualistes* (p. 6581) ; Art. 37 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « visés au 2° de l'article 2 ci-dessus » les mots : « d'hospitalisation privés à but non lucratif »* (p. 6581) ; Art. 38 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « Les établissements d'hospitalisation privés autres que ceux visés à l'article 37, peuvent conclure avec l'Etat des contrats de concession pour l'exécution du service public hospitalier »* (p. 6581) ; **Commission mixte paritaire,** en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les articles définissant les catégories d'établissements publics et privés qui pourront assurer l'exécution du service public hospitalier ; composition des conseils des groupements et des syndicats interhospitaliers ; composition des conseils des groupements et des syndicats interhospitaliers ; comité de coordination hospitalo-universitaire ; admission des médecins traitants dans les services d'hospitalisation publics ; ses observations sur les prix hors de proportion avec les conditions de fonctionnement du service ; problème des peines ; comptabilité des établissements privés* [18 décembre 1970] (p. 6651, 6652) ;

— du projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins, Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Massoubre, à remplacer les mots : « organisations professionnelles médicales » par les mots : « organisations syndicales de médecins »* [27 mai 1971] (p. 2152) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 2152) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Action en faveur de l'enfance ; aide aux handicapés ; recherche médicale* [4 novembre 1971] (p. 5275) ; *rôle de l'Institut Pasteur ; action du Ministère contre les fléaux sociaux ; lutte contre la toxicomanie ; politique du Gouvernement à l'égard des personnes âgées ; santé scolaire ; augmentation des indemnités des médecins du service de santé scolaire ; réforme hospitalière ; pénurie du personnel administra-*

tif, médical et paramédical du Ministère de la Santé publique ; unification du service régional de l'action sanitaire et sociale et de la direction de la Sécurité sociale en une direction régionale unique ; situation des médecins de la santé publique (p. 5276) ; *création d'un corps des médecins de puissance publique* (p. 5277) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles : *Objectif des allocations familiales* [30 novembre 1971] (p. 6190) ; *montant des allocations de salaire unique et de la mère au foyer ; pouvoir d'achat des allocations familiales ; hétérogénéité des bases des allocations ; étude sur toutes les aides à la famille* (p. 6191) ; Art. 9 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Chazalon, après le mot : « bénéficiaire » à insérer les mots : « ou susceptible de bénéficier »* (p. 6207) ; *âge de la retraite* (p. 6207, 6208) ; *situation des personnes à charge* (p. 6208) ; *ses observations sur l'application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Chazalon* (p. 6208) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale : *Disparité des régimes* [1er décembre 1971] (p. 6268) ; *retraite anticipée en raison de la pénibilité de l'activité ; reconnaissance de l'invalidité par une commission spéciale ; prise en compte des dix meilleures années ; attribution annuelle de points-retraite aux assujettis ; retraites complémentaires ; régimes spéciaux ; retraite des commerçants et des artisans* (p. 6269) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 12 : *Délai accordé aux personnes qui n'ont pas adhéré à l'assurance sociale volontaire instituée par l'ordonnance du 21 août 1967 couvrant les risques maladie et maternité* [7 décembre 1971] (p. 6471) ; *son amendement (exclusion des frais d'hébergement afférents à des séjours d'une durée supérieure à 3 ans)* (p. 6471) ; *son amendement (cotisations des personnes affiliées à l'assurance volontaire et en cours d'hospitalisation dans un établissement de soins)* (p. 6471) ; Art. 13 : *Financement du régime de Sécurité sociale des étudiants* (p. 6472) ; Après l'Art. 22 : *Ses sous-amendements retatifs aux hôpitaux ruraux et aux attachés des hôpitaux* (p. 6477, 6478) ;

— du projet de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre et modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale : *Titre de docteur en chirurgie dentaire* [16 décembre 1971] (p. 6843) ; *ses observations sur le déconventionnement des médecins ayant signé la convention nationale* (p. 6844) ; Après l'Art. 56 : *Exercice de la propharmacie* (p. 6855) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, en qualité de *président de la Commission spéciale : Procédure choisie par le Gouvernement ; dépôt d'une loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; nécessité de compléter l'œuvre entreprise par les textes du Gouvernement ; rôle du commerce indépendant et de l'artisanat* [16 mai 1972] (p. 1524) ; *nécessité d'instituer un régime unique de protection sociale valable pour tous les Français ; mesures envisagées en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés ; exercice clandestin d'activités artisanales* (p. 1525) ; Art. L 663-10 du Code de la sécurité sociale : *Institution d'un régime complémentaire* [17 mai 1972] (p. 1624) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 7 : *Ses observations sur le mot : « pécules »* [19 mai 1972] (p. 1749) ; Art. 9 : *Réserve de l'amendement du Gouvernement* (p. 1750) ; *concertation entre le Gouvernement et la Commission spéciale ; ses observations sur les résultats obtenus* (p. 1770) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Avant l'Art. 1er : *Son amendement (application de la présente loi jusqu'à l'institution dun régime de base unique de protection sociale applicable à tous les Français et qui devra intervenir au plus tard le 1er octobre 1977)* [28 juin 1972] (p. 2918) ; *ses observations* (p. 2918, 2919, 2920) ; Art. 1154 du Code rural : *Rôle des agents de la mutualité 1900 et des compagnies d'assurances pour payer les prestations* (p. 2924, 2925) ; ; Art. 15 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Ces indemnités ne pourront, en aucun cas, entraîner un accroissement des charges globales actuelles des employeurs agricoles »* (p. 2948) ; *retrait de son amendement* (p.

2948) ; Après l'Art. 16 : *Réforme du contentieux général de la Sécurité sociale* (p. 2950) ; *retrait de son amendement déposé avec M. Gissinger* (p. 2951) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Effort sur les équipements ; prévention sanitaire : protection maternelle et infantile, périnatalité ; centres scolaires ; lutte contre les fléaux sociaux* [3 novembre 1972] (p. 4617) ; *sectorisation des maladies mentales ; pénurie de personnel ; problème de coordination des actions de prévention ; système hospitalier ; décret sur la réforme hospitalière ; coût du prix de journée ; personnel sanitaire ; problèmes relatifs au corps médical ; préconise le développement de la prévention ; la rationalisation de l'équipement hospitalier, la limitation des hospitalisations coûteuses aux cas qui les rendent réellement nécessaires, l'association des professions de santé à l'élaboration et à l'application de la politique de la santé publique* (p. 4618, 4619) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, en qualité de *Rapporteur pour avis,* Art. 2 : *Situation fiscale des sociétés civiles de moyens* [6 décembre 1972] (p. 5936) ; *sa demande d'éclaircissements en ce qui concerne l'application de la patente et de la T.V.A. ; régime dérogatoire plus favorable pour les professions médicales, les architectes et les experts comptables ; sociétés civiles professionnelles ; ambiguïté de cet article ; son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement précisant que pour chaque profession intéressée l'avis des organisations professionnelles représentatives sera demandé avant de fixer par décret le nombre maximum des associés* (p. 5937) ; *accepte, à la demande du Gouvernement, la suppression de l'expression : « pour chaque profession intéressée » à condition que le texte soit : « après avis des organisations professionnelles représentatives intéressées »* (p. 5938) ;

— des conclusions du rapport sur la proposition de loi de M. Aymar tendant à compléter l'article 50 et à modifier les articles 51 et 56 de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière, en qualité de *Rapporteur : Personnel des établissements nationaux de bienfaisance ; prolongation du délai concernant les établissements à caractère social ; son regret que le projet de loi relatif aux établissements sociaux n'ait pas encore été présenté au Parlement à l'expiration du délai de deux ans prévu par la réforme hospitalière ; mode de fixation des tarifs d'hospitalisation* [14 décembre 1972] (p. 6185) ; *prix de journée ; établissements privés à but lucratif concessionnaires du service public hospitalier* (p. 6186) ; Art. 2 : *Mécontentement de la Commission du retard dans la parution des décrets d'application de la loi hospitalière ; accepte cependant l'amendement du Gouvernement tendant à appliquer la loi hospitalière aux établissements dits « sociaux » jusqu'au 31 décembre 1973* (p. 6186).

PHILIBERT (Louis)

Député des Bouches-du-Rhône
(9e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) .

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative à l'application de la taxe d'assainissement dans les communes [6 décembre 1968] (p. 5176).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Cas des auxiliaires routiers ; situation des ouvriers des parcs et ateliers ; parité des salaires avec les minima de leur secteur de référence ; paiement des rappels ;*

problème des horaires ; augmentation des effectifs ; situation des agents des T.P.E. ; reclassement indiciaire des agents spécialisés ; statut des conducteurs des T.P.E. ; nombre des assistants techniques issus du corps des conducteurs des T.P.E. ; autoroute Marseille-Aix [13 novembre 1969] (p. 3679) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème de la région provençale ; ses observations sur la société du canal de Provence ; problème de la pénurie d'eau ; conséquence des mesures de blocage de crédits ; fonds d'action conjoncturelle* [19 novembre 1969] (p. 4004, 4005) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Préjudice subi par nos compatriotes rapatriés d'outre-mer et notamment d'Algérie ; transfert des charges de l'Etat au détriment des collectivités locales : problème des travaux d'équipement ; programme des travaux neufs des chemins départementaux réalisés dans le département de l'orateur ; financement de l'aide sociale ; exemple du département des Bouches-du-Rhône ; problème dit des fonds de concours ; taxe sur les salaires* [10 novembre 1971] (p. 5626, 5627).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative au remboursement de la T.V.A. aux collectivités locales [20 octobre 1972] (p. 4273) : *Situation préjudiciable aux équipements collectifs résultant de l'assujettissement des collectivités locales à la T.V.A.* (p. 4273) ; *sommes payées par les collectivités locales au titre de la T.V.A.* (p. 4274) ; *montant des subventions de l'Etat ; taux de la T.V.A. ; réduction du taux moyen des subventions ; modalités d'attribution de la taxe sur les salaires* (p. 4274) ; *diminution des subventions (constructions scolaires, assainissement) par rapport au régime antérieur* (p. 4280) ; *déclassement de routes nationales en routes départementales* (p. 4281) ; *augmentation des crédits d'équipement du Ministère de la Défense nationale* (p. 4281).

PIANTA (Georges)

Député de la Haute-Savoie
(2e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé :

— membre de la Commission mixte chargée d'examiner la répartition des responsabilités publiques entre l'Etat et les diverses collectivités locales [15 octobre 1969] (p. 2686) ;

— représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1112) autorisant la ratification de la convention relative à l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure, signée à Genève le 25 janvier 1965 et de ses deux protocoles annexes, **n° 1193** [4 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1920) autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol » du 13 décembre 1960, adopté à Bruxelles le 20 août 1970, **n° 2047** [5 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2367), autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-suisse, signé à Paris les 7 et 21 octobre 1971, concernant l'application de la convention du 16 novembre 1962 relative à la protection des eaux du lac Léman contre la pollution, **n° 2404** [8 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2346), autorisant la ratification de la convention de la conférence de La Haye de droit international privé concer-

nant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs, conclue à La Haye le 5 octobre 1961, signée par la France le 29 novembre 1961, n° 2405 [8 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Unité de l'Europe ; rôle de la France dans la construction de l'Europe ; demande d'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun ; ses observations sur le traité de Stockholm ; nécessité d'ouvrir la Communauté vers l'extérieur ; ses observations sur le plan de relance européen présenté par M. Michel Debré* [7 novembre 1968] (p. 4099, 4100) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Priorité donnée à l'industrialisation ; aménagement du tissu urbain et de l'espace rural ; remise en ordre des finances locales ; rapports financiers entre l'Etat et les collectivités locales ; conséquences de la substitution du versement représentatif de la taxe sur les salaires à la taxe locale ; répartition du produit de la taxe sur les carburants ; réformes de structure* [16 juin 1970] (p. 2676, 2677) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Indemnisation des avoués ; différence entre la profession d'avocat et les activités de conseils juridiques* [13 octobre 1971] (p. 4483) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention de la conférence de La Haye de droit international privé concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs conclue à La Haye le 5 octobre 1961, signée par la France, le 29 novembre 1961, en qualité de *Rapporteur : Compétence des autorités de l'Etat de la résidence habituelle du mineur* [13 juin 1972] (p. 2414) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-suisse, signé à Paris les 7 et 21 octobre 1971, concernant l'application de la convention du 16 novembre 1962 relative à la protection des eaux du lac Léman contre la pollution, en qualité de *Rapporteur : Projet d'assainissement du Bas-Chablais ; politique quinquennale d'enquête et d'études sur le lac Léman ; équipement du bassin lémanique en stations d'épuration* [13 juin 1972] (p. 2414) ;

— du projet de loi autorisant la ratification du protocole fait à Bruxelles le 23 février 1968, portant modification de la convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement, signée à Bruxelles le 25 août 1924, en qualité de *Rapporteur suppléant : Indemnisation des chargeurs ; réforme d'ensemble des connaissements décidée par la conférence des Nations unies pour le commerce et le développement* [13 juin 1972] (p. 2415).

PIC (Maurice)

Député de la Drôme
(2[e] circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner les problèmes posés par la répartition des responsabilités publiques entre l'Etat et les diverses collectivités locales [24 juillet 1968] (p. 2563).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à préciser les conditions d'application du Code des

pensions civiles et militaires de retraite en matière de jouissance immédiate de la pension pour les femmes fonctionnaires, n° 1053 [9 avril 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur les collectivités locales ; situation des préfectures ; personnels des corps urbains ; ses observations sur le fait qu'à Draguignan les commerçants se sont constitués en comité de vigilance pour assurer des rondes de nuit ; situation des agents de service auxiliaires ; crédits pour les rapatriés ; discussion des propositions accordant les délais de paiement et un moratoire aux rapatriés ; problème de leur indemnisation ; réforme régionale ; création des secteurs de coopération intercommunale* [14 novembre 1968] (p. 4388, 4389) ; *situation financière des communes et des départements ; taxe sur les salaires ; transfert des charges ; son opposition au système des fonds de concours imposé aux collectivités locales pour des travaux d'Etat ; répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; impôt foncier sur les propriétés bâties ; communautés urbaines ; situation faite au personnel communal ; subventions de l'Etat en matière de travaux d'équipement des collectivités locales ; fonds spécial d'investissement routier ; transferts de crédits ; utilisation des crédits* (p. 4389, 4390) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 5 : *Ses observations sur les paroles de M. Chirac* [27 novembre 1968] (p. 4901) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvet alinéa (dépôt, par le Gouvernement, d'un projet de loi affectant aux collectivités locales des ressources fiscales spécifiques ; parallélisme entre l'augmentation de ses ressources et l'augmentation de la masse salariale)* (p. 4901) ; *ses observations sur son amendement ; problème du paiement des acomptes ; diminution du montant des crédits d'investissement des collectivités locales* (p. 4902).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Organismes de la région ; inégalité entre les membres de l'assemblée régionale ; possibilité d'envisager deux sections dans l'assemblée régionale ; appartenance de droit des députés aux conseils régionaux ; élection au suffrage universel direct ou indirect devant être la règle ; problème de la sélection des députés pour accéder au conseil régional ; exécutif régional ; mise en place d'une commission régionale ; émanation directe du conseil régional* [12 décembre 1968] (p. 5403, 5404) ; *ses observations sur les paroles de M. Jeanneney* (p. 5405).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Administration départementale et des préfectures ; insuffisance des effectifs du personnel des préfectures ; situation des fonctionnaires d'Etat dans les préfectures ; reclassement des agents d'exécution ; sécurité publique ; situation des commissaires et des gradés ; cas des retraités et des officiers de police et officiers de police adjoints ; attitude de la police lors des manifestations de samedi dernier à Paris* [20 novembre 1969] (p. 4094, 4095) ; *problèmes des rapatriés ; financement de l'indemnisation ; rôle de l'agence des biens ; situation des collectivités locales ; transfert des charges* (p. 4095, 4096) ; *diminution des crédits de subvention ; versement représentatif de la taxe sur les salaires ; régime des finances locales ; ses observations sur la société centrale pour l'équipement du territoire ; situation des communes rurales ; ses observations sur le fait que l'Etat prend davantage en T.V.A. qu'il n'en donne en subventions* (p. 4096, 4097) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème des rapatriés ; règlement des dossiers des cas sociaux ; suspension de l'exécution des garanties financières ; problème des moyens dont disposent les préfectures* [9 novembre 1970] (p. 5425) ; *revendications des personnels des préfectures ; sécurité publique ; insuffisance des effectifs des corps urbains de police ; indemnité spécifique des gradés ; situation des cadres administratifs et techniques de la police ; cas des retraités ; situation des agents spéciaux de la préfecture de police ; problème des collectivités locales* (p. 5426) ; *rôle des communes en matière d'équipements collectifs de la nation ; situation financière des collectivités locales ; projet de réforme du*

fonctionnement des institutions communales ; allégement de la tutelle administrative : création de syndicats intercommunaux ; problème de l'assujettissement des collectivités locales à la T.V.A. pour leurs achats et leurs travaux ; fonds spécial d'investissement routier (p. 5427) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Conditions de discussion de ce projet de loi ; insuffisance de ce dernier allégement de la tutelle* [24 novembre 1970] (p. 5876) ; *budgets communaux ; problème des emprunts des communes ; sessions des conseils municipaux ; délégation au maire de certaines responsabilités ; coopération intercommunale ; ses observations sur les propositions des maires de France ; fonctionnement des syndicats intercommunaux et des districts* (p. 5877) ; *ses observations sur les moyens mis à la disposition des collectivités locales* (p. 5878) ; *ses observations sur le fait que le maire pourra, par délégation du conseil municipal, exercer un certain nombre de pouvoirs* (p. 5878) ; *insuffisance des mesures préconisées par le Gouvernement ; ses observations sur la motion de renvoi ; caractère de la discussion* [25 novembre 1970] (p. 5908) ; Après l'Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Fontaine* (p. 5916) ; Après l'Art. 11 : *Ses observations sur les paroles de M. Charles Bignon* (p. 5922) ; Art. 14 : *Délibération du conseil de district sur la modification des conditions initiales de fonctionnement ou de durée du district ; problème de l'extension de ses attributions* (p. 5925, 5926) ; Art. 17 : *Ses observations sur les lycées municipaux* (p. 5927) ; Après l'Art. 21 : *Mission de la commission instituée par l'article 21 de la loi du 2 février 1968 ; redistribution des charges et des responsabilités entre l'Etat et les collectivités locales* (p. 5934, 5935) ; *remboursement aux communes des sommes que celles-ci paient au titre de la T.V.A. pour leurs travaux et investissements ; utilisation de l'avoir fiscal auprès du Trésor public ; retrait de l'amendement déposé avec M. Boulay* (p. 5935) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Question préalable ; objet du projet de loi ; élaboration du texte* [1er juin 1971] (p. 2239) ; *problème des finances locales ; inefficacité des mesures proposées ; caractère du projet de loi ; contradiction entre l'exposé des motifs et le projet de loi lui-même ; rôle de la Commission chargée d'établir le plan de fusion des communes* (p. 2240) ; *absence de libre détermination des communes ; ses observations sur les communautés urbaines ; pouvoir du préfet de créer d'office un district ; recours au référendum ; création de communes annexes* (p. 2241, 2242) ; *ses observations sur les paroles de M. Charles Bignon ; suppression de la taxe locale* (p. 2262) ; Art. 1er : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « dans un délai de six mois » les mots : « dans un délai de deux ans »* [2 juin 1971] (p. 2283) ; *délai envisagé pour la concrétisation de la réforme* (p. 2283) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer au mot : « doivent » les mots : « auraient intérêt à »* (p. 2286) ; *retrait de son amendement* (p. 2286) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de cet article : « Une commission d'élus spécialement constituée à cet effet dans chaque département dresse, en accord avec le préfet, pour l'ensemble du département... »* (p. 2287) ; *collaboration entre la commission d'élus et le préfet* (p. 2289) ; *sa demande d'un scrutin public* (p. 2290) ; *son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa de cet article* (p. 2291) ; Art. 3 : *Intervention du conseil général en cas d'avis défavorable des conseils municipaux intéressés* (p. 2298) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 2298) ; *ses observations sur le décret prix après avis du Conseil d'Etat* (p. 2298) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (non-application des dispositions des articles 1, 2 et 3 aux communes faisant partie d'une communauté urbaine ou d'un district)* (p. 2299) ; *sa question de savoir ce qui résulterait du désir de fusionner deux ou trois communes faisant partie d'une communauté urbaine* (p. 2299) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (création d'un district aux compétences limitées)* (p. 2300) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter la dernière phrase du premier alinéa de cet article par les mots : « ou par le conseil général »* [3 juin 1971] (p. 2325) ; *retrait de son amendement* (p. 2325) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier paragraphe de cet article* (p. 2327) ; *retrait de son amendement* (p. 2328) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nou-*

veau paragraphe : « Il sera fait application de ces dispositions aux communes ayant fusionné au cours des dix dernières années précédant la promulgation de la présente loi » (p. 2328) ; *retrait de son amendement* (p. 2328) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa de cet article* (p. 2333) ; *nécessité d'inciter les communes à fusionner dans tes agglomérations urbaines* (p. 2333) ; *répartition du montant des crédits* (p. 2334) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « le rapport de la commission instituée par l'article 21 de la loi du 2 février 1968 devra être déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale et du Sénat au plus tard à l'ouverture de la prochaine session du Parlement »* (p. 2340).

Est élu sénateur le 26 septembre 1971 [2 octobre 1971] (p. 4210).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [8 octobre 1971] (p. 4426).

Cesse d'appartenir au groupe socialiste [8 octobre 1971] (p. 4451).

PIDJOT (Roch)

Député de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et des Nouvelles-Hébrides
P.D.M., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe Progrès et démocratie moderne [*J.O.* du 4 juillet 1972] (p. 7089).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 avril 1969] (p. 851).

A donné sa démission de membre de cette Commission [25 juin 1969] (p. 1720).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [26 juin 1969] (p. 1780), [2 avril 1970] (p. 750).

Cesse d'appartenir à cette Commission [12 juin 1970] (p. 2618).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [12 juin 1970] (p. 2678).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J.O.* du 17 septembre 1970] (p. 8698).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 17 septembre 1970] (p. 8698), [2 octobre 1970] (p. 4051), [2 avril 1971] (p. 837).

Cesse d'appartenir à cette Commission [20 décembre 1971] (p. 7023).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la Republique [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J.O.* du 4 juillet 1972] (p. 6881).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [19 décembre 1968] (p. 5709).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant amniste dans les Territoires d'outre-mer, **n° 128** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi relative à l'organisation du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, **n° 2146** [16 décembre 1971].

Sa proposition de loi relative à l'enseignement des cultures et des langues vernaculaires dans les Territoires d'outre-mer, n° 2151 [16 décembre 1971].

Sa proposition de loi portant amnistie de toutes infractions commises en relation avec les événements qui sont survenus en Nouvelle-Calédonie les 13 juillet 1969, 2 septembre 1969 et 17 mars 1972, n° 2312 [18 mai 1972].

Sa proposition de loi tendant à l'abrogation des lois n° 69-4 du 3 janvier 1969 modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie et n° 69-6 du 3 janvier 1969 portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie, n° 2673 [22 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant admnistie : *Nécessité de faire bénéficier les Territoires et Départements d'outre-mer des dispositions du projet de loi portant amnistie de plein droit des infractions commises en relation avec les événements d'Algérie* [23 juillet 1968] (p. 2476) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Ses observations sur la Nouvelle-Calédonie ; insuffisance du contrôle des frontières ; diminution des franchises démocratiques accordées au territoire ; autonomie de la Polynésie ; constitution de comités ; refonte de la chambre d'agriculture* [4 novembre 1968] (p. 3883, 3884) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral, Art. 13 : *Vote par correspondance* [21 novembre 1968] (p. 4786) ; Après l'Art. 20 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « 1° Les dispositions des articles L 71 à L 78, L 79 à L 85 et L 112 sont applicables dans les Territoires d'outre-mer ; 2° l'article L 81-2° du Code électoral est complété par un dernier alinéa rédigé comme suit : « Les travailleurs des Territoires d'outre-mer retenus loin de leur commune d'inscription par leurs obligations professionnelles » ; 3° l'article 13 de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 modifiée, est abrogé »* (p. 4789) ; *élection des députés représentant les Territoires d'outre-mer ; extension de la procédure du vote par correspondance à ces Territoires ; cas des travailleurs des T.O.M. retenus loin de leur commune d'inscription par leurs obligations professionnelles* (p. 4789) ; *vote par procuration* (p. 4790) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « les dispositions de la présente loi sont applicables aux Territoires d'outre-mer »* (p. 4790); *retrait de son amendement* (p. 4790) ; en deuxième lecture, Art. 21 : *Son amendement tendant à compléter l'article L 71 du Code électoral par un dernier alinéa : « les travailleurs des Territoires d'outre-mer, retenus loin de leur commune d'inscription par leurs obligations professionnelles »* [19 décembre 1968] (p. 5675).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'ordre du jour du lundi 9 décembre 1968 ; discussion des trois projets de loi intéressant le territoire de la Nouvelle-Calédonie* [9 décembre 1968] (p. 5206).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie : *Sa question préalable ; classification du nickel dans les matières dites d'intérêt stratégique ; ses observations sur le décret du 13 novembre 1964 ; application de l'article 74 de la Constitution* [9 décembre 1968] (p. 5210) ; *situation politique et administrative de la Nouvelle-Calédonie ; projets actuellement en discussion tendant à modifier les attributions de l'assemblée territoriale en matière d'exonération de droits ; remise en cause des fondements de base de la réglementation minière néocalédonienne ; autorisations personnelles minières ; permis de recherches ; projet de loi tendant à organiser dans le territoire un régime provisoire permettant de doter les communes de la Nouvelle-Calédonie, à l'exclusion de Nouméa, des moyens normaux et de responsabilités accrues ; ses observations sur la tutelle ; compétences du chef du territoire ; ressources budgétaires du territoire ; projet de loi disposant que les conditions et limites des exonérations fiscales en faveur des entreprises présentant une importance et un intérêt exceptionnels soient définies par décret sans consultation de l'assemblée territoriale ; ses observations sur la société « Le Nickel »* (p. 5211 à 5213) ; *sa motion de renvoi en commission ; droits acquis des mineurs indépendants ; augmentation de la taxe à l'exportation du minerai brut ; taxe de roulage ; son souhait de voir constituée une*

mission composée de membres de l'Assemblée pour enquêter sur place (p. 5214) ; *ses observations sur les paroles de M. Inchauspé* (p. 5215) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « après avis » à insérer le mot : « conforme »* (p. 5215) ; *nécessité de préserver les prérogatives territoriales tout en maintenant le contrôle de l'Etat* (p. 5215) ; *son amendement tendant après le troisième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « en cas de désaccord entre le gouverneur et l'Assemblée, il est statué par décret pris en Conseil d'Etat dans les deux mois qui suivent l'avis émis par l'assemblée territoriale »* (p. 5215) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à la fin des deuxième et troisième alinéas de cet article, après les mots : « sur proposition du gouverneur » à ajouter à chaque fois les mots : « prise en Conseil de Gouvernement »* (p. 5217) ; *intention du Gouvernement d'inclure le nickel dans la liste des substances minérales donnant lieu à livrance des permis A ; compétence du Ministre de l'Industrie* (p. 5217) ; en deuxième lecture : *Caractère du projet de loi ; autonomie interne de la Nouvelle-Calédonie ; ses observations sur le nickel ; politique coloniale de la France* [19 décembre 1968] (p. 5694, 5695) ; ses explications de vote : *Ses observations sur le projet de création et d'organisation des communes* (p. 5696) ; en troisième et dernière lecture : Ses explications de vote : *Son opposition aux projets gouvernementaux* [20 décembre 1968] (p. 5754) ;

— du projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances : *Sa question préalable ; instauration d'une politique colonialiste de départementalisation ; classement des communes en Nouvelle-Calédonie ; ses observations sur Nouméa ; unification du statut des communes du territoire ; problème de la tutelle ; question de l'autonomie financière* [9 décembre 1968] (p. 5222, 5223) ; *sa motion de renvoi en commission ; ses observations sur l'article 74 de la Constitution ; motion de l'assemblée territoriale* (p. 5223) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à la fin de cet article après les mots : « Conseil d'Etat » à insérer les mots : « après avis de l'assemblée territoriale »* (p. 5224) ; *ses observations sur le décret du 22 juillet 1957 ; prérogatives locales* (p. 5224) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5225) ; *organisation de subdivisions administratives* (p. 5225) ; *ses observations sur l'article 72 de la Constitution* (p. 5225) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à la fin de cet article après les mots : « par arrêté du Ministre chargé des Territoires d'outre-mer » à insérer les mots : « après avis conforme de l'assemblée territoriale »* (p. 5225) ; *modifications des limites territoriales des communes ; transfert de leur chef-lieu* (p. 5225) ; *modification de son amendement* (p. 5226) ; Art. 4 : *Son amendement tendant après les mots : « après consultation » à rédiger comme suit la fin de cet article : « des conseils municipaux intéressés et après avis de l'assemblée territoriale »* (p. 5226) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa (2°) de cet article : « du produit des centimes additionnels dont la perception est autorisée par le gouverneur après avis du conseil de gouvernement, votés par le conseil municipal dans la limite du maximum fixé par délibération de l'assemblée territoriale »* (p. 5226) ; *pouvoir du gouverneur de fixer des maxima aux centimes additionnels* (p. 5226, 5227) ; Art. 8 : *Son amendement tendant après le paragraphe III (3°) de cet article à insérer le nouveau paragraphe suivant : « des subventions allouées aux communes par le territoire »* (p. 5227) ; Art. 9 : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « compte tenu des charges respectives du territoire et des communes » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « fixée par arrêté du Ministre chargé des territoires d'outre-mer après avis conforme de l'assemblée territoriale »* (p. 5227) ; *fixation de la quote-part du budget territorial au fonds intercommunal de péréquation* (p. 5227, 5228) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 5228) ; *son amendement tendant au début du cinquième alinéa de cet article après les mots : « un décret » à insérer les mots : « pris après avis de l'assemblée territoriale »* (p. 5228) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, dans cet article à substituer aux mots : « après avis du conseil de gouvernement par des décrets » les mots : « après avis conforme de l'assemblée territoriale par des arrêtés du gouverneur »* (p. 5229) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la disposition suivante : « après avis conforme de l'assemblée territoriale »* (p. 5229) ; *création de sections de communes* (p. 5229) ; Art. 13 : *Son amendement tendant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article après les mots : « provisoirement suspendus » à insérer les mots : « après avis*

du conseil de gouvernement » (p. 5230) ; *pouvoir de tutelle* (p. 5230) ; Art. 15 : *Son amendement tendant après les mots : « par arrêté du gouverneur » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « après avis du conseil de gouvernemetn, soit d'office, après avis conforme de l'assemblée territoriale par arrêté du Ministre chargé des Territoires d'outre-mer* » (p. 5230) ; *son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « un décret » à insérer les mots : « pris après avis de l'assemblée territoriale* » (p. 5230) ; Art. 16 : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « aux chefs de subdivisions administratives » les mots : « au chef du service territorial d'administration générale* » (p. 5230) ; *tutelle des municipalités* (p. 5230, 5231) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (application de certains articles à la commune de Nouméa)* (p. 5231) ; *élection des conseils municipaux* (p. 5231) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à modifier cet article* (p. 5233) ; *son amendement tendant à substituer aux mots : « les articles 47 et 48 du décret du 8 mars 1879 » les mots : « les articles 8, 47 et 48 du décret du 8 mars 1879* » (p. 5233) ; *vote du groupe progrès et démocratie moderne sur l'ensemble du projet de loi* (p. 5233) ;

— du projet de loi tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie : *Sa question préalable ; statut d'autonomie interne du territoire ; prérogatives fiscales de l'assemblée territoriale* [9 décembre 1968] (p. 5235, 5236) ; *ses observations sur la société « Le Nickel »* (p. 5236, 5237) ; *sa motion de renvoi en commission ; importance de la Nouvelle-Calédonie pour la France* (p. 5237) ; Art. 1er : *Son amendement tendant dans cet article à substituer aux mots : « 15 millions » les mots : « 60 millions* » (p. 5237) ; *ses observations sur la société « Le Nickel »* (p. 5237, 5238) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à remplacer le deuxième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (agrément du programme d'investissement)* (p. 5238) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5238) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à partir du paragraphe 2° de cet article à une nouvelle rédaction (exonération partielle d'un ou de plusieurs impôts)* (p. 5240) ; *problème des exonérations* (p. 5240) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Krieg par les mots : « à l'importation* » (p. 5240) ; *contribution des patentes à l'importation* (p. 5240, 5241) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « 25 ans » les mots « 15 ans »* (p. 5242) ; *son vote sur l'ensemble du projet de loi* (p. 5243) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie, Ses explications de vote : *Sa protestation contre les méthodes employées ; son opposition aux textes discutés* [19 décembre 1968] (p. 5707) ; en deuxième lecture : *Son opposition à ce texte* [20 décembre 1968] (p. 5756) ;

— du projet de loi portant amnistie, Art. 7 : *Infractions en relation avec les incidents d'ordre politique ou social survenus dans les départements et territoires d'outre-mer* [26 juin 1969] (p. 1765) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Absence d'obligation scolaire en Nouvelle-Calédonie ; problème de la création de C.E.G. et de C.E.S. ; situation économique de la Nouvelle-Calédonie ; multiplication d'écoles professionnelles ; problème du cadre territorial de l'enseignement secondaire et technique ; problème des congés ; développement du réseau routier ; possibilité de la Caisse des dépôts et consignations d'intervenir dans les T.O.M. ; conséquence de la dévaluation du franc ; création d'un « bureau du commerce et des prix » ; taux de parité du franc C.F.P. ; intervention des forces de l'ordre à Nouméa ; problème des terres ; ses observations sur la « zone maritime »* [5 novembre 1969] (p. 3405, 3406) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION IV. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Ses observations sur les aspirations des Calédoniens ; exportations de nickel ; inexistence de l'enseignement supérieur en Calédonie ; développement de la métallurgie du nickel ; modernisation du réseau routier ; problème du financement de l'emprunt gagé sur les plus-values fiscales ; indépendance des îles Fidji ; problème de la modification du statut de la Nouvelle-Calédonie ; ses observations sur la Polynésie française ; mutations du personnel de l'administration générale ; abrogation de l'interdiction d'accès ou de séjour faite à certains Français ou étrangers* [23 octobre 1970] (p. 4671, 4672) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Problème de l'extension de la loi Debré aux territoires de la Nouvelle-Calédonie ; compétences de l'assemblée territoriale* [27 avril 1971] (p. 1464) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Nouvelle-Calédonie* [17 juin 1971] (p. 3054) ; *problème du nickel ; accroissement du potentiel minier et métallurgique de l'île ; réalisation des investissements nécessaires* (p. 3055) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Avenir de la Nouvelle-Calédonie ; enseignement des langues et cultures mélanésiennes ; attitude de l'administration centrale des mines ; parité du franc C.F.P. ; taxe sur certaines plus-values foncières aux Nouvelles-Hébrides* [3 novembre 1971] (p. 5197) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION VII. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Crise en Nouvelle-Calédonie ; nickel ; sa critique des institutions actuelles ; demande l'abrogation des deux lois du 3 janvier 1969 modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie et relatives au régime fiscal de certains investissements dans le territoire ; sa proposition de loi dans ce sens ; son attente du vote de la proposition de loi destinée à organiser l'enseignement des langues mélanésiennes ; loi d'amnistie ; demande un Ombudsman élu au suffrage universel pour la Nouvelle-Calédonie* [18 novembre 1972] (p. 5455) ; *difficulté en Nouvelle-Calédonie car diminution des achats de nickel du Japon* (p. 5460).

PIERREBOURG (Olivier HARTY de)

Député de la Creuse
(1re circonscription)
App. U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

PLANEIX (Joseph)

Député du Puy-de-Dôme
(3e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative à la dispense des obligations d'activité du service national, n° **297** [3 octobre 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Ses observations sur la région d'Auvergne ; problème des logis de France ; création d'hôtels ; développement régional ; rénovation rurale* [5 novembre 1969] (p. 3358, 3359) ; AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Difficultés des paysans ; lacunes de la politique actuelle ; dépenses de fonctionnement ; aide sociale ; aide de l'Etat destinée aux personnes et non aux produits ; dépenses d'investissement ; cré-*

dits d'aménagement des villages ; rénovation rurale ; crédit agricole ; réforme des chambres d'agriculture ; parafiscalité avicole ; [19 novembre 1969] (p. 3992, 3993) ;

— du projet de loi relatif au service national : *Situation des jeunes appelés ; préparation de loi de programme ; collaboration avec les mouvements de jeunesse ; conditions de discussion du texte ; réduction du temps de service actif ; choix du moment de l'incorporation ; fixation de la durée du temps légal à neuf mois au maximum ; participation des unités militaires à des tâches d'intérêt national ; affectation de certains appelés dans la gendarmerie ; problème des dispenses ; cas des jeunes gens chefs de famille ; place des jeunes appelés dans l'armée ; droit de vote ; possibilité de donner ce droit de vote à tous les jeunes Français à partir de dix-neuf ans ; passation des conventions de formation professionnelle entre les unités et les organismes spécialisés ; conditions matérielles de la vie militaire ; amélioration de la nourriture des appelés ; création d'une taxe de un pour cent versée par les adjudicataires de marchés publics de fournitures lorsque ces marchés sont destinés à l'armée ou à des activités complémentaires ou parallèles ; participation des femmes au service actif* [9 juin 1970] (p. 2359 à 2361) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer le titre suivant : « Chapitre 1er. — Dispositions relatives à la durée du service actif et à l'âge des appelés »* (p. 2372) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2372) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « douze mois » les mots : « neuf mois »* (p. 2374) ; *conséquences de l'arrivée des classes nées après la guerre combinée avec un appel accéléré des jeunes gens et la suppression des sursis* (p. 2374) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (2°) de cet article, à substituer aux mots : « vingt et un ans » les mots : « vingt-deux ans »* (p. 2376) ; *cas des jeunes gens malchanceux* (p. 2377) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2381) ; Art. 7 : *Son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « après douze mois de service » les mots : « à l'expiration de la durée légale de droit commun visée à l'article 1er de la présente loi »* [10 juin 1970] (p. 2412) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Toutefois ces décrets seront caducs en temps de paix s'ils ne sont pas approuvés par la loi dans un délai de six mois suivant la date de leur promulgation »* (p. 2415) ; *suspension par décret de l'application de certaines dispositions* (p. 2415) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase de cet article* (p. 2417) ; Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « douze mois » les mots : « neuf mois »* (p. 2418) ; *retrait de son amendement* (p. 2418) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « les unités militaires peuvent être chargées, à titre de mission secondaire et temporaire, de tâches... »* (p. 2420) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2423) ; Art. 11 : *Ses observation sur son amendement* (p. 2425) ; Avant l'Art. 16 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre du chapitre IV : « Dispositions relatives au recensement, à la sélection, aux dispenses et à l'appel »* (p. 2426) ; Après l'Art. 19 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Debré* (p. 2441) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (dispense des obligations d'activité du service national)* (p. 2441, 2442) ; *retrait de son amendement* (p. 2442) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (libération par anticipation)* (p. 2442) ; *retrait de son amendement* (p. 2442) ; Après l'Art. 24 : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions (émancipation des jeunes gens mineurs à compter du jour de leur incorporation ; fixation de la condition d'âge visée à l'article L 2 du Code électoral à dix-neuf ans accomplis)* (p. 2444) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (distribution à chaque recrue du texte du règlement de discipline général)* (p. 2444) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les jeunes gens doivent être informés de la date prévue pour leur libération au terme du septième mois de service actif »* (p. 2444) ; *retrait de son amendement* (p. 2444) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (formation professionnelle et technique des jeunes gens)* (p. 2444) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (amélioration des conditions matérielles)* (p. 2444, 2445) ; *création d'une taxe spéciale pour améliorer la condition des soldats* (p. 2445) ; ses explication du vote sur l'ensemble du projet de loi : *Durée du service ; ses observations sur les cas sociaux* (p. 2447, 2448) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.-

M.A. ET B.A.P.S.A. : *Niveau de vie de l'agriculteur ; situation de la petite et moyenne exploitation agricole ; prix agricoles ; ses observations sur le prix du litre de lait et sur le prix de la viande ; crédits destinés à la prophylaxie du bétail ; insuffisance des bourses ; alignement de l'indemnité viagère de départ sur le S.M.I.C. ; question de savoir quelle sera la politique agricole du VI^e Plan* [6 novembre 1970] (p. 5313) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème du niveau de vie des agriculteurs de son département ; attente d'une politique nouvelle du lait et de la viande ; modification de l'orientation des « soutiens de cours » ; loi-cadre pour le lait ; office de la viande ; crédits destinés au remembrement, en faveur des travaux de voirie et d'aménagements communaux, d'aide aux bâtiments d'habitation, pour les travaux d'assainissement, pour l'alimentation en eau potable ; brucellose ; prime à la vache tondeuse* [15 novembre 1972] (p. 5191, 5192) ;

— du projet de loi sur la Banque de France, Art. 2 : *Son amendement précisant que la Banque de France est seule habilitée à fabriquer des billets ; nécessité d'éviter tout risque de privatisation de fabrication* [28 novembre 1972] (p. 5688) (n'est pas adopté) (p. 5689).

PLANTIER (Maurice)

Député des Basses-Pyrénées
(2^e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1971] (p. 832, 834).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Cesse d'appartenir à cette Commission [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1971] (p. 837).

A donné sa démission de membre de cette Commission [8 avril 1971] (p. 1026).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [8 avril 1971] (p. 1026) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [4 avril 1972] (p. 789).

A donné sa démission de cette Commission [*J.O.* du 13 septembre 1972] (p. 9792).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 13 septembre 1972] (p. 9792).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant, à l'occasion du cinquantième aniversaire du 11 novembre 1918, à promulguer une amnistie générale pour les anciens combattants de 1914-1918 et à les rétablir dans leurs dignités, décorations et distinctions acquises à titre exceptionnel durant la Grande Guerre, n° 449 [15 novembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à renforcer les peines applicables aux trafiquants de drogue qui, en raison de leur activité professionnelle ou bénévole, exercent une influence particulière sur la jeunesse, n° 2002 [7 octobre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 14 : Commerce, n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Delachenal sur le projet de loi portant amnistie [23 juillet 1968] (p. 2492).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Ses observations sur les paroles de M. Gilbert Faure* [24 juillet 1968] (p. 2550).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral, Après l'Art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le 14° de l'article L 195 du Code électoral est ainsi rédigé : « Les ingénieurs en chef, ingénieurs principaux, ingénieurs, ingénieurs des travaux et autres agents des eaux et forêts et du génie rural dans les cantons de leur ressort »* [21 novembre 1968] (p. 4787) ; *inadaptation actuelle du régime des inéligibilités* (p. 4787) ; *modification de la rédaction de la fin de son amendement : « et autres agents du génie rural, des eaux et des forêts »* (p. 4788) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal, Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe VI de cet article par un nouvel alinéa : « Il fixera également des modalités d'application particulières pour les banques qui ne sont pas assujetties à l'impôt sur les sociétés, de façon que la fraction des revenus imposables des associés ou des gérants, correspondant au prélèvement exceptionnel, ne soit pas imposée à un taux supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés »* [17 septembre 1969] (p. 2328) ; *cas des banques privées ; retrait de son amendement* (p. 2328) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Ses observations sur l'accueil, la réinstallation, l'amnistie, l'indemnisation des rapatriés ; pré-indemnisation pour les catégories sociales les plus défavorisées* [8 octobre 1969] (p. 2535, 2536) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (cas des rapatriés ayant fait l'objet des mesures d'exécution prévues dans la deuxième phrase de l'alinéa précédent)* [9 octobre 1969] (p. 2566) ; *impossibilité de rendre la loi rétroactive* (p. 2566) ; *retrait de son amendement* (p. 2566) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (suppression des délais de forclusion prévus par le décret du 10 mars 1962 relatif aux mesures prises pour l'accueil et le reclassement professionnel et social des bénéficiaires de la loi du 26 décembre 1961)* (p. 2568) ; *ses observations sur son amendement ; possibilité de rouvrir pendant deux mois les délais de forclusion ; retrait de son amendement* (p. 2568) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Avancement des officiers issus des grandes écoles ou brevetés de l'état-major ; conséquence de deux décrets de 1964 et de 1968 ; ses observations sur le fait que les titres de guerre n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination de la qualification prévue par ces décrets ; situation de ceux qui ont pris leur retraite ; création d'une échelle 4 lorsque les sous-officiers sont titulaires d'un brevet supérieur* [17 novembre 1969] (p. 3858, 3859) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Hommage rendu à la police française ; problème de la régionalisation ; cas du département des Basses-Pyrénées ; problème des rapatriés ; ses observations sur les forclusions* [20 novembre 1969] (p. 4111, 4112) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant modifiant les articles 4 et 5 de l'annexe IV de la convention du 28 décembre 1858 additionnelle au traité de délimitation de la frontière du 2 décembre 1856 entre la France et l'Espagne, signé à Paris le 15 mars 1968, en qualité de *Rapporteur suppléant : Montant des amendes à acquitter par tête d'ovin ou de bovin en cas de délit de pacage ; procédure de saisie du bétail* [27 novembre 1969] (p. 4400) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Ses observations sur la loi de juillet 1966 ; cas des médecins conventionnés ; maintien, dans le régime général, de tous ceux qui en bénéficient à un titre quelconque* [2 décembre 1969] (p. 4495, 4496) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, Avant le titre 1er : *Ses observations sur les paroles de M. Defferre* [12 juin 1970] (p. 2576) ; Art. 2 : *Problème de l'éventualité de l'indemnisation par les Etats spoliateurs ; moment de l'appréciation de la situation de famille* (p. 2579) ; Art. 41 : *Déduction du montant des ventes réalisées à vil prix de l'indemnité touchée par les rapatriés* (p. 2600) ; Art. 62 : *Projet de loi représentant une aide non négligeable ; son vote sur ce projet ; maintien du droit des rapatriés sur les créances qu'ils détiennent vis-à-vis des Etats spoliateurs* (p. 2611) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Effort d'industrialisation de la France ; ses observations sur le Centre, l'Ouest et le Sud-Ouest ; insuffisance du réseau routier ; ses observations sur la façade atlantique et l'axe garonnais ; situation des régions naturelles de l'arrière-pays de cette façade atlantique ; développement des industries à haute valeur ajoutée* [17 juin 1970] (p. 2766) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Industrialisation des régions de l'Ouest et du Sud-Ouest ; sa crainte que le budget de l'équipement ne permette pas de satisfaire les besoins ; ses observations sur le bassin de l'Adour ; importance de l'infrastructure ; aide aux pays en voie de développement ; taxe sur la valeur ajoutée imposée aux communes ; situation des communes rurales ; récupération par l'Etat d'une partie de ses subventions par la baisse de la T.V.A.* [21 octobre 1970] (p. 4475) ; *lutte contre la fraude fiscale ; ses observations sur la formule de publicité des impositions* (p. 4476) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT) : *Moyens de communication dans les régions de l'Ouest et du Sud-Ouest ; exemple du bassin de l'Adour ; problème du gaz de Lacq ; ses observations sur la route qui relie Bayonne à Bordeaux et la liaison Narbonne-Toulouse ; axe Piémont-Pyrénées ; ses observations sur la route d'Orthez à Tarbes* [4 novembre 1970] (p. 5082).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'exploitation du gisement de Lacq [30 octobre 1970] (p. 4971, 4972).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT) : *Ses observations sur la chance économique constituée par le gaz de Lacq ; autoroute Orthez-Tarbes ; ses observations sur le tracé Pau-Oloron-Saragosse* [28 octobre 1971] (p. 5036) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; ses observations sur notre coopération avec le Brésil ; collaboration avec le Québec* [3 novembre 1971] (p. 5247) ;

— du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde, Art. 1[er] : *Délimitation des régions d'économie montagnarde ; ses observations sur la vallée de Barétous ; ses observations sur la circonscription de Montory ; aide de l'Etat en cas de cataclysme naturel* [18 novembre 1971] (p. 5945) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires, Art. 9 : *Autorisation en cas d'acceptation de poste de responsabilité à l'intérieur des groupements* [3 mai 1972] (p. 1280) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. 3 : *Taux de revalorisation ; date d'application de la loi* [17 mai 1972] (p. 1609) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Art. 504-1 du Code de l'administration communale : *Son amendement (nomination à un emploi supérieur)* [31 mai 1972] (p. 2045) ; *rôle des commissions paritaires* (p. 2046).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative aux veuves civiles [30 juin 1972] (p. 3071).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, COMMERCE ET ARTISANAT en qualité de *Rapporteur spécial* de la Commission des finances pour le commerce : *Création d'un ministère du commerce et de l'artisanat ; premier fascicule budgétaire consacré au commerce ; montant relativement peu élevé des crédits à voter ; adaptation des entreprises et des hommes ; fiscalité ; protection sociale ; appareil commercial ; action prévue : opération « Mercure » (regroupement de commerçants isolés), incitation à la création de centres techniques commerciaux ; enseignement commercial (formation des assistants techniques du commerce) ; problème de l'urbanisme commercial ; compétence des commissions départementales d'urbanisme commercial ; composition et rôle de la commission nationale d'urbanisme commercial ; problème de la protection sociale ; son souhait d'un régime unique de protection sociale pour tous les Français ; problème du crédit ; sa préférence pour l'assouplissement des règles existantes plutôt que pour la création d'une banque spécifique du commerce ; problème de la fiscalité : allégement de la charge fiscale ; simplification des formalités ; extension à tous les contribuables non salariés de la réduction d'impôt de cinq pour cent ; son souhait d'un alignement sur les*

salariés afin de progresser dans la voie de l'unification de l'impôt sur le revenu de tous les Français ; problème de la patente ; impôt impopulaire, car injuste ; son souhait d'une taxe professionnelle perçue sur le plan national et répartie proportionnellement entre les collectivités locales ; sa demande du vote de la loi d'orientation dès cette session [26 octobre 1972] (p. 4402, 4403) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION VII. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Son exposé à la place de M. Camille Petit : insuffisance du nombre des créations de postes à tous les niveaux de l'enseignement ; problème de l'emploi aux Antilles ; intégration des productions tropicales françaises dans le Marché commun, notamment le rhum ; nécessité de l'industrialisation aux Antilles ; industrie hôtelière* [13 novembre 1972] (p. 5066) ; *dotation du F.I.D.O.M. pour les D.O.M. ; salaire minimum interprofessionenl de croissance dans les D.O.M. ; allocations familiales des travailleurs indépendants ; altocation de logement ; attachement des Martiniquais au maintien de l'intégration ; présentation de ce budget en deux fascicules* (p. 5067) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Votera ce budget* [15 novembre 1972] (p. 5223) ; *demande la rectification de la liste des communes de montagne pouvant bénéficier d'une aide ; passerelle entre l'enseignement général et l'enseignement agricole ; pollution* (p. 5224).

PLEVEN (René)

Député des Côtes-du-Nord
(2e circonscription)
P.D.M.

GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972
du 6 juillet 1972 au 15 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (Gouvernement Chaban-Delmas) Décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet] (p. 7059).

Sa démission de Garde des Sceaux, Ministre de la Justice est acceptée, décret du 15 mars 1973 [*J.O.* du 16 mars 1973] (p. 2828).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner les problèmes posés par la répartition des responsabilités publiques entre l'Etat et les diverses collectivités locales [24 juillet 1968] (p. 2563) ;

— membre de la Commission supérieure de codification [17 octobre 1968] (p. 3387).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à l'interprétation de l'article 4, paragraphe I, de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964, relatif à la liquidation des pensions, **n° 137** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à ce qu'aucune dépense ne soit imposée aux départements et aux communes sinon par la loi, **n° 238** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, **n° 599** [20 décembre 1968].

Son projet de loi portant amnistie, **n° 730** [26 juin 1969].

Son projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débi-

teurs dépossédés de leurs biens outre-mer, n° 767 [17 septembre 1969].

Son projet de loi complétant l'article 11 du Code pénal en vigueur aux Comores, aux îles Wallis et Futuna, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, à la Polynésie française, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans le Territoire français des Afars et des Issas, n° 826 [14 octobre 1969].

Son projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, n° 858 [23 octobre 1969].

Son projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux, n° 864 [4 novembre 1969].

Son projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré, n° 955 [10 décembre 1969].

Son projet de loi concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière, n° 973 [16 décembre 1969].

Son projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, n° 974 [16 décembre 1969].

Son projet de loi sur les sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne, n° 1029 [2 avril 1970].

Son projet de loi relatif aux délais de comparution après citation devant les juridictions répressives des territoires d'outremer, n° 1033 [2 avril 1970].

Son projet de loi portant ratification des ordonances en vertu de l'article premier de la loi n° 66-481 du 6 juillet 1966 relative à l'application de certains traités internationaux, n° 1036 [2 avril 1970].

Son projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, n° 1072 [14 avril 1970].

Son projet de loi portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, n° 1440 [19 novembre 1970].

Son projet de loi modifiant les dispositions du Code civil relatives aux dispenses d'âge en vue du mariage, n° 1487 [3 décembre 1970].

Son projet de loi relatif au Territoire des terres australes et antarctiques françaises, n° 1612 [2 avril 1971].

Son projet de loi sur la filiation, n° 1624 [2 avril 1971].

Son projet de loi instituant l'aide judiciaire, n° 1770 [28 mai 1971].

Son projet de loi relatif aux prises d'otages et aux enlèvements de mineurs, n° 1833 [11 juin 1971].

Son projet de loi relatif a la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, n° 1836 [11 juin 1971].

Son projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques, n° 1975 [30 juin 1971].

Son projet de loi organique modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, n° 2054 [5 novembre 1971].

Son projet de loi portant modification des articles 144 du Code pénal et L 28 du Code des postes et télécommunications, n° 2203 [4 avril 1972].

Son projet de loi instituant un juge de l'exécution et relatif à la réforme de la procédure civile, n° 2412 [13 juin 1972].

Son projet de loi relatif à la compétence territoriale du Ministère public et des juridictions répressives sur certains aérodromes, n° 2500 [30 juin 1972].

Son projet de loi modifiant le titre neuvième du Livre troisième du Code civil, n° 2548 [2 octobre 1972].

Son projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire, n° 2632 [13 novembre 1972].

Son projet de loi rendant applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions des statuts des notaires et des huissiers de justice, n° 2706 [1er décembre 1972].

Son projet de loi instituant un médiateur, n° 2746 [8 décembre 1972].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 19 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article : « sauf pour les véhicules utilitaires (camionnettes, breaks, etc.) qui resteront imposés dans les conditions en vigueur à la date du 15 juillet 1968, les taux de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur... »* [19 juillet 1968] (p. 2359) ; *charge fiscale supplémentaire imposée aux propriétaires des véhicules automobiles de tourisme ; exclure les véhicules utilitaires du champ d'application de l'article 19* (p. 2359) ; *véhicules utilitaires dont la puissance est comprise entre 8 et 11 CV ; retrait de son amendement* (p. 2360) ;

— du projet de loi portant amnistie, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « sont réputées commises en relation avec les événements d'Algérie toutes infractions commises par des militaires servant en Algérie, pendant la période couverte par le premier alinéa du présent article »* [23 juillet 1968] (p. 2476) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2476) ; *exemple de désertion de certains jeunes sous le coup de l'émotion* (p. 2476, 2477) ; *cas des militaires d'origine européenne* (p. 2477) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (amnistie de plein droit pour toutes les infractions commises par des militaires avant le 1er juillet 1968)* (p. 2485) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2485) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE : *Subvention de l'Etat en faveur des lignes intérieures d'Air Inter ; rôle du F.I.A.T. ; difficultés dans les relations entre les collectivités locales et Air Inter ; sa question de savoir comment sera liquidé le déficit de 1968 ; conséquences des événements de mai et de juin sur les recettes des lignes ; sa question de savoir à quelles sommes s'élèvent les garanties financières que l'article 27 de la loi de finances rectificative de 1966 a autorisé à Sud-Aviation et à la S.N.E.C.M.A. pour la construction du* Concorde ; *projet* Concorde ; *créations d'emplois de technicien pour les centres régionaux et les aérodromes ; installations du secrétariat général de l'aviation civile ; conséquences de la compétition internationale* [6 novembre 1966] (p. 4045, 4046) ; JUSTICE : *Question de la sincérité du budget* [8 novembre 1968] (p. 4156) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. - SERVICES GÉNÉRAUX. - RECHERCHE SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur le traité de l'Euratom ; crédits consacrés par les six pays signataires de ce traité ; prix de revient de l'énergie nucléaire en Europe ; distinction entre les réacteurs déjà « éprouvés » et les réacteurs dits « non éprouvés » ; projet franco-allemand de centrale gaz-graphite ; commande des deux réacteurs de Fessenheim ; problème des industries électronucléaires de la Communauté ; construction d'une usine de séparation isotopique communautaire ; gaspillage des ressources nationales* [19 novembre 1968] (p. 4682, 4683).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative à la politique de défense des côtes contre la mer [15 novembre 1968] (p. 4478, 4479, 4480).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Son opposition au centralisme ; absence de contradiction d'intérêts entre Paris et la province ; importance de la réforme ; danger d'un excès de précipitation ; possibilité de prévoir des étapes successives : la première étant la déconcentration, la deuxième, la fixation des attributions de la région, la troisième la décentralisation ; ses observations sur la décision de faire siéger aux chefs-lieux d'arrondissements les commissions de retrait des permis de conduire ; réforme régionale étant essentiellement la décentralisation ; attributions de la région ; pouvoir de planification régionale ; question des ressources ; transferts de personnel des administrations centrales dans les régions ; réforme des finances locales ; constitution d'une commission extra-parlementaire pour présenter des recommandations au Gouvernement sur ces problèmes ; critiques faites au projet ; représentativité du Sénat régional ; élection au suffrage universel uninominal direct permettant un recrutement plus ouvert des conseil régionaux ; vote du budget par sections ; création de communautés locales élargies urbaines et rurales ; problème des départements ; délimitation*

des régions ; chef-lieu de la région ; procédure suivie pour réaliser la réforme ; son souhait que la loi référendaire ne donne pas au Gouvernement le pouvoir de régler par ordonnance des matières qui sont du domaine de la loi [11 décembre 1968] (p. 5342 à 5345).

En qualité de Garde des Sceaux, Ministre de la Justice :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Massot, tendant à modifier l'article 499 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 afin d'aménager les modalités de mise en harmonie des statuts des sociétés commerciales constituées antérieurement ; 2° de MM. Edouard Charret et Lebas, tendant à modifier les articles 499, 501 et 502 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales afin de proroger le délai de mise en harmonie des statuts des sociétés commerciales constituées antérieurement : *Ses observations sur ce texte* [26 juin 1969] (p. 1751) ;

— du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur la loi du 31 juillet 1968 ; réconciliation nationale ; caractère de l'amnistie ; abandon du recouvrement des frais en matière de contraventions ; portée politique du projet de loi ; délits commis en matière électorale ; infractions liées à des conflits d'ordre professionnel ou social ; extension de la clémence nationale à diverses actions subversives dans certains départements ; cas des départements d'outre-mer ; amnistie des infractions commises dans le cadre d'un mouvement qui se prétend chargé de la libération de la Bretagne ; cas des jeunes gens du Sud-Ouest ; situation des jeunes gens qui font actuellement l'objet de poursuites pour des tentatives de reconstitution de certaines lignes dissoutes ; amnistie disciplinaire ; amnistie par mesures individuelles prises par le Chef d'Etat ; désir du Gouvernement d'être celui de la réconciliation et de l'action* [26 juin 1969] (p. 1753, 1754) ; *problème de l'amnistie en matière fiscale* (p. 1754, 1755) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 1758) ; *amnistie des manifestations du type de celles de la Tour-du-Pin* (p. 1759) ; *ses observations sur la saisie de documents fiscaux et leur détournement pendant quelques jours* (p. 1759) ; Après l'Art. 2 : *Problème de l'amnistie en cas de retrait du permis de conduire* (p. 1760) ; *rôle de la commission de retrait du permis de conduire* (p. 1761) ; *droit de grâce en matière de suspension du permis de conduire ; possibilité de rendre contradictoires les débats des commissions de retrait du permis de conduire* (p. 1762) ; Art. 3 : *Délimitation géographique des infractions amnistiées ; caractère des infractions mentionnées à cet article* (p. 1762, 1763) ; *démantèlement du réseau qui avait été créé en Bretagne* (p. 1763, 1764) ; *ses observations sur l'amendement de M. Deniau* (p. 1764) ; Art. 8 : *Impossibilité de porter de trois à six mois de prison ferme le champ d'application de l'amnistie* (p. 1765) ; *son opposition à l'amendement de M. Massot* (p. 1766) ; Art. 10 : *Possibilité que les amendes soient désormais recouvrées comme en matière fiscale, ce qui pourrait, le cas échéant, éviter l'usage de la contrainte par corps* (p. 1767) ; Art. 13 : *Nécessité de ne pas élargir le nombre des bénéficiaires de cet article ; ses observations sur la loi du 18 juin 1966* (p. 1768) ; Art. 14 : *Ses observations sur les notions de probité, bonnes mœurs, honneur* (p. 1769) ; *sanctions disciplinaires prises à l'égard d'un fonctionnaire qui se serait rendu coupable de prévarication dans l'exercice de ses fonctions* (p. 1770) ; *régime de retraite des banques ; ses observations sur les paroles de M. Stehlin ; délai de la demande de révision de la sanction disciplinaire* (p. 1771) ; *conséquence de la réintégration dans ses droits à pension d'un fonctionnaire qui aurait été éliminé de l'administration pour manquement à la probité* (p. 1771) ; Art. 17 : *Ses observations sur les mesures de sûreté* (p. 1772) ; Art. 20 : *Cas des militaires qui ne peuvent prolonger leur service assez longtemps pour acquérir des droits à pension* (p. 1772) ; *ses observations sur les paroles de M. de Rocca Serra* (p. 1773) ; Art. 23 : *Ses observations sur le malaise existant à l'heure actuelle dans la magistrature* (p. 1773) ; *ses observations sur l'infraction visée au premier alinéa* (p. 1775) ; Art. 25 : *Infractions à la législation et à la réglementation en matière fiscale* (p. 1776) ; *ouverture d'esprit du Gouvernement* (p. 1777) ; en seconde délibération, Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (subordination de l'amnistie au paiement de l'amende pour les infrac-*

tions prévues par l'article 2) (p. 1779) ; *retrait de son amendement* (p. 1779) ; en deuxième lecture, Art. 3 : *Infractions commises dans les domaines viticole et vinicole* [27 juin 1969] (p. 1797) : *Rapidité de la discussion du texte* (p. 1798) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Ses observations sur le rapport de M. Limouzy ; rôle des associations de rapatriés ; nécessité d'une nouvelle loi pour des raisons juridiques, sociales et économiques ; levée des sûretés réelles garantissant les prêts fournis aux rapatriés à l'occasion de l'installation de leur entreprise par des organismes qui ont passé avec l'Etat des conventions de garantie ; caractères du projet de loi ; recherche de l'équité* [7 octobre 1969] (p. 2499, 2500) ; *ses observations sur les paroles de M. Delorme* [8 octobre 1969] (p. 2531) ; *problème de savoir si les spoliés, même non rapatriés, sont couverts par les dispositions de l'article premier, même s'ils sont restés domiciliés outre-mer ; application de l'article premier aux effets de commerce ; indication des établissements visés à l'article 2 du projet de loi ; question des prêts de réinstallation des marins, consentis par les caisses de crédit maritime mutuel ; suspension de l'exigibilité des dettes ; problème des « prêts non publics » ; question de la validité des jugements rendus avant la publication de la loi ; simplification de la procédure de radiation des sûretés ; application de la levée des sûretés ; modalités du nantissement d'actions ; incidences des dispositions du projet sur la politique de crédit de certains établissements financiers, notamment du Crédit agricole* (p. 2539, 2540); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Médecin ; problème des biens qui, sans avoir fait l'objet d'une spoliation juridique, ont perdu toute valeur pour leurs propriétaires parce que placés sous séquestre* (p. 2542) ; *discussion du projet de loi définitif sur l'indemnisation* (p. 2543, 2544) ; *situation des créanciers des rapatriés* (p. 2544) ; Art. 2 : *Application du texte ; cas des prêts consentis par des organismes de crédit ayant passé des conventions avec l'Etat ; cas des prêts consentis à des pêcheurs* (p. 2545) ; *ses observations sur l'amendement de M. Massot* (p. 2546) ; Art. 3 : *Question de savoir si les rapatriés qui vendent l'entreprise pour laquelle ils ont obtenu un prêt de réinstallation transfèrent ce prêt sur l'autre entreprise qu'ils acquièrent en substitution de la première* [9 octobre 1969] (p. 2563, 2564) ; Art. 4 : *Liquidation des biens dans le cas où les créanciers sont en état d'union ; ses observations sur l'amendement de M. Mario Bénard* (p. 2565) ; Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bernard Marie* (p. 2565) ; Art. 7 : *Conséquence de changement dans la situation de fortune de l'une des parties* (p. 2567) ; Art. additionnel : *Problème de la possibilité de rouvrir pendant deux mois les délais de forclusion* (p. 2568) ; *ses observations sur les explications de vote de M. Defferre ; réunion de la commission spéciale en vue de l'indemnisation* (p. 2569) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur l'alinéa 2 de l'article 8 ; situation de certains créanciers qui peuvent se trouver dans une situation difficile en raison du moratoire accordé à certains débiteurs ; intervention du tribunal en vue d'étendre le bénéfice de la loi à ces créanciers dont la situation serait compromise* [23 octobre 1969] (p. 2887) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi : d'une part, de M. Valleix ; d'autre part, de M. Bertrand Denis, tendant à modifier l'article 15 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse afin de permettre, sous certaines conditions, l'usage du papier blanc pour l'impression des affiches commerciales: *Nécessité de tenir compte des nouvelles techniques de l'affichage publicitaire* [23 octobre 1969] (p. 2889) ; Art. unique : *Son amendement tendant à insérer après les mots : « toute confusion » les mots : « soit dans le texte, soit dans la présentation matérielle »* (p. 2889) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Problème du nombre de titres demandés aux anciens combattants de 1914-1918 pour recevoir la Légion d'honneur à titre militaire ; possibilité de permettre l'attribution de la Légion d'honneur aux médaillés titulaires de quatre titres de guerre acquis au cours de la première guerre mondiale ; portée des amnisties en ce qui concerne le droit au port de la Légion d'honneur ; critères déterminant l'attribution de la Légion d'honneur ou du*

Mérite ; attribution des décorations à titre posthume [5 novembre 1969] (p. 3371) ; JUSTICE : *Caractère du budget de la justice ; crédits de fonctionnement ; application des décrets et arrêtés du 27 mai 1969 ; situation matérielle et morale des magistrats ; reclassement en métropole d'un nombre important de magistrats en service en Algérie ou dans les anciens territoires d'outre-mer ; modification de la pyramide hiérarchique ; crise de recrutement ; possibilité de traiter sur ordinateur les casiers judiciaires ; problème du fichier des constructeurs d'automobiles et des fichiers d'état civil ; mise en mémoire d'ordinateur des textes législatifs et réglementaires ; déficit en personnel ; fonctionnarisation des greffes ; effectifs de secrétaires-greffiers ; comptabilité des secrétariats-greffes ; création de stages rémunérés ; instauration de centres de préparation au concours de recrutement à l'échelon régional ; simplification des fiches comptables ; crise des effectifs dans l'administration pénitentiaire ; hommage au personnel pénitentiaire ; problème du fonctionnement de la sécurité des prisons ; renforcement du nombre des surveillants ; maison d'arrêt de Fleury-Mérogis ; centre pénitentiaire de Bédenac-Bussac ; service de l'éducation surveillée ; délinquance juvénile ; objectifs et modalités d'intervention de l'éducation surveillée ; développement des foyers d'accueil des centres d'orientation et d'action éducative ; insuffisance de l'encadrement ; centre de Juvisy-sur-Orge ; nécessité de décharger les collectivités de dépenses qui ne devraient pas leur incomber ; répartition des charges entre l'Etat et les collectivités* (p. 3374 à 3376) ; *promulgation du moratoire voté le 23 octobre dernier* (p. 3379) ; *organisation des services judiciaires ; réforme des professions judiciaires et de la procédure civile ; réforme de nos institutions pénales ; amélioration de la condition matérielle et morale des magistrats ; possibilité de mettre les magistrats davantage en mesure de participer à la gestion de leur corps ; réforme de la commission d'avancement ; composition du conseil supérieur de la magistrature ; crise de recrutement ; âge moyen des juges d'instance ; difficultés pour composer les tribunaux ; projets élaborés pour remédier au problème actuel ; question de la suppression d'une nouvelle tranche de tribunaux et de quelques cours d'appel ; question de l'institution d'un juge unique ; question de la fusion des juges de grande instance et des juges d'instance ; problème de l'élargissement du recrutement latéral des magistrats ; transformation des conditions matérielles des magistrats ; inventaire des besoins en personnel et en équipement et des moyens propres à y faire face ; élaboration d'un plan à cet égard ; refonte de l'assistance judiciaire ; réforme des professions judiciaires et juridiques ; réforme de la procédure civile ; Gouvernement devant prendre l'initiative d'un projet de loi tendant à faire en sorte que la fusion des professions existantes soit équitable ; problème de l'intégration des conseils judiriques et des sociétés fiduciaires dans la nouvelle profession ; possibilité de maintenir dans un premier temps l'organisation actuelle en appel ; adaptation aux nécessités de la vie actuelle d'un certain nombre de règles de droit civil concernant la filiation, la situation des enfants naturels et des enfants adultérins et du droit successoral ; fonctionnement des chambres de la famille ; Code de procédure pénale ; renforcement de la garantie des droits individuels des citoyens ; réforme de la procédure devant les juridictions répressives ; fonctions de l'instruction ; jugements des délits ; question de savoir si une sorte de référé pénal est concevable ; problème des contraventions ; question touchant les secrétariats-greffes ; éducation surveillée ; statut du personnel administratif de l'éducation surveillée ; ses observations sur le compte général de l'administration de la justice ; ses observations sur la période parisienne de la scolarité au centre national d'études judiciaires ; préparation aux diverses professions judiciaires ; rôle de la chambre de la famille, notamment en matière de divorce ; conseils de prud'hommes ; chambres sociales ; fonctionnement de la Cour de cassation ; intégration, dans la magistrature, des chargés de cours admissibles à l'agrégation de droit ; taux de compétence des tribunaux d'instance ; indemnisation des greffiers ; délais s'appliquant à la suppression des études de notaires dans certaines communes rurales ; impossibilité pour le Ministère de la Justice de poursuivre un criminel de guerre tant qu'il ne vient pas en France ; problème de la suppression de la peine de mort ; ses conséquences ; réforme du Code pénal ; administration de la justice à la Réunion ; problème de la tenue d'un registre du commerce à la Réunion ; ses observations sur les mauvaises habitudes*

prises par les professions attachées au fonctionnement de la justice ; conditions de la rénovation de la justice (p. 3393 à 3397) ; Titre V : *Disparition de la prison de la Petite-Roquette ; ses observations sur le complexe pénitentiaire de Fleury-Mérogis* (p. 3398) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à modifier les articles 1952 à 1954 du Code civil sur la responsabilité des hôteliers : *Responsabilité des hôteliers pour les véhicules et chargements laissés sur place ainsi que pour les animaux vivants* [25 novembre 1969] (p. 4343) ; en troisième lecture, Art. 2 : *Problème des animaux vivants ; compétitivité du tourisme* [17 décembre 1969] (p. 5023) ; en quatrième lecture : *Ses observations sur ce texte* [14 octobre 1970] (p. 4261) ; Art. 2 : *Ses observations sur les amendements de MM. Foyer et Corrèze* (p. 4261) ;

— du projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux : *Possibilité que la délégation de l'Assemblée Nationale au parlement européen rende compte chaque année des travaux de ce parlement* [25 novembre 1969] (p. 4346) ;

— en troisième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement : *Ses observations sur ce texte* [11 décembre 1969] (p. 4840) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à réglementer les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce : *Collaboration entre le Gouvernement et le Parlement ; libre exercice de la profession* [11 décembre 1969] (p. 4841) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le quatrième alinéa (2°) du texte proposé pour cet article : « Justifier d'une garantie financière suffisante résultant d'un cautionnement spécialement affecté au remboursement des fonds, effets ou valeurs déposés ou de l'engagement soit d'un organisme de garantie collective, soit d'un établissement bancaire »* (p. 4843) ; *ses observations sur les sociétés de caution mutuelle ; possibilité d'un cautionnement ; valeur d'un fonds de commerce* (p. 4843, 4844) ; Art. 4 *quater* : *Ses observations sur l'amendement de M. Dupont-Fauville* (p. 4846) ; Art. 4 *quinquies* : *Nombre des Ministres qui devront donner leur contreseing* (p. 4846) ; Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Hoguet : « Toute personne qui, d'une manière habituelle, se livre ou prête son concours, même à titre accessoire, à des opérations visées à l'article premier, sans être titulaire de la carte instituée à l'article 2 ou après avoir cessé de remplir les conditions... »* (p. 4848) ; Art. 14 *bis* : *Fermeture d'un établissement* (p. 4848) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à abroger l'article 337 du Code civil relative à la reconnaissance faite, durant le mariage par un époux, d'un enfant naturel né avant le mariage, d'un autre que de son conjoint : *Ses observations sur ce texte* [11 décembre 1969] (p. 4849) ; Art. 1er : *Position prise par le Sénat* (p. 4850) ; *ses observations sur les amendements de M. Foyer* (p. 4850, 4851) ; en troisième lecture : *Ses observations sur le projet relatif à la filiation* [18 décembre 1970] (p. 6702) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Hoguet et Bousquet tendant à compléter l'article 33 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal : *Prescription des actions en matière de baux commerciaux* [17 décembre 1969] (p. 5018) ; Art. additionnels : *Son opposition aux divers amendements qui ont été déposés ; importance des décisions qui ont pris force de chose jugée ; critère de la notion d'occupation matérielle des lieux* (p. 5020) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Delachenal tendant à le modifier ainsi : « ... prescrites en application des dispositions antérieurement en vigueur, pourront être formées ou poursuivies... »* (p. 5021) ;

— de la proposition de loi adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 127 et 151 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Distinction entre le directoire et le conseil de surveillance* [17 décembre 1969] (p. 5027).

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu par M. Achille Peretti, à la mémoire de Mme Jeannette Prin [7 avril 1970] (p. 808).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre : *Concertation entre le Gouvernement et le Parlement* [8 avril 1970] (p. 848).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille : *Collaboration entre le Gouvernement et le Parlement ; préoccupation de MM. Mazeaud et Krieg ; nouvelle définition du rôle des pères et mères dans leurs rapports avec leurs enfants ; conception contemporaine de la famille ; travaux de la commission de réforme du Code civil ; ses observations sur l'opinion du doyen Julliot de la Morandière ; partage des responsabilités ; institution d'une présomption d'un accord permanent entre les père et mère pour les actes usuels ; conception du mariage pour la plupart des jeunes ; problème de l'instauration d'une égalité complète entre les époux ; caractère du texte ; situation des mères célibataires ; principe de l'octroi de l'autorité parentale à la mère; rapports des enfants avec leurs grands-parents ; charges de la justice ; augmentation des crédits ; but du projet de loi* [8 avril 1970] (p. 848 à 852) ; Art. 213 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Tisserand* (p. 852) ; Après l'Art. 213 du Code civil : *Détermination de celui sur qui pèsent les charges du ménage* (p. 853) ; Art. 215 du Code civil : *Résidence des époux* (p. 854) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'expression « parental »* (p. 855) ; Art. 373-3 du Code civil : *Ses observations sur la loi du 31 juillet 1968 sur le recrutement des armées* (p. 856) ; *ses observations sur le fait que l'enfant ne doit être retiré de son milieu naturel que dans des cas exceptionnels* (p. 856) ; Art. 371-4 du Code civil : *Relations des grands-parents avec les enfants ; notion d'abus* (p. 857) ; Art. 372 du Code civil : *Ses observations sur une éventuelle prééminence du mari en cas de désaccord ; rôle du juge des tutelles* (p. 861, 862) ; Art. 373 du Code civil : *Situation de ceux qui, condamnés à payer une pension alimentaire, ne s'acquittent pas de leurs obligations* (p. 863) ; *délit d'abandon de famille* (p. 863, 864) ; Art. 374 du Code civil : *Exercice de l'autorité par la mère naturelle ; problème de l'exercice conjoint de l'autorité par une simple déclaration devant le juge d'instance* (p. 865) ; *nationalité des enfants naturels* (p. 865, 866) Art. 374-1 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Tisserand* (p. 881) ; Art. 375 du Code civil : *Assistance éducative* (p. 883) ; *problème de la limitation de la saisine d'office à des cas exceptionnels ; rôle du juge des enfants* (p. 884); *ses observations sur les textes réglementaires d'application* (p. 885) ; Art. 375-3 du Code civil : *Notion de domicile* (p. 886) ; *adhésion de la famille* (p. 887) ; *son amendement tendant dans la première phrase du sixième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « est survenu » les mots : « s'est révélé »* (p. 887) ; *son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du sixième alinéa de cet article* (p. 887) ; *problèmes des enfants du divorce ; compétence du juge des enfants en matière d'assistance éducative* (p. 887, 888) ; *retrait de son amendement* (p. 888) ; Art. 375-1 du Code civil : *Détermination du juge des enfants* (p. 889) ; *cas de fugue* (p. 889) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un deuxième alinéa : « il doit toujours s'efforcer de recueillir l'adhésion de la famille à la mesure envisagée »* (p. 889) ; *ses observations sur le fait que les juges sont en contact avec les chefs des établissements fréquentés par les enfants* (p. 891) ; Art. 875-7 du Code civil : *Visites de la famille* (p. 891, 892) ; *droit de visite et de correspondance des parents ;* Art. 376-1 du Code civil : *Ses observations sur les accords et pactes établis entre les parents* (p. 893) ; Art. 377-2 du Code civil : *Régime de la déchéance* (p. 895) ; Art. 379 du Code civil : *Dispense de l'obligation alimentaire en cas de déchéance* (p. 897) ; Art. 383 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné* (p. 900, 901) ; Après l'Art. 215 du Code civil : *Son opposition à l'amendement de M. Michel Jacquet ; problèmes consécutifs au divorce ; enquêtes sur la personnalité de l'enfant* (p. 902) ; *procédure de conciliation en cas de divorce* (p. 903) ; Art. 1384 du Code civil : *Ses observations sur les paroles de M. Tiberi* (p. 904, 905) ; Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bustin* [16 avril 1970] (p. 1095) ; Art. 8 : *Ses observations sur l'attitude des compagnies d'assurances* (p. 1096) ; Après l'Art. 14 : *Statut général des fonctionnaires* (p. 1098) ; *caractère du texte ; coopération entre le Gouvernement et le Parlement* (p. 1099) ; en deuxième lecture : *Egalité du père et de la mère* [20 mai 1970] (p. 1805) ; Art. 372 et 372 *bis* du Code civil : *Egalité de principe des père et mère quant à l'exercice de l'autorité parentale ; cas de désaccord des époux ; ses observations sur la pratique commune que les époux ont pu adopter dans le passé en de semblables occasions ; saisine du juge des tutelles* (p. 1807) ; Art. 373-3 et

375-2 du Code civil : *Ses observations sur ces articles* (p. 1808, 1809) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : *Répression de la conduite d'un véhicule en état d'ivresse ou sous l'empire d'un état alcoolique ; progression annuelle des accidents de la circulation ; mesures générales prises par le Gouvernement ; taux légal d'alcoolémie ; ses observations sur la loi du 18 mai 1965 ; ses observations sur le désir de la Commission de faire coexister une contravention et un délit ; taux de 0,8 gramme ; variabilité de l'influence de l'alcool selon les individus ; exemples étrangers ; problème de transformation de l'infraction en contravention dans certains cas ; caractère du délit de conduire sous l'empire d'un état alcoolique ; nécessité de maintenir à l'infraction son caractère délictuel à partir du taux de 0,80 gramme ‰ ; répression de la conduite en état d'ivresse ; ses observations sur les conditions dans lesquelles sera réprimée la tentative du délit ; utilisation de l'alcootest ; valeur de ce résultat ; ses observations sur le contenu des contrats d'assurance ; ses observations sur la suggestion faite par M. Bizet de modifier la présentation du permis de conduire ; caractère du texte sans discussion ; nécessité d'accompagner l'entrée en vigueur de la loi d'une campagne d'information* [21 avril 1970] (p. 1190 à 1192) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Mazeaud à substituer aux mots : « de dix jours à un mois et d'une amende de 400 à 1.000 F », les mots : « de dix jours à trois mois et d'une amende de 400 à 3.000 F »* (p. 1198) ; *recours à la procédure du flagrant délit ; cas de récidive pour une contravention ; différenciation de la pénalité selon que la faute relevée est un taux d'alcoolémie entre 0,80 gramme et 1,20 gramme ‰ ou une imprégnation à un taux supérieur* (p. 1198, 1199) ; *son sous-amendement tendant dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Mazeaud, à substituer aux mots : « de dix jours à un mois et d'une amende de 400 à 1.000 F », les mots : « de dix jours à trois mois et d'une amende de 400 à 3.000 F »* [22 avril 1970] (p. 1214) ; *ses observations sur les sous-amendements déposés à l'amendement de M. Mazeaud* (p. 1215) ; *ses observations sur les rapports annuels des parquets* (p. 1215) ; *réduction de peine prévue dans le texte initial du Gouvernement dans les cas où l'alcoolémie est comprise entre 0,80 gramme ‰ et 1,20 gramme ‰* (p. 1216) ; *nature de la suspension du permis de conduire ; durée du sursis* (p. 1217) ; *ses observations sur l'amendement de M. Bertrand Denis et le sous-amendement de M. de Gastines* (p. 1217) ; *dépistage systématique ; problème du stationnement irrégulier* (p. 1218) ; *problème du dépistage systématique* (p. 1218, 1219) ; *ses observations sur l'amendement de M. Mazeaud* (p. 1219, 1220) ; *problème de la création d'une ressource en faveur du fonds de garantie automobile* (p. 1221) ; Art. 3 : *Ses observations sur les laboratoires agréés* (p. 1222) ; Après l'Art. 3 : *Ses observations sur l'information donnée aux candidats au permis de conduire au sujet des dangers de l'alcool* (p. 1222) ; *campagne d'information et de vulgarisation* (p. 1223) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Degraeve : « Un règlement d'administration publique fixera dans quelles conditions et à partir de quelle date sera remis avec chaque vignette, moyennant paiement, un alcootest... »* (p. 1223) ; *problème de l'impression sur le permis de conduire de la mention du groupe sanguin ; attribution d'une carte spéciale et individuelle portant cette mention* (p. 1224) ; en deuxième lecture : *Nécessité de maintenir la nature correctionnelle à l'infraction de conduite sous l'emprise d'un état alcoolique ; graduation de la répression ; ses observations sur la création simultanée d'un délit et d'une contravention pour des faits de même nature ; cas où le taux d'alcoolémie excède 1,20 ‰ ; procédure du flagrant délit ; caractère délictuel de l'imprégnation alcoolique au volant* [24 juin 1970] (p. 2977, 2978) ; Art. 1er : *Ses observations sur les amendements de M. Mazeaud ; compétence du tribunal correctionnel ; caractère délictuel de l'infraction* (p. 2979) ; *problème du retrait du permis de conduire* (p. 2980) ; *Fonds de garantie automobile* (p. 2981) ; Art. 3 *quater : Ses observations sur l'affichage de certaines dispositions à la porte des mairies et dans les débits de boissons* (p. 2981); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur ce texte* [29 juin 1970] (p. 3296).

Modification de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi concernant la cen-*

tralisation de la documentation relative à la circulation routière ; discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [22 avril 1970] (p. 1224).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière : *Ses observations sur les paroles de M. Boudet ; raison de l'indication des délits qui entraînent sur le plan pénal la suppression du permis de conduire* [23 avril 1970] (p. 1248) ; *motifs du dépôt de ce projet de loi ; centralisation et exploitation par les procédés de l'informatique de tous les renseignements relatifs à la circulation routière ; classement du conducteur ; classement devant permettre un calcul plus personnalisé des primes d'assurances et la réduction de celles-ci pour les bons conducteurs ; prise en considération des seules infractions graves ; problème des changements d'adresse et d'état civil ; ses observations sur la dignité et la liberté de chacun ; objet du projet de loi n'étant pas d'instituer un nouveau casier judiciaire ; communication des renseignements centralisés ; enregistrement dans les casiers de certains délits routiers ; principe de discrétion ; autorité judiciaire devant assurer la gestion et le contrôle du fichier judiciaire ; problème de la création d'un établissement public national ; objectif du fichier pénal ; problème de la conciliation des méthodes de l'informatique et des libertés individuelles* (p. 1250, 1251) ; Avant l'Art. 1er, Art. 1er, avant l'Art. 2 : *Ses observations sur les amendements de M. Mazeaud* (p. 1251, 1252) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 2 de l'amendement de M. Mazeaud : « les condamnations pénales qui affectent la validité du permis de conduire, prononcées pour des infractions autres que celles visées au 1°... »* (p. 1252) ; Après l'Art. 2 : *Notation des conducteurs ; primauté de la décision judiciaire sur la décision administrative* (p. 1254) ; *ses observations sur tous les autres amendements déposés par M. Mazeaud* (p. 1254 à 1256) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Objectifs du projet de loi ; adaptation de la loi pénale ; ses observations sur notre conception de la République et de la liberté ; projet de loi étant un texte contre la violence ; formes nouvelles de délinquance ; insuffisances du Code pénal ; lourdeur des sanctions prévues par la loi ; inadaptation de la législation actuelle pour saisir tous les aspects de la délinquance de groupe ; ses observations sur les articles du projet de loi ; correctionnalisation des poursuites exercées contre les auteurs d'une séquestration de personne ; ses observations sur les articles 440 et 313 du Code pénal ; ses observations sur l'affaire dite des « parlementaires malgaches » ; possibilité de laisser au tribunal la détermination du montant de la réparation à une partie seulement des dommages ; ses observations sur les violences et les dégâts commis au cours d'un rassemblement ; ses observations sur la loi du 30 juin 1881 ; application du texte ; cas d'une personne qui pourrait se trouver mêlée à un rassemblement par simple hasard ou par force ; ses observations sur l'article 314 ; concertation entre le Gouvernement et les élus sur un texte pénal ; souhait du peuple français ; dépôt du projet de loi tendant au renforcement de la garantie des droits individuels* [29 avril 1970] (p. 1383 à 1386) ; *ses observations sur la Cour de sûreté* (p. 1388) ; *élaboration du projet de loi ; adaptation de la loi pénale ; ses observations sur la question préalable de M. Mitterrand ; caractère du projet de loi* (p. 1392) ; *Assemblée Nationale devant repousser la question préalable* (p. 1394) ; *ses observations sur le fait que ce ne sont pas les responsables syndicaux qui organisent les commandos* (p. 1404) ; *question de savoir si l'article 314 modifie le décret-loi du 23 octobre 1935 et l'ordonnance de 1960 ; droit de manifestation en Angleterre ; ses observations sur les articles 104 à 108 ; nécessité des sommations* (p. 1406) ; Art. 1er : *Ses observations sur le fait qu'aucune disposition de ce texte ne menace la liberté syndicale ou le droit de réunion ; critiques faites par l'opposition au projet de loi ; action de certains groupes qui n'ont comme seul objectif que la violence et la destruction ; ses observation sur les paroles de M. Mitterrand ; arrêt de la chambre criminelle du 12 décembre 1963 ; ses observations sur l'article 314 ; caractère du rassemblement en cause ; droit de réunion ; ses observations sur les paroles de M. Rocard* (p. 1419) ; *situation de ceux qui se trouveraient avoir participé à un rassemblement ayant donné lieu à des violences* (p. 1421) ; *ses observations sur*

les paroles de M. Granet (p. 1421) *et sur le sous-amendement de M. de Grailly* (p. 1423) ; *son sous-amendement tendant à rédiger comme suit le quatrième alinéa* (2°) *du texte proposé par l'amendement de M. Claudius-Petit pour l'article 314 du Code pénal : « Ceux qui auront continué de participer volontairement à ce rassemblement, après le commencement et en connaissance des violences ou des destructions, d'un emprisonnement de trois mois à deux ans »* (p. 1423) ; *condamnation à la réparation pécuniaire des dommages qui résultent directement de l'infraction poursuivie* (p. 1424) ; *son sous-amendement tendant à compléter la dernière phrase du dernier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Claudius-Petit par les mots : « ... et fixer la part imputable à chaque condamné, sans que cette limitation soit opposable à une action en réparation engagée par la victime en application des articles 116 à 122 du Code de l'administration communale »* (p. 1424) ; *ses observations sur l'article 55 du Code pénal* (p. 1425) ; *réduction de la charge de celui qui a commis l'infraction ; ses observations sur l'article 108 ; position de la jurisprudence* (p. 1425) ; Commission mixte paritaire : *Crainte des syndicalistes ; action des provocateurs* [4 juin 1970] (p. 2241) ; *ses observations sur les paroles de M. Bustin et de M. Chazelle ; ses remerciements à MM. Volumard et Chazelle* (p. 2244) ;

— en deuxième lecture, avec débat restreint, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 234 et 235 du Code civil relatifs à la procédure du divorce : *Ses observations sur ce texte* [5 mai 1970] (p. 1509) ; Art. 1er : *Ses observations sur la citation en conciliation ; problème de la suppression de l'énoncé des griefs dans cette citation ; amélioration de la procédure du divorce* (p. 1509) ; en troisième lecture : *Ses observations sur ce texte* [19 novembre 1970] (p. 5781) ; Art. 1er : *Problème de l'énumération des griefs dans la requête ; ses observations sur la procédure du divorce* (p. 5783, 5784) ; *situation des époux qui sont depuis longtemps séparés de fait ; distinction entre le divorce sanction et le divorce remède* (p. 5785).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Krieg, Chazelle, Commenay et Zimmermann relatives à la réforme judiciaire [15 mai 1970] : *Modification éventuelle de la carte judiciaire de la France ; réalisation de la réforme de cette carte en 1958 par M. Debré ; mouvement d'expansion et de mutation connu par la France depuis cette période ; déficit du recrutement de la magistrature ; rôle du service de la justice dans la vie locale ; études relatives aux problèmes d'une unification des professions judiciaires et juridiques ; amélioration des conditions de formation des futurs magistrats par l'Ecole nationale de la magistrature ; visites rendues par le Ministre dans quinze cours d'appel différentes pour recueillir l'opinion des intéressés ; rapport du bâtonnier Marty ; objectif à atteindre ; profession unique ; intégration progressive des conseils juridiques ; l'avant-projet et son plan de financement ; les préalables de cette réforme ; renforcement des moyens de nos juridictions ; réforme de la procédure civile ; indemnisation de certaines charges d'avoués actuellement en déshérence ; principes d'organisation de la profession judiciaire et juridique unique ; problème de l'accession des avocats au conseil d'administration des sociétés ; période de transition nécessaire pour l'intégration des conseils juridiques ; structure des sociétés fiduciaires ; respect des droits acquis de certains conseils juridiques ; garanties à donner aux usagers ; indemnisation des préjudices ; création d'un fonds de modernisation des professions judiciaires et juridiques ; rachat des offices supprimés* (p. 1758 à 1761) ; *maintien du principe du caractère accusatoire de la procédure et de l'oralité des débats ; sens de l'expression « ressources hors budget » ; sous-équipement judiciaire de la Réunion ; postes supplémentaires prévus pour ce département au titre de 1971 ; absence d'intention de la Chancellerie d'introduire une législation nouvelle en ce qui concerne les accidents d'automobile ou de permettre le divorce par consentement mutuel ; unification des professions judiciaires dans les départements d'Alsace-Lorraine ; simplification de l'accès à la justice et diminution des frais ; problèmes de l'assistance judiciaire* (p. 1764 à 1766).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens : *Nécessité d'adapter le contenu de nos codes à l'évolution des techniques des mœurs et des idées ; droits traditionnels de l'individu ; difficulté de concilier l'intérêt de l'individu avec la protection nécessaire de la société ; réduction de la durée de la*

garde à vue en matière de crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ; régime actuel de la détention préventive ; droit à l'indemnisation des personnes ayant fait l'objet d'une détention préventive qui s'avère injustifiée ; protection de la vie privée de l'individu ; droit à la réinsertion sociale de l'homme qui s'est trouvé diminué par une condamnation ; distinction entre les délinquants occasionnels et les délinquants d'habitude ; limitation des cas et de la durée de la privation de la liberté imposée à un individu ; mesures d'assistance en vue d'une réadaptation sociale ; caractère réaliste du projet de loi ; ses observations sur les moyens dont dispose la justice ; renforcement des effectifs de magistrats et des agents d'exécution ; efficacité de notre appareil répressif ; éventail des moyens d'action offerts aux tribunaux ; fonctionnement du casier judiciaire à l'égard des mineurs de 18 à 21 ans ; conciliation des droits de l'individu avec ceux de la société ; mission des juges ; importance du projet de loi [27 mai 1970] (p. 1985 à 1988) ; *ses observations sur les paroles de M. Waldeck L'Huillier ; indépendance des magistrats* (p. 1991) ; *ses observations sur le rappel au Règlement de M. Gerbet* (p. 2005) ; *raison du dépôt du projet de loi ; ses observations sur les travaux à la Chancellerie en vue d'une réforme d'ensemble du Code pénal et d'une amélioration de la réglementation qui concerne les vérifications d'identité ; problème du démarchage et des ventes à domicile ; opposition de M. Waldeck L'Huillier au projet de loi ; contrôle judiciaire ; sursis avec mise à l'épreuve ; problème du cautionnement ; nombre des informations ouvertes en 1967 ; nombre des incarcérations inscrites dans le compte général ; nécessité de comparer le nombre des détenus à celui des prévenus à un moment donné de l'année ; ses observations sur le personnel de l'administration pénitentiaire ; rôle du travail dans la rééducation ; ses observations sur les libérations conditionnelles ; enseignement des détenus ; ses observations sur les relégués ; ses observations sur la réunion des ministres de la justice du Conseil de l'Europe ; question des écoutes téléphoniques ; durée de la garde à vue devant la Cour de sûreté de l'Etat* (p. 2005, 2006) ; Art. 137 du Code de procédure pénale : *Obligations résultant du contrôle judiciaire ; ses observations sur la détention provisoire* (p. 2006) ; Art. 138 du Code de procédure pénale : *Ses observations sur l'amendement de M. Chazelle* (p. 2007) ; *retrait des documents d'identité* (p. 2008) ; *extension du contrôle judiciaire* (p. 2009) ; *ses observations sur le cautionnement ; problème du règlement de la pension alimentaire* (p. 2009, 2010) ; *impossibilité que le juge d'instruction n'interdise à quelqu'un d'assister à une réunion syndicale* (p. 2011) ; Art. 139 du Code de procédure pénale : *Son refus d'accabler les juges d'instruction de formalités supplémentaires* (p. 2011) ; Art. 140 du Code de procédure pénale : *Mainlevée du contrôle judiciaire* (p. 2012) ; *droits de la défense ; question de savoir s'il faut enfermer le juge d'instruction dans le délai de cinq jours* (p. 2012) ; Art. 141 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvele rédaction du texte proposé pour cet article (notification des ordonnances portant placement sous contrôte judiciaire ou rejetant une demande de mainlevée ou de notification de cette mesure)* (p. 2013) ; *signification de la notification* (p. 2013) ; Art. 142 du Code de procédure pénale : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* (p. 2014) ; Après l'Art. 142 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (pouvoirs conférés au juge d'instruction par l'article 140 appartenant en tout état de cause à la juridiction qui est compétente pour statuer sur la détention provisoire de l'inculpé ; possibilité pour celte juridiction de déléguer le pouvoir d'imposer une obligation ou mesure nouvelle ou de modifier des obligations imposées)* (p. 2014) ; Art. 143 du Code de procédure pénale : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. de Grailly par un nouvel alinéa (droits de la juridiction compétente ; cas où il n'y a pas lieu à délivrance d'un mandat à l'encontre de l'accusé)* (p. 2015) ; *cas où l'inculpé bénéficierait finalement d'un non-lieu ; modification de l'amendement de M. de Grailly* (p. 2015) ; Art. 146 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité pour le juge d'instruction, avec le consentement de l'inculpé, d'ordonner que la partie du cautionnement affectée à la garantie des droits de la victime soit versée à celle-ci par provision)* (p. 2015) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2016) ; Art. 147 et 149 du Code de procédure pénale : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 2017) ; Art. 150 du Code de procédure pénale : *Son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa de l'amendement de M. de Grailly, après les mots : « si la peine*

encourue est » à insérer les mots : « égale ou » [28 mai 1970] (p. 2029) ; *principe que la détention préventive constitue une mesure exceptionnelle ; limite à quatre mois de la validité du mandat au stade de l'instruction ; rôle de la chambre d'accusation ; pouvoirs du président de la Chambre d'accusation ; garanties données à l'inculpé ; mise sous mandat ; distinction faite par le Rapporteur entre la matière criminelle et la matière correctionnelle ; droits de la défense* (p. 2030) ; *ses observations sur les auteurs de délits d'une grande gravité ; exemple des responsables d'une entreprise fictive de vente à domicile qui a fait des milliers de victimes ; exemple de dégradations commises à des édifices publics* (p. 2031) ; Art. 150-6 du Code de procédure pénale : *Détermination de la personne qui peut demander la mise en liberté* (p. 2033) ; Art. 150-9 du Code de procédure pénale : *Principe qu'une indemnité peut être accordée à la personne qui a fait l'objet d'une détention provisoire au cours d'une procédure terminée à son égard par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement* (p. 2034) ; *son amendement tendant, dans le texte proposé par cet article, à supprimer les mots : « manifestement anormal et »* (p. 2035) ; *ses observations sur les dommages résultant d'une mise sous contrôle judiciaire* (p. 2035) ; Art. 150-10 du Code de procédure pénale : *Composition de la Commission qui statue sur l'indemnité* (p. 2036) ; Art. 150-11 du Code de procédure pénale : *Problème de la motivation* (p. 2037) ; *débat devant se dérouler en Chambre du conseil et ne comporter aucune publicité* (p. 2037) ; Art. 150-12 du Code de procédure pénale : *Ses observations sur les dispositions de l'article 626 du Code pénal qui s'appliquent aux procédures de révision* (p. 2037) ; *cas du dénonciateur par la faute duquel la condamnation ou la détention est intervenue* (p. 2038) ; Après l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné ; ses observations sur l'article 30 du Code de procédure pénale ; durée de l'exercice des pouvoirs reconnus aux préfets* (p. 2039) ; *garde à vue* (p. 2039) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. de Grailly, à substituer aux mots : « dans les cinq jours de l'incarcération » les mots : « dans les conditions fixées par l'article 133 »* (p. 2039) ; Art. 179 du Code de procédure pénale : *Son sous-amendement tendant, dans la deuxième phrase de l'amendement de M. de Grailly, après les mots : « par une ordonnance » à insérer le mot : « distincte »* (p. 2040) ; Art. 3 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. de Grailly, à substituer aux mots : « et 179 » les mots : « et 179 (alinéa 3) »* (p. 2041) ; *son sous-amendement tendant à compléter le membre de phrase proposé par l'amendement de M. de Grailly par les mots : « ou d'une ordonnance refusant de faire droit à des réquisitions de maintien en détention »* (p. 2042) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un article 464-1 dans le Code de procédure pénale (maintien de la détention du prévenu)* (p. 2043) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 501 du Code de procédure pénale* (p. 2044) ; Art. 9 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. de Grailly, avant les mots : « de l'article 465, premier alinéa » à insérer les mots : « de l'article 464-1 ou... »* (p. 2044) ; Après l'Art. 10 : *Ses observations sur l'article 575 du Code de procédure pénale* (p. 2045) ; *situation des mineurs délinquants de 16 ans ; fixation de la durée maximale de la mesure de détention préventive à 15 jours* (p. 2046) ; *son sous-amendement tendant à modifier comme suit la deuxième phrase du deuxième alinéa, paragraphe I de l'amendement de M. Alain Terrenoire : « Toutefois il ne pourra prononcer à l'encontre d'un mineur de 16 ans une mesure de détention provisoire supérieure à 15 jours »* (p. 2047) ; Art. 11 : *Cour de sûreté de l'Etat* (p. 2050) ; *conditions dans lesquelles la Cour de sûreté a fonctionné* (p. 2050) ; Avant l'art. 16 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Ses observations sur l'indemnité spéciale versée aux magistrats de la Cour de sûreté* (p. 2050) ; Art. 16 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Rôle de la garde à vue devant la Cour de sûreté de l'Etat* (p. 2051) ; *durée de cette garde à vue ; caractère des infractions dont la Cour de sûreté est saisie ; garanties dont doivent jouir les personnes soumises à la garde à vue pendant la durée de celle-ci* (p. 2052) ; *son opposition à la réduction à 4 jours de la durée de la garde à vue ; application de l'article 16 du Code de procédure pénale* (p. 2053) ; *problème de l'inobservation des formalités ; ses observations sur les cas de nullité* (p. 2055) ; *ses observations sur le deuxième alinéa de l'article 172 du Code de procédure pénale* (p. 2064) ; Art. 29 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Droit d'appel du Procureur de la République contre les ordonnances* (p. 2065) ; Art. 39 de la loi n° 63-23 du

15 janvier 1963 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* (p. 2066) ; Art. 48 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 : *Cas de l'état d'urgence* (p. 2066) ; Après l'Art. 11 : *Droit commun de la garde à vue* (p. 2067) ; Art. 12 : *Question de savoir si le régime politique est applicable à des prévenus ou à des condamnés qui dépendent des tribunaux de droit commun ; régime spécial prévu par les articles D 490 et suivants du Code de procédure pénale ; cas des directeurs de certaines publications* (p. 2067) ; Art. 13 : *Atteinte illicite à la vie privée ; principe du droit de chacun au respect de sa vie privée ; droit d'obtenir réparation ; ses observations sur l'expression « atteinte à l'intimité de la vie privée » ; conflit entre le droit à l'information et le droit au respect de la vie privée ; ses observations sur les astreintes* (p. 2068, 2069) ; *ses observations sur l'article 1382 du Code civil* (p. 2069) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 9 du Code civil : « Les juges peuvent, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toutes mesures, telles que séquestre, saisie et autres, propres à empêcher ou faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée ; ces mesures peuvent, s'il y a urgence, être ordonnées en référé »* (p. 2070) ; Avant l'Art. 14 : *Problème des écoutes téléphoniques ; ses observations sur l'amendement de M. Mitterrand* (p. 2071, 2072) ; Art. 368 du Code pénal : *Modification du sous-amendement de M. Mazeaud* (p. 2072) ; *droits de la presse et droits de l'information* (p. 2073) ; *espionnage industriel ; notion d'écoute ; distinction entre les mots : « en privé » et les mots : « dans un lieu privé »* (p. 2074) ; *pouvoirs des juges d'instruction* (p. 2075) ; *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. de Grailly, à remplacer les mots : « en privé » par les mots : « dans un lieu privé »* (p. 2075) ; Art. 369 du Code pénal : *Ses observations sur l'utilisation, à des fins lucratives, de l'image ou de l'enregistrement des paroles d'une personne sans son consentement* (p. 2077) ; Art. 370 du Code pénal : *Ses observations sur le cas de montage* (p. 2077) ; Art. 371 du Code pénal : *Ses observations sur les « espions domestiques » ; association des syndicats de journalistes à l'élaboration des textes réglementaires* (p. 2078) ; Art. 372 du Code pénal : *Tentative de délit* (p. 2078) ; Art. 15 : *Ses observations sur les paroles de Mme Troisier* (p. 2079) ; Art. 16 : *Distinction entre le rôle de la juridiction de jugement et celui des autorités chargées de faire exécuter et mettre en œuvre la sentence* (p. 2080) ; Art. 734-1 du Code de procédure pénale : *Ses observations sur l'amendement de M. Bustin* (p. 2081) ; Art. 736 du Code de procédure pénale : *Ses observations sur les peines accessoires et les incapacités* (p. 2082) ; Art. 738 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « Peuvent seules être assorties du sursis avec mise à l'épreuve les condamnations » les mots : « Le sursis avec mise à l'épreuve n'est applicable qu'aux condamnations »* (p. 2083) ; Art. 739 du Code de procédure pénale : *Régime juridique de la probation* (p. 2083) ; Art. 741 du Code de procédure pénale : *Rapports entre le juge de l'application des peines et la probation* (p. 2084) ; Art. 744 du Code de procédure pénale : *Exclusion du juge de l'application des peines au délibéré du tribunal* (p. 2086) ; Après l'Art. 22 : *Problème de la réhabilitation ; ses observations sur l'amnistie ; réhabilitation après vingt ans de bonne conduite* (p. 2088, 2089) ; Art. 58-2 du Code pénal : *Information du juge* (p. 2090) ; *possibilité, en cours d'exécution de la peine principale, de placer le condamné sous le régime de la tutelle pénale* (p. 2090) ; *remise de peine* (p. 2090) ; *problème de la limitation à 65 ans de l'exécution de la tutelle pénale* (p. 2091) ; Art. 58-3 du Code pénal : *Nombre des relégués* (p. 2091) ; *autorité qui accorde les libertés conditionnelles* (p. 2092) ; Art. 728-1 du Code de procédure pénale : *Placement des condamnés à la tutelle pénale dans des quartiers de semi-liberté de maisons à régime progressif* (p. 2093) ; Art. 728-2 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à supprimer les mots : « soumis à la tutelle pénale »* (p. 2093) ; Art. 37 : *Son amendement tendant après les mots : « 65 ans ou encore » à une nouvelle rédaction de la première phrase du premier alinéa de cet article : « Si la condamnation à cette peine a été prononcée hors des conditions prévues aux alinéas 2 et 4 de l'article 58-1 du Code pénal pour l'application de la tutelle pénale »* (p. 2095) ; *établissement du dossier de la personnalité du condamné* (p. 2095) ; Art. 44 : *Problème du délai relatif à l'indemnisation* (p. 2096) ; Art. additionnels : *Réforme de la procédure devant les tribunaux administratifs ; ses observations sur les commissaires du Gouvernement devant les juridictions administratives* (p. 2096) ; *compétences du préfet en matière de suspension du permis de*

conduire (p. 2097) ; *ses observations sur la suppression éventuelle des clauses interdisant la présence d'animaux domestiques dans les locaux ; dépôt d'un projet de loi sur les loyers* (p. 2098) ; *importance du projet de loi ; modernisation de nos institutions judiciaires ; ses remerciements* (p. 2101) ; **en deuxième lecture,** Art. 137 du Code de procédure pénale : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* [25 juin 1970] (p. 3080) ; Art. 138 du Code de procédure pénale : *Ses observations sur le contrôle judiciaire ; règles en matière de détention provisoire* (p. 3081, 3082) ; *ses observations sur l'exécution provisoire ; problème du délai* (p. 3082) ; Art. 140 du Code de procédure pénale : *Prorogation du délai de quinze jours si la Chambre d'accusation a besoin de renseignements* (p. 3083) ; Art. 150-11 du Code de procédure pénale : *Indemnisation en raison de l'incarcération* (p. 3085) ; Art. 179 du Code de procédure pénale : *Possibilité de maintenir quelqu'un en détention* (p. 3087) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa du texte proposé pour cet article : « L'ordonnance prescrivant le maintien ou le placement en détention provisoire cesse de produire effet à l'expiration d'un délai de quatre mois »* (p. 3087) ; Art. 6 *bis : Cas de flagrant délit* (p. 3089) ; Art. 7 : *Exécution du jugement* (p. 3089) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 471 du Code de procédure pénale : « Le contrôle judiciaire prend fin sauf si le tribunal en décide autrement lorsqu'il prononce une condamnation à l'emprisonnement sans sursis ou assortie du sursis avec mise à l'épreuve* (p. 3089) ; Art. 9 : *Sort des condamnations civiles qui accompagnent la décision pénale* (p. 3090) ; *son amendement tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 569 du Code de procédure pénale : « Le contrôle judiciaire prend fin sauf si la cour d'appel en décide autrement lorsqu'elle prononce la condamnation à l'emprisonnement sans sursis ou assortie du sursis avec mise à l'épreuve »* (p. 3090) ; Art. 10 *quater : Situation des mineurs de 16 ans ; nombre de mineurs détenus au cours d'une année* (p. 3090, 3091, 3092) ; Art. 11 : *Cour de sûreté de l'Etat* (p. 3093) ; Art. 22 *bis : Problème de la réhabilitation ; différence entre l'amnistie et la réhabilitation* (p. 3096) ; *délais nécessaires pour la réhabilitation ; ses observations sur les inscriptions sur les bulletins n°s 2 et 3* (p. 3096) ; Art. 44 : *Application du texte dans le temps* (p. 3097, 3098) ; seconde délibération, Art. 736 : *Son amendement tendant à reprendre pour les deux premiers alinéas de cet article du Code de procédure pénale, le texte voté en première lecture par l'Assemblée Nationale (suspension de la peine)* (p. 3098) ; *problème des mesures de sécurité* (p. 3098) ; **en troisième lecture :** *Ses observations sur ce texte* [29 juin 1970] (p. 3297) ; Art. 150-1 du Code de procédure pénale : *Ses observations sur la remise de l'ordonnance ; avis du Procureur de la République* (p. 3298) ; *son sous-amendement tendant à ajouter dans le texte de l'amendement de M. de Grailly après les mots : « Procureur de la République et... » les mots : « s'il y a lieu »* (p. 3298) ; Art. 150-11 du Code de procédure pénale : *Motivation des décisions prises par la Commission de la Cour de cassation* (p. 3298) ; Art. 11 : *Problème des nullités* (p. 3300) ; Art. 22 *bis : Ses observations sur cet article* (p. 3301) ;

— du projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixée par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 : *Institution des tribunaux de grande instance dans les départements périphériques de la ville de Paris ; activité de ces tribunaux ; ses observations sur le choix des terrains à Nanterre, Créteil et Bobigny* [25 juin 1970] (p. 3042) ; Art. unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 3043) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur ce texte* [25 juin 1970] (p. 3274) ;

— du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire : *Insuffisance des crédits et des effectifs ; adaptation de l'organisation judiciaire aux impératifs de la vie moderne ; maintien des tribunaux à proximité des justiciables ; allégement des tâches des tribunaux ; amélioration du recrutement ; simplification du fonctionnement des juridictions ; utilisation plus rationnelle des personnels ; recours au juge unique ; problème de la fusion des personnels des tribunaux d'instance et de grande instance ; fonctionnement des petits tribunaux ; extension des attributions du juge unique à des secteurs nouveaux de l'activité judiciaire ; situation du juge d'instance* [25 juin 1970] (p. 3048 à 3050) ; Art. 2 : *Ses observations sur*

l'amendement de M. Zimmermann (p. 3051) ; Après l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann et les paroles de M. Foyer* (p. 3051, 3052) ; Art. 4 : *Nombre de tribunaux d'instance sans titulaire ; obligation de résidence au siège du tribunal d'instance* (p. 3053) ; *identité entre le grade de juge-directeur et celui de vice-président du tribunal* (p. 3054) ; Art. 7 : *Absence d'harmonie entre l'organisation judiciaire dans les départements d'outre-mer et celle de la métropole* (p. 3054) ;

— du projet de loi organique relative au statut des magistrats : *Recrutement par l'Ecole nationale de la magistrature ; admission en équivalence de la licence en droit du diplôme des instituts régionaux d'administration ; ses observations sur le second concours ; composition de la commission d'avancement ; ses observations sur le recrutement latéral ; composition du Conseil supérieur de la magistrature ; formation des auditeurs de justice ; ses observations sur la commission de discipline du parquet ; communication de leurs notes aux magistrats ; inamovibilité des magistrats* [25 juin 1970] (p. 3058, 3059) ; *représentation des auditeurs de justice au conseil d'administration* (p. 3061) ; Art. 17 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Valeur du diplôme d'administration publique attribué aux élèves des instituts régionaux d'administration* (p. 3061, 3062) ; *importance de la licence en droit pour l'accès à la magistrature* (p. 3062) ; Art. 19 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Participation des auditeurs de justice, en fin de stage, avec voix consultative, aux délibérés des juridictions civiles et correctionnelles* (p. 3063) ; *possibilité pour les auditeurs de compléter le tribunal* (p. 3063) ; *Ses observations sur les amendements de MM. Ducoloné et Foyer* (p. 3071) ; Après l'Art. 4 : *Recrutement des secrétaires-greffiers ; question de l'âge de ces derniers ; problème de leur ancienneté* (p. 3072) ; Art. 66-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : *Composition de la commission spéciale ; problème de la compétence du Conseil d'Etat pour le contentieux des sanctions disciplinaires à l'égard des magistrats du ministère public* (p. 3076); Art. 19 : *Pourcentage d'auxiliaires de justice pour une candidature* (p. 3078) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur le recrutement latéral* [29 juin 1970] (p. 3275) ;

— du projet de loi relatif au statut civil de droit commun dans les territoires d'outre-mer : *Ses observations sur ce texte* [25 juin 1970] (p. 3099) ;

— du projet de loi relatif aux délais de comparution après citation devant les juridictions répressives des territoires d'outre-mer : *Adoption progressive des règles de la métropole dans les territoires d'outre-mer* [25 juin 1970] (p. 3099, 3100) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [19 novembre 1970] (p. 5785).

Répond à la question d'actualité de M. Krieg relative aux incidents survenus à la prison de la Santé [26 juin 1970] (p. 3176, 3177).

Prend part à la dicussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Brocard et Herzog, tendant à préciser le caractère interprétatif de l'article 639, alinéa 2, du Code de procédure pénale : *Situation des aliénations de biens qui ont fait l'objet d'une confiscation prononcée par contumace alors que la décision rendue a été par la suite anéantie et que l'ancien contumace a été acquitté ; attitude des acquéreurs ; ses observations sur ce texte* [30 juin 1970] (p. 3338, 3339) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Olivier Giscard d'Estaing, tendant à limiter des clauses d'inaliénabilité contenues dans une donation, un testament ou une convention : *Opportunité de la proposition de loi ; ses observations sur les clauses d'inaliénabilité contenues dans les libéralités consenties à des personnes physiques ; délai de 21 ans pour mettre fin à l'inaliénabilité ; ses observations sur le domaine de l'Etat ; exemple des fondations qui ne répondent plus à des besoins actuels ; condition d'invalidité d'une clause d'inaliénabilité* [14 octobre 1970] (p. 4259) ; Art. unique : *Possibilité pour le donateur de se réserver la nue-propriété de tout ou partie de son bien* (p. 4260) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, BUDGETS ANNEXES DE LA LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Prévisions d'un contingent*

de chevaliers de la Légion d'honneur en vue de récompenser les postulants qui, anciens combattants de 1914-1918, sont titulaires de la médaille militaire et peuvent justifier de quatre titres de guerre ; règlement de la question de l'attribution à la ville de Saint-Denis d'une portion du parc de la Légion d'honneur [29 octobre 1970] (p. 4914) ; JUSTICE : *Priorité donnée aux dépenses de fonctionnement sur celles d'investissement ; renforcement des effectifs de secrétaires-greffiers ; amélioration des structures judiciaires ; fusion des personnels des tribunaux d'instance et des tribunaux de grande instance ; augmentation des effectifs de certaines juridictions ; durée de la détention préventive ; nécessité d'accélérer le cours de la justice ; rôle du comité de chefs de cours* (p. 4918) ; *amélioration du recrutement des magistrats ; leur formation à l'école nationale de la magistrature ; augmentation du nombre des candidats ; formation des auditeurs de justice ; ses observations sur les tribunaux de la région parisienne ; compétence du tribunal de grande instance de Bobigny ; création des tribunaux de la périphérie ; cas du tribunal pour enfants de Créteil ; conditions de travail de l'administration pénitentiaire ; problème de la détention provisoire* (p. 4919) ; *conditions d'emploi du personnel de surveillance ; utilisation de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis ; mise en place des moyens indispensables pour l'application de la loi du 17 juillet 1970 qui a supprimé la relégation et institué la tutelle pénale ; aménagement de l'ancien camp de Bédenac-Bussac, en Charente-Maritime ; reconversion du centre pénitentiaire de Saint-Martin-de-Ré ; renforcement des comités de probation et d'assistance aux libérés de Bobigny, Créteil et Nanterre ; ses observations sur le personnel éducatif ; éducation surveillée ; problème du reclassement* (p. 4920) ; *fonctionnement de l'école de Savigny-sur-Orge et de Brignoles ; ouverture du centre d'observation de Villiers-le-Bel ; ouverture des foyers de la Garenne-Colombes, d'Epinay-sur-Orge et de Créteil ; ouverture de l'internat d'Ambrières-le-Grand; ses observations sur les foyers de Rouen, Grenoble, Toulouse et Nîmes ; ses observations sur l'internat de Brignoles et de Saint-Biez-en-Betin ; conditions de la détention provisoire des mineurs ; problème de l'éducation surveillée dans l'agglomération parisienne* (p. 4921) ; *ses observations sur le centre d'observation de Juvisy ; centre de jeunes détenus de Fleury-Mérogis ; problème des crédits d'équipement ; construction du palais de justice de Nanterre ; construction de l'Ecole nationale de la magistrature ; ses observations sur les travaux engagés au bénéfice de la cour d'appel de Douai et du palais de justice de Rouen ; construction de la maison centrale de Saint-Maur près de Châteauroux ; ses observations sur la maison cetrale de Clairvaux et le centre pénitentiaire de Saint-Martin-de-Ré ; cession à la ville de Paris du terrain de la prison de la Petite-Roquette* [p. 4922) ; *exigence de la licence en droit pour le recrutement des magistrats* (p. 4927) ; *statut du notariat des trois départements rhénans et mosellan* (p. 4931) ; *ses observations sur les dépenses ordinaires civiles de l'Etat ; éducation surveillée* (p. 4933) ; *équipement des consultations et établissements de l'éducation surveillée de la Seine-Saint-Denis ; problème de Fresnes ; ses observations sur la prison de Riom et sur celle de Clermont-Ferrand ; définition de la Cour de sûreté en tant que juridiction spécialisée ; sa composition ; nombre des détenus pour délits de presse ; son affirmation que le Gouvernement n'a poursuivi personne pour ses opinions ; application de la loi interdisant la reconstitution des ligues dissoutes ; problème du moral des magistrats ; organisation du droit de réponse à l'O.R.T.F. ; recrutement des magistrats à titre temporaire ; exigence de la licence en droit pour ces recrutements* (p. 4933, 4934) ; *ses observations sur les propositions du président de l'union fédérale des magistrats* (p. 4934) ; *composition des juridictions actuelles ; problème de l'utilité de l'adoption d'une loi de programme judiciaire ; question de donner la priorité aux centres de sûreté ; application des accords de Vendôme ; ses observations sur l'expérience de Denver ; fonctionnement des établissements d'éducation surveillée ; application de la semi-liberté ; problème de la relégation ; ses observations sur l'administration pénitentiaire ; conversion de la maison d'arrêt de Thionville et de la caserne du Colhorn, à Mulhouse ; simplification de certaines procédures ; possibilité de permettre de décentraliser, au niveau du procureur de la République, les décisions de dispense d'âge en matière de mariages « prématurés » ; ses observations sur les réformes envisagées : droit de la filiation, droit de la nationalité, assistance judiciaire et juridique; situation des charges d'avoués dont les titulaires sont décédés ; possibilité de détacher*

du projet de réforme des dispositions qui permettraient le rachat de certaines études ; projet du Gouvernement en matière de justice pénale (p. 4936, 4937) ;

— du projet de loi sur les sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne : *Ses observations sur l'existence de sociétés d'investissement collectif immobilier ; leur publicité ; protection de l'épargne sollicitée par ces sociétés ; fonctionnement de ces sociétés* [19 novembre 1970] (p. 5790) ; *leur nature juridique ; conditions de cession des droits sociaux ; conséquence de la transformation de ces sociétés en sociétés de capitaux ; problème de la réglementation de ces sociétés* (p. 5791) ; *ses observations sur le fait que la forme civile de ces sociétés leur permet de procéder à des émissions continues ; portée du contrôle exercé par la commission des opérations de bourse et par les commissaires aux comptes ; principe de la responsabilité des associés* (p. 5792) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (interdiction aux sociétés civiles de faire publiquement appel à l'épargne en ayant recours, soit à des banques, soit à des procédés de publicité quelconques pour recueillir des fonds auprès du public ; cas des sociétés civiles ayant pour objet exclusif l'acquisition et la gestion d'un patrimoine immobilier locatif ; cas des sociétés civiles dont les parts ne donnent normalement droit qu'à l'attribution en propriété ou en jouissance de parties déterminées d'un ou plusieurs immeubles ; situation des sociétés à l'objet agricole)* (p. 5794) ; *nécessité d'empêcher certains abus* (p. 5794) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « le projet de statut constitutif d'une société civile autorisée à faire publiquement appel à l'épargne en vertu de l'alinéa 2 de l'article premier »* [p. 5796) ; Après l'Art. 5 : *Ses observations sur les amendements de M. Marie* (p. 5798, 5799) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le deuxième alinéa suivant : « les articles 262 et 263 du Code pénal sont applicables aux publicités faites dans l'intérêt des sociétés civiles faisant publiquement appel à l'épargne »* (p. 5800) ; Après l'Art. 12 : *Son sous-amendement tendant à la fin de l'article proposé par l'amendement de M. Marie à substituer aux mots : « de l'article 3 » les mots : « des articles premier et 3 »* (p. 5801); Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre : « Projet de loi fixant le régime applicable aux sociétés civiles autorisées à faire publiquement appel à l'épargne »* (p. 5803) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur les paroles de M. Bernard Marie* [16 décembre 1970] (p. 6562) ; Art. 1er *quater : Problème de la responsabilité des associés* (p. 6563) ; Art. 3, 4 *bis* et 5 *bis : Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 6564 à 6566) ; Art. 13 : *Compétences de la commission des opérations de bourse* (p. 6566, 6567) ;

— du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et de l'ordonnance du 28 septembre 1967 instituant une commission des opérations de bourse et relative à l'information des porteurs de valeurs mobilières et à la publicité de certaines opérations de bourse : *Renforcement des moyens d'investigation de la commission des opérations de bourse en instituant un contrôle* a posteriori *et un contrôle sur les opérations ; lutte contre les agissements de certaines personnes qui répandent des informations trompenses ; décentralisation boursière ; activité des bourses de province* [10 décembre 1970] (p. 6410, 6411) ; Art. 1er : *Liste des personnes qui sont astreintes à faire des dépôts de titres ; cas où les commissaires aux comptes commettraient une spéculation sur des titres de sociétés* (p. 6411) ; Art. 2 : *Pouvoirs de la commission des opérations de bourse* (p. 6412) ; Art. 4 : *Son opposition à l'amendement de M. Stehlin* (p. 6413) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Griotteray, tendant à faciliter la mise en œuvre de plans d'achat d'actions en faveur des cadres des entreprises : *Participation du personnel au capital des sociétés et à leur gestion ; nombre des bénéficiaires* [10 décembre 1970] (p. 6421) ; *situation des cadres supérieurs ; impossibilité d'étendre le système des plans d'option au rachat préalable des titres aux sociétés dont les actions ne sont pas cotées à un marché officiel; dispositions envisagées pour éviter les abus ; cas du personnel salarié des filiales ; problème de la limite à la possibilité pour les bénéficiaires de revendre les actions immédiatement après la levée des options* (p. 6422) ;

Art. 208-1 de la loi du 24 juillet 1966 : *Caractère de la proposition de loi* (p. 6623) ; *délai de conservation des titres* (p. 6423) ; Art. 208-4 de la loi du 24 juillet 1966 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (indication des personnes bénéficiaires des options)* (p. 6424) ; *possibilité donnée aux membres du personnel salarié d'une société de bénéficier de l'option des actions offertes par sa filiale* (p. 6424) ; Art. 208-5 de la loi du 24 juillet 1966 : *Son sous-amendement tendant à remplacer les mots : « plans d'achat de titres » par les mots : « bénéficiaires des options »* (p. 6425) ; Art. 208-6 de la loi du 24 juillet 1966 : *Ses observations sur le problème de la part du capital qu'il convient de réserver aux plans d'actions* (p. 6425) ; Art. 208-7 de la loi du 24 juillet 1966 : *Allongement des délais de la levée d'option* (p. 6426) ; *ses observations sur l'amendement de M. Cazenave* (p. 6426, 6427)) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe II de cet article par un nouvel alinéa (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles les actions pourront être négociées avant l'expiration du délai sans perte du bénéfice de l'exonération* (p. 6427) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6428) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « L'avantage défini au I ci-dessus n'est pas pris en considération pour l'application de la législation du travail de la sécurité sociale »* (p. 6428) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6428) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [18 décembre 1970] (p. 6698) ;

— du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Son opposition à la question préalable ; composition des conseils d'administration ; diversification des limites d'âge selon les fonctions exercées* [10 décembre 1970] (p. 6429) ; *rôle des actionnaires* (p. 6430) ; Art. 1er : *Limite d'âge prévue par les statuts des sociétés anonymes et des sociétés en commandite par action ; distinction entre les présidents de conseil d'administration et les présidents-directeurs généraux ; ses observations sur l'article 113 de la loi sur les sociétés* 1p. 6432) ; en deuxième lecture : *Son opposition à la question préalable déposée par M. Le Douarec* [18 décembre 1970] (p. 6700) ;

— du projet de loi modifiant les dispositions du Code civil relatives aux dispenses d'âge en vue du mariage : *Rôle des procureurs de la République ; indication du pourcentage de demandes de dispense d'âge en vue du mariage, selon qu'il s'agit de garçons ou de jeunes filles ; le procureur du lieu de célébration du mariage doit être le procureur compétent* [16 décembre 1970] (p. 6568, 6569) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative aux actes de disposition afférents à certains biens ayant appartenu à des contumax : *Ses observations sur ce texte* [18 décembre 1970] (p. 6701) ;

— du projet de loi relatif au Territoire des terres australes et antarctiques françaises : *Communications entre les Terres australes et la Réunion ; retrait du projet de loi à l'ordre du jour* [14 avril 1971] (p. 1082) ;

— de la proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants : *Evaluation des donations faites à un enfant* [14 avril 1971] (p. 1083) ; *notion de réserve héréditaire ; égalité entre les héritiers dans les partages successoraux ; sécurité dans les partages entre ascendants ; sécurité dans le commerce juridique* (p. 1084) ; Art. 858 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (modalités du rapport)* (p. 1085) ; Art. 859 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de ce texte : « L'héritier a aussi la faculté... »* (p. 1085) ; Après l'Art. 8 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Lorsque le donateur aura consenti à l'aliénation avec l'accord de tous les réservataires nés et vivants au moment de celle-ci, l'action ne pourra plus être exercée contre les tiers détenteurs »* (p. 1089) ; *problème de l'insolvabilité de celui qui a reçu des donations supérieures à la quotité disponible ; problème des pactes sur successions futures* (p. 1089) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « La présente loi entrera en vigueur le premier jour du septième mois qui suivra celui de sa publication »* (p. 1092, 1093) ; Art. 10 : *Son sous-amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Foyer à substituer aux mots : « lorsque aucun jugement sur le fond n'aura été prononcé » les mots : « lorsque aucune demande en partage n'aura encore été*

introduite » (p. 1093) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1971] (p. 3301) ; Art. 6 : *Principe du nominalisme monétaire* (p. 3302) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à limiter la durée des clauses d'inaliénabilité contenues dans une donation ou un testament : *Ses observations sur ce texte* [14 avril 1971] (p. 1094) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à la fin du dernier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Delachenal à substituer aux mots : « si cet intérêt n'est plus établi ou si un intérêt supérieur l'exige » les mots : « si l'intérêt qui avait justifié la clause a disparu ou se trouve contredit par un intérêt plus considérable »* (p. 1095) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Delachenal par un nouvel alinéa (problème des libéralités adressées à des personnes morales ou à des personnes physiques à charge de constituer des personnes morales)* (p. 1095) ; *problème de la preuve ; ses observations sur la notion « d'intérêt supérieur »* (p. 1095) ; *problème des fondations ; cas de donations faites à certaines communes par des personnes qui veulent protéger un site* (p. 1095) ; *psychologie des donateurs éventuels* (p. 1096) ; en troisième lecture : *Modification des dispositions du Code de l'administration communale concernant les libéralités* [28 juin 1971] (p. 3480, 3481) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Beaudouin tendant à fixer un délai pour la conservation des archives des agréés près les tribunaux de commerce : *Modifications proposées par le Gouvernement ; ses observations sur les pièces remises au syndic* [14 avril 1971] (p. 1097) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 2276 du Code civil (indication du laps de temps à partir duquel les juges, les personnes qui ont représenté ou assisté les parties et les huissiers de justice sont déchargés des pièces)* (p. 1098) ; *problème de la protection des syndics au règlement judiciaire et à la liquidation des biens en ce qui concerne la remise des pièces par les créanciers* (p. 1098) ; *mise en règlement judiciaire des associations* (p. 1098) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1098) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [28 juin 1971] (p. 3481).

Répond à la question d'actualité de M. Bertrand Denis relative à la réforme des professions d'avocat et d'avoué [16 avril 1971] (p. 1184).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article 378 du Code pénal en vue de la défense de l'enfance martyre ; 2° de Mme de Hauteclocque, tendant à compléter l'article 378 du Code pénal afin d'assurer une meilleure protection des enfants dont la santé pourrait être gravement compromise par de mauvais traitements ou par défaut de soins : *Secret professionnel du médecin ; rôle de prévention des pouvoirs publics ; ses observations sur l'article 378 du Code pénal* [7 mai 1971] (p. 1763) ; *recommandations du Conseil de l'Europe* (p. 1764) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1764) ; *réserve de cet amendement* (p. 1764) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter l'article 378 du Code pénal par un nouvel alinéa (non-application des peines prévues à l'alinéa premier en cas d'information des autorités médicales chargées des actions sanitaires et sociales)* (p. 1765) ; *recommandations du Conseil de l'Europe* (p. 1765) ; *ses observations sur le sous-amendement de Mme Thome-Patenôtre* (p. 1765) ; *rôle du médecin inspecteur de la santé publique* (p. 1766) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Zimmermann tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 22 décembre 1961 relatif à la reconnaissance de la nationalité française aux personnes nées dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle avant le 11 novembre 1918 : *Particularisme des modes de preuve de la nationalité française ; rôle de la présomption simple* [7 mai 1971] (p. 1768, 1769) ; Après l'Art. unique : *Indication des personnes bénéficiaires des dispositions du droit de la nationalité dont l'application est subordonnée à la possession de la nationalité française à titre de nationalité d'origine ; projet de réforme du droit de la nationalité* (p. 1770) ;

— du projet de loi relatif à l'émancipation des jeunes gens qui ont accompli le service national actif : *Portée du projet de loi ; situation des engagés volontaires ; modalités selon lesquelles le mineur émancipé de plein droit, par l'accomplissement du service national, pourra se prévaloir de l'émancipation ; preuve de la capacité ; situation des femmes ayant accompli le service national féminin* [11 mai 1971] (p. 1794) ; Art. unique : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 476 du Code civil par les mots : « ou le service national féminin »* (p. 1794) ;

— du projet de loi relatif au territoire des Terres australes et antarctiques françaises : *Accord entre la Commission et le Gouvernement* [18 mai 1971] (p. 1935) ; Art. 1, 2 et 3 : *Ses observations sur les amendements de M. Fontaine ;* Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (pouvoirs des chefs de districts)* (p. 1936) ; *extension du Code de procédure pénale au territoire des Terres australes et antarctiques; transfert de l'inculpé ; mandat d'arrêt* (p. 1937) ; en deuxième lecture : *Contrôle de l'autorité judiciaire sur la détention de l'inculpé pendant le délai nécessaire à son embarquement* [28 juin 1971] (p. 3479) ; Art. 4 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase de l'amendement de M. Fontaine (pouvoirs du capitaine du navire qui a reçu à son bord l'inculpé)* (p. 3480) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Edouard Charret et Louis Sallé tendant à instituer une compagnie d'experts judiciaires près chaque cour d'appel et chaque tribunal administratif et à réglementer l'emploi du titre d'expert judiciaire : *Caractère de l'expertise judiciaire ; principe du libre choix de l'expert par le juge* [18 mai 1971] (p. 1939) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Peyret tendant à compléter l'article 685 du Code civil de façon à préciser que la servitude disparaît lorsque l'enclave qui lui a donné naissance vient à cesser : *Suppression des servitudes devenues inutiles ; conséquence des opérations de remembrement* [18 mai 1971] (p. 1940, 1941) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Edouard Charret et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître à l'acquéreur d'un fonds de commerce ou d'un établissement artisanal le droit à la déspécialisation du bail commercial ; 2° de MM. Ruais et Hoguet tendant à faciliter la reconversion des commerçants et artisans ; 3° de M. Modiano tendant à banaliser les baux commerciaux : *Transformations qui peuvent affecter un fonds de commerce au cours de son existence* [26 mai 1971] (p. 2103) ; *possibilité pour le locataire de modifier la nature de son commerce ; possibilité pour le propriétaire de reconsidérer les conditions de la location ; prix des loyers commerciaux ; modification par voie réglementaire de l'article 23 du décret du 30 septembre 1953* (p. 2104, 2105) ; Art. 34-2 du décret du 30 septembre 1953 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article : « ces derniers pourront demander que le changement d'activité soit subordonné aux conditions de nature à sauvegarder leurs intérêts »* (p. 2105) ; *situation des créanciers inscrits sur le fonds* (p. 2105) ; *son amendement tendant, dans la dernière phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « faire connaître », à rédiger ainsi la fin de la dernière phrase : « leur attitude dans le mois de cette notification »* (p. 2105) ; *situation des locataires voisins* (p. 2105) ; Art. 34-3 du décret du 30 septembre 1953 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2106) ; *révision du prix du bail* (p. 2106) ; Art. 35-1 du décret du 30 septembre 1953 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2107) ; *acte constatant la cession de bail* (p. 2107) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « invoqué que par », à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « le propriétaire du fonds qui est exploité dans les lieux »* (p. 2108) ; *droit au renouvellement du bail ; cas de la location-gérance* (p. 2108) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du troisième alinéa*

de cet article : « Le fonds transformé le cas échéant dans les conditions prévues au titre VII du présent décret doit, sauf motifs légitimes... » (p. 2108) ; en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal : *Ses observations sur ce texte et sur les divers amendements déposés par M. Hoguet* [30 juin 1971] (p. 3570).

Répond à la question d'actualité de M. Germain relative à la constitution de tribunaux populaires [11 juin 1971] (p. 2738, 2739).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Rousset : *Discussion du projet de loi tendant à modifier la loi du 1er juillet 1901 relative aux contrats d'association* [23 juin 1971] (p. 3300).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux prises d'otages et aux enlèvements de mineurs : *Augmentation du nombre des enlèvements ; problème des enlèvements de mineurs* [23 juin 1971] (p. 3305, 3306) ; Art. 1er : *Notion de circonstance aggravante ; portée de l'article 343 du Code pénal ; problème de la séquestration d'un enseignant ou d'un dirigeant d'entreprise* (p. 3306, 3307) ; *ses observations sur le mot : « ordre »* (p. 3307) ; *son amendement (peine de la réclusion criminelle)* (p. 3308) ; *application des circonstances atténuantes* (p. 3308) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant après le mot « mineur » à rédiger ainsi la fin de l'amendement de M. Krieg : « Si celui-ci a été enlevé ou détourné pour répondre du versement d'une rançon ou de l'exécution d'un ordre ou d'une condition »* (p. 3309) ; *situation du ravisseur d'un enfant* (p. 3309) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement (cas où le mineur est libéré volontairement)* (p. 3309) ;

— du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, Avant l'Art. unique : *Son sous-amendement tendant à compléter ainsi le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Gerbet : « Dans le délai de cinq jours sous réserve des dispositions de l'article 7 »* [23 juin 1971] (p. 3350) ; *délivrance du récépissé de la déclaration ; rôle de l'autorité administrative ; situation d'une association dont la légalité est contestée* (p. 3350, 3351) ; Art. unique : *Intervention du juge des référés* (p. 3352) ; *ses observations sur l'amendement déposé par MM. Foyer, Gerbet et plusieurs de leurs collègues* (p. 3352) ;

— du projet de loi relatif à la prescription en matière salariale : *Réforme du bulletin de paie ; réforme des délais de prescription* [28 juin 1971] (p. 3477) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducray* (p. 3477) ; *indication des dispositions transitoires* (p. 3478) ; Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Ducray : « Les prescriptions en cours à la date de publication de la présente loi seront acquises par cinq ans à compter de cette date »* (p. 3478) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Bertrand Denis et plusieurs de ses collègues relative au démarchage à domicile ; 2° de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la vente à domicile : *Protection du consommateur ; situation des V.R.P.* [2 octobre 1971] (p. 4214) ; Art. 1er : *Son amendement (application des dispositions du présent texte)* (p. 4214) ; *location-vente* (p. 4214) ; Art. 2 : *Ses amendements rédactionnels* (p. 4215) ; *son amendement tendant, avant le dernier alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « le contrat ne peut comporter aucune clause attributive de compétence »* (p. 4215) ; *son amendement rédactionnel* (p. 4215) ; Art. 3 : *Délai de réflexion* (p. 4216) ; Art. 6 : *Réclamation du montant des paiements* (p. 4217) ; Art. 7 : *Ses amendements rédactionnels* (p. 4217) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « les produits provenant uniquement de la fabrication ou de la production personnelle du démarcheur ou les prestations de service effectuées immédiatement par lui-même »* (p. 4218) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa* (p. 4219) ; *nécessité d'assurer l'activité normale des V.R.P.* (p. 4219) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement (application des dispositions des art. 6 et 7 aux territoires de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de Saint-Pierre-et-Miquelon et des îles de Wallis et Futuna)* (p. 4219) ;

— du projet de loi sur la filiation : *Indication de diverses réformes réalisées en Europe occidentale ; maintien de l'institution du mariage ; indication des iniquités actuelles* [5 octobre 1971] (p. 4280) ; *interprétation des dispositions constitutionnelles ; cas de l'enfant adultérin ; distinction entre la justice due à l'enfant et le jugement porté sur la conduite des parents* (p. 4281) ; *position prise par l'O.N.U. sur ce problème ; action en recherche de paternité ; protection de la famille légitime* (p. 4282) ; *importance du droit de la filiation pour les enfants* (p. 4283) ; Art. 311 du Code civil : *Définition de la période légale de conception ; caractère irréfragable de la présomption* [6 octobre 1971] (p. 4298) ; Art. 311-11 du Code civil : *Importance de la possession d'état* (p. 4301) ; Après l'Art. 311-12 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 4302) ; Art. 312 du Code civil : *Action en désaveu de paternité* (p. 4303) ; Art. 314 du Code civil : *Cas où le mari a élevé l'enfant* (p. 4304) ; Art. 316 du Code civil : *Délai de désaveu* (p. 4305) ; Art. 318 du Code civil : *Durée des procédures de divorce* (p. 4308, 4309) ; Avant l'Art. 333 du Code civil : *Légitimation par jugement ; légitimation des enfants adultérins* (p. 4313) ; Art. 334 du Code civil : *Son opposition à l'amendement de M. Mazeaud ; nom des enfants naturels élevés par leurs grands-parents* (p. 4316) ; Art. 334-3 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4317) ; *nom de l'enfant naturel* (p. 4317) ; Après l'Art. 334-5 du Code civil : *Son amendement (nom de l'enfant naturel en l'absence de filiation paternelle établie)* (p. 4318) ; Art. 336 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Mazeaud* (p. 4320) ; Art. 337 du Code civil : *Portée de l'indication du nom de la mère dans l'acte de naissance ; preuve de la possession d'état* (p. 4320) ; Art. 342 du Code civil : *Action à fins de subsides* (p. 4323) ; *notion de filiation de fait* (p. 4324) ; *délai de l'action alimentaire* (p. 4324) ; *ses observations sur l'ordre du jour prioritaire* (p. 4324) ; Art. 342-3 du Code civil : *Cas de la femme qui aurait eu pendant la période légale de la conception des relations avec plusieurs hommes* (p. 4330, 4331) ; *opinion de l'enfant sur sa mère s'il vient à apprendre que celle-ci l'a élevé grâce aux subsides de deux ou trois hommes* (p. 4333) ; Art. 342 du Code civil : *Son amendement (durée de l'action en réclamation de subsides)* (p. 4334) ; Art. 197 du Code civil : *Preuve du mariage par la possession d'état ; cas où l'un des parents a disparu* (p. 4336) ; Art. 207 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article (possibilité pour le juge de décharger le créancier de tout ou partie de la dette alimentaire si le débiteur a manqué gravement à ses obligations)* (p. 4337) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4337, 4338) ; Art. 760 du Code civil : *Relations successorales entre le conjoint survivant et l'enfant adultérin* (p. 4340, 4341) ; Avant l'Art. 762 du Code civil : *Son sous-amendement à l'amendement de M. de Grailly (limitation de l'attribution préférentielle)* (p. 4342) ; Art. 767 du Code civil : *Droit d'usufruit du conjoint en présence d'un enfant adultérin* (p. 4344) ; Art. 915 du Code civil : *Droit de l'enfant adultérin dans la succession* (p. 4345) ; *réserve des enfants adultérins* (p. 4345) ; Art. 14 : *Application de la nouvelle loi concernant les dispositions successorales* (p. 4348) ; *son opposition à l'amendement de M. de Grailly* (p. 4348) ; Art. 19 : *Délai pour l'entrée en vigueur des règles successorales relatives aux droits du conjoint* (p. 4349) ; **en deuxième lecture** : *Rôle du mariage : fondement de la famille légitime* [2 décembre 1971] (p. 6335) ; Après l'Art. 311-10 du Code civil : *Son amendement (cas de fin de non-recevoir ou de défense tirée de ce que la mère aurait eu, pendant la période légale de la conception, des relations avec un tiers)* (p. 6336) ; Art. 318-1 du Code civil : *Possibilité pour la mère de contester la paternité du mari ; délai de l'action en désaveu* (p. 6337) ; Art. 342 du Code civil : *Ses observations sur l'avis de la Cour de cassation sur cet article* (p. 6340) ; Art. 342-3 du Code civil : *Son amendement (possibilité pour le juge de mettre une indemnité à la charge des défendeurs ; recouvrement de cette indemnité par une œuvre qui la reversera au représentant légal de l'enfant)* (p. 6341) ; *problème de la « pluripaternité »* (p. 6341) ; *rôle des directions départementales de l'action sanitaire et sociale ; champ d'application de l'action à fins de subsides* (p. 6341) ; *rapport de la Cour de cassation* (p. 6342) ; *son amendement* (p. 6342) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à permettre au juge d'assortir la pension alimentaire d'une clause de variation* (p. 6342) ; Art. 767 du Code civil : *Droits successoraux du conjoint survivant en présence de l'enfant naturel conçu pendant le mariage ; protection du conjoint*

survivant (p. 6344) ; *prélèvement de la pension alimentaire* (p. 6345) ; Art. 760 du Code civil : *Droit d'usufruit du conjoint survivant* (p. 6345) ; Art. 761 *bis* du Code civil : *Règles concernant l'attribution préférentielle* (p. 6346) ; *son amendement (possibilité pour le conjoint de demander une attribution préférentielle en usufruit)* (p. 6346) ; Art. 18 : *Délai de l'action en contestation de légitimité* (p. 6347) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Foyer : « ... quand bien même il se serait écoulé plus de six mois depuis la célébration du mariage et plus de cinq années depuis la naissance de l'enfant »* (p. 6347 ; en seconde délibération, Art. 342-3 du Code civil : *Son amendement (possibilité pour le juge de mettre une indemnité à la charge des défendeurs qui sera recouvrée par une œuvre et reversée au représentant légal de l'enfant)* (p. 6348) ; *détermination de l'encaissement de l'indemnité et du versement de celle-ci au représentant légal de l'enfant* (p. 6348) ; Après l'Art. 311-10 du Code civil : *Son amendement de coordination* (p. 6348) ; **Commission mixte paritaire** : *Possibitité pour le juge de tenir compte des engagement puis antérieurement par le défendeur* [18 décembre 1971] (p. 6955) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire : *Ses observations sur les paroles de M. Krieg ; refus des avocats de créer un barreau national* [7 octobre 1971] (p. 4369) ; *conception de l'aide judiciaire ; rôle des auxiliaires de la justice ; modalité de l'aide judiciaire ; attribution de cette aide* (p. 4372, 4373) ; *fixation des plafonds de ressources par décret ; nombre des assistés judiciaires ; problème des effectifs des tribunaux ; examen par les bureaux d'aide judiciaire pour savoir si la demande n'est pas manifestement irrecevable ou dénuée de fondement* (p. 4374) ; *création de bureaux près les tribunaux administratifs ; composition des bureaux ; participation de l'Etat au fonctionnement de l'aide judiciaire ; indemnité versée aux auxiliaires de justice ; indépendance des avocats ; système proposé par la commission ; création d'une caisse publique d'aide judiciaire ; libre choix du défenseur* (p. 4375, 4376) ; Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. de Grailly par deux nouveaux alinéas : « cette aide peut être totale ou partielle » et « les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'Etat »* (p. 4380) ; *caractère de l'aide* (p 4380) ; Art. 7 : *Son amendement (détermination du caractère insuffisant des ressources)* (p. 4380) ; *son opposition à toute indexation sur le S.M.I.C.* (p. 4381) ; Après l'Art. 7 : *Son sous-amendement tendant dans le texte proposé par l'amendement de M. de Grailly à substituer aux mots : « n'est pas irrecevable ou manifestement dénuée de fondement » les mots « n'est pas manifestement irrecevable ou dénuée de fondement »* (p. 4383) ; *admission à l'aide judiciaire dans les recours formés devant la Cour de cassation* (p. 4384) ; Art. 10 : *Son opposition à l'amendement de M. Julia ; aide judiciaire aux plaideurs devant les tribunaux d'instance et les conseils de prud'homme* (p. 4385) ; *son opposition à l'amendement de M. de Grailly* (p. 4385) ; Après l'Art. 15 : *Ses observations sur les mots : « dépositaires publics »* (p. 4386) ; *son sous-amendement tendant dans le texte proposé par l'amendement de M. de Grailly pour le premier alinéa de l'article 15-2 à substituer aux mots « dispense de l'obligation à » le mot « concernent »* (p. 4386) ; *récupération des frais* (p. 4386, 4387) ; *indemnité forfaitaire des avocats et des officiers publics* (p. 4387) ; Après l'Art. 15 : *Son sous-amendement tendant à supprimer le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. de Grailly* (p. 4387) ; Après l'Art. 15 : *Référence au S.M.I.C.* (p. 4388) ; Avant l'Art. 16 : *Ses observations sur le terme « bureaux d'aide judiciaire »* (p. 4388, 4389) ; Après l'Art. 21 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. de Grailly (composition du bureau d'aide judiciaire)* (p. 4390) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. de Grailly par un nouvel alinéa « les auxiliaires de justice sont désignés sur proposition de leurs organismes professionnels »* (p. 4390) ; *sens du terme « usagers »* (p. 4390) ; *impossibilité d'assimiler un bureau d'aide judiciaire à un bureau d'aide sociale* (p. 4391) ; *présidence des bureaux d'aide judiciaire* (p. 4392) ; Art. 7 : *Ses observations sur le déroulement du débat* (p. 4393) ; Après l'Art. 21 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi l'intitulé du chapitre V bis proposé par l'amendement de M. de Grailly « de l'indemnisation des auxiliaires de justice »* (p. 4394) ; Après l'Art. 21 : *Versement d'une indemnité forfaitaire aux auxiliaires de justice qui auraient plaidé un dossier d'assistance judiciaire ; éventualité d'une péréquation au niveau de l'ensemble des avocats inscrits dans une cour d'appel* (p. 4396) ; *répartition des produits inscrits au fonds d'aide judiciaire* (p. 4397) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « l'avocat, l'avoué, l'huissier de justice chargé de*

prêter son concours au bénéficiaire de l'aide judiciaire perçoit une indemnité forfaitaire » (p. 4397) ; *considération des frais d'expert* (p. 4397) ; *son amendement (indication que l'indemnité forfaitaire due à l'avocat, à l'avoué, à l'huissier de justice chargé de prêter son concours au bénéficiaire de l'aide judiciaire est à la charge de l'Etat)* (p. 4398) ; *son amendement (indication que l'indemnité forfaitaire est exclusive de toute autre rémunération)* (p. 4398) ; *son sous-amendement tendant après les mots « accordée même partiellement » à rédiger ainsi la fin du texte proposé par l'amendement de M. de Grailly : « l'avocat désigné peut demander des honoraires à son client »* (p. 4399) ; *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé par M. de Grailly : « ces honoraires ne peuvent être demandés qu'après l'exécution de la condamnation et avec l'autorisation du président du bureau d'aide judiciaire »* (p. 4399) ; *son amendement (cas où la condamnation en principal et intérêts prononcée au profit du bénéficiaire de l'aide judiciaire a procuré à celui-ci des ressources)* (p. 4399) ; Avant l'Art. 25 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'amendement de M. de Grailly (désignation par le bâtonnier des avocats et des officiers publics et ministériels)* (p. 4399) ; *son amendement (droit du bénéficiaire de l'aide judiciaire)* (p. 4399) ; Art. 27 : *Situation du plaideur bénéficiaire de l'aide judiciaire qui perd son procès* (p. 4400) ; Art. 28 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa : « le produit net des sommes recouvrées est distribué aux ayants droit sous déduction de l'indemnité forfaitaire »* (p. 4401) ; Art. 33 : *Son amendement (majoration pour charges de famille) ; cas dans lequel la contribution forfaitaire sera supportée partiellement ou en totalité par le bénéficiaire de l'aide judiciaire partielle)* (p. 4402) ; *système appliqué à la Réunion* (p. 4403) ; Avant le chapitre Ier : *Institution d'un service public de consultations juridiques* (p. 4403, 4404) ; Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. de Grailly : « cette aide peut être totale ou partielle ; les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'Etat »* (p. 4404) ; Art. 33 : *Son amendement (majoration pour charges de famille ; cas dans lequel la contribution forfaitaire sera supportée partiellement ou en totalité par le bénéficiaire de l'aide judiciaire partielle)* (p. 4405) ; en seconde délibération, Art. 7 : *Son amendement (ressources considérées comme insuffisantes)* (p. 4406) ; Art. 21-2 : *Nécessité d'éviter les inégalités entre les jurisprudences des bureaux d'assistance judiciaire* (p. 4407) ; Art. 21-5 : *Son amendement (possibilité pour le bureau d'accorder l'aide judiciaire aux personnes ne remplissant pas les conditions fixées aux articles 7 et 7 bis)* ; Art. 23 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4407) ; Art. 33 : *Son amendement (conditions d'application de de la présente loi)* ; **en deuxième lecture :** *Admission à l'aide judiciaire partielle ; indemnisation des avocats ; cas des auxiliaires de justice ; importance de la réforme* [10 décembre 1971] (p. 6647) ; Art. 6 : *Négociation menée avec les pays où les Français ne bénéficient pas de l'aide judiciaire* (p. 6649) ; Art. 7 : *Son amendement relatif aux conditions d'admission à l'aide judiciaire* (p. 6649) ; Art. 21-3 : *Prise en considération des ressources* (p. 6653, 6654) ; *son amendement* (p. 6654) ; Art. 21-7 : *Recouvrement des dépenses* (p. 6690) ; *indemnité due à l'avocat dans le cas d'aide judiciaire totale* (p. 6692) ; *problème de l'aide judiciaire partielle* (p. 6693) ; *ses observations sur les exemples étrangers* (p. 6694) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. de Grailly (montant de la contribution du bénéficiaire)* (p. 6694) ; *fixation des plafonds de ressources* (p. 6695) ; *contribution du bénéficiaire de l'aide judiciaire* (p. 6695) ; Art. 21-8 : *Son amendement concernant l'indemnité de l'avoué près la cour d'appel, de l'huissier de justice et du greffier titulaire de charge* (p. 6697) ; Art. 21-9 : *Cas où le bénéficiaire de l'aide judiciaire voit sa situation améliorée par le jugement* (p. 6699) ; Art. 21-10 : *Caractère définitif d'une condamnation* (p. 6699) ; Art. 21-9 : *Problème des honoraires spontanés* (p. 6700) ; Art. 25-A : *Problème du choix de l'avocat* (p. 6701) ; Art. 33 : *Ses observations sur les modalités d'application relatives à la composition des bureaux et relatives à la désignation des avocats et des officiers publics et ministériels* (p 6702) ; *son amendement relatif au montant de l'indemnité forfaitaire et à la participation de l'Etat en cas d'aide partielle* (p. 6702) ; *son amendement concernant les modalités de paiement de l'indemnité forfaitaire et de la contribution due par le bénéficiaire de l'aide partielle* (p. 6702) ; Art. 33 : *Application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. de Grailly* (p. 6703) ; Après l'Art. 34 : *Situation du demandeur de l'aide judiciaire en cas de perte de procès* (p. 6703, 6704) ; **Commission mixte paritaire :**

Ses observations sur les notaires et les commissaires-priseurs [18 décembre 1971] (p. 6957) ; *indépendance de l'avocat ; application du texte* (p. 6958) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 21-8 (indemnité perçue par l'avoué près la cour d'appel, l'huissier de justice et le greffier titulaires)* (p. 6959) ; *assimilation de la position de l'avoué près la cour d'appel à celle de l'avocat* (p. 6959).

Répond aux questions orales sans débat de MM. Commenay, Robert Ballanger, Labbé, Paquet, Chandernagor, relatives aux incompatibilités parlementaires [8 octobre 1971] (p. 4433, 4434, 4435, 4436).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Ses observations sur les paroles de M. Massot et sur le titre III du projet de loi* [12 octobre 1971] (p. 4468) ; *répartition des charges d'avoués près les tribunaux de grande instance ; situation des juridictions groupées dans le ressort de la cour d'appel de Colmar* [13 octobre 1971] (p. 4485) ; *rôle du président René Capitant ; projet du budget de la Justice pour 1972 ; situation du tribunal de Paris ; sa question de savoir si les dispositions du projet de loi sont équitables pour tous les intérêts qu'il peut affecter ; montant des frais de justice ; réalisation de la réforme sans spoliation* (p. 4486) ; *situation des avoués qui ont la qualité de rapatriés d'outre-mer ; cas des avoués qui deviendront avocats ; moyens financiers des avocats afin d'aménager leurs locaux professionnels ; problème des conseils juridiques ; problème des sociétés fiduciaires* (p. 4487) ; *garanties d'indépendance de la profession d'avocat* (p. 4488) ; *son opposition à la motion de renvoi ; rôle du Parlement* (p. 4490) ; Avant l'Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 4497) ; Art. 10 : *Situation des clercs d'avoués et des secrétaires d'agréés ; rôle du conseil de l'Ordre* (p. 4498) ; *indication des distinctions professionnelles* (p. 4499) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Zimmermann : « En ce qui concerne les sociétés civiles professionnelles d'avocats ou d'avoués, la déclaration de renonciation mentionnée aux alinéas précédents n'aura d'effet que pendant un délai de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi »* (p. 4499) ; *son amendement (situation des membres des professions d'avocat, d'avoué et d'agréé inscrits au barreau de Paris ou en fonction près le tribunal de grande instance ou le tribunal de commerce de Paris ; leur activité près les tribunaux de grande instance de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre)* (p. 4500) ; *rôle des tribunaux situés à Bobigny, à Créteil et à Nanterre ; organisation de la postulation devant ces tribunaux* (p. 4501, 4502) ; *importance du tribunal de Paris* (p. 4504) ; Art. 11 : *Indemnisation des avoués* (p. 4505) ; Art. 13 : *Son amendement (cas où le nombre des avocats inscrits au tableau et résidant dans le ressort du tribunal de grande instance est jugé insuffisant pour l'expédition des affaires)* (p. 4507) ; Après l'Art. 13 : *Fonctions de syndic ou d'administrateur judiciaire* (p. 4508) ; *possibilité pour les avocats de devenir membres du conseil de surveillance d'une société commerciale ou administrateurs de société* (p. 4508) ; Art. 15 : *Son amendement (constitution de sociétés civiles professionnelles d'avocats, d'agréés ou d'avoués titulaires ou non d'office)* (p. 4509) ; Art. 17 : *Son amendement : « Les honoraires de consultation et de plaidoirie sont fixés d'accord entre l'avocat et son client »* (p. 4510) ; *son amendement (interdiction de la fixation d'honoraires proportionnels à l'intérêt du litige ou au montant de la condamnation à intervenir)* (p. 4510) ; Art. 20 : *Cotisation des barreaux à la formation professionnelle des avocats ; rôle de l'Université dans la formation professionnelle des avocats* (p. 4511, 4512) ; Art. 22 : *Problème de la constitution d'un barreau départemental* (p. 4513) ; *fixation par décret du nombre minimum d'avocats requis pour constituer un barreau* (p. 4513) ; Art. 23 : *Son sous-amendement tendant, dans l'alinéa 6° de l'amendement de M. Zimmermann, après les mots : « à leurs enfants » à insérer les mots : « dans le cadre de la législation existante »* [14 octobre 1971] (p. 4537) ; Art. 24 : *Contrôle des infractions à la loi et au règlement commises par les conseils de l'Ordre* (p. 4538) ; Art. 30 : *Répression des délits d'audience* (p. 4539) ; Avant l'Art. 31 : *Responsabilité civile de l'avocat* (p. 4540) ; Art. 31 : *Son amendement (assurance garantissant la responsabilité civile professionnelle de chaque avocat en raison des fautes commises dans l'exercice de ses fonctions)* (p. 4540) ; Art. 32 : *Son amendement (conditions des règlements pécuniaires)* (p. 4540) ; Avant l'Art. 33 : *Fonds d'organisation de la profession* (p. 4541) ; Après l'Art. 33 : *Son*

amendement (*calcul de l'indemnité due aux titulaires d'office privés de leur charge*) (p. 4542) ; *bases de l'indemnisation selon le prix de la Chancellerie ; constitution d'une commission régionale* (p. 4542) ; *problème de la référence au coefficient de la dernière évaluation ; cas des avoués plaidants* (p. 4542, 4543) ; Art. 34 : *Assiette de la taxe parafiscale* (p. 4543) ; *possibilité de dispenser de la taxe parafiscale les matières prud'homales et de sécurité sociale* (p. 4543) ; *problème des affaires portées devant les juridictions administratives* (p. 4544) ; *recouvrement des pénalités de retard* (p. 4544) ; Art. 36 : *Modalités de paiement de l'indemnité due aux avoués ; rôle du Fonds d'indemnisation ; rythme des indemnités ; cas des avoués qui resteront dans la profession* (p. 4545) ; *revalorisation de la seconde fraction des indemnités ; situation des avoués qui ont la qualité de rapatriés d'outre-mer* (p. 4596) ; *son amendement de pure forme* (p. 4547) ; Art. 37 : *Son amendement* (*paiement de l'indemnité aux avoués qui deviendront membres de la profession d'avocat*) (p. 4548) ; *droit d'un avocat de céder à un successeur le droit de présentation à sa clientèle* (p. 4550) ; *cas de force majeure et de mise à la retraite* (p. 4551) ; Art. 38 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4551) ; Après l'Art. 38 : *Problème des sociétés civiles professionnelles* (p. 4552) ; Art. 39 : *Son amendement* (*réduction des délais au profit des avoués ayant la qualité de rapatriés d'outre-mer*) (p. 4552) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4552, 4553) ; Après l'Art. 39 : *Son amendement* (*plus-values provenant des indemnités perçues par les avoués à la suite de la suppression des charges*) (p. 4553, 4554) ; *non-application de la T.V.A. aux avocats* (p. 4554) ; Art. 40 : *Indemnités de licenciement* (p. 4555) ; *rôle du fonds d'organisation de la nouvelle profession en matière d'indemnité de licenciement* (p. 4556) ; *son amendement* (*cas où le fonds d'organisation de la nouvelle profession peut recouvrer sur l'avocat, l'avoué ou l'agréé intéressé la moitié du montant des indemnités visées à l'alinéa précédent*) (p. 4557) ; Après l'Art. 40 : *Maintien des réserves de la caisse des retraites C.R.E.P.A.* (p. 4561) ; Art. 41 : *Son amendement* (*sociétés civiles professionnelles titulaires d'un office d'avoué*) (p. 4562) ; *son amendement rédactionnel* (p. 4562) ; *son amendement* (*cas des anciens avoués rapatriés d'outre-mer ayant contracté des prêts en vue de leur réinstallation*) (p. 4562) ; Art. 42 : *Son amendement* (*situation des avocats et des agréés âgés de plus de 40 ans qui justifieront avoir subi un préjudice découlant directement de l'institution de la nouvelle profession*) (p. 4563) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4563) ; *retraite des avocats ayant exercé dans les territoires antérieurement placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France* (p. 4564) ; Après l'Art. 42 : *Cas de réduction de la valeur patrimoniale d'un cabinet d'agréé* (p. 4565) ; *rôle du fonds d'organisation* (p. 4565) ; Art. 46 : *Rôle du fonds national de l'emploi* (p. 4567) ; Art. 48 : *Problème des procédures pendantes devant les juridictions disciplinaires du premier degré* (p. 4567, 4568) ; *possibilité qu'une action disciplinaire fasse l'objet d'un recours en cassation* (p. 4568) ; Art. 51 : *Son amendement* (*intégration dans les services judiciaires des clercs et employés d'avoué, d'agréé et d'avocat sous certaines conditions*) (p. 4571) ; Après l'Art. 52 : *Conditions d'attribution des indemnités de licenciement ; entrée dans la fonction publique des personnels concernés* (p. 4571) ; Art. 53 : *Formation professionnelle* (p. 4573) ; *Rôle des cotisations professionnelles* (p. 4573) ; *problème de la création d'un bureau de l'emploi auprès de chaque barreau* (p. 4574) ; Art. 10 : *Son amendement* (*activités des avocats établis auprès des tribunaux de grande instance de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre*) (p. 4574, 4575) ; *organisation des tribunaux périphériques de la région parisienne* (p. 4575) ; *absence de postulation territoriale pour le référé* (p. 4577) ; Après l'Art. 11 : *Date d'entrée en vigueur de la loi* (p. 4577, 4578) ; Art. 54 : *Situation des conseillers juridiques* (p. 4581) ; Art. 58, 59, 60 et 66 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 4583, 4584) ; Avant l'Art. 72 : *Situation des condamnés pour certains crimes et délits* (p. 4586) ; *son amendement* (*incapacité frappant une personne morale en raison d'une sanction visant le dirigeant de droit ou de fait*) (p. 4586) ; *rédaction des actes sous seing privé en matière d'état des personnes* (p. 4587) ; *nécessité de développer Paris en tant que grande place juridique* (p. 4587) ; *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'amendement de M. Foyer* (*possibilité donnée, sous certaines conditions, aux personnes physiques ou morales de nationalité étrangère de donner des consultations juridiques ou de rédiger pour autrui des actes sous seing privé*) (p. 4587) ; *maintien des droits acquis* (p. 4588) ; Après

l'Art. 73 : *Son amendement (interdiction à toute personne physique ou morale de se livrer au démarcharge en vue de donner des consultations ou de rédiger des actes en matière juridique)* (p. 4589) ; Art. 75 : *Son amendement : « Les commissions prévues à l'article 43 sont constituées et fonctionnent à compter du 1er janvier 1972 »* (p. 4590) ; Art. 77 : *Application de la réforme* (p. 4592) ; Avant l'Art. 72 : *Son amendement (cas des ressortissants des Etats membres des communautés européennes et des ressortissants des Etats qui accordent aux Français le droit de donner des consultations et de rédiger des actes sous seing privé ; cas des ressortissants des Etats étrangers qui exerçaient habituellement en France)* (p. 4594) ; en seconde délibération : *Son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa de l'article 74* (p. 4594) ; *sa demande d'un scrutin public* (p. 4595) ; **en deuxième lecture :** *Problème du monopole de la consultation ; protection du titre de conseil juridique ; création de la taxe parafiscale ; moralisation des activités juridiques* [8 décembre 1971] (p. 6523, 6524) ; Art. 12 *bis : Situation des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; cas des avoués près les cours d'appel* (p. 6526) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article* (p. 6527) ; *postulation des membres des sociétés professionnelles devant le tribunal dans le ressort duquel ils auront établis leur résidence* (p. 6528) ; Art. 13 *bis : Exercice des fonctions de syndic, d'administrateur judiciaire, de liquidateur et d'arbitre près les tribunaux de commerce* (p. 6529, 6530) ; *son sous-amendement tendant à supprimer dans l'amendement de M. Zimmermann les mots : « d'arbitre près les tribunaux de commerce »* (p. 6530) ; Art. 15 : *Indépendance de la profession d'avocat* (p. 6531) ; *son amendement relatif aux sociétés civiles professionnelles* (p. 6531) ; *retrait de celui-ci* (p. 6531) ; *constitution des sociétés civiles professionnelles* (p. 6533) ; Art. 23 : *Son amendement relatif à la gestion des biens de l'Ordre* [9 décembre 1971] (p. 6560) ; *rôle des conseils de l'Ordre* (p. 6560) ; Art. 23 *bis : Etablissement des conventions collectives* (p. 6561) ; *problème de la constitution d'un ordre national des avocats* (p. 6561) ; Art. 31 : *Son amendement de pure forme* (p. 6561) ; Art. 33 : *Son amendement relatif au financement de la réforme par le produit d'une taxe parafiscale* (p. 6562, 6563) ; *application de l'ordonnance du 2 janvier 1959* (p. 6563) ; Art. 36 : *Son amendement relatif au paiement en deux annuités* (p. 6564) ; Art. 38 : *Ses sous-amendements tendant à modifier l'amendement de M. Zimmermann* (p. 6564) ; *indemnisation des avoués ; revalorisation de leur indemnité* (p. 6565) ; Art. 37 : *Son amendement concernant la situation financière des avoués qui deviendront membres de la profession* (p. 6566) ; Art. 36 : *Son amendement relatif au paiement de l'indemnité* (p. 6567) ; *interdiction de rétablissement imposée aux avoués* (p. 6567) ; Art. 40 : *Son amendement relatif au fonds d'organisation de la nouvelle profession* (p. 6568) ; *son amendement relatif au personnel licencié* (p. 6569); Art. 42 *bis* A : *Application de la loi du 1er septembre 1948* (p. 6570) ; Art. 42 *bis : Situation des agréés* (p. 6571); Art. 42 : *Son amendement* (p. 6572); *problème de la continuation de l'activité avec diminution des revenus professionnels* (p. 6572) ; Art. 50 : *Cas des clercs d'avoués près les cours d'appel* (p. 6575) ; *accès de certains greffiers titulaires de charge aux professions d'avocat, d'avocat au Conseil d'Etat ou à la Cour de cassation* (p. 6576) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 6576) ; Art. 51 : *Son amendement* (p. 6577) ; Art. 52 : *Ses observations sur la C.R.E.P.A.* (p. 6578) ; *rôle de la caisse d'assurance vieillesse des officiers ministériels ; problème des retraites* (p. 6578) ; *rôle de la caisse nationale des barreaux français* (p. 6579) ; Art. 52 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6579) ; *nature du fonds d'organisation de la nouvelle profession* (p. 6579) ; (p. 6579) ; *consultation des professions* (p. 6579, 6580) ; *modification de son amendement* (p. 6580) ; *son amendement* (p. 6580) ; *fonctionnement de la C.A.R.P.A.* (p. 6580) ; *équilibre de la C.A.V.O.M. grâce à l'entrée des huissiers de justice* (p. 6581) ; *son amendement de coordination* (p. 6582) ; *inscription sur la liste des conseils juridiques* (p. 6584) ; *attribution du titre de conseil juridique* (p. 6585) ; Après l'Art. 55 : *Désir du Gouvernement de faire de Paris une plate-forme des échanges juridiques internationaux* (p. 6587) ; Art. 57 : *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Zimmermann* (p. 6587) ; Art. 62 : *Son amendement de coordination* (p. 6590) ; Art. 67 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 6591) ; Art. 68 : *Son amendement* (p. 6592) ; *retrait de celui-ci* (p. 6592) ; Art. 69 : *Situation des conseils juridiques étrangers exerçant en France leur activité antérieurement au 1er*

janvier 1972 (p. 6593, 6594) ; Art. 72 A : *Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Zimmermann* (p. 6596) ; Art. 72 D : *Fixation des honoraires* (p. 6598, 6599) ; Art. 72 *bis* : *Son amendement relatif à l'application de certaines peines* (p. 6602) ; Art. 76 : *Date d'entrée en vigueur de la présente loi* (p. 6603) ; Art. 77 *bis* : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmermann* (p. 6604) ; *particularité de la procédure civile dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; problème de la taxe parafiscale* (p. 6604, 6605) ; **Commission mixte paritaire** : *Ses observations sur la territorialité de la postulation ; possibilité donnée aux avocats stagiaires de participer aux élections des membres du conseil de l'Ordre de leur barreau* [20 décembre 1971] (p. 6993) ; *pacte de quota litis ; situation de l'ancien avoué syndic ou de l'ancien agréé-syndic devenu avocat-syndic ; situation des agréés ; préparation des décrets d'application* (p. 6994).

Répond à la question d'actualité de M. Henri Lucas relative à la libération d'un meutrier [15 octobre 1971] (p. 4620, 4621).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, BUDGETS ANNEXES DE LA LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Décorations des anciens combattants de la guerre 1914-1918* [5 novembre 1971] (p. 5360, 5361) ; JUSTICE : *Recrutement des magistrats temporaires* (p. 5371) ; *augmentation des crédits de fonctionnement ; créations d'emplois ; progrès et équilibre de ce budget ; continuité et cohérence dans l'action ; nécessité de rendre la justice plus humaine* (p. 5378) ; *Ecole nationale de la magistrature ; ses observations sur le recrutement latéral et à titre temporaire des magistrats ; institution du juge unique en matière civile ; fusion des personnels des tribunaux d'instance et de grande instance ; réforme du statut des magistrats affectés à l'administration centrale ; juges des enfants ; tribunal de Bobigny ; problème des greffes ; formation des secrétaires-greffiers* (p. 5379) ; *nécessité de prévoir, pour le concours de secrétaire-greffier, une épreuve de dactylographie ; réforme de la procédure civile ; déroulement des audiences et des jugements ; procédures d'exécution ; détentions provisoires ; institution du contrôle judiciaire ; institution des peines mixtes* (p. 5380) ; *ses observations sur le personnel de probation et les éducateurs pénitentiaires ; enfance délinquante ; éducation surveillée ; problème des économes et du personnel administratif ; implantation des tribunaux et des cours d'appels ; recouvrement des pensions alimentaires ; ses observations sur la loi dite « anti-casseurs »* (p. 5381) ; *situation des infirmières et des assistantes sociales ; amélioration des traitements dans l'administration pénitentiaire ; libéralisation du régime pénitentiaire ; ses observations sur le drame de Clairvaux ; ses observations sur la prison de la Santé, le centre de Fleury-Mérogis, la Petite-Roquette et l'établissement pénitentiaire de Muret* (p. 5382, 5383) ; Titre VI : *Problème de la construction du nouveau tribunal de Papeete* (p. 5383) ;

— du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques : *Amélioration du recouvrement des amendes ; développement de l'utilisation des chèques ; distinction entre les tireurs qui obéissent à l'injonction qui leur est faite de payer le montant du chèque dans le délai de dix jours et ceux qui ne le font pas ; répartition des procédures entre les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police* [24 novembre 1971] (p. 6071) ; *possibilité pour les tribunaux de retirer au condamné le droit d'utiliser un carnet de chèques pendant un certain temps ; information du public ; ses observations sur le code des postes et télécommunications ; application du projet de loi dans les T.O.M.* (p. 6071, 6072) ; Art. 2 : *Justification de l'identité de celui qui remet un chèque* (p. 6073) ; Art. 3 : *Paiement partiel en cas d'insuffisance de la provision* (p. 6074) ; *son amendement (rôle du porteur en cas de défaut de paiement)* (p. 6074) ; *son amendement (force exécutoire du protêt dressé faute de paiement)* (p. 6074) ; *retrait de ses amendements* (p. 6074) ; Après l'Art. 4 : *Problème de l'inscription sur la formule du chèque de l'adresse du titulaire du compte* (p. 6075) ; Art. 66 du décret-loi du 31 octobre 1935 : *Son opposition à l'amendement de M. Delachenal* (p. 6077) ; *encombrement des parquets* (p. 6077, 6078) ; Art. 6 : *Possibilité d'un découvert involontaire* (p. 6079) ; Art. 73 du décret du 30 octobre 1935 : *Son amendement (possibilité pour le bénéficiaire de se faire délivrer une expédition de la décision en forme exécutoire)* (p. 4081) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6081) ; *ses observations sur la présence de l'original du chèque au dossier* (p. 6082) ; Art. 74 du décret du 30 oc-

tobre 1935 : *Son amendement (amende forfaitaire)* (p. 6082) ; Avant l'Art. 76 du décret du 30 octobre 1935 : *Application de la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale aux contraventions de 5e classe commises en matière de chèques* (p. 6083) ; Art. 8 : *Son amendement de pure forme* [2 décembre 1971] (p. 6313) ; Art. 11 : *Problème de la gratuité des formules de chèques ; désir de l'administration des P.T.T. d'abandonner cette gratuité* (p. 6313) ; Art. 13 : *Son amendement relatif à l'application de la présente loi dans les T.O.M.* (p. 6314) ; Art. 74 du décret du 30 octobre 1935 : *Son amendement (montant de l'amende forfaitaire)* (p. 6315) ; Art. 16 : *Son amendement relatif aux dispositions qui pourraient entrer en vigueur avant la date normale d'application de la loi* (p. 6316) ; *son amendement (cas où le prévenu apporte la preuve que dans le délai de dix jours à compter de la présentation du chèque il s'est acquitté du montant de celui-ci)* (p. 6316) ; *effets du titre exécutoire du Parquet* (p. 6317) ; *retrait de son amendement* (p. 6317) ; **en deuxième lecture :** *Ses observations sur ce texte* [18 décembre 1971] (p. 6960); Art. 3 : *Paiement partiel du chèque* (p. 6960) ; *intimidation des tireurs de chèques sans provision* (p. 6962) ; Art. 4 *bis* : *Problème de l'indication de l'adresse du tireur sur le chèque* (p. 6963) ; Art. 66 du décret du 30 octobre 1935 : *Compétence du tribunal de police* (p. 6964) ; Art. 75 du décret du 30 octobre 1935 : *Nature des indications erronées* (p. 6966) ; Art. 7 *bis* : *Ses sous-amendements tendant à modifier l'amendement de M. Bernard Marie (modification du texte proposé pour l'article L 103-1 du Code des P.T.T.)* (p. 6967) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article premier nouveau de la loi du 1er février 1943 à supprimer le mot « gratuitement »* (p. 6967) ; *son désir de restreindre l'utilisation des chèques de faible montant ; suppression de la gratuité des chèques postaux* (p. 6967) ; *suppression des petites perceptions coûteuses pour le Trésor* (p. 6968, 6969) ; Art. 16 : *Problème du paiement du chèque dans le délai de dix jours* (p. 6971) ; **Commission mixte paritaire :** *Gratuité de la délivrance des formules de chèques* [20 décembre 1971] (p. 6999) ; *ses remerciements à l'Assemblée* (p. 6999) ; *ses hommages rendus à M. Foyer et à divers parlementaires ; bilan de la session ; procédure de la Commission mixte paritaire ; vertu pédagogique de la discussion parlementaire* (p. 7000) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires : *Analyse de l'ordonnance organique du 24 octobre 1958 ; liste des activités privées incompatibles avec le mandat parlementaire ; régime d'autorisation pour l'acquisition en cours de mandat d'activités professionnelles de caractère économique ; contrôle des incompatibilités* [25 novembre 1971] (p. 6110) ; *rôle du bureau des Assemblées ; compétence du Conseil constitutionnel ; caractère du texte en discussion ; droit de tout citoyen de briguer un mandat parlementaire ; refus du Gouvernement actuel d'étouffer quelque scandale que ce soit* (p. 6112) ; Avant l'Art. 1er : *Utilisation du titre de membre de cabinet ministériel ; limites de la règle de l'inéligibilité des fonctionnaires* (p. 6113) ; *problème de l'inéligibilité d'un membre du Conseil constitutionnel* (p. 6114) ; *problème du cumul de la fonction de professeur titulaire d'une chaire avec le mandat parlementaire* (p. 6115) ; Art. 1er : *Nécessité d'empêcher qu'un parlementaire, en cours de mandat, devienne administrateur de sociétés* (p. 6118) ; *ses observations sur la tendance à la multiplication des filiales* (p. 6120) ; *ses observations sur l'absence de précisions dans le texte quant à la nationalité et au siège des personnes morales* (p. 6120) ; Après l'Art. 2 : *Application des articles L 5 à L 8 du Code électoral* (p. 6121) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Mitterrand* (p. 6122) ; Art. 21 de l'ordonnance du 24 octobre 1958 : *Rôle des bureaux des assemblées ; rôle du Conseil constitutionnel* (p. 6123) ; *ses observations sur le fait de diriger un journal d'opinion* (p. 6124) ; Après l'Art. 4 : *Situation de l'inculpé* (p. 6125) ; *ses observations après les explications de vote : utilité d'une loi foncière ; rôle de l'industrie du bâtiment ; spéculation immobilière* (p. 6127) ; **en deuxième lecture :** *Interdiction de toute fonction nouvelle dans une société à objet économique* [17 décembre 1971] (p. 6938) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer ; cas d'une société spécialisée dans l'exportation ou qui réalise des affaires avec un Etat étranger qui aurait institué le monopole du commerce extérieur* (p. 6939) ; Art. 3 : *Publicité des décisions du bureau de l'Assemblée* (p. 6940) ; **en troisième lecture :** *Recours au Conseil constitutionnel ; position du Sénat* [20 décembre

1971] (p. 7013) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à interdire aux parlementaires la possibilité de prendre en cours de mandat une fonction de direction, d'administration, de surveillance, de conseil permanent dans un établissement ayant un objet économique* (p. 7013, 7014) ; *application de l'article 17 de l'ordonnance organique de 1958* (p. 7014) ; **en quatrième lecture :** *Contrôle de la constitutionnalité de la loi organique* [20 décembre 1971] (p. 7020) ; *ses observations sur la notion de circonstances exceptionnelles ; ses observations sur l'article 23 de la Constitution* (p. 7021).

Est entendu sur le rappel au Règlement de M. Rives-Henrÿs [26 novembre 1971] (p. 6154).

Répond à la question d'actualité de M. Jacques Barrot relative à la drogue [26 novembre 1971] (p. 6157).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à simplifier la procédure applicable en matière de contraventions : *Difficultés rencontrées actuellement par les juges et les greffiers ; exemple de la région parisienne ; champ d'application des procédures simplifiées ; répercussion de l'application des textes sur les finances de l'Etat ; substitution à la procédure de l'amende de composition d'un système simplifié de poursuites inspiré de la procédure de l'ordonnance pénale en usage en Alsace-Lorraine* [2 décembre 1971] (p. 6324) ; *problème du stationnement des véhicules* (p. 6325) ; Art. 524 du Code de procédure pénale : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Zimmermann, après les mots : « Code du travail », à supprimer la fin du premier alinéa du texte proposé par cet amendement* (p. 6325) ; *procédure de l'ordonnance pénale* (p. 6325) ; Art. 527 de ce Code : *Ordonnance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ; son opposition à l'intervention d'un huissier* (p. 6327) ; *tarif des frais de justice ; avantage de la lettre recommandée ; rôle des huissiers* (p. 6328, 6329) ; Art. 528-2 de ce Code : *Son sous-amendement modifiant l'amendement de M. Zimmermann* (p. 6329) ; Art. 529 de ce Code : *Son amendement relatif à la possibilité d'un timbre-amende* (p. 6330) ; Art. 530 de ce Code : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Zimmermann : « si la contravention expose son auteur à la réparation des dommages causés aux personnes et aux biens »* (p. 6330) ; Art. 4 : *Ses amendements de pure forme* (p. 6331) ; Art. L 27-1 du Code de la route : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Zimmermann* (p. 6332) ; *son sous-amendement de pure forme* (p. 6332) ; Art. L 27-2 du Code de la route : *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Zimmermann* (p. 6332) ; Art. 8 : *Son amendement relatif à la date d'application de la loi* (p. 6333) ; *son amendement relatif à l'application de la loi ancienne aux contraventions commises avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi* (p. 6333) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur la question préalable ; détermination du système de notification ; rôle de la lettre recommandée* [17 décembre 1971] (p. 6935) ; *problème de la réduction du personnel des études d'huissiers parisiens* (p. 6936) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier : *Application de l'article 141 du Règlement ; fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier* [10 décembre 1971] (p. 6644).

Répond à la question d'actualité de M. Deniau relative à l'incarcération d'un dirigeant d'une organisation professionnelle de commerçants et d'artisans [17 décembre 1971] (p. 6917).

Ses observations sur l'inscription à l'ordre du jour prioritaire de la discussion en deuxième lecture du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [17 décembre 1971] (p. 6940, 6941).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Intentions du Gouvernement à l'égard des commerçants et artisans ayant fait l'objet de condamnations ou de poursuites à raison de certains actes de violence* [16 mai 1972] (p. 1537) ; *sens de l'amnistie* (p. 1538) ; en deuxième lecture : *Son opposition à la question préalable déposée par M. Boudet ; discussion de certaines propositions d'amnistie* [22 juin 1972] (p. 2725, 2726).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Feix, Lagorce, Marcus, Stehlin, Gerbet relatives aux sociétés civiles de placement immobilier : *Valeur du rapport de la Commission ; limites fixées à la mission de la Commission par l'ordonnance de 1958 ; principe fondamental de la séparation des pouvoirs ; indépendance de l'autorité judiciaire* [26 mai 1972] (p. 1975) ; *action du Gouvernement (multiplication des enquêtes et des textes législatifs indispensables) ; loi du 30 décembre 1970 et contrôle des sociétés par la Commission des opérations de bourse* (p. 1976) ; *protection de l'épargne ; dépôt d'un projet de loi renouvelant la réglementation des sociétés civiles ; limitation de la durée du contrat de gérance ; plafonnement des rémunérations des dirigeants* (p. 1977) ; *relations de l'épouse de M. Roi* (p. 1981).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Achille-Fould portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste ; 2° de M. Edouard Charret tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; 3° de M. Andrieux portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; 4° de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; 5° de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste ; 6° de M. Chazelle tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses : *Ses observations sur une forme nouvelle de discrimination à l'égard d'une certaine jeunesse ; convention internationale sur l'élimination de toutes formes de discrimination raciale ; dissolution de toute association ou groupement de fait qui inciterait à la discrimination raciale ; possibilité donnée à certaines associations de se porter partie civile lors d'un procès* [7 juin 1972] (p. 2291, 2292) ; Art. 1er : *Son amendement rédactionnel* (p. 2292) ; *attitude de certains Français à l'égard des Corses* (p. 2293) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à aggraver les peines en cas de récidive* (p. 2294) ; *ses observations* (p. 2294, 2295).

Répond à la question d'actualité de M. Charles Bignon relative à l'aide judiciaire [9 juin 1972] (p. 2385, 2386).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux magasins collectifs de commerçants indépendants : *Evolution de l'appareil commercial ; crise du commerce traditionnel ; détermination de la propriété du fonds de commerce ; règles propres aux coopératives ; problème de l'exclusion* [20 juin 1972] (p. 2659, 2660) ; Art. 1er : *Ses observations sur le mot : « enseigne »* (p. 2660) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « personne morale qui a », à insérer les mots : « la propriété et la jouissance, ou seulement »* (p. 2661) ; *son amendement (propriété des sols, bâtiments et aires annexes du magasin collectif)* (p. 2661) ; Art. 4 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Claude Martin* (p. 2662) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la nouvelle phrase suivante : « sont également prohibés tous apports autres qu'en espèces »* (p. 2662) ; Art. 5 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Claude Martin* (p. 2663) ; Art. 14 et 15 : *Ses sous-amendements aux amendements de M. Claude Martin* (p. 2665) ; Art. 16 : *Son amendement relatif au cas d'exclusion, de départ ou de décès* (p. 2666) ; Art. 21 : *Son amendement (cas des commerçants indépendants constitués antérieurement à la publication de la présente loi)* (p. 2667) ; en deuxième lecture, Art. 2 *bis* et 11 : *Ses observations* [30 juin 1972] (p. 3094) ;

— de la proposition de loi relative aux sociétés coopératives de commerçants détaillants : *Possibilité pour les coopératives de constituer un fonds mutuel de garantie ; cas d'un coopérateur qui est exclu ou se retire* [20 juin 1972] (p. 2668) ; Art. 4 : *Son amendement de coordination* (p. 2669) ; Art. 5 : *Contrôle des commissaires aux comptes* (p. 2670) ; *délai de forclusion* (p. 2671) ; Art. 13 : *Fonds mutuel de garantie* (p. 2672) ; Art. 15 : *Son amendement rédactionnel ; retrait de celui-ci* (p. 2673) ; Après l'Art. 16 : *Son amendement (pénalités)* (p. 2673) ;

— du projet de loi instituant un juge de l'exécution et relatif à la réforme de la procédure civile : *Refonte de la procédure civile ; unification des diverses saisies ; institution d'un juge spécialisé dans les problèmes d'exécution ; problème de l'astreinte* [23 juin 1972] (p. 2804, 2805) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le second alinéa de cet article, après les mots : « à titre de garantie », à insérer les mots : « ou de mesure conservatoire »* (p. 2806) ; *consignation des effets et valeurs* (p. 2806) ; Art. 2092-2 du Code civil : *Son amendement interdisant l'aliénation des biens mobiliers saisis* (p. 2808) ; *distinction entre la notion d'inaliénabilité et celle d'inopposabilité* (p. 2808) ; Art. 6 : *Effet de la publication du commandement aux fins de saisie ; ses observations sur la clause de « voie parée »* (p. 2810) ; *son amendement relatif aux effets des poursuites* (p. 2811) ; Art. 7 : *Utilisation du produit des astreintes attribué au Trésor* (p. 2812) ; Après l'Art. 7 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Foyer* (p. 2812) ; *compétence du juge de l'exécution* (p. 2812, 2813) ; *son amendement relatif à la récusation* (p. 2813) ; *problème de la responsabilité personnelle des magistrats* (p. 2814) ; *son amendement relatif au compromis* (p. 2815) ; Art. 8 : *Son amendement concernant l'abrogation de certains articles du Code de procédure civile* (p. 2815) ; *protection des officiers ministériels* (p. 2816) ; *son amendement relatif à la responsabilité des magistrats à raison de leur faute personnelle* (p. 2816) ; Après l'Art. 8 : *Son amendement concernant l'application de la présente loi dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle* (p. 2816) ; en deuxième lecture, Art. 7-2 : *Indépendance de l'astreinte par rapport aux dommages et intérêts ; caractère de l'astreinte* [29 juin 1972] (p. 3012) ; Art. 7-5 : *Cas où le Trésor public participe au produit d'une astreinte* (p. 3013, 3014) ; en troisième lecture, Art. 7-4 : *Ses observations* [30 juin 1972] (p. 3095) ; Art. 7-5 : *Montant de l'astreinte ; attitude du Sénat* (p. 3095, 3096) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif aux échanges avec les pays et territoires d'outre-mer portant sur les produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier fait à Bruxelles le 14 décembre 1970 : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1972] (p. 2817) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat) et de l'accord d'exploitation relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat), faits à Washington le 20 août 1971 : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1972] (p. 2819) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'amendement à l'article 61 de la Charte des Nations unies, relatif à l'élargissement de la composition du Conseil économique et social, adopté le 20 décembre 1971 par l'assemblée générale des Nations unies : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1972] (p. 2819) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, ouverte à la signature, à La Haye, le 16 décembre 1970 : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1972] (p. 2820) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de deux protocoles portant amendement à la convention relative à l'aviation civile internationale du 14 décembre 1944, l'un signé à New York le 12 mars 1971 modifiant l'article 50 *a*, l'autre signé à Vienne le 7 juillet 1971 modifiant l'article 56 : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1972] (p. 2820) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Foyer tendant à modifier l'article 14 de la loi du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles : *Nécessité de tenir compte, pour la répartition des bénéfices, de l'apport intellectuel des associés ; fusion et scission des sociétés professionnelles existantes ; taxation des plus-values* [23 juin 1972] (p. 2821) ; *application aux départements d'outre-mer des réformes intervenues dans le notariat* (p. 2822) ; Avant l'Art. 1er : *Sociétés civiles interprofessionnelles* (p. 2823) ; Art. 3 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 2824) ; Après l'Art. 10 : *Exonération de la taxe de compensation au profit des membres des professions libérales et les officiers ministériels ; transformation de locaux d'habitation* (p. 2825) ; *ses observations sur l'article 340 du Code de l'urbanisme* (p. 2825, 2826) ; Art. 12 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé par cet article pour l'article 38 de la loi du*

29 novembre 1966, à supprimer les mots « de Saint-Pierre-et-Miquelon » (p. 2826) en deuxième lecture sous le titre modifié de proposition de loi tendant à modifier la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles, Art. 4 : *Ses observations à l'amendement de MM. Mazeaud et Gerbet concernant la raison sociale de ces sociétés, suggère le remplacement du mot « collaborer » par les mots « exercer la profession »* [13 décembre 1972] (p. 6121) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 67-557 du 12 juillet 1967 relative à l'organisation des cours d'assises dans la région parisienne et les articles 232, 260 et 262 du Code de procédure pénale : *Construction de palais de justice dans la région parisienne* [23 juin 1972] (p. 2827) ;

— du projet de loi insérant un article 418-1 dans le Code pénal : *Protection des secrets de fabrique* [23 juin 1972] (p. 2828) ; *liberté des délégués des entreprises* (p. 2829) ;

— du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française : *Complexité du droit actuel ; dispositions particulières consécutives à la décolonisation ; grand nombre de personnes concernées* [10 octobre 1972] (p. 4010) ; *adaptations devenues indispensables à la suite des grandes réformes du Code civil, de l'évolution de la jurisprudence et de certaines données internationales ; simplification ; effet sur la nationalité française de l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère ; acceptation par le Gouvernement de la très grande majorité des amendements, notamment quant à l'attribution de la nationalité française à la naissance* (p. 4011) ; *les effets du mariage sur la nationalité des époux (qui permettra l'adhésion de la France à la convention des Nations unies sur la nationalité de la femme mariée)* (p. 4011, 4012) ; *tradition libérale de la France* (p. 4012) ; Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement de la Commission ; référence aux notions de minorité et de majorité sans précision d'âge* (p. 4013) ; *son opposition à l'amendement de M. Mazeaud à l'article 6 du Code* (p. 4014) ; Art. 32 du Code : *Son amendement (distinction entre l'engagement et le service national)* (p. 4019) ; *ses observations sur le caractère volontaire de la participation aux opérations de recensement* (p. 4019) ; *ses observations sur l'amendement de suppression de M. Mazeaud à l'article 27 du Code ; problème de l'application du texte ; sa proposition de ne pas s'opposer à cet amendement à condition que soit accepté un amendement du Gouvernement à l'article 146 ; en conséquence, retrait de son amendement proposant une nouvelle rédaction pour l'article 27* (p. 4022, 4023) ; Art. 4 du projet de loi, section II : *Son sous-amendement rédactionnel à l'amendement de M. Mazeaud* (p. 4024) ; Art. 37 du Code : *Ses observations sur l'amendement de M. Mazeaud : principe de l'indépendance de nationalité des époux et de l'égalité entre l'homme et la femme ; accepte l'amendement de M. Mazeaud sous réserve d'aménagement des conditions dans lesquelles la déclaration pourra être souscrite (substitution à la condition de résidence en France d'une mesure de publicité du mariage, procédure simplifiée de naturalisation) et d'aménagement de l'exercice du pouvoir d'opposition du Gouvernement (allongement du délai d'opposition à un an au lieu de six mois ; contrôle du Gouvernement pour les motifs expressément prévus par la loi)* (p. 4025) ; Art. 4 du projet de loi : *Son amendement introduisant un article 37-1 : conditions de l'acquisition de la nationalité par mariage ;* Art. 38 du Code : *Son amendement : date de l'acquisition de la nationalité française* (p. 4026) ; Art. 39 du Code : *Délai d'opposition du Gouvernement ; son sous-amendement à l'amendement de M. Mazeaud : délai porté à un an mais opposition motivée* (p. 4026) ; Art. 41 du Code : *Son amendement de suppression* (p. 4027) ; Après l'Art. 41 du Code : *Son sous-amendement rédactionnel à l'amendement de M. Mazeaud* (Art. 42 du Code) (p 4027) ; Art. 47 du Code : *Perte de la faculté de décliner la qualité de Français ; son amendement de coordination avec la loi portant statut général des militaires* (p. 4029); Art. 6 du projet de loi (p. 4029) : Art. 48 du Code : *Conséquence de l'incorporation ; son amendement de coordination avec les dispositions du Code du service national* (p. 4029) ; Art. 49 du Code : *Son amendement de suppression* (p. 4029) ; Après l'Art. 53 du Code : Art. 54 : *Enfant âgé de moins de seize ans ; son sous-amendement à l'amendement de M. Mazeaud remplaçant les termes : « représentant légal » par « gardien de l'enfant »* (p. 4030) ; Art. 52, premier alinéa du Code : *Opposition motivée du Gouvernement ; son amendement : opposition motivée dans un délai de six mois* (p. 4031) ; Art. 59 du Code : *Ses observations sur les sous-amendements de M. Ducoloné : délai moyen de huit mois ; impossibilité d'accepter un délai qui irait à*

l'encontre du principe fondamental de l'acte discrétionnaire (p. 4032) ; *sa promesse d'appeler l'attention du Ministre des Affaires sociales sur la nécessité d'examiner très rapidement les demandes de naturalisation* (p. 4033) ; Art. 62 du Code : *Ses observations contre l'amendement de M. Mazeaud réduisant de cinq à trois ans la durée du stage pour des raisons de prudence ; garantie d'assimilation offerte par un stage de cinq ans* (p. 4034) ; *sa demande de scrutin public* (p. 4034) ; Art. 64, 2° et 4° du Code : *Naturalisation sans condition de stage ; son sous-amendement à l'amendement de M. Mazeaud tendant à insérer dans un autre article le cas des étrangers francophones* (p. 4035, 4036) ; Après l'Art. 64 : *Son opposition à l'amendement de M. Mazeaud créant un article 64-1 (dispense de stage par le Gouvernement)* (p. 4036) ; Après l'Art. 64-1 : *Son amendement insérant un article 64-2 (dispense de stage pour les étrangers francophones)* (p. 4037) ; Art. 14 du projet de loi : Art. 80 du Code : *Ses observations sur l'amendement de M. Mazeaud tendant à supprimer les incapacités attachées à la quatité de naturalisé ; son désir d'éviter la constitution d'une représentation politique qui pourrait être fondée sur l'origine nationale des intéressés ; accepte de supprimer toutes les incapacités électorales mais maintient les incapacités en matière d'éligibilité* [11 octobre 1972] (p. 4066) ; *ses deux amendements introduisant un article 82-1 du Code et un article 82-2 : exceptions (certains emplois publics, francophones)* (p. 4067) ; Art. 84 du Code : *Effet collectif de la naturalisation ; son amendement supprimant la distinction entre les enfants mineurs de dix-huit ans et entre les parents* (p. 4067, 4068) ; Après l'Art. 85 du Code : Art. 86 : *Ses deux sous-amendements rédactionnels à l'amendement de M. Mazeaud* (p. 4068) ; Art. 87 du Code : *Son amendement : perte de la nationalité française subordonnée à une manifestation de volonté de la personne intéressée* (p. 4068, 4070, 4071) ; *son opposition à l'amendement de M. Mazeaud en raison du caractère généralement provisoire de l'émigration des Français* (p. 4070) ; Art. 89 du Code : *Son amendement (obligation d'avoir satisfait aux obligations du service actif)* (p. 4071) ; Art. 94 du Code : *Effet sur la nationalité du mariage d'une personne française avec un étranger ; son sous-amendement à l'amendement de M. Mazeaud : obligation pour les hommes de moins de trente-cinq ans d'avoir satisfait aux obligations du service actif* (p. 4072) ; Art. 95 du Code : *Perte de la nationalité française par jugement déclaratif ; son sous-amendement à l'amendement de M. Mazeaud remplaçant le mot « domicile » par « résidence habituelle »* (p. 4072) ; Art. 97, 97-1 et 97-2 : *Ses amendements de numérotation ; leur retrait* (p. 4073) ; Art. 97-3 : *Son amendement (condition de la réintégration par décret) ; retrait* (p. 4073) ; Art. 97-4 du Code : *Son amendement définissant les conditions de la réintégration par déclaration* (p. 4074) ; Art. 97-5 du Code : *Son amendement (effet sur les enfants mineurs) ; retrait* (p. 4074) ; Art. 98 du Code : *Cas de déchéance de la nationalité française ; ses deux sous-amendements à l'amendement de M. Mazeaud* (p. 4074) ; Art. 15 *bis* du projet de loi : Art. 89 du Code : *Son amendement ; retrait, ce texte ayant été déjà adopté* (p. 4075) ; Art. 105 du Code : *Refus d'enregistrement ; son sous-amendement à l'amendement de M. Mazeaud donnant une garantie supplémentaire aux intéressés* (p. 4076) ; Art. 106 du Code : *Opposition du Gouvernement à l'acquisition de la nationalité française ; ses deux sous-amendements à l'amendement de M. Mazeaud* (p. 4076) ; Art. 107 du Code : *Ses trois sous-amendements à l'amendement de M. Mazeaud ; retrait du sous-amendement prévoyant qu'à défaut de refus ou d'opposition une copie de la déclaration n'est remise au déclarant que sur « sa demande »* (p. 4076, 4077) ; Art. 111 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Mazeaud : publication au* Journal officiel *des décrets de réintégration nécessaires pour préserver les droits des tiers* (p. 4077) ; Art. 112 du Code : *Son amendement* (p. 4078) ; Art. 124 du Code : *Ses deux sous-amendements à l'amendement de M. Mazeaud, le premier de forme, le second prévoyant une exception pour les cours d'assises* (p. 4080) ; Art. 128 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Mazeaud* (p. 4080, 4081) ; Art. 129 du Code : *Rôle du Procureur de la République ; son sous-amendement à l'amendement de M. Mazeaud ôtant au Procureur de la République l'obligation de soulever les questions préjudicielles* (p. 4081) ; Art. 131 du Code : *Son amendement* (p. 4081) ; Art. 136 du Code : *Autorité de la chose jugée ; son sous-amendement à l'amendement de M. Mazeaud* (p. 4082) ; Après l'Art. 21 du projet de loi : Art. 150 du Code : *Son amendement complétant cet article dans le but de faciliter la tâche de ceux qui sollicitent un certificat de nationalité* (p. 4083) ; Art. 154-1 du Code : *Ses observations contre l'amendement de*

M. Marcus (examen bienveillant de ces demandes) (p. 4084) ; Art. 155-1 du Code : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Mazeaud concernant les enfants des personnes bénéficiaires de ces dispositions* (p. 4085) ; *sa réponse à la question posée par M. Boscher concernant les ressortissants des anciens établissements français de l'Inde* (p. 4085) ; **en deuxième lecture :** *Sa réponse à M. Zimmermann sur l'application de la loi du 29 juin 1971 concernant la preuve de la nationalité française des descendants d'Alsaciens et de Mosellans ; s'engage à examiner avec bienveillance les demandes de naturalisation qui seraient présentées en application de l'article 30* [13 décembre 1972] (p. 6112) ; Art. 1er : *Ses observations à l'amendement de M. Mazeaud tendant à reprendre pour l'article 6 du Code le texte adopté par l'Assemblée en première lecture (définition de l'expression « en France ») ; texte du Sénat plus clair et plus facile à interpréter* (p. 6113) ; Art. 4 : *Son accord à l'amendement de coordination de M. Mazeaud et à son amendement substituant à la fin du premier alinéa de l'article 39 du Code, aux mots : « défaut de stabilité conjugale », les mots : « lorsque la communauté de vie a cessé entre les époux »* (p. 6114) ; Art. 14 : *Ses observations à l'amendement de M. Mazeaud concernant l'article 81 du Code et qui reprend des propositions qui ont été repoussées par l'Assemblée puis par le Sénat ; fusion des professions judiciaires ; n'estime pas opportun de réduire le délai prévu pour l'éligibilité aux mandats publics ; accès des naturalisés à la magistrature ; accepte l'amendement en ce qui concerne les officiers ministériels et les avocats* (p. 6115) ; *son amendement supprimant à la fin du troisième alinéa (2°) de l'article 81 du Code, les mots : « inscrit à un barreau ou nommé titulaire d'un office ministériel »* (p. 6116) ; Art. 17 : *Accepte l'amendement de M. Mazeaud supprimant l'exigence de l'avis conforme du Conseil d'Etat pour l'article 39 concernant la faculté d'opposition du Gouvernement en cas de mariage* (p. 6117) ; Après l'Art. 27 *bis* : *Son amendement insérant un nouvel article ayant pour objet de reconnaître aux étrangers majeurs qui le désirent, nés en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et à Saint-Pierre-et-Miquelon, le bénéfice de la nationalité française pourvu qu'un de leurs parents soit né dans ces territoires ou qu'il y réside depuis dix ans au moins* (p. 6117) ; Art. 33 : *Son amendement autorisant les personnes qui acquièrent la nationalité française, en application de l'article 27* ter, *à s'inscrire sur les listes électorales ; adoption* (p. 6119) ; **Commission mixte paritaire :** *Inscription sur les listes électorales des personnes auxquelles la nationalité française est conférée par l'article 27* ter ; *vote d'une loi de délégation afin de procéder à une nouvelle numérotation des articles* [19 décembre 1972] (p. 6355) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (3°) de l'article 97-1 nouveau du Code de la nationalité, à supprimer le chiffre 88* (p. 6356) ; *son amendement (références contenues dans le certificat de nationalité)* (p. 6356) ; *son amendement (inscription sur les listes électorales pour l'année 1973 des personnes qui acquièrent la nationalité française en application de l'article 27* ter) (p. 6356) ; *son amendement tendant à supprimer l'article 34* (p. 6356) ; **en troisième lecture :** *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1972] (p. 6390) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions : *Rappel de ses réponses aux questions préalables des 16 mai et 22 juin 1972 ; désir d'apaisement du Gouvernement ; sa volonté de régler en profondeur ces problèmes* [17 octobre 1972] (p. 4187) ; *mesures généreuses* (p. 4188) ; Art. 1er du projet de loi : *Couvre toutes les catégories d'infractions en rapport avec l'agitation professionnelle à l'exception des crimes ; effacement des conséquences annexes (incapacité électorale, professionnelle et scientifique) ; projet de loi déposé par le Gouvernement, adopté par le Sénat, donnant aux tribunaux le pouvoir de relever tous les condamnés des interdictions, déchéances ou incapacités professionnelles ; exceptions à l'amnistie : les crimes, les séquestrations illégales de personnes, les infractions en matière fiscale et en matière du droit du travail ; accepte de faire bénéficier de l'amnistie les condamnés définitifs à une peine ferme d'un an ou plus* (p. 4188) ; Art. 5 : *Ne pourra accepter que l'on continue les poursuites en cours ; s'oppose au droit de grâce amnistiante du Président de la République* (p. 4188) ; *projet généreux* (p. 4189) ; *ses observations sur l'amendement de M. Massot et celui de M. Lagorce (possibilité de s'adresser au tribunal qui statuera en cas de contestation quant au champ d'application de la présente loi)* (p. 4191) ; *sa réponse à M. Bustin rappelant que l'Etat supporte 80 % des dépenses si la commune a pris toutes les mesures qui sont en son pouvoir pour réprimer les désordres*

(p. 4191) ; *sa réponse à M. Bayou identique à celle faite à M. Bustin* (p. 4191, 4192) ; Art. 1er : *Sa réponse à M. Fontaine* (p. 4192) ; *s'oppose à l'amendement déposé par M. Lagorce qui serait une source de confusion et réduirait le champ d'application de l'amnistie ; ses observations en réponse à M. Delachenal sur le mot : « problème » ; sa réponse à M. Chandernagor à propos de l'amendement de M. Lagorce* (p. 4194) ; *son refus de la date du 3 octobre 1972, certaines infractions ayant été commises en août et en septembre ; son accord sur l'amendement de M. Cressard (date du 14 juillet)* (p. 4195) ; *ses observations contre l'amendement de M Julia : impossibilité d'effacer toutes les contraventions ou délits de droit commun commis par des retraités ou des invalides* (p. 4196) ; Art. 4 : *Ses objections aux amendements de MM. Charles Bignon et Waldeck L'Huillier ; dont l'adoption* (p. 4197) *introduirait une grave innovation dans notre droit de l'amnistie, l'amnistie n'effaçant pas les sanctions qui ont le caractère de mesures de sûreté ; actuellement plus de retrait ou de suspension de permis de conduire, d'où absence d'intérêt de ces amendements* (p. 4197) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur la date limite de commission des faits couverts par l'amnistie* [22 novembre 1972] (p. 5585) ; Art. 1er : *Ses observations sur la date limite retenue* (p. 5585) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à l'organisation de la profession d'expert automobile : *Désir du Gouvernement de garantir la technicité et la qualification des experts ; son refus de faciliter la création d'un monopole de type corporatif ; ne souhaite pas l'établissement d'une tarification des honoraires par l'Etat* [19 octobre 1972] (p. 4239) ; Avant l'Art. 1 er : *Amendement de forme ; réservé* (p. 4239) ; Art. 1er : *Son amendement simplifiant la rédaction des deux premiers articles du texte, les condensant à un seul et éliminant la référence à l'examen « des éléments nécessaires à l'étude des responsabilités engagées » ; modifie cet amendement à la demande de la Commission : aucune limitation du droit pour un tribunal ou une compagnie d'assurances de confier une mission à un expert en automobile* (p. 4240, 4241) ; Art. 2 : *Amendement de suppression de cet article dont le texte a été repris dans l'article premier* (p. 4241) ; Art. 5 : *Obligation d'assurance ; son amendement rédactionnel* (p. 4241) ; *règle voulant que les conditions d'assurance imposées à des professions soient toujours fixées par arrêté* (p. 4241) ; Art. 6 *bis* : *Son amendement substituant aux mots : « exercice de cette profession » les mots : « exercice des activités mentionnées à l'article premier »* (p. 4242) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article : dispositions superflues* (p. 4242) ; *suppression, dans l'intérêt des experts, car en droit français ce qui n'est pas formellement interdit est permis* (p. 4243) ; Art. 8 : *Accepte l'amendement et le sous-amendement de M. Catalifaud : retour à la rédaction adoptée par le Sénat pour le premier alinéa de l'article 8 ; intégration dans cet article des dispositions de l'article 9 ; délai d'un an accordé aux experts pour régulariser leur situation* (p. 4243) ; *accepte l'amendement de M. Catalifaud portant de trois à quatre ans la durée pendant laquelle l'expert aura dû être patenté ou salarié pour être réputé avoir la qualité d'expert* (p. 4243) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement supprimant la division en deux titres* (p. 4244) ; Titre : *Son amendement rédigeant ainsi le titre de la proposition de loi : « Loi relative aux experts en automobile » ; la conformité de ce titre au précédent, adopté lors des définitions de la profession d'expert ; son accord pour que cette profession ne donne jamais naissance à un monopole* (p. 4244) ; en troisième lecture : *Son souhait que la proposition de loi soit votée conforme par l'Assemblée Nationale* [29 novembre 1972] (p. 5737).

Répond à la question d'actualité de M. Ducoloné relative à la législation sur l'avortement [27 octobre 1972] (p. 4470, 4471).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, JUSTICE : *Budget continuant le mouvement en avant des précédents budgets ; progression des crédits ; bilan des résultats obtenus depuis quatre ans ; recrutement des magistrats ; réformes destinées à mieux utiliser les effectifs judiciaires ; annonce de procédures simplifiées de jugement des contraventions grâce à l'ordonnance pénale* [28 octobre 1972] (p. 4524, 4525) ; *décentralisation et mise en place des nouveaux tribunaux de la région parisienne ; subventions aux assemblées départementales et collectivités locales ; problème de la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement des tribunaux ; situation des greffes ;*

création d'une école d'application des greffes ; projet de loi portant réforme de la procédure pénale et du régime de l'exécution des peines ; reclassement du personnel ; amélioration des conditions matérielles de vie des détenus ; régime d'assurance vieillesse applicable aux détenus ; construction de la maison d'arrêt des Yvelines ; réaménagement de la maison centrale de Nîmes ; prison de femmes de Fleury-Mérogis libérant la prison de la Petite-Roquette ; sa réponse à MM. Fontaine et Gerbet sur la situation des prisons de la Réunion et de la maison centrale de Fort-de-France (p. 4526) ; *éducation surveillée ; problème de l'inadaptation sociale des jeunes ; volonté de rattraper le retard dans l'exécution du Plan ; efforts dans les crédits de matériel et de fonctionnement des services ; rémunération des personnels ; application des lois votées par le Parlement ; perspectives de la justice pénale : projet de simplification de la procédure pénale (« rapport Arpaillange »), groupe de travail Aydalot pour la révision du Code pénal* (p. 4527) ; *bilan dans le domaine du droit civil ; fin de la relégation ; problème des détentions provisoires ; contrôle judiciaire ; enquêteurs de personnalités ; taxe parafiscale (problème « parties multiples »)* (p. 4528) ; *respect de l'indépendance des magistrats (composition de la Commission d'avancement)* (p. 4529) ; *sa réponse à M. Poirier (projet de Corbeil, tribunal de Bobigny)* (p. 4530) ; BUDGETS ANNEXES DE LA LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Modestie des traitements attachés à la Légion d'honneur qui ont une valeur symbolique ; problème des anciens combattants de 1914-1918* (8 novembre 1972] (p. 4836, 4837) ;

— du projet de loi modifiant le titre neuvième du Livre troisième du Code civil : *Publicité en ce qui concerne les sociétés civiles ; leur fonctionnement ; situation juridique des associés ; problème de la liquidation* [22 novembre 1972] (p. 5588, 5589) ; Art. 1836 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Le Douarec* (p. 5590) ; Art. 1860 du Code civil : *Cession de parts* (p. 5594) ;

— du projet de loi relatif à la compétence territoriale du ministère public et des juridictions répressives sur certains aérodromes : *Unité de juridiction pour tous les délits qui peuvent être commis sur un aérodrome ; réalisera cette même unité en ce qui concerne les tribunaux civils* [29 novembre 1972] (p. 5737) ; Art. 2 : *Accepte l'amendement de M. Magaud faisant apparaître que les dispositions transitoires toucheront aussi bien les juridictions d'instruction que les juridictions de jugement* (p. 5738).

Répond à la question d'actualité de M. Brugnon relative à l'humanisation de certaines mesures pénales [1er décembre 1972] (p. 5815, 5816).

Répond à la question d'actualité de M. Dupuy relative à un débat télévisé sur la presse [1er décembre 1972] (p. 5817).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire : *Avance de la pension alimentaire dans certains cas de détresse par l'aide sociale qui exercerait ensuite un recours contre le débiteur d'aliments* [5 décembre 1972] (p. 5846) ; *projet de loi complétant celui-ci* (p. 5847) ; *efforts du Gouvernement pour améliorer la condition féminine ; pouvoir donné au juge d'indexer le montant des pensions alimentaires ; aménagement du secret professionnel ; texte dispensant le créancier de la pension de recourir à une nouvelle procédure judiciaire ; paiement direct par l'employeur ; intervention d'un huissier de justice, seul habilité à faire la demande de paiement direct* (p. 5854) ; *son opposition aux propositions de loi tendant à la création d'une caisse chargée du recouvrement des pensions alimentaires ou d'un fonds de garantie pour les pensions non acquittées, qui ne pourraient fonctionner qu'en étant très largement subventionnés par l'Etat ; annonce d'un autre projet de loi* (p. 5855) ; Art. 1er : *Son accord à l'amendement de M. Mazeaud améliorant la rédaction de cet article et y intégrant l'article 8 du projet ; ses observations contre le sous-amendement de Mme Vaillant-Couturier marquant la séparation entre les pensions dues par les époux divorcés et les autres pensions alimentaires* (p. 5856) ; Art. 2 : *Son accord à l'amendement de MM. Mazeaud et Gerbet insérant les mots : « et par préférence à tous autres créanciers si ce n'est d'aliments » à condition de supprimer les mots : « si ce n'est d'aliments »* (p. 5856) ; Art. 4 : *Accepte l'amendement de M. Mazeaud reprenant les dispositions de l'article 1247 du Code civil selon lesquelles, en matière alimentaire, les dettes sont portables ;* Art. 5 : *Demande le*

retrait de l'amendement de M. Mazeaud faisant bénéficier la créancière non seulement de l'échéance future mais également de l'échéance impayée au moment où elle engage la procédure du paiement direct (p. 5856) ; Art. 6 : *Son opposition à l'amendement de M. Mazeaud supprimant la distinction en matière de paiement direct entre le créancier d'aliments lui-même ou une administration publique car il conduirait à contraindre l'administration à recourir au ministère d'huissier ;* Art. 7 : *Accepte l'amendement de M. Mazeaud donnant à l'huissier de justice un pouvoir d'investigation plus complet à condition qu'il retire les mots : « ou sont en mesure de réunir »* (p. 5857) ; Après l'Art. 7 : *Ses observations à l'amendement de Mme Chonavel concernant la revalorisation annuelle des pensions alimentaires ; précise que la loi du 3 janvier 1972 donne au juge la possibilité de procéder à l'indexation des pensions alimentaires* (p. 5858) ; Après l'Art. 10 : *Demande à M. Krieg de retirer son amendement décrétant qu'en matière de pension alimentaire les décisions de justice sont exécutoires par provision et que, par voie de conséquence, le pourvoi n'est pas suspensif car cela aboutirait à pénaliser les bons plaideurs* (p. 5858 et 5859) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte et sur les amendements déposés aux articles 9* bis *et 9* ter [19 décembre 1972] (p. 6356, 6357) ;

— du projet de loi tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions relatives à la procédure pénale, aux peines et à leur exécution : *Adaptation de notre législation répressive aux aspects nouveaux de notre société ; jugement de certains délits par un seul magistrat (infractions liées à la circulation des véhicules, infractions à la législation sur les chèques et à la coordination des transports, infractions commises en matière de chasse et de pêche) ; lutte contre certains moyens dilatoires utilisés au stade de l'instruction (appel porté contre les ordonnances du juge d'instruction) ; abaissement de l'âge des jurés ; simplification des formes du mandat d'amener et du mandat d'arrêt ; formules de serment ; interdiction de séjour ; bulletin n° 3 du casier judiciaire ; déchéances d'ordre professionnel ; réforme d'ensemble du casier judiciaire ; exécution des peines* [5 décembre 1972] (p. 5866, 5867) ; *conclusions des groupes de travail Aydalot ; juge de l'application des peines ; régime disciplinaire dans les prisons ; libération conditionnelle ; réduction de peine ; suppression de la pratique des grâces générales du chef de l'Etat* (p. 5868) ; *politique pénitentiaire plus individualisée et plus équitable ; mesures de substitution à l'emprisonnement* (p. 5869) ; Art. 1er : *Ses observations contre l'amendement de M. Bustin de suppression de cet article* (p. 5869) ; *accepte l'amendement de M. Delachenal supprimant la possibilité pour le président du tribunal de grande instance de déléguer son pouvoir de confier l'affaire à un juge unique* (p. 5870) ; *ne peut accepter l'amendement de MM. Delachenal et Gerbet instituant au profit des prévenus et de leurs défenseurs une sorte de droit de récusation du juge unique* (p. 5870) ; Art. 2 : *Ses observations contre l'amendement de M. Bustin supprimant les infractions qui peuvent être soumises au juge unique* (p. 5871) ; *accepte de ne pas repousser l'amendement de M. de Grailly proposant le renvoi devant une juridiction collégiale lorsque le prévenu est en état de détention provisoire lors de sa comparution à l'audience* (p. 5871) ; Art. 2 *bis* : *Ses observations aux amendements de M. Bustin de suppression de cet article, de M. Gerbet (de suppression du paragraphe III) qui souhaite le maintien du système en vigueur ; son opposition aux trois amendements de M. Delachenal alignant les coups et blessures par imprudence sur les coups et blessures volontaires, le tribunal correctionnel ou le tribunal de police étant compétent selon que l'incapacité totale de travail est de plus ou de moins de huit jours* (p. 5873) ; Art. 3 : *Ses observations à l'amendement de MM. Delachenal et Lagorce abaissant de vingt-cinq à vingt-trois ans l'âge à partir duquel on peut assumer la fonction de juré* (p. 5873, 5874) ; Art. 4 : *Ses observations à l'amendement de M. de Grailly de suppression de cet article* (p. 5874) ; Après l'Art. 6 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. de Grailly (placer sur un pied d'égalité, devant la cour d'assises, la défense et la partie civile, d'une part, le ministère public, d'autre part pour poser leurs questions) tendant à bien préciser le pouvoir qu'a le président de la cour d'assises de contrôler la pertinence et la légitimité des questions posées ; son opposition au sous-amendement de M. de Grailly limitant le pouvoir d'intervention aux seuls avocats de la partie civile et de l'accusé* (p. 5875) ; Art. 7 : *Son amendement de forme* (p. 5876) ; Art. 20 : *Ses*

observations contre l'amendement de MM. Ducoloné et Bustin de suppression de cet article relatif à la consignation des frais de procédure ; aide judiciaire (p. 5877) ; *ses observations contre l'amendement de MM. Delachenal et Ducoloné stipulant que le délai de la consignation ne peut être inférieur à deux mois* (p. 5877) ; Art. 23 : *Son accord à l'amendement de MM. Ducoloné et Lagorce prévoyant la possibilité de notifier verbalement à l'inculpé le mandat de dépôt qui le concerne* (p. 5877) ; Art. 24 : *Son accord à l'amendement de M. Delachenal* (p. 5878) ; Après l'Art. 24 : *Ses deux amendements remplaçant l'article 133 du Code de justice militaire* (p. 5878) ; Art. 26 : *Ses observations à l'amendement de M. Delachenal qui maintient le rôle du maire lors de l'exécution d'un mandat d'amener ou d'un mandat d'arrêt* (p. 5878, 5879) ; Art. 28 : *Son amendement qui repousse au stade de l'audience de jugement le contentieux qui peut s'élever au stade de l'instruction en matière d'expertise ; sa demande de scrutin public sur cet amendement* (p. 5879) ; *ses observations à M. de Grailly à propos de sa demande de scrutin public* (p. 5880) ; Après l'Art. 28 : *Son amendement d'harmonisation modifiant l'article 147 du Code de justice militaire* (p. 5880) ; Après l'Art. 29 : *Ses observations à l'amendement de M. de Grailly concernant le problème des citations en cas de défaut ; itératif défaut ; sous-amendement de M. Delachenal* (p. 5881) ; Art. 31 : *Ses observations à l'amendement de MM. Delachenal et Krieg tendant à rendre obligatoire, avant le transfèrement de tout détenu d'un établissement pénitentiaire à un autre, l'avis de la commission de l'application des peines ou, en cas d'urgence, du juge de l'application des peines ; accepte un accroissement du rôle du juge de l'application des peines dans ce domaine* [6 décembre 1972] (p. 5911) ; Après l'Art. 31 : *Ses observations à l'amendement de M. Delachenal tendant à donner au condamné la possibilité de communiquer avec son défenseur ; prend l'engagement de donner, par voie de circulaire, les instructions nécessaires afin que les demandes de permis de communiquer présentées par les avocats soient toujours examinées avec la plus grande bienveillance* (p. 5912) ; Art. 33 : *S'oppose à l'amendement de M. Delachenal tendant à donner compétence aux tribunaux de l'ordre judiciaire en matière de libération conditionnelle pour les peines entraînant une détention d'une durée supérieure à trois ans ; décision non juridictionnelle, mais administrative* (p. 5913); Art. 36 : *Ses observations à l'amendement de M. Delachenal tendant à préciser que la possibilité de revenir sur une mesure de libération conditionnelle sera limitée aux cas où les conditions qui avaient permis de l'octroyer ne sont pas remplies* (p. 5915) ; Après l'Art. 36 : *Son amendement d'harmonisation entre le Code de procédure pénale et le Code de justice militaire* (p. 5915) ; Avant l'Art. 38 : *Ses observations à l'amendement de MM. Delachenal et de Grailly tendant à insérer un nouvel article qui détermine et limite les conditions dans lesquelles l'interdiction d'une profession peut être prononcée ; préfère le maintien en vigueur de dispositions utiles et qui permettent, par le recours au juge, d'individualiser la sanction et d'atténuer les incapacités professionnelles* (p. 5016) ; *ses observations à l'amendement de MM. Delachenal et de Grailly tendant à permettre à toute condamnation prononcée en matière criminelle de comporter des interdictions de se livrer à certaines activités ; estime impossible d'accepter l'idée qu'un tribunal puisse choisir lui-même les interdictions qu'il prononcera ; attendre la révision du Code pénal* (p. 5917) ; Après l'Art. 41 : *Son amendement tendant à insérer dans le Code de justice militaire des dispositions qui figureront désormais dans le Code de procédure pénale* (p. 5919) ; Après l'Art. 42 A : *Ses observations à l'amendement de M. de Grailly concernant le régime du casier judiciaire ; problème de son application pratique* (p. 5920, 5921) ; Art. 42 : *Ses observations contre l'amendement de M. de Grailly tendant à écarter automatiquement l'inscription au bulletin n° 3 des condamnations infligées à un délinquant primaire et contre l'amendement de M. Ducoloné et M. Bustin prévoyant l'inscription des condamnations de délinquants primaires lorsque le tribunal le décide expressément ; accepte l'amendement de M. Delachenal laissant au tribunal, qu'il s'agisse d'un délinquant primaire ou d'un récidiviste, la possibilité de ne pas mentionner la condamnation sur le bulletin n° 3* (p. 5922, 5923) ; *ses observations contre les deux amendements de M. Delachenal étendant au bulletin n° 2 le même régime qu'au bulletin n° 3 ; son désir de ne pas interdire à une personne qui a subi une légère condamnation certains emplois dans des administra-*

tions (p. 5923) ; Art. 43 : *Ses observations contre l'amendement de MM. Delachenal et Ducoloné abrogeant l'article 44 et les dispositions du Code pénal relatives à l'interdiction de séjour ; limitation du champ d'application de l'interdiction de séjour ; extension, dans ce domaine, de la compétence du juge de l'application des peines* (p. 5924) ; Art. 51 : *Son amendement tendant à apporter quelques améliorations de rédaction* (p. 5925) ; Après l'Art. 55 : *Son amendement transposant dans le Code de justice militaire les dispositions de la loi du 3 janvier 1972 sur l'ordonnance pénale* (p. 5925) ; Art. 56 : *Son amendement relatif à l'entrée en vigueur des dispositions de l'article* 2 bis *; retrait* (p. 5926) ; *son amendement prévoyant une période transitoire jusqu'à la nomination de juges de l'application des peines* (p. 5926) ; Après l'Art. 59 : *Ses deux amendements modifiant certaines dispositions transitoires de la loi du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques, le premier, reportant au 15 octobre 1974 la date limite qui avait été initialement fixée pour l'entrée en vigueur des dispositions « définitives » de la loi, le second, permettant la mise en œuvre des dispositions de l'article 57-1 nouveau du décret-loi de 1935 et de l'article 103-1 nouveau du Code des postes et télécommunications et des dispositions relatives à la mesure d'interdiction temporaire d'émettre des chèques* (p. 5926, 5927) ; **en deuxième lecture :** *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1972] (p. 6358) ; Art. 2 : *Situation du prévenu* (p. 6358) ; Art. 6 *bis : Nécessité de mettre sur un plan d'égalité le ministère public, l'avocat de l'accusé et l'avocat de la partie civile ainsi que l'accusé lui-même* (p. 6359, 6360) ; Art. 29 *ter : Information des parties sur la portée des actes qui leur sont signifiés* (p. 6361, 6362) ; *cas d'un jugement d'itératif défaut* (p. 6362) ; Art. 31 *bis : Communication des condamnés avec le défenseur qui les a assistés au cours de la procédure ; ses observations sur la libération conditionnelle* (p. 6363) ; *rôle du juge de l'application des peines* (p. 6364) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention d'extradition entre la République française et le royaume de Belgique signée à Bruxelles le 24 février 1972 : *Ses réponses à M. Bousquet sur un risque de contrariété de droit entre les dispositions du droit interne français quant au point de départ d'une incarcération provisoire et les dispositions de la convention sur la ratification de la convention européenne d'extradition* [13 décembre 1972] (p. 6110) ;

— en deuxième lecture de la proposition de loi portant traitement particulier pour l'acquisition de la nationalité française de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue : *Ses observations sur la queslion préalable de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République* [13 décembre 1972] (p. 6120) ;

— du projet de loi instituant un médiateur : *Administration française ; contrôles ; juridictions administratives ; « Pouvoir de redressement et de régulation qui serait saisi directement et personnellement. Sans condamner, sans indemniser, sans ordonner, le médiateur devra redresser, orienter, accélérer ce qui, sans lui, ne trouverait pas de solution » ; intercesseur gracieux* [14 décembre 1972] (p. 6209) ; *nomination par le Gouvernement ; indépendance ; rapport annuel ; pouvoirs et autorité du médiateur ; réformes pour rapprocher l'administration des citoyens ; société plus humaine et plus juste* (p. 6210) ; Art. 1er : *N'est pas favorable à l'amendement de MM. Gerbet et Krieg car le titre de « médiateur, défenseur des droits et libertés », ne correspond pas au contenu du projet, cette défense étant assurée par les tribunaux* (p. 6211) ; *n'est pas favorable à l'amendement de MM. Gerbet et Pierre Lagorce complétant l'article premier : « Le médiateur peut également se saisir d'office »* (p. 6212) ; Art. 2 : *Son avis défavorable à l'amendement de M. Chandernagor tendant à faire élire le médiateur pour trois ans par une commission mixte paritaire formée par trente membres des deux chambres élus à la proportionnelle des groupes ; indépendance du médiateur à l'égard des partis* (p. 6212) ; *ses observations à l'amendement de M. Gerbet tendant à faire choisir le médiateur sur une liste de trois noms, établie par un collège de six membres et au sous-amendement de M. Delachenal tendant à faire participer à cette nomination le président du Conseil économique et social au lieu du président du Conseil constitutionnel ; inconvénients de cette commission panachée* (p. 6213) ; *son opposition à l'amendement de M. Gerbet prévoyant que le « mandat du médiateur est renouvelable une fois » ; non-renouvellement, garantie d'impartialité* (p.

6214) ; Après l'Art. 2 : *Ses observations à l'amendement de M. Gerbet tendant à accorder au médiateur « l'immunité pour les opinions qu'il émet ou pour les actes qu'il accomplit dans l'exercice de ses fonctions » ; obligation du secret professionnel* (p. 6214) ; Art. 3 : *Ses observations contre l'amendement de MM. Gerbet et Krieg tendant à instituer une incompatibilité totale avec toute fonction élective quelle qu'elle soit ; estime raisonnable que le médiateur ne puisse solliciter aucun mandat, même celui de conseiller général ou de maire, mais que s'il l'est déjà avant d'être nommé, il puisse le rester* (p. 6215) ; Après l'Art. 4 : *Constate que tous les amendements de M. Gerbet ont pour conséquence de rendre plus difficile le choix d'un médiateur ; sa demande de scrutin public contre l'amendement de M. Gerbet insérant un nouvel article rendant incompatibles les fonctions de médiateur avec toute activité professionnelle. Cette incompatibilité étant prolongée d'une durée d'un an à compter de la date de cessation des fonctions ;* (p. 6216) ; Art. 5 : *Son opposition à l'amendement de M. Gerbet étendant la protection du médiateur à toutes les personnes résidant sur le territoire national ; sa demande de scrutin public* (p. 6216) ; *ses observations à l'amendement de M. Chandernagor complétant cet article : « Si une personne est privée de liberté, elle peut adresser directement au médiateur des communications sous enveloppe scellée », amendement qui est sans objet* (p. 6217) ; Art. 6 : *Ses observations à l'amendement de M. Gerbet tendant à rédiger ainsi le second alinéa de cet article : « Elle n'interrompt pas les délais de recours devant les juridictions compétentes » ; insiste pour que le mot « notamment » y figure ; texte visant aussi les délais de recours gracieux devant les administrations* (p. 6218) ; Art. 9 : *Accepte l'amendement de M. Gerbet tendant à insérer au début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots « à défaut de réponse satisfaisante » les mots : « dans le délai qu'il a fixé »* (p. 6218) ; Art. 10 : *Ses observations aux deux amendements de M. Gerbet ; obligation de faciliter la tâche du médiateur* (p. 6219) ; Après l'Art. 10 : *Accepte l'amendement de M. Gerbet autorisant le médiateur « à défaut de l'autorité compétente, à engager contre les agents responsables une procédure disciplinaire ou, le cas échéant, une action devant la juridiction répressive »* (p. 6220); Art. 12 : *Accepte l'amendement de MM. Gerbet et Krieg précisant que le « médiateur présente au Président de la République puis dépose devant le Parlement un rapport annuel dans lequel il établit le bilan de son activité » : demande la suppression de la référence au* J.O. *pour la publication ; ses observations contre l'amendement de M. Chandernagor qui ajoutait que le « médiateur pouvait saisir ces mêmes autorités »* (p. 6220, 6221) ; *demande une seconde délibération des articles 1, 2, 3, 3* bis, *4 et 4* bis *du projet de loi* (p. 6221) ; seconde délibération du projet de loi, Art. 1er : *Son amendement de suppression du dernier alinéa de cet article (le médiateur peut également se saisir d'office) ; sa demande de scrutin public ; adoption* (p. 6221) ; Art. 2 : *Son amendement de suppression de la seconde phrase de cet article (choix du médiateur sur une liste de trois noms établie par un collège) ; adoption* (p. 6222) ; Art. 3 : *Son amendement complétant l'article L 194-1 du Code électoral par les mots : « s'il n'exerçait le même mandat antérieurement à sa nomination » adoption ;* Art. 3 *bis : Son amendement de suppression de cet article ;* Art. 4 : *Son amendement complétant l'article L 230-1 du Code électoral par les mots : « s'il n'exerçait le même mandat antérieurement à sa nomination » ; adoption ;* Art. 4 *bis : Son amendement de suppression de cet article* (p. 6222) ; **conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire :** *Absence de représentation du Gouvernement au sein de la Commission mixte paritaire* [20 décembre 1972] (p. 6395) ; *possibilité pour toutes personnes physiques vivant sur le territoire français de saisir le médiateur ; mode de désignation de celui-ci* (p. 6395) ; *son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa de cet article* (p. 6396) ; *méthode de désignation du médiateur* (p. 6396) ; *rôle de la Commission mixte paritaire* (p. 6397) ; *son amendement tendant à supprimer l'article* 2 bis *A* (p. 6397) ; *incompatibilité des fonctions de médiateur avec un mandat électif* (p. 6397) ; *ses amendements tendant à ajouter des articles au Code électoral (impossibilité pour le médiateur pendant la durée de ses fonctions d'être candidat à un mandat de conseiller général ou municipal s'il n'exerçait ce même mandat antérieurement à sa nomination)* (p. 6398, 6399) ; *son amendement rédactionnel* (p. 6399) ; **en deuxième lec-**

ture : *Ses observations sur ce texte* (p. 6406) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à supprimer les mots : « conformément à la proposition du conseil constitutionnel »* (p. 6406) ; Art. 2 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6407) ; *problème de la détention du mandat de conseiller général ou de conseiller municipal* (p. 6407) ; Art 3 et 4 : *Ses amendements (impossibilité pour le médiateur, pendant la durée de ses fonctions, d'être candidat à un mandat de conseiller général ou de conseiller municipal s'il n'exerçait ce mandat avant sa nomination)* (p. 6407) ; Après l'Art. 9 : *Ses observations* (p. 6408) ; **en troisième et dernière lecture** : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1972] (p. 6411) ;

— du projet de loi rendant applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions des statuts des notaires et des huissiers de justice : *Problème de l'organisation professionnelle et de la garantie des responsabilités ; date d'application de la loi* [18 décembre 1972] (p. 6309) ; Art. 3 : *Date d'application de la présente loi* (p. 6310) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Krieg tendant à préciser que le décret du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975 : *Problème des baux renouvelés avant l'entrée en vigueur du décret ; ses observations sur les dispositions transitoires de ce décret* [20 décembre 1972] (p. 6389) ; Titre : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre de la proposition de loi : « Proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975 »* (p. 6389).

PLOUX (Mme Suzanne)

Député du Finistère
(6e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommée membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élue représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 octobre 1968] (p. 3477).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquances [27 mai 1970] (p. 2020).

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre [23 juin 1970] (p. 2950) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré [29 juin 1970] (p. 3311) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales [16 décembre 1970] (p. 6583) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1970 sur les sociétés commerciales [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif à diverses opérations de construction [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes [29 juin 1971] (p. 3528).

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour un projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un Office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député (n° 2683) [29 novembre 1972] (p. 5743) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française [15 décembre 1972] (p. 6286) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du Territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire [18 décembre 1972] (p. 6314) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques [20 décembre 1972] (p. 6416) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2203) portant modification des articles 144 du Code pénal et L 28 du Code des postes et télécommunications, n° 2221 [4 avril 1972].

Sa proposition de loi tendant à amnistier les infractions commises à l'occasion de dégâts causés ou de manifestations provoquées par des problèmes agricoles, ruraux, commerciaux ou artisanaux, n° 2313 [18 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2628) portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 réprimant la pollution des eaux de mer par les hydrocarbures, n° 2735 [7 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, Art. 379 du Code civil : *Dispense de l'allocation alimentaire en cas de déchéance* [9 avril 1970] (p. 897) ;

— du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives : *Ses observations sur l'article 37 du Traité de Rome ; mesures envisagées pour les personnels civils ; organisation du service des poudres en une société nationale ; cas de la poudrerie de Sevran ; sa défense de la poudrerie de Pont-de-Buis ; ses observations sur les solutions possibles pour cette poudrerie ; situation économique de Bergerac ; fabrication par les poudreries de matières plastiques ; sa demande que la poudrerie de Pont-de-Buis soit incluse dans la société nationale* [26 mai 1970] (p. 1931 à 1933) ; Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du c) du paragraphe I du texte proposé par l'amendement de M. Debré (mise en situation hors cadre des militaires recrutés par la société ; mise en position de détachement des fonctionnaires recrutés par la société ; leur réintégration dans leur corps d'origine, même en surnombre, quand ils le demandent)* (p. 1947) ; *position statutaire des personnels militaires ; ses observations sur l'article 3 de la loi du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils ; réintégration des personnels militaires du service des poudres ; exemple de la poudrerie de Pont-de-Buis* (p. 1948) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE : *Insertion des handicapés sociaux dans la fonction publique ; situation de certains fonctionnaires du cadre local d'Algérie ; problème de la validation de leurs services ; zones de salaires ; indemnité de résidence ; son souhait que les allocations familiales soient les mêmes pour les fonctionnaires ; conséquences de la suppression de l'allocation de salaire unique pour la mère de deux ou trois enfants qui travaille* [13 novembre 1970] (p. 5491) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 9 : *Autonomie financière des communes ; charges des petits commerçants et petits artisans ; problème relatif à la compensation que doit prévoir l'Etat pour les communes auxquelles les dispositions de l'article 10 ne procurent aucune recette nouvelle au titre de la patente* [9 décembre 1970] (p. 6345) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale, Art. 3 : *Retraite des femmes* [2 décembre 1971] (p. 6305) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Attente dans les hôpitaux parisiens ; respect de la diététique dans les cantines scolaires et dans les établissements qui accueillent des personnes âgées ; affectation de professeurs de gymnastique médicale dans certains établissements scolaires* [3 novembre 1972] (p. 4651, 4652) ; EDUCATION NATIONALE : *Problème des bourses ; gratuité totale pour le second cycle d'enseignement scolaire ; ramassage scolaire ; lycée de Châteaulin ; professeurs agrégés de médecine ; situation de l'enseignement technique ; insuffisante diversité de l'enseignement technique destiné aux jeunes filles ; concours unique pour les femmes et les hommes pour le C.A.P.E.S.* [10 novembre 1972] (p. 5021) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION VII. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Difficultés nées des congés des fonctionnaires, des magistrats et des enseignants ; sa demande que soit réglée l'affaire des biens vacants de Saint-Pierre* [13 novembre 1972] (p. 5062) ; *proposition de loi relative à la suppression des « cinquante pas géométriques »* (p. 5062, 5070) ; *emploi* (p. 5062) ; FONCTION PUBLIQUE : *Insertion des handicapés dans la fonction publique ; problème des zones de salaires* (p. 5091) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures en qualité de *Rapporteur : Projet étendant le champ d'application des sanctions en fonction du tonnage des navires, des quantités d'hydrocarbures rejetées et des conditions dans lesquelles les rejets sont effectués ; nécessité d'instituer une police internationale ; stations de dégazage* [13 décembre 1972] (p. 6102, 6103).

POIRIER (Jean-Marie)

Député du Val-de-Marne
(8e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212).

Donne sa démission de membre de cette Commission [17 juillet 1968] (p. 2281).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [18 juillet 1968] (p. 2333), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal [20 septembre 1969] (p. 2368) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [29 juin 1970] (p. 3310) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances [19 décembre 1972] (p. 6366).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 24 : Recherche scientifique (Crédits des Services du Premier Ministre. — I. - Services généraux, n° 359 [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 580 du Code de la santé publique relatif au remplacement des pharmaciens, n° 1650 [15 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 3 : Relations culturelles et coopération technique (Crédits du Ministère des Affaires étrangères), n° 2010 [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 3 : Relations culturelles, n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION I. - SERVICES GÉNÉRAUX - RECHERCHE SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur spécial : Caractère du budget ; objectifs du Plan ; recherche fondamentale et appliquée ; crédits destinés à financer tes contrats pour le développement des résultats de la recherche ; recherche spatiale ; informatique ; plan-calcul ; « Iris 50 » ; matériel sous licence américaine ; ses observations sur le Software ; ses observations sur le téléprocessing et la télégestion ; budget de l'espace ; satellite de télécommunications* Symphonie ; *ses observations sur l'E.L.D.O. ; cadre européen ; financement du programme gouvernemental ; problème de l'atome ; réacteur* Rapsodie ; *ses observations sur le C.E.A. ; problème électro-nucléaire ; question des filières ; rapport Couture ; problème des hautes températures ; rôle des surrégénérateurs* [18 novembre 1968] (p. 4658 à 4661) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Direction générale des Affaires culturelles, scientifiques et techniques ; crédits de fonctionnement prévus pour les territoires et départements d'outre-mer ; aide au développement* [3 novembre 1971] (p. 5208) ; *imbrication de la politique de diffusion du français et de notre coopération technique ; présentation des documents budgétaires ; nombre des enseignants français à l'étranger ; politique de la langue française* (p. 5209) ; *agence de coopération des pays francophones ; accords culturels ; langue de travail au sein de la Communauté européenne ; ses observations sur les manifestations artistiques ; coopération avec le Québec ; aide au développement* (p. 5210) ; *ses observations sur le tiers monde ; sa question de savoir si la France a une politique de la coopération technique ; complémentarité des actions économique, culturelle et technique ; possibilité d'une loi-cadre sur ce sujet* (p. 5211).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la gratuité des transports en commun aux heures de pointe [2 juin 1972] (p. 2144, 2145).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la piraterie aérienne [21 juin 1972] (p. 2694, 2695).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, JUSTICE : *Problème du projet de palais de justice du Val-de-Marne et de la ville de Créteil ; ampleur de l'administration de la justice dans les départements de la périphérie parisienne* [28 octobre 1972] (p. 4529, 4530) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur spécial* pour les relations culturelles : *Budget de la coopération cullurelle et technique ; relations scientifiques internationales ; budget complexe et flou ; personnel ; lycées français ; effort en faveur des centres et instituts cullurels et utilisation d'établissements privés* [15 novembre 1972] (p. 5245) ; *Alliance française ; mission laïque ; Alliance israélite universelle ; radiotélévision ; problème des rapports linguistiques à l'échelle planétaire ; O.R.T.F. ; diffusion du livre français ; institutions de la francophonie ; agence des pays francophones ; rôle du français ; action au Québec, en Louisiane, à Haïti, en Europe ; politique franco-anglaise d'échanges et de coopération ; action dans l'environnement des pays francophones et de l'Afrique anglophone, en Amérique latine, au Proche-Orient, en Chine ; coopération technique ; rapport Gorse ; effort en matière d'aide à la formation* (p. 5246) ; *bourses ; assistance technique sur place par des experts français ; opérations intégrées ; budget qui constitue une moyenne intelligente et rigoureuse entre un grand dessein et des moyens nécessairement limités* (p. 5247).

POMPIDOU (Georges)

Député du Cantal
(2e circonscription)
U.D.R.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Est élu Président de la République le 15 juin 1969 [*J.O.* du 20 juin 1969] (p. 6213).

L'Assemblée prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juin 1969] (p. 1717, 1720).

Le Président de l'Assemblée Nationale donne lecture du message de M. le Président de la République [25 juin 1969] (p. 1719).

PONCELET (Christian)

Député des Vosges
(3e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU MINISTRE D'ETAT
CHARGÉ DES AFFAIRES SOCIALES
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2252), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 924), [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [17 octobre 1968] (p. 3387).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 6 août 1972,

de son mandat de député [*J.O.* du 8 août 1972] (p. 8571).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — XIII. - Industrie, **n° 360** [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la pension normale à 40 % dès l'âge de soixante-cinq ans aux femmes assurées dont l'état de santé ne leur permet plus de supporter la pénibilité de leur métier et à celles qui ont assumé des charges de famille, **n° 410** [31 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à créer une allocation familiale en faveur des orphelins, **n° 444** [15 novembre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — III. - Développement industriel, **n° 837** [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — IV. - Développement industriel, **n° 1400** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — IV. - Développement industriel, **n° 2015** [8 octobre 1971].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Ses observations sur l'élaboration et la rédaction des ordonnances ; ticket modérateur ; élimination des associations familiales et des mutualités au sein des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale ; ressources de la sécurité sociale ; ses observations sur l'hospitalisation ; nécessité de revaloriser le contrôle médical* [22 juillet 1968] (p. 2424, 2425) ; ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à remplacer les alinéas 2 et 3 de l'article 4 par de nouvelles dispositions (composition du conseil)* (p. 2433) ; *retrait de son amendement* (p. 2433) ; *son amendement tendant à remplacer les alinéas 2 et 3 de l'article 6 par de nouvelles dispositions (composition de la caisse régionale d'assurance maladie)* (p. 2434) ; *retrait de son amendement* (p. 2434) ; *son amendement tendant à remplacer les alinéas 2 et 3 de l'article 8 par de nouvelles dispositions (composition de la caisse primaire d'assurance maladie)* (p. 2434) ; *retrait de son amendement* (p. 2435) ; *son amendement tendant à remplacer, à l'article 10, les mots : « des pharmaciens et des unions d'associations familiales » par les mots : « et des pharmaciens »* (p. 2435) ; *retrait de son amendement* (p. 2435) ; ordonnance n° 67-707 du 27 août 1967 portant modification de divers textes relatifs à la pharmacie, aux prestations et à certains accidents du travail et maladies professionnelles : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 13 : « La participation de l'assuré peut être modulée en fonction du salaire, du revenu, de l'âge ou de la situation de famille du bénéficiaire des prestations »* (p. 2444) ; *calcul du taux du ticket modérateur* (p. 2444) ;

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement, Art. 2 : *Déduction pour les matériels livrés entre le 31 mai et le 1er septembre 1968* [25 septembre 1968] (p. 2895, 2896) ; *date des commandes* (p. 2897) ; *retrait de l'amendement qu'il avait déposé avec M. Bouchacourt* (p. 2897) ; Art. 3 : *Fixation de la liste des matériels ouvrant droit à déduction ; cas des matériels spécialisés destinés à l'industrie textile* (p. 2899) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à régler la situation, sur le territoire français, des ressortissants italiens titulaires d'un bail à ferme ou à métayage, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur la liste des dispositions qui pourront être invoquées par le bailleur devant le tribunal paritaire pour s'opposer au renouvellement des baux antérieurement expirés* [17 octobre 1968] (p. 3357, 3358) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer les troisième et quatrième alinéas du paragraphe I de cet article et à compléter cet article par une nouvelle disposition : « Les droits perçus sur les boissons alcoolisées en provenance des pays tiers sont majorés dans des conditions qui seront fixées par décret »* [24 octobre 1968] (p. 3546, 3547) ; *lutte contre l'alcoolisme ; taxes frappant les boissons non alcooliques* (p. 3547) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, Industrie, en qualité de *Rapporteur pour avis : Subventions de fonctionnement accordées aux services publics administratifs ; subventions aux entreprises nationales ; modernisation des houillères nationales ; rôle de la société financière pour favoriser l'industrie des régions houillères ; problème de l'enseignement et de la formation ; Ministère de l'Industrie ne disposant d'aucun moyen propre pour conduire une action industrielle au niveau de la profession ou de l'entreprise ; possibilité d'instituer un organisme chargé de coordonner les aides ; Ministère de l'Industrie devant être un instrument permanent d'adaptation de l'industrie française aux exigences de la compétition internationale ; définition d'une véritable politique industrielle ; ses observations sur l'I.R.I. italien ; mise en place d'un fonds national des investissements ; Ministère de l'Industrie devant devenir le Ministère de la Production industrielle* [5 novembre 1968] (p. 3906, 3907) ; *son amendement tendant à réduire de 50 millions le crédit inscrit au titre IV* (p. 3938) ; *ses observations sur les actions de reconversion ; rôle de la S.O.F.I.R.E.M. ; reconversion des mines* (p. 3938, 3939) ; Après l'Art. 67 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (montant de la taxe relative aux établissements dangereux, insalubres et incommodes pour les entreprises inscrites au répertoire des métiers)* (p. 3940) ; *ses observations sur les établissements dangereux ; ses observations sur les porcheries et les poulaillers* (p. 3940) ; *montant de la taxe* (p. 3941) ; Affaires sociales : *Situation des femmes exerçant un métier pénible ; possibilité de leur permettre de prendre leur retraite au taux plein à 60 ans ; cas des mères de famille exerçant un emploi ; conditions d'ouverture du droit à la retraite des mères de famille ; sort des orphelins ; allocation-orphelin ; fonds national de l'emploi ; collaboration entre ce fonds et les organismes professionnels ou syndicaux* [6 novembre 1968] (p. 4023, 4024) ; Anciens combattants et Victimes de guerre : *Rapport constant ; problème de l'égalité des droits ; revendications des anciens combattants ; cas des prisonniers de guerre* [8 novembre 1968] (p. 4201) ; Equipement et Logement : *Problèmes posés par l'adaptation du V^e^ Plan ; ses observations sur les métropoles régionales ; ses conséquences ; axe Benelux-Bâle ; travaux entre Epinal et Bussang ; programme de logement social ; nécessité de ne pas maintenir diverses zones pour la fixation des prix limites ; coût des loyers d'H.L.M. ; droit à l'attribution d'une H.L.M. ; problème des personnels des offices* [13 novembre 1968] (p. 4324, 4325) ; Intérieur et Rapatriés : *Cas des personnels des préfectures ; rôle des agents et auxiliaires départementaux ; insuffisance des effectifs de la préfecture des Vosges ; transformation d'emplois des catégories D en catégorie C dans les préfectures ; proportion des agents de bureau par rapport à l'effectif global des emplois d'exécution ; rétablissement de la sous-préfecture de Remiremont* [14 novembre 1968] (p. 4303, 4304) ; Economie et Finances. — I. - Charges communes, Après l'Art. 65 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Est abrogée la dernière phrase de l'article 4 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 »* [18 novembre 1968] (p. 4657).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale sans débat relative à la politique fiscale et sociale à l'égard de l'artisanat [7 mai 1969] (p. 1306, 1307, 1308).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 23 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du grand A de cet article, à substituer au nombre 110.109 le nombre 109.892 ; en conséquence à la fin du grand A à substituer au nombre 182.693 le nombre 182.476 et au nombre 2020 le nombre 2237* [30 octobre 1969] (p. 3089) ; *principe de l'aide aux pays en voie de développement ; suppres-*

sion des dépenses inutiles ; réduction des charges budgétaires en raison du plan de redressement ; crédits du fonds d'aide à la coopération ; fiscalité française ; problème de la patente ; exemples étrangers (p. 3089, 3090) ; *lutte contre les charges improductives* (p. 3090) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Revendications des anciens combattants ; problème des déportés ; égalisation des pensions quel que soit le statut ; cas des internés de la Résistance et des internés politiques ; égalité entre les diverses générations du feu ; situation des veuves de guerre et des adolescents ; plafond de ressources exigé pour les veuves au taux exceptionnel ; cas des anciens combattants de l'Afrique du Nord* [31 octobre 1969] (p. 3185) ; *accession des anciens combattants en Algérie à l'office national des anciens combattants* (p. 3186) ; *recherche des dépenses exigées et improductives ; rôle de la commission ministériette sur la pathologie de la captivité ; réexamen des règles de forclusion pour certaines catégories de combattants* (p. 3186) ; Titre III : *Son amendement tendant à majorer de 495.000 F la réduction de crédits du titre III* (p. 3212) ; *situation des anciens d'Afrique française du Nord ; retrait de son amendement* (p. 3212) ; POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Insuffisances du réseau téléphonique vosgien ; emprunts faits par les collectivités locales auprès des caisses publiques ; situation du personnel ; revendications formulées par les organisations syndicales ; organisation de l'administration des P.T.T. ; insuffisance des moyens de financement budgétaire ; adoption des systèmes Crossbar ; prototypes proposés pour la mécanisation postale ; cas des trieuses Saulnier-Duval ; ses observations sur le téléphone* [3 novembre 1969] (p. 3239, 3240) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Conquête des marchés extérieurs ; prêts du F.D.E.S. ; zones de rénovation rurale ; prime spéciale d'équipement hôtelier* [5 novembre 1969] (p. 3357, 3358) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur le rapport Montjoie ; augmentation de la production en 1970 ; desserrement du crédit en faveur de l'investissement productif ; préparation d'une réforme fiscale instituant à côté des amortissements, une provision pour investissements ; nécessité de réserver en priorité les prêts du F.D.E.S. aux entreprises bien gérées ; réduction des dépenses improductives ; dispositions fiscales malthusiennes ; modalités d'assiette de la patente ; institut de développement industriel ; rôle des assistants techniques en gestion industrielle ; nouvelle direction de l'artisanat ; possibilité de détacher auprès des préfets de région un fonctionnaire qui exercerait par délégation la tutelle des chambres de métiers ; constitution des sociétés d'artisans ; création du corps des assistants techniques en gestion industrielle ; inadaptation de certaines catégories d'entreprises aux nouvelles conditions de la concurrence ; missions de l'I.D.I. ; ses interventions ; expérience de la S.O.D.I.C.* [6 novembre 1969] (p. 3425 à 3427) ; Titre III : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 20 millions de francs* (p. 3481) ; *subvention de fonctionnement du centre national des études spatiales ; coût de la base de Kourou ; encouragement à l'artisanat* (p. 3481) ; *retrait de son amendement* (p. 3482) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Rénovation rurale ; mise en place des équipements ; développement de la formation professionnelle et technique ; modernisation de l'agriculture ; création d'emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire ; ses observations sur les Vosges ; disparité entre les régions d'économie rurale ou montagnarde et les autres régions françaises ; rôle du F.I.A.T. ; recherche en socio-économie* [7 novembre 1969] (p. 3530, 3531) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Crédits destinés aux routes ; dégradation du réseau routier ; cas du département des Vosges ; ses observations sur les investissements ; ses observations sur la route nationale n° 57 qui relie Remiremont à Nancy ; pourcentage de réalisation du Plan* [13 novembre 1969] (p. 3676) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur l'élevage ; suppression des subventions à l'importation de viande de porc ; financement des prestations sociales* [19 novembre 1969] (p. 3963) ; *zones de rénovation rurale ; régions de montagne ; problème du transport des écoliers ; institution d'une allocation spéciale de subsistance dans ces zones ; possibilité de rassembler sous une autorité responsable l'ensemble des crédits affectés à la rénovation rurale ; indemnité viagère de départ ; cas du département des Vosges ; problème de la forêt* (p. 3963, 3964) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modi-

fiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Fixation du taux des prestations ; montant des cotisations ; liberté donnée à chaque assuré de se garantir par une assurance complémentaire ; ticket modérateur ; opposition à toute modulation des allocations familiales en fonction des ressources des familles ; rôle des organismes conventionnés ; mise en place des caisses départementales ; rôle des caisses mutuelles régionales ; définition des conseils d'administration ; équilibre financier du régime ; ses observations sur sa proposition de loi ; établissement d'un même régime pour tous les Français* [2 décembre 1969] (p. 4483 à 4485) ; Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par un nouvel alinéa (cas des personnes qui avaient adhéré à l'assurance volontaire du régime général avant la date d'application de la présente loi)* [3 décembre 1969] (p. 4548) ; *principe des droits acquis* (p. 4549) ; *retrait de son amendement* (p. 4550) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat : *Recommandations du rapport Rueff ; cas de la femme fonctionnaire dont le mari est muté dans une ville voisine ; champ d'application de la loi ; problème de l'automatisation du réseau téléphonique* [21 mai 1970] (p. 1833, 1834) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Position des organisations des salariés face au Plan ; ses observations sur l'expression « fonctions collectives » ; rôle des contrats de Plan ; taux de croissance ; démocratisation de l'enseignement ; formation professionnelle ; égalité des chances dans le cadre professionnel ; situation de ceux qui ont quitté la vie professionnelle ; âge de la retraite ; abaissement de l'âge de la retraite de certaines catégories de femmes salariées ; solidarité entre les Français et entre les régions ; politique d'aide au développement régional ; problème du plein emploi* [16 juin 1970] (p. 2695 à 2697) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Impôt sur le revenu ; situation des personnes âgées ; discrimination entre les personnes actives et les autres ; réalisation de l'objectif de développement industriel ; création d'un impôt sur les sociétés n'ayant pas fait de bénéfice fiscal ; possibilité d'accorder un forfait nul pour la première année d'exploitation ; possibilité de faire bénéficier d'un abattement forfaitaire l'entreprise artisanale employant un ou deux salariés ; conséquence de la patente sur l'aménagement du territoire* [20 octobre 1970] (p. 4437) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Nécessité de changer les méthodes de gestion de l'administration de ce ministère ; ses observations sur Finextel ; problèmes du service des chèques postaux ; déficit des services financiers ; rôle économique des chèques postaux ; conséquence de la mensualisation des salaires ; ses observations sur les télécommunications ; tarifs du télex et du téléphone ; part de l'emprunt public P.T.T. affectée aux télécommunications ; situation du personnel ; question des traitements* [29 octobre 1970] (p. 4901) ; *revendications des techniciens ; formation professionnelle* (p. 4902) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Notion d'indépendance économique ; rôle du Ministre du Développement industriel ; ses observations sur le comité des investissements étrangers, le comité de décentralisation, le comité à « long terme » et le comité du F.D.E.S. ; problème de la décentralisation industrielle ; prêts bonifiés accordés à l'industrie sidérurgique* [30 octobre 1970] (p. 4957) ; *restructuration et développement de l'industrie mécanique ; rôle du F.D.E.S. ; exportation des biens intermédiaires ; nécessité de développer l'industrie des biens hautement élaborés ; prise de contrôle par l'étranger de certaines de nos entreprises à haut niveau technique ; problème de la cohérence de notre politique dans le domaine énergétique ; ses observations sur la société Elf ; décisions du Gouvernement algérien ; dotation du fonds de soutien aux hydrocarbures ; soutien à la production charbonnière sarroise ; nécessité d'obtenir que les prix rendus à Thionville, du charbon américain et du charbon sarrois, soient alignés ; déficit de Covesar ; problème des subventions* (p. 4958) ; *question de l'artisanat ; rôle des assistants techniques des métiers ; action du Centre d'étude et de promotion de l'artisanat et des métiers* (p. 4959) ; Titre III : *Son amendement tendant à réduire de 1.027.500 F le montant des me-*

sures nouvelles inscrites à ce titre (p. 5009) ; *problème du renouvellement d'une enquête sur la modernisation du secteur des métiers* (p. 5009, 5010) ; *difficultés du secteur des métiers* (p. 5010) ; Titre IV : *Son amendement tendant à augmenter la réduction de ce titre de 20 millions de F* (p. 5011) ; *réduction de la subvention de l'Etat à la caisse de compensation des combustibles minéraux solides ; prix du charbon sarrois rendu à Thionville* (p. 5011, 5012) ; *retrait de son amendement* (p. 5012) ; *son amendement tendant à augmenter la réduction de crédits de ce titre de 250.000 F* (p. 5012) ; *recherche de l'utilisation la plus rationnelle des crédits ; subvention pour l'artisanat d'art ; dépenses de la maison des métiers d'art français* (p. 5012) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. - CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Ses observations sur la région parisienne ; problème des villes nouvelles* [3 novembre 1970] (p. 5045) ; *suppression de la prime de démolition ; problème des aides ; ses observations sur les zones II dites d'adaptation industrielle ; problèmes du département des Vosges ; cas de l'industrie textile* (p. 5046) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT. - CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Développement des métropoles régionales ; crédits du fonds spécial d'investissement routier ; réseau de rase campagne* [4 novembre 1970] (p. 5096) ; *conséquence de la disparition progressive des terrains constructibles dans les villes importantes et moyennes ; largeur de la route Remiremont-Nancy-R.N. 57 ; cas du département des Vosges ; intervention des conseils généraux pour l'amélioration de la voirie nationale par la passation avec le Ministère de « contrats de programme » ; reconstruction des ponts détruits par faits de guerre* (p. 5097) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, Art. 63 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [13 novembre 1970] (p. 5463).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orales avec débat relative à l'application de la T.V.A. aux travaux d'équipement des collectivités locales : *Taux des subventions accordées par l'Etat aux communes ; solution du crédit dit « revolving » mise au point pour l'exportation ; centralisation excessive ; insuffisance des ressources des collectivités locales ; refonte nécessaire de la fiscalité locale afin que les ressources fiscales des collectivités locales soient suffisamment importantes pour faire face aux dépenses régulières d'investissement ; octroi aux communes d'un versement représentatif de la totalité de l'ancienne taxe sur les salaires ; répartition plus logique des ressources fiscales entre l'Etat et les collectivités locales ; maintien des subventions pour faciliter les investissements exceptionnels* [11 décembre 1970] (p. 6504, 6505, 6506) ; *taxe sur les salaires ; calcul du montant de la subvention* (p. 6508).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne : *Relèvement du taux des redevances* [8 avril 1971] (p. 1003) ; *problème du seuil d'agrément dans la région parisienne ; suppression de la prime de démolition* (p. 1004) ;

— sur la motion de censure : *Action du Gouvernement en matière sociale ; réforme des rapports sociaux* [20 avril 1971] (p. 1270) ; *problème de la participation ; mensualisation des salaires ; S.M.I.C. ; possibilité d'accorder le bénéfice de la pension normale à 40 % avant l'âge de 65 ans aux femmes dont l'état de santé est déficient* (p. 1271) ; *institution d'un régime unique de protection sociale ; assurance des salariés agricoles contre les accidents ; personnes âgées handicapées ; problème de la famille ; problème de la retraite* (p. 1272) ; *durée du travail ; possibilité pour les anciens prisonniers de guerre de prendre leur retraite avant 60 ans ; indication des diverses propositions importantes qui pourraient être votées ; calcul des pensions de vieillesse ; prise en considération des dix meilleures années* (p. 1273) ; *abaissement progressif de l'âge de la retraite ; problèmes sociaux des commerçants et artisans ; ses observations sur la concertation* (p. 1274) ; *amélioration de la vie quotidienne des moins favorisés* (p. 1275).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative au financement des budgets locaux [23 avril 1971] (p. 1424) : *Le bilan de la réforme des finances locales tendant à substituer à l'ancienne taxe locale une part représentative de la*

taxe sur les salaires ; la répartition entre les collectivités en fonction de « l'impôt sur les ménages » (contribution mobilière, contribution foncière) ; la nécessité de différencier les centimes additionnels en excluant la patente afin d'harmoniser l'effort fiscal des différentes communes ; l'amélioration apportée dans les ressources des communes par la réforme de 1966 ; le dépôt devant l'Assemblée d'un rapport concernant les budgets locaux ; les revenus procurés par les implantations industrielles (p. 1424, 1425, 1426, 1427).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Révision du VI[e] Plan ; publicité concernant l'exécution du Plan ; problème de l'emploi* [15 juin 1971] (p. 2925) ; *développement de l'Agence nationale pour l'emploi ; âge de la retraite ; formation des femmes ; situation des personnes âgées ; problème de la retraite ; situation des victimes de fusions d'entreprises ; situation des handicapés ; problèmes de la santé ; réorganisation de la protection sociale ; chute de la natalité ; problème de la famille ; évolution des prix* (p. 2926) ; *conséquence des hausses de rémunération* (p. 2927).

Mise au point au sujet de son vote sur le titre IV de l'état B du budget des Anciens combattants [26 octobre 1971] (p. 4895, 4896).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Equipement du réseau postal en établissements postaux ; avenir des télécommunications ; écoulement du trafic* [26 octobre 1971] (p. 4920) ; *automatisation ; raccordement de nouveaux abonnés ; tracé des câbles souterrains ; situation des personnels en particulier des employés du téléphone ; statut des anciens contrôleurs des installations électromécaniques ; problème de la formation* (p. 4921) ; SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Caractéristiques du budget ; politique active de l'emploi et de la formation professionnelle ; emploi des jeunes ; augmentation des demandes d'emploi* [27 octobre 1971] (p. 4978) ; *qualification professionnelle des jeunes ; cas des travailleurs immigrés ; leurs droits sociaux et leur participation à la gestion du fonds d'action sociale ; allocation spéciale de départ en faveur des salariés de plus de 60 ans touchés par une mesure de licenciement collectif et qui ne peuvent être reclassés ; main-d'œuvre féminine* (p. 4979) ; *problème de la participation ; mensualisation ; protection des travailleurs ; durée hebdomadaire du travail ; comités d'entreprise ; formation syndicale et exercice des droits syndicaux* (p. 4980, 4981) ; *possibilité d'inviter les agents de l'inspection du travail dans le cadre de la signature des conventions collectives ; égalité des salaires masculins et féminins* (p. 5001) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME) : *Logements sociaux ; modalités de programmation et de passation des marchés* [29 octobre 1971] (p. 5104) ; *prix de revient des logements ; financement des opérations de construction ; réglementation des H.L.M. ; instauration d'un « coefficient géographique » dans les zones climatiques où les conditions d'isolation entraînent certaines dépenses* (p. 5105) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Amélioration du montant de la pension de retraite par la prise en compte des cotisations versées au-delà de la trentième année* [4 novembre 1971] (p. 5328) ; *conditions d'attribution d'une retraite anticipée à taux plein dès l'âge de 60 ans ; montant de la pension de retraite ; cas des travailleurs de plus de 60 ans privés d'emploi ; généralisation obligatoire des retraites complémentaires ; périodicité du paiement des pensions ; possibilité d'envisager l'octroi d'un acompte forfaitaire dans l'attente du paiement de la première échéance de la retraite* (p. 5329) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Situation de l'industrie française ; fragilité de la compétitivité de nos industries ; taux de croissance industrielle ; hausse des prix à la consommation ; situation des régions frontières, notamment des régions de l'Est ; politique menée par le Crédit agricole ; ses observations sur l'opération de Fos-sur-mer* [5 novembre 1971] (p. 5399) ; *rôle du Parlement ; rémunérations des présidents-directeurs généraux et des administrateurs exerçant une fonction dans l'entreprise ; rémunération des actions ; fraude fiscale* (p. 5400) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité

sociale : *Ses observations sur certaines propositions de parlementaires ; conditions d'élaboration du projet de loi ; amélioration du montant des pensions de retraite par la prise en compte des versements effectués au-delà de la trentième année d'activité : généralisation des retraites complémentaires ; prise en compte des dix meilleures années d'activité* [1er décembre 1971] (p. 6248, 6249) ; *assouplissement des conditions d'attribution d'une retraite à taux plein dès 60 ans aux travailleurs atteints d'incapacité en raison d'une activité pénible ; situation des anciens prisonniers de guerre : cas des artisans et des commerçants ; bonification spéciale d'ancienneté accordée à la mère de famille salariée ; pension de réversion des veuves ; possibilité de leur permettre de cumuler leur retraite avec la pension de réversion de leur mari* (p. 6250) ; *cas des femmes aux ressources modestes frappées par un veuvage prématuré ; possibilité de leur accorder une allocation temporaire de décès ; cas des travailleurs de plus de 60 ans privés d'activité et que l'Agence nationale pour l'emploi ne peut reclasser ; délai de liquidation des retraites ; bilan de l'action gouvernementale* (p. 6251) ; Art. 9 : *Son amendement (majoration de la durée d'assurance au profit des femmes assurées ayant élevé au moins deux enfants)* [2 décembre 1971] (p. 6309) ; *extension du champ d'application de cet article* (p. 6309, 6310).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux relatives aux problèmes de l'emploi : *Problème de la Lorraine (licenciements chez Wendel-Sidelor et Rousset-Uclaf) ; formation professionnelle insuffisante de la jeune main-d'œuvre ; date de parution des décrets d'application de la loi de 1971 sur la formation permanente ; problèmes des retraites ; primes de mobilité ; création d'emplois nouveaux dans un plan d'ensemble* [3 décembre 1971] (p. 4605, 4606).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur le travail temporaire, après l'Art. 17 : *Son amendement concernant l'application de la loi du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue* [15 décembre 1971] (p. 6771) ; *ses amendements d'harmonisation* (p. 6771) ;

— du projet de loi modifiant la condition d'âge pour être électeur aux élections des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel : *Nécessité d'associer les jeunes salariés à la vie de l'entreprise* [9 mai 1972] (p. 1441) ; *son vote ; âge d'éligibilité ; rôle des comités d'entreprise* (p. 1442) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Nombre d'établissements commerciaux devant disparaître d'ici à 1975* [17 mai 1972] (p. 1590) ; *application du projet de loi ; situation des commerçants et artisans retraités ; problème de l'autonomie des caisses ; nécessité d'un régime unique* (p. 1591) ;

— du projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel : *Revendications concernant la situation des travailleurs immigrés* [1er juin 1972] (p. 2084) ; *importance du phénomène d'immigration ; problème des bidonvilles* (p. 2085) ; Après l'Art. 3 : *Ses observations* (p. 2090).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales :

Répond à la question d'actualité de M. Berthelot relative au S.M.I.C. [13 octobre 1972] (p. 4151, 4152).

Répond à la question orale sans débat de M. Villon relative à l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité [13 octobre 1972] (p. 4161).

Répond à la question d'actualité de M. Claudius-Petit relative aux cadres [20 octobre 1972] (p. 4271, 4272, 4273).

Répond à la question d'actualité de M. Cermolacce relative à la réparation navale à Marseille (*conflit à la Société provençale des ateliers spécialisés*) [3 novembre 1972] (p. 4641, 4642).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Volonté du Gouvernement d'accélérer la participation aux résultats du progrès économique : problèmes des travailleurs ; inspection du travail : effectifs, carrière et statut social* [6 novembre 1972] (p. 4715) ; *projet tendant à améliorer les indices et la carrière des inspecteurs ; mé-*

decine du travail ; inspection médicale du travail ; projet de loi sur la rémunération mensuelle minimale des salariés ; indemnisation du chômage partiel par l'Etat (p. 4716) ; *projet de loi sur l'amélioration des conditions de travail ; création d'un organisme pour l'amélioration des conditions de travail ; comité pour l'amélioration des conditions de travail dans les entreprises ; projet sur l'actionnariat des salariés ; mission des inspecteurs du travail* (p. 4717).

Répond à la question d'actualité de M. Berthelot relative aux licenciements dans une entreprise parisienne [17 novembre 1972] (p. 5377, 5378).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi garantissant aux travailleurs salariés une rémunération mensuelle minimale : *Collaboration entre le Gouvernement et l'Assemblée* [30 novembre 1972] (p. 5779) ; *insuffisance du salaire minimum interprofessionnel de croissance ; champ d'application du projet de loi ; montant de la rémunération mensuelle ; situation des travailleurs temporaires ; modalités de versement de la rémunération mensuelle* (p. 5780) ; *développement des accords de mensualisation* (p. 5781) ; *calcul de la retraite sur les dix meilleures années* (p. 5783) ; Art. 9 : *Ses observations* (p. 5784) ; en deuxième lecture, Art. 10 : *Protection des travailleurs les plus défavorisés ; décrets d'application dès janvier concernant, l'un, les modalités de participation financière de l'Etat, et l'autre, les dispositions particulières aux salariés agricoles* [14 décembre 1972] (p. 6188) ;

— du projet de loi relatif au Code du travail : *Remise en ordre complète des textes actuellement en vigueur ; cas des dispositions législatives intervenues après le 1er mars 1972 ; son amendement complétant l'article 3 précisant que ces lois récentes seront introduites dans le Code au moment de son entrée en vigueur ; projet de loi sur l'amélioration des conditions de travail ; réforme du décret de juillet 1913 sur l'hygiène et la sécurité ; ses observations à M. Lucas concernant des erreurs d'impression qui seront corrigées* [12 décembre 1972] (p. 6081) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à introduire dans le Code les textes relatifs au droit du travail votés par le Parlement après les derniers travaux de codification* (p. 6082) ;

— des conclusions du rapport sur la proposition de loi de M. Jean-Pierre Roux, visant à étendre le régime de l'allocation d'assurance chômage prévu par l'article 11 de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 au personnel des ports et aéroports concédés aux chambres de commerce et d'industrie : *Problèmes que pose la gestion de l'assurance chômage des chambres de commerce ; les chambres de commerce étaient leur propre assureur ; extension du bénéfice du régime des établissements publics industriels et commerciaux c'est-à-dire le choix des modalités de gestion de l'assurance chômage aux salariés des services à caractère industriel et commercial gérés par les chambres de commerce ;* Art. unique : *Son accord sur la nouvelle rédaction du titre proposée par la Commission* [12 décembre 1972] (p. 6084).

Répond à la question d'actualité de M. Douzans relative aux rapatriés âgés [15 décembre 1972] (p. 6262, 6263).

Répond à la question d'actualité de M. Vernaudon relative à l'amélioration des conditions de travail [15 décembre 1972] (p. 6263).

Répond à la question orale sans débat de M. Benoist relative aux mines de La Machine [15 décembre 1972] (p. 6269, 6270).

Répond à la question orale sans débat de M. Ansquer relative aux accidents du travail [15 décembre 1972] (p. 6271).

Répond à la question orale sans débat de M. Ducoloné relative à l'emploi des handicapés [15 décembre 1972] (p. 6272).

Répond à la question orale sans débat de M. Boyer relative aux pensions de réversion [15 décembre 1972] (p. 6273).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à autoriser les adolescents âgés de quatorze et quinze ans à exercer de manière exceptionnelle une activité rémunérée : *Ses observations sur ce texte ; rôle de l'inspection du travail* [19 décembre 1972] (p. 6344, 6345) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Poniatowski tendant à préciser la situation juridique des sous-agents d'assurances au regard de la Sécurité sociale : *Situation des*

sous-agents d'assurances au regard de la Sécurité sociale [19 décembre 1972] (p. 6346) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Valleix et plusieurs de ses collègues précisant le statut professionnel des voyageurs, représentants et placiers : *Rôle des V.R.P.* [19 décembre 1972] (p. 6348).

PONIATOWSKI (Michel)

Député du Val-d'Oise
(1re circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Cesse d'appartenir à cette Commission [19 septembre 1969] (p. 2355).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [19 septembre 1969] (p. 2355), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970 [11 décembre 1969] (p. 4863) ;

— membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [12 octobre 1972] (p. 4125).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe I : Affaires culturelles et cinéma, **n° 835** [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 8 : Agriculture, **n° 1395** [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un comité de surveillance et d'un tribunal de l'informatique, **n° 1454** [25 novembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à la création d'une commission d'application des observations contenues dans le rapport de la Cour des comptes, **n° 1468** [25 novembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un haut-commissariat à la défense des droits de l'homme, **n° 1472** [25 novembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à la création d'une commission chargée d'étudier l'ensemble des problèmes posés par la taxation des plus-values foncières, **n° 1569** [18 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 5 : Agriculture, **n° 2010** [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à préciser la situation juridique des sous-agents d'assurances au regard de la sécurité sociale, **n° 2373** [31 mai 1972].

Sa proposition de loi constitutionnelle complétant l'article 10 de la Constitution et tendant à imposer des délais pour la publication des décrets d'application des projets et propositions de loi adoptés par le Parlement, **n° 2413** [13 juin 1972].

Sa proposition de loi constitutionnelle révisant les articles 69, 70 et 71 de la Constitution, **n° 2414** [13 juin 1972].

Sa proposition de loi tendant à la définition de la profession de conseil en relations publiques, **n° 2422** [14 juin 1972].

Sa proposition de loi tendant à éviter les risques d'incendie dans les établissements industriels et commerciaux par le respect de certaines mesures de sécurité, **n° 2424** [14 juin 1972].

Sa proposition de loi tendant à la modernisation et à l'expansion des petites et moyennes industries par la création de

sociétés d'investissement privées, n° 2597 [18 octobre 1972].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux associations de défense des consommateurs, reconnues d'utilité publique, de se porter partie civile devant les tribunaux, n° 2603 [18 octobre 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur les paroles de M. Vivien* [12 décembre 1968] (p. 5385).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 6 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le paragraphe III de cet article : « La limite de 1.000 francs prévue au paragraphe I est majorée de 200 francs pour chacun des deux premiers enfants à charge et de 600 francs pour chaque enfant à partir du troisième »* [29 octobre 1969] (p. 3039) ; *ses observations sur les dispositions tendant à augmenter le bénéfice de la déductibilité des primes d'assurance-vie dans le calcul de l'assiette de l'impôt sur le revenu ; sa proposition de prévoir un régime plus avantageux, quel que soit le nombre des enfants composant la famille* (p. 3039) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Institut de développement industriel ; harmonisation de l'action industrielle de l'Etat ; champ d'action de l'I.D.I. ; son rôle dans la fusion et le regroupement des entreprises ; son aide aux entreprises qui ont les moyens humains et techniques d'attaquer le marché international, mais non les moyens financiers ; nature de l'I.D.I. ; possibilité de substituer à l'I.D.I. une société autonome indépendante, filiale du Crédit national ; substitution à une dotation budgétaire d'un système d'avances remboursables du Trésor ; problème général de l'orientation industrielle ; création d'un Conseil national de politique industrielle qui réunirait, une fois par an, tous ceux qui doivent rendre cohérente l'action du développement de l'industrie* [6 novembre 1969] (p. 3448, 3449) ; AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur spécial suppléant : Sauvegarde du patrimoine architectural ; nécessité d'établir un fichier qui comporterait le classement des monuments ; réforme administrative ; transfert de la maîtrise de l'ouvrage à la personne physique ou morale intéressée ; situation des collectivités locales ; problème des architectes ; nécessité d'établir un fichier des travaux urgents et un programme pour les entreprises qui travaillent avec les monuments historiques ; situation des musées de province ; permission donnée aux héritiers de s'acquitter de leurs droits de succession en nature ; problème des théâtres nationaux ; cas du théâtre privé ; théâtres lyriques nationaux ; ses observations sur la salle Favart ; maisons de la culture ; fossé entre les animateurs et une petite partie de la population ; gestion financière des maisons de la culture ; statut de ces maisons ; problèmes du cinéma ; production des films ; distribution des films ; avenir de la diffusion par relais hertziens ; aide de l'Etat ; rapports entre l'O.R.T.F. et le cinéma ; monopole dont bénéficie l'O.R.T.F. pour la fabrication de ses films* [20 novembre 1969] (p. 4048, 4049).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Succès du plan de redressement ; ses observations sur le désordre monétaire international ; pression inflationniste externe ; marché de l'eurodollar ; ses observations sur les droits de tirages spéciaux ; établissement de changes flottants ; ses observations sur les solutions possibles ; création d'un étalon « grandes monnaies »* [14 mai 1970] (p. 1707, 1708).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial : Evolution des crédits de structure ; indemnité viagère de départ ; action des S.A.F.E.R. et du remembrement* [6 novembre 1970] (p. 5260) ; *création d'un système de prime au remembrement en cas d'entente amiable entre les intéressés ; institution du bail rural à long terme ; groupements fonciers agricoles ; sociétés agricoles d'investissement foncier ; leur financement ; réforme du crédit agricole ; transformation du crédit agricole en banque du milieu rural ; problème de l'environnement* (p. 5261) ; *pourcentages de réalisation du V^e Plan ; formation des hommes* (p. 5261) ; *enseignement*

agricole ; problème des groupements de producteurs ; situation des industries de produits alimentaires ; insuffisance des concentrations ; nécessité d'aider les industries alimentaires destinées à pénétrer les marchés étrangers (p. 5262) ; Titre VI : *Ses observations sur l'amendement de M. Duhamel* [7 novembre 1970] (p. 5388) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial : Dépenses civiles d'équipement ; taux de croissance des équipements collectifs ruraux ; électrification rurale* [15 novembre 1971] (p. 5697) ; *difficultés rencontrées par la Commission des finances pour exercer son contrôle ; création de l'office national des forêts ; enseignement agricole ; crédit agricole ; rôle d'Unicrédit ; sauvegarde de l'exploitation familiale* (p. 5698) ; *ses observations sur le coefficient de rapport entre l'enseignement secondaire général et l'enseignement secondaire agricole* (p. 5793).

PONS (Bernard)

Député du Lot
(2e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972 (p. 7011).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture et du Développement rural (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture et du Développement rural (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Equilibre financier du régime général ; causes du déficit ; coût de la médecine moderne ; augmentation du ticket modérateur ; éviction des médecins des conseils d'administration des caisses ; coût dû à l'alcoolisme* [22 juillet 1968] (p. 2422, 2423) ; Ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à remplacer les alinéas 2 et 3 de l'article 4 par de nouvelles dispositions (composition du conseil)* (p. 2433) ; *son amendement tendant à remplacer les trois premiers alinéas de l'article 6 par de nouvelles dispositions (administration de la caisse régionale d'assurance maladie)* (p. 2434) ; *son amendement tendant à remplacer les trois premiers alinéas de l'article 9 par de nouvelles dispositions (administration de la caisse primaire d'assurance maladie)* (p. 2434) ; Ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967 portant modification de divers textes relatifs à la pharmacie, aux prestations et à certains accidents du travail et maladies profession-

nelles. *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 13 (participation de l'assuré aux tarifs servant de base au calcul des prestations prévues à l'article L 283)* (p. 2444).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1925 relative à la réparation des dégâts causés aux cultures par les sangliers dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle : *Ses observations sur la loi du 29 juillet 1925 ; conditions de l'exercice du droit de chasse dans les trois départements de l'Est ; loi locale du 7 février 1881 ; problème de la réparation des dégâts ; rôle du syndicat général des chasseurs ; impossibilité de traiter différemment les propriétaires réservataires du droit de chasse et les locataires du droit de chasse : obligation, pour les réservataires, de verser leur cotisation ; suppression de la référence aux cahiers des charges* [14 octobre 1969] (p. 2640, 2641) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes de la chasse et de la pêche ; rôle des associations communales de chasse ; droit d'affût ; indemnité des dégâts causés aux cultures par les gros gibiers ; cas des trois cantons de la Haute-Marne ; pollution des eaux superficielles ; création de chasses pilotes et de parcours de pêche pilotes ; situation des producteurs de gemme ; défense forestière du département des Landes contre les incendies ; reconversion des forêts productrices de bois ; problème du bois de trituration ; aide aux producteurs primaires ; organisation professionnelle ; objectifs de la politique forestière nationale ; investissement forestier ; taxe sur le défrichement ; cas de la forêt d'Arc-en-Barois ; affectation des forêts domaniales ; commercialisation des produits forestiers offerts sur le marché par l'Office national des forêts ; enseignement agricole ; crédits d'investissement en matière d'enseignement agricole ; liaison entre la formation technique et professionnelle et l'enseignement général ; carte scolaire ; normes de construction ; recrutement des enseignants* [19 novembre 1969] (p. 4020 à 4023) ; *enseignement agricole privé ; collèges agricoles ; dossiers de demandes de bourses ; attribution de bourses* (p. 4023, 4024) ;

— du projet de loi instituant un régime d'allocations familiales des exploitants agricoles dans les départements d'outre-mer et modifiant les chapitres III-2 et IV-1 du titre II du Livre VII du Code rural : *Conditions d'affiliation ; taux des prestations ; régime des cotisations ; contribution du budget de l'Etat* [27 novembre 1969] (p. 4408) ; Art. 1142-15 du Code rural : *Ses observations sur l'amendement de M. Fontaine* (p. 4409) ;

— du projet de loi portant modification des diverses dispositions du Code rural en vue de l'unification des procédures de recouvrement des cotisations des régimes de protection sociale agricole : *Fonctionnement des organismes de mutualité sociale agricole ; ses observations sur les procédés de recouvrement ; substitution possible du Ministère de l'Agriculture en cas de carence de l'organisme* [27 novembre 1969] (p. 4412, 4413) ; Art. 1er et 2 : *Ses observations sur les amendements de M. Gissinger* (p. 4413) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (conditions du droit à l'appellation d'origine)* [9 décembre 1969] (p. 4727) ; *vins d'appellation contrôlée ; vins délimités de qualité supérieure ; problème des vins chaptalisés ; limite du déclassement* (p. 4728) ; *son amendement tendant après l'article 10 à insérer un nouvel article : « 1. — La Cour d'appel de Bastia est ajoutée à l'énumération des cours d'appel figurant au premier alinéa de l'article 420 du Code général des impôts. 2. — Les articles 419, 422 et 427 du même Code, à l'exclusion des dispositions relatives à la taxe sur le sucre utilisé pour le sucrage de la vendange, sont applicables dans le département de la Corse »* (p. 4729) ; *liste des départements où le sucrage est interdit ; suppression de la chaptalisation en Corse* (p. 4729, 4730) ; Après l'Art. 22 : *Indemnisation des dégâts causés aux récoltes par les sangliers et les grands gibiers ; problème du droit d'affût* (p 4739) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Borocco et plusieurs de ses collègues relative au statut des vins d'Alsace : *Rôle de l'I.N.A.O. ; création d'un comité régional d'experts ; statut des vins ; composition du comité d'experts* [18 décembre 1969] (p. 5053) ; Art.

unique : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa de cet article : « L'appellation d'origine contrôlée « Vin d'Alsace » ou « Alsace »* (p. 5054) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5054) ; *son amendement tendant à remplacer à la fin du troisième alinéa de l'article unique, les mots : « de l'ordonnance susvisée », par les mots : « ci-après »* (p. 5054) ; *son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article* (p. 5055) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (rôle du comité régional d'experts pour modifier le statut des vins d'Alsace »* (p. 5055).

Répond à la question d'actualité de M. Roucaute relative à l'entrée du vin dans le Marché commun [24 avril 1970] (p. 1289).

Répond à la question d'actualité de M. Bayou relative aux importations de vin d'Afrique du Nord [24 avril 1970] (p. 1291).

Répond à la question d'actualité de M. Dassié relative à la sauvegarde du milieu naturel [19 juin 1970] (p. 2875, 2876).

Répond à la question d'actualité de M. Lagorce relative aux orages de grêle en Gironde [19 juin 1970] (p. 2880).

Répond à la question d'actualité de M. Fontaine relative au prix du sucre [19 juin 1970] (p. 2882).

Répond à la question orale sans débat de M. de Poulpiquet relative à la protection du gibier et des poissons [19 juin 1970] (p. 2887, 2888).

Répond à la question d'actualité de M. Durieux relative au cours des œufs [26 juin 1970] (p. 3174).

Répond à la question d'actualité de M. Liogier relative à l'écoulement des pêches et des cerises [26 juin 1970] (p. 3178, 3179).

Prend part à la discussion :

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles : *Concertation entre le Gouvernement et le Parlement ; problème de l'I.V.D. ; ses observations sur la proposition du groupe communiste ; baux à long terme ; droit de chasse ; exercice du droit de reprise ; problème des prix ; groupements fonciers agricoles ; sociétés agricoles d'investissement foncier ; ses observations sur le fait que les capitaux quittent l'agriculture ; baux à long terme entre les propriétaires individuels et les fermiers ; I.V.D. pour le fermier ; prêts à long terme pour l'accession à la propriété ; nature des clauses relatives au prix du bail et à l'indemnité au preneur sortant ; aspect économique et politique des projets de loi ; exploitation familiale ; aspect politique ; importance de la stabilité et de la sécurité ; problème du renouvellement automatique ; mobilité et liquidité des parts des groupements fonciers agricoles ; ses observations sur les prêts du crédit agricole ; avantages du F.A.S.A.S.A. ; options du VIe Plan ; ses observations sur l'I.V.D. pour les fermiers ; statut du personnel du C.N.A.S.E.A. ; revenu agricole ; crédits de remembrement ; action du F.A.S.A.S.A. ; statut du fermage ; rôle des S.A.F.E.R. ; nantissement des parts des groupements fonciers agricoles* [26 juin 1970] (p. 3193 à 3196) ; en deuxième lecture, PROJET DE LOI RELATIF AU BAIL RURAL A LONG TERME, Art. additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « Dans l'article 845-1, premier alinéa du Code rural, il est substitué aux termes : « au tiers de la surface minimum d'installation définie en application de l'article 188-3 », les termes : « à la surface minimum susceptible d'ouvrir droit au complément de retraite visé à l'article 27 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole »* [11 décembre 1970] (p. 6486) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6486) ; en deuxième lecture, PROJET DE LOI RELATIF AUX GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES : *Ses observations sur la discussion de ce texte* [11 décembre 1970] (p. 6486) ; *situation du gérant statutaire ; ses observations sur les avantages fiscaux ; encouragement donné aux baux à long terme ; maintien de l'exploitation directe* (p. 6515, 6516) ; Art. 2 : *Limites de surface des groupements fonciers agricoles* (p. 6516) ; Art. 3 : *Matérialisation des droits des sociétés* (p. 6517) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « constitué entre membres de la même famille jusqu'au quatrième degré inclus ou*

par un propriétaire exploitant lesdits biens » (p. 6517) ; *problème de l'exclusion du droit de préemption des S.A.F.E.R. pour les apports à un groupement foncier agricole* (p. 6517) ; Art. 4 : *ses observations sur l'amendement de M. Beylot* (p. 6517) ; Art. 5 : *Problème des apports en numéraire ; exploitation directe par les groupements constitués entre membres d'une même famille* (p. 6518) ; *statut du fermage* (p. 6519) ; *maintien des fermiers lorsque le groupement foncier agricole a regroupé des exploitations indépendantes antérieurement louées* (p. 6520) ; *statut du gérant* (p. 6521) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur l'obligation de désigner l'associé exploitant comme gérant statutaire lorsque le groupement foncier agricole procède à la mise en valeur directe des biens* [19 décembre 1970] (p. 6719).

Répond à la question orale sans débat de M. Lainé relative à la politique en faveur des paysans-ouvriers [16 octobre 1970] (p. 4377, 4378).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes de l'enseignement agricole ; crédits d'investissement* [7 novembre 1970] (p. 5381) ; *établissement de la carte scolaire de l'enseignement public et privé agricole ; déblocage d'une partie des crédits inscrits au F.A.C. ; dépenses de fonctionnement de l'enseignement agricole ; distribution des bourses dans l'enseignement privé ; maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation ; question du baccalauréat D' ; problème de l'enseignement vétérinaire ; reconstruction de l'école nationale vétérinaire de Lyon ; problème de l'école nationale d'ingénieurs des travaux horticoles d'Angers ; problème de l'attribution d'une prime de recherche aux enseignants des écoles nationales des ingénieurs de travaux des industries alimentaires ; école nalionale des ingénieurs des techniques et des industries agricoles et atimentaires de Nantes ; indemnité viagère de départ* (p. 3582) ; *situation des veuves d'exploitants ; octroi de l'indemnité viagère de départ aux exploitants des zones de montagne ; assiette des cotisations sociales agricoles ; revenu cadastral ; répartition des cotisations sociales agricoles ; étude des différents systèmes de substitut du revenu cadastral ; question de savoir si la valeur vénale des fonds peut constituer une base convenable en matière de cotisation ; ses observations sur le bénéfice agricole moyen théorique ; problème de la fixation dans le cadre de chaque région foncière retenue par l'administration fiscale d'un coefficient de conversion tiré du bénéfice réel des exploitations ; question du système dit de la superficie et de la nature des cultures* (p. 5383) ; *rôle du comité de gestion du budget annexe des prestations sociales agricoles dans la répartition annuelle des cotisations cadastrales ; problème de l'écrêtement du revenu cadastral pour la détermination des cotisations individuelles ; nombre des cotisants des divers régimes sociaux agricoles ; problème des accidents du travail dont sont victimes les salariés agricoles ; assouplissement des conditions d'attribution des pensions d'invalidité aux exploitants agricoles* (p. 5384) ; *accroissement des dépenses de l'Amexa ; réduction des cotisations des veuves qui ont des enfants à charge et un revenu inférieur à un certain ptafond ; retraite de base des personnes âgées ; allocation supplémentaire du fonds national de solidarité ; problème de la transformation de l'allocation de la retraite ; mutualité agricole ; renforcement des moyens de l'inspection des lois sociales en agriculture ; création d'une direction des affaires sociales au Ministère de l'Agriculture ; problème de la suppression des abattemenls de zones* (p. 5385) ; *déficit de la balance de produits tigneux ou à base de bois ; rôle de l'Office national des forêls ; octroi de prêts aux scieries ; détaxe des carburants au pofit des bûcherons ; protection de la forêt landaise ; participation du fonds forestier national à la défense contre l'incendie ; exemple du Var ; rôle de l'O.R.T.F. dans la défense des forêts ; sécurité des lignes de haute tension qui franchissent les forêts* (p. 5386) ; *crédits réservés aux lacs collinaires ; coopération entre les forestiers et les corps de défense contre l'incendie ; amélioration du débroussaillement ; crédits de défense contre l'incendie en Corse ; reconstitution des zones détruites* (p. 5387) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières : *Nécessité de remédier au morcellement de la forêt ; intensification du reboisement des terrains privés ; groupement de collectivités locales pour la gestion des forêts ; question des études préalables pour la création de syndicats intercommunaux de gestion forestière ; rôle du groupement syndical fores-*

tier [26 novembre 1970] (p. 5957) ; *ses règles de création et de fonctionnement ; reboisement des terrains privés ; ses observations sur les périmètres d'action forestière ; règles régissant les terrains susceptibles d'être boisés au sein d'unités de dimensions convenables* (p. 5958) ; *application de la loi de 1964 ; rôle des centres régionaux de la propriété forestière ; ses observations sur les périmètres d'action forestière ; rôle de la forêt française ; respect de la liberté des communes ; prise en charge par l'Etat des frais d'études ; règles de constitution des syndicats intercommunaux de gestion forestière ; ses observations sur l'école de Nancy ; ses observations sur les conventions passées par les communes avec l'Office national des forêts* (p. 5962) ; Avant le chapitre 1er : *Autonomie des collectivités locales* (p. 5963) ; Art. 3 : *Prise en charge par l'Etat des frais d'aménagement qui entrent dans le cadre de l'étude préparatoire* (p. 5964) ; Art. 4 : *Substitution du syndicat aux communes pour les actes de gestion forestière* (p. 5965) ; Art. 6 : *Ses observations sur les bois et forêts appartenant aux communes* (p. 5965, 5966) ; Art. 7 : *Réalisation des équipements collectifs d'utilité publique* (p. 5966) ; Art. 17 : *Participation de l'Etat aux frais de gestion des forêts communales ; produit de la taxe de défrichement* (p. 5968) ; Art. 18 : *Son sous-amendement tendant au début du texte proposé par l'amendement de M. Cointat à supprimer les mots : « dans ce cas »* (p. 5969) ; *extension des groupements* (p. 5969) ; Après l'Art. 24 : *Ses observations sur les groupements forestiers de reboisement constitués par des petits propriétaires* (p. 5971) ; *nécessité de favoriser les différentes formules d'association volontaire des propriétaires forestiers* (p. 5972) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (dépôt par le Gouvernement d'un projet favorisant la constitution de sociétés d'investissement forestier)* (p. 5973) ; *ses observations sur son amendement ; inaliénabilité des forêts appartenant à l'Etat ; ses observations sur l'Office des forêts ; mise en place de sociétés d'investissement forestier* (p. 5973, 5974) ; Art. 25 : *Son sous-amendement tendant à la fin du texte proposé par l'amendement de M. Cointat à substituer aux mots : « limités et réglementés » les mots « interdits ou réglementés »* (p. 5974, 5975) ; *ses observations sur les paroles de M. Regaudie* (p. 5975, 5976) ; Art. 26 : *Prime donnée aux groupements forestiers qui se constitueront à l'intérieur des périmètres d'action forestière* (p. 5977) ; *problème de l'aménagement foncier* (p. 5978) ; *taxe sur les défrichements* (p. 5979) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des essences forestières : *Amélioration de la productivité de la forêt ; ses observations sur les essences forestières ; objet du projet de loi* [26 novembre 1970] (p. 5980) ; Art. 1er : *Champ d'application de la loi : ses observations sur les matériels forestiers de reproduction* (p. 5981) ; *définition de la commercialisation* (p. 5981).

Répond à la question d'actualité de M. Brugnon relative aux accidents du travail des salariés agricoles [27 novembre 1970] (p. 6020).

Répond à la question d'actualité de M. Bertrand Denis relative au cours des porcs [11 décembre 1970] (p. 6494).

Répond à la question d'actualité de M. Ducray relative à l'installation d'une raffinerie dans le vignoble beaujolais [11 décembre 1970] (p. 6495, 6496).

Répond à la question d'actualité de M. de Poulpiquet relative au prix à la production du lait et du porc [11 décembre 1970] (p. 6497).

Répond à la question orale sans débat de M. Bayou relative aux importations de vins de pays tiers ou associés [11 décembre 1970] (p. 6503, 6504).

Répond à la question d'actualité de M. Maujoüan du Gasset relative aux droits de plantation viticole [18 décembre 1970] (p. 6658).

Répond à la question d'actualité de M. Bertrand Denis relative au cours des bovins [18 décembre 1970] (p. 6658).

Répond à la question d'actualité de M. Madrelle relative au prix du vin distillé [12 mai 1971] (p. 1814).

Répond à la question d'actualité de M. de Montesquiou relative aux sinistrés du Gers [28 mai 1971] (p. 2189, 2190).

Répond à la question d'actualité de M. Laudrin relative au prix du lait [28 mai 1971] (p. 2191, 2192).

Répond à la question d'actualité de M. Bourdellès relative à l'indemnité viagère de départ [15 octobre 1971] (p. 4619).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème des calamités agricoles ; retard en ce qui concerne les expertises* [16 novembre 1971] (p. 5746) ; *problème des calamités agricoles ; raccourcissement des délais d'indemnisation* (p. 5751) ; *répartition des cotisations sociales dans le projet de B.A.P.S.A.* (p. 5767) ; *participation des agriculteurs au financement de leurs charges sociales ; prévisions des dépenses de l'A.M.E.X.A. ; charges du B.A.P.S.A.* (p. 5790) ; *cotisations en ce qui concerne la vieillesse ; problème des départements d'outre-mer ; fonds national de solidarité ; situation des retraités agricoles ; problème des cotisations payées par les petits et moyens exploitants ; principe de la progressivité ; conditions de reconnaissance de l'invalidité au profit des exploitants agricoles ; cas des retraités non soumis à l'impôt sur le revenu ; application de l'article 1106 du Code rural aux bailleurs à métayage ; allocation de la mère au foyer* (p. 5791) ; *problème des ouvriers paysans ; ses observations sur la loi du 10 juillet 1964 ; indemnisations versées par le fonds national de garantie contre les calamités agricoles ; assurance contre la grêle ; interventions de la section viticole du Fonds national de garantie contre les calamités agricoles ; rôle des caisses de mutualité agricole ; défense de la forêt méditerranéenne contre l'incendie* (p. 5792) ; *amélioration de la subéraie ; enseignement agricole* (p. 5793) ; *adaptation des filières de formation à l'entrée des jeunes dans la vie active ; brevets d'enseignement professionnel agricole ; reconstruction de l'école nationale vétérinaire de Lyon ; école nationale d'ingénieurs des travaux des industries agricoles et alimentaires ; école nationale des ingénieurs des travaux agricoles ; enseignement vétérinaire ; carte scolaire* (p. 5793) ; *crédits affectés à l'enseignement public et à l'enseignement privé ; problème des bourses ; enseignement supérieur* (p. 5794) ;

— du projet de loi instituant des comités d'entreprise dans les exploitations agricoles : *Ses observations sur l'ordonnance du 22 novembre 1945 ; champ d'application de la législation ; cas des établissements occupant plus de 50 salariés* [23 novembre 1971] (p. 6045) ; *conséquence d'un licenciement* (p. 6046) ; Art. 1er et 2 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 6046) ;

— du projet de loi tendant à compléter certaines dispositions du Livre VII du Code rural : *Régime social des travailleurs handicapés employés en agriculture* [23 novembre 1971] (p. 6047) ; *ses observations sur les cotisations et les prestations ; exemples des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle* (p. 6048) ; Art. 1er : *Son amendement relatif à l'assiette des cotisations de vieillesse* (p. 6048) ; Art. 2 : *Son amendement* (p. 6049) ; *retrait de celui-ci* (p. 6049) ; en deuxième lecture, du projet de loi tendant à compléter certaines dispositions du Livre VII du Code rural relatives notamment aux travailleurs handicapés relevant du travail protégé : *Ses observations sur ce texte* [18 décembre 1971] (p. 6973).

Répond à la question orale sans débat de M. Carpentier relative à l'enseignement agricole public [26 novembre 1971] (p. 6164, 6165).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la durée maximale du travail : *Notion de durée maximale du travail en agriculture* [30 novembre 1971] (p. 6212) ; *durée normale du travail dans les organismes professionnels agricoles* (p. 6213) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Nilès* (p. 6215).

Répond à la question d'actualité de M. Brugnon relative au rapport sur l'affaire de La Villette [17 décembre 1971] (p. 6919).

Répond à la question d'actualité de M. Brocard relative au revenu agricole [17 décembre 1971] (p. 6922).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde : *Associations foncières pastorales ; leur fonctionnement ; ses observations sur les groupements pastoraux ; publication des décrets ; rôle du préfet* [18 décembre 1971] (p. 6972).

Répond à la question d'actualité de M. Barrot relative au prix du vin [28 avril 1972] (p. 1196, 1197).

Répond à la question d'actualité de M. Ducray relative au personnel de l'Institut national des appellations d'origine [28 avril 1972] (p. 1200, 1201).

Répond à la question d'actualité de M. Pierre Cornet relative à la récolte des pêches [21 juin 1972] (p. 2698).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles : *Objectif d'assurer aux salariés agricoles la parité sociale avec les salariés des autres secteurs d'activité ; objectifs fondamentaux du projet : l'obligation d'assurance, la parité des prestations avec le régime générale de sécurité sociale, la mise en place d'une politique de prévention, la réinsertion sociale des victimes* [28 juin 1972] (p. 2900) ; *détermination des taux d'indemnité permanente ; alignement sur les prestations servies par le régime général de sécurité sociale ; rapprochement de l'assiette des cotisations assurances sociales et accidents du travail ; organisation du contentieux ; financement du nouveau régime de réparation ; revalorisation des rentes* (p. 2901) ; *couverture des travailleurs occasionnels ; indemnisation des organismes d'assurance, de leurs agents et courtiers ; reclassement de leur personnel ; incitation à l'assurance contre la grêle* (p. 2902, 2903) ; *ses observations sur le rapport de la Cour des comptes ; hommage rendu au travail de la mutualité sociale agricole* (p. 2917) ; *nombre des salariés agricoles ; situation des assureurs* (p. 2918) ; Avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement aux amendements de M. Gissinger et de M. Peyret tendant, à la fin du premier alinéa du texte proposé par ces amendements, à supprimer les mots : « qui devra intervenir au plus tard le 1er octobre 1977 »* (p. 2918) ; *souhait d'un régime unique de protection sociale pour tous les Français* (p. 2919) ; Art. 1er : *Situation des travailleurs occasionnels* (p. 2920) ; Art. 1144 du Code rural : *Son amendement relatif aux apprentis* (p. 2921) ; Art. 1149 du Code : *Son amendement concernant le cas de rechute ou d'aggravation de l'incapacité de travail* (p. 2922) ; Art. 1150 du Code : *Caractère de la faute inexcusable de l'employeur* (p. 2923) ; Art. 1154 du Code : *Gestion du régime ; assiette des cotisations* (p. 2926) ; Art. 1160 du Code : *Fixation des cotisations de gestion* (p. 2930) ; Art. 1161 du Code : *Son amendement concernant les délais de prescription* (p. 2930) ; Art. 1163 du Code : *Délai prévu pour la déclaration de l'accident par l'employeur* (p. 2931) ; Art. 1165 du Code : *Détermination des agents assermentés* (p. 2932) ; Après l'Art. 1165 du Code : *Son amendement (application des dispositions de l'article L 477 du Code de la sécurité sociale)* (p. 2932) ; Art. 1169 du Code : *Son amendement (prévention contre les accidents du travail et les maladies professionnelles)* (p. 2933) ; *ses observations* (p. 2934) ; Art. 1171 du Code : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2939) ; Art. 1172 du Code : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2940) ; Art. 1234-25 : *Son amendement (compétence des juridictions de droit commun)* (p. 2942) ; *attribution et calcul des rentes* (p. 2943) ; Avant l'Art. 1045 : *Son amendement (taux des cotisations forfaitaires pour certaines catégories de travailleurs occasionnels)* (p. 2943) ; Art. 15 : *Son amendement (indemnités allouées aux sociétés d'assurances en raison du préjudice résultant de l'application de la présente loi)* (p. 2948) ; *son amendement relatif à l'imposition des indemnités* (p. 2948, 2949) ; Art. 16 : *Taux des cotisations* (p. 2950) ; Après l'Art. 16 : *Réforme du contentieux des régimes de sécurité sociale* (p. 2950) ; Art. 17 : *Son amendement concernant les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle* (p. 2951) ; Après l'Art. 17 : *Son amendement précisant le champ d'application de la présente loi* (p. 2952) ; en deuxième lecture : *Texte comblant une lacune importante du régime de protection sociale des salariés de l'agriculture ; éléments fondamentaux du projet : obligation d'assurance, gestion du régime par la mutualité sociale agricole, parité des prestations avec celles du régime général de sécurité sociale, mise en place d'une politique efficace de prévention et réinsertion sociale des victimes ; amendements du Sénat : extension du bénéfice du régime nouveau aux employés de maison au service d'un exploitant agricole lorsqu'ils exercent habituellement leur activité sur les lieux mêmes de l'exploitation ; cotisations versées aux seules caisses de mutualité sociale agricole* [12 octobre 1972] (p. 4118).

En qualité de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture et du Développement rural :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi validée et modifiée du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole :

L'extension du champ d'application de la loi de 1943 [2 octobre 1972] (p. 3842) ; *la protection de la santé publique ; l'insuffisance actuelle du contrôle de l'efficacité ; la lutte contre la pollution* (p. 3843) ; Après l'Art. 1er de la loi de 1943 : *Son amendement (l'interdiction d'importer ces produits lorsqu'ils sont conditionnés pour la vente au détail, sauf homologation)* (p. 3845) ; *son adoption* (p. 3846) ; Après l'Art. 2 de la loi précitée : *Son amendement (l'homologation après examen)* ; *adoption* (p. 3847) ; *son amendement (autorisation provisoire de vente ou d'importation) ; adoption* (p. 3847) ; *ses observations sur la proposition de loi de MM. Bertrand Denis et Bizet (non-nécessité d'imposer le critère de la biodégradabilité dans tous les cas) ; son amendement (les mentions obligatoires sur les emballages ou étiquettes)* (p. 3847) ; *son adoption* (p. 3848) ; Après l'Art. 2 de la loi : *Son amendement à l'article 12 de la loi (contrôle à l'importation dans les conditions prévues par le Code des douanes) ; adoption* (p. 3848) ; Après l'Art. 12 de la loi précitée : *Son amendement concernant les modalités d'application de la présente loi ; adoption* (p. 3848) ; Art. 2 du projet de loi : *Amendement de forme ; adoption* (p. 3848) ; Art. 3 : *Son amendement (délais pour l'entrée en vigueur) ; son adoption* (p. 3849) ; en deuxième lecture : *Délai d'application de la loi ; possibilité du retrait de l'homologation ; cas où il n'y a pas de délit* [30 novembre 1972] (p. 5769) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection : *L'attribution de pouvoirs aux fonctionnaires et agents de la direction des services vétérinaires, chargée d'assurer la protection sanitaire du cheptel ; la constatation des infractions pendant le transport, la mise en vente et l'abattage des animaux* [2 octobre 1972] (p. 3849) ; *la brucellose ; les méthodes d'abattage* (p. 3850) ; *les crédits destinés à l'enseignement agricole et aux écoles vétérinaires* (p. 3851) ; *la protection des animaux de compagnie* (p. 3851) ;

— du projet de loi portant abrogation de la loi du 15 juillet 1921 prohibant les importations de plants et boutures de vigne : *Application de la directive du conseil des ministres de la Communauté du 9 avril 1968 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne ; réglementation rigoureuse de notre pays ; possibilités de restrictions à la commercialisation pour les Etats membres ; protection à l'égard des pays tiers* [12 octobre 1972] (p. 4114) ; *sa réponse à M. Bayou : vices et vertus de la politique communautaire européenne en matière agricole ; contrôle du service des fraudes permettant d'éliminer du marché les plants de qualité inférieure ; constante sollicitude du Gouvernement pour la viticulture méridionale* (p. 4116) ; Avant l'Art. unique : *Ses observations contre l'amendement de M. Lafon aux dispositions de la directive de la C.E.E. ; risque de créer un précédent qu'invoqueraient nos partenaires* (p. 4117) ; *amendement anticommunautaire* (p. 4117).

Répond à la question d'actualité de M. Saint-Paul relative à l'importance de produits alimentaires américains [13 octobre 1972] (p. 4152, 4153).

Répond à la question orale sans débat de M. Lemaire relative au marché du bois [13 octobre 1972] (p. 4156, 4157).

Répond à la question d'actualité de M. Dronne relative à l'élevage des bovins [3 novembre 1972] (p. 4637, 4638).

Répond à la question d'actualité de M. Bertrand Denis relative aux prix agricoles [3 novembre 1972] (p. 4641).

Prend part à la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Rassure M. Le Theule à propos du lycée agricole de Rouillon ; ses observations à propos de l'enseignement agricole, de la carte scolaire, de l'enseignement technique et supérieur, des écoles vétérinaires ; effort sur l'enseignement supérieur agricole, agronomique et vétérinaire* [15 novembre 1972] (p. 5195) ; *ses observations à M. Rouxel sur la coopération du Ministère des Finances, à M. Claude Guichard et M. Rouxel sur la classification de leurs départements en zone de rénovation rurale à l'égard de la prime d'installation des jeunes* (p. 5196, 5197) ; *ses observations à M. Chazelle sur les quotas des prêts bonifiés et la suppression des droits de douane pour le bétail de boucherie* (p. 5198, 5199) ; *ses observations à M. Ducray sur l'enseignement agricole et la relation entre les enseignements agricoles privé et public ; rôle des maisons familiales* (p. 5200) ; *ses observations à M. Ihuel qui a mis en cause les services du Ministère de*

l'Economie et des Finances (p. 5203) ; *sa réponse sur la T.V.A. des collectivités locales ; lutte contre la brucellose ; la création de l'office de la viande* (p. 5204) ; *sa réponse à M. Ehm sur le problème de l'élevage et l'application de la législation sociale dans les départements d'outre-mer* (p. 5205) ; *étudiera les propositions de M. Lemaire pour les régions de moyenne montagne* (p. 5208) ; *ses observations à MM. Chaumont, Le Theule et Ehm sur l'enseignement agricole* (p. 5213) ; *ses observations à M. Stirn sur la coordination interministérielle* (p. 5219) ; *ses remerciements à M. Beylot pour son intervention sur l'évolution et l'avenir de l'agriculture ; adduction d'eau, électrification rurale ; impossibilité de faire la distinction entre les prêts qui seront accordés pour les plans de développement et les autres ; aides communautaires cumulables avec les aides nationales* (p. 5220, 5221) ; *groupe de travail pour la présentation du B.A.P.S.A. mettra à l'étude la modulation des dépenses complémentaires ou cotisations de fonctionnement ; fera étudier l'assouplissement des conditions d'attribution des pensions d'invalidité des exploitants agricoles pour les petits exploitants travaillant seuls et une appréciation plus satisfaisante du degré d'invalidité au profit de certaines catégories d'exploitants, particulièrement défavorisées* (p. 5225, 5226) ; *amélioration de la protection sociale des aides familiaux ; projet de loi transformant leur allocation de vieillesse en véritable retraite ; effort accompli sur le plan des cotisations en faveur des petits exploitants ; mise en place le 1er janvier 1973 du service de remplacement ; groupe de travail sur le problème des calamités agricoles ; délais d'indemnisation ; section viticole du fonds national de solidarité ; dégagement des ressources supplémentaires à son bénéfice si c'était nécessaire ; hommage aux communes forestières ; gestion de leur domaine boisé par l'Office national des forêts ; indemnité compensatrice versée par l'Etat pour couvrir l'établissement de l'intégralité des frais de gestion et de garderie ; comptabilités distinctes pour les forêts domaniales et les forêts communales* (p. 5226) ; *organisation administrative de la politique forestière ; assure M. Bertrand Denis qu'un effort en faveur des chevaux de trait sera poursuivi ; enseignement technique agricole ; maisons familiales ; son intention de maintenir l'enseignement agricole sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural ; établissements privés, ne sacrifiera pas le cycle court au profit du cycle long ; certificat d'aptitude pédagogique agricole ; certificat d'aptitude professionnelle agricole ; projet de convention permettant à l'union nationale des maisons familiales de s'adapter aux réformes de détail envisagées pour l'enseignement technique agricole ; ses réponses à M. Gaudin sur le contrôle pédagogique et administratif des établissements privés reconnus, à M. Bernard-Reymond sur le fonds d'assurance formation, à M. du Halgouët sur le centre de Kerguehennec et Malestroit* (p. 5227) ; *enseignement supérieur (école de formation des vétérinaires de Toulouse, Lyon, Maisons-Alfort, Nantes) ; dans l'attente de la carte scolaire aucun établissement nouveau ne sera mis en chantier à l'exception de celui de Guérande ; ses réponses à MM. Le Theule et Chaumont sur le lycée agricole du Mans, à M. Boutard sur les crédits de transfert du collège de Saint-Yrieix ; crédits de fonctionnement des établissements d'enseignement agricole publics ; subventions de fonctionnement à l'enseignement agricole privé reconnu ; bourses de l'enseignement privé ; ramassage scolaire ; budget de transition entre une période de réflexion et la mise en œuvre d'une politique résultant des conclusions de la carte scolaire* (p. 5228, 5229) ; Etat C, titre VI : *Ses observations contre l'amendement de M. Brugnon réduisant les crédits de paiement de ce titre à cause de l'imputation au budget de l'Institut national de la recherche agronomique d'une subvention qui est en réalité versée au Centre d'études et de recherches techniques des industries alimentaires de Lille* (p. 5238) ; *dotation et tâches de l'I.N.R.A. ; programme de recherches sur les plantes à protéines* (p. 5239) ; Après l'Art. 51 : *Ses observations à l'amendement de M. Bousseau tendant à insérer un nouvel article substituant au revenu cadastral le revenu brut d'exploitation pour la répartition des cotisations sociales agricoles entre les départements ; nécessité de procéder par étapes et avec prudence ; commission d'études sur ce problème ; demande le retrait de cet amendement* (p. 5240) ; *ses observations à l'amendement de M. Dumas insérant un nouvel article stipulant que le Gouvernement présentera au Parlement avant le 15 octobre 1973 un projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du 6 août 1943 relative au financement des centres régionaux de la propriété forestière ; déposera un projet de*

loi déterminant un véritable régime définitif dès l'achèvement du fichier cadastral forestier ; mesures pour améliorer les modalités du système actuel ; détermination par des procédures séparées du montant global des budgets des chambres d'agriculture, d'une part, et des centres régionaux de la propriété forestière, d'autre part ; demande le retrait de cet amendement (p. 5241) ; *son accord pour une consultation sur le régime futur et aussi les mesures transitoires* (p. 5242).

Répond à la question d'actualité de M. du Halgouët relative à l'expédition des pommes de terre de semence [17 novembre 1972] (p. 5381).

Répond à la question d'actualité de M. Carpentier relative à la fermeture d'une usine Lu-Brun [17 novembre 1972] (p. 5382).

Répond à la question orale sans débat de M. Moine relative à l'industrie de l'équarrissage [8 décembre 1972] (p. 6035, 6036).

Répond à la question orale sans débat de M. Habib-Deloncle relative à la vente du lait [8 décembre 1972] (p. 6036, 6037).

Répond à la question d'actualité de M. Cornette relative à l'organisation interprofessionnelle de la production de pommes de terre [15 décembre 1972] (p. 6259).

Répond à la question d'actualité de M. Henri Michel relative au personnel de l'Institut des vins [15 décembre 1972] (p. 6259).

Répond à la queslion orale sans débat de M. Boyer relative à l'indemnité de restructuration [15 décembre 1972] (p. 6274).

Répond à la question orale sans débat de M. Delorme relative à l'amnistie à la suite des événements d'Algérie [15 décembre 1972] (p. 6274, 6275).

POUDEVIGNE (Jean)

Député du Gard
(2e *circonscription*)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal [20 septembre 1969] (p. 2368) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 [15 décembre 1971] (p. 6809) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1973 [12 décembre 1972] (p. 6086) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orien-

lation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Sa proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête en vertu de l'article 139 du Règlement sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962, n° **33** [12 juillet 1968].

Retrait de cette proposition de résolution [24 septembre 1968].

Sa proposition de loi, relative à la suspension des délais en matière civile et commerciale, pour l'accomplissement d'actes et de formalités qui devaient être effectués par les personnes physiques ou morales ayant eu leur domicile ou leur siège en Algérie, n° **125** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962, créant une agence de défense des biens et intérêts des rapatriés, n° **127** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à assurer le règlement rapide et définitif de la dette russe, n° **219** [25 juillet 1968].

Sa proposition de résolution tendant à créer, en vertu du Règlement, une Commission de contrôle chargée d'examiner les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961, relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer, et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962, n° **261** [24 septembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 12 : Services financiers (Crédits du Ministère de l'Economie et des Finances. — II. - Services financiers), n° **359** [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots : « victimes de la déportation du travail », n° **373** [17 octobre 1968].

Sa proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques, n° **786** [19 septembre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 14 : Services financiers, n° **835** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à assurer la réparation des dommages causés aux Français spoliés outre-mer, n° **1191** [4 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971, (n° 1376) ; annexe n° 15 : Services financiers, n° **1395** [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à faciliter l'évolution des structures commerciales, n° **1509** [10 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier le quatrième alinéa de l'article 453 du Code pénal relatif aux courses de taureaux, n° **1802** [9 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 12 : Services financiers (Crédits du Ministère de l'Economie et des Finances. — II. - Services financiers), n° **2010** [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 32 de la loi du 15 juillet 1970, relative à l'indemnisation de certains Français spoliés, n° **2026** [21 octobre 1971].

Sa proposition de loi portant réforme des régimes d'allocation de vieillesse des travailleurs non salariés des professions non agricoles et de leur financement, n° **2249** [26 avril 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 20 : Services financiers, n° **2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 7 : *Retire l'amendement de M. Cazenave* [19 juillet 1968] (p. 2346) ; Art. 17 : *Modification des bases de l'impôt sur le revenu ; rendement de cet impôt ; modification des tranches* (p. 2355, 2356) ; Après l'Art. 21 : *Vote des budgets communaux et départementaux ; étalement des programmes militaires ; suspension des explosions nucléaires dans le Pacifique ; réduction de l'aide libre à l'Algérie* (p. 2372) ;

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Problème de la durée de l'amortissement ; investissements réalisés par les industries de pointe ; recherche scientifique et technique* [25 septembre 1968] (p. 2889) ;

— du projet de loi sur l'allégement de certaines charges fiscales des entreprises : *Attribution de la taxe sur les salaires ; situation des pays du Marché commun ; son désir de voir supprimer le prélèvement majoré sur les salaires* [26 septembre 1968] (p. 2917, 2918) ;

— sur la décision relative à sa demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de sa proposition de résolution et plusieurs de ses collègues, tendant à créer, en vertu de l'article 139 du Règlement, une commission de contrôle chargée d'examiner les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outremer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 : *Ses observations sur la création de cette commission ; mission de l'agence des biens ; retards dans le paiement des dommages ou indemnités aux rapatriés ; accords d'Evian ; nécessité de trouver une solution au problème des rapatriés et des spoliés* [17 octobre 1968] (p. 3356, 3357) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Caractère du budget ; rapport Nora ; diminution du prélèvement sur les salaires ; encouragement donné aux investissements ; ses observation sur la procédure budgétaire française : séparation des mesures nouvelles et des services votés ; rigidité des administrations ; développement des tâches, souvent improductives, nécessitant un personnel de plus en plus nombreux ; manque de coordination ; situation des entreprises privées ; gestion des entreprises nationalisées ; crédits d'équipement pour l'agriculture ; ses observations sur la « rationalité des choix budgétaires » ; objectifs du Ve Plan; évolution de la notion d'investissement ; ses observations sur la voirie et le commerce extérieur ; réduction des investissements publics ; augmentation de la fiscalité ; élargissement de l'impasse ; situation des personnes âgées ; cas des pensions de la Sécurité sociale ; désire savoir comment l'impasse sera financée ; nécessité de se défier des solutions monétaires* [22 octobre 1968] (p. 3443 à 3446) ; Art. 2 : *Réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; tranches de barème de l'impôt sur le revenu; ses observations sur le fait que plus de 70 % du produit de l'impôt sur le revenu sont prélevés sur les salariés* [23 octobre 1968] (p. 3494, 3495) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe 2 de cet article, à supprimer la partie de ce paragraphe depuis : « cotisations comprises entre 4.000 et 5.000 francs » jusqu'à : « cotisations supérieures à 14.000 francs plus 15 % »* (p. 3497) ; *situation des contribuables les moins favorisés* (p. 3497) ; Art. 7 : *Droits de succession ; caractère impopulaire des dispositions ; leurs caractères anti-économiques ; leur inéquitabilité ; Art. 7 allant à l'encontre de la politique du logement ; politique des structures ; incidences pratiques de cet article* [24 octobre 1968] (p. 3517) ; *son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3524) ; *ses observations sur le fait qu'en agriculture la rentabilité du capital est extrêmement faible* (p. 3524) ; Art. 18 : *Régime de la décote et de la franchise pour les agriculteurs ; critère de l'assujettissement à la mutualité sociale agricole ; situation des agriculteurs associés dans un groupement d'exploitation agricole en commun* (p. 3551) ; *ses observations sur les paroles de M. Chirac* (p. 3553) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Gestion des réseaux d'assainissement ; application de l'article 75 de la loi de finances pour 1966 ; cas des petites communes rurales* [14 novembre 1968] (p. 4426) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur spécial : Rôle du Ministère des Finances ; option pour l'informatique et la gestion électronique ; services extérieurs du Trésor ; établissement d'un répertoire magnétique complet des propriétés bâties ; Institut national de*

la statistique ; fusion des régies financières ; moyens immobiliers ; cours de formation professionnelle ; rôle économique de conception du Ministère des Finances ; ses observations sur les prix ; ses observations sur la campagne d'information « Achetez mieux, achetez plus ! » ; évolution de l'appareil commercial ; rôle de la Direction des relations économiques extérieures ; Centre national du commerce extérieur ; exposition d'Osaka [18 novembre 1968] (p. 4626 à 4628) en deuxième lecture : *Vote du groupe P.D.M.* [16 décembre 1968] (p. 5541).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative au règlement européen du marché des fruits et légumes [25 octobre 1968] (p. 3601, 3602, 3603).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative à la politique viticole [22 novembre 1968] (p. 4822, 4823, 4824).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 1er de cet article : « Les taux de la taxe sur la valeur ajoutée sont majorés proportionnellement et à due concurrence des pertes de recettes prévues par la présente loi »* [27 novembre 1968] (p. 4892) ; *aggravation de la fiscalité ; problème de l'institution d'impôts nouveaux* (p. 4893) ; Art. 5 : *Problème de la fiscalité locale* (p. 4902) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Problème de l'impasse ; désire savoir si les dépenses qui figurent dans le présent collectif n'auraient pas pu être prévues dans celui du mois de juillet ; sa question de savoir si la politique d'austérité engagée avec le budget de 1969 n'aurait pas pu être appliquée avec succès quelques mois plus tôt ; ses observations sur les problèmes politiques et économiques non résolus : l'aide sociale, l'agriculture et les entreprises nationales ; demande pour quelles raisons les annexes du rapport Nora n'ont pas été rendues publiques ; ses observations sur la notion même de loi de finances rectificative ; article 13 de la loi organique ; suppression de la taxe sur les salaires ; financement de l'impasse budgétaire ; charges de la dette publique augmentant plus que proportionnellement à l'impasse* [3 décembre 1968] (p. 5018 à 5020) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5022) ; *Gouvernement exigeant une taxe de 15 francs par hectolitre de la part des Français d'Algérie* (p. 5022) ; *Situation des producteurs algériens* (p. 5022) ; Art. 9 : *Cession gratuite des bibliobus ; extension de cette cession aux départements* (p. 5024) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Hauret et plusieurs de ses collègues tendant à la protection des aires de production des vins d'appellation d'origine contrôlée : ses explications de vote : *Prix indicatif du vin ; plafond d'intervention ; nécessité de rétablir la confiance en ne modifiant pas les règles du coupage* [10 décembre 1968] (p. 5271) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, Art. 3 : *Ses observations sur les centres privés non conventionnés* [16 décembre 1968] (p. 5555, 5556) ; Art. 8 : *Participation financière de l'Etat* (p. 5558) ; Art. 12 : *Son amendement tendant au deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots : « au financement des dépenses de fonctionnement des stages de formation et... »* (p. 5560) ; *rénumération des stagiaires* (p. 5560) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa de cet article* (p. 5562) ; *ses observations sur la discussion de cet article* (p. 5563) ; en seconde délibération, Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa de cet article* (p. 5564) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : *Réduction des dépenses ; gestion des entreprises nationales ; rationalisation des choix budgétaires ; charge budgétaire en France ; niveau des prix ; déficit de la balance commerciale ; notion des équilibres fondamentaux ; rapport Nora ; impôt général sur le revenu* [29 avril 1969] (p. 1126, 1127).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Obligation du Gouvernement d'informer ; rendement du travail parlementaire ; insertion du Conseil économique et social dans le mécanisme de l'élaboration des lois ; notion de décentralisation ; rapports entre le pouvoir central et les citoyens ; ses observations sur la dévaluation ; rétablissement*

des équilibres ; poursuite de l'expansion ; ses observations sur le plein emploi, l'amélioration du pouvoir d'achat et une meilleure répartition des revenus ; majoration des retraites ; allocation supplémentaire aux familles nombreuses ; relèvement du S.M.I.G. pour les contribuables âgés de plus de 70 ans ; pouvoir d'achat des agriculteurs ; encouragement à l'épargne ; possibilité de déduire partiellement l'épargne en capital et plus spécialement l'épargne populaire du montant des revenus imposables ; restrictions de crédit ; maintien des prix ; information du consommateur ; politique à moyen terme ; politique du secteur public ; réorientation des dépenses réalisées en transferts et en subventions ; développement des dépenses d'équipement, notamment de celles qui ont un caractère productif ; création d'un Institut de développement industriel ; crédits réservés à la formation professionnelle accélérée ; développement auprès des entreprises de l'information sur les caractéristiques des marchés étrangers ; politique française devant être ouverte sur l'Europe et sur la paix mondiale ; coopération monétaire ; structures de l'O.R.T.F. [16 septembre 1969] (p. 2266 à 2268).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, une question orale sans débat relative aux redevances communales dues aux agences financières de bassins [3 octobre 1969] (p. 2480, 2481, 2482).

Prend part à la discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outre-mer, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (cas des créanciers dont la situation pourrait être compromise par l'application à leurs débiteurs des dispositions prévues à l'article premier)* [8 octobre 1969] (p. 2544) ; *cas des créanciers dont la situation est compromise faute de pouvoir récupérer leurs créances sur des débiteurs protégés par le moratoire ; possibilité pour les tribunaux d'apprécier l'opportunité des mesures ; retrait de son amendement* (p. 2544) ; ses explications de vote : *Problème de l'indemnisation ; valeur morale du texte ; situation de ceux qui, restés en Algérie, ont également été spoliés ; rôle de l'agence de défense des biens et intérêts des rapatriés* [9 octobre 1969] (p. 2568, 2569).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives une question orale sans débat relative à la simplification des formalités administratives [17 octobre 1969] (p. 2741, 2742, 2743).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale avec débat relative au financement et au développement des installations téléphoniques et du télex [17 octobre 1969] (p. 2748 : *Sous-équipement téléphonique de la France ; rôle du téléphone dans la politique d'aménagement du territoire ; taux de rentabilité élevé des investissements dans les télécommunications ; sous-consommation téléphonique en France ; retard apporté à l'automatisation intégrale ; nécessité d'améliorer la gestion des services ; retour aux techniques internationales du « management » ; intention du Gouvernement de créer une société nationale pour le financement du téléphone* (p. 2749, à 2751).

Prend part à la discussion générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Caractère du budget ; budget étant le constat d'une situation ancienne ; augmentation des dépenses de fonctionnement ; dotations destinées aux rapatriés ; rapport de la commission Nora ; problèmes fiscaux ; cas des petits contribuables ; suppression de la taxe complémentaire pour les trois quarts des redevables ; simplification du régime de la taxe sur la valeur ajoutée ; fiscalité concernant la fusion des sociétés ; problèmes sociaux ; relèvement du plancher des revenus assurés aux personnes âgées ; cas des handicapés physiques ; importance des transferts sociaux ; implication du redressement économique ; détermination de l'ampleur des sacrifices et des efforts ; plafonnement du pouvoir d'achat ; sacrifice des investissements ; dépenses de caractère social ; crédits consacrés à la recherche ; développement des pays de l'Est et du Japon ; ses observations sur les projets Eldo et Esro ; ses observations sur le* Concorde ; *nécessité d'instituer une gestion communautaire des crédits de la recherche ; construction européenne ; fonds d'action conjoncturel ; blocage des crédits pour 1969 ; charges d'équipements collectifs des collectivités locales ; nécessité de doter la France d'un appareil industriel moderne ; institut de développe-*

ment industriel ; son vote sur le budget ; redressement de la balance commerciale [28 octobre 1969] (p. 2979 à 2982) ; *possibilité d'élaborer une autre politique que celle du Gouvernement* (p. 3020) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur sa question orale relative à l'avenir du centre atomique de Marcoule ; problème de l'adaptation des activités de caractère industriel du Commissariat à l'énergie atomique aux exigences de la concurrence et de la compétitivité ; zone industrielle de Lardoise à classer en zone privilégiée ; ses observations sur la ville de Bagnols-sur-Cèze* [6 novembre 1969] (p. 3466, 3467) ; ÉCONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur spécial : Progression des moyens de fonctionnement de l'appareil étatique ; création d'emplois ; effectifs de la direction de la comptabilité publique ; augmentation des recouvrements et des paiements ; implantation du réseau mécanographique ; modernisation des services du cadastre, de ceux de la douane, de la comptabilité publique et de la direction générale des impôts ; action des postes à l'étranger ; rôle de la direction générale du commerce intérieur et des prix ; ses observations sur la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises ; développement en France d'un véritable enseignement de la gestion ; problème des procédures administratives* [22 novembre 1969] (p. 4292 à 4294) ; Titre III : *Contrôle des dépenses engagées ; insuffisances en personnel de la direction de la comptabilité publique* (p. 4302) ; *retrait de l'amendement déposé avec M. Sabatier* (p. 4302) ; *limitation de la création de postes budgétaires à la direction générale des impôts ; retrait de cet amendement déposé avec M. Sabatier* (p. 4303) ; *création d'emplois à la direction du commerce intérieur et des prix ; problème de survie du petit commerce traditionnel* (p. 4303) ; Titre IV : *Contribution de la France aux frais de fonctionnement de la conférence internationale des contrôles d'assurances des Etats africains et malgache* (p. 5403) ; *retrait de l'amendement déposé avec M. Sabatier* (p. 4304) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Redressement de l'économie française ; rôle de la Commission mixte paritaire ; ses observations sur l'affectation d'un crédit au budget des charges communes ; secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ; dettes de l'Etat ; encadrement du crédit* [12 décembre 1969] (p. 4918).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à la valorisation des diplômes de la promotion sociale [12 décembre 1969] (p. 4896 et 4897).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, ses explications de vote : *Vote du groupe Progrès et démocratie moderne ; intérêt des enfants ; rôle de l'Etat ; cas de désaccord entre les époux* [16 avril 1970] (p. 1098).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Ses observations sur le malaise actuel ; situation de la France l'année dernière ; réussite de la première phase du plan de redressement ; situation de notre monnaie ; problème de l'emploi ; manque de main-d'œuvre qualifiée ; nécessité de bouleverser les structures ; ses observations sur les équipements collectifs et les équipements sociaux ; déblocage, en faveur du bâtiment, de 32.000 nouvelles primes ; compétitivité de notre industrie ; faiblesse de l'industrie française ; nécessité d'avoir des industries capables de résister aux assauts de la concurrence internationale ; son souhait que l'Europe ne se renferme pas dans un nationalisme économique ; aide à la recherche ; transposition industrielle des idées nouvelles; politique de contrats et de marchés publics ; vocation de l'Institut de développement industriel ; sélectivité de la relance ; ses observations sur les secteurs en difficulté ; desserrement du contrôle des prix ; orientation de l'épargne ; politique sélective du taux d'intérêt* [12 mai 1970] (p. 1623 à 1625).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 1er : *Règle du butoir ; ambiguïté de la notion même de fabrication ; difficulté de faire la distinction entre les produits alimentaires qui sont fabriqués par des industriels et ceux qui sont fabriqués par des agriculteurs ; cas de l'hôtellerie ; cas des coopératives d'utilisation de matériel agricole* [3 juin 1970] (p. 2205) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous

la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Principe de l'indemnisation ; ses observations sur la loi dite de moratoire ; suppression de l'article 40 relatif à la grille d'indemnisation ; ses observations sur l'article 41 : problème du Règlement ; mobilisation des créances par les rapatriés ; existence de la créance sur la totalité du patrimoine perdu en Algérie* [11 juin 1970] (p. 2501, 2502) ; Art. 39 : *Calcul des indemnités ; modalités du calcul pour les ménages mariés sous le régime de la communauté* [12 juin 1970] (p. 2604, 2605) ; Art. 46 : *Limitation de l'exercice du droit des créanciers des rapatriés aux indemnisations prévues par le projet de loi ; protection des créanciers des rapatriés contre toute action judiciaire introduite en France mais émanant d'outre-mer et qui aurait pour résultat de porter atteinte au patrimoine français des créanciers des rapatriés* (p. 2607) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi : « Projet de loi relatif à la contribution nationale portant avances sur les créances détenues par les nationaux français à l'encontre des Etats étrangers ou des bénéficiaires de la dépossession »* (p. 2615) ; *retrait de son amendement* (p. 2615) ; en deuxième lecture, Art. 11 : *Problème des indemnités d'expropriation* [29 juin 1970] (p. 3244) ; Art. 45 *bis* : *Ses observations sur le déroulement du débat* (p. 3264) ; Art. 46 : *Cas des personnes physiques ou morales privées des recours qu'elles auraient pu exercer sur les biens de leurs débiteurs étant donné que ces biens ont fait l'objet de mesures de dépossession ; retrait de ses amendements déposés avec M. Mario Bénard* (p. 3265, 3266).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la campagne viticole 1970-1971 [16 octobre 1970] (p. 4370, 4371).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Caractère du budget ; notion d'équilibre budgétaire ; diminution du taux des subventions ; situation des collectivités locales ; nécessité de refondre les « quatres vieilles » qui constituent la base de la fiscalité locale* [21 octobre 1970] (p. 4471) ; *récupération des subventions de l'Etat par la baisse de la T.V.A. perçue sur les travaux communaux ; utilité d'une fiscalité décentralisée ; état des finances publiques ; ses observations sur l'excédent prévisionnel ; fonds d'action conjoncturelle ; répartition des ressources et des dépenses budgétaires ; augmentation des dépenses de fonctionnement ; procédure des mesures acquises et des dépenses votées ; conséquence de la rationalisation des choix budgétaires ; attitude du citoyen français devant l'impôt ; exemple de la patente* (p. 4472) ; *proportion de l'impôt direct par rapport à l'impôt indirect ; ses observations sur les arguments avancés pour parer l'impôt direct des vertus de la justice ; recherche de la justice sociale ; taxe sur la valeur ajoutée ; rôle des transferts sociaux ; problème des investissements ; liberté du commerce et de l'industrie ; ses observations sur les rigidités qui pèsent sur les imputations d'immeubles et de fonds de commerce ; rigidité de notre système immobilier* (p. 4473) ; *problème de la neutralité du budget ; pôle d'attraction que constitue Paris ; dotation du F.I.A.T. ; protection de la nature ; lutte contre le bruit ; nécessité de réaliser un effort d'information et de vulgarisation* (p. 4474) ; première partie, Art. 2 : *Discussion du projet de réforme fiscale ; indexation du barème de l'impôt sur le revenu* [22 octobre 1970] (p. 4516) ; *déduction particulière pour les personnes âgées ; principe selon lequel à revenu égal doit correspondre une taxation égale ; distinctions faites entre les titulaires de revenus déclarés par les tiers et les membres des professions libérales ; situation des personnes âgées vivant de revenus ne provenant pas de rentes et de retraites* (p. 4517) ; Art. 6 : *Cas où le montant du chiffre d'affaires, pour certaines professions, dépasse 150.000 francs ; ses observations sur les professions libérales du secteur technique* (p. 4522) ; Art. 12 : *Ses observations sur l'accord passé entre les promoteurs qui ont fait construire et accédé à la propriété et l'Etat ; situation du marché immobilier* (p. 4528, 4529) ; *déductibilité des dépenses d'amélioration afférentes aux locaux d'habitation* (p. 4529) ; *ses observations sur le tableau où sont indiquées les équivalences budgétaires des déductions fiscales prévues au titre des revenus fonciers* (p. 4530) ; Art. 13 : *Assujettissement au taux le plus bas des produits de grande consommation et en particulier des produits alimentaires ; distinction faite entre les produits alimentaires solides et les produits alimentaires liquides ; ses observations sur le vin* (p. 4536) ; Art. 18 : *Lutte contre la fraude fiscale ; situation des contribuables âgés de plus de 75 ans* (p. 4542, 4543) ; Art. 26 : *Reconduction de certaines mesures temporaires prises par les gouvernements précédents en faveur des entreprises*

pour leur permettre de s'adapter aux conditions de la concurrence ; date limite de certaines dispositions ; ses observations sur les plus-values réalisées sur les parts sociales lors des fusions (p. 4549) ; Art. 37 : *Son vote sur cet article ; problème de la fraude fiscale* (p. 4580, 4581) ; deuxième partie, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur la loi de juillet 1970 relative à l'indemnisation des rapatriés* [9 novembre 1970] (p. 5445) ; *aspect positif de cette loi ; détermination de l'évaluation des biens indemnisables ; attitude du Gouvernement français vis-à-vis des Etats spoliateurs ; nécessité de créer un fonds national pour l'indemnisation ; mise en œuvre d'une pré-indemnisation* (p. 5446) ; ÉCONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur spécial : Importance de ce budget ; conséquence de l'introduction de l'électronique ; renforcement de la qualité du personnel* [17 novembre 1970] (p. 5660) ; *réalisation des programmes immobiliers ; ses observations sur la direction générale des impôts ; mécanisation en matière d'impôt sur le revenu ; direction de la comptabilité publique ; institut national de la statistique ; centre de formation professionnelle ; service de presse et d'information ; services extérieurs du Trésor ; suppression du service de la viticulture ; rôle de la direction générale des douanes* (p. 5661) ; *expansion économique de la France ; évolution de l'appareil de distribution en France ; direction nationale du commerce intérieur et des prix ; institut national de la statistique et des études économiques* (p. 5662) ; Titre IV : *Ses observations sur la conférence internationale des contrôles d'assurance des Etats africains et malgache* (p. 5669) ; *budget de cette conférence* (p. 5670) ; *subvention prévue en faveur des organisations de consommateurs ; action de l'institut national de la consommation* (p. 5670) ; ÉCONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES : *Indemnisation des rapatriés ; création d'un fonds spécial pour l'indemnisation* (p. 5722) ; Commission mixte paritaire : *Suspension du droit d'apport de parts sociales en vue de faciliter les fusions d'entreprises* [9 décembre 1970] (p. 6330).

Mise au point au sujet du vote de M. Commenay sur les scrutins n° 160 relatif à la fraude fiscale et n° 162 relatif au forfait applicable aux petites entreprises [17 novembre 1970] (p. 5708).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970 : *Objet du collectif ; augmentation des crédits inscrits dans le collectif par rapport aux mesures nouvelles ; problème de l'ajustement des évaluations ; rendement de la T.V.A. ; augmentation de l'impôt sur les sociétés ; rendement de l'impôt sur les personnes physiques ; problème de l'utilisation des crédits* [8 décembre 1970] (p. 6251) ; *exemple de l'industrie automobile ; desserrement du crédit ; commerce extérieur ; Agence nationale pour l'emploi ; efficacité du contrôle parlementaire ; fiscalité locale* (p. 6252) ; Art. 10 : *Assujettissement à la patente d'un certain nombre d'activités qui s'apparentent généralement au domaine bancaire ; cas des coopératives agricoles ; statut de ces coopératives ; leur régime fiscal* [9 décembre 1970] (p. 6346, 6347).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes agricoles [16 avril 1971] (p. 1186) : *Malaise viticole ; prix du vin ; stocks anormalement élevés dans le Midi ; conditions « d'anémie financière » dans lesquelles les viticulteurs vont aborder la campagne 1970-1971 ; main-d'œuvre exigée par la viticulture et l'évolution des salaires agricoles ; les stocks de la Communauté économique européenne ; importations de vins algériens ; problème du logement de la récolte ; application très stricte des règles du Marché commun ; fixation de la date de la campagne viticole ; nécessité d'unifier la réglementation en matière de plantation et de fiscalité ; l'aide du F.E.O.G.A. pour la modernisation du vignoble italien ; la chaptalisation* (p. 1188, 1189, 1190, 1191).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux rentes viagères [23 avril 1971] (p. 1418, 1420, 1421).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant institution d'un système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu : *Problème de la synchronisation et de la retenue à la source* [13 mai 1971] (p. 1857) ; *problème de la mensualisation ; question du paiement mensuel des pensions* (p. 1858) ; Art. 5 : *Cas de non-paiement* (p. 1861) ; *remise des pénalités de recouvrement* (p. 1861) ;

— de la proposition de loi organique adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 39 de l'ordonnance n° 59-2 portant loi organique relative aux lois de finances.

en vue de porter de quinze à vingt jours le délai imparti au Sénat pour l'examen du projet de loi de finances, Art. unique : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Charles Bignon ; vote du groupe Progrès et démocratie moderne ; opportunité du texte ; conditions du travail parlementaire pour l'examen des lois de finances* [13 mai 1971] (p. 1863) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre IV *bis* du titre II du Livre premier du Code du travail relatives aux conventions collectives du travail, Art. 3 : *Son amendement tendant au début du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 31* ab *du Code du travail à substituer au mot : « doivent » le mot : « peuvent »* [14 mai 1971] (p. 1917) ; *conséquence de l'existence d'une convention collective* (p. 1917) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, Art. 3 : *Ses observations sur une seconde délibération* [10 juin 1971] (p. 2692) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant et complétant la loi du 25 septembre 1948 relative à la Cour de discipline budgétaire et financière, ses explications de vote : *Différence entre les organismes de protection sociale et les associations de bienfaisance ; situation des caisses de mutualité agricole* [22 juin 1971] (p. 3225).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux travailleurs immigrés, en qualité de *suppléant* de M. Claudius-Petit : *Accueil, logement, finalités d'une politique de l'immigration* [15 octobre 1971] (p. 4627).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [19 octobre 1971] (p. 4638).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Equilibre budgétaire ; suppression du fonds d'action conjoncturelle ; dépenses militaires ; crédits affectés aux équipements collectifs* [20 octobre 1971] (p. 4670) ; *taux de lecture de la population française ; majoration de l'allocation minimale de vieillesse ; réforme du calcul des retraites ; politique de formation professionnelle adaptée au troisième âge ; caractère des dépenses de fonctionnement ; budget social de la nation ; possibilité de présenter chaque année au Parlement un rapport d'exécution du Plan en matière sociale ; indication des engagements pris par le Gouvernement l'année dernière ; problème des revenus déclarés par les tiers* (p. 4671) ; *réforme des finances locales ; redevance sur les courses ; emprunt Pinay ; marché financier ; parité du franc ; crise monétaire* (p. 4672) ; première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 2 : *Etargissement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu ; problème des revenus déclarés par des tiers ; situation des personnes âgées ; situation de ceux dont les revenus ne proviennent pas de salaires ; intégration dans le barème de l'impôt sur le revenu de la majoration de 3 % qui pèse sur les revenus des non-salariés* [21 octobre 1971] (p. 4714) ; Art. 4 : *Problème du butoir* (p. 4739, 4740) ; *réduction du taux de la T.V.A. pour les produits de grande consommation ; distinction entre les produits de grande consommation* (p. 4741) ; Art. 11 : *Situation des rentiers viagers* (p. 4750, 4751) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, Titre V : *Son vote sur l'amendement de M. Sabatier* [5 novembre 1971] (p. 5435) ; EDUCATION NATIONALE : *Coût des élèves transportés* [9 novembre 1971] (p. 5567) ; *coordination des services des transports ; surveillance des élèves ; problème des internes ; cas des enfants handicapés ; situation des enfants qui habitent des hameaux dont les écoles ont été supprimées et qui sont contraints de fréquenter les classes primaires d'un village voisin* (p. 5568) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Reclassement des Français d'Algérie ; possibilité de proroger de six mois les délais prévus par l'article 32 de la loi du 15 juillet 1970* [10 novembre 1971] (p. 5633, 5634) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES, Après l'Art. 57 : *Problème des régimes spéciaux ; rôle de la caisse des travailleurs salariés* [17 novembre 1971] (p. 5827, 5828) ; SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur spécial : Rôle de l'informatique ; problèmes posés par les tâches comptables ; services extérieurs du Trésor ; réforme du réseau des postes comptables ; direction générale des impôts ; insuffisance de la périodicité des contrôles ; recrutement des assistants en douane* (p. 5858) ; *Institut national de la statistique et des études économiques (I.N.S.E.E.) ; son enquête menée auprès des entreprises commerciales; importance de la politique des prix ; direction du commerce*

extérieur ; situation des petits commerçants ; activité de la commission des opérations de bourse ses observations sur les services financiers (p. 5859, 5860) ; *extension en province du contrôle* a posteriori *des dépenses engagées* (p. 5870) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 5871) ; *subvention destinée à l'Institut national de la consommation ; ses observations sur la revue « Cinquante millions de consommateurs »* (p. 5871) ; *recherche commerciale* (p. 5872, 5873) ; Commission mixte paritaire : *Ses observations sur la rencontre entre le Président des Etats-Unis et le Président de la République française ; impôt sur le revenu des personnes physiques ; modification des tranches du barème de l'impôt sur le revenu lorsque la hausse des prix est supérieure à 5 % ; situation des commerçants et des artisans ; sa proposition de loi tendant à instituer pour les commerçants une indemnité viagère de départ* [15 décembre 1971] (p. 6792) ; *imposition des revenus déclarés par des tiers ; assujettissement de certains agriculteurs au bénéfice réel* (p. 6793).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative aux prix du secteur public [22 octobre 1971] (p. 4802) : *Comparaison entre la hausse des prix et celle des tarifs publics depuis dix ans ; gestion des services publics ; mission assignée aux services publics* (p. 4805, 4806).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la vignette automobile [26 novembre 1971] (p. 6159).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au démarchage financier et à des opérations de placement et d'assurance, Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à supprimer au troisième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Bernard Marie le mot : « officielle »* [2 décembre 1971] (p. 6355) ; *ses observations sur les S.I.C.O.M.I. ; diminution du nombre des valeurs inscrites à la cote officielle ; retrait de son sous-amendement* (p. 6356) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, après l'Art. 10 : *Son sous-amendement tendant après les mots : « à la vinification » à insérer dans l'amendement du Gouvernement les mots : « à l'embouteillage et à la vente »* [7 décembre 1971] (p. 6459) ; *problème de l'assujettissement des coopératives à la patente ; statut des coopératives ; leur régime fiscal* (p. 6463, 6464) ; *exemple de la coopérative du Ministère des Finances* (p. 6464) ; *ses observations sur des coopératives qui traitent des produits viticoles* (p. 6466, 6467) ; *problème des coopératives d'embouteillage* (p. 6469) ; Commission mixte paritaire : *Assujettissement des coopératives agricoles à la taxe professionnelle ; cas des coopératives de vinification ; ses observations sur les opérations de commercialisation effectuées par ces coopératives* [17 décembre 1971] (p. 6933).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative au prix du vin [10 décembre 1971] (p. 6665, 6667, 6668).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L. 663-3 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement relatif à la revalorisation des pensions ou retraites déjà liquidées* [17 mai 1972] (p. 1614) ; *allocation du fonds national de solidarité* (p. 1614) ; *retrait de son amendement* (p. 1615) ; Art. L 663-6 du Code : *Proportion entre la contribution de solidarité et la contribution de l'Etat* (p. 1616) ; Art. 663-10 du Code : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1621) ; *institution d'un régime de prévoyance complémentaire* (p. 1621, 1622) ; Art. 5 : *Retrait de l'amendement de Mme Aymé de la Chevrelière* (p. 1631). Art. 8 : *Retrait de son amendement tendant à supprimer cet article* [18 mai 1972] (p. 1645) ; Art. 10 : *Son amendement concernant la contribution sociale de solidarité* (p. 1649) ; *ses observations* (p. 1650) ; *retrait de son amendement* (p. 1650) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Caractère du projet* [18 mai 1972] (p. 1673) ; *situation des artisans ; proposition de loi tendant à créer une véritable caisse d'indemnité de départ au profit des commerçants et artisans âgés de plus de 55 ans ; distribution d'une indemnité compensatrice pour perte de la valeur du fonds invendable* (p. 1674) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (application des dispositions aux personnes morales dont le capital social est inférieur à 30.000 francs*

et aux sociétés de personnes) [19 mai 1972] (p. 1740) ; *son amendement* (*dépôt d'un projet de loi d'orientation de la fonction commerciale qui traitera de la situation des commerçants et artisans âgés de moins de 60 ans et victimes de l'évolution des conditions de la distribution*) (p. 1740) ; ses explications de vote : *Reconversion des artisans et des commerçants ; situation des professionnels âgés de moins de 60 ans ; son vote* (p. 1772) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales, Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bertrand Denis* [19 mai 1972] (p. 1783) ; Art. 4 : *Problème des contrôles* (p. 1786) ; Art. 6 : *Contrôle de l'application de la loi* (p. 1787, 1788) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédération, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, Art. 11 : *Amendement du Gouvernement* (*prise de participation, caractère complémentaire de l'activité principale*) [25 mai 1972] (p. 1924).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'émission télévisée sur l'Algérie [2 juin 1972] (p. 2144, 2145).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative au ramassage scolaire [2 juin 1972] (p. 2154, 2155).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la campagne viticole [30 juin 1972] (p. 3055, 3056).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'organisation du travail scolaire [6 octobre 1972] (p. 3970).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes agricoles [6 octobre 1972] (p. 3974) : *Problème viticole ; organisation à moyen et à long terme de la viticulture ; amélioration du revenu des viticulteurs ; production de qualité ; interdiction des coupages faits avec des vins provenant de pays tiers ; interdiction de la chaptalisation* (p. 3975) ; *encépagement et remembrement ; harmonisation des fiscalités nationales* (p. 3976).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale sans débat relative au réseau téléphonique [13 octobre 1972] (p. 4158, 4159, 4160).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, Art. 2 : *Son amendement tendant à uniformiser les conditions de la concurrence en interdisant le dumping ou les ventes à perte* [18 octobre 1972] (p. 4218) ; *retrait* (p. 4219) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Budget sérieux, scrupuleux respectant l'esprit de son amendement prévoyant le relèvement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu lorsque les prix augmentent de plus de cinq pour cent ; budget volontaire ; programme commun de gouvernement de la gauche* (*coût budgétaire de ses propositions*) ; *inconscience de la gauche par comparaison avec le budget du Gouvernement dans lequel chaque mesure souhaitable est une mesure possible* [24 octobre 1972] (p. 4304, 4305) ; *budget neutre, en équilibre, honnête, marqué par les préoccupations sociales ; diminution relative des subventions aux entreprises publiques ; ses regrets et ses souhaits : insuffisante progression des crédits d'équipement ; priorité à accorder aux investissements sociaux* (p. 4305), *regret du maintien de la procédure budgétaire des « services votés », barème unique de l'impôt sur le revenu* (*lourdeur pour les revenus moyens*), *problème de la réforme des finances locales, réformes sectorielles à entreprendre* (*égalité fiscale, imposition du double salaire d'un ménage, déduction des frais de garde et des frais scolaires, gain des étudiants pendant les vacances, déduction forfaitaire de 10 % pour frais professionnels pour les retraités*) (p. 4306) ; *incertitude de l'exécution du budget : l'inflation ; correction des déséquilibres ; atténuation d'inégalités* (p. 4307) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES : *Situation de certains rentiers viagers ; revalorisation automatique des rentes viagères ; indemnisation des rapatriés ; demande quelles mesures seront prises pour accélérer la consommation de*

ces crédits [18 novembre 1972] (p. 5491) ; *avance de 5.000 francs ; demande que dans six mois l'ensemble des prioritaires perçoivent cette avance ; aimerait savoir si cette perception mettrait un terme à l'application de la loi sur le moratoire* (p. 5492) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIER, en qualité de *Rapporteur spécial : Augmentation du trafic financier et fiscal écoulé à travers les services comptables et les services fiscaux ; tâches nouvelles de la douane qui assure la parité et surveille les mouvements de marchandises et contribue à la lutte contre la drogue ; I.N.S.E.E. ; défense du consommateur par l'Institut de la Consommation ; promotion de nos exportations ; Centre français du commerce extérieur - comité des foires ; postes commerciaux à l'étranger ; situation des conseillers et attachés commerciaux ; désaffection pour les postes de l'expansion économique à l'étranger ; effort de modernisation (informatique et réformes de structure)* [18 novembre 1972] (p. 5500) ; *budget des services financiers augmentant à un rythme supérieur à celui constaté pour l'ensemble des départements ministériels, or ces services ne méritent pas un traitement exceptionnel ; pesanteur réduisant l'initiative en matière de dépenses nouvelles ; nécessité de réformer les services ; réseaux électroniques de gestion ; amélioration à attendre de l'automatisation des tâches du point de vue de la productivité ; discrétion qui entoure la réforme du réseau des services comptables ; Institut national de la Statistique ; volonté de faciliter l'information du public et de simplifier les procédures ; simplicité en matière fiscale ; rapprochement vers les administrés ; simplification des textes et des procédures* (p. 5501) ; seconde délibération du projet, son explication de vote : *Regrets du groupe Progrès et démocratie moderne des conditions dans lesquelles s'est déroulée la discussion budgétaire et que n'ait pas été déposé au cours de cette législature un projet de loi tendant à modifier les finances locales ; démagogie du programme commun de la gauche ; budget scrupuleux, volontaire, honnête, social ; la quasi-totalité du goupe votera ce budget* [18 novembre 1972] (p. 5534, 5535).

Est entendu sur la question orale sans débat de M. Capelle relative aux frais de fonctionnement des C.E.S. et C.E.G., en qualité de *suppléant* [15 décembre 1972] (p. 6264, 6265).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative aux suites du rapport Nora [15 décembre 1972] (p. 6265, 6266, 6267).

POUJADE (Robert)

Député de la Côte-d'Or
(1re circonscription)
U.D.R.

MINISTRE DÉLÉGUÉ
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
du 7 janvier 1971 au 5 juillet 1972
du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission supérieure des sites [14 mai 1970] (p. 1719), [15 mai 1970] (p. 1748).

Est nommé Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 7 janvier 1971 [*J.O.* du 8 janvier 1971] (p. 292), [2 avril 1971] (p. 835).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 février 1971, de son mandat de député [*J.O.* du 9 février 1971] (p. 1400).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Interventions :

En qualité de député :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Ses observations sur les élections législatives ; rôle de la majorité ; atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat ; moyens en personnel et en matériel dont disposent la gendarmerie et la police ; collaboration entre l'exécutif et les élus ; contrôle parlementaire ; problème de l'information ; gestion de l'O.R.T.F. ; problèmes universitaires ; ses observations sur la participation ; modernisation de notre industrie, de notre équipement et de nos structures administratives ; crise de mai ; question de l'emploi* [17 juillet 1968] (p. 2263, 2264).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Représentativité de l'U.N.E.F. ; ses observations sur le S.N.E.-Sup. ; structures d'une société libérale ; réforme morale ; rôle de l'Université ; responsabilités de l'Etat dans l'organisation de l'enseignement public ; problème des examens et des concours ; autonomie de l'Université problème de l'orientation ; relations entre maîtres et étudiants ; réforme du doctorat d'Etat ; siuation des assistants et des maîtres assistants ; ses observations sur les classes préparatoires aux grandes écoles ; rôle possible d'un coordonnateur régional de l'enseignement ; dialogue entre les maîtres et les étudiants* [24 juillet 1968] (p. 2538 à 2541).

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Hommage à l'enseignement supérieur traditionnel ; organisation régionale ; réforme de l'enseignement du second degré et de l'enseignement du premier degré* [3 octobre 1968] (p. 3007, 3008) ; *nature et gestion des universités ; problème de l'orientation ; activité politique des étudiants ; principe de la laïcité de l'enseignement public ; ses observations sur la propagande ; participation de tous les intéressés à la gestion de l'Université ; pouvoir des conseils ; fixation des programmes à l'échelon national ; contrôle financier* a posteriori ; *enseignement secondaire ; application de la loi* (p. 3008, 3009) ; ses explications de vote : *Libertés accordées aux étudiants et aux enseignants ; devoirs de l'Université ; ses observations sur les contrôles financiers ; application de la loi d'orientation* [10 octobre 1968] (p. 3252, 3253).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Unité et indivisibilité de la République ; origines de la politique de développement économique régional ; rappel des différentes étapes ; développement de la conscience régionale ; ses observations sur la participation ; rapport de M. de La Gorce au comité central de l'union des démocrates pour la République ; découpage régional ; institutions régionales futures ; désignation des représentants socio-professionnels par les organisations dites représentatives ; réforme communale ; situation des députés ; pouvoir de tutelle ; détermination des responsabilités données à la région ; ressources de cette dernière ; financement des équipements locaux ; définition des programmes d'intérêt régional* [11 décembre 1968] (p. 5334 à 5336).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement : *Hommage rendu au Général de Gaulle ; fidélité aux institutions ; nécessité de limiter les excès de la bureaucratie et de la technocratie ; libertés publiques et privées ; ses observations sur l'impôt et les prestations sociales ; exercice du droit de contrôle parlementaire ; problème de politique internationale ; dégradation de la situation économique mondiale ; défense de la monnaie ; structures de notre société ; ses observations sur l'Université ; problème de la participation* [26 juin 1969] (p. 1737 à 1739).

Prend part à la discussion du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Ses observations sur les risques de sujétion pouvant peser sur la France ; part des dépenses militaires dans le produit national ; organisation militaire de notre défense nationale reposant sur la stratégie de dissuasion ; armée de terre ; marine ; armée de l'air ; ses*

observations sur les missiles ; conception actuelle de la défense nationale opérationnelle du territoire ; rôle du contingent et de l'armée de réserve ; sens du service national ; conséquences de la séparation entre une armée de cadres professionnels et une armée de recrues [7 octobre 1970] (p. 4153 à 4156).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : *Ses observations sur le fait que le Président de la République est le chef de l'exécutif ; conditions d'exercice du droit de proposition et de contrôle de l'Assemblée ; exercice du mandat parlementaire ; modernisation du travail parlementaire* [15 octobre 1970] (p. 4318) ; *problème de la mensualisation des salaires ; actionnariat des ouvriers ; rôle de l'opposition ; libéralisme du Gouvernement ; ses observations sur l'Université ; importance de l'enseignement technique ; ses observations sur les blocages dans les sociétés modernes* (p. 4319) ; *progression des crédits du ministère du travail ; ses observations sur les contrats de progrès ; problème de la mensualisation des salaires ; situation des cadres ; situation financière de la France ; ses observations sur le budget de 1970 ; rôle du budget annuel de l'Etat dans le cadre de la politique à long terme ; élimination des structures inflationnistes ; importance des discussions budgétaires ; conditions de vie de l'homme au travail ; ses observations sur les malheureux ; situation des handicapés et des inadaptés* (p. 4320) ; *ses observations sur la fiscalité ; nécessité de certaines réformes administratives ; importance de la démocratie locale ; amélioration de la gestion de l'Etat ; importance du pouvoir politique ; rôle de la majorité* (p. 4321) ; *ses observations sur les paroles de M. Defferre* (p. 4325).

En qualité de Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Protection de la Nature et de l'Environnement :

Répond à la question d'actualité de M. Neuwirth relative à la pollution urbaine [19 mai 1971] (p. 1978, 1979).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Icart, Claudius-Petit, Fortuit, Roger et Brugnon relatives à l'environnement : *Ligne politique suivie par le Gouvernement pour concilier la croissance économique et l'épanouissement de la qualité de la vie ; pression de l'urbanisation et de l'industrialisation ; prise de conscience des problèmes de l'environnement* [4 juin 1971] (p. 2395) ; *cadre institutionnel et administratif de l'action du ministère chargé de la protection de la nature et de l'environnement ; sommes mises à sa disposition pour le VI^e^ Plan ; C.I.A.N.E. (comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement) ; F.I.A.N.E. (fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement) ; art. 6 du décret du 2 février 1971 ; secrétariat permanent pour l'étude des problèmes de l'eau ; rapport Frybourg relatif aux nuisances dans l'automobile ; lutte contre la pollution de l'air (mesures spéciales à Paris) ; loi-cadre relative au bruit* (p. 2396) ; *conception de la ville nouvelle de Vaudreuil ; concept large d'environnement rural et urbain ; cadre international d'une politique de l'environnement (les problèmes frontaliers concernant le Rhin, la Sarre, la Moselle et le lac Léman)* (p. 2397) ; *ratification des amendements à la convention internationale du 12 mai 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de mer par les hydrocarbures ; réunion à Stockholm en 1972 de la conférence des Nations unies sur l'environnement humain ; arsenal législatif et réglementaire applicable en matière de protection des sites (littoral Provence - Côte d'Azur et Corse)* (p. 2398) ; *tâches assignées aux architectes des bâtiments de France ; aménagement du Languedoc-Roussillon* (p. 2399) ; *création de postes d'inspecteurs régionaux des sites et d'ateliers d'études des sites et paysages ; politique de préservation des rivières ; mise hors pollution de la Vire, de la Douve et de l'Aure ; problèmes du Nord (l'opération « Lys propre ») ; opération « Lot clair »* (p. 2400) ; *contrôle des établissements classés incommodes, insalubres et dangereux* (p. 2401) ; *action internationale engagée en matière d'environnement (situation des pays sous-développés) ; rôle de la commission supérieure des sites (les Landes) ; problèmes de la forêt du Nord (parc naturel de Saint-Amand-Raismes) ; classement du domaine public maritime entre Nice et Menton ; lutte contre les incendies de forêts* (p. 2403, 2404).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Ses observations sur le discours pro-*

noncé le 10 juin 1970 par le Président de la République ; possibilité de lutter pour l'environnement sans éliminer l'industrialisation et la modernisation du pays ; préservation des éléments physiques constitutifs de l'environnement ; importance de l'épuration ; pollution atmosphérique [8 novembre 1971] (p. 5511) ; *protection des sources d'air pur ; obligation de collecte et de traitement des ordures : nécessité d'imposer une taxe spécifique à la mise en vente des produits qui, après usage, constituent des résidus difficiles à éliminer ; coût de la lutte contre les pollutions ; mise en valeur des éléments psychologiques et sociaux constitutifs de l'environnement ; ses observations sur l'espace* (p. 5512) ; *maintien des équilibres naturels ; création d'activités dans les espaces ruraux menacés d'abandon ; détérioration des paysages ; problème de l'environnement sur le plan international* (p. 5513) ; *nécessité d'inculquer une conscience neuve de l'environnement ; possibilité d'insérer dans les disciplines existantes les préoccupations de protection de la nature et d'ouverture sur la perception qualitative du cadre de vie ; répartition des crédits ; fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement (F.I.A.N.E.)* (p. 5514) ; *évaluation de l'effort français en faveur de l'environnement par habitant ; mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen* (p. 5515) ; *interdisciplinarité de l'environnement ; maintien d'une économie agricole dans les régions dites marginales ; opération « Lot rivière claire » ; ses observations sur Fos ; ses observations sur Les Baux ; cahier des charges de la concession Pechiney ; menaces sur la mer* (p. 5525) ; *projet international dénommé Ramoge (Saint-Raphaël, Monaco, Gênes) de lutte contre la pollution maritime ; organisation des agences de bassin françaises ; aménagement urbain ; défense des sites ; problème du bruit ; ses observations sur l'île de Porquerolles et la forêt méditerranéenne ; problème des carrières ; leur régime juridique ; importance des jardins familiaux ; rôle des paysagistes* (p. 5526) ; *importance des nappes phréatiques ; ses observations sur le F.I.A.N.E. ; fonctionnement des agences de bassin ; taux de la redevance ; attitude des Charbonnages de France ; rôle des préfets ; coût des nuisances d'une société moderne* (p. 5527, 5528) ; Titre VI : *Problème de l'industrie sucrière ; construction de bassins de décantation ; politique d'acquisition foncière de l'Etat dans l'île de Porquerolles* (p. 5528).

Répond à la question orale sans débat de M. Bertrand Denis relative à la protection de la nature [26 novembre 1971] (p. 6160, 6161, 6162).

Répond à la question orale sans débat de M. Roucaute relative à la pollution du canal du Midi et du canal du Rhône [26 novembre 1971] (p. 6162, 6163).

Prend part à la discussion de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 10 : *Ses observations sur la redevance perçue sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes ; modalités de recouvrement de cette taxe* [7 décembre 1971] (p. 6456) ; *situation des petits pollueurs ; ses observations sur les nuisances occasionnées par l'entreprise Pechiney à Saint-Jean-de-Maurienne* (p. 6457) ; *problème du transfert d'une activité industrielle polluante* (p. 6457).

Répond à la question orale sans débat de M. Marette relative à la protection d'un espace vert parisien [13 octobre 1972] (p. 4158).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. - SERVICES GÉNÉRAUX. - PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Ses crédits et moyens ; ministre animateur sans une administration nombreuse ; délégués régionaux ; inspection des établissements ; crédits d'action* [27 octobre 1972] (p. 4487) ; *analyse des crédits : fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement (F.I.A.N.E.), crédits affectés à la protection et à la mise en valeur de l'espace naturel ; amélioration de l'environnement ; parcs nationaux et régionaux ; voies piétonnières ; moyens afffectés à la prévention et à la lutte contre les nuisances ; crédits de recherche ; crédits budgétaires des différents ministères et leurs actions : Ministère de l'Agriculture, de l'Equipement, de l'Intérieur, de l'Education nationale, secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, Ministère des Transports ; son regret de la faiblesse des moyens contre la pollution de la mer ; crédits des établissements publics de l'Etat : six agences financières de bassin ; conseils supérieurs de la pêche et de la chasse* (p. 4488, 4489) ; *rôle du F.I.A.N.E. ; bilan et perspectives de l'action gouvernementale dans les domaines de l'eau (comité technique des lacs, pollution de la mer) ; lutte contre la pollution de l'air : Paris, pollution automobile, lutte contre le*

bruit, M. Silence, conception des véhicules neufs, brigades de police spécialisées, avions, insonorisation des constructions, label « confort acoustique », lutte contre les déchets (espaces verts) (p. 4489, 4490) ; *équilibre biologique ; plan d'occupation des sols ; nécessité de compléter la législation ; forêts et parcs ; rôle des collectivités locales en matière d'urbanisme, de réalisation des équipements publics, d'espaces verts, de routes, de déchargcs, de stations d'épuration des eaux usées* (p. 4491) ; *orientation pour l'avenir : lutte contre les nuisances grâce au perfectionnement des connaissances et à la technologie, problème des agglomérations, politique des villes moyennes, assistance architecturale ; taxe parafiscale frappant les extractions de matériaux ; comité des carrières alluvionnaires ; protection du littoral ; politique de la montagne ; groupe d'évaluation de l'environnement ; naissance d'une « morale de l'environnement »* (p. 4492, 4493) ; *ses réponses à M. Bécam (agences de l'air, agences pour les déchets, opérations d urgence financées par le fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement, parcs régionaux) à M. Privat (exploitation des mines de bauxite près du village des Baux)* (p. 4501, 4502), *de M. de Montesquiou (effet d'entraînement de son budget, création d'une fondation pour la qualité de la vie, enseignement sur l'environnement, information des industriels, chasse, problème de la garderie)* (p. 4502) ; *à M. Virgile Barel (eau, application de l'article 434-1 du Code rural, rôle des grands pollueurs et des grandes entreprises dans la dégradation de l'environnement, U.R.S.S.), à M. des Garets (coopération internationale, automobiles, construction de voitures électriques, enseignement de l'écologie), à M. Thorailler (carrières de l'Eure, son intention d'obtenir une taxe sur la vente du sable et du gravier)* (p. 4502, 4503), *à M. Meunier (politique de l'eau), à M. Habib-Deloncle et M. Martin (problème de l'air londonien, M. Silence, espaces verts parisiens, vieux quartiers, dérogations), à M. Arnaud et M. des Garets (rapports entre croissance et environnement, commission Gruson sur les comptes écologiques de la nation, problème de Fos, pollution de la Méditerranée)* (p. 4504), *à M. Gissinger (mines de potasse d'Alsace, conférence de La Haye)* (p. 4505) ; Après l'Art. 50 : *Sa demande de réserve de l'amendement de M. Sabatier instituant une taxe additionnelle à la taxe perçue au profit d'Aéroport de Paris sur le nouvel aéroport de Roissy-en-France qui serait versée aux communes situées dans les zones de nuisance de cet aéroport* (p. 4505) ; *sa demande de réexamen en 1973 de l'amendement de M. Sabatier instituant une taxation des dépôts à ciel ouvert de ferrailles* (p. 4506) ; *ses observations à propos de l'amendement de M. Sabatier instituant un certificat obligatoire de dégazage dans les ports attestant que les résidus pétroliers ont bien été déchargés à terre et non en mer ; constitution d'une commission technique ; demande de retrait de cet amendement* (p. 4506).

POULPIQUET (Gabriel de)

Député du Finistère
(3e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1970] (p. 746).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [13 novembre 1968] (p. 4379) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole [16 décembre 1968] (p. 5565).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à garantir le revenu des producteurs de lait par l'organisation du marché, n° **2835** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Rétablissement de l'autorité de l'Etat ; collaboration avec les parlementaires ; problèmes agricoles ; insuffisance des prix agricoles ; problème de la régionalisation ; exemple de la Bretagne ; question du coût de l'énergie* [17 juillet 1968] (p. 2277, 2278).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 8 : *Droit applicable aux baux ruraux ; ses observations sur le revenu des agriculteurs* [24 octobre 1968] (p. 3529, 3530) ; Art. 13 : *Augmentation du permis de chasse ; aide à la chasse française ; son souhait de voir s'établir un débat sur les problèmes de chasse ; possibilité d'accorder aux départements où des sociétés communales de chasse n'ont pas été mises en place de bénéficier d'une partie des ristournes attribuées par le Conseil supérieur de la chasse* (p. 3538) ; Art. 19 : *Possibilité d'étendre aux habitants des îles de l'Atlantique les avantages que le Gouvernement propose d'accorder à ceux de la Corse* (p. 3554) ; Art. 7 : *Abattement accordé à tout héritier incapable de travailler ou au conjoint si celui-ci était l'épouse* (p. 3574) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Indemnité viagère de départ ; amélioration de l'habitat rural et des bâtiments d'exploitation ; installation de grandes étables ; institution de la « prime à la vache laitière » ; rôle des S.A.F.E.R. ; ses observations sur le fait que les crédits votés sont souvent mal employés ; problème du marché de la viande ; volume des importations de viande de porc en provenance des pays de l'Est ; groupements de producteurs ; indemnité viagère de départ ; fiscalité ; enseignement agricole ; action du F.O.R.M.A. ; problème des importations abusives* [16 novembre 1968] (p. 4576 à 4578) ; **Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire** : *Suppression de la taxe parafiscale sur la volaille ; charge pour les producteurs* [10 décembre 1968] (p. 5283) ; *ses observations sur les paroles de M. Chirac* (p. 5284).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la situation économique, financière et monétaire : *Ses observations sur les paroles de M. Boulloche* [26 novembre 1968] (p. 4848).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 4 : *Distribution dans les entreprises des tracts contenant des attaques personnelles contre le Chef de l'Etat ou contre telle personnalité ou tel groupement politique ; exemple de ce qui se passe dans les arsenaux* [4 décembre 1968] (p. 5084) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole : *Evolution de l'agriculture ; réforme des structures ; possibilité d'accorder les avantages du Crédit agricole aux jeunes agriculteurs qui s'installent à la suite de leurs parents ; inquiétude des agriculteurs* [10 décembre 1968] (p. 5274, 5275) ; Art. 5 : *Sort de certains agriculteurs qui atteignent l'âge de la retraite alors qu'ils ont encore de jeunes enfants à charge* (p. 5300) ; Art. 8 : *Risques qu'implique la distribution de la retraite du F.A.S.A.S.A. aux exploitants qui abandonnent une exploitation qui n'est reprise par personne* (p. 5306, 5307).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Ansquer, Tissandier et Arthur Moulin relatives à l'indemnité viagère de départ : *Urgence d'une simplification des textes ; but de l'allocation viagère de départ ; restructuration des terres ; cas des veuves d'exploitants ; cas de l'ouvrier agricole qui cumule sa petite exploitation agricole avec quelques journées de travail* [10 octobre 1969] (p. 2626, 2627).

Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Champ d'application de la loi ; situation de certaines femmes qui exercent une profession commerciale et dont le revenu est inférieur au revenu principal fourni par la profession du mari* [3 décembre 1969] (p. 4546) ; Art. 6

de la loi du 12 juillet 1966 : *Prestations complémentaires ; conditions dans lesquelles les assurés seront couverts* (p. 4557) ; *problème de l'assurance complémentaire ; cas des professions libérales* (p. 4558) ; Art. 18 de la loi du 12 juillet 1966 : *Cotisation des bénéficiaires de l'aide sociale* (p. 4583) ; *financement des cotisations aux caisses complémentaires* (p. 4584).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative à la situation des habitants des îles de l'Atlantique [10 avril 1970] (p. 948, 949).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative aux conséquences de l'encadrement du crédit pour les petites et moyennes entreprises [10 avril 1970] (p. 949, 950).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative au problème des commerçants et artisans [10 avril 1970] (p. 954) : *Gravité du problème ; dépôt nécessaire par le Gouvernement d'une loi d'orientation dans laquelle figureraient les réformes permettant aux commerçants et artisans de faire face à l'évolution actuelle ; réforme du financement des prestations de l'assurance maladie et de l'assurance vieillesse ; création d'une Caisse pour l'indemnisation des commerçants âgés ; remplacement de la patente ; établissement de forfaits ; réglementation des implantations de « grandes surfaces » ; son rappel au Règlement : droit à la parole des auteurs des questions pour répondre au Gouvernement* (p. 964).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré, Art. 1er : *Problème de l'application du texte ; injustice de soumettre à la même loi les automobilistes qui conduisent dans un état d'ivresse notoire et ceux qui sont peu imprégnés d'alcool ; proportionnalité de la peine et de la faute ; nécessité de baisser les prix des bières et des jus de fruits* [21 avril 1970] (p. 1193) ;

— du projet de loi relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants : *Ses observations sur les paroles de M. Gilbert Faure* [2 juin 1970] (p. 2179) ;

— du projet de loi relatif au service national, Art. 18 : *Critères pour l'octroi des dispenses ; variations suivant les régions* [10 juin 1970] (p. 2428) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Industrialisation des régions de la façade atlantique ; politique agricole devant être orientée en fonction d'un aménagement rationnel du territoire ; décentralisation industrielle ; coût des transports maritimes ; coût du déplacement d'un travailleur de province vers la région parisienne* [16 juin 1970] (p. 2725, 2726).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative à la protection du gibier et des poissons [19 juin 1970] (p. 2887, 2888, 2889).

Prend part à la discussion des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles : *Conditions d'attribution de l'indemnité viagère de départ aux fermiers ; sa question de savoir si le propriétaire d'une exploitation viable devra, pour permettre au fermier sortant de toucher l'I.V.D. majorée, de diviser son exploitation en deux ou trois parcelles ; problème du remembrement* [26 juin 1970] (p. 3183, 3184) ; GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES, Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Beylot, après les mots « exploitations agricoles » à insérer les mots « situés dans une même commune ou des communes voisines »* (p. 3211) ; *son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « peut être » le mot « sera »* (p. 3212) ; Art. 3 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Beylot, à substituer au mot « pourront » le mot « devront »* (p. 3212).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Durafour, Fortuit, Bertrand Denis, Destremau, Leroy, Madrelle relatives aux problèmes de l'enseignement : *Problème des bourses pour l'enseignement secondaire, technique ou supérieur ; nécessité de réformer le système actuel d'attribution ; transport scolaire des enfants des îles qui n'ont ni C.E.G. ni C.E.S. dans leur ville* [9 octobre 1970] (p. 4243).

Prend part à la discussion :

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Résultats du plan de redressement ; limitation du bénéfice du développement industriel quand ce dernier se produit dans des régions où il rend nécessaires des appels importants de main-d'œuvre étrangère ; nécessité de répartir les fruits de l'expansion sur l'ensemble du pays* [21 octobre 1970] (p. 4456) ; *application du budget ; crédits attribués au département de l'orateur pour le remembrement ; crédits consacrés à l'abattoir de La Villette ; crédits du fonds d'action conjoncturelle ; situation des collectivités locales* (p. 4457) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 10 : *Assiette de la patente ; réforme des statuts des coopératives* [9 décembre 1970] (p. 6348).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au prix à la production du lait et du porc [11 décembre 1970] (p. 6497, 6498).

Prend part à la discussion sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Problème des contrôtes dans le cadre de l'enseignement privé* [27 avril 1971] (p. 1464).

Mise au point au sujet de son vote sur un amendement à l'article 11 du projet de loi sur l'enseignement technologique [8 juin 1971] (p. 2513).

Son rappel au Règlement : *Conditions de travail imposées à l'Assemblée Nationale ; violation de l'article 62 du Règlement ; ses observations sur le fait que la loi résulte de l'action des ministres contre les députés* [9 juin 1971] (p. 2607, 2608).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Situation des ruraux ; nécessité d'élever le montant des travaux primables à 40.000 francs ; ses observations sur les délais nécessaires à l'accord provisoire de prime ; attribution des primes non convertibles sans prêts spéciaux ; dotations en H.L.M. dans le département de l'orateur ; aide à la personne* [10 juin 1971] (p. 2680, 2681) ;

— du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, Art. 1er : *Inutilité d'imposer à ceux qui veulent édifier une construction à usage collectif d'habitation une surface de mille mètres carrés* [12 juin 1971] (p. 2860) ; *application des plans d'occupation des sols* (p. 2860) ; *surface exigible pour les communes qui n'ont pas l'eau* (p. 2862) ; *respect des règles sanitaires* (p. 2862) ; Art. 8 de la loi du 26 juillet 1962 : *Conséquence de l'abus des réservations ; limitation des surfaces des Z.A.D.* (p. 2872) ; Art. 9 de la loi du 26 juillet 1962 : *Situation de l'acquéreur exerçant son droit de préemption ; cas des agriculteurs proches de l'âge de la retraite* (p. 2875) ; *versement de l'indemnité ; cas de défaut de paiement* (p. 2875) ; Art. 11 *bis* de la loi du 16 juillet 1962 : *Paiement de la plus-value* (p. 2876) ; Art. 16 : *Exonération de la taxe locale d'équipement pour les constructions rurales agricoles ou artisanales* (p. 2879).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la chasse [25 juin 1971] (p. 3445, 3446).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur la filiation, Après l'Art. 334-10 du Code civil : *Son amendement (conditions du droit de visite lorsque l'enfant naturel n'est pas élevé au domicile conjugal)* [6 octobre 1971] (p. 4319) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Abaissement de trois points du barème de l'impôt pour les travailleurs indépendants ; situation des revenus des catégories sociales ayant un revenu imposable supérieur à 30.000 francs ; contrôle des dépenses de l'Etat ; coût des investissements publics ; crédits destinés au F.O.R.M.A. ; ses observations sur le fait que certains travaux d'expansion du réseau électrique ou*

d'entretien de réseau sont réservés à une entreprise déterminée ; réforme de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les agriculteurs ; problème de la T.V.A. ; situation des serristes français [20 octobre 1971] (p. 4692, 4693) ; *bases d'imposition de la patente applicable aux éleveurs ; réforme des modalités de répartition des divers* (p. 4694) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME) : *Demandes de primes ; ses observations sur le fait que la construction, par le biais de la T.V.A., rapporte à l'Etat autant d'argent que lui en coûte l'octroi de primes* [29 octobre 1971] (p. 5121).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au cours de la pomme de terre [5 novembre 1971] (p. 5391).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, après l'Art. 10 : *Son sous-amendement tendant, dans la deuxième phrase de l'amendement de M. Valéry Giscard d'Estaing, après les mots : « date d'entrée en vigueur de l'ordonnance du 7 janvier 1959 », à insérer les mots : « date qui ne devra pas dépasser un délai de six mois après le 1er janvier 1973 »* [7 décembre 1971] (p. 6459) ; *date d'entrée en vigueur de l'ordonnance du 7 janvier 1959 qui a institué la taxe professionnelle* (p. 6464) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 6465) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement du Gouvernement par un nouvel alinéa (imposition des coopératives d'administration)* (p. 6465) ; *ses observations sur son sous-amendement ; retrait de celui-ci* (p. 6465, 6466) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Son abstention lors du vote sur la question préalable ; sens civique des commerçants* [17 mai 1972] (p. 1589) ; Art. 3 : *Situation des commerçants qui n'ont pas été en mesure d'acquitter des cotisations trop élevées en raison de leurs revenus* (p. 1610, 1611) ; Art. 5 : *Inconvénients que présenteraient les élections des caisses régionales* (p. 1630) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 2 : *Problème du financement ; situation des coopératives de consommation et d'administration* [19 mai 1972] (p. 1742, 1743) ; *son amendement (situation des coopératives d'administration, de consommation et de services publics)* (p. 1747) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Art. 1er : *Sa question de savoir si la mutualité sociale agricole acceptera de couvrir les travailleurs temporaires* [28 juin 1972] (p. 2920) ; Art. 1150 du Code rural : *Difficulté d'établir que l'employeur a commis une faute inexcusable* (p. 2923).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : ses explications de vote sur la motion de censure : *Sa réponse à M. Chandernagor sur l'attitude de l'opposition actuelle à l'égard des moyens d'information lorsqu'elle était au pouvoir et sa mainmise sur la presse régionale ; approuve les propos du Premier Ministre ; bourses scolaires* [5 octobre 1972] (p. 3944).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi complétant la loi n° 62-897 du 4 août 1962 relative aux réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves victimes d'accidents lors de leur participation à des séances d'instruction militaire : *Situation pénible des jeunes gens qui, pendant leur service militaire, ont contracté une maladie non reconnue comme liée à celui-ci* [12 octobre 1972] (p. 4103) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE : *Crédits destinés aux bourses scolaires ; prêts aux étudiants ; gratuité scolaire pour tous jusqu'à 16 ans ; dérogations à l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans* [10 novembre 1972] (p. 4992, 4993) ; *parité entre les élèves des écoles privées et publiques ; situation des maîtres de l'enseignement technique ; professeurs d'enseignement général de collège ; instituteurs ; constructions scolaires dans le Finistère* (p. 4994).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Pierre Villon, Fouchier, Bricout, Bertrand Denis relatives aux problèmes de la viande : *Possibilité*

pour l'Office d'intervenir sur le marché du porc ; création nécessaire d'un Office du lait [1er décembre 1972] (p. 5831).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un Office national d'information et d'éducation familiale, Art. 1er : *Son rappet au Règlement concernant les conditions dans lesquelles se déroule ce débat ; ne votera aucun des amendements ni la proposition qu'il n'a pu étudier* [14 décembre 1972] (p. 6193) ;

— du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques : *Sa demande au Gouvernement de conférer ptus généreusement le Mérite ou la Légion d'honneur aux maires* [15 décembre 1972] (p. 6285).

POUYADE (Pierre)

Député du Var
(3e circonscription)
U.D.R., puis apparenté U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe d'Union des démocrates pour la République [2 avril 1971] (p. 835).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [2 avril 1971] (p. 835).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212).

— membre de la Commission des affaires étrangères [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à l'attribution d'une rente viagère aux veuves des accidentés du travail, n° 1300 [24 juin 1970].

Sa proposition de loi relative à la pension de réversion accordée au conjoint survivant, n° 1301 [24 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 106 du Code minier relatif à la mise en exploitation des carrières, n° 1455 [25 novembre 1970].

Intervention :

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi en seconde délibération relatif au Conseil supérieur de la fonction militaire [23 octobre 1969] (p. 2859).

PRÉAUMONT (Jean de)

Député de Paris
(23e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 octobre 1968] (p. 3387).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur [30 octobre 1968] (p. 3763) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à

modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises [19 décembre 1968] (p. 5708) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [17 décembre 1969] (p. 5028) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés [19 décembre 1969] (p. 5106) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault [20 décembre 1969] (p. 5119) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière [17 décembre 1970] (p. 6629) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement [18 juin 1971] (p. 3133) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation logement [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles [18 décembre 1971] (p. 6975) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1971] (p. 7023).

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123) ;

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — X. - Equipement et Logement : Logement social, **n° 364** [15 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — XI. - Equipement et Logement : Logement, problème social, **n° 836** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 9 et 19 de la loi n° 57-756 du 4 juillet 1957 relative au recouvrement de certaines créances, **n° 998** [19 décembre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — XI. - Equipement et Logement : Logement, problème social, n° 1396 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1762) relatif à l'allocation de logement, n° 1796 [7 juin 1971].

Sa proposition de loi portant modifications de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, n° 1816 [9 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation de logement, n° 1924 [28 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — XI. - Equipement et Logement : Logement, problème social, n° 2011 [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — X. - Equipement et Logement : Logement, problème social, n° 2586 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 8 : *Situation des assistants titulaires d'une agrégation* [9 octobre 1968] (p. 3177) ; *statut des enseignants ; retrait des sous-amendements déposés avec M. Henry Rey* (p. 3180, 3181) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis : Situation du logement en France ; logement H.L.M. ; programmes à loyer réduit ; allocation logement ; ses observations sur le titre de « logement social »* [12 novembre 1968] (p. 4292, 4293) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 1er : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de cet article deux alinéas : « le droit syndical est reconnu dans toutes les entreprises ; il s'exerce dans le respect des droits et libertés garantis par la Constitution de la République, en particulier de la liberté individuelle du travail. Les syndicats professionnels peuvent s'y organiser librement conformément aux dispositions du titre 1er du Livre III du Code du travail »* [4 décembre 1968] (p. 5076) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5076) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « pendant six mois au moins » les mots : « pendant un an au moins »* (p. 5097) ; *protection du délégué syndical contre les licenciements abusifs* (p. 5097) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (temps dont dispose le délégué syndical)* (p. 5098) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5098) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis : Recherche d'une efficacité sociale dans la politique du logement ; méconnaissance de la répartition géographique de la demande de logements ; importance de l'information en cette matière ; nombre des logements actuellement gérés par les organismes d'H.L.M. ; occupation d'H.L.M. par des personnes dont les ressources sont supérieures au plafond établi ; détournement de la vocation sociale de ces H.L.M. ; abaissement du plafond d'accessibilité aux logements H.L.M. ; relèvement de l'indemnité d'occupation demandée aux locataires dont les ressources dépassent le plafond* [14 novembre 1969] (p. 3749, 3750) ; *vente de logements H.L.M. ; ses observations sur les P.L.R. ; nécessité d'une aide personnalisée en matière de logement ; prêts du Crédit foncier ; financement public de la construction* (p. 3750, 3751) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Son opposition à la question préalable ; ses observations sur la loi de 1966 ; couverture des risques* [2 décembre 1969] (p. 4469, 4470) ;

— du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur les mesures de pénalisation ; recensement des diverses structures d'habitat insalubre ; révision de la carte de l'habitat*

insalubre ; création d'équipements socio-éducatifs ; rôle du fonds d'action sociale ; fixation de normes minimales spéciales au logement des cités de promotion sociale et des cités d'accueil ; ses observations sur les structures de coordination ; exemple de l'action des époux Belpeez à Marseille ; répartition du financement entre l'Etat et les collectivités publiques [10 juin 1970] (p. 2456, 2457) ; Avant l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (critères généraux selon lesquels seront appréciées les conditions d'hygiène et de salubrité des immeubles)* (p. 2458) ; *recensement de l'habitat insalubre ; retrait de son amendement* (p. 2458) ; Avant l'Art. 13 : *Finalité de l'opération d'expropriation* (p. 2463) ; Art. 24 : *Modalités de répartition de la charge des opérations foncières entre l'Etat et les collectivités locales* (p. 2466) ; *son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement, après les mots : « un décret » à insérer les mots : « pris en conseil des ministres »* (p. 2466) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article ainsi conçu : « Le titre II « Dispositions relatives à l'expropriation » de la présente loi restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1975 »* (p. 2469) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2469) ; *remplacement de la date de 1975 par celle de 1980* (p. 2470) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME, en qualité de *Rapporteur pour avis : Pourcentage des logements construits avec l'aide de l'Etat ; marché hypothécaire ; épargne-logement ; ses observations sur le secteur H.L.M. ; question de l'efficacité sociale de l'aide publique au logement* [4 novembre 1970] (p. 5108) ; *loyer des H.L.M. ; prêts du crédit foncier ; aide à la personne ; allocation-logement ; allocation-loyer versée aux personnes âgées, aux indigents et à certains infirmes ; situation des personnes âgées, des jeunes ménages et des travailleurs migrants ; différences géographiques et sectorielles de la crise du logement* (p. 5109) ; *rôle respectif de l'effort de l'individu et de l'Etat en matière de logement ; conditions d'octroi des aides de l'Etat ; résorption des bidonvilles ; lutte contre l'habitat insalubre ; personnalisation des loyers des H.L.M. ; ses observations sur le fait que le maintien de l'aide à la pierre est préférable à la généralisation de l'aide à la personne* (p. 5110) ; *modes de financement intermédiaires ; charges que représentent pour l'Etat les différents types de logements aidés* (p. 5110) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Ses observations sur les programmes ; concurrence entre les deux chaînes ; problème de la pluralité des émissions ; rapport Paye* [16 novembre 1970] (p. 5604, 5605).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative à la catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont [6 novembre 1970] (p. 5272, 5277).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Réforme du fonctionnement du secteur public ; ses observations sur les grands centres hospitaliers ; situation du secteur privé ; problème de la coordination ; carte sanitaire ; groupements interhospitaliers ; son refus d'accepter un dossier individuel de santé* [3 décembre 1970] (p. 6127, 6128) ; Avant le chapitre premier : *Ses observations sur les régimes particuliers ; protection sanitaire du pays ; libre choix du praticien et de l'établissement de soins* [4 décembre 1970] (p. 6181, 6182) ; Art. 29 : *Situation des établissements de « super-luxe » ; ses observations sur les tarifs de certains praticiens* (p. 6214) ; Art. 35 : *Conséquence d'une convention passée par un établissement privé dans l'intérêt du service public hospitalier* (p. 6220) ; ses explications de vote : *Réforme des hôpitaux publics ; modification des garanties et des obligations des établissements privés ; coordination des investissements publics et privés* (p. 6230, 6231) ; en deuxième lecture, Art. 29 : *Problème des tarifs pratiqués par certains établissements ; problème du droit à remboursement en fonction du prix de la prestation* [16 décembre 1970] (p. 6577, 6578) ; *suppression de la référence à la qualité de l'équipement* (p. 6578, 6579) ;

— du projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins : *Quotité de remboursement ; exigences fondamentales de la médecine libérale ; portée du projet de loi* [27 mai 1971] (p. 2139) ; *possibilité d'une autodiscipline des intéressés* (p. 2140) ; Art. 2 : *Compétence du conseil national de l'ordre des médecins* (p. 2151, 2152) ; Après l'Art. 9 : *Son sous-*

amendement tendant à remplacer dans le texte de l'amendement de M. Massoubre les mots : « de la compétence des juridictions statuant sur les recours formés contre les décisions ordinales définitives » par les mots : « de la compétence des tribunaux administratifs » (p. 2155) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil, en qualité de *Rapporteur : Allocation de logement ; situation des personnes âgées et des handicapés ; unification des deux régimes d'aide personnelle ; allocation de logement et allocation de loyer ; chèque-logement ; situation des jeunes ménages* [10 juin 1971] (p. 2649) ; *fonds national d'aide au logement* (p. 2650) ; PROJET DE LOI RELATIF A L'ALLOCATION DE LOGEMENT, Art. 1er : *Son amendement tendant : 1° au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « allocation de logement » les mots : « allocation d'aide au logement » ; 2° en conséquence, à opérer la même substitution dans la suite du texte* (p. 2685) ; *unité de nature entre les prestations d'allocation de logement* (p. 2685) ; *retrait de son amendement* (p. 2686) ; Art. 2 : *Son amendement tendant au début du dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « allocation logement » les mots : « allocation d'aide au logement »* (p. 2688) ; *retrait de son amendement* (p. 2688) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « sous réserve des dispositions prévues au dernier alinéa de l'article 1er ci-dessus »* (p. 2688) ; *allocation préférentielle* (p. 2688) ; Art. 3 : *Conditions de l'allocation de logement* (p. 2689) ; *problème des logements de types sociaux ; champ d'application de la loi* (p. 2690) ; Art. 4 : *Cas des personnes qui continueront de ressortir à l'allocation de loyer* (p. 2691) ; Art. 7 : *Composition du comité qui administre le fonds d'aide au logement* (p. 2693) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article : « le produit d'une cotisation à la charge des employeurs assise sur les salaires plafonnés et recouvrée selon les règles applicables en matière de sécurité sociale »* (p. 2693) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2693) ; Art. 8 : *Assiette du prélèvement patronal de 1 %* (p. 2694) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer aux mots : « le paiement », les mots : « la gestion »* (p. 2695) ; Art. 14 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer aux mots : « suivant les », les mots : « conformément aux »* (p. 2696) ; Art. 19 : *Son amendement tendant au début de cet article après les mots : « des deux peines » à insérer les mots : « prévues aux articles 17 et 18 ci-dessus »* (p. 2696) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi : « projet de loi relatif à l'allocation d'aide au logement »* (p. 2696) ; *retrait de son amendement* (p. 2696) ; seconde délibération, Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2697) ; ses explications de vote : *Situation des personnes âgées et des jeunes travailleurs* (p. 2698) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation de logement, en qualité de *Rapporteur : Extension du bénéfice de l'allocation de logement ; montant de la cotisation mise à la charge des employeurs* [29 juin 1971] (p. 3509).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative à l'O.R.T.F. [10 mai 1972] (p. 1482) : *Travail accompli par la Commission de contrôle de l'Assemblée : réformes de structure nécessaires dans l'organisation et le fonctionnement de l'Office ; rapport Paye ; principe du monopole ; qualité des programmes ; garantie du caractère libéral de l'information* (p. 1484, 1485).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut de la **radiodiffusion-télévision** française : *Expansion de la télévision ; monopole d'Etat* [15 juin 1972] (p. 2528) ; *rôle du président-directeur général ; situation des directeurs de chaines ; base du droit de l'expression* (p. 2529, 2530) ; Art. 3 : *Compétence des ministères intéressés pour les émissions concernant l'éducation et la formation permanente* [16 juin 1972] (p. 2602) ; *son amendement* (p. 2602) ; en troisième et dernière lecture : *Modifications faites par le Sénat* [30 juin 1972] (p. 3082).

PRIN (Mme Jeannette)

Député du Pas-de-Calais
(11e circonscription)
C.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élue Secrétaire de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204), [2 avril 1969] (p. 813).

Est nommée membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à abroger la procédure de consultation accélérée en vue de l'extension des disciplines et règles édictées par les comités économiques agricoles résultant des dispositions de l'article 27 de la loi du 6 juillet 1964 modifiée par l'ordonnance du 22 septembre 1967, n° 189 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier certains articles du titre premier du Code rural relatifs aux opérations d'aménagement foncier et de remembrement, n° 191 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant, dans l'immédiat, à fixer à soixante ans l'âge auquel les femmes travailleuses peuvent bénéficier de la retraite à taux plein, n° 368 [17 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les femmes salariées d'une réduction de l'âge d'ouverture du droit à la pension de retraite de l'assurance vieillesse à raison d'un an par enfant légitime, naturel reconnu, adoptif ou issu d'un premier mariage du mari et élevé pendant sa minorité, n° 412 [31 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à accorder, au titre de l'assurance-maternité, aux femmes salariées, le paiement pendant seize semaines d'indemnités journalières de repos d'un montant égal à leur salaire, n° 600 [20 décembre 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Cas des enfants handicapés et inadaptés ; situation des débiles légers, moyens ou sérieux ; question de savoir quelles sont les mesures prises par le Gouvernement ; problème des classes-ateliers ; prise en charge au-delà de vingt ans des handicapés par la sécurité sociale* [25 juillet 1968] (p. 2586, 2587).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Enseignement du second degré ; dépenses ordinaires ; autorisations de programme ; nombre des créations de postes d'internat et de surveillant d'externat ; exemple des départements du Pas-de-Calais et du Nord ; rénovation pédagogique ; amélioration de la vie scolaire dans les lycées ; situation du surveillant général* [28 octobre 1968] (p. 3640) ; AFFAIRES SOCIALES : *Problème du travail ; nombre des chômeurs ; ses observations sur les mouvements de mai et juin ; élévation du niveau de vie ; hausse des prix ; augmentation de la masse fiscale ; ses observations sur les impôts indirects ; projet de loi sur le droit syndicat ; aggravation du chômage ; cas de la région du Nord ; proposition communiste tendant à faire bénéficier les jeunes demandeurs d'un premier emploi d'une allocation mensuelle égale à 35 % du S.M.I.G. et à leur maintenir, ainsi qu'à leur famille, les droits qui leur étaient ouverts au titre des allocations familiales et de la sécurité sociale ; indemnités de chômage ; réduction du temps de travail sans diminution de salaire ; avancement de l'âge du départ à la retraite ; centres d'information pour adulte ; expérience de préformation ; nécessité d'interdire les licenciements qui ne seraient pas accompagnés d'un reclassement des travailleurs intéressés* [6 novembre 1968] (p. 3987, 3988) ; POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur les tarifs préférentiels et les franchises postales ; revendications du personnel des P.T.T. ; augmentation des tarifs postaux ; créations d'emploi ; réductions de la durée du travail ; question du téléphone ; mise en place des comités techniques départementaux et régionaux ; problème des salaires ; réforme des différentes catégories ; question des indemnités ; prime de résultat d'exploitation ; possibilité d'affecter aux inves-*

tissements une partie du fonds de roulement des dépôts confiés aux chèques postaux et à la caisse d'épargne ; inquiétude au sujet des travaux confiés aux entreprises privées ; crise du téléphone ; crédits sociaux [9 novembre 1968] (p. 4238, 4239) ; *vote du groupe communiste* (p. 4245) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Négociations de Grenelle ; cas des entreprises qui emploient moins de 50 salariés ; qualités exigées des délégués syndicaux ; âge d'éligibilité ; cas des jeunes filles ; salaires payés aux jeunes ; chômage parmi tes jeunes ; règles d'hygiène ; licenciements illégaux* [4 décembre 1968] (p. 5066, 5067) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article : « seuls les syndicats affiliés à une organisation représentative sur le plan national sont considérés comme représentatifs dans l'entreprise et bénéficient de la présente loi »* (p. 5079) ; *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « le troisième alinéa du présent article est applicable aux organisations les plus représentatives des départements d'outre-mer »* (p. 5080) ; Art. 2 : *Son amendement tendant après tes mots : « au sein de l'entreprise » à insérer les mots : « ou de l'établissement »* (p. 5081) ; *retrait de son amendement* (p. 5081) ; *son amendement tendant après les mots : « intérêt professionnel » à supprimer les mots : « de ses membres »* (p. 5082) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « aux heures d'entrée et de sortie du travail »* (p. 5083) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer le mot : « commun »* (p. 5086) ; Art. 9 : *Abaissement à 18 ans de l'âge d'éligibilité des délégués syndicaux* (p. 5091, 5092) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa (nullité de tout licenciement non autorisé ; réintégration dans l'emploi et paiement des salaires perdus)* (p. 5096) ; *son amendement tendant dans le troisième alinéa de cet article à supprimer tes mots : « lorsque celles-ci ont été exercées pendant six mois au moins »* (p. 5097) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « délégués titulaires » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa « le crédit d'heures de fonctions est attribué à chaque section syndicate qui le répartit entre ses délégués et en informe le chef d'entreprise »* (p. 5101) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle : *Le Gouvernement se décharge sur le patronat de ses responsabilités en matière d'éducation ; rôle de l'éducation dans le développement économique et social ; qualification du travailleur ; ses observations sur les écoles maternelles ; situation économique des familles ne devant pas entraver les possibilités d'épanouissement des enfants ; pourcentage des fils d'ouvriers parmi les jeunes chômeurs ; transformations d'emplois ; création de nouveaux collèges et lycées techniques ; cours obligatoires devant être institués pour les jeunes de moins de 18 ans ; ses observations sur les cours à temps partiel ; stages de réadaptation devant être organisés pour les femmes ayant cessé leur activité professionnelle et désirant la reprendre ; problème du financement* [16 décembre 1968] (p. 5547, 5548) ; Art. 1er : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « l'Etat, les employeurs... » à supprimer les mots : « les travailleurs »* (p. 5554) ; *ne pas imposer aux travailleurs l'obligation de concourir au financement de ces stages* (p. 5554) ; Art. 3 : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article après les mots : « doivent être effectués soit dans des établissements... » à insérer les mots : « scolaires de tous niveaux... »* (p. 5556) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (contrôle des comités d'entreprises, des comités techniques paritaires et des commissions paritaires pour l'accès à tous les stades de la formation professionnelle)* (p. 5556) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5556) ; Art. 9 : *Son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article à remplacer les mots : « qui varie selon le niveau de la formation reçue » par les mots : « qui ne peut être inférieure au salaire minimum interprofessionnel garanti »* (p. 5558) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « les travailleurs salariés qui suivent des stages de formation professionnelle au sens de l'article 2-3° ci-dessus perçoivent le montant intégral de leur salaire, qui leur est versé par leur employeur »* (p. 5559) ; Art. 11 : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article après la première phrase à insérer la phrase suivante : « elles ne pourront être inférieures aux avantages prévus ci-dessus »* (p. 5559) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer la pre-*

mière phrase du deuxième alinéa de cet article (p. 5560) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer à la fin de cet article les mots : « total ou partiel »* (p. 5561) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à porter à quatre semaines la durée minimum des congés annuels et à prévoir les majorations applicables en raison de l'âge des travailleurs salariés ou de leur ancienneté dans l'entreprise, Art. 2 : *Nécessité de fixer à cinq semaines la durée des congés payés annuels pour les jeunes travailleurs de moins de 21 ans ; conditions de travail ; son opposition à l'amendement de M. Herman* [29 avril 1969] (p. 1119, 1120) ; Art. 3 : *Problème des congés supplémentaires* (p. 1120).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale sans débat relative au développement du réseau de télécommunications [14 mai 1969] (p. 1399).

Son rappel au Règlement : *Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi relatif aux rapatriés* [10 octobre 1969] (p. 2609).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Ansquer, Tissandier et Arthur Moulin relatives à l'indemnité viagère de départ : *Complexité de la réglementation existante; situation des fermiers et métayers; cas des propriétaires exploitants désirant laisser leur exploitation à un descendant ; conditions d'attribution de l'I.V.D. à 60 ans hors des zones de rénovation ; rapport Vedel* [10 octobre 1969] (p. 2627).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale avec débat relative au financement et au développement des installations téléphoniques et du télex [17 octobre 1969] (p. 2748) : *Faiblesse des investissements consentis aux P.T.T. ; affectation des bénéfices réalisés par les P.T.T. ; nombre de demandes de téléphone non satisfaites en 1969 ; accélération des cadences de travail du personnel ; critique du système des « avances remboursables » ; création d'une société privée de financement des télécommunications ; risque de voir les banques accaparer la gestion des télécommunications ; processus de « reprivatisation » en cours ; location-vente des centraux téléphoniques ; révision et augmentation souhaitable des autorisations de programme ; utilisation partielle des fonds de roulement des chèques postaux pour les investissements* (p. 2751, 2752).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi concernant l'octroi d'une allocation exceptionnelle à caractère familial : *Son opposition au principe des « allocations de circonstance » ; augmentation du coût de la vie ; souhait du conseil d'administration de la caisse nationale des allocations familiales consistant à ce qu'une allocation devrait être versée à toutes les familles allocataires bénéficiaires des allocations familiales ; son vote* [23 octobre 1969] (p. 2890) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Budget de 1970 étant l'illustration de la politique anti-sociale du Gouvernement ; importance des impôts indirects ; taux de la T.V.A. ; exemple des hausses des prix ; augmentation des prix des cantines et des pensions scolaires pour l'enseignement du second degré ; suppression des bourses pour les élèves redoublant leur classe ; réduction du pouvoir d'achat ; limitation des achats à crédit* [28 octobre 1969] (p. 2990, 2991) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Revendications du personnel ; pouvoir d'achat des salariés ; prime de résultats d'exploitation ; indexation de la prime ; conditions de travail du personnel ; intérêt des sommes déposées à la Caisse nationale d'épargne ; recettes des P.T.T. ; nombre des accidents aux P.T.T. ; taux de l'intérêt des sommes mises à la disposition du Trésor par les chèques postaux et la Caisse nationale d'épargne ; charges des P.T.T. en ce qui concerne les pensions servies aux retraités et aux ayants droit ; progression du tarif ; exemple de Lille-chèques ; problème du téléphone ; question de la création d'une société financière ; utilisation d'une partie du fonds de roulement des chèques postaux pour les investissements ; contrôle des marchés ; centre national d'études des télécommunications ; conséquence de l'automatisation du téléphone ; nécessité d'évaluer les besoins en effectifs pour écouler le trafic actuel ; réduction du temps de travail à 35 heures au maximum dans les services téléphoniques et les chèques postaux ; titularisation des auxiliaires justifiant quatre ans d'ancienneté* [3 novembre 1969] (p. 3231 à 3233) ; *reclassement des catégories C et D ; crédits concernant les « indem-*

nités » (p. 3233) ; AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Nombre de chômeurs en France ; prolongation de la scolarité ; déséquilibres économiques régionaux ; progression du niveau de vie à la suite des événements de Mai 1968 ; pouvoir d'achat des familles ; durée du travail en France ; insuffisance de la formation professionnelle ; extension de l'Agence nationale de l'emploi et du Fonds national pour l'emploi ; diminution des crédits d'investissement pour la formation professionnelle ; fermeture des centres Blois-La Rochelle-Angoulême ; attitude des jeunes devant les métiers techniques ; nécessité pour les jeunes sans emploi, à l'issue de leur scolarité obligatoire, de bénéficier d'une allocation d'attente égale à 35 % du S.M.I.G., du maintien des allocations familiales et de leur prise en charge par la sécurité sociale ; contrôle des établissements par les organisations syndicales représentatives ; ses observations sur les autorisations de congés permettant les stages ; formation professionnelle des handicapés ; agissements du chef de l'entreprise Fleury de Nœux-les-Mines ; revendications des mutilés du travail* [7 novembre 1969] (p. 3555, 3556) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur le budget annexe des prestations sociales agricoles ; situation démographique de notre population agricole; répartition des charges relatives à l'AMEXA ; proposition de loi du groupe communiste tendant à répartir d'une façon équitable les cotisations sociales en fonction des ressources des assujettis ; indemnité viagère de départ ; allocations et retraites vieillesse ; non-revalorisation des pensions d'invalidité des exploitants agricoles ; pouvoir d'achat des agriculteurs ; activité des comités économiques ; cas du comité des pommes de terre dans la région du Nord* [19 novembre 1969] (p. 3965, 3966) ; AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Charges de la Sécurité sociale ; suppression des élections démocratiques pour les conseils ; insuffisance des ressources de l'assurance maladie ; fonds d'action national de solidarité ; ses observations sur la vignette auto ; allocation logement ; compensation du régime ; augmentation des dépenses pharmaceutiques ; réduction des marges bénéficiaires des trusts de la pharmacie ; suppression de toutes les charges indues ; abrogation des ordonnances d'août 1967 ; question des prestations familiales* [21 novembre 1969] (p. 4197, 4198) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 4210) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Art. 22 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [9 décembre 1969] (p. 4737) ; *reclassement des téléphonistes ; revendications du personnel ; ses observations sur les départs anticipés à la retraite* (p. 4737) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance : *Conditions de la discussion du projet de loi ; évolution du S.M.I.G. ; accords de Grenelle ; cas des salariés de l'agricutture ; problème des abattements d'âge ; retard du S.M.I.G. par rapport à l'ensemble des salaires ; ses observations sur un budget type ; suppression des abattements de zone ; proposition du groupe communiste ; remplacement de l'indice des 259 articles par un indice représentatif de l'évolution du coût de la vie pour les salariés ; seuil de déclenchement du mécanisme; indexation trimestrielle automatique et intégrale du S.M.I.G.* [10 décembre 1969] (p. 4774, 4775) ; Art. 31 x c du Code du travail : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (fixation d'un nouvel indice national des prix à la consommation des familles de condition modeste)* (p. 4783) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4783, 4784) ; *mécanisme d'indexation* (p. 4784) ; Art. 31 x d du Code du travail : *Ses observations sur la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 4786) ; *son amendement tendant à supprimer la seconde phrase du quatrième alinéa de cet article* (p. 4787) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4787) ; Art. 31 x e du Code du travail : *Ses observations sur l'amendement de Mme Vaillant-Couturier* (p. 4788) ; Art. 31 x f du Code du travail : *Son amendement tendant, dans cet article, à supprimer les mots : « ou des références à ce dernier »* (p. 4788) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4788).

Décédée le 6 avril 1970.

Son éloge funèbre est prononcé le 7 avril 1970 (p. 807, 808).

PRIVAT (Charles)

Député des Bouches-du-Rhône
(11e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à considérer comme éléments de base servant au calcul des retraites les émoluments soumis à retenue perçus par les retraités au dernier jour de leur activité, n° 589 [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général de la fonction publique, n° 590 [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi étendant à tous les retraités intéressés le bénéfice des majorations pour enfants prévues par l'article L 18 du Code des pensions, n° 591 [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code des pensions, et à instituer la réversion au bénéfice de son mari survivant, de la pension de la femme fonctionnaire décédée, n° 592 [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 et le Code des pensions civiles et militaires de retraite pour assimiler la situation de chaque retraité à celle du fonctionnaire en activité qui est réellement son homologue, n° 593 [20 décembre 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 9 : *Composition des collèges électoraux ; conditions d'éligibilité* [9 octobre 1968] (p. 3168) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Orientation de l'enseignement supérieur ; création de nouveaux postes ; dépenses de fonctionnement ; nombre de créations d'emplois ; enseignement élémentaire et maternel ; développement de l'enseignement du second degré ; ses observations sur la déclaration de l'organisation syndicale de l'enseignement secondaire* [28 octobre 1968] (p. 3621) ; *nombre d'élèves par classe ; expérience à mi-temps ; éducation physique et sportive ; ses observations sur la recherche ; subventions d'équipement ; carte scolaire des C.E.S. ; réalisation du V^e Plan ; application de la loi d'orientation ; éducation permanente ; création d'un service unique d'orientation et d'information au service des élèves et des familles ; transports d'élèves ; recherche pédagogique ; problème des bourses ; nécessité de donner à l'éducation nationale la priorité des priorités* (p. 3621 à 3623) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème des fruits et légumes ; cas de la région de Châteaurenard-Arles-Avignon ; problème des retraits ; création, près des lieux de production, de conserveries susceptibles d'absorber les excédents de la région ; distributions faites aux personnes âgées ; exemples d'aides en Italie et en Allemagne ; ses observations sur le riz ; inobservance par nos partenaires de la préférence communautaire* [16 novembre 1968] (p. 4568, 4569) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES : *Caractère du mouvement de Mai-Juin ; rémunérations dans la fonction publique ; échec des comités techniques et des organismes paritaires ; intégration de deux points supplémentaires de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue ; réforme des catégories C et D ; situation des auxiliaires* [18 novembre 1968] (p. 4634, 4635) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Question de l'indemnisation ; problème du remboursement des prêts consentis aux rapatriés ; absence de politique suivie par les gouvernements qui se sont succédé depuis les événements d'Algérie ; ses observations sur la loi de décembre 1961 ; charge que représente le droit à l'indemnisation ; date du dépôt du projet de loi fixant le montant et les modalités de l'indemnisation* [7 octobre 1969] (p. 2508, 2509) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Définition du tourisme ;*

conséquence de la concentration des vacances ; insuffisance de la capacité hôtelière ; ses observations sur les taux de T.V.A. ; crédit hôtelier ; problème des normes de classement des établissements ; question des bons d'essence ; réglementation de la circulation des caravanes ; problèmes intéressant les terrains de camping et de caravaning ; possibilité de pratiquer une politique de crédits à taux réduits ou bonifiés [5 novembre 1969] (p. 3360, 3361) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX. - CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE : *Réforme intéressant les catégories C et D de la fonction publique ; évolution du coût de la vie ; aspirations des fonctionnaires ; intégration de deux points supplémentaires de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension ; zones de salaires ; problèmes des auxiliaires* [18 novembre 1969] (p. 3886, 3887) ;

— du projet de loi relatif à certains personnels du service du déminage du Ministère de l'Intérieur, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter la fin de cet article par les mots : « après avis du Conseil supérieur de la fonction publique »* [5 mai 1970] (p. 1513) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat : *Reconnaissance juridique du travail à mi-temps dans la fonction publique ; ses observations sur l'appréciation laissée à l'administration ; problème de la liquidation de la pension ; services à mi-temps ne pouvant être décomptés comme services actifs ou de la catégorie B ; problème de la rémunération ; réintégration du fonctionnaire ayant occupé un emploi à mi-temps* [21 mai 1970] (p. 1831) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — FONCTION PUBLIQUE ET RÉMUNÉRATIONS : *Majoration du traitement de base ; possibilité que les parlementaires reçoivent chaque année un rapport faisant état de la situation générale de la fonction publique ; reclassement des catégories C et D : problème de la catégorie B ; déclassement de la fonction publique* [25 octobre 1971] (p. 4583) ; *réforme administrative et régionale* (p. 4584) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Sa protestation contre l'agression dont est victime la région des Alpilles de la part de la société Pechiney-Ugine-Kuhlman ; exploitation de la bauxite dans les Alpilles* [8 novembre 1971] (p. 5515) ; *industrialisation de Fos ; possibilité d'urbaniser une région située au nord de la Crau entre Arles et Saint-Martin-de-Crau* (p. 5516) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Marché des fruits et légumes ; ses observations sur le mécanisme des retraits ; possibilité de venir en aide à la F.A.O. ; différences de prix entre le stade de la production et celui de la consommation ; importations en provenance des pays tiers* [16 novembre 1971] (p. 5760) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. SERVICES GÉNÉRAUX. - PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Problème de l'autorisation d'exploiter le gisement de bauxite des Baux donnée à l'entreprise Pechiney : sa question écrite sur ce sujet ; budget insuffisant ; budget alibi* [27 octobre 1972] (p. 4494, 4495) ; FONCTION PUBLIQUE : *Malaise des fonctionnaires ; crise profonde entre le pouvoir politique et l'administration ; sous-administration de la France ; problème des rémunérations ; déclassement des fonctionnaires ; indemnités ; absence de marge de manœuvre ; revendications des fonctionnaires ; problèmes sociaux dans la fonction publique ; personnel de catégorie B* [13 novembre 1972] (p. 5089) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Politique en matière de fruits et légumes ; diminution du nombre des maraîchers ; causes de cette crise : importations, développement des exploitations de type industriel, restrictions à la consommation, taux de la T.V.A., inexistence d'une politique d'exportation, de conservation et de transformation, inobservation des règles de la préférence communautaire ; transport des fruits et légumes ; conserves ; jus de fruits ; revision en diminution du revenu cadastral des petits exploitants familiaux ; C.A.P. agricole* [14 novembre 1972] (p. 5165, 5166) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi sur la Banque de France : *Vote du groupe socialiste* [18 décembre 1972] (p. 6293) ;

— du projet de loi portant généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés, Art. 5 : *Amélioration des règles d'attribution des points gratuits* [18 décembre 1972] (p. 6306).

Q

QUENTIER (René)
Député du Nord
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750], [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service national [24 juin 1970] (p. 3018) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [25 juin 1970] (p. 3114).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 1051) tendant à permettre aux officiers de réserve, ayant rendu des services notoires en temps de guerre ou de paix par une activité militaire ou paramilitaire indiscutable, de postuler au grade supérieur dans l'honorariat, n° 1591 [18 décembre 1970].

R

RABOURDIN (Guy)
Député de Seine-et-Marne
(2e *circonscription*)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970) (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Donne sa démission de cette Commission [*J.O.* du 13 septembre 1972] (p. 9792).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 13 septembre 1972] (p. 9792) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation logement [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances [19 décembre 1972] (p. 6366).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant réglementation du crédit à la consommation des particuliers par l'institution de « ratios d'engagements » et la possession d'une carte personnelle de crédit, n° **193** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à autoriser la prise de possession des terrains non bâtis ou jugés tels, nécessaires à la réalisation des programmes d'équipement scolaire des collectivités locales, n° **194** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoires les assurances incendie pour tous les logements, n° **195** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à la réglementation de la profession de bottier-orthopédiste, n° **1066** [9 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à la protection des sites proches des agglomérations par l'aggravation des sanctions pénales applicables à toutes créations de dépôts d'ordures, n° **1285** [24 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 332 du Code de la sécurité sociale afin que les invalides militaires ou du travail, dont le taux d'invalidité est égal ou supérieur à 50 %, puissent bénéficier de la retraite de sécurité sociale à taux plein, dès l'âge de soixante ans, n° **1800** [9 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 27 : Protection de la nature et de l'environnement, **n° 2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Efforts réalisés par le Gouvernement pour améliorer les avantages accordés aux anciens combattants ; problème de la parité des droits entre les déportés résistants et les déportés politiques* [8 novembre 1968] (p. 4206).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale sans débat relative à la programmation des constructions scolaires [13 décembre 1968] (p. 5452, 5454).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Organisation régionale ; district de la région parisienne ; problème de l'unité ou de la dualité des Chambres ; idée d'un recrutement au suffrage universel ; participation des parlementaires aux travaux des assemblées régionales ; pouvoir de ces assemblées ; compétences budgétaires de la région ; gestion des programmes d'équipement public et d'aménagement du territoire ; la réforme ne devra pas accentuer l'inégalité entre les régions riches et les régions sous-équipées ; exemple de la région parisienne* [13 décembre 1968] (p. 5473, 5474).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à porter à quatre semaines la durée minimum des congés annuels et à prévoir les majorations applicables en raison de l'âge des travailleurs salariés ou de leur ancienneté dans l'entreprise, Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article 54 i du Livre II du Code du travail par la phrase suivante : « ces jours de congés supplémentaires seront pris en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre »* [29 avril 1969] (p. 1121) ; *étalement des vacances ; retrait de son amendement* (p. 1121) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Droit à réparation des déportés politiques ; ses observations sur la parité avec les déportés résistants* [31 octobre 1969] (p. 3208, 3209) ; EDUCATION NATIONALE : *Transports scolaires, accroissement des effectifs scolarisables ; charge des familles ; subvention de l'Etat ; possibilité d'attribuer à certaines villes des subventions d'équilibre budgétaire au titre du Ministère des Transports ou de l'Intérieur ou de l'Aménagement du territoire ; notion du tiers temps ; productivité des équipements scolaires* [12 novembre 1969] (p. 3601) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Recrutement et classement indiciaire des compagnies républicaines de sécurité ; ses observations sur le grade d'officier de paix, d'officier de paix principal, de commandant principal ; rupture de parité indiciaire entre le commandant officier de police principal au bénéfice du second grade ; attribution de compétences judiciaires aux officiers des compagnies républicaines de sécurité ; insuffisance des effectifs à la disposition des commissariats de banlieue ; contrôle des Nord-Africains en France ; gestion des communes en pleine expansion* [20 novembre 1969] (p. 4099, 4100) ;

— du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, Art. 16 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « Dans un délai fixé par le préfet mais ne pouvant excéder trois mois »* [10 juin 1970] (p. 2465) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Protection de l'environnement ; sauvegarde de la vie et du mieux-être ; lutte contre les nuisances, notamment contre le bruit et la pollution ; campagne d'information* [21 octobre 1970] (p. 4474) ; *ses observations sur les grands centres urbains ; aménagement du temps dans la journée ; aménagement des vacances* (p. 4475) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Retraite professionnelle au taux plein à l'âge de soixante ans pour les prisonniers de guerre ; situation des internés ; situation des combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc* [22 octobre 1971] (p. 4828, 4829) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME), en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant : Aide à la personne ; extension du bénéfice de*

l'allocation de logement du Code de la sécurité sociale à des familles ne percevant pas les prestations familiales ; barèmes des allocations de logement ; problème des charges accessoires au loyer [28 octobre 1971] (p. 5052) ; *programme de construction H.L.M. ; aide à la construction d'H.L.M.O. ; prêts spéciaux du Crédit foncier ; rénovation urbaine ; lutte contre les bidonvilles* (p. 5053) ; *demande s'il serait possible de réviser en cours d'exécution les budgets de rénovation urbaine* [29 octobre 1971] (p. 5126) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 17 : *Révision de la juridiction sur les expropriations ; contradictions entre l'administration des domaines et le juge de l'expropriation* [4 mai 1972] (p. 1367) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Nature de l'organisme chargé du recrutement et de la formation du personnel communal ; ses observations sur le centre de formation des personnels communaux* [30 mai 1972] (p. 2006).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'aérodrome de Roissy-en-France [27 octobre 1972] (p. 4468).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. - SERVICES GÉNÉRAUX. - PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT, en qualité de *Rapporteur spécial : Relations entre l'homme moderne et son milieu ; amélioration de la qualité de la vie ; le Ministre de la Protection de la Nature et de l'Environnement n'est pas le seul gestionnaire de ce budget ; nécessité de sauvegarder l'héritage naturel menacé ; pollution automobile ; exemple des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ; problèmes de l'eau ; exemple de la bataille de la Tamise ; ne pas freiner l'expansion, mais y insérer la notion d'environnement ; responsabilités de chacun ; rôle de la presse ; actions dans le cadre des collectivités locales* [27 octobre 1972] (p. 4483, 4484, 4485) ; Après l'Art. 50 : *L'amendement dont il est cosignataire institue une taxe additionnelle à la taxe perçue au profit d'Aéroport de Paris sur le nouvel aéroport de Roissy-en-France qui sera versée aux communes situées dans les zones de nuisance de cet aéroport ; sa réserve* (p. 4505) ; *son amendement : taxation des dépôts de ferrailles à ciel ouvert ; retrait* (p. 4505, 4506) ; *son amendement instituant un certificat obligatoire de dégazage dans les ports, attestant que les résidus pétroliers ont bien été déchargés à terre et non en mer ; retrait* (p. 4506) ; ARTICLES NON RATTACHÉS, Après l'Art. 50 : *Son amendement insérant un nouvel article instituant une taxe additionnelle de 2 F à la taxe perçue au profit d'Aéroport de Paris sur le nouvel aéroport de Roissy-en-France versée à un fonds intercommunal d'indemnisation pour les riverains réunissant les communes situées dans les zones de nuisance de cet aéroport ; retrait* [18 novembre 1972] (p. 5517).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux nuisances de l'aéroport de Roissy-en-France [3 novembre 19972] (p. 4636).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'incendie de la raffinerie de La Plaine-Saint-Denis [24 novembre 1972] (p. 5650).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux unités d'enseignement et de recherche de Paris V [15 décembre 1972] (p. 6264).

RABREAU (Michel)

Député de Loire-Atlantique
(7e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Olivier Guichard, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les veuves civiles des prestations de l'assurance maladie, n° 933 [3 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier le mode de désignation des délégués du personnel communal à la Commission paritaire nationale, aux commissions paritaires communales et intercommunales, n° 1697 [5 mai 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 71-588 du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes afin de proroger les délais de procédure, n° 2339 [18 mai 1972].

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les femmes assurées ayant rempli les fonctions et obligations de la tierce personne auprès de leur conjoint d'une majoration de leur durée d'assurance au régime général de sécurité sociale égale à la durée de ces soins, n° 2515 [30 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des femmes seules, chefs de famille ; examen de la réglementation actuelle ; ses observations sur l'aide sociale ; nombre des veuves civiles ; cas des veuves salariées agricoles ; problème du travail à mi-temps ; création d'une allocation pour les orphelins* [21 novembre 1969] (p. 4191, 4192) ; TAXES PARAFISCALES : *Taxe parafiscale avicole ; suppression de cette taxe* [22 novembre 1969] (p. 4260) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré, Art. 3 : *Ses observations sur les critères qui serviront à reconnaître l'état d'imprégnation alcoolique ; conservation de l'échantillon de sang prélevé ; modalités d'application de la présente loi* [22 avril 1970] (p. 1222) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Rôle d'information et d'éducation du Plan ; politique européenne ; abaissement de l'âge de la retraite ; nécessité de créer une commission permanente chargée d'étudier ce problème ; ses observations sur l'idée d'une « retraite mobile » ; lien entre la notion d'actionnariat et de la retraite ; politique de la natalité* [16 juin 1970] (p. 2722, 2723).

Pose à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population, une question orale avec débat relative aux problèmes de l'emploi [28 avril 1972] (p. 1201) : *Efficacité de l'action gouvernementale (limitation de l'immigration, formation continue, retraite anticipée, réduction des horaires de travail) ; création d'un indice de la conjoncture sociale ; installation de l'Agence de l'emploi sur tous les points du territoire ; développement de la formation professionnelle* (p. 1206fi 1207) ; *dégradation du marché de l'emploi dans la région des pays de Loire ; insuffisance des industries de base ou de pointe dans cette région ; industrialisation de l'Ouest ; inadaptation de l'offre à la demande* (p. 1211, 1212).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 14 : *Son sous-amendement à l'amendement de la Commission (versement de l'aide spéciale compensatrice)* [19 mai 1972] (p. 1754) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Votera le budget car effort sur les équipements collectifs ; réduction des inégalités ; souci de normalisation ; amélioration des relations entre les administrés et les agents de l'Etat (mensualisation, centres comptables conventionnés) ; complexité ; prélèvement à la source ; fraude ; son souhait que soit instauré un revenu familial proportionnel aux charges de la famille et exonéré d'impôt ; finances des collectivités locales ; patente* [24 octobre 1972] (p. 4317, 4318) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Lebas et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles L 285 et L 527 du Code de la sécurité sociale afin de maintenir le bénéfice des prestations maladie et des prestations familiales aux parents d'enfants se trouvant sans emploi à l'issue de la scolarité obligatoire : *Problème des adolescents qui, ayant terminé leur scolarité, trouvent un emploi dans les semaines qui suivent et doivent attendre un mois avant d'être couverts*

par un régime d'assurance [14 décembre 1972] (p. 6190) ;

— du projet de loi portant généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés, Art. 6 : *Son amendement : « La présente loi prendra effet le 1er janvier 1973 »* [18 décembre 1972] (p. 6307) ; *retrait de son amendement* (p. 6307).

RADIUS (René)

Député du Bas-Rhin
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 octobre 1968] (p. 3387).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à préciser les dispositions de l'article 27 du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à l'extension du monopole des tabacs en Alsace et en Lorraine, n° **384** [17 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 761) autorisant l'approbation des amendements à la Convention pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire (C.E.R.N.) signée à Paris le 1er juillet 1953 et au protocole financier annexé à cette Convention, n° **820** [8 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1150) autorisant la ratification de la Convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne au sujet de l'aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg-Neuburgweier, signée à Paris le 4 juillet 1969, n° **1274** [23 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1151) autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant le financement des travaux d'aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg-Neuburgweier, signée à Paris le 22 juillet 1969, n° **1275** [23 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1152) concernant certaines dispositions relatives à l'aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg-Neuburgweier, prévu par la Convention franco-allemande du 4 juillet 1969, n° **1276** [23 juin 1970].

Sa propositon de loi tendant à rendre applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de la loi du 12 avril 1941 relative à la production, au commerce, à l'utilisation des chevaux et mulets, n° **1696** [5 mai 1971].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 29 du Règlement, et présenté à la Commission des affaires étrangères au nom des représentants de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, sur l'activité de cette Assemblée, n° **2536** [30 juin 1972].

Sa proposition de loi, tendant à habiliter les associations constituées pour la lutte contre le proxénétisme, à exercer les droits reconnus à la partie civile devant les juridictions répressives, n° **2596** [18 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2658) autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et l'organisation européenne pour la recherche nucléaire (C.E.R.N.) relatif au statut juridique de ladite organisation en France, signé à Meyrin (Genève), le 16 juin 1972, constituant révision de l'accord signé le 13 septembre 1965, n° **2728** [6 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 17 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les majorations de cotisations prévues au présent article ne sont pas applicables aux contribuables ayant connu une période de chômage d'au moins trois mois au cours de l'année 1968 »* [19 juillet 1968] (p. 2358) ;

— du projet de loi autorisant la ratification des amendements aux articles 24 et 25 de la Constitution de l'organisation mondiale de la santé adoptés le 23 mai 1967, en qualité de *Rapporteur suppléant : Structure de cette organisation ; composition du conseil exécutif* [27 novembre 1969] (p. 4401) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne au sujet de l'aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg-Neuburgweier, signée à Paris le 4 juillet 1969, en qualité de *Rapporteur : Etablissement sur l'ensemble du cours du Rhin de conditions de navigation uniformes ; lutte contre l'érosion du fleuve en aval de Strasbourg ; souscription du capital des sociétés ; évaluation du coût des travaux* [23 juin 1970] (p. 2944) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral Suisse concernant le financement des travaux d'aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg-Neuburgweier, signée à Paris le 22 juillet 1969, en qualité de *Rapporteur : Intérêt pour la Suisse d'un achèvement rapide des travaux ; ses observations sur la Convention germano-suisse du 25 mai 1966 ; ses observations sur les travaux d'aménagement du Rhin prévus par la Convention franco-allemande du 4 juillet 1969 ; aide financière de la Suisse* [23 juin 1970] (p. 2945) ;

— du projet de loi concernant certaines dispositions relatives à l'aménagement du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg Neuburgweier, prévu par la Convention franco-allemande du 4 juillet 1969, en qualité de *Rapporteur : Répartition par décret de la valeur locative de la totalité de la force motrice de la chute de Gambsheim ; construction des usines hydro-électriques prévue dans le cadre de l'aménagement du Rhin ; souscription du capital de chaque société ; répartition des patentes ; consultation des communes intéressées* [23 juin 1970] (p. 2945, 2946) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « par décret » les mots « par décret en Conseil d'Etat »* (p. 2946) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Construction des nouveaux bâtiments du Conseil de l'Europe* [5 novembre 1970] (p. 5212) ; *infrastructures en matière de transports et de l'hôtellerie à Strasbourg ; rôle européen de Strasbourg ; ses observations sur la présence des ministres français lors des sessions de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe* (p. 5213) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières : *Balance commerciale au titre des produits forestiers ; place de la France dans le massif forestier du Marché commun ; ses observations sur la réussite suédoise* [26 novembre 1970] (p. 5959) ; *perspective internationale ; détermination des politiques régionales forestières ; solidarité des intérêts des nations ; rôle de la forêt pour les loisirs* (p. 5960) ; Après l'Art. 24 : *Ses observations sur les sociétés d'investissement forestier* (p. 5974) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., Art. 44 : *Office national de la forêt ; frais de garderie ; situation des collectivités locales* [6 novembre 1971] (p. 5799) ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5799, 5800) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Vice-président de la fédération nationale des communes forestières ; frais de garderie ; forêts communales* [14 novembre 1972] (p. 5158) ; *besoin d'une véritable politique forestière* (p. 5159) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (C.E.R.N.), relatif au statut juridique de ladite organisation en France, signé à Meyrin (Genève) le 16 juin 1972, constituant révision de l'Accord signé le 13 septembre 1965, en qualité de *Rapporteur : Succès du*

C.E.R.N. ; immunités et privilèges généralement reconnus aux organisations intergouvernementales, personnalité civile de l'organisation ; problème des rapports entre les autorités françaises et le C.E.R.N. concernant le privilège de l'inviolabilité [12 décembre 1972] (p. 6077) ; *immunité de juridiction ; inviolabilité de la correspondance officielle ; régime fiscal et douanier ; immunités et privilèges des membres du personel de l'organisation ; site trans-frontière* (p. 6078) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la charte sociale européenne, signée à Turin le 18 octobre 1961, sous l'égide du Conseil de l'Europe : *A présidé la Commission consultative du Conseil de l'Europe ; charte sociale complément naturel de la Convention européenne des droits de l'homme dont il demande la ratification* [12 décembre 1972] (p. 6079).

RAMETTE (Arthur)

Député du Nord
(15e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre Ier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements foncier agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à définir les caractéristiques de l'exploitation agricole familiale et à attribuer à ce type d'exploitation une priorité pour l'octroi des aides économiques et financières de l'Etat ainsi qu'un droit spécial d'acquisition ou de location sur les fonds et les terrains agricoles mis en vente ou en location, **n° 492** [4 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation des principales sociétés de l'industrie du verre, **n° 663** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à améliorer les droits du preneur en place en matière vente par adjudication, **n° 1303** [24 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 188-1 et 188-7 du Code rural, relatifs aux cumuls ou réunions d'exploitations agricoles, **n° 2336** [18 mai 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 15 : *Droit spécifique sur la bière et les eaux minérales ; son opposition aux droits spécifiques ; ses observation sur la T.V.A. ; consommation de l'eau minérale* [24 octobre 1968] (p. 3543) ; *son amendement tendant à la* ***suppression*** *de cet article* (p. 3545) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3559) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les calamités agricoles ; projet d'aménagement et d'assèchement de la vallée de la Scarpe ; règle de la préférence communautaire ; revision des mécanismes financiers du Marché commun ; F.E.O.G.A. ; situation des marchés agricoles ; organisation coopérative de la production ; organisation des marchés agricoles ; transformation des produits agricoles* [16 novembre 1968] (p. 4552, 4553) ; en seconde délibération, Après l'Art. 28 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement par l'alinéa suivant : « Les 200 premiers quintaux livrés sont exonérés des cotisations prévues aux alinéas précédents, à charge de majorer à due concurrence les cotisations pour les livraisons*

dépassant 1.000 quintaux » [19 novembre 1968] (p. 4725) ; *cas des petits exploitants des départements du Nord* (p. 4726) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par un nouvel alinéa : « La suppression de la taxe sur les salaires sera obligatoirement traduite en baisse dans les prix »* [27 novembre 1968] (p. 4890) ; *conséquences de la suppression de la taxe sur les salaires ; conséquences de l'élévation des taux de la T.V.A.* (p. 4890) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4892) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, Art. 2 : *Concentration des exploitations agricoles ; possibilité de sauver beaucoup d'exploitations agricoles si on leur donnait les moyens de s'orienter vers des cultures qui répondent aux possibilités de consommation des régions où elles sont produites ; problème du cumul* [10 décembre 1969] (p. 5296) ; *sa question concernant la superficie maximum* (p. 5297) ; *vote du groupe communiste* (p. 5297) ; Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (attribution des terres rendues disponibles)* (p. 5305) ; *ses observations sur les cumuls ; survie de la petite et moyenne culture* (p. 5305, 5306) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal, Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant, avant cet article, à insérer un nouvel article : « Un prélèvement exceptionnel de 30 % est institué sur le montant des sommes et titres indûment transférés à l'étranger entre le 31 mai 1968 et le 8 août 1969 »* [17 septembre 1969] (p. 2320) ; *causes de la dévaluation ; impunité dont jouissent les spéculateurs* (p. 2320) ; *ses observations sur le sous-amendement de M. Giscard d'Estaing* (p. 2321) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (les personnes morales et privées habilitées à effectuer des opérations de change devront fournir le détail des transferts de capitaux vers l'étranger auxquels il a été procédé à partir du 1er juillet 1968 ; institution d'un prélèvement exceptionnel de 30 % sur le montant des sommes indûment transférées à l'étranger ; calcul de l'impôt sur les sociétés ; suppression des régimes d'exception ; réduction du montant des dépenses militaires ; dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi prévoyant la modification des bases de calcul de l'impôt sur les sociétés et la modification des bases de calcul de l'I.R.P.P.)* [29 octobre 1969] (p. 3022) ; *ses observations sur son amendement ; responsabilité de la dévaluation du franc ; crise monétaire actuelle ; crise monétaire internationale ; déficit de la balance commerciale ; fragilité du franc ; blocage des crédits pour les investissements civils ; réduction du service militaire* (p. 3022, 3023) ; Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (plus-values réalisées par les personnes physiques à la suite de la modification des parités monétaires)* (p. 3025) ; *application de la législation fiscale actuelle ; ses observations sur les plus-values réalisées par les sociétés ou autres personnes morales définies à l'article 206 du Code général des impôts* (p. 3025, 3026) ; Après l'Art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (taux d'exonération pour les cotisations dues en 1970 au titre de l'assurance maladie des prestations agricoles ; taux d'exonération applicable aux cotisations cadastrales d'assurance vieillesse du régime des exploitants agricoles ; majoration des cotisations dues par les exploitants mettant en valeur une entreprise dont le revenu cadastral est supérieur à 3.000 francs)* (p. 3056, 3057) ; *situation des assurés sociaux exploitants agricoles ; maintien des exonérations au taux de 1968 et de 1969 ; budget des prestations sociales agricoles ; dépôt par le Gouvernement, avant le 30 avril 1970, d'un projet de loi tendant à répartir d'une façon équitable les cotisations sociales agricoles en fonction des ressources des assujettis* (p. 3057) ; *application des articles 37 et 41 de la Constitution* (p. 3058) ;

— deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits du F.O.R.M.A. ; déséquilibre de la balance commerciale ; nos relations avec nos partenaires allemands ; F.E.O.G.A. ; règlement financier actuel ; conséquences du soutien des marchés en France ; intervention en faveur du beurre et de la poudre de lait ; suppression de la T.V.A. sur le lait ; rôle du F.O.R.M.A. ; distributions aux familles nécessiteuses, aux casernes et aux hôpitaux ; soutien des prix agricoles ; plan Vedel ; cas de la ré-*

gion du Nord ; production des porcs ; ses observations sur le tabac, le blé dur, les oléagineux, les vins de qualité, la viande chevaline ; incohérence de la politique agricole actuelle ; développement des industries alimentaires [19 novembre 1969] (p. 3989, 3990) ; MONNAIES ET MÉDAILLES : *Ses observations sur la nouvelle pièce de cinq francs* [22 novembre 1969] (p. 4256) ; TAXES PARAFISCALES : *Taxe sur les œufs et taxe sur les volailles ; son opposition à ces taxes* (p. 4258, 4259) ; ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS, Avant l'Art. 59 : *Renforcement des sanctions frappant les contrevenants à la réglementation du contrôle des changes ; principe de la non-rétroactivité des lois* (p. 4304, 4305) ; *nomination d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur les conditions dans lesquelles se sont opérés les transferts de devises* (p. 4305).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes agricoles, en qualité de *suppléant* de M. Vedrines : *Refus du Gouvernement d'aligner les prix agricoles français sur le taux de la dévaluation ; transfert d'une partie du revenu agricole au profit des grandes sociétés capitalistes ; orientation du VI^e Plan ; rapport Vedel ; problème de la viticulture française et des planteurs de tabac* [17 avril 1970] (p. 1153, 1154).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e Plan : *Ses observations sur le fait que le Marché commun ne sera pas le débouché providentiel des excédents agricoles ; ses observations sur les aides ; déficit des aliments du bétail ; concentration capitaliste à la campagne ; ses observations sur les coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole et les groupements agricoles d'exploitation en commun* [16 juin 1970] (p. 2682, 2683) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Après l'Art. 22 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Est abrogé l'article 1241, 2°, du Code général des impôts exemptant des droits de mutation à titre gratuit les titres représentatifs de l'emprunt Pinay 3 1/2 % 1952-1958 »* [22 octobre 1970] (p. 4548) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970 : *Sa motion de renvoi* [8 décembre 1970] (p. 6263) ; *aggravation des difficultés des communes et des départements ; « départementalisation » du produit de la patente ; nécessité de supprimer la patente ; remplacement de la cote mobilière par une taxe basée sur le revenu exact de chaque contribuable* (p. 6264) ; Art. 6 : *Avenir du patrimoine foncier et immobilier des houillères nationales et notamment de celui du bassin du Nord et du Pas-de-Calais* (p. 6267) ; *ses observations sur la voirie des cités minières ; proposition de loi du groupe communiste tendant à la création d'un office des cités et de l'habitat minier* (p. 6268) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [9 décembre 1970] (p. 6360) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au bail rural à long terme : *Ses observations sur le projet relatif à l'indemnité viagère de départ ; ses observations sur le projet sur les sociétés agricoles d'investissement foncier ; situation des petits et moyens paysans* [11 décembre 1970] (p. 6475) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles, Art. 5 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [11 décembre 1970] (p. 6518) ; *cas où le groupement foncier agricole peut échapper à l'obligation de donner à bail ; cas des groupements fonciers agricoles constitués entre les membres d'une même famille* (p. 6518, 6519) ;

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal des profits de construction ; du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation ; du projet de loi modifiant la loi du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé : *Exonération des sociétés privées de construction en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices dans le cas où ceux-ci sont investis dans la construction ; charges supportées par les modestes contribuables* [14 juin 1971] (p. 2896) ; *montant des moins-values pour le Trésor public ; concentrations capitalistes dans le secteur de la construction ; exemple de la ville de Lille et notamment du quartier de Wazemmes* (p. 2897) ; *autonomie de gestion de la Caisse nationale de prêts aux organismes H.L.M.* (p. 2898) ; Profits de construction :

Vote du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi (p. 2900) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Après l'Art. 5 : *Son amendement : « Est abrogé l'article 1241-2° du Code général des impôts exemptant des droits de mutation à titre gratuit les titres représentatifs de l'emprunt Pinay 3,5 % 1952-1958 »* [21 octobre 1971] (p. 4727) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4728) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement (réduction du taux de la T.V.A. pour les produits de consommation de première nécessité ; établissement d'un impôt progressif sur les fortunes et les patrimoines des sociétés supérieurs à 800.000 francs)* (p.4742) ; *hausse du coût de la vie ; augmentation des patrimoines des sociétés en dix ans* (p. 4742) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Mission du F.O.R.M.A. ; ses observations sur les céréales et le sucre ; conséquences du désordre monétaire ; situation des paysans du Nord et du Pas-de-Calais* [16 novembre 1971] (p. 5755) ; *rôle du F.O.R.M.A. en ce qui concerne l'orientation de certaines productions agricoles ; ses observations sur le centre d'études et de recherches technologiques des industries alimentaires* (p. 5756) ; TAXES PARAFISCALES : *Son amendement (non-perception de la taxe de solidarité sur les céréales sur les 300 premiers quintaux et livrés par les agriculteurs ; majoration de cette taxe pour la partie des livraisons dépassant 1.000 quintaux)* [17 novembre 1971] (p. 5875).

Pose à M. le Ministre du Développement industriel et scientifique une question orale sans débat relative aux emplois dans la région de Douai [19 novembre 1971] (p. 5994, 5995, 5996).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Paquet, Jacques Barrot, Fajon, Carpentier et Rabreau relatives aux problèmes de l'emploi : *Gravité de la situation de l'emploi dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais (« désindustrialisation ») ; priorité accordée par les monopoles aux installations côtières de Dunkerque* [28 avril 1972] (p. 1213, 1214).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1973, Après l'Art. 3 : *Son amendement instituant un taux 0 de la T.V.A. pour le lait, le pain, les livres, les produits pharmaceutiques et réduisant le montant de la taxe sur les produits de large consommation ; dégagement de ressources par un impôt progressif sur les fortunes des sociétés* [25 octobre 1972] (p. 4376) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement abrogeant l'article 793-1 (emprunt Pinay)* (p. 4379) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE : *Vote du groupe communiste contre le budget* [2 novembre 1972] (p. 4543) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Demande la parole pour un rappel au Règlement ; diminution du nombre des exploitations familiales depuis 1944* [14 novembre 1972] (p. 5155) ; *politique des prix et des marchés agricoles ; le programme commun de la gauche préconise l'accroissement des prix à la production sans répercussion sur la consommation par l'allégement des taxes ; son refus d'un blocage des prix agricoles ; propose une aide directe aux petits et moyens exploitants sous forme d'une exonération des charges sociales et fiscales ou de primes d'encouragement à l'équipement de production* (p. 5163) ; *création par décret d'un office de la viande, proposition de loi n° 2562 tendant à garantir la progression des revenus des producteurs familiaux de viande et de lait ; diminution des droits de douane sur les importations de viande* (p. 5164).

RAYNAL (Pierre)

Député du Cantal
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 octobre 1969] (p. 2427).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [2 octobre 1969] (p. 2433).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Interventions :

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [30 octobre 1969] (p. 3107).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Crédits affectés au réseau routier ; cas du département du Cantal* [4 novembre 1970] (p. 5088) ; *insuffisance des principaux axes routiers ; importance des conditions de circulation et de communication ; liaison Massiac-Aurillac-Maurs ; ses observations sur la route n° 122 vers la limite du Puy-de-Dôme ; problème de la route nationale n° 89 ; fonds spécial d'investissement routier* (p. 5089) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Art. 1152 du Code rural : *Ses observations sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* [28 juin 1972] (p. 2924) ; Après l'Art. 1153 du Code : *Financement des dépenses* (p. 2925) ; Art. 1155 du Code : *Fixation des cotisations techniques* (p. 2929) ; Art. 1160 du Code : *Détermination des cotisations complémentaires ; retrait de son amendement déposé avec M. Gissinger* (p. 2930) ; Art. 1169 du Code : *Organisation de la prévention* (p. 2934, 2938) ; *élaboration des décrets* (p. 2939) ; Art. 16 : *Retrait de son amendement déposé avec M. Gissinger* (p. 2950) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Nécessité de la création d'un fonds de propagande et de promotion des races françaises ; objectifs du fonds de rénovation rurale ; accroissement de la compétitivité ; orientation de la production ; charte de la montagne ; équipement collectif rural ; aide à l'artisanat et à l'industrialisation en zone rurale ; équipement touristique ; enseignement agricole ; carte scolaire* [14 novembre 1972] (p. 5178) ; *disparité des taux des bourses ; maisons familiales rurales ; B.A.P.S.A. ; minimum vieillesse ; problème des aides familiaux ; conditions d'attribution de la pension d'invalidité pour les petits exploitants ; assurance complémentaire des accidents du travail des exploitants agricoles* (p. 5179).

REGAUDIE (René)

Député de la Haute-Vienne.
(1re circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à faciliter la gestion, la mise en valeur et le regroupement des biens appartenant aux sections de communes, n° 1738 [19 mai 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 13 : *Etablissement de trois types de permis de chasse ; ses observations sur la redevance versée aux communes ; problème des litiges survenant à propos des dégâts causés par le gibier* [24 octobre 1968] (p. 3538) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulin ; problème de la réparation des dommages* (p. 3541) ; Art. 18 : *Extension de la T.V.A. à l'agriculture et plus particulièrement à l'élevage* (p. 3552) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES, Après l'Art. 65 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Gouvernement devant adresser chaque année au Parlement un rapport relatif aux marchés publics qui seront conclus pendant la période de l'exécution de la loi de finances)* [18 novembre 1968] (p. 4657) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Découvert du budget de l'Etat ; présentation en début d'année d'un budget minoré ; ses observations sur le*

plan de stabilisation ; problème de la débudgétisation ; financement des H.L.M. ; prêts du F.D.E.S. ; emprunts d'Etat ; dépenses des collectivités locales [3 décembre 1968] (p. 5017, 5018) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur les branches de la recherche scientifique qui permettent d'accroître les moyens de guérir ; découverte de nouveaux médicaments ; marché pharmaceutique français ; difficultés de nos industries ; collaboration entre l'université et l'industrie pharmaceutique* [6 novembre 1969] (p. 3470);

— du projet de loi relatif à l'amélioration des structures forestières : *Délimitation des zones forestières ; ses observations sur les terrains dits « biens de section » ; exemple du Limousin* [26 novembre 1970] (p. 5961) ; *impossibilité de faire entrer les biens de section dans un syndicat de communes ; impossibilité de les faire entrer dans le domaine géré par la commune* (p. 5962) ; Art. 25 : *Ses observations sur la conversion d'excellentes terres en forêt* (p. 5975) ;

— du projet de loi relatif à l'amélioration des essences forestières : *Nécessité pour la France d'avoir une forêt de valeur ; problème des contrôles* [26 novembre 1970] (p. 5980, 5981).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale sans débat relative aux problèmes de la drogue [2 décembre 1970] (p. 6076, 6077).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Avenir de l'hospitalisation* [16 juin 1971] (p. 3007) ; *simplification des procédures administratives pour améliorer l'équipement* (p. 3008) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT) : *Réseau routier ; situation des employés des parcs ; route nationale Paris-Toulouse ; liaison Paris-Toulouse-Espagne ; problème des déviations ; transfert aux départements d'une partie du réseau national* [28 octobre 1971] (p. 5020) ; Art. 56 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5044) ; *transfert aux départements de certaines routes secondaires du réseau national ; aide allouée aux départements* (p. 5044, 5045) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Prix de journée des hôpitaux* [4 novembre 1971] (p. 5329).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la vaccination anti-aphteuse [2 juin 1972] (p. 2148, 2149).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers : *Ses explications de vote* [29 juin 1972] (p. 2992) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973, Art. 15 : *Son étonnement face à l'affectation aux autoroutes d'une grande part de l'augmentation du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers alors que les attributions accordées aux collectivités locales sont insuffisantes* [25 octobre 1972] (p. 4381) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Son souhait que soient revues les modalités d'attribution et de fonctionnement du régime des subventions de l'indemnité viagère de départ dans des conditions égales pour tous ; aide aux communes rurales ; enseignement agricole ; son inquiétude à l'égard de la politique des productions animales ; brucellose ; vaccination ; politique incohérente de la commercialisation* [15 novembre 1972] (p. 5203) ; *Office interprofessionnel de la viande* (p. 5204) ; EQUIPEMENT ET URBANISME : *Son inquiétude pour l'exercice prochain en ce qui concerne la route ; « points noirs » ; aménagement et mise hors gel des routes nationales ; aménagement des voies transversales ; son regret du choix des sociétés privées pour les autoroutes ; son inquiétude de la remise aux départements des routes nationales, dites secondaires ; amendement de la commission tendant à établir entre l'Etat et les départements une convention assurant à ces derniers une certaine pérennité dans l'octroi des subventions et un alignement quasi automatique de celles-ci sur les prix des travaux publics* [17 novembre 1972] (p. 5395) ; Art. 52 : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Denvers complétant ainsi cet article : « L'Etat pourra conclure avec les collectivités locales des contrats de programmation et de financement pluriannuels » ; garanties aux départements à propos du transfert des routes nationales secondaires* (p. 5404, 5405) ;

— du projet de loi sur la Banque de France, Art. 3 : *Son amendement substituant aux mots : « Ministre de l'Economie et des Finances » les mots : « Gouvernement »* [28 novembre 1972] (p. 5689) ; Art. 4 : *Son amendement de suppression des mots : « dans le cadre de sa compétence » afin de renforcer la référence au rôle du Conseil national du crédit* (p. 5690) ; Art. 5 : *Son amendement, retiré au profit de celui de M. Capelle, tendant à faciliter les moyens d'investigation de la Banque de France* (p. 5691) ; Art. 10 : *Son amendement prévoyant qu'un des sous-gouverneurs sera issu des cadres de la Banque et qu'aucun des gouverneurs et sous-gouverneurs ne devra avoir auparavant exercé des fonctions de direction dans une entreprise privée* (p. 5692, 5693) ; Art. 13 : *Son amendement fixant à douze conseillers au lieu de dix la composition tripartite du conseil d'administration* (p. 5693) ; *son amendement stipulant qu'un censeur et son suppléant assistent aux séances du conseil général (adopté)* (p. 5694) ; Art. 14 : *Son amendement instituant une composition tripartite du conseil général (quatre représentants de l'Etat ; quatre représentants des intérêts généraux de l'industrie, du commerce et de l'agriculture ; trois représentants du monde du travail ; un conseiller élu par le personnel) ; retrait* (p. 5694) ; Art. 35 : *Son amendement visant les activités courantes bancaires de la Banque de France (tenue des comptes particuliers) ; adoption contre l'avis du Gouvernement* (p. 5700) ; en deuxième lecture, Art. 35 : *Son amendement (ouverture des différents comptes par la Banque de France)* [18 décembre 1972] (p. 6292) ;

— du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances : *Oppose la question préalable* [28 novembre 1972] (p. 5702) ;

RENOUARD (Isidore)

Député d'Ille-et-Vilaine (4e circonscription)
R.I.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1969] (p. 813) ; [2 avril 1970] (p. 746).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire du Conseil supérieur de l'hydraulique [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672).

Est élu vice-président de Cette Commission [20 novembre 1968] (p. 4765).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — IV. - Départements d'outre-mer. — V. - Territoires d'outre-mer, n° 360 [10 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — XIII. - Départements d'outre-mer. — XIV. - Territoires d'outre-mer, n° 837 [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — III. - Départements d'outre-mer. — XV. - Territoires d'outre-mer, n° 1400 [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — III. - Départements d'outre-mer. — XVI. - Territoires d'outre-mer n° 2015 [8 octobre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2280), relatif à la conservation des ressources biologiques de la mer au large du département de la Guyane, n° 2356 [25 mai 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — III. - Départements d'outre-mer. — XVI. - Territoires d'outre-mer, n° 2590 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur les dépenses ordinaires ; autorisations de programme ; subvention au F.I.D.E.S. ; création d'une usine frigorifique à Saint-Pierre-et-Miquelon ; ses observations sur le territoire des Afars et des Issas ; problème du port de Djibouti ; question du commerce extérieur des territoires d'outre-mer ; ses observations sur la Polynésie ; exportations des Comores ; problème résultant de la fin de l'exploitation des gisements de phosphates de Makatéa et de la réduction du centre d'expérimentation du Pacifique ; programme de développement touristique ; ses observations sur le fait que le club Méditerranée envisage la réalisation avec U.T.A. d'un village à Bora-Bora et d'un hôtel à Tahiti, enfin d'un village de vacances à Rangiroa ; tourisme en Polynésie ; problème du nickel en Nouvelle-Calédonie ; création de la compagnie française industrielle et minière du Pacifique ; ses observations sur Wallis et Futuna ; question des terres australes ; base Dumont-d'Urville en terre Adélie ; statut juridique de l'équipe de la terre Adélie ; possibilité d'adopter le régime de la fon*dation [4 novembre 1968] (p. 3876, 3877) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Situation économique et sociale ; subventions accordées au F.I.D.O.M.; ses observations sur la section locale ; crise de Mai 1968 ; développement de l'industrie hôtelière et touristique ; augmentation des salaires en agriculture ; majoration du prix de revient agricole ; problème démographique ; émigration vers la métropole ; action du bureau des migrations ; installation de nouvelles industries dans les départements* ***d'outre-mer ; mise*** *en exploitation des gîtes d'eaux chaudes souterraines en Martinique et en Guadeloupe ; développemenet du tourisme ; abaissement des prix du transport aérien ; ses observations sur les volontaires antillais qui sont venus combattre sur le sol de la métropole en 1943 ; champ de tir de fusées spatiales de Kourou ; mise en valeur du minerai de bauxite abondant dans les montagnes de Kaw ; traitement et production sur place de la bauxite ou transport du minerai au Surinam ; liaison routière avec le Brésil* [9 novembre 1968] (p. 4251 à 4253) ;

— du projet de loi tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie, Art. 7 : *Application des avantages fiscaux accordés antérieurement à la présente loi ; retrait de l'amendement de M. Duval* [9 décembre 1968] (p. 5242, 5243) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Ses observations sur le « tourisme familial » ; problème du financement de l'équipement nécessaire à l'accueil des familles ; activité du tourisme en zone rurale ; navigation de plaisance ; insuffisance de nos voies navigables ; rôle du comité de promotion touristique des canaux bretons* [5 novembre 1969] (p. 3359) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur la base Dumont-d'Urville en terre Adélie ; statut juridique ; extension du port de Djibouti ; équipement administratif dans les territoi-*

res d'outre-mer ; ses observations sur les Nouvelles-Hébrides, Wallis et Futuna ; situation économique de la Polynésie française ; création du Centre d'expérimentation du Pacifique ; importance du tourisme pour l'économie de la Polynésie ; production de nickel en Nouvelle-Calédonie ; réduction de la prépondérance d'une mono-industrie ; ses observations sur le Centre d'expérimentation agronomique de Nossadiou et l'Institut français du café et du cacao ; problème du logement ; balance des transferts ; tourisme dans le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon ; ses observations sur les Comores ; trafic de Djibouti ; activité d'avitaillement du port (p. 3401, 3402) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Problème foncier ; augmentation du prix des terrains ; politique des lotissements ; situation des communes rurales ; procédure d'approbation des lotissements ; obstacles rencontrés par certaines familles qui construisent en milieu rural ; formule de l'épargne-logement ; le crédit agricole doit devenir le crédit rural et communal en favorisant le financement du logement, à la fois dans les communes de moins de 2.000 habitants et à la périphérie des villes petites et moyennes* [14 novembre 1969] (p. 3774) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Evolution du produit intérieur brut de ces départements ; leur production agricole ; industrie sucrière ; production des bananes ; niveau des cours ; retrait de la banane de l'indice des 259 articles déterminant le S.M.I.G. ; essor des cultures vivrières et de l'élevage ; tourisme ; nombre des chômeurs ; activité du centre spatial en Guyane ; balance générale des transferts ; niveau de vie des populations des D.O.M. ; nécessité de développer les industries de main-d'œuvre destinées à subvenir aux besoins locaux ; organisation des services publics des D.O.M. ; augmentation de la population d'âge scolaire ; problème de la régionalisation* [15 novembre 1969] (p. 3811, 3812) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION IV. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur les aides au développement ; augmentation des charges de l'Etat ; gestion, par le Ministère du Développement industriel et scientifique, des dépenses de recherche scientifique en terre Adélie ; situation économique de la Nouvelle-Calédonie ; traitement du nickel ; déséquilibre entre les activités liées au nickel et les autres ; diminution du nombre des touristes ; ses observations sur Wallis et Futuna, la Polynésie française, le Territoire des Afars et des Issas et Saint-Pierre-et-Miquelon ; situation des Comores ; prépondérance du secteur agricole ; production des cultures d'exportation* [23 octobre 1970] (p. 4667) ; *désenclavement économique de l'archipel des Comores ; se demande s'il ne serait pas préférable de concentrer les efforts de l'Etat sur le développement et la modernisation du secteur agricole plutôt que de surpayer une administration aussi inefficace et de consacrer des crédits importants au logement des fonctionnaires ; possibilité d'une orientation du commerce extérieur des Comores dans le cadre géographique régional* (p. 4668) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur le problème des anciens combattants d'Algérie ; leur désir d'être représentés au conseil d'administration de l'Office des anciens combattants ; leur demande de l'attribution de la carte de combattant ; ses observations sur leurs arguments* [26 octobre 1970] (p. 4706, 4707) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Situation économique des D.O.M. ; production bananière à la Réunion ; production de sucre et de bananes à la Guadeloupe ; ses observations sur le cyclone Dorothée ; production d'ananas à la Martinique ; création d'entreprises industrielles ; création d'une fabrique de jus de fruits à Sainte-Lucie ; ses observations sur l'hôtellerie ; problème de l'émigration forcée ; ses observations sur le VI^e Plan ; augmentation des importations de biens de consommation dans les T.O.M.* (p. 4718) ; *hausse du niveau de vie ; construction d'hôtels ; ses observations sur la mission interministérielle chargée du développement du tourisme dans les D.O.M. ; problème de la départementalisation ; mise en œuvre d'une nouvelle politique industrielle ; nécessité de favoriser la création d'une classe d'entrepreneurs dynamiques ; situation de certaines communautés indiennes en Guyane* (p. 4719) ; Titre VI : *Son amendement tendant à réduire de deux millions les autorisations de programme et les crédits de paiement du titre VI de l'état C* (p. 4734) ; *crise de l'industrie sucrière des Antilles* (p. 4734) ; *lancement d'un plan de restructuration de cette industrie ; résultats*

de la politique (p. 4734) ; *compétitivité du sucre antillais ; crédits du F.I.D.O.M.* (p. 4735) ; *ses observations sur une mauvaise utilisation des crédits destinés à l'industrie sucrière ; retrait de son amendement* (p. 4735) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Dépôt d'un état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux Départements et Territoires d'outre-mer ; crédits du F.I.D.O.M. ; déficit d'exploitation des sucreries du groupe martiniquais-Centre-Sud ; problème du chômage ; économie de la Guyane ; situation démographique ; sous-emploi ; rôle du fonds d'action sociale obligatoire des caisses générales de sécurité sociale* [26 octobre 1971] (p. 4899) ; *émigration ; rôle du Bumidom* (p. 4900) ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Ses observations sur le territoire français des Afars et des Issas ; port de Djibouti ; protection des fonds marins du golfe de Tadjourah ; problème démographique de l'archipel des Comores ; programmes d'expérimentation et de recherche scientifique dans les Terres australes et antarctiques françaises ; évolution économique de la Nouvelle-Calédonie ; industrie du nickel ; territoire des îles Wallis et Futuna ; situation économique du Condominium des Nouvelles-Hébrides ; déclin du coprah* [3 novembre 1971] (p. 5194) ; *ressources de Saint-Pierre-et-Miquelon* (p. 5195) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Aménagement et équipement des communes rurales ; rénovation rurale* [16 novembre 1971] (p. 5780) ; *problème du remembrement ; programmes de l'alimentation en eau potable ; création de plans d'eau* (p. 5781) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Mise en valeur du milieu naturel ; conditions de vie des agriculteurs ; aménagement foncier ; remembrement ; exode rural agricole ; tourisme rural ; problème du logement ; réalisation de villages résidentiels à la campagne pour les personnes âgées* [17 juin 1971] (p. 3065, 3066) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Artisanat rural ; calcul des prestations ; contentieux fiscal ; institution du salaire fiscal ; problème de l'amnistie* [17 mai 1972] (p. 1588, 1589) ;

— du projet de loi relatif à la conservation des ressources biologiques de la mer au large du département de la Guyane, en qualité de *Rapporteur : Décision du Brésil de porter ses eaux territoriales à 200 milles ; importance de la pêche à la crevette pour l'économie guyanaise ; détermination des moyens de contrôle* [20 juin 1972] (p. 2656, 2657), Art. 1[er] : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « En vue d'assurer la conservation des ressources biologiques de la mer... »* (p. 2657) ; Art. 2 : *Son amendement* (p. 2657) ; *protection des tortues de mer* (p. 2657) ; *son amendement tendant après les mots : « de la situation géographique de ces Etats » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « des habitudes de pêche de leurs ressortissants et des engagements internationaux de la France »* (p. 2657) ; *ses observations* (p. 2658) ; *retrait de son amendement* (p. 2658) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION VII. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Absence de développement économique, agricole et industriel de la Guyane ; forêt ; bauxites de Kaw ; expansion démographique et sous-emploi ; texte d'application de la loi relative à la régulation des naissances ; déséquilibre des structures économiques de ces départements ; sucre, tourisme, banane ; utilisation des crédits en capital du fonds d'investissement pour les Départements d'outre-mer pour combler les déficits de fonctionnement des sucreries de la Martinique* [13 novembre 1972] (p. 5050, 5051) ; *amendement pour que ces crédits servent à favoriser le développement de l'élevage ; progrès de la pêche à la Réunion et du tourisme aux Antilles ; tarifs des passages aériens vers les Antilles* (p. 5052) ; Etat C, titre VI : *Son amendement de réduction des crédits de paiement de ce titre car la Commission ne peut accepter que des crédits d'investissements du F.I.D.O.M. soient détournés de leur objet et affectés à la couverture du déficit permanent des sucreries de la Martinique ; retrait* (p. 5071) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Enseignement agricole (bourses, subventions de fonctionnement) ; remembrement ; son regret que l'aide accordée aux jeunes agriculteurs qui s'installent ne soit pas étendue à l'ensemble des zones de rénovation rurale, notamment aux départements de l'Ouest ; problème des agriculteurs âgés ; assouplissement des règles de l'attribution de l'indem-*

nité viagère de départ ; pensions des veuves de cultivateurs ; crédits relatifs à la rénovation rurale ; adduction d'eau [15 novembre 1972] (p. 5221) ; EQUIPEMENT ET URBANISME : *Priorité aux autoroutes de liaison ; pause en ce qui concerne la voirie urbaine et la voirie de rase campagne ; non-respect du VI^e Plan atteignant essentiellement la voirie nationale en rase campagne ; ses suggestions ; étude et expérimentation du plan A.G.I.R. (plan d'aménagement des grands itinéraires routiers) ; institution de routes à sens unique ; implantation de la nouvelle signalisation européenne* [17 novembre 1972] (p. 5397) ; *déblocage des crédits du fonds d'action conjoncturelle* (p. 5398) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION VII. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Augmentation des crédits de paiement ; diminution en valeur absolue des autorisations de programme ; crédits du F.I.D.E.S. ; problèmes de la Polynésie ; croissance démographique ; activités traditionnelles en déclin (coprah) ; réduction probable du rôle du centre d'expérimentation du Pacifique ; progression du tourisme ; exploitation des nodules polymétalliques ; problème de la pêche à Saint-Pierre-et-Miquelon* [18 novembre 1972] (p. 5451) ; *extinction de la société de pêche et de congélation remplacée par Interpêche ; refus de communication des rapports de l'Inspection du travail en Nouvelle-Calédonie et d'un rapport relatif aux Comores reflétant une méconnaissance des rapporteurs budgétaires à l'égard du pouvoir de contrôle du Parlement* (p. 5452).

RÉTHORÉ (Raymond)

Département de la Charente
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1405) autorisant l'approbation de l'accord conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en vue d'éviter les doubles impositions dans le domaine des transports aériens et maritimes, signé à Moscou le 4 mars 1970, n° 1494 [4 décembre 1970].

Intervention :

Mise au point au sujet de son vote et de celui de M. Alloncle sur l'amendement de M. Sabatier après l'article 17 de la loi de finances pour 1970 [31 octobre 1969] (p. 3171).

REY (Henry)

Député de la Loire-Atlantique
(1re circonscription)
U.D.R.

MINISTRE DÉLÉGUÉ
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DES DÉPARTEMENTS
ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER
du 22 juin 1969 au 24 février 1971

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Président du groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201), [2 avril 1969] (p. 816).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Est nommé Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, n° 159 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à étatiser la police dans les communes suburbaines de Nantes, n° 304 [3 octobre 1968].

Sa proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 399 [29 octobre 1968].

Sa proposition de loi modifiant la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 relative à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, n° 659 [3 avril 1969].

Son projet de loi approuvant la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République et le Conseil de Gouvernement du territoire des Comores, ensemble le protocole additionnel, signés à Paris le 27 mars 1970 et à Moroni le 8 juin 1970, n° 1615 [2 avril 1971].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le texte prévu par l'amendement de M. Capelle, pour le cinquième alinéa de cet article, à remplacer les mots : « ou celles qui leur sont assimilées » par les mots : « d'assistants titulaires d'une agrégation »* [9 octobre 1968] (p. 3177) ; *son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Capelle, à remplacer les mots : « à 60 % » par les mots : « aux deux tiers »* (p. 3181) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi de finances pour 1969 : *Vote du groupe U.D.R.* [16 décembre 1968] (p. 5541) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à porter à quatre semaines la durée minimum des congés annuels et à prévoir les majorations applicables en raison de l'âge des travailleurs salariés ou de leur ancienneté dans l'entreprise : *Ses observations sur les paroles de M. Leroy* [29 avril 1969] (p. 1116) ;

En qualité de Ministre :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Appartenance de ces territoires à la République ; niveau de vie des habitants de ces territoires ; crédits inscrits au budget ; politique du Gouvernement ; objectifs de développement des ressources naturelles, d'encouragement aux activités nouvelles, de réalisation des infrastructures de liaison et de mise en place des cadres sociaux du développement ; commercialisation par des mutuelles ; industrialisation ; huilerie de coprah de Papeete ; société de pêche et de congélation de Saint-Pierre-et-Miquelon ; étude d'une nouvelle unité de traitement du poisson à Saint-Pierre ; huilerie de coprah aux Nouvelles-Hébrides ; conserverie de thon en Polynésie ; problème du nickel ; ses observations sur le tourisme ; abaissement des tarifs des transports aériens ; développement du port de Saint-Pierre ; formation professionnelle ; conséquences à Djibouti de la fermeture du canal de Suez ; tarifs du chemin de fer franco-éthiopien ; mise en place des cadres sociaux du développement ; ses observations sur l'enseignement de la formation professionnelle, de la santé et de la politique de l'habitat ; problème des bourses ; problème de l'équipement sportif et culturel ; rôle de l'Office de radiodiffusion-télévision française ; dépenses en capital ; contribution budgétaire du F.I.D.E.S. ; préparation du VIe Plan ; étatisation de la fonction publique polynésienne ; financement des travaux d'adduction d'eau de Nouméa ; action du F.I.D.E.S. en Polynésie ; centre culturel et sportif de Saint-Pierre-et-Miquelon ; réfection du quai de Saint-Pierre ; lutte antituberculeuse à Wallis et Futuna ; achèvement du wharf de Futuna* [5 novembre 1969] (p. 3402 à 3405) ; *problème de la dévaluation ; ses observations sur les francs d'outremer ; franc de Djibouti ; monnaie du condominium des Nouvelles-Hébrides ; non-dévaluation du C.F.P. ; implantation du C.N.E.X.O. à Tahiti ; politique de dialogue sur le développement économique et social de la Polynésie ; problème de l'absence d'obligation scolaire ; construction d'un nouveau lycée technique sur l'emplacement de l'ancien lycée Lapérouse ; projet de la cité universitaire de l'île Nou ; emploi de moniteurs de formation professionnelle pour la Nouvelle-Calédonie ; intervention de la Caisse des dépôts et consignations pour assurer*

le financement de l'infrastructure routière ; extension de la loi Debré ; problème relatif à la fonction publique ; développement de l'action sanitaire dans les Comores ; aérodrome de Moroni ; construction de la piste de l'aérodrome de Hihifo ; problème de la piste de Futuna ; question du wharf de Futuna ; bourses de l'enseignement supérieur ; résultats obtenus par les athlètes de Wallis à Port-Marusby (p. 3410, 3411) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Crédits de fonctionnement ; crédits d'investissement ; ses observations sur le F.I.D.O.M. ; crédits destinés à l'aide aux collectivités locales pour la réparation de leurs édifices culturels ; politique sociale dans les D.O.M. ; politique de migration ; rôle du Bumidom ; problème des revenus et des salaires ; question de la sécurité sociale ; formation professionnelle et promotion sociale ; problème de la jeunesse ; ses observations sur l'enseignement ; ses observations sur le sucre et la banane ; accord entre la production et la commercialisation ; développement des industries de main-d'œuvre ; importance du tourisme ; création d'hôtels plus modestes ; adaptation des tarifs de transport ; régime des loyers ; ses observations sur les « cinquante pas géométriques » ; accession des originaires des départements aux postes de tous grades de la fonction publique outre-mer ; promotion sociale des fonctionnaires des départements d'outre-mer ; refonte du régime des congés administratifs* [15 novembre 1969] (p. 3812 à 3814) ; *importance du tourisme pour les D.O.M. ; ses observations sur le V^e^ Plan ; ses observations sur la Guyane et la Réunion ; problème de l'environnement ; réduction des tarifs des transports aériens ; rôle de l'information ; problème de la régionalisation ; question de la création de C.O.D.E.R. ; adaptation de la production sucrière des D.O.M. ; problème des quotas de sucre attribués aux usines des D.O.M. ; ses observations sur la banane ; intervention du F.O.R.M.A. ; complexité des taux de la T.V.A. ; assurance vieillesse des travailleurs indépendants ; rôle des secteurs de la formation professionnelle ; ses observations sur les auteurs de l'attentat de Port-Louis ; affaire, dite de Bambridge ; maintien de la paix dans les* D.O.M. (p. 3822 à 3824) ;

— du projet de loi rendant applicables aux Départements et Territoires d'outre-mer les dispositions d'ordre pénal du décret du 25 août 1937 portant réglementation des bons de caisse : *Intérêt des bons de caisse ; sanctions pénales* [27 novembre 1969] (p. 4405, 4406) ;

— du projet de loi instituant un régime d'allocations familiales des exploitants agricoles dans les Départements d'outre-mer et modifiant les chapitres III-2 et IV-1 du titre II du Livre VII du Code rural : *Aspect politique et social du projet de loi ; cas des travailleurs indépendants ; disparité qui existe dans les revenus des Départements d'outre-mer ; durée de la période transitoire* [27 novembre 1969] (p. 4408, 4409).

Répond à la question d'actualité de M. Fontaine, relative aux cyclones de la Réunion [24 avril 1970] (p. 1288, 1289).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION IV. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Expansion démographique des Territoires d'outre-mer ; réduction des activités du Centre d'expérimentation nucléaire ; accroissement du niveau de vie ; importance de l'élevage et de l'agriculture de subsistance ; exploitation des produits de la mer ; ses observations sur le tourisme ; programme d'infrastructures générales ; rôle du Fonds européen de développement et de la Caisse centrale de coopération économique* [23 octobre 1970] (p. 4668) ; *ses observations sur les dépenses civiles ; transfert de la charge du fonctionnement du service des douanes dans les T.O.M. ; ses observations sur le personnel d'autorité dans les Territoires d'outre-mer ; révision du coefficient de majoration des rémunérations du personnel en service en Nouvelle-Calédonie ; réduction du temps de séjour ; mise en place de l'état civil dans le territoire des Afars et des Issas ; création d'un service de contrôle technique chargé de la vérification des dossiers d'investissements présentés par le territoire des Comores ; essor touristique en Polynésie française ; carénage du cargo postal du territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon ; création d'un office de tourisme dans le territoire des Comores ; lutte contre les endémies ; prise en charge de la fonction publique polynésienne ; création dans le condominium des Nouvelles-Hébrides d'une équipe d'animation rurale ; ses observations sur le territoire des Terres australes et antarctiques* (p. 4669) ; *ses observations sur le territoire des îles Wallis et Futuna ; de-*

mandes de bourses d'enseignement supérieur ; organisation des Jeux du Pacifique-Sud en Polynésie française ; examen des dépenses en capital ; extension du port de Djibouti ; rôle du F.I.D.E.S. ; crédits d'équipement destinés aux Comores et au territoire des Afars et des Issas ; amélioration de la production agricole et de l'élevage des Comores ; équipements sociaux du territoire des Afars et des Issas ; réalisation de l'hôpital français de Port-Vila au condominium des Nouvelles-Hébrides ; ses observations sur la commune de Nouméa ; poursuite de la politique de régénération de la cocoteraie et de reboisement en Polynésie française ; aménagement d'aérodromes dans les îles ; ses observations sur les crédits de la section locale de la Nouvelle-Calédonie ; équipement administratif des services d'Etat ; construction de logements (p. 4670, 4671) ; *problème du nickel ; essor industriel de la Nouvelle-Calédonie ; ses observations sur les projets d'usines métallurgiques ; constitution de leur capital ; dépenses d'équipement à Nouméa ; courants commerciaux entre la Nouvelle-Calédonie et le Japon ; absence de modification des compétences de l'assemblée territoriale de Nouméa ; problème de la main-d'œuvre ; limitation de l'appel à la main-d'œuvre étrangère ; répartition des fruits de l'expansion* (p. 4675) ; *amélioration de l'enseignement primaire ; formation professionnelle ; réforme communale ; ses observations sur la pêche à Saint-Pierre-et-Miquelon ; options du VI^e^ Plan ; réalisation d'un complexe industriel du poisson congelé ; étatisation de la fonction publique à Saint-Pierre-et-Miquelon ; prise en charge de l'enseignement privé à Saint-Pierre-et-Miquelon ; conséquences de la tornade qui s'est abattue sur Saint-Pierre-et-Miquelon ; équipements collectifs en Nouvelle-Calédonie ; problème des statuts ; mise en place de la réforme municipale ; démocratisation des institutions ; infrastructures routières à Wallis et Futuna ; possibilité d'assurer une deuxième liaison mensuelle entre Wallis et Nouméa par l'U.T.A. ; dotation du F.I.D.E.S.* (p. 4676) ; *prise en charge du déplacement de la délégation de Wallis et Futuna pour les Jeux du Pacifique ; problème de la radiodiffusion ; préparation du VI^e^ Plan ; ses observations sur le projet de l'hôpital de Sia ; développement des Comores ; financement de la route de Bahani-Dache ; lutte contre les endémies ; problème des transports aériens ; réduction des tarifs ; multiplication des charters ; possibilité d'autoriser des compagnies aériennes étrangères à réaliser un certain nombre de charters ; création de lignes aériennes nouvelles* (p. 4677) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Cohérence de la politique gouvernementale ; poussée démographique dans les D.O.M. ; problème du chômage ; objectifs en matière de migration ; rôle du Bumidom ; problème des jeunes gens dont les connaissances sont insuffisantes pour entrer en formation professionnelle accélérée* [26 octobre 1970] (p. 4719) ; *nombre de sections de formation professionnelle ouvertes ; résultats en matière de préformation professionnelle ; pouvoir d'achat des salariés ; fixation du salaire minimum de croissance de chaque département ; institution d'un régime d'allocations familiales des exploitants agricoles ; situation de l'économie sucrière ; nécessité d'aboutir à une économie sucrière rentable et compétitive ; production bananière ; création du comité économique agricole bananier ; production de l'ananas ; objectif de l'industrialisation ; ses observations sur divers projets industriels en cours ; projet d'implantation d'une raffinerie à la Réunion ; importance des incitations de caractère financier et fiscal* (p. 4720) ; *aide apportée aux investissements industriels et hôteliers sous la forme d'exonérations fiscales ; ses observations sur les recherches portant sur le cuivre de l'île de Saint-Barthélemy ; projet de mise en valeur des bauxites de Kaw ; ses observations sur le réseau routier ; problème du secteur des postes et télécommunications ; taux de scolarisation dans l'enseignement préscolaire ; réforme des structures foncières ; industrie hôtelière ; recherche d'une plus grande cohérence dans les actions ; aide au secteur productif ; normalisation des phénomènes de population ; ses observations sur le centre spatial de Kourou ; rôle du service militaire adapté ; ses observations sur la tempête tropicale Dorothée ; mesures en matière de migrations* (p. 4721) ; *interventions de divers ministères techniques aux D.O.M. ; création d'une commission de coordination des investissements* (p. 4722) ; *question de la régionalisation et de la déconcentration ; déconcentration en matière d'équipements publics et de contrôle financier ; établissement de rapports contractuels entre l'Etat et les villes dans le cadre du VI^e^ Plan ; intervention des conseils généraux dans la planification et la program-*

mation des équipements publics ; préparation du VI^e Plan ; formation professionnelle ; problème de la qualification des fonctionnaires appelés à servir outre-mer ; possibilité de favoriser un recrutement local ; problème du régime de l'assurance maladie ; cas de l'assurance maladie des travailleurs indépendants ; question des allocations familiales et de la parité globale (p. 4731) ; *montant des cotisations exigées des exploitants agricoles ; ressources du fonds d'action sanitaire et sociale ; ouverture de deux écoles hôtelières, l'une en Guadeloupe, l'autre en Martinique ; ses observations sur un futur emplacement réservé aux D.O.M. dans une éventuelle « Maison des régions de France » ; réduction des tarifs ; multiplication des charters ; économie sucrière* (p. 4732) ; *plan de relance de la canne ; conséquence de la concentration industrielle ; fusion des usines du Galion et de Sainte-Marie ; fusion des usines de Lareinty, de Rivière-Salée et du Marin ; sort de l'usine de Petit-Bourg ; production bananière ; ses observations sur les ananas ; problème de l'écoulement de la production nationale sur son propre marché ; élaboration du règlement communautaire des fruits et légumes conservés ; problème de l'élevage ; organisation de coopératives chargées d'écouler la production ; création d'abattoirs modernes à Fort-de-France et à Pointe-à-Pitre ; sort des Indiens de la Guyane ; ses observations sur l'accès de la haute Guyane ; problème du fonds de chômage ; enseignement et formation professionnelle* (p. 4733) ; *problème de l'information ; ses observations sur le cyclone Dorothée ; rôle des militaires dans les opérations de secours ; taux de croissance de la production* (p. 4734) ; *intervention du F.I.D.O.M. dans la réalisation du programme de redressement de l'économie sucrière ; possibilité de prescrire une enquête sur l'utilisation des crédits* (p. 4735).

Répond à la question d'actualité de M. Fontaine relative à l'incendie dans les communes de Saint-Paul et de Trois-Bassins à la Réunion [27 novembre 1970] (p. 6018, 6019).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Magaud et plusieurs de ses collègues relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ; *Démocratisation des structures administratives ; ses observations sur le rôle du district ; arguments avancés contre l'extension du régime communal ; nécessité de mettre un terme à toute différenciation des Polynésiens entre eux sur le plan de l'organisation politique ; prérogatives de l'Assemblée territoriale ; création d'un fonds de péréquation; répartition des ressources fiscales du territoire ; activités du Centre expérimental du Pacifique* [18 décembre 1970] (p. 6670) ; *aide financière de la République ; rôle du F.I.D.E.S. ; compétences de l'adjoint au maire placé à la tête de la section de commune ; ses observations sur l'article 72 de la Constitution* (p. 6671) ; *ses observations sur les dispositions d'ordre électoral ; organisation des élections municipales ; réforme communale de la Nouvelle-Calédonie* (p. 6672) ; *son opposition à la question préalable ; compétence du Parlement ; ses observations sur l'Assemblée territoriale* (p. 6674) ; *son opposition à la motion de renvoi* (p. 6681) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Delachenal* (p. 6683) *et sur celui de la Commission* (p. 6684) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article : « Le fonds intercommunal de péréquation peut recevoir en outre toutes subventions allouées aux communes par l'Etat et par le territoire »* (p. 6686) ; *possibilité pour le fonds intercommunal de péréquation de recevoir des subventions de l'Etat* (p. 6687).

Est nommé membre du Conseil constitutionnel, en remplacement de M. Jules Antonini [24 février 1971] [*J.O.* du 25 février 1971] (p. 1891).

RIBADEAU DUMAS (Roger)

Député de la Drôme
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu vice-président de cette Commission [3 avril 1970] (p. 786).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises [19 décembre 1968] (p. 5708) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [17 décembre 1969] (p. 5028) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés [19 décembre 1969] (p. 5106) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault [20 décembre 1969] (p. 5119);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés [18 décembre 1970] (p. 6707).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 6) portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, **n° 198** [19 juillet 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, **n° 213** [25 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en première lecture (n° 210), portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, **n° 251** [25 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième lecture, portant ratification des ordonnances relatives à la sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, **n° 253** [25 juillet 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — VI. - Affaires sociales : Sécurité sociale, **n° 364** [15 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — VI. - Affaires sociales : Sécurité sociale, **n° 836** [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 893) portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966

modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, n° **915** [28 novembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 907) portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés, n° **946** [5 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, n° **990** [18 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une contribution sociale de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés, n° **994** [19 décembre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1184) portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan, n° **1236** [11 juin 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1793) portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social, n° **1829** [10 juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — IV. - Affaires sociales : Sécurité sociale, n° **2586** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociales prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la loi du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures d'ordre économique et social en application de l'article 38 de la Constitution ; augmentation du coût des dépenses de santé; structures administratives du régime général ; extension de la protection sociale contre le risque maladie à l'ensemble de la population ; responsabilité des gestionnaires ; séparation des risques en trois groupes distincts : maladie, maternité, invalidité, décès, d'une part, et, d'autre part, prestations familiales, enfin, vieillesse ; création d'une agence centrale des organismes de Sécurité sociale ; tutelle des pouvoirs publics sur les caisses ; question de la parité de représentation entre salariés et employeurs ; problème de la formule de la désignation ; frais de fonctionnement du haut comité médical de la Sécurité sociale ; prix de vente des médicaments ; conditions d'ouverture du droit aux prestations ; ticket modérateur ; problème de l'équilibre financier ; accords de Grenelle ; indemnités journalières pour les arrêts de travail prescrits à l'occasion d'une cure thermale ; création d'une cotisation proportionnelle aux primes afférentes à l'assurance obligatoire en matière de véhicules à moteurs ; ses observations sur l'importance des cotisations proportionnelles aux salaires ; amélioration du régime vieillesse* [22 juillet 1968] (p. 2401 à 2403) ; Art. unique : *Ses observations sur les amendements de MM. Darchicourt et Dupuy* (p. 2430) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article (indication des ordonnances ratifiées)* (p. 2431) ; ORDONNANCE N° 67-706 DU 21 AOUT 1967 RELATIVE A L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE : *Son amendement tendant,* après l'article premier, *à insérer un nouvel article (création d'un budget annexe des prestations de Sécurité sociale)* (p. 2432) ; *retrait de son amendement* (p. 2432) ; *son amendement tendant à modifier* l'article 2 *(rôle de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés)* (p. 2432) ; *son amendement tendant à remplacer les deux premières phrases du premier alinéa de* l'article 3 *par de nouvelles dispositions : « la caisse nationale de l'assurance maladie est un établissement de droit privé gérant un service public dont les modalités de fonctionnement sont fixées par décret »* (p. 2432) ; *retrait de son amendement* (p. 2433) ; *principe de la parité et de la désignation* (p. 2433) ; *son amendement tendant à compléter* l'article 4

par un nouvel alinéa (création de commissions au sein du conseil d'administration) (p. 2434) ; *retrait de son amendement* (p. 2434) : *son amendement tendant à remplacer l'*article 10 *par de nouvelles dispositions (représentants des médecins, des chirurgiens-dentistes, des pharmaciens, des unions d'associations familiales de la fédération nationale de la mutualité française siégeant avec voix consultative aux conseils d'administration des caisses d'assurance maladie dans des conditions fixées par décret ; possibilité pour le Ministre des Affaires sociales de désigner d'autres représentants)* (p. 2435) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'*article 11 *(action sanitaire et sociale des caisses primaires et des caisses régionales)* (p. 2435) ; *retrait de son amendement* (p. 2435) ; *son amendement tendant* après l'article 12 *à insérer de nouvelles dispositions (création d'un corps autonome de médecins-conseils de la Sécurité sociale)* (p. 2435) ; *son amendement tendant à modifier l'*article 2 (p. 2436) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'*article 13 *(ressources des gestions mentionnées à l'article 2* (p. 2436) ; *ressources des caisses de Sécurité sociale* (p. 2436) ; *retrait de son amendement* (p. 2437) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'*article 15 *(répartition entre les caisses d'assurance maladie des différentes ressources)* (p. 2437) ; *retrait de son amendement* (p. 2437) ; *son amendement tendant après les mots : « par un prélèvement sur le fonds de réserve » à rédiger ainsi la fin de l'*article 17 : *« par une augmentation des taxes visées à l'article 14, 3° ; à défaut, par une augmentation des cotisations visées à l'article 14, 1° et 2°, dans des conditions et limites fixées par décret »* (p. 2437) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du premier alinéa de l'*article 19 *(caractère exécutoire des décisions* (p. 2437) ; *autonomie du régime d'assurance maladie ; retrait de son amendement* (p. 2437) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin de l'alinéa 2 de l'*article 23 *« dans le cadre d'un programme qu'elle détermine »* (p. 2437) ; *retrait de son amendement* (p. 2438) ; *son amendement tendant à compléter l'article 23 par de nouvelles dispositions (rôle du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales)* (p. 2438) ; *son amendement tendant à remplacer les deux premières phrases du premier alinéa de l'*article 24 *par de nouvelles dispositions (caractère d'établissement de droit privé étant donné la Caisse nationale des allocations familiales)* (p. 2438) ; *retrait de son amendement* (p. 2438) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'*article 25, *à remplacer les mots : « un représentant », par les mots : « deux représentants »* (p. 2438) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de l'article L 39 du Code de la sécurité sociale prévu par l'*article 28, *à remplacer les mots : « un représentant », par les mots : « deux représentants »* (p. 2438) ; *retrait de son amendement* (p. 2438) ; *son amendement tendant à compléter l'*article 36 *par un nouvel alinéa (rôle du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés)* (p. 2439) ; *son amendement tendant à remplacer les deux premières phrases du premier alinéa de l'*article 37 *par de nouvelles dispositions : « la Caisse nationale vieillesse est un établissement de droit privé gérant un service public dont les modalités de fonctionnement sont fixées par décret »* (p. 2439) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de l'*article 41 : *« assurée par des cotisations assises sur les rémunérations ou gains perçus par les travailleurs salariés ou assimilés, dans la limite d'un plafond fixé dans les conditions prévues par le décret n° 62-1029 du 29 août 1962 »* (p. 2439) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa (2°) de l'*article 47 *et à rédiger ainsi le début de cet article : « l'agence centrale des organismes de sécurité sociale est chargée d'assurer la gestion commune »* (p. 2440) ; *son amendement tendant à supprimer au début de l'*article 49 *les mots : « outre un président nommé par décret » et à compléter cet article comme suit : « le président du conseil d'administration est élu par le conseil »* (p. 2440) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 60 (personnel des caisses nationales et de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale étant constitué par des agents de droit privé)* (p. 2441) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'*article 60 *(personnel des caisses nationales de l'assurance maladie, des allocations familiales et de l'assurance vieillesse et de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale)* (p. 2440, 2441) ; *retrait de son amendement* (p. 2441) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'*article 61 *(situation des agents soumis au statut de la fonction publique et affectés dans les caisses nationales ou à*

l'agence centrale des organismes de sécurité sociale) (p. 2441) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 61* (*situation des agents des organismes de sécurité sociale nommés dans un emploi d'agent soumis à un statut de droit public ou éventuellement de droit privé de l'un des organismes visés à l'alinéa premier de l'article 60*) (p. 2441) ; *son amendement lendant à insérer après* l'article 64 *un nouvel article* (*possibilité pour les conseils d'administration des caisses nationales d'assurance maladie, d'allocations familiales et d'assurance vieillesse des travailleurs salariés de déléguer certaines de leurs attributions à des commissions comprenant des personnalités* ***n'appartenant pas aux conseils***) (p. 2441) ; *son amendement tendant à insérer* après l'article 64 *de l'ordonnance n° 67-706 un nouvel article* (*possibilité pour les caisses nationales de confier à une union des caisses nationales des tâches communes sur délégation de leur conseil respectif*) (p. 2441) ; *ses observations sur l'amendement de M. Darchicourt* (p. 2441) ; ORDONNANCE N° 67-707 DU 21 AOUT 1967 PORTANT MODIFICATION DE DIVERS TEXTES RELATIFS A LA PHARMACIE, AUX PRESTATIONS ET A CERTAINS ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES : *Son amendement tendant, dans l'article L 593 du Code de la santé publique, à ajouter avant le dernier alinéa un nouvel alinéa* (*prix des produits inscrits sur la liste des spécialités remboursables par les régimes d'assurance maladie*) (p. 2443) ; *rôle d'une commission composée de représentants des caisses nationales d'assurance maladie et de la production pharmaceutique pour la fixation des prix* (p. 2443) ; *son amendement tendant à modifier la fin du texte prévu par* l'article 12 *pour le petit* b) *de l'article L 283 du Code de la sécurité sociale : « ... à indemnité journalière, sauf lorsque la situation de l'intéressé le justifie, suivant les conditions fixées par décret »* (p. 2444) ; *indemnité journalière pour les cures thermales* (p. 2444) ; *son amendement tendant à supprimer dans le paragraphe premier de l'article L 286-1 du Code de la sécurité sociale : « 1° à la fin de l'alinéa 3° les mots : « après avis du haut comité médical » ; 2° après cet alinéa à insérer le nouvel alinéa suivant : « lorsque le bénéficiaire a été reconnu par le contrôle médical atteint d'une affection non inscrite sur la liste mentionnée ci-dessus, et comportant un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse »* (p. 2444) ; *question de la longue maladie* (p. 2444) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte de l'article L 288 du Code de la sécurité sociale prévu par* l'article 14 (*part garantie par la caisse primaire d'assurance maladie*) (p. 2446) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article L 415-1 du Code de la sécurité sociale* (*accidents du travail*) (p. 2446) ; *preuve que doit fournir l'assuré victime d'un accident du travail* (p. 2446) ; *son amendement tendant à supprimer* l'article 20 (p. 2447) ; *ticket modérateur d'ordre public* (p. 2447) ; *son amendement tendant à compléter l'article 20 par la disposition suivante : « il fixera également les conditions dans lesquelles les présentes dispositions peuvent ne pas s'appliquer aux frais d'hospitalisation »* (p. 2448) ; *dispositions relatives au ticket modérateur d'ordre public ne s'appliquant pas aux frais d'hospitalisation* (p. 2448) ; *son amendement tendant à modifier le texte du dernier alinéa de l'article 1038 du Code rural introduit par* l'article 22 : *« ne sont pas dues, sauf lorsque la situation de l'intéressé le justifie dans des conditions fixées par décret »* (p. 2448) ; ORDONNANCE N° 67-708 DU 21 AOUT 1967 RELATIVE AUX PRESTATIONS FAMILIALES : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 2* (*durée de versement des allocations familiales*) (p. 2448) ; *versement des allocations familiales jusqu'à l'âge de vingt ans pour les enfants poursuivant leurs études ou dans l'impossibilité de se livrer à une activité salariée* (p. 2448) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de l'article L 544 du Code de la sécurité sociale prévu par* l'article 3 *par un nouvel alinéa* (*calcul du salaire de base des prestations familiales*) **(p. 2450) ; *son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de l'article L 544 du Code de la sécurité sociale prévu par l'article 3*** (p. 2450) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article* (*dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi portant réorganisation de la Sécurité sociale, des prestations sanitaires, sociales, familiales et de vieillesse*) (p. 2452) ; *son amendement tendant à introduire un* ***nouvel article additionnel*** (*contenu du rapport du Parlement sur les principales options du VI^e Plan*) (p. 2454) ; **conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire,** en qualité de *Rapporteur* : *Désignation des membres des conseils d'administration ; élection des présidents par les membres de ces*

conseils ; président de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ; tiers payant; ticket modérateur d'ordre public ; conditions d'adhésion à une assurance volontaire [25 juillet 1968] (p. 2589) ; *ses observations sur les amendements de M. Schumann* (p. 2593, 2594) ; en deuxième lecture : *Son amendement tendant à modifier l'article 2 de l'*ORDONNANCE N° 67-706 *(rôle de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés)* [25 juillet 1968] (p. 2607, 2608) ; *son amendement tendant à modifier le début du deuxième alinéa de* l'article 10 : « *le Ministre des Affaires sociales peut également autoriser par arrêté d'autres associations* » (p. 2608) ; *son amendement tendant à supprimer le chapitre premier* bis « *contrôle médical* », *ajouté* après l'article 12 (p. 2608) ; *son amendement tendant à modifier le début de* l'article 15 : « *les ressources nécessaires à la gestion administrative, au contrôle médical, à la prévention des accidents du travail* » (p. 2608) ; *son amendement tendant à modifier le début du deuxième alinéa de* l'article 17 : « *si les ressources ne permettent pas d'assurer la couverture des charges de la gestion, l'équilibre financier de la caisse nationale doit être maintenu ou rétabli* » (p. 2608) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du premier alinéa de* l'article 41 *(assiette des cotisations)* (p. 2608) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de* l'article 42 *de l'ordonnance n° 67-706 :* « *les ressources nécessaires à la gestion administrative, à la participation aux frais de contrôle médical* » (p. 2608) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de* l'article 64 *(coordination de l'action sanitaire et sociale)* (p. 2608); *son amendement tendant à ajouter un nouvel alinéa dans l'article L 593 du Code de la santé publique (prix des produits inscrits sur la liste des spécialités remboursables par les régimes d'assurance maladie)* (p. 2608) ; *son amendement tendant à compléter* l'article 9 *par de nouvelles dispositions (remboursement des frais pharmaceutiques)* (p. 2608) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de l'article L 286-1 du Code de la sécurité sociale (cas où un bénéficiaire est atteint d'une affection non inscrite sur la liste mentionnée ci-dessus et comportant un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse)* (p. 2608) ; *son amendement tendant à modifier l'article L 288 du Code de la sécurité sociale (part garantie par la caisse primaire d'assurance maladie)* (p. 2608, 2609) ; *son amendement tendant à modifier* l'article 7-2 *de* l'ORDONNANCE N° 67-709 DU 21 AOUT 1967 *(cas des personnes ayant adhéré à une assurance volontaire instituée par l'article L 244 du Code de la sécurité sociale)* (p. 2609) ; en troisième et dernière lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* (p. 2612) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur la Sécurité sociale ; possibilité de rassembler les crédits concernant les affaires sociales dans un budget annexe des prestations sociales ; financement de la Sécurité sociale ; politique démographique ; progression des dépenses d'assurance maladie* [5 novembre 1968] (p. 3947, 3948) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Situation des maîtres auxiliaires non licenciés ; ses observations sur le fait que ne sont pas décomptés dans l'ancienneté des maîtres auxiliaires les services qu'ils ont pu effectuer comme instituteurs ; avenir des maîtres auxiliaires non licenciés ; possibilité de les intégrer dans le corps des instituteurs ou de les admettre dans les centres de formation des maîtres de C.E.G. ; son souhait que l'on ne modifie plus les horaires et les programmes pour une rentrée scolaire après le premier juin ; date de nomination des professeurs ; insuffisance en personnel de surveillance et en personnel d'agents ; statut des chefs d'établissement* [13 novembre 1969] (p. 3629, 3630) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Existence de trois agricultures ; ses observations sur le F.O.R.M.A ; crédits destinés au remembrement* [19 novembre 1969] (p. 3972, 3973) ; *ses observations sur le F.A.S.A.S.A.* (p. 3973) ; *cotisations de l'AMEXA* (p. 3973, 3974) ; AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Diversité de notre législation sociale ; ses conséquences ; déficit de l'assurance vieillesse du régime des mines ; cas des comptables de la S.N.C.F. qui prennent leur retraite à plein tarif à 55 ans ; montant des prestations de salaire unique et de mère au foyer ; cotisations d'allocations familiales des exploitants agricoles ; assurance maladie ; situation financière du régime de Sécurité sociale ; équilibre du régime d'assurance maladie ; problème de la vieillesse ; prestations familiales ; limites des transferts sociaux ; modalités de financement des régimes ; répartition des prestations ; modu-*

lation du ticket modérateur [21 novembre 1969] (p. 4153, 4154) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les caractéristiques principales de la loi du 12 juillet 1966 ; caractère obligatoire donné à l'assurance ; problème des cotisations ; autonomie de gestion ; caisse nationale d'assurance maladie des non-salariés ; critiques adressées à la loi ; représentativité des professions ; notion de solidarité ; élection des administrateurs des caisses mutuelles régionales ; champ d'application de la loi ; prestations de base ; couverture du petit risque ; problème de la gestion ; régime particulier des artisans ; nombre des administrateurs de chaque section ; déficit de l'assurance volontaire ; autorisation donnée à l'épouse indépendante d'un travailleur salarié de ne pas payer de cotisations en vue de s'affilier à l'assurance maladie des travailleurs indépendants si les revenus qu'elle tire de son travail sont inférieurs à la base de calcul des allocations familiales ; détermination de la période minimum d'affiliation* [2 décembre 1969] (p. 4460 à 4462) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (élections aux conseils d'administration des caisses mutuelles régionales ; assemblée plénière des administrateurs représentant les personnes des trois groupes professionnels obligatoirement affiliés)* [3 décembre 1969] (p. 4541, 4542) ; *rôle des administrateurs élus des caisses mutuelles régionales* (p. 4542) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, avant le texte de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1966, à insérer un nouvel alinéa (cas des personnes qui ont la qualité de conjoint d'un assuré d'un autre régime obligatoire d'assurance maladie)* (p. 4543) ; *situation des femmes de salariés exerçant un métier indépendant* (p. 4543) ; *ses observations sur les amendements de M. Olivier Giscard d'Estaing* (p. 4544) ; Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Principe de l'assurance dans le régime de la profession principale* (p. 4547) ; *principe de l'assurance volontaire* (p. 4549) ; *ses observations sur l'amendement de M. Berthelot* (p. 4552) ; Après l'Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas où le droit aux prestations est ouvert dans l'un ou l'autre régime au choix de l'intéressé)* (p. 4554) ; *cas des anciens artisans ou commerçants effectuant un travail salarié* (p. 4554) ; *situation des anciens artisans ou commerçants effectuant un travail salarié* (p. 4554) ; Art. 5 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dumas* (p. 4555) ; *solidarité à l'intérieur des groupes ; cas des professions libérales* (p. 4559) ; *son amendement tendant, dans cet article, à substituer au mot : « complémentaires » le mot : « supplémentaires »* (p. 4560) ; *ses observations sur l'expression « prestations de base »* (p. 4560) ; Art. 8 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur l'amendement de M. Peyret* (p. 4561) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe I de cet article, après le mot : « d'orthopédie » à insérer les mots : « et de prothèse »* (p. 4562) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe I de cet article, à substituer les mots : « établissements de cure » les mots : « établissements de soins et de cure publics ou privés »* (p. 4562) ; Art. 9 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur cet article* (p. 4570) ; *son amendement tendant, dans cet article, à substituer au mot « complémentaires » le mot « supplémentaires »* (p. 4570) ; *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « Dans ce cas, l'équilibre financier est assuré dans le cadre de l'ensemble des groupes intéressés »* (p. 4570) ; *charge des prestations supplémentaires ; solidarité entre les divers groupes* (p. 4570) ; *son opposition à l'amendement de M. Dumas* (p. 4571) ; Art. 13 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur les organismes conventionnés* (p. 4574) ; Art. 14 de la loi du 12 juillet 1966 : *Problème de l'articulation des pouvoirs entre les caisses mutuelles régionales et les organismes conventionnés* (p. 4575) ; *ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 4576) ; Art. 15 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur l'amendement de M. Guillermin* (p. 4578) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, à supprimer les mots : « et parmi elles »* (p. 4579) ; *revendications artisanales visant l'octroi d'un régime autonome* (p. 4579) ; *son amendement tendant après les mots : « exonérés des cotisations » à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article : « et son amendement tendant au début du sixième alinéa du paragraphe III de cet article : « et choisis en leur sein, chaque groupe professionnel devant être représenté de façon égale »* (p. 4579) *son amendement tendant au début du sixième alinéa*

du paragraphe III de cet article à supprimer les mots : « d'administrateur ou » (p. 4580) ; *incompatibilité des fonctions d'administrateur des organismes conventionnés avec les fonctions d'administrateur des caisses mutuelles régionales* (p. 4580) ; Art. 18 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (couverture des charges)* (p. 4583) ; *régime de financement* (p. 4584) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du troisième alinéa de cet article : « du versement des cotisations correspondant aux prestations de base ; ces cotisations seront prises en charge par l'Etat dans des conditions fixées par décret »* (p. 4586) ; *cotisations des allocataires du fonds national de solidarité* (p. 4586) ; Art. 20 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à remplacer les mots : « sauf demande en sens contraire » par les mots : « sauf demande contraire »* (p. 4587) ; *cas de l'assuré retraité* (p. 4587) ; Art. 22 de la loi du 12 juillet 1966 : *Centralisation des fonds à la caisse nationale d'assurance maladie* (p. 4588) ; Art. 23 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à substituer au troisième alinéa de cet article de nouvelles dispositions (décisions nécessaires au rétablissement de l'équilibre financier d'une caisse)* (p. 4588) ; *cas où la gestion d'une caisse est déficitaire* (p. 4588, 4589) ; Art. 26 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant, dans cet article, à remplacer le mot « complémentaires » par le mot « supplémentaires »* (p. 4590) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « si cet équilibre est rompu, de proposer » à insérer les mots : « après avis de la section professionnelle intéressée de son conseil d'administration »* (p. 4590) ; *rôle de la caisse nationale* (p. 4590); *son amendement, tendant dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots : « alinéas 1 et 2 »* (p. 4590) ; Après l'Art. 33 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à insérer après l'article 26 de la loi du 12 juillet 1966 un nouvel article (cas des personnes visées au b de l'avant-dernier paragraphe de l'article 1106-1)* (p. 4590) ; *situation des anciens exploitants agricoles* (p. 4591) ; Art. 34 de la loi du 12 juillet 1966 : *Problème des départements d'outre-mer* (p. 4593) ; Art. 40 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « à l'article 19 » les mots : « aux articles 19 et 23 »* (p. 4594) ; *caisses mutuelles régionales* (p. 4594) ; *possibilité de soustraire du forfait les cotisations sociales payées par les commerçants ou artisans* (p. 4594) ; Après l'Art. 3 : *Problème de la constitution d'un régime unique* (p. 4595) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « une fraction de leurs cotisations » les mots : « un trimestre de cotisations »* (p. 4596) ; *retrait de son amendement* (p. 4596) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à substituer aux deux dernières phrases de cet article de nouvelles dispositions (fusion de caisses mutuelles régionales)* (p. 4596) ; Art. additionnels : *Complexité des régimes de Sécurité sociale* (p. 4597) ;

— du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés, en qualité de *Rapporteur : Raisons de ce texte ; liste des sociétés assujetties ; caractéristiques de la contribution ; modalités de recouvrement de la contribution ; problème des pénalités* [11 décembre 1969] (p. 4851, 4852) ; Art. 33 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 : *Ne pas désolidariser les professions libérales des autres professions* (p. 4855) ; *son amendement tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « une contribution » à insérer le mot : « sociale »* (p. 4855) ; *exclusion des coopératives agricoles* (p. 4855) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi les troisième et quatrième alinéas du texte proposé pour cet article : « des sociétés à responsabilité limitée ; des sociétés en commandite »* (p. 4855) ; *son amendement tendant après le cinquième alinéa du texte proposé pour cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « Les sociétés et entreprises visées aux alinéas précédents sont assujetties à cette contribution lorsque leur chiffre d'affaires est supérieur à un montant fixé par décret »* (p. 4856) ; *son amendement tendant, dans la première phrase de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article après le mot : « contribution », à insérer le mot : « sociale »* (p. 4856) ; *son souhait que cette contribution soit représentée par un pourcentage sur le chiffre d'affaires* (p. 4856, 4857) ; Art. 34 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article après les mots : « assujettis à la contribution » à insérer le mot : « sociale »* (p. 4859) ; *son*

amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (indication des sanctions) (p. 4859) ; Art. 35 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 : *Son amendement tendant au début du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « assujetties à la contribution », à insérer le mot : « sociale »* (p. 4859) ; *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article par les mots : « du Code de la sécurité sociale »* (p. 4859) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « relatives à la contribution » à insérer le mot : « sociale »* (p. 4859) ; Titre : *Son amendement tendant à la rédaction d'un nouveau titre : « Projet de loi portant création d'une contribution sociale de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés »* (p. 4860) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Possibilité d'exonérer de la contribution de solidarité les sociétés régies par la loi du 10 septembre 1947 ; augmentation du nombre de classes de cotisation* [19 décembre 1969] (p. 3097) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault, Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (rôle du fonds spécial)* [16 décembre 1969] (p. 4972, 4973) ; *conséquence de l'importance des investissements faits par la Régie Renault* (p. 4973) ; *son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Lecat, à substituer aux mots : « peut être fixé » les mots : « est fixé »* (p. 4974) ; *organisation d'un marché ; rôle du fonds spécial* (p. 4974, 4975) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, en qualité de *Rapporteur : Exemption de la cotisation au régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés ; cas des anciens assurés volontaires ; frais de vaccination obligatoire ; composition de la Caisse nationale d'assurance maladie ; problème des inéligibilités ; destination des fonds reçus ; problème des prestations de petite maladie* [18 décembre 1969] (p. 5055, 5056) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan, en qualité de *Rapporteur pour avis : Inventaire des besoins du pays ; caractère du Plan ; transformations structurelles de notre économie et de notre société ; faiblesse de la mobilité de la main-d'œuvre masculine ; développement des investissements des entreprises industrielles ; conséquences des rentes de situation ; taux de croissance de la production ; problème de l'équilibre de la sécurité sociale ; réduction de la durée du travail ; déficit de l'assurance maladie ; ses observations sur les caisses de vieillesse ; âge de la retraite d'un comptable de la S.N.C.F. ; unification des délais d'âge de retraite ; nécessité de repousser l'idée de déplafonner les cotisations des cadres à l'assurance maladie ; la résorption du déficit de la caisse devra être réalisée par la fiscalisation d'une partie des recettes ; désaffection à l'égard des métiers manuels* [15 juin 1970] (p. 2644 à 2646) ; Art. unique : *Son amendement tendant à compléter cet article par la disposition suivante : « sous réserve que la solidarité nécessaire envers les plus déshérités ne soit pas exigée d'une seule catégorie sociale mais demandée à la nation tout entière »* [18 juin 1970] (p. 2813) ; *son amendement tendant à compléter cet article par la disposition suivante : « sous réserve que soient effectuées dans le domaine administratif les remises en ordre nécessaires et dans le domaine des prestations sociales les réformes qui s'imposent »* (p. 2813) ; *son amendement tendant à compléter cet article par la disposition suivante : « sous réserve que toutes dispositions soient prises tant du point de vue des équipements collectifs que du point de vue des incitations fiscales, financières ou sociales pour que l'accroissement de la production intérieure brute soit le plus élevé possible »* (p. 2813) ; *son amendement tendant à compléter cet article par la disposition suivante : « sous réserve que les moyens nécessaires à l'industrialisation soient prévus sans que soit privilégié le chiffre ou la densité de la population »* (p. 2813) ; *son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (action culturelle et protection du patrimoine)* (p. 2817) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur le régime vieillesse ; aug-*

mentation des dépenses d'assurance maladie [28 octobre 1970] (p. 4831) ; *ses observations sur la Caisse nationale d'allocations familiales ; faiblesse de notre natalité ; problème de la Sécurité sociale ; ses observations sur notre conception du régime vieillesse ; nécessité de repenser la politique de création des hospices ou des maisons de retraite ; assurance maladie ; ses observations sur le système actuel de conventionnement des médecins et de remboursement aux assurés ; responsabilité du corps médical en matière de sécurité sociale ; ses observations sur les systèmes étrangers ; nécessité d'étudier la réforme qui dipenserait les malades d'avancer les sommes dont ils n'obtiendront que plus tard le remboursement* (p. 4832) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (droit pour chaque individu à l'éducation continue)* [8 juin 1971] (p. 2467) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social, en qualité de *Rapporteur pour avis : Conditions de vie des jeunes ; politique en faveur de la famille ; modulation des allocations en fonction des revenus ; variation des prestations familiales ; problème de la formation* [15 juin 1971] (p. 2915) ; *problème de l'emploi ; augmentation du salaire minimum ; généralisation de la mensualisation des salaires ; durée du travail ; politique de l'environnement ; progression des dépenses d'assurance maladie ; pension de réversion des veuves ; âge de la retraite ; développement de l'Agence nationale pour l'emploi ; carte sanitaire ; rôle des directeurs d'hôpitaux ; niveau des cotisations sociales ; financement des prestations sociales* (p. 2916, 2917) ; Art. unique : *Son amendement (indication que le VIe Plan est un instrument d'orientation du progrès social et de l'expansion économique* [18 juin 1971] (p. 3102) ; *son amendement tendant, dans le titre du projet de loi, à substituer aux mots : « économique et social » les mots : « social et économique »* (p. 3120) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Economie montagnarde ; ses observations sur les Préalpes sèches de la Drôme ; production des pêches ; politique des retraits ; problème de l'exportation* [16 novembre 1971] (p. 5774) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Efficacité, mais coût du système de protection sociale ; diversification des prestations servies ; revalorisation des prestations minima de vieillesse ; incohérence du système de sécurité sociale et de son financement ; groupe de travail pour l'étude du problème des charges indues et du financement de la sécurité sociale ; incohérence et injustice dans les conditions d'attribution des prestations ; harmonisation des législations sociales européennes* [6 novembre 1972] (p. 4707).

RIBES (Pierre)

Député des Yvelines
(7e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212).

Donne sa démission de membre de cette Commission [24 septembre 1968] (p. 2849).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [24 septembre 1968] (p. 2849), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement [1er octobre 1968] (p. 2952) ;

— membre de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discus-

sion du projet de loi de finances pour 1969 [9 décembre 1968] (p. 5248) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal [20 septembre 1969] (p. 2368) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [29 juin 1970] (p. 3310) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [4 décembre 1970] (p. 6232) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970 [17 décembre 1970] (p. 6630) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la cour de discipline budgétaire et financière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1972 [9 décembre 1971] (p. 6609) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 [15 décembre 1971] (p. 6809) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1973 [12 décembre 1972] (p. 6086).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 23 : **Services du** Premier Ministre (Section I. - Services généraux ; Section V. - Journaux officiels ; Section VI. - Secrétariat général de la Défense nationale ; Section VII. - Groupement des contrôles radio-électriques ; Section VIII. - Conseil Economique et social) ; annexe n° 38 : Comptes spéciaux du trésor, **n° 835** [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 37 : Postes et télécommunications, **n° 1395** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 38 : Postes et Télécommunications, **n° 2010** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 973 (n° 2582) ; annexe n° 40 : Postes et Télécommunications, **n° 2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Crédits des services généraux du Premier Ministre ; recrutement des personnels ; réduction de ceux qui sont mis à la disposition du service de l'ancienne administration d'outre-mer ; fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale ; indemnisation des stagiaires de la formation professionnelle ; indemnités données par l'intermédiaire du Fonds national de l'emploi et du F.A.S.A.S.A. ; actions d'adaptation et de prévention ; actualisation des connaissances ; développement de la politique coordonnée au niveau régional ; harmonisation des régimes d'indemnisation des stagiaires ; politique d'information ; moyens audio-visuels* [20 novembre 1969] (p. 4075, 4076) ; TAXES PARAFISCALES : *Taxes parafiscales sur l'aviculture ; suspension du recouvrement de ces taxes ; contentieux relatif à leur perception ; mise à l'étude d'une véritable organisation interprofessionnelle qui aurait pour responsabilité la promotion des ventes des produits*

avicoles [22 novembre 1969] (p. 4260) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Opérations à caractère définitif ; ses observations sur le fonds d'investissement routier, le fonds de soutien aux hydrocarbures, la Loterie nationale, le Fonds national pour le développement des adductions d'eau, dépenses du F.D.E.S. ; aménagement du cours du Rhin entre Strasbourg-Kehl et Lauterbourg-Neuburgweier ; électrification rurale ; Fonds forestier national ; marché de Rungis ; prêts du Crédit agricole ; dépenses du F.D.E.S. ; dépenses d'équipement des entreprises nationales ; transfert au budget général de la redevance d'un franc par hectolitre sur le fuel-oil domestique ; réduction des taux des redevances frappant les essences et le gas-oil ; dotation attribuée à l'entreprise de recherches et d'activités pétrolières ; amélioration de la qualification professionnelle ; compte « Modernisation du réseau des débits de tabac et allocations viagères aux débitants »* (p. 4288 à 4290) ; Art. 61 : *Date de clôture du compte d'affectation spéciale du Fonds spécial d'électrification rurale* (p. 4291) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier, Art. 22 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (problème du renouvellement à l'expiration d'un contrat de partage)* [16 décembre 1969] (p. 4890) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4980) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Hommage rendu à la mémoire de M. Liévin Danel. Ses observations sur les télécommunications ; montant de la taxe de raccordement ; insuffisances du réseau téléphonique français ; charges de personnel des télécommunications ; problème de l'automatisation ; ses observations sur la poste ; déficit résultant du transport et de la distribution de la presse ; évolution des tarifs français* [29 octobre 1970] (p. 4892) ; *ses observations sur les services financiers ; possibilité de doter l'administration de deux budgets annexes, l'un pour les services de la poste et des télécommunications, l'autre pour les services des chèques postaux et de la Caisse nationale d'épargne ; problème du service des recouvrements, des mandats et des autres opérations des services financiers ; affectation des emprunts* (p. 4893) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (création d'un budget annexe des chèques postaux et de la Caisse nationale d'épargne ; dotation de l'administration des P.T.T. de deux budgets annexes : un budget annexe des services de la poste et des télécommunications, un budget annexe des chèques postaux et de la Caisse nationale d'épargne)* (p. 4910) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de celui-ci* (p. 4910) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Ses observations sur la vallée de la Seine ; action sur les zones industrielles ; situation des industries locales* [3 novembre 1970] (p. 5033) ; *absence de politique d'ensemble pour les zones industrielles ; rôle des travailleurs étrangers ; reconstitution des bidonvilles ; question de l'environnement ; problème des carrières et des sablières ; ses observations sur la prévision d'une zone de loisirs appelée boucle de Moisson ; pollution de l'air et de l'eau* (p. 5034) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social, Art. unique : *Equilibre financier des chèques postaux ; équipement en télécommunications* [18 juin 1971] (p. 3117) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Régionalisation du Plan ; programmes régionaux ; ses observations sur la « Charte d'Athènes »* [25 octobre 1971] (p. 4870) ; *création d'un fonds de rénovation rurale ; régime des aides à l'industrialisation régionale ; décentralisation des activités tertiaires ; problème de la région de la couronne de Paris ; coopération communautaire en matière d'aménagement du territoire* (p. 4871) ; BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Problème du téléphone* [26 octobre 1971] (p. 4915) ; *conclusions des commissions Masselin et Lecarpentier, relatives aux catégories C et D ; augmentation des équipements postaux ; équipement des télécommunications ; ses observations sur Finextet et Codetet ; déficit des chèques postaux ; tarif des journaux dits « routés » ; création d'une taxe sur les virements* (p. 4916) ; *mise à la disposition de la Caisse des dépôts et consignations de tout ou partie du supplément de fonds collectés par les chèques*

postaux en 1972 par rapport à 1971 ; problème des augmentations tarifaires ; résorption du déficit des chèques postaux (p. 4917);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : *Ses observations sur l'organisation statutaire* [23 novembre 1971] (p. 6017) ; *réévaluation des bilans ; actualisation des parts sociales ; liberté d'action des associés-coopérateurs ; dérogation au principe de l'exclusivisme* (p. 6018) ; *assujettissement des coopératives à la contribution des patentes* (p. 6019) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Budget assez satisfaisant pour les dépenses, moins satisfaisant pour les recettes ; mesures prises en faveur du personnel ; création d'emplois nouveaux ; reclassement des opératrices du téléphone manuel ; charges de fonctionnement et d'entretien ; retard par rapport au VI^e Plan des investissements des services postaux ; centre de tri automatique d'Orléans ; investissements des services financiers ; centres de chèques postaux automatisés ; comptes gérés sur ordinateurs ; investissements des télécommunications ; apport des sociétés de financement ; crise du téléphone ; qualité du service postal ; rémunération par le Trésor des avoirs aux chèques postaux* [7 novembre 1972] (p. 4759, 4760) ; *engagement pris par le Gouvernement de résorber au 1^er janvier 1974 le déficit des chèques postaux ; amélioration de la productivité ; taxation des virements postaux ; utilité des chèques postaux ; charges de l'acheminement et de la distribution de la presse ; situation critique de la région parisienne pour le service téléphonique ; accroissement des charges non compensé par celui des recettes* (p. 4761) ; *charges de l'emprunt ; ajustement des tarifs postaux* (p. 4762).

RIBIÈRE (René)

Député du Val-d'Oise
(4^e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux [16 septembre 1969] (p. 2281).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé :

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés [29 juin 1972] (p. 3017).

Est nommé représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européenne [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à réparer les dommages résultant des servitudes « non aedificandi » frappant les terrains situés en bordure des routes et autoroutes, **n° 1656** [15 avril 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi des finances pour 1973 (n° 2582). — II. - Relations culturelles et coopération technique (crédits du Ministère des Affaires étrangères), **n° 2587** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, Art. additionnels : *Ses observations sur l'élection de M. Césaire* [23 juillet 1968] (p. 2490) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Conséquences des événements de Mai ; renouvellement du sursis de M. Sauvageot* [3 octobre 1968] (p. 3038) ; *tendance de M. Edgar Faure à rencontrer plutôt ceux qui ont contesté que les autres* (p. 3039) ; *ses observations sur les associations subventionnées par le Gouvernement et qui détournent les fonds vers une action politique ; exemple de l'U.N.E.F. ; exemple d'un questionnaire adressé par la Mutuelle nationale des étudiants de France, section locale de Lyon - Saint-Etienne, aux étudiants qui sollicitent un logement à la cité Longefer à Lyon ; gestion des cités par les étudiants eux-mêmes ; vote dans les universités ; participation des élèves à partir de la troisième aux conseils d'administration ; problème de la sélection* (p. 3039) ; *nombre de bachetiers en France et en Allemagne ; M. Edgar Faure devant rester au Ministère de l'Education nationale pendant toute la durée de la législature* (p. 3040) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (mesures provisoires en attendant la mise en place des institutions)* [10 octobre 1968] (p. 3245) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3245) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Esprit du projet de loi ; inopportunité du dépôt de ce texte ; refus des syndicats dits représentatifs de ratifier le protocole de Grenelle ; recrudescence de troubles et d'agitations dans certains lycées ; nécessité d'éviter un Munich syndical ; ses observations sur les grèves ; sa crainte de voir de nouveaux troubles en France ; mentalité des syndicats ; lutte contre les spéculateurs et les fraudeurs ; ses observations sur la classe ouvrière* [4 décembre 1968] (p. 5067, 5068) ; Art 1er : *Ses observations sur le déroulement du débat* (p. 5078) ; *son amendement tendant à substituer au troisième alinéa de cet article l'alinéa suivant : « un décret en Conseil d'Etat définira les conditions auxquelles une organisation syndicale devra satisfaire pour être reconnue représentative au sein d'une entreprise »* (p. 5079) ; *retrait de son amendement* (p. 5079) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « chaque syndicat représentatif » à insérer les mots : « dans l'entreprise »* (p. 5081) ; *retrait de son amendement* (p. 5081) ; Art 4 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à supprimer le mot : « d'entrée »* (p. 5083) ; *distribution de tracts dans l'établissement* (p. 5084) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Marcenet par les mots : « ni de revêtir de caractère politique »* (p. 5084) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 5085) ; *son refus d'accepter que la C.G.T. ait les moyens de faire de la politique dans les entreprises* (p. 5085) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au nombre « 100 » le nombre « 200 »* (p. 5085) ; *local affecté aux sections syndicales* (p. 5085) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « un accord entre le chef d'entreprise et les sections syndicales déterminera les modalités d'utilisation de ce local »* (p. 5087) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5087) ; Art. 6 : *Son amendement tendant après les mots : « locaux de travail » à introduire l'alinéa suivant : « les modalités de ces réunions feront l'objet d'un accord avec le chef d'entreprise »* (p. 5087) ; Art. 9 : *Son amendement tendant après les mots « 21 ans accomplis » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « travailler dans l'entreprise depuis un an au moins et posséder un casier judiciaire vierge »* (p. 5092) ; *garanties imposées aux délégués syndicaux* (p. 5092) ; *son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa de cet article* (p. 5093) ; *ses observations sur l'importance de la main-d'œuvre étrangère* (p. 5093) ; *retrait de son amendement* (p. 5093) ; Art. 12 : *Son rappel au Règlement ; ordre de discussion des amendements* (p. 5099) Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (rôle des sections syndicales d'entreprise)* (p. 5102) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de son amendement* (p. 5102).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Principes directeurs de l'action diplomatique de la Ve République ; ses observations sur l'O.N.U. ; dérèglement des institutions monétaires internationales ; ses observations sur les institutions de la Communauté économique européenne ; indépen-*

dance nationale ; entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne ; adhésion de l'Espagne à la Communauté ; ses observations sur le Portugal [9 juin 1971] (p. 2610) ; *évolution des rapports franco-algériens ; ses observations sur l'Amérique latine et Haïti ; état de nos installations culturelles de l'Alliance française ; ses observations sur l'Asie ; indépendance et sécurité de l'Europe ; problème de Berlin* (p. 2611).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 3 : *Ses amendements* [29 mai 1972] (p. 1747, 1748) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis* pour les relations culturelles et la coopération technique : *Autonomie de notre action en matière culturelle ; exemple de la République démocratique allemande et de la Chine ; volonté de développer la francophonie en Haïti, en Amérique latine* [15 novembre 1972] (p. 5247) ; *adaptation de nos méthodes au milieu ambiant ; action de propagande en faveur de notre pays ; conseillers et attachés culturels en poste à l'étranger ; intérêt de recruter pour les postes à l'étranger des professionnels de la presse, de l'information, de la publicité et de réunir les services d'information et de presse et les services culturels* (p. 5248) ; *résultats de la conférence au sommet des pays membres de la Communauté économique européenne ; union économique et monétaire ; politique coordonnée en matière d'emploi et de formation professionnelle ; sa critique de la positon du parti communiste ; définition d'une attitude européenne face à l'offensive économique américaine ; protection américaine en Europe ; conférence de sécurité européenne ; défense de l'Europe* [16 novembre 1972] (p. 5286) ; *Europe des nations* (p. 5287).

RICHARD (Jacques)

Député du Val-d'Oise
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières [17 octobre 1968] (p. 3387), [23 avril 1970] (p. 1258) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1969 [9 décembre 1968] (p. 5248) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les disposiitons restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal [20 septembre 1969] (p. 2368) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970 [11 décembre 1969] (p. 4863) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finaces rectificative pour 1969 [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [29 juin 1970] (p. 3310) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [4 décembre 1970] (p. 6232) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi de finances rectificative pour 1970 [17 décembre 1970] (p. 6630) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation logement [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1972 [9 décembre 1971] (p. 6609) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 [15 décembre 1971] (p. 6809) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [23 juin 1972] (p. 2838) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1973 [12 décembre 1972] (p. 6086) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances [19 décembre 1972] (p. 6366).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe 16 : Logement (Crédits du Ministère de l'Equipement et du Logement), **n° 359** [10 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 18 : Logement (crédits du Ministère de l'Equipement et du Logement), **n° 835** [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 19 : Logement, **n° 1395** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 16 : Logement (crédits du Ministère de l'Equipement et du Logement), **n° 2010** [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à réglementer les charges locatives, **n° 2037** [3 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 11 : Logement, **n° 2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. additionnels : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* [19 juillet 1968] (p. 2381) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article* [23 octobre 1968] (p. 3497) [24 octobre 1968] (p. 3562) ; *modification de l'échelonnement des majorations et des minorations d'impôt ; barème de majoration progressif* [23 octobre 1968] (p. 3497, 3498) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur spécial*

de la Commission des finances : Ses observations sur le logement ; marché du logement ; spéculation ; logement social ; crédits destinés au financement des H.L.M. locatives ; subventions accordées au Centre scientifique et technique du bâtiment ; indemnisation des dommages de guerre ; possibilité de confier à l'agence judiciaire du Trésor la charge des opérations qui restent à effectuer au titre des dommages de guerre ; problèmes posés par l'adaptation du V^e^ Plan ; nombre des H.L.M. ordinaires construits ; programmes à loyer réduit ; programmes sociaux de relogement ; nombre des immeubles à loyer moyen ; reclassement des aides de l'Etat ; réduction des coûts de production ; prix des logements ; développement de la productivité dans le secteur de la construction sociale ; programme pluriannuel de logement ; développement d'une politique des « modèles » ; ses observations sur les « villages-expo » ; modification des normes et des procédures ; permis de construire ; réforme du financement ; simplification des formalités pour l'obtention des prêts différés ; institution d'un remboursement par annuités progressives pour les jeunes ménages ; projet de « guichet ouvert » ; problèmes de l'habitat ; amélioration du logement ancien ; institution pour le logement ancien d'un système de primes ou de bonifications d'intérêt ; logement des personnes âgées ; problème de l'allocation de loyer ; institution d'un système de remboursement progressif pour les prêts au logement dans le secteur bancaire et l'assimilation par la Banque de France du prêt familial aux aux fonds personnels pour l'accession à la propriété ; nécessité de construire, à partir de 1970, 500.000 logements par an ; regroupement des entreprises ; épargne-logement [12 novembre 1968] (p. 4282 à 4286) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur spécial : Problème du logement ; blocage des crédits H.L.M. ; mesures d'encadrement du crédit ; plafonnement du marché hypothécaire ; crédits budgétaires ; centre scientifique et technique du bâtiment ; aide à la suppression des cités insalubres ; dommages de guerre ; objectif fixé par le V^e^ Plan ; programme de construction pour 1970 ; secteur non aidé par l'Etat ; répartition des dotations en logement ; recherche d'abaissement des prix ; restauration de l'initiative et de la liberté des constructeurs et des professionnels ; politique des « modèles » ; groupement des maîtres d'ouvrage ; concours des maisons individuelles ; concours du « prêt à construire » ; problème du financement de la construction ; réduction des formalités ; possibilité de ne passer qu'un seul acte de crédit ; épargne-logement ; marché hypothécaire ; ses observations sur l'habitat existant ; réforme du financement des travaux d'amélioration ; allocation-logement ; allocation-loyer ; réforme de l'accession à la propriété dans le cadre des habitations à loyer modéré ; taxe locale d'équipement ; enquête effectuée par l'I.N.S.E.E. sur les H.L.M. inoccupées ; complexité du système actuel de financement de la construction* [14 novembre 1969] (p. 3743 à 3746) ; Titre V : *Autorisations de programme et crédits de paiement affectés aux études* (p. 3787) ; *ses observations sur les dispositions de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances* (p. 3787, 3788) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 13 : *Ses observations sur les crédits éligibles au marché hypothécaire ; possibilité de donner au Crédit foncier la surveillance du niveau des mobilisations possibles d'un établissement prêteur à partir des plans d'amortissement des crédits consentis dont le dépôt serait obligatoire* [26 novembre 1969] (p. 4383) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e^ Plan, Art. unique : *Ses observations sur le logement et le chiffre de 560.000 « équivalents-logements » ; problème des logements économiques ; prêts du Crédit foncier* [18 juin 1970] (p. 2811, 2812) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur le logement ; fonds d'action conjoncturelle ; augmentation du nombre des logements inscrits au budget ; déblocage des crédits du fonds d'action conjoncturelle ; emprunts bonifiés H.L.M.* [21 octobre 1970] (p. 4470) ; *disparition de la prime exceptionnelle de 1,50 % versée aux épargnants ; relèvement du plafond de dépôt des livrets A ; participation du crédit agricole au financement des logements ; problème du financement intermédiaire ; importance pour les parlementaires de la programmation inscrite dans la loi de finances* (p. 4471) ; première partie, Après l'Art. 29 : *Application du taux majoré de la*

taxe sur la valeur ajoutée aux publications dont la vente est interdite aux mineurs ; extension des publications pornographiques [22 octobre 1970] (p. 4554) ; deuxième partie, EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME, en qualité de *Rapporteur spécial : Options du VI^e^ Plan ; reconduction des dotations pour le logement social ; situation des familles dont les ressources se situent au-dessous du plafond fixé pour les H.L.M. ; absence de politique de la recherche en matière d'habitat ; rôle du Centre scientifique et technique du bâtiment ; aide à la suppression des cités insalubres ; institution d'un programme pour la résorption de l'habitat insalubre* [4 novembre 1970] (p. 5105) ; *ses observations sur les primes et les subventions pour le financement des H.L.M. locatives ; nécessité de mettre en place un nouveau système de financement intermédiaire entre le secteur privé et le secteur non aidé ; programme de construction pour 1971 ; évolution de la structure du programme d'H.L.M. ; crédits du fonds d'action conjoncturelle ; ses observations sur les H.L.M. financées au moyen d'emprunts bonifiés par les caisses d'épargne ; problèmes du financement du logement* (p. 5106) ; *possibilité de remettre aux parlementaires un document officiel sur les financements complémentaires* (p. 5107) ; *financement des H.L.M. au moyen d'emprunts bonifiés des caisses d'épargne ; augm ntation du nombre d'H.L.M. locatives ; fonds d'action conjoncturelle pour 1970 et 1971 ; blocage par anticipation d'un certain nombre d'H.L.M. sur la tranche budgétaire de 1971 ; engagement par anticipation de certains crédits* [5 novembre 1970] (p. 5169) ; Titre VI, Art. 58 et 59 : *Ses observations sur les amendements de M. Chalandon* (p. 5175, 5176) ; Après l'Art. 60 : *Fixation pour une durée de trois ans du taux maximum pour les loyers « Logécos »* (p. 5176) ;

— du texte proposé par la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ; problème de la patente ; ses observations sur les locaux situés dans les communes de moins de 2.000 habitants ; problème de la transformation des locaux d'habitation en bureaux ; situation des entreprises de transport maritime ; question de l'exonération des caisses de crédit agricole et des caisses de crédit mutuel de l'imposition additionnelle instituée au profit des chambres de commerce et d'industrie ; augmentation du droit d'examen pour l'obtention du permis de conduire* [18 décembre 1970] (p. 6664) ; *ses observations sur les C.U.M.A. ; problème des augmentations de capital ou des transformations des S.A.R.L. ; crédits destinés à l'électrification rurale* (p. 6665) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à préciser certaines dispositions de la loi d'orientation foncière relatives aux associations foncières urbaines et du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière : *Ses observations sur les paroles de M. Chalandon* [12 juin 1971] (p. 2849) ;

— du projet de loi portant approbation du VI^e^ Plan de développement économique et social : *Programme des investissements en logements ; insuffisance du programme de logements sociaux* [17 juin 1971] (p. 3058) ; *problème du financement* (p. 3059) ; Art. unique : *Réalisation de 310.000 logements sociaux en 1975* [18 juin 1971] (p. 3117) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME) en qualité de *Rapporteur spécial : Nouvelle politique du Gouvernement ; aide à la personne ; lutte contre l'habitat insalubre* [28 octobre 1971] (p. 5049) ; *programme de construction de logements à loyer réduit ; problème des primes ; politique sociale du logement ; création d'une allocation de logement ; fonds national d'aide au logement ; possibilité que l'allocation de logement relève d'un seul organisme et d'un seul régime* (p. 5050) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 4 : *Taux de mutation sur les fonds de commerce* [14 juin 1972] (p. 2474) ; *cessions de clientèles, de charges et d'offices* (p. 2475) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction, Art. 9 : *Son amendement* [27 juin 1972] (p. 2873) ; *situation des petites entreprises et des arti-*

sans du bâtiment, notamment en milieu rural (p. 2873, 2874) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, Art. 8 : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Bousseau dont il est cosignataire, amendement tendant à exclure du champ d'application de la loi le démarchage pour la vente d'appareils de haute technicité d'une valeur unitaire élevée et exigeant une installation préalable ou un apprentissage gratuit d'utilisation ; secteur pour lequel il n'y a pas de plainte ; amendement répondant au vœu de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie* [18 octobre 1972] (p. 4223, 4224) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial suppléant : Conséquences de la réforme du code des pensions sur la date de départ à la retraite des ouvrières ; plafond de l'allocation servie en cas de maladie ; validation des services temporaires effectués dans un emploi insalubre ; sous-traitance ; nouvelle usine de Douai* [2 novembre 1972] (p. 4541, 4542) ; LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur spécial : Bilan de la législature ; régime d'accession à la propriété sociale ; allocation de logement ; politique de l'amélioration de l'habitat ; Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ; maisons individuelles ; création d'un grand ministère permettant d'assurer une meilleure cohérence entre le logement, l'équipement, le transport et l'emploi ; subventions pour le financement des habitations à loyer modéré ; primes à la construction ; nouvelle politique d'aide à la personne ; P.L.R. ; politique d'acquisition et d'amélioration d'immeubles anciens par les organismes d'H.L.M.* [16 novembre 1972] (p. 5310) ; *I.L.N., I.L.M. ; ne peut accepter la diminution des prêts spéciaux immédiats ; amendement en vue d'inviler le Gouvernement à rétablir le chiffre de 90.000 primes du Crédit foncier ; primes à l'amélioration de l'habitat rural* (p. 5311) ; Titre VI : *Son amendement de réduction des autorisations de programme de ce titre destiné à engager un dialogue sur les primes à la construction (dont les primes d'amélioration de l'habitat rural), la rénovation de l'habitat insalubre, le problème des logements H.L.M. locatifs* (p. 5334) ; *retrait* (p. 5336) ; *ses observations à l'amendement de M. Royer réduisant les crédits de ce titre ; son refus d'un abattement sur les prêts immobiliers conventionnés car n'accepte pas que le transfert s'opère sur des logements P.L.R. ; allocation de logement en contrepartie de la renonciation aux P.L.R.* (p. 5335, 5336) ; en seconde délibération : Art. 23 : *Demande, à propos des amendements du Gouvernement majorant les crédits concernant le Ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Equipement, du Logement et du Tourisme, l'assurance que cette majoration, jointe aux crédits déjà inscrits, permettra bien l'octroi de 90.000 prêts spéciaux au cours de l'année 1973 et de préciser que l'amendement destiné à faciliter le relogement de personnes concernées par les programmes de résorption de bidonvilles permettra d'engager une opération d'achat d'immeubles anciens réservés aux personnes âgées* [18 novembre 1972] (p. 5527) ; Art. 50 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement associant à ce texte le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des services de l'information* (p. 5529) ; *retrait* (p. 5530) ;

— du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances, Art. 3 : *Son amendement rédactionnel précisant que les actions sont négociables sur le marché financier* [28 novembre 1972] (p. 5709).

RICHARD (Lucien)

Député de la Loire-Atlantique
(8e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 mars 1972] (p. 788).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant création d'un Comité national de gestion des œu-

vres sociales du personnel des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux, n° 153 [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter les articles 1106-6 et 1106-8 du Code rural relatifs au calcul des cotisations en matière d'assurances des exploitants agricoles, n° 154 [19 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 21), adoptée par le Sénat, tendant à modifier la date d'effet de la loi du 6 août 1963 relative au recours contre le tiers responsable en matière d'accident de trajet, n° 1129 [12 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 63) tendant à créer une commission chargée d'étudier les possibilités d'extension, par paliers successifs, des dispositions du nouveau Code des pensions civiles et militaires de retraite à tous les retraités, n° 1230 [10 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à instituer le contrôle technique obligatoire des véhicules automobiles, n° 2003 [7 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier les modalités de répartition entre les communes intéressées des frais d'établissement et de fonctionnement des centres d'enseignement agricole, n° 2523 [30 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Diminution du revenu agricole ; réduction des coûts de production ; hausse des impôts directs ; ses observations sur l'A.M.E.X.A. ; situation des veuves d'exploitant ; remembrement ; indemnité viagère de départ ; cas des pays de Loire ; problème foncier ; groupements agricoles fonciers ; statut du fermage* [16 novembre 1968] (p. 4562, 4563) ;

— de la deuxième partie de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Définition d'une politique à long terme ; manque d'information ; remembrement ; production laitière ; charges de l'exploitant ; secteur tertiaire dans les communes remembrées ; nombre des indemnités viagères de départ ; problème foncier ; nécessité de disposer d'entreprises agricoles dynamiques ; financement des investissements ; constitution de groupements agricoles fonciers ; application d'une décote sur la cotisation de l'A.M.E.X.A. en faveur des veuves d'exploitant ayant un petit revenu cadastral* [19 novembre 1969] (p. 3956) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Ses observations sur les populations de l'Ouest ; problème de l'industrialisation ; renforcement de la compétitivité des régions industrialisées ; objectifs de l'Ouest : rentabiliser les exploitations agricoles ; développement de l'artisanat ; politique de régionalisation ; implantation d'un complexe industriel de la Basse-Loire ; développement de la façade atlantique de la France* [16 juin 1970] (p. 2725) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1[er] du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles : *Ses observations sur les baux ruraux à long terme ; ses observations sur la proposition de loi de MM. Macquet et Arthur Moulin ; problème du renouvellement automatique du bail ; création de groupements d'intérêt économique ; utilité que le preneur puisse céder son bail à l'un de ses enfants ; ses observations sur le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles ; hausse de la valeur vénale ; rentabilité du placement foncier ; superficie des groupements fonciers agricoles ; problème de la sécurité des preneurs* [26 juin 1970] (p. 3185, 3186).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative au contrôle des véhicules [2 décembre 1970] (p. 6078, 6079).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Progrès de la science médicale ; ses observations sur les cliniques privées ; coexistence des secteurs public et privé ; ses observations sur les centres hospitaliers universitaires ; exemple du centre hospitalier universitaire de Nantes ; gestion des hôpitaux ; problème des admissions d'urgence ; mission de recherche et d'enseignement des*

centres hospitaliers universitaires ; importance de l'aspect psychologique de la maladie [3 décembre 1970] (p. 6137) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 50 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots : « huit années » les mots : « cinq années »* [14 octobre 1971] (p. 4569) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème du remembrement ; subventions du F.E.O.G.A. ; indemnité viagère de départ ; industrialisation dans le milieu rural ; industries agricoles alimentaires ; pension en raison d'une invalidité ; association nationale pour le développement agricole* [16 novembre 1971] (p. 5731, 5732) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Rôle de l'agriculture dans nos exportations ; aide dans l'Ouest : amélioration des structures, facilités de crédit, création d'emplois non agricoles, remembrement ; nécessité de modifier les conditions d'attribution de l'indemnité viagère de départ ; crédit agricole ; habitat rural ; installation d'industries dans les zones rurales les moins développées* [14 novembre 1972] (p. 5132, 5133).

RICHOUX (Robert)

Député de Meurthe-et-Moselle
(7e circonscription)
U.D.R., puis N.I., puis P.D.M.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Jacques Trorial, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Cesse d'appartenir au groupe d'Union des démocrates pour la République [2 avril 1971] (p. 835).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [13 octobre 1972] (p. 4170).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant organisation de la formation professionnelle permanente [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419, de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423, de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980), [30 juin 1972] (p. 3102).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative aux conditions d'exercice du mandat de conseiller municipal, **n° 1807** [9 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à permettre le paiement mensuel des pensions de retraite et d'invalidité, **n° 1811** [9 juin 1971].

Sa proposition de loi, tendant à modifier les articles L 351 et L 628 du Code de la

sécurité sociale relatifs au droit à pension ou à secours viager des veuves, n° 1813 [9 juin 1971].

Sa proposition de loi portant création d'un ordre des infirmiers et infirmières, n° 2520 [30 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2565), créant une pension nationale de retraite assurant un minimum de ressources garanti, n° 2713 [6 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des vieux travailleurs ; amélioration du régime des retraites* [4 novembre 1971] (p. 5313) ; *conditions d'attribution d'une retraite anticipée à taux plein dès l'âge de soixante ans ; allocation de logement ; possibilité que les augmentations de pensions suivent celles du salaire minimum interprofessionnel de croissance ; paiement mensuel des pensions de retraite et d'invalidité ; modification des articles du Code de la sécurité sociale relatifs au droit à pension et à secours viager des veuves ; problème du secours viager* (p. 5314, 5315) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales, Après l'Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Deprez* [19 mai 1972] (p. 1785) ;

— du projet de loi relatif aux pénalités applicables au droit du travail : *Caractère du texte ; rajustement de certaines pénalités ; effort de prévention et de formation ; délit d'entrave au fonctionnement des comités d'entreprise et à l'activité des délégués du personnel* [1er juin 1972] (p. 2097) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Réunion du C.I.A.T. du 21 décembre 1971 ; situation dans le nord du département de Meurthe-et-Moselle et plus précisément dans le bassin industriel de Longwy ; commune de Villerupt* [17 novembre 1972] (p. 5420) ; *demande de doter le bassin de Longwy de logements suffisants ; aménagement de la RN 52, de la A 31 et de la B 31* (p. 5421).

RICKERT (Ernest)

Député du Bas-Rhin
(2e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

En remplacement, le 13 août 1968, de M. André Bord, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1969] (p. 813).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [26 septembre 1968] (p. 2922) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 397) modifiant la loi du 29 juillet 1925 relative à la réparation des dégâts causés aux cultures par les sangliers dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 525 [12 décembre 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Gaullisme dans l'Université synonyme de progrès ; conseils régionaux de l'enseignement supérieur de la recherche ; l'université est un service public pour la nation et la région* [3 octobre 1968] (p. 3026) ; *nécessité de rendre aux enseignants la place qui leur revient ; problème de l'équivalence entre la représentation des enseignants de rang magistral et celle des*

étudiants ; vote obligatoire ; ses observations sur la cogestion ; nombre de tours de scrutin ; élection des directeurs ; autonomie pédagogique (p. 3026, 3027) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (création d'un conseil scientifique dans chaque unité d'enseignement et de recherche)* [9 octobre 1968] (p. 3182) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Aide sociale ; enfance inadaptée ; ses observations sur le fait qu'à sa majorité un enfant handicapé, devenu adulte, retombe entièrement à la charge de la famille ; nombre des établissements pouvant recevoir des handicapés restés sans famille ; problème des personnes âgées ; possibilité donnée aux salariés français, et même à ceux qui s'étaient établis à l'étranger et qui ont dû réintégrer le territoire français, d'adhérer à la caisse d'assurance vieillesse des travailleurs salariés ; ses observations sur les veuves ; taux de la pension de réversion* [6 novembre 1968] (p. 3994, 3995) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des anciens incorporés de force alsaciens et lorrains faits prisonniers par les Russes et internés dans le camp de Tambov ; conditions de vie dans ce camp ; possibilité de nommer une commission médicale spéciale chargée de déterminer les maladies susceptibles d'être admises comme imputables à la détention dans certains camps et de nommer les experts chargés d'examiner les intéressés ; établissement d'une liste des camps de prisonniers ouvrant droit au bénéfice des dispositions exceptionnelles ; ses observations sur le fait que le titre d'interné-résistant est refusé à l'ancien interné de Rawa-Ruska* [8 novembre 1968] (p. 4202, 4203) ;

— du projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1925 relative à la réparation des dégâts causés aux cultures par les sangliers dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, en qualité de *Rapporteur*, Art. unique : *Son amendement tendant après les mots : « somme égale à 10 % » à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa de cet article : « de la valeur locative de leur chasse, valeur établie d'après le montant des fermages de chasse dans la même commune ou dans les communes voisines »* [14 octobre 1969] (p. 2641) ; *retrait de son amendement* (p. 2642) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Emprise de la drogue chez les jeunes ; malaise chez les jeunes ; rôle du sport ; ses observations sur le fait que les sociétés sportives sont soumises pour leurs recettes extra-sportives au paiement de la T.V.A. ; problème des sociétés sportives ; possibilité d'instaurer des concours de pronostics sur lesquels l'Etat prélèverait une taxe ; avantages de cette formule ; équipements sportifs ; exemple du Bas-Rhin* [30 octobre 1969] (p. 3122, 3123) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème de l'enfance et de l'adolescence inadaptées ; cas du département du Bas-Rhin ; subventions pour les centres régionaux ; création de nouvelles écoles de formation d'éducateurs ; regroupement, dans un seul organisme, de tous les services concernés par ce problème ; pensions de vieillesse de la sécurité sociale ; inutilité du certificat prénuptial* [21 novembre 1969] (p. 4186, 4187) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des personnes âgées ; ses observations sur la caisse vieillesse de sécurité sociale ; cas des assurés ayant pris leur retraite à partir du 1er janvier 1969 ; institution d'un système de points qui permettrait de supprimer les différences et de faire en sorte que les prestations soient égales dans chaque classe ; affiliation des rapatriés d'Afrique du Nord à la Société nord-africaine de prévoyance ; convention passée entre l'Etat français et l'association générale des retraites ; ses observations sur la Cavicorg, organisme assurant la prise en charge des artisans et commerçants non salariés rapatriés d'Afrique du Nord ; situation des veuves* [28 octobre 1970] (p. 4864, 4865) ;

— de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Zimmermann, tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 22 décembre 1961, relatif à la reconnaissance de la nationalité française aux personnes nées dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, avant le 11 novembre 1918 : *Etablissement d'un certificat de nationalité ; indication de divers cas concrets ; précision*

d'un critère pour déterminer la nationalité française [7 mai 1971] (p. 1768) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Equipements collectifs ; problème de l'Alsace ; armature urbaine ; responsabilité des collectivités locales* [15 juin 1971] (p. 2936) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Prise en charge du service de santé des îles Wallis et Futuna* [4 novembre 1971] (p. 5297) ; *problème des personnes âgées ; situation des retraités de la Sécurité sociale ; calcul de la pension ; situation des veuves ; cas des non-salariés des professions non agricoles ; recensement des besoins en matière d'inadaptation* (p. 5298) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Donner à notre jeunesse un idéal et une occupation par les activités sportives et socio-éducatives ; clubs sportifs et associations culturelles en Alsace et dans le Bas-Rhin ; nécessité de dispenser les associations sportives et culturelles de la taxe sur la valeur ajoutée et d'aménager la loi sur les droits d'auteur ; budget insuffisant pour le fonctionnement et pour les équipements ; retard dans la réalisation du VI[e] Plan en Alsace ; aide du département cinq fois supérieure à celle de l'Etat dans le Bas-Rhin ; diminution de l'aide aux centres aérés ; situation des inspecteurs de la jeunesse et des sports* [27 octobre 1972] (p. 4473, 4474) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Affaire de Kaysersberg, Frélant et Orbey et de Ballersdorf ; son amendement irrecevable ayant pour but d'accorder le statut de réfractaire à des hommes des départements du Rhin et de la Moselle ayant fui leur territoire avant le 24 août 1942* [2 novembre 1972] (p. 4576, 4577) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Enumération des progrès réalisés ; disparités entre les retraites concédées aux assurés sociaux ; interdiction de cumul des retraites personnelles avec les pensions de réversion ; proposition de loi de M. Grussenmeyer tendant à assurer aux veuves des ressources suffisantes après la mort de leur époux ; aide ménagère à domicile pour les personnes âgées vivant seules ; sort des rentiers viagers ; aide au ramassage scolaire* [6 novembre 1972] (p. 4736, 4737) ; *problème des retraités bénéficiant d'une retraite de la Sécurité sociale et d'une retraite du régime des travailleurs non salariés ayant eu comme activité principale une activité non salariée et qui relèvent donc de ce régime pour l'assurance maladie (loi du 12 juillet 1966)* (p. 4737) ; EDUCATION NATIONALE : *Constructions scolaires ; constructions industrialisées ; enseignement de l'allemand dans les classes primaires ; retard de l'Alsace en matière de scolarisation pour les tranches d'âge de deux à trois ans* [9 novembre 1972] (p. 4966, 4967).

RIEUBON (René)

Député des Bouches-du-Rhône (10[e] circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe Communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation de la recherche, de la production, des opérations d'approvisionnement, de transport, de transformation, de stockage et de distribution des produits pétroliers en France, n° 1294 [24 juin 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 21 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [24 octobre 1968]

(p. 3556) ; *augmentation du prix de l'essence et du fuel ; difficultés en résultant pour les collectivités locales* (p. 3556, 3557).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'ordre du jour et la discussion de sa question orale* [30 octobre 1968] (p. 3708).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Détermination des responsables de la crise ; accords de Grenelle ; charges nouvelles pour les consommateurs ; suppression de la taxe sur les salaires ; augmentation de la T.V.A. ; transfert des charges des possédants au détriment de la population laborieuse ; lutte contre le chômage ; nécessité d'une fiscalité plus juste ; son vote sur le projet de loi* [27 novembre 1968] (p. 4885) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe IV : « Les augmentations ci-dessus ne sont pas applicables aux travaux d'intérêt public exécutés pour le compte des collectivités locales »* [27 novembre 1968] (p. 4898) ; *situation des collectivités locales* (p. 4898) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Vote du groupe communiste* [3 décembre 19668] (p. 5030) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal, Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [17 septembre 1969] (p. 2323) ; *majoration de la vignette automobile pour les véhicules de plus de huit chevaux* (p. 2323) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Situation des personnes âgées qui ont des enfants français sans être elles-mêmes de nationalité française ; son vote sur le projet de loi ; possibilité d'accorder aux personnes âgées des secours spéciaux ; situation des petits créanciers des rapatriés ; nécessité de voter rapidement la loi d'indemnisation* [7 octobre 1969] (p. 2505, 2506);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 2 : *Répartition des impôts directs ; mesures d'allégement prises par le Gouvernement ; quintuplement de l'impôt sur le revenu depuis 1959 ; doublement de l'impôt sur les sociétés ; possibilité de porter le plafond de la première tranche de l'impôt sur le revenu à 6.000 F par part ; institution d'un abattement spécial en faveur des retraités* [29 octobre 1969] (p. 3027, 3028) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de cet article (rentes viagères privées)* (p. 3074) ; *majoration des rentes constituées de 1914 à 1964 ; cas des rentiers viagers de l'Etat* [30 octobre 1969] (p. 3074).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire une question orale sans débat relative à la situation de l'emploi dans la région Provence-Côte d'Azur [31 octobre 1969] (p. 3194, 3195, 3196).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : *Difficultés de l'Education nationale ; produit de l'impôt sur les sociétés ; démocratisation de la fiscalité ; pouvoir d'achat des salariés ; situation de Saint-Gobain par rapport à l'offre publique d'achat de Boussois-Souchon-Neuvecelle ; lutte contre les spéculateurs ; son vote sur le projet de loi* [9 décembre 1969] (p. 4716, 4717) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Elaboration du projet de loi ; ses observations sur l'article 40 ; ses observations sur le mot « indemnisation » ; problème des retraites ; problème de la remise en ordre de la situation des fonctionnaires ; ses observations sur les prestations et les retraites des rapatriés d'origine étrangère ; proposition de loi de M. Cermolacce ; principe de la solidarité nationale ; son vote* [11 juin 1970] (p. 2495, 2496) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Avant l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (institution d'un impôt annuel et progressif sur les fortunes ; indication de ce qui n'est pas admis en déduction du bénéfice imposable ; abrogation de l'avoir fiscal)* [22 octobre 1970] (p. 4512, 4513) ; *mesures tendant à obtenir une plus grande justice fiscale ; inexistence de l'impôt sur la fortune ; produit des impôts sur la consommation ; fraude des sociétés ; scandale que constitue l'utilisation des rentes de l'emprunt Pinay ; établissement d'un abattement à la base égal au produit du montant annuel du salaire minimum ; relèvement pour les salariés de la déduction forfaitaire pour frais*

professionnels ; déduction pour les retraités ; détermination du revenu imposable des artisans fiscaux (p. 4513) ; Après l'Art. 18 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (communication des copies de toutes les déclarations fiscales aux comités d'entreprise et aux comités d'établissement, ou à défaut aux délégués du personnel)* (p. 4544) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4544) ; Après l'Art. 22 : *Ses observations sur l'utilisation des titres de l'emprunt Pinay* (p. 4548) ; deuxième partie, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME), Titre VI : *Vote du groupe communiste* [27 octobre 1970] (p. 4803) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Indemnisation des rapatriés ; Agence nationale pour l'indemnisation ; moyens administratifs de cette Agence ; ses observations sur la notion selon laquelle le remboursement définitif de la créance reste à la charge de l'Etat expropriant ; sa proposition ayant pour objet d'améliorer la situation des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans* [9 novembre 1970] (p. 5436) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS : *Situation des personnels du Ministère de l'Economie et des Finances ; revendications présentées par les organisations syndicales ; administration des impôts ; protection de l'administration et de ses agents ; cas des receveurs auxiliaires des impôts* [17 novembre 1970] (p. 5668) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970 : *Tutelle des communes ; aménagement de la fiscalité locale ; problème des patentes* [8 décembre 1970] (p. 6256) ; *disparité du taux du centime le franc d'une commune à l'autre ; problème de l'exonération de la patente pour les organismes coopératifs ; situation des gros exploitants agricoles ; exonération des outillages et autres installations de la taxe foncière sur les propriétés bâties ; déduction forfaitaire pour les immobilisations ; complexe sidérurgique de Fos ; propositions du groupe communiste en matière de fiscalité communale ; revision des charges et des ressources entre l'Etat et les collectivités locales* (p. 6257) ; *suppression des charges de la T.V.A. supportées par tes municipalités ; taux des subventions ; création d'une caisse autonome de prêts et d'équipement aux collectivités locales* (p. 6258) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (liquidation de la patente des magasins ayant une surface de vente supérieure à 400 mètres carrés ; majorations de la patente pour les patentables exploitant plus de cinq établissements de vente de marchandises ; majoration de la patente pour les magasins à grande surface de vente)* [9 décembre 1970] (p. 6341, 6342) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6342) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 6350) ; *ses observations sur le système coopératif* (p. 6350) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la situation des fonctionnaires affectés au traitement de l'information, ses explications de vote : *Suppression des dispositions relatives aux stages complémentaires ; droits acquis de certains agents de l'administration des postes et télécommunications* [17 décembre 1970] (p. 6627) ;

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1969 : *Vote du groupe communiste* [22 avril 1971] (p. 1361) ;

— du projet de loi portant institution d'un système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu : *Répartition des charges fiscales ; fraude fiscale* [13 mai 1971] (p. 1855) ; *problème de la retenue à la source sur les salaires et traitements ; aggravation de la pression fiscale* (p. 1856) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Ses observations sur Fos ; problème des liaisons fluviales de Fos ; industrialisation de la façade méditerranéenne ; pollutions industrielles* [17 juin 1971] (p. 3070, 3071).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative aux problèmes des rapatriés [8 octobre 1971] (p. 4442) : *Loi du 15 juillet 1970 ; insuffisance des barèmes ; tracasseries administratives ; difficultés de fournir la justification des créances ; indemnisation des rapatriés de plus de soixante-cinq ans ; inscription à l'ordre du jour de la présente session de la proposition de loi n° 192 tendant à l'indemnisation des biens abandonnés outre-mer par les Français rapatriés ; création d'un impôt spécial de solidarité nationale* (p. 4444, 4445).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Après l'Art. 2 : *Son amendement (indication que la liste concernant l'impôt sur les sociétés sera complétée par le montant de l'impôt mis à la charge de chaque société ; caractère obligatoire de l'affichage de cette liste)* [21 octobre 1971]

(p. 4725) ; Art. 11 : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement du Gouvernement (majoration des rentes viagères privées)* (p. 4752) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS : *Problème des moyens accordés à ces services ; administration des domaines* [17 novembre 1971] (p. 5867) ; *ses observations sur l'opération de Fos ; revendications des fonctionnaires des finances* (p. 5868) ; Commission mixte paritaire : *Son opposition aux sociétés capitalistes ; statut du personnel communal ; détaxation des carburants agricoles ; attribution de la carte d'ancien combattant aux anciens d'Algérie ; situation des personnes âgées ; problème des professions non salariées* [15 décembre 1971] (p. 6794) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et de la convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures, ouvertes à la signature à Bruxelles le 29 novembre 1969 : *Désire savoir si le Libéria et le Panama sont signataires de la convention* [18 novembre 1971] (p. 5917) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971 : *Dispositions fiscales en faveur du grand capital et des sociétés monopolistes ; assimilation de toute filiale à la société mère pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés et pour le précompte ; reconstitution des gisements de substances minérales* [7 décembre 1971] (p. 6441) ; *son souhait de voir atténuer les taux de la T.V.A.* (p. 6442) ; *vote du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 6486) ;

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1970 : *Vote du groupe communiste* [6 juin 1972] (p. 2265) ;

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale : *Inégalités de représentation ; principe du scrutin uninominal à deux tours ; représentation proportionnelle* [8 juin 1972] (p. 2342).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au lotissement près de Saint-Martin-de-Crau [16 juin 1972] (p 2596, 2597).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973, Après l'Art. 6 : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Ramette abrogeant l'article 793-1° (emprunt Pinay) dont il est cosignataire* [25 octobre 1972] (p. 4379) ; Art. 18 : *Son sous-amendement tendant à améliorer les majorations proposées par le Gouvernement en particulier pour les rentes constituées depuis vingt ans ; diminution du pouvoir d'achat des rentiers viagers* (p. 4383) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - TRANSPORTS TERRESTRES : *Suppression de lignes de services omnibus de la S.N.C.F. contraire à la règle de service public ; déficit de la S.N.C.F. dû aux tarifs préférentiels accordés aux très gros usagers ; revendications des cheminots, cheminots anciens combattants, déportés politiques et anciens prisonniers de guerre, veuves de cheminot ; conditions de travail des conducteurs routiers ; organisation des transports en commun dans les grandes villes ; liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée ; infrastructures routières dans la région de Fos ; tunnel de Rove ; vote du groupe communiste contre ce budget* [3 novembre 1972] (p. 4667, 4668) ; I. - SECTION COMMUNE : *Vote du groupe communiste contre l'ensemble des crédits de cette section ;* II. - TRANSPORTS TERRESTRES : *Vote du groupe communiste contre les crédits de cette section* (p. 4671) ; Art. non rattachés, Après l'Art. 50 : *Son amendement insérant un nouvel article ; majoration de la patente pour les patentables exploitant plus de cinq établissements de vente de marchandises ; majoration de la patente pour les magasins à grande surface de vente ; réduction supplémentaire des droits de patente dus par les commerçants de détail et les artisans n'employant pas plus de deux salariés* [18 novembre 1972] (p. 5517) ;

— du projet de loi portant aménagement du monopole des allumettes : *Adaptation de cette activité aux impératifs du traité de Rome ; ses observations sur le trust suédois Swedisch Match and Co. ; mission fiscale dévolue au monopole d'Etat ; ses observations sur les tabacs* [23 novembre 1972] (p. 5611) ; *manufacture de tabacs corse Job et Bastos* (p. 5612) ;

— du projet de loi instituant un médiateur : *Délégué parlementaire à la liberté dans le programme commun de la Gauche ; ratification de la convention européenne des droits de l'homme ; nomination ; excès de la bureaucratie ; interpénétration des partis de la majorité actuelle et de la haute administration* [14 décembre 1972] (p. 6208) ; en seconde délibération du projet de loi, Art. 2 : *Abstention du groupe communiste sur tous les amendements restant en discussion ; abstention sur le vote de l'ensemble du projet de loi* (p. 6222).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative à l'indemnisation des rapatriés [15 décembre 1972] (p. 6267, 6268).

RITTER (Georges)

Député du Bas-Rhin
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

RIVAIN (Philippe)

Député du Maine-et-Loire
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

Est élu rapporteur général de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2252), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement [1er octobre 1968] (p. 2952) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1969 [9 décembre 1968] (p. 5248) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel, tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [*J.O.* du 14 août 1969] (p. 8186), [16 septembre 1969] (p. 2280) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal [20 septembre 1969] (p. 2368) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [29 juin 1970] (p. 3310) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [4 décembre 1970] (p. 6232).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1968 modifié par le Sénat (n° 8), n° 35 [17 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1968 (n° 3), n° 41 [17 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 5), n° 45 [18 juillet 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968, n° 204 [23 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 205 [23 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1968 (n° 203), modifié par le Sénat, en deuxième lecture, n° 206 [23 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1968 (n° 204), modifié par le Sénat, n° 209 [24 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 259) sur l'allégement de certaines charges fiscales des entreprises, n° 264 [24 septembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 260) sur l'aide à l'investissement, n° 265 [24 septembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement, n° 280 [1er octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — Tome I. - Rapport général. — Tome II. - Examen de la première partie du projet de loi. — Tome III. - Examen de la deuxième partie du projet de loi. — Moyens des Services et Dispositions spéciales, n° 359 [10 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 476) relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 479 [27 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances rectificative pour 1968 (n° 459), n° 483 [28 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1969, n° 514 [10 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 256), autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Nouakchott le 15 novembre 1967, n° 530 [12 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 286) autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Gabon, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Libreville le 21 avril 1966, n° 531 [12 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969, modifié par le Sénat, n° 539 [13 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969, rejeté par le Sénat, n° 550 [18 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances rectificative (n° 624) pour 1969, n° 629 [2 avril 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 542) portant règlement définitif du budget de 1967, n° 686 [29 avril 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 621) autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Brazzaville le 13 novembre 1967, n° 687 [29 avril 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 462) autorisant la ratification de la convention entre la France et l'Irlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à Paris, le 21 mars 1968, n° 688 [29 avril 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 548) autorisant l'approbation de la convention fiscale entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à Londres, le 22 mai 1968, n° 689 [29 avril 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 764) portant diverses dispositions d'ordre fiscal, n° 766 [17 septembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal, n° 800 [20 septembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 724) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Inde tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur les revenus, ensemble l'échange de lettres joint, signés à Paris le 26 mars 1969, n° 814 [8 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 679) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le protocole et les trois échanges de lettres joints, signés à Alger le 2 octobre 1968, n° 815 [8 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 619) rendant applicables aux Départements et Territoires d'outre-mer les dispositions d'ordre pénal du décret modifié du 25 août 1937 portant réglementation des bons de caisse, n° 816 [8 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 986) portant règlement définitif du budget de 1968, n° 1078 [16 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1132) portant simplifications fiscales, n° 1180 [28 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1154) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 1181 [28 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1184) portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan, n° 1203 [5 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 1312), modifié par le Sénat, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 1313 [24 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 1336 [29 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — Tome I. - Rapport général. — Tome II. - Examen de la première partie du projet de loi ; conditions générales de l'équilibre financier. — Tome III. - Examen de la deuxième partie du projet de loi ; moyens de services et dispositions spéciales, n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), n° 835 [17 octobre 1969].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Dispositions concernant l'élevage ; paiement des salaires des ouvriers de la défense nationale ; taxe spéciale d'équipement instituée au profit de l'établissement public d'aménagement de la Basse-Seine ; programme des acquisitions foncières pour créer des villes nouvelles ; communautés urbaines ; nombre des centimes communautaires ; principe de l'égalité des charges au sein des communautés urbaines* [18 juillet 1968] (p. 2294) ; Art. 5-III : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer à la date du « 1er juillet 1968 » celle du « 1er octobre 1968 »* (p. 2295) ; *ses observations sur l'amendement de M. Valleix* (p. 2296) ; en troisième lecture : *Application de l'article relatif aux cotisations mises en recouvrement au titre du premier budget de la communauté* [23 juillet 1968] (p. 2503) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Conséquences de la crise de Mai ; risque d'inflation et d'extension du chômage ; chute de la production industrielle ; augmentation des salaires ; situation des exploitations agricoles ; nécessité de la modernisation et du regroupement des entreprises ; aide aux travailleurs sans emploi ; formation professionnelle des jeunes ; hausse des prix à la production ; volume des investissements ; contrôle des changes ; commerce extérieur ; politique monétaire ; relèvement du taux d'escompte de la Banque de France ; niveau des dépenses publiques ; accords de Grenelle ; limitation du découvert ; rémunération des personnels de l'Etat ; budget de l'agriculture ; subventions aux entreprises nationales ; mesures d'ordre social décidées en faveur des familles des personnes âgées et des petits exploitants agricoles ; éducation nationale ; taxe spéciale sur les sociétés par actions ; majoration des cotisations dues au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; majoration de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur ; ses observations sur l'emploi ; financement du découvert budgétaire ; position du franc sur les principaux marchés* [18 juillet 1968] (p. 2296 à 2299) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Houel ; programme de réforme fiscale du groupe communiste* [19 juillet 1968] (p. 2340) ; *réserve de l'amendement de M. Michel Durafour* (p. 2340) ; Art. 1er : *Réserve de cet article* (p. 2341) ; Art. 2 : *Taux de la taxe annuelle sur les véhicules de tourisme des sociétés ; procédés utilisés pour ne pas payer la taxe ; perception de l'impôt par voie de timbre* (p. 2341, 2342) ; Art. 3 : *Situation de l'aviculture ; chute des cours ; exonération des aviculteurs dont l'élevage ne présente pas un caractère industriel ; champ d'exonération de la patente ; situation des éleveurs de porcs* (p. 2342) ; Art. 4 : *Relèvement du droit de timbre applicable à un grand nombre d'opérations et d'actes juridiques ; majoration du timbre sur les permis de chasse* (p. 2343) ; *ses observations sur l'amendement de M. Michel Durafour* (p. 2344) ; *son amendement tendant à la suppression du paragraphe 5 de cet article* (p. 2344) ; Art. 7 : *Suppression de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée dont bénéficient les bateaux de sport ou de plaisance utilisés en mer ; structure de l'industrie de la construction des bateaux de sport et de plaisance ; inopportunité de cette mesure dans la conjoncture actuelle ; augmentation du droit de francisation fixé par la loi du 28 décembre 1967* (p. 2345) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédac-*

tion de cet article (taux du droit de francisation et de navigation) (p. 2346) ; Art. 8 : *Possibilité d'aligner sur le régime des bateaux de plaisance qui naviguent en mer les bateaux de plaisance qui naviguent sur les eaux intérieures ; signification de la formalité de francisation* (p. 2347) ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2347) ; Art. 9 : *Droits applicables aux boissons alcooliques ; date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions* (p. 2347, 2348) ; *ses observations sur l'amendement de M. Cointat* (p. 2348) ; *son amendement tendant à ajouter un paragraphe III : « Les majorations de tarifs prévues au présent article s'appliqueront du 1er septembre 1968 au 31 décembre 1969 »* (p. 2349) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2349) ; *tarifs du droit perçu en contrepartie de la garantie que donne l'Etat pour les ouvrages de platine, d'or et d'argent* (p. 2349) ; *substituer le mot « chiffre » au mot « nombre »* (p. 2349) ; *retrait de son amendement* (p. 2350) ; Art. 12 : *Ses observations sur les adductions d'eau* (p. 2351) ; Après l'Art. 16 : *Réforme hospitalière* (p. 2354) ; Art. 17 : *Rendement global des diverses mesures prévues dans le collectif pour accroître les ressources publiques ; situation des contribuables bénéficiant de revenus importants ; incidences des majorations ; extension des majorations fiscales à certains revenus du capital qui peuvent faire l'objet d'une imposition à un taux forfaitaire* (p. 2354, 2355) ; *ses observations sur l'amendement de M. Cointat* (p. 2357) ; *principe du quotient familial* (p. 2357) ; *taxe complémentaire* (p. 2358) ; *ses observations sur l'amendement de M. Radius ; demande de remise gracieuse* (p. 2358) ; Art. 18 : *Conditions de paiement de l'impôt ; limitation provisoire des délais de paiement antérieurement consentis* (p. 2358) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « cette disposition ne s'applique pas aux contribuables dont les revenus sont exclusivement constitués par des pensions, retraites et rentes viagères »* (p. 2358) ; Art. 19 : *Majoration de taux pour les véhicules d'une puissance égale ou supérieure à huit chevaux ; différenciation des taux* (p. 2359) ; *ses observations sur l'amendement de M. Michel Durafour* (p. 2359) ; *son amendement tendant à modifier les taux prévus par cet article* (p. 2360) ; *ses observations sur l'amendement de M. Sabatier* (p. 2361) ; *ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 2362) ; *retrait de son amendement* (p. 2362) ; *ses observations sur l'amendement de M. Peyret* (p. 2363) ; Art. 1er (suite) : *Taxe spéciale sur les sociétés par actions ; dissuader les entreprises de faible dimension d'adopter cette forme juridique ; idée de prélever un minimum d'imposition sur les entreprises qui utilisent habituellement la forme de société de capitaux pour soustraire leurs résultats à l'imposition* (p. 2363) ; *son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2363) ; Après l'Art. 19 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2364) ; Art. 20 : *Augmentations de rémunération accordées aux agents des services publics et des entreprises nationales ; possibilité pour le Gouvernement de donner des instructions aux préfets pour qu'ils autorisent les communes à anticiper sur les compléments de recettes attendus et à garantir ainsi l'équilibre de leur budget supplémentaire* (p. 2368) ; Etat A. — AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur l'amendement de M. Ortoli* (p. 2369) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES : *Ses observations sur l'amendement de M. Ortoli* (p. 2369) ; Après l'Art. 21 : *Ses observations sur les amendements de M. Lamps et de M. Michel Durafour* (p. 2372) ; **conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire** : *Majoration de certaines cotisations dues au titre de l'impôt sur le revenu ; exonération de la contribution des patentes pour les aviculteurs et les éleveurs de porcs ; intégration des modalités relatives à l'assiette, au taux et au recouvrement des impositions de toute nature dans le dispositif de l'article 3 ; droits indirects sur les boissons alcooliques ; réduction des délais de paiement des impôts directs ; cas des contribuables dont les revenus sont constitués exclusivement par des pensions, retraites et rentes viagères ; taux de la vignette* [23 juillet 1968] (p. 2504) ; **en deuxième lecture** : *Régime de la patente applicable aux aviculteurs et aux éleveurs de porcs ; majoration exceptionnelle des cotisations dues au titre de l'impôt sur le revenu ; taxe différentielle sur les véhicules à moteur* [24 juillet 1968] (p. 2560) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (tarifs du droit de consommation)* (p. 2560, 2561) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (majoration*

des cotisations des contribuables soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques au titre des revenus de 1967) (p. 2561); Art. 18 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par la Commission mixte paritaire (majoration des impôts directs ; cas où les revenus sont exclusivement constitués par des pensions, retraites et rentes viagères*) (p. 2561) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à modifier la rédaction de cet article (taux de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur*) (p. 2561, 2562) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Indication d'autres projets de loi ayant le même objet* [19 juillet 1968] (p. 2373) ; *article 47 de la Constitution ; régime d'imposition des livres à la taxe sur la valeur ajoutée* (p. 2373) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Cointat* (p. 2374) ; Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Cousté* (p. 2375) ; Art. 12 : *Difficultés de la compagnie Air Inter ; liaisons aériennes entre la métropole et les Territoires avec les Départements d'outre-mer* (p. 2375); Art. 15 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2376) ; Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boscher* (p. 2376) ; Après l'Art. 25 : *Ses observations sur les amendements de M. Peyret et les sous-amendements du Gouvernement* (p. 2380) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2380) ; Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : (producteurs-vendeurs de fruits, légumes ou de fleurs bénéficiant sur les marchés municipaux de détail d'un droit global d'attribution d'emplacement de vente minimal de 10 % des surfaces pouvant faire l'objet de concessions*) (p. 2381) ; *permettre aux producteurs de commercialiser leurs produits* (p. 2381) ; *son amendement tendant à introduire un nouvel article (dolation du fonds d'expansion économique de la Corse étant accrue du produit des perceptions fiscales non encore restituées au 1er janvier 1968 ou qui seront reconnues restituables par application de l'article 16 du décret du 24 avril 1811*) (p. 2381) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Problème de la validation d'intégrations et de nominations au ministère des postes et télécommunications ; cas des salariés prenant leur retraite à 60 ans ; principe du secret professionnel ; ses observations sur les établissements d'hospitalisation et les hôpitaux psychiatriques ; ressources parafiscales du centre technique de la salaison ; attribution d'emplacements de vente sur les marchés municipaux pour les producteurs-vendeurs de fruits, légumes et fleurs ; prise en charge par les collectivités locales des dépenses afférentes au classement des voies privées ; dispositions en matière de rénovation urbaine* [23 juillet 1968] (p. 2506) ; *ses observations sur les paroles de M. Chirac* (p. 2507) ;

— du projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues en mai et juin 1968 et prorogeant divers délais, Art. 5 : *Application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Gerbet* [23 juillet 1968] (p. 2498) ;

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Ses observations sur la loi du 18 mai 1966 ; ses résultats ; investissements productifs des entreprises privées ; effet de la déduction fiscale ; déduction pour investissements pouvant être imputée sur le montant de la taxe sur la valeur ajoutée ; matériels ouvrant droit à la déduction fiscale ; conjoncture économique actuelle ; relance de l'investissement par la consommation ; situationtion budgétaire ; sous-emploi de nos capacités de production ; perspectives du commerce extérieur ; aménagement du régime transitoire de la T.V.A. frappant les investissements de 1968 ; permettre aux entreprises de recourir plus facilement à des financements extérieurs à long terme ; taux des primes de développement industriel et des primes d'adaptation ; durée d'amortissement des matériels ; déduction pour les équipements utilisés dans la transformation des matières plastiques ; cas de matériel acheté par des entreprises de crédit-bail ; impôt sur les sociétés ; rôle du secteur bancaire ; rôle du ministère de l'industrie ; mécanismes du crédit ne favorisant pas toujours les investissements productifs* [25 septembre 1968] (p. 2876 à 2878) ; Art. 2 : *Ses observations sur les amendements déposés sur cet article : date des commandes ; problème des délais* (p. 2896) ; *situation de l'emploi* (p. 2897) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Les entreprises pourront opter, au cours de chaque exercice où ce droit peut être exercé, pour*

l'imputation de la déduction sur la taxe à la valeur ajoutée dont elles sont redevables ; dans ce cas, le taux de la déduction est fixé à 5 % et l'option est globale » (p. 2901) ; *retrait de son amendement* (p. 2901) ; Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ortoli* (p. 2901) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Possibilité pour le Gouvernement d'étendre, par mesure individuelle, le bénéfice de la déduction fiscale aux matériels qui exigeraient des délais d'exécution excédant la date limite de livraison du 31 décembre 1970* [1er octobre 1968] (p. 2950) ;

— du projet de loi sur l'allégement de certaines charges fiscales des entreprises : *Réduction de 15 % de la taxe sur les salaires ; ressources fiscales des collectivités locales* [26 septembre 1968] (p. 2916) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Conséquences de la crise de mai pour notre économie ; volonté de respecter nos engagements découlant du traité du Marché commun ; expansion de la production intérieure l'an prochain ; situation de l'agriculture ; formation et emploi pour tout travailleur ; révision de notre système fiscal quant à l'imposition des personnes et des sociétés ; gestion de nos entreprises publiques et privées ; nécessité de rechercher une meilleure adaptation de notre production aux besoins ; revenu minimum des agriculteurs ; mise en place de mécanismes susceptibles d'assurer l'ajustement des ressources de main-d'œuvre aux besoins exprimés par l'économie ; pouvoir d'achat des familles ; notion de salaire fiscal ; produit de l'impôt sur les sociétés ; technique de l'impôt sur les sociétés constituant un frein au dynamisme des entreprises ; déficit du budget ; marché financier ; restauration des grands équilibres de notre économie ; aide à l'investissement ; diminution de la taxe sur les salaires ; augmentation des droits de succession ; fiscalité de la presse ; problème de la réduction du droit incorporé dans le prix des poudres de chasse ; rapport de M. Nora* [22 octobre 1968] (p. 3425 à 3427) ; Art. 1er : *Ses observations sur cet article* [23 octobre 1968] (p. 3492) ; Avant l'Art. 2 : *Impôt sur les personnes physiques ; impôts sur les personnes morales* (p. 3493) ; Art. 2 : *Régime de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; réduction de cotisations d'impôt sur le revenu des personnes physiques inférieures à 4.000 francs ; majoration de toutes celles qui sont supérieures à 5.000 francs ; quotient familial ; réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques* (p. 3494) ; *ses observations sur les paroles de M. Dusseaulx* (p. 3497) ; *ses observations sur les amendements de MM. Poudevigne, Jacques Richard et Herzog* (p. 3498) ; Art. 3 : *Taxe complémentaire ; revenus actuellement imposables à la taxe complémentaire ; situation des agriculteurs* (p. 3499) ; Art. 4 : *Conséquences de l'obligation d'affiliation au régime d'assurance maladie et assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles ; déductibilité des cotisations versées à ce titre pour la détermination du bénéfice net professionnel soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; problème des paiements et cotisations des contrats d'assurance* (p. 3499, 3500) ; Art. 5 : *Uniformisation des bénéfices réalisés par les caisses de retraite et de prévoyance* (p. 3500) ; Art. 6 : *Régime fiscal des entreprises de presse* (p. 3500) ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3501) ; *rapport de la Cour des comptes ; ses observations sur les paroles de M. Duhamel* (p. 3502) ; Art. 7 : *Droits de succession ; abattement à la base ; part nette reçue par chaque héritier en ligne directe ; cas des héritiers en ligne collatérale ; tarif applicable aux parts recueillies par les époux survivants ; tarif applicable aux successions entre frères et sœurs* [24 octobre 1968] (p. 3516, 3517) ; *son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3524) ; *son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (abattement de 300.000 francs sur la part de tout héritier légataire ou donataire, incapable de travailler dans des conditions normales de rentabilité, en raison d'une infirmité physique ou mentale, congénitale ou acquise)* (p. 3527) ; *insuffisance de notre équipement médico-social ; absence de définition de l'handicapé physique ou mental ; attribution de la carte d'invalidité* (p. 3527) ; Art. 8 : *Ses observations sur le droit de bail* (p. 3529) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article, à substituer aux mots : « ces taux sont applicables au droit afférent » les mots : « le taux de 2,5 % est applicable »* (p. 3529) ; Art. 9 : *Ventes de fonds de commerce ; ses observations sur les acquisitions de fonds de commerce réalisées dans le cadre d'opérations de concentration agréées par le Ministre de l'Economie et des Finances* (p. 3531) ; Art.

10 : *Exonération du paiement de la taxe unique sur les conventions d'assurance, les contrats d'assurance contre les risques souscrits par des compagnies aériennes françaises* (p. 3531) ; Art. 11 : *Exonération du droit de timbre des quittances sur les billets délivrés par les entreprises de transports publics routiers de voyageurs* (p. 3532) ; Art. 12 : *Détaxation des billets d'entrée dans les salles de cinéma et de théâtre* (p. 3532) ; Art. 13 : *Délivrance du permis de chasse ; création de trois types de permis de chasse ; fonctionnement des fédérations départementales de chasse ; indemnisation des dégâts causés par le gibier ; mise en place des sociétés de chasse agréées ; mise en œuvre de certains équipements cynégétiques* (p. 3537) ; Art. 14 : *Problèmes de la chasse ; fiscalité frappant les poudres de la chasse* (p. 3542) ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3542) ; Art. 15 : *Création d'un droit sur les bières, eaux minérales et boissons gazéifiées ; conditions dans lesquelles le droit sera perçu* (p. 3542, 3543) ; *son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3545) ; Art. 16 : *Problème des vins à appellation d'origine d'Alsace* (p. 3547) ; Après l'Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement de M. Achille-Fould ; création d'un droit sur les vins de provenance étrangère* (p. 3548) ; Art. 17 : *Tarif de la taxe de circulation sur les viandes* (p. 3549) ; Art. 18 : *Régime de franchise et de décote des exploitants agricoles en matière de T.V.A. ; calcul de la décote ; nombre des agriculteurs devant bénéficier des dispositions de cet article* (p. 3550, 3551) ; Après l'Art. 18 : *Décote spéciale pour les redevables inscrits au répertoire des métiers ; législation en matière de forfait ; date de l'appréciation du droit à la décote* (p. 3553) ; Art. 9 : *Handicap résultant de l'insularité de la Corse ; transports entre la France continentale et la Corse* (p. 3554) ; *ses observations sur l'amendement de M. Christian Bonnet* (p. 3555) ; Art. 20 : *Ses observations sur cet article* (p. 3555) ; Art. 21 : *Majoration de la taxe intérieure de consommation incorporée dans les prix de l'essence et du supercarburant* (p. 3556) ; *son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour le tableau B de l'article 265 du Code des douanes, à supprimer le paragraphe : « C. Huiles lourdes »* (p. 3557) ; *son amendement tendant à compléter le texte modificatif proposé pour le tableau B de l'article 265 du Code des douanes* (p. 3558) ; Art. 22 : *Ses observations sur cet article* (p. 3558) ; Art. 23 : *Montant de la cotisation individuelle destinée au financement de l'assurance vieillesse des exploitants agricoles* (p. 3559) ; Après l'Art. 23 : *Ses observations sur l'amendement de M. Collette* (p. 3559) ; Art. 24 : *Taxe spéciale d'équipement ; rapport sur l'exécution du budget du district de la région parisienne* (p. 3560) ; *son amendement tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « Le district de la région parisienne soumettra chaque année au Parlement, avant la discussion budgétaire, un rapport sur l'exécution de son propre budget »* (p. 3560) ; Art. 25, 26, 27 et 29 : *Ses observations sur ces articles* (p. 3560, 3561, 3562) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (perception des droits de mutation à titre gratuit sur la part de tout héritier incapable de travailler dans des conditions normales de rentabilité en raison d'une infirmité physique ou mentale)* (p. 3563) ; *problème des successions ; possibilité d'accorder une facilité exceptionnelle à tout héritier légataire ou donataire incapable de travailler dans des conditions normales de rentabilité en raison d'une infirmité* (p. 3572, 3573) ; *ses observations sur les paroles de M. de Poulpiquet* (p. 3574) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969. AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — II. - COOPÉRATION : *Son amendement tendant à réduire de 103.000 F le montant du crédit du titre III* [29 octobre 1968] (p. 3702) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX. — CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE : *Son amendement tendant à réduire de 187.743 F le montant du crédit du titre III* [4 novembre 1968] (p. 3874) ; INDUSTRIE : *Son amendement tendant à réduire de 707.400 F le montant du crédit du titre III* [5 novembre 1968] (p. 3937) ; *son amendement tendant à réduire de 2.260.256 F le montant du crédit du titre II* (p. 3937) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Art. 62 : *Son amendement tendant au début de cet article à supprimer les mots : « pendant une période d'un an suivant la publication de la présente loi »* [8 novembre 1968] (p. 4216) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, Art. 69 : *Son amendement tendant au 1° de cet article à compléter le texte proposé pour le paragraphe II de l'article premier de la loi n° 60-790 du 2 août 1960 par la phrase suivante : « Cette dernière restriction n'étant pas applicable dans les cas où lesdits locaux seront situés sur des terrains ayant fait*

l'objet, avant le 1er janvier 1969, d'une acquisition en vue d'aménager ou de construire » [14 novembre 1968] (p. 4433) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., Après l'Art. 61 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les corps gras solides destinés à l'alimentation humaine, dans lesquels sont incorporés des huiles végétales et des huiles d'animaux marins ou une huile de ces deux catégories, ne pourront être commercialisés que s'ils incorporent un poids minimum de beurre égal à 5 % du poids total du produit* » [16 novembre 1968] (p. 4592) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES, Art. 54 : *Ses observations sur les grands travaux d'intérêt général qui intéressent le district de la région de Paris ; parts respectives de l'Etat de la ville de Paris et du district dans le financement de ces travaux ; métro express régional ; boulevard périphérique* [18 novembre 1968] (p. 4652) ; Art. 55 : *Financement des travaux d'équipement rural et de travaux d'équipement des ports et de défense contre les eaux* (p. 4652) ; *ses observations sur l'amendement de M. Chirac* (p. 4653) ; *ses observations sur l'amendement de M. Herzog* (p. 4653) ; Après l'Art. 60 : *Ses observations sur l'amendement de M. Cointat tendant à accorder aux groupements d'intérêt économique les avantages fiscaux qui sont actuellement applicables aux sociétés conventionnées et aux entreprises qui créent des établissements ou des bureaux ; nature du groupement d'intérêt économique* (p. 4654) ; Après l'Art. 65 : *Contrôle financier sur les dépenses de l'Etat ; problème du contrôle a priori ; son utilité* (p. 4656) ; **en seconde délibération** : Après l'Art. 23 : *Réduction du taux de la taxe perçue sur les betteraves* [19 novembre 1968] (p. 4724, 4725) ; Après l'Art. 28 : *Cotisation de solidarité à la charge des producteurs de blé et d'orge et des producteurs de colza, de tournesol et de navette* (p. 4725) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement par l'alinéa suivant : « Les 200 premiers quintaux livrés sont exonérés des cotisations prévues aux alinéas précédents, à charge de majorer à due concurrence les cotisations pour les livraisons dépassant 1.000 quintaux* » (p. 4725) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 4726) ; Art. 32 : *Ses observations sur les amendements du Gouvernement* (p. 4727) ; Art. 33 : *Création d'établissements hospitaliers* (p. 4728) ; Après l'Art. 62 : *Cas des déportés politiques* (p. 4728) ; Après l'Art. 29 : *Son sous-amendement tendant au deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement à remplacer le mot : « ratifiée » par les mots : « soumise à la ratification du Parlement »* (p. 4736) ; *Impossibilité de continuer à accroître les charges de l'Etat* (p. 4736) ; *ses observations sur l'amendement de M. Ballanger* (p. 4737) ; Art. 30 et Etat A : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4737) ; **Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire** : *Modifications apportées au texte par le Sénat ; taxation spécifique sur les bières et les eaux minérales ; ses observations sur l'amendement du Sénat prévoyant que les majorations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques prévues pour l'imposition des revenus de l'année 1968 ne s'appliqueraient pas aux plus-values réalisées en matière de vente et d'expropriation de terrains à bâtir ; montant des acomptes trimestriels ; calcul des deux tiers provisionnels ; montant du prélèvement sur le produit de la taxe sur les produits pétroliers ; dotations affectées à la voirie locale ; cotisation de solidarité à la charge de certains producteurs agricoles ; montant des redevances à percevoir sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes ; allégement des impositions grevant les poudres de chasse ; système de franchise et de décote en matière de taxe sur la valeur ajoutée au bénéfice des exploitants agricoles ; prélèvement opéré sur les ressources du fonds de soutien aux hydrocarbures au profit du budget général ; mesures d'économies envisagées par le Gouvernement ; transformation d'emplois au service de l'aviation civile ; suppression du crédit prévu pour la création de 41 postes d'inspecteur des établissements classés ; perception de taxes parafiscales ; perception de la redevance recouvrée pour le compte de l'O.R.T.F.* [10 décembre 1968] (p. 5280 à 5282) ; *ses observations sur l'amendement de M. Chirac* (p. 5290) ; **en deuxième lecture** : *Indication des dernières étapes de la procédure* [16 décembre 1968] (p. 5532) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe III de cet article (calcul des majorations ; abstraction de la fraction de la cotisation afférente aux plus-values dégagées à l'occasion de la cession de terrains non bâtis ou des biens assimilés)* (p. 5333) ; Art. 2 *bis* : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cotisation d'impôt sur le revenu des personnes physiques)* (p. 5333) ; Art. 4 *bis* :

Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 5534) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à reprendre cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale (droits de mutation à titre gratuit)* (p. 5534) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à reprendre cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale (tarif du droit d'enregistrement)* (p. 5534) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (billets d'entrée dans les théâtres)* (p. 5534) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5535) ; Art. 15 : *Son amendement tendant au début du 2e alinéa et du 3e alinéa du paragraphe I de cet article à substituer au chiffre : « 1,25 franc » le chiffre : « 2,50 francs »* (p. 5535) ; *son amendement tendant au début du quatrième alinéa du paragraphe I de cet article à substituer au chiffre : « 3 francs » le chiffre : « 6 francs »* (p. 5535) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas des exploitants agricoles individuels assujettis à la T.V.A. ; régime de la franchise et de la décote)* (p. 5536) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « le district de la région parisienne soumettra chaque année au Parlement, avant la discussion budgétaire, un rapport sur l'exécution de son propre budget »* (p. 5536) ; Art. 25 : *Son amendement tendant dans cet article à substituer au chiffre de « 552.000.000 francs » le chiffre de : « 552.910.000 francs »* (p. 5536) ; *son amendement tendant à reprendre cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale (prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers)* (p. 5536) ; Art. 28 *bis* : *Son amendement tendant au 1er alinéa du 2° de cet article à supprimer les mots : « et à la charge des importateurs de soja et de tournesol » ; en conséquence, dans la première phrase du dernier alinéa de cet article à supprimer les mots : « et des importateurs de soja et de tournesol »* (p. 5536) ; Art. 29 *bis* : *Son amendement tendant à substituer à la somme de : « 2 milliards de francs » la somme de : « 2,833 milliards de francs »* (p. 5536) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 5536) ; Art. 30 : *Son amendement tendant à modifier l'Etat A* (p. 5538) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à modifier l'Etat B* (p. 5538) ; Art. 47 : *Son amendement tendant à modifier l'Etat E* (p. 5539) ; Art. 60 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe VII de cet article* (p. 5540) ; Art. 67 *bis* : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de cet article (taxes perçues sur les artisans fiscaux)* (p. 5540, 5541) ;

— de la rectification à un amendement à la loi de finances pour 1969 : *Après la référence à la ligne 47, insérer les mots : « en conséquence, l'article 17 se trouve supprimé » (taxe de circulation sur les viandes)* [20 décembre 1968] (p. 5741, 5742) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Conséquences d'une hypothétique dévaluation ; augmentations des salaires consécutives aux accords de Grenelle ; suppression de la taxe sur les salaires ; augmentation du taux de la T.V.A. ; renchérissement des prix des produits importés ; taux de croissance des prix intérieurs ; rythme de l'expansion ; réductions de crédits ; revision des hypothèses économiques sur lesquelles est fondé le budget de 1969 ; limites de la franchise et de la décote des commerçants et artisans ; organisation d'une situation provisoire pour les ventes de locaux achevés affectés à l'habitation ; ressources des collectivités locales ; attributions de garantie dont bénéficieront les communes ; réduction d'impôt de 5 % dont bénéficient actuellement les contribuables titulaires de traitements* [27 novembre 1968] (p. 4874, 4875) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Batlanger* (p. 4887) *et sur celui de M. Souchal* (p. 4888) ; *ses observations sur les organismes débiteurs de pensions de retraite* (p. 4891) ; *ses observations sur l'amendement de M. Lamps* (p. 4892) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ramette* (p. 4892), *sur ceux de MM. Boulloche et Poudevigne* (p. 4893) *et sur ceux de MM. Maujoüan du Gasset et des Garets* (p. 4896) ; *fiscalité frappant les vins* (p. 4897) ; *aménagement des décotes et des franchises pour les entreprises industrielles, commerciales et artisanales* (p. 4897) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe IV : « par dérogation aux dispositions du paragraphe premier ci-dessus, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est fixé à 13 % pour les ventes constatées par des actes intervenus en 1969 de locaux achevés affectés à l'habitation. Il en est de même pour les cessions de droits sociaux donnant vocation à l'attribution de tels locaux »* (p. 4897) ; *problème de la construction* (p. 4897) ; *régime de la T.V.A. appli-*

cable à l'agriculture ; ses observations sur le forfait et la décole pour les entreprises artisanales, commerciales et industrielles (p. 4897) ; Art. 5 : *Ses observations sur les amendements de MM. Boscher et Pic* (p.4902) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter cet article par une nouvelle phrase : « Est notamment maintenu pour l'ensemble des traitements, salaires et pensions précédemment visés par l'article 198 du Code général des impôts, le bénéfice de la réduction égale à 5 % des sommes, effectivement imposables à l'I.R.P.P. au titre desdites rémunérations »* (p. 4903) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Nombre de collectifs en 1968 ; ses observations sur le découvert ; bilan général de l'exercice ; baisse applicable aux matériels de composition et d'impression de certaines entreprises de presse ; affectation du solde du fonds national de péréquation de la taxe locale ; cas des entreprises qui ne possèdent pas leur propre matériel d'imprimerie ; ressources des collectivités locales ; remise intégrale et distribution du produit de la taxe sur les salaires aux communes pour l'exercice de 1968 ; financement du découvert ; concurrence entre les banques ; ses observations sur notre système de mobilisation du papier commercial ; taux du crédit ; réforme du système du crédit ; problème des coûts ; nécessité de chercher à mieux utiliser les agents en fonction* [3 décembre 1968] (p. 5014, 5015) ; Art. 1er : *Possibilité d'arrondir au franc le plus voisin les cotisations d'impôts directs* (p. 5020) ; Art. 2 : *Possibilité d'aligner la date de répartition de la contribution mobilière entre les arrondissements sur la date de session du conseil général* (p. 5020) ; Art. 3 : *Budgets de certaines chambres de commerce* (p. 5020) ; Art. 4 : *Suppression de la disposition de l'article du Code des débits de boissons qui fait obligation aux débitants d'apposer une affiche relative à la répression de l'ivresse publique* (p. 5020) ; Art. 5 : *Suppression des droits de poinçonnement des alambics* (p. 5020) ; Art. 7 : *Ses observations sur les paroles de M. Léo Hamon* (p. 5021) ; *et sur celles de M. Chirac* (p. 5022) ; Art. 8 : *Entreprises de presse bénéficiant du remboursement sur le prix de leur matériel de composition et d'impression* (p. 5022, 5023) ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5023) ; Après l'Art. 8 : *Problème de l'application de la T.V.A. à l'agriculture* (p. 5024) ; Art. 10 : *Modalités de gestion du compte d'affectation spéciale du Trésor destiné au financement de travaux de mise en valeur du département de la Corse* (p. 5024) ; Art. 11 : *Situation des communes lors de la révision des forfaits ; répartition de la taxe sur les salaires* (p. 5024) ; *ses observations sur les paroles de M. Waldeck L'Huillier* (p. 5025) ; Art. 12 : *Produit de la taxe sur les salaires ; définition des impôts sur les ménages* (p. 5025, 5026) ; Art. 13 : *Ses observations sur l'article 22 de la loi de finances pour 1968 ; problème des forfaits* (p. 5026) ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5026) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de Mme Vaillant-Couturier* [16 décembre 1968] (p. 5555) ; Après l'Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de Mme Prin* (p. 5556) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : *Répartition des économies adoptées par le budget de 1969 ; importance en valeur relative des réductions de crédits ; revision des missions de l'administration ; conséquences économiques de ces réductions ; ouverture de crédits supplémentaires pour le financement du relèvement des prestations familiales ; budget annexe des P.T.T. ; réformes de l'administration à long terme ; procédure, dite de « rationalisation des choix budgétaires »* [29 avril 1969] (p. 1122, 1123) ; *son opposition à la question préalable* (p. 1125) ;

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1967 : *Ses observations sur l'article 38 de la loi organique du 2 janvier 1959 ; décrets d'avances ; ses observations sur les lois de finances rectificatives des 21 juin et 22 décembre 1967 ; équilibre interne du budget ; recettes et dépenses budgétaires de l'année 1967 ; évolution des recouvrements afférents à l'impôt sur les sociétés ; dépenses civiles ordinaires ; charges de la dette publique ; dépenses civiles en capital ; dépenses militaires ; conséquences des modifications apportées à la structure de certains départements ministériels ; problèmes concernant la gestion des autorisations budgétaires ; opérations de virement ; gestion des autorisations de programme et des crédits de paiement ; instabilité dans les programmes d'équipement ; mesures prises en vue de régulariser le rythme d'engagement des opérations d'équi-*

pement en cours d'année [6 mai 1969] (p. 1211 à 1213) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Brazzaville le 13 novembre 1967 : *Problème de la double imposition ; revenus des valeurs mobilières ; assistance administrative entre les deux Etats ; développement des conventions avec les Etats francophones d'Afrique* [6 mai 1969] (p. 1251) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la France et l'Irlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Paris le 21 mars 1968 : *Application de la convention aux impôts sur le revenu perçus dans les deux Etats ; égalité de traitement entre les résidents des deux pays ; organisation de la procédure pour régler les difficultés ; dispositions relatives aux revenus de valeurs mobilières ; intérêt de cette convention* [6 mai 1969] (p. 1252) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus signée à Londres le 22 mai 1968 : *Répartition de l'imposition entre les deux Etats ; clauses particulières concernant les enseignants et les étudiants ; ses observations sur les intérêts et les dividendes ; régime d'imposition des ressortissants de l'un des Etats à raison de la résidence secondaire ; application rétroactive de l'accord* [6 mai 1969] (p. 1253) ;

— du projet de loi portant amnistie : *Problème de l'amnistie dans le domaine fiscal ; cas des petits contribuables* [26 juin 1969] (p. 1754) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal : *Projet de loi tendant à majorer dès l'échéance de septembre l'acompte fiscal que les sociétés ont à verser chaque trimestre ; conditions d'application de la déduction pour investissements ; majoration des taux des taxes sur les véhicules à moteur ; relèvement de la franchise d'impôt de 500 à 1.000 francs sur le montant des revenus des obligations ; prélèvement exceptionnel sur les banques ; remise en ordre des facilités fiscales accordées aux amortissements ; situation des caisses mutuelles de crédit ; ses observations sur la possibilité de demander aux banques de faire connaître le détail des opérations financières et comptables auxquelles elles ont procédé à une certaine époque ; problème de savoir s'il faut étendre aux compagnies d'assurance et aux agents de change le même prélèvement que celui subit par les banques* [17 septembre 1969] (p. 2298, 2299) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Ramette* (p. 2320) ; Art. 1er : *Versements faits par les sociétés au titre de leurs impôts sur les bénéfices ; cas des sociétés créées dans l'année ; conditions de versement des acomptes* (p. 2321) ; *ses observations sur l'amendement de M. Dehen* (p. 2322) ; Art. 2 : *Freinage de l'investissement en avançant la date limite de la demande des matériels ; situation des entreprises étrangères de biens d'équipement* (p. 2322) ; Art. 3 : *Tarif de la taxe sur les véhicules à moteur d'une puissance fiscale de 8 chevaux ou plus ; problème de la limitation de l'application de cet article aux années 1969-1970* (p. 2322) ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2323) ; *son amendement tendant à rédiger comme suit la fin de cet article : « ... sont reconduites pour les périodes d'imposition s'ouvrant le 1er décembre 1969 et le 1er décembre 1970 »* (p. 2324) ; Art. 4 : *Franchise sur les revenus d'obligations ; revenus des obligations négociables non indexées ; cas où les revenus d'obligations sont inférieurs à 500 francs* (p. 2324, 2325) ; Art. 5 : *Prélèvement exceptionnel sur les banques ; calcul du prélèvement ; son taux ; problème de l'extension éventuelle du prélèvement exceptionnel aux sociétés d'assurances, aux agents de change ; possibilité que le montant du prélèvement soit compris dans les charges déductibles pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; calcul de l'assiette du prélèvement exceptionnel* (p. 2326, 2327) ; *son amendement tendant, au paragraphe 3 de cet article, à substituer au taux de « 0,75 %, le taux de 1 % »* (p. 2328) ; Art. additionnels : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 2330) ; *son amendement tendant, après l'article 5 à introduire un nouvel article : « Les personnes morales et privées habilitées à effectuer des opérations de change devront fournir le détail des trans-*

ferts de capitaux vers l'étranger auxquels il a été procédé entre le 1er juillet 1968 et le 23 novembre 1968. Les entreprises qui auront bénéficié soit d'un prêt de l'Etat, soit de l'application des dispositions prévues à la loi n° 68-877 du 9 octobre 1968 devront fournir le détail des opérations financières et comptables auxquelles elles ont procédé durant la même période. Tous ces renseignements devront être remis au directeur départemental des impôts directs avant le 15 novembre 1969 » (p. 2330) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ressources dont dispose le Crédit agricole pour consentir des prêts aux agriculteurs ; problème de la spéculation ; crédit de l'Etat* [20 septembre 1969] (p. 2364) ;

— avec débat restreint, du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1968 : *Ses observations sur l'ordonnance du 2 janvier 1959 ; contenu et objectifs des lois de finances rectificatives ; ses observations sur les lois de finances du 30 juillet 1968, du 31 juillet 1968 et du 20 décembre 1968 ; gestion des autorisations budgétaires ; taux de la T.V.A. ; impôt sur le revenu des personnes physiques ; cas des personnes qui ont des ressources inférieures au S.M.I.G. ; situation des pensionnés ; son souhait que certains des non-salariés ne soient pas distingués des salariés ; dépenses budgétaires de l'exercice 1968 ; souhait de la Commission des finances d'être informée des résultats d'exécution du budget de l'année précédente* [5 mai 1970] (p. 1472 à 1474).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Retour aux équilibres ; équilibre du budget ; résultats de nos échanges extérieurs ; levée du contrôle des changes au profit des exportations de capitaux ; montant de nos réserves ; VIe Plan ; équilibre entre l'offre et la demande ; efficacité du Plan de redressement ; équilibre entre les prix et les salaires ; introduction d'une clause d'indexation dans les récents accords de salaires ; logement social ; évolution de l'économie mondiale; part des échanges extérieurs dans notre production nationale ; inflation dans certains pays ; élévation des taux d'intérêt ; problème monétaire international ; taux de l'escompte ; fiscalité ; taux de la T.V.A. ; financement des équipements par les crédits budgétaires ; sa question de savoir ce qui se passerait si l'on débloquait l'essentiel des autorisations de dépenses inscrites au fonds d'action conjoncturelle à partir du 1er juin prochain ; sa question de la concordance du projet de budget pour 1971 avec les objectifs de croissance du VIe Plan si les propositions budgétaires pour 1971 sont établies sur la base des dotations de 1970* [13 mai 1970] (p. 1661 à 1663).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant simplifications fiscales : *Modification des règles d'assiette et du mode de calcul de la T.V.A. ; réforme des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière ; réforme des droits indirects ; suppression d'un certain nombre d'impôts de faible rendement ou de dispositions devenues périmées* [3 juin 1970] (p. 2192) ; *ses observations sur la suite de la discussion* (p. 2192) ; Art. 1er : *Formalités pesant sur des redevables qui effectuent des expéditions fractionnées de faible importance* (p. 2192) ; Art. 2 : *Régime fiscal des alcools ; institution d'un droit de fabrication ; ses observations sur les genièvres ; problème des infractions* (p. 2194) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article, à supprimer les mots : « en France continentale et en Corse »* (p. 2194) ; *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 2195) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le début du paragraphe IV de cet article : « Dans les Départements d'outre-mer, les apéritifs définis au I-1°... »* (p. 2196) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa du paragraphe I, après les mots : « deux mois » à insérer la phrase suivante : « Ce délai est porté à trois mois pour les redevables du droit de fabrication sur les alcools entrant dans les produits de parfumerie et de toilette »* (p. 2196) ; *retrait de son amendement* (p. 2197) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe III de cet article par les mots : « qui devra intervenir avant le 1er janvier 1971 »* (p. 2198) ; *publication d'un décret en Conseil d'Etat prescrivant les mesures propres à renforcer le contrôle du sucrage* (p. 2198) ; *retrait de son amendement* (p. 2199) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article (déclaration faite par les marchands en gros d'alcools ; situation des fabricants redevables du droit ; liquidation du droit de fabrication)* (p. 2199) ; Art. 12 : *Situation fiscale des associations ; ses observations sur les ciné-clubs* (p. 2200) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article : « A moins qu'un délai plus long soit prévu par les*

textes de loi en vigueur, le délai accordé... » (p. 2201) ; *unification des délais ouverts aux contribuables ; cas des revenus de capitaux mobiliers encaissés à l'étranger* (p. 2201) ; *son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « à compter de la réception de cette notification »* (p. 2201) ; *point de départ du délai accordé aux contribuables* (p. 2201) ; Art. 15 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à supprimer le chiffre « 1235 »* (p. 2202) ; *exonération des droits de mutation par décès, applicable aux successions des militaires morts sous les drapeaux ou des suites de la guerre* (p. 2202) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Régime de la taxe sur la valeur ajoutée due par les industries alimentaires ; régime de la fiscalité de la construction ; problème des droits indirects ; impôt sur les spectacles et les passeports ; recouvrement de la taxe à l'essieu ; statut des administrateurs civils ; modification des délais en matière fiscale ; ses observations sur les testaments faits en faveur des fondations ; assujettissement à la T.V.A. des mineurs prestataires de charbon ; ses observations sur le travail en commission* [3 juin 1970] (p. 2202, 2203) ; *ses observations sur la suite de la discussion* (p. 2204) ; Art. 1er : *Taxe sur la valeur ajoutée pour les livres et les produits alimentaires ; application de la règle, dite du butoir ; ses observations sur l'hôtellerie ; hypothèse où le montant du butoir excéderait celui des impôts directs dus au Trésor* (p. 2205) ; Après l'Art. 2 : *Sociétés immobilières d'investissements* (p. 2206) ; Art. 10 : *Ses observations sur l'article 125 A-1 du Code général des impôts relatif aux personnes physiques qui bénéficient d'intérêts et d'arrérages ; possibilité pour ces personnes d'opter pour un prélèvement de 25 % qui libère cette catégorie de revenus de l'impôt sur les personnes physiques et de sa progressivité ; limitation du bénéfice du prélèvement libératoire ; cas des entreprises de caractère familial ; problème des délais ; cas des intérêts des sommes provenant des dépôts effectués par les associés des sociétés immobilières* (p. 2210) ; *son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa (1°) du paragraphe premier, à substituer à la date du « 30 septembre 1970 » celle du « 31 décembre 1970 »* (p. 2211) ; *son sous-amendement tendant, dans la première phrase du paragraphe II de l'amendement de M. Chirac, après les mots : « organismes coopératifs » à insérer les mots : « ainsi que les dépôts effectués par les associés de sociétés immobilières, dont les profits ouvrent droit à l'option pour le prélèvement libératoire de 25 % »* (p. 2211) ; *son sous-amendement tendant, dans la dernière phrase du paragraphe II de l'amendement de M. Chirac, à substituer à la date du « 15 mai 1970 » la date du « 1er juin 1970 »* (p. 2211) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2212) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2213) ; Art. 16 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe II de cet article, après le mot : « fixera » à insérer les mots : « en tant que de besoin »* (p. 2214) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire le nouvel article suivant : « Les dispositions du décret n° 69-413 du 8 mai 1969 modifiant l'article 26 du décret n° 64-1174 du 26 novembre 1964 relatif au statut particulier des administrateurs civils ont effet du 1er janvier 1969 »* (p. 2214) ; *son amendement tendant à introduire un nouvel article (situation du redevable qui a appliqué un texte fiscal selon l'interprétation que l'administration avait fait connaître par ses instructions ou circulaires publiées et qu'elle n'avait pas rapportée à la date des opérations en cause)* (p. 2215) ; *son amendement tendant à introduire un nouvel article (délais accordés en matière de déclaration fiscale)* (p. 2215) ; *retrait de l'amendement de M. Neuwirth* (p. 2216) ; *son sous-amendement tendant, dans l'amendement du Gouvernement, à supprimer le deuxième alinéa* (p. 2216) ; **en deuxième lecture** : *Modifications apportées par le Sénat ; allégement de la fiscalité sur les spectacles* [24 juin 1970] (p. 3012) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à reprendre, pour le paragraphe 2 de cet article, le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (possibilité pour le Gouvernement d'étendre les dispositions du I ci-dessus à des affaires portant sur la fabrication d'autres produits soumis au taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 3013) ; Art. 6 *bis* : *Son amendement tendant à rétablir cet article dans une nouvelle rédaction (indication des vins maintenus sous le régime fiscal des vins)* (p. 3013) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe 3 de cet article* (p. 3014) ; Art. 10 : *Ses observations sur l'article 71 de la loi de juillet 1966 sur les sociétés par actions* (p. 3014) ; Art. 25 : *Problème des ciné-clubs* (p. 3016) ; **conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire** : *Remboursement des crédits non*

imputables au titre de la taxe sur la valeur ajoutée ; régime des intérêts versés par des personnes morales à leurs membres ; extension des dispositions relatives à la règle, dite du butoir, à d'autres activités que celles initialement prévues [30 juin 1970] (p. 3328) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Taux d'augmentation de la production intérieure brute ; son souhait que lors de la discussion du prochain Plan le Gouvernement propose trois hypothèses différentes ; contenu du Plan ; problème du développement de notre façade maritime atlantique ; souplesse de sélectivité du VI[e] Plan ; transferts sociaux ; problème de la famille ; baisse de la natalité ; baisse des allocations familiales durant le VI[e] Plan ; modification de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de la mère au foyer en faveur des familles les plus modestes ; problème de la compétitivité et de l'industrialisation ; modification des circuits financiers ; financement des entreprises ; politique fiscale à long terme ; importance de l'adhésion des Français ; ses observations sur les investissements collectifs, l'emploi et la répartition des revenus ; faiblesse de la part réservée au logement ; principe selon lequel les cotisations de maladie seraient calculées proportionnellement au montant des rémunérations ; élargissement de la fourchette du taux de croissance des équipements collectifs ; développement des infrastructures de transports ; ses observations sur le fait que 560.000 logements devraient être considérés comme un minimum* [15 juin 1970] (p. 2639 à 2641) ; *ses observations sur le déroulement du débat* [17 juin 1970] (p. 2792) ; Art. unique : *Ses observations sur les rectifications proposées par le Gouvernement ; croissance de la production intérieure brute ; rythme annuel de progression du transport aérien en trafic international ; ses observations sur les « zones de peuplement » ; taux de croissance des équipements collectifs* [18 juin 1970] (p. 2810) ; *son amendement tendant à compléter l'article unique par la disposition suivante : « sous réserve que le chiffre de 560.000 logements soit considéré comme un minimum et que le nombre de logements économiques soit porté à 330.000 »* (p. 2811) ; *son amendement tendant à compléter cet article par la disposition suivante : « sous réserve que le taux de croissance des équipements collectifs permette d'atteindre les objectifs fixés en matière d'industrialisation, ce qui paraît exiger qu'il se situe entre 8,5 et 12 %, afin de pouvoir accentuer l'effort d'investissement prévu au titre des infrastructures de transport, notamment pour le réseau routier et pour certaines liaisons par voie d'eau »* (p. 2812) ; *son amendement tendant à compléter l'article unique par une nouvelle disposition (principe selon lequel les cotisations maladie seraient calculées proportionnellement aux rémunérations ; réformes en matière de prestations sociales)* (p. 2813) ; *retrait de son amendement* (p. 2813) ; *son amendement tendant à compléter l'article unique par la disposition suivante : « sous réserve que soit fixé au moins à 12,5 % pour le trafic international et 15 % pour le trafic intérieur, le pourcentage annuel d'expansion du transport aérien »* (p. 2813) ; *retrait de son amendement* (p. 2813) ; *industrialisation de l'Ouest* (p. 2818).

Ses observations sur le dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes : *Son importance ; accroissement du poids des dépenses publiques ; mission de la Cour des comptes ; collaboration entre la Cour des comptes et le Parlement ; recherche des simplifications à apporter à notre législation* [30 juin 1970] (p. 3336).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur le fait que l'expansion ne s'est pas arrêtée malgré le plan de redressement ; conséquence de la politique du crédit ; politique d'investissements productifs ; balance commerciale ; solidité de la monnaie nationale ; utilisation de leurs revenus pour les ménages ; reconstitution de l'épargne ; hausse des prix de la consommation intérieure ; situation de l'emploi ; politique fiscale ; alignement des conditions d'imposition des salariés et des non-salariés ; situation des Français déshérités ; lutte contre la fraude ; modalités du contrôle fiscal ; rythme de progression des dépenses publiques ; dépenses de fonctionnement des services civils ; crédits d'interventions publiques* [20 octobre 1970] (p. 4409, 4410) ; *dépenses civiles d'équipement inscrites au budget ; problème de la navigation fluviale ; ses observations sur la formule du fonds d'action conjoncturelle ; ses différences avec le budget de 1970 ; neutralité du budget ; excédent des recettes réelles sur les recettes prévues ; ses observations sur le fait que le budget actuel est un budget d'accompagnement ; demandes faites à la Cour des*

comptes d'effectuer trois enquêtes : enquête sur la situation comptable de l'Association pour la formation professionnelle des adultes, enquête sur les éléments qui concourent à l'enchérissement du coût des travaux d'équipement effectués par les collectivités locales, enquête sur l'emploi des ressources procurées par la perception des taxes parafiscales (p. 4411) ; *opposition de la Commission aux amendements de M. Lamps* (p. 4423, 4424) ; de la première partie, Art. 1er : *Adoption de cet article par la Commission des finances* [22 octobre 1970] (p. 4512) ; Avant l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rieubon* (p. 4513) ; Art. 2 : *Situation des salariés modestes ; extension aux non-salariés du bénéfice du crédit d'impôt ; avantages en faveur des personnes âgées de plus de soixante-dix et soixante-quinze ans ; allégements en faveur des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans* (p. 4514) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article à partir du paragraphe II (tarif de l'impôt sur le revenu ; quotient familial)* (p. 4517) ; *nécessité de tenir compte de la situation de certains salariés dont la contribution risque, à revenu égal, d'être majorée en raison des nouvelles modalités d'imposition introduites par l'article 2* (p. 4517) ; *ses observations sur la déduction de 5 % promise aux salariés ; dispositions favorables aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans et de plus de soixante-quinze ans* (p. 4518) ; *ses observations sur le sous-amendement de M. Boulloche* (p. 4518), *ceux de M. Falala* (p. 4518), *celui de M. Giscard d'Estaing* (p. 4519) *et celui de M. Chapalain* (p. 4519) ; *rejet par la Commission des finances des amendements de M. Boulloche* (p. 4520, 4521) ; Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Schvartz* (p. 4521) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4522) ; *exercice des professions libérales ; situation des personnes dont les revenus sont déclarés par des tiers* (p. 4522) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4522) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article (détermination du bénéfice réel de l'exploitation agricole ; élaboration des décrets)* (p. 4524) ; *consultations des organisations professionnelles* (p. 4524) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4528) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4528) ; Après l'Art. 12 : *Rejet par la Commission des finances de l'amendement de M. Boulloche* (p. 4535) ; Art. 13 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boulloche* (p. 4537) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4538) ; *extension du taux réduit de la T.V.A. à des produits alimentaires solides ; aménagement de la règle du butoir* (p. 4538) ; Art. 17 : *Son amendement tendant au paragraphe III de cet article à substituer aux mots : « dont les caractéristiques d'exploitation permettent de présumer qu'ils exercent » les mots : « qui, en raison des caractéristiques de leur exploitation, exercent »* (p. 4541) ; *son amendement tendant à insérer un nouveau paragraphe : « Jusqu'au 31 décembre 1972, la base d'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée des ventes d'animaux vivants de boucherie et de charcuterie fait l'objet d'une réfaction de 50 % lorsque ces ventes sont faites à des personnes non assujetties à cette taxe »* (p. 4541) ; *problème des marchands de bestiaux* (p. 4541) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de cet article* (p. 4543) ; *lutte contre la fraude ; application de l'article 168 du Code général des impôts* (p. 4544) ; Après l'Art. 18 : *Ses observations sur les amendements de MM. Lamps et Rieubon* (p. 4544, 4545) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4546) ; *champ d'application de l'actuel article 180 du Code général des impôts ; examen du patrimoine des particuliers* (p. 4546) ; Art. 29 : *Son amendement tendant, dans le tableau figurant au paragraphe II-1 de cet article, après la quatrième catégorie de véhicules, à insérer la catégorie suivante : « Ensemble composé d'une semi-remorque à deux essieux attelée à un tracteur à deux essieux : « 35.001 à 36.500 .... 400 ; 36.501 à 37.500 .... 850 ; 37.501 à 38.000 .... 1.300 »* (p. 4552) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe II-1* bis *(nouveau) de cet article à substituer aux chiffres : « 1.500 » et « 2.000 » les chiffres : « 750 » et « 1.000 »* (p. 4552) ; *taxe à l'essieu* (p. 4552) ; Après l'Art. 29 : *Rejet par la Commission des finances de l'amendement de M. Cointat* (p. 4553) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les publications dont la vente est interdite aux mineurs de dix-huit ans, aux termes de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 modifiée, sont soumises au taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée »* (p. 4554) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4554) ; Art. 32 : *Détaxation du carburant agricole ; répartition des crédits* (p. 4556) ; Art. 34 : *Ses observations sur les amendements de M. Raymond Barbet* (p. 4566) ; *son amendement*

tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Un décret précisera les modalités d'application du présent article et fixera notamment les conditions dans lesquelles il sera justifié, auprès de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, du montant des dépenses prises en charge par celle-ci et du produit des cotisations correspondantes » (p. 4566, 4567) ; *fixation des conditions d'application de la prise en charge par le régime général de la Sécurité sociale des prestations en nature du régime de la Sécurité sociale de la S.N.C.F.* (p. 4567) ; Art. 35 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4568) ; Art. 37 : *Son amendement tendant à modifier cet article* (p. 4577) ; *retrait de son amendement* (p. 4577) ; *son amendement tendant à supprimer les évaluations de recettes figurant aux lignes 1 à 4 et en conséquence à diminuer les recettes de 1.534.900.000 F* (p. 4577) ; Art. 37 : *Son amendement tendant, dans l'Etat A. — II. - Budgets annexes : Prestations sociales agricoles, ligne 11 : « Taxe sur les corps gras », à porter l'évaluation de recettes de 120.000.000 F à 180.000.000 F* (p. 4577) ; *ses observations sur les ressources du B.A.P.S.A.* (p. 4577) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4579) ; de la deuxième partie : SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION I. - SERVICES GÉNÉRAUX. - INFORMATION, Après l'Art. 77 : *Son amendement tendant à ajouter un nouvel article : « A partir du 1er janvier 1971, la Société nationale des entreprises de presse ne pourra plus acquérir de nouvelles participations dans les imprimeries de labeur en France métropolitaine. A partir de l'exercice 1970, la Société nationale des entreprises de presse devra publier son bilan annuel ainsi que les bilans de ses filiales »* [23 octobre 1970] (p. 4625) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Titre III : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 1.449.240 F* [5 novembre 1970] (p. 5227) ; TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES, Titre III : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 294.258 F* [9 novembre 1970] (p. 5416) ; Titre IV : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 10 millions de F* (p. 5416) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, Art. 77 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* [13 novembre 1970] (p. 5464) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la dernière phrase du troisième alinéa de cet article : « Ce même décret fixera les modalités de répartition des recettes susvisées dans le cadre de chaque région de programme ainsi que les travaux pouvant être financés sur leur produit »* [13 novembre 1970] (p. 5465) ; AFFAIRES CULTURELLES, Titre IV : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 10 millions de F* (p. 5511) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Après l'Art. 62 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le Gouvernement invitera l'Office de radio-diffusion-télévision française à réaliser, avant le 1er février 1971, 25 millions de F d'économies sur son budget de fonctionnement »* [16 novembre 1970] (p. 5611) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS, Titre IV : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 44.235 F* [17 novembre 1970] (p. 5669) ; Art. 61 : *Ses observations sur les parts respectives de l'Etat, du district de la région de Paris et les collectivités locales dans la réalisation des travaux d'intérêt général concernant la région parisienne* (p. 5674) ; Après l'Art. 65 : *Son sous-amendement tendant à rédiger comme suit le début du nouvel article proposé par l'amendement du Gouvernement : « Les droits assimilés aux droits d'octroi de mer visés par l'article 22 de la loi n° 63-778 du 31 juillet 1963 seront perçus... »* (p. 5674) ; Après l'Art. 65 : *Ses observations sur la fraude fiscale ; éléments du train de vie ; ses observations sur l'article 180 du Code général des impôts* (p. 5676, 5677) ; *opposition de la Commission à l'amendement de M. Lamps* (p. 5679) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans le premier et le deuxième alinéa du paragraphe premier de l'article 302 ter du Code général des impôts, remplacer le chiffre 125.000 F par le chiffre 150.000 F »* (p. 5679) ; *relèvement des limites des chiffres d'affaires à partir desquels les commerçants et les prestataires de services sont obligatoirement assujettis au régime du bénéfice réel* (p. 5679) ; *son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa du nouvel article proposé par l'amendement du Gouvernement, après les mots : « le service des impôts peut » à insérer les mots : « après avis du magistrat instructeur »* (p. 5680) ; *allongement des délais de prescription* (p. 5680) ; *ses observations sur l'amendement de M. Giscard d'Estaing* (p. 5683) ; *son sous-amendement tendant, dans le paragraphe II du nouvel article proposé par l'amendement du Gouvernement, à supprimer le mot « terrains »*

(p. 5684) ; *conditions d'application de l'article 39* bis *du Code général des impôts ; provisions constituées par les entreprises de presse* (p. 5684) ; *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 5685) ; Après l'Art. 76 : *Irrecevabilité de l'amendement du Gouvernement ; ses observations sur les statuts de la Fondation nationale des sciences politiques* (p. 5685) ; TAXES PARAFISCALES : *Son amendement tendant à supprimer la ligne 56 (taxe sur les œufs à couver et les volailles dites d'un jour)* (p. 5701) ; *son amendement tendant à la suppression de la ligne 59 (taxe sur les volailles)* (p. 5701) ; *son amendement tendant à la suppression de la ligne 60 (taxe sur les œufs)* (p. 5702).

Décédé le 21 avril 1971 [22 avril 1971] (p. 1378).

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale le 23 avril 1971 (p. 1416).

Son éloge funèbre est prononcé le 27 avril 1971 (p. 1447, 1448).

RIVES-HENRYS
(André Rives de Lavaysse, dit)

Député de Paris
(29e circonscription)
U.D.R., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe d'Union des démocrates pour la République [1er décembre 1971] (p. 6275).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709).

Intervention :

Son rappel au Règlement : *Irrecevabilité de sa demande de levée d'immunité parlementaire ; complexité du dossier de la « Garantie foncière » ; les renseignements qui lui ont été fournis ; sa démission de cette société en janvier 1971* [26 novembre 1971] (p. 6152, 6153, 6154).

Démissionne de son mandat de député. Acte est donné de cette démission [16 mai 1972] (p. 1523).

RIVIÈRE (Joseph)

Député du Rhône
(9e circonscription)
App. U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1969] (p. 813).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

RIVIÈRE (Paul)

Député de la Loire
(6e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [26 mai 1970] (p. 1922, 1952).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service national [24 juin 1970] (p. 3018) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 473) replaçant le général d'armée Catroux dans la première section du cadre des officiers généraux de l'armée de terre et le maintenant sans limite d'âge dans cette position, **n° 540** [13 décembre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — I. - Ministère d'Etat chargé de la Défense nationale. - Services communs, **n° 839** [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 902) relatif à **l'admission exceptionnelle d'officiers de** l'armée de terre dans la gendarmerie, **n° 921** [2 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 825) portant rattachement de la gendarmerie maritime à la gendarmerie nationale, **n° 922** [2 décembre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — Crédits du Ministère de la défense nationale. — III. - Section commune, **n° 1398** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — Crédits du Ministère de la défense nationale. — III. - Services communs, **n° 2013** [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — III. - Services communs, **n° 2588** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi replaçant le général d'armée Catroux dans la première section du cadre de officiers généraux de l'armée de terre et le maintenant sans limite d'âge dans cette position, en qualité de *Rapporteur : Rappel des hauts faits du général Catroux* [16 décembre 1968] (p. 5542) ;

— du projet de loi relatif au personnel enseignant de l'Ecole polytechnique, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur le décret du 26 novembre 1956 ; souplesse du recrutement ; durée des contrats ; cas du personnel enseignant sous le régime du contrat* [16 décembre 1968] (p. 5542, 5543).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement du Gouvernement à l'article 3 de la première partie de la loi de finances pour 1970 [29 octobre 1969] (p. 3038).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, Titre III : *Créations d'emplois prévues pour l'I.R.I.A. ; importance de l'informatique et de l'automatique* [6 novembre 1969] (p. 3480, 3481) ; CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Crédits de la section commune ; budget de la gendarmerie ; insuffisance des effectifs ; possibilité de trouver une solution dans l'incorporation des jeunes du contingent ; infrastructure ; autorisations de programme ; crédits d'entretien ; expérimentation du système dit 3 P.B., planification, programmation, préparation du budget ; service de la santé ; ses observations sur le S.D.E.C.E. ; amélioration du déroulement de carrière des personnels militaires détachés au S.D.E.C.E. ; rôle du service interarmées de l'entraînement physique et des sports ; service d'information et de relations publiques des armées ; ses observations sur la condition militaire ; indemnité pour frais militaires ; augmentation du nombre des primes de qualification pour les officiers brevetés ; caractère des sous-officiers ; prêt alloué aux appelés ; statut des officiers du service des Essences ; statut des ingénieurs de la marine* [17 novembre 1969] (p. 3837, 3838) ;

— du projet de loi portant rattachement de la gendarmerie maritime à la gendarmerie nationale, en qualité de *Rapporteur : Chances de réussite de l'intégration ; modalités d'application de la loi ; spécialisation de la gendarmerie maritime au sein de la gendarmerie nationale ; garanties données au personnel* [4 décembre 1969] (p. 4634, 4635) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouveaux alinéas (composition de la gendarmerie nationale)* (p. 4636) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à remplacer les mots : « Article 7 du Code des pensions » par les mots : « Article L 7 du Code des pensions »* (p. 4637) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi : « Projet de loi portant intégration de la gendarmerie maritime dans la gendarmerie nationale »* (p. 4637) ;

— du projet de loi relatif à l'admission exceptionnelle d'officiers de l'armée de terre dans la gendarmerie nationale, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [9 décembre 1969] (p. 4752) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Ses observations sur le budget de la section commune ; problèmes de la gendarmerie ; incorporation d'appelés dans cette arme ; rôle des gendarmes auxiliaires dans la surveillance et la prévention de la délinquance ; ses observations sur le service d'information et de relations publiques des armées ; problème de l'information* [27 octobre 1970] (p. 4756) ; *ses observations sur le service de documentation extérieure et de contre-espionnage ; problème de la création d'un corps de renseignements ayant un recruteemnt autonome et fournissant les officiers du S.D.E.C.E. et les officiers et spécialistes du Deuxième Bureau ; problème de la condition militaire ; ses observations sur les corps des officiers et des sous-officiers* (p. 4757) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage ; esprit des réformes intervenues dans ce service depuis la nomination du nouveau directeur général ; ses observations sur la gendarmerie ; projet de loi relatif au corps d'officiers d'encadrement de la gendarmerie nationale ; perspectives du casernement de la gendarmerie ; prime d'habillement et retraites des gardiens ; personnel de gendarmerie ; service de santé militaire ; malaise des armées* [2 novembre 1971] (p. 5166, 5167) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉPENSES MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Prime d'habillement de la gendarmerie trop faible ; retraités de gendarmerie ; problème du personnel du S.D.E.C.E. ; sa critique du projet de créer un corps unique de sous-officiers du service de santé ; est partisan de substituer des directions régionales interarmées aux services régionaux actuels ; malaise des médecins militaires ; service d'information et de relations publiques des armées (S.I.R.P.A.)* [8 novembre 1972] (p. 4844) ; *condition militaire ; nécessité d'un calendrier de revalorisation* (p. 4845) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Choix des coopérants selon des critères tels que les intéressés ne puissent desservir la*

France par une action subversive ; regroupement des services au sein d'un grand ministère de la coopération [16 novembre 1972] (p. 5290, 5291).

RIVIÉREZ (Hector)

Député de la Guyane
(1re circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204), [4 avril 1972] (p. 787, 789).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du comité directeur du fonds d'investissement des Départements d'outremer [22 octobre 1968] (p. 3452) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse centrale de coopération économique [19 novembre 1968] (p. 4741) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [16 décembre 1969] (p. 4984) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre [23 juin 1970] (p. 2950) ;

— titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés [19 décembre 1970] (p. 6734) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1970 sur les sociétés commerciales [19 décembre 1970] (p. 6734).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 270), adopté avec modification par le Sénat en deuxième lecture, portant extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, des modifications apportées au Code civil et précisant les conditions d'application de certains articles de ce code dans les mêmes départements, n° 428 [7 novembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 385), modifiée par le Sénat, tendant à modifier la loi du 31 décembre 1963 relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels, n° 490 [4 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 401) relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie, n° 504 [5 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 425)

relatif à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence, n° **523** [12 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° **565** [19 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 567), modifié par le Sénat, relatif à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe, n° **574** [19 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 554), rejeté par le Sénat, relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvellle-Calédonie et dépendances, n° **575** [19 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois conssiuionnelles, de la législion et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 605) rejeeté par le Sénat, en deuxième lecture, relatif à la création et à l'organinsation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° **606** [20 décembre 1968].

Son rapporl, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration génerale de la République, sur le projet de loi (n° 958), modifiant l'article 14 de la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe, n° **976** [16 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 80 du Code pénal, l'article 216 du Code de justice militaire et l'article 35 de la la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 afin de mieux assurer le respect des libertés individuelles dans le cas d'infraction contre la sûreté de l'Etat, n° **2622** [9 novembre 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Cas des Départements d'oute-mer ; nomination d'un Secrétaire d'Etat chargé des Départements et Territoires d'outre-mer ; son rôle ; action du F.I.D.O.M. ; originalité de chaque Département d'outre-mer ; création d'une assemblée dans chacune des « régions-départements » ; conséquences des frais de transports ; problème de l'emploi ; ses observations sur le S.M.I.G.* [17 juillet 1968] (p. 2273 à 2275).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Centre spatial de Kourou ; question de la création à Kourou d'un institut universitaire de technologie* [28 octobre 1968] (p. 3642, 3643) ; *ses observations sur le fait qu'en Guyane le vice-recteur est en même temps le proviseur ; possibilité de scinder le vice-rectorat et le provisorat* (p. 3643) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. - SERVICES GÉNÉRAUX. - CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Appliquer la réforme régionale aux Départements d'outre-mer ; mise en place des C.O.D.E.R. dans les départements d'outre-mer ; association des populations des D.O.M. à la réforme régionale* [4 novembre 1968] (p. 3854) ; INDUSTRIE : *Situation des artisans ; artisanat d'outre-mer ; moyens d'investissement mis à leur disposition ; politique de promotion sociale ; établissement de la carte géologique de la Guyane ; exploitation en Guyane de la bauxite de la région de Kaw* [5 novembre 1968] (p. 3929) ; AFFAIRES SOCIALES : *Problèmes dans les départements d'outre-mer ; application des textes sur l'aide sociale aux D.O.M. ; allocations familiales ; spécifité des problèmes sociaux dans les D.O.M. ; problème de l'emploi ; ses observations sur le S.M.I.G. ; question de l'aide publique aux travailleurs sans emploi dans les D.O.M. ; formation professionnelle* [6 novembre 1968] (p. 4017, 4018) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Solidarité nationale ; promotion économique ; intérêts de la Guyane ; investissements publics ; question du tourisme ; ses observations sur la régionalisation ; ses observations sur la jeunesse ; importance de*

la bauxite ; exploitation de la forêt ; possibilités résultant de la pêche ; tourisme [9 novembre 1968] (p. 4264, 4265) ; Art. 73 : *Ses observations sur la taxe spéciale prévue à cet article* (p. 4273) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Inexistence de l'effort financier consenti en faveur des départements d'outre-mer par le Ministère d'Etat ; mise en place du centre d'action culturelle ; création, au sein du Ministère, d'un organisme de coordination et d'étude pour les départements d'outre-mer* [13 novembre 1968] (p. 4366, 4367) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion de modifications apportées au Code civil et précisant les conditions d'application de certains articles de ce Code dans les mêmes départements, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [20 novembre 1968] (p. 4756) ;

— du projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur l'article 72 de la Constitution ; organisation des territoires d'outre-mer ; remplacement du chef du territoire par le gouverneur délégué de l'Etat ; compétences du conseil de gouvernement et de l'assemblée territoriale ; projet de loi permettant aux Mélanésiens d'accéder à la promotion communale ; ses observations sur la commune de Nouméa ; situation des municipalités ; produit de l'octroi de mer ; autonomie communale ; raisons du projet de loi ; autonomie financière ; détermination du domaine des communes ; disparition du chef du territoire ; rôle du gouverneur ; F.I.D.E.S. ; réserves foncières autochtones ; nombre des conseillers à élire* [9 décembre 1968] (p. 5219 à 5221) ; *son opposition à la question préalable et à la motion de renvoi* (p. 5223) ; Art. 1er : *Son amendement tendant après les mots : « Conseil d'Etat » à insérer les mots : « après consultation de l'assemblée territoriale »* (p. 5224) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5224) ; Art. 2 : *Son opposition à l'amendement de M. Pidjot; ses observations sur l'article 72 de la Constitution* (p. 5225) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à la fin de cet article après les mots : « par arrêté du ministre chargé des territoires d'outre-mer » à insérer les mots : « après consultation de l'assemblée territoriale »* (p. 5225) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5225) ; *ses observations sur l'amendement de M. Pidjot* (p. 5226) ; Art. 4 : *Son amendement tendant après les mots : « après consultation » à substituer aux mots : « du conseil de gouvernement » les mots : « de l'assemblée territoriale »* (p. 5226) ; Art. 5 : *Réserve de cet article* (p. 5226) ; Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pidjot* (p. 5227) ; Art. 8 : *Problème des subventions* (p. 5227) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « y compris l'octroi de mer qui prend le caractère d'une recette territoriale »* (p. 5227) ; *fixation de la quote-part des ressources du budget territorial* (p. 5228) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du quatrième alinéa de cet article (gestion du fonds intercommunal de péréquation)* (p. 5228) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5228) ; *son amendement tendant dans le dernier alinéa de cet article après le mot : « notamment » à insérer les mots : « la procédure de désignation des membres du comité visé à l'alinéa précédent ainsi que »* (p. 5229) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « sera déterminé » à substituer aux mots : « après avis du conseil de Gouvernement » les mots : « après consultation de l'assemblée territoriale »* (p. 5229) ; Art. 11 : *Ses observations sur les sections de communes* (p. 5229) ; Art. 13 : *Problème de la tutelle* (p. 5230) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (création de syndicats de communes)* (p. 5230) ; Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pidjot* (p. 4231) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à compléter ainsi le texte de cet article : « le nombre des conseillers à élire dans chaque commune et dans celle de Nouméa sera alors fixé par l'article 16 du Code de l'administration communale et le nombre des adjoints sera celui fixé par l'article 53 dudit Code »* (p. 5231) ; *son amendement tendant après l'alinéa unique de cet article à insérer un nouvel alinéa (cas où il y aurait lieu de procéder à l'élection d'un nouveau conseiller municipal)* (p. 5231) ; Art. 5 : *Elections municipales* (p. 5231) ; *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer aux mots : « et 13 » les mots : « 13 et 14 »* (p. 5232) ; Après l'Art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Lorsqu'il y a lieu de consulter l'assemblée territoriale, si elle n'a pas délibéré dans les deux mois suivant la demande d'avis, celui-ci est réputé*

avoir été donné » (p. 5232) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5232) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (force législative d'un arrêté du haut commissaire de la République dans l'océan Pacifique)* (p. 5232) ; Art. 19 : *Son amendement tendant après les mots : « un conseil municipal à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) » à une nouvelle rédaction de la fin de cet article* (p. 5233) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1968] (p. 5696) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1968] (p. 5754) ;

— du projet de loi modifiant et complétant les dispositions relatives au colonat partiaire ou métayage dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, Art. 1er : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 870-1* bis *à remplacer les mots : « arrêté ministériel » par les mots : « arrêté préfectoral »* [9 décembre 1968] (p. 5246) ; *compétence du préfet ; retrait de son amendement* (p. 5246, 5247).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Cas des départements d'outre-mer ; ses observations sur le tiers monde : assemblée régionale ; possibilité de prévoir que les conseils généraux auront le droit, à côté des représentants des activités économiques, sociales et culturelles, de désigner une ou deux personnalités en raison de leurs compétences ; ses observations sur l'exécutif ; préfet du département d'outre-mer ; compétence de l'assemblée régionale ; F.I.D.O.M. ; problème des investissements outre-mer ; commission locale du Plan ; ses observations sur la région Antilles-Guyane ; problème de l'immigration* [14 décembre 1968] (p. 5514 à 5516) ;

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France, sans domicile ni résidence fixe, en qualité de *Rapporteur : Abrogation de la loi du 16 juillet 1912 ; ses observations sur les caravaniers, les marchands ambulants, les forains, les nomades ; problème du carnet anthropométrique ; suppression du carnet collectif ; problème de la commune de rattachement ; ses observations sur les étrangers ; création d'aires de stationnement* [18 décembre 1968] (p. 5624 à 5626) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « six mois à deux ans » les mots : « trois mois à un an »* (p. 5628) ; *peines frappant les personnes dépourvues du carnet de circulation* (p. 5628) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « un décret en Conseil d'Etat pourra augmenter ou diminuer le taux établi par l'alinéa premier dans certaines catégories de communes »* (p. 5628) ; *fixation d'un pourcentage maximum pour le nombre des personnes sans domicile fixe rattachées à une commune* (p. 5628) ; *retrait de son amendement* (p. 5629) ; Art. 14 : *Son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article à substituer au mot : « promulgation » le mot : « publication »* (p. 5629) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Modalités d'application du titre premier du projet de loi ; détermination de la personne qui prononce le rattachement ; durée du rattachement ; notion de commune de rattachement* [19 décembre 1968] (p. 5703) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels, en qualité de *Rapporteur : Délai à l'issue duquel il peut être demandé au juge l'autorisation de procéder à la vente aux enchères publiques* [18 décembre 1968] (p. 5637) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du texte proposé pour l'article 6* bis *de la loi du 31 décembre 1903 : « les délais prévus à l'article premier ci-dessus courent de l'échéance du dernier terme impayé »* (p. 5637) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Possibilité pour le Gouvernement de la République de faire bénéficier les départements d'outre-mer du concours du programme de développement des Nations unies ; rôle du fonds d'investissement et de développement des départements d'outre-mer ; ses observations sur le territoire des Afars et des Issas, l'archipel des Comores et la Nouvelle-Calédonie ; notion de sous-développement ; rôle du fonds européen de développement* [4 novembre 1969] (p. 3310) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur l'institut de développement industriel ; mission*

de cet institut ; problème des départements d'outre-mer ; centre spatial de Kourou ; avenir de notre politique spatiale ; possibilité de prévoir que d'autres nations européennes et certains organismes internationaux aient accès au centre spatial de la Guyane [6 novembre 1969] (p. 3468, 3469) ; AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Application de l'ordonnance sur l'emploi aux départements d'outre-mer ; extension de l'Agence nationale pour l'emploi aux D.O.M. ; difficultés de l'emploi aux Antilles* [7 novembre 1969] (p. 3562) ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur la direction de la Guyane française ; impossibilité que le responsable de la direction des services du Ministère de l'Education nationale en Guyane soit en même temps vice-recteur et proviseur d'un lycée ; perspectives du VI^e^ Plan ; mise en place d'un enseignement supérieur en Guyane ; problème de l'enseignement supérieur dans un cadre inter-régional, Martinique-Guadeloupe-Guyane* [12 novembre 1969] (p. 3598, 3599) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Port en eau profonde au Mohury ; situation des forestiers ; questions de pêche ; succès remportés dans le domaine social ; importance des importations de produits de consommation ; industrialisation ; emploi dans les D.O.M. ; problème de l'émigration ; exploitation rationnelle des ressources ; formation professionnelle ; rôle des hommes ; politique de l'aide à l'investissement ; politique fiscale ; exonération d'impôts pour les revenus provenant des départements d'outre-mer s'ils sont réinvestis* [15 novembre 1969] (p. 3814, 3815) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Absence de caisse mutuelle de crédit agricole en Guyane française ; intervention du fonds d'investissement pour le développement économique et social des départements d'outre-mer ; ses observations sur la société d'assistance technique et de crédit social d'outre-mer ; centres de formation professionnelle agricole ; intervention de la caisse mutuelle de crédit agricole de la Martinique* [19 novembre 1969] (p. 4007, 4008) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Questions sociales des départements et territoires d'outre-mer impliquant une coordination entre les ministères ; problème de l'hôpital de Kourou* [21 novembre 1969] (p. 4183) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 20 : *Problème de la Guyane française ; ses observations sur le territoire de l'Inini ; situation des Indiens de Guyane* [27 novembre 1969] (p. 4398, 4399) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance, Art. 31 x g du Code du travail : *Rôle de la commission supérieure des conventions collectives ; problème des D.O.M. ; revision annuelle du salaire minimum de croissance* [10 décembre 1969] (p. 4790) ; *son amendement tendant à compléter cet article par le paragraphe suivant : « En outre les alinéas 5 et 6 de l'article 31 x d s'appliquent à la fixation du salaire minimum du département d'outre-mer »* (p. 4791) ; *ses observations sur les paroles de M. Fontanet* (p. 4791) ;

— du projet de loi modifiant l'article 14 de la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe. en qualité de *Rapporteur : Remplacement du visa des carnets anthropométriques par un visa mensuel délivré par le commissaire de police ou le commandant de brigade de gendarmerie ; date d'application de la loi du 3 janvier 1969* [18 décembre 1969] (p. 5051, 5052) ; Art. additionnel : *Ses observations sur l'amendement de M. Lecat* (p. 5052) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e^ Plan : *Ses observations sur les départements d'outre-mer ; transferts sociaux ; politique des équipements collectifs ; aide privée dans les Etats d'Afrique ; fabrication de la pâte à papier en Guyane ; ses observations sur les bois tropicaux en Guyane ; exploitation du plateau continental guyanais par des flottes de pêche étrangères ; culture industrielle du riz ; enseignement supérieur français en Guyane ; problème du tourisme* [17 juin 1970] (p. 2738, 2739) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Sort des forestiers de Guyane ; mise en exploitation de la bauxite de Kaw ; problème de la régionalisation ; harmonisation des institutions ; mise en place des Coder ; sous-administration des D.O.M. ; action des volontaires de l'assistance technique* [26 octobre 1970] (p. 4722) ; *possibilité de créer un bureau local d'industrialisation auprès du préfet de chaque département ; problème de l'information ; ses observations*

sur le système de l'aide et des exonérations fiscales (p. 4723) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Magaud et plusieurs de ses collègues relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « inférieure à 25 % » les mots: « inférieure à 15 % »* [18 décembre 1970] (p. 6686) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Allocation de logement ; exemple des départements d'outre-mer* [10 juin 1971] (p. 2673) ; *absence d'allocation de logement et d'allocations familiales dans les départements d'outre-mer ; portée du projet de loi* (p. 2674) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Problème des départements d'outre-mer ; augmentation des moyens de financement* [16 juin 1971] (p. 2965) ; *absence de développement des D.O.M. sans « promoteurs » ; problème de la Guyane ; création en Guyane d'une zone franche ; revision de la fiscalité locale* (p. 2966) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 50 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Zimmermann, après les mots : « secrétaires d'agréés titulaires » à insérer les mots : « du baccalauréat en droit, du diplôme d'études juridiques générales ou »* [14 octobre 1971] (p. 4569, 4579) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Mesures de déconcentration ; statut départemental* [26 octobre 1971] (p. 4903) ; *construction du port de Dégrad-des-Cannes sur le Mahury ; réinvestissement en franchise d'impôts, dans les secteurs de production des départements d'outre-mer, des bénéfices métropolitains ; problème de la migration ; emploi des Antillais ; exemple de la Guyane ; inventaire des potentialités guyanaises ; exploitation de la forêt guyanaise ; pêche en Guyane ; protection des eaux territoriales ; problèmes fiscaux* (p. 4904, 4905) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 7 : *Exonération des bénéfices industriels et commerciaux réalisés dans les départements d'outre-mer ; nécessité de faciliter le développement de ces départements* [7 décembre 1971] (p. 6451) ; *ses observations sur les paroles de M. Valéry Giscard d'Estaing* (p. 6453) ; Art. 8 : *Extension aux communes et au département de la Guyane de la perception des taxes locales additionnelles aux droits d'enregistrement et à la taxe de publicité foncière ; problèmes de la patente en Guyane ; concession de terrains domaniaux aux communes* (p. 6454) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales, Après l'Art. 3 : *Procédure pénale* [19 mai 1972] (p. 1785) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Achille-Fould portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste ; 2° de M. Edouard Charret tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; 3° de M. Andrieux portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; 4° de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; 5° de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste ; 6° de M Chazelle tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses : *Ses observations sur nos compatriotes français des Départements d'outre-mer ; droit donné aux associations de se porter partie civile ;*

rôle de ces associations [7 juin 1972] (p. 2290) ;

— du projet de loi relatif à la conservation des ressources biologiques de la mer au large du département de la Guyane : *Extension par le Brésil de la limite des eaux territoriales ; insuffisance des moyens de contrôle* [20 juin 1972] (p. 2657) ;

— du projet de loi portant abrogation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 : *Décès d'un texte en léthargie ; égalité entre tous les fonctionnaires et entre les départements d'outre-mer et les départements de la métropole ; responsabilités particulières des fonctionnaires des D.O.M.* [10 octobre 1972] (p. 4005) ; *critique du Programme commun de gouvernement de la gauche à propos des D.O.M.* (p. 4006) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Inégalités en matière d'aide aux travailleurs sans emploi dont souffrent les salariés des Départements d'outre-mer ; inégalités des prestations familiales ; sa demande de versement des allocations familiales aux travailleurs sans emploi et de l'allocation de salaire unique dans les Départements d'outre-mer* [6 novembre 1972] (p. 4750, 4751) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION VII. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Insuffisance de la dotation du Fonds d'investissements des D.O.M. ; retard pris par rapport aux prévisions du VI^e Plan ; organisation de voyages de jeunes en métropole ; enseignement supérieur ; exploitation des ressources de la Guyane, de la forêt ; début de la levée aéromagnétique de la Guyane ; commission interministérielle de coordination des investissements publics dans les D.O.M. ; inégalité dans les prestations sociales ; problème de la fiscalité locale en Guyane* [13 novembre 1972] (p. 5058) ;

— du projet de loi relatif au régime des eaux dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, Art. 1^er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article L 90 du Code du domaine de l'Etat après les mots : « à l'exclusion » à insérer les mots : « sauf en ce qui concerne la Guyane »* [18 décembre 1972] (p. 6312) ; *possibilité pour le propriétaire guyanais d'un puits ou d'une source d'en disposer librement même pour l'irrigation ; retrait de son amendement* (p. 6312).

ROBERT (Paul)

Député du Territoire de Belfort
(2^e circonscription)
Apparenté au groupe U.D.R.

En remplacement le 23 juillet 1969 de M. Bailly, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Ses observations sur les dossiers individuels de santé ; rôle du médecin de famille ; carte sanitaire ; création de syndicats interhospitaliers de secteurs ou régionaux* [3 décembre 1970] (p. 6128) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur la forêt ; rôle de l'Office national des forêts* [16 novembre 1971] (p. 5767, 5768) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale, Art. 3 : *Son amendement (reconnaissance de l'inaptitude après avis du médecin de famille)* [2 décembre 1971] (p. 6307) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6307) ; *retrait de son amendement* (p. 6308) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II - AFFAIRES SOCIALES : *Volonté du Gouvernement et du Parlement d'améliorer les conditions de vie des Français ; situation des travailleurs âgés privés d'emploi ; absence d'assurance chômage pour les employés de maison et les travailleurs agri-*

coles ; difficultés dans la recherche d'un emploi pour les jeunes femmes ; cas des travailleurs handicapés à la recherche d'un emploi [6 novembre 1972] (p. 4745).

ROCARD (Michel)

Député des Yvelines
(4e circonscription)
N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [28 octobre 1969] (p. 2959, 2991).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [28 octobre 1969] (p. 2991).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [15 novembre 1969] (p. 3825) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant sur les charges locatives, n° **2278** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi relative à l'action civile des associations représentatives de consommateurs devant les juridictions répressives, n° **2564** [4 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970 : *Caractères du budget ; contradictions internes de la droite française ; rapport de la Commission Lasry ; exécution du Ve Plan ; fonds d'action conjoncturelle ; limites de l'instrument budgétaire ; contrats de programme ; politique industrielle ; institut de développement industriel ; budget reflétant les contradictions de la majorité de l'Assemblée ; soldes des lois de finances ; réduction des investissements ; facteurs de hausse des prix ; pouvoir d'achat des travailleurs ; rôle de l'inflation et de la dévaluation ; mécanisme de fixation des prix par les entreprises ; politique agricole ; disparité régionales ; dépenses de fonctionnement ; ses observations sur la police ; bilan de la politique gouvernementale ; équipement scolaire ; facteurs fondamentaux de la croissance ; recherche globale ; commissariat à l'énergie atomique ; politique du cartel international du pétrole ; évolution des finances publiques ; taxe sur la consommation ; impôt sur les sociétés ; produit de l'impôt indirect ; situation des grandes entreprises et des banques ; objectif du Gouvernement tendant à la constitution de très grandes entreprises ; ses observations sur la privatisation* [12 décembre 1969] (p. 4913 à 4918) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Boscher et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles : *Problème des ressources des collectivités locales ; libertés locales ; ses observations sur l'agglomération d'Hérouville-Saint-Clair ; ses observations sur ses amendements ; composition du conseil d'ensemble urbain ; problème de la tutelle* [18 décembre 1969] (p. 5042, 5043) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (conséquence de l'édification d'un ensemble urbain de plus de 2.000 logements)* (p. 5046) ; *cas des communes où le nombre des électeurs inscrits a triplé depuis la création d'un nouvel ensemble* (p. 5046) ; *équilibre interne des communes* (p. 5046) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions : « Et deux membres représentatifs des résidents de grands ensembles urbains, à choisir sur une liste proposée conjointement par les organisations syndicales représentatives de travailleurs et les associations de résidents existantes »* (p. 5048) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à remplacer le chiffre « 2.000 » par le chiffre « 1.000 »* (p. 5049) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à remplacer le chiffre « 8.000 » par le chiffre « 3.000 »* (p. 5049) ; *passage de l'ensemble urbain au régime communal* (p. 5049).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Ses observations sur le fait qu'un système d'enseignement n'est que le reflet d'une société ; loi d'orientation universitaire ; ses observations sur l'autonomie, la participation et l'innovation pédagogique ; enseignement supposant la pression de plus en plus directe des besoins financiers des sociétés privées ; politique de l'Education nationale, restant une politique de division sociale ; ses observations sur les chances d'accéder à l'enseignement supérieur selon les différentes catégories sociales ; pression des forces bourgeoises sur l'Université ; ses observations sur les gauchistes ; la crise de l'Université ne peut être résolue en remplissant les prisons et les cars de police* [15 avril 1970] (p. 1059 à 1061).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Peur de la majorité ; atteinte au droit de manifestation ; application actuelle en France du régime de l'interdiction générale des manifestations ; dessaisissement pour le législateur français au profit des autorités de police du pouvoir de qualifier le délit ; violation du principe « pas de responsabitité sans faute » ; création du délit collectif violant le principe « pas de responsabilité pénale du fait d'autrui » ; violation du principe qui veut qu'en matière de responsabilité civile la réparation du préjudice se mesure au dommage subi ; absence de nouvelles formes de délinquance ; interdiction faite par le préfet de l'Eure d'une réunion publique en local clos à Evreux ; bilan de la politique du Gouvernement ; refus du Gouvernement de condamner la Grèce au Conseil de l'Europe* [29 avril 1970] (p. 1407 à 1409) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat : *Reconnaissance du droit au travail à mi-temps ; son vote ; désire savoir pourquoi le texte n'est pas applicable aux Départements et Territoires d'outre-mer ; limitation de la portée du texte ; cas des fonctionnaires en disponibilité ; création de dangereuses situations d'inégalités et de discriminations selon les services ; cas des P.T.T. ; problème des prestations sociales ; régime indemnitaire ; problème de la place à réserver aux femmes dans la fonction publique ; rôle des femmes âgées* [21 mai 1970] (p. 1832, 1833) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Procédure du vote bloqué ; part du logement dans l'ensemble des investissements ; taux de croissance de la productivité du travail dans l'industrie ; progression du revenu des exploitants agricoles ; ses observations sur les dépenses d'investissements fixes ; problème du réseau routier ; existence d'un chômage relativement élevé ; ses observations sur l'industrialisation ; insuffisance de la productivité de l'industrie française* [17 juin 1970] (p. 2761 à 2763) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Caractère inacceptable du projet de loi ; la question préalable ; problème de la crédibilité de la force de dissuasion ; ses observations sur les S.S.B.S. ; problème de la défense du territoire ; sous-marins nucléaires ; conséquences du système de détection et de repérage soviétique ; problème des sonars immergés au large des continents ; problème de la détection par satellites ; inefficacité de notre force de frappe vis-à-vis des grandes puissances nucléaires ainsi que vis-à-vis des pays non nucléaires ; traité de non-prolifération des armes nucléaires ; conséquences de l'existence d'armes nucléaires sur notre sol ; portée des comptes rendus annuels de réalisation du programme d'équipement militaire ; ses observations sur la bombe H ; nécessité d'arrêter toute dépense en faveur des armes nucléaires ; défense anti-missiles ; défense civile ; capacité de nos moyens de défense militaire contre des menaces classiques ; armement nucléaire tactique ; crédibilité de nos sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ; situation de notre armée conventionnelle ; insuffisance de l'équipement ; ses observations sur le fait que la France est un des grands marchands de canons du monde ; son opposition à toute mission d'intervention outre-mer de nos forces armées ; missions de l'armée ; nécessité d'une défense authentiquement populaire* [7 octobre 1970] (p. 4140 à 4147) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Caractère du budget ; ses observations sur les choix globaux et leur signification ; nombre des animateurs ; application du tiers temps pédagogique ; nécessité d'une véritable politique de la jeunesse ; ses observations sur les équipements nécessaires*

aux villes de demain ; signification du partage des crédits entre le sport, l'éducation populaire et l'animation culturelle [23 octobre 1970] (p. 4657) ; *situation des enfants de travailleurs ; climat sportif en France ; transferts des charges d'équipement sur les collectivités locales ; choix des équipements ; création du haut comité de la jeunesse ; problème des maisons de jeunes et de la culture ; projet d'une convention qui lierait les maisons de jeunes et de la culture de la ville de Paris ; Centre d'information et de documentation des jeunes ; problème d'une gestion paritaire ; ses observations sur le certificat d'aptitude et la promotion des activités socio-éducatives* (p. 4658) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT, Titre V : *Son amendement tendant à réduire de 121.400.000 F les autorisations de programme et de 23 millions de F les crédits de paiement* [5 novembre 1970] (p. 5173) ; *demande que les conditions d'acquisition de terrain, pour l'aménagement urbain, correspondent aux documents d'urbanisme que sont les schémas directeurs et les plans d'occupation des sols ; définition de la politique d'urbanisation et d'aménagement concerté* (p. 5173) ; Titre VI : *Son amendement tendant à réduire de 302 millions de F les autorisations de programme* (p. 5174) ; *son amendement tendant à réduire de 37.750.000 F les crédits de paiement* (p. 5174) ; *primes sans prêts ; insuffisance des programmes d'H.L.M. locatives* (p. 5174, 5175) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Titre IV : *Son amendement tendant à augmenter la réduction de crédits de ce titre de 10.050.237 F* [5 novembre 1970] (p. 5227) ; *suppression de la mesure nouvelle qui concerne l'aide militaire apportée à différents Etats ; assistance militaire au Cambodge, au Laos et au Maroc* (p. 5227) ; *son amendement tendant à substituer au chiffre de + 124.097.646 F le chiffre de — 3.402.354 F* (p. 5228) ; *son amendement tendant à réduire les crédits de 13.290.000 F* (p. 5228) ; *relations militaires de la France avec l'Afrique francophone ; ses observations sur l'opération du Tchad* (p. 5228) ; *ses observations sur les paroles de M. Bourges* (p. 5228) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970 : *Continuité de la politique économique du Gouvernement* [8 décembre 1970] (p. 6258) ; *ses observations sur le profit industriel ; insuffisance de renouvellement du parc de logements ; ses observations sur les infrastructures de la vie sociale et de la vie industrielle ; fragilité du commerce extérieur français* (p. 6259) ; *problème des prix ; augmentation des salaires ; problème de l'emploi ; Agence nationale de l'emploi ; demande que le Gouvernement publie une analyse réelle des chiffres de chômage ; ses observations sur les licenciements opérés par le groupe Boussac de Géliot et la Cotonnière de Fives* (p. 6260) ; *déblocage des crédits du fonds d'action conjoncturelle ; contrôle des prix ; problème du crédit ; profits des sociétés en 1970 ; ses observations sur la patente* (p. 6261) ; *déséquilibre des finances locales ; ses observations sur les dispositions concernant l'amortissement des matériels* (p. 6262) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au bail rural à long terme : *Objectif du Gouvernement ; problème de la mobilité de la terre ; problème de l'insécurité d'un fermier titulaire d'un bail normal comportant une clause de reprise triennale ; son vote* [11 décembre 1970] (p. 6473, 6474) ; *ses observations sur les tribunaux paritaires de baux ruraux* (p. 6476).

Pose à M. le Ministre du Développement industriel et scientifique une question orale sans débat relative à la politique en matière d'informatique [11 décembre 1970] (p. 6499, 6500, 6501).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles : *Politique des structures agricoles ; amélioration du régime actuel des successions en renforçant les mesures propres à éviter le démembrement ; problème des exonérations fiscales ; statut du fermage ; cas où la mise en location est obligatoire* [11 décembre 1970] (p. 6514) ; *cas des groupements constitués entre membres d'une même famille ; danger de ce texte* (p. 6515) ;

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Conditions qui ont présidé à l'élection de la présente Assemblée Nationale ; raison de l'expansion ; distribution des fruits du travail ; augmentation des bénéfices des sociétés ; conséquence de la politique d'industrialisation privée ; spéculation foncière ; équipements collectifs ; son vote* [21 avril 1971] (p. 1300) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Liberté de l'enseignement ;*

mise en concurrence de l'école publique ; conséquences de cette concurrence ; expérimentation pédagogique dans le secteur public de l'éducation nationale [27 avril 1971] (p. 1477) ; *effets de la loi Debré ; son opposition à l'idée d'une ségrégation entre certaines catégories de jeunes Français ; ses observations sur le manifeste P.S.U. des lycéens des Côtes-du-Nord ; décentralisation du P.S.U.* (p. 1478, 1479) ; *rôle des officines professionnelles ; contrat simple ; contrôle de l'éducation professionnelle par des intérêts privés ; exemples de l'attitude de la firme Michelin à Clermont-Ferrand et de la firme I.B.M. à Montpellier* (p. 1480) ;

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés : *Portée du projet de loi ; montant des allocations créées par ce projet ; droit à l'éducation des handicapés ; ignorance de l'étendue de l'inadaptation* [6 mai 1971] (p. 1707) ; *rapport Bloch-Lainé ; possibilité, lors du dernier recensement général de la population, de prévoir une question concernant la présence au foyer d'un inadapté ; carte nationale de l'inadaptation ; intervention des pouvoirs publics ; problème des établissements dans la région parisienne ; équipement du secteur privé ; financement réalisé par les pouvoirs publics* (p. 1708) ; *statuts privés des associations ; absence d'un organisme de recherche en faveur de l'inadaptation ; situation des travailleurs sociaux de l'enfance inadaptée ; conditions d'une politique cohérente de l'inadaptation; son vote* (p. 1709, 1710) ; Art. 8 : *Composition de la commission départementale d'orientation des infirmes* (p. 1726) ; après l'Art. 11 : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions : « Titre V. — Droits civiques des handicapés : « Le quatrième alinéa (paragraphe 3°) de l'article L 230 du Code électoral est supprimé »* (p. 1730) ; *interdiction faite aux citoyens qui bénéficient de l'aide sociale de se porter candidats aux élections municipales* (p. 1730) ; *retrait de son amendement* (p. 1730) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, Art. 16 : *Application du projet de loi ; problème de l'information ; échec des classes pratiques ; recours aux décrets d'application* [8 juin 1971] (p. 2498) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Ses observations sur le tableau des emplois et ressources de la production intérieure brute ; déficit de la sécurité sociale ; situation des personnes âgées ; cas des travailleurs étrangers ; structure de la dépense publique ; problème des prix* [17 juin 1971] (p. 3044) ; *pression fiscale ; abandon de l'idée d'un impôt minimum sur les sociétés ; équipements collectifs ; répartition des revenus ; stratégie internationale* (p. 3045, 3046) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Niveau de l'emploi ; situation économique générale ; problème des exportations ; politique contractuelle en matière de prix ; équilibre budgétaire ; situation du franc* [20 octobre 1971] (p. 4691) ; *barème de l'impôt ; analyse des dépenses budgétaires ; conditions de travail dans certains secteurs de l'administration ; pouvoir d'achat des travailleurs de la fonction publique ; crédits d'équipement ; insuffisance de la dotation financière versée à l'entreprise Elf-Erap ; taxe sur les pétroles* (p. 4692) ; *insuffisance du rôle incitateur du budget pour 1972* (p. 4702) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Ses observations sur les grandes villes* [25 octobre 1971] (p. 4870) ; *signification économique du budget par rapport au Plan ; aménagement du territoire ; diminution des crédits d'études ; contrôle des entreprises ayant fait l'objet d'une aide* (p. 4875) ; *rôle du schéma directeur ; rééquilibre vers l'Est de la région parisienne ; conséquence des autorisations de construction de bureaux données en blanc ; décentralisation du secteur tertiaire ; politique de négociation à l'intérieur du secteur public* (p. 4876) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT) : *Financement des réserves foncières de communes ; problème de la débudgétisation des routes nationales aux dépens des départements ; situation des équipements en France ; taxe locale d'équipement* [28 octobre 1971] (p. 5036) ; *exemple des zones d'aménagement concerté ; situation des promoteurs ; exemple de Grigny II* (p. 5037) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : *Son objection au texte ; pouvoirs des notables au sein des coopératives ; compor-*

tement capitaliste de la coopération agricole à l'égard des salariés ; rapprochement entre le secteur coopératif et le secteur privé ; opposition des paysans à l'exploitation économique [23 novembre 1971] (p. 6019, 6020) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires : *Sa question préalable ; interpénétration entre les grands intérêts financiers et le monde politique ; ses observations sur l'article LO 146 du Code électoral ; cas de M. Marcel Dassault ; distinction entre le capitalisme moral et le capitalisme délictueux ; liens entre la majorité actuelle et le grand capital ; ses observations sur les Etats-Unis d'Amérique* [25 novembre 1971] (p. 6101, 6102) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale : *Pourcentage des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans dans la population active ; inégalité dans la répartition des dépenses consacrées aux retraites ; revendications des syndicats ; prise en compte des cotisations pendant trente-sept annuités et demie* (1er décembre 1971] (p. 6260) ; *abaissement de l'âge de la retraite ; réforme du régime de l'inaptitude ; liste des professions pénibles ; situation des femmes* (p. 6261) ;

— du projet de loi sur le travail temporaire : *Organisation du travail temporaire* [14 décembre 1971] (p. 6719) ; *coût de la main-d'œuvre ; rôle de l'U.R.S.S.A.F. ; droit à l'emploi ; garanties contre le licenciement ; exemple du recours de la R.A.T.P. à une entreprise de poseurs de rails* (p. 6720) ; *dangers que comporte ce projet pour les travailleurs intérimaires ; champ d'application de l'accord sur la formation professionnelle de juillet 1970 ; élection du comité d'entreprise* (p. 6721, 6722) ; *situations du travailleur temporaire* (p. 6724) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à interdire toutes les entreprises de travail temporaire hormis l'Agence nationale pour l'emploi* [15 décembre 1971] (p. 6759) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa (c) de cet article* (p. 6761) ; *fin du contrat de travail* (p. 6761) ; *son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa (e) de cet article* (p. 6761) ; *possibilité d'embaucher des travailleurs temporaires dans le cas de création d'activité nouvelle* (p. 6761) ; *application des mesures législatives réglementaires et conventionnelles aux salariés temporaires* (p. 6764, 6765) ; *application des règles concernant le chômage technique ou le chômage dû aux intempéries ; problème des clauses d'ancienneté* (p. 6765) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 6765) ; *retrait de son amendement* (p. 6765) ; Art. 10 : *Son amendement concernant les travailleurs qui sont ou ont été liés par des contrats de travail temporaire depuis une date antérieure d'au moins six mois à la date d'appréciation de l'effectif* (p. 6767) ; *application de la législation sur la représentation des travailleurs* (p. 6767, 6768) ; Art. 12 : *Son amendement relatif aux conditions d'éligibilité des salariés liés par des contrats de travail* (p. 6769) ; *détermination de la naissance du lien juridique* (p. 6770) ; Art. 30 : *Son amendement relatif au relevé mensuel des contrats* (p. 6774) ; *problème du chômage en France* (p. 6774) ; Après l'Art. 30 : *Son amendement concernant l'information de la section locale de l'Agence nationale pour l'emploi ou du service de la main-d'œuvre* (p. 6775) ; *son vote contre l'ensemble du projet de loi* (p. 6776) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Prudence gouvernementale sur ce sujet ; composition des conseils régionaux* [26 avril 1972] (p. 1061) ; *ressources fiscales des régions ; relations entre les départements et les nouvelles régions ; cas des Départements et Territoires d'outre-mer* (p. 1062) ;

— du projet de loi modifiant la condition d'âge pour être électeur aux élections des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel : *Son vote ; insuffisance des attributions du comité d'entreprise ; situation des travailleurs étrangers ; possibilité d'étendre aux étrangers l'accès à la délégation syndicale* [9 mai 1972] (p. 1440, 1441) ; Après l'Art. unique : *Son amendement concernant les travailleurs étrangers* (p. 1443) ; *ses observations* (p. 1443, 1444) ; *retrait de cet amendement* (p. 1444).

Sa mise au point au sujet de son vote lors de l'approbation de la politique générale du Gouvernement [25 mai 1972] (p. 1896).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Fondement de l'autonomie communale* [31

mai 1972] (p. 2026) ; *déroulement des carrières ; procédés de formation et de recrutement du personnel ; rôle du centre de formation des personnels communaux* (p. 2027) ; Art. 505 du Code de l'administration communale : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (période de stage)* (p. 2037) ; *garanties des postulants fonctionnaires pendant la période du stage* (p. 2037, 2038) ;

— du projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, Art. 2 : *Insuffisance de l'effort d'alphabétisation* [1er juin 1972] (p. 2088) ; Art. 3 : *Désire savoir quel organisme déterminera que les travailleurs étrangers savent lire et écrire en français* (p. 2089) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant, dans l'article 10, premier alinéa de la loi du 27 décembre 1968 relative à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, à supprimer les mots : « être de nationalité française »* (p. 2089) ; *problème des ressortissants de la Communauté* (p. 2090) ;

— du projet de loi relatif aux pénalités applicables au droit du travail : *Sanction des manquements au droit du travail ; complexité de la procédure relative à l'application des pénalités* [1er juin 1972] (p. 2094) ; *ses observations sur le fait que le chef d'entreprise échappe souvent à l'application de la sanction prononcée ; effet des lois d'amnistie ; possibilités de constatation des infractions ; son vote* (p. 2095) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Achille-Fould portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste ; 2° de M. Edouard Charret tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; 3° de M. Andrieux portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; 4° de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; 5° de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste ; 6° de M. Chazelle tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses : *Ratification de la convention européenne ; possibilité pour les associations d'intervenir en justice et de se porter partie civile* [7 juin 1972] (p. 2289) ; *notion d'utilité publique* (p. 2290) ;

— du projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers : *Coopération militaire ou policière ; extension du bénéfice de la loi à tous les agents d'organismes ou d'associations subventionnés ; représentation collective des coopérants* [8 juin 1972] (p. 2327) ; *problème des interventions politiques des coopérants* (p. 2328) ; Art. 1er : *Son amendement reporté à l'article 2* (p. 2328) ; Art. 2 : *Son amendement (cas des agents des instituts de recherche spécialisés outre-mer et des sociétés de développement bénéficiaires de fonds publics)* (p. 2328) ; *retrait de son amendement* (p. 2328) ; *cas des contractuels* (p. 2329) ; Art. 3 : *Son amendement (possibilité pour les intéressés de faire appel en cas de sanctions)* (p. 2331) ; *ses observations* (p. 2331, 2332) ; Art. 4 : *Son amendement concernant la formation professionnelle des personnels régis par la présente loi* (p. 2333) ; *retrait de la première partie de son amendement et transformation de la seconde en un sous-amendement à l'amendement de M. Deniau* (p. 2333) ; *son sous-amendement (création d'un bureau spécialisé dans la réinsertion professionnelle des anciens agents civils de coopération culturelle)* (p. 2334) ; *ses observations* (p. 2334) ; Après l'Art. 8 : *Son amendement concernant la représentation des personnels régis par la présente loi* (p. 2339) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Ses observations sur les scandales publicitaires clandestins ; productivité de l'Office ; problème du monopole* [15 juin 1972] (p. 2530) ; *création des régies ; droit de grève ; rapports entre la télévision et le Parlement ; décentralisation de l'information* (p. 2531) ; *caractère du projet ; mission du journaliste de l'O.R.T.F.* (p. 2532).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale, explications de vote sur la motion de censure : *Ses observations sur le discours de M. Peyrefitte ; sa réponse à M. Messmer sur*

la moralisation de la vie publique ; les quatorze mesures du Gouvernement et leur insuffisance [5 octobre 1972] (p. 3943).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (al. 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du Territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (al. 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire : *Comparaison avec la situation en France métropolitaine où l'éventail est souvent plus large ; problème d'hétérogénéité électorale ; absence de recensement depuis 1944 ; ses observations sur le vœu de la Chambre des députés du territoire et le rapport de la Commission des lois* [12 octobre 1972] (p. 4107) ; *problèmes de la santé, de l'enseignement et des libertés publiques* (p. 4108, 4111) ; *barrage cernant la ville de Djibouti* (p. 4108, 4111) ; *truquage électoral : distribution de vivres, ramassage, vote multiple* (p. 4108, 4109) ; *son rejet d'un projet de loi inutile et scandaleux ; sa demande d'une mission parlementaire d'enquête composée de représentants de tous les groupes à laquelle il serait candidat ; sa demande d'une mission de l'I.N.S.E.E. afin d'organiser un recensement de la population* (p. 4109) ; *famine d'Obock ; divisions ethniques* (p. 4111) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Equilibre ne correspondant pas à ce qu'on est en droit d'attendre d'un budget ; lutte contre l'inflation par la conduite et le contrôle du crédit et par des interventions structurelles ; financement du plan social aux dépens du régime général de Sécurité sociale, bien plus que par le budget ; un policier pour cinq enseignants ; budget de la S.N.C.F. ; progression des dépenses militaires ; grave baisse des efforts consacrés à la recherche scientifique ; affectation du produit de la vignette* [24 octobre 1972] (p. 4314) ; *caractère de classe de la fiscalité ; priorité de classe dans les équipements ; souci électoraliste ; neutralité économique* (p. 4315) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Augmentation plus importante des crédits d'équipement que des crédits de fonctionnement ; dotations supplémentaires pour l'aide aux travailleurs privés d'emploi (formation professionnelle des adultes, Agence nationale pour l'emploi) insuffisantes face à la grande misère des services français du travail et de l'emploi ; surveillance du travail temporaire ; insuffisance des moyens de l'inspection du travail; institut européen d'études des conditions du travail ; non-application de la loi sur les sections syndicales d'entreprise pour les entreprises de moins de cinquante salariés ; extension du travail posté ; absence de toute aide sérieuse à la recherche scientifique en matière d'ergonomie ; dureté du travail industriel ; pauvreté des moyens statistiques du Ministère ; comptabilité du travail* [6 novembre 1972] (p. 4740, 4741) ; *ses suggestions : nouveau statut des médecins du travail, réintégration des syndicalistes licenciés abusivement, réforme des conseils de prud'hommes ; lacunes de l'équipement social ; sacrifice du programme visant à assurer aux personnes âgées leur maintien à domicile ; oubli des programmes finalisés ; mesures concernant les travailleurs étrangers et leurs familles ; fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés ; transferts de charge de l'aide sociale sur le régime général ; budget de pauvreté malgré quelques aumônes ; budget de classe* (p. 4741, 4742) ; *répond aux observations du Ministre sur le travail à la chaîne, les travailleurs immigrés et le logement de tous les travailleurs par l'entreprise* (p. 4742, 4743) ; EDUCATION NATIONALE : *Progrès hors de proportion avec les besoins ; faiblesse du taux de scolarisation des enfants de deux à six ans surtout dans les quartiers neufs* [10 novembre 1972] (p. 5015) ; *enseignement technique et professionnel ; revalorisation indiciaire des auxiliaires et des jeunes titulaires de l'enseignement technique ; échec de l'enseignement technique ; ouverture de l'enseignement supérieur aux salariés ; construction ; formation professionnelle des adultes et éducation permanente ; démantèlement de l'Institut national de formation des adultes ; aide à la scolarité ; bourses ; crise du système scolaire français non résolue par ce budget* (p. 5016) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Budget qui n'est qu'une vaste distribution de promesses et d'illusions ; emprise du crédit agricole et des industries alimentaires sur les agriculteurs modernisés ; formation professionnelle ; modernisation en faveur des éléments les plus compétitifs économiquement du monde agricole ; saupoudrage de pourboires sociaux* [14 novembre

1972] (p. 5176) ; *augmentation des cotisations des agriculteurs ; loi sur les aides à l'agriculture de montagne ; indemnité dite « à la vache tondeuse » ; aide à l'habitat rural ; orientation des productions ; activité du F.O.R.M.A. au cours de l'année écoulée ; office de la viande* (p. 5177) ;

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes : *Conséquences du projet de loi ; écart moyen à qualification égale* [21 novembre 1972] (p. 5554) ; *prise de conscience de l'injustice de la condition féminine* (p. 5555) ; *proposition de loi du Sénat instituant une taxe de 0,1 % payée par les entreprises sur les salaires pour le financement des crèches ; rôle de l'inspection du travail ; juridictions du travail ; formation professionnelle des femmes* (p. 5556) ; *développement des équipements sociaux ; recherches en ergonomie* (p. 5557) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement précisant que les infractions seront punies de peines correctionnelles* (p. 5568) ; *retrait de son amendement* (p. 5569) ;

— du projet de loi sur la Banque de France : *Débat expédié, alors qu'à cette occasion se posent tous les problèmes de la création et du contrôle monétaire ; réduction des moyens d'action ; projet discret sur les missions et la situation de la Banque dans l'Etat ; faible part de décision laissée à la loi par rapport au règlement ; anarchie dans la création monétaire et la distribution du crédit ; monopole de la fabrication des billets* [28 novembre 1972] (p. 5675) ; *avantages de la faculté pour la Banque de France d'exercer certaines fonctions bancaires ; mission générale d'information économique et financière ; centrale des bilans ; pouvoir d'investigation de la Banque ; mission de contrôle des banques ; sort de la Caisse nationale de crédit agricole et des autres banques populaires ou à base mutualiste ; problème du statut du personnel* (p. 5676) ; *situation des succursales et des agences locales de la Banque de France ; modification de la composition du Conseil général ; gestion de l'activité monétaire dans les dernières années ; banques de dépôt nationalisées ; autonomie croissante du système bancaire à l'égard de la politique monétaire de l'Etat ; internationalisation des flux monétaires ; expansion des ressources bancaires dirigée, en très large partie, vers les prêts personnels et les prêts immobiliers* (p. 5677) ; *démantèlement des moyens d'intervention sur l'économie* (p. 5678) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un Office national d'information et d'éducation familiale : *Libéralisation de la législation concernant l'avortement ; ambiguïtés de la présente proposition de loi ; ses observations sur le mouvement français pour le planning familial ; insuffisance de la proposition de loi sur le plan financier ; ses observations sur certaines paroles prononcées par M. Foyer* [7 décembre 1972] (p. 5995) ; *son vote* (p. 5996) ;

— du projet de loi autorisant la création d'entreprises exerçant, sur le sol national, une activité d'intérêt européen en matière d'électricité : *La demande faite à l'Assemblée de renoncer non seulement à toute initiative mais même à tout contrôle politique sur le développement énergétique du pays ; commissariat à l'énergie atomique ; décision du Gouvernement fin 1969 que les centrales construites pour E.D.F. seraient du type mis au point aux Etats-Unis, c'est-à-dire utilisant l'uranium enrichi et de l'eau légère* [13 décembre 1972] (p. 6131) ; *accord en octobre 1972 à la création d'une société de la compagnie nucléaire française dans laquelle Westinghouse détient 45 % des actions et contrôle une partie des autres actionnaires, parmi lesquels Jeumont-Schneider ; participation de Westinghouse à une société pour la fabrication de combustibles nucléaires ; sa question écrite du 16 octobre 1972 ; technique Westinghouse adoptée pour les quatre prochaines centrales nucléaires ; Compagnie internationale pour le financement de l'énergie nucléaire* (p. 6132) ; *sociétés multinationales qui seront capables d'imposer leurs objectifs ; échec des réacteurs à uranium naturel-graphite-gaz ; surgénérateurs ; exécution d'un contrat conclu entre E.D.F., l'entreprise privée allemande R.W.E. et l'entreprise italienne E.N.E.L. ; passage progressif de tout le secteur énergétique sous le contrôle de firmes multinationales ; plan Westinghouse* (p. 6133) ; *Europe, marché profitable que se partagent deux ou trois grands groupes industriels multinationaux, ce projet de loi étant une étape dans le renforcement de leur emprise sur le secteur énergétique en France ; démantèlement des moyens d'intervention de la puissance publique et de son indépendance ; sa dénonciation d'une double mystification : celle du gaullisme, et celle de l'Europe* (p. 6134) ; *Marché commun*

facilitant l'intervention des sociétés de taille mondiale sur le continent européen ; entrée de la France, par rapport à l'économie nord-américaine, dans le processus du sous-développement progressif (p. 6135).

ROCCA SERRA (Jean-Paul de)

Député de la Corse
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement [1er octobre 1968] (p. 2952) ;

— membre du comité directeur du Fonds d'investissement des Départements d'outre-mer [16 octobre 1968] (p. 3338) ;

— membre du comité consultatif des lignes de Corse [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des Territoires d'outre-mer (F.I.D.E.S.T.O.M.) [19 novembre 1968] (p. 4741) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1969 [9 décembre 1968] (p. 5248) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal [20 septembre 1969] (p. 2368) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970 [11 décembre 1969] (p. 4863) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [29 juin 1970] (p. 3310).

Est élu président de cette Commission [29 juin 1970] (p. 3311).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970 [17 décembre 1970] (p. 6630) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la Cour de discipline budgétaire et financière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 [15 décembre 1971] (p. 6809) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [23 juin 1972] (p. 2838).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 9 : Départements d'outre-mer (crédits des Services du Premier

Ministre. — IV. - Départements d'outre-mer) ; annexe n° 28 : Territoires d'outre-mer (crédits des Services du Premier Ministre. — V. - Territoires d'outre-mer), **n° 359** [10 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 28 : Départements d'outre-mer (crédits des Services du Premier Ministre. — III. - Départements d'outre mer) et annexe n° 29 : Territoires d'outre-mer (crédits des Services du Premier Ministre. — V. - Territoires d'outre-mer), **n° 835** [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 29 : Départements d'outre-mer (crédits des Services du Premier Ministre. — III. - Départements d'outre-mer) ; annexe n° 30 : Territoires d'outre-mer (crédits des Services du Premier Ministre. — IV. - Territoires d'outre-mer), **n° 1395** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1933) ; annexe n° 7 : Départements d'outre mer ; annexe n° 30 : Territoires d'outre-mer, **n° 2010** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; (Services du Premier Ministre. — VII) annexe n° 32 : Départements d'outre-mer ; annexe n° 33 : Territoires d'outre-mer, **n° 2585** [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2307), portant extension et adaptation aux Territoires d'outre-mer de la loi modifiée n° 66-455 du 2 juillet 1966 relative aux entreprises pratiquant le crédit-bail, **n° 2796** [19 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. additionnels : *Affectation du produit des taxes indûment perçues dans le département de la Corse ; fonds d'expansion économique de la Corse* [19 juillet 1968] (p. 2381. 2382) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 19 : *Situation des îles de l'Atlantique ; handicap résultant de l'insularité de la Corse ; problème d'équipements agricoles et de l'hôtellerie en Corse ; nécessité de maintenir la Corse dans notre orbite économique* [24 octobre 1968] (p. 3554, 3555) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial : Progression des dépenses ordinaires ; créations d'emplois ; majorations de subventions pour les budgets locaux ; difficultés du budget de Saint-Pierre-et-Miquelon ; rôle du F.I.D.E.S. ; subvention accordée à l'O.R.S.T.O.M. ; équipement administratif des territoires d'outre-mer ; ses observations sur le territoire des Afars et des Issas et le port de Djibouti ; problème de la Polynésie ; développement du tourisme ; déclin des productions traditionnelles ; question de la route traversière de Tahiti ; ses observations sur la Nouvelle-Calédonie ; exploitation du nickel ; distorsion entre la population employée par la société Le Nickel et celle qui continue de vivre en dehors de Nouméa ; création d'une nouvelle société d'exploitation du nickel ; ses observations sur les Nouvelles-Hébrides ; situation économique des Comores ; baisse des cours des principales productions d'exportation ; problème de Saint-Pierre-et-Miquelon ; installation d'un entrepôt frigorifique ; ses observations sur les terres australes et antarctiques ; exploitation de la position géomagnétique de la terre Adélie et de Kerguelen* [4 novembre 1968] (p. 3864 à 3876) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial : Autorisations de programme ; crédits des ministères techniques ; dépenses ordinaires ; création d'une sous-préfecture à Saint-Paul-de-la-Réunion ; bureau pour le développement des migrations ; promotion sociale de la jeunesse ; crédits d'équipement ; subvention du F.I.D.O.M. ; investissements à Kourou ; économie sucrière ; tourisme ; ses observations sur la beauté des sites des Antilles ; la société immobilière et touristique des départements d'outre-mer ; adaptation de la fiscalité ; rôle de la mission interministérielle pour le tourisme dans les Antilles ; situation économique des Départements d'outre-mer ; expansion démographique ;*

nécessité d'assurer aux départements d'outre-mer l'écoulement des productions agricoles de base à des prix rémunérateurs sur le marché national ; promotion d'activités nouvelles agricoles, industrielles et touristiques ; ses observations sur le sucre, le rhum, la production bananière ; développement des activités forestières en Guyane ; industrialisation dans les Départements d'outr-mer ; montant des primes ; avantages fiscaux ; possibilité de constituer dans les D.O.M. des zones franches fiscales [9 novembre 1968] (p. 4248, 4249) ; Après l'Art. 73 : *Contrôle des dépenses publiques* (p. 4273) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 3. : *Taxe sur les salaires dans les D.O.M.; économie de ces départements ; développement du tourisme* [27 novembre 1968] (p. 4895).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région du Sénat : *Nécessité de ne pas maintenir la Corse dans la région de Provence-Côte d'Azur ; reconnaissance de la spécificité insulaire ; modernisation de l'agriculture en Corse ; développement du tourisme ; ses observations sur l'avis du conseil général* [14 décembre 1968] (p. 5513, 5514).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (paragraphe a) de cet article, à substituer aux mots : « trois mois » les mots : « six mois »* [26 juin 1969] (p. 1765) ; *problème des infractions punies d'une peine de prison égale ou inférieure à six mois* (p. 1765) ; Art. 17 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, après le mot : « relégation » à insérer les mots : « de toutes mesures de sûreté »* (p. 1772) ; *amnistie devant entraîner la suppression des mesures de sûreté qui ont pu accompagner la condamnation* (p. 1772) ; Art. 20 : *Rétablissement de certains fonctionnaires civils dans leur droit à pension ; retrait de l'amendement de M. Giacomi* (p. 1773) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à supprimer la mention : « 334 à 335-6 »* (p. 1777) ; *ses observations sur la loi du 15 août 1947 ; infractions prévues par les articles 334 et 335 du Code pénal ; ses observations sur la prostitution ; multiplication des attentats aux mœurs* (p. 1777, 1778) ; *retrait de son amendement* (p. 1778);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial : Effets actuels du plan de redressement ; situation d'ensemble des territoires d'outre-mer ; balances commerciales ; part de la métropole dans le commerce extérieur ; part des Etats-Unis dans les échanges ; réformes des Afars et des Issas, des Comores, de la Nouvelle-Calédonie ; progression démographique des Comores ; ses observations sur la vanille et les huiles ; construction d'un lycée ; modernisation d'un hôpital à Moroni ; nickel de Nouvelle-Calédonie ; ses observations sur Wallis et Futuna ; construction de la route littorale reliant Segave à Alo ; centre d'expérimentation du Pacifique ; bouleversement dans l'économie de la Polynésie ; développement du tourisme ; établissement des tarifs par les compagnies aériennes ; étude faite par le Centre national pour l'exploitation des océans d'établir en Polynésie un centre polyvalent d'océanologie; reconversion de l'économie de la Polynésie ; problème de l'exportation des produits de la pêche ; effort de recherches scientifiques en Terres australes et antarctiques ; dotation du F.I.D.E.S. ; augmentation de la participation du ministère technique ; nécessité de ne pas faire subir aux territoires d'outre-mer les incidences de la dévaluation* [5 novembre 1969] (p. 3398 à 3400) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial : Augmentation des dépenses ordinaires ; crédits destinés au renforcement des effectifs des personnels chargés d'assurer la sécurité ; subventions accordées aux communes pour leur permettre d'équilibrer leur budget ; dotations du fonds d'investissement pour les départements d'outre-mer ; amélioration des cultures de base ; aménagement du secteur routier Pont-des-Cascades-Montsinéry ; construction du port de Degrad-des-Cannes ; construction de deux appontements minéraliers à la Martinique et à la Guadeloupe ; travaux portuaires à la Réunion ; activités de la S.A.T.E.C. ; situation économique et sociale des D.O.M. ; ses observations sur la canne à sucre, la banane, l'ananas ; importance d'une réforme foncière ; industrialisation ; balance des paiements ; caractère artificiel des économies ; assistance sociale de la métropole ; politique des migrations ; développement du tourisme; création d'hôtels plus modestes ; poli-*

tique du tourisme de la part des compagnies aériennes ; tarif du transport ; formation professionnelle [15 novembre 1969] (p. 3808, 3809) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter l'amendement du Gouvernement par le nouvel alinéa suivant : « Les présentes dispositions prendront effet à compter du 1er janvier 1971, étant entendu qu'une réglementation intervenant auparavant sur le plan européen serait applicable immédiatement »* [9 décembre 1969] (p. 4729) ; *revenu agricole dans la Corse ; situation des rapatriés ; droits de plantation* (p. 4730, 4731) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Suppression de la taxe de sucrage du vin ; ses observations sur le régime fiscal particulier de la Corse* [19 décembre 1969] (p. 5100) ;

— du projet de loi portant simplifications fiscales, Art. 2 : *Ses observations sur l'expression : « La France continentale et la Corse »* [3 juin 1970] (p. 2194) ; *institution d'un compte spécial du Trésor destiné à recueillir certaines ressources affectées au Fonds d'expansion économique de la Corse* (p. 2194) ; *ses observations sur les équipements intéressant l'hôtellerie et l'agriculture* (p. 2195) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION IV. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial : Investissements réalisés en Nouvelle-Calédonie par les sociétés productrices de nickel pour les travaux d'infrastructure ; dotation du F.I.D.E.S. ; diminution des dépenses en capital ; suppression des crédits consacrés en travaux d'agrandissement et de modernisation du port de Djibouti ; blocage d'une partie des autorisations de programme intervenu en 1969 et 1970 ; transfert au budget de l'Etat des emplois et des crédits affectés au service des douanes en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Saint-Pierre-et-Miquelon ; augmentation de la subvention aux recherches scientifiques dans les Terres australes et antarctiques ; situation économique et sociale des Territoires d'outre-mer ; évolution des balances extérieures ; problème des prix ; production du nickel en Nouvelle-Calédonie ; composition du capital des sociétés actuellement implantées et des sociétés prévues ; ses observations sur les projets de la société C.O.F.I.N.M.A.C., le projet P.E.N.A.M.A.X. et de la société A.M.A.X. ; désire savoir dans quelle mesure les sociétés participeront financièrement au logement des ouvriers, aux travaux d'infrastructure et aux équipements collectifs* [23 octobre 1970] (p. 4664) ; *demande que la population autochtone bénéficie de l'essor économique ; installation du centre d'expérimentation du Pacifique en Polynésie française ; développement du tourisme ; développement de la pêche ; aménagement du port de Saint-Pierre ; ses observations sur le territoire des Comores ; construction d'un lycée à Moroni ; trafic du port de Djibouti ; développement de l'élevage aux Nouvelles-Hébrides ; recherche dans ce territoire de minerais non ferreux ; problème de l'enseignement du français ; lutte contre les grandes endémies à Wallis et Futuna* (p. 4665) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial : Importance de l'intervention des ministères techniques dans les D.O.M. ; accentuation du phénomène de départementalisation ; renforcement des effectifs de police ; renforcement des effectifs du service militaire adapté ; effort en matière de migration ; augmentation des subventions d'équilibre aux budgets des collectivités locales et notamment au budget de la Guyane ; dotation du F.I.D.O.M. ; évolution des grandes cultures de base, notamment de la canne à sucre ; ses observations sur la banane ; production d'ananas à la Martinique ; amélioration des rendements ; diversification des cultures ; avenir de l'industrialisation ; suppression de la demande d'agrément pour les entreprises hôtelières susceptibles d'être exonérées de la T.V.A. ; ses observations sur le VIe Plan* [26 octobre 1970] (p. 4714, 4715) ; *développement du tourisme ; problème démographique des D.O.M. ; niveau de vie de ces départements ; promotion de la construction d'hôtels accessibles à une clientèle européenne moyenne ; prix du voyage* (p. 4716) ; Titre VI : *Ses observations sur l'amendement de M. Renouard* (p. 4735) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Insuffisance du budget d'équipement du Ministère de l'Agriculture ; problème des adductions d'eau ; regroupement des populations rurales dans les bourgs ; crédits d'équipement forestier ; protection de la forêt ; maintien d'un équilibre agro-sylvo-pastoral ; ses observations sur le Bas-Rhône - Languedoc ; ses observations sur la Somivac ; réserves des barrages de Corse* [7 novembre 1970] (p. 5363) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social, Art. unique : *Zones classées touristiques ; électrification* [18 juin 1971] (p. 3112) ; *création d'une section spécialisée de l'Institut de développement industriel pour les problèmes des Départements d'outre-mer* (p. 3119, 3120) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Politique de migrations ; accroissement des effectifs de la police ; dotation du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des Territoires et Départements d'outre-mer ; crédits mis à la disposition des ministères techniques* [26 octobre 1971] (p. 4896) ; *poussée démographique ; analyse des différentes productions ; extension de la compétence de l'Institut de développement industriel aux Départements d'outre-mer ; centre d'études spatiales de la Guyane ; intégration des grandes cultures des D.O.M. dans le Marché commun ; ses observations sur l'industrialisation et le tourisme ; rôle de la mission interministérielle du tourisme ; tarifs de transports spéciaux* (p. 4897) ; *dépôt du projet de loi qui étendrait aux bénéfices réalisés en métropole l'exonération fiscale applicable aux bénéfices réalisés dans les D.O.M. lorsqu'ils sont réinvestis* (p. 4898) ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Renforcement des effectifs de l'administration et de la police en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie ; rémunérations des personnels aux Comores et à Saint-Pierre-et-Miquelon ; subvention aux Terres australes et antarctiques ; aide au secteur hôtelier ; objectifs du VI[e] Plan ; liaisons aériennes et maritimes ; problèmes de la Nouvelle-Calédonie ; projet de la société métallurgique calédonienne* [3 novembre 1971] (p. 5192, 5193) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits destinés au monde rural ; reconversion des activités en zone rurale ; protection de la forêt méditerranéenne ; avenir de la suberaie ; problème du vignoble ; chaptalisation* [16 novembre 1971] (p. 5783, 5784) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 7 : *Situation des Départements d'outre-mer ; leur démographie ; problème de la procédure d'agrément* [7 décembre 1971] (p. 6449) ; Art. 9 : *Ressources des fonds routiers des D.O.M.* (p. 6454) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 17 : *Ses observations sur la Corse ; création de deux départements en Corse* [27 avril 1972] (p. 1150, 1151) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION VII. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Son souhait que soit repris l'usage d'un fascicule par budget ; renforcement des effectifs de police, des effectifs du service militaire adapté à la Réunion ; augmentation des crédits consacrés aux migrations ; organisation de voyages de jeunes Antillais et Réunionnais en métropole ; déplacements de troupes artistiques aux Antilles ; dotation du Fonds d'investissements des Départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) ; retard sur les prévisions du VI[e] Plan ; aide à l'industrie sucrière en Martinique, inefficace et onéreuse ; problème de l'emploi ; priorité à la réforme foncière, au développement de la construction de logements, à l'accentuation de la politique de formation professionnelle accélérée ; sucre, rhum, banane* [13 novembre 1972] (p. 5048) ; *activités touristiques* (p. 5049) ; Après l'Art. 57 : *Son amendement insérant un nouvel article apportant des précisions nouvelles sur la date et les conditions de présentation de l'état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux D.O.M.* (p. 5071) ; *retrait* (p. 5072) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Insuffisance des crédits d'investissement particulièrement grave pour les régions en retard, dont la Corse ; nécessité de grands aménagements régionaux (équipements hydrauliques), de parcs naturels régionaux (tourisme rural), d'aide à la montagne* [15 novembre 1972] (p. 5222) ; *son souhait que les critères de classement des communes de montagne en zone critique soient assouplis ; conditions d'attribution de l'indemnité viagère de départ aux agriculteurs de montagne ; problèmes de la viticulture en Corse ; votera ce budget* (p. 5223) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION VII. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial* : *T.O.M., élément essentiel de notre présence au-delà des frontières de l'Europe ; expansion de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie ; développement des infrastructures, des équipements collectifs ; déclin des productions traditionnelles ; pêche, industrie en Nouvelle-Calédonie (Société « Le Nickel ») ; Tourisme en Polynésie, aux Nouvelles-Hébrides, en Nouvelle-Calédonie et à Wallis et Futuna* [18 novembre 1972] (p. 5448) ; *ports de Djibouti et*

Saint-Pierre-et-Miquelon ; efforts en faveur des équipements collectifs, des hôpitaux et des infrastructures en Nouvelle-Calédonie ; problèmes de l'habitat en Polynésie ; efforts dans le domaine sanitaire ; remplacement des effectifs de l'Administration et en particulier des effectifs de police pour la Nouvelle-Calédonie ; création d'un corps de techniciens appelés à apporter leur concours aux nouvelles municipalités de Polynésie ; création d'un crédit supplémentaire pour la poursuite du recensement de la population des territoires des Afars et des Issas ; incidence financière de la réduction de trois à deux ans du temps de séjour des fonctionnaires en service à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Wallis et Futuna ; interventions publiques : nouveau navire pour la desserte des terres australes et antarctiques ; prise en charge par l'Etat de l'enseignement privé aux Nouvelles-Hébrides et à Saint-Pierre-et-Miquelon ; retard des autorisations de programme par rapport aux prévisions du VI^e^ Plan ; relance des productions agricoles traditionnelles ; modernisation du réseau de distribution d'électricité à Saint-Pierre-et-Miquelon ; travaux d'hydraulique dans le territoire des Afars et des Issas ; équipement des communes de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie (p. 5449) ; *demande que la distribution des états récapitulatifs intervienne en temps utile afin d'améliorer l'information du Parlement* [18 novembre 1972] (p. 5450) ;

— du projet de loi portant extension et adaptation aux Territoires d'outre-mer de la loi modifiée n° 66-455 du 2 juillet 1966 relative aux entreprises pratiquant le crédit-bail, en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations ; importance du développement des Territoires d'outre-mer* [19 décembre 1972] (p. 6341, 6342) ; Art. 2 : *Ses amendements rédactionnels* (p. 6342).

ROCHET (Hubert)

Député du Nord
(2^e^ circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 23 juillet 1969, de M. Billecocq, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2419) de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, IMPRIMERIE NATIONALE : *Transfert d'une partie des services de l'imprimerie dans la région de Douai ; crise dans le bassin houiller ; calendrier des opérations* [22 novembre 1969] (p. 4287) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Agence national de l'emploi ; connaissance de la structure du chômage ; qualification professionnelle des jeunes ; mobilité des jeunes ; nécessité d'instituer dans les zones sans travail un service d'aide dépendant du Fonds national de l'emploi ; réalisation du programme des foyers des jeunes travailleurs ; nombre des bourses accordées aux anima-*

teurs [16 novembre 1970] (p. 5630, 5631) ; BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE : *Problème du transfert à Douai d'une partie des services de l'Imprimerie nationale* [17 novembre 1970] (p. 5712, 5713) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Inspection du travail ; statut de cette inspection* [27 octobre 1971] (p. 4988, 4989) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Causes des difficultés éprouvées par le commerce ; problèmes financiers et fiscaux ; nécessité de reconsidérer le système fiscal des entreprises individuelles ; financement du pécule* [18 mai 1972] (p. 1679) ; Art. 2 : *Problème du financement* [19 mai 1972] (p. 1743) ;

— de la proposition de loi relative aux sociétés coopératives de commerçants détaillants, Art. 5 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Claude Martin* [20 juin 1972] (p. 2670) ; *rôle des commissaires aux comptes ; retrait de son sous-amendement* (p. 2670) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, COMMERCE ET ARTISANAT : *Egalité fiscale ; création d'une forme de société unipersonnelle ; patente ; régularisation de la concurrence ; nécessité de mettre un terme aux ventes, dites d'appel et à la publicité mensongère ; proposition de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat* [26 octobre 1972] (p. 4416).

ROCHET (Waldeck)

Député de la Seine-Saint-Denis
(3e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe Communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles L 331, L 332, L 343, L 345, L 351, L 359, L 624 du Code de la sécurité sociale en vue : 1° de ramener l'âge du droit à pension à soixante ans pour les hommes et cinquante-cinq ans pour les femmes et pour les assurés sociaux ayant exercé une activité particulièrement pénible ; 2° de fixer le taux de pension à 50 % du salaire moyen des dix meilleures années, toutes primes comprises ; 3° de fixer le minimum de la pension de vieillesse et de toute allocation à 80 % du salaire minimum garanti ; 4° de majorer de 1 % la pension pour chaque trimestre d'assurance accomplie au-delà de la trentième année ; 5° de relever le taux de la pension de réversion à 75 % de l'avantage principal ; 6° de prévoir le paiement des pensions chaque mois, n° 418 [31 octobre 1968].

ROGER (Émile)

Député du Nord
(14e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe Communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 novembre 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi créant un fonds national de garantie des calamités publiques, et fixant les modalités d'indemnisation des victimes de calamités publiques, n° 439 [15 novembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à assurer la réintégration des représentants du personnel illégalement licenciés, n° 2372 [31 mai 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier :

Cas des « glaisiers » de Provins ; problème des affaissements miniers ; conditions dans lesquelles ils se produisent ; situation des petits propriétaires [21 octobre 1969] (p. 2776) ; Après l'Art. 1er : *Question de la sécurité ; problème des glaises et des argiles* (p. 2777) ; Après l'Art. 9 : *Droit à indemnité lorsque les affaissements miniers se sont produits hors du périmètre des concessions* (p. 2778) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « le Gouvernement prendra, au cours de l'année 1970, les mesures indispensables pour régler les problèmes juridiques posés par les affaissements miniers »* (p. 2789) ; *retrait de son amendement* (p. 2789) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Recherche d'une politique industrielle ; proportion des personnes occupées dans l'industrie par rapport à l'ensemble des personnes en activité ; taux de croissance industrielle ; brevets d'invention ; rôle des banques, notamment des banques d'affaires ; attitude du grand patronat ; limitation des investissements au profit de l'accumulation monétaire ; définition des crédits aux armements ; limitation de la consommation intérieure ; politique industrielle visant à assurer des profits à un petit groupe privilégié ; création de l'I.D.I. ; nationalisation des secteurs clés de l'industrie et des banques ; orientation de la production de notre industrie vers la satisfaction des besoins intérieurs ; campagne de dénigrement contre les entreprises publiques ; scandale des prix des cokes et des fines à cokes livrés à la sidérurgie ; charges des houillères ; situation économique et démographique du Nord* [6 novembre 1969] (p. 3459 à 3461) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT, Art. 44 : *Programme de construction d'H.L.M. ; dotation du Fonds d'action conjoncturelle* [14 novembre 1969] (p. 3789, 3790) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Cousté et plusieurs de ses collègues, relative à la création et au fonctionnement des écoles, cours et autres organismes privés dispensant un enseignement à domicile, Art. 14 : *Vote du groupe communiste* [11 décembre 1969] (p. 4838) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier : *Vote du groupe communiste sur l'ensemble* [16 décembre 1969] (p. 4982).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *L'objectif du Gouvernement est de réduire la consommation populaire ; problème des fusions et des concentrations ; politique suivie par le Gouvernement depuis 1958 ; balance des paiements ; réapparition du chômage partiel ; situation dans le Nord ; problème de l'épargne ; encadrement du crédit ; progression du nombre des chômeurs ; liquidation des unités de production de charbon gras ; politique à courte vue du Gouvernement ; nationalisation du secteur bancaire ; orientation démocratique du crédit ; nationalisation des secteurs clés de l'industrie ; réforme démocratique de l'impôt ; institution de l'échelle mobile des salaires* [12 mai 1970] (p. 1630 à 1632).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Intensification du développement industriel ; histoire du capitalisme français ; options du VIe Plan conduisant à un renforcement des grands groupes financiers et industriels ; problème du taux de la progression de la masse globale des revenus ; aggravation de la pénétration des investissements étrangers dans certaines branches de l'économie française ; nocivité des options du Plan dans le domaine de l'énergie* [16 juin 1970] (p. 2719, 2720).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Durafour, Fortuit, Bertrand Denis, Destremau, Leroy, Madrelle relatives aux problèmes de l'enseignement : *Difficultés de l'enseignement professionnel dans certaines régions ; construction insuffisante de C.E.T. ; augmentation du nombre des bourses et majoration de leur taux* [9 octobre 1970] (p. 4240, 4241).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Péronnet, Bertrand Denis et de Montesquiou relatives à la protection de la nature : *Pollution de l'air et des eaux ; nuisances engendrées par le bruit ; application de la loi du 16 décembre 1964 sur le régime des eaux et la lutte contre la pollution ; interdiction de l'emploi des détergents non biodégradables* [16 octobre 1970] (p. 4384).

Sa mise au point au sujet du vote de M. Bustin dans le scrutin public sur le budget annexe des postes et télécommunications [30 octobre 1970] (p. 4971).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur les grandes lignes de ce budget* [30 octobre 1970] (p. 4986) ; *opérations de concentration dans l'industrie du verre ; dégradation de la situation sociale des masses laborieuses ; problème du textile ; conséquence de la constitution du groupe Prouvost-Boussac ; situation de la sidérurgie ; nombre des ouvriers tués au travail ; réduction des subventions au secteur nationalisé ; grève des mineurs de Lorraine ; subvention aux charbonnages* (p. 4987) ; *ses observations sur la voirie ; logements des mineurs en activité ou retraités ; politique énergétique du Gouvernement ; problème de la caisse de retraite complémentaire des employés techniciens et agents de maîtrise des mines* (p. 4988) ; Titre V : *Vote du groupe communiste* (p. 5013).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement, une question orale avec débat relative à l'environnement [4 juin 1971] (p. 2390) : *Préservation des sites et des rivières ; manifestations des pêcheurs ; pollution industrielle (région de Marseille - usine Beghin) ; protection de la Côte d'azur et de certaines régions de montagne* (p. 2393, 2394).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Concentration des entreprises ; conséquence des implantations à l'étranger ; nationalisation des secteurs clés ; liquidation des bassins miniers* [15 juin 1971] (p. 2927) ; *production nationale d'énergie nucléaire ; pouvoirs des syndicats et des comités d'entreprise* (p. 2928) ;

— de la deuxième partie de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur l'hôpital public ; importance des hôpitaux secondaires* [4 novembre 1971] (p. 5292) ; *santé scolaire ; crédits relatifs à la prévention des handicapés à la naissance ; problème des auxiliaires médicaux ; mise à la portée de chacun d'une médecine de qualité ; amélioration de la protection maternelle et infantile* (p. 5293) ; *conditions de l'efficacité du service public hospitalier ; statut du secteur hospitalier privé ; nationalisation de l'industrie pharmaceutique ; calcul du prix de journée des hôpitaux ; sécurité sociale minière* (p. 5294) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Crédits alloués au secteur privé ; lien entre l'instabilité de l'emploi et de la production d'une part et d'autre part la formation de grands ensembles ; ses observations sur le Bas-Rhin ; situation de la région du Nord* [5 novembre 1971] (p. 5423) ; *situation de la société E.R.A.P.* (p. 5424) ; ÉCONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES, Après l'Art. 57 : *Conséquences de la compensation financière entre le régime général et les régimes spéciaux des mineurs, des marins et des employés de la R.A.T.P. ; problème des retraites des mineurs* [17 novembre 1971] (p. 5827) ;

— du projet de loi relatif aux délégués à la sécurité des ouvriers des mines et carrières : *Droit de vote des travailleurs étrangers ; nombre d'accidents dans le Nord et le Pas-de-Calais ; nombre des visites obligatoires* [14 décembre 1971] (p. 6711) ; *dédoublement des circonscriptions de délégués mineurs ; droit d'arrêter un chantier en cas de danger imminent* (p. 6712) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Difficultés de l'industrie française ; rétrécissement du marché intérieur dû à la hausse des prix et à la non-satisfaction des revendications salariales* [9 novembre 1972] (p. 4938) ; *dégradation du taux de progression des investissements productifs ; suréquipement (exemple de l'industrie de la chimie) ; gâchis du wagonnage et du matériel roulant ; investissements des entreprises nationales ; sa demande de mesures pour la création effective d'emplois ; sa protestation contre la liquidation de l'industrie charbonnière* (p. 4939) ; *politique européenne de l'énergie ; reclassement des mineurs ; accidents du travail ; parcellisation du travail ; problème des mineurs des potasses d'Alsace ; programme commun de la gauche ; vote contre ce budget* (p. 4940) ;

— du projet de loi autorisant la création d'entreprises exerçant, sur le sol national, une activité d'intérêt européen en matière d'électricité, Art. 1[er] : *Son sous-amendement tendant à ajouter le terme : « d'étudier »* [13 décembre 1972] (p. 6144).

ROLLAND (Hector)

Député de l'Allier
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile [28 novembre 1972] (p. 5718).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à faire du 8 mai un jour férié, n° **1804** [9 juin 1971].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Réforme régionale ; nombre des régions ; compétences des régions ; leurs ressources ; construction de l'aéroport de Roissy-en-France ; choix de grandes régions ; recherche de l'efficacité ; ouverture de comptoirs dont le rôle serait de rassembler et de commercialiser les produits que nous destinons pour l'instant à la destruction moyennant l'octroi de primes ; élection des conseillers régionaux ; collaboration des parlementaires aux conseils régionaux* [14 décembre 1968] (p. 5517 à 5519).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Caractère du projet de loi ; existence de deux catégories de Français rapatriés ; réexamen des dossiers qui n'ont pas été acceptés par les services responsables ; apport des rapatriés à l'économie nationale* [8 octobre 1969] (p. 2538) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Développement industriel et scientifique ; insuffisance de la place faite dans le budget à la recherche scientifique ; ses observations sur la deuxième révolution industrielle ; importance du secteur de l'électronique ; nécessité que la politique du Gouvernement précède le travail du chercheur en lui assurant les moyens dont il a besoin ; importance d'un développement scientifique pour l'indépendance du pays ; nécessité de défendre la loi et le maintien de l'ordre ; rôle de l'université ; ses observations sur le monde ouvrier* [6 novembre 1969] (p. 3472, 3473) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Cas du département de l'Allier ; percée d'une autoroute Nord-Sud ; priorité à la transversale partant du centre de la Communauté européenne pour rejoindre l'Atlantique ; ses observations sur les villes de Montluçon, Vichy et Moulins* [14 novembre 1969] (p. 3721, 3722) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Ses observations sur ce texte ; rôle des non-salariés ; importance de l'artisanat ; politique artisanale ; application de la T.V.A. ; problème des patentes* [2 décembre 1969] (p. 4486, 4487) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Objet du texte ; pillage des universités ; le projet de loi est le garant de la situation et de nos libertés ; son vote sur le projet de loi* [29 avril 1970] (p. 1413) ; Commission mixtee paritaire : *Désir du pays ; ses observations sur les déclarations de M. Waldeck L'Huillier ; libertés en France* [4 juin 1970] (p. 2242, 2243) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Ses observations sur la route express Suisse-Océan ; cas du département de Saône-et-Loire ; ses observations sur l'Auvergne, la Basse-Auvergne et le Limousin* [17 juin 1970] (p. 2784, 2785) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Ses observations sur les critiques faites par l'opposition ; politique nucléaire de la France ; problème de la vente des armes à l'étranger* [8 octobre 1970] (p. 4190, 4191) ;

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Rôle de l'Etat ; exemple d'un manifeste P.S.U.-lycéens du 24 et 25 octobre ; droits des citoyens ; utilisation des fonds publics ; aide à l'école privée* [27 avril 1971] (p. 1471) ; *école laïque ; coût des dégradations* (p. 1472).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative au paiement des travaux exécutés par l'Etat [12 mai 1971] (p. 1820, 1821).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Edouard Charret et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître à l'acquéreur d'un fonds de commerce ou d'un établissement artisanal le droit à la déspécialisation du bail commercial ; 2° de MM. Ruais et Hoguet tendant à faciliter la reconversion des commerçants et artisans ; 3° de M. Modiano tendant à banaliser les baux commerciaux ; Art. 34-3 du décret du 30 septembre 1953 : *Situation d'un locataire qui change d'activité* [26 mai 1971] (p. 2106).

Pose à M. le Ministre du Développement industriel et scientifique une question orale sans débat relative à l'approvisionnement pétrolier [25 juin 1971] (p. 3458).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 2 : *Situation des commerçants et des artisans ; respect de la loi de finances pour 1971* [21 octobre 1971] (p. 4716) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME) : *Prix pratiqués pour l'achat des terrains ; calcul de la valeur actuelle des terrains ; insuffisance des moyens financiers de certains candidats au logement* [29 octobre 1971](p. 5099, 5100) ; *situation des jeunes et des petits retraités ; prêts du Crédit foncier* (p. 5100) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, Art. 3 : *Inscription des revenus de chaque contribuable sur les registres des mairies* [25 novembre 1971] (p. 6122) ;

— du projet de loi modifiant la condition d'âge pour être électeur aux élections des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, Art. unique : *Son amendement tendant à la fin de l'article unique à substituer aux mots : « 16 ans accomplis » les mots : « 17 ans accomplis »* [9 mai 1972] (p. 1442) ; *retrait de cet amendement* (p. 1443) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Prix pratiqués par les supermarchés ; rôle des municipalités ; rôle des municipalités socialistes* [18 mai 1972] (p. 1683, 1684) ;

— du projet de loi portant amnistie de certaines infractions : *Attitude des agents du fisc ; augmentation abusive de certains services (primes d'assurances) ; charges des commerçants et des industriels plus élevées en France que dans les autres pays de la Communauté européenne ; prolifération des magasins à grande surface* [17 octobre 1972] (p. 4186, 4187) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile, Titre : *Ses observations à propos de l'amendement du Gouvernement ; estime que les experts en automobile constituent une véritable profession* [19 octobre 1972] (p. 4245) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Accorder la qualité d'ancien combattant aux jeunes Français qui combattirent en Algérie et touchent une pension ; problèmes du troisième âge* [24 octobre 1972] (p. 4319) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973, Après l'Art. 2 : *Ses remerciements au Gouvernement pour son amendement tendant à instituer un abattement en faveur des personnes âgées* [25 octobre 1972] (p. 4369) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉPENSES MILITAIRES, Art. 26 : *Ses observations contre l'amendement, de M. Villon, de réduction des crédits destinés à l'extension ou à la création de camps militaires ; son appui à la force de dissuasion ; association avec la Grande-Bretagne* [8 novembre 1972] (p. 4873); AGRICULTURE, F.O.R.-M.A ET B.A.P.S.A. : *Aide aux logements vétustes ; entretien des bâtiments d'élevage* [14 novembre 1972] (p. 5155) ; *téléphone ; transports scolaires ; montant de l'indemnité*

viagère de départ (p. 5156) ; AFFAIRES ETRANGÈRES : *Ses observations à M. Ballanger sur la redevance de 2 % des exportateurs d'armes* [16 novembre 1972] (p. 5297) ;

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes, Après l'Art. 4 : *Indication des peines en cas d'infractions relevées par les inspecteurs du travail* [21 novembre 1972] (p. 5568) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, Après l'Art. 12 : *Demande au Gouvernement d'accorder aux communes minières ce dont elles ont besoin, mais pas au détriment de l'ensemble des collectivités locales* [6 décembre 1972] (p. 5947).

ROSSI (André)

Député de l'Aisne
(5e circonscription)
P.D.M., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe Progrès et démocratie moderne [9 novembre 1972] (p. 4699).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette Commission [10 novembre 1972] (p. 5034).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter le Code électoral, en vue de la prise en considération des bulletins blancs dans le calcul de la majorité absolue, **n° 236** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi portant statut de l'office de la radio-télévision française, **n° 241** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1560 du Code général des impôts en ce qui concerne le régime fiscal des « cabarets d'auteurs », **n° 289** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 577 du Code de la sécurité sociale en vue d'étendre le bénéfice de la Sécurité sociale aux personnes titulaires d'une pension d'ascendant de victime de la guerre, **n° 301** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à fixer à vingt ans l'âge de la majorité électorale et de la majorité civile, **n° 499** [4 décembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à instituer une Commission spéciale chargée d'étudier dans quelles conditions les dispositions du Code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 seront étendues aux fonctionnaires civils et militaires et à leurs ayants cause dont les droits se sont ouverts antérieurement au 1er décembre 1964, **n° 652** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à appliquer à certains travaux entrepris par les collectivités locales un taux réduit de T.V.A., **n° 1999** [7 octobre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Principe d'autonomie ; enseignement du second degré ; réforme régionale ; recherche d'une université intégrée dans la société ; l'université doit concourir à la formation d'une société nouvelle, dite de participation ; réforme du premier degré ; tendance à des formations pluridisciplinaires ; rôle des C.O.D.E.R. ;*

création d'unités nouvelles sans intervention rectorale ; problème de la concurrence ; autonomie budgétaire ; autonomie administrative ; rôle du conseil national ; rapports entre le conseil élu et l'exécutif ; rôle du recteur ; développement des écoles techniques non universitaires ; européanisation du troisième cycle ; projet d'université européenne [3 octobre 1968] (p. 3023 à 3025) ; Art. 2 : *Coopération universitaire avec les universités de langue française et avec les divers pays du Marché commun* [8 octobre 1968] (p. 3109) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à remplacer les mots : « représentatives des collectivités locales et des activités régionales » par les mots : « représentatives des collectivités territoriales et des activités régionales dont une partie est choisie par la commission de développement économique régional de la région »* (p. 3118) ; *présence des personnalités extérieures ; rôle des C.O.D.E.R.* (p. 3118) ; *retrait de son amendement* (p. 3118) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « les établissements à caractère scientifique et culturel de la région » à insérer les mots : « indépendants de ces universités »* (p. 3119) ; *retrait de son amendement* (p. 3119) ; *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « ils donnent leur avis sur le choix des personnalités extérieures appelées à entrer dans les conseils d'université visés à l'article 8 ci-dessous »* (p. 3119) ; *ses observations sur les conseils d'université* (p. 3119) ; Art. 8 : *Ouverture de l'université sur le monde extérieur, notamment au niveau des conseils d'université ; problème de la participation ; représentation du monde extérieur à l'université* [9 octobre 1968] (p. 3143) ; Art. 15 : *Retrait de l'amendement déposé par M. de Montesquiou* [10 octobre 1968] (p. 3201) ; *reprend son amendement précédemment retiré* (p. 3201) ; Art. 16 : *Choix d'une université par les étudiants ; problème de l'université de Paris ; système d'admission en cités universitaires* (p. 3205) ; *ses observations sur le vote de ce texte* (p. 3210) ; *son sous-amendement tendant à supprimer le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Capelle* (p. 3211) ; Art. 20 : *Situation des personnels administratifs et techniques en fonction dans les facultés ; coexistence dans les établissements de deux catégories de personnel* (p. 3215) ; *ses observations sur les critères futurs* (p. 3216) ; Art. 21 : *Son amendement tendant, avant le premier alinéa de cet article, à insérer l'alinéa suivant : « les établissements publics à caractère scientifique et culturel ont la responsabilité du recrutement de leurs enseignants »* (p. 3226) ; *retrait de son amendement* (p. 3226) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Enseignement du second degré ; finalité de cet enseignement ; conception de la culture ; problème de l'orientation ; suppression du latin en sixième ; nécessité de repenser les missions de l'inspection générale en soulignant le rôle de conseil pédagogique ; situation des maîtres auxiliaires* [28 octobre 1968] (p. 3644, 3645) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Intervention de l'U.R.S.S. en Tchécoslovaquie ; construction européenne ; situation actuelle de la communauté ; ses observations sur notre veto à l'égard des pays nordiques ; zone de libre-échange atlantique ; ses observations sur la N.A.F.T.A. ; augmentation des exportations anglaises vers les Etats-Unis ; union politique de l'Europe ; coopération universitaire* [7 novembre 1968] (p. 4101, 4102) ; POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur la poste et les services financiers ; exécution du V^e^ Plan ; problème des télécommunications ; taux d'autofinancement ; ses observations sur le personnel ; prime de résultat ; possibilité de faire un appel plus important sur le marché financier* [9 novembre 1968] (p. 4241, 4242) ; *situation des comptes chèques postaux ; avantages consentis à la presse* (p. 4242) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Caractère du budget ; indemnité viagère de départ ; les agriculteurs devraient réclamer un ministère des affaires économiques agricoles plutôt qu'un ministère de l'agriculture ; spécialisation en Europe ; nécessité d'aider l'ensemble de l'agriculture à devenir compétitive pour exporter ; importance du cadre européen ; ses observations sur la proposition gouvernementale en matière de baux à long terme ; mise en réserve de terres ; débat sur la nouvelle politique du Gouvernement* [15 novembre 1968] (p. 4513).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur la participation et la décentralisation ; problème de la cohérence du plan national et des plans régionaux ; exemple de l'équipement ; réforme du Sénat ; nécessité de grandes régions ; ses observations sur le refe-*

rendum [11 décembre 1968] (p. 5352 à 5354) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Crise du téléphone ; déficit dû aux avantages consentis à la presse ; comptes chèques postaux ; possibilité de différencier les comptes des entreprises des comptes des titulaires plus modestes ; formule de financement proposée par le Gouvernement ; craintes du personnel ; annonce des regroupements de secteur ; suppression des avances ; problème de l'automatisation ; formation professionnelle ; conditions de travail ; problème des personnels titulaires et auxiliaires* [3 novembre 1969] (p. 3242, 3243) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Style actuel de la politique étrangère ; la puissance d'un pays réside dans la dimension économique ; intervention au Tchad ; politique à l'égard du Canada ; exécution de nos engagements à l'égard d'Israël ; problème de la Tchécoslovaquie ; ratification de la convention des Droits de l'homme ; vision de l'indépendance nationale ; compatibilité entre indépendance et Europe ; réunion prochaine de La Haye ; projet d'une Europe fédérale ; achèvement du Marché commun ; problème de l'élargissement de l'Europe ; situation de l'Angleterre ; chances de l'Europe politique ; coordination dans le domaine de la politique envers les pays du tiers monde ; rapports avec l'Est et l'Extrême-Orient ; problème de la défense ; relations avec les Etats-Unis ; ses observations sur la décision des Allemands de signer le traité de non-prolifération des armes atomiques* [4 novembre 1969] (p. 3301 à 3303) ; EDUCATION NATIONALE : *Application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur ; problème de l'enfance inadaptée ; sections spécialisées des C.E.S. ; problème des classes praliques et des classes de transition ; rôle des associations privées ; constructions scolaires ; déconcentration des décisions préalables ; possibilité de fixer le plan des acquisitions immobilières ; vote d'une loi de programme pour les mises en chantier ; possibilité d'envisager une sorte de fonds de roulement qui pourrait être gagé sur un emprunt à court terme* [12 novembre 1969] (p. 3603, 3604) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SERVICES GÉNÉRAUX. - CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE : *Suppression des directions ou services qui ne sont plus nécessaires ; réforme de l'E.N.A. ; problèmes de la mobilité et des échanges avec le secteur privé ; généralisation des techniques modernes de l'informatique ; problèmes sociaux ; négociations salariales ; maintien du pouvoir d'achat ; réforme des catégories C et D ; disparités entre les rémunérations et les retraites de la fonction publique et celles du secteur nationalisé* [18 novembre 1969] (p. 3887).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, une question orale sans débat relative à l'aménagement du bassin parisien [14 novembre 1969] (p. 3735, 3739).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Problème de l'ordre ; ses observations sur les franchises universitaires ; ses observations sur la « majorité silencieuse » ; autonomie des universités ; mise en place de la loi d'orientation ; malaise de la jeunesse ; problème des débouchés à la sortie de l'université ; problème de la sélection ; cycle intermédiaire entre le secondaire et l'universitaire ; problème du baccalauréat ; caractère de l'enseignement du français ; conséquences de la scolarisation jusqu'à 16 ans ; « encyclopédisme » de notre enseignement* [14 avril 1970] (p. 1011 à 1013).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la création d'un second billet de congé populaire [6 mai 1970] (p. 1545).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux événements de la péninsule indochinoise [6 mai 1970] (p. 1549).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat, ses explications de vote : *Vote du groupe P.D.M. ; portée du projet de loi* [21 mai 1970] (p. 1839).

Pose à M. le Premier Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative à la politique en faveur des personnes âgées [22 mai 1970] (p. 1902, 1903).

Prend part au débat sur la question orale de M. Lebas relative à la politique à l'égard des cadres [22 mai 1970] : *Place des cadres dans la société ; leur avenir ; nécessité d'une*

concertation ; réforme de l'impôt sur le revenu ; difficulté éprouvée par les cadres pour définir des rapports modernes avec le patronat ; formation et recyclage des cadres ; inquiétude des cadres devant les concentrations et fusions d'entreprises ; situation des cadres âgés de plus de 45 ans (p. 1895, 1896).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'emprunt 3,5 % 1952-1958 dit « Emprunt Pinay » [5 juin 1970] (p. 2289).

Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale sans débat relative à la Convention des droits de l'homme et du citoyen [5 juin 1970] (p. 2291, 2292).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Ses observations sur les dépenses militaires ; recherche du développement industriel ; ses observations sur le « fait européen » ; réflexions sur l'Amérique, l'Allemagne et l'Angleterre ; coordination de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée ; problème du financement ; ses observations sur les investissements collectifs ; exemple du logement ; formation professionnelle ; dépenses de la santé ; problème des collectivités locales ; ses observations sur l'opération de Fos ; rôle du F.E.O.G.A.* [16 juin 1970] (p. 2693 à 2695).

— des projets de loi : 1° autorisant l'approbation de la décision du Conseil des communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux communautés ; 2° autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970 : *Importance de la ratification des projets de loi ; pouvoirs accordés au Parlement européen ; limitation de ses pouvoirs budgétaires à 3 ou 4 % de l'ensemble des dépenses communautaires ; impossibilité pour le Parlement de refuser globalement le budget ; rôle de la Commission ; élection du Parlement européen au suffrage universel ; conférence de La Haye ; rôle de l'U.E.O. éventuellement dans l'avenir* [23 juin 1970] (p. 2933, 2934) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Crise du téléphone ; réduction de la taxe de raccordement ; création de Finextel ; constitution d'une deuxième société* [29 octobre 1970] (p. 4897) ; *problème des tarifs de presse ; déficit des comptes chèques postaux ; augmentation des tarifs postaux ; revendications du personnel ; crédits consacrés à la modernisation des centres de tri ; question de la création d'un budget annexe des Services financiers* (p. 4898) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. - CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Possibilité d'amener chaque département et chaque région à esquisser sa propre répartition entre les différents secteurs d'équipement ; consultation des présidents de C.O.D.E.R. afin d'éviter les distorsions de région à région ; crédits destinés à l'action d'aménagement ; schéma des voies fluviales* [3 novembre 1970] (p. 5036) ; *problème des investissements étrangers ; concertation interrégionale ; projet de Roissy-en-France ; moyens d'équipement des villes de la Couronne ; ses observations sur la décision des conseils généraux de Provence-Côte d'Azur de se constituer en assemblée permanente rôle de la C.O.D.E.R.* (p. 5037) ; EDUCATION NATIONALE : *Enseignement technique ; ses observations sur le fait que 25 % de chaque classe d'âge entre dans la vie active sans formation ; création, à côté du C.A.P., du B.E.P. ; ses observations sur les C.E.S. ; difficultés des I.U.T. ; situation des directeurs des C.E.T. ; introduction de la technologie dans l'enseignement général du premier cycle du second degré* [14 novembre 1970] (p. 5550) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Ses observations sur les émissions en langue française vers l'étranger ; problème des émissions scolaires ; ses observations sur la troisième chaîne ; problème de la taxe ; augmentation des émissions publicitaires ; application de la T.V.A. aux recettes publicitaires de l'O.R.T.F. coût du service de la redevance ; insuffisance de l'effort de nos ventes vers l'étranger ; procédé SECAM ; ses observations sur le rapport Paye ; investissements prévus*

pour la deuxième et la troisième chaine [16 novembre 1970] (p. 5601).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives, une question orale sans débat relative à la réorganisation des administrations centrales [11 décembre 1970] (p. 6502).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne : *Répartition de la redevance ; suppression de la prime de démolition ; livre blanc du Bassin parisien ; carte des redevances ; problème de l'agrément* [8 avril 1971] (p. 1001); *situation de la banlieue Est de la capitale ; problème des villes nouvelles ; zone industrielle de Mitry-Mory* (p. 1002) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Secteur des transports ; réseau routier ; problème de la région parisienne ; opérations urbaines dans les moyennes et petites agglomérations ; S.N.C.F.* [16 juin 1971] (p. 2997) ; *transports fluviaux ; aménagement du Rhône ; transports aériens ; desserte de Roissy-en-France ; déviation de la voie Paris-Villers-Cotterêts à Aulnay-sous-Bois ; transports maritimes* (p. 2998) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Dotations du F.I.A.T. ; lutte contre la prolifération des bureaux dans le Bassin parisien ; réforme du système des primes ; détermination des zones ; politique régionale européenne ; problème de la création du budget communautaire d'aides sous forme de bonifications ; choix entre la concentration urbaine et la politique des moyennes et petites villes* [25 octobre 1971] (p. 4869) ; *ses observations sur la démesure des villes nouvelles* (p. 4870) ; BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Problème des télécommunications ; concentration des services commerciaux ; problème de la poste ; moyens de financement ; déficit de l'exploitation des comptes de chèques postaux ; déficit de la presse ; problème des avances remboursables* [26 octobre 1971] (p. 4923) ; EDUCATION NATIONALE : *Problème des maternelles en milieu rural ; problèmes pratiques de transport et de surveillance des enfants ; classes de transition ; classes pratiques* [9 novembre 1971] (p. 5576) ; *gratuité scolaire ; niveau des bourses ; ses observations sur les œuvres universitaires et l'allocation d'études* (p. 5577) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de la sécurité sociale : *Abaissement de l'âge de la retraite ; portée du texte ; conditions d'obtention de la retraite dès soixante ans pour des raisons d'inaptitude* [1[er] décembre 1971] (p. 6266) ; *place de la loi dans le secteur social ; distorsion entre les retraités selon les entreprises ; application des dispositions nouvelles ; situation des « avant loi »* (p. 6267) ; Art. 8 : *Son amendement tendant après les mots : « sont majorés » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « d'un pourcentage de la pension proportionnel au nombre d'années d'assurance accomplies au-delà de la trentième »* [2 décembre 1971] (p. 6308) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Sa proposition de loi tendant à créer une « retraite unique de base » ; problème du coefficient correcteur ; situation des artisans et commerçants déjà en retraite* [17 mai 1972] (p. 1579, 1580).

Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre une question orale avec débat relative aux anciens combattants [30 juin 1972] (p. 3057) : *Age de la retraite pour les anciens prisonniers de guerre* (p. 3058) ; *égalité de retraites pour les combattants des deux guerres ; application du rapport constant ; reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Afrique du Nord* (p. 3058).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de finances pour 1973, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Dégradation du service ; absence d'autonomie budgétaire ; déficit des comptes chèques postaux ; insuffisance des titularisations posant le problème des auxiliaires victimes de l'automatisation ; situation des services financiers ; Caisse nationale d'épargne ; rémunération par le Trésor des sommes empruntées aux Chèques postaux ; anomalie de l'imputation au budget des P.T.T. du tarif de presse ; insuffisance des créations d'emplois ; appel à l'emprunt ; risque de « privatisation »* [7 novembre 1972] (p. 4767).

ROUCAUTE (Roger)

Député du Gard
(3e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe Communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 63-706 du 10 juillet 1964 organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, **n° 188** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à accorder au conjoint du chef d'exploitation le bénéfice des prestations d'invalidité, **n° 1004** [19 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à améliorer l'organisation du marché vinicole, notamment en garantissant un prix minimum du vin, **n° 2561** [4 octobre 1972].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat sur la mévente des fruits et légumes [25 octobre 1968] (p. 3600 et 3601).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation des petits et moyens viticulteurs ; prix du vin pour la campagne 1968-1969 ; importation de vins d'Afrique du Nord ; besoins du marché français ; libération provisionnelle minimum de 100 hectolitres par exploitation ; instauration d'un taux de blocage progressif, en fonction du volume et du rendement de la récolte avec une commercialisation minimale de 300 hectolitres par exploitation ; aide à la viticulture ; fiscalité pesant sur le vin ; suppression des droits de circulation ; situation des viticulteurs et des arboriculteurs sinistrés ; ses observations sur les gelées printanières dans le Gard* [15 novembre 1968] (p. 4497, 4498).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale sans débat relative à la politique viticole [22 novembre 1968] (p. 4822, 4824, 4825).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier : *Problème des affaissements miniers ; part de la redevance allouée aux communes ; dépôt d'un projet de loi à cet égard ; problème de la pollution des eaux par les houillères du bassin ; question des lotissements et des cités minières* [21 octobre 1969] (p. 2776, 2777) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Rapport Vedel* [18 novembre 1969] (p. 3938) ; *orientation de la politique agricole ; récolte du vin ; prix des produits nécessaires au traitement de la vigne et des engrais ; taux d'intérêt des prêts du crédit agricole ; coût des droits de plantation ; importation des vins courants d'Espagne ; inclusion du vin dans le régime communautaire européen ; libération des importations en provenance des pays tiers ; situation des horticulteurs de la Côte d'Azur ; producteurs et exportateurs de la fleur coupée ; crédits pour les serres des exploitations familiales ; situation des aviculteurs du Gard ; dissolution des sociétés interprofessionnelles d'intervention agricole* (p. 3939, 39400) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Après l'Art. 10 : *Chaptalisation du vin ; situation des viticulteurs gardois* [9 décembre 1969] (p. 4729).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'entrée du vin dans le Marché commun [24 avril 1970] (p. 1289, 1290).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative au blocage des prêts du crédit agricole [22 mai 1970] (p. 1900, 1901).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation des producteurs de fruits et de légumes* [7 novembre 1970] (p. 5321) ; *revenu viticole en*

France ; importations de vins étrangers ; situation des viticulteurs gardois ; importations d'Italie ; prestations d'alcools viniques (p. 5322) ; *détermination du warrant ; ses observations sur les nouvelles plantations de vignes autorisées sur le territoire français* (p. 5322) ; *marché des fruits et légumes ; prix des pommes et du raisin de table ; aide à la publicité sur les marchés étrangers des pays tiers ; ses observations sur l'arrachage des arbres fruitiers ; destruction des fruits et légumes récoltés ; possibilité d'éviter cette solution et de faire des distributions aux familles nécessiteuses* (p. 5323) ;

— du projet de loi relatif à la situation des fonctionnaires affectés aux tâches du traitement automatisé de l'information, Après l'Art. 3 : *Ses observations sur le fait que certains députés n'adoptent pas la même position de vote en Commission et en séance* [18 novembre 1970] (p. 5756) ;

— du projet de loi relatif aux agents de l'Office de radiodiffusion-télévision française ayant la qualité de fonctionnaire : *Ses observations sur le fait que certains députés ne votent pas de la même manière en Commission et en séance* [18 novembre 1970] (p. 5764).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, une question orale sans débat relative à l'aménagement du Languedoc-Roussillon [27 novembre 1970] (p. 6029, 6030).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes agricoles [16 avril 1971] (p. 1186) : *Dégradation du marché du vin ; contrôle et limitation des importations européennes en provenance des pays tiers et associés ; contrôle de l'entrée des vins italiens ; insuffisance des transactions ; chute des cours ; conséquences du Marché commun du vin ; application de la clause de sauvegarde extra-communautaire ; garantie de bonne fin ; reconduction des contrats de stockage ; libération d'une tranche provisionnelle ; organisation du marché du vin ; baisse de la fiscalité frappant le vin* (p. 1187, 1188).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à diverses opérations de construction : *Vote du groupe communiste* [28 juin 1971] (p. 3489) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Réduction de la production charbonnière française ; programme de Gouvernement du parti communiste ; rôle du charbon* [5 novembre 1971] (p. 5428) ; *plan charbonnier du Gouvernement ; ses observations sur le bassin minier du Gard* (p. 5429) ; *vote du groupe communiste sur le titre VI* (p. 5435) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème de la viticulture ; revenu des viticulteurs ; prix du vin ; organisation du marché du vin* [16 novembre 1971] (p. 5735) ; *ses observations sur le règlement communautaire ; importations de vins en provenance d'Algérie et de vins en provenance d'Italie ; désire savoir si le Gouvernement s'engage à ne plus faire d'importations de vins en provenance d'Algérie, du Maroc et de Tunisie au cours de la présente campagne ; taux de la T.V.A.* (p. 5736).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Protection de la nature et de l'Environnement, une question orale sans débat relative à la pollution du canal du Midi et du canal du Rhône [26 novembre 1971] (p. 6162, 6163).

Son rappel au Règlement : *Discussion de la loi sur l'assurance obligatoire des accidents du travail* [13 juin 1972] (p. 2413).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes agricoles [6 octobre 1972] : *Inquiétude des viticulteurs du Midi* (p. 3976) ; *fixation d'un prix minimum de huit francs le degré-hecto ; résultats du Marché commun du vin ; ses appréhensions devant l'entrée de l'Espagne dans la Communauté ; importations de vins d'Italie* (p. 3977) ; *organisation du marché du vin ; révision des clauses du règlement communautaire ; statut viticole français ; taux de la taxe sur la valeur ajoutée frappant le vin* (p. 3977).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Nécessité du maintien d'une production houillère nationale à cause du problème du pétrole ; sa critique de la politique de récession minière qui pose des problèmes économiques, sociaux et humains ; insuffisance des implantations d'usines dans la région d'Alès ; politique énergétique nationale ; réanimation écono-*

mique des régions minières dans le programme commun de gouvernement de la gauche [9 novembre 1972] (p. 4936, 4937) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème vini-viticole ; département du Midi viticole ; sa demande d'une aide aux sinistrés sous forme d'une dotation spéciale au fonds de solidarité viticole ; sa proposition de loi apportant aux producteurs la garantie d'un prix rémunérateur en organisant le marché ; importations d'Italie ; réencépagement du vignoble ; fixation du prix minimum garanti à 8,50 francs le degré-hecto ; sa demande du vote d'une loi organisant le marché du vin avec instauration d'un blocage proportionnel à la récolte ; échelonnement des sorties de chais ; amélioration des primes de stockage avec garantie de bonne fin et d'un arrêt total des importations de vins de consommation courante ; fiscalité sur le vin* [14 novembre 1972] (p. 5132).

ROUSSET (David)

Député de l'Isère
(5e circonscription)
U.D.R., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe d'Union des démocrates pour la République [15 novembre 1971] (p. 5726).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

Cesse d'appartenir à cette Commission [16 novembre 1971] (p. 5806).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Problème de l'université ; revendications des étudiants ; rapports entre l'étudiant et le maître ; accès à l'enseignement supérieur ; étude des mathématiques ; ses observations sur les examens ; importance de la mémoire dans notre enseignement ; gestion des universités* [25 juillet 1968] (p. 2582, 2583) ; *ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure ; dissolution de certaines organisations politiques d'étudiants ; situation politique actuelle ; nécessité d'une politique d'apaisement* (p. 2584, 2585).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Ses observations sur les événements de Mai ; révolution dans l'université ; restauration de l'université ; importance du projet de loi ; principe électif ; accession des étudiants à la cogestion ; autonomie des universités ; coopération avec toutes les forces vives du monde intellectuel universitaire et éludiant ; principe de la représentation paritaire ; liberté politique dans l'université ; reconnaissance du droit d'expression pour toutes les tendances ; principe du soutien social, financier, matériel des étudiants ; salaire des étudiants* [3 octobre 1968] (p. 3029, 3030) ; Art. 9 : *Ses observations sur le quorum ; problème des tours de scrutin* [9 octobre 1968] (p. 3155) ; Art. 16 : *Notion d'orientation* [10 octobre 1968] (p. 3210) ; *refus de la sélection* (p. 3211) ; Art. 20 : *Aide financière et sociale accordée aux étudiants* (p. 3215) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Condition du déporté politique ; ses observations sur la société concentrationnaire ; ses observations sur les différentes catégories de déportés résistants et de déportés politiques* [8 novembre 1968] (p. 4204, 4205) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Transformation du régime capitaliste ; ses observations sur le gaullisme ; situation du patronat français ; rôle des organisations syndicales ; ses observations sur les événements de Mai et Juin ; situation actuelle chez Renault ; attitude de l' U.N.E.F. qui a demandé aux étudiants de marcher sur Flins* [4 décembre 1968] (p. 5068 à 5070) ; Art. 9 : *Ses observations sur les suppléants* (p. 5091) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal : *Conception de la politique gouvernementale ; dangers de l'inflation ; ses observations sur l'équilibre du*

budget ; modification de nos prix de revient ; politique sociale ; politique d'association des travailleurs à la gestion de l'entreprise ; rôle de l'Etat ; confusion entre la bureaucratie administrative et le rôle de l'Etat [17 septembre 1969] (p. 2306, 2307) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Cohérence interne du budget ; capacité de notre industrie à satisfaire aux exigences du marché intérieur et à celles du marché international ; rationalisation des procédures de gestion et de production de notre industrie ; équilibre du budget ; caractère des mesures proposées par le Gouvernement ; encadrement du crédit ; fragilité de notre économie ; situation des classes moyennes ; blocage des crédits de l'Etat ; rôle de l'Etat ; ses observations sur le secteur de la recherche ; rentrée des capitaux en France ; niveau de vie des salariés* [29 octobre 1969] (p. 3017, 3018) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Egalité des droits entre les anciens déportés résistants et les anciens déportés politiques ; convergence de vues au sein de l'Assemblée Nationale sur ce problème* [31 octobre 1969] (p. 3205, 3206) ; *possibilité de créer une commission chargée d'élaborer un plan pour réaliser cette égalité* (p. 3206).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [5 mai 1970] (p. 1464).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Concepts qui régissent la politique financière du Gouvernement ; objectifs définis par le Premier Ministre* [21 octobre 1970] (p. 4459) ; *budget de l'éducation nationale ; aménagement du territoire ; recherche fondamentale ; ses observations sur la justice ; réforme hospitalière ; conséquence de la recherche du profit ; rôle de l'Etat dans l'économie* (p. 4460).

Son rappel au Règlement : *Conditions de travail de l'Assemblée ; discussion du projet de loi tendant à modifier la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association* [23 juin 1971] (p. 3300).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association : *Portée du projet de loi ; situation des organisations politiques ; rôle du préfet* [23 juin 1971] (p. 3348, 3349).

ROUX (Claude)

Député de Paris
(19e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la Défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2653) autorisant la ratification de la convention relative à la responsabilité civile dans le domaine du transport maritime de matières nucléaires signée à Bruxelles, le 17 décembre 1971, n° 2729 [6 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2652) autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris, le 12 mai 1972, entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale

de police criminelle (Interpol), n° 2730 [6 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ; conséquence des majorations de loyer ; nécessité d'une véritable doctrine du troisième âge ; ses observations sur les villages de retraite ; âge de la retraite ; calcul de la pension ; problème du thermalisme* [28 octobre 1970] (p. 4856, 4857).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux calamités agricoles en Guadeloupe [20 novembre 1970] (p. 5844).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la crise monétaire internationale [12 mai 1971] (p. 1818 à 1820).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Réforme régionale* [26 octobre 1971] (p. 4906) ; *région Antilles-Guyane ; difficultés de travail et de logement des Antillais et des Réunionnais immigrés à Paris ; information des populations d'outre-mer des efforts budgétaires consentis par la Ve République* [26 octobre 1971] (p. 4907) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention générale entre la France et le Portugal sur la Sécurité sociale, signée à Lisbonne le 29 juillet 1971, complétée par un protocole général, en qualité de *Rapporteur suppléant : Assure aux travailleurs portugais des avantages de Sécurité sociale équivalant à ceux dont bénéficient les autres travailleurs étrangers* [12 décembre 1972] (p. 6075) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 12 mai 1972 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol), en qualité de *Rapporteur : Rôle d'Interpol ; siège à Saint-Cloud ; portée réduite des privilèges et facilités des personnels* [12 décembre 1972] (p. 6075) ; *ne bénéficiera pas de l'inviolabilité pure et simple de ses locaux et de ses archives* (p. 6076) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la responsabilité civile dans le domaine du transport maritime de matières nucléaires signée à Bruxelles le 17 décembre 1971, en qualité de *Rapporteur : Comportement des assureurs maritimes ; responsabilité de l'exploitant nucléaire dans le cas où un dommage aurait été causé par un accident nucléaire survenant au cours du transport maritime* [12 décembre 1972] (p. 6076) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord culturel et de coopération scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République péruvienne, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur le rapport de M. Caillavet au Sénat* [20 décembre 1972] (p. 6385).

ROUX (Jean-Pierre)

Député du Vaucluse
(1re circonscription)
Apparenté U.D.R., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir à ce groupe [12 juillet 1968] (p. 2207).

Est nommé Secrétaire d'âge [11 juillet 1968] (p. 2187), [2 avril 1969] (p. 811), [2 avril 1970] (p. 745), [2 avril 1971] (p. 831, 834).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [29 avril 1971] (p. 1556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisa-

nales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 67-1253 du 30 décembre 1967, d'orientation foncière, n° **881** [12 novembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à faciliter le logement des personnes âgées, n° **1382** [8 octobre 1970].

Sa proposition de loi relative à l'organisation communale, n° **1383** [8 octobre 1970].

Sa proposition de loi relative à l'élection au suffrage direct des présidents des chambres de commerce et d'industrie, des chambres des métiers et des chambres d'agriculture, n° **2008** [7 octobre 1971].

Sa proposition de loi visant à étendre le régime de l'allocation d'assurance chômage prévu par l'article 11 de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 au personnel des ports et aéroports concédés aux chambres de commerce et d'industrie, n° **2145** [16 décembre 1971].

Sa proposition de loi portant modification de l'article 17 de la loi n° 69-1263 du 31 décembre 1969, relative à certaines dispositions d'ordre économique et financier afin de préciser la durée de validité de l'avis de la commission départementale d'urbanisme commercial, n° **2261** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi portant modification de l'article 17 de la loi n° 69-1263 du 31 décembre 1969, relative à certaines dispositions d'ordre économique et financier, afin de soumettre à l'avis de la commission départementale d'urbanisme commercial la création de magasins ayant une surface de vente supérieure à 500 mètres carrés, n° **2262** [26 avril 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — V. - Développement scientifique, n° **2590** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.OR.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème des fruits et légumes ; difficultés de trésorerie des producteurs ; augmentation des charges ; surproduction ; groupement des agriculteurs par profession ; nécessité d'assurer une meilleure commercialisation ; possibilité de demander à la S.N.C.F. d'accepter de diminuer le tonnage minimum des wagons afin de favoriser une meilleure diffusion des produits à l'intérieur du marché français ; aide aux installations de stockage par le froid ; recherche de débouchés* [15 novembre 1968] (p. 4508, 4509) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Opinion des parlementaires du département de Vaucluse ; caractère du projet de loi ; nécessité d'aboutir à une indemnisation totale ; aspect financier de la question ; situation des rapatriés humbles et des rapatriés les plus âgés* [7 octobre 1969] (p. 2509, 2510) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur l'université ; ses observations sur les petits enfants ; expérience du bilinguisme ; assimilation d'une langue étrangère par les enfants de trois à quatre ans ; rôle des jardinières d'enfants anglaises et allemandes ; accords Peyrefitte-Goppel ; possibilité d'une même convention entre la France et l'Angleterre* [12 novembre 1969] (p. 3601, 3602) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Délais de publication des plans d'urbanisme ; question du remplacement des plans d'urbanisme par les plans d'occupation des sols ; délais fixés par la loi d'orientation foncière ; conditions d'application de la taxe d'urbanisation ; prorogation des délais de publication et d'approbation des plans d'urbanisme* [14 novembre 1969] (p. 3772, 3773) ;

— du projet de loi tendant à étendre l'application des dispositions des articles 16 et 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur sa proposition de loi ; délais de publication des plans d'urbanisme ; délais d'instruction de ces plans ; problème des dispositions transitoires inscrites dans la loi foncière* [4 décembre 1969] (p. 4630) ; Avant l'Art. unique :

Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans le quatrième alinéa de l'article 2 de la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967, après les mots : « pendant une période de trois ans » sont insérés les mots : « et six mois » (p. 4631) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4631) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Coefficients d'indemnisation ; insuffisance du projet de loi ; exclusion de la dévolution successorale des droits à indemnisation des frères et sœurs des bénéficiaires ; étude des dossiers ; ses observations sur l'article 41* [11 juin 1970] (p. 2512) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes relatifs aux fruits et légumes ; soutien des marchés ; possibilité d'envisager une politique d'incitation à la création d'une véritable industrie de transformation des produits agricoles ; cadastre fruitier* [6 novembre 1970] (p. 5299) ; *ses observations sur l'exode agricole; problème de l'arrachage des pommiers ; nécessité de porter à la connaissance du monde agricole les dates de cueillette et d'exportation des pommes* (p. 5300).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur [22 juin 1971] (p. 3230).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. (B.A.P.S.A.) : *Coopération ; conséquence de l'extension de la patente ; nécessité d'assurer une meilleure coordination entre les aides perçues par les agriculteurs pour arracher certains arbres et leur droit de pouvoir replanter* [16 novembre 1971] (p 5733, 5734) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Crédits destinés au développement scientifique ; budget courageux ; économies révélant des choix politiques ; préservation de la capacité de recherche fondamentale ; croissance des recherches à finalité socio-économique ; réduction des crédits de recherche à finalité industrielle ; diminution de la part des grands programmes ; nécessité, pour les puissances européennes, d'unir leurs efforts dans le domaine de la recherche spatiale ; lanceur de satellites de télécommunications européennes ; centre national pour l'exploitation des océans* [9 novembre 1972] (p. 4917) ; *« programme océan » ; mariculture (élevage des animaux marins) ; exploitation des minerais des fonds des mers ; problème du droit de la mer et des fonds marins (conférence de New York) ; réorganisation du C.E.A. ; inquiétude de la commission face à la situation médiocre de la balance française des échanges techniques ; aide au développement (avantages fiscaux) ; souhait d'une priorité dans le déblocage éventuel des crédits du fonds d'action conjoncturelle ; priorité pour les crédits du G.S. 6 (habitat, urbanisme et transport) et en faveur de la politique spatiale* (p. 4918) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, Après l'Art. 8 : *Son amendement dispensant de l'établissement du bon de remis certains transports de fruits et légumes ; ventes sans factures* [6 décembre 1972] (p. 5943) ;

— des conclusions du rapport sur sa proposition de loi, visant à étendre le régime de l'allocation d'assurance chômage prévu par l'article 11 de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 au personnel des ports et aéroports concédés aux chambres de commerce et d'industrie : *Les chambres de commerce et d'industrie ne peuvent passer de conventions avec les A.S.S.E.D.I.C. ; sa proposition de loi donnant droit en cas de licenciement aux salariés non statutaires des services à caractère industriel et commercial, gérés par les chambres de commerce et d'industrie d'être pris en charge par les A.S.S.E.D.I.C., en cas de convention, pour ce qui concerne le paiement des prestations ; recours au travail temporaire* [12 décembre 1972] (p. 6083).

ROUXEL (Ernest)

Député des Côtes-du-Nord
(2e circonscription)
P.D.M.

En remplacement le 23 juillet 1969 de M. Pleven nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe progrès et démocratie moderne [*J.O.* du 25 juillet 1969] (p. 7478), [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [16 septembre 1969] (p. 2280), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE: *Ses observations sur les C.E.S. et les C.E.G. : retards dans la nationalisation de ces établissements ; charges du ramassage scolaire ; insuffisance des bourses ; caractère du budget ; priorité du budget de l'éducation nationale* [13 novembre 1969] (p. 3641, 3642) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Effet du rapport Vedel dans les régions de petites cultures ; indemnité viagère de départ ; encadrement du crédit ; production animale ; amélioration de la génétique ; problème de la revision des prix agricoles ; remembrement* [19 novembre 1969] (p. 4008, 4009) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT L'ÉQUIPEMENT : *Ses observations sur la réalisation d'un important programme de routes à quatre voies permettant la desserte rationnelle des cinq départements bretons ; problème de la dénationalisation de certaines routes dites secondaires ; ses observations sur le pont franchissant l'estuaire de l'Arguenon au lieu-dit « Le Guildo »* [4 novembre 1970] (p. 5094) ; *répartition du produit de la taxe sur les carburants ; extension de notre réseau routier ; investissements pour les ports de Dunkerque, Le Havre, Brest et Fos ; ses observations sur les ports de cabotage, de pêche et de plaisance* (p. 5094, 5095) ; EDUCATION NATIONALE : *Insuffisance de notre équipement de l'enseignement technique ; inégalité de l'effort financier demandé aux familles ; problème de l'orientation des jeunes et de la répartition des bourses ; poids des charges incombant aux familles des communes rurales ; remplacement des bourses par des prêts d'honneur sans intérêt* [14 novembre 1970] (p. 5552, 5553) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT, (EQUIPEMENT) : *Réalisation des autoroutes ou artères à quatre voies ; désenclavement de la Bretagne ; déclassement de certaines routes nationales et leur intégration dans les voiries départementales ; conditions financières proposées aux conseils généraux ; problème de la nationale 786 au* ***lieu-dit Notre-Dame-du-Guildo*** *dans les Côtes-du-Nord* [28 octobre 1971] (p. 5030, 5031) ; EDUCATION NATIONALE : *Nécessité de donner la priorité à la formation des hommes* [9 novembre 1971] (p. 5581) ; *implantation des C.E.S. ; ramassage scolaire ; possibilités d'accueil dans l'enseignement technique ; étatisation des C.E.S. ; répartition des bourses ; possibilité de remplacer les bourses d'enseignement supérieur par des prêts d'honneur ; importance des méthodes audio-visuelles* (p. 5582) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, Art. 12 de l'ordonnance du 26 septembre 1967 : *Son amendement* ***concernant*** *les caisses de crédit mutuel et de crédit mutuel agricole* [23 novembre 1971] (p. 6035) ; ses explications de vote : *Statut des coopératives agricoles ; problème de leur gestion ; équilibre entre le secteur coopératif et le secteur non coopératif dans les* ***industries agricoles et alimentaires*** (p. 6043, 6044) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à modifier le premier alinéa de l'article 29 de la loi de finances rectificative pour 1970 (n° 70-1283 du 31 décembre 1970) afin de proroger au 31 décembre 1972 le délai de constitution des associations syndicales susceptibles de bénéficier de subventions de l'Etat pour l'aménagement de lotissements défectueux, Art. unique : *Son* ***amendement*** [27 juin 1972] (p. 2856, 2857) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE : *Effort accompli ; orientation et formation des hommes ; injustices du régime ; répartition des bourses ; remplacement des*

bourses d'enseignement supérieur par des prêts d'honneur sans intérêt ; nationalisation des C.E.S. ; ramassage scolaire [10 novembre 1972] (p. 4991, 4992) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Priorité aux productions animales ; lutte contre la brucellose ; office de la viande ; contrats de progrès et d'équilibre entre lait et viande ; modicité des crédits affectés au remembrement, à l'adduction d'eau, aux aménagements ruraux, à l'enseignement agricole public ou privé ; son regret que la prime de première installation n'ait pas été étendue à toutes les zones de rénovation rurale, dont les Côtes-du-Nord ; nécessité du développement des actions techniques* [15 novembre 1972] (p. 5196).

ROYER (Jean)

Député d'Indre-et-Loire
(1re circonscription)
N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner les problèmes posés par la répartition des responsabilités publiques entre l'Etat et les diverses collectivités locales [24 juillet 1968] (p. 2563) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière [24 juin 1971] (p. 3408).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — IX. - Logement, n° **360** [10 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — IX. - Logement, n° **837** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi relative à la création de la protection des jardins familiaux, n° **1121** [6 mai 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376. — X. - Logement, n° **1400** [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993. — X. - Logement, n° **2015** [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — X. - Logement, n° **2590** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Crise de la civilisation ; problème de l'organisation administrative ; ouverture de l'école vers la vie ; formation des maîtres ; problème de la carte scolaire du premier, du second degré et du technique ; liaisons avec l'extérieur ; rôle du contrôleur financier ; importance de la tutelle des grandes commissions ; importance de l'élocution ; goût de la curiosité intellectuelle ; sens concret des connaissances dans l'enseignement supérieur ; orientation des enfants à l'intérieur de l'enseignement du second degré ; nombre des orientateurs ; ses obsevations sur le livret scolaire ; méthode d'éducation dite de Vanves ; création des classes à mi-temps ou à tiers temps pédagogique ; ouverture de l'école sur la vie sociale et sur la vie professionnelle ; ses observations sur les sections d'éducation professionnelle ; multiplication des instituts universitaires de technologie ; rôle du maître ; réforme des écoles normales* [24 juillet 1968] (p . 2551 à 2554).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « toutefois, les déductions fiscales ne seront applicables que si les investissements qui les justifient n'entraînent pas une réduction du personnel de l'entreprise »* [25 septembre 1968] (p. 2897) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Politique hospitalière ; développement des techniques médicales exigeant des équipements de plus en plus coûteux ; afflux d'étudiants vers les centres hospitaliers universitaires ; ses observations sur la notion de l'intégration ou de la juxtaposition des bâtiments destinés aux facultés de médecine et de pharmacie ; liaisons entre la province et les services du Vésinet devant être resserrées ; financement des hôpitaux ; création d'une caisse d'action sanitaire et sociale ; possibilité de créer des sociétés d'économie mixte dans certaines villes où le coût de la construction est très élevé ; mode de financement et gestion des hôpitaux ; situation des infirmières ; multiplication des expériences d'emploi à mi-temps pour les infirmières chargées de famille ; coopération devant s'établir entre les hôpitaux de deuxième catégorie et les centres hospitaliers universitaires pour le remplacement des médecins et des chercheurs* [6 novembre 1968] (p. 4009 à 4011) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis : Crise du logement en France ; nombre des demandes émanant des jeunes ménages ; établissement d'une carte nationale des besoins justifiés de logements ; logements neufs ; facteurs favorables au développement de la construction en France facteurs défavorables ; diversification des catégories de logements ; crise des Z.U.P. ; fonds de développement économique et social ; politique de réserve foncière ; nécessité pour les collectivités locales d'obtenir des prêts à long terme au plus faible taux d'intérêt* [12 novembre 1968] (p. 4289 à 4291) ; *centre scientifique et technique du bâtiment ; importance des acquisitions foncières ; région parisienne ; aménagement des villes historiques de la couronne ; restructuration de la banlieue parisienne ; politique d'urbanisme ; taux des investissements de la construction ; nombre des P.S.R. ; suppression des I.L.N. ; ses observations sur les bidonvilles ; rénovation urbaine ; logement social* [12 novembre 1968] (p. 4291, 4292) ; *problèmes particuliers au bassin de la Loire ; question du réseau fluvial ; nécessité de réaliser des barrages de retenue sur les hautes vallées de la Loire et de ses affluents ; reboisement des pentes du Massif Central ; réseau routier ; ses observations sur l'autoroute A 10 : réalisation, en priorité, du tronçon* ***Tours-Orléans ; élargissement de la route nationale 10 entre Tours et Chartres ; réalisation de la bretelle de liaison entre l'autoroute de dégagement et la route nationale 10*** [13 novembre 1968] (p. 4330, 4331) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Equipements des collectivités locales ; subventions d'investissement : importance de l'autofinancement ; coût des annuités d'emprunt ; autofinancement pour la participation des collectivités locales à la construction des autoroutes en rase campagne ; taxe de 5 % sur les salaires ; augmentation des centimes additionnels ; possibilité de globaliser les subventions ; restructuration des centres des villes ; décentralisation des ressources fiscales de l'Etat ; ordre public ; possibilité d'interdire les films étrangers qui passent les bornes du bon goût ; coordination de l'action des polices ; cas des rapatriés* [14 novembre 1968] (p. 4421, 4422).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Effort d'équipement que doit accomplir la France ; contraste entre des services administratifs puissants et la faiblesse des collectivités locales ; contraste entre la doctrine d'ordre technique, administratif et financier de responsables éloignés des réalités concrètes et le pouvoir de ceux qui connaissant ces réalités ne peuvent prendre eux mêmes de décisions ; contraste entre l'enthousiasme des créateurs et une certaine philosophie de la direction de la société fondée sur la méfiance du risque ; simplification de l'administration française ; prolifération des commissions anonymes ; nécessité de poursuivre l'expérience pilote de déconcentration des pouvoirs entre les mains de préfets de départements ; coordination interdépartementale ; réorganisation des communes ; désire savoir pourquoi le référendum a été constitutionnellement admis au niveau national et refusé au niveau communal ; ses observations sur la nouvelle politique des régions ; danger de la confusion administrative ; danger de l'impuissance économique ; problème de la configuration des régions ; nécessité pour la ré-*

gion de créer des centres de formation professionnelle ; définition d'une capitale régionale ; ressources de la région [13 décembre 1968] (p. 5478, 5479).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Insécurité sur l'ensemble de nos moyens de transports routiers ; hémorragie financière dans le budget ; ses observations sur les cheminots ; problème financier ; insuffisances d'exploitation ; orthodoxie financière ; nécessité de permettre à la S.N.C.F. de devenir une société industrielle ; établissement des tarifs ; liberté de gestion ; adaptation aux désirs du client en ce qui concerne les horaires de trains et les embranchements particuliers ; coordination entre le rail et la route ; puissance des futures locomotrices ; coopération entre les transports routiers et la S.N.C.F. ; conditions de la coordination* [15 octobre 1969] (p. 2680, 2681) ; *caractère hâtif de la suppression de 10.000 kilomètres de lignes ; nécessité d'un sondage d'opinion pour connaître les besoins réels de la population ; adaptation de nouveaux horaires à ces besoins ; caractère de l'encouragement du personnel ; problème de l'encouragement aux investissements ; voies navigables ; train rapide entre Tours et Paris ; adaptation de certains objectifs en fonction de la conjoncture économique ; assouplissement des structures de la S.N.C.F. pour informer son personnel ; adaptation des méthodes de la S.N.C.F. et développement de ses recherches au goût du public et aux nécessités de la coordination ; rapports entre l'Etat et la S.N.C.F.* (p. 2682, 2683).

Prend part à la discussion :

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Rôle exact du Parlement lors de la discussion budgétaire ; facteurs de solidité du budget ; allégements fiscaux ; recherche des équilibres fondamentaux ; charges des collectivités locales ; équilibre financier ; difficultés de trésorerie des grands hôpitaux ; budget de la sécurité sociale ; problème des entreprises nationalisées ; réforme de la S.N.C.F. ; blocage des investissements destinés aux équipements collectifs ; fonds d'action conjoncturelle ; crédits d'études ; ses observations sur les « fragilités économiques » ; réévaluation du mark ; organisation du centre du commerce extérieur ; encadrement des crédits à moyen et à long terme ; autorité de l'Etat ; fonds d'investissements de l'aménagement du territoire ; pouvoir discrétionnaire des contrôleurs financiers de l'Etat ; exemple de la construction des centres de formation professionnelle des adultes ; influence des banques ; exemple de la construction primée par l'Etat ; décentralisation des responsabilités au niveau local, notamment en matière d'économies ; influence de l'Etat ; enseignement technique ; nécessité de ne pas restreindre les crédits des polices urbaines ; difficultés au niveau du Parlement ; son souhait que le contrôle parlementaire soit plus efficace ; son souhait qu'à la fin de la session de printemps, les députés, les experts de l'administration et les ministres essaient de définir les orientations générales des crédits budgétaires afin de dégager les moyens de l'expression des besoins ; exercice du contrôle parlementaire sur l'organisation des administrations ; organisation des finances locales* [29 octobre 1969] (p. 3010 à 3012) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Organisation juridique et administrative de l'université ; création des universités pluridisciplinaires ; recrutement dans l'université ; question de l'accès libre à l'université ; étudiants en médecine ; rapport Capelle ; problème de la sélection ; possibilité de trouver une solution de synthèse qui combinerait les effets de l'orientation dans le second degré et les effets de l'examen ; situation des candidats aux grandes écoles ; possibilité de confier à une commission l'étude d'un système qui prévoirait qu'à la fin du second cycle du second degré tous ceux qui se destinent théoriquement à l'enseignement supérieur pourront suivre des études très spécialisées pendant une année ; ses observations sur le centre Dauphine ; nécessité de combiner les efforts consentis par l'Université d'Etat et par l'Université privée ; conditions d'intégration de l'enseignement supérieur dans le cadre national ; rappel des péripéties de la création de la faculté des lettres de Tours ; ses observations sur le conseil national des bâtiments de France ; nécessité que l'ordre règne à l'intérieur des établissements universitaires* [13 novembre 1969] (p. 3630 à 3632) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis : Crédits d'études de schémas et de plans directeurs par les ateliers d'urbanisme ou les agences d'urbanisme ; crédits d'études destinés au centre scientifique et technique du bâtiment ; situa-*

tion des catégories sociales modestes ; cadences de construction d'H.L.M. destinées à l'accession à la propriété sociale ; volume exact des crédits ; crédits réservés au fonds d'action conjoncturelle ; incertitude et régression des crédits ; répartition des crédits par catégorie de logements sociaux ; répartition des crédits par région ; ses observations sur le secteur des P.L.R. ; importance de la viabilité ; fixation à 3,25 du plafond du nombre de pièces par logement toléré dans les programmes à loyer réduit ; ses observations sur les immeubles à loyer moyen ; encadrement de certains crédits ; prix de la construction ; insuffisance de la politique foncière ; prix des terrains ; trésorerie et financement des Z.U.P. ; rôle du F.D.E.S. ; rénovation de notre patrimoine immobilier ; objectif du Plan ; ses observations sur le centre de propagande et d'action contre le taudis ; critique de l'idée que l'effort de construction est inflationniste ; poids de la fiscalité ; développement de l'accession à la propriété ; son enquête sur 250 villes de France ; situation des associaux et des inadaptés ; tutelle du Ministre des Finances sur le Ministère de l'Equipement [14 novembre 1969] (p. 3746 à 3749) ; Titre V : *Son amendement tendant à réduire le montant des autorisations de programme de 5 millions de francs et les crédits de paiement de 3 millions de francs* (p. 3786) ; *études menées pour le compte du Ministère de l'Equipement ; acquisition de terrains pour l'aménagement d'espaces verts ; carte des besoins ; centre scientifique et technique du bâtiment ; nécessité d'un urbanisme à l'échelle humaine ; mètre carré d'espace vert disponible par habitant à Paris* (p. 3786, 3787) ; *son amendement tendant à réduire le montant des autorisations de programme de 50 millions de francs et les crédits de paiement de 40 millions de francs* (p. 3787) ; *crédits destinés aux H.L.M. ; acquisitions foncières en faveur de 4 villes nouvelles : à Evry, à Cergy-Pontoise, à Trappes et dans la vallée de la Marne ; financement des acquisitions foncières ; prêts du fonds national d'aménagement foncier et urbain ; rôle de la Caisse des dépôts* (p. 3787, 3788) ; *mécanismes du fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme* (p. 3789) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Aspects financiers du budget ; montant de la différence globale du versement représentatif de la taxe sur les salaires entre 1969 et 1970 ; attributions du fonds d'action locale ; possibilité d'attribuer des bonifications d'intérêt pour tous les emprunts à moyen terme ; mise au point d'une loi de programme d'équipement ; réforme des finances locales ; ordre public ; problème du bruit ; lutte contre le bruit provoqué par les établissements de loisirs, en particulier les dancings et les cabarets ; problème de l'affichage en dehors des périmètres qui garantissent les monuments historiques dans les villes ; problème de la délinquance dans les communes suburbaines des grandes agglomérations ; danger des manifestations de rues ; nécessité de contrôler le budget a priori ; possibilité que les experts, les députés et les ministres se réunissent en commission pendant la session de printemps afin que les responsables de l'exécutif entendent l'expression des réalités populaires françaises et avant que ne s'établissent les fascicules budgétaires* [20 novembre 1969] (p. 4098, 4099) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Insuffisances de l'appareil hospitalier public ; problème des investissements ; restrictions de crédit ; sa proposition que la construction des hôpitaux soit confiée à des sociétés d'économie mixte ; avantages de cette solution ; expérience de Tours ; ses observations sur la loi de programme ; problème de la gestion des hôpitaux ; fonds de roulement des établissements ; recrutement des infirmières ; formation des aides soignantes ; nécessité d'une coopération entre les centres hospitaliers universitaires et les hôpitaux de deuxième catégorie* [21 novembre 1969] (p. 4181).

Prend part au débat sur la question orale de M. Boutard relative à l'application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur et aux réformes dans les établissements du second degré : *Application de la loi d'orientation dans l'Université ; aptitude des jeunes gens de moins de 18 ans à délibérer sur un budget ; circulaire du 31 mars 1969, paragraphe concernant la grève ; rapports entre le Ministère et les établissements ; organisation du baccalauréat ; importance de l'épreuve de français ; nombre insuffisant de surveillants ; installation des conseils d'université ; nécessité d'un règlement type pour assurer la discipline dans les universités (grève de la faculté de lettres de Tours) ; nécessité d'adapter le recrutement des étudiants à l'ensemble des débouchés naturels d'encadrement des professions de notre pays* [5 décembre 1969] (p. 4704, 4705, 4706).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'ensei-

gnement : *Problème de l'ordre dans l'Université ; ses observations sur la loi d'orientation ; possibilité d'éliminer de l'université tout étudiant qui violerait le règlement élaboré par l'université ; nécessité de décentraliser les responsabilités et de concentrer l'autorité dans les établissements du second degré ; formation des maîtres ; réforme des écoles normales d'instituteurs ; objectivité des maîtres ; formation des étudiants ; problème de la sélection* [14 avril 1970] (p. 1007, 1008).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Fragilité et insuffisance de certains équilibres ; conséquences des accords issus de la négociation Kennedy ; problème des prix ; augmentation du coût des matières premières ; accroissement de certains déficits* [13 mai 1970] (p. 1664, 1665) ; *fonds d'action conjoncturelle ; déséquilibres sociaux et humains ; insuffisance des investissements en ce qui concerne nos produits industriels à l'étranger ; insuffisance des équipements collectifs ; ses observations sur le crédit, la fiscalité, le budget de l'Etat et l'épargne ; réduction du coût de l'intérêt ; nécessité de dégager de son support bancaire le crédit à long terme en matière de construction sociale ; ses observations sur le VI^e^ Plan ; fiscalité locale ; montant de l'amortissement de la dette dans beaucoup de villes importantes ; dépenses de fonctionnement de certains services administratifs de l'Etat ; industrie spatiale ; aide française à certains pays étrangers ; force de frappe ; ses observations sur le crédit national et le crédit agricole* (p. 1665, 1666).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Sens du projet de loi ; ses observations sur les principes de générosité, de justice et d'efficacité ; action de l'Etat auprès des Etats spoliateurs ; problème du financement ; indemnisation à réaliser par étapes dans le temps ; création dun fonds national d'indemnisation avec recours partiel à l'emprunt* [11 juin 1970] (p. 2499, 2500) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e^ Plan : *Ses observations sur la construction de 560.000 logements en 1975 ; nombre de logements nécessaires au titre des opérations de rénovation urbaine ; développement de l'accession à la propriété ; planification de la politique foncière ; ses observations sur le fait que le Plan n'a pas été assorti de lois de programme pluri-annuelles ; prix de la construction* [15 juin 1970] (p. 2665, 2666).

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Evolution des équipements collectifs* [20 octobre 1970] (p. 4434) ; *budget du logement* (p. 4435) ; *propose que des primes sans prêt spécial soient affectées sous forme de bonifications indirectes, au taux d'intérêt des caisses d'épargne ; ses observations sur les crédits globaux affectés à la construction en France ; part des prêts publics ; logement social ; désengagement du Trésor ; ses observations sur la régulation ; ses observations sur le fait que les prêts complémentaires de la Caisse des dépôts et consignations ne sont plus accordés lorsqu'il y a des prêts différés du Crédit foncier ; relèvement des prix plafonds ; nécessité d'accroître les prêts du Crédit foncier ; problème des crédits bloqués au fonds d'action conjoncturelle ; pourcentage des remboursements des encours du Crédit foncier de France* (p. 4434, 4435) ; *rapport entre la demande et l'offre dans l'industrie du bâtiment ; possibilité de débloquer les logements bloqués dans la dernière tranche du fonds d'action conjoncturelle ; crise du logement pour les jeunes ménages ; problème des équipements urbains ; investissements des collectivités locales ; ses observations sur l'augmentation de la subvention équivalente à la taxe de 5 % sur les salaires en vue d'alimenter les recettes des communes ; ses observations sur les hôpitaux ; possibilité de créer des sociétés d'économie mixte qui construiraient les hôpitaux universitaires ; possibilité d'admettre des tranches fonctionnelles et des tranches financières dans ce domaine* (p. 4436, 4437) ; de la deuxième partie : AFFAIRES SOCIALES - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Création des hôpitaux* [28 octobre 1970] (p. 4834) ; *prévisions du VI^e^ Plan ; application de la réforme hospitalière de 1958 ; logement des étudiants qui vont fréquenter les universités de Paris ; humanisation des hôpitaux ; son souhait que le Ministère des Finances accepte d'engager les crédits selon des tranches financières et non plus selon les tranches viables ; possibilité de confier la cons-*

truction des hôpitaux ordinaires ou universitaires à des sociétés d'économie mixte ; déblocage d'une partie du fonds d'action conjoncturelle pour 1970 (p. 4835) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT. - CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME, en qualité de *Rapporteur pour avis : Budget du logement social ; régression du nombre des logements aidés ; ses observations sur la ventilation des prêts nécessaires à la construction des logements en France ; rôle du Trésor* [4 novembre 1970] (p. 5110) ; *problème de la régulation de la construction ; incohérence des prêts ; distorsion entre les prix réels et les prix plafonds ; fonds d'action conjoncturelle ; crise du logement ; situation des asociaux ; importance de l'industrie du bâtiment et des travaux publics ; démantèlement de la qualité de notre appareil de construction* (p. 5111) ; *dotation du fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme ; nécessité de mener une politique de financement des acquisitions et des réserves foncières ; proportion des remboursements de prêts antérieurs par rapport aux crédits nouveaux du crédit foncier* (p. 5112) ; *acquisitions foncières ; budget du logement pour les H.L.M. ; problème du financement ; déblocage du fonds d'action conjoncturelle ; possibilité d'inscrire dans le prochain collectif budgétaire une ligne comportant des crédits destinés à la construction de plusieurs milliers de logements ; possibilité d'un seul régime financier pour l'acquisition de villes nouvelles et les réserves foncières ou la restructuration des centres des villes historiques* (p. 5168) ; *comparaison du loyer d'un logement financé par les caisses d'épargne et du loyer d'un logement financé par la caisse de prêts aux organismes d'H.L.M.* (p. 5169) ; Titre V : *Son amendement tendant à réduire de 50 millions de francs les autorisations de programme et de 20 millions de francs les crédits de paiement* (p. 5173) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème des équipements urbains ; possibilité de s'orienter vers un secteur de bonification d'intérêt des emprunts publics et privés ; problème des eaux fluviales ; travaux relatifs à la signalisation ; revêtements de chaussées ; financement des parcs de stationnement ; sa question de savoir pourquoi l'on n'institue pas, pour tous les travaux non couverts par le budget, des bonifications d'intérêt avec taux dégressif inversement proportionnel au montant des taux d'intérêt des prêts ; conjoncture financière et fiscale des communes ; possibilité qu'une commission ad hoc du Parlement étudie une extension de l'assiette fiscale qui sert de base à l'établissement des budgets locaux ; ses observations sur le versement représentatif de la taxe sur les salaires ; problème de la sécurité dans les zones périphériques* [9 novembre 1970] (p. 5431) ; *ses observations sur les hôtels de police ; lutte contre les pollutions et le bruit ; problème de l'affichage ; censure cinématographique ; réglementation de la projection des films dans les villes ; pouvoirs des maires ; interdiction à Tours du film « Les Régates de San Francisco »* (p. 5432) ; EDUCATION NATIONALE : *Relèvement de la subvention accordée par l'Etat pour la construction des établissements du premier degré ; ses observations sur les collèges d'enseignement secondaire ; nationalisation des C.E.S. ; adaptation de l'enseignement technique aux nécessités de l'économie ; nature des C.A.P. ; groupement des sections d'éducation professionnelle en un établissement permanent au centre de Tours ; création des centres de pré-apprentissage* [14 novembre 1970] (p. 5564) ; *formation des maîtres ; recrutement des étudiants de l'enseignement supérieur ; nécessité de combiner l'orientation et la sélection ; préparation d'un baccalauréat spécial de formation à l'Université ; autonomie des universités ; question de l'ordre dans l'Université* (p. 5565) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Principes du projet de loi ; répartition des organismes de soins ; ses observations sur les centres hospitaliers universitaires ; gestion des hôpitaux ; augmentation des frais pharmaceutiques ; progression des frais de gestion* [3 décembre 1970] (p. 6119) ; *principe de l'égalité des honoraires en fonction de l'égalité des compétences et de l'efficacité de l'acte médical ; intégration de la construction des grands hôpitaux dans les sociétés d'économie mixte ; assouplissement de la tutelle ; possibilité pour la Sécurité sociale de consentir par douzième des avances dont le montant sera calculé d'après les dépenses de l'année précédente ; rôle et responsabilité des chefs de service* (p. 6120) ;

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Raisons de son refus de voter la motion de censure ; contestation des formes de l'autorité* [21 avril 1971] (p. 1298) ; *définition du rôle de l'Etat ; son opposition aux villes satellites et au développement des zones à urbaniser par priorité ; suppression*

des campus ; contrôle de l'administration ; préparation du budget lors de la session de printemps ; réforme des structures avant l'application du VI^e Plan ; loyer de l'argent ; indexation des prêts à long terme sur l'évolution des revenus du travail ; nécessité de lois de programme pluriannuelles pour les équipements civils (p. 1299).

Pose à M. le Ministre des Affaires culturelles une question orale avec débat relative aux affaires culturelles [28 mai 1971] (p. 2195) : *Contrôle de la diffusion des œuvres pornographiques ; mesures prises à Tours ; application de l'article 283 du Code pénal ; renforcement de la commission nationale de contrôle ; renforcement de la censure a priori et a posteriori ; interdiction des bandes-annonces pour les films interdits aux moins de dix-huit ans* (p. 2201, 2202, 2203, 2211, 2212).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes : *Lien entre un regroupement de communes et une intégration des services ; nécessité d'écarter la dispersion entre la ville-centre et les communes suburbaines ; inconvénients de la juxtaposition des communes* [1^er juin 1971] (p. 2257) ; *caractère des syndicats ; exemple de Tours ; ses observations sur le titre II ; son souhait que l'on traite les mairies des anciennes communes comme de véritables mairies d'arrondissement ; nécessité d'élaborer un véritable protocole avant qu'une commune suburbaine n'accepte de fusionner avec la ville-centre ; réunions de commissions mixtes en vue de l'information ; possibilité pour les communes suburbaines de moduler le délai de l'intégration fiscale ; subventions pour les infrastructures ; revalorisation des traitements des personnels* (p. 2258) ; Avant l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (protocole d'accord au moment de la fusion d'une commune suburbaine avec la ville-centre ; modalités d'intégration des services ; étapes de réalisation d'un plan d'équipement ; intégration des taxes ; possibilité pour la mairie d'une ancienne commune suburbaine de devenir mairie d'arrondissement)* [3 juin 1971] (p. 2322) ; *problème du maintien du plan d'occupation des sols et du plan directeur d'urbanisme ; inquiétude des classes moyennes ; inquiétude des édiles ; exemple de Tours* (p. 2322) ; *retrait de son amendement* (p. 2322) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, du projet de loi relatif à l'apprentissage, du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Sections d'éducation professionnelle ; information des familles ; organisation des classes de cinquième et de quatrième pratiques des collèges d'enseignement secondaire ; recyclage des professeurs de l'enseignement technique par des stages ; statut de ces derniers ; adaptation des études et des diplômes aux débouchés ; inadaptation des diplômes aux filières professionnelles ; manque de coordination entre les classes de préformation professionnelle, les centres de formation des adultes, les collèges d'enseignement technique ; coordination entre l'université et l'économie ; formation professionnelle permanente* [7 juin 1971] (p. 2443) ; projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, Art. 16 : *Moyens financiers mis en place ; montant de la taxe d'apprentissage ; situation des petites et moyennes entreprises ; instruments de la formation ; problème du perfectionnement ; rôle des chambres de commerce et des instituts* [8 juin 1971] (p. 2554) ; *masse des ressources disponibles pour la formation professionnelle ; exemple du secteur du bâtiment* (p. 2557) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Municipalisation des sols ; son opposition à l'impôt foncier ; négociations à l'amiable dans les secteurs périphériques des agglomérations ; valeur des terrains agricoles ; taxation des sols ; spéculation sur les sols dans le centre des cités ; mise en place du fonds de 200 millions de francs placés à 5 % en vue de l'acquisition des sols* [10 juin 1971] (p. 2666) ; *possibilité de viabiliser les sols*

mis à la disposition des urbanistes ; politique de financement des équipements publics d'infrastructure ; création d'un fonds national de l'arbre urbain ; financement du logement ; prélèvement d'une cotisation de 1,10 % sur les salaires ; crédits du P.L.R. ; taux du financement du Crédit foncier ; taux des prêts complémentaires ; prêts différés du Crédit foncier ; industrie du bâtiment ; simplification des mécanismes de prêts (p. 2667) ; *développement de l'accession à la propriété ; lois de programme pluriannuelles en matière de logement ; rôle des collectivités locales* (p. 2668) ; PROJET DE LOI RELATIF A L'ALLOCATION DE LOGEMENT, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (situation des occupants propriétaires ou locataires des logements anciens mis en état décent d'habitabilité)* (p. 2688) ; *ses observations sur le « parc des logements sociaux » du centre des villes ; problème de l'intégration sociale ; cas des propriétaires âgés* (p. 2688) ; Art. 3 : *Conditions de la politique de restauration de l'habitat* (p. 2690) ; *cas des propriétaires de logements anciens* (p. 2691) ; Art. 4 : *Paiement du loyer principal* (p. 2691) ; Art. 7 : *Répartition des recettes du fonds* (p. 2693) ; Art. 8 : *Distinction entre l'aide à la pierre et l'aide à la personne ; ventilation des recettes* (p. 2693, 2694) ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2694) ; PROJET DE LOI RELATIF AUX HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ, MODIFIANT LE CODE DE L'URBANISME ET DE L'HABITATION, Art. 3 : *Extension des activités des offices publics d'aménagement et de construction* [11 juin 1971] (p. 2747) ; *compétence des offices d'H.L.M.* (p. 2748) ; *son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 160 du Code de l'urbanisme par les mots : « et dont ils assureront la gestion »* (p. 2749) ; *objectif d'une gestion économique* (p. 2750) ; Art. 8 : *Accession à la propriété ; sociétés anonymes de crédit immobilier ; champ d'application du projet de loi ; possibilité donnée aux sociétés de crédit immobilier de recourir aux crédits-relais de la Caisse des dépôts et consignations* (p. 2757) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 175 du Code de l'urbanisme (objet des sociétés anonymes de crédit immobilier)* (p. 2758) ; *programmation des constructions collectives ; possibilité de consentir des prêts individuels à titre complémentaire* (p. 2758) ; *conséquence de la création des sociétés civiles immobilières* (p. 2759) ; *possibilité de réaliser des économies sur les honoraires* (p. 2759) ; Art. 12 : *Ses observations sur l'amendement de M. Nungesser* (p. 2767) ; Art. 21 : *Financement des programmes exceptionnels de construction de logements pour les asociaux* (p. 2770) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 236 du Code de l'urbanisme par les mots : « ... notamment destinées à la réalisation de programmes de logements de transition attribués à des familles inadaptées à la vie sociale »* (p. 2770) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2771) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Wagner tendant à préciser certaines dispositions de la loi d'orientation foncière relatives aux associations foncières urbaines; projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière : *Elaboration d'une politique qui permettrait de mobiliser les sols nécessaires à la construction* [12 juin 1971] (p. 2843) ; *exemple de Tours ; conditions d'une politique de réserves foncières ; durée des zones d'aménagement différé ; détermination des évaluations des terrains ; droits des locataires, en particulier des fermiers ; voudrait savoir où sont les 20 milliards d'anciens francs mis théoriquement au taux de 6 % à la disposition des collectivités par la caisse d'équipement des collectivités locales* (p. 2844, 2845) ; urbanisme et action foncière, Art. 9 : *Durée des Z.A.D. ; problème du financement* (p. 2869, 2870) ; Art. 9 de la loi du 26 juillet 1962 : *Indemnisation des locataires ; délai entre le moment où une décision officielle de créer une Z.A.D. est prise et celui où le périmètre est définitivement tracé* (p. 2874) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Humanisation des hôpitaux ; leur gestion ; formation des médecins dans les centres hospitaliers universitaires ; conception des C.H.U. ; pratique des tranches financières ; pratique des lois de programmes pluriannuelles* [16 juin 1971] (p. 2960, 2961) ; Art. unique : *Son amendement (programmation pluriannuelle en matière de santé)* [18 juin 1971] (p. 3119) ; *politique d'hospitalisation en France* (p. 3119) ; *son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions : « sous ré-*

serve que dans l'annexe C 13, relative à la santé, le dernier alinéa, page 237, soit supprimé » (p. 3119) ; *centres hospitaliers universitaires ; exécution du Plan selon une programmation pluriannuelle* (p. 3119) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur : *Création d'un comité de coordination chargé de trancher les problèmes qui se posent aux praticiens et aux administrateurs dans le cadre des C.H.U.* [21 juin 1971] (p. 3167) ; *nombre des étudiants en médecine ; organisation d'un véritable tronc commun des études biologiques et des études de santé ; définition d'une véritable politique de la santé ; nombre de lits créés dans les centres hospitaliers universitaires ; dosage entre l'orientation et la sélection au niveau de l'enseignement secondaire ; fonctionnement des universités autonomes ; possibilité de combiner les effets du contrôle continu des connaissances avec ceux de l'examen terminal ; vote obligatoire pour tous les étudiants ; possibilité d'exiger de chaque candidat étudiant, lors de son entrée à l'Université, la signature du règlement* (p. 3168, 3169) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif, Art. 4 : *Alignement des prix plafonds qui servent à l'établissement des subventions et des prêts complémentaires sur les prix réellement pratiqués ; nécessité que le taux de la subvention en fin d'opération soit le même qu'au début de l'opération* [22 juin 1971] (p. 3270) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Charges des collectivités : montant de leur endettement ; subventions de l'Etat ; prix des journées des hôpitaux ; globalisation des subventions par des contrats de programme ; redistribution de l'impôt en France entre l'Etat, les départements et les villes ; sa proposition d'une réunion d'une commission ad hoc pour étudier cette redistribution et la suppression des « quatre vieilles »* [20 octobre 1971] (p. 4680, 4681) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME), en qualité de *Rapporteur pour avis : Secteur des H.L.M. en accession à la propriété ; régime des prêts du Crédit foncier et des primes de l'Etat* [28 octobre 1971] (p. 5053) ; *modification du mécanisme de financement du Crédit foncier ; objectifs du VI^e^ Plan ; ses observations sur les P.L.R. et les P.S.R. ; exemple de Tours ; prêts différés du Crédit foncier ; possibilité de concentrer les prêts du Crédit foncier sur les prêts immédiats avec une prime de l'Etat ; ses observations sur les I.L.N. et I.L.M.* (p. 5054) ; *crédits affectés à la rénovation urbaine ; absence de dotation pour la rénovation des logements anciens ; stagnation de l'industrie du bâtiment* (p. 5055) ; EDUCATION NATIONALE : *Enseignement du premier degré ; crédits nécessaires à la décoration ; nationalisation des C.E.S. ; problème de la surveillance dans les lycées ; possibilité de créer, dans le second cycle du second degré, des classes préparatoires à l'Université ; contrôle avant l'entrée dans l'Université ; enseignement supérieur ; finalités de l'enseignement et de l'éducation nationale* [9 novembre 1971] (p. 5563, 5564) ; *pédagogie fondée sur les moyens audio-visuels ; étude de la botanique, des espèces animales et de la carte du ciel ; liers temps ; développement vers l'amour des métiers manuels et vers l'amour des stades ; création de centres d'apprentissage qui remplaceraient les classes de fin d'études* (p. 5564) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Dotations accordées aux voiries et aux réseaux ; problème des parkings de dissuasion et des dalles aménagées à la base des immeubles ; aspects fiscaux et financiers des dotations relatives aux subventions ; augmentation des impôts locaux ; problème de l'ordre dans les villes ; nécessité de retirer des librairies les ouvrages pornographiques ; augmentation des effectifs des policiers en civil des brigades des mineurs ; lutte contre le bruit* [10 novembre 1971] (p. 5620) ; *lutte contre le bruit des réacteurs ; ses observations sur la police ; lutte contre la délinquance* (p. 5621).

Pose à M. le Ministre des Affaires culturelles une question orale avec débat relative au contrôle des films [26 novembre 1971] (p. 6165) : *Place de l'activité cinématographique dans l'activité économique nationale ; renforcement du contrôle de la commission nationale, sa composition et son renouvellement ; représentation des maires ; renforcement des incitations au cinéma de qualité ; nécessité de séparer les responsabilités de la commission nationale de contrôle des responsabilités ministérielles ; possibilités de recours des cinéastes ; préparation d'un code de déontologie du cinéma français ; rôle du centre national du cinéma français ;*

avances sur recettes et aides automatiques ; révision de l'ensemble du contrôle technique et financier du cinéma français (p. 6166 à 6168) ; *définition d'une déontologie du cinéma ; indulgence de la commission de contrôle ; représentation de l'association des maires ; création d'une commission ad hoc parlementaire ; contrôle des mineurs à l'entrée des salles ; avances sur recettes pour les films d'enfants ; contrôle de l'entrée des films étrangers* (p. 6171, 6172).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Aménagement du territoire français par un renforcement des responsabilités interdépartementales et un élargissement des circonscriptions ; déconcentration des pouvoirs ; redistribution des ressources fiscales entre l'Etat et les communautés de base* [25 avril 1972] (p. 1005) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Ses observations sur les rénovations urbaines ; solidarité professionnelle ; loi d'orientation sur le commerce et l'artisanat* [18 mai 1972] (p. 1677) ; *création des organismes d'achat et de réaménagement des fonds de commerce ; mise en place d'un fonds de prêt et d'un fonds de donation* (p. 1678).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale, ses explications de vote : *Caractère des confrontations ; politiques actuelles ; rôle de l'Etat ; son souhait d'une plus grande décentralisation au niveau des communes ; son vote* [24 mai 1972] (p. 1876).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Intérêt des personnels communaux ; continuité des carrières des agents communaux ; modalités de la promotion ; autorité des cadres ; problème du reclassement ; qualité du service public ; rôle de l'association nationale d'études municipales* [31 mai 1972] (p. 2031) ; *liaison entre le centre de formation des personnels et l'éducation nationale ; création d'établissements autonomes de formation dans diverses villes de France* (p. 2032) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ordre matériel, spirituel et moral de nos cités ; réseaux urbains ; fonds spécial d'investissement routier ; circulation des piétons ; poids des emprunts des collectivités locales ; redistribution de l'impôt entre l'Etat, les communes, les villes et les départements ; déblocage du fonds d'action conjoncturelle ; montant de la subvention globale d'équipement ; bonifications d'intérêt dans le cas où les collectivités locales empruntent sur le marché financier* [7 novembre 1972] (p. 4785) ; *lutte contre la drogue, la délinquance, la violence et la pornographie ; sa demande d'une augmentation des effectifs des brigades et la création d'un corps d'assistantes sociales ; réglementation de la circulation ; réhabilitation des jeunes délinquants (service militaire par anticipation)* (p. 4786) ; EDUCATION NATIONALE : *Formation des maîtres ; écoles normales ; tronc commun de formation pédagogique ; condition sociale des maîtres ; pédagogie équilibrée* [10 novembre 1972] (p. 4994, 4995) ; LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses réserves sur les crédits consacrés aux études économiques, sociales, financières et sociologiques ; rénovation, restauration, restructuration du centre des villes ; résorption des bidonvilles ; primes et prêts du Crédit foncier ; primes de restauration de l'habitat rural ; secteurs sauvegardés ; stagnation de la rénovation du tissu urbain ; fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme ; lenteur des relogements ; insuffisante efficacité de l'exécution budgétaire ; augmentation des immeubles à loyer normal ou à loyer moyen ; diminution des logements sociaux* [16 novembre 1972] (p. 5312) ; *remboursement des prêts H.L.M. ; problème des charges locatives ; son amendement tactique tendant à diminuer les crédits qui, s'ils étaient convertis en logements sociaux, permettraient de construire 3.000 P.S.R. et P.R.L. de plus, 4.000 H.L.M. en accession et 5.000 logements financés par le Crédit foncier avec bonification d'intérêt délivrée par l'Etat et qui permettrait aussi d'attribuer 5.000 primes avec prêts spéciaux du Crédit foncier ; budget mal adapté aux besoins des jeunes ; ressources des demandeurs de logement ; insuffisance des prévisions ; instabilité des ouvriers du bâtiment ; difficultés de trésorerie pour l'industrie du bâtiment* (p. 5313) ; Titre VI : *Son amendement de réduction des autorisations de programme de ce titre tendant à améliorer le budget par des économies sur les I.L.N. et I.L.M., les prêts immobiliers conventionnés permettant de dégager des prêts spéciaux immédiats avec primes et bonification d'intérêt de l'Etat, de créer des*

H.L.M. en accession à la propriété, et de réaliser un secteur supplémentaire de P.L.R. et P.S.R. (p. 5334, 5335) ; *retrait* (p. 5336) ; AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Protection de la vallée de la Loire contre les crues ; protection des levées ; construction de barrages d'écrêtement des crues en amont ; développement des voies de communication en évitant d'utiliser la Loire comme voie navigable ; autoroute Nantes à Orléans ; électrification du réseau S.N.C.F. entre Nantes et Lyon ; protection des sites ; classement des îles ; organisation de la vallée moyenne de la Loire* [17 novembre 1972] (p. 5418) ; *sa demande de constitution d'un groupe de travail pour l'élaboration d'un plan d'aménagement intégré du Val de Loire* (p. 5419) ; ARTICLES DE RÉCAPITULATION, Art. 29 : *Comparaison des budgets de l'Etat, du budget social et du budget des collectivités locales avec la production intérieure brute ; accentuation du poids des charges collectives par rapport à la richesse nationale qui diminue la portée du contrôle des assemblées ; se demande si la progression de la richesse française est maintenant compatible avec la croissance globale des charges collectives dans le cadre de ces trois budgets ; évolution de la dette ; accroissement de l'endettement des collectivités locales ; sa production de trois remèdes : redistribution du pouvoir administratif et fiscal entre l'Etat et les collectivités locales par la suppression des « quatre vieilles » et leur remplacement par une taxe d'urbanisation ; économies sur les dépenses de l'Etat et le fonctionnement des services ; blocage progressif de la troisième génération de la force de frappe ; limitation de la solidarité par le sens de la responsabilité ; demande une augmentation de la durée des sessions d'un mois supplémentaire consacré à un examen préalable du budget par les commissions afin de redresser la réputation du Parlement* [18 novembre 1972] (p. 5521).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux études médicales [1er décembre 1972] (p. 5814).

RUAIS (Pierre)

Député de Paris
(28e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [25 juillet 1968] (p. 2618) ; [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1969 [9 décembre 1968] (p. 5248) ;

— membre du fonds spécial d'investissement routier [14 mai 1970] (p. 1719), [15 mai 1970] (p. 1748) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [29 juin 1970] (p. 3310) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la cour de discipline budgétaire et financière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1972 [9 décembre 1971] (p. 6609) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [23 juin 1972] (p. 2838) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans

les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances [19 décembre 1972] (p. 6366).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine, n° 196 [19 juillet 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 15 (crédits du Ministère de l'Equipement et du Logement). - Equipement ; annexe n° 29 : Transports : I. - Services communs et transports terrestres, n° 359 [10 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822), annexes n° 17 : Equipement (crédits du Ministère de l'Equipement et du Logement) et n° 30 : Transports terrestres (crédits du Ministère des Transports. Services communs et transports terrestres), n° 835 [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 18 : Equipement (crédits du Ministère de l'Equipement et du Logement); annexe n° 31 : Transports terrestres (crédits du Ministère des Transports. - I. - Services communs et transports terrestres), n° 1395 [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à faciliter la reconversion des commerçants et artisans, n° 1508 [10 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 15 : Equipement (crédits du Ministère de l'Equipement et du Logement) ; annexe n° 31 : Transports (crédits du Ministère des Transports. — I. - Section commune, II. - Transports terrestres), n° 2010 [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 9 : Equipement et Logement ; annexe n° 34 : Transports, n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; aspect social et économique de la majoration du rendement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, notamment au niveau des cadres ; relèvement de 15 % du plafond de la Sécurité sociale ; situation financière du cadre au regard de son logement; pouvoir d'achat du cadre moyen et supérieur ; nécessité de prévoir une participation suffisante des cadres aux produits de l'expansion ; nécessité d'assurer l'équité en demandant à chacun une contribution aux charges de l'Etat* [23 octobre 1968] (p. 3473, 3474) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Trafic général de marchandises ; gestion de la S.N.C.F. ; personnel de la S.N.C.F. ; sa gestion du patrimoine immobilier ; ses observations sur les tarifs ; contraintes pesant sur la S.N.C.F. ; abattements de tarifs pour les régions défavorisées ; tarifs réduits accordés aux familles nombreuses et aux militaires ; ses observations sur les lignes déficitaires ; crédits d'investissement routier ; question de la R.A.T.P. ; rapport Nora ; mode de gestion contractuel de la S.N.C.F. sectorialisation des comptes ; levée de la tutelle tarifaire ; subventions d'investissement ; nécessité de reconsidérer les modalités d'attribution des aides dispensées par le canal de la S.N.C.F.* [7 novembre 1968] (p. 4110 à 4112) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur spécial : Coordination des transports par les équipements ; institut de recherche d'urbanisme ; institut de recherche des transports ; déficience des nouveaux départements de la région parisienne en services d'équipement ; développement technique et économique des industries liées aux travaux publics et au bâtiment ; programmation des secteurs de l'aménagement foncier ; institut géographique national ; organisation nationale pour la sécurité routière ; crédits des infrastructures de transports ; ports maritimes ; autoroutes de liaison ; voies navigables ; voirie en milieu urbain ; réseau de routes nationales en rase campagne ; liaison Paris-Lyon-Marseille ; mise hors gel de certains itinéraires de l'Est, Paris-Strasbourg et Strasbourg-Bâle ; axe mer du Nord-Méditerranée ; ses obser-*

vations sur les ports ; spécialisation des navires et des cargaisons ; ses observations sur Marseille-Fos, Le Havre, Dunkerque-Rouen ; construction à Brest d'un appontement pour pétroliers de 200.000 tonnes ; politique portuaire devant la régionalisation [12 novembre 1968] (p. 4280 à 4282) ; *problème de la rénovation urbaine ; aspect social de cette question ; ses observations sur le centre des villes ; relogement des habitants des îlots de rénovation* [13 novembre 1968] (p. 4331, 4332) ; AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème de l'eau ; écart entre les ressources et les besoins ; problèmes de l'irrigation* [16 novembre 1968] (p. 4586, 4587) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 1er : *Liberté de la presse ; homogénéité du système fiscal ; entreprises d'imprimerie de presse ; exonération de la T.V.A. pour les éditeurs de journaux et de périodiques* [27 novembre 1968] (p. 4889, 4890) ;

— du projet de loi relatif aux voies rapides et complétant le régime de la voirie nationale et locale, Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « Les voies rapides comprennent, d'une part, les autoroutes définies par la loi n° 55-435 du 18 avril 1955 et par les textes subséquents et, d'autre part, les routes express qui sont des routes nationales »* [28 novembre 1968] (p. 4941) ; *possibilité de classer les autoroutes dans la notion de voies rapides ; définition de la voie rapide dans la nomenclature des instructions routières* (p. 4941) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à remplacer les mots : « voie rapide » par les mots : « route express »* (p. 4941) ; Art. 4 : *Son amendement tendant dans cet article à remplacer les mots : « voies rapides » par les mots : « route express »* (p. 4942) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 8 : *Régime fiscal de la presse ; ses anomalies ; ses observations sur les discriminations ; exonérations de la T.V.A.* [3 décembre 1968] (p. 5023) ; *son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer à la mention : « 11,45 % » la mention : « 14 % »* (p. 5023) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine : *Situation des habitants des îlots de rénovation ; cas des commerçants ; problème des crédits ; ses observations sur les locataires simples non commerçants ; possibilité donnée au locataire de quitter les lieux sans perdre la valeur de son fonds de commerce même si le propriétaire n'a pas vendu ses murs à la collectivité rénovatrice* [19 décembre 1968] (p. 5677, 5678) ; Art 3 : *Ses observations sur cet article* (p. 5683) ; Art. additionnels : *Son sous-amendement tendant dans l'amendement du Gouvernement à substituer aux mots : « ayant bénéficié d'une aide de l'Etat » les mots : « où les opérations de rénovation ont été entreprises »* (p. 5686) ; *application des dispositions à compter de la déclaration d'utilité publique ; cas des opérations commencées depuis longtemps* (p. 5686) ; en deuxième lecture de la proposition de loi tendant à faciliter les opérations de rénovation urbaine : *Publication des décrets d'application* [24 juin 1970] (p. 3008) ;

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Caractère des mesures gouvernementales par rapport aux problèmes financiers, économiques et sociaux ; contributions de l'Etat en faveur de la S.N.C.F. ; politique actuelle des transports ; alourdissement des prix ; obligation pour la S.N.C.F. d'incorporer à ses tarifs commerciaux des charges de services publics; problèmes sociaux pour le personnel de la S.N.C.F. ; participation du personnel aux fruits de l'expansion ; la S.N.C.F., instrument d'action économique, de transferts sociaux et d'aménagement du territoire ; suppression de certains services ; fermeture de lignes ; problème de la dépéréquation tarifaire ; création de nouveaux axes routiers ; désire savoir qui paiera les correctifs régionaux au 1er janvier 1970 si la S.N.C.F. décide de ne pas les maintenir ; contraintes subies par le personnel ; rapport Laval ; charges sociales ; problème des charges d'assurance maladie ; ses observations sur les passages à niveau ; obligations de service public de la S.N.C.F. ; problème de la liberté de gestion et de la liberté tarifaire ; question du contingentement ; problème de la coordination ; succès de la réforme gouvernementale étant lié à son acceptation par les cheminots ; primes de modernisation accordées au personnel ; ses*

observations sur la forfaitisation [16 octobre 1969] (p. 2697 à 2699).

Prend part à la discussion :

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Charges des commerçants ; système fiscal français ; exemple des petits commerçants qui exercent une activité salariale ; conséquence des mutations causées par les décisions des collectivités publiques en matière d'urbanisme ; situation d'un commerçant qui se trouve dans un îlot de rénovation évacué et non reconstruit ; loyer commercial ; surtaxe progressive ; taxe complémentaire ; ses observations sur la T.V.A. ; problème de la patente ; cotisations d'assurance vieillesse ; cotisations d'allocations familiales ; cotisations d'assurance maladie ; réforme de l'assurance maladie des commerçants ; possibilité de considérer les commerçants comme des sinistrés lorsqu'ils sont frappés par les projets d'urbanisme et de rénovation* [28 octobre 1969] (p. 2984 à 2986) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — I. - SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Contributions et subventions de l'Etat en faveur de la S.N.C.F. ; principe de normalisation et d'égalisation des charges résultant du projet de réforme visant la S.N.C.F. ; mise à égalité de cette société avec ses autres concurrents ; sa liberté de gestion ; sa liberté tarifaire ; programme de modernisation ; forfaitisation de la subvention d'équilibre ; problème des correctifs régionaux ; subvention de la S.N.C.F. ; programme d'investissement ; primes d'intéressement ; transport routier ; transport en zone courte ; conditions de travail dans les transports routiers ; taxes sur les véhicules ; tarification d'usage des infrastructures aux poids et dimensions des véhicules ; situation financière de la R.A.T.P. ; plan de rétablissement de l'équilibre financier de la régie ; travaux du réseau express régional ; desserte de l'aéroport d'Orly et de l'aéroport de Roissy ; exploitation des voies navigables ; travaux d'équipement des voies navigables ; réorganisation de la flotte française sur le Rhin* [3 novembre 1969] (p. 3249 à 3251) ; titre IV : *Répartition des charges entre l'Etat et les collectivités ; problème de la R.A.T.P. ; situation financière de la régie ; son opposition à l'amendement de M. Louis-Alexis Delmas* (p. 3265, 3266) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur spécial : Crédits de la construction ; dépenses en capital d'équipement ; poursuite de la fusion des corps des ponts et chaussées et des corps de la construction ; continuation de la réforme des agents des ponts et chaussées ; transformation de la situation de conducteur de travaux en celle d'agent de travaux ; transformation des agents de bureau de catégorie D en commis de catégorie C ; titularisation des ouvriers du parc ; statut des chefs de service locaux et régionaux ; objectifs du V^e^ Plan ; situation des routes ; crédits de voirie urbaine ; autoroutes de liaison ; ses observations sur les ports ; accès des pétroliers de 200.000 tonnes à Marseille-Fos et au Havre ; problème des voies navigables ; crédits du fonds d'action conjoncturelle ; crédits d'entretien ; absence d'engagement d'opérations nouvelles pour les autoroutes de liaison au titre du fonds spécial d'investissement routier ; programme d'autoroute de liaison de 1.500 kilomètres en cinq ans financé sur fonds privés ; question des péages ; indexation du péage à partir de la dixième année de mise en service ; rapport entre péage-poids lourds et péage-véhicules légers ; durée des concessions ; réinvestissement des bénéfices ; ses observations sur l'environnement ; ses observations sur le secteur des exploitations qui accompagnent la mise en service d'une autoroute ; augmentation du prix des terrains ; programme d'équipement des voies navigables ; raccordement du réseau du Nord au réseau belge ; liaison mer du Nord-Méditerranée ; liaison Seine-Est mise en valeur du sillon rhodanien* [13 novembre 1969] (p. 3658 à 3660) ; Art. 59 : *Inscription au fonds spécial d'investissement routier des avances consenties aux sociétés d'économie mixte pour leur permettre de faire face au déficit des premières années d'exploitation ; problème de la garantie accordée par l'Etat aux emprunts émis par les sociétés concessionnaires ; principe du financement des autoroutes ; problème de la gestion financière des concessions ; question du rachat* [14 novembre 1969] (p. 3727, 3728) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulloche* (p. 3729) ;

— du projet de loi relatif à l'Ecole polytechnique : *Extension du champ d'application du principe de l'égalité des hommes et des femmes devant l'accès à tous les emplois ; problème des débouchés pour les femmes ; question du service militaire ou du service civique pour les femmes ; impor-*

tance de l'enseignement économique à dispenser aux élèves de l'école [2 juin 1970] (p. 2171) ; *problème de la promotion et de l'égalité de la femme* (p. 2173) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan ; Art. unique : *Importance de la place faite aux équipements collectifs dans le VI[e] Plan ; programme des routes nationales et des voies d'eau navigables ; nécessité de garantir, au cours du VI[e] Plan, un programme physique minimum de réalisation d'équipements collectifs ; réseau routier national de rase campagne* [18 juin 1970] (p. 2812) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Taux de croissance annuel des équipements publics ; ses observations sur la présentation du budget ; investissements routiers ; investissements destinés aux voies navigables ; routes nationales ; problème du logement ; conséquence de la tactique du « plan d'équipement élastique »* [21 octobre 1970] (p. 4479) ; *enseignement technique ; situation des cadres ; construction d'immeubles à loyers normaux* (p. 4480) ; de la première partie, Art. 29 : *Réalisation des conditions d'égalisation des concurrences entre les différents modes de transport par l'égalisation des charges* [22 octobre 1970] (p. 4552) ; *ses observations sur les convois de « 38 tonnes » ; ses observations sur les convois de lourde masse* (p. 4553) ; de la deuxième partie, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT L'EQUIPEMENT), en qualité de *Rapporteur spécial : Augmentation des autorisations de programme ; créations d'emplois dans le secteur de l'information et des statistiques ; administration du Ministre de l'Equipement ; institut géographique national ; transfert d'une partie de l'institut géographique national à Bordeaux ; construction du barrage Seine et du barrage Marne ; équipement des ports de plaisance et des petits ports ; institut de recherche des transports ; problème des autoroutes à péage ; ses observations sur les portions du réseau national particulièrement exposées ; concentration des crédits routiers sur un réseau de liaison ; crédits de voirie urbaine ; amélioration de la signalisation ; programme des autoroutes ; réseau national de rase campagne* [3 novembre 1970] (p. 5055) ; *fonds d'action conjoncturelle ; schéma directeur du réseau routier ; problème des ports ; ses observations sur Dunkerque, Le Havre et Marseille-Fos ; création d'un nouvel avant-port à Dunkerque ; climat social des ports ; domaine des voies navigables ; achèvement des mises à grand gabarit de certains canaux ; sa demande d'augmentation de 30 millions des autorisations de programme pour les voies navigables* (p. 5057) ; TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Convention entre l'Etat et la S.N.C.F.* [9 novembre 1970] (p. 5402) ; *déficit de la S.N.C.F. ; transports routiers lourds à grande distance ; niveau des tarifs de la S.N.C.F. ; exemple d'une demande d'augmentation des tarifs faite par la S.N.C.F. en raison de l'augmentation des prix et des salaires ; problème des investissements ; situation des transports routiers ; octroi des licences ; statut des louages ; exploitation des voies navigables ; Plan de la batellerie ; augmentation des tarifs de la R.A.T.P. ; trafic du métro ; nécessité d'élaborer une politique commune des transports par air, mer et terre ; institut de recherche des transports* (p. 5403) ; *rationalisation des choix budgétaires ; suppression du poste de conseiller des transports à Washington ; réduction de 10 millions de francs de la subvention à la R.A.T.P. par des économies de gestion* (p. 5404) ; Titre III : *Problème de la création d'un poste de conseiller des transports à Washington* (p. 5416) ; Titre IV : *Déficit de la R.A.T.P. ; ses observations sur les critiques adressées au personnel dirigeant de la R.A.T.P.* (p. 5417) ; *mise en œuvre des projets de réforme de la R.A.T.P. ; retrait de l'amendement déposé avec M. Rivain* (p. 5417) ;

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne : *Délestage des responsabilités morales de l'Etat ; plan d'investissement de capacité et de confort ; normalisation des comptes ; ses observations sur l'automobile en région urbaine ; nécessité de mettre en priorité les objectifs sociaux et humains* [25 mai 1971] (p. 2043) ; *augmentation de la capacité des lignes de métro ; allégement des charges d'investissement ; sa critique de la fixation du montant de la taxe au seul prorata du nombre des salariés* (p. 2044) ; Art. 1[er] : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « qui emploient des salariés » les mots : « qui emploient plus de dix salariés »* (p. 2048) ; *ses observations sur son amendement*

(p. 2048) ; *son opposition à la création de deux catégories d'artisans ; retrait de son amendement* (p. 2049) ; en deuxième lecture, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa de cet article, à supprimer le mot « collectif »* [23 juin 1971] (p. 3298) ; *transports individuels du personnel des entreprises* (p. 3298) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Situation des jeunes ménages* [10 juin 1971] (p. 2681) ; *cas des personnes âgées* (p. 2682) ; *sa question de savoir si l'allocation de logement pour les personnes âgées sera aussi une allocation de loyer généralisée* (p. 2682) ; projet de loi relatif à l'allocation de logement, Art. 2 : *Aide aux jeunes et aux personnes âgées qui sont absolument sans aide* (p. 2686) ; *situation des personnes économiquement faibles et vivant dans des logements sordides* (p. 2687) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 11 : *Situation des rentiers viagers ; opération de la caisse nationale de prévoyance* [21 octobre 1971 (p. 4751) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT) en qualité de *Rapporteur spécial : Augmentation des crédits ; crédits routiers ; crédits d'entretien ; subvention aux ports autonomes ; concentration des efforts de l'Etat sur le réseau primaire ; expériences des autoroutes concédées ; situation des auxiliaires des catégories C et D* [28 octobre 1971] (p. 5010) ; *réseau de rase campagne ; concentration des crédits d'entretien sur le réseau du schéma directeur ; abandon aux départements d'une partie du réseau national ; voies navigables ; axe Dunkerque-Valenciennes ; bassin de la Seine ; axe Rhône-Saône ; Moselle ; ses observations sur Dunkerque, Le Havre et Marseille-Fos* (p. 5011) ; *titularisation des auxiliaires ; situation des conducteurs de travaux publics de l'Etat ; cas des ouvriers des parcs et ateliers ; Institut géographique national* (p. 5012) ; *problème posé par le débouché sur Paris des autoroutes concédées A 10 et A 11, Paris-Orléans-Tours et Paris-Chartres-Le Mans ; étude d'une autoroute à péage La Folie-Bessin-Porte de Vanves* (p. 5038, 5039) ; Art. 56 : *Son amendement (calcul de la subvention en raison du transfert aux départements de certaines routes secondaires du réseau national)* (p. 5046) ; *principe de l'annualité budgétaire ; possibilité d'une révision du chiffre pour les années ultérieures* (p. 5045) ; *retrait de son amendement* (p. 5046) ; TRANSPORTS TERRESTRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Dépenses d'intervention en faveur de la S.N.C.F. ; décision prise par le Gouvernement d'empêcher la S.N.C.F. de procéder à une hausse de tarif ; amélioration de la gestion S.N.C.F. ; trafic « colis-détail » ; trafic des lignes omnibus de voyageurs* [6 novembre 1971] (p. 5448) ; *résultats financiers de la S.N.C.F. sur le réseau de banlieue ; situation de la R.A.T.P. ; nécessité de concentrer les problèmes de transports urbains dans la région parisienne entre les mains d'une autorité unique ; liaison Cergy-Pontoise et la Défense par l'aérotrain ; transports routiers ; politique européenne des transports ; réglementation des horaires de conduite des conducteurs de poids lourds* (p. 5449) ; *charge maximale par essieu ; problèmes de la navigation fluviale* (p. 5450) ; Titre VI : *Contingentement des transports routiers ; libération de la zone courte ; cas de la vallée de la Maurienne* (p. 5465) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi sur la filiation, Art. 767 du Code civil : *Ses observations sur cet article* [2 décembre 1971] (p. 6345).

Mise au point au sujet de son vote sur la question préalable opposée au projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des artisans et des commerçants [17 mai 1972] (p. 1595).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973, Art. 1er : *Situation des classes moyennes ; la patente devrait disparaître car incompatible avec le principe du droit au travail et poussant à la hausse des prix ; problème de l'impôt sur le revenu des commerçants et artisans et du mode d'évaluation du forfait ; problème de l'abattement de 20 % ; récupérations inégales de la T.V.A. ; problèmes fiscaux concernant les*

cadres ; imposition de l'indemnité de mise à la retraite [25 octobre 1972] (p. 4353, 4354, 4355) ; Art. 8 : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Sabatier tendant à harmoniser la pratique fiscale avec les dispositions du Code du travail sur la portion insaisissable ou incessible du salaire, amendement dont il est cosignataire* (p. 4379) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Algérie ; problème des cheminots anciens combattants ; revision des pensions des veuves* [2 novembre 1972] (p. 4564, 4565) ; TRANSPORTS. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - TRANSPORTS TERRESTRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Normalisation des comptes (conditions de concurrence égales entre les trois modes de transports) ; suppression de la subvention d'équilibre à la S.N.C.F. en 1974 ; suppression des services omnibus déficitaires ; transports ferrés de province ; augmentation des charges de retraite ; exemple du SERNAM ; R.A.T.P. ; problème de la circulation ; absence de maire de Paris ; programme d'investissements pour 1973 de la R.A.T.P.* [3 novembre 1972] (p. 4655, 4656) ; *transports routiers ; taxe à l'essieu ; libéralisation des contingents routiers ; heures de travail du personnel ; pose de contrôlographes ; poids total en charge des véhicules ; charge à l'essieu ; navigation intérieure ; transports urbains divers ; Lille ; réseaux métropolitains de Lyon et de Marseille* (p. 4657) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Commerce des armes ; vente sur le seul critère valable qui est le besoin de se défendre ; exemple des ventes à la Libye ; pas de livraison d'armes aux pays face à face sur les lignes de cessez-le-feu* [16 novembre 1972] (p. 5293) ; *problème palestinien ; Indiens d'Ouganda* (p. 5294) ; EQUIPEMENT ET URBANISME, en qualité de *Rapporteur spécial : Clarification par la présentation d'un budget de programme ; aurait aimé y voir figurer les documents sur l'état d'avancement par rapport au Plan, la coordination équipement-logement-activité économique, une régionalisation des programmes, une plus claire vision de la politique de personnel, une identification certaine du programme de sécurité routière, une référence plus précise aux objectifs à long terme, notamment en matière de voies navigables ; priorité au développement du réseau autoroutier ; succès de la politique de concentration des efforts sur un réseau national principal* [17 novembre 1972] (p. 5368) ; *comité interministériel de sécurité routière ; plan A.G.I.R. (plan d'aménagement des grands itinéraires routiers) ; programme de créneaux de dépassement et de contournements d'agglomérations ; accélération du programme autoroutier en rase campagne ; accueil des autoroutes concédées dans la région parisienne ; non-exécution du Plan pour les voies navigables ; liaisons entre la Seine et le Nord, le Rhin et le Rhône, la Seine et la Moselle (schéma directeur à long terme des voies navigables) ; préparation du VII^e^ Plan ; financement par emprunts gagés sur les crédits budgétaires ; le radoub à Marseille ; ports de plaisance ; personnel de l'Institut géographique national* (p. 5369) ; Etat C, titre V : *Ses observations à l'amendement de M. Duval concernant la grande liaison routière Ouest-Est (axe Centre-Europe-Atlantique)* (p. 5402) ; Art. 52 : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Denvers apportant des garanties aux départements à propos du transfert des routes nationales secondaires* (p. 5404) ; *précise que son amendement adopté en 1966 prévoit un montant minimum de la subvention nécessaire* (p. 5405).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux conséquences de la décentralisation pour les travailleurs parisiens [15 décembre 1972] (p. 6261, 6262).

S

SABATIER (Guy)

Député de l'Aisne
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2252).

Est nommé rapporteur général de cette Commission [6 avril 1971] (p. 924), [5 avril 1972] (p. 804).

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 [22 juillet 1968] (p. 2456).

— membre de la Commission chargée d'examiner les problèmes posés par la répartition des responsabilités publiques entre l'Etat et les diverses collectivités locales [24 juillet 1968] (p. 2563) ;

— membre du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [16 octobre 1968] (p. 3338) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510).

Cesse d'appartenir à cette Commission [10 octobre 1969] (p. 2633).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970 [11 décembre 1969] (p. 4863) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [4 décembre 1970] (p. 6232) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970 [17 décembre 1970] (p. 6630) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la cour de discipline budgétaire et financière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1972 [9 décembre 1971] (p. 6609) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [23 juin 1972] (p. 2838) ;

— membre de la délégation parlementaire consultative instituée par l'article 13 de la loi n° 72-553 du 3 juillet 1972 portant statut de la radiodiffusion-télévision française [13 octobre 1972] (p. 4170) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1973 [12 décembre 1972] (p. 6086) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances [19 décembre 1972) (p. 6366).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 22 : justice, **n° 359** [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 25 du Code de la route relatif au retrait de la circulation de certains véhicules, **n° 380** [17 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 331 du Code de la sécurité sociale afin de ramener de 65 à 60 ans l'âge à partir duquel l'assuré a droit à une pension égale à 40 % du salaire annuel moyen de base, **n° 403** [31 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822 ; annexe n° 22 : Justice, **n° 835** [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 827) portant diverses dispositions concernant la réassurance, **n° 896** [20 novembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1969 (n° 904), **n° 939** [4 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 908), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant simplifications fiscales, **n° 940** [4 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1969 (n° 674), **n° 943** [4 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1969 (n° 720), **n° 944** [4 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte, sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970, **n° 959** [11 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 920) relatif à la participation de la France au compte spécial prévu par les statuts amendés du Fonds monétaire international, **n° 960** [11 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 909) autorisant la ratification de l'avenant à la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune, ainsi

qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, signé à Bonn le 9 juin 1969, n° **983** [16 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969, n° **995** [19 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 24 : Justice, n° **1395** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1970 (n° 1448), n° **1484** [3 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 1410), adopté par le Sénat, relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international, n° **1488** [3 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971, n° **1502** [9 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 1503), portant exonération des droits de mutation sur la succession du général de Gaulle, n° **1532** [10 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970, n° **1553** [17 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 1478) modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la cour de discipline budgétaire et financière, n° **1641** [7 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 1533) portant règlement définitif du budget de 1969, n° **1642** [7 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 1615) approuvant la convention fiscale entre le Gouvernement de la République et le Conseil de gouvernement du territoire des Comores, ensemble le protocole additionnel, signés à Paris, le 27 mars 1970, et à Moroni, le 8 juin 1970, n° **1677** [28 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 1623), portant institution d'un système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu, n° **1703** [6 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 1717), portant réforme du régime fiscal des profits de construction, n° **1783** [2 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 1755), relatif à la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, n° **1784** [2 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, des affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi (n° 1793) portant approbation du VI^e^ Plan de développement économique et social, n° **1826** [10 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 1774), modifié par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948, relative à la cour de discipline budgétaire et financière, n° **1848** [17 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 1775), modifié par le Sénat, portant institution d'un système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu, n° **1849** [17 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de programme (n° 1847) sur l'équipement sportif et socio-éducatif, n° **1873** [21 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 1864), modifié par le Sénat, sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, **n° 1887** [24 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la cour de discipline budgétaire et financière, **n° 1935** [29 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan (n° 1917), modifié par le Sénat, portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social, **n° 1946** [29 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993), **n° 2010** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1971 (n° 2065), **n° 2090** [1[er] décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1972, **n° 2121** [14 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971, **n° 2132** [16 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972, modifié par le Sénat, **n° 2133** [16 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972, rejeté par le Sénat en deuxième lecture, **n° 2167** [17 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1971 modifié par le Sénat, **n° 2188** [20 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1971, modifié par le Sénat en deuxième lecture, **n° 2199** [20 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2226), portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, **n° 2234** [26 avril 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 2109) portant règlement définitif du budget de 1970, **n° 2345** [23 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2353), modifié par le Sénat, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, **n° 2371** [31 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2430), approuvant une convention conclue entre le Ministre de l'Economie et des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, **n° 2475** [28 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2468), relatif à l'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers, **n° 2476** [28 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, **n° 2483** [29 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2454), modifié par le Sénat, en deuxième lecture, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, **n° 2535** [30 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2540), modi-

fié par le Sénat en troisième lecture, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° **2541** [1er juillet 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582), n° **2585** [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2502) relatif aux remisiers et gérants de portefeuille, n° **2638** [16 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2636), adopté par le Sénat, portant aménagement du monopole des allumettes, n° **2639** [16 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2612), adopté par le Sénat, sur la Banque de France, n° **2680** [23 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2552) tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances, n° **2682** [24 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1972 (n° 2660), n° **2693** [29 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1973, n° **2754** [12 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2778), adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, sur la Banque de France, n° **2786** [18 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2781), rejeté par le Sénat, tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances, n° **2787** [18 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1972 (n° 2785) modifié par le Sénat, n° **2788** [18 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances, n° **2803** [19 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2793), rejeté par le Sénat en deuxième lecture, tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances, n° **2807** [19 décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 2793), rejeté en troisième lecture par le Sénat, tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances, n° **2821** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finnaces rectificative pour 1968, Art. 19 : *Son amendement tendant à modifier les taux prévus par cet article* [19 juillet 1968] (p. 2360) ; *son sous-amendement tendant à modifier les taux prévus par l'amendement de M. Rivain* (p. 2360) ; *problème de la vignette ; alléger le poids de la vignette pour la catégorie des automobiles moyennes de 8 à 11 CV et le renforcer pour les voitures de 12 à 16 CV* (p. 2361) ; *retrait de son amendement* (p. 2362) ; Après l'Art. 19 : *Son sous-amendement tendant à compléter le 1° du paragraphe II de l'amendement du Gouvernement par les mots : « et les sociétés de rédacteurs de presse »* (p. 2364) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2364) ;

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Ses observations sur les possibilités*

économiques françaises en raison des derniers événements ; durée d'utilisation des matériels ; problème des camions de fort tonnage ; question de la sélectivité ; pouvoir d'achat des Français ; problème de l'emploi [25 septembre 1968] (p. 2885, 2886) ; Art. additionnel : *Possibilité de faire partager le bénéfice de la déduction entre les acheteurs et les vendeurs de biens d'équipement* (p. 2902) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 27 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Ces locaux seraient ouverts aux seuls étudiants de l'établissement concerné et, éventuellement, aux conférenciers qui ne seraient pas membres du corps enseignant »* [10 octobre 1968] (p. 3239) ; *accès des locaux ne devant être permis qu'aux seuls étudiants de l'établissement concerné ; risque de l'endoctrinement* (p. 3239) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier tableau de cet article et en conséquence à modifier le troisième tableau* [24 octobre 1968] (p. 3526) ; *augmentation des droits frappant les successions en ligne directe* (p. 3526) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à modifier les tableaux de cet article* (p. 3563) ; *tarif des droits applicables entre frères et sœurs pour les successions ; problème des successions entre époux ; abattement pour collatéraux vivant ensemble* (p. 3573) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, JUSTICE, en qualité de *Rapporteur spécial : Dépenses de fonctionnement ; politique de rénovation des structures ; accroissement des effectifs ; recherche scientifique ; moyens de réduire le nombre et la durée de certains procès ; réorganisation des professions judiciaires ; suppression de la dualité de l'avocat et de l'avoué ; création d'un corps de fonctionnaires intermédiaires entre les magistrats et les greffiers ; idée selon laquelle ne subsisterait dans chaque département que le tribunal du chef-lieu* [8 novembre 1968] (p. 4153, 4154) ; seconde délibération : *Ses observations sur la situation actuelle ; conséquence des accords de Grenelle ; perte de confiance des pays étrangers à l'égard de notre monnaie ; demandes d'emploi non satisfaites ; mesures prises par le Gouvernement ; ses observations sur les spéculateurs* [19 novembre 1968] (p. 4730, 4731) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Ses observations sur les paroles de M. Chirac* [27 novembre 1968] (p. 4883) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, en qualité de *Rapporteur suppléant : Problème de l'épargne ; permanence des objectifs ; originalité des moyens; plan de redressement ; investissement de l'Etat ; construction d'H.L.M. ; balance commerciale ; caractère du budget ; resserrements du crédit ; crédits de consommation ; présentation d'un budget en équilibre ; entreprises nationales ; déficit de la S.N.C.F. ; problèmes de l'agriculture ; conséquences de l'accroissement de la masse monétaire ; fonds d'action conjoncturelle ; consultation du Parlement ; institut de développement industriel ; dépôts dans les caisses d'épargne ; allégement fiscal ; impôt sur le revenu ; suppression de la taxe complémentaire pour les trois quarts des assujettis ; situation des personnes âgées* [28 octobre 1969] (p. 2959 à 2961) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Ramette ; bouleversement des structures militaires* [29 octobre 1969] (p. 3023) ; Après l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Ramette ; ses observations sur les plus-values réalisées à la suite de la modification des parités monétaires ; caractère rétroactif de cet amendement* (p. 3025) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 3027) ; Art. 2 : *Problème de l'allégement fiscal ; cas des contribuables les plus modestes ; augmentation des exonérations et des décotes ; montant des droits sur les alcools* (p. 3029) ; Art. 3 : *Ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 3030) ; Art. 6 : *Extension du bénéfice de la déductibilité des primes d'assurance-vie dans le calcul de l'assiette de l'impôt sur le revenu* (p. 3039) ; Après l'Art. 6 : *Nécessité de favoriser l'épargne ; taux de prélèvement exceptionnel sur les banques* (p. 3040) ; *réduction des taux de la T.V.A. ; leur simplification par la suppression des décimales* (p. 3041) ; *extension du régime de la franchise* (p. 3042) ; *son sous-amendement tendant dans le paragraphe II de l'article 6 quater proposé par l'amendement du Gouvernement à remplacer les mots « 30 jours » par les mots « 45 jours »* (p. 3042) ; *délai accordé aux contribuables imposés d'après le régime du forfait pour déposer la déclaration annuelle ; possibilité de reporter cette*

date au 15 février ou à un délai de quarante-cinq jours ; cas de contribuables qui ont choisi d'être imposés au régime du bénéfice réel (p. 3042, 3043) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'article 6 quinquies proposé par l'amendement du Gouvernement par un nouvel alinéa : « Ce décret ne pourra modifier ni le régime actuel des amendes et sanctions fiscales, ni la détermination des règles du contentieux fiscal prévues en matière de taxe à la valeur ajoutée et de bénéfices industriels et commerciaux »* (p. 3043) ; *ses observations sur l'article 34 de la Constitution* (p. 3043) ; *taxation des boissons ; désignation d'une délégation composée de représentants de toutes les formations politiques pour étudier ce problème ; dialogue entre le Parlement et le Gouvernement* (p. 3045) ; *ses observations sur les bières* (p. 3046) ; *taux de la T.V.A. à laquelle sont assujetties les opérations d'importation, de vente et de courtage sur les livres neufs ou d'occasion* (p. 3046) ; *situation des personnes qui commercialisent des carburants* (p. 3046) ; Art. 9 : *Opposition de la Commission à l'amendement de M. Cazenave* (p. 3049) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 4 de cet article (impossibilité pour les communes de recevoir une somme inférieure au montant indexé de la taxe sur les spectacles encaissé en 1969)* (p. 3053) ; *communes dotées d'un établissement cinématographique ne devant pas subir de préjudice du fait de la nouvelle législation ; problème de la répartition des versements entre les communes proportionnellement au chiffre d'affaires des exploitations cinématographiques ; ses observations sur l'amendement de M. de la Malène* (p. 3053) ; Après l'Art. 11 : *Suppression du droit de timbre* (p. 3053) ; Après l'Art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le taux de la taxe sur les corps gras alimentaires sera fixé de façon à produire une recette affectée au budget annexe des prestations sociales agricoles de 120 millions de francs »* (p. 3056) ; *répartition équitable des cotisations sociales agricoles en fonction des ressources des assujettis* (p. 3057) ; *ses observations sur son amendement* [30 octobre 1969] (p. 3070, 3071) ; Art. 20 : *Coefficient de majoration pour les rentes* (p. 3075) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe III de cet article : « Avant toutes décisions de transfert d'autorisations de programme du fonds d'action conjoncturelle aux différents ministères, le Gouvernement devra informer les Commissions des finances du Parlement : des considérations justifiant ce transfert, de la nature des opérations ainsi financées, du montant total de celles-ci et de l'échéancier des paiements correspondants »* (p. 3078) ; *ses observations sur le fonds d'action conjoncturelle ; information des Commissions des finances du Parlement ; échange de vue pouvant porter davantage sur le chapitre que sur l'opération* (p. 3078, 3079) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 55 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un deuxième paragraphe : « L'application de la taxe sur la valeur ajoutée à la redevance ne pourra entraîner une majoration de la somme due par l'usager »* (p. 3096) ; *redevance pour les appareils de radio et de télévision* (p. 3096) ; Après l'Art. 63 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boulloche* (p. 3099) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION, Titre III : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 226.000 francs* [4 novembre 1969] (p. 3338) ; *son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 5 millions de francs* (p. 3339) ; JUSTICE, en qualité de *Rapporteur spécial : Limitation des crédits ; priorité donnée aux dépenses de fonctionnement ; situation des magistrats ; problème de l'indépendance des magistrats ; conséquence du principe des commissions paritaires ; question de savoir s'il existe une crise de la justice ; urgence de donner aux magistrats un véritable secrétariat ; réforme des greffes ; détention préventive ; problème du surpeuplement des prisons ; éducation surveillée ; manque de centres d'orientation et de centres de formation éducative ; fusion des professions d'avocat, d'avoué et de conseil juridique ; possibilité d'instituer un droit de timbre ou un droit sur les actes de procédure* [5 novembre 1969] (p. 3371, 3372) ; AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI, POPULATION, Titre IV : *Son amendement tendant à augmenter la réduction de crédits du titre IV de 2 millions de francs* [7 novembre 1969] (p. 3565) ; TRANSPORTS. — II. -AVIATION CIVILE, Titre III : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 465.000 francs* [17 novembre 1969] (p. 3878) ; *son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 1.228.000 francs* (p. 3878) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., Après l'Art. 57 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « La taxe sur les betteraves est remplacée par une taxe sur le sucre, additionnelle à la taxe sur la valeur*

ajoutée dont le taux et les modalités d'application seront fixés par décret » [19 novembre 1969] (p. 4028) ; ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS, Titre III : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 2.037.947 francs* [22 novembre 1969] (p. 4302) ; *son amendement tendant à réduire tes crédits de ce titre de 3.300.000 francs* (p. 4302) ; Titre IV : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 77.138 francs* (p. 4303) ; Avant l'Art. 59 : *Ses observations sur l'amendement de M. Giscard d'Estaing* (p. 4305) ; *son sous-amendement tendant avant l'article 59 à modifier les paragraphes 1 et 3 proposés pour le 1 de l'article 5 de la loi du 28 décembre 1966 par l'amendement du Gouvernement (indication des diverses peines)* (p. 4305) ; *ses observations sur le fait que l'amende peut être fiscale ou pénale* (p. 4306, 4307) ; *son sous-amendement tendant à rédiger comme suit le début du paragraphe 5 de la nouvelle rédaction proposée par le Gouvernement pour l'article 5-1 de la loi du 28 décembre 1966 : « A compter de la promulgation de la présente loi, les tribunaux... »* (p. 4307) ; *publication dans la presse des décisions de justice prises à l'encontre des spéculateurs* (p. 4307) ; *principe de la non-rétroactivité* (p. 4308) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES, Titre III : *Son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre de 26 millions de francs* (p. 4313) ; seconde délibération, Après l'Art. 6 : *Mesures prises en faveur des handicapés physiques* (p. 4317, 4318) ; Art. 6 *bis : Son amendement tendant, dans le dernier alinéa du 2°, paragraphe 1, de cet article, à substituer au chiffre de « 10 % » le chiffre de « 9,90 »* (p. 4318) ; Après l'Art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (taux de la taxe spéciale sur les huiles végétales instituée au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles)* (p. 4319) ; Art. 20 : *Ses observations sur l'amendement de M. Giscard d'Estaing* (p. 4320) ; Art. 22 : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe 3 de cet article à supprimer les mots : « informer et... »* (p. 4320) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à modifier cet article* (p. 4322) ; *retrait de son amendement* (p. 4322) ; Après l'Art. 40 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4324) ; **Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire :** *Montant des emprunts émis ou contractés par les organismes d'H.L.M. ; régime fiscal des constitutifs de rentes viagères ; impôt sur le revenu des personnes physiques ; liste des produits non soumis au droit spécifique ; fiscalité sur les boisosns ; sociétés de courses parisiennes ; répartition des cotisations sociales agricoles en fonction des ressources des assujettis ; infractions en matière de change ; redevance d'usage pour les postes de radio et de télévision ; dépenses ordinaires des services civils ; éducation nationale ; dépenses en capital des services militaires ; frais de fonctionnement de l'union des groupements d'achats publics ; taxe à la valeur ajoutée sur les livres ; majoration des aides pour les associations ; taxes parafiscales ; taxe sur les volailles et sur les miels ; avantages attachés aux diplômes de reconnaissance de la nation ; consolidation des pensions concédées en faveur des déportés politiques* [12 décembre 1969] (p. 4911 à 4913) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le protocole et les trois échanges de lettres joints, signés à Alger le 2 octobre 1968, en qualité de *Rapporteur général suppléant : Recouvrement des impôts ; production du quitus fiscal* [27 novembre 1969] (p. 4401) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Inde tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur les revenus, ensemble l'échange de lettres joint, signés à Paris le 26 mars 1969, en qualité de *Rapporteur général suppléant : Nécessité d'éviter la double imposition sur les revenus ; régime spécial en faveur des étudiants et des apprentis ; situation de nos ressortissants établis à Pondichéry ou dans les autres anciens comptoirs français de l'Inde* [27 novembre 1969] (p. 4403) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions concernant la réassurance, en qualité de *Rapporteur général suppléant : Réforme du marché de la réassurance ; constitution d'une société nouvelle émanant de la Caisse centrale de réassurance ; suppression des « cessions légales » ; exonération de la T.V.A. pour les commissions versées à des courtiers français pour les traités de réassurance* [27 novembre 1969] (p. 4404) ;

— du projet de loi rendant applicables aux Départements et Territoires d'outremer les dispositions d'ordre pénal du décret modifié du 25 août 1937 portant réglementation des bons de caisse, en qualité de *Rapporteur général suppléant : Ses observations sur ce texte* [27 novembre 1969] (p. 4405) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, en qualité de *Rapporteur général suppléant : Ses observations sur le référendum du 27 avril 1969* [9 décembre 1969] (p. 4712) ; *ses observations sur l'élection du Président de la République* [9 décembre 1969] (p. 4712) ; *recherche de l'équilibre ; mention des économies réalisées* [9 décembre 1969] (p. 4713) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la phrase du paragraphe I a proposé par l'amendement du Gouvernement : « Le statut et les conditions de fonctionnement de ces sociétés sont fixés par arrêté conjoint du Ministre de l'Economie et des Finances et du Ministre des Postes et Télécommunications »* (p. 4719) ; *conditions de fonctionnement des sociétés de financement* (p. 4720) ; Avant l'Art. 4 : *Détermination des amendes infligées aux banques pour infraction à la législation sur le contrôle des changes* (p. 4721) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, à la fin du premier alinéa du paragraphe I de cet article, après les mots : « les consommations relevées », à insérer les mots : « à l'exception de celles pour l'éclairage du domaine public national, départemental et communal »* (p. 4723) ; *exonération de l'éclairage public des taxes visées à cet article* (p. 4723) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe IV de cet article (cas où un groupement de collectivités pour l'électricité) ne pourrait faire face à ses charges au moyen du produit de la taxe sur l'électricité)* (p. 4723) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe I de cet article par les mots suivants : « des conditions économiques et de l'évolution de la productivité »* (p. 4736) ; *son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa du paragraphe I de cet article : « Ces nouveaux index pourront être modifiés, dans les mêmes conditions et dans les mêmes formes, au terme d'une période d'application d'au moins cinq ans »* (p. 4736) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 4737) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4737) ; Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4746) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire en qualité de *Rapporteur : Prélèvement exceptionnel sur les banques ; taux de la T.V.A. sur les livres et certains produits alimentaires ; unification des taxes et surtaxes assises sur les consommations électriques en basse tension et perçues au profit des collectivités locales ; conditions d'application de l'article 10 ; exemption de la taxe pour les défrichements portant sur des bois et forêts en nature de taillis* [19 décembre 1969] (p. 5098) ; *ses observations sur l'amendement de M. Labbé* (p. 5103) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant simplifications fiscales, en qualité de *Rapporteur général suppléant : Transactions immobilières* [11 décembre 1969] (p. 4819) ; Art. 3 : *Détermination de l'acquéreur ; détermination de celui qui veut bénéficier du taux préférentiel ; cas d'un bail verbal* (p. 4824) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe II de cet article, à supprimer les mots : « 1372 quinquies »* (p. 4827) ;

— du projet de loi relatif à la participation de la France au compte spécial prévu par les statuts amendés du Fonds monétaire international, en qualité de *Rapporteur général suppléant : Droits de tirage spéciaux ; augmentation des liquidités internationales ; responsabilité du F.M.I. ; retour à l'équilibre de la balance des paiements dans les pays à monnaie de réserve ; coopération européenne* [12 décembre 1969] (p. 4927, 4928);

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Nécessité de mettre fin à des désordres dont l'impunité est le meilleur des encouragements ; escalade de la violence ; condamnation pénale et pécuniaire de celui qui participe à un commando ou qui, lors d'une manifestation interdite, reste sur les lieux ; responsabilité devant commencer quand débute les violences ou les dégradations ; possibilité pour le juge de limiter la réparation à une partie seulement des dommages ; cas du manifestant qui n'ayant pas agi matériellement se rend complice moralement des actes de dégradation ; dénaturation du texte du Gouvernement par la polémique ; formes nouvelles de délin-*

quance impliquant de nouvelles formes de législation [29 avril 1970] (p. 1391) ;

— du projet de loi relatif à la mise en fourrière et à la destruction de certains véhicules automobiles, Art. L 25-6 du Code de la route : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'autorité administrative qui, dans les cas et les conditions fixés par un décret en Conseil d'Etat, fait transférer un véhicule abandonné en un lieu non clôturé et non gardé, est dégagée de la responsabilité civile prévue à l'article 1383 du Code civil si le véhicule subit des dommages »* [21 mai 1970] (p. 1848) ; *responsabilité de l'autorité administrative ; problème des épaves* (p. 1848) ; *cas d'une personne partie en voyage et qui a laissé son véhicule en stationnement plus longtemps qu'elle ne le pensait* (p. 1849) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Ses observations sur la question préalable ; perturbation des Français par le drame de l'Algérie ; titre du projet de loi ; réparation du préjudice subi ; état actuel de notre économie* [11 juin 1970] (p. 2490, 2491) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Ses observations sur le déroulement du débat* [21 octobre 1970] (p. 4484) ; deuxième partie, JUSTICE, en qualité de *Rapporteur spécial : Rôle de la justice ; insuffisance des crédits ; problème des prisons ; carrière judiciaire ; création de postes hiérarchiques* [29 octobre 1970] (p. 4915) ; *réforme concernant les avoués, les avocats et les conseils juridiques ; problème des sociétés fiduciaires ; situation des agréés ; simplification de la procédure ; financement de l'indemnisation des études d'avoués par une caisse professionnelle alimentée par des droits de plaidoirie ou par une taxe perçue sur les actes judiciaires* (p. 4916) ; Après l'Art. 65 : *Son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article proposé par l'amendement du Gouvernement, à remplacer les mots : « le service des impôts peut » par les mots : « le directeur des services fiscaux peut décider... »* [17 novembre 1970] (p. 5681) ; *conséquences du dépôt de la plainte ; rôle du chef des services fiscaux* (p. 5681) ; *ses observations sur le sursis à la décision d'imposition ; rôle du directeur des services fiscaux* (p. 5682) ; Commission mixte parlaire, en qualité de *Rapporteur : Dispositions applicables, en matière d'impôt sur le revenu, aux bénéfices non commerciaux et aux bénéfices agricoles ; droits de francisation et de navigation ; taxe à l'essieu ; répartition du produit du prélèvement sur les enjeux du pari mutuel ; taxe pour frais de chambre des métiers ; ses observations sur l'obligation pour le Gouvernement de produire en annexe du projet de loi de finances les comptes prévisionnels des régimes de protection sociale ; majoration de l'allocation accordée aux veuves de grands invalides ; déductibilité du montant du prélèvement exceptionnel sur les banques pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés ; régime de la déclaration contrôlée applicable aux bénéfices non commerciaux ; régime spécial d'imposition des revenus déclarés par des tiers* [9 décembre 1970] (p. 6319) ; *dispositions relatives à la taxation d'après la dépense ; taxation des spectacles cinématographiques ; ses observations sur la vignette ; détaxation du carburant agricole* (p. 6319) ; *majoration du taux de la taxe sur les corps gras alimentaires ; crédits demandés pour l'Opéra et l'Opéra-Comique ; crédits du Ministère des Affaires étrangères ; crédits concernant la Conférence internationale des contrôles d'assurances dans les Etats africains et malgache ; nationalisation des C.E.S. ; méthodes et moyens de l'information administrative ; crédits de la jeunesse et des sports ; fonds spécial d'investissement routier ; fonctionnement de l'O.R.T.F. ; établissement par la Commission de vérification des comptes des entreprises publiques d'un rapport annuel sur la gestion financière de l'O.R.T.F. ; taxe sur les betteraves ; prix du sucre au détail* (p. 6320) ; *problème de l'annexe au budget social ; taux de prélèvement de la taxe sur les corps gras* (p. 6329) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, en qualité de *Rapporteur général suppléant : Part du collectif dans l'ensemble du budget de 1970 ; maintien de l'équilibre du budget ; plus-values fiscales ; augmentation de l'impôt sur les sociétés ; problème de la patente ; caractère inéquitable de sa répartition ; refonte des impôts locaux ; répartition des charges entre l'Etat et les communes* [8 décembre 1970] (p. 6244, 6245) ; *ses observations sur la motion de renvoi* (p. 6264) ; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article,*

à substituer aux mots : « sont acquittés dans le mois de la notification du jugement à la recette des impôts » les mots : « sont acquittés à la recette des impôts dans le mois de la signification du jugement » (p. 6265) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 665 du Code général des impôts : « Les déclarations de successions de personnes non domiciliées en France sont déposées auprès du service désigné par le Ministre de l'Economie et des Finances »* (p. 6265) ; *ses observations sur ses amendements* (p. 6265) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « c'est-à-dire le montant de toutes leurs affaires et de tous les produits de leur exploitation »* (p. 6266) ; *ses observations sur son amendement ; problème de l'assiette de la contribution sociale de solidarité* (p. 6266) ; Art. 6 : *Moyens de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat* (p. 6271) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par les mots : « dont les conditions de gestion et de fonctionnement seront fixées par un règlement d'administration publique »* (p. 6273) ; *irrecevabilité des amendements de MM. Cousté, Bertrand Denis et Raymond Barbet* (p. 6273) ; *ses observations sur la limitation du champ d'application de la taxe additionnelle au droit de bail aux locaux situés dans les communes de plus de 2.000 habitants* (p. 6274) ; *son amendement tendant après le cinquième alinéa (2°) du paragraphe II de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Aux locaux loués à usage commercial compris dans des immeubles achevés avant le 1er septembre 1948 et qui, précédemment affectés à l'habitation, ont fait l'objet, depuis cette date, ou feront l'objet à l'avenir d'un changement d'affectation »* (p. 6274) ; *prix des loyers* (p. 6276) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du paragraphe III de cet article (rôle du Crédit foncier de France pour la gestion financière de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)* (p. 6276) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe III de cet article, après le chiffre : « 292 » à insérer les mots : « deuxième alinéa » ; son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (1°) du paragraphe III de cet article, à substituer aux mots : « droit au bail » les mots : « droit de bail »* (p. 6276) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du paragraphe IV de cet article : « Les dispositions du présent article s'appliquent aux loyers courus à compter du 1er octobre 1970 »* (p. 6276) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe IV de cet article par un nouvel alinéa (cas des propriétaires ayant procédé au rachat du prélèvement sur les loyers antérieurement à la publication de la présente loi)* (p. 6277) ; Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (modification de l'article 2 de l'ordonnance du 27 décembre 1958 sur le contrôle de la fabrication des conserves et semi-conserves de poissons et crustacés ; financement du contrôle ; répartition de la taxe)* [9 décembre 1970] (p. 6300) ; *réforme de la patente ; évaluation des propriétés foncières* (p. 6301) ; *ses observations sur la réserve des articles concernant la patente* (p. 6305) ; *opposition de la Commission des finances à l'amendement de M. Wagner* (p. 6337, 6338) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par de nouvelles dispositions : « Toutefois, le conseil général et le conseil municipal, chacun en ce qui le concerne, pourront décider d'exonérer les caisses de crédit municipal, totalement ou partiellement, de la part de la contribution des patentes qui leur revient »* (p. 6352) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6352) ; *assujettissement des coopératives agricoles à la patente* (p. 6355) ; Après l'Art. 10 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Delachenal, après les mots : « est compensée » à substituer à un membre de phrase les mots : « cette compensation est effectuée au plan départemental par la répartition des recettes nouvelles autorisées par l'article 10 »* (p. 6356) ; *problème de la compensation sur le plan départemental* (p. 6356) ; *ses observations sur les paroles de M. Chirac ; ses observations sur la forme de péréquation* (p. 6358) ; Art. 22 : *Son amendement tendant, après le deuxième alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « Le nombre des membres choisis en raison de l'expérience qu'ils ont acquise dans l'exercice d'une profession ayant pour objet la réalisation d'opérations de banque ou de bourse est égal à deux »* (p. 6363) ; *composition de la Commission des opérations de bourse* (p. 6363) ; Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Conditions de gestion et de fonctionnement de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat* [18 décembre 1970] (p. 6666) ;

— du projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds

monétaire international, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur la notion de quote-part ; ressources du Fonds monétaire ; versement en or des souscriptions additionnelles ; équilibre entre les liquidités conditionnelles et les liquidités dites inconditionnelles* [9 décembre 1970] (p. 6364) ;

— du projet de loi portant exonération des droits de mutation sur la succession du général de Gaulle, en qualité de *Rapporteur général suppléant : Ses observations sur ce texte* [15 décembre 1970] (p. 6532) ;

— du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la cour de discipline budgétaire et financière : *Poursuite contre les ordonnateurs coupables de dépassements de crédits ou d'imputations irrégulières de dépenses ; champ d'activité de la cour de discipline ; problème de l'immunité des maires* [22 avril 1971] (p. 1321) ; *sanctions* (p. 1322) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article premier de la loi du 25 septembre 1948 : « Tout membre du cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat »* (p. 1323) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article premier de cette loi à supprimer les mots : « juridictionnel ou administratif »* (p. 1323) ; *son amendement tendant à rédiger comme suit le septième alinéa du texte proposé pour l'article premier de cette loi : « les ministres et secrétaires d'Etat »* (p. 1323) ; *son amendement tendant après le septième alinéa du texte proposé pour l'article premier de la loi du 25 septembre 1948 à insérer le nouvel alinéa suivant : « les présidents de conseil général »* (p. 1323) ; *son amendement tendant, dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article premier de cette loi, à substituer aux mots : « législatives et réglementaires » les mots : « législatives ou réglementaires »* (p. 1323) ; *son amendement tendant après les mots : « assujetties au contrôle » à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa du texte proposé pour l'article premier de cette loi (dispositions concernant la Cour des comptes et la Commission de vérification des comptes des entreprises publiques)* (p. 1323) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à la fin du troisième alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « soit par un mandataire » à insérer les mots : « soit par un avocat ou un avoué »* (p. 1325) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer au mot : « poursuivre » le mot : « poursuite »* (p. 1325) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le premier alinéa de cet article par les mots : « si, à l'expiration du délai ainsi fixé, ils n'ont pas fait connaître leur avis, la cour pourra statuer »* (p. 1325) : Art. 21 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour le troisième alinéa de l'article 23 de la loi du 25 septembre 1948, après le mot : « demande » à insérer les mots : « assortie de toutes justifications utiles »* (p. 1326) ; Après l'Art. 26 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « le titre VI de la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 devient le titre VII de ladite loi »* (p. 1327) ; en deuxième lecture, Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article premier de la loi du 25 septembre 1948* [22 juin 1971] (p. 3223) ; *liste des personnes qui ne sont pas justiciables de la cour de discipline budgétaire ; différence entre un organisme de protection sociale et une association de bienfaisance* (p. 3223, 3224) ; Art. 8 : *Son amendement (responsabilité des personnes chargées d'exercer la tutelle)* (p. 3224) ; Art. 27 : *Son amendement (publication des arrêts de la cour de discipline budgétaire)* (p. 3224) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Question de savoir si les organismes de protection sociale, en particulier les caisses de mutualité agricole, seraient soumises à la juridiction de la cour de discipline budgétaire ; publication des décisions de condamnation* [30 juin 1971] (p. 3547) ;

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1969 : *Contrôle du Parlement dans l'exécution du budget ; dépassements de crédits en 1969 ; crédits évaluatifs ; assainissement opéré en 1969* [22 avril 1971] (p. 1327) ; *action du Gouvernement sur le plan de la gestion financière* (p. 1328) ;

— du projet de loi approuvant la convention fiscale entre le Gouvernement de la République et le Conseil de gouvernement du territoire des Comores, ensemble le protocole additionnel, signés à Paris le 27 mars 1970 et à Moroni le 8 juin 1970 : *Objet de cette convention fiscale* [6 mai 1971] (p. 1693, 1694) ;

— du projet de loi portant institution d'un système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu : *Caractère automatique du système envisagé ; rapports entre l'admi-*

nistration et le contribuable ; simplification du système ; possibilité d'une remise gracieuse des majorations ; politique fiscale du Gouvernement [13 mai 1971] (p. 1854) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulloche* (p. 1857) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article : 1° après les mots : « au choix du contribuable, soit » à insérer les mots : « s'il en exprime le désir » ; 2° après les mots : « aux articles ci-après, soit » à substituer aux mots : « à défaut d'option contraire » les mots : « à défaut de cette option »* (p. 1859) ; *avantages retirés par le Trésor de la mensualisation de l'impôt* (p. 1859) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, à la fin de cet article, à substituer aux mots : « sur ses revenus de l'antépénultième année » les mots : « sur ses derniers revenus annuels imposés »* (p. 1859) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article après le mot : « immédiatement » à insérer les mots : « et au plus tard à la fin du mois qui suit la constatation du trop-perçu »* (p. 1860) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Ces opérations n'entraîneront aucun frais pour le contribuable »* (p. 1861) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le 1er alinéa de cet article, à substituer aux mots : « majorée de trois pour cent, acquittée » les mots : « majorée de trois pour cent ; elle est acquittée »* (p. 1861) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article à supprimer les mots : « ne peuvent pas faire l'objet de remise. Elles »* (p. 1861) ; *remise d'une majoration à titre de bienveillance* (p. 1861) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « les majorations prévues aux alinéas 1 et 2 du présent article ne sont pas applicables en cas de défaillance de l'administration ou des établissements visés à l'article 4 »* (p. 1861) ; *retrait de son amendement* (p. 1862) ; Art. 6 : *Son amendement tendant dans cet article à substituer aux mots : « la date des prélèvements mensuels » les mots : « les dates du prélèvement mensuel »* (p. 1862) ; en deuxième lecture : *Problème du remboursement* [22 juin 1971] (p. 3222) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du troisième alinéa de cet article* (p. 3222) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; du projet de loi relatif à l'apprentissage ; du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Taxe d'apprentissage* [7 juin 1971] (p. 2418) ; *simplification des obligations des redevables* (p. 2419) ; projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots : « préparent les jeunes à un emploi d'ouvrier ou d'employé, spécialisé ou qualifié » à insérer les mots : « de travailleur indépendant et d'aide familial »* [8 juin 1971] (p. 2537) ; *son amendement tendant, dans la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « à temps complet et de manière continue »* (p. 2537) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article (cas de cessation de l'exploitation)* (p. 2539) ; deuxième lecture du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles : *Ses observations sur ce texte et sur les paroles de M. Schwartz à l'article 9* [24 juin 1971] (p. 3395) ;

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal des profits de construction ; du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation ; du projet de loi modifiant la loi du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé : *Transformation des structures économiques du secteur de la construction ; rythme de la construction ; allégement du montant des impositions ; régime fiscal des profits de construction réalisés par les personnes physiques* [14 juin 1971] (p. 2886) ; *son opposition à la question préalable déposée par le groupe communiste* (p. 2894) ; profits de construction, Art. 1er : *Incitation aux investissements* (p. 2899) ; Art. 2 : *Son amendement (conséquence du prélèvement libératoire)* (p. 2899) ; *son amendement (bénéfices réalisés sur la cession d'immeubles ayant fait l'objet d'un permis de construire délivré antérieurement au 31 décembre 1971 et postérieurement au 1er juin 1971)* (p. 2900) ;

— du projet de loi portant approbation

du VI[e] Plan de développement économique et social : *Indication du nombre d'Etats qui s'efforcent de programmer leur avenir ; finalité de l'Etat ; taux de croissance* [15 juin 1971] (p. 2912) ; *hausse des prix ; rythme de la production industrielle ; croissance de la consommation ; objectifs du VI[e] Plan ; situation des personnes âgées et des handicapés ; équilibre budgétaire ; caractère de l'impasse budgétaire ; impératif d'une balance commerciale excédentaire ; importance des investissements et de l'épargne* (p. 2913) ; *cas où la hausse des prix serait supérieure à 3,2 % ; déficit des régimes de solidarité sociale ; importance de la concertation ; amélioration du mode de vie de chacun ; abaissement de l'âge de la retraite* (p. 2914) ; *augmentation des équipements publics ; nombre de logements construits ; amélioration de la circulation ; possibilité de diffuser une brochure sur le Plan* (p. 2915) ; Art. unique : *Son amendement (publication d'une brochure pour informer l'opinion publique)* [18 juin 1971] (p. 3103) ; *son amendement tendant à compléter l'article unique par les dispositions suivantes : « sous réserve que, dans le rapport général, page 22, troisième alinéa, après les mots : « 250.000 emplois » soient insérés les mots : « au minimum »* (p. 3103, 3104) ; *retrait de son amendement* (p. 3104) ; *modification de l'amendement de M. Edgar Faure* (p. 3104) ; *répartition des fruits de l'expansion au bénéfice des agriculteurs* (p. 3108) ; *problème des zones de rénovation rurale* (p. 3109) ; *son amendement (ressources du fonds de soutien aux hydrocarbures)* (p. 3110) ; *ses observations sur les sociétés pétrolières* (p. 3110) ; *son amendement (recherche et équipement des sites hydroélectriques)* (p. 3110) ; *son amendement (situation du commerce ; solidarité nationale)* (p. 3111) ; *situation des petits commerçants et artisans* (p. 3111) ; *ses observations sur la liberté économique, l'équité fiscale et la solidarité nationale* (p. 3112) ; *son amendement (accélération des réseaux d'électrification, d'adduction d'eau et d'assainissement dans les communes classées touristiques)* (p. 3112) ; *son amendement (équipement des compagnies aériennes françaises en appareils fabriqués en France)* (p. 3113) ; *réalisation de l'aérotrain* (p. 3113) ; *son amendement (réseau routier en rase campagne)* (p. 3114) ; *son amendement (réalisation de grands axes fluviaux)* (p. 3116) ; *son amendement (équilibre des chèques postaux)* (p. 3117) ; *son amendement (réalisation d'un minimum de 315.000 équivalents-logements économiques et sociaux)* (p. 3117) ; *son amendement (ressources des personnes âgées* (p. 3117) ; *son amendement (revalorisation du montant des retraites)* (p. 3117) ; *son amendement (constat annuel de l'évolution des prestations sociales spécialement des dépenses de l'assurance maladie)* (p. 3118) ; *son amendement (étude des effets de redistribution des prestations sociales)* (p. 3118) ; *politique des revenus* (p. 3118) ; *son amendement (création d'une section spécialisée de l'Institut de développement industriel pour les problèmes des départements d'outre-mer)* (p. 3119) ; en deuxième lecture : *Problème agricole ; rôle dévolu à l'organisation économique des producteurs et à la coopération ; situation des petites et moyennes entreprises ; problème de la recherche à finalité industrielle* [30 juin 1971] (p. 3548) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif, Après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (dépôt d'un rapport sur l'état d'exécution de la présente loi de programme)* [22 juin 1971] (p. 3275) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1972, en qualité de *Rapporteur général : Caractère de la discussion budgétaire ; hausse des prix ; crédits pour les équipements collectifs ; problèmes fiscaux ; décision prise par le président Nixon ; prélèvement sur les banques* [19 octobre 1971] (p. 4638) ; *problème de la réalisation d'économies ; caractère dynamique du budget ; poids de la T.V.A. ; augmentation du volume des dépenses* (p. 4639) ; de la première partie du projet de loi de finances pour 1972 ; Avant l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Gosnat* [21 octobre 1971] (p. 4713) ; Art. 2 : *Son amendement (fixation du tarif de l'impôt sur le revenu)* (p. 4717) ; *réduction de 3 % pour les non-salariés qui ont un revenu imposable ou un forfait imposable inférieur à 10.000 francs ; modulation de l'élargissement des tranches du barème ; prélèvement exceptionnel sur les banques ; problème du revenu imposable ou du forfait imposable égal ou inférieur à 15.000 francs* (p. 4717, 4718) ; *son sous-amendement tendant à la fin du paragraphe II-1° de son amendement à substituer au chiffre « 10.000 francs » le chiffre « 15.000 francs »* (p. 4720) ; *montant des revenus pouvant bénéficier de la réduction de l'impôt* (p. 4720) ; *application de la réduction de 3 %* (p. 4722) ; *se*

demande si les présidents-directeurs généraux doivent être considérés comme des salariés (p. 4723) ; *situation des mères de famille obligées de garder leurs enfants* (p. 4724) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement (montant des frais généraux exposés par les entreprises assujetties à l'impôt sur les sociétés ; cas de déficit subi pendant un exercice ; limites d'exonération et de décote)* (p. 4724) ; *son amendement : «Le décret prévu à l'article 243 du Code général des impôts sera publié avant le 1er juillet 1972. Les mesures de publicité instituées par l'article précité s'appliquent aux contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu au titre de 1972.* » (p. 4725) ; *publicité de l'impôt sur le revenu mis à la charge de chaque société ; publicité des cotisations des contribuables* (p. 4725) ; Après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le quatrième alinéa (2°) de l'article 1241 du Code général des impôts : « les titres représentatifs de l'emprunt 3,5 % 1952-1958 à capital garanti, sous réserve qu'ils aient été acquis et détenus de manière constante depuis deux ans au moins, cette condition s'appliquant aux titres dont la mutation sera intervenue après le 1er octobre 1971 »* (p. 4727) ; *ses observations sur l'amendement de M. Marette et ceux de MM. Boulloche et Ramette* (p. 4730) ; *retrait de son amendement* (p. 4738) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement (indication que le montant des frais généraux, exposés par les entreprises assujetties à l'impôt sur les sociétés au titre des années 1971 et suivantes, est passible d'une taxe dont le taux est fixé à 10 % ; déductibilité du montant de cette imposition du versement dû au titre de l'impôt sur les sociétés)* (p. 4738) ; *retrait de son amendement* (p. 4738) ; Avant l'Art. 3 : *Son opposition à l'amendement de M. Lamps* (p. 4738) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4740) ; *retrait de son amendement* (p. 4740) ; *son sous-amendement tendant, dans la première phrase du texte proposé par l'amendement du Gouvernement, après les mots : « avant le 1er janvier 1973 » à insérer les mots : « après consultation des Commissions des finances du Parlement »* (p. 4741) ; *consultation des Commissions des finances pour l'élaboration des décrets* (p. 4741) ; Après l'Art. 4 : *Problème d'un taux réduit de la T.V.A. sur les produits alimentaires solides* (p. 4743) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer la seconde phrase de cet article* (p. 4745) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Duval (cas des agriculteurs qui ont un salaire ne dépassant pas le S.M.I.C.)* (p. 4749) ; *situation de l'agriculteur qui aura une autre activité au regard de l'attribution de carburant détaxé* (p. 4749) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4751) ; *retrait de son amendement* (p. 4751) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4752) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : FONCTION PUBLIQUE ET RÉMUNÉRATIONS : *Son amendement tendant à l'article 15, Etat B, Titre III à réduire les crédits de 1.569.090 francs* [25 octobre 1971] (p. 4860) ; *son amendement tendant à l'article 15, Etat B, Titre III, à réduire les crédits de 185.000 francs* (p. 4860) ; PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ) Titre IV : *Son amendement tendant à réduire les crédits de 1 million de francs et en conséquence à substituer au chiffre : « + 243.000 francs » le chiffre : « — 757.000 francs »* (p. 4887) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT), Art. 56 : Son *amendement (calcul de la subvention versée aux départements en raison du transfert aux départements de certaines routes secondaires du réseau national)* [28 octobre 1971] (p. 5044) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Son amendement tendant à augmenter de 3 millions de francs la réduction de crédits inscrite au Titre IV de l'Etat B* [5 novembre 1971] (p. 5435) ; *son amendement tendant à réduire de 50 millions de francs les autorisations de programme du Titre V de l'Etat C* (p. 5435) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., Titre IV : *Son amendement tendant à réduire de 1 million de francs les crédits de ce titre* [16 novembre 1971] (p. 5794) ; Art. 44 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5799) ; *son amendement concernant les mesures nouvelles* (p. 5800) ; *son amendement tendant à réduire les crédits inscrits à l'article 21 de 150 millions de francs* (p. 5801) ; TAXES PARAFISCALES : *Son amendement tendant à supprimer la ligne 6 (nouvelle) : « taxe affectée à la formation professionnelle des collaborateurs d'architectes »* [17 novembre 1971] (p. 5847) ; *son amendement tendant à supprimer la ligne 58 (nouvelle)* (p. 5848) ; ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS, Titre III : *Son amendement tendant à réduire de 2.646.700 francs les crédits de ce titre* (p. 5870) ; *son amendement tendant à réduire de 200.000 francs les crédits de ce titre* (p. 5871) ;

CHARGES COMMUNES, Après l'Art. 57 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 5874 et 5887) ; TAXES PARAFISCALES : *Son amendement tendant à la suppression de la ligne 58 (nouvelle) : « taxe sociale de solidarité sur les graines oléagineuses »* (p. 5874) ; *son amendement tendant à la suppression de la ligne 59 (nouvelle) : « taxe sociale de solidarité sur les céréales »* (p. 5875) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement : « aides pour certaines zones de montagne »* (p. 5879) ; Art. 39 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5880) ; *champ d'application du régime fiscal des brevets à l'intérieur d'un même groupe d'entreprises* (p. 5880) ; Après l'Art. 39 : *Montant des titres-restaurant exonérés d'impôt sur le revenu et taxe sur le salaire* (p. 5881) ; Après l'Art. 40 : *Passage du système du forfait à celui du bénéfice réel ; imposition dans l'agriculture* (p. 5883, 5884) ; Avant l'Art. 50 : *Son amendement (dépôt par le Gouvernement d'une annexe au projet de loi de finances ventilant par secteur et par opération économique les dépenses soumises à l'approbation du Parlement)* (p. 5886) ; *retrait de son amendement* (p. 5886) ; seconde délibération, Art. 1er : *Montant des provisions en franchise d'impôt que les entreprises de presse peuvent constituer pour financer leurs investissements* (p. 5889) ; ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Problème des allégements fiscaux ; possibilité de tenir la commission des finances au courant du rythme d'utilisation des crédits d'équipements ; alignement de la situation fiscale des titulaires de revenus déclarés à cent pour cent par des tiers sur celle des salariés ; situation des anciens militaires d'Afrique du Nord ; leur cotisation aux caisses de retraite mutualistes* (p. 5891, 5892) ; **Commission mixte paritaire :** *Equilibre de la loi de finances ; impôt sur le revenu des non-salariés, commerçants et artisans ; compensation financière entre le régime général de la Sécurité sociale et certains régimes spéciaux ; budget annexe des prestations sociales agricoles ; détaxation des carburants ; fonds spécial d'investissement routier* [15 décembre 1971] (p. 6778) ; *classements de certaines routes nationales dans la voirie départementale ; part des recettes assurées à l'O.R.T.F. grâce à la publicité de marque ; régime fiscal de la presse ; dépôt d'un projet de loi concernant le régime spécial d'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers ; régime du bénéfice réel des exploitants agricoles ; taxe sur la valeur ajoutée ; problème de la parafiscalité ; redevance perçue au bénéfice de l'O.R.T.F.* (p. 6779) ; *dépôt d'un projet de loi modifiant le régime fiscal applicable au revenu déclaré intégralement par les tiers* (p. 6802) ; *ses observations sur les amendements déposés par le Gouvernement* (p. 6803) ; *problème de l'assurance vieillesse* (p. 6804) ; **en deuxième lecture :** *Ses observations sur ce texte* [16 décembre 1971] (p. 6856, 6857) ; *problème du vote bloqué* (p. 6857) ; Art. 2 : *Son amendement concernant le tarif de l'impôt sur le revenu* (p. 6858) ; Art. 2 *bis* : *Son amendement concernant l'établissement et l'affichage d'une liste des personne assujetties à l'impôt par chaque direction départementale des services fiscaux* (p. 6858) ; Art. 2 *ter* : *Son amendement concernant le dépôt d'un projet de loi relatif au régime d'imposition des revenus non salariaux déclarés par des tiers* (p. 6858, 6859) ; Art. 2 *quater* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6859) ; Art. 4 : *Son amendement concernant le remboursement du crédit de taxe déductible au profit d'assujettis à la T.V.A.* (p. 6859) ; Art. 4 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6859) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à modifier les dates du paragraphe III de cet article* (p. 6859) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à modifier cet article concernant la taxe affectée au fonds de soutien des hydrocarbures* (p. 6860) ; Art. 8 : *Son amendement concernant la taxe intérieure sur les produits pétroliers appliquée aux carburants routiers* (p. 6860) ; Art. 9 : *Son amendement concernant les attributions d'essence et de pétrole détaxés* (p. 6860) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe 7 de cet article* (p. 6860) ; Art. 13 : *Son amendement concernant les économies à réaliser en 1972* (p. 6862) ; Art. 15 : *Son amendement relatif aux dépenses ordinaires des services civils* (p. 6863) ; Art. 16 : *Son amendement relatif aux mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services civils du budget général* (p. 6863) ; Art. 17 : *Son amendement concernant les mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires* (p. 6863) ; Art. 18 : *Son amendement concernant les mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services militaires* (p. 6863) ; Art. 21 : *Son amendement relatif aux mesures nouvelles des budgets annexes* (p. 6864) ; Art. 26 : *Son amendement* (p. 6864) ; Art. 30 : *Son amendement concernant la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et télévision* (p. 6865) ; Art. 40 *bis* :

Son amendement (p. 6865) ; Art. 45 : *Son amendement concernant les majorations des pensions militaires d'invalidité* (p. 6865, 6866) ; Art. 46 : *Son amendement relatif à la liquidation des pensions militaires* (p. 6866) ; Art. 56 : *Son amendement concernant le transfert des routes nationales dans la voirie départementale* (p. 6866) ; Art. 56 *bis* : *Son amendement relatif au régime fiscal des entreprises de presse* (p. 6866) ; Art. 58 : *Son amendement relatif à la dissolution de la fédération nationale des organismes de sécurité sociale* (p. 6866) ; Art. 62 : *Son amendement relatif au rôle de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés* (p. 6866, 6867) ; Art. 64 : *Son amendement relatif à la cession du domaine de Vizille au départements de l'Isère* (p. 6867) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6867) ; **en troisième et dernière lecture :** *Ses observations sur le vote émis par le Sénat* [17 décembre 1971] (p. 6924) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971 : *Caractère de la loi de finances rectificative ; crédits prévus en matière de bourses universitaires et scolaires ; modifications dans l'utilisation des crédits ; augmentation de certaines subventions ; situation de la R.A.T.P. ; ses observations sur le* Concorde ; *assimilation des filiales à des établissements au sens fiscal du terme ; provision pour reconstitution de gisement au profit de filiales étrangères ; exonération pour les bénéfices industriels et commerciaux investis dans les D.O.M. ; possibilité de présenter au Parlement le bilan des agréments fiscaux ; étalement sur cinq ans des possibilités données aux sociétés mères de distribuer en franchise de précompte le produit de leurs filiales* [7 décembre 1971] (p. 6435) ; *ses observations sur la Bourse* (p. 6436) ; Art. 1er : *Assimilation fiscale d'une filiale à un établissement de l'entreprise ; procédure des agréments fiscaux* (p. 6445) ; Art. 2 : *Provisions pour reconstitution de gisements* (p. 6446) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6447) ; *problème de la réciprocité d'exonération des taxes sur le chiffre d'affaires en France et dans certains pays étrangers en cas d'accord diplomatique* (p. 6447) ; Après l'Art. 4 : *Problème de l'application de la T.V.A. aux coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 6448) ; *son amendement tendant à modifier le paragraphe I de cet article* (p. 6452) ; *liste des secteurs prioritaires* (p. 6453) ; Art. 9 : *Son amendement retatif au taux maximum de la taxe spéciale de consommation sur les carburants dans le département de la Réunion et dans tes autres départements d'outre-mer* (p. 6454) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la redevance perçue sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes* (p. 6455) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6455) ; *retrait de celui-ci* (p. 6457) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement relatif aux aviculteurs, aux éleveurs de porcs et aux éleveurs de veaux* (p. 6457) ; *cas des coopératives qui font du commerce* (p. 6460) ; Art. 13 et 14 : *Ses amendements de pure forme* (p. 6472) ; Art. 20 : *Problème de la durée de l'amortissement et du taux d'intérêt ; accord de protection sur les investissements ; situation des entreprises allemandes* (p. 6476) ; **Commission mixte paritaire,** en qualité de *Rapporteur : Problème de l'assurance volontaire ; garantie accordée aux investissements français à l'étranger ; ressources des collectivités locales ; fonds de garantie des prêts consentis pour financer le lancement de produits nouveaux ; ses observations sur les hôpitaux ruraux ; dépôt d'un projet de loi comportant un régime fiscal d'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers ; problème des acquisitions de matériel agricole réalisées par les coopératives d'utilisation en commun du matériel agricole ; problème de l'application de la T.V.A.* [17 décembre 1971] (p. 6931) ; *son amendement tendant à supprimer l'article* 22 quinquies (p. 6934) ; *problème des coopératives ; cas de contribuables dont les revenus sont déclarés intégralement par des tiers* (p. 6934) ; **en deuxième lecture :** *Ses observations sur les amendements de M. Edgar Faure ; application de la patente* [20 décembre 1971] (p. 7002) ; *problème des coopératives* (p. 7003) ; Art. 4 *bis : Son amendement concernant les acquisitions de matériel agricole réalisées par les coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 7004) ; Art. 10 *ter : Son amendement relatif à l'application de la taxe professionnelle aux sociétés coopératives agricoles et à leurs unions* (p. 7005) ; Art. 14 : *Son amendement retatif à la participation de l'Etat à la constitution d'un fonds de garantie des prêts consentis pour financer le lancement et la fabrication de produits nouveaux* (p. 7007) ; Art. 17 : *Son amendement concernant l'attribution d'une allocation compensatrice aux communes qui remplissent certaines conditions (modification de la loi de 1966 portant réforme des taxes*

sur le chiffre d'affaires) (p. 7007, 7008) ; Art. 20 : *Son amendement concernant la garantie de l'Etat pour des opérations d'investissements réalisées par des entreprises françaises dans des pays étrangers* (p. 7008) ; Art. 22 *bis* : *Son amendement tendant à modifier la loi de 1970 portant réforme hospitalière* (p. 7008) ; Art. 22 *quinquies* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 7009) ; Art. 26 : *Son amendement concernant l'ouverture d'autorisation de programme et des crédits de paiement au Ministre d'Etat chargé de la Défense nationale* (p. 7009) ; **en troisième et dernière lecture** : *Ses observations sur le vote du Sénat ; problème des collectivités et groupements de communes* [20 décembre 1971] (p. 7017, 7018) ;

Ses observations sur l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi de finances rectificative* [20 décembre 1971] (p. 6989) ;

Prend part à la discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Diversité des matières traitées par ce projet* [4 mai 1972] (p. 1352) ; *problème de l'expropriation* (p. 1353) ; Art. 4 : *Application du taux réduit de la T.V.A. en faveur de certaines associations ou organismes* (p. 1356) ; Art. 5 : *Conditions dans lesquelles peut être imposée à la patente la location effectuée par le propriétaire d'un fonds de commerce* (p. 1358) ; Art. 7 : *Recouvrement de certaines amendes et condamnations pécuniaires* (p. 1360) ; Après l'Art. 13 : *Son amendement* (*validation des nominations, reclassements et promotions au grade d'attaché et d'attaché principal d'administration centrale prononcés au titre des années 1963, 1964 et 1965*) (p. 1364) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1363) ; *lutte contre la fraude en matière de spiritueux et d'alcools ; détermination d'un dispositif de bouchage agréé par l'administration* (p. 1363, 1364) ; Art. 16 : *Régularisation de la situation des entreprises qui ont utilisé des droits à déduction supérieurs au crédit de taxe sur la valeur ajoutée* (p. 1364) ; Art. 17 : *Coût des immeubles construits ; notion de « voies et réseaux divers »* (p. 1365) ; *son amendement* (p. 1368) ; *prix des terrains* (p. 1368) ; *problème de l'assainissement* (p. 1370) ; Art. 20 : *Son amendement rédactionnel* (p. 1371) ; Art. 21 : *Son amendement* (p. 1372) ; Art. 22 : *Son amendement rédactionnel* (p. 1373) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [14 juin 1972] (p. 2469, 2470) ; Art. 4 : *Possibilité pour les agents de change de constituer des sociétés anonymes ; possibilité pour les agents de change d'être contrepartistes* (p. 2472) ; *taux de mutation sur les fonds de commerce* (p. 2474) ; Art. 7 : *Institution d'une procédure simplifiée d'opposition administrative ; recouvrement des amendes* (p. 2477, 2478) ; *ses amendements* (p. 2479) ; *information du redevable* (p. 2481) ; Art. 25 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capelle* (p. 2483) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de cet article* (p. 2484) ; *saisine de la commission de vérification des comptes* (p. 2484) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ventes de fonds de commerce* [29 juin 1972] (p. 2994) ; en troisième lecture : *Compétence des rapporteurs spéciaux du Parlement chargés du contrôle des entreprises nationales et des sociétés d'économie mixte* [30 juin 1972] (p. 3097) ; Art. 7 : *Ses amendements* (p. 3098) ; *son amendement* (*procédure de l'opposition administrative*) (p. 3098) ; Art. 27 : *Son amendement* (*contrôle parlementaire des sociétés ou entreprises dans lesquelles les capitaux d'origine publique représentent plus de 50 %*) (p. 3098) ; en quatrième et dernière lecture : *Ses observations* [1er juillet 1972] (p. 3116).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Situation politique actuelle ; situation économique et financière* [24 mai 1972] (p. 1860) ; *investissements français à l'étranger ; solde de nos avoirs en or et en devises ; problème du chômage ; hausse des prix ; œuvre dans la législature actuelle* (p. 1861) ; *ses observations sur les scandales de la IVe République ; ses propositions au groupe communiste* (p. 1862, 1863) ; *ses observations sur les paroles de M. Achille-Fould* (p. 1871).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1970 : *Caractère du budget de 1970 ; procédure du fonds d'action conjoncturelle ; taux de croissance des recettes fiscales ; taux de la T.V.A.* [6 juin 1972] (p. 2202) ; *nombre d'infractions aux règles budgétaires constatées par la Cour des comptes ; procédure des décrets d'avances ; procédure des fonds de concours ; caractère abusif des reports de crédits* (p. 2203) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulloche* (p. 2906, 2907) ;

— du projet de loi relatif à l'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers : *Rapport du Conseil des impôts ; champ d'application du texte ; situation des agents généraux d'assurances* [29 juin 1972] (p. 2990, 2991) ; Art. 1er : *Problème des rémunérations accessoires* (p. 2991) ; *ses observations sur les paroles de M. Collière* (p. 2992) ;

— du projet de loi approuvant une convention conclue entre le Ministre de l'Economie et des Finances et le gouverneur de la Banque de France : *Conséquences financières de la dévaluation du dollar* [29 juin 1972] (p. 2993, 2994) ; ses observations à l'occasion du dépôt du rapport de la Cour des comptes sur le bureau de l'Assemblée Nationale [30 juin 1972] (p. 3050) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973, en qualité de *Rapporteur général : La réforme de la fiscalité proposée par le groupe socialiste ; la suppression de l'avoir fiscal ; l'épargne* [24 octobre 1972] (p. 4290); *les allégements proposés par le groupe communiste* (p. 4290) ; *l'équilibre du budget ; le taux de croissance de 5,8 %* (p. 4291) ; *le dynamisme politique ; la piorité donnée à l'éducation nationale qui absorbera 18 % des recettes de l'Etat* (p. 4291, 4293) ; *la progression des crédits des équipements collectifs ; l'utilisation, en 1973, des crédits du Fonds d'action conjoncturelle* (p. 4291) ; *le recours à l'emprunt* (p. 4291, 4294) ; *les mesures sociales* (p. 4292) ; *l'allégement de l'impôt sur le revenu pour certaines catégories ; la diminution du poduit de la T.V.A. ; la croissance excessive de la fiscalité locale ; les améliorations à apporter à ce budget ; l'inflation* (p. 4292) ; *les moyens de la combattre* (p. 4293, 4294) ; de la première partie du projet de loi de finances pour 1973, en qualité de *Rapporteur général,* Après l'Art. 1er : *Ses observations contre l'amendement de M. Boulloche ; son accord pour une modulation différente sans excès des tranches du barème ; garde des enfants ; situation fiscale des retraités et des personnes âgées ; dirigeants de sociétés ; décisions fiscales à l'égard des épargnants et des entreprises tariraient la source de l'expansion ; ses observations contre l'amendement du groupe communiste* [25 octobre 1972] (p. 4359, 4360) ; Art. 2 : *Ses observations à l'amendement de M. Boulloche ; intérêt d'une limitation du quotient familial ; choix d'une allocation aux mères de famille plutôt que d'une déduction fiscale* (p. 4362) ; *ses observations à l'amendement de Mme Vaillant-Couturier* (p. 4363) ; Après l'Art. 2 : *Ses observations en faveur de l'amendement du Gouvernement et contre l'amendement de M. Boulloche (abattement pour les personnes âgées, avoir fiscal)* (p. 4368, 4369) ; *imposition au bénéfice réel des cultivateurs dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500.000 francs ; ses observations sur les trois amendements de M. Collette concernant le problème du bénéfice réel ; 1° modification du décret du 7 décembre 1971 ; inscription sur le bilan de l'amortissement de l'actif foncier ; sa demande d'amortissement en franchise d'impôt pour modernisation d'équipement ou agrandissement* (p. 4371, 4372, 4373) ; *2° délai accordé aux agriculteurs pour prendre leur décision ; 3° dispositions pour les productions spéciales* (p. 4371) ; *crainte du bénéfice réel par les agriculteurs* (p. 4372, 4373) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement : versements d'un acompte provisionnel de 60 % payable au plus tard le 15 mai par les contribuables payant leurs impôts avec un an de retard ; amendement qui procurerait un supplément de recettes permettant de satisfaire certaines demandes de députés* (p. 4374, 4375) ; Art. 6 : *Amendement de suppression car le bénéfice de cet article ne s'étend pas aux collectivités locales ni aux professions libérales ; retrait* (p. 4378) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à harmoniser la pratique fiscale avec les dispositions du Code du travail sur la portion insaisissable ou incessible du salaire* (p. 4379) ; Art. 11 : *Son amendement de suppression de cet article permettant de doubler le délai normal de prescription pour le délit fiscal* (p. 4380, 4381) ; Art. 12 : *Son amendement : application de cet article aux sommes versées et avantages en nature perçus à compter du 1er janvier 1973 ; retrait* (p. 4381) ; Art. 13 : *Son amendement rédactionnel* (p. 4381) ; Art. 18 : *Ses observations à l'amendement du Gouvernement et au sous-amendement de MM. Rieubon et Lamps (majoration des rentes viagères)* (p. 4383) ; Art. 20, Titre III : *Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges ; son amendement : retrait au profit de l'amendement d'équilibre du Gouvernement* (p. 4392) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS, Titre III : *Son amendement de réduction des crédits de ce titre afin que cette somme soit employée pour valoriser la situation des inspecteurs et directeurs*

départementaux de la Jeunesse et des Sports; retrait [27 octobre 1972] (p. 4480, 4481) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : I. - SERVICES GÉNÉRAUX - PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT, Après l'Art. 50 : *Son amendement instituant une taxe additionnelle à la taxe perçue au profit de l'aéroport de Paris sur le nouvel aéroport de Roissy-en-France qui sera versée aux communes situées dans les zones de nuisance de cet aéroport ; sa réserve* (p. 4505) ; *son amendement : taxation des dépôts à ciel ouvert de ferrailles* (p. 4505) ; *retrait* (p. 4506) ; *son amendement instituant un certificat obligatoire de dégazage dans les ports attestant que les résidus pétroliers ont bien été déchargés à terre et non en mer ; retrait* (p. 4506) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Titre IV : *Son amendement de réduction des crédits de ce titre ; retrait* [2 novembre 1972] (p. 4581) ; *son second amendement de réduction de ces crédits à cause des discordances entre les crédits inscrits et les crédits qui se sont révélés nécessaires pour augmenter la retraite de 35 à 50 francs ; retrait* (p. 4581) ; EDUCATION NATIONALE, Etat B, Titre III : *Son amendement de réduction des crédits de ce titre ; suppression du crédit affecté à la rémunération des postes de professeurs agrégés non encore pourvus et augmentation, en contrepartie, des parts de bourses ; retrait* [10 novembre 1972] (p. 5030, 5031) ; *réduction des crédits de ce titre afin d'obtenir des précisions sur la situation des professeurs de l'enseignement général des collèges, des inspecteurs départementaux de l'Education nationale et des chefs d'établissement* (p. 5031) ; *retrait* (p. 5032) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE - JOURNAUX OFFICIELS - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN, Section VI, Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité, Etat B, Titre IV : *Son amendement de réduction des crédits de ce titre ; création et rôle d'un médiateur pour améliorer les relations entre les citoyens et l'administration* [13 novembre 1972] (p. 5080); *retrait* (p. 5081) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat B, Titre III : *Son amendement de réduction des crédits de ce titre à propos de l'indemnisation des diplomates ayant subi des dommages dans leurs biens* [16 novembre 1972] (p. 5308) ; *retrait* (p. 5309) ; LOGEMENT, Titre VI : *Réduction des autorisations de programme de ce titre en vue d'engager un dialogue sur les primes à la construction dont les primes d'amélioration de l'habitat rural, la rénovation de l'habitat insalubre, le problème des logements H.L.M. locatifs* (p. 5334) ; *retrait* (p. 5336) ; TOURISME, Etat C, Titre V : *Son amendement de réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de ce titre tendant à introduire une mesure d'ordre car il n'estime pas souhaitable l'inscription, dans un chapitre d'équipement, de dépenses d'études* [17 novembre 1972] (p. 5367, 5368) ; *retrait* (p. 5368) ; EQUIPEMENT ET URBANISME, Etat C, Titre VI : *Son amendement de réduction des autorisations de programme de ce titre destiné à obtenir un relèvement de crédits pour les espaces verts ; retrait* (p. 5403) ; Art. 52 : *Son amendement complétant ainsi cet article : « l'Etat pourra conclure avec les collectivités locales des contrats de programmation et de financement pluriannuels »* (p. 5404) ; *amendement repoussé par le Gouvernement non adopté* (p. 5405) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS : *Intervention d'un parlementaire pourrait être précisée au contribuable intéressé* [18 novembre 1972] (p. 5505, 5506) ; ARTICLES NON RATTACHÉS, Art. 47 : *Son amendement de suppression de cet article instituant des centres conventionnés de gestion et de comptabilité à cause des difficultés d'application de ce texte* [18 novembre 1972] (p. 5514) ; *inquiétude des comptables agréés ; demande comme corollaire l'abattement de 20 % ; information insuffisante des intéressés ; accord de la Commission des finances sur le principe de ce texte, mais demande d'un délai de quelques mois de réflexion* (p. 5515) ; ARTICLES NON RATTACHÉS, Après l'Art. 50 : *Son amendement insérant un nouvel article instituant une taxe additionnelle de 2 F à la taxe perçue au profit de l'aéroport de Paris sur le nouvel aéroport de Roissy-en-France, versée à un fonds intercommunal d'indemnisation pour les riverains réunissant les communes situées dans les zones de nuisance de cet aéroport ; retrait* (p. 5517) ; *ses observations contre l'amendement de M. Rieubon, majorant la patente pour les patentables exploitant plus de cinq établissements de vente de marchandises et pour les magasins à grande surface de vente et la réduisant pour les commerçants de détail et les artisans n'employant pas plus de deux salariés* (p. 5517) ; *son avis défavorable à l'amendement de M. Boulloche abrogeant la taxe professionnelle des sociétés coopératives agricoles et de leurs unions, ainsi que des sociétés d'intérêt col-*

lectif agricole et la taxe spéciale perçue au profit des collectivités locales et instituant une taxe de récupération des plus-values d'urbanisation (p. 5518) ; *son avis favorable à l'amendement du Gouvernement insérant un nouvel article prorogeant le régime actuel du contingentement des rhums* (p. 5518) ; *son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement modifiant l'article 1603 II du Code général des impôts, prévoyant que les chambres de métiers qui souhaiteront ne pas utiliser la possibilité d'augmentation pourront maintenir leur prélèvement fiscal au niveau actuel* (p. 5518) ; *son avis favorable à l'amendement du Gouvernement, insérant un nouvel article concernant la situation des sociétés immobilières sans but lucratif* (p. 5518) ; Après l'Art. 52 : *Ses observations contre l'amendement de M. Duval, affectant 0,3 % du versement représentatif de la taxe sur les salaires aux communes minières* (p. 5519) ; seconde délibération du projet de loi, Art. 20 : *Amendements du Gouvernement déposés à la demande de la commission des finances ; ses observations à l'amendement d'équilibre du Gouvernement* [18 novembre 1972] (p. 5524) ; Art. 22 : *Ses observations aux amendements de majoration du Gouvernement et plus particulièrement à l'amendement permettant d'inscrire au budget de l'éducation nationale les crédits nécessaires pour la nationalisation de 100 collèges d'enseignement secondaire supplémentaires et à l'amendement de majoration des crédits du Titre IV de l'Etat B concernant le Ministère de l'Economie et des Finances. — I. - Charges communes (augmentation des rentes viagères) ; sa demande d'explications sur la diminution des crédits inscrits au chapitre des voies navigables* (p. 5525, 5526) ; *son avis favorable aux amendements de majoration du Gouvernement* (p. 5527) ; Art. 50 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement associant à ce texte le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des Services de l'information ; ses observations à l'amendement du Gouvernement assimilant aux quotidiens, pour l'application de l'article 39 bis, les périodiques de province et étendant l'exonération de la T.V.A. dont bénéficient les fournitures faites aux entreprises de presse éditrices de journaux et de publications périodiques par les agences de presse agréées, aux opérations de rétrocession par une entreprise de presse d'éléments d'information élaborés par ses soins à une autre entreprise de presse ; demande la suppression de la taxe sur les salaires ; règle des deux tiers qui s'applique aux investissements* (p. 5529) ; *retrait du sous-amendement* (p. 5530) ; Après l'Art. 53 : *Utilisation de l'excédent disponible pour l'aide à la presse ; améliorations nombreuses et corrections parfois profondes décidées à l'Assemblée Nationale ; physionomie du budget modifié ; coloration sociale accentuée ; rôle positif de l'Assemblée sur le plan de l'examen général du budget, de son contrôle et de sa critique ; hausse des prix ; inflation par les coûts, par les comportements ; demande au Gouvernement s'il ne conviendrait pas d'envisager une triple action sur les prix, sur les tarifs publics et sur les esprits* (p. 5531, 5532) ; **Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire :** *Accord complet en Commission mixte paritaire sur les dix-neuf articles restant en discussion ; acompte provisionnel payable par certains contribuables qui reçoivent avec un an de retard leurs avertissements ; procédures comptables relatives à l'affectation de la redevance supportée par les produits pétroliers ; rejet par le Sénat des crédits des anciens combattants, des fonds spéciaux, du comité interministériel pour l'information, du budget de la jeunesse et des sports, des crédits de subvention à la R.A.T.P. ; regret des retards apportés à l'élaboration d'un statut des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; demande le relèvement des crédits prévus pour l'enseignement agricole public et privé, le crédit nécessaire à la mise en place d'un médiateur, la nationalisation de soixante-quinze nouveaux collèges d'enseignement secondaire ; budget annexe des P.T.T. ; régime fiscal de la presse (provisions constituées en franchise d'impôt) ; imposition à la patente des coopératives vinicoles ; droits d'enregistrement sur les cessions de parts des groupements fonciers agricoles* [14 décembre 1972] (p. 6171) ; *son souhait de succès des mesures contre l'inflation* (p. 6177, 6178) ; *son avis favorable aux amendements du Gouvernement concernant l'enseignement agricole public et privé* (p. 6183) ; *son sous-amendement complétant l'amendement du Gouvernement relatif au dispositif fiscal de lutte contre l'inflation par : « Les commissions des finances du Parlement seront tenues informées des opérations retracées au compte d'allégement de la fiscalité indirecte »* (p. 6184) ;

— du projet de loi portant aménagement du monopole des allumettes : *Application du traité de Rome ; modalités de distribu-*

tion des allumettes en France ; clauses de sauvegarde contenues dans le traité de Rome [23 novembre 1972] (p. 5610) ; *fixation des prix* (p. 5611) ;

— du projet de loi relatif aux remisiers et gérants de portefeuilles : *Conditions de travail des intermédiaires financiers ; nécessité de donner aux épargnants une garantie de sérieux professionnel et de moralité* [23 novembre 1972] (p. 5613) ; *responsabilité des professionnels* (p. 5614) ; Art. 3 : *Son amendement* (p. 5615) ; *rôle de la chambre syndicale des agents de change pour s'assurer de la conformité des statuts des sociétés à la loi* (p. 5615) ; Art. 6 : *Son amendement concernant les opérations directes* (p. 5615) ; Art. 7 : *Son amendement (rôle de la commission des opérations de bourse)* (p. 5615) ; *retrait de la carte d'auxiliaire de la profession boursière* (p. 5615) ; Art. 9 : *Son amendement précisant que le recours n'est pas suspensif* (p. 5615) ; Art. 10 : *Son amendement (pénalités)* (p. 5616) ; *son amendement tendant au début du troisième alinéa* (2°) *de cet article, après les mots : « les fondateurs » à insérer les mots : « encore en exercice »* (p. 5616) ; Art. 11 : *Conditions d'exercice de la profession* (p. 5617) ;

— du projet de loi sur la Banque de France, en qualité de *Rapporteur général : Modernisation des statuts actuels de la Banque de France* [28 novembre 1972] (p. 5673) ; *définition de ses missions ; structures de l'institut d'émission ; modification de la composition du conseil général ; présentation des opérations de la Banque en trois sections (concours à l'Etat, opérations sur or et sur devises, concours à l'économie)* (p. 5674) ; Art. premier : *Son amendement définissant la mission générale de la Banque de France* (p. 5682) ; *ses observations aux amendements de MM. Capelle et Offroy* (p. 5682, 5683) ; *accepte la proposition de rédaction de synthèse du Gouvernement* (p. 5683) ; *ses observations contre l'amendement de M. Cazenave* (p. 5683) ; Art. 2 : *Son avis défavorable aux deux amendements de MM. Capelle et Planeix, prévoyant un monopole de la fabrication des billets au bénéfice de la Banque de France* (p. 5688, 5689) ; Art. 3 : *Ses observations contre l'amendement de M. Regaudie substituant aux mots : « Ministre de l'Economie et des Finances » le mot : « Gouvernement »* (p. 5689) ; Art. 4 : *Ses observations contre l'amendement de M. Regaudie* (p. 5690) ; Art. 5 : *Son avis défavorable à l'amendement de M. Capelle tendant à faciliter les moyens d'investigation de la Banque de France* (p. 5690) ; Art. 6 : *Son amendement de suppression de cet article* (p. 5692) ; Art. 8 : *Son amendement de forme* (p. 5692) ; Art. 10 : *Ses observations contre l'amendement de M. Regaudie prévoyant qu'un des sous-gouverneurs sera issu des cadres de la Banque et qu'aucun des gouverneurs et sous-gouverneurs ne devra avoir auparavant exercé des fonctions de direction dans une entreprise privée* (p. 5693) ; Art. 13 : *Ses observations contre l'amendement de M. Regaudie fixant à douze le nombre des conseillers ; son amendement stipulant que deux censeurs au lieu d'un assistent aux séances du conseil général* (p. 5693) ; Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement rétablissant la désignation par décret simple* (p. 5695) ; *ses observations contre les deux amendements de M. Capelle et celui de M. Offroy, concernant la désignation des conseillers* (p. 5695) ; *son amendement stipulant que le représentant du personnel ne peut être choisi qu'au sein de celui-ci ; adoption* (p. 5695) ; *son amendement prévoyant qu'en cas d'interruption de mandat le successeur est nommé pour la durée du mandat restant à courir* (p. 5695) ; Art. 15 : *Son amendement stipulant que les statuts du personnel sont présentés par le gouverneur à l'agrément du Ministre de l'Economie et des Finances ; adoption* (p. 5696) ; Art. 16 : *Son amendement devenu sans objet* (p. 5696) ; Art. 27 : *Son amendement de suppression de cet article qui briserait l'unicité du marché boursier ; adoption* (p. 5697) ; Art. 28 : *Son amendement de suppression de cet article qui ne lui paraît pas justifié* (p. 5697) ; *n'est pas adopté* (p. 5698) ; Art. 29 : *Son amendement de suppression de cet article retiré au profit d'une nouvelle rédaction acceptée par le Gouvernement* (p. 5698) ; Art. 30 : *Son amendement de suppression de cet article afin de soumettre le personnel de la Banque de France aux juridictions de droit commun ; son respect des droits acquis* (p. 5698, 5699) ; Art. 31 : *Son amendement de forme* (p. 5699) ; *ses observations contre l'amendement de M. Bernard Marie tendant à supprimer la deuxième phrase de l'article 31 concernant la présentation des comptes de la Banque de France* (p. 5699) ; Art. 35 : *Son amendement visant les activités courantes bancaires de la Banque de France (tenue des comptes particuliers) ; adoption contre l'avis du Gouvernement* (p. 5700) ; en deuxième lecture : *Ses observations*

sur les modifications réalisées par le Sénat [18 décembre 1972] (p. 6291) ; Art. 1er : *Son amendement (rôle de la Banque de France)* (p. 6291) ; Art. 35 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 6292) ;

— du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurances : *Participation ; législation sur l'intéressement* [28 novembre 1972] (p. 5701) ; *texte tirant les leçons de l'expérience de l'actionnariat à la régie Renault ; possibilité pour les actions cédées gratuitement au personnel de venir à terme sur le marché financier ; actionnariat populaire ; réorganisation des structures de direction des banques nationales et des sociétés nationales d'assurances en dérogeant aux principes généraux d'organisation des sociétés* (p. 5702) ; *ses observations contre la question préalable du groupe socialiste* (p. 5703) ; Art. 2 : *Son amendement supprimant la référence à l'ancienneté et aux responsabilités des salariés dans le cas d'acquisition des actions à titre onéreux* (p. 5708, 5709) ; Art. 3 : *Son amendement rédactionnel précisant que les actions sont négociables sur le marché financier* (p. 5709) ; *ses observations en faveur de l'amendement de M. Herman stipulant que pourront acquérir des titres les membres du personnel de nationalité étrangère* (p. 5709) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à appliquer le droit commun relatif aux assemblées générales des sociétés anonymes* (p. 5709) ; *sa suggestion de fixation à deux du nombre des représentants des actionnaires autres que l'Etat ; retrait de son amendement* (p. 5710) ; *ses observations contre l'amendement de M. Herman tendant à augmenter la représentation du personnel afin de faciliter la représentation des différentes organisations syndicales* (p. 5710) ; Art. 6 : *Ses deux amendements : le premier tendant à réduire à un seul administrateur de la catégorie c) les membres du conseil d'administration désignés par le Ministre de l'Economie et des Finances en raison de leur compétence technique, le second tendant à fixer à deux le nombre des administrateurs représentant les actionnaires autres que l'Etat dont l'un au moins représenterait les personnes physiques détentrices de titres* (p. 5710, 5711) ; *retrait à la suite de la proposition du Gouvernement d'ajouter : « l'un de ces administrateurs représente les personnes physiques détentrices d'actions »* (p. 5711) ; *son avis défavorable à l'amendement de M. Capelle portant de trois à quatre le nombre des administrateurs désignés* (p. 5711) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement rédactionnel* (p. 5711) ; Art. 7 : *Son amendement de suppression du dernier alinéa de cet article afin que restent en vigueur les articles 101 et 103 de la loi de 1966 sur les sociétés ; retrait* (p. 5712) ; Art. 8 : *Son amendement (retrait)* (p. 5712) ; Art. 9 : *Son amendement similaire à celui de l'article 6 retiré au profit de l'amendement du Gouvernement* (p. 5712) ; *son avis défavorable à l'amendement de M. Capelle tendant à introduire dans les conseils d'administration des représentants du monde du travail et à l'amendement de M. Herman tendant à faire désigner les trois administrateurs prévus au paragraphe c) par le Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales sur proposition des organisations syndicales les plus représentatives* (p. 5713) ; *son amendement retiré* (p. 5713) ; Art. 11 : *Son amendement rédigeant ainsi cet article : « Le Gouvernement présentera un projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les sociétés du groupe mutualiste Mutuelle générale française »* (p. 5713) ; *retrait* (p. 5714) ; Art. 12 : *Amendement de pure forme* (p. 5714) ; Art. 15 : *Son amendement rédigeant ainsi cet article : « Les modalités d'application de la présente loi seront fixées par décret en Conseil d'Etat »* (p. 5714) ; en deuxième lecture : *Absence de processus de dénationalisation* [18 décembre 1972] (p. 6293) ; Art. 7 : *Ses observations sur le fait que certaines dispositions du droit des sociétés ne sont pas applicables aux sociétés centrales d'assurances* (p. 6294) ; en quatrième et dernière lecture : *Sa demande à l'Assemblée de confirmer son vote* [20 décembre 1972] (p. 6383, 6384) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972 : *Modifications limitées et sans conséquence essentielle ; moins-value de l'impôt sur le revenu, car retards administratifs dans l'émission des rôles* [6 décembre 1972] (p. 5927) ; *produit de la taxe sur la valeur ajoutée supérieur aux prévisions ; dépenses supplémentaires du remboursement aux exportateurs et du remboursement des crédits de T.V.A. ; problème du rendement exact de la T.V.A. ; dépenses concernant le* Concorde ; *subvention à l'Entreprise minière et chimique ; crédit au profit du plan « Electronique professionnelle civile »* (p. 5928) ; Art. 5 : *Son amendement de suppression de*

cet article relatif au tarif du prélèvement progressif opéré sur le produit brut des gains dans les casinos afin d'obtenir du Gouvernement des précisions ; retrait (p. 5938, 5939) ; Art. 6 : *Son amendement associant le Ministre du Développement industriel et scientifique au Ministre de l'Economie et des Finances* (p. 5939) ; *son amendement tendant à insérer dans le paragraphe II, après les mots : « sur une liste établie par le Ministre de l'Economie et des Finances », les mots : « et par le Ministre du Développement industriel et scientifique »* (p. 5940) ; *son amendement de forme ; son amendement tendant à accorder le bénéfice des dispositions prévues aux paragraphes I à III aux groupements de petites et moyennes entreprises* (p. 5940) ; Art. 7 : *Ses deux amendements de forme* (p. 5941) ; Art. 8 : *Son amendement de suppression de cet article car manque de clarté dans la rédaction du Gouvernement ; retrait* (p. 5941) ; Après l'Art. 8 : *Son amendement tendant à demander au Gouvernement de distinguer, à partir de l'an prochain, la part des crédits de la dotation du chapitre 46-91 qu'il envisage de consacrer à la contribution à l'indemnisation et celle qu'il envisage de consacrer au moratoire* (p. 5942) ; *adoption contre l'avis du Gouvernement* (p. 5943) ; *son avis favorable à l'amendement de M. Jean-Pierre Roux dispensant de l'établissement du bon de remis certains transports de fruits et légumes ; son avis favorable à l'amendement du Gouvernement relatif aux villes nouvelles ; son avis favorable à l'amendement du Gouvernement relatif aux droits sur les rhums et spiritueux et à celui sur les ventes d'animaux vivants* (p. 5944) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à frapper de nullité les décisions des collectivités locales qui s'engagent* a priori *à ne pas mettre en cause la responsabilité des corps techniques de l'Etat dont elles sollicitent le concours* (p. 5944) ; *son amendement tendant à faire déposer, au cours de la prochaine session, un projet de loi relatif à la création de centres comptables conventionnés* (p. 5947) ; *approuve le principe de la création de ces centres mais estime son application prématurée ; demande une prise de contact avec les organisations professionnelles ; retrait* (p. 5948, 5949) ; Etat B : *Son avis défavorable à l'amendement de M. Mitterrand de réduction des crédits du titre VI retatifs au plan « Electronique professionnelle civile »* (p. 5954) ; *rappelle au Gouvernement sa promesse concernant le décret facilitant aux agriculteurs le passage au régime du bénéfice réel et la faculté d'inscription du patrimoine foncier au bilan* (p. 5956) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur les modifications faites par le Sénat* [18 décembre 1972] (p. 6295) ; Art. 9 *bis : Mise en application des modalités de garantie* (p. 6296) ; Art. 12 *quater : Nécessité de modifier le décret du 7 décembre 1971 ; inscription du foncier au bilan pour les agriculteurs passant au régime du bénéfice réel* (p. 6296).

SABLÉ (Victor)

Député de la Martinique
(3e circonscription)
App. R.I.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'apparente au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la filiation [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française [17 décembre 1971] (p. 6942).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — IV. - Services du Premier Ministre. - Départements d'outre-mer, n° 394 [23 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — IV. - Départements d'outre-mer, n° 840 [17 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2546) portant abrogation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960, n° 2579 [5 octobre 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — IV. - Départements d'outre-mer, n° 2589 [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2551) relatif au régime des eaux dans les Départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, n° 2752 [12 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Aspirations des populations d'outre-mer ; problème démographique : Bureau pour le développement des migrations des Départements d'outre-mer ; aide au logement ; possibilité de faciliter le retour au pays natal de ceux qui ont achevé leur formation professionnelle ; régulation des naissances ; formation des jeunes ; écart entre la métropole et les Départements d'outre-mer ; industrialisation ; nécessité de repenser, dans tous les secteurs de l'économie, notre système d'incitations ; prolifération des sociétés d'Etat et des missions chargées du tourisme outre-mer ; ses observations sur la Société immobilière et touristique des Départements d'outre-mer ; projet de loi sur les loyers ; non-application dans les D.O.M. des décrets de 1964 créant des commissions de développement économique et social ; régionalisation ; désignation des assemblées régionales* [9 novembre 1968] (p. 4249 à 4251) ; Après l'Art. 73 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly ; obligation pour le Gouvernement de présenter chaque année un état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux Départements et aux Territoires d'outre-mer* (p. 4273).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement à la réforme de la région et du Sénat : *Mythe de l'autonomie ; lutte contre le sous-développement ; idée de participation* [14 décembre 1968] (p. 5516, 5517).

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Rationalisation des choix budgétaires ; mise en place de la commission de coordination des investissements ; régime des congés des fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer ; politique des migrations ; courant migratoire en direction du Canada français ; rôle du B.U.M.I.D.O.M.; fonctionnement des missions de sélection au Brésil, au Venezuela et en Colombie ; rapports entre bailleurs et locataires des locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les D.O.M. ; pénurie de logements ; illusions du progrès social sans croissance économique ; politique de l'enseignement ; formation*

des personnels municipaux ; création d'une sous-préfecture dans l'arrondissement de Saint-Paul à la Réunion ; projet d'une sous-préfecture dans l'arrondissement du sud de la Martinique ; création de cinq municipalités nouvelles en Guyane ; réorganisation administrative du territoire de l'Inini ; nécessité de doter les D.O.M. de C.O.D.E.R. ; avenir politique de ces départements ; vocation sucrière de la Réunion ; production bananière antillaise ; problème du tourisme [15 novembre 1969] (p. 3809 à 3811) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Cas des départements d'outre-mer ; fragilité de l'économie antillaise ; aide technique et financière de la France aux Antilles ; problème de la migration ; renforcement des moyens financiers du Crédit agricole ; réforme foncière ; organisation industrielle de la pêche ; ses observations sur la Martinique ; nécessité de respecter les programmes d'équipements collectifs taux de croissance de la production intérieure brute ; situation du commerce local ; ses observations sur les tarifs d'Air France* [15 juin 1970] (p. 2663 et 2664).

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur la tempête tropicale Dorothée ; rationalisation des choix budgétaires ; possibilité pour les députés d'être en permanence des inspecteurs de la nation ; diminution des crédits d'équipement ; ses observations sur la migration ; rôle du B.U.M.I.D.O.M. ; administration de la justice ; sous-administration des départements d'outre-mer* [26 octobre 1970] (p. 4723) ; *priorité au développement des productions traditionnelles; prolifération des magasins à grande surface ; ses observations sur le sucre ; constitution d'une « société de gérance des usines réunies» par l'établissement d'une convention financière et par la fusion des usines du Lareinty, de Rivière-Salée et de Marin ; vente de l'usine du Petit-Bourg ; coopérative de Wavignies* (p. 4724) ; *ses observations sur les paroles de M. Briot ; ses observations sur la règlement européen du 26 novembre 1968; plan de restructuration sucrière* (p. 4725) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Spécificité des problèmes d'outre-mer ; problèmes agricoles ; productions bananière, sucrière, d'ananas et de rhum ; réforme foncière ; lutte contre la spéculation* [17 juin 1971] (p. 3048, 3049) ; *création d'industries de transformation* (p. 3050) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Législation des loyers ; création d'une sous-préfecture dans le sud de la Martinique ; problèmes de la démographie et du sous-emploi ; problème des migrations ; origine des volontaires de l'assistance technique ; production sucrière de la Martinique; convention passée entre les pouvoirs publics et le groupement d'intérêt économique bananier* [26 octobre 1971] (p. 4902) ; *projet de réforme régionale ; ses observations sur la « grande région » Antilles-Guyane* (p. 4903) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 7 : *Aménagements fiscaux dans les D.O.M. ; liste des secteurs susceptibles de bénéficier d'une exonération fiscale ; succès du tourisme* [7 décembre 1971] (p. 6450) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Achille-Fould portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste ; 2° de M. Edouard Charret tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; 3° de M. Andrieux portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; 4° de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; 5° de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste ; 6° de M. Chazelle tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses : *Ses observations sur les amendements proposés par la commission des lois* [7 juin 1972] (p. 2285) ; *immigration des travailleurs ; son vote* (p. 2286) ;

— du projet de loi portant abrogation de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960, en qualité de *Rapporteur : Ses réserves quant*

à l'opportunité de cette ordonnance et la demande de son abrogation ; réintégration des fonctionnaires sanctionnés avec reconstitution de carrière mais sans réaffectation automatique à leur poste antérieur ; absence d'effet rétroactif de l'abrogation [10 octobre 1972] (p. 3989) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION VII. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problèmes administratifs et sociaux ; possibitité pour les départements d'être constitués ou groupés en circonscription d'action régionale ; sous-préfecture dans le sud de la Martinique ; problème de la majoration de traitement destinée à payer les conséquences du coût de la vie dans les D.O.M. qui n'est plus servie aux fonctionnaires admis à la retraite résidant en Martinique, à la Guadeloupe et en Guyane, mais qui est versée pour ceux de la Réunion ; croissance démographique ; sa demande d'accélération de la mise en place d'une législation de contrôle des naissances ; migration* [13 novembre 1972] (p. 5049) ; *aide aux travailleurs privés d'emploi ; enseignement agricole à la Martinique ; prestations sociales ; différences entre les prestations familiales servies au secteur public et au secteur privé ; abaissement des tarifs aériens ; production sucrière, bananière* (p. 5050).

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales une question orale sans débat relative à l'assurance vieillesse dans les D.O.M. [8 décembre 1972] (p. 6037, 6038).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, Art. 1er : *Son amendement rédactionnel* [18 décembre 1972] (p. 6312).

SAID IBRAHIM (Adeham)

Député des Comores
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse centrale de coopération économique [19 novembre 1968] (p. 4741) ;

— membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F.I.D.E.S.T.O.M.) [19 novembre 1968] (p. 4741).

Est élu président du Conseil du Gouvernement du Territoire des Comores, donne sa démission du mandat de député.

L'Assemblée prend acte de sa démission [15 avril 1970] (p. 1045, 1082).

Dépôt :

Sa proposition de loi portant amnistie des infractions commises en relation avec les incidents survenus au lycée d'Etat de Moroni (Grande Comore) du 29 janvier 1968 au 28 mars 1968, n° 299 [3 octobre 1968].

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Retard économique des Comores ; décalage entre les besoins vitaux des populations et les ressources octroyées ; problème de santé et d'éducation ; bourses accordées aux étudiants séjournant en métropole ; son désir de voir une organisation rationnelle des productions d'outre-mer, par une politique de protection des prix adaptée à l'évolution des prix industriels ; nécessité d'une meilleure commercialisation ; élaboration d'un plan décennal de développement économique et social ; répartition des crédits réservés aux Territoires d'outre-mer en fonction de critères permanents et proportionnellement à l'importance de leur population* [4 novembre 1968] (p. 3886, 3887).

SAINT-PAUL (André)

Député de l'Ariège
(2e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission de surveillance des publications destinées à l'enfance [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [26 juin 1970] (p. 3155) ;

— membre de la Commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative au régime des prestations familiales, **n° 442** [15 novembre 1968].

Retrait de cette proposition [12 décembre 1968] (p. 5419).

Interventions :

Pose à M. le Ministre d'Etat, chargé des Affaires sociales, une question orale sans débat sur la situation des malades de longue durée [18 octobre 1968] (p. 3408, 3409).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Chazalon et Fernand Dupuy relatives à la situation du personnel dans les directions départementales de l'action sanitaire et sociale 18 octobre 1968] (p. 3413).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Equipement sanitaire et social ; revalorisation des allocations servies par l'aide sociale aux aveugles, aux infirmes et aux personnes âgées ; sécurité sociale ; liste des longues maladies ; situation des enfants handicapés devenus théoriquement adultes pour avoir atteint l'âge physique de 20 ans ; assurance maladie ; médecine praticienne ; problèmes matériels, fiscaux et financiers pesant sur les médecins; droit à la santé* [6 novembre 1968] (p. 4020, 4021) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discrimination entre les déportés et internés résistants et les déportés et internés politiques ; attitude des fédérations et des amicales de camp* [8 novembre 1968] (p. 4201, 4202) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Carpentier* [4 décembre 1968] (p. 5082) ;

— du projet de loi concernant l'octroi d'une allocation exceptionnelle à caractère familial : *Question du maintien du niveau de vie des diverses catégories sociales ; dégradation des prestations familiales ; effets produits par le plan de redressement économique et financier ; cas des familles de deux enfants ; son vote* [23 octobre 1969] (p. 2890) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Enfance inadaptée ; nombre des créations de postes d'enseignement spécialisés ; problème des constructions ; prévention des inadaptations* [12 novembre 1969] (p. 3608) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Sécurité sociale ; aide apportée par l'Etat ; ses observations sur les pensions d'invalidité ; les rentes et pensions vieillesse des assurances sociales ; cas des veuves d'assu-*

rés ; situation des enfants handicapés ; réforme de la sécurité sociale ; déplafonnement des cotisations ; amélioration du contrôle médical ; simplification de la nomenclature des actes professionnels médicaux et chirurgicaux ; problème de l'hospitalisation ; évolution de la médecine moderne [21 novembre 1969] (p. 4182, 4183) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Ses observations sur la loi de juin 1966 ; insuffisance de la protection ; attitude des commerçants et des artisans ; disparité des régimes ; solidarité nationale ; versement des prestations ; extension de la couverture du risque ; rôle des cotisations supplémentaires ; élection des administrateurs ; ses observations sur les sociétés mutualistes ; équilibre financier ; institution d'une contribution de solidarité versée par les sociétés industrielles ou commerciales ; prise en charge par l'Etat du versement des cotisations de base dont sont exonérés les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité* [2 décembre 1969] (p. 4472 à 4474) ; Art. 14 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « ... sont chargés de promouvoir, en faveur de leurs ressortissants, une action sanitaire et sociale, ainsi qu'une action de prévention médicale »* [3 décembre 1969] (p. 4575, 4576) ; *rôle des caisses mutuelles régionales* (p. 4576) ; Art. 15 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant au début du 6e alinéa du paragraphe III de cet article à supprimer les mots : « d'administrateur ou »* (p. 4580) ; *caisses mutuelles régionales ; caisses artisanales* (p. 4580) ; Art. additionnels : *Complexité du régime d'assurance ; mise en place du système de protection sociale unifié et étendu à tous les Français* (p. 4597) ;

— du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés : *Fragilité financière du système ; déduction de la contribution sociale de solidarité du bénéfice imposable au titre de l'impôt sur les sociétés* [11 décembre 1969] (p. 4853) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Crédits des services de santé ; ses observations sur le VIe Plan ; problème de l'entretien et de l'amélioration des équipements ; humanisation des hôpitaux ; exemple de la ville de Paris ; revendications des personnels hospitaliers ; service de santé scolaire ; problème des handicapés ; recommandations de la Commission Laroque au sujet des personnes âgées ; construction de crèches ; gratuité des études préparant aux professions paramédicales et sociales ; ses observations sur la sécurité sociale ; transfert de cotisations entre les prestations familiales et le régime général* [28 octobre 1970] (p. 4832, 4833) ; *ses observations sur les handicapés ; conditions d'attribution des rentes aux accidentés du travail ; allocations d'aide sociale aux infirmes civils ; reclassement des travailleurs handicapés* (p. 4834) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Budget annexe des prestations sociales agricoles ; charge des cotisants ; ses observations sur le fait que les agriculteurs n'ont droit à aucune indemnité journalière pour arrêt de travail en cas de maladie ; droits aux prestations des ayants droit d'un décédé ; ses observations sur le fait que la femme de l'exploitant ne peut bénéficier d'une pension d'invalidité ; effectifs de l'inspection des lois sociales en agriculture ; assurance accident des salariés de l'agriculture* [7 novembre 1970] (p. 5342) ; EDUCATION NATIONALE : *Situation des enfants inadaptés ; conditions de la vie urbaine et familiale ; problème de l'enseignement spécial* [14 novembre 1970] (p. 5573) ; *nombre des effectifs par classe ; nécessité de prévenir les inadaptations ; situation du service de santé scolaire ; revalorisation des fonctions de médecin scolaire et d'assistante sociale* (p. 5574) ; AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Reclassement des travailleurs handicapés ; absence de coordination entre les divers organismes chargés du reclassement ; rôle des Commissions d'orientation des infirmes ; insuffisance des moyens affectés aux services de l'emploi ; institution d'un organisme départemental unique pour le reclassement ; création d'ateliers protégés pour handicapés adultes ; création, à côté des établissements hospitaliers, de centres de réadaptation fonctionnelle et de rééducation professionnelle ; prévention des accidents du travail* [16 novembre 1970] (p. 5633) ; *accroissement des moyens de l'inspection du travail ; codification des textes* (p. 5634) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions des Livres IV, V et IX du Code

de la santé publique, Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter l'article L 792 du Code de la santé publique par deux nouveaux alinéas : « Pour ces agents, le déroulement de la carrière, et notamment la promotion et la classification en matière de droits à la retraite, seront les mêmes que pour les agents en activité à temps plein. Toutefois, les salaires, les congés et les annuités comptant pour la retraite seront calculés sur le temps de travail effectif. »* [1er décembre 1970] (p. 6052) ; *garantie de la situation des personnels à temps partiel en matière de retraite* (p. 6052) ; Art. 8 : *Répartition et organisation des congés annuels ; priorité donnée aux agents chargés de famille et ayant des enfants d'âge scolaire ; cas des agents originaires des territoires d'outre-mer* (p. 6054) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans l'article L 797 du Code de la santé publique, sont ajoutés in fine les mots suivants : « Sous réserve, toutefois, du respect des règles d'exercice des professions médicales et paramédicales »* (p. 6056) ; *problème de l'utilisation des personnels à des tâches pour lesquelles ils ne sont pas qualifiés* (p. 6057) ; *son amendement tendant à insérer entre les alinéas 1er et 2 de l'article L 811 du Code de la santé publique de nouvelles dispositions (organisation des concours)* (p. 6057) ; *application des principes inscrits dans le statut général des fonctionnaires* (p. 6057) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer aux trois premiers alinéas de cet article deux nouveaux alinéas (mission des établissements hospitaliers)* [4 décembre 1970] (p. 6187) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « il en est de même des présidents des Commissions médicales consultatives et du représentant des pharmacies des établissements du groupe interhospitalier »* (p. 6190) ; Art. 16 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Peyret à supprimer les mots : « qui sont membres de droit »* (p. 6191) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 6191) ; Art. 26 *ter* : *Son amendement tendant, après les mots : « collectivités locales intéressées » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « et des caisses d'assurance maladie. Il comprend, en outre, des délégués des personnels hospitaliers, médicaux et non médicaux »* (p. 6201) ; Après l'Art. 6 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Peyret, à supprimer le membre de phrase : « et le régime administratif auquel ils seront soumis »* (p. 6204) ; Art. 9 : *Son amendement tendant au début du cinquième alinéa de cet article à substituer aux mots : « ou le médecin inspecteur régional » les mots : « le conseil d'administration du centre hospitalier ou le médecin inspecteur régional »* (p. 6210) ; Art. 30 : *Son amendement tendant à substituer à la deuxième phrase du premier alinéa de cet article les deux phrases suivantes : « La décision peut être contestée par tout intéressé. Le Ministre chargé de la Santé publique doit statuer sur ce recours, dont l'effet est suspensif, dans un délai de trois mois et sur avis d'une commission d'hospitalisation »* (p. 6217) ; Art. 31 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (cas de décès du bénéficiaire avant l'ouverture de l'établissement)* (p. 6218) ; Art. 38 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (1°) de cet article, après les mots : « de même nature » à insérer les mots : « à l'exclusion toutefois du centre hospitalier régional faisant partie du centre hospitalier universitaire »* (p. 6224) ; Après l'Art. 53 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (obligation faite au Gouvernement de déposer chaque année sur le bureau du Parlement, en annexe au projet de loi de finances, un rapport relatif à l'application de la présente loi)* (p. 6230) ;

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés : Art. L 543-2 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant, dans la première phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article, à insérer de nouvelles dispositions : « cette commission doit comporter au moins un représentant des associations locales des familles d'enfants handicapés »* [6 mai 1971] (p. 1719) ; *attribution de l'allocation sur avis conforme de la commission départementale d'orientation des infirmes ; composition de cette commission ; retrait de son amendement* (p. 1719) ; *son amendement tendant à la fin du texte proposé pour le dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « contentieux technique » les mots : « contentieux général »* (p. 1719) ; *nature du contentieux technique de la Sécurité sociale* (p. 1719, 1720) ; *renvoi au contentieux général de la Sécurité sociale* (p. 1720) ; Art. 7 : *Situation des handicapés adultes entre 60 et 65 ans* (p. 1723) ; Art. 8 : *Son amendement*

tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « qui doit comporter au moins un représentant des associations locales des handicapés adultes » (p. 1725) ; *composition de la commission départementale d'orientation des infirmes* (p. 1726) ; *retrait de son amendement* (p. 1726) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte de cet article, à supprimer les mots : « ou technique »* (p. 1727) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « même dans le cas où l'allocation n'est pas versée ou est suspendue »* (p. 1728) ; *extension des avantages du projet de loi aux bénéficiaires d'une allocation lorsqu'ils sont hospitalisés* (p. 1728) ; Après l'Art. 11 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (dépôt par le Gouvernement, avant le 31 décembre 1971, d'un projet de loi de programme en faveur des handicapés)* (p. 1730) ; *principe de la solidarité nationale ; élaboration d'une réforme totale de l'aide aux handicapés* (p. 1731) ;

— du projet de loi modifiant les titres II et V du Code de la famille et de l'aide sociale et relatif au régime des établissements recevant des mineurs, des personnes âgées, des infirmes, des indigents valides et des personnes accueillies en vue de leur réadaptation sociale : *Conséquence de l'initiative privée dans ce domaine ; nécessité pour les pouvoirs publics d'équiper le pays en maisons de retraite et en maisons d'enfants ; rôle des associations privées* [18 mai 1971] (p. 1944) ;

— du projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins : *Taux de remboursement ; régime de convention créé en 1960* [27 mai 1971] (p. 2138) ; *contenu de la future convention nationale ; importance du Code de déontologie ; entrée en vigueur de la convention ; pouvoirs du conseil de l'ordre libertés traditionnelles du corps médical* (p. 2139) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article L 257 du Code de la sécurité sociale (principes fondamentaux de la médecine libérale ; fonctionnement rationnel et développement normal des services et institutions de médecine sociale ; endroit où est donnée la consultation médicale ; ouverture du droit au remboursement au titre de l'assurance maladie)* (p. 2150) ; *retrait de son amendement* (p. 2150) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article L 261 du Code de la sécurité sociale par un nouvel alinéa (possibilité de compléter la convention nationale par des clauses locales particulières en raison de diverses propositions)* (p. 2152) ; *retrait de son amendement* (p. 2152) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article par les mots : « et après consultation du conseil national de l'ordre des médecins »* (p. 2153) ; *retrait de son amendement* (p. 2153) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa (2°) du texte proposé pour l'article L 262 du Code de la sécurité sociale par les mots : « sans préjudice des dispositions relatives aux fraudes, fautes et abus relevant des sections des assurances sociales des conseils de l'ordre et visées aux articles 403 à 408 du Code de la sécurité sociale »* (p. 2153) ; *retrait de son amendement* (p. 2153) ; en deuxième lecture, Art. 1er A : *Médecine sociale* [23 juin 1971] (p. 3291) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes, Art. 8 : *Conditions de financement des équipements ; problème des moyens financiers des collectivités locales ; conséquences du maintien des communes annexes ; comparaison avec l'étranger* [3 juin 1971] (p. 2332) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des déportés politiques* [22 octobre 1971] (p. 4823) ; *cas des veuves « hors guerre » ; situation des victimes civiles de la guerre ; cas des « parents de tués » ; revendications des anciens combattants d'Afrique du Nord ; levée de la forclusion frappant de nombreux résistants* [22 octobre 1971] (p. 4824) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur les investissements sanitaires et sociaux* [4 novembre 1971] (p. 5299) ; *pourcentage de réalisation du VIe Plan ; déficit du régime maladie de la S.N.C.F. ; régimes des non-salariés ; financement de la sécurité sociale ; prestations de vieillesse ; âge de la retraite ; allocations familiales* (p. 5300) ; *réforme de la politique de la santé ; situation des mutilés du travail ; assurance volontaire ; situation des malades atteints d'une des « 21 maladies » et qui se voient refuser l'exonération du ticket modérateur ; malaise chez les chefs de clinique et les assistants* (p. 5301) ; Titre VI : *Problèmes de l'institut Pasteur* (p. 5335) ; Après l'Art. 57 : *Ses observations sur la fédération nationale des organismes de sécurité sociale ; application de l'article 42 de l'ordonnance portant loi orga-*

nique relative aux lois de finances ; liberté des associations (p. 5336, 5337) ; EDUCATION NATIONALE : *Enfance inadaptée ; cas des enfants présentant un trouble de l'adaptation ; prévention des inadaptations ; construction de centres médico-psycho-pédagogiques* [9 novembre 1971] (p. 5578) ; *possibilité d'une loi de programme pour l'enfance inadaptée* (p. 5579).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux handicapés physiques (tarification des articles d'appareillage) [19 novembre 1971] (p. 5980).

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles : *Evolution des prestations familiales ; revalorisation des prestations au profit des familles les plus modestes ; choix entre la présence des mères de famille au foyer et l'exercice d'une activité professionnelle* [30 novembre 1971] (p. 6189) ; *problème des crèches ; allocation de salaire unique ; enfance inadaptée ; son souhait que le salaire unique rénové rejoigne la moitié du S.M.I.C. ; allocation pour frais de garde ; cas des femmes chefs de famille ; retraite des mères de famille* (p. 6190) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale, Après l'Art. 9 : *Conditions d'appréciation de l'inaptitude au travail exigées des conjoints survivants* [2 décembre 1971] (p. 6310) ; *instructions données aux caisses ; retrait de son amendement déposé avec M. Hoffer* (p. 6310) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Art. 1163 du Code rural : *Son amendement permettant à la victime ou à ses ayants droit de déclarer l'accident ou la maladie professionnelle jusqu'à l'expiration de la deuxième année* [27 juin 1972] (p. 2930) ; *cas de défaillance de l'employeur* (p. 2930) ; Après l'Art. 1163 : *Son amendement tendant à obliger l'employeur à délivrer à la victime une feuille d'accident* (p. 2931) ; *retrait de son amendement* (p. 2931) ; *son amendement (cas où la caisse entend contester le caractère professionnel de l'accident)* (p. 2931) ; Art. 1165 du Code : *Son amendement précisant que l'enquête est contradictoire* (p. 2931) ; Art. 1150 du Code rural : *Son amendement* [28 juin 1972] (p. 2922) ; *problème de la faute intentionnelle* (p. 2922) ; Après l'Art. 1150 du Code : *Son amendement concernant le cas où l'accident est dû à la faute inexcusable de l'employeur* (p. 2922) ; *son amendement relatif aux poursuites pénales* (p. 2923) ; *notion de faute inexcusable* (p. 2923) ; *retrait de son amendement déposé à l'article 1150* (p. 2923) ; Après l'Art. 1165 du Code : *Son amendement (cas d'accident mortel)* (p. 2932) ; *retrait de son amendement* (p. 2932) ; *son amendement concernant l'information de la victime ou de ses ayants droit après la clôture de l'enquête* (p. 2932) ; Art. 1166 du Code : *Son amendement (proposition établie par la caisse de mutualité sociale agricole)* (p. 2932) ; *retrait de son amendement* (p. 2933).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'importation de produits alimentaires américains [13 octobre 1972] (p. 4152, 4153).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Sort des internés résistants et politiques ; leur impossibilité de faire la preuve légale de l'origine des infirmités dont ils sont atteints* [2 novembre 1972] (p. 4565, 4566) ; EDUCATION NATIONALE : *Education des enfants handicapés ; éducation spécialisée ; absence d'une loi de programme pour l'enfance et l'adolescence handicapées ; analyse des prévisions du VI^e Plan* [10 novembre 1972] (p. 5023) ; *groupes d'aide psycho-pédagogique* (p. 5024).

SALLÉ (Louis)

Député du Loiret
(2^e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1971] (p. 924), [5 avril 1972) (p. 804).

Est nommé :

— membre supléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre de la Commission de contrôle de la circulation monétaire [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre suppléant du Comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des Territoires d'outre-mer (F.I.D.E.S.T.O.M.) [19 novembre 1968] (p. 4741) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement [1er octobre 1968] (p. 2952) ;

— membre suppléant de la Commission mixte parilaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [4 décembre 1970] (p. 6232) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 relative à la cour de discipline budgétaire et financière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1972 [9 décembre 1971] (p. 6609) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1973 [12 décembre 1972] (p. 6086).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 18 : Tourisme (crédits du Ministère de l'Equipement et du Logement), n° **835** [17 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 20 : Tourisme (crédits du Ministère de l'Equipement et du Logement, n° **835** [17 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 21 : Tourisme (crédits du Ministère de l'Equipement et du Logement), n° **1395** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 18 : Tourisme (crédits du Ministère de l'Equipement et du Logement), n° **2010** [8 octobre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 12 : Tourisme, n° **2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) en qualité de *Rapporteur spécial : Rattachement du tourisme au Ministère de l'Equipement ; hommage à M. Pierre Dumas ; moyens administratifs du commissariat ; lancement de nouveaux types d'actions ; création d'un service de prospection et d'études des marchés ; ristourne accordée aux agences de voyages étrangères ; opérations d'aménagements régionaux du type Languedoc-Roussillon, Corse, littoral d'Aquitaine ; possibilité d'associer davantage les intéressés à l'action gouvernementale ; rôle de nos agents à l'étranger ; étalement des vacances ; situation des hôteliers ; restaurants de tourisme ; restaurants populaires ; camping ; caravaning ; villages de vacances ; fixation des prix de journée ; notion de tourisme devant être complétée par celle des loisirs* [31 octobre 1968] (p. 3793 à 3795) ; *ses observations sur les paroles de M. Jacques-Philippe Vendroux* (p. 3812) ; INDUSTRIE : *Bureau de recherches géologiques et minières ; objectifs du Ve Plan ; centre*

scientifique et technique d'Orléans-La Source [5 novembre 1968] (p. 3930) ; AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur les sourds ; importance de la rééducation ; utilité des foyers* [6 novembre 1968] (p. 4021, 4022) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Développement du tourisme dans les D.O.M. ; absence d'environnement touristique ; exemple de la mission d'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon* [9 novembre 1968] (p. 4266) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE ; II. - INFORMATION ET O.R.T.F. : *O.R.T.F. n'envisageant rien pour développer la propagande en faveur du tourisme en France ; collaboration entre le secrétariat d'Etat et le Ministère de l'Equipement ; stations régionales ; importance du personnel de l'Office à l'échelon national ; presse régionale ; aide à la presse d'information* [19 novembre 1968] (p. 4715).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi en seconde délibération relatif au conseil supérieur de la fonction militaire [23 octobre 1969] (p. 2589).

Prend part à la discussion :

— générale et à la discussion de la première partie du pojet de loi de finances pour 1970 : *Equilibre du budget ; fonds d'action conjoncturelle ; besoins des entreprises nationales ; nécessité de leur accorder davantage d'autonomie ; effets de l'expansion économique ; augmentation de la fiscalité directe ; allégements fiscaux consentis au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire ; répartition équitable des sacrfiices ; répartition de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; situation des commerçants et des artisans ; dispositions concernant les non-salariés dont le revenu est intégralement déclaré par des tiers ; différence entre les traitements et les honoraires ; son vote sur le budget* [29 octobre 1969] (p. 3013, 3014) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) en qualité de *Rapporteur spécial : Réapparition d'un secrétariat d'Etat au tourisme ; son regret que l'organisation des loisirs ne relève pas du secrétariat d'Etat ; collaboration nécessaire entre les deux secrétariats d'Etat ; diminution du budget du tourisme ; dotation du F.D.E.S. ; intention de M. Chalandon de confier à une agence étrangère notre propagande publicitaire ; accord avec l'agence Ogilvy ; rôle de l'agence Havas et de Publicis pour une campagne en Espagne, en Italie et en Scandinavie ; équipement hôtelier ; modernisation des petites unités ; problème de la petite et de la moyenne hôtellerie ; question de l'étalement des vacances ; réexamen des dates de vacances scolaires ; possibilité de donner certains avantages à ceux qui accepteraient de partir en dehors des périodes de pointe ; importance du tourisme dans le rétablissement de notre balance des paiements* [5 novembre 1969] (p. 3343 à 3345) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 2 : *Situation des personnes âgées ; application du régime de franchise et de décote à partir de soixante-cinq ans ; situation des contribuables âgés de plus de soixante-quinze ans* [22 octobre 1970] (p. 4515, 4516) ; *maintien des majorations ; maintien du prélèvement sur les banques ; conséquence de la diminution du taux de l'escompte* (p. 4520) ; de la deuxième partie, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) en qualité de *Rapporteur spécial : Balance française des paiements au titre du tourisme ; nécessité d'améliorer la qualité des séjours qu'effectuent dans notre pays les touristes étrangers et français ; sous-développement de notre capital touristique* [27 octobre 1970] (p. 4783) ; *prêts spéciaux consentis pour le financement des investissements hôteliers ; création d'hôtels de grande capacité ; ampleur des investissements projetés à Paris ; ses observations sur les seuils imposés quant au nombre des chambres pour l'attribution des prêts du F.D.E.S. ; aménagement touristique de certaines régions ; ses observations sur le Languedoc-Roussillon ; ses observations sur le « plan neige » : problème de l'aménagement de la Corse et de l'Aquitaine ; taux de la T.V.A. ; mise en œuvre d'une politique de classement pour les locations meublées saisonnières* (p. 4784) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, Art. 63 : *Problème de l'intégration des taxes de voirie dans les centimes communaux* [13 novembre 1970] (p. 5464) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Injustice de la structure de notre fiscalité ; taux de la T.V.A.* [20 octobre 1971] (p. 4682) ; *possibilité d'évasion fiscale en France ; situation des personnes âgées ; tranches du barème de l'impôt sur le revenu* (p. 4683) ; première partie du projet de loi de finances pour 1972, Après l'Art. 2 : *Relèvement des limites d'exonération et de décote ; taxation de certains frais généraux des sociétés* [21 octobre 1971] (p. 4724) ; *ses observations sur les paroles de M. Gis-*

card d'Estaing (p. 4725) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME), en qualité de *Rapporteur spécial : Redressement de notre balance des paiements touristiques ; dépenses de publicité ; nombre des représentations à l'étranger ; dépenses d'équipement ; primes d'équipement accordées à l'hôtellerie ; normes de classement de l'hôtellerie française* [29 octobre 1971] (p. 5127) ; *prêts du F.D.E.S. ; villages de vacances ; établissements privés d'hôtellerie de plein air ; classement des meublés ; mission du littoral Languedoc-Roussillon ; prolifération anarchique de bâtiments le long de la Côte d'Azur* (p. 5128) ; JUSTICE, en qualité de *Rapporteur spécial suppléant : Ses observations sur le rapport de M. Fossé* [5 novembre 1971] (p. 5362) ;

— du projet de loi relatif à l'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers, Art. 1er : *Désire savoir si le contribuable peut dénoncer l'option dans les trois ans du contrat* [29 juin 1972] (p. 2991) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET MÉDAILLES : *Son regret d'absence d'information officielle de la suppression de la Commission de contrôle de la circulation monétaire* [2 novembre 1972] (p. 4540) ; TOURISME, en qualité de *Rapporteur spécial : Aurait préféré que le tourisme fût confié à un ministre à part entière et exclusive avec la politique des loisirs ; vacances des Français* [16 novembre 1972] (p. 5337) ; *accroissement plus rapide du nombre de Français se rendant à l'étranger que de celui des étrangers qui se rendent en France ; échec de l'étalement des vacances ; développement du camping-caravaning ; succès des villages de vacances ; pollution des plages ; balance touristique ; rôle de nos délégations régionales et de nos représentants à l'étranger ; développement de nos moyens d'hébergement ; hôtellerie ; classement selon les nouvelles normes ; hôtels de préfecture ; hôtellerie familiale ; hôtellerie de plein air ; abaissement du taux de la T.V.A. de cette industrie* (p. 5338) ; *normes de classement et exonération de la patente pour les locations meublées ; gîtes ruraux ; accroissement de l'effort financier intéressant le développement de nos représentations à l'étranger, le tourisme social, l'aménagement de la Corse, du littoral et de l'espace rural et la promotion de la navigation de plaisance* (p. 5339) ; Etat C, Titre V : *Son amendement de réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de ce titre tendant à introduire une mesure d'ordre car n'estime pas souhaitable l'inscription, dans un chapitre d'équipement, de dépenses d'études* [17 novembre 1972] (p. 5367, 5368) ; *retrait* (p. 5368).

SALLENAVE (Pierre)

Député des Basses-Pyrénées
(1re circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837). [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre titulaire de la Commission mixte partiaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant organisation de la formation professionnelle permanente [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travail-

leurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— vice-président de cette Commission [3 mai 1972] (p. 1327) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés [29 juin 1972] (p. 3017).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à assurer la protection juridique des Français spoliés outre-mer ou rapatriés, n° **135** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article L 18 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, relatif aux majorations de pensions pour enfants, aux fonctionnaires civils et militaires, titulaires d'une pension proportionnelle, admis à la retraite avant le 1er décembre 1964, n° **653** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 51-11 de la loi de finances pour 1963 (n° 63-156 du 23 février 1963) concernant la prise en compte dans une pension civile des services militaires effectués par des militaires retraités occupant à la date du 26 février 1963 un emploi civil susceptible de leur ouvrir droit à une deuxième pension, n° **792** [19 septembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1754) complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, n° **1781** [1er juin 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1862), modifié par le Sénat, portant organisation de l'éducation professionnelle permanente, n° **1876** [22 juin 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant organisation de l'éducation professionnelle permanente, n° **1942** [29 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code des pensions civiles et militaires de retraite en vue de reconnaître un droit à pension de réversion au conjoint survivant de la femme fonctionnaire décédée, n° **2559** [4 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2600), tendant à modifier les articles L 285 et L 527 du Code de la Sécurité sociale afin de maintenir le bénéfice des prestations maladie et des prestations familiales aux parents d'enfants se trouvant sans emploi à l'issue de leur scolarité obligatoire, n° **2701** [30 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2768) portant généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés, n° **2791** [18 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 13 : *Indemnisation des intérêts français à l'étranger après nationalisations ou spoliations ; indemnisation des biens perdus par les Français d'Afrique du Nord* [19 juillet 1968] (p. 2353) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 17 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Sudreau par les mots : « et organiser les services nécessaires à cette mission »* [10 octobre 1968] (p. 3213) ; *liaison entre l'enseignement supérieur et l'activité générale du pays ; organisation de services de liaison et d'information pour les débouchés des études* (p. 3213) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 3213) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : JEUNESSE ET SPORTS :

Autorisations de programme ; crédits de fonctionnement ; situation des chargés d'enseignement et des maîtres auxiliaires ; conditions d'entrée dans les sections préparatoires aux centres régionaux d'éducation physique et sportive [30 octobre 1968] (p. 3728, 3729) ; JUSTICE : *Carte judiciaire, cour d'appel de Pau ; question de faire coïncider les circonscriptions judiciaires et les circonscriptions administratives ; régionalisation* [8 novembre 1978] (p. 4172, 4173) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Revendications des anciens combattants et victimes de guerre ; cas des cheminots anciens combattants ; situation des cheminots des réseaux secondaires, des cheminots ayant appartenu aux divers réseaux d'Afrique du Nord, des cheminots résistants déportés ou internés politiques et évadés de guerre ; problème des forclusions ; cas des déportés politiques ; situations des personnes contraintes au travail en pays ennemi ; ses observations sur les réfractaires* (p. 4203) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ouvriers des parcs et ateliers ; crédits d'investissement qui concernent le domaine routier, notamment les routes nationales ; conception du financement et de l'exécution des travaux de protection contre les crues de nos cours d'eau* [12 novembre 1968] (p. 4311, 4312) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème des rapatriés ; ses observations sur la forclusion frappant ces derniers ; réglementation relative aux prêts de reclassement ; âge requis pour les subventions d'installation des rapatriés inactifs ; situation des rapatriés qui ont tenté leur reclassement en dehors du salariat ; ses observations sur la proposition de loi de M. Poudevigne tendant à la suppression des délais en matière civile et commerciale et la sienne relative à la protection juridique des spoliés ; question des cimetières ; cas des retraités des chemins de fer tunisiens ; situation des contractuels et agents de police non titulaires ; problème de l'indemnisation* [14 novembre 1968] (p. 4409 à 4411) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES : *Ses observations sur la fonction publique ; refus, de la part du Gouvernement, du principe d'une échelle mobile ; possibilité de déposer, chaque année, à l'occasion du budget, un rapport sur l'ensemble des problèmes de la fonction publique ; problème de l'intégration de l'indemnité de résidence ; ses observations sur l'article 2 de la loi du 26 décembre 1964, cas des titulaires de pensions garanties des caisses locales d'Algérie, du Maroc, de Tunisie et d'outre-mer ; possibilité de rétablir l'ancienne parité du minimum de la pension d'ancienneté et du maximum de la pension proportionnelle ; situation des veuves ; blocage de la pension de la veuve remariée ; relèvement de l'allocation viagère des veuves sans pension ; cas des rentiers viagers ; augmentation des rentes viagères privées* [18 novembre 1968] (p. 4636, 4637) ; Après l'Art. 65 : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement du Gouvernement concernant les rentes viagères* (p. 4645) ; *rentes viagères publiques ; rentes viagères entre particuliers* (p. 4646) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Insuffisance des lois votées précédemment ; ses observations sur le rapport de M. Limouzy ; principe de l'indemnisation ; aspects moraux et politiques du problème ; protection juridique des rapatriés ; son vote sur le projet de loi* [7 octobre 1969] (p. 2506).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Rôle de la S.N.C.F. dans la transformation du pays ; transport des voyageurs ; ses observations sur la vitesse ; aménagement des horaires ; exemple des Basses-Pyrénées ; problème du transport des marchandises ; politique tarifaire ; fondement de la réforme du 1er octobre 1962 ; rapport Rueff-Armand ; vérité des prix de revient ; électrification* [16 octobre 1969] (p. 2708, 2709).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives, une question orale sans débat relative à l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension [17 octobre 1969] (p. 2745).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier, Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article pour remplacer l'article 37 du Code minier (indemnisation égale au double du produit moyen de l'hectare de culture de la région où se situe le gisement).* [21 octobre 1969] (p. 2778) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à une*

nouvelle rédaction du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 71-1 du Code minier (possibilité pour le propriétaire d'exiger du titulaire de l'autorisation l'acquisition du sol si l'occupation est faite pour un temps indéterminé ou si après l'exécution des travaux les terrains occupés ne sont plus, dans leur ensemble, propres à leur utilisation normale) (p. 2780) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des deux premiers alinéas du texte proposé pour l'article 72 du Code minier (indemnisation des servitudes d'occupation temporaire et de passage ; cas des expropriations)* (p. 2780) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur l'artisanat ; importance des questions fiscales ; problèmes sociaux ; ses observations sur l'assurance maladie et la retraite vieillesse ; création d'un secrétariat d'Etat pour les problèmes artisanaux ; statut de l'artisan ; moyens des chambres de métiers ; préparation du VI^e^ Plan ; rôle de l'artisanat dans la promotion individuelle et sociale ; conséquence de l'exiguïté des trésoreries pour les artisans ; prêts spéciaux du crédit agricole pour les jeunes artisans ruraux ; rôle du F.D.E.S. ; possibilité d'accorder des dérogations à la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans en matière d'apprentissage ; nécessité de mettre à parité apprentis et étudiants pour les allocations familiales ; création de centres de promotion ; représentation de l'artisanat ; problème de l'emploi ; conséquence de la préférence de l'apprenti au compagnon ; ses observations sur l'appel à la main-d'œuvre handicapée ; recherche des marchés et débouchés ; ses observations sur les bourses de sous-traitance ; problème du « travail noir » ; question de l'attribution du titre d'« artisan » ou de « maître artisan en son métier »* [6 novembre 1969] (p. 3458, 3459) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Fléchissement de la natalité ; allocations perçues par les familles de quatre et cinq enfants ; allocation de salaire unique ; allocation logement ; assurance-vie ; cas des veuves* [21 novembre 1969] (p. 4194, 4195) ; ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS : *Situation des commerçants ; loi sur l'assurance maladie des travailleurs indépendants ; système de retraite vieillesse ; simplification de la T.V.A. ; problème des prix ; structures de distribution ; ses observations sur les « grandes surfaces »* [22 novembre 1969] (p. 4298, 4299) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES : *Ses observations sur l'action sociale et les interventions publiques ; situation de la fonction publique ; pouvoir d'achat des traitements et retraites ; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension ; catégories C et D ; abattements de zones ; ses observations sur l'article 2 de la loi de décembre 1964 portant réforme du Code des pensions civiles et militaires ; possibilité de faire bénéficier de la suppression de l'abattement du sixième l'intégralité des retraités ; cas des retraités du Maroc, de la Tunisie, d'Algérie et d'outre-mer ; revendications des retraités de police ; cas des rentiers viagers* (p. 4311, 4312) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Ses observations sur la loi de juillet 1966 ; situation des travailleurs indépendants ; ses observations sur le petit risque ; cas des titulaires du fonds national de solidarité ; problème du précompte pour les retraités ; taux des cotisations ; situation des veuves et travailleurs indépendants qui se voient obligés d'abandonner l'activité de leur époux ; problème des prestations ; ses observations sur la gestion ; cas des anciens assurés volontaires au régime général ; problème des doubles appartenances* [2 décembre 1969] (p. 4487, 4489).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayrou, de Poulpiquet, Offroy, Durieux, Dronne, Lamps, relatives au problème des commerçants et des artisans : *Réforme des charges fiscales et de la patente ; inquiétude du commerce traditionnel ; nécessité de mesures d'ordre social ; indemnité viagère de départ en faveur des commerçants âgés ; indemnisation des formes de distribution en régression par les formes de distribution en progression* [10 avril 1970] (p. 964, 965).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Accueil et reclassement de nos compatriotes réfugiés d'outre-mer ; possibilité de recher-*

cher, à côté de l'intervention budgétaire, d'autres ressources destinées à alimenter un fonds national ; amélioration de la grille ; problème de la reconstitution des fortunes à l'identique ; ses observations sur l'article 41 ; ses observations sur les subventions destinées à l'installation professionnelle et à l'aménagement de locaux d'habitation ; problème du moratoire [11 juin 1970] (p. 2493, 2494) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Fixation du taux de croissance ; restructuration des entreprises ; problème de l'emploi ; possibilité de confier à l'inspection de l'économie nationale une mission qui permettrait d'envisager la conversion des établissements voués au dépérissement ; rôle de l'Agence nationale de l'emploi ; mise en place d'un plan de sauvegarde pour les personnels concernés ; ses observations sur les concentrations ; mobilité du travail ; ses observations sur les régions pléthoriques ; rôle de l'Institut de développement industriel ; ses observations sur les systèmes d'incitations dont dispose l'Etat* [16 juin 1970] (p. 2729, 2730) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Ses observations sur l'industrie hôtelière ; aides à l'investissement ; crédits du F.D.E.S. ; son souhait que les moyens de financement ne soient pas uniquement réservés aux construction neuves ; son souhait que l'exclusivité des crédits ne soient pas réservés à Paris ou à quelques régions privilégiées ; critère de la sélectivité ; ses observations sur les charges sociales et fiscales* [27 octobre 1970] (p. 4792) ; *problème de la fiscalité de l'Etat et de la fiscalité des collectivités locales ; inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée des propositions de loi tendant à modifier et à compléter certaines dispositions du Code des boissons ; ses observations sur la propagande et la publicité ; concertation avec les professionnels expérimentés de l'industrie hôtelière* (p. 4793) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Politique en matière industrielle ; ses observations sur la région de l'orateur ; épuisement à terme du gisement de Lacq ; revitalisation régionale par l'industrialisation ; rôle de l'institut de développement industriel* [30 octobre 1970] (p. 4983) ; *difficultés dans le Loir-et-Cher ; possibilité que le F.D.E.S. accorde des primes d'équipement exceptionnelles après une fermeture d'usine* (p. 4984) ; AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Problèmes propres aux victimes des accidents du travail et des maladies professionnelles ; ses observations sur la notion de sécurité ; renforcement des moyens de l'inspection du travail ; simplification et codification des textes ; base de calcul des rentes d'accidents du travail* [16 novembre 1970] (p. 5631) ; *possibilité d'instituer une allocation non récupérable qui permettrait d'aider les familles dans des cas dramatiques ; ses observations sur les rentes en cas de décès de la victime ; situation des mutilés du travail et des mineurs silicosés du Nord ; Agence nationale pour l'emploi* (p. 5632) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES : *Evolution des crédits destinés aux pensions de retraite ; intégration de l'indemnité de résidence à raison de deux points au moins par an ; revision de l'article 2 de la loi du 26 décembre 1964 ; pouvoir d'achat des retraités ; problème des rentes viagères ; indemnisation des rapatriés d'outre-mer* [17 novembre 1970] (p. 5719, 5720).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives, une question orale sans débat relative à la situation des retraités civils et militaires [27 novembre 1970] (p. 6027).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la situation des producteurs de maïs [16 avril 1971] (p. 1185, 1186).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel ; du projet de loi relatif à l'apprentissage ; du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles ; du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, en qualité de *Rapporteur : Séparation artificielle entre l'école et la vie* [7 juin 1971] (p. 2419) ; *rappel des différentes étapes historiques ; objectif du VI[e] Plan ; prise de conscience du problème ; congés de formation ; situation des travailleurs non titulaires d'un diplôme professionnel ; aide de l'Etat ; participation des employeurs au financement de la formation professionnelle ; situation des fonctionnaires de l'Etat* (p. 2420) ; *raisons*

de la formation professionnelle permanente ; cas des travailleurs adultes ; généralisation de la convention ; problème de la sélectivité ; problème de la concertation ; objectifs poursuivis par le Gouvernement ; divergence des motivations de l'Etat, du patronat et du salariat (p. 2421) ; *coût de la politique de formation pour les entreprises ; leur compétitivité ; situation des entreprises petites et moyennes ; assiette de la taxe* (p. 2422) ; PROJET DE LOI COMPLÉTANT ET CODIFIANT LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE PERMANENTE, Art. 1er : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de cet article deux nouveaux alinéas : (indication que la formation professionnelle est une obligation nationale ; objet de la formation professionnelle continue)* [8 juin 1971] (p. 2541) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2541) ; *champ d'application de la loi* (p. 2541) ; Art. 2 : *Composition du conseil national de la formation professionnelle* (p. 2542) ; *son amendement tendant : 1° dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article après les mots : « vice-président » à supprimer la fin de la phrase ; 2° en conséquence, à rédiger ainsi le début de la deuxième phrase du même alinéa : « Cet organisme est assisté... »* (p. 2542) ; *suppression de la référence au groupe permanent des hauts fonctionnaires chargés de suivre les problèmes de la formation permanente* (p. 2542) ; *ses observations sur l'amendement de M. Neuwirth* (p. 2543) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « mentionnés à l'alinéa précédent » les mots : « mentionnés aux alinéas précédents »* (p. 2543) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « et de la promotion sociale »* (p. 2543) ; Art. 4 : *Caractère de la convention* (p. 2544) ; Art. 5 : *Son amendement tendant au début de cet article après les mots : « associations » à insérer les mots : « établissements et organismes privés qui dispensent une formation ou concourent à la promotion d'actions de formation »* (p. 2544); Art. 6 : *Problème de la référence aux établissements privés* (p. 2545) ; *indication du ministère qui subventionne les centres de formation professionnelle des adultes* (p. 2545); Art. 7 : *Ses observations sur les amendements du Gouvernement ; cas des travailleurs licenciés* (p. 2547); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa (2°) du paragraphe VII de cet article après les mots : « est déterminé par établissement » à insérer les mots : « compte non tenu des congés visés à l'article 8 ci-après »* (p. 2548) ; *calcul de l'effectif maximum des travailleurs simultanément en stage* (p. 2548) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa (5°) du paragraphe VII de cet article par de nouvelles dispositions : « ... compte tenu des congés dont il a pu bénéficier antérieurement au titre de l'article 8 »* (p. 2548) ; Art. 8 : *Situation des jeunes qui ont échappé à l'enseignement technique ou à l'apprentissage* (p. 2549) ; *rémunération des travailleurs en congé* (p. 2549) ; *cas des jeunes qui ne sont pas titulaires de diplômes* (p. 2549) ; *son amendement tendant au cinquième alinéa de cet article à substituer aux mots : « formation professionnelle permanente » les mots : « formation professionnelle continue »* (p. 2549) ; *cas de différend opposant les parties en matière d'octroi de congé de formation* (p 2550) ; Art. 9 : *Conseil de perfectionnement créé par l'accord du 9 juillet 1970* (p. 2551) ; Art. 10 : *Possibilité pour les jeunes gens âgés de plus de 18 ans de bénéficier des stages de prévention ou de conversion ouverts aux travailleurs licenciés* (p. 2552) ; Art. 11 : *Son amendement tendant au premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « formation professionnelle permanente » les mots : « formation professionnelle continue »* (p. 2552) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (crédits afférents aux rémunérations et indemnités versées par l'Etat aux stagiaires de formation professionnelle)* (p. 2552) ; Avant l'art. 13 et Art. 13 : *Ses amendements tendant à substituer aux mots : « formation professionnelle permanente » les mots : « formation professionnelle continue »* (p. 2553) ; Avant l'Art. 14 : *Son amendement tendant, avant cet article, à supprimer les dispositions suivantes : « Section I. — De la participation des employeurs régis par un accord conclu en vue de concourir au développement de la formation professionnelle permanente »* (p. 2553) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2553) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2554) ; Avant l'Art. 16 : *Son amendement tendant, avant cet article, à supprimer les dispositions suivantes : « Section II. — De la participation des autres employeurs »* (p. 2554) ; *suppression du système des sections* (p. 2554) ; Art. 16 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « autres que ceux qui relèvent de la section I »*

(p. 2554) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer au pourcentage « 1 % » le pourcentage « 0,80 % »* (p. 2555) ; *détermination du taux* (p. 2555) ; *difficultés inhérentes aux industries de main-d'œuvre* (p. 2558) ; *son amendement tendant à substituer au cinquième alinéa-1° de cet article trois nouveaux alinéas (prise en considération de l'aide de l'Etat dans le montant total de la dépense engagée pour la formation par l'entreprise)* (p. 2559) ; *fonds de l'assurance formation* (p. 2560) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa* (3°) *de cet article, à substituer aux mots : « formation professionnelle permanente » les mots : « formation professionnelle continue »* (p. 2562) ; Art. 17 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « de la présente section » les mots : « du présent titre »* (p. 2563) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « visés à la présente section »* (p. 2564) ; Avant l'Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer les dispositions suivantes : « Section III. — Dispositions communes »* (p. 2565) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à substituer aux trois premiers alinéas de cet article un nouvel alinéa (indication par les employeurs du montant de la participation à laquelle ils sont tenus)* (p. 2565) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe II de cet article, à substituer aux mots : « aux articles 14 ou 16 » les mots : « à l'article 16 »* (p. 2565) ; Art. 22 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « articles 14 à 17 » les mots : « articles 16 et 17 »* (p. 2565) ; *son amendement tendant, avant l'article 23, à supprimer les dispositions suivantes : « Section IV. — Dispositions transitoires »* (p. 2565) ; Art. 23 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « aux articles 14 et 16 » les mots : « à l'article 16 »* (p. 2566) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2566) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à l'avant-dernier alinéa de cet article après les mots : « stagiaires de » à supprimer le mot : « la »* (p. 2566) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « qu'elles continuent de rémunérer » à insérer les mots : « dans les conditions prévues à son contrat de travail »* (p. 2567) ; Art. 30 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « conventions entre organisations professionnelles syndicales » les mots : « accords entre organisations syndicales d'employeurs et de salariés »* (p. 2567) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « La perception de l'indemnité prévue au présent article ne fait pas obstacle à l'obtention des prêts institués par l'article 51 de la présente loi »* (p. 2567) ; Art. 42 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe III de cet article à supprimer les mots : « prises après avis du groupe permanent de hauts fonctionnaires institué par l'article 2 de la présente loi »* (p. 2569) ; Art. 43 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article (formation professionnelle et promotion sociale des agents de l'Etat)* (p. 2569) ; Art. 48 : *Son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa de l'amendement de M. Bégué, après les mots : « aides familiaux agricoles » à insérer les mots : « et des travailleurs des professions para-agricoles »* (p. 2571) ; Art. 51 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots : « d'allocations de conversion professionnelle » les mots : « de rémunération au titre d'un stage de conversion au sens du 1° de l'article 10 ci-dessus »* (p. 2572) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi : « Projet de loi portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente »* (p. 2574) ; **en deuxième lecture** du projet de loi portant organisation de l'éducation professionnelle permanente, en qualité de *Rapporteur : Pourcentage de la participation des employeurs ; régime des entreprises liées par des accords professionnels ou interprofessionnels ; droit au congé-enseignement ; droit au congé de formation pour les agents de l'Etat ; rôle des chambres de métiers ; situation des travailleurs immigrés* [23 juin 1971] (p. 3316) ; Art. 1er : *Son amendement (indication que la formation professionnelle est une obligation nationale)* (p. 3317) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « l'éducation professionnelle permanente fait l'objet » les mots : « la formation professionnelle et la promotion sociale font l'objet »* (p. 3317) ; *son amendement tendant à rétablir la référence à la promotion sociale* (p. 3317) ; *rôle des chambres de métiers* (p. 3318) ; *son amendement tendant après les mots : « comités départementaux » à rédiger ainsi la fin du troisième alinéa : « de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi »* (p. 3318) ; Art. 3 : *Son amen-*

dement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de cet article : « Le comité interministériel de la formation professionnelle et de la promotion sociale détermine... » (p. 3318) ; *retrait de son amendement* (p. 3318) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « et du développement culturel, économique et social » les mots : « et du développement économique »* (p. 3318) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « provoquer des actions de formation professionnelle et de promotion sociale »* (p. 3318) ; *ses amendements de pure forme* (p. 3319) ; Titre II, Art. 4 : *Ses amendements de pure forme* (p. 3319) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article : « aux fins de contribuer, en plus de leur mission propre, au développement des actions de formation professionnelle continue prévues à ces conventions, par leurs moyens en personnel et en matériel »* (p. 3319) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas du paragraphe I de cet article* (p. 3320) ; *son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (possibilité pour les travailleurs salariés d'obtenir un congé pour exercer des fonctions d'enseignement)* (p. 3320) ; *droit au congé-enseignement* (p. 3320, 3321) ; Art. 8 et 9 : *Ses amendements de pure forme* (p 3322, 3323) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « l'emploi de ceux qui ont été accordés » à insérer les mots : « pour l'année antérieure et »* (p. 3322) ; Art. 16 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa* (3°) *de cet article à substituer aux mots : « comité régional de l'éducation professionnelle permanente et de l'emploi » les mots : « le comité régional de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi »* (p. 3323) ; Titre VI : *Son amendement de pure forme* (p. 3323) ; Art. 17 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « l'année au cours de laquelle » les mots : « l'année au titre de laquelle »* (p. 3323) ; Art. 25 : *Son amendement de pure forme* (p. 3323) ; Art. 43 : *Son amendement de pure forme* (p. 3324) ; Art. 44 : *Son amendement (droit des fonctionnaires de l'Etat à un congé de formation)* (p. 3325) ; Art. 49 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 3325) ; *affectation par les chambres de métiers des décimes additionnels spéciaux à des fonds de formation* (p. 3325, 3326) ; Art. 52 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase de cet article* (p. 3326) ; *situation des immigrés* (p. 3326) ; Art. 32 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « institués par l'article 51 de la présente loi » les mots : « institués par l'article 25 de la présente loi »* (p. 3327) ; **conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire** sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le titre du projet de loi ; droit à congé de formation ; rémunération prévue en faveur des femmes célibataires ayant élevé un enfant* [30 juin 1971] (p. 3556) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME) : *Caractère prioritaire du secteur locatif ; problème des H.L.M. ; amélioration de l'habitat existant ; Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat* [29 octobre 1971] (p. 5123) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Situation des personnels de la police nationale ; cas des personnels des communes ; réforme des finances locales ; ses observations sur les personnels des services de secours et de lutte contre l'incendie ; cas des sapeurs-pompiers professionnels* [10 novembre 1971] (p. 5629, 5630) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES : *Indemnisation des Français rapatriés ; dépot de leurs dossiers ; charges résultant du moratoire ; situation des personnes âgées ; cas des titulaires de pensions de retraite de la fonction publique et des collectivités locales* [17 novembre 1971] (p. 5822) ; *réduction des abattements de zone ; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour la retraite ; péréquation des pensions ; octroi de bonifications pour campagne de guerre aux Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans l'armée allemande* (p. 5823) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles : *Amélioration du pouvoir d'achat du niveau de vie des familles* [30 novembre 1971] (p. 6187) ; *construction d'une société plus solidaire et plus responsable ; réforme de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de la mère au foyer ; subordination du montant des prestations à l'évolution du S.M.I.G. ; organisation du travail à mi-temps*

pour la femme mariée ; droit à la retraite des mères de famille ; extension de l'allocation de logement aux chefs de famille dont le conjoint vivant au foyer est atteint d'une infirmité (p. 6188) ; *exonération fiscale des nouvelles prestations ; problème des parents qui ont élevé de nombreux enfants : possibilité de faire bénéficier de parts ou de demi-parts supplémentaires, lors de l'assujettissement à l'impôt sur le revenu, au profit des parents de plus de 5 enfants ; diminution des allocations lorsque l'aîné de 4 enfants parvient à l'âge de vingt ans* (p. 6189) ; Art. 1er : *Son amendement* (p. 6203), *ses observations sur celui-ci* (p. 6203) ;

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux relatives aux problèmes de l'emploi : *Situation des Pyrénées-Atlantiques ; difficultés dues aux mutations technologiques ; stagnation des activités du bâtiment et des travaux publics ; disparité de taux des primes d'industrialisation entre le secteur bordelais et les Pyrénées-Atlantiques ; maintien de la chimie du complexe de Lacq ; création d'une usine de mélamine à l'usine Azolacq ; formation professionnelle* [3 décembre 1971] (p. 6407) ;

Mise au point au sujet de son vote sur la question préalable opposée au projet de loi sur le travail temporaire [15 décembre 1971] (p. 6758).

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Situation actuelle du travailleur indépendant* [17 mai 1972] (p. 1572) ; *alignement des régimes autonomes sur le régime général ; déficit des régimes autonomes rénovés* (p. 1573) ; *situation de ceux qui ont des ressources inférieures au plafond fixé pour bénéficier du Fonds national de solidarité ; problème des cotisations* (p. 1574) ; Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Berger* (p. 1604) ; *instauration d'un régime unique applicable à tous les Français* (p. 1604) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 1605) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales : *Notion de travail clandestin ; origines du problème* [19 mai 1972] (p. 1776) ;

— du projet de loi sur la garantie de ressources des travailleurs âgés de soixante ans au moins et privés d'emploi : *Portée sociale du projet de loi ; participation financière de l'Etat ; lutte contre le chômage* [8 juin 1972] (p. 2352) ; *similitude entre le travailleur privé d'emploi à un certain âge et le travailleur réunissant les conditions pour l'inaptitude ; prise en considération pour le calcul de la pension de retraite des meilleures années d'une carrière de travailleur* (p. 2353).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'environnement [16 juin 1972] (p. 2597, 2598).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Réinsertion sociale des handicapés par la scolarité ; le logement ; moyens de transport ; réinsertion professionnelle* [3 novembre 1972] (p. 4644, 4645) ; I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Problème des personnes âgées ; politique des revenus des personnes âgées* [6 novembre 1972] (p. 4723) ; *prestations minimales vieillesse ; conclusions de la commission Laroque ; relèvement du plafond des ressources prévu pour les prestations minimales ; aide spécifique au logement ; réversion des pensions pour les veuves ; calcul des retraites du régime général ; assouplissement des conditions d'inaptitude ; prise en compte des dix meilleures années d'activité pour le calcul des pensions ; institution d'un régime obligatoire de retraites complémentaires* (p. 4724) ; LOGEMENT : *Pessimisme et crise des entreprises du bâtiment et des travaux publics ; la déconcentration des crédits au plan régional n'a pas toujours heureusement résolu le problème de la répartition ; partage équilibré d'un certain volume de travaux afin d'alimenter le plan de charge des entreprises régionales et locales ; disponibilités en main-d'œuvre qualifiée ; montée incessante des coûts et des prix et poids des salaires et charges sociales pour ces entreprises ; problème de leur situation financière ; attitude de « bon payeur » du client public* [16 novembre 1972] (p. 5331, 5332, 5333) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES : *Lenteur dans le règlement des dossiers d'indemnisation des rapatriés et utilisation d'une partie de ces crédits à d'autres fins ; avance de 5.000 francs ; situation des rentiers viagers ; demande une revalorisation annuelle et systé-*

matique des rentes en fonction de l'évolution du coût de la vie ; pensions civiles et militaires de retraite ; taux plus élevé de réverion pour la pension des veuves de fonctionnaires ; transformation en pension de réversion de l'allocation annuelle versée à certaines d'entre elles ; bénéfice de la réversion pour les veufs de femmes fonctionnaires décédées ; application du Code des pensions aux titulaires de pensions garanties ; mensualisation des pensions ; problème de la non-rétroactivité des lois pour les retraités selon qu'ils ont pris leur retraite avant ou après la loi du 26 décembre 1964 et pour les titulaires des pensions militaires d'invalidité servies, aux uns, au taux du grade et, aux autres, au taux du soldat [18 novembre 1972] (p. 5488, 5489) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de M. Lebas et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles L 285 et L 527 du Code de la sécurité sociale afin de maintenir le bénéfice des prestations maladie et des prestations familiales aux parents d'enfants se trouvant sans emploi à l'issue de la scolarité obligatoire, en qualité de *Rapporteur : Propositions de loi de MM. Michet Durafour, Chazalon, Peyret, Robert Ballanger qui avaient surtout pour objectif de prolonger au-delà de 20 ans pour les jeunes qui poursuivent leurs études le bénéfice de la couverture sociale ; textes portant de 16 à 17 ans la limite d'âge pour couverture du risque maladie pour les jeunes privés d'emploi et de 16 ans et demi à 17 ans l'âge limite retenu pour l'ouverture du droit à prestations familiales ; extension à des régimes sociaux autres que le régime général de la Sécurité sociale* [14 décembre 1972] (p. 6188, 6189) ; Titre : *Sa modification du titre* (p. 6191) ;

— du projet de loi portant généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés, en qualité de *Rapporteur : Portée du projet de loi ; son originalité ; modalité qui régissent les différents systèmes de retraite complémentaire* [18 décembre 1972] (p. 6298) ; *principe de l'obligation de l'affiliation à un régime complémentaire ; date d'entrée en vigueur du projet de loi ; modalités de la solidarité interprofessionnelle* (p. 6299) ; Art. 1 er : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné* (p. 6302) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Barrot* (p. 6304) ; *principe des conventions entre partenaires sociaux* (p. 6304) ; Art. 5 : *Son amendement (validation des périodes d'inactivité professionnelle forcée)* (p. 6306) ; Art. 6 : *Son amendement : « la présente loi entrera en application à compter du 1er janvier 1973 »* (p. 6307) ; *ses observations* (p. 6307).

SANFORD (Francis)

Député de la Polynésie française (1re circonscription)
P.D.M., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe Progrès et Démocratie moderne [1er juin 1972] (p. 2117).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette Commission [2 juin 1972] (p. 2165).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à doter le territoire de la Polynésie française d'un nouveau statut, n° **1462** [25 novembre 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Situation actuelle de M. Pouvanaa Oopa ; statut d'autonomie interne pour la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ; expériences nucléaires en Polynésie française ; veto du Gouvernement opposé aux revendications des populations* [4 novembre 1968] (p. 3885, 3886) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Autonomie interne de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française ; problème du tourisme ; rôle du gouverneur Sicurani ; régime de la S.A.C.E.M. en Polynésie française ; exploitation des ressources de l'océan Pacifique ; implantation d'une section du Centre national des études pour l'exploitation des océans en Polynésie française ; problème du franc Pacifique ; étatisation des fonctionnaires polynésiens ; remboursement des avances faites par la caisse de réserve ; problème de la route traversière de l'île de Tahiti ; cas de l'ex-député Pouvanaa Oopa* [5 novembre 1969] (p. 3408, 3409) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Magaud et plusieurs de ses collègues relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française : *Sa question préalable ; ses observations sur l'article 74 de la Constitution ; conditions dans lesquelles on a demandé à l'assemblée territoriale son avis* [18 décembre 1970] (p. 6672) ; *ses observations sur la lettre du gouverneur Sicurani* (p. 6673) ; *caractère erroné des motifs qui justifieraient la création et l'organisation des communes en Polynésie ; ses observations sur le rapport Drollet* (p. 6675) ; *densité démographique de la plupart des districts ; problème des ressources économiques en Polynésie ; application de l'article 74 de la Constitution* (p. 6676, 6677) ; *ses observations sur les paroles de M. Fortuit* (p. 6678, 6679) ; en deuxième lecture : *Position de l'assemblée territoriale* [8 décembre 1971] (p. 6502) ; *prise en charge par l'Etat d'une nouvelle tranche de 20 % du coût de la fonction publique* (p. 6503) ; Art. 25 : *Coût de la création des communes ; participation de l'Etat* (p. 6507) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Statut de la Polynésie française ; participation de l'Etat français aux dépenses relatives aux fonctionnaires étatisés exerçant en Polynésie ; centre national d'exploitation des océans à Tahiti* [3 novembre 1971] (p. 5199);

— du projet de loi relatif à la délimitation des eaux territoriales françaises, Art. 1er : *Son amendement relatif à la fixation d'une nouvelle limite pour les territoires français du Pacifique* [8 décembre 1971] (p. 6521).

SANGLIER (Jacques)

Député de Paris
(22e circonscription)
U.D.R.

En remplacement le 23 juillet 1969 de M. Lafay, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [17 septembre 1969] (p. 2335).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804) ;

— vice-président de cette Commission [7 avril 1971] (p. 982) ;

— membre de la Commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture [23 avril 1970] (p. 1258), [24 avril 1970] (p. 1288) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles [18 décembre 1971] (p. 6975) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française [28 juin 1972] (p. 2979).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à étendre aux écoles d'infirmiers et à leurs élèves les

dispositions prévues par les lois n° 66-892 du 3 décembre 1966 (sur la formation professionnelle) et n° 68-1249 du 31 décembre 1968 (sur la rémunération des stagiaires), **n° 878** [12 novembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés, **n° 1005** [19 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier le régime des matériels de guerre, armes et munitions **n° 1456** [25 novembre 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Formation du personnel enseignant hospitalier ; cas des infirmières diplômées d'Etat ; réseau d'écoles fonctionnant sous l'égide de la Croix-Rouge* [21 novembre 1969] (p. 4196).

SANGUINETTI (Alexandre)

Député de la Haute-Garonne
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu président de cette commission [16 juillet 1968] (p. 2251), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service national [24 juin 1970] (p. 3018) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député (n° 2683) [29 novembre 1972] (p. 5743).

Dépôts :

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 43 de la Constitution, **n° 506** [5 décembre 1968].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, à la suite d'une mission effectuée auprès des forces françaises d'Allemagne, du 27 au 31 janvier 1969, **n° 754** [27 juin 1969].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 6 de la Constitution et à réduire à cinq ans la durée des fonctions du Président de la République, **n° 758** [16 septembre 1969].

Sa proposition de loi organique portant modification de l'article 3, paragraphe I, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, **n° 759** [16 septembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier la composition et le mode d'élection des conseils généraux, **n° 778** [19 septembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à limiter le nombre des ministères et secrétariats d'Etat et à subordonner à une autorisation législative toute modification de la structure gouvernementale, **n° 783** [19 septembre 1969].

Sa proposition de résolution tendant à modifier l'article 91 du Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 1607** [19 décembre 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Caractères du projet de loi ; création d'un certificat d'études secondaires à la fin de la première ; problème de la sélection ; neutralité à l'intérieur de l'Université ; autonomie ; sélection ; la centralisation française une nécessité ; disparition du contrôle financier* a priori [4 octobre 1968] (p. 3072, 3073) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Son vote sur le budget ; montant du budget ; application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur* [29 octobre 1968] (p. 3669, 3670); DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Ses observations sur la gendarmerie ; nombre de nos unités ; ses observations sur la marine ; puissance de feu de l'armée de l'air; coût des matériels conventionnels* [30 octobre 1968] (p. 3737, 3738) ; *ses observations sur la loi de programme* (p. 3755) ; Art. 35 : *Ses observations sur l'amendement de M. Villon* (p. 3762) ; TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE : *Ses observations sur Toulouse ; rôle de Sud-Aviation ; ses observations sur* l'Airbus *et le* Breguet 941 [16 novembre 1968] (p. 4049).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique militaire : *Ses observations sur l'armée nucléaire ; armement conventionnel ; état des forces nucléaires des différents pays européens ; ses observations sur l'O.T.A.N. ; ses observations sur l'Europe* [5 décembre 1968] (p. 5131, 5132).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Son opposition au texte ; éloge de la centralisation ; ses observations sur la régionalisation ; bureaucratie ; exemple de la ville de Toulouse ; nombre des régions ; leurs compétences ; pouvoirs régionaux ; assemblée régionale ; collaboration des socio-professionnels ; ses observations sur la participation* [13 décembre 1968] (p. 5461 à 5463).

Prend part à la discussion :

— en seconde délibération, du projet de loi relatif au Conseil supérieur de la fonction militaire, ses explications de vote : *Son approbation des paroles prononcées par M. Jean Brocard* [22 octobre 1969] (p. 2816);

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Objectifs et moyens du Gouvernement ; équilibre des masses budgétaires à l'intérieur du budget ; Fonction publique ; médiocrité des investissements productifs et des équipements collectifs ; transferts sociaux ; budget des Anciens combattants ; cas des Français handicapés ; ses observations sur les transferts sociaux qui s'adressent à la France archaïque pour lui permettre de se transformer ; ses observations sur les transferts sociaux qui concernent la France archaïque pour la maintenir dans ses structures aux frais de la France moderne ; nécessité de l'information ; changement de la mentalité de la nation ; Ve Plan ; risque de la « portugalisation » ; ses observations sur le fait que les Français sont un peuple qui a peur du monde moderne* [28 octobre 1969] (p. 2973, 2974) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES :*Archaïsme de l'annualité budgétaire ; coût de l'armement nucléaire ; ses observations sur les trois sous-marins nucléaires ; ses observations sur les* Mirage IV ; *importance du S.S.B.S. ; armements conventionnels ; missions des armées ; problème du recrutement ; dépenses civiles des armées ; leurs dépenses fiscales* [17 novembre 1969] (p. 3845, 3846) ; *ses observations sur la piste d'Hao ; ses observations sur les paroles de M. Montalat* (p. 3846, 3848); *équipages des chars AMX 30* (p. 3857) ; Après l'Art. 58 : *Ses observations sur l'établissement d'un fascicule spécial pour la gendarmerie* (p. 3866) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, Art. 11 : *Ses observations sur cet article* [25 novembre 1969] (p. 4339) ;

— du projet de loi portant rattachement de la gendarmerie maritime à la gendarmerie nationale, Art. 1er : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* [4 décembre 1969] (p. 4636, 4637) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Son vote sur le projet de loi ; ordre public ; nécessité de créer une société dans laquelle l'ensemble des citoyens accepteront les ins-*

titutions politiques, le système social et économique ainsi que la finalité de la société [29 avril 1970] (p. 1414) ;

— du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives : *Ses observations sur les paroles de M. Villon* [26 mai 1970] (p. 1930) *et sur celles de M. Boscher* (p. 1934) ; Art. 3 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Longequeue* (p. 1946) ; Art. 5 : *Ses observations sur le sous-amendement de Mme Ploux* (p. 1948) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 68-703 du 31 juillet 1968 relative aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens-chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées : *Ses observations sur la suite du débat* [2 juin 1970] (p. 2168) ;

— du projet de loi relatif à l'Ecole polytechnique : *Ses observations sur la suite du débat* [2 juin 1970] (p. 2173) ;

— du projet de loi relatif au service national : *Ses observations sur le fait que le problème du service national aurait dû être examiné en fonction de la troisième loi de programme militaire ; problème des forces armées professionnelles ; ses observations sur l'opposition entre une armée professionnelle et une armée nationale ; distinction entre armée professionnelle et armée de conscription ; principe de l'égalité devant le service ; durée du service militaire ; principe de l'universalité et de l'égalité ; rôle des instituteurs pour la victoire à la guerre 1914-1918 ; augmentation du nombre des militaires professionnels dans les armées de conscription ; nombre des incorporables ; conséquences du service militaire d'un an ; absence de sens de la notion de réserves ; absence d'antinomie entre armée professionnelle et armée nationale* [9 juin 1970] (p. 2350 à 2352) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 2372) ; Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur les paroles de M. Debré* (p. 2373) ; Art. 2 : *Ses observations sur le déroulement du débat* (p. 2381) ; Art. 3 : *Ses observations sur les paroles de M. Cressard* (p. 2381) ; *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2381) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Avant l'ouverture de la deuxième session ordinaire de 1970-1971, le Gouvernement déposera un projet de loi tendant à accorder la jouissance des droits civiques aux jeunes gens devenus électeurs par application des dispositions de l'article 3 de la présente loi »* (p. 2382) ; *retrait de son amendement* (p. 2382) ; Art. 12 : *Défense opérationnelle du territoire* [10 juin 1970] (p. 2418) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2420) ; *introduction des militaires du contingent dans la gendarmerie ; maintien de l'ordre* (p. 2420, 2421) ; *situation des gendarmes auxiliaires* (p. 2422) ; Art. 24 : *Sa demande de rejeter cet article* (p. 2443) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Ses observations sur le fait que le Plan n'est plus « l'ardente obligation » définie par le général de Gaulle ; rythme des équipements collectifs et des investissements productifs ; existence de trois France : l'une riche, l'autre aisée et la dernière pauvre ; recherche scientifique ; ses observations sur l'Ouest de la France* [17 juin 1970] (p. 2760, 2761) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Ses observations sur l'intervention de M. Rocard ; son opposition à la question préalable* [7 octobre 1970] (p. 4147, 4148) ; *définition de la parité nucléaire ; conséquences de l'arme nucléaire pour l'Europe ; importance de l'armée de l'air et de l'armée de mer ; ses observations sur l'avion à géométrie variable ; distinction entre marine de haute mer et marine côtière ; part du budget de l'Armée dans le produit national brut* [7 octobre 1970] (p. 4148 à 4150) ; *ses observations sur la poursuite du débat* [8 octobre 1970] (p. 4196) ; Art. unique : *Opposition de la Commission à l'amendement de M. Villon* (p. 4198) *et à celui de M. Hébert* (p. 4199) ; Art. additionnels : *Ses observations sur l'amendement de M. Hubert Germain et le sous-amendement de M. Mitterrand* (p. 4200, 4201) ;

— du projet de loi portant Code du service national : *Sa proposition de loi tendant à l'augmentation du nombre des commissions permanentes* [6 avril 1971] (p. 910) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, CRÉDITS MILITAIRES : *Patriotisme en France ; part des budgets militaires au cas où l'Europe se ferait ;*

importance de la crédibilité en matière de dissuasion ; expériences dans le Pacifique [2 novembre 1971] (p. 5174) ; *situation des militaires professionnels et des engagés ; service militaire ; nombre des objecteurs de conscience ; ses observations sur la coopération et l'aide technique* (p. 5175) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 26 : *Ses observations sur l'AMX à roues ; études d'un nouveau fusil ; retrait de son amendement déposé avec M. Le Theule ; crédits relatifs à l'intervention au Tchad* [7 décembre 1971] (p. 6485, 6486) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires : *Interdiction du droit de grève pour les armées ; ses observations sur la société militaire* [2 mai 1972] (p. 1233) ; *rôle du statut* (p. 1234) ; Art. 6 : *Lien entre le progrès et l'affrontement intellectuel* [3 mai 1972] (p. 1275) ; Art. 7 : *Interdiction faite à certaines publications d'entrer dans les enceintes militaires* (p. 1277) ; Art. 9 : *Suppression de l'autorisation préalable* (p. 1283) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur la suite de la discussion* [14 juin 1972] (p. 2452) ; Art. 9 : *Sa crainte des associations de caractère anodin* (p. 2459) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉPENSES MILITAIRES, Art. 25 : *Ses observations à l'amendement de M. d'Aillières ; se déclare disposé, au nom de la Commission, à retirer cet amendement de réduction des crédits à propos de l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne* [8 novembre 1972] (p. 4872) ; Art. 26 : *Ses observations contre l'amendement de M. Villon réduisant les crédits de cet article destinés à l'extension ou à la création de camps militaires* (p. 4873) ; *ses observations contre l'amendement de M. Villon réduisant les crédits de la force de frappe nucléaire* (p. 4874) ; Après l'Art. 26 : *Ses observations en faveur de l'amendement de M. Le Theule insérant un nouvel article stipulant que le Gouvernement déposera chaque année sur les bureaux des Assemblées le compte rendu de l'exécution de la loi de programme* (p. 4876) ;

— du projet de loi modifiant l'article 17 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la Défense : *Opposition de la Commission à la question préalable* [7 décembre 1972] (p. 5982).

SANTONI (Georges)

Député du Vaucluse
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant le titre 1er du Livre IV du Code de la santé publique, l'article L 404 du Code de la Sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales [29 juin 1972] (p. 3017).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 291) tendant à réglementer l'édition et la diffusion des publications vendues au profit des handicapés, n° 1962 [30 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2340), modifiée par le Sénat, relative aux publications, imprimés et objets vendus dans un but philanthropique, **n° 2457** [22 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments : *Son vote sur la proposition de loi ; ses observations sur les conventionnements individuels* [18 juillet 1968] (p. 2291) ;

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : Ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967 portant modification de divers textes relatifs à la pharmacie, aux prestations et à certains accidents du travail et maladies professionnelles : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article L 577* bis *du Code de la santé publique : « par dérogation à l'article L 570, aux deux derniers alinéas de l'article L 571, aux articles L 572 et L 575 »* [22 juillet 1968] (p. 2442) ; *situation des pharmaciens mutualistes* (p. 2442) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Ses observations sur les sol-sol balistiques stratégiques ; conséquences des réalisations de l'armée* [30 octobre 1968] (p. 3756) ; AFFAIRES SOCIALES : *Importance de la population juvénile et infantile inadaptée ; rapport de M. Bloch-Lainé ; aide sociale ; allocation servie aux infirmes, aveugles et grands infirmes ; allocation spéciale pour tierce personne ; pension d'invalidité* [6 novembre 1968] (p. 4008, 4009) ; *ses observations sur les hospices* (p. 4009) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème du Vaucluse ; question des fruits ; ses observations sur le tourisme ; mise en place, au niveau régional, d'offices professionnels de commercialisation* [19 novembre 1969] (p. 3966, 3967) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Rôle des personnalités élues ; rappel des événements ; motion du bureau de la Caisse nationale ; importance du commerce, petit et moyen, et de l'artisanat* [2 décembre 1969] (p. 4501, 4502) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Droit à indemnisation ; ses observations sur la proposition de M. Bégué* [11 juin 1970] (p. 2509, 2510) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes fruitiers ; exemple de la région Provence-Côte d'Azur ; ses observations sur le département du Vaucluse* [16 novembre 1971] (p. 5779) ; *politique d'arrachage ; importations de pêches grecques sur le marché d'Allemagne fédérale ; recensement du verger fruitier ; problèmes de l'emploi en agriculture* (p. 5780) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Tomasini tendant à réglementer l'édition et la diffusion des publications vendues au profit des handicapés, en qualité de *Rapporteur : Répression de certains abus ; contrôle des comptes de l'organisme éditeur ; pourcentage du prix de vente au public consacré aux frais de vente des produits ; sanctions des ventes illicites* [15 décembre 1971] (p. 6788) ; Art. 7 : *Ses observations sur les sanctions pénales frappant l'usage illégal ou abusif des labels* (p. 6790) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Extension de la portée de ce texte aux imprimés et objets vendus dans un dessein philanthropique ; modifications faites par le Sénat* [27 juin 1972] (p. 2852) ; Art. 2 : *Son amendement* (p. 2852) ; Art. 5 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2853) ; Art. 6 : *Son amendement relatif aux sanctions* (p. 2853) ; *son amendement tendant à substituer, dans le troisième alinéa* (2°) *de cet article, au mot : « l'impression » le mot : « l'imprimé »* (p. 2853) ; *son amendement tendant à insérer, après les mots : « visée à l'article premier » les mots : « et sauf s'il s'agit d'un*

périodique inscrit à la Commission paritaire des publications et agences de presse » (p. 2853) ; *son amendement* (p. 2853) ; Art. 7 : *Son amendement relatif aux pénalités* (p. 2854) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de Mme Troisier, relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires, Art. 1er : *Rôle des concessions de service public ; inconvénients de la multi-concession* [17 décembre 1971] (p. 6904) ; *droits des communes* (p. 6905) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, Art. 14 : *Paiement de l'aide ; retrait du sous-amendement de M. Rabreau* [19 mai 1972] (p. 1754, 1755).

SARNEZ (Olivier de)

Député de la Seine-Maritime
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

SAUZEDDE (Fernand)

Député du Puy-de-Dôme
(4e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe Socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant application de l'article 47 (dernier alinéa) de la Constitution et modification de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes, n° **1652** [15 avril 1971]. Ce document n'a pas été distribué.

Sa proposition de loi tendant à autoriser les conseils municipaux à instituer des zones de boisement et à mettre fin à l'exemption de contribution foncière des propriétés non bâties, n° **2527** [30 juin 1972].

Interventions :

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal [2 octobre 1969] (p. 2427).

Prend part au débat sur la déclaration du **Gouvernement sur la réforme de la Société** nationale des chemins de fer français : *Conséquences des projets gouvernementaux pour le département de l'orateur ; rapport de M. Nora ; fermeture de lignes locales ; fermeture des lignes d'Auvergne ; raisons qui s'opposent au projet gouvernemental ; nécessité de désenclaver l'Auvergne ; développement de l'urbanisation dans le Val d'Allier ; suppression de la ligne Clermont-Saint-Etienne par Thiers et Saint-Just-sur-Loire ; tourisme dans la vallée de la Dore ; fermeture de la ligne Vichy-Ambert-La Chaise-Dieu-Le Puy ; reconversion des bassins houillers ; danger des routes ; création de postes de déneigement ; fermeture de la ligne Bonson-Sembadel ; fermeture de la ligne de marchandises Montluçon-Pionsat ; possibilité de prévoir un train rapide Paris-Le Puy via Vichy, Thiers, Ambert et Darsac ; possibilité de faire passer l'autorail Bordeaux-Lyon par Clermont-Ferrand, Thiers et Montbrison* [16 octobre 1969] (p. 2694, à 2697).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale

sans débat relative à la politique à l'égard du troisième âge [29 mai 1970] (p. 2152, 2153, 2154).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la liaison ferroviaire avec l'Auvergne [16 avril 1971] (p. 1184, 1185).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux, relatives aux problèmes de l'emploi : *Situation du département du Puy-de-Dôme (licenciements à l'entreprise Ollier et à Prisunic de Clermont-Ferrand) ; fermeture de la chocolaterie de Royat ; affaire Roussel-Uclaf à Vertolaye* [3 décembre 1971] (p. 6413).

SCHLOESING (Edouard)

Député du Lot-et-Garonne
(3e circonscription)
F.G.D.S., puis app. S., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'apparente au groupe socialiste [21 octobre 1969] (p. 2797).

Cesse d'être apparenté au groupe socialiste [15 octobre 1970] (p. 4349).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [2 avril 1971] (p. 837) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 octobre 1968] (p. 3477).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 344 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, afin de permettre aux anciens combattants, réformés à 100 %, de bénéficier d'un droit de priorité pour leur nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur, **n° 1093** [22 avril 1970].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à réviser l'article 23 de la Constitution, **n° 2855** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Relations de la France avec l'Algérie ; politique de coopération avec ce pays ; accords d'Evian ; devoirs de la nation à l'égard des Français d'Algérie ; indemnisation des rapatriés pour la perte de leurs biens ; possibilité de prélever sur l'aide financière que le Gouvernement accorde à l'Algérie, les crédits destinés à indemniser ses ressortissants victimes des nationalisations ; application de l'article 4 de la loi du 26 décembre 1961* [7 novembre 1968] (p. 4097, 4098) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Souffrances endurées par les rapatriés ; caractère de l'indemnisation ; solidarité nationale ; sort des personnes âgées et des plus défavorisés des rapatriés ; équilibre des finances publiques ; ses observations sur le barème proposé ; cas des cadres retraités* [11 juin 1970] (p. 2504, 2505) ; Art. 4 : *Plafond de l'indemnisation ; principe de l'égalité entre les associés dans les sociétés ; problème de*

la défense des droits des sociétés spoliées vis-à-vis des nouveaux Etats spoliateurs ; cas des petits actionnaires [12 juin 1970] (p. 2580) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Projet de l'autoroute Bordeaux-Toulouse ; électrification du tronçon ferroviaire Montauban-Bordeaux ; bilan des investissements sociaux ; évolution du revenu des agriculteurs de la région de l'orateur ; problème de la main-d'œuvre dans le Sud-Ouest ; lutte contre la pollution des eaux* [17 juin 1970] (p. 2779, 2780) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Crédibilité de notre force de frappe ; ses observations sur les* Mirage *et les engins sol-sol balistiques stratégiques ; ses observations sur* Le Redoutable ; *armement de nos forces traditionnelles ; coût et efficacité de nos fabrications d'armement ; problème de rapprochement des programmes militaires entre pays européens ; survivance d'une industrie européenne indépendante* [7 octobre 1970] (p. 4152, 4153) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Problème du téléphone ; pénibilité du travail de nuit* [29 octobre 1970] (p. 4903) ; *insuffisance du téléphone ; ses conséquences ; baisse des prix de commandes récemment passées ; crise de la poste ; problème de la rémunération des fonds recueillis par les chèques postaux ; ses observations sur la flotte aérienne qui transporte le courrier ; démantèlement du réseau de la poste rurale* (p. 4904) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Règlement des indemnités dues aux agriculteurs après les sinistres de mai, juin et août 1971* [14 novembre 1972] (p. 5149).

SCHNEBELEN (Maurice)

Député de la Moselle
(4[e] circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre du conseil supérieur de la Réunion des théâtres lyriques nationaux [19 décembre 1968] (p. 5708) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance [19 décembre 1969] (p. 5105).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — I. - Affaires culturelles, n° 364 [15 octobre 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des veuves de guerre qui perçoivent une pension à taux normal ; possibilité d'accorder aux veuves de guerre un relèvement de 6 % des pensions à taux normal, de 3 % des pensions à taux de réversion et de 8 % des pensions à taux exceptionnel ; situation des déportés politiques ; problème des anciens combattants d'Afrique du Nord ; problème des patriotes résistants des départements d'Alsace-Lorraine* [8 novembre 1968] (p. 4198, 4199) ; AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Enseignement des beaux-arts ; enseignement de la musique ; enseignement à mi-temps de la musique et de la culture générale ; diffusion de la culture ; diffusion des œuvres d'art ; maisons de la culture ; leur dimension ; rotation du personnel ; rénovation des œuvres d'art ; rôle des maisons de la culture* [13 novembre 1968] (p. 4349, 4350) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Rapport constant ; fonctionnaires des catégories C et D : retard pris par les pensions normales des veuves de guerre ; problème de la parité entre déportés résistants et déportés politiques ; cas des anciens combattants d'Afrique du Nord ; situation des jeunes Alsaciens-Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande ; problème des internés de camps tel celui de Tambow ; rôle de la Commission de la pathologie de la captivité* [31 octobre 1969] (p. 3187, 3188) ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les conseils appelés à réunir maîtres et parents dans les écoles primaires ; problème de la préscolarité ; possibilité d'imposer dans les régions frontalières l'étude de la langue du pays voisin ; problème des écoles maternelles ; cas du département de la Moselle ; ses observations sur les classes mobiles ; demande que les responsables de l'Education nationale, dans chaque département, soient à leur poste trois semaines avant la rentrée ; programmation sur deux ans des établissements scolaires à mettre en chantier ; éducation physique ; manque des C.E.S. en Moselle* [12 novembre 1969] (p. 3594, 3595) : EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Inconvénients du monolithisme de l'industrie lorraine ; industrialisation sarroise ; cas de l'arrondissement de Thionville ; situation des liaisons routières avec la capitale ; autoroute Paris-Est* [13 novembre 1969] (p. 3677, 3678) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Situation des travailleurs mosellans et alsaciens ; ses observations sur le Haut-Rhin ; avenir des travailleurs frontaliers ; formation professionnelle et technique ; le VI[e] Plan : un plan d'industrialisation ; conditions de la revitalisation des régions frontalières ; causes des difficultés économiques de la Lorraine* [17 juin 1970] (p. 2746, 2747).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi relatif à la gestion municipale et aux libertés communales [26 novembre 1970] (p. 5954).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 23 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « les unités d'enseignement et de recherche médicale » à insérer le mot : « pharmaceutiques »* [16 décembre 1970] (p. 6573) ; *problème des conventions avec les syndicats interhospitaliers ou avec des établissements du groupe interhospitalier* (p. 6573) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Emigration des travailleurs frontaliers ; cas des travailleurs mosellans ; création d'emplois dans le monde agricole ; ses observations sur la Lorraine* [16 juin 1971] (p. 3010) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Application du rapport constant ; majoration de dix points du taux de la pension de réversion ; situation des anciens d'Afrique du Nord* [22 octobre 1971] (p. 4816) ; *cas des anciens de Tambow ; bénéfice de campagne pour les enrôlés de force des départements d'Alsace et de la Moselle* (p. 4817) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Problème des régions frontalières ; cas de la Moselle* [25 octobre 1971] (p. 4872) ; *harmonisation des primes ; convention passée entre l'Etat et l'industrie en Lorraine ; situation des petites et moyennes entreprises* (p. 4873).

SCHUMANN (Maurice)

Député du Nord
(10[e] circonscription)
App. U.D.R.

MINISTRE D'ETAT
CHARGÉ DES AFFAIRES SOCIALES
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972
et du 6 juillet 1972 au 15 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968] (p. 6659).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7917), [24 septembre 1968] (p. 2847).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Est nommé Ministre des Affaires étrangères (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Ministre des Affaires étrangères (Gouvernement Chaban - Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Ministre des Affaires étrangères (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Sa démission de Ministre des Affaires étrangères est acceptée, décret du 15 mars 1973 [*J.O.* du 16 mars 1973] (p. 2828).

Dépôts :

Son projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, **n° 6** [12 juillet 1968].

Son projet de loi relatif à la situation juridique des artistes de spectacle et des mannequins, **n° 273** [1er octobre 1968].

Son projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, **n° 475** [26 novembre 1968].

Son projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés, **n° 632** [2 avril 1969].

Son projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, **n° 685** [29 avril 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention internationale du travail (n° 105) concernant l'abolition du travail forcé adoptée à Genève le 25 juin 1957, **n° 755** [16 septembre 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention consulaire signée à Paris le 22 juillet 1968 entre la République française et la République populaire de Bulgarie, **n° 757** [16 septembre 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la Convention pour l'établissement d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire (C.E.R.N.) signée à Paris le 1er juillet 1953 et au protocole financier annexé à cette Convention, **n° 761** [16 septembre 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi que du protocole et de la déclaration joints, signés à Bruxelles le 27 septembre 1968, **n° 762** [16 septembre 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord instituant la Conférence européenne de biologie moléculaire, signé à Genève le 13 février 1969, **n° 869** [12 novembre 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol relative au service national des doubles-nationaux, signée à Madrid le 9 avril 1969, **n° 892** [15 novembre 1969].

Son projet de loi autorisant : 1° la ratification de la Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgaches associés à cette Communauté, et de l'Accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ; 2° l'approbation de l'Accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signés à Yaoundé le 29 juillet 1969, **n° 903** [21 novembre 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'Avenant à la Convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le

revenu et sur la fortune ainsi qu'en matière de contributions des patentes et de contributions foncières, signé à Bonn le 9 juin 1969, n° **909** [27 novembre 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'Accord créant une Association entre la Communauté économique européenne et la République unie de Tanzanie, la République de l'Ouganda et la République du Kenya, signé à Arusha le 24 septembre 1969, n° **957** [11 décembre 1969].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, ouverte à la signature à Tokyo le 14 septembre 1963, signée par la France le 11 juillet 1969, n° **992** [18 décembre 1969].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Comité international des poids et mesures, relatif au siège du Bureau international des poids et mesures et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, du 25 avril 1969, n° **1023** [2 avril 1970].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention consulaire signée le 18 mai 1968 entre la République française et la République socialiste de Roumanie, n° **1024** [2 avril 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale, signée à Madrid le 9 avril 1969, n° **1026** [2 avril 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Avenant à la Convention générale sur la Sécurité sociale, signée le 5 janvier 1950 entre la France et la Yougoslavie, complétée et modifiée par l'Avenant du 8 février 1966, et concernant la détermination des droits à l'indemnisation en matière de maladies professionnelles, signé à Belgrade le 13 février 1969, n° **1028** [2 avril 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord conclu par échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe unie, destinée à éviter la double imposition des revenus provenant de la navigation aérienne, signé au Caire le 5 septembre 1968, n° **1030** [2 avril 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Commonwealth d'Australie en vue d'éviter la double imposition des revenus tirés du transport aérien international, signé à Canberra le 27 mars 1969, n° **1031** [2 avril 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention internationale sur l'exercice de la pêche dans l'Atlantique Nord, ouverte à la signature, à Londres, le 1er juin 1967, signée par la France le 26 juillet 1967, n° **1035** [2 avril 1970].

Son projet de loi approuvant l'adhésion de la France à l'Accord portant création de la Banque asiatique de développement, n° **1073** [14 avril 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République socialiste fédérative de Yougoslavie, signée à Belgrade le 29 octobre 1969, n° **1107** [28 avril 1970].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention consulaire signée le 22 janvier 1969 entre la République française et la République socialiste de Tchécoslovaquie, n° **1108** [28 avril 1970].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention relative à l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure signée à Genève le 25 janvier 1965 et de ses deux protocoles annexes, n° **1112** [5 mai 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux communautés, n° **1133** [13 mai 1970].

Son projet de loi autorisant la ratification du Traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les communautés européennes et du traité instituant un conseil unique et une commission unique des communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970, n° **1134** [13 mai 1970].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la Convention du 9 septembre 1966 entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,

signé à Paris le 3 décembre 1969, n° 1135 [13 mai 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine et du protocole, signés à Bangui le 13 décembre 1969, complétés par un échange de lettres des 13 et 16 décembre 1969, n° 1136 [13 mai 1970].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne au sujet de l'aménagement du Rhin entre Strasbourg/Kehl et Lauterbourg/Neuburgweier, signé à Paris le 4 juillet 1969, n° 1150 [21 mai 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant le financement des travaux d'aménagement du Rhin entre Strasbourg/Kehl et Lauterbourg/Neuburgweier, signée à Paris le 22 juillet 1969, n° 1151 [21 mai 1970].

Son projet de loi concernant certaines dispositions relatives à l'aménagement du Rhin entre Strasbourg/Kehl et Lauterbourg/Neuburgweier, prévu par la Convention franco-allemande du 4 juillet 1969, n° 1152 [21 mai 1970].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention relative à l'Agence de coopération culturelle et technique, en date du 20 mars 1970, n° 1192 [4 juin 1970].

Son projet de loi autorisant l'adhésion de la France au protocole relatif au statut des réfugiés, signé à New York, le 31 janvier 1967, par le président de l'Assemblée générale et par le secrétaire général des Nations unies, n° 1360 [2 octobre 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention additionnelle à la Convention du 6 janvier 1909 relative à l'extradition entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, signée à Paris le 12 février 1969, n° 1362 [2 octobre 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques eu vue d'éviter les doubles impositions dans le domaine des transports aériens et maritimes, signé à Moscou le 4 mars 1970, n° 1405 [20 octobre 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat espagnol relatif aux exemptions fiscales accordées aux institutions culturelles des deux pays situés sur le territoire de l'autre, signé à Madrid le 7 février 1969, n° 1406 [20 octobre 1970].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le protocole et deux échanges de lettres, signés à Paris le 29 mai 1970, n° 1614 [2 avril 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, signée à Paris le 23 septembre 1970, n° 1616 [2 avril 1971].

Son projet de loi autorisant l'adhésion à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ouverte à la signature le 7 mars 1966, n° 1617 [2 avril 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention internationale du travail n° 122 concernant la politique de l'emploi adoptée par l'Organisation internationale du travail le 9 juillet 1964, n° 1618 [2 avril 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention pour la création de l'Union latine signée à Madrid le 15 mai 1954, n° 1621 [2 avril 1971].

— Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne concernant la section située en territoire français de la ligne ferroviaire Coni-Breil-Vintimille, signée à Rome le 24 juin 1970, n° 1632 [6 avril 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la Convention du 1er avril 1958 entre la France et le grand-duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assis-

tance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signé à Paris le 8 septembre 1970, complété par un échange de lettres du 8 septembre 1970, n° **1633** [6 avril 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Helsinki le 11 septembre 1970, n° **1681** [29 avril 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de coopération en matière de justice entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, signé à Fort-Lamy le 7 décembre 1970, n° **1683** [30 avril 1971].

Son projet de loi tendant à hâter la réalisation du grand accélérateur de particules par l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (C.E.R.N.), n° **1728** [14 mai 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'avenant portant modification de la Convention entre la République française et la République d'Autriche, en vue d'éviter des doubles impositions et de prévoir une assistance réciproque dans le domaine des impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que dans celui des impôts sur les successions, signé à Paris le 30 octobre 1970, n° **1918** [28 juin 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre et ses privilèges et immunités sur le territoire français, signé à Paris le 15 mai 1970, n° **1919** [28 juin 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification du Protocole additionnel à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation européenne Eurocontrol du 13 décembre 1960, adopté à Bruxelles le 20 août 1970, n° **1920** [28 juin 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la Convention générale franco-tunisienne sur la Sécurité sociale du 17 décembre 1965, signé à Paris le 30 mai 1969, n° **1921** [28 juin 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-espagnol du 2 août 1968, relatif à la suppression du délai de six ans opposable aux travailleurs espagnols occupés en France, en ce qui concerne les indemnités pour charges de famille et les soins de santé dont bénéficient leurs familles demeurées en Espagne, n° n° **1922** [28 juin 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, et de la Convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures, ouvertes à la signature à Bruxelles le 29 novembre 1969, n° **1971** [2 octobre 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la Convention internationale du 12 mai 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de mer par les hydrocarbures adoptés le 21 octobre 1969 à Londres, n° **1972** [2 octobre 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la Convention entre la République française et le Royaume de Suède tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs du 24 décembre 1936, au Protocole annexé à cette convention et au protocole final du 24 décembre 1936, signé à Paris le 10 mars 1971 (E. n° 703-29-9-71), n° **1984** [2 octobre 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu, ensemble le protocole joint, signés à Paris le 14 janvier 1971, n° **1985** [2 octobre 1971].

Son projet de loi relatif à la délimitation des eaux territoriales françaises, n° **2020** [19 octobre 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention de la Conférence de La Haye de droit international privé sur la loi applicable en matière d'accidents de circulation routière, ouverte à la signature à La Haye, le 4 mai 1971, signée par la France à cette même date, n° **2034** [2 novembre 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et la République fédérative du Brésil tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, ensemble le Protocole joint, signés à Brasilia le 10 septembre 1971, n° 2035 [2 novembre 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification du Protocole additionnel à l'Accord du 12 septembre 1963, créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, du Protocole financier, de l'Accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et de l'acte final avec des annexes, signés à Bruxelles le 23 novembre 1970, n° 2036 [2 novembre 1971].

Son projet de loi interdisant la mise au point, la fabrication, la détention, le stockage, l'acquisition et la cession d'armes biologiques ou à base de toxines, n° 2058 [10 novembre 1971].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative aux sépultures de guerre, signée à Paris le 2 décembre 1970, n° 2066 [23 novembre 1971].

Son projet de loi autorisant la ratification des Conventions internationales concernant le transport par chemin de fer des marchandises (C.I.M.) et des voyageurs et des bagages (C.I.V.), du Protocole concernant les contributions aux dépenses de l'Office central des transports internationaux par chemin de fer, du Protocole additionnel et de l'Acte final, ouverts à la signature à Berne le 7 février 1970, n° 2211 [4 avril 1972].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention générale entre la République française et la République d'Autriche sur la Sécurité sociale, ensemble le Protocole joint, signés à Vienne le 28 mai 1971, n° 2231 [25 avril 1972].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie relative à la loi applicable et à la compétence en matière de droit des personnes et de la famille, signée à Paris le 18 mai 1971, n° 2232 [25 avril 1972].

Son projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers, n° 2298 [10 mai 1972].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention de la Conférence de La Haye de droit international privé concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs, conclue à La Haye le 5 octobre 1961, signée par la France le 29 novembre 1961, n° 2346 [23 mai 1972].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Echange de lettres franco-suisse, signé à Paris les 7 et 21 octobre 1971, concernant l'application de la Convention du 16 novembre 1962 relative à la protection des eaux du lac Léman contre la pollution, n° 2367 [30 mai 1972].

Son projet de loi autorisant la ratification du Protocole fait à Bruxelles le 23 février 1968, portant modification de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement, signée à Bruxelles le 25 août 1924, n° 2368 [30 mai 1972].

Son projet de loi autorisant la ratification de deux Protocoles portant amendement à la Convention relative à l'aviation civile internationale du 14 décembre 1944, l'un signé à New York le 12 mars 1971 modifiant l'article 50 a, l'autre signé à Vienne le 7 juillet 1971 modifiant l'article 56, n° 2369 [30 mai 1972].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord international sur le blé de 1971 comprenant la Convention sur le commerce du blé et la Convention relative à l'aide alimentaire signées à Washington le 3 mai 1971, n° 2370 [30 mai 1972].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'Accord d'association portant accession de l'île Maurice à la Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, signé le 12 mai 1970 à Port-Louis, et l'approbation de l'Accord modifiant l'Accord interne du 29 juillet 1969 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signé le 12 mai 1970 à Port-Louis, n° 2384 [1er juin 1972].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'Accord relatif aux échanges avec

les pays et Territoires d'outre-mer portant sur les produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, fait à Bruxelles le 14 décembre 1970, n° **2407** [8 juin 1972].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre la République française et la République italienne concernant le tunnel routier du Fréjus et du Protocole relatif aux questions fiscales et douanières, signés à Paris le 23 février 1972, n° **2408** [8 juin 1972].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'Accord relatif à l'organisation internationale des télécommunications par satellites *Intelsat* et de l'Accord d'exploitation relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites *Intelsat*, faits à Washington le 20 août 1971, n° **2409** [8 juin 1972].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République malgache tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale du 29 septembre 1962, signé à Tananarive le 8 février 1972, n° **2549** [2 octobre 1972].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Charte sociale européenne, signée à Turin le 18 octobre 1961, sous l'égide du Conseil de l'Europe, n° **2659** [21 novembre 1972].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention de coopération monétaire entre les Etats membres de la Banque des Etats d'Afrique centrale (B.E.A.C.) et la République française, signée à Brazzaville le 23 novembre 1972, n° **2751** [12 décembre 1972].

Interventions :

En qualité de Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments : *Historique du problème ; situation des pharmaciens ; remise de 2,50 % à la Sécurité sociale ; ses observations sur les spécialités ; interdiction des rabais aux acheteurs privés* [18 juillet 1968] (p. 2291, 2292) ; Art. unique : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article L 266 du Code de la sécurité sociale par les mots : « sous réserve de conventions particulières pouvant être passées avec les établissements de soins et les sociétés mutualistes »* (p. 2293) ; *son sous-amendement tendant à remplacer, dans l'amendement de M. Vertadier, le terme : « médecins pharmaciens » par celui de « médecins propharmaciens »* (p. 2293) ; des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire ; *Ses observations sur ce texte* [23 juillet 1968] (p. 2503) ;

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Lien entre l'esprit du Protocole d'accord négocié en Mai et le projet de loi sur la participation ; exercice du droit syndical dans l'entreprise ; problème de l'emploi ; généralisation de l'assurance volontaire ; conseils d'administration des trois caisses nationales ; recherche de l'équilibre financier ; budget annexe des prestations sociales ; cotisation additionnelle de 3 % versée par les compagnies d'assurance ; politique familiale ; réforme des allocations de salaire unique et de la mère au foyer ; action de M. Jeanneney ; déficit de l'assurance maladie ; « mythe » des dépenses indues ; fonds national de solidarité ; caisse nationale d'allocations familiales ; problème des structures ; nature juridique des organismes nationaux ; principe de la gestion paritaire ; question de la représentation de la mutualité ; ses observations sur la formule des élections* [22 juillet 1968] (p. 2403 à 2406) ; *ses observations sur te rappel au Règlement de M. Darchicourt* (p. 2426) ; *suppression des abattements de zones pour les prestations familiales ; problème de l'hospitalisation ; ses observations sur l'article 286 du Code de la sécurité sociale* (p. 2426, 2427) ; *ticket modérateur d'ordre public ; cas des orphelins, des grands handicapés et des jeunes chômeurs ; problème de la désignation au sein des caisses ; question des charges indues ; représentation de la Fédération de l'éducation nationale dans les conseils d'administration des organismes de la Sécurité sociale ; mutualité française ; problèmes*

essentiels devant faire l'objet de discussions régulières annuelles devant le Parlement ; nécessité de recourir à l'avis du Parlement pour la définition d'une politique sociale globale ; mesures prises en faveur des personnes âgées et des familles ; relèvement de l'allocation de base des personnes âgées ; allocations familiales ; problème des professions non salariées non agricoles ; transferts des charges indues au budget de l'Etat ; nécessité d'un civisme médical et sanitaire ; inexistence de parallélisme entre les dépenses de santé et l'augmentation du produit national brut ; institution d'un régime unique de solidarité sociale nationale ; réforme hospitalière ; politique européenne de la santé ; budget annexe des prestations sociales ; décision consistant à ramener le ticket modérateur à son taux antérieur pour les personnes âgées bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité (p. 2426 à 2430) ; Art. unique : *Ses observations sur les amendements de MM. Darchicourt et Dupuy* (p. 2430) *et sur celui de M. Ribadeau Dumas* (p. 2431) ; ORDONNANCE N° 67-706 DU 21 AOÛT 1967 RELATIVE A L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur la création d'un budget annexe des prestations de Sécurité sociale* (p. 2432) ; *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi la fin du troisième alinéa de l'amendement de M. Ribadeau Dumas : « dans le cadre d'un programme fixé par arrêté du Ministre des Affaires sociales après avis de son conseil d'administration »* (p. 2432) ; *nature juridique des organismes nationaux* (p. 2433) ; *ses observations sur l'amendement de M. Duhamel* (p. 2433, 2434) ; *représentation de la Fédération nationale de la mutualité française* (p. 2435) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 11 (action sanitaire et sociale des caisses primaires et des caisses régionales)* (p. 2435) ; *rôle de la caisse dans le contrôle médical* (p. 2435, 2436) ; *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'amendement de M. Ribadeau Dumas* (p. 2436) ; *fonctionnement et structure de la caisse nationale de l'assurance maladie* (p. 2436) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 15 (répartition des ressources entre les caisses d'assurance maladie)* (p. 2437) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du premier alinéa de l'article 19 : « dans des conditions définies par arrêté conjoint du Ministre des Affaires sociales et du Ministre de l'Economie et des Finances après avis du conseil d'administration de la caisse nationale »* (p. 2437) ; *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa (2°) de l'article 23 par les mots : « après avis de son conseil d'administration »* (p. 2437) ; *nombre des représentants de l'Union nationale des associations familiales* (p. 2438) ; *constitution du conseil d'administration de la caisse nationale d'allocations familiales, de la pêche maritime* (p. 2439) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 36 par les dispositions suivantes : « dans le cadre d'un programme fixé par arrêté du Ministre des Affaires sociales après consultation de son conseil d'administration »* (p. 2439) ; *consultation obligatoire de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés* (p. 2439) ; *caisse régionale de Strasbourg* (p. 2440) ; *président du conseil d'administration* (p. 2440) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (personnel des caisses nationales de l'assurance maladie, des allocations familiales et de l'assurance vieillesse et de l'agence centrale des organismes de Sécurité sociale)* (p. 2440, 2441) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 61 (situation des agents des organismes de Sécurité sociale nommés dans un emploi d'agent soumis à un statut de droit public ou éventuellement de droit privé)* (p. 2441) ; ORDONNANCE N° 67-707 DU 21 AOÛT 1967 PORTANT MODIFICATION DE DIVERS TEXTES RELATIFS A LA PHARMACIE, AUX PRESTATIONS ET A CERTAINS ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES : *Son sous-amendement tendant à ajouter, après les mots : « après avis du conseil supérieur de la pharmacie » de l'amendement de M. Charret, les mots : « et du conseil supérieur de la mutualité »* (p. 2442) ; *ses observations sur les amendements de M. Charret* (p. 2443) ; *cures thermales* (p. 2444) ; *ticket modérateur ; liste des maladies longues et coûteuses* (p. 2445) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de l'article L 286-1 par un nouvel alinéa : « lorsque l'assuré est titulaire de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité au titre d'un avantage vieillesse »* (p. 2445) ; *situation des personnes âgées titulaires de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité* (p. 2445) ; *part garantie par la caisse primaire d'assurance maladie ; système du tiers payant* (p. 2446) ; *reconnaissance de l'inaptitude au travail* (p. 2446, 2447) ; *problème du ticket modérateur d'ordre public ; ses obser-*

vations sur les paroles de M. Fontanet (p. 2447) ; *problème hospitalier* (p. 2448) ; ORDONNANCE N° 67-708 DU 21 AOÛT 1967 RELATIVE AUX PRESTATIONS FAMILIALES : *Rapport de M. Bloch-Lainé* (p. 2448) ; *revalorisation de l'allocation de salaire unique* (p. 2449) ; *question de l'indexation du salaire de base des prestations familiales ; réforme de l'allocation de salaire unique* (p. 2450) ; *incidence financière de la suppression des abattements de zones pour les prestations familiales ; utilisation des excédents des caisses d'allocations familiales* (p. 2450) ; ORDONNANCE N° 67-709 DU 21 AOÛT 1967 PORTANT GÉNÉLISATION DES ASSURANCES SOCIALES VOLONTAIRES POUR LA COUVERTURE DU RISQUE MALADIE ET DES CHARGES DE LA MATERNITÉ : *Son amendement tendant à modifier le texte de l'article premier de l'ordonnance (cas du bénéfice d'une assurance sociale volontaire couvrant le risque maladie et les charges de la maternité)* (p. 2450) ; *son amendement tendant à modifier les cinquième et sixième alinéas de l'article 2 (rattachement des intéressés à l'un des différents régimes ci-dessus)* (p. 2451) ; *assurance volontaire pour les travailleurs indépendants* (p. 2451) ; *prise en charge des cotisations par les services départementaux d'aide sociale* (p. 2451) ; *son amendement tendant à remplacer, dans le premier alinéa de l'article 6, les mots : « soit de la publication de la présente ordonnance » par les mots : « soit initialement à partir d'une date fixée par décret »* (p. 2451) ; *champ d'application de l'assurance volontaire* (p. 2451) ; *son amendement tendant à insérer après l'article 7 un nouvel article (faculté de s'assurer volontairement pour les risques invalidité et vieillesse)* (p. 2451, 2452) ; *possibilité de supprimer pour l'avenir l'assurance volontaire maladie propre au régime général, tout en maintenant les adhésions existantes* (p. 2452) ; *son amendement tendant à insérer après l'article 7 un nouvel article (cas des personnes qui, avant la date de promulgation de la présente loi, ont adhéré à l'assurance volontaire instituée par l'article L 244 du Code de la sécurité sociale)* (p. 2452) ; Art. additionnels : *Principe de débats réguliers sur la programmation des prestations sociales* (p. 2452, 2453) ; *âge de la retraite* (p. 2454) ; **conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire :** *Son amendement tendant à rétablir le 4° de l'article 2 de l'ordonnance n° 67-706* (p. 2591) ; *rattachement du contrôle médical du régime général des salariés à la caisse nationale de l'assurance maladie ; système de médecine libérale ; coopération entre les caisses primaires et le contrôle médical ; création d'un corps autonome de médecins-conseils commun à tous les régimes ; risque maladie* [25 juillet 1968] (p. 2591, 2592) ; *problème de la création d'un corps autonome et unique de contrôle* (p. 2592) ; *son amendement tendant à modifier le début du second alinéa de l'article 10 de l'ordonnance n° 67-706 relative à l'organisation de la Sécurité sociale : « Le Ministre des Affaires sociales peut également autoriser, par arrêté, d'autres associations »* (p. 2593) ; *son amendement tendant à supprimer le chapitre premier bis : « contrôle médical » ajouté après l'article 12 de l'ordonnance n° 67-706 relative à l'organisation de la Sécurité sociale* (p. 2593) ; *son amendement tendant à modifier le début de l'article 15 de l'ordonnance n° 67-706 relative à l'organisation de la Sécurité sociale : « Les ressources nécessaires à la gestion administrative, au contrôle médical, à la prévention des accidents du travail »* (p. 2593) ; *son amendement tendant à modifier la fin du premier alinéa de l'article 41 de l'ordonnance n° 67-706 (assiette des cotisations)* (p. 2593) ; *ses observations sur la consultation des représentants des régimes de retraite complémentaire des cadres* (p. 2593) ; *son amendement tendant à supprimer le texte introduit par la Commission mixte paritaire pour l'article 49 de l'ordonnance n° 67-706 relative à l'organisation de la Sécurité sociale* (p. 2593) ; *régime de l'agence centrale des organismes de Sécurité sociale* (p. 2593) ; *son amendement tendant à rétablir le texte de l'article 60 de l'ordonnance n° 67-706 relative à l'organisation de la Sécurité sociale : « Les praticiens conseils des services du contrôle médical sont des agents de la caisse nationale de l'assurance maladie soumis à un statut de droit privé fixé par décret »* (p. 2593, 2594) ; *son amendement tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance n° 67-707 relative à la pharmacie et aux accidents du travail et à remplacer après le troisième alinéa les mots : « composée de représentants » par les mots : « comprenant des représentants »* (p. 2594) ; *commission étant appelée à donner son avis sur les prix limites des spécialités remboursables* (p. 2594) ; *son amendement tendant à modifier l'article 14 de l'ordonnance n° 67-707 relative à la pharmacie et aux accidents du travail : « Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions et limites dans lesquelles l'assuré peut déléguer un tiers pour l'encaissement des prestations qui lui*

sont dues » (p. 2594) ; *son amendement tendant à rétablir l'article 20 de l'ordonnance n° 67-707 dans sa rédaction adoptée en première lecture par l'Assemblée Nationale (frais d'hospitalisation)* (p. 2594) ; *problèmes posés entre la mutualité et la caisse nationale d'assurance maladie ; frais d'hospitalisation* (p. 2594, 2595) ; **en deuxième lecture** : *Ses observations sur les amendements de M. Ribadeau Dumas* [25 juillet 1968] (p. 2608, 2609).

Répond à la question orale sans débat de M. Saint-Paul relative à la situation des malades de longue durée [18 octobre 1968] (p. 3408).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Chazalon et Fernand Dupuy relatives à la situation du personnel dans les directions départementales de l'action sanitaire et sociale : *Décret du 30 juillet 1964 ; paiement des nourrices et des bénéficiaires d'aide sociale ; et situation du département du Val-de-Marne ; propositions pour le budget de 1970 ; création d'une nouvelle tranche d'emplois ; titularisation des auxiliaires départementaux ; nécessité d'un redressement dans le département des Alpes-Maritimes* [18 octobre 1968] (p. 3411, 3412, 3413) ;

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Accroissement du budget du ministère ; distinction entre le budget social de la nation et le budget du Ministère des Affaires sociales ; régime général de la Sécurité sociale ; aide sociale ; aide au logement ; Agence nationale pour l'emploi ; programme de construciton hospitalière ; politique du travail ; politique de la famille et de la vieillesse ; politique de la santé publique ; défense de l'emploi ; droits syndicaux ; participation des travailleurs à l'application des lois ; allocations familiales ; aide sociale ; régulation des naissances ; montant de l'allocation de salaire unique ; ses observations sur la cotisation additionnelle de 3 % du montant des polices d'assurance automobile ; problème de l'alcoolisme ; prestations de vieillesse ; revalorisation des pensions et rentes de Sécurité sociale ; allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité ; régime de retraite complémentaire ; question d'ouvrir à ceux qu'affecte un travail pénible ou une santé déficiente, la possibilité d'un choix réel en ce qui concerne l'âge de la retraite ; formation des praticiens ; formation clinique des étudiants ; litige relatif aux honoraires médicaux ; psychiatrie ; respect des malades ; absence de discussion politique dans l'enceinte hospitalière ; service hospitalier ; budget de l'institut national de la santé et de la recherche médicale ; réforme du service hospitalier étant liée à la réforme hospitalière ; constructions hospitalières ; problème de l'industrialisation de ces constructions* [5 novembre 1968] (p. 3949 à 3954) ; *ses observations sur les paroles de M. Berger* [6 novembre 1968] (p. 3978) *et sur celles de M. Westphal* (p. 3986) ; *ses observations sur l'hôpital de Saint-Etienne* (p. 3992) ; *relèvement des pensions, rentes et allocations de vieillesse* (p. 3996) ; *ses observations sur la tuberculose* (p. 4002) ; *revalorisation des pensions des personnes âgées* (p. 4011) ; *ses observations sur les paroles de M. Buot ; revalorisation des pensions* (p. 4011) ; *ses observations sur les paroles de M. Feït* (p. 4019) ; *création éventuelle d'un budget annexe des prestations sociales ; déficit de l'assurance maladie ; tuberculose ; alcoolisme ; intérêt du dépistage précoce ; impôt négatif ; modulation de l'allocation de salaire unique ; problème de l'inspection de la pharmacie ; création d'un secrétariat d'Etat à la participation ; caractère du budget ; industrie pharmaceutique ; rôle de la commission d'inscription des médicaments remboursés par la Sécurité sociale ; régime des pensions dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; amélioration des droits du conjoint survivant ; problème des conditions d'affiliation ; question des 200 heures ; ses observations sur le thermalisme ; versement des indemnités journalières ; cas du Nord et du Pas-de-Calais ; équipement hospitalier ; ses observations sur les maladies mentales ; participation dans l'entreprise ; création de cours sociales ; problème de l'âge de la retraite ; question de l'inaptitude au travail ; problème des activités pénibles ; problème des années d'assurance au-delà de la trentième ; indexation des pensions de vieillesse ; assurance maladie des jeunes à la recherche d'un premier emploi ; stages de préformation au profit des jeunes sans emploi ; problème des régimes complémentaires pour les salariés à propos de la validation des services effectués à l'étranger ; question du non-cumul des droits propres et des droits dérivés pour les veuves ; cas*

des personnes âgées ; situation des mutilés du travail ; aide aux veuves des victimes d'accidents du travail ; droits de vieillesse des mutilés du travail ; droits de vieillesse des mobilisés ou engagés volontaires ; ses observations sur les postes d'inspecteur général du travail ; statut de ce corps ; conseils de prud'hommes ; situation des veuves civiles ; subventions de l'Etat ; coordination des établissements hospitaliers avec l'éducation nationale ; ses observations sur les hôpitaux ; éventuelle intervention d'une société d'économie mixte dans leur construction ; allocation de logement aux jeunes ménages ; ordonnances relatives à la Sécurité sociale ; déficit éventuel de l'assurance maladie ; rôle des bureaux d'aide sociale ; question de la taxation des ressources que l'O.R.T.F. tire de ses contrats de publicité ; problème de l'information ; allocations familiales dans les Départements d'outre-mer ; répercussion sur les allocations personnalisées résultant des hausses des mois de février et de juillet 1968 ; retraites des anciens combattants mutualistes ; constructions hospitalières ; problème du ticket modérateur applicable aux dépenses de maladies de longue durée ; rôle du médecin (p. 4031 à 4037) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Rappel des événements de mai-juin ; négociations de Grenelle ; participation ; politique économique et sociale du Gouvernement ; comités d'entreprise ; nécessité que chacun comprenne que le progrès social est lié au progrès économique ; relations professionnelles ; participation des travailleurs à la vie des entreprises ; projet sur les juridictions sociales ; reconnaissance du droit syndical ; moyens d'expression des syndicats ; désignation des délégués syndicaux ; leur protection ; nombre de salariés au-delà duquel* **la section** *syndicale et donc le délégué syndical auront droit à l'existence légale ; situation des petites entreprises ; crédits d'heures ; notion d'entreprise ; extension du bénéfice de la loi aux entreprises publiques ; fonction publique ; notion de syndicat représentatif ; limitation à une section syndicale de la représentation de chaque syndicat ; nombre de délégués par entreprise ou par établissement pour chaque section syndicale* [4 décembre 1968] (p. 5047 à 5051) ; *ses observations sur les paroles de M. Fontanet* (p. 5052) ; *et sur celles de M. Brocard* (p. 5057) ; *nombre des délégués* (p. 5060) ; *ses observations sur les paroles de M. Chazelle* (p. 5062) ; *divorce entre syndicalisme d'entreprise et syndicalisme de confédération ; multiplication des crédits d'heures ; pluralité syndicale ; prolifération des syndicats catégoriels ; liberté individuelle du travail ; portée de la participation ; lien entre le progrès social et le progrès économique ; problème de la représentativité dans l'entreprise ; ses observations sur les lois sociales votées depuis les débuts de la Ve République ; problème du seuil de cinquante salariés exigé pour l'application de la loi ; champ d'application de la loi ne devant pas s'appliquer à la fonction publique de l'Etat et des collectivités locales, mais devant s'appliquer dans tout le secteur parapublic ; problème de la modulation du crédit d'heures ; rôle joué par les petites et moyennes entreprises ; protection contre les licenciements ; élection à bulletin secret ; problème des suppléants ; délégués syndicaux ; négociations du protocole de Grenelle ; rôle des organisations syndicales représentatives sur le plan national ; sections syndicales ; mouvements de revendicaitons sociales à l'heure actuelle ; situation de l'emploi ; magistrature sociale ; abaissement de l'âge à partir duquel un salarié pourra être délégué syndical ; résultat des élections professionnelles dans l'ensemble de la France ; ses observations sur le patronat ; application de l'ordonnance sur l'intéressement des travailleurs* (p. 5071 à 5075) ; Art. 1er : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 5076) ; *impossibilité d'abaisser le seuil au-dessous de cinquante salariés ; cas des petites et moyennes entreprises* (p. 5077) ; *ses observations sur les organisations représentatives sur le plan national* (p. 5078) ; *nombre des membres de la section syndicale ; liberté d'organisation des syndicats* (p. 5079) ; *prohibition de toute ingérence dans l'organisation des syndicats* (p. 5080) ; *cas des professions dont les conditions d'exercice entraînent la mobilité ou la dispersion du personnel ; cas de la marine marchande* (p. 5080, 5081) , Art. 2 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 5081) ; *établissements bénéficiant des mêmes avantages que l'entreprise ; comité central d'entreprise ; droits de l'établissement rattaché à une entreprise comportant une section* (p. 5081, 5082) ; *section syndicate d'entreprise n'ayant pas vocation pour parler au nom de l'ensemble du personnel ; ses observations sur l'amendement de M. Carpentier* (p. 5082) ; Art. 4 : *Modalités d'affichage ; rôte de l'inspection du travail* (p. 5083) ; *ses observations sur*

les amendements déposés à cet article (p. 5084) ; *ses observations sur le fait que la loi circonscrit l'attaque personnelle* (p. 5085) ; Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Lebas ; problème du local* (p. 5085) ; *problème du local affecté aux sections syndicales* (p. 5085) ; *distinction entre les délégués du personnel et les représentants du personnel au comité d'entreprise* (p. 5086) ; Art. 7 : *Question du vote à bulletin secret* (p. 5088) ; Art. 8 : *Frontière entre le domaine réglementaire et le domaine législatif* (p. 5089) ; *nombre de délégués* (p. 5089) ; *ses observations sur les amendements de MM. Brocard et Lebas* (p. 5090) ; Art. 9 : *Problème des suppléants* (p. 5091) ; *ses observations sur un règlement relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la communauté économique européenne* (p. 5093) ; *cas des délégués syndicaux de nationalité étrangère* (p. 5093) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Carpentier : « le délai d'un an prévu à l'alinéa ci-dessus est réduit à quatre mois dans le cas de création d'entreprise ou d'ouverture d'établissement »* (p. 5094) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (âge des délégués syndicaux ; fonctions de délégué syndical)* (p. 5094) ; Art. 11 : *Problème de licenciement ; rôle de l'inspecteur du travail* (p. 5096) ; *question d'indemnité de licenciement* (p. 5097) ; Art. 12 : *Crédit d'heures* (p. 5099) ; *ses observations sur l'utilisation du crédit d'heures* (p. 5100) ; *cas des petites et moyennes entreprises* (p. 5100, 5101) ; Art. 13 : *Problème de l'infraction* (p. 5102) ; *rôle des inspecteurs du travail* (p. 5102) ; *liberté individuelle du travail* (p. 5102) ; Art. 14 : *Ses observations sur les usages* (p. 5103) ; Art. additionnels : *Problème de la simplification des différents organes de représentation du personnel dans l'entreprise* (p. 5103) ; *ses observations sur l'amendement de M. Beucler* (p. 5104) ; seconde délibération, Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Chaque syndicat représentatif ayant constitué une section syndicale dans l'entreprise désigne, dans les conditions fixées ci-après, un ou plusieurs délégués syndicaux pour le représenter auprès du chef d'entreprise »* (p. 5104) ; *désignation des délégués ; problème de la suppression des suppléants* (p. 5104) ; des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Situation des entreprises comprenant plusieurs établissements distincts ; détermination du nombre des délégués ; création d'une magistrature sociale* [19 décembre 1968] (p. 5869) ; *âge à partir duquel on peut être délégué syndical* (p. 5691) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à porter à quatre semaines la durée minimum des congés annuels et à prévoir les majorations applicables en raison de l'âge des travailleurs salariés ou de leur ancienneté dans l'entreprise : *Ses observations sur ce texte* [29 avril 1969] (p. 1115) ; *rôle de l'initiative parlementaire ; congés des jeunes travailleurs ; ses observations sur les législations étrangères* (p. 1118) ; *système des conventions collectives* (p. 1118) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Carpentier* (p. 1120) ; Art. 3, 7 et 10 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 1120, 1121).

En qualité de Ministre des Affaires étrangères :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Importance de la langue française en Europe ; ses observations sur les paroles de M. Xavier Deniau* [4 novembre 1969] (p. 3288) ; *politique de coopération ; préparation du VI^e^ Plan ; développement des programmes intégrés ; participation des membres des commissions compétentes de l'Assemblée au groupe de travail du VI^e^ Plan ; contributions internationales ; réorganisation des postes diplomatiques ; principe de l'unité de direction des missions culturelles, scientifiques et techniques dans chaque poste diplomatique ; problème de la presse et de l'information ; redistribution des crédits du Ministère ; progression du budget ; crédits de fonctionnement ; modernisation des moyens mis à la disposition du ministère en attendant le champ d'application des procédés électroniques de gestion et en rationalisant les méthodes de travail ; mise en place des nouveaux statuts régissant les personnels non titulaires du Ministère des Affaires étrangères ; dotations de fonctionnement et d'entretien mobilier ; relations scientifiques, techniques et culturelles avec l'étranger ; moyens financiers ; réorientation de nos actions culturelles, scientifiques et techniques ; maintien du niveau des crédits affectés aux établissements traditionnels français à l'étranger ; accroissements des moyens consacrés aux actions de coopération technique ; crédits réservés aux actions scientifiques* (p. 3292 à

3295) ; *situation de la France à l'heure actuelle ; conséquence du départ du général de Gaulle le 27 avril 1969 ; problème du tiers monde ; paix au Proche-Orient ; principes de la politique de la France ; nécessité de ne pas aggraver la tension ; concertation des quatre membres permanents du conseil de sécurité ; rôle du médiateur des Nations unies, M. Jarring, au Proche-Orient ; possibilité de lier l'ouverture de négociations entre la communauté économique européenne et Israël à l'engagement de conversations parallèles avec plusieurs Etats arabes ; rôle de la France ; statut de neutralité de la péninsule indochinoise ; problème du Biafra ; principe d'autodétermination du Biafra ; effort humanitaire destiné à soulager les souffrances des populations civiles ; effort exemplaire de l'Europe ; traité d'amitié franco-allemand ; avenir de l'Europe ; réunion « au sommet » entre les principaux responsables des six pays de la Communauté ; ses observations sur la convention de Yaoundé ; règles du financement de la politique agricole commune ; modalités de renforcement de la communauté ; coordination et harmonisation des politiques économiques européennes ; nécessité d'éliminer les obstacles financiers et juridiques à la fusion des sociétés ; statut des sociétés européennes ; recherche électronucléaire ; traitement de l'information ; lutte contre les « nuisances » ; problème de l'élargissement de la Communauté ; mise au point d'une sorte de programme commun de développement ; volonté d'indépendance excluant toute complicité avec l'esprit d'hégémonie ; condition d'une politique d'ouverture ; voyage du Président Pompidou aux Etats-Unis ; condition d'une paix mondiale ; coopération avec l'Union soviétique ; condamnation de la politique des blocs ; rapprochement entre l'Est et l'Ouest ; voyage de M. Gromyko à Paris ; voyage du Président Pompidou en Union soviétique ; fluidité des rapports internationaux* (p. 3297 à 3301) ; *ses observations sur les paroles de M. Duboscq* (p. 3324), *et sur celles de M. Ollivro* (p. 3326) ; *ses observations sur le Tchad et le Québec ; raison de la visite de M. de Lipkowski au Québec ; visite de M. Pleven à Ottawa ; problème de la ratification de la France de la charte européenne des Droits de l'homme ; problèmes posés par la poursuite de la construction européenne ; bilan du Marché commun sur le plan industriel ; politique agricole commune ; élaboration d'un règlement financier ; négociations de La Haye ; projet de conférence sur la sécurité européenne ; avenir de l'Europe ; sa foi dans la détente européenne ; question de la convocation d'une conférence de sécurité européenne ; traité franco-allemand ; son insuffisance sur le plan de la coopération industrielle ; politique d'entente et de couverture vers l'Est ; conditions préalables avant l'ouverture de négociations avec l'Angleterre ; rappel de la négociation Kennedy ; déclarations de M. de Lipkowski dans la capitale de l'Arabie Saoudite ; concertation entre les quatre grands ; problème de l'aide des Nations unies aux départements et territoires d'outre-mer ; application du programme des Nations unies pour le développement ; dialogue franco-britannique ; tunnel sous la Manche ; coopération anglo-américaine ; ses observations sur le Biafra ; rôle de l'Organisation de l'unité africaine ; problème du rapprochement de la Grande-Bretagne et de la France sur le plan de la défense ; problème de la constitution d'une force atomique européenne ; question du réarmement de l'Allemagne ; travail des missions parlementaires ; ses observations sur la Guinée ; situation des travailleurs immigrés ; politique française au Proche-Orient ; problème de l'association d'Israël à la Communauté économique ; embargo des armes vers Israël ; crédits de coopération technique ; coopération avec l'Afrique ; enseignement supérieur au Laos ; construction de l'école d'agriculture au Laos ; ses observations sur le Cambodge ; diversification dans le recrutement du corps diplomatique ; montant des importations de vin algérien ; attraction exercée par l'Europe sur la jeunesse ; ses observations sur les préférences tarifaires généralisées ; rapports de collaboration avec l'Organisation des Etats africains ; ses observations sur les paroles de M. de Broglie* (p. 3331 à 3337).

Répond à la question d'actualité de M. Raymond Dronne relative à la réunion d'une conférence de la paix dans le Sud-Est asiatique [10 avril 1970] (p. 947, 948).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Sens des initiatives de la diplomatie française ; indépendance de la France ; rythme à imprimer à notre politique extérieure ; fin de l'invulnérabilité du territoire américain ; fin du monolithisme du monde communiste ; fin des empires coloniaux et naissance du tiers monde ; rapports franco-américains ; protection de la France impliquant l'existence d'une force atomique ; dé-*

veloppement d'une Europe indépendante ; tarif extérieur commun ; accélération du rythme de l'histoire ; relations diplomatiques de la France avec la Chine ; négociations de l'Allemagne avec Moscou et Varsovie ; rapports germano-polonais ; problème de consécration du statu quo *européen ; importance du statut de Berlin pour la détente européenne ; politique dite de coopération ; ses observations sur le discours de Phnom-Penh ; ses observations sur les victimes de la Communauté vietnamienne du Cambodge ; politique à l'égard du Proche-Orient ; contrats d'armements ; politique méditerranéenne de la France ; utilisation de la langue française ; ses observations sur la Libye ; concertation des Quatre ; « tentation annexionniste » d'Israël ; droit d'Israël à l'existence, à la reconnaissance et à la sécurité ; problème palestinien ; indépendance de l'Europe ; achèvement et renforcement de l'Europe ; ses observations sur le mémorandum du 20 mars déposé à Bruxelles ; importance des secteurs de pointe ; rôle de l'Europe dans la conquête de l'espace ; élargissement de l'Europe* [28 avril 1970] (p. 1320 à 1324) ; *ses observations sur les paroles de M. Feix* (p. 1330, 1331) ; *ses observations sur le discours de Phnom-Penh* (p. 1332) ; *ses observations sur les paroles de M. Stehlin* (p. 1347) ; *ratification du Traité de Luxembourg du 22 avril 1970 ; ses observations sur le centre européen de la recherche nucléaire ; construction du grand accélérateur de 300 milliards d'électrons-volts ; politique spatiale ; centre de Kourou ; révision de la charte des Nations unies ; nécessité pour la France d'être une puissance atomique pour jouer son rôle dans le concert des nations ; concertation des Quatre ; droit à l'existence et à la souveraineté de tous les Etats du Moyen-Orient y compris de l'Etat d'Israël ; évacuation des territoires occupés ; ouvertures de négociations avec l'Angleterre ; politique d'indépendance étant le contraire d'une ambition démesurée et d'une démission justifiée ; retour de la France à l'Union de l'Europe occidentale ; politique des investissements étrangers ; problème de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; situation européenne ; ses observations sur le Tchad ; normalisation des relations entre la Guinée et la France ; ses observations sur le Mali ; relations franco-nigérianes ; politique de livraison ou de vente d'armes de la France ; problème grec ; retrait de la Grèce du Conseil de l'Europe ; attitude à cet égard de la France ; hommage rendu au Président Pompidou ; chute du Prince Sihanouk ; position du Gouvernement français en matière d'aide militaire au Cambodge ; état actuel de nos relations avec la République démocratique allemande ; non-reconnaissance par la France de la validité des passeports est-allemands ; refus par le Gouvernement français d'envisager pour le moment d'ouvrir à Berlin-Est une représentation commerciale française de caractère officiel ; échanges de la France avec les pays de l'Est ; échanges franco-soviétiques ; ses observations sur la Conférence de Paris ; organisation politique de l'Europe ; Conférence de La Haye ; ses observations sur la déclaration des Six du 15 mars 1962 ; ses observations sur le mémorandum sur les modalités d'un renforcement de la coopération européenne en matière de développement industriel et scientifique ; problème des investissements étrangers en France ; politique méditerranéenne de la France ; embargo des armes vers Israël ; vente de* Mirage *à la Libye ; problème de la ratification de la Convention européenne des droits de l'homme* (p. 1351 à 1357) ; *associe le Gouvernement à l'hommage de bienvenue d'une délégation de l'Assemblée Nationale turque conduite par M. Ferruh Bozbeyli* [23 juin 1970) (p. 2917) ;

— des projets de loi : 1° autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés ; 2° autorisant la ratification du Traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970 : *Caractère irréversible de la politique agricole commune ; ses observations sur la référence à « l'Europe des Etats » ; conférence de La Haye ; rôle du F.E.O.G.A. ; ses observations sur les dépenses financées par des ressources propres ; origine des ressources ; régime des contributions forfaitaires ; répartition des compétences entre les institutions communautaires ; distinction entre les dépenses obligatoires et les autres ; ses observations sur les nouvelles compétences dévolues à l'Assemblée ; attitude du Conseil ; ses observations sur la période transitoire ;*

élargissement du Marché commun ; ses observations sur le mémorandum français du 20 mars ; déclaration du bureau politique du parti communiste français ; dialogue entre le Gouvernement et la majorité ; définition des modalités de l'application sur le territoire national de la T.V.A. ; remise au budget des communautés d'une partie de cette taxe [23 juin 1970] (p. 2917 à 2921) ; *ses observations sur les paroles de M. Odru* (p. 2921), *et sur celles de M. d'Ornano* (p. 2923) ; *ses observations sur le terme « dépenses obligatoires »* (p. 2929) ; *position favorable de la France à l'égard d'une conférence de sécurité européenne ; ses observations sur les paroles de M. Billoux et sur celles de M. Habib Deloncle ; problème de la coopération politique ; ses observations sur « l'Europe des solidarités de fait » ; problème de l'élection éventuelle de l'Assemblée européenne au suffrage universel ; problème des institutions politiques se posant dans la perspective de l'élargissement ; corrélation entre l'appartenance aux communautés et la participation à un système de coopération politique ; pouvoir de l'Assemblée parlementaire européenne en matière de l'acceptation ou du rejet du budget ; ses observations sur la déclaration de M. Pierre Harmel ; hypothèse selon laquelle le budget n'aurait pas été approuvé avant le début de l'exercice budgétaire ; ses observations sur les paroles de M. Jacques Vendroux ; distinction entre les dépenses obligatoires et les autres ; rôle de la Commission* (p. 2939, 2940).

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur l'achèvement, le renforcement et l'élargissement de la Communauté européenne ; protocole signé par les présidents Podgorny et Pompidou ; ses observations sur le fait que la détente peut mener à l'entente puis à la coopération ; rythme de la construction européenne ; ses observations sur le fait que l'Europe économique sera déjà politique* [5 novembre 1970] (p. 5179, 5180) ; *coopération politique entre les pays membres de la Communauté européenne ; rapport Davignon ; traité entre l'U.R.S.S. et la République fédérale d'Allemagne ; évocation de l'accord de Rapallo* (p. 5181) ; *relations entre la France et l'U.R.S.S. ; statut de Berlin ; conditions d'un arrangement sur Berlin* (p. 5182) ; *droit à l'autodétermination du peuple allemand ; originalité de la politique française ; part consacrée par la France à l'aide au développement étant d'un montant supérieur à 1 % du produit intérieur brut ; conventions de Yaoundé ; candidature de la Grande-Bretagne à l'adhésion aux Communautés européennes* (p. 5183) ; *ses observations sur l'Extrême-Orient ; rôle de la Chine ; visite du Ministre chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire à Pékin ; conditions de la fin de la guerre au Vietnam ; ses observations sur le Proche-Orient ; plan Rogers ; explosion de violence en Jordanie ; dynamique de la paix ; rôle de la France et vocation de l'Europe pour la paix* (p. 5184) ; *ses observations sur les paroles de M. Deniau* (p. 5195) ; *coopération culturelle* (p. 5202) ; *droit de tous les Etats de vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues* (p. 5203) ; *ses observations sur les paroles de M. Leroy* (p. 5206) ; *absence de livraisons de guerre de la France à l'Irak* (p. 5211) ; *ses observations sur les paroles de M. Péronnet* (p. 5212), *sur celles de M. Destremau* (p. 5214) *et sur celles de M. Douzans* (p. 5217) ; *objet de la détente* (p. 5218) ; *élaboration du plan d'expansion culturelle ; participation des parlementaires à ce travail ; coopération culturelle et technique de la France* (p. 5220) ; *originalité du rapport Davignon par rapport au plan Fouchet ; dépenses au titre de l'aide militaire ; composition de l'aide militaire à l'étranger ; entretien à l'étranger de missions d'assistance technique militaire ; organisation de stages de perfectionnement ; octroi d'une aide directe en matériel ; ses observations sur le Marché commun ; ses observations sur le fait que la conduite de certaines négociations n'est pas confiée uniquement au Ministre des Affaires étrangères ; contentieux entre l'Algérie et la France ; unité de la politique étrangère ; problème de la conférence de sécurité ; participation des Etats-Unis et du Canada à cette conférence ; absence de sécurité européenne sans la présence américaine* (p. 5221) ; *ratification du traité germano-soviétique ; coopération franco-soviétique ; problème de Berlin ; reconnaissance de la République démocratique allemande ; relations de la France et des Etats-Unis ; son hostilité au partage de l'influence et de la puissance entre deux supergrands* (p. 5222) ; *problème des livraisons d'armes ; conversation entre le Président de la République et le Président Kaounda ; construction européenne ; ses observations sur les villes jumelées ; rôle de la Fédération mondiale des villes jumelées ; problème de l'embargo des armes vers Israël ; question*

de la vente des Mirage (p. 5223) ; *droit à l'existence d'Israël ; question de la conservation par Israël des conquêtes territoriales ; coopération entre l'Europe et l'Amérique latine ; coopération politique européenne ; retour de la France au sein de l'U.E.O. ; problème de l'adhésion de la France à la convention européenne des droits de l'homme ; question de la compatibilité de cette convention avec l'article 16 ; question des bâtiments du Conseil de l'Europe* (p. 5224) ; *adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun ; rôle du Haut-Commissaire aux réfugiés des Nations unies ; ses observations sur le Canada ; rapports de la France avec la Roumanie et l'Albanie ; application du plan Racine ; problème du barrage de Cabora Bassa ; problème de l'immigration portugaise ; ses observations sur la Guinée et le Tchad ; date du retrait des forces d'intervention ; ses observations sur la base de Fort-Lamy* (p. 5225) ; *utilité de la participation américaine pour la sécurité de l'Europe ; statut de Berlin ; réunion d'une conférence paneuropéenne sur la sécurité ; politique d'indépendance et de sauvegarde de la France ; présence des flottes soviétique et américaine en Méditerranée ; rapport Davignon ; coopération politique ; entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun* (p. 5226, 5227) ; Titre IV : *Aide de la France au Cambodge* (p. 5227).

Répond à la question d'actualité de M. Stehlin relative à la situation au Pakistan [16 avril 1971] (p. 1184).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Programme européen du Gouvernement ; achèvement, approfondissement, élargissement de la Communauté ; ses observations sur l'accord du 22 avril ; adhésion du Royaume-Uni au Marché commun* [9 juin 1971] (p. 2585, 2586) ; *rencontre Heath-Pompidou ; rôle international de la livre sterling; nécessité de reconnaître les solidarités de fait ; cohésion monétaire des communautés ; problème de l'union économique et monétaire ; maintien des règles et des perspectives confédérales ; accords de Yaoundé ; crise du Proche-Orient* (p. 2587) ; *situation en Méditerranée ; rôle de la France à l'égard d'Israël et des pays arabes ; ses observations sur la Libye ; rapports franco-algériens ; rapports entre la République fédérale et la France* (p. 2588) ; *indépendance de la politique française ; affaire de Berlin ; ses observations sur l'idée directrice de la politique américaine* (p. 2589) ; *ses observations sur les paroles de M. Sudreau* (p. 2593) *et sur celles de M. Stehlin ; comportement de la France à la conférence de Lisbonne* (p. 2595) ; *ses observations sur les paroles de M. Odru* (p. 2597) *et sur celles de M. Mitterrand ; droit de l'Algérie à s'approprier ses richesses naturelles ; nature de l'indemnité consécutive à la nationalisation* (p. 2601) ; *rapport Werner ; ses observations sur l'accord du 9 février ; nomination d'un ancien ambassadeur d'Italie à la tête de la représentation à Washington de la Communauté ; ses observations sur un arrêt rendu à Luxembourg par la Cour de justice européenne le 31 mars dernier ; accord du 22 avril 1970 ; problème de la supranationalité* (p. 2605, 2606) ; *ses observations sur le livre posthume de Robert Schuman ; son opinion à l'égard de l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne ; attitude du général de Gaulle devant la candidature de la Grande-Bretagne au Marché commun* (p. 2611, 2612) ; *ses observations sur l'accord du 9 février* (p. 2614) ; *ses observations sur les paroles de M. Marcus* (p. 2619) ; *caractère du présent débat* (p. 2620) ; *problème algérien ; situation de nos compatriotes résidant en Algérie* (p. 2621) ; *sécurité des travailleurs algériens en France ; renforcement des institutions du Marché commun ; rôle du Conseil des Ministres ; propositions de M. Pompidou à la conférence de La Haye ; agence européenne de défense ; coopération nucléaire franco-britannique ; idée d'un référendum européen ; notion d'indépendance nationale ; ses observations sur la Libye ; politique française à l'égard d'Israël* (p. 2622) ; *conférence de Lisbonne ; ses observations sur le Sud-Est asiatique ; accords de Genève ; aspirations des peuples indochinois* (p. 2623) ; *ses observations sur le discours de M. Mitterrand ; absence de définition d'une politique de rechange ; absence de contestation sérieuse de notre politique extérieure ; problème de la continuité de cette politique ; question du désarmement ; ses observations sur les conversations Salt relatives à la limitation des armements stratégiques* (p. 2624) ; *traité de non-prolifération ; traité sur la non-militarisation des fonds sous-marins ; conférence de Lisbonne ; affaire de Berlin ; Assemblée parlementaire européenne ; évolution des rapports franco-algériens ; ses observations sur l'Amérique latine et Haïti ; garantie nucléaire franco-anglaise* (p. 2625) ; *importance de la politique agricole commune et du règlement financier ; abandon progres-*

sif du rôle de monnaie de réserve de la livre sterling (p. 2626) ; *traité entre l'U.R.S.S. et la République fédérale allemande ; problème de l'indemnisation par l'Algérie ; coopération franco-algérienne ; ses observations sur le Proche-Orient* (p. 2627) ; *embargo sur les* Mirage ; *reconnaissance et consécration des réalités dans l'ensemble de l'Europe ; drame du Pakistan* (p. 2628) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Ses observations sur les paroles de M. Deniau* [3 novembre 1971] (p. 5211, 5212) ; *adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun ; préservation du caractère de la Communauté* (p. 5223) ; *idée d'une confédération d'Etats européens ; crise du système monétaire ; atteinte portée à l'Europe monétaire ; ses observations sur les mesures d'ordre économique décidées par le Président Nixon le 15 août ; ses conséquences ; retour aux parités fixes ; précisions sur les propositions françaises ; problème de l'unité de compte ; réforme du système monétaire international ; relance de l'union économique et monétaire ; constitution d'un ensemble confédéral européen* (p. 5224) ; *conférence au sommet ; interpénétration des peuples ; visite de M. Léonid Brejnev en France ; rapports avec l'Allemagne de l'Est ; ses observations sur Berlin* (p. 5225) ; *coopération franco-soviétique ; sécurité de l'Europe ; désarmement* (p. 5226) ; *mission de l'ambassadeur Jarring ; problème des réfugiés ; ses observations sur le Pakistan ; refus de toute hégémonie* (p. 5227) ; *ses observations sur le rappel au Règlement de M. Chandernagor ; son respect des opinions exprimées par les membres de l'opposition* (p. 5227, 5228) ; *ses observations sur les paroles de M. Chandernagor* (p. 5235) ; *ses observations sur les paroles de M. Feix relatives à des livraisons d'armes au Pakistan* (p. 5239) ; *relations entre Israël et le Marché commun* (p. 5244) ; *ses observations sur les paroles de M. Péronnet et le drame pakistanais* (p. 5249) ; *ses observations sur les thèses de l'opposition ; discours du général de Gaulle à Pnom-Penh ; continuité de la politique gouvernementale ; politique de bilinguisme du gouvernement fédéral canadien* (p. 5250) ; *problème du désarmement ; ratification de la Convention européenne des droits de l'homme ; problème de la livraison d'armements ; part de l'exportation d'armes dans le total de notre commerce extérieur ; difficultés entre la Libye et le Tchad* (p. 5251) ; *ses observations sur le Proche-Orient ; relations franco-allemandes ; doctrine confédérale de M. Pompidou ; union économique et monétaire ; ses observations sur les textes conclus à l'issue du voyage de M. Brejnev à Paris ; non-ingérence dans les affaires intérieures ; conférence sur la sécurité et la coopération européenne* (p. 5252) ; *désarmement nucléaire ; rapports entre la France et la République démocratique allemande ; politique algérienne ; ses observations sur les contrats d'armement ; aide apportée à différents Etats par la France ; rôle du Haut-Commissariat pour les réfugiés ; conséquences de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun* (p. 5253) ; *union économique et monétaire ; conférence européenne au sommet ; danger de l'isolationnisme américain ; ses observations sur Formose ; participation de l'Allemagne à une force nucléaire européenne ; désir de l'Union soviétique de la paix en Europe* (p. 5254) ; *rapports entre Israël et la France ; accord préférentiel entre le Marché commun et l'Espagne ; relations de la France avec l'Amérique latine ; ses observations sur le Pakistan ; problème des incorporés de force, anciens combattants et victimes de guerre d'Alsace et de Moselle ; ses observations sur le Brésil ; rôle de l'Union de l'Europe occidentale* (p. 5255, 5256).

Répond à la question d'actualité de M. Maujoüan du Gasset relative aux entretiens de Luxembourg [10 mai 1972] (p. 1479, 1480).

Répond à la question d'actualité de Mme Vaillant-Couturier relative aux actes de guerre au Nord Viet-Nam [10 mai 1972] (p. 1481).

Répond à la question orale avec débat de M. Cousté relative aux entretiens de Moscou : *L'inexactitude qu'il y aurait à comparer les entretiens de Moscou et ceux de Yalta* [9 juin 1972] (p. 2395) ; *principal résultat de la rencontre de Moscou : accord sur la limitation des armements stratégiques ; puissance d'une Europe économique tendant à faire équilibre aux deux pôles, américain et soviétique* (p. 2396) ; *convocation rapide de la Conférence sur la sécurité et la coopération dans toute l'Europe ; normalisation des rapports entre les deux Etats existant en Allemagne ; but des Européens : « être un lien pour ne pas risquer de devenir un enjeu »* (p. 2397) ; *présence de la France dans la vie internationale* (p.

2399) ; *politique française de détente, d'entente et de coopération* (p. 2400).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Malaise du personnel des cadres diplomatiques et consulaires ; équipement immobilier* [15 novembre 1972] (p. 5253) ; *office des biens français à l'étranger ; fichier de nos immeubles à l'étranger ; crédits de presse et d'information ; financement de l'action extérieure de l'O.R.T.F. ; vente des films à l'étranger ; combat contre les ondes courtes et en faveur des ondes longues ou moyennes ; carte de diffusion ; sa réponse à M. Poirier sur l'exportation du livre français, le Fonds culturel du livre, sur la Louisiane, Haïti et l'Afrique anglophone, l'institut pédagogique d'Haïti, la Chine (poste de lecteur, échanges d'étudiants, envoi de missions scientifiques, échanges sportifs, relations artistiques) sur le montant des bourses, l'accroissement du montant des contributions internationales ; contributions bénévoles* (p. 5255) ; *programme des Nations unies pour le développement et le programme d'aide aux réfugiés arabes de Palestine ; fonds européen de la jeunesse ; association internationale des parlementaires de langue française ; maintien des position de la langue française dans le monde ; politique spatiale ; aide au développement ; relations scientifiques internationales* (p. 5256) ; *substitution du dialogue des peuples à l'affrontement des blocs ; préparation multilatérale de la conférence sur le sécurité et la coopération en Europe ; admission de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande aux Nations unies ; préservation de notre indépendance politique au Proche-Orient ; solidarité européenne ; condamnation du terrorisme ; problème palestinien ; aide des pays développés aux pays pauvres* [16 novembre 1972] (p. 5273, 5274) ; *harmonisation des politiques étrangères des pays de la Communauté européenne ; coopération franco-africaine ; inciter et aider l'Europe à faire entendre une voix distincte et à être un lien et non pas un enjeu ; bilan européen de la législature ; volonté d'indépendance des Européens ; volonté de dialogue et d'entente avec les Etats-Unis ; rapprochement russo-américain ; réforme du système monétaire international ; fin du monolithisme du monde communiste ; fin de l'invulnérabilité du territoire américain, fin des grands empires coloniaux ; normalisation des rapports entre Pékin et l'Occident ; entente et coopération entre l'Occident et l'Europe de l'Est* (p. 5275) ; *s'engage à effectuer une nouvelle démarche auprès de son homologue à Bonn après les élections sur le problème de l'indemnisation des victimes du nazisme* (p. 5282) ; *en réponse à M. Ballanger : sa mise au point sur le rôle de la France dans la réunion d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe* (p. 5296) ; *sa réponse à MM. Ballanger et Ruais sur les ventes d'armes et la commission spéciale sur ces ventes, égale à 2 % : baisse des commandes des ventes à l'étranger de l'industrie aéronautique et des exportations d'armement* (p. 5300) ; *France seul pays qui ne vent pas d'armes aux Etats dits « du champ de bataille » ; absence de vente au Portugal et à l'Afrique du Sud des armes susceptibles d'être utilisées dans des opérations dites de répression ; contrats de ventes assorti d'une livraison des matériels à condition qu'ils ne contreviennent pas aux dispositions de la charte des Nations unies ; contrats avec la Lybie ; sa réponse au président de Broglie à propos des satellites (programme européen de lanceurs* Europa 2 *et* Europa 3) *sur l'adoption par la France d'une attitude favorable à une certaine réglementation internationale en matière d'usage de l'espace aux fins de communication et de diffusion de l'information ; sa réponse à M. Chandernagor sur la politique spatiale, Algérie, monde arabe, Cambodge* (p. 5301) ; *relations avec la République démocratique allemande ; admission de la R.D.A. et de la R.F.A. à l'O.N.U. ; ses observations à M. Chandernagor à propos de son désir d'indépendance de la politique européenne dans le domaine spatial et sur les résultats du sommet européen ; fonds de coopération monétaire ; création d'un appareil institutionnel européen nouveau (« union de l'Europe »)* (p. 5302) ; *problème de la ratification de la convention des Droits de l'homme ; entrée de l'Espagne dans la C.E.E. : sa réponse à M. Destremau sur le problème de l'indemnisation des Français spoliés outre-mer ; union de l'Europe occidentale ; ses observations à MM. Destremau et Stehlin sur les perspectives militaires de l'Europe ; bilan européen de la législature ; sa réponse à M. Stehlin sur la présence militaire américaine sur le continent et la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe* (p. 5303, 5304) ; *à M. Marcus sur notre commerce extérieur et notre politique au Moyen-Orient, à M. Westphal sur l'indemnisation des victimes du nazisme, à M. Gorse sur la nécessaire distinction entre la conférence*

sur la sécurité et la coopération en Europe et la négociation sur la limitation des armes stratégiques ; ses observations à M. Vendroux sur sa fidélité au général de Gaulle, la future Europe, à MM. Ribière et Ballanger sur la conférence sur la sécurité et la coopération européenne, à M. Hauret à propos de l'Afghanistan (p. 5304) *et nos missions de recherche archéologique à l'étranger ; sa réponse à M. Douzans sur la politique française de 1957 à 1966 au Moyen-Orient, l'adhésion de l'Espagne au Marché commun, à M. Rivière sur le choix des coopérants, à M. Triboulet sur l'existence d'un Ministère chargé de la Coopération* (p. 5305) ; *sa réponse à M. Flornoy sur la coopération et la concertation avec les états latino-américains ; observateur auprès de l'Organisation des Etats américains ; à M. de Grailly sur le conflit vietnamien et la fidélité au discours de Pnom Penh ; à M. Ruais sur le drame des Indiens d'Ouganda, à M. Godefroy sur l'élargissement de l'Europe, à Mme Troisier sur notre politique à l'égard du Proche-Orient et les martyrs du nazisme et les droits des Français spoliés en Egypte, à M. Ballanger sur la réunion d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe* (p. 5306) ; *sur la coopération entre l'U.R.S.S. et la France, sur l'attitude de la France après la mort de M. Susini ; ses réponses à MM. Ballanger, Fossé et Godefroy sur nos relations culturelles avec la République démocratique d'Allemagne, à M. Habib-Deloncle sur la contradiction totale à l'intérieur de la gauche à propos de l'Europe et de l'Alliance Atlantique* (p. 5307) ; *ses explications à M. Ballanger sur le retrait des ministres M.R.P. en 1962* (p. 5308) ; Etat B, Titre III : *Ses observations à propos de l'amendement de MM. Sabatier et Marette de réduction des crédits de ce titre ; son accord avec M. le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie et des Finances sur le principe de l'indemnisation des dommages matériels subis par les personnels diplomatiques et consulaires en service à l'étranger ; ses remerciements à la Commission des finances* (p. 5309).

SCHVARTZ (Julien)

Député de la Moselle
(5e circonscription)
App. U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Importance que conservent les combustibles solides dans l'approvisionnement du pays en énergie ; marché du charbon à coke ; prix de marché des énergies importées ; régression des houillères ; importances des charges de reconversion ; ses observations sur les prévisions énergétiques ; politique de l'emploi dans les houillères ; ses observations sur le bassin charbonnier lorrain* [15 juin 1970] (p. 2658, 2659), Art. unique : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (réexamen du plan de régression de la production charbonnière ; cas de la production de charbon à coke)* [18 juin 1970] (p. 2816) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2816) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « les dispositions ci-dessus seront applicables pour la première fois à l'imposition des revenus de 1971 ; pour les revenus de 1970, elles sont facultatives »* [22 octobre 1970] (p. 4521) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4521) ; *retrait de son amendement* (p. 4522) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les dispositions ci-dessus seront applicables pour la première fois à l'imposition des revenus de 1971 ; pour les revenus de 1970 elles sont facultatives »* (p. 4522) ; *retrait de son amendement* (p. 4523) ;

— du projet de loi sur l'apprentissage, Art. 37 : *Nécessité de tenir compte des circonstances locales en ce qui concerne les mesures spécifiques d'application* [8 juin 1971] (p. 2535) ;

— du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, Art. 9 : *Son amendement tendant à substituer à la première phrase de cet article deux nouveaux alinéas (application de la taxe dans les départements du Bas-Rhin et de la Moselle)* (p. 2539, 2540) ; *imposition des entreprises et des artisans dans les trois départements de l'Est* (p. 2540) ; en deuxième lecture, Art. 9 : *Son amendement (application du projet de loi dans les départements du Bas-Rhin et de la Moselle)* [24 juin 1971] (p. 3395) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Politique de récession charbonnière du Gouvernement ; prix des produits pétroliers ; exploitation du champ de Saint-Avold-Sud ; construction d'une nouvelle cokerie en Lorraine ; situation des frontaliers ; vocation industrielle de la région des houillères du bassin de Lorraine ; montant des aides à l'industrialisation ; rôle du F.I.A.T.* [15 juin 1971] (p. 2941, 2942).

SERS (Henry)

Député de la Réunion
(1re circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Michel Debré, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation [20 décembre 1972] (p. 6416).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Œuvre accomplie à la Réunion depuis la départementalisation ; accroissement de la population ; mise en service de la piste de l'aéroport de Gillot ; inauguration de l'usine hydroélectrique de Takamaka ; aménagement du port de la Pointe des Galets ; production de sucre ; diversification des cultures ; problèmes industriels ; création d'une cimenterie ; développement de la pêche industrielle au thon ; implantation du club Méditerranée ; enseignement secondaire ; formation pré-professionnelle ; problème du logement ; aménagement des tarifs aériens* [9 novembre 1968] (p. 4262, 4263) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Niveau de vie de la Réunion ; pression démographique ; formation professionnelle ; mise en service d'un centre de formation professionnelle à Saint-André ; création d'une seconde unité du service militaire adapté ; extension de l'école d'apprentissage maritime ; installation d'une cimenterie ; développement de la pêche industrielle au thon ; problème de la migration ; rôle du Bumidom ; nombre des voyages-vacances ; aménagement des tarifs aériens* [15 novembre 1969] (p. 3820, 3821) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Ses observations sur la Réunion ; croissance démographique de ce département ; amélioration de la productivité et de la compétitivité de la production de canne et de sucre ; problème de l'emploi ; problème de la pêche ; résultats de l'armement d'un palangrier mécanisé mis au point à la*

Réunion ; coordination avec les pays voisins de l'océan Indien ; problème du tourisme ; abaissement des tarifs aériens [17 juin 1970] (p. 2743, 2744) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur l'œuvre accomplie à la Réunion ; migration des Réunionnais vers la métropole ; problème des tarifs de la compagnie Air France ; formation professionnelle et technique des candidats* [26 octobre 1970] (p. 4726) ; *orientation pratique des collèges d'enseignement technique ; problème de l'enseignement supérieur ; question de la pré-formation et de la formation professionnelle ; ouverture de la Réunion sur le Marché commun ; avenir sucrier de l'île ; aménagement des structures des exploitations ; ses observations sur la pêche en haute mer ; installation d'une industrie de conserverie ; importance du tourisme ; installation d'une station thermale et climatique à Cilaos* (p. 4727) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Après l'Art. 15 : *Ses observations sur l'amendement de M. Delachenal* [9 décembre 1970] (p. 6306) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Formation des hommes ; problème de la Réunion ; création d'emplois locaux ; indication des principales opérations envisagées en raison de la politique d'industriatisation* [16 juin 1971] (p. 2964, 2965) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Surpopulation à la Réunion ; rôle du Bumidom ; formation professionnelle ; efficacité de la préformation professionnelle ; rôle du comité national d'accueil des Réunionnais en métropole ; organisation par le Bumidom de voyages de vacances à prix spéciaux ; interdépendance entre la métropole et la Réunion* [26 octobre 1971] (p. 4906) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 7 : *Situation de l'emploi dans les Départements d'outre-mer* [7 décembre 1971] (p. 6451) ; *exonération fiscale des bénéfices industriels et commerciaux investis dans les Départements d'outre-mer* (p. 6452) ; *suppression de l'énumération des secteurs prioritaires qui figure à la fin du paragraphe III de cet article* (p. 6453) ; *retrait de son amendement déposé avec M. Cerneau* (p. 6454) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association portant accession de l'île Maurice à la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, signé le 12 mai 1972 à Port-Louis, et l'approbation de l'accord modifiant l'accord interne du 29 juillet 1969 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signé le 12 mai 1972 à Port-Louis : *Ses observations sur la Réunion ; nécessité de sauvegarder les intérêts économiques de la Réunion* [28 juin 1972] (p. 2975) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE : *Donne tecture de l'intervention de M. Jean Fontaine* [10 novembre 1972] (p. 5022) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION VII. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Développement de la pêche à la Réunion ; formation professionelle maritime ; tourisme ; aménagement balnéaire ; gites ruraux ; développement du réseau hôtetier* [13 novembre 1972] (p. 5063) ; *équipement culturel ; infrastructures permettant d'accueillir les avions gros porteurs* (p. 5064).

Sa mise au point au sujet des votes de MM. Abdoulkaber Moussa Ali, Fontaine, Brial et lui-même au titre III du projet de budget du Ministère de l'Agriculture [16 novembre 1972] (p. 5920).

SERVAN-SCHREIBER (Jean-Jacques)

Député de Meurthe-et-Moselle
(1re circonscription)
App. S., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [29 juin 1970] (p. 3256, 3310).

S'apparente au groupe socialiste [29 juin 1970] (p. 3310).

Cesse d'être apparenté au groupe socialiste [14 octobre 1970] (p. 4271).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1971] (p. 837).

Donne sa démission de membre de cette Commission [16 avril 1971] (p. 1215).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à la création de commissions parlementaires de vérification des patrimoines et revenus des membres du Gouvernement, des députés et des sénateurs, n° 2244 [26 avril 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— générale du projet de loi de finances pour 1972 : *Action en faveur des équipements collectifs civils ; rôle du Parlement ; effort fiscal ; augmentation des dépenses militaires ; évolution des pouvoirs d'achat dans les divers pays de la Communauté ; emprunt Pinay* [20 octobre 1971] (p. 4686, 4687) ; *part des dépenses d'équipement par rapport au budget de la Nation et à la production intérieure brute* (p. 4700) ; *indication du nombre de travailleurs frontaliers d'Alsace et de Lorraine qui vont chaque jour travailler en Allemagne* (p. 4701) ; TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE, Titre V : *Son amendement tendant à réduire de 405 millions de francs les autorisations de programme du titre V et à réduire de 235 millions de francs les crédits de paiement de ce titre* [15 novembre 1971] (p. 5692) ; *programme* Concorde ; *problème du bruit, de l'atterrissage et du prix du siège-passager de* Concorde (p. 5692) ; *programme du* super-Concorde (p. 5692) ; *réalisation du programme* Airbus (p. 5692) ; *ses observations sur les paroles de M. Chamant* (p. 5694, 5695) ; *retrait de son amendement* (p. 5695) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Utilité du renvoi du projet de loi en Commission ; absence de compétence réelle et des ressources de la région* [26 avril 1972] (p. 1066) ; *mécontentement en France ; son souhait d'élections anticipées ; ses observations sur la Lorraine ; nécessité de remettre le pouvoir de décision entre les mains de représentants élus* (p. 1067) ; *attitude de l'opposition sur le problème de la régionalisation* (p. 1068) ; *critères d'une véritable régionalisation ; exemples étrangers ; unité nationale* (p. 1069) ; *importance du fait régional* (p. 1070).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale, ses explications de vote : *Situation des régions frontalières ; hausse des prix ; son souhait de nouvelles élections* [24 mai 1972] (p. 1878, 1879).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Insuffisance du projet ; manifeste radical* [22 juin 1972] (p. 2727) ; *ses observations sur les grandes surfaces ; dépôt du texte sur l'amnistie* (p. 2728) ; *rôle des parlementaires ; ses observations sur la souffrance des vieillards* (p. 2729) ; *situation des libraires en France ; attitude de la librairie Hachette* (p. 2730) ; *pouvoir régional ; intégration du régime des retraites dans le système général de sécurité sociale* (p. 2731) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulin ; caractère de la solution gouvernementale au problème de l'assurance vieillesse des artisans et commerçants* (p. 2733).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale, explications de vote sur la motion de censure : *Votera la censure sans approuver son texte ni le programme socialo-communiste* [5 octobre 1972] (p. 3943, 3944).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TRANSPORTS. — III. - AVIATION CIVILE, Etat C, Titre V : *Son amendement de réduction des crédits de ce titre ; problème du marché de l'*Airbus [8 novembre 1972] (p. 4891) ; *valeur d'exploitation pour le seul Super-*Concorde ; *nécessité d'accélérer la construction de l'*Airbus (p. 4892) ; *sa réponse au Ministre sur le* Concorde *et sur l'*Airbus ; *poursuite du* Concorde *onéreuse* (p. 4894) ; *retrait de son amendement* (p. 4895).

SIBEUD (Gérard)

Député de la Drôme
(3e circonscription)
U.D.R., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe d'Union des démocrates pour la République [*J.O.* du 3 octobre 1972, p. 10451].

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette Commission [3 octobre 1972] (p. 3888).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à permettre la vente du gibier pendant le temps où la chasse n'est pas permise, **n° 1815** [9 juin 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention du 7 septembre 1967 entre la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas pour l'assistance entre les administrations douanières respectives : *Assistance mutuelle entre les administrations douanières ; clause de sauvegarde ; gratuité de l'assistance* [28 novembre 1968] (p. 4929) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Industrie alimentaire ; réforme des structures agricoles ; indemnité viagère de départ à 60 ans ; création d'un fonds d'action rurale ; ses observations sur les condamnés de Nantes* [19 novembre 1969] (p. 4009, 4010) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Insuffisance du personnel des préfectures ; renforcement des effectifs des corps urbains* [10 novembre 1971] (p. 5628) ; *ses observations sur la sécurité à Romans ; simplification des modes de financement des travaux communaux* (p. 5629) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Culture fruitière ; inadaptation des variétés produites actuellement aux consommations extérieures ou intérieures ; crédits concernant un arrachage sélectif* [16 novembre 1971] (p. 5776) ; *problème des exportations ; situation des habitants des zones de montagne* (p. 5777).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement du Gouvernement concernant l'institution d'une taxe spéciale s'appliquant à certaines sociétés coopératives agricoles lors de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 [8 décembre 1971] (p. 6502).

SOISSON (Jean-Pierre)

Député de l'Yonne (1re circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre suppléant du Conseil supérieur de l'aménagement rural [19 novembre 1970] (p. 5805), [20 novembre 1970] (p. 5844).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la création d'un comité chargé de proposer toutes dispositions tendant à l'amélioration de la situation matérielle des personnes âgées, **n° 664** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi relative à l'abaissement de l'âge des députés et des sénateurs **n° 1345** [30 juin 1970].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Ses observations sur*

la participation ; aspirations des étudiants et des enseignants ; autonomie des universités ; orientation des étudiants ; autonomie administrative, pédagogique et financière ; délivrance des titres d'ingénieur ; contrôle financier a posteriori *; réforme de l'enseignement secondaire ; unification des programmes pour tous les élèves de 6e ; situation des enfants des agriculteurs* [4 octobre 1968] (p. 3085, 3086) ; Art. 20 : *Autonomie financière ; répartition des crédits entre les différentes universités ; modalités du contrôle financier* [10 ocvtobre 1968] (p. 3215) ; *son amendement tendant après les mots : « répartit entre » à une nouvelle rédaction de la fin du quatrième alinéa de cet article : « les universités et les établissements publics à caractère scientifique et culturel, indépendants de ces universités, les emplois figurant à la loi de finances et délègue à chacun un crédit global de fonctionnement »* (p. 3217) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3217) ; *son amendement tendant, dans le sixième alinéa de cet article, après les mots : « qu'il groupe » à insérer les mots : « les établissements qui lui sont rattachés »* (p. 3217) ; *son amendement tendant à substituer aux deux derniers alinéas de cet article de nouvelles dispositions (contrôle administratif et contrôle financier à postériori des établissements)* (p. 3219, 3220) ; *règles d'approbation des budgets des établissements* (p. 3220) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (non-application de la présente loi aux bibliothèques universitaires)* (p. 3247) ; *retrait de son amendement* (p. 3247) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.MA. ET B.A.P.S.A. : *Augmentation de la production agricole ; gestion des exploitations ; introduction en agriculture de la « rationalité économique » ; groupements entre agriculteurs ; adaptation de nos structures politiques et économiques aux nécessités du développement régional ; bureaux régionaux d'orientation et de concentration agricoles ; diversités des exploitations ; distinction entre les éléments économiques et les éléments sociaux de la politique agricole ; aménagement de l'espace rural ; crédits d'aménagements communaux* [15 novembre 1968] (p. 4515, 4516) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation tion de l'arrangement international sur les céréales de 1967 comprenant la convention relative au commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire signées le 27 novembre 1967 : *Intérêts des producteurs de blé ; système de prix minimum ; système d'aide alimentaire* [28 novembre 1968] (p. 4931) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Hoguet tendant à modifier les articles 832 et 832-2 du Code civil concernant l'attribution préférentielle d'une exploitation agricole: *Possibilité de permettre aux exploitants agricoles en cas de succession de mieux bénéficier des dispositions du Code civil concernant l'attribution préférentielle d'une exploitation agricole* [28 novembre 1968] (p. 4936).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Centralisation politique et administrative ; ses observations sur les événements de mai ; insuffisante adaptation de nos structures sociales et administratives aux exigences du monde moderne ; réforme de l'administration ; politique d'aménagement du territoire ; dimensions de la région ; missions de celle-ci ; mise en œuvre des programmes de développement ; moyens financiers des conseils régionaux ; réforme des finances locales ; création de nouveaux relais entre le pouvoir et les citoyens ; modalités d'élection aux futurs conseils régionaux* [13 décembre 1968] (p. 5469, 5470).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Adaptation de notre droit social à l'évolution de la société contemporaine ; désignation des délégués syndicaux ; charges des petites et moyennes entreprises* [19 décembre 1968] (p. 5689, 5690) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal : *Nécessité de recréer la confiance ; limitation de la demande intérieure ; mesures fiscales décidées en faveur de l'épargne ; limites d'exonération et de décote en faveur des petits contribuables ; politique de la vieillesse ; suppression de la taxe complémentaire ; régime de la T.V.A. ; rétablissement des grands équilibres de l'économie ; montant des dépenses publiques ; redéfintion du rôle de l'Etat ; prélèvement exceptionnel sur les banques ; régime*

fiscal des sociétés [17 septembre 1969] (p. 2305, 2306) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer dans le tableau du paragraphe I de cet article de nouvelles dispositions (gas-oil, fuel-oil domestique)* [29 octobre 1969] (p. 3050) ; *institution d'une redevance par litre sur le fuel domestique au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures ; transformation de cette redevance en une taxe intérieure permanente ; raisons de cette décision ; rétablissment des équilibres fondamentaux de notre économie ; retrait de son amendement* (p. 3051) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Politique actuelle du Gouvernement ; mission des offices et des sociétés d'H.L.M. ; sens social des organismes d'H.L.M.* [14 novembre 1969] (p. 3780, 3781) ; *développement d'une fausse conception du logement social ; politique de regroupement des marchés et des baisses des prix ; action de l'Etat ; ses observations sur les P.L.R. ; amélioration du financement des H.L.M. destinées à l'accession à la propriété ; construction de maisons individuelles ; création de grands ensembles ; coefficients d'utilisation des sols dans les zones urbaines ; constitution de réserves foncières* (p. 3781, 3782) ; Art. 44 : *Mission des organismes d'H.L.M.* (p. 3791) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Insertion de l'agriculture dans la société moderne ; importance de l'exploitation familiale ; exportations de céréales ; réalisation du Marché commun ; politique agricole commune ; règlement financier ; productions animales ; Europe agricole devant devenir régionale ; durée des baux ; nécessité de faciliter la reprise des exploitations par les jeunes agriculteurs au décès de leurs parents ; création de sociétés foncières ; ministère de l'agriculture devant devenir le grand ministère de l'aménagement de l'espace rural ; financement des plans d'urbanisme et des plans d'aménagement rural* 18 novembre 1969] (p. 3916, 3917).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, une question orale sans débat relative à l'aménagement du bassin parisien [14 novembre 1969] (p. 3735, 3738, 3739).

Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Difficultés des commerçants ; principe d'une solidarité professionnelle ; solidarité nationale ; problème de l'élection ; équilibre financier du régime ; cotisations des retraités ; participation de l'Etat* [2 décembre 1969] (p. 4504, 4505).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Création des conditions d'une croissance régulière sans inflation ; assouplissement du crédit ; progrès économique ; nécessité de permettre aux commerçants et artisans de s'adapter aux formules nouvelles de la concurrence ; nécessité de permettre la réforme des structures ; effort en faveur des personnes âgées ; création d'une allocation nationale de vieillesse afin de permettre à tous les Français d'avoir un minimum de ressources de dix francs par jour ; garantie donnée aux jeunes salariés d'un premier emploi ; garantie donnée aux jeunes ménages d'un premier logement ; participation des salariés à la gestion* [13 mai 1970] (p. 1671, 1672).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Rythme de l'évolution économique ; aménagement du territoire ; concentration de la population ; cas des métropoles d'équilibre ; ses observations sur le modèle d'existence proposé dans les grandes villes ; possibilité de créer en France une « nouvelle société rurale » ; le ministère de l'agriculture devant devenir le grand ministère de l'aménagement de l'espace rural ; modernisation de l'agriculture ; nécessité de créer de véritables pôles de croissance ; augmentation des dépenses d'équipement pouvant être compensée par une réduction des dépenses de soutien des marchés* [15 juin 1970] (p. 2656, 2657) ;

— des projets de loi : 1° autorisant l'approbation de la décision du Conseil des communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux communautés, 2° autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des

communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970 : *Rôle du Conseil Constitutionnel ; ses observations sur l'idée européenne ; son opposition à la question préalable ; importance du vote de l'Assemblée sur ces textes* [23 juin 1970] (p. 2922, 2923) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du Titre I du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles : *Insertion de l'agriculture française dans une économie moderne fondée de plus en plus sur l'industrie ; prix de la terre ; nécessité de faciliter le règlement des successions ; exploitation familiale ; conclusions de baux à long terme ; attribution aux fermiers de l'I.V.D. ; ses observations sur les groupements fonciers agricoles et les sociétés agricoles d'investissement foncier ; rapports des nouvelles sociétés avec les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural ; permission donnée aux fermiers d'acquérir, au terme de leurs baux, les terres mises à leur disposition par les S.A.I.F.* [26 juin 1970] (p. 3185) ; STATUT DU FERMAGE ET DU MÉTAYAGE, Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Arthur Moulin* (p. 3201) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Nécessité de libérer l'homme ; situation des personnes âgées ; action du Gouvernement ; création d'une allocation nationale de vieillesse qui assurerait à tous les Français âgés de plus de 65 ans un minimum de ressources de dix francs par jour* [28 octobre 1970] (p. 4830, 4831) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits d'équipement ; fonds d'action conjoncturelle ; protection de la nature ; création d'une association parlementaire pour l'aménagement de l'espace rural ; industrialisation de la France ; création d'une nouvelle société rurale ; amélioration des conditions d'exploitation par suite des opérations de remembrement ; intervention du fonds d'action rurale en Puisaye* [6 novembre 1970] (p. 5310) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Aide à la personne ; généralisation de l'allocation de logement ; gestion des offices d'H.L.M. ; régime des zones d'aménagement différé ; procédure de l'expropriation ; critères dégagés par les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme ; extension de l'allocation de logement ; situation des personnes âgées* [10 juin 1971] (p. 2677) ; Art. 1er : *Extension de l'allocation de logement à toutes les catégories de Français, quelle que soit leur situation de famille ; dépôt d'un projet de loi complémentaire* (p. 2685) ; ses explications de vote : *Situation des jeunes ménages sans enfant ou ayant un enfant à charge* (p. 2698) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Aménagement de l'espace rural ; institution d'une discipline de croissance ; ses observations sur le modèle d'existence proposé dans les grandes villes ; découverte d'un humanisme de l'évolution* [15 juin 1971] (p. 2928) ;

— du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association : *Son opposition à la question préalable déposée par M. Mitterrand ; problèmes du maintien de l'ordre* [23 juin 1971] (p. 3345, 3346) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME) : *Nécessité d'aider les municipalités à conduire le développement urbain ; droit au logement ; construction de maisons individuelles ; accession à la propriété ; rôle du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme* [28 octobre 1971] (p. 5064) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Montant des crédits consacrés à l'agriculture ; diversité des agricultures ; distinction entre les éléments économiques et les éléments sociaux de notre politique agricole ; conditions de la modernisation de l'agriculture* [15 novembre 1971] (p. 5720) ; *développement de l'exploitation familiale ; allégement des charges foncières ; problème de l'organisation en agriculture ; aménagement rural ; crédits destinés à la rénovation rurale* (p. 5721) ;

— en troisième et dernière lecture, du **projet de loi de finances rectificative pour 1971** : *Régime des coopératives agricoles* [20 décembre 1971] (p. 7018) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Nécessité de la réforme régionale ; ses objectifs* [25 avril 1972] (p. 1015) ; *représentation du monde rural au sein du conseil régional ; nécessité que le préfet de région ne soit pas préfet de département ; possibilité pour les suppléants de représenter les parlementaires aux sessions du conseil régional* (p. 1016) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. L 663-9 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement* [17 mai 1972] (p. 1618) ; Art. L 663-10 du Code : *Ses amendements* (p. 1625, 1626) ; Art. 5 : *Son amendement (élections générales au suffrage direct des assemblées des conseils d'administration des caisses professionnelles ou interprofessionnelles existant à cette date)* (p. 1628) ; Art. 6 : *Son amendement* [18 mai 1972] (p. 1644) ; *retrait de deux amendements déposés à cet article* (p. 1644, 1645) ; Après l'Art. 10 : *Son amendement concernant les droits acquis des personnels des caisses ; reclassement de celui-ci* (p. 1652) ; ses explications de vote : *Vote des républicains indépendants* (p. 1655, 1656) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. André-Georges Voisin, Bricout et Radius, portant réglementation des professions d'expert agricole et foncier et d'expert forestier, Art. 1er : *Amendement de M. Cazenave (consultation des chambres d'agriculture)* [25 mai 1972] (p. 1905, 1906) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : *Développement de la coopération agricole ; maintien d'un juste équilibre entre le secteur privé et le secteur coopératif ; participation des coopératives agricoles à d'autres sociétés* [25 mai 1972] (p. 1918) ; Art. 11 : *Sous-amendement de M. du Halgouët (définition des participations)* (p. 1925) ; Art. 19 : *Amendement de M. Barrot tendant à permettre aux caisses régionales de crédit agricole d'être associés non coopérateurs ; renforcement des attributions des caisses régionales de crédit agricole* [25 mai 1972] (p. 1928) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, Art. 2 : *Raisons du monopole de l'Office ; ses observations sur une télévision privée* [16 juin 1972] (p. 2584) ; Art. 3 : *Maintien du monopole* (p. 2604, 2605) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *« Qualité de la vie » ; qualité de solidarité ; problème des veuves civiles ; allocation d'orphelin ; ouverture du droit à pension de réversion à 55 ans ; sa demande de cumul des droits propres et des droits dérivés et de bénéfice pour les veuves de l'aide publique accordée aux travailleurs privés d'emploi* [6 novembre 1972] (p. 4751) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ministre du Développement rural ; modernisation de l'agriculture ; aménagement de l'espace rural pour une campagne vivante ; évolution des structures fondée sur le maintien de l'exploitation familiale ; allégement des charges financières ; situation des jeunes* [14 novembre 1972] (p. 5146) ; *organisation des productions ; organisation des agriculteurs en groupements ; établissement d'une nouvelle grille des prix ; eau, électricité, habitat moderne, remembrement, mode de vie ; maintien dans nos campagnes des équipements publics ; misère de l'enseignement agricole ; rôle de novateurs raisonnables de la majorité* (p. 5147).

SOUCHAL (Roger)

Député de Meurthe-et-Moselle
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet

1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal [20 septembre 1969] (p. 2368) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970 [11 décembre 1969] (p. 4863).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 21 : Jeunesse et Sports (crédits des Services du Premier Ministre. — III. - Jeunesse et Sports), n° 359 [10 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 27 : Jeunesse, Sports et Loisirs (crédits des Services du Premier Ministre. — II. - Jeunesse, Sports et Loisirs), n° 835 [17 octobre 1969].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Relance de l'économie par la consommation ; conséquence des accords de Grenelle ; cas des contribuables assujettis à l'impôt forfaitaire de 25 % sur les revenus des valeurs mobilières ; question d'un impôt de solidarité ; détermination de la fortune des Français ; ses observations sur les faux déficits de certaines sociétés françaises ; emprunt Pinay permettant aux grosses fortunes d'échapper à l'impôt sur les successions* [18 juillet 1968] (p. 2325, 2326) ; Art. 17 : *Impôt sur le revenu ; cas d'une personne seule n'ayant qu'une part, et gagnant 10.000 francs par mois ; ses observations sur les 25 % libératoires pour les revenus des emprunts* [19 juillet 1968] (p. 2356) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article : « ... à la condition que les héritiers légataires ou donataires apportent la preuve que le défunt ou le donateur a acquis ces titres depuis deux ans au moins et qu'ils les a constamment détenus depuis lors. Cette condition s'appliquera aux titres dont la mutation interviendra à compter du 1er janvier 1970. Le délai est réduit à un an pour les titres dont la mutation interviendra au cours de l'année 1970 »* [24 octobre 1968] (p. 3528, 3563) ; *fraude fiscale ; faux déficit des sociétés lorsqu'elles font partie d'un holding bancaire ; location des rentes Pinay ; capitaux flottants* (p. 3528, 3529) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. - JEUNESSE ET SPORTS, en qualité de *Rapporteur spécial : Stagnation des dotations inscrites au budget de la jeunesse et des sports ; succès remportés à Mexico par nos représentants ; félicitations adressées au colonel Crespin ; dépenses des services ; dotations en capital ; crédits de paiement ; réalisation de la loi de programme ; ses observations sur les piscines et les terrains de sport ; office franco-allemand ; office franco-québécois ; problème des maisons de jeunes ; protocole entre la fédération des maisons de jeunes et le Gouvernement afin de respecter les statuts qui supposent une stricte neutralité politique ; centre d'information et de dialogue ; nombre de postes d'enseignants ; gymnastique dans l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur ; son souhait de voir les heures d'éducation physique groupées ; utilisation des équipements en place ; création d'un corps de moniteurs ; aide aux clubs ; son opposition au rattachement des services de la Jeunesse et des Sports à ceux de l'Education nationale ; possibilité de prévoir, lors des Jeux olympiques de Munich, un déplacement*

de la jeunesse de France [30 octobre 1968] (p. 3708 à 3710) ;

— du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier : Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (obligation pour les personnes morales et privées habilitées à effectuer des opérations de change de fournir le détail des transferts de capitaux pour l'étranger auxquels il a été procédé entre le 1er juillet 1968 et le 23 novembre 1968 ; obligation pour les entreprises qui ont bénéficié d'un prêt de l'Etat ou de l'application des dispositions prévues à la loi du 9 octobre 1968 de fournir le détail des opérations financières et comptables auxquelles elles ont procédé durant cette période)* [27 novembre 1968] (p. 4887) ; *ressources des collectivités locales ; nécessité d'imposer des sacrifices aux spéculateurs ; problème des sanctions ; ses observations sur le fait que nombre de sociétés importantes, ayant bénéficié de prêts de l'Etat, ont profité de ces avantages pour placer des fonds à l'étranger* (p. 4888) ; *retrait de son amendement* (p. 4889) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal ; Art. additionnels : *Son amendement tendant, après l'article 5, à introduire un nouvel article : « les personnes morales et privées habilitées à effectuer des opérations de change devront fournir le détail des transferts de capitaux vers l'étranger auxquels il a été procédé entre le 1er juillet 1968 et le 23 novembre 1968. Les entreprises qui auront bénéficié soit d'un prêt de l'Etat, soit de l'application des dispositions prévues à la loi n° 68-877 du 9 octobre 1968 devront fournir le détail des opérations financières et comptables auxquelles elles ont procédé durant la même période. Tous ces renseignements devront être remis au directeur départemental des impôts directs avant le 15 novembre 1969 »* [17 septembre 1969] (p. 2330) ; *sanctions contre la spéculation ; arsenal des sanctions dont dispose le Gouvernement ; nécessité de permettre au Gouvernement de connaître les noms de ceux qui ont transféré des avoirs à l'étranger, notamment en Allemagne et en Suisse ; sanctions fiscales à leur égard ; problème de la dévaluation ; indication des noms des personnes privées et morales qui se sont servies des prêts de l'Etat pour spéculer ; cas des entreprises redevables à la Sécurité sociale* (p. 2330, 2331) ; *question des sanctions ; position de M. Ortoli sur ce sujet* (p. 2332) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur son amendement ; problème de la rétroactivité ; secret des banques ; nécessité de permettre au directeur départemental des impôts de connaître les mouvements de fonds effectués pendant la période du 1er juillet au 23 novembre ; crédit international de la France ; cas des non-résidents* [20 septembre 1969] (p. 2365, 2366) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Après l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Paquet ; lutte contre la spéculation ; amendement de M. Paquet tendant à soumettre au Parlement, dans le cadre de la loi de finances pour 1970, des dispositions renforçant les sanctions qui frappaient la spéculation* [29 octobre 1969] (p. 3026) ; Art. 4 : *Problème de l'abattement à la base concernant la taxe complémentaire ; aménagement du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; possibilité de maintenir les diminutions d'impôts mais de « geler » les sommes en provenant, durant deux ans, sur un compte d'épargne ; salaire fiscal* (p. 3031, 3032) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SECTION II. - JEUNESSE, SPORT ET LOISIRS, en qualité de *Rapporteur spécial : Crédits accordés au Secrétariat à la Jeunesse ; diminution des autorisations de programme et des crédits de paiement ; ses observations sur l'équipement ; abaissement de certains coûts ; ses observations sur les bassins portatifs ; nécessité que la réalisation d'équipements sportifs accompagne toute construction d'équipements scolaires ; problèmes de fonctionnement ; pratique du sport et de l'éducation physique dans le secteur scolaire ; problème du tiers temps ; crédits pour le ramassage sportif ; son opposition à tout transfert de charges sur le compte des collectivités locales ; plein emploi des installations ; nécessité qu'il y ait plus de moniteurs de sport que de professeurs d'éducation physique ; enseignement de la pratique des sports dans le cadre des clubs ; révision des subventions ; nombre des fédérations régionales de maisons de jeunes ; maintien du bénévolat ; problème de la rééducation des jeunes délinquants ; centre d'information et de documentation pour la jeunesse* [30 octobre 1969] (p. 3109, 3110) ; *ses observations sur l'expérience du football professionnel à Nancy ; suppression des taxes supportées par le football* (p. 3130) ; ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS, Avant l'Art. 59 : *Son*

sous-amendement tendant, dans les alinéas 1 et 3 proposés par l'amendement du Gouvernement pour le paragraphe I de l'article 5 de la loi du 28 décembre 1966, à supprimer le mot « fiscale » [22 novembre 1969] (p. 4305) ; *répression des infractions effectuées par les services des douanes et les procédures pénales engagées ; cas d'une succursale de l'Union parisienne* (p. 4305, 4306) ; *mise en harmonie du texte proposé par le Gouvernement avec la loi du 28 décembre 1966* (p. 4307) ; *responsabilité civile de l'employeur* (p. 4307) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 10 : *Validation des dispositions d'un arrêté de juillet 1966 fixant les taux de cotisations d'assurances sociales pour une partie des risques* [26 novembre 1969] (p. 4376, 4377) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969, Art. 10 : *Problème du défrichement ; question de la taxe* [9 décembre 1969] (p. 4746).

Se démet de son mandat de député [19 mai 1970] (p. 1780, 1789).

SOURDILLE (Jacques)

Député des Ardennes
(3e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 octobre 1968] (p. 3477), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur [30 octobre 1968] (p. 3763) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises [19 décembre 1968] (p. 5708).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [2 octobre 1969] (p. 2432).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [17 décembre 1969] (p. 5028) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum de croissance [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière [17 décembre 1970] (p. 6629) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement [18 juin 1971] (p. 3133) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales

et sociales sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — IX. - Développement industriel et scientifique : Recherche scientifique, n° 1396 [14 octobre 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1620) modifiant l'article 44 du livre premier du Code du travail relatif à la périodicité du paiement des salaires, n° 1671 [22 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1765), modifié par le Sénat, modifiant l'article 44 du livre premier du Code du travail relatif à la périodicité du paiement des salaires, n° 1779 [1er juin 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — IX. - Développement industriel et scientifique : Recherche scientifique, n° 2011 [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2310) sur la garantie de ressources des travailleurs âgés de soixante ans au moins et privés d'emploi, n° 2385 [1er juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2451), modifié par le Sénat, sur la garantie de ressources des travailleurs âgés de soixante ans au moins et privés d'emploi, n° 2458 [22 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2319), tendant à modifier l'article 175 du Code de la famille et de l'aide sociale en vue d'étendre la priorité accordée en matière de marchés publics à certains organismes de travailleurs handicapés, n° 2459 [22 juin 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — VIII. - Développement industriel et scientifique : Recherche scientifique, n° 2586 [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2625) garantissant aux travailleurs salariés une rémunération mensuelle minimale, n° 2688 [24 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2762), modifié par le Sénat, garantissant aux travailleurs salariés une rémunération mensuelle minimale, n° 2764 [13 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Enseignement primo-secondaire ; qualité des maîtres ; rôle des classes maternelles ; qualification du personnel ; organisation prospective de l'enseignement ; mutations devant être décidées et exécutées avant le 14 juillet ; possibilité de permettre aux chefs d'établissement de recruter eux-mêmes le personnel de surveillance ; carte scolaire ; restructuration des régions rurales ; enseignement médical ; sa confiance dans l'action du ministre* [12 novembre 1969] (p. 3610) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Ses observations sur les étudiants en médecine de première année ; coût de gestion de l'hôpital public ; cas du département des Ardennes ; création d'un hôpital intercommunal entre Sedan et Charleville-Mézières ; concertation entre les pouvoirs publics et les corps de santé* [21 novembre 1969] (p. 4195, 4196).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Ses observations sur les universités américaines ; autonomie des unités universitaires ; ses observations sur la sélection ; problème de la participation ; moyens de direction et de contrôle des chefs d'établissement* [15 avril 1970] (p. 1076).

Prend part à la discussion.

— du projet de loi relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants : *Ses observations sur la société concentrationnaire ; ses observations sur la célébration qui a eu lieu au fort de Villy-la-Ferté ; souffrances des prisonniers de Rawa-Ruska ; solidarité nationale* [2 juin 1970] (p. 2182) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan :

Environnement européen et international de la France ; interdépendance des économies ; aménagement du territoire ; concentration industrielle dans les régions déjà industrialisées au détriment des zones périphériques du Marché commun ; ses observations sur les zones frontalières ; compétitivité industrielle ; problème de la formation des jeunes ; défi industriel allemand ; ses observations sur les Ardennes [16 juin 1970] (p. 2714, 2715) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Crédits de la recherche médicale de l'institut national de santé et de recherche médicale ; exemple du département des Ardennes en matière d'hôpitaux publics ; ses observations sur les hôpitaux de Sedan et de Charleville-Mézières* [28 octobre 1970] (p. 4836) ; *ses observations sur les hospitaliers à temps plein et les hospitaliers à temps partiel ; situation des travailleurs ; sort des handicapés ; création d'instituts médico-pédagogiques et de sections spécialisées ; ses observations sur l'avortement ; campagne pour l'avortement dit « thérapeutique » ; rapports de la prostitution et des maladies vénériennes* (p. 4837) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Son hommage à la mémoire de Pierre Bourgoin ; budget de la recherche scientifique* [30 octobre 1970] (p. 4960) ; *hommage au professeur Néel, prix Nobel de physique ; réorganisation de la procédure de discussion interministérielle ; présentation fonctionnelle de l'annexe prévue au budget de la recherche scientifique ; diffusion des connaissances scientifiques ; rôle de la délégation générale ; problème du fonds de la recherche ; aide au développement industriel ; mutations affectant le commissariat à l'énergie atomique ; mise en place de satellites de télécommunications par des lanceurs ; coopération européenne ; problème de l'informatique ; rôle de l'Institut de recherche d'information et d'automatique ; centre national d'exploitation des océans ; rôle de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ; situation des chercheurs ; diffusion des résultats de la recherche* (p. 4961) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ — CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Exemple du département des Ardennes ; problème de la mobilité de la main-d'œuvre et de celle des entreprises ; ses observations sur les métropoles industrielles et les métropoles d'équilibre ; liens entre les grandes régions industrielles de l'Europe : Paris, la Ruhr, le Benelux ; ses observations sur l'obstacle que constitue la bureaucratie* [3 novembre 1970] (p. 5038) ; *carte scolaire ; problème routier ; son abstention lors du vote* (p. 5039) ; EDUCATION NATIONALE : *Etablissement de la carte scolaire primaire et secondaire ; fuite des jeunes ruraux vers les grandes agglomérations industrielles ; exemple du département des Ardennes ; problème de l'internat des enfants des ruraux ; réussite de la rentrée scolaire ; orientation des bacheliers ; application de la loi d'orientation ; recherche scientifique ; diffusion de la culture française ; lutte contre les terroristes* [14 novembre 1970] (p. 5580, 5581).

Est entendu sur la question orale sans débat de M. Villon relative aux crimes de guerre [20 novembre 1970] (p. 5852).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme hospitalière : *Conditions de discussion de ce texte* [3 décembre 1970] (p. 6137) ; *augmentation des dépenses de santé publique ; rôle du corps médical ; caractère de loi-cadre de ce projet de loi ; qualité du corps médical français ; composition du conseil d'administration des hôpitaux ; collaboration entre médecins et administrateurs ; ses observations sur le dossier national de santé ; construction d'un hôpital départemental entre Charleville et Sedan* (p. 6138) ; Art. 26 : *Dossier national de santé ; projet du fichier électronique national ; mise en péril du secret médical ; inefficacité du dossier ; maintien du libre choix du service hospitalier public* [4 décembre 1970] (p. 6197, 6198) ;

— du projet de loi modifiant l'article 44 du Livre 1er du Code du travail relatif à la périodicité du paiement des salaires, en qualité de *Rapporteur : Paiement mensuel des ouvriers horaires ; concertation entre employeurs et salariés ; raisons, avantages et risques de la mensualisation* [29 avril 1971] (p. 1546) ; *coût économique d'une mensualisation ; travail aux pièces ; problèmes des acomptes et des paiements par chèques ou virements* (p. 1547, 1548) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 1580) ; Art. unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des deux premières phrases du deuxième alinéa de cet article (paie-*

ment des salaires des employés et des ouvriers bénéficiaires d'une convention ou d'un accord de mensualisation) (p. 1550) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « qui suit la livraison de l'ouvrage » à rédiger ainsi la fin de l'alinéa : « en cas de convention ou d'accord de mensualisation, l'ouvrier doit recevoir des acomptes chaque mois et être intégralement payé dans le mois qui suit la livraison de l'ouvrage »* (p. 1550) ; *travail aux pièces* (p. 1550) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « prévoyant le paiement mensuel » à insérer les mots : « des salaires »* (p. 1550) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (conditions du versement éventuel d'acomptes aux ouvriers)* (p. 1551) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans le paragraphe 3° de l'article unique de la loi du 22 octobre 1940 modifiée, la mention : « 1.500 francs » est substituée à la mention « 1.000 francs »* (p. 1551) ; *problème du montant des salaires ; montant maximum autorisé pour le paiement des salaires en espèces* (p. 1551) ; *retrait de son amendement* (p. 1552) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le Gouvernement déposera chaque année devant le Parlement un rapport rendant compte de l'application des conventions et accords collectifs de mensualisation »* (p. 1552) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Ses observations sur les Ardennes ; tracé de la voie internationale Reims-Sedan-Liège-Cologne ; carte des aérodromes ; coût des choix du Plan ; médiocrité de l'information économique des citoyens ; contrôle parlementaire* [17 juin 1971] (p. 3073) ;

— de la deuxième partie du projet de loi finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE — PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Problème des Ardennes ; rôle de la mission d'étude prospective sur les villes moyennes ; exemple de la Bretagne ; création sur place d'emplois ; ses observations sur la route internationale Paris-Reims-Ardennes-Liège-Cologne* [25 octobre 1971] (p. 4876) ; *accélération de la navette ferroviaire Paris-Charleville-Sedan ; nécessité de relier la Lorraine au Nord-Pas-de-Calais à travers les Ardennes ; problèmes de l'industrialisation* (p. 4877) ; SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Sous-emploi féminin dans les Ardennes ; situation des jeunes femmes du secteur agricole* [27 octobre 1971] (p. 4989) ; *problème du travail dans les Ardennes* (p. 4998) ; *déséquilibre de part et d'autre des frontières ; sous-développement des régions frontalières* (p. 5000) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Sa question de savoir si l'effort budgétaire global est suffisant en matière de recherche scientifique et technique ; objectifs du VI[e] Plan ; comparaison entre la France et l'Allemagne ; sa question de savoir si la répartition par organismes et par secteurs est satisfaisante ; coût des grands programmes* [5 novembre 1971] (p. 5101) ; *avenir de « Symphonie » ; problème de l'informatique ; crédits du plan-calcul ; Institut de recherche d'information et d'automatique ; océanographie française ; ses observations sur l'O.R.S.T.O.M. et le G.E.R.D.A.T. ; activité du C.N.R.S. ; développement de l'I.N.S.E.R.M ; état de la recherche et des chercheurs en France* (p 5402) ; *ses observations sur les paroles de M. Leroy ; ses observations sur le discours de M. Pompidou à l'U.N.E.S.C.O.* (p. 5417) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Production de lait et de viande bovine ; conséquence de l'entrée de nouveaux membres dans la Communauté européenne* [16 novembre 1971] (p. 5782) ; *exemple du département des Ardennes* (p. 5783) ;

— du projet de loi sur la garantie de ressources des travailleurs âgés de soixante ans au moins et privés d'emploi, en qualité de *Rapporteur : Age de la retraite ; clause de revalorisation ; absence de reversion spéciale aux veuves* [8 juin 1972] (p. 2349) ; *référence à l'allocation d'aide publique ; contrôle de l'Etat ; maintien des diverses prestations de Sécurité sociale ; régime fiscal de la garantie de ressources* (p. 2250) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 2356) ; Art. 1[er] : *Son amendement (montant de la contribution de l'Etat)* (p. 2356) ; Art. 2 : *Son amendement concernant les modalités d'application du présent article* (p. 2357) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à préciser que la portion de la somme versée aux bénéficiaires du régime de garantie de ressources correspondant à l'allocation d'aide publique est exemptée de l'impôt sur le revenu des personnes physiques* (p. 2357) ; *problèmes fiscaux ; exonération « par personne à charge »* (p. 2358) ; *son amendement tendant à préciser que le Gouvernement pré-*

sentera chaque année un rapport sur l'application de la présente loi (p. 2358) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Nombre des chômeurs âgés ; aménagement des emplois en fin de carrière* [28 juin 1972] (p. 2956) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Stasi et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 175 du Code de la famille et de l'aide sociale en vue d'étendre la priorité accordée en matière de marchés publics à certains organismes de travailleurs handicapés, en qualité de *Rapporteur : Extension des produits visés à l'article 175 du Code ; extension de la loi des handicapés physiques ou mentaux ; exonération de la T.V.A.* [28 juin 1972] (p. 2965) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'agrément donné aux établissements* (p. 2966) ; Titre : *Ses observations sur le titre de la proposition de loi* (p. 2967) ; en seconde délibération, Art. 1er : *Son amendement* (p. 2967) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2968) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Contrôle des parlementaires* [9 novembre 1972] (p. 4918) ; *fonds d'action conjoncturelle ; choix d'une croissance préservée de la recherche fondamentale ; stagnation des recherches à finalités industrielles ; tassement des grands programmes ; croissance budgétaire des sciences de la vie et des sciences de l'homme ; recherche électro-nucléaire du Commissariat à l'énergie atomique ; organisation européenne atomique ; coopération européenne dans le domaine spatial ; exploitation des océans ; recherche agronomique ; C.N.R.S. ; association nationale pour la revalorisation de la recherche ; Institut national de la santé et de la recherche médicale ; son souhait que soit développée la recherche dans le domaine de la prévention médicale ; mobilité des chercheurs et problème de leur carrière ; abus du secret industriel ; sa demande d'un effort de concentration des revues ; encouragement des recherches scientifiques engageant la qualité de la vie (pollution, médecine) et des travaux scientifiques sur les données socio-économiques* (p. 4919, 4920) ; EDUCATION NATIONALE : *Bilan positif de la Ve République* (p. 4961) ; *fin de la querelle archaïque de l'enseignement privé ; enseignement maternel ; généralisation des C.E.S. par la transformation des C.E.G. ; enseignement technique ; associations de parents d'élèves ; agence nationale pour l'orientation scolaire ; ramassage scolaire ; problème des bourses* (p. 4962) ; *autonomie des universités* (p. 4963).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bertrand Denis, Lebon, Granet, Jacques Barrot, Mme Vaillant-Couturier sur la santé publique : *Institution d'une réglementation communautaire relative aux produits dangereux* [24 novembre 1972] (p. 5661) ; *contrôle des produits d'hygiène ; statut des personnels hospitaliers à temps partiel ; problème de la santé scolaire ; nécessité d'un effort de recherche dans le domaine de la prévention ; diffusion de l'information sur la contraception ; la relative médicalisation de certains avortements* (p. 5662).

— du projet de loi garantissant aux travailleurs salariés une rémunération mensuelle minimale, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les branches d'activité visées par le projet de loi ; amélioration du régime des allocations journalières de sécurité sociale ; modalités actuelles d'indemnisation du chômage partiel* [30 novembre 1972] (p. 5777) ; *montant de l'allocation complémentaire ; mode de financement ; analyse des principales dispositions du projet de loi ; indication des bénéficiaires de la rémunération mensuelle minimale ; dispositions fiscales et sociales ; détermination du contrôle ; problème des Départements et Territoires d'outre-mer* (p. 5778) ; *situation des travailleurs de travaux publics et du bâtiment et celle des marins professionnels* (p. 5779) ; Art. 2 : *Son amendement (détermination de la rémunération mensuelle minimale)* (p. 5783) ; *distinction des différentes causes de suspension du contrat du travail* (p. 5783, 5784) ; *son amendement rédactionnel* (p. 5784) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa de cet article : « les conditions, les modalités et les délais de remboursement par l'Etat... »* (p. 5784) ; *son amendement tendant à étendre le bénéfice de la loi aux travailleurs du bâtiment et des travaux publics ainsi qu'aux marins professionnels* (p. 5784) ; *ses observations* (p. 5785) ; Après l'Art. 9 ; *Son amendement (contenu du rapport que devra présenter le Gouvernement chaque année sur l'application de la présente loi)* (p. 5785) ; *recherche concernant les faits socio-économiques*

(p. 5785) ; *retrait de son amendement* (p. 5786) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Modifications apportées par le Sénat* [14 décembre 1972] (p. 6187) ; Art. 10 : *Dépôt annuel par le Gouvernement d'un rapport spécial sur l'application de la loi et ses répercussions sur la situation de l'emploi* (p. 6188) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale : *Sa demande d'inscrire la présente proposition de loi à l'ordre du jour prioritaire avant la fin de la session* [7 décembre 1972] (p. 6003).

SPÉNALE (Georges)

Député du Tarn
(3e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 avril 1969] (p. 850) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1970], [2 avril 1971] (p. 837) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [4 avril 1972] (p. 789) ;

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— représentant de l'Assemblée Nationale à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [25 octobre 1972] (p. 4349).

Interventions :

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative à la drogue [24 octobre 1969[(p. 2931) : *Nécessité d'adapter notre législation au caractère nouveau que prend le marché des stupéfiants ; organisation d'une propagande antidrogue ; développement d'activités sportives et socio-éducatives pour les jeunes ; désenchantement d'une partie de la jeunesse* (p. 2936, 2937).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la participation de la France au compte spécial prévu par les statuts amendés du Fonds monétaire international : *Création des droits de tirage spéciaux ; proposition de M. Mendès France ; stockage d'une série de produits ; création d'unités de réserves internationales ; eurodollar ; concertation des Six ; monnaie européenne ; situation des pays du tiers monde* [12 décembre 1969] (p. 4930, 4931).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale sans débat relative à l'aide aux agriculteurs [22 mai 1970] (p. 1898, 1899).

Son rappel au Règlement : *Sa protestation contre le retrait de l'ordre du jour de la proposition autorisant l'approbation de la décision du Conseil des communautés européennes relative au remplacement des contributions nationales par des ressources propres aux communautés* [9 juin 1970] (p. 2342).

Prend part à la discussion :

— des projets de loi : 1° autorisant l'approbation de la décision du Conseil des communautés européennes du 21 avril 1970, relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux communautés ; 2° autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les communautés euro-

péennes et du traité instituant un conseil unique et une commission unique des communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970 : *Institution de ressources propres aux communautés ne constituant pas un surcroît de charge fiscale pour les contribuables européens ; caractère des projets de loi ; principe de l'autonomie financière ; conséquence de la création d'un tarif douanier commun ; ses observations sur les prélèvements agricoles ; politique de recherche ; modification de l'article 201 ; pouvoirs budgétaires du Parlement européen ; problème du contrôle budgétaire global du Parlement dans les communautés ; pouvoir législatif dans les communautés ; problème des conséquences d'un rejet global par le Parlement européen ; ses observations sur l'article 203 ; son vote ; extension des pouvoirs législatifs du Parlement européen ; composition du Parlement européen* [23 juin 1970] (p. 2928, 2931).

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales, Après l'Art. 13 : *Son amendement tendant à remplacer à la fin du troisième alinéa de l'article 1er de l'ordonnance du 5 janvier 1959 les mots : « le ou les conseils généraux entendus » par les mots : « sur avis conforme du conseil général ou des conseils généraux intéressés »* [25 novembre 1970] (p. 5925) ; *retrait de son amendement* (p. 5925) ;

— du texte proposé par la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 : *Protection des productions nationales et européennes contre les importations ; taxe sur les corps gras* [9 décembre 1970] (p. 6330).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Roucaute, Poudevigne, Brugnon, Bertrand Denis, Ansquer relatives aux problèmes agricoles : *Importations extracommunautaires* [16 avril 1971] (p. 1194) ; *défense des intérêts agricoles français dans la Communauté européenne ; Crédit agricole ; prêts pour l'industrialisation liée à l'agriculture (marché du vin et son organisation) ; sauvegarde de l'exploitation familiale* (p. 1209, 1210) ; *conditions des prêts pour les écoles communales* (p. 1214) ;

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative aux pensions de veuves [23 avril 1971] (p. 1422, 1423, 1424).

Pend part à la discussion du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Problème de la région Midi-Pyrénées ; chômeurs virtuels ; conséquence de l'expatriation régionale ; demande que le Sud-Ouest bénéficie de prime de conversion d'entreprises* [17 juin 1971] (p. 3051) ; *âge d'entrée dans les centres de formation professionnelle ; indemnité viagère de départ ; tourisme ; politique des transports ; autoroute Bordeaux-Marseille par Toulouse ; Nationale 88 ; implantation d'un aérodrome de classe internationale dans le triangle Toulouse-Albi-Castres-Mazamet* (p. 3052).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux tarifs douaniers applicables aux textiles [18 juin 1971] (p. 3130, 3131).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Olivier Giscard d'Estaing, Douzans, Aubert, Rieubon, Bayou relatives aux problèmes des rapatriés : *Règlement des problèmes du moratoire ; départ de rapatriés vers le Canada* [8 octobre 1971] (p. 4450).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Menaces qui pèsent sur l'emploi ; Fonds social européen ; ses observations sur l'avant-projet de la commission des communautés sur ce sujet* [27 octobre 1971] (p. 4982) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixte d'intérêt agricole, Art. 11 : *Pondération des voix* [23 novembre 1971] (p. 6039, 6040) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale, Art. 3 : *Ses observations sur les conditions nécessaires pour être reconnu inapte au travail* [2 décembre 1971] (p. 6306) ; Art. 9 : *Ses observations sur les paroles de M. Boulin et le travail parlementaire* (p. 6310) ;

— du projet de loi relatif au démarchage financier et à des opérations de placement

et d'assurance, son rappel au Règlement : *Ses observations sur la discussion de ce projet* [2 décembre 1971] (p. 6349) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 37 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement* [9 décembre 1971] (p. 6567) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Problème des prestations ; revenu des commerçants ; taux des cotisations ; revalorisation des retraites liquidées et des droits acquis ; problème de la surcompensation ; cas des personnels des caisses actuelles ; problème du libre établissement dans le cadre de la Communauté ; exemple de la coiffure française* [17 mai 1972] (p. 1600, 1601, 1602) ; Art. L 663-3 du Code de la sécurité sociale : *Revalorisation des retraites* (p. 1613, 1614) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* [18 mai 1972] (p. 1672) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Avant l'Art. 1045 du Code rural : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* [28 juin 1972] (p. 2943) ; *ses explications de vote* (p. 2952) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers, Art. 6 : *Problème du reclassement* [28 juin 1972] (p. 2970) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Bertrand Denis, tendant à autoriser les adolescents âgés de plus de 14 ans à exercer une activité rémunérée pendant une partie de leurs vacances scolaires, Art. 1er : *Son amendement permettant à l'Inspection du travail de notifier son désaccord dans les 8 jours* [28 juin 1972] (p. 2963) ; *ses réserves sur le principe du travail des enfants de 14 à 16 ans* (p. 2963) ; Art. 3 : *Garanties données aux adolescents* (p. 2964) ; *abstention du groupe socialiste lors du vote sur l'ensemble de la proposition de loi* (p. 2965) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association portant accession de l'île Maurice à la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, signé le 12 mai 1972 à Port-Louis, et l'approbation de l'accord modifiant l'accord interne du 29 juillet 1969 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signé le 12 mai 1972 à Port-Louis : *Accession de l'île Maurice à la convention de Yaoundé* [28 juin 1972] (p. 2975) ;

— du projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée, Art. 1er : *Ses observations sur certaines pratiques allemandes* [29 juin 1972] (p. 3001) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi instituant un juge de l'exécution et relatif à la réforme de la procédure civile ; ses explications de vote : *Méthodes de travail de l'Assemblée* [29 juin 1972] (p. 3014).

SPRAUER (Germain)

Député du Bas-Rhin
(8e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212).

Donne sa démission de membre de cette Commission [17 juillet 1968] (p. 2281).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [18 juillet 1968] (p. 2333), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour

1969 (n° 341) ; annexe n° 34 : Monnaies et Médailles ; annexe n° 38 : Taxes parafiscales (Art. 47 du projet de loi), n° 359 [10 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexes n° 35 : Monnaies et Médailles et n° 39 : Taxes parafiscales (Art. 40 du projet de loi), n° 835 [17 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 36 : Monnaies et Médailles ; annexe n° 40 : Taxes parafiscales (art. 54 du projet de loi), n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 37 : Monnaies et Médailles ; Annexe n° 45 : Taxes parafiscales (art. 30 du projet de loi), n° 2010 [8 octobre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 39 : Monnaies et Médailles ; annexe n° 43 : Taxes parafiscales n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Sélectivité de l'aide ; éventualité d'un contingentement de certaines productions ; cas du nord de l'Alsace ; ses observations sur le houblon ; rôle du F.O.R.M.A. ; création des groupements de producteurs ; critères permettant de distinguer l'agriculture compétitive de l'agriculture, dite sociale ; stockage de céréales ; ses observations sur les S.A.F.E.R. ; commercialisation des produits agricoles ; procédure d'attribution de l'indemnité viagère de départ ; création de la préindemnité viagère de départ* [16 novembre 1968] (p. 4566) ; TAXES PARAFISCALES, en qualité de *Rapporteur spécial : Définition des taxes parafiscales ; redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision ; suppression des cotisations versées par les producteurs et les acheteurs pour la revalorisation du marché de la noix de Grenoble et perçues au profit du centre technique interprofessionnel des fruits et légumes ; taxe sur les volailles ; taxe sur les œufs ; financement des opérations de régularisation des marchés de la volaille et des œufs réalisées par les sociétés interprofessionnelles ; redevance de péréquation des prix des pâtes à papier ; fonds de garantie destiné à indemniser les victimes d'accidents corporels causés par des véhicules automobiles lorsque le responsable se révèle insolvable ; extension de cette garantie à l'indemnisation des dommages corporels occasionnés par des actes de chasse ; taxe sur les passagers perçue au profit de l'Etablissement national des invalides de la marine ; droits pour la délivrance ou le renouvellement des cartes et permis de circulation et du permis de pêche pour les plaisanciers ; taxe sur les poissons, crustacés et mollusques de mer importés ; taxe spéciale sur les vins d'Alsace* [18 novembre 1968] (p. 4602, 4603) ; MONNAIES ET MÉDAILLES, en qualité de *Rapporteur spécial : Diminution du produit de la fabrication des monnaies françaises ; programme de frappe ; monnaies étrangères ; vente des médailles ; produit des fabrications annexes ; dépenses d'exploitation ; ses observations sur le personnel ; décentralisation à Pessac des ateliers monétaires ; dépenses en matériel ; dépenses d'investissement* (p. 4619, 4620) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal, Art. 4 : *Charge que représente pour le crédit mutuel le prélèvement forfaitaire de 25 % sur les intérêts créditeurs ; financement de l'accession à la propriété ; création d'un S.M.I.G. de l'épargne ; fixation d'un coefficient de trésorerie permettant à l'Etat de placer des bons du Trésor à des taux plus intéressants* [17 septembre 1969] (p. 2325) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 6 : *Réduction du prélèvement forfaitaire de 25 % sur les intérêts débiteurs du crédit mutuel, du crédit mutuel agricole et des banques ; suppression du prélèvement sur la prime temporaire d'épargne ; ses observations sur les taux qui frappent les intérêts débiteurs si un allégement du prélèvement forfaitaire n'intervient pas avant la fin de l'année ; suppression des inégalités entre les différents organismes collecteurs de l'épargne ; possibilité de soumettre ces établissements à un coefficient de trésorerie* [29 octobre 1969] (p. 3039) ;

Après l'Art. 6 : *Demande que soit saisie l'Assemblée avant la fin de l'année de propositions concernant l'épargne* (p. 3040, 3041) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Situation économique du Nord de l'Alsace ; nombre des frontaliers ; compétitivité des entreprises allemandes ; harmonisation des charges fiscales à l'intérieur de la Communauté ; possibilité d'aider les industries situées le long de la frontière en les soulageant de leurs charges sociales ; rôle de l'Association de développement industriel de la région d'Alsace* [7 novembre 1969] (p. 3539) ; MONNAIES ET MÉDAILLES, en qualité de *Rapporteur spécial : Caractère de la direction des Monnaies et Médailles ; ses ressources ; ses observations sur la nouvelle pièce de cinq francs en métal ; abandon de la frappe des pièces de cinq francs en argent ; programme de frappe pour 1970 ; monnaies étrangères ; médailles ; dépenses de personnel ; usine de Pessac ; dépenses de matériel ; investissements* [22 novembre 1969] (p. 4254, 4255) ; TAXES PARAFISCALES, en qualité de *Rapporteur spécial : Régime parafiscal en matière de betteraves, de canne et de sucre ; abrogation de diverses dispositions, en particulier la cotisation de résorption ; taxe destinée au Fonds national de développement agricole ; prélèvement opéré au profit du comité national interprofessionnel du miel ; problèmes posés par la perception de taxes parafiscales sur certains produits importés des pays membres et sur certains produits nationaux ; secteur des textiles ; taxe à l'importation des cuirs ; redevance perçue au profit de l'O.R.T.F. ; question des taxes sur les œufs et les volailles ; diverses catégories d'aviculteurs ; simplification du mode de perception des taxes* (p. 4257, 4258) ; *organisation des marchés de la volaille* (p. 4276) ; *ses observations sur l'amendement de M. Aubert* (p. 4280) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Après l'Art. 19 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (situation des fonctionnaires et agents des préfectures des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle intégrés d'office à compter du 1er janvier 1965 dans les cadres de l'Etat et admis à la retraite postérieurement au 1er décembre 1964) ; ses observations sur son amendement* [27 novembre 1969] (p. 4398) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Part des investissements publics dans le budget* [20 octobre 1970] (p. 4443) ; *détermination d'une politique dynamique de l'épargne ; exemple allemand ; institut de développement industriel ; nécessité de favoriser la petite épargne ; rémunération de l'épargne ; taxation des produits des capitaux à revenus fixes ; suppression de toute fiscalité sur les revenus d'un capital qui pourrait être de 20.000 francs pour le montant des intérêts ne dépassant pas l'augmentation des prix de l'année* (p. 4444) ; de la deuxième partie, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Titre IV, ses explications de vote sur ce titre : *Problèmes particuliers à l'Alsace et à la Moselle ; cas des incorporés de force* [26 octobre 1970] (p. 4713) ; TAXES PARAFISCALES, en qualité de *Rapporteur spécial : Taxe de péréquation perçue par le Centre national de la cinématographie au profit des salles de cinéma d'art et d'essai* [17 novembre 1970] (p. 5685) ; *ses observations sur le secteur de l'aviculture ; maintien des sociétés interprofessionnelles des produits avicoles ; ses observations sur les taxes sur les volailles et sur les œufs ; taxe sur les miels ; situation de l'industrie textile et de l'industrie des pâtes à papier ; institution de plusieurs types de permis de chasse ; produit des taxes parafiscales ; redevance de l'O.R.T.F. ; problème du financement des comités interprofessionnels des vins* (p. 5685, 5686) ; BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET MÉDAILLES, en qualité de *Rapporteur spécial : Exécution du programme de frappe ; structure du budget annexe ; financement de la construction d'une usine nouvelle ; diminution des recettes attendues de la fabrication des monnaies françaises ; fabrication des pièces de 10 francs en argent ; abandon de la fabrication de la pièce de 5 francs en argent ; ses observations sur la nouvelle pièce de 5 francs, sur les pièces de 1 franc et de 0,50 franc ; évolution des besoins en monnaie métallique ; ses observations sur les monnaies étrangères* [17 novembre 1970] (p. 5709) ; *dépenses en personnel ; fonds spécial de retraite des ouvriers de l'Etat ; remboursement des avances obtenues du Trésor ; financement de la nouvelle usine monétaire de Pessac ; fermeture de l'atelier de Beaumont-le-Roger ; situation des personnels de la Monnaie ; problème des agents qui ont obtenu un prêt pour accéder à la propriété de leur futur logement et qui devront se reloger à Pessac ; problème de l'emploi des conjoints et de l'éducation des*

enfants ; ses observations sur les accords de mensualisation (p. 5710) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Financement des objectifs du VI[e] Plan ; problème de l'épargne; possibilité de ne soumettre au prélèvement forfaitaire ou à l'impôt sur le revenu que la partie de l'intérêt qui constitue effectivement une plus-value ; insuffisance des structures industrielles actuelles ; attribution de la prime d'adaptation industrielle ; transports aériens ; développement des voies navigables ; axe mer du Nord-Méditerranée ; liaison Rhin-Main-Danube* [17 juin 1971] (p. 3055, 3056) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Titre III : *Situation des anciens de Tambov* [22 octobre 1971] (p. 4830) ; BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET MÉDAILLES, en qualité de *Rapporteur spécial : Prix de cession des fabrications ; variation du budget des Monnaies ; pièce de 5 francs en nickel et cupronickel ; problème de l'opportunité de la fabrication de la pièce de 1 centime* [2 novembre 1971] (p. 5152)) ; *construction d'une nouvelle usine à Pessac* (p. 5153) ; TAXES PARAFISCALES, en qualité de *Rapporteur spécial : Retenues sur le prix des tabacs livrés au S.E.I.T.A. ; taxe sur les fabrications et importations de produits résineux perçue au profit du F.O.R.M.A. ; institution d'une taxe sur les salaires versés par les architectes à leurs collaborateurs ; taxes sociales de solidarité sur les graines oléagineuses et sur les céréales ; cotisation perçue sur les entreprises françaises de l'industrie de l'ameublement ; comité de développement des industries françaises de l'ameublement (C.O.D.I.F.A.)* [17 novembre 1971] (p. 5830) ; *promotion des articles chaussants (P.R.O.M.A.C.) ; comité de développement de l'industrie de la chaussure et des articles chaussants (C.O.D.I.F.A.C.) ; contributions versées par les bénéficiaires d'un plan de chasse ; ses observations sur les permis de chasse ; taux de la taxe piscicole ; résultats de l'enquête menée par la Cour des comptes sur les taxes parafiscales* (p. 5831) ; *ses observations sur l'amendement de M. Sabatier* (p. 5847) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET MÉDAILLES, en qualité de *Rapporteur spécial : Prévisions de recettes ; programme de frappe ; utilisation des pièces par des appareils automatiques ; exécution des monnaies étrangères ; médailles ; dépenses d'exploitation ; usine de Pessac ; problème des prêts au logement des agents déplacés et des emplois de leurs épouses ; proposition de mensualisation du personnel ouvrier* [2 novembre 1972] (p. 4357, 4359) ; AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Importance des villes moyennes dont la fonction doit être complémentaire de celle de la métropole d'équilibre ; implantations industrielles ; difficultés rencontrées par les sociétés étrangères ; problème du tracé autoroutier pour l'autoroute Paris-Strasbourg* [17 novembre 1972] (p. 5422) ; TAXES PARAFISCALES, en qualité de *Rapporteur spécial : Création de trois nouvelles taxes parafiscales, la première destinée au financement de la formation professionnelle des collaborateurs d'architectes ; la seconde destinée à financer la réforme des professions judiciaires, la dernière destinée au financement du plan d'adaptation économique et social de la batellerie* [18 novembre 1972] (p. 5460, 5461) ; *réexamen par la Cour des comptes des taxes de création plus ancienne ; maintien de la taxe pour l'Union nationale des associations familiales ; des taxes destinées à l'Office national d'immigration ; frais de recouvrement alloués au Ministère des Finances trop élevés pour les taxes destinées au développement agricole ; légèreté du contrôle des résultats et dispersion des aides à l'Association nationale pour le développement agricole ; taxes sur les vins et eaux-de-vie ; Institut national des vins à appellation d'origine ; réserves pour les deux taxes perçues au profit de centres techniques, l'une sur les fruits et légumes, l'autre sur la salaison ; réduction du taux de certaines des douze taxes destinées au centre technique industriel ; taxe additionnelle au droit de timbre des cartes grises de véhicules utilitaires pour le financement de la formation professionnelle dans les transports ; impossibilité de supprimer pour 1973 la taxe destinée au centre technique de la salaison ; préconise la création d'une taxe parafiscale dans le domaine de la parfumerie et des cosmétiques afin de créer les moyens indispensables à une meilleure protection du consommateur* (p. 5461) ; *propose d'adopter l'article 39 de la loi de finances et l'état E ;* Art. 39 : *Son avis défavorable aux deux amendements de M. Lamps supprimant la*

taxe sociale de solidarité sur les graines oléagineuses et la taxe de solidarité sur les céréales.

STASI (Bernard)

Député de la Marne
(4e circonscription)
N.I., puis P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [2 avril 1971] (p. 835).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôt :

Sa proposition de loi, tendant à modifier l'article 175 du Code de la famille et de l'aide sociale en vue d'étendre la priorité accordée en matière de marchés publics à certains organismes de travailleurs handicapés, **n° 2319** [18 mai 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : JEUNESSE ET SPORTS : *Intégration du sport dans l'éducation ; intégration de la jeunesse dans la communauté ; plein emploi des installations sportives ; problème des animateurs ; nécessité de donner une place plus grande aux activités physiques dans la formation de la personnalité et permettre à la jeunesse de participer plus activement à la vie de la nation ; création d'un service civique national ; possibilité pour ce service civique de précéder le service national ou de constituer une cinquième option de ce service* [30 octobre 1968] (p. 3716 à 3718) ;

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Réforme régionale ; déconcentration de l'appareil de l'Etat ; ses observations sur les départements ; dimensions de la région ; problème des régions du Bassin parisien ; conciliation entre les exigences de la planification et celles de l'autonomie des régions ; formes traditionnelles de la vie politique ; ses observations sur la démocratie ; rôle des catégories sociales inorganisées* [12 décembre 1968] (p. 5405, 5406).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Rôle du Parlement ; encadrement du crédit ; problème du crédit agricole ; financement des bâtiments d'élevage ; ses observations sur les prix des produits laitiers et animaux et le prix d'intervention sur la viande bovine ; développement des industries agricoles et alimentaires ; ses observations sur l'Europe ; conditions d'indemnisation des dégâts causés aux cultivateurs par les sangliers ; mise en œuvre des plans d'aménagement rural* [19 novembre 1969] (p. 4008) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur le Secrétariat d'Etat chargé de la Jeunesse et des Sports ; fonctionnement des institutions ; subventions pour les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire ; représentativité des mouvements de jeunesse* [12 décembre 1969] (p. 4919, 4920) ;

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance, Art. 31 du Code du travail : *Retrait de l'amendement déposé avec M. Falala* [10 décembre 1969] (p. 4787).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Etat actuel des relations entre Israël et la France ; causes de la dégradation de nos relations avec ce pays ; politique de la France à l'égard du Proche-Orient ; politique française en Méditerranée ; rétablissement de nos relations avec le Maroc ; coopération française avec la Libye ; droit de tous les pays du Proche-Orient de vivre dans la sécurité ; ses observations sur la concertation à quatre ; problème de l'embargo des armes* [28 avril 1970] (p. 1339, 1340).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance, Art. 1er : *Amélioration du texte par la Commission ; coopération de la Commission et du Gouvernement ; ses observations sur les opérations de commandos ; problème des rassemblements illicites ou interdits ; actions à force ouverte ; crise de la civilisation* [29 avril 1970] (p. 1416) ;

— du projet de loi relatif au service national : *Finalité du service militaire ; fondement d'une véritable politique de défense étant l'intégration des jeunes dans la communauté nationale ; formation professionnelle ; effort en matière d'information économique et sociale ; place des activités sportives ; réduction de la durée du service national ; augmentation du prêt du soldat ; possibilité de prévoir des allocations supplémentaires au bénéfice de ceux qui suivraient des cours de formation professionnelle* [9 juin 1970] (p. 2361, 2362) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Insuffisance des crédits budgétaires* [23 octobre 1970 (p. 4651) ; *ses observations sur les créations de postes d'enseignant ; problème des équipements sportifs ; succès remporté par l'opération « mille clubs » ; formule des bassins mobiles d'apprentissage ; relations avec les mouvements de jeunesse et avec la fédération française des maisons de jeunes et de la culture ; politique à l'égard des auberges de jeunesse ; ses observations sur le centre d'information et de documentation de la jeunesse ; office franco-allemand de la jeunesse ; office franco-québécois ; sport à l'Université ; compétences du Ministre en matière de loisirs ; développement des échanges entre les jeunes sur le plan international* (p. 4652).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la composition de l'équipe de France de rugby [30 avril 1971] (p. 1590, 1591).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique, une question orale avec débat relative aux revendications des fonctionnaires [30 avril 1971] (p. 1591) : *Malaise réel ; manifestation du 30 mars ; déclassement des fonctionnaires et agents de la fonction publique par rapport au reste de la population active ; décalage entre les traitements des fonctionnaires et ceux du secteur privé ; absence d'une politique globale de la fonction publique ; conclusions de la commission Jouvin ; principe de la réversion de la pension de la femme sur le mari ; nécessité d'accroître les moyens du comité interministériel des œuvres sociales ; retards dans l'application des accords conclus pour les catégories C et D ; problème de la réforme de la catégorie B ; problème de l'indemnité de résidence* [30 avril 1971 (p. 1593, 1594).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social, Art. unique : *Ses observations sur la R.N. 4* [18 juin 1971] (p. 3114) ; ses explications de vote : *Mise en œuvre de la concertation et de la participation ; présentation d'un rapport annuel sur l'exécution du Plan ; taux d'expansion ; équipements collectifs ; renforcement de la solidarité sociale ; problème de l'industrialisation* (p. 3120, 3121) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Insuffisance des crédits* [22 juin 1971] (p. 3242) ; *tiers temps pédagogique ; recrutement des enseignants ; équipement des zones d'urbanisation nouvelle ; importance des équipements de base du type « clubs de jeunes » ; formule des « mille clubs » ; problème de l'animation ; relations avec les mouvements de jeunesse ; rôle du haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs ; office français d'échanges internationaux pour les jeunes ; plein emploi des installations* (p. 3243, 3244) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET TRAVAIL. — III. - TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION : *Mensualisation ; participation ; droit syndical ; emploi des jeunes ; politique globale de la condition féminine ; réforme du comité du travail féminin ; réforme de l'allocation de salaire unique ; dimension européenne de la politique sociale* [27 octobre 1971] (p. 4993) ; *conséquence de la crise du système monétaire international* (p. 4994) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Relativité de l'augmentation du budget ; sport à l'école* [6 novembre 1971] (p. 5477) ; *insuffisance de l'encadrement ; responsabilité de l'Etat ; rôle des maîtres ; problème de l'équipement ; troisième loi de programme ; utilisation des installations sportives ; industrialisation des*

équipements ; nécessité de mettre sur un pied d'égalité la jeunesse rurale et la jeunesse urbaine ; nécessité pour une politique de la jeunesse d'avoir des relations avec les mouvements et les associations (p. 5478) ; *ses observations sur la fédération française des maisons des jeunes et de la culture ; création d'un office d'échanges internationaux pour la jeunesse ; problème de l'animation ; institut national d'éducation populaire de Marly-le-Roi ; centre d'information et de dialogue pour la jeunesse ; lutte contre la drogue* (p. 5479) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires : *Question de l'utilité d'un nouveau texte sur ce problème ; origine gouvernementale de ce texte* [25 novembre 1971] (p. 6107) ; *représentation des différentes catégories sociales et professionnelles de la nation ; utilité de la présence des fonctionnaires au Parlement ; nécessité de permettre à chaque parlementaire d'exercer librement et pleinement son mandat ; contrôle de l'action gouvernementale ; conséquences de l'exercice d'un mandat parlementaire sur le plan professionnel* (p. 6108) ; *situation des membres du Conseil constitutionnel ; fixation d'un plafond pour les dépenses électorales ; financement des partis* (p. 6109) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Tomasini tendant à réglementer l'édition et la diffusion des publications vendues au profit des handicapés, Art. 7 : *Son amendement relatif aux sanctions frappant une personne qui aura été employée autrement qu'en qualité de salariée au sens des Codes du travail et de la sécurité sociale* [15 décembre 1971] (p. 6790) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 13 : *Préparation des dossiers par des comités d'expansion économique* [27 avril] 1972 (p. 1139) ; *retrait de l'amendement de M. Michel Durafour* (p. 1140) ; Après l'Art. 16 : *Son amendement (création d'un fonds national de compensation des régions)* (p. 1149) ; *ses observations* (p. 1149) ; *retrait de cet amendement* (p. 1150) ; Titre : *Retrait de l'amendement de M. Michel Durafour* (p. 1155) ; *ses explications de vote* (p. 1156, 1157).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Bilan présenté par le Premier Ministre ; problèmes sociaux ; politique européenne ; transformation des conditions de travail* [23 mai 1972] (p. 1833) ; *libéralisation de l'O.R.T.F. ; difficulté de gouverner dans une civilisation en crise* (p. 1834).

Pose à M. le Premier Ministre une question **d'actualité relative au Comité du sport** olympique français [9 juin 1972] (p. 2383, 2384).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative aux veuves civiles [30 juin 1972] (p. 3071) ; *amélioration apportée à la situation des veuves civiles ; institution d'une allocation d'attente ; maintien des prestations de maladie ; problème de l'emploi ; amélioration au régime des pensions de réversion ; situation des veuves de mutilés du travail* (p. 3071, 3072).

Pose à M. le Premier Ministre une question **d'actualité relative à la sécurité** sur les autoroutes 10 novembre 1972] (p. 5012, 5013).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE : *Ouverture de l'école sur la vie ; révision des conceptions pédagogiques ; formation continue ; enseignement en milieu rural* [10 novembre 1972] (p. 5017); *enseignement préélémentaire en milieu rural ; ramassage scolaire ; classes de neige et de mer ; poids sur les finances communales ; nationalisation des établissements du second degré ; formation des enseignants, des instituteurs et des agrégés ; rapport de la commission Joxe* (p. 5018) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Aménagement de l'espace rural ; défense de la politique agricole commune ; concertation dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique agricole ; création de l'office interprofessionnel du bétail et des viandes ; insuffisance des crédits affectés à l'enseignement agricole ; maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation ; carte scolaire ; réforme de la fiscalité agricole ; problème de la franchise d'impôt ; crédits pour l'élevage ; prêts pour les bâtiments ; dégâts causés aux récoltes par les gibiers* [15 novembre 1972] (p. 5208) ; *demande la suppression de l'abattement de 20 % à la charge des agriculteurs* (p. 5209).

STEHLIN (Paul)

Député de Paris
(21e circonscription)
P.D.M., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe Progrès et Démocratie moderne [17 octobre 1972] (p. 4199).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 octobre 1972] (p. 4228).

Est nommé membre de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier et sur leurs rapports avec le pouvoir politique [14 décembre 1971] (p. 6737).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à créer, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'armistice, du 11 novembre 1968, un contingent de croix de la Légion d'honneur au profit des anciens combattants de 1914-1918, **n° 233** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier le deuxième alinéa de l'article 4 de la loi n° 68-697 du 31 juillet 1968 portant amnistie, **n° 372** [17 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à la remise des animaux maltraités ou martyrisés aux œuvres de protection animale dès le constat de la contravention ou le délit de tout individu coupable d'abandon animal, **n° 494** [4 décembre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 462) autorisant la ratification de la convention entre la France et l'Irlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à Paris, le 21 mars 1968, **n° 690** [30 avril 1969].

Sa proposition de loi complétant la loi n° 68-697 du 31 juillet 1968 portant amnistie, **n° 845** [22 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1023), autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Comité international des poids et mesures, relatif au siège du Bureau international des poids et mesures et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, du 25 avril 1969, **n° 1084** [17 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les combattants de la Résistance, qui appartenaient à un réseau homologué des forces françaises combattantes et dont l'activité dans la Résistance s'est exercée en Indochine, des dispositions du décret du 5 septembre 1949 relatif à la délivrance des attestations d'appartenance aux membres des forces françaises combattantes par la réouverture du délai de trois mois suivant la publication dudit décret pour arrêter les contrôles nominatifs des réseaux homologués des forces françaises combattantes, **n° 1286** [24 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 1er juillet 1972 l'application de certaines dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, **n° 1289** [24 juin 1970].

Sa proposition de loi concernant les possibilités de promotion au grade supérieur des officiers de réserve honoraires, **n° 1290** [24 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les personnels de carrière, titulaires de la carte de déporté ou d'interné de la Résistance, en retraite antérieurement au 8 août 1948, date de publication de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés en internés de la Résistance, des dispositions de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance, ainsi que la loi n° 58-347 du 4 avril 1958 relative à l'application de ces deux lois aux personnels militaires, **n° 1411** [28 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi du 2 mai 1930 afin de soumettre au Conseil de Paris tout projet

entraînant une dérogation de hauteur en matière de construction dans les limites de la ville de Paris, **n° 1894** [24 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier des majorations de pensions pour enfants, les titulaires civils et militaires de pensions proportionnelles dont les droits se sont ouverts avant le 1er décembre 1964, **n° 1960** [30 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2231) autorisant la ratification de la convention générale entre la République française et la République d'Autriche sur la sécurité sociale, ensemble le protocole joint, signés à Vienne le 28 mai 1971, **n° 2350** [24 mai 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie, Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « L'amnistie prévue à l'article 1er entraîne le droit à bénéficier des avantages attachés aux fonctions et grades civils ou militaires dont le bénéficiaire de l'amnistie était titulaire au moment de sa condamnation »* [23 juillet 1968] (p. 2478) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2478) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (réintégration de plein droit dans l'ordre de la Légion d'honneur, dans l'ordre de la Libération ainsi que dans le droit au port de la médaille militaire)* (p. 2479) ; *sens de l'amnistie* (p. 2479, 2480).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Invasion de la Tchécoslovaquie par l'Union soviétique ; politique étrangère de la France ; avenir de l'alliance atlantique ; politique européenne ; ses observations sur « la politique des blocs » ; traité de Dunkerque de 1947 ; rôle des Etats-Unis pour la sécurité de l'Europe ; conséquences de l'armement nucléaire pour la sécurité de la France ; possibilité que l'U.R.S.S. envisage de faire éclater la Tchéeoslovaquie en une Bohême qu'elle protégerait et une Slovaquie réduite à l'état de République fédérée de l'U.R.S.S. ; ses observations sur l'Allemagne ; présence en Méditerranée d'une flotte soviétique ; Gouvernement établissant une similitude entre l'alliance atlantique et le pacte de Varsovie ; construction de l'Europe unie et indépendante* [2 octobre 1968] (p. 2978 à 2980).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 15 : *Ses observations sur la bière et les eaux minérales ; lutte contre l'alcoolisme* [24 octobre 1968] (p. 3544) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Hommage rendu au Ministre des Armées ; situation de notre défense ; maintien par l'U.R.S.S. des objectifs de sa stratégie d'avance vers l'Atlantique ; problème de l'unité de défense européenne ; son vote sur le budget* [30 octobre 1968] (p. 3758, 3759).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique militaire : *Valeur de notre politique de défense ; désire savoir sur quelles hypothèses le Gouvernement fonde ses choix en matière de mise sur pied et d'entretien des forces armées ; se demande ce qu'il faut entendre par défense ; degré de charges financières que la France peut consacrer à sa défense ; degré d'autonomie que peut comporter l'organisation de la défense ; retrait de la France de l'O.T.A.N. ; invasion de la Tchécoslovaquie par l'U.R.S.S. ; ses observations sur l'Allemagne* [5 décembre 1968] (p. 5149, 5150).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la France et l'Irlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Paris le 21 mars 1968, en qualité de *Rapporteur pour avis : Relations d'ordre économique entre la France et l'Irlande ; place de la France parmi les partenaires commerciaux de l'Irlande* [6 mai 1969] (p. 1252, 1253) ;

— du projet de loi portant amnistie, Art. 14 : *Régime de retraite des banques comportant une clause permettant de priver de leur retraite des employés ayant été licenciés pour certaines fautes professionnelles* [26 juin 1969] (p. 1771) ; Art. 20 : *Question de droit à pension et de réintégration dans la Légion d'honneur* (p. 1772).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français :

Egalisation des conditions pour tous les concurrents ; transport routier ; nécessité d'utiliser au maximum l'équipement ferroviaire ; problème de la coordination ; coût du transport routier ; charges d'infrastructure ; autonomie de gestion de la S.N.C.F. ; assainissement du marché du transport par une imputation équitable aux usagers des dépenses d'infraslructure [16 octobre 1969] (p. 2706, 2707).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, TRANSPORTS. — I. - SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Réforme de la S.N.C.F. ; contrôle de l'Etat sur le développement de l'infrastructure des transports terrestres et sur son utilisation ; possibilité de libérer la circulation routière des transports qui peuvent être assurés par la S.N.C.F. ; coordination des transports terrestres ; répartition du trafic entre les différentes parties prenantes ; définition des services qui doivent être assurés en priorité par la S.N.C.F. ; domaines dans lesquels la S.N.C.F. doit l'emporter ; saturation des réseaux routiers ; ses observations sur l'aérotrain* [3 novembre 1969] (p. 3261) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Immobilité de notre politique étrangère ; continuation des erreiments du passé ; alliance atlantique ; affaire du Québec libre ; embargo sur les armes achetées et payées par Israël ; ses observations sur l'U.E.O. ; unité de l'Europe ; absence de politique étrangère au cours de la dernière décennie ; problème de notre défense* [4 novembre 1969] (p. 3314, 3315) ; LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Possibilité de prévoir un contingent de croix de la Légion d'honneur en faveur des anciens combattants de la première guerre, titulaires d'au moins quatre titres ; désire savoir si tous les anciens combattants qui remplissent les conditions réglementaires actuelles, ont été décorés de la Légion d'honneur ; amnistie pouvant conférer la réintégration de plein droit dans l'ordre de la Légion d'honneur et dans l'ordre de la Libération ainsi que dans le droit au port de la médaille militaire ; critères retenus pour les nominations et les promotions dans la Légion d'honneur et dans l'ordre du Mérite* [5 novembre 1969] (p. 3370) ; CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Pourcentage des crédits militaires par rapport aux possibilités financière de la nation ; armée de l'air ; armement nucléaire ; alliance de la France depuis 1945 ; application d'une politique dite « d'indépendance nationale » ; doctrine du Gouvernement ; cas de l'Allemagne ; question d'un retrait des forces américaines d'Europe ; notre appartenance à l'alliance atlantique ; programme de couverture aérienne « Nadge » ; programme d'engins de défense sol-air « Kawk » ; réseau de télécommunications ; projet d'étude du milieu sous-marin lié à la défense anti-sous-marine ; nécessité de relancer une politique d'unité européenne ; ses observations sur la réunion de La Haye* [17 novembre 1969] (p. 3852 à 3854) ; TRANSPORTS. — II. - AVIATION CIVILE : *Ses observations sur le* Concorde, *le* Mercure *et* l'Airbus ; *contrôle du trafic ; possibilité de prévoir un compte spécial dans le budget pour le* Concorde (p. 3875) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur le budget des rapatriés ; moratoire des dettes ; indemnisation ; discrimination faite entre les sociétés civiles à caractère familial et les autres sociétés* [20 novembre 1969] (p. 4107) ;

— en troisième lecture, de la proposition de loi relative au placement des artistes du spectacle, Art. 1er : *Son amendement tendant à ajouter à la fin de la première phrase du second alinéa de cet article les mots : « ou exploitant titularisé d'une licence d'agent artistique, ainsi que les titulaires de licence, spoliés d'Afrique du Nord »* [11 décembre 1969] (p. 4828) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4829) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « un décret en Conseil d'Etat », à insérer les mots : « prévoyant la constitution d'une commission ou siégeront des représentants du syndicat des agents autorisés »* (p. 4829) ; *retrait de son amendement* (p. 4829).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Ses observations sur le fait que notre politique étrangère reste au-dessus de nos moyens ; conditions d'une politique étrangère réaliste pour la France ; retour de la France à l'U.E.O. ; union de la France et de la Grande-Bretagne ; Union de l'Europe occidentale devant être le fondement de l'unité européenne ; politique étrangère intérieure de la France ayant eu pour conséquence d'immobiliser l'œuvre d'unité de l'Europe ; différend entre l'U.R.S.S. et la Chine ; politique méditerranéenne ; ses observations sur la Libye ; unité politique de l'Europe* [28 avril 1970] (p. 1346 à 1348).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la grève des boulangers de la région parisienne [29 avril 1970] (p. 1377).

Son rappel au Règlement : *Réunion de la Commission des affaires étrangères pendant la présente séance* [5 mai 1970] (p. 1465).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Comité international des poids et mesures, relatif au siège du bureau international des poids et mesures et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, du 25 avril 1969, en qualité de *Rapporteur : Importance morale et scientifique de ce bureau pour la France ; rôle de ce bureau ; absence d'exonération de l'impôt sur les traitements servis aux fonctionnaires français des organisations internationales établies dans notre pays* [5 mai 1970] (p. 1516, 1517) ;

— du projet de loi relatif à l'Ecole polytechnique : *Normalisation des conditions d'admission à l'Ecole polytechnique* [2 juin 1970] (p. 2171) ;

— du projet de loi relatif au service national : *Durée du service militaire ; volume de notre armée proportionnel aux possibilités budgétaires et non aux besoins réels de la défense ; accroissement du coût unitaire des armements et des équipements ; ses observations sur un service actif de six mois ; défense opérationnelle du territoire ; institution d'un service civique dont la tutelle serait confiée à un véritable ministère de la jeunesse ; distinction entre service civique et défense nationale* [9 juin 1970] (p. 2365, 2366) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, Art. 1er : *Ses observations sur les ayants droit ; objet du projet de loi* [12 juin 1970] (p. 2578) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Problème de la sécurité de la France ; retrait de la France de l'O.T.A.N. ; ses observations sur la dissuasion ; caractères de la troisième loi de programme militaire ; caractère collectif de la défense* [8 octobre 1970] (p. 4182, 4183).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'imposition des propriétés bâties : *Octroi d'un délai supplémentaire pour l'envoi des déclarations* [9 octobre 1970] (p. 4226, 4227).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Baisse des crédits militaires ; ses observations sur notre potentiel de défense ; doctrine d'emploi de nos forces armées* [27 octobre 1970] (p. 4766) ; *nécessité pour la France d'avoir une défense collective ; ses observations sur nos responsabilités vis-à-vis de l'Alliance atlantique ; coopération interalliée ; ses observations sur les avions* Transall *et* Jaguar ; *liens entre les cadres d'active et le contingent ; défense opérationnelle du territoire* (p. 4767) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Problème de l'industrialisation de la France ; évolution des effectifs employés par l'Etat* [30 octobre 1970] (p. 5001) ; *part du budget réservée à l'industrie ; extension de la réforme des structures industrielles en favorisant les concentrations ; développement des réseaux de vente à l'étranger ; amélioration de la compétitivité de certaines branches industrielles ; sommes consacrées par l'Etat à la recherche scientifique ; problème de l'énergie ; ses observations sur les hydrocarbures ; développement des possibilités de l'énergie atomique ; rôte du Commissariat à l'énergie atomique ; politique de recherche dans le domaine de l'énergie nucléaire* (p. 5002) ; *problème de nos approvisionnements en hydrocarbures ; diversification de nos ressources ; fiscalité de l'énergie ; non-déductibilité de la T.V.A. lorsqu'elle frappe le fuel-oil domestique et le fuel-oil léger ; rationalisation des choix budgétaires ; nécessité de situer davantage nos objectifs dans le contexte européen* (p. 5003) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur l'Europe* [5 novembre 1970] (p. 5218) ; *alliance de l'Amérique du Nord et des pays européens ; installation de l'Union soviétique en Méditerranée ; sécurité de l'Europe ; question du risque d'un troisième conflit mondial ; relations entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ; présence de la VIe Flotte américaine en Méditerranée ; accord germano-soviétique ; conférence de La Haye ; ses observations sur une Europe politique* (p. 5219) ; TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Utilisation anarchique de la route ; recherche de la*

sécurité des personnes ; réforme de la S.N.C.F. ; ses observations sur le secteur de la voie d'eau ; développement de la taxe à l'essieu ; réglementation contingentaire des transports routiers ; extension de l'utilisation de la route par les transports internationaux ; liaison mer du Nord-Méditerranée ; nécessité de régler, dans le cadre européen, le transport des produits dangereux, notamment chimiques ; régionalisation du transport routier (p. 5412).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux moyens prévus pour éviter une nouvelle « marée noire » [30 octobre 1970] (p. 4975).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative à la catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont [6 novembre 1970] (p. 5272).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la création d'un organisme international de secours pour sinistre grave [20 novembre 1970] (p. 5846, 5847, 5848).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux livraisons de matériel militaire à la Libye [27 novembre 1970] (p. 6019).

Est entendu, en qualité de suppléant, sur la question orale sans débat de M. Sallenave relative à la situation des retraités civils et militaires [27 novembre 1970] (p. 6027, 6028).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et de l'ordonnance du 28 septembre 1967 instituant une commission des opérations de bourse et relative à l'information des porteurs de valeurs mobilières et à la publicité de certaines opérations de bourse, Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (liste des personnes initiées ; dépôt des actions au porteur détenues par ces personnes ; admission des actions à la cote officielle des bourses de valeurs)* [10 décembre 1970] (p. 6411) ; *ses observations sur son amendement ; retrait de celui-ci* (p. 6411, 6412) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 5 de l'ordonnance du 28 septembre 1967 (droits et pouvoirs des agents spécialement mandatés par la société)* (p. 6412) ; *retrait de son amendement* (p. 6412) ; Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 10-1 de l'ordonnance du 28 septembre 1967, après les mots : « toutes autres personnes disposant », à insérer les mots : « directement ou indirectement »* (p. 6413) ; *situation des bénéficiaires d'informations* (p. 6413) ; *retrait de son amendement* (p. 6413) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 10-1, à insérer dans l'ordonnance du 28 septembre 1967, après les mots : « informations privilégiées sur », les mots : « les prévisions ou »* (p. 6413) ; *retrait de son amendement* (p. 6413) ; Art. 6 : *Son amendement tendant, dans l'article 12-1 de l'ordonnance du 28 septembre 1967, après le mot : « publiquement », à insérer les mots : « ou non »* (p. 6413) ;

— du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Fixation du pourcentage d'administrateurs qui pourraient dépasser l'âge de 70 ans ; ses observations sur la limite d'âge des présidents et directeurs généraux* [10 décembre 1970] (p. 6431).

Est entendu, en qualité de suppléant, sur la question orale sans débat de M. Rossi relative à la réorganisation des administrations centrales [11 décembre 1970] (p. 6502, 6503).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux entretiens franco-polonais [18 décembre 1970] (p. 6660, 6661).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'Ecole normale supérieure [7 avril 1971] (p. 940).

Prend part à la discussion du projet de **loi autorisant l'adhésion à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ouverte à la signature le 7 mars 1966, ses explications de vote : *Vote du groupe Progrès et démocratie moderne ; discussion de la proposition de loi portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant la haine raciste ; son souhait que le Gouvernement rappelle les principes de tolérance*** [15 avril 1971] (p. 1120, 1121).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la situation au Pakistan [16 avril 1971] (p. 1184).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à certains personnels de l'aviation civile : *Option permettant de conserver le régime de retraite antérieur ; reclassement des personnels de catégorie B* [28 avril 1971] (p. 1513) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de cet article de nouvelles dispositions : « Toute cessation concertée du service devra être précédée d'un avis d'un mois permettant la mise en œuvre d'une procédure de négociation. En cas d'échec de la négociation, le service minimum prévu par décret sera assuré »* (p. 1516) ; *conséquences d'une grève ; création d'une commission de conciliation* (p. 1516) ; *retrait de son amendement* (p. 1517) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article 378 du Code pénal en vue de la défense de l'enfance martyre ; 2° de Mme de Hauteclocque, tendant à compléter l'article 378 du Code pénal afin d'assurer une meilleure protection des enfants dont la santé pourrait être gravement compromise par de mauvais traitements ou par défaut de soins, ses explications de vote : *Lutte contre les causes du mal ; vote du groupe Progrès et démocratie moderne* [7 mai 1971] (p. 1766) ;

— du projet de loi relatif à l'institution d'un versement à la charge de certains employeurs dans la région parisienne : *Problème de la réorganisation des transports ; caractère du projet de loi* [25 mai 1971] (p. 2033) ; *critiques théoriques adressées à ce projet ; projet de loi et compétitivité des entreprises françaises ; modalités fiscales et contentieuses de la taxe ; construction du réseau express régional ; rationalisation de la production de matériel d'autobus ; politique d'octroi des licences d'exploitation des taxis ; réforme du plan de circulation* (p. 2034).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux conseils de classe [28 mai 1971] (p. 2194, 2195).

Prend part à la discussion du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, Art. 16 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au pourcentage « 1 % » le pourcentage « 0,50 % »* [8 juin 1971] (p. 2555) ; *détermination des moyens financiers et du taux* (p. 2555) ; *retrait de son amendement* (p. 2556).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Construction de l'Europe ; défense en Méditerranée des intérêts français et européens ; liquidation du contentieux politique entre la France et la Grande-Bretagne ; ses observations sur l'indépendance de la France ; nécessité de l'unité politique de l'Europe ; problème du pétrole algérien ; désire savoir ce que sont devenues les installations militaires abandonnées par la France* [9 juin 1971] (p. 2594) ; *vente d'avions de combat français à la Libye ; conflit israélo-arabe ; progression de l'Union soviétique en direction de l'Atlantique ; isolement de la France ; objectifs de notre politique étrangère* (p. 2595).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social, Art. unique : *Son amendement (liberté économique fondée sur l'équité fiscale ; développement du commerce indépendant)* [18 juin 1971] (p. 3111) ; *aide aux mutations économiques ; ventes à perte ; disparité des charges au détriment des petites entreprises commerciales ; implantation des grandes surfaces ; fixation des loyers commerciaux* (p. 3111, 3112) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 1[er] : *Universités expérimentales* [21 juin 1971] (p. 3171) ; Art. 5 : *Son amendement : « Les règles communes qui seront prises avant le 1[er] janvier 1972 doivent prévoir obligatoirement pour le contrôle des aptitudes et des connaissances des examens terminaux comptant pour au moins 1/3 des points »* (p. 3181) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3181) ; Art. 10 : *Son amendement (compétence des enseignants)* (p. 3186) ; *fixation par les enseignants des modalités du contrôle des connaissances* (p. 3186) ; *retrait de son amendement* (p. 3188).

Est entendu sur la question orale sans débat de M. Michel Durafour relative au

centre régional E.D.F. du Massif central [25 juin 1971] (p. 3459).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Bertrand Denis et plusieurs de ses collègues relative au démarchage à domicile ; 2° de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la vente à domicile, ses explications de vote : *Répression de certains abus* [2 octobre 1971] (p. 4219).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux arrêts de travail dans l'enseignement [8 octobre 1971] (p. 4428, 4429).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 39 : *Cas des anciens avoués rapatriés d'outremer* [14 octobre 1971] (p. 4553) ;

Mise au point au sujet des votes de MM. Michel Durafour, Chazalon, Abelin et Boudet sur l'amendement du Gouvernement tendant à la dissolution de plein droit de la Fédération nationale des organismes de Sécurité sociale lors de la discussion du budget de la santé [6 novembre 1971] (p. 5466).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : FONCTION PUBLIQUE ET RÉMUNÉRATIONS : *Son souhait d'un débat d'ensemble sur la place de la fonction publique dans l'Etat moderne et les relations de la fonction publique avec le Gouvernement ; problèmes de la catégorie B ; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement ; problème de l'auxiliariat ; rapport général concernant la situation d'ensemble de la fonction publique ; réforme de l'Ecole nationale d'administration ; projet de loi tendant à améliorer la formation du personnel communal et l'organisation de sa carrière ; rapports entre l'administration et les administrés* [25 octobre 1971] (p. 4852, 4853) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME) : *Son désir d'un Paris plus humain ; problème du centre de l'agglomération ; métro express régional ; spéculation immobilière à Paris ; construction de tours ; opération des Halles ; ses observations sur le bois de Boulogne et le parc de Saint-Cloud ; mise au point d'un plan d'occupation des sols parisiens prévoyant le maintien d'espaces libres* [28 octobre 1971] (p. 5067) ; CRÉDITS MILITAIRES : *Equilibre militaire en Europe* [2 novembre 1971] (p. 5180) ; *hausse des prix des matériels ; problème de notre sécurité ; dissuasion ; création d'une puissance européenne* (p. 5181) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Solidarité dans la défense des pays d'Europe ; adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun ; crise monétaire ; institution d'un régime de préférences tarifaires généralisé en faveur des pays en voie de développement ; candidature de l'Etat d'Israël au Marché commun* [3 novembre 1971] (p. 5243) ; *unité politique de l'Europe ; accord quadripartite concernant Berlin* (p. 5244) ; *force nucléaire indépendante pour l'Europe* (p. 5254) ; TRANSPORTS TERRESTRES : *Transports en commun dans la région parisienne ; réseau express régional ; problème des autobus ; hausse des prix des transports en commun ; coordination du rail et de la route ; ses observations sur la S.N.C.F. ; trafic automobile ; transports routiers des marchandises ; taxe à payer par les transporteurs routiers* [6 novembre 1971] (p. 5451) ; *plan Leber* (p. 5452) ; TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE : *Avenir commercial de* Concorde ; *programme concernant l'*Airbus *et le* Mercure ; *ses observations sur la bataille du transport aérien ; problème des lignes intérieures ; lignes intérieures des territoires d'outre-mer et notamment de la Polynésie* [15 novembre 1971] (p. 5685, 5686).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la réunion des Ministres européens de l'Education nationale (création de l'Institut universitaire de Florence) [19 novembre 1971] (p. 5983).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à simplifier la procédure applicable en matière de contraventions, Art. L 27-1 du Code de la route : *Son sous-amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Zimmermann par les mots : « et signifié au prévenu par le ministère d'huissier de justice »* [2 décembre 1971] (p. 6332).

Mise au point au sujet de son vote sur l'amendement du Gouvernement concernant l'institution d'une taxe spéciale s'appliquant

à certaines sociétés coopératives agricoles lors de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 [8 décembre 1971] (p. 6502).

Son rappel au Règlement : *Jonction de plusieurs questions d'actualité sur le conflit indo-pakistanais ; la non-inscription de la question orale avec débat de M. Rossi relative à la réforme de l'Organisation des Nations unies* [10 décembre 1971] (p. 6660).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant statut général des militaires : *Conditions de l'élaboration du projet* [2 mai 1972] (p. 1240) ; *exercice des droits civils et politiques ; droit de vote et étigibilité ; droit d'association ; problème des rémunérations ; montant de la masse salariale distribuée aux armées ; problème de la notation* [2 mai 1972] (p. 1241) ; *ses observations sur l'expression « la propriété du grade » ; problème de l'avancement ; recours contre le refus d'inscription au tableau ; pécule pour carrière courte* (p. 1242) ; *qualité de l'instruction dispensée dans l'armée ; Conseil supérieur de la fonction militaire* (p. 1243) ; Art. 1er : *Son amendement (garanties et compensations apportées par le présent statut)* (p. 1258) ; Art. 3 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 1264) ; Art. 6 : *Son amendement* [3 mai 1972] (p. 1274) ; *son amendement : « le délai dans lequel en l'absence de réponse l'autorisation sera considérée comme acquise sera fixé par décret »* (p. 1276) ; *retrait de son amendement* (p. 1276) ; *son amendement (possibilité pour les militaires d'évoquer les questions de défense non couvertes par le secret)* (p. 1276) ; *retrait de cet amendement* (p. 1276) ; Art. 9 : *Son amendement de forme* (p. 1282) ; *cas des associations d'anciens élèves ; retrait de son amendement* (p. 1282, 1283) ; *son amendement (pouvoirs du Conseil supérieur de la fonction militaire)* (p. 1284) ; *retrait de celui-ci* (p. 1284) ; Art. 11 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 1285) ; *son amendement (obligation de mettre à la disposition des militaires un logement correspondant à leur rang et à leur situation de famille)* (p. 1285) ; *retrait de celui-ci* (p. 1286) ; *son amendement déposé à cet article* (p. 1286) ; Art. 24 : *Son amendement (communication des notes)* (p. 1292) ; *retrait de son amendement* (p. 1293) ; Art. 27 : *Son amendement* (p. 1294) ; *retrait de celui-ci* (p. 1294) ; *son amendement* (p. 1294) ; Art. 31 : *Son amendement (admission dans d'autres corps ou spécialité de l'armée)* (p. 1295) ; Art. 40 : *Son amendement* (p. 1300) ; *détermination des nominations ; retrait de son amendement* (p. 1300, 1301) ; Art. 46 : *Son amendement* (p. 1308) ; Art. 68 : *Son amendement (cas de circonstances graves faisant présager le rappel ultérieur des intéressés)* (p. 1312) ; Art. 99 : *Ses amendements* (p. 1318) ; en troisième lecture : *Rôle du Conseil supérieur de la fonction militaire* [29 juin 1972] (p. 2989) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Niveau des cotisations ; conditions de délivrance des autorisations pour la création de grands ensembles commerciaux ; question de l'amnistie pénale et fiscale* [17 mai 1972] (p. 1596, 1597).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale avec débat relative aux sociétés civiles de placement immobilier [26 mai 1972] (p. 1964) : *Travail accompli par la commission ; scandale de la Garantie foncière ; rapports des sociétés civiles de placement avec le pouvoir politique ; croisière du* Mermoz ; *démission d'un membre du Gouvernement ; rétablissement du Parlement dans ses droits et ses devoirs ; évolution souhaitable de la législation applicable aux sociétés civiles de placement immobilier ; pouvoirs des commissions parlementaires d'enquête et de contrôle* (p. 1971, 1972).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée, Art. 1er : *Ses observations* [29 juin 1972] (p. 3001).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la circulation automobile urbaine [13 octobre 1972] (p. 4154).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉPENSES MILITAIRES : *Budget réduisant les possibilités financières et non les besoins de la politique de défense ; dissuasion ; sa croyance dans une organisation collective de la sécurité* [8 novembre 1972] (p. 4864) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ne partage pas l'euphorie officielle à propos des résultats de la conférence au sommet eu-*

ropéen ; élection du Parlement européen au suffrage universel ; nécessité de commencer l'organisation de l'Europe politique ; Europe des hommes ; sécurité actuelle en Europe due à la présence militaire américaine [16 novembre 1972] (p. 5280) ; *aurait souhaité que le récent sommet européen décidât de la création d'un groupe de travail chargé d'étudier une organisation réaliste de la Communauté européenne de défense* (p. 5281).

STÉPHAN (Mme Yvonne)

Député du Morbihan
(2e circonscription)
R.I.

En remplacement, le 7 août 1972, de M. Christian Bonnet, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 8 août 1972] (p. 8571).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement.

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [*J.O.* du 24 septembre 1972] (p. 10147).

Est nommée membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [4 octobre 1972] (p. 3922).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, COMMERCE ET ARTISANAT : *Patente ; développer l'assistance technique au commerce car sous-information de leurs droits et de leurs obligations des travailleurs indépendants ; cas des commerçants installés dans des zones qui ont subi des mutations économiques* [26 octobre 1972] (p. 4412) ; TRANSPORTS. — IV. - MARINE MARCHANDE : *Médecins des gens de mer ; veuves de marins décédés des suites d'un accident professionnel ; actions en faveur de la conchyliculture ; surveillance et sauvetage (Gris-Nez) ; urgence d'un programme pluriannuel en matière de pêche industrielle ; sa demande de mesures en faveur des pêcheurs de sardine ; bateaux en bois* [3 novembre 1972] (p. 4683).

STIRN (Olivier)

Député du Calvados
(5e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— Secrétaire d'âge [2 avril 1971] (p. 831, 834) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au

bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2498) de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Dépôts :

Sa proposition de loi constitutionnelle portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution, **n° 1883** [23 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2611) portant création de la prime de mobilité des jeunes, **n° 2642** [16 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2763), modifié par le Sénat, portant création de la prime de mobilité des jeunes, **n° 2765** [13 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Existence en France de deux sortes d'agricultures ; nécessité de ne pas appliquer, pour toute la France, la même politique ; effort social ; développement de l'attribution de l'indemnité viagère de départ ; octroi de bourses ; nécessité de permettre à ceux qui ont un revenu inférieur au S.M.I.G. de bénéficier d'une aide directe de l'Etat ; rationalisation du ramassage du lait ; lutte contre les trusts étrangers* [15 novembre 1968] (p. 4516).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'artisanat : *Intérêt économique présenté par l'artisanat ; assimilation, au point de vue fiscal, de l'artisan à l'ouvrier qualifié ; nécessité d'assimiler l'apprenti aux étudiants ; conséquences fâcheuses du « travail noir »* [29 novembre 1968] (p. 4990).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Importance de la réforme ; ses observations sur la région ; nécessité de la décentralisation ; cas de la Normandie ; attributions de la région ; réforme devant concilier les exigences de l'unité nationale et de l'intérêt régional* [11 décembre 1968] (p. 5361).

Son rappel au Règlement au sujet de son vote sur le projet de loi relatif aux rapatriés [10 octobre 1969] (p. 2609).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Prix des produits ; exemple de la Normandie ; relèvement du prix du lait ; exemple du bocage de Vire ; enseignement agricole ; malaise paysan ; politique des prix* [19 novembre 1969] (p. 3596, 3597).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou, de Poulpiquet, Offroy, Durieux, Dronne et Lamps relatives au problème des commerçants et des artisans : *Lutte contre l'extension excessive et désordonnée des « grandes surfaces » de vente ; nécessité d'envisager en faveur des petits commerçants des incitations à l'union ou au groupement ; solidarité du petit et du grand commerce* [10 avril 1970] (p. 972, 973).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cointat, Fouchier, Arthur Moulin, Védrines, Boscary-Monsservin et Alduy relatives aux problèmes agricoles : *Référence au revenu cadastral pour les cotisations sociales ; cas de la Basse-Normandie ; situation des éleveurs français* [17 avril 1970] (p. 1163, 1164).

Prend part à la discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré, Art. 1er : *Distinction entre les peines et contraventions ; cas où il y a récidive ; ses observations sur la peur de la correctionnelle* [22 avril 1970] (p. 1215).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Politique de l'expansion sans inflation ; problème des prix ; économie américaine ; redressement financier* [13 mai 1970] (p. 1678, 1679).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui

commandent la préparation du VI[e] Plan : *Ses observations sur les conquêtes sociales ; amélioration globale de la production ; problème du chômage ; politique de l'emploi ; conditions de travail ; action sur les bas salaires ; ses observations sur les revenus de transfert ; problèmes de la consommation ; problèmes de l'éducation nationale et de la santé publique ; importance de la participation* [16 juin 1970 (p. 2704 à 2706) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Absence de sous-préfets chargés des arrondissements chefs-lieux ; ses observations sur l'Isère ; missions de la police ; ses moyens ; situation des officiers de police ; inégalité entre les officiers de police en tenue et ceux qui sont en civil ; retard des moyens de la police au regard des techniques modernes* [9 novembre 1970] (p. 5427) ; *difficultés du maintien de l'ordre* (p. 5428).

Mise au point au sujet de son vote sur le budget de l'information [17 novembre 1970] (p. 5660).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Ses observations sur l'argumentation de M. Mitterrand ; consécration de la politique du général de Gaulle en ce qui concerne la politique européenne et la politique de coopération ; aspects européens de la politique française ; entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; conception française d'une Europe confédérale ; ses observations sur notre politique méditerranéenne ; élargissement du Marché commun ; problème de la défense commune* [9 juin 1971] (p. 2602).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Respect du Plan par les entreprises para-étatiques ; contrat entre les partenaires économiques et sociaux ; régionalisation du Plan ; partage des responsabilités entre l'Etat et les collectivités locales* [17 juin 1971] (p. 3048).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [22 juin 1971] (p. 3247).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation des jeunes ; leurs désirs* [16 novembre 1971] (p. 5765) ; *lutte contre la brucellose* (p. 5766) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Politique de la V[e] République en matière sociale appuyée sur quatre constantes : 1° il n'y a pas de politique et de progrès social sans expansion économique ; 2° la recherche du plein emploi ; 3° la protection sociale pour tous (mensualisation) ; 4° la participation ; prime de mobilité pour les jeunes ; égalisation des salaires féminins et masculins ; préconise une orientation vers la planification et la politique sociale européenne ; mille francs par mois* [6 novembre 1972] (p. 4720) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème du maintien en milieu rural d'un nombre suffisant de jeunes de qualité ; congés pour les cultivateurs* [15 novembre 1972] (p. 5218) ; *contrats de programme dans les régions agricoles ; ministre de la ruralité ; sa suggestion de création des structures de synthèse d'actions concertées avec les autres ministres intéressés (groupe de travail interministériel) ; développement des maternelles ; insuffisance de ce budget pour l'enseignement agricole* (p. 5219) ;

— du projet de loi portant création de la prime de mobilité des jeunes, en qualité de *Rapporteur : Rôle de l'Agence nationale pour l'emploi ; politique suivie en matière d'emploi ; formation professionnelle ; rôle de l'Association pour la formation professionnelle des adultes* [21 novembre 1972] (p. 5544) ; *définition du terme « secteur privé » ; application de ce texte aux départements d'outre-mer* (p. 5545) ; Art. 2 : *Son amendement rédactionnel* (p. 5550) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 5551) ; *Après* l'Art. 4 : *Son amendement (application de la présente loi dans les départements d'outre-mer)* (p. 5551) ; en deuxième lecture : en qualité de *Rapporteur : Accepte les modifications de forme apportées par le Sénat ; son souhait que les décrets d'application soient pris rapidement* [14 décembre 1972] (p. 6187).

SUDREAU (Pierre)

Député du Loir-et-Cher
(1re circonscription)
P.D.M.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Révolte de la jeunesse ; ses observations sur l'université ; intégration des étudiants dans la nation ; adaptation des programmes aux réalités économiques et sociales ; établissement d'une liaison entre le Plan et l'université ; rôle de l'institut de l'emploi ; problème de la recherche ; autonomie des universités ; diversification des universités ; création d'un nouvel humanisme* [24 juillet 1968] (p. 2541, 2542).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 17 : *Rôle des universités dans l'économie moderne ; problème de l'harmonisation des diplômes et des débouchés éventuels ; information économique ; orientation des étudiants dans chaque région et sur le plan national* [10 octobre 1968] (p. 3212, 3213) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « le Ministre de l'Education nationale et les universités prennent, chacun en ce qui le concerne, toutes dispositions en liaison avec les organismes nationaux, régionaux et locaux qualifiés pour informer et conseiller les étudiants sur les possibilités d'emploi et de carrière auxquelles leurs études peuvent les conduire »* (p. 3213) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Potentiel industriel de la France ; information du pays ; nécessité de repenser les méthodes de financement de l'industrie ; nécessité de sortir de l'organisation verticale des ministères et de créer un organisme de synthèse investi d'une grande autorité ; gestion des entreprises ; création d'une haute autorité dont la mission serait de coordonner les points de vue et les actions de l'administration et des chefs d'entreprise ; importance de l'information ; mission et statut de l'Institut national de la statistique et des études économiques ; création dans chaque région de programme d'un organisme du type des observatoires de l'I.N.S.E.E. ; prélèvement de l'Etat sur le produit national brut ; moyens de financement mis à la disposition des entreprises publiques et privées ; rôle du F.D.E.S. ; promotion de l'esprit d'investissement ; création d'une sorte de S.I.C.A.V. « or-industrie »* [23 octobre 1968] (p. 3475 à 3477) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal : *Triplement en dix ans des dépenses de l'Etat ; résultats économiques des pays du Marché commun ; absence d'une hiérarchie raisonnable dans les priorités ; erreur d'avoir voulu faire de la France une puissance nucléaire sans s'assurer qu'elle puisse en même temps devenir une puissance industrielle ; information économique ; Gouvernement ne disposant que d'approximations sur l'état des stocks ; nécessité de doter le Gouvernement d'une information économique rapide et sûre ; rôle de l'I.N.S.E.E. ; solidarité technologique de l'Europe ; crédits militaires ; faiblesse de nos industries mécaniques et électriques ; réduction du service militaire ; formation professionnelle ; nécessité de faire cesser dans les Commissions la discrimination entre les membres de la majorité et ceux de l'opposition* [17 septembre 1969] (p. 2299, 2300).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Problème de la gestion et de l'organisation de la S.N.C.F. ; ses rapports avec l'Etat ; définition d'une nouvelle politique des transports ; complémentarité du rail et de la route ; nécessité d'un système d'infrastructures puissantes et coordonnées ; problème de la sécurité du réseau autoroutier ; politique des transports ; question de la compétitivité ; exemples étrangers ; nécessité que le rail dispose d'une véritable liberté de gestion ; réforme devant permettre à la*

S.N.C.F. de poursuivre une politique rationnelle d'investissement et de modernisation ; rail étant une industrie ; problème de la coordination ; problèmes d'infrastructure [15 octobre 1969] (p. 2676 à 2678).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème des industries agricoles alimentaires ; ses observations sur les sociétés qui exportent des produits avicoles transformés ; situation des sociétés qui ont passé des contrats d'exportation avant la dévaluation ; conséquences de la T.V.A.* [19 novembre 1969] (p. 3970) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Evolution de la sécurité sociale ; politique sociale du Gouvernement ; équilibre des régimes ; évolution démographique ; croissance de la consommation médicale ; protection sociale de l'artisan et du petit commerçant ; ticket modérateur ; solidarité interprofessionnelle ; financement de la Sécurité sociale ; problèmes de gestion ; défauts structurels de notre appareil de santé ; carte hospitalière française ; nécessité d'instituer un véritable régime national de sécurité sociale avec une cotisation personnalisée selon les revenus des intéressés* [2 décembre 1969] (p. 4471, 4472) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Ecart entre les intentions du Gouvernement et la réalité ; insuffisance des équipements collectifs ; nécessité de mettre en place une véritable politique des équipements collectifs culturels et sociaux ; politique des transports ; problème de l'emploi ; rôle du Plan dans la nation ; programmation faite par les administrations en matière d'infrastructure indépendamment du Plan ; ses observations sur le fait que le VI[e] Plan semble ignorer la nouvelle société ; problème de la Sécurité sociale ; nécessité d'associer le Parlement à l'exécution du Plan ; moyens de coordination entre le Plan et le budget ; association des partenaires sociaux à la réalisation du Plan* [17 juin 1970] (p. 2775, 2776);

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1[er] septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article et à compléter le 2[e] alinéa de l'article 22 de la loi de 1948 : « Elle n'est pas non plus applicable lorsque le propriétaire d'un local est âgé d'au moins 65 ans et qu'il excerce la reprise pour lui-même »* [24 juin 1970] (p. 3004) ; des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Son amendement tendant à rétablir l'article 6* bis *dans le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Le deuxième alinéa de l'article 22 de la loi précitée du 1[er] septembre 1948 est complété par la phrase suivante : « Elle n'est pas non plus applicable lorsque le propriétaire du local est âgé d'au moins 65 ans »* [29 juin 1970] (p. 3296) ; *cas d'un locataire exerçant une activité professionnelle* (p. 3296) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT L'EQUIPEMENT) : *Rythme de construction des autoroutes* [4 novembre 1970] (p. 5083) ; *crédits affectés aux équipements collectifs ; méthodes de financement en matière de travaux publics et d'équipement ; ses observations sur l'annualité budgétaire ; rôle du Ministre de l'Equipement ; absence de coordination dans la conception des grands travaux ; autoroute du Sud ; problème de la réservation de terrain nécessaire à l'établissement d'une liaison régulière avec l'aérodrome d'Orly ; ses observations sur l'exemple allemand ; problème de la coordination ; exécution des marchés* (p. 5084) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Allégement de la tutelle ; rôle du corps préfectoral ; caractère du texte en discussion ; réforme des finances locales ; poids des impôts locaux dans la fiscalité générale ; nécessité d'établir de véritables contrats de plans d'équipement entre les collectivités locales et l'Etat ; taux des subventions* [24 novembre 1970] (p. 5873, 5874).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la création d'une bourse d'échange des emplois [2 décembre 1970] (p. 6072, 6073).

Prend part à la discussion sur la motion de censure, ses explications de vote : *Conséquence de la bureaucratie ; contrôle de l'exécution des décisions gouvernementales ;*

réforme régionale ; problème du logement ; insuffisance des moyens financiers nécessaires à la réalisation du programme gouvernemental ; problème de la concertation ; négociations concernant l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; absence d'opposition en France [21 avril 1971] (p. 1293 à 1295).

Son rappel au Règlement sur la question d'actualité de M. Charles Bignon relative à la réévaluation du prix de l'or : *Rôle des questions d'actualité ; nécessité d'un large débat* [12 mai 1971] (p. 1817).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Relations entre la Grande-Bretagne et la France ; attitude des Six au regard de la crise monétaire ; problème de la spéculation ; facteurs de la crise ; parité du franc ; précarité de l'équilibre de notre commerce extérieur* [9 juin 1971] (p. 2593, 2594).

Son rappel au Règlement : *Difficulté pour les parlementaires d'analyser correctement les textes qui leur sont soumis ; possibitité d'une session extraordinaire* [10 juin 1971] (p. 2642).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Politique sociale du logement ; suppression des Logéco ; prêts spéciaux et prêts différés du Crédit foncier ; problème de l'accession à la propriété ; prix du logement ; prix des terrains* [10 juin 1971] (p. 2669) ; *logement des jeunes ; mobilité de la main-d'œuvre ; ses observations sur les coopératives d'H.L.M. ; nécessité d'un secteur locatif intermédiaire entre les H.L.M. et le secteur privé ; allocation de logement* (p. 2670, 2671) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social, Art. unique : *Son amendement (liaison mer du Nord-Méditerranée)* [18 juin 1971] (p. 3116) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation de la viticulture dans le Sud-Ouest en particulier dans le Loir-et-Cher ; taux de la T.V.A. ; politique communautaire* [16 novembre 1971] (p. 5762) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Réflexions sur le mouvement régionaliste ; découpage régional ; inégalités entre les régions* [25 avril 1972] (p. 1017) ; *organisation des services régionaux ; insuffisance des ressources financières* (p. 1018).

T

TAITTINGER (Jean)

Député de la Marne
(1re circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU MINISTRE
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,
CHARGÉ DU BUDGET
du 7 janvier 1971 au 5 juillet 1972
et du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates de la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750).

Est élu président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2252), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786).

Donne sa démission de président de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 21 janvier 1971] (p. 731).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [22 juillet 1968] (p. 2456).

Est élu président de cette Commission [23 juillet 1968] (p. 2509).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 [22 juillet 1968] (p. 2456).

Est élu président de cette Commission [23 juillet 1968] (p. 2509).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement [1er octobre 1968 (p. 2952).

Est élu président de cette Commission [1er octobre 1966] (p. 2952).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217).

Cesse d'être membre de cette Commission [19 septembre 1969] (p. 2355).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1969 [9 décembre 1968] (p. 5248).

Est élu président de cette Commission [10 décembre 1968] (p. 5313).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en dis-

cussion du projet de loi de finances pour 1970 [11 décembre 1969] (p. 4863).

Est élu vice-président de cette Commission [11 décembre 1969] (p. 4863).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [4 décembre 1970] (p. 6232).

Est élu vice-président de cette Commission [8 décembre 1970] (p. 6278).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970 [17 décembre 1970] (p. 6630).

Est élu président de cette Commission [17 décembre 1970] (p. 6630).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 7 janvier 1971 [*J.O.* du 8] (p. 292), [2 avril 1971] (p. 835).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 février 1971, de son mandat de député [*J.O.* du 9 février 1971] (p. 1400).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget (Gouvernement Messmer), décret du 6 juillet 1972 [*J.O.* du 7 juillet 1972] (p. 7059).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie et des Finances chargé du Budget (Gouvernement Messmer), décret du 28 mars 1973 [*J.O.* du 29 mars 1973] (p. 3452).

Dépôts :

Son projet de loi de finances pour 1972, n° **1993** [5 octobre 1971].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1971, n° **2065** [23 novembre 1971].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1970, n° **2109** [6 décembre 1971].

Son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° **2226** [4 avril 1972].

Son projet de loi relatif à l'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers, n° **2468** [23 juin 1972].

Son projet de loi de finances pour 1973, n° **2582** [6 octobre 1972].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1972, n° **2660** [21 novembre 1972].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1971, n° **2775** [14 décembre 1972].

Interventions :

En qualité de député :

Ses observations au moment du dépôt du rapport de la Cour des comptes : *Compétence et rôle de la Cour des comptes* [24 juillet 1968] (p. 2524).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Ses observations sur le déroulement du débat* [25 septembre 1968] (p. 2893) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Collaboration entre l'exécutif et le législatif ; commission des finances ayant entendu, pour la première fois, les représentants des grandes organisations syndicales et professionnelles ; ses observations sur les événements de mai et de juin ; politique budgétaire ; travaux du comité Lasry ; montant du découvert ; amélioration de l'information ; revision des comptes nationaux ; problème de l'emploi ; nécessité de provoquer l'expansion industrielle ; remise en ordre de nos entreprises publiques ; rapport de M. Simon Nora ; fiscalité directe ; impôt sur les sociétés ; impôt sur le revenu des personnes physiques ; fonctionnement de notre système de crédit ; politique des banques françaises* [22 octobre 1968] (p. 3427 à 3430) ; Art. 15 : *Institution d'un droit spécifique sur les bières et certaines bois-*

sons non alcoolisées [24 octobre 1968] (p. 3545) ; Après l'Art. 16 : *Taxation des vins* (p. 3548, 3549) ; *ses observations sur la discussion de la première partie de la loi de finances ; dialogue entre l'Assemblée et le Gouvernement ; hommage rendu au Rapporteur général* (p. 3574) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Ses observations sur les explications de vote des différents orateurs sur l'ensemble du projet de loi* [19 novembre 1968] (p. 4739, 4740) ; *ses observations sur la spéculation* (p. 4740) ;

— de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, financière et monétaire : *Refus de la dévaluation ; rétablissement de nos affaires nationales ; crise monétaire, conséquence des événements de mai et de juin ; réforme de la T.V.A. ; ses observations sur le système monétaire actuel ; effet psychologique de la majoration des droits de succession ; conférence de Bonn ; droits de tirage sur le Fonds monétaire international ; hommage rendu à M. Ortoli ; ses observations sur les spéculateurs ; institution du contrôle des changes ; contrôle des prix ; freinage des rémunérations ; limitation du découvert du budget ; taxe sur les salaires ; relèvement des taux de la T.V.A. ; hausse des tarifs industriels d'électricité et de gaz ; conséquences d'une dévaluation sur le Marché commun ; solidité de nos institutions* [26 novembre 1968] (p. 4845 à 4847) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 2 : *Situation des contribuables aux revenus modestes ; relèvement du montant de la première tranche* [29 octobre 1969] (p. 3029) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE, Titre III : *Ses observations sur l'amendement de M. Olivier Guichard* [13 novembre 1969] (p. 3656, 3657) ; Titre IV : *Ses observations sur l'amendement de M. Bizet* (p. 3657) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur la poursuite de la discussion* [14 novembre 1969] (p. 3731) ; ECONOMIE ET FINANCES. - CHARGES COMMUNES : *Association de la Commission des finances aux travaux sur la rationalisation des choix budgétaires ; retrait de l'amendement déposé par M. Sabatier* [22 novembre 1969] (p. 4314) ; *ses observations au terme de la discussion budgétaire ; ses remerciements ; esprit de dialogue du Gouvernement* (p. 4327) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Hommage rendu à la politique financière du Gouvernement ; augmentation de la production intérieure brute ; rétablissement des équitibres fondamentaux* [20 octobre 1970] (p. 4411) ; *caractère de nos échanges extérieurs ; situation des Français les moins favorisés ; progrès social ; VI^e^ Plan ; évolution des prix et des salaires ; contrats de progrès ; situation de l'emploi ; situation du marché financier national et international ; effort d'épargne des ménages en 1971 ; évolution de la conjoncture internationale ; situation de l'économie occidentale ; crédits inscrits au fonds d'action conjoncturelle ; nature de l'intervention de l'Etat dans l'économie ; rôle de l'Etat ; ses observations sur le système actuel d'attribution des subventions ; ses observations sur les mécanismes de tutelle technique* (p. 4412) ; *possibilité d'attribuer globalement une enveloppe indifférenciée aux collectivités, à charge pour celles-ci d'établir les priorités de leur choix ; caractère des dépenses de fonctionnement ; dépenses d'équipement ; inégalité de répartition de la charge publique ; champ d'activité de l'I.N.S.E.E. et des services spécialisés des différents ministères ; qualités principales du budget ; organisation de la poursuite de l'expansion* (p. 4413) ; de la première partie, Art. 2 : *Ses observations sur les sous-amendements de M. Falala* [22 octobre 1970] (p. 4518) ; de la deuxième partie, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur le déroulement du débat* [29 octobre 1970] (p. 4896, 4897) ; *ses remerciements à la fin de la discussion budgétaire au nom de la Commission des finances ; rôle du Rapporteur général ; contrôle de l'action gouvernementale et de l'exécution du budget* [17 novembre 1970] (p. 5727) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970 : *Ses observations sur la suite du débat* [8 décembre 1970] (p. 6254) ; Après l'Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement de M. Delachenal* [9 décembre 1970] (p. 6359) ; Art. 22 : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 6363).

En qualité de Secrétaire d'Etat :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant diverses dispositions du Code des douanes : *Directives du Conseil de la Communauté économique européenne : Régime de l'entrepôt ; problème de l'admission temporaire ; régime*

des zones franches [22 avril 1971] (p. 1362, 1363) ; Art. 150 du Code des douanes : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « Il peut aussi fixer une limite forfaitaire aux pertes visées au 4 de l'article 146, dues à des causes dépendant de la nature des marchandises »* (p. 1364) ; Art. 287 du Code des douanes : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « est instituée » à insérer les mots : « sur proposition conjointe du Ministre de l'Economie et des Finances et du ou des Ministres intéressés, après avis de la collectivité ou de l'établissement public concerné »* (p. 1367) ; *rôle dévolu aux Chambres de commerce et aux ports autonomes* (p. 1367) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour cet article par la phrase suivante : « Le décret institutif concède la zone franche à la collectivité ou à l'établissement public concerné »* (p. 1367) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (conséquence de l'établissement d'une zone franche dans un port)* (p. 1367) ; *organismes appelés à se prononcer sur le projet de création de la zone franche* (p. 1368) ; *ses observations sur les explications de vote de M. Pierre Dumas (création de bureaux de dédouanement à l'intérieur du territoire* (p. 1369) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [22 juin 1971] (p. 3226) ;

— du projet de loi modifiant et complétant le décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, et la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur : *Spécificté de la réglementation des assurances ; adaptation des entreprises d'assurances au droit des sociétés et de la faillite* [22 avril 1971] (p. 1370, 1371) ; Avant l'Art. 1er et Art. 5 *ter* du décret du 14 juin 1938 : *Ses observations sur les amendements de M. Tisserand* (p. 1371, 1372) ; *spécificité des sociétés d'assurances mutuelles* (p. 1372) ; en deuxième lecture : *Objet de ce texte* [22 juin 1971] (p. 3226).

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre prononcée par M. Peretti à la mémoire de Philippe Rivain ; sa collaboration avec ce dernier [27 avril 1971] (p. 1448).

Répond à la question d'actualité de M. Bertrand Denis relative au paiement par chèque [30 avril 1971] (p. 1587, 1588).

Répond à la question orale sans débat de M. Tisserand relative aux publications des associations familiales [5 mai 1971] (p. 1656).

Répond à la question d'actualité de M. Boudet relative à la fiscalité des carburants [12 mai 1971] (p. 1816, 1817).

Répond à la question orale sans débat de M. Rolland relative au paiement des travaux exécutés par l'Etat [12 mai 1971] (p. 1820, 1821).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi organique adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 39 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, en vue de porter de quinze à vingt jours le délai imparti au Sénat pour l'examen du projet de loi de finances : *Respect du délai global de 70 jours prévu par la Constitution* [13 mai 1971] (p. 1863) ;

— du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, Avant l'Art. 1er : *Ses observations sur les centres collecteurs* [8 juin 1971] (p. 2537) ; Art. 1er : *Problème des stages* (p. 2537) ; Art. 3 : *Ses observations sur la réduction de la taxe* (p. 2538) ; Art. 9 : *Financement de l'apprentissage dans les départements d'Alsace et de Moselle* (p. 2539) ;

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal des profits de construction ; du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation ; du projet de loi modifiant la loi n° 52-332 du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé ; CONTRIBUTION FONCIÈRE, Art. unique : *Ressources des collectivités locales ; construction de nouveaux quartiers d'habitation* [14 juin 1971] (p. 2902) ; *ses observations sur l'amendement de M. Delachenal* (p. 2902) ; ENTREPRISES DE CRÉDIT DIFFÉRÉ, Art. unique : *Son sous-amendement, tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Bernard Marie, après les mots : « ainsi que », à insérer les mots : « le cas échéant »* (p. 2905) ; *limitation des frais de gestion* (p. 2905) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant institution d'un système de paiement

mensuel de l'impôt sur le revenu : *Délai imparti à l'Administration pour le remboursement des éventuels trop-perçus* [22 juin 1971] (p. 3222) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant et complétant la loi du 25 septembre 1948 relative à la Cour de discipline budgétaire et financière, Art. 2, 8 et 27 : *Ses observations sur les amendements de M. Sabatier* [22 juin 1971] (p. 3223, 3224, 3225).

Répond à la question d'actualité de M. Madrelle relative à la manufacture de tabacs de Bordeaux [25 juin 1971] (p. 3447).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Avant l'Art. 3 : *Fixation des forfaits des bénéfices et des chiffres d'affaires* [21 octobre 1971] (p. 4738, 4739) ; Art. 3 : *Ses observations sur les paroles de M. Briot* (p. 4739) ; Art. 4 : *Son amendement (possibilité que des décrets en Conseil d'Etat prévoient au profit d'assujettis à la T.V.A. le remboursement du crédit de taxe déductible ; réduction du taux de la T.V.A. pour les produits alimentaires solides)* (p. 4740, 4741) ; *règle du butoir en agriculture* (p. 4741) ; Après l'art. 4 : *Problème de la réduction du taux de la T.V.A. sur les marchandises et services indispensables* (p. 4743) ; Art. 6 : *Redevance perçue sur les sociétés parisiennes de courses* (p. 4745) ; Art. 9 : *Réduction du champ d'application de la taxe sur les spectacles ; attribution d'essence détaxée aux coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole ; taxe intérieure sur les produits pétroliers* (p. 4747, 4748) ; *application de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances* (p. 4749) ; *niveau de rémunération à partir duquel une personne cesse d'être exploitant agricole* (p. 4750) ; Art. 11 : *Son amendement (modification des taux de majoration prévus par le paragraphe I de l'article 32 de la loi du 24 décembre 1969 portant loi de finances pour 1970)* (p. 4751, 4752) ; *majorations applicables aux rentes* (p. 4752) ; Art. 12 : *Son amendement (modification des taux de majoration)* (p. 4752) ; *possibilité que les rentes viagères servies par la Caisse des dépôts et consignations puissent être délivrées en échange de certaines valeurs d'Etat ou garanties par l'Etat ; valeur de reprise des titres* (p. 4753) ; Art. 13 : *Dépenses de l'A.M.E.X.A. ; problème du B.A.P.S.A.* (p. 4763) ; *son amendement tendant à modifier les évaluations de recettes* (p. 4764) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT), Art. 56 : *Transfert aux départements de certaines routes secondaires du réseau national ; maintien de la subvention compensatrice de l'Etat dans l'avenir ; emprunt réalisé par les départements* [28 octobre 1971] (p. 5045, 5046) ; BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET MÉDAILLES : *Programme de fabrication ; fabrication des pièces de dix francs ; construction de l'usine monétaire de Pessac* [2 novembre 1971] (p. 5153) ; *mensualisation des ouvriers de la monnaie* (p. 5154) ; BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE : *Augmentation de la sous-traitance ; potentiel industriel de l'Imprimerie nationale ; extension de l'Imprimerie à Douai ; structures de l'Imprimerie nationale* (p. 5155) ; *décentralisation de l'Imprimerie à Douai ; privilèges de l'Imprimerie ; importance des sous-traitances* (p. 5156) ; ECONOMIE ET FINANCES. — CHARGES COMMUNES : *Incidences de la généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée ; remboursements au titre du butoir ; problèmes de la fonction publique* [17 novembre 1971] (p. 5822) ; *cas des Français musulmans ; situation des fonctionnaires et des retraités* (p. 5826) ; Après l'Art. 57 : *Son amendement (rôle de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés en ce qui concerne les régimes spéciaux de sécurité sociale des gens de mer, des mineurs et des agents de la Régie autonome des transports parisiens ; gestion de ces risques ; taux des cotisations)* (p. 5826) ; *problème des régimes spéciaux d'assurance ; financement des déficits* (p. 5826, 5827) ; Titre III : *Rôle de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer ; prorogation du délai prévu par la loi de juillet 1970 en ce qui concerne les demandes d'indemnisation de nos compatriotes d'outre-mer* (p. 5829) ; *son amendement (dépôt des demandes d'indemnisation à raison des biens situés en Algérie jusqu'au 29 février 1972)* (p. 5829) ; Titre IV : *Son amendement tendant à majorer les crédits de 14 millions de francs* (p. 5829) ; *relèvement des majorations de rentes viagères* (p. 5829) ; TAXES PARAFISCALES : *Ses observations sur ce budget* (p. 5831) ; *promotion professionnelle des collaborateurs d'architecte ; perception d'une taxe parafiscale sur les salaires versés par les architectes à leurs collaborateurs* (p. 5847) ; *création de taxes au profit de la Caisse centrale de secours mutuel agricole* (p. 5848, 5849) ; *taxe sur les producteurs de chaussures ; situation de l'industrie de la chaussure* (p.

5849, 5850) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Effort d'investissement dans le secteur routier ; investissements pour l'adduction d'eau potable ; prêts du F.D.E.S. ; ses observations sur les prêts extérieurs* (p. 5855) ; Art. 26 : *Ses observations sur les paroles de M. Brugnon* (p. 5856) ; Art. 29 : *Possibilités financières mises à la disposition des artisans non ruraux ; dotation en faveur de l'artisanat* (p. 5857) ; Après l'Art. 53 : *Son amendement (demandes d'indemnité au titre des dispositions de l'article 3 de l'accord de 1958 entre la République française et la République socialiste fédérative de Yougoslavie* (p. 5857) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5857) ; ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS : *Ses observations sur le travail effectué par les Services du Ministère de l'Economie et des Finances ; lutte contre la fraude fiscale* (p. 5869) ; *situation des auxiliaires ; titularisation par transformation des crédits de travaux à la tâche ; mise en place des inspections fusionnées d'assiette et de contrôle ; ses observations sur les services extérieurs du Trésor ; réorganisation du réseau des perceptions* (p. 5870) ; Après l'Art. 39 : *Alignement du statut fiscal des célibataires et des divorcés ayant des enfants à charge sur celui des veufs et des veuves* [17 novembre 1971] (p. 5881) ; **Commission mixte paritaire** : *Equilibre du budget* [15 décembre 1971] (p. 6779) ; *majoration des rentes mutualistes des anciens d'Afrique du Nord ; majoration des droits sur les alcools ; bénéfice réel agricole ; problème du financement des régimes sociaux ; contrôle du Parlement ; dépôt d'un projet de loi concernant le régime spécial des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers* (p. 6780) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'article* 2 ter (p. 6802) ; *dépôt d'un projet de loi modifiant le régime fiscal applicable aux revenus déclarés intégralement par les tiers* (p. 6802) ; *son amendement tendant à supprimer l'article* 2 quater (p. 6803) ; *application du régime du bénéfice réel aux grandes exploitations agricoles* (p. 6803) ; *comptabilisation des stocks de vins qui vieillissent chez le producteur* (p. 6803) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe I de l'article 13 (économies à réaliser en 1972)* (p. 6803, 6804) ; *augmentation des droits sur les alcools* (p. 6804) ; *son amendement tendant à compléter l'article 45 par un nouveau paragraphe (majoration des rentes des anciens militaires titulaires du titre de reconnaissance de la nation)* (p. 6804) ; *extension du bénéfice de la majoration accordée par l'Etat pour certaines rentes mutualistes aux anciens militaires ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord* (p. 6804) ; *son amendement tendant à supprimer le paragraphe VI de l'article 62* (p. 6804) ; *contrôle sur le financement des régimes sociaux* (p. 6804) ; **en deuxième lecture** : *Ses observations sur ce texte* [16 décembre 1971] (p. 6857) ; Art. 2 *quater : problème de l'imposition des exploitants agricoles dont les recettes dépassent 500.000 francs* (p. 6859) ; **en troisième et dernière lecture** : *Ses remerciements* [17 décembre 1971] (p. 6924).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative à la crise boursière [29 octobre 1971] (p. 5115).

Répond à la question d'actualité de M. Douzans relative à la réforme de la patente [5 novembre 1971] (p. 5388, 5389).

Répond à la question d'actualité de M. Boutard relative à la hausse des prix [5 novembre 1971] (p. 5390).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixte d'intérêt agricole : *Problème de l'application de la patente aux coopératives qui font des affaires avec des tiers* [23 novembre 1971] (p. 6029) ; Art. 11 : *Privilège dont bénéficient les coopératives agricoles en matières d'impôt sur les sociétés ; possibilité pour une coopérative de prendre le contrôle d'une société commerciale existante ou de créer une filiale commerciale ; problème des affaires réalisées avec des tiers par l'intermédiaire de filiales ; règle du prorata* (p. 6041) ;

— du projet de loi relatif au démarchage financier et à des opérations de placement et d'assurance : *Importance de l'épargne pour l'économie française ; triplement de l'épargne brute des ménages de 1960 à 1970* [2 décembre 1971] (p. 6351) ; *exemple des opérations d'assurance et de capitalisation ; évolution des techniques des démarcheurs ; définition des établissements autorisés à faire du démarchage ; réglementation des plans d'épargne ; information des épargnants ; rôle de la Commission des opérations de Bourse ; mode*

de rémunération du démarcheur ; problème des obligations (p. 6352) ; *problème des opérations à terme dans les bourses de commerce* (p. 6353) ; Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Bernard Marie par les mots : « autres que les opérations à terme ferme accompagnées d'instructions écrites en vue de lever ou de livrer les titres à la prochaine liquidation »* (p. 6355) ; *problème des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (S.I.C.O.M.I.) ; conditions requises pour l'octroi de l'agrément du Ministre* (p. 6356) ; *cas des sociétés pour le financement des télécommunications* (p. 6356, 6357) ; *statut des remisiers* (p. 6357) ; Art. 20 : *Son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Bernard Marie relatif au délai après lequel le contrat prendra effet* (p. 6358) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 6359) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1971] (p. 7000, 7001).

Répond à la question d'actualité de M. Deprez relative à l'aide en faveur des petits commerçants et artisans [3 décembre 1971] (p. 6393).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 1er : *Bilan des agréments fiscaux accordés par le Gouvernement* [7 décembre 1971] (p. 6445) ; Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à modifier cet article* (p. 6445) ; *avoir fiscal ; cas des revenus qu'une société mère reçoit d'une filiale française* (p. 6445) ; Art. 2 : *Provisions pour reconstitution de gisements* (p. 6446) ; Art. 3 : *Avoir fiscal ; réciprocité de l'exonération des taxes sur le chiffre d'affaires en France et dans certains pays étrangers en cas de conclusion d'un accord diplomatique* (p. 6477) ; Après l'Art 4 : *Problème de l'application de la T.V.A. aux coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 6448) ; Art. 9 : *Extension à tous les départements d'outre-mer de la majoration du taux miximum de la taxe spéciale de consommation sur tes carburants ; ses observations sur la route littorale Saint-Denis-La Possession* (p. 6454) ; Art. 10 : *Son amendement relatif à la taxe perçue sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes* (p. 6455) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6455, 6456) ; Après l'Art. 10 : *Situation des éleveurs de volaille et de porcs* (p. 6458) ; *application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Sabatier* (p. 6458) ; *situation des coopératives agricoles à l'égard du financement des collectivités locales ; répartition des charges des collectivités locales ; possibilité d'exonérer de la patente les coopératives et les S.I.C.A. qui se consacrent à des services publics ruraux, les C.U.M.A., les coopératives de vinification et les coopératives de petite dimension* (p. 6461) ; *exemple des coopératives du Ministère de l'Economie et des Finances* (p. 6464) ; *indication des coopératives non agricoles qui ne sont pas imposables* (p. 6466) ; *ses observations sur les coopératives ouvrières de production et les coopératives maritimes* (p. 6468) ; *ses observations sur le sous-amendement de M. Bonhomme* (p. 6470) ; *son amendement tendant à exonérer de l'impôt sur le revenu l'allocation d'orphelin instituée par la loi du 23 décembre 1970* (p. 6470) ; Art. 14 : *Participation de l'Etat à un fonds de garantie des prêts consentis pour financer le lancement et la fabrication de produits nouveaux* (p. 6472) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Sabatier* (p. 6472) ; Art. 18 : *Amendes relatives à la circulation routière ; relèvement du tarif des amendes ; application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Charles Bignon* (p. 6475) ; Art. 20 : *Problème de l'octroi de la garantie* (p. 6475) ; *application de l'article 44 (alinéa 3) de la Constitution* (p. 6476) ; *rôle des hôpitaux ruraux ; statut des personnels médicaux des établissements d'hospitalisation publics* (p. 6477) ; *son sous-amendement relatif aux centres hospitaliers* (p. 6477) ; *intégration des hôpitaux ruraux dans les services publics hospitaliers* (p. 6477) ; *problème des attachés des établissements d'hospitalisation publics ; distinction entre les attachés vacataires et les praticiens à temps partiel* (p. 6478) ; *son amendement relatif à la jouissance de la pension d'un fonctionnaire maintenu en fonction après sa radiation des cadres* (p. 6478, 6479) ; *son amendement relatif à l'aménagement en tunnel routier du tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines* (p. 6479) ; *modification de son amendement* (p. 6480) ; Art. 24 : *Ses observations sur les paroles de M. Barel* (p. 6482) ; Commission mixte paritaire : *Problème du matériel aérien fabriqué par l'armée de l'air; rythme de consommation des crédits* [17 décembre 1971] (p. 6391, 6392) ; *problème de l'imposition des activités de vinification des coopératives* (p. 6933) ; *ses observations sur l'amendement de M. Sabatier* (p. 6935) ; en deuxième lecture, Art. 4 *bis* : *Ses observations sur l'amendement de*

M. Sabatier [20 décembre 1971] (p. 7004) ; Art. 10 *ter* : *Imposition des coopératives* (p. 7009) ; en troisième et dernière lecture : *Ses remerciements* [20 décembre 1971] (p. 7019) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions ; Art. 3 : *Agréments fiscaux* [27 avril 1972] (p. 1104) ; Art. 14 : *Révision des évaluations des propriétés bâties* (p. 1145) ; Art. 15 : *Plafond des ressources de la région* (p. 1146) ; Art. 16 : *Crédits spécifiques aux zones de rénovation rurale* (p. 1147, 1148) ; Après l'Art. 16 : *Problème de la création d'un fonds national de compensation des régions* (p. 1149) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Diversité des problèmes traités par ce projet ; date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi sur l'élevage ; allocation de logement ; amélioration du fonctionnement de l'Administration ; recouvrement des amendes* [4 mai 1972] (p. 1353) ; Art. 4 : *Application de la loi de juillet 1970 aux organismes à caractère social des départements et communes ; cas des associations qui donnent plusieurs bals dans l'année* (p. 1356) ; *situation des sections locales d'une association nationale ; nombre de forfaits* (p. 1357) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement (possibilité de soumettre les baux à construction conclus à partir du 1er janvier 1972 à la T.V.A. selon le régime applicable aux ventes de terrains)* (p. 1358) ; Art. 5 : *Imposition de la location des fonds de commerce ; retrait de cet article ; réforme de la patente* (p. 1359) ; Art. 7 : *Recouvrement de certaines amendes et condamnations pécuniaires* (p. 1360, 1361) ; *droits des créanciers* (p. 1362) ; Art. 13 : *Validation des nominations prononcées dans le corps des secrétaires administratifs en chef des Services extérieurs du Ministère des Armées* (p. 1362) ; Après l'Art. 13 : *Validation des nominations au grade d'attaché et d'attaché principal de l'administration centrale prononcées en 1963, 1964 et 1965* (p. 1363) ; Art. 15 : *Dispositif de bouchage agréé par l'Administration concernant les bouteilles de spiritueux ; lutte contre la fraude fiscale ; retrait de cet article* (p. 1364) ; Art. 17 : *Définition du terrain à bâtir* (p. 1367) ; *plan d'urbanisme et plan d'occupation des sols ; notion de terrain à bâtir* (p. 1370) ; Art. 20 : *Contribution de 0,1 % sur les salaires au profit de la construction ; calcul de la contribution de 0,1 % sur le montant des salaires effectivement payés au profit du Fonds national d'aide au logement ;* (p. 1371, 1372) ; Art. 22 : *Coût de la vie à Saint-Pierre-et-Miquelon* (p. 1373) ; Art. 25 : *Validation des unités de valeur délivrées dans les unités pédagogiques d'architecture créées depuis décembre 1968 ; retrait de cet article* (p. 1374) ; Après l'Art. 25 : *Son amendement (prorogation du dépôt des demandes d'indemnisation à raison de biens situés en Algérie)* (p. 1374) ; en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [14 juin 1972] (p. 2470) ; Art. 4 : *Son amendement permettant aux agents de change de constituer des sociétés dont l'objet exclusif sera l'exploitation de l'office* (p. 2470, 2471) ; *introduction de la fonction de contrepartie sur le marché des valeurs mobilières ; constitution par les agents de change de sociétés de capitaux* (p. 2471, 2472) ; *son amendement (sociétés financières d'innovation)* (p. 2472) ; *régime fiscal de ces sociétés ; rôle de l'Agence nationale de valorisation (A.N.V.A.R.)* (p. 2472, 2473) ; *son amendement concernant la réduction des droits de mutation sur les fonds de commerce* (p. 2473) ; *ses observations* (p. 2473) ; *ressources des collectivités locales provenant de la taxe additionnelle* (p. 2475) ; Art. 7 : *Simplification des tâches des services du recouvrement des amendes ; institution d'une procédure simplifiée d'opposition administrative* (p. 2478) ; *application de l'article uniquement en cas de refus de payer* (p. 2479) ; Art. 27 : *Relation entre la Commission des finances et la Cour des comptes* (p. 2485) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations* [29 juin 1972] (p. 2994) ; *ses amendements* (p. 2995) ; *contrôle du Parlement sur les entreprises ou sociétés dans lesquelles les capitaux d'origine publique sont majoritaires* (p. 2995) ; en troisième lecture : *Compétence des rapporteurs particuliers des Commissions des finances du Parlement* [30 juin 1972] (p. 3097) ; Art. 4 : *Son amendement* (p. 3097) ; Art. 27 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Sabatier* (p. 3098) ; en quatrième et dernière lecture : *Ses observations* [1er juillet 1972] (p. 3116) ;

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1970 : *Contrôle de l'action gouvernementale* [6 juin 1972] (p. 2204) ; *redressement économique et financier réalisé depuis 1968 ; jugement de la Cour des comptes ; progression des dépenses ordinaires ; procédure des décrets d'avances* (p. 2205) ; *réforme de la comptabilité de l'Etat ; introduction d'une comptabilité de droits constatés et d'une comptabilité patrimoniale* (p. 2206) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance : *Ses observations* [28 juin 1972] (p. 2953) ; Art. 4 : *Son amendement (interruption de la prescription de l'action par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assurance à l'assuré)* (p. 2953) ;

— du projet de loi relatif à l'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers : *Suppression de la taxe complémentaire ; rapport du Conseil des impôts ; situation des agents généraux d'assurances et de leurs sous-agents* [29 juin 1972] (p. 2989, 2990) ; Art. 1er : *Son amendement relatif aux agents généraux d'assurances et à leurs sous-agents* (p. 2991) ; *problème des revenus annexes* (p. 2991) ; *durée de l'option* (p. 2992) ; *nature du Conseil des impôts* (p. 2993) ;

— du projet de loi approuvant une convention conclue entre le Ministre de l'Economie et des Finances et le Gouverneur de la Banque de France : *Définition de nouvelles parités entre les monnaies en raison de la dévaluation du dollar ; recours à l'emprunt* [29 juin 1972] (p. 2993) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Claude Martin tendant à modifier la loi n° 51-356 du 20 mars 1951 sur les ventes avec primes et améliorant les conditions de concurrence : *Intention du Gouvernement en matière de protection du consommateur ; renforcement du contrôle ; souci de préciser les règles d'information du consommateur ; annonce d'un projet de loi tendant à réprimer la publicité mensongère* [18 octobre 1972] (p. 4214) ; Art. 1er : *Ses deux amendements* (p. 4214, 4215) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à exclure des interdictions le service après-vente et les facilités de stationnement* (p. 4215) ; en deuxième lecture : Art. 4 : *Son avis favorable à l'amendement de M. Claude Martin supprimant dans le 1er bis la référence aux « menues prestations de service que les usages commerciaux associent en général à la vente ou à la prestation de service réalisée »* [13 décembre 1972] (p. 6122) ; Art. 5 : *Son avis favorable à l'amendement de M. Claude Martin de suppression de cet article accordant des dérogations à l'article premier* (p. 6123) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, Art. 2 : *Ses observations en faveur de l'amendement de la Commission (obligation de faire figurer au contrat le taux d'intérêt)* [18 octobre 1972] (p. 4218) ; *ses observations contre l'amendement de M. Poudevigne, inutile, car les pratiques qu'il veut empêcher (dumping, ventes à perte) sont déjà visées par la réglementation en vigueur (arrêté du 30 mai 1970)* (p. 4218, 4219) ; Art. 3 : *Faculté de renonciation ; accepte l'amendement de M. Jean-Claude Petit tendant à étendre à sept jours, jours fériés compris, au lieu de cinq le délai de renonciation* (p. 4219) ; *conforme à un report du Conseil de l'Europe ; nécessité d'englober un week-end dans ce délai* (p. 4219) ; Art. 8 : *N'est pas opposé à l'adoption de l'amendement de M. Chauvet tendant à exclure des dispositions des articles 1 à 5 les négociants voyageurs ; bonne réputation de cette catégorie de commerçants* (p. 4222).

Répond à la question d'actualité de M. Cousté relative à la protection des consommateurs [20 octobre 1972] (p. 4271).

Répond aux questions orales avec débat de MM. Philibert, Briot, Waldeck L'Huillier, Achille-Fould et Paquet relatives au remboursement de la T.V.A. aux collectivités locales : *Changement des conditions de vie dans les agglomérations urbaines* [20 octobre 1972] (p. 4278) ; *accroissement des services rendus correspondant à un accroissement des efforts financiers* (p. 4278) ; *aide financière consacrée aux collectivités locales par les pouvoirs publics* (p. 4279) ; *régime particulier dont bénéficient les collectivités locales pour leurs travaux immobiliers* (p. 4279, 4280) ; *remboursements de butoirs* (p. 4279) ; *regroupements communaux* (p. 4280) ; *décret du 10 mars 1972 ; conclusions de la commission Pianta* (p. 4280) ; *problème des finances des collectivités locales* (p. 4282) ; *masse énorme des services rendus à la population par l'Etat et les collectivités locales (réseau d'assainissement, enseignement)* (p. 4283).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973, Art. 2 : *Ses observations contre l'amendement de Mme Vaillant-Couturier tendant à supprimer la différence entre la veuve ou le veuf et la mère célibataire ou divorcée pour le calcul des parts, afin de ne pas favoriser l'union libre ; rappel de la question écrite de Mme Troisier* (20 octobre 1972) [25 octobre 1972] (p. 4363) ;

de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET MÉDAILLES : *Envisage de remplacer l'actuelle pièce de dix francs en argent par une coupure métallique ayant une circulation réelle ; construction de l'usine de Pessac ; mutations de personnel* [2 novembre 1972] (p. 4539, 4540) ; *ses réponses à M. Louis Sallé (commission de contrôle de la circulation monétaire), à M. Lamps (avenir du quai de Conti, personnel muté dans la région de Bordeaux) à M. Sprauer (fabrication d'une pièce de dix francs en métal commun)* (p. 4541) ; BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE : *Caractéristiques de ce budget ; extension de la sous-traitance ; programme de renouvellement de matériel ; réalisation de l'usine de Douai ; réorganisation de l'établissement parisien* (p. 4542) ; *sa réponse à M. Lamps sur les problèmes du personnel et la création d'emplois à Douai* (p. 4542, 4543) ; TAXES PARAFISCALES (TROIS ADDITIONS) : *Taxe destinée à la formation des collaborateurs d'architecte ; taxe perçue au profit du fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat ; taxe destinée au financement du plan d'adaptation économique et sociale de la batellerie ; observations formulées par la Cour des comptes ; préparation d'un texte destiné à permettre un meilleur contrôle de la fabrication et de la vente des produits de la parfumerie et des cosmétiques ; n'envisage pas de créer une taxe parafiscale à cette fin ; ne peut répondre à M. Brugnon sur le financement de l'office de la viande ; ses observations à M. Mario Bénard sur le centre national interprofessionnel de l'horticulture* [18 novembre 1972] (p. 5462) ; Art. 39 : *Ses observations à M. Collette sur ses deux amendements à propos des problèmes particuliers que connaissent les planteurs et les sécheurs de chicorée* (p. 5480) ; *son avis défavorable aux deux amendements de M. Lamps supprimant la taxe sociale de solidarité sur les graines oléagineuses et la taxe de solidarité sur les céréales ;* ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES : *Budget hétérogène ; diminution de la charge de la dette publique ; réduction de la dette flottante ; progression des crédits consacrés aux garanties au commerce extérieur ; progression des crédits prévus pour les dépenses en atténuation de recettes (remboursements des « butoirs ») ; progression des remboursements aux exportateurs* [18 novembre 1972] (p. 5492) ; *situation des dossiers d'indemnisation des rapatriés ; résultat de l'activité de l'agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer ; ses moyens ; utilisation des crédits d'un milliard de francs ; régression de la part des crédits affectés à la couverture du moratoire et augmentation des crédits destinés à l'indemnisation ; avance sur l'indemnisation égale à 2.000 ou à 5.000 francs ; fin du moratoire à la date à laquelle l'indemnité aura été payée ou la demande rejetée par l'agence ; diminution des apports en capital des entreprises publiques en raison de l'aisance du marché financier ; crédits affectés à la décentralisation industrielle et administrative ; dotations du fonds d'action conjoncturelle* (p. 5493) ; *sa rectification de sa réponse à M. Fortuit le 25 octobre dernier* (p. 5494) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Diminution de la charge nette du budget des Comptes spéciaux du Trésor ; forte diminution du solde des opérations à caractère temporaire ; intensification de l'effort d'équipement supporté par le fonds des adductions d'eau ; équipement routier et forestier ; appel aux emprunts obligataires et diminution de la dotation du fonds de développement économique et social et des crédits affectés aux prêts extérieurs ; clarification des comptes spéciaux ; aménagement de ressources du fonds de soutien aux hydrocarbures ; n'estime pas nécessaire la représentation du Parlement au sein du conseil de direction du F.D.E.S. dont les attributions sont de nature strictement administrative ; dépenses de fonctionnement du fonds forestier national, du fonds de soutien aux hydrocarbures ; effort d'investissement des entreprises nationales S.N.C.F., R.A.T.P., Electricité de France, Charbonnages de France ; réduction d'engagement pour Air France et la Compagnie nationale du Rhône* [18 novembre 1972] (p. 5497) ; Art. 32 : *Ses observations contre l'amendement de M. Boulay relatif au fonds spécial d'investissement routier ;*

— du projet de loi portant aménagement du monopole des allumettes : *Situation actuelle du S.E.I.T.A. ; reconversion du personnel ; importation des allumettes* [23 novembre 1972] (p. 5612, 5613) ;

— du projet de loi relatif aux remisiers et gérants de portefeuille : *Développement de l'épargne ; contrôle de la profession ; protection des épargnants* [23 novembre 1972] (p. 5614) ; Art. 3, 6 et 7 : *Ses observations* (p. 5615) ; Art. 10 : *Notion de fondateur* (p. 5616) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972 : *Simples ajustements ;*

collectif en équilibre ; n'accroît pas la part de la dépense publique dans la production nationale ; recettes : moins-value sur les impôts directs perçus par voie de rôles résultant d'un retard d'émissions d'impôts locaux) ; progression des recettes de T.V.A. ; réforme du butoir ; décret d'avance du 10 avril 1972 ; transformation en dotations en capital des prêts du F.D.E.S. antérieurement consentis à diverses entreprises nationales ; dépenses nouvelles pour la fonction publique ; crédits supplémentaires pour les **entreprises nationales** *; sa réponse aux questions de M. Sabatier concernant l'Entreprise minière et chimique ; crise de la potasse et des engrais ; ouverture de crédits en faveur de l'Education nationale ; bonifications d'intérêt de la Caisse nationale de crédit agricole* [6 décembre 1972] (p. 5933) ; *dépenses supplémentaire pour le développement et le financement de la série du* Concorde *et les constructions navales ; financement bancaire du* Concorde ; *avances aux régimes de retraite des commerçants et des artisans ; 12 dispositions législatives de caractère permanent dont : 1° régime fiscal des sociétés civiles de moyens ; régime réservé aux professions libérales et notamment aux professions médicales afin de faciliter la médecine de groupe ; 2° régime fiscal des implantations à l'étranger ; 3° remaniement de l'impôt de Bourse ; 4° financement du crédit à moyen terme entre Etats membres de la Communauté ; 5° régime fiscal des futurs centres comptables conventionnés* (p. 5934) ; Art. 2 : *Son amendement substituant aux mots : « ne soit pas supérieur à dix » les mots : « n'excède pas un chiffre fixé par décret » ; situation des sociétés civiles de moyens au regard de la patente ; exonération de la T.V.A. ; possibilité de cabinets de groupe groupant plus de dix praticiens ; son accord au sous-amendement de M. Peyret ; le décret prévu sera pris après l'avis des organisations représentatives des professions concernées sous réserve de la suppression du membre de phrase « pour chaque profession intéressée »* (p. 5937, 5938) ; Art. 3 : *Son refus de porter à dix ans le délai d'imposition des plus-values constatées lors de l'apport d'éléments d'actif par un associé à une société civile professionnelle* (p. 5938) ; Art. 5 : *Ses explications concernant l'aménagement du barème de prélèvement progressif sur le produit de jeux des casinos ; avantage financier pour les communes intéressées ; fonds de réserve* (p. 5939) ; Art. 6 : *Ses observations sur les deux amendements de M. Sabatier relatifs à la compétence du Ministre du Développement industriel et scientifique* (p. 5939) ; *sa réponse à M. Duval sur les aides au développement régional* (p. 5940) ; *accepte l'amendement de M. Sabatier tendant à accorder le bénéfice des dispositions des paragraphes I à III aux groupements de petites et moyennes entreprises ; son amendement reportant de trois mois la substitution du nouveau régime à l'ancien* (p. 5940) ; Art. 8 : *Ses précisions à propos de cet article ; ses deux amendements : le premier réduisant de 9 à 2 le nombre des taux de l'impôt de Bourse, le second, fixant l'entrée en vigueur de ces dispositions au 1er février 1973 ; simplification de l'impôt de Bourse en vue de moderniser le marché des actions et de favoriser l'accès à la Bourse de nouvelles catégories d'épargnants* (p. 5941) ; *amélioration de la protection et de l'information des épargnants* (p. 5941) ; *démarchage financier ; protection des actionnaires minoritaires ; modernisation du statut de certains intermédiaires (agents de change, remisiers, gérants de portefeuille); revision de la tarification des opérations effectuées par les intermédiaires financiers ; libre transférabilité des titres français détenus à l'étranger ; avoir fiscal ; exonération des transactions portant sur les obligations amortissables en moins de sept ans ; refonte des taux de l'impôt de Bourse* (p. 5942) ; Après l'Art. 8 : *Ses observations à l'amendement de M. Sabatier et de M. Mario Bénard tendant à demander au Gouvernement de distinguer, à partir de l'an prochain, la part des crédits de la dotation du chapitre 46-91 qu'il envisage de consacrer à la contribution à l'indemnisation et celle qu'il envisage de consacrer au moratoire ; s'engage à assurer sur ce point l'information du Parlement, mais pense que cette distinction irait à l'encontre des intérêts des rapatriés* (p. 5942, 5943) ; *difficulté de mettre en application l'amendement de M. Jean-Pierre Roux dispensant du « bon de remis » certains transports de fruits et de légumes ; son amendement tendant à appliquer aux villes nouvelles le système de rapprochement progressif des pressions fiscales qui s'applique dans le cas de fusion de communes et à maintenir pour les villes nouvelles les exonérations de patente accordées par les communes anciennes ; son amendement tendant à relever le taux maximal des droits sur les rhums et spiritueux fabriqués aux Antilles ou à la Réunion et consommés sur place ; son amendement prorogeant les dispositions de l'arti-*

cle 18-IV de la loi du 21 décembre 1970 jusqu'au 31 décembre 1974 (vente d'animaux vivants) (p. 5944) ; Après l'Art. 9 : *Ses observations à l'amendement de M. Mario Bénard à qui il assure que le Gouvernement est acquis à l'idée d'admettre la responsabilité décennale des fonctionnaires techniques mis à la disposition des collectivités locales ; création d'une caisse de garantie* (p. 5945) ; Art. 11 : *Ses deux amendements : le premier, tendant à adapter à la situation actuelle la définition des risques exceptionnels que la caisse centrale de réassurance est habilitée à garantir ; le second, ayant pour but d'éviter une contradiction de textes* (p. 5945, 5946) ; Après l'Art. 12 : *Ses observations à l'amendement de M. Duval tendant à aider les communes minières par un financement provenant du fonds d'action locale* (p. 5946) ; *son amendement instituant des centres comptables conventionnés dont la compétence serait étendue à la profession agricole ; avantages fiscaux rapprochant les conditions d'imposition des travailleurs indépendants de celles des travailleurs salariés* (p. 5947, 5948) ; *retrait afin de procéder à une concertation plus poussée avec les organisations professionnelles* (p. 5949) ; *ses observations à l'amendement de M. Le Theule ; alternance des promotions de l'Ecole militaire de la flotte et de l'Ecole navale* (p. 5950) ; *demande à M. Favre de bien vouloir retirer son amendement tendant à majorer les cotisations perçues lors de la délivrance des permis de chasse dans le but d'assurer le financement de l'aménagement du régime de l'indemnisation des dégâts causés aux cultures par le gros gibier ; s'engage à examiner cette affaire* (p. 5950) ; Etat B : *Ses observations contre l'amendement de M. Mitterrand de réduction des crédits du titre VI relatifs au plan « Electronique professionnnelle civile »* (p. 5954) ; *donne à M. Sabatier l'assurance que le texte concernant le passage des agriculteurs au régime du bénéfice réel et la faculté d'inscription du patrimoine foncier au bilan sortira le plus rapidement possible* (p. 5956) ; en deuxième lecture : *Ses observations* [18 décembre 1972] (p. 6295) ; Art. 12 *quater : Adaptations du décret du 7 décembre 1971* (p. 6296) ; *inscription du foncier au bilan pour les agriculteurs passant au régime du bénéfice réel ; passage au nouveau régime réel pour les éleveurs qui se trouvaient sous l'ancien régime* (p. 6297) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi sur la Banque de France : *Ses observations* [18 décembre 1972] (p. 6291) ; *ses observations sur les amendements déposés aux différents articles de ce projet* (p. 6292) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les banques nationales et les entreprises nationales d'assurance, Art. 5 : *Son amendement relatif aux représentants des actionnaires autres que l'Etat* [18 décembre 1972] (p. 6294) ; Après l'Art. 5 : *Son amendement concernant l'information des actionnaires autres que l'Etat* (p. 6294) ; Art. 7 : *Son amendement précisant que certains articles de la loi du 24 juillet 1966 ne sont pas applicables aux sociétés centrales d'assurances* (p. 6294) ; en troisième lecture : *Ses observations* [19 décembre 1972] (p. 6349) ; en quatrième et dernière lecture : *Ses observations sur les paroles de M. Sabatier* [20 décembre 1972] (p. 6384) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention de coopération monétaire entre les Etats membres de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (B.E.A.C.) et la République française, signée à Brazzaville le 23 novembre 1972 : *Structure du nouvel institut d'émission ; modification de la parité du franc C.F.A. ; règles d'intervention de la banque centrale ; principe de la liberté des transferts* [19 décembre 1972] (p. 6340, 6341) ; *ses observations sur les paroles de M. Odru* (p. 6341) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre la République française et la République togolaise et du protocole signés à Lomé le 24 novembre 1971, complétés par un échange de lettres signé à Lomé les 25 et 26 novembre 1971 : *Relations économiques et culturelles entre la France et le Togo* [19 décembre 1972] (p. 6339).

TERRENOIRE (Alain)

Député de la Loire
(5e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— secrétaire d'âge [11 juillet 1968] (p. 2187), [2 avril 1969] (p. 811), [2 avril 1970] (p. 745), [2 avril 1971] (p. 831, 834), [4 avril 1972] (p. 786, 789) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [21 novembre 1969] (p. 4234), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [27 mai 1970] (p. 2020) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 1er de la loi n° 67-556 du 12 juillet 1967 portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 [26 juin 1970] (p. 3217) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative au statut des magistrats [26 juin 1970] (p. 3218) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré [29 juin 1970] (p. 3311) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales [16 décembre 1970] (p. 6583) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses opérations de construction [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes [29 juin 1971] (p. 3523) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour un projet de loi tendant à compléter les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association [29 juin 1971] (p. 3528).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à fixer à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale et à vingt et un ans l'âge d'éligibilité des députés, conseillers généraux et conseillers municipaux, **n° 1521** [10 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur : 1° la proposition de loi (n° 1185), adoptée par le Sénat, tendant à abaisser l'âge de l'éligibilité pour les élections aux conseils généraux et aux conseils municipaux ; 2° la proposition de loi (n° 1507), relative à l'abaissement de l'âge d'éligibilité aux conseils municipaux, **n° 1546** [16 décembre 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1644) relatif à l'émancipation des jeunes gens qui ont accompli le service national actif, **n° 1670** [22 avril 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 54) portant traitement particulier de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue, **n° 1748** [19 mai 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier le Code électoral en vue d'instituer le scrutin majoritaire uninominal à un tour, **n° 2075** [25 novembre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1694), relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires, **n° 2118** [10 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2130) tendant à instituer une commission de contrôle sur le fonctionnement du service public des pompes funèbres, **n° 2288** [28 avril 1972].

Son rapport supplémentaire fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 54) portant traitement particulier de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue, **n° 2354** [25 mai 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi (n° 131) portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste ; (n° 293) tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; (n° 308) portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à supprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; (n° 313) tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; (n° 344) tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste ; (n° 1662) tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses, **n° 2357** [25 mai 1972].

Son rapport supplémentaire sur les mêmes propositions de loi, **n° 2394** [7 juin 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi (n° 409) tendant à fixer à vingt ans l'âge de la majorité électorale et de la majorité civile ; (n°s 113, 121, 588) tendant à fixer à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale ; (n°s 1213, 1521) tendant à fixer à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale, et à vingt et un ans l'âge d'éligibilité des députés, conseillers généraux et conseillers municipaux ; (n° 2242) relative aux droits civils et civiques ; (n° 2250) tendant à fixer à dix-neuf ans l'âge de la majorité civile et de la majorité politique et à abaisser cet âge à dix-huit ans pour ceux des intéressés qui ont satisfait à leurs obligations militaires, **n° 2692** [28 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la dicussion:

— du projet de loi portant amnistie, Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (cas des individus condamnés pour avoir refusé d'accomplir leurs obligations militaires ou s'y être soustraits en raison de convictions religieuses ou philosophiques antérieurement à la promulgation de la présente loi)* [23 juillet 1968] (p. 2485, 2486) ; *cas des objecteurs de conscience* (p. 2486) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : 1. - SERVICES GÉNÉRAUX - RECHERCHE SCIENTIFIQUE : *Recherche médicale ; son souhait de voir la recherche plus près*

de l'homme ; ses observations sur l'urbanisme, les transports, le problème des pollutions et des nuisances ; exemple de l'urbanisme [19 novembre 1968] (p. 4688) ;

— des conclusions du rapport de la Commission spéciale sur la proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale : *Mission des parlementaires ; rôle joué par le Parlement ; ses observations sur la « société nouvelle » ; ses observations sur le fait que le Parlement n'est plus qu'un des multiples intermédiaires à travers lesquels le Gouvernement et la nation dialoguent ; charges qu'implique la représentation d'une circonscription électorale ; cumul des mandats ; ses observations sur le fait que le député est devenu une super-assistante sociale et un conseiller juridique ; problème du fonctionnement de la démocratie ; puissance de l'administration ; manque d'un secrétariat personnel pour chaque parlementaire ; documentation des parlementaires ; nécessité pour les parlementaires de se procurer des collaborateurs désignés par eux et financièrement à la charge de l'Assemblée Nationale* [22 octobre 1969] (p. 2830, 2831) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Après l'Art. 1er : *Non-retransmission du débat à la télévision ; information des Français* [29 octobre 1969] (p. 3024) ; *possibilité de mettre à la disposition des contribuables un document résumant les caractéristiques essentielles de la loi de finances de l'année en cours* (p. 3024) ; *retrait de son amendement* (p. 3024) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur la recherche ; coopération scientifique internationale ; coopération relevant d'accords bilatéraux ; ses observations sur le C.E.R.N. ; théorie du « juste retour » ; activités de l'Euratom ; nature des programmes de recherches communes ; réacteurs à eau lourde ; notion de programme complémentaire ; rôle du groupe Aigrain ; ses observations sur l'usine de séparation isotopique* [6 novembre 1969] (p. 3453, 3454) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille : *Notion de coresponsabilité du père et de la mère à l'égard des enfants et des tiers ; adaptation de la loi à la vie actuelle et aux besoins d'une famille normale ; intérêt du projet de loi dans les solutions positives qu'il apporte à une famille en difficulté* [7 avril 1970] (p. 818).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la libération d'un journaliste français détenu en Grèce [17 avril 1970] (p. 1142, 1143).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : Après l'Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « une affiche rappelant les dispositions du titre IV du Code des débits de boissons, et de l'article premier du Code de la route sera placé à la porte de toutes les mairies et dans les salles principales de tous les cabarets, cafés et autres débits de boissons »* [22 avril 1970] (p. 1222, 1223) ; *campagne d'information par l'intermédiaire de la presse et des moyens audio-visuels* (p. 1223) ;

— du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Ses observations sur les paroles de M. Ducoloné* [29 avril 1970] (p. 1395), *et sur celles de M. Chazelle* (p. 1404) ; Art. 1er : *Bilan des travaux de la Commission des lois* (p. 1418).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au mouvement « Ordre nouveau » [22 mai 1970] (p. 1886).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens ; Après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 8 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (absence de mesures de détention provisoire à l'encontre d'un mineur de 16 ans)* [28 mai 1970] (p. 2046) ; *nécessité de rééduquer le jeune délinquant ; nombre des mises en détention préventive des mineurs de 18 et 16 ans ; fixation d'un délai maximum à 15 jours* (p. 2046, 2047) ; *ses observations sur les sous-amendements de M. Foyer* (p. 2047, 2048) ; en deuxième lecture : Art. 10 *quater* : *Situation des mineurs de moins de 16 ans ; indication que dans le département de la Côte-d'Or 30 % des détenus préventifs sont des mineurs de moins de 16 ans ; nécessité de faire un effort d'humanisation* [25 juin 1970] (p. 3090, 3091) ;

— du projet de loi relatif au service national, Art. 2 : *Conséquences de l'interrup-*

tion des études pendant un an [9 juin 1970] (p. 2379) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (droit de vote pour les jeunes âgés de 19 ans accomplis)* (p. 2382) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2382) ;

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Redéfinition de la politique de l'habitat collectif ; crise du logement pour les jeunes ménages ; rejet de la question préalable* [24 juin 1970] (p. 2986) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° M. Mazeaud, tendant à modifier certaines dispositions du Code de la santé publique relatives aux stupéfiants ; 2° de M. Weber et plusieurs de ses collègues, tendant au renforcement des sanctions frappant le trafic et l'usage des stupéfiants : Art. L 626 du Code de la santé publique : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour cet article par les mots : « avec l'intention d'en tirer profit »* [30 juin 1970] (p. 3323) ;

— de la proposition de loi tendant à abaisser l'âge de l'éligibilité pour les élections aux Conseils généraux et aux Conseils municipaux, et de la proposition de loi de M. Fortuit et plusieurs de ses collègues, relative à l'abaissement de l'âge d'éligibilité aux Conseils municipaux, en qualité de *Rapporteur : Lien entre l'âge de l'éligibilité et celui des obligations militaires ; association des jeunes gens à la gestion municipale ; modification de l'article L 44 du Code électoral ; âge d'éligibilité des députés ; âge des candidats à la Présidence de la République* [17 décembre 1970] (p. 6610, 6611) ; Art. unique : *Son amendement tendant à insérer au début de l'article 228 du Code électoral un premier alinéa : « Nul ne peut être élu conseiller municipal s'il n'est âgé de 21 ans révolus »* (p. 6613) ; Art. additionnels : *Ses observations sur les propositions de loi tendant à abaisser l'âge de la majorité électorale à 18 ans* (p. 6614) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre : » Proposition de loi tendant à abaisser l'âge d'éligibilité des conseillers municipaux »* (p. 6615) ;

— du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ouverte à la signature le 7 mars 1966, en qualité de *Rapporteur pour avis : Question de l'adaptation de la loi interne aux obligations consécutives à cet engagement international ; problème de la conformité de cette convention avec l'esprit général de notre droit interne ; rôle du comité* [15 avril 1971] (p. 1116) ; *difficulté de la mise en mouvement de l'action publique ; réserves faites par le Gouvernement* (p. 1117);

— du projet de loi relatif à l'émancipation des jeunes gens qui ont accompli le service national actif, en qualité de *Rapporteur : Conséquence de la discussion de la loi relative au service national actif* [11 mai 1971] (p. 1791) ; *exemples étrangers ; situation des mineurs émancipés ; difficultés d'application du texte* (p. 1791, 1792) ; Art. unique : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 1794).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Candidature de la Grande-Bretagne au Marché commun ; stabilisation des balances sterling ; endettement de la livre ; instauration d'une monnaie européenne* [9 juin 1971] (p. 2618).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, Avant l'Art. unique : *Son sous-amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Gerbet : « Il sera donné récépissé de celle-ci dans le délai de cinq jours »* [23 juin 1971] (p. 3350) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de Mme Troisier, relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires, en qualité de *Rapporteur : Modes d'exécution du service des pompes funèbres ; système de la concession* [17 décembre 1971] (p. 6894) ; *cahier des charges type ; contrôle des prix ; pouvoirs des municipalités ;*

rôle de l'autorité concédante ; redevances au profit des communes (p. 6895) ; *ses observations sur la société anonyme des Pompes funèbres générales ; exemple des funéra-riums créés par cette société ; conséquence d'un monopole de fait* (p. 6896) ; *institution d'un service public des pompes funèbres ; analyse du projet de loi* (p. 6897) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 6906, 6907) ; *ses observations sur les rappels au règlement de MM. Claudius-Petit et Charles Bignon* (p. 6908) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Achille-Fould portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste ; 2° de M. Edouard Charret tendant à la répression des discriminations raciales et de la provocation à la haine raciste ; 3° de M. Andrieux portant modification des article 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales ; 4° de M. Robert Ballanger tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites ; 5° de M. Andrieux tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupements de fait incitant à la haine raciste ; 6° de M. Chazelle tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses, en qualité de *Rapporteur : Indication de quelques exemples de racisme ; immigration en France ; ses observations sur le mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix* [7 juin 1972] (p. 2280) ; *délit d'incitation à la discrimination raciale ; répression des discriminations raciales* [7 juin 1972] (p. 2281) ; *ses observations sur son rapport supplémentaire* (p. 2292) ; Art. 7 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2294) ; Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2295) ; Titre : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre de la proposition de loi : « proposition de loi relative à la lutte contre le racisme »* (p. 2295).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux professeurs de C.E.T. [20 octobre 1972] (p. 4268, 4269).

TERRENOIRE (Louis)

Député de l'Orne
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 aril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant de la France à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 427), [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôts :

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 679) autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le protocole et les trois échanges de lettres joints, signés à Alger le 2 octobre 1968, **n° 899** [20 novembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1614) autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le protocole et deux échanges de lettres, signés à Paris le 29 mai 1970, **n° 1637** [6 avril 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 11 février 1950 pour rendre la médiation obligatoire dans les conflits collectifs du travail non réglés par la procédure de conciliation, **n° 1735** [19 mai 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, n° 1958 [30 juin 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 1er : *Ses observations sur le terme d'« enseignements publics et privés » ; enseignement supérieur devant être ouvert aux anciens étudiants ; universités devant se conformer à l'évolution démocratique exigée par la révolution industrielle et technique* [8 octobre 1968] (p. 3106) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le protocole et les trois échanges de lettres joints, signés à Alger le 2 octobre 1968, en qualité de *Rapporteur pour avis : Elimination des doubles impositions ; relations culturelles et techniques ; économie algérienne ; relations commerciales entre les deux pays ; problème du pétrole ; quitus fiscal* [27 novembre 1969] (p. 4401, 4402) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le protocole et deux échanges de lettres signés à Paris le 29 mai 1970, en qualité de *Rapporteur : Normalisation des rapports franco-marocains ; coopération entre les deux pays ; assistance économique et financière* [15 avril 1971] (p. 1113) ; *portée de la Convention fiscale ; cas des assistants techniques ; assistance administrative ; durée de l'application de la Convention* (p. 1114) ;

— sur la motion de censure : *Absence des questions internationales dans la motion de censure ; héritage du général de Gaulle en politique étrangère ; attachement de la France à la paix ; relations françaises avec les deux grandes puissances ; condamnation de la guerre du Vietnam ; résultats du voyage du Président de la République en U.R.S.S. ; détente entre l'Allemagne fédérale et l'Est ; question de Berlin* [20 avril 1971] (p. 1259) ; *conférence de La Haye ; demande d'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun ; règlement financier ; balances sterling ; dossier algérien* (p. 1260) ; *écart entre le prix des matières premières exportées et celui des produits finis ou des biens d'équipements importés ; voyage du Président de la République en Afrique occidentale ; coopération culturelle ; présence en France d'une importante main-d'œuvre algérienne ; importance de l'entente entre les Etats du Maghreb pour la paix en Méditerranée* (p. 1261) ; *avenir du peuple palestinien ; possibilité, dans la concertation à quatre, de voir siéger les ministres des affaires étrangères à la place des ambassadeurs* (p. 1262) ;

— du projet de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association : *Ses observations sur un problème de procédure parlementaire* [23 juin 1971] (p. 3352) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi sur la filiation, ses explications de vote ; *Ses observations sur les handicapés légaux* [2 décembre 1971] (p. 6349) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Conséquences du développement des techniques audiovisuelles sur la vie politique ; déontologie des journalistes qui assurent le service public de radiodiffusion et de télévision* [15 juin 1972] (p. 2532) ; *respect de l'auditeur et du télespectateur* (p. 2533).

THILLARD (Paul)

Député des Hautes-Pyrénées
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi tendant à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation [20 décembre 1972] (p. 6416) ;

— Vice-président de cette Commission [20 décembre 1972] (p. 6416).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Prestations de Sécurité sociale pour les assurés sociaux ayant besoin des soins thermaux ; fréquentation des stations thermales françaises ; fonctionnement financier des stations ; rétablissement de l'indemnité journalière* [22 juillet 1968] (p. 2423, 2424) ; Ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la Sécurité sociale : *Retrait des amendements M. Pons* (p. 2433, 2434) ; Ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967 portant modification de divers textes relatifs à la pharmacie, aux prestations et à certains accidents du travail et maladies professionnelles : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du texte prévu par l'article 12 pour le petit b) de l'article L 283 du Code de la Sécurité sociale : « ... à indemnité journalière, sauf lorsque l'intéressé est dans une situation financière difficile suivant les conditions fixées par décret »* (p. 2444) ; *retrait de son amendement* (p. 2444) ; *retrait de l'amendement de M. Pons* (p. 2444) ; *son amendement tendant à supprimer l'article 22, pour permettre d'assimiler les mesures prises dans le régime général au régime agricole* (p. 2448) ; *retrait de son amendement* (p. 2448) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Aide à domicile ; ticket modérateur ; doublement du plafond de 200 heures par an qui, par son insuffisance, oblige les assistantes sociales à solliciter des placements d'enfants ; profession d'infirmière soignante diplômée d'Etat ; information sur la profession d'infirmière ; ses observations sur les écoles ; statut de monitrices* [6 novembre 1968] (p. 3998, 3999) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème de la police ; instruction permanente des personnels ; révision des techniques ; ventilation des emplois nouveaux entre Paris et la province ; participation des compagnies républicaines de sécurité aux missions des corps urbains ; situation des rapatriés ; délai pour le remboursement de leurs dettes ; conditions d'attribution des prêts aux rapatriés ; indemnisation de la valeur des biens perdus en Afrique ; rôle de l'agence de défense des biens* [14 novembre 1968] (p. 4394, 4395) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème des handicapés ; formation des éducateurs ; rôle de l'infirmière ; mise en place d'un cycle de trois années d'études ; financement du fonctionnement des écoles ; participation des infirmières soignantes aux commissions hospitalières* [21 novembre 1969] (p. 4201, 4202) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Ses observations sur la loi de 1966 ; garanties contre les petits risques ; versement des prestations aux malades en cours de traitement ; rôle des administrateurs élus ; participation aux élections des administrateurs* [2 décembre 1969] (p. 4492, 4493);

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance : *Amélioration du sort des travailleurs les plus défavorisés ; éventail des salaires ; notion de solidarité nationale ; défense du travailleur dans les périodes et les régions où sévit le sous-emploi* [10 décembre 1969] (p. 4775) ;

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault : *Importance du projet de loi ; fonds de dotation de la Régie ; origines de l'actionnariat ouvrier à l'étranger et en France ; situation des travailleurs ; im-*

portance de l'information ; sa question de savoir comment seront réparties les actions ; ses observations sur l'ordonnance de 1967 relative à l'intéressement [16 décembre 1969] (p. 4959, 4960).

Pose à M. le Premier Ministre une question **d'actualité relative aux écoles préparant aux professions para-médicales** [29 mai 1970] (p. 2148, 2149).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation **d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e Plan** : *Ouverture de l'économie française sur le monde; ses observations sur la zone « franc », rythme du développement de l'agriculture ; renforcement de la trame industrielle française ; problème des transports maritimes ; question des sous-traitances ; industrialisation des provinces françaises ; financement des parcs nationaux ; mise en place d'un réseau de communications ; ses observations sur la S.N.C.F. ; aménagement des routes transpyrénéennes ; importance de la construction d'autoroutes vers le Nord* [15 juin 1970] (p. 2666, 2667) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EDUCATION NATIONALE : *Objectif de la prise en charge totale de tous les frais d'études dans tous les enseignements par la nation ; ses observations sur les bourses ; possibilité de maintenir l'aide de l'Etat en faveur de l'élève, même redoublant ; problème de l'information et de l'orientation ; ses observations sur les œuvres sociales universitaires ; allocation d'études ; possibilité de créer une caisse nationale d'allocations de formation* [14 novembre 1970] (p. 5572) ;

— du projet de loi portant approbation du VI^e Plan de développement économique et social : *Nécessité de préparer l'équipement des villes pour les hommes* [15 juin 1971] (p. 2939) ; *modification des mentalités* (p. 2940) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Evolution du nombre des infirmiers et des infirmières ; information des jeunes ; horaires de travail et rémunération des infirmières ; rôle de l'infirmière* [4 novembre 1971] (p. 5315, 5316) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles : *Création d'une allocation pour frais de garde ; extension de l'allocation de logement ; rôle des associations d'aide aux mères* [30 novembre 1971] (p. 6196) ; *situation des travailleuses familiales ; dépenses restant à la charge des familles pour l'instruction des enfants ; systèmes des bourses de l'éducation nationale* (p. 6197) ;

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale : *Amélioration des retraites ; cas des travailleurs ayant exercé des tâches pénibles pendant une longue période* [1^er décembre 1971] (p. 6267) ; *situation des mères de famille ; problème de l'inaptitude ; calendrier d'application des mesures prévues dans le projet de loi ; taux des pensions de retraite de la Sécurité sociale* (p. 6268) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Durée d'application de la loi ; assiette de la taxe ; projet de loi d'orientation sur le commerce et l'artisanat* [18 mai 1972] (p. 1681, 1682) ;

— du projet de loi portant statut de la **radiodiffusion-télévision française** : *Ses observations sur le monopole ; conséquences du progrès technique* [15 juin 1972] (p. 2543) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Migrations vers les métropoles en expansion ; sa demande que l'action de l'Institut de développement industriel porte un peu plus sur les régions isolées ; aide aux industries décentralisées ; anti-impôt en faveur de l'industrialisation des territoires situés loin des métropoles* [9 novembre 1972] (p. 4937, 4938) ;

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes : *Nombre d'emplois féminins en France* [21 novembre 1972] (p. 5552) ; *notion de travail de valeur égale ; nécessité de faciliter aux femmes la cessation temporaire de l'activité professionnelle ; réglementation sur les conditions de travail* (p. 5553) ;

— du projet de loi garantissant aux travailleurs salariés une rémunération mensuelle minimale : *Indication des bénéficiaires de la loi ; son application* [30 novembre 1972] (p. 5781) ; *versement de l'allocation complémentaire* (p. 5782).

THOME-PATENÔTRE (Mme Jacqueline)

Député des Yvelines
(8e circonscription)
F.G.D.S. puis N.I., puis app. S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [3 octobre 1969) (p. 2492).

S'apparente au groupe socialiste (21 octobre 1969] (p. 2797).

Cesse d'être apparentée au groupe socialiste [15 octobre 1970] (p. 4349).

S'apparente au groupe socialiste [16 novembre 1971] (p. 5806).

Est nommée:

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 du M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi n° 55-1552 du 28 novembre 1955 en vue d'interdire toute publication permettant, en cas de délit ou de fugue, d'identifier l'institution à laquelle un mineur est confié, n° **332** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 378 du Code pénal en vue de la défense de l'enfance martyre, n° **371** [17 octobre 1968].

Sa proposition de loi relative à l'égalité de rémunération des travailleurs du sexe féminin et du sexe masculin, n° **586** [20 décembre 1968].

Sa proposition de loi sur l'autorité parentale, n° **642** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi relative à la protection de la population civile en cas de guerre atomique, n° **646** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à l'établissement d'une charte de l'animal, n° **2022** [21 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire la mention du groupe sanguin sur la carte d'identité nationale, n° **2153** [16 décembre 1971].

Sa proposition de loi modifiant l'article L 251-3 du Code de l'aviation civile relatif à l'extension de la compétence de l'aéroport de Paris de 50 à 100 kilomètres, n° **2827** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part au débat sur la question orale de M. Durafour relative à la situation des organismes de travailleuses familiales ; *Amélioration de la formation des travailleuses familiales ; nécessité pour le Gouvernement de garantir aux organismes employeurs un financement adéquat et aux travailleuses une rémunération correcte* [18 octobre 1968] (p. 3416).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Sort des handicapés et de leurs familles ; rapport de M. Bloch-Lainé ; insuffisance du nombre d'établissements d'accueil ; nécessité d'élaborer un véritable plan d'équipement ; problème des ressources pour les adultes handicapés ; possibilité pour l'Etat d'encourager les contrats d'assurance survie ; possibilité d'admettre la déduction totale des frais d'assurance pour le calcul de l'impôt sur le revenu ; harmonisation entre les différents régimes d'indemnisation ; obligations alimentaires ; absence de couverture du risque maladie pour les handicapés de plus de 20 ans ; assurance volontaire* [6 novembre 1968] (p. 3989, 3990).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français :

Déficit des chemins de fer ; transport des voyageurs ; nécessité pour la S.N.C.F. de disposer des mêmes conditions de compétitivité que les autres modes de transports ; tarifs préférentiels de la S.N.C.F. ; obligations de la S.N.C.F. pendant la période de vacances ; dépenses d'infrastructures de la S.N.C.F. ; rapport Nora ; modernisation du centre de triage de Trappes ; saturation des réseaux de banlieue ; circulation automobile de plus en plus difficile dans Paris ; association de la notion de rentabilité et de celle de service public [16 octobre 1969] (p. 2706) ;

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Situation du canton de Saint-Arnoult-en-Yvelines ; création d'une Z.A.D. provisoire portant sur plus de 46.000 hectares ; ses conséquences* [13 novembre 1969] (p. 3682) ; *taxe locale d'équipement perçue en vertu de la loi d'orientation foncière ; mode de calcul des superficies et de leur valeur au mètre carré ; plaintes de membres d'une association les « Castors de l'Ile de France » ; augmentation du prix de revient des logements ; crise du logement* [14 novembre 1969] (p. 3773) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur les fédérations de ciné-clubs ; leur rôle culturel ; développement d'une culture cinématographique* [20 novembre 1969] (p. 4070, 4071) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille : *Modernisation de notre code civil ; gestion par la femme du budget familial ; nombre de femmes qui travaillent ; discordance entre l'évolution des conceptions et habitudes de vie et les textes régissant le droit de la famille ; exemple des inconvénients de l'actuelle législation ; situation d'une mère célibataire ; protection des enfants ; situation des grands-parents ; ouverture de la tutelle quand un enfant est orphelin ; choix de la résidence ; problème du recours à la justice* [7 avril 1970] (p. 811, 812) ; Art. 372 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (cas de désaccord persistant entre le père et la mère ; rôle du juge des tutelles)* [8 avril 1970] (p. 860) ; *modalités du recours à la justice* (p. 860) ; *rôle du juge d'instance* (p. 862) ; Art. 383 du Code civil : *Administration légale des biens* [9 avril 1970] (p. 900) ; ses explications de vote : *Situation actuelle des femmes ; règlement des conflits graves et persistants entre époux sur l'avenir de leurs enfants* [16 avril 1970] (p. 1098) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : *Augmentation du nombre des accidents de la route ; rôle de l'alcool dans les accidents ; taux d'alcoolémie de 0,80 g ‰* [16 avril 1970] (p. 1108, 1109).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Deniau, Chazelle, Ansquer, Fouchier, Olivier Giscard d'Estaing et Nilès relatives à la situation des handicapés physiques [6 mai 1970] (p. 1562) : *Cas des adolescents et jeunes adultes inadaptés qui ne peuvent rester dans les instituts médico-pédagogiques en raison de leur âge ; mauvaise répartition géographique des établissements ; simplification des procédures administratives ; établissement d'un dossier standard souhaité dans le rapport Bloch-Lainé* (p. 1562).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (nullité de toute clause d'un contrat régissant l'occupation d'un local à usage d'habitation et portant interdiction de posséder un animal domestique)* [28 mai 1970] (p. 2097) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2097, 2098) ; *dépôt d'un projet de loi sur les loyers ; retrait de son amendement* (p. 2098).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux veuves d'assurés sociaux [5 juin 1970] (p. 2288).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, Art. additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (nullité de toute clause d'un contrat interdisant de posséder un animal domestique)* [24 juin 1970] (p. 3006) ; *atteinte à la liberté individuelle* (p. 3006) ; *modification de son amendement en substituant le mot « familier » au mot « domestique »* (p. 3007).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la saturation du réseau téléphonique [26 juin 1970] (p. 3175, 3176).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, TRANSPORTS. — SERVICES COMMUNS ET TRANSPORTS TERRESTRES : *Ses observations sur les déplacements quotidiens des travailleurs de la région parisienne* [9 novembre 1970] (p. 5409) ; *aspect des gares ; augmentation des prix des billets de banlieue ; situation des femmes ; situation dans la région de La Verrière-Le Mesnil-Saint-Denis-Maurepas-Elancourt ; problème de la fréquence des trains ; ses observations sur les villes nouvelles ; absence de plan de transport ; projet de turbotrain entre Paris et Lyon ; réseau express régional* (p. 5410) ;

— du projet de loi instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'un parent isolé : *Aide aux veuves ; fixation des conditions matérielles par décret* [10 décembre 1970] (p. 6404) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Griotteray tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs : *Introduction en France de jeunes chiens et chats ; instauration de la vaccination obligatoire contre les maladies virales ; composition de la Commission d'études chargée de l'identification des chiots par tatouage ; fichier central* [4 mai 1971] (p. 1625) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « par la seule société centrale canine, sous couvert du Ministère de l'Agriculture, tel que prévu par les arrêtés signés du Ministre de l'Agriculture, et insérés au Journal officiel n° 53 du 4 mars 1971 »* (p. 1629) ; *rôle de la société centrale canine pour l'amélioration des races de chiens en France ; organisation du fichier central ; retrait de son amendement* (p. 1629) ; en deuxième lecture, Art. 1er : *Problème d'un marché parallèle* [29 juin 1971] (p. 3520) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « par le Ministère de l'Agriculture à l'exclusion de toute société privée »* (p. 3521) ; *problème de l'immatriculation des chiens* (p. 3521) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur : 1° sa proposition de loi tendant à compléter l'article 378 du Code pénal en vue de la défense de l'enfance martyre ; 2° celle de Mme de Hauteclocque, tendant à compléter l'article 378 du Code pénal afin d'assurer une meilleure protection des enfants dont la santé pourrait être gravement compromise par de mauvais traitements ou par défaut de soins : *Problème de la prévention et du dépistage ; hommage à M. Alexis Danan, président des comités de vigilance de l'enfance martyre et de l'enfance délinquante ; dispositions prévues par l'article 312 du Code pénal ; origine des parents indignes ; secret professionnel* [7 mai 1971] (p. 1761) ; *construction de centres de placement* (p. 1762) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du texte proposé par l'amendement du Gouvernement pour l'article 378 du Code pénal : « En outre, les mêmes personnes sont tenues d'informer les autorités administratives chargées des actions sanitaires et sociales des sévices ou privations infligés à des mineurs de quinze ans dont elles ont eu connaissance à l'occasion de l'exercice de leur profession »* (p. 1765) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 1765) ; *référence aux autorités administratives et médicales* (p. 1766) ;

— du projet de loi relatif à l'émancipation des jeunes gens qui ont accompli le service national actif : *Situation des réformés et des fils de parents « morts pour la France » ; inégalité entre les droits de l'homme et de la femme ; possibilité de fixer la majorité électorale et civile pour tout le monde à l'âge de dix-neuf ans* [11 mai 1971] (p. 1793) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Chèque-logement : montant des prêts du Crédit foncier ; primes dans la région parisien-*

ne ; construction du logement social dans les villes moyennes [10 juin 1971] (p. 2673) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME) : *Difficultés pour les jeunes ménages de se loger ; logement social ; ses observations sur la quantité d'HLM à louer, bâties chaque année* [29 octobre 1971] (p. 5101) ; *surpeuplement de la région parisienne ; ses observations sur la zone 2 A ; construction de logements à bon marché dans les villes moyennes ; réforme des circuits de prêts et des primes à la construction* (p. 5102) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Insuffisance de l'équipement sanitaire ; possibilité de présenter un bilan annuel des réalisations du VI^e Plan ; problème de l'équipement des villes nouvelles* [4 novembre 1971] (p. 5305) ; *pénurie d'assistantes sociales chargées de la protection maternelle et infantile dans la région parisienne ; multiplication des crèches dans la région parisienne ; problème des enfants inadaptés ; service de santé médico-scolaire* (p. 5306).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au trafic ferroviaire de la banlieue Nord [19 novembre 1971] (p. 5981).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection ; Art. 1^er : *Son amendement complétant l'article 215-4 du Code rural ; son retrait* [2 octobre 1972] (p. 3851) ; *la nécessité d'examen de tous les lieux où sont hébergés les animaux de compagnie* (p. 3851) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Mesures sociales plus spectaculaires que réelles ; personnes âgées ; pension de réversion pour les veuves à cinquante-cinq ans ; taux de cette pension ; rentiers viagers ; charte du troisième âgée élaborée par le groupe de travail Robert Fabre ; logement des personnes âgées ; leur insertion sociale (soins à domicile et aide ménagère) ; assistantes sociales de la fonction publique ; dépistage des cas d'enfants marthyrs ; handicapés ; allocation de salaire unique ; allocation pour frais de garde ; insuffisance des moyens financiers de la prévention sociale* [6 novembre 1972] (p. 4744, 4745) ; LOGEMENT : *Développement des villes moyennes préférable aux villes nouvelles ; manque de coordination ; insuffisance des crédits de l'éducation nationale pour la région parisienne ; absence de prévisions en matière de transports à Paris ; qualité de l'habitat et de l'urbanisme ; difficultés pour les constructeurs dans la zone 2 A ; attente de l'attribution de la prime à la construction* [16 novembre 1972] (p. 5326, 5327) ;

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes : *Ses observations sur la proposition de la fédération de la gauche démocrate et socialiste tendant à établir l'égalité des rémunérations entre les travailleurs masculins et féminins* [21 novembre 1972] (p. 5553) ; *nature juridique des sanctions applicables aux infractions ; délais de parution des décrets ; indication que les femmes ne disposent pas de possibilités de recyclage suffisantes* (p. 5554) ;

— du projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire : *Portée restrictive de ce texte qui s'en tient à une simple amélioration de la procédure judiciaire ; son souhait d'un fonds de garantie ; cas du débiteur insolvable ; amendement de la commission des lois, qui limite la demande d'intervention du fonds à ceux dont les ressources ne dépassent pas le plafond fixé par les articles 66 et 67 du décret du 3 septembre 1972 ; revalorisation des pensions alimentaires* [5 décembre 1972] (p. 5852) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale : *Ses observations sur la loi relative à la régulation des naissances ; manque d'information en France* [7 décembre 1972] (p. 5999) ; *rôle de l'Office ; son vote* (p. 6000).

THORAILLER (Edmond)

Député d'Eure-et-Loir
(2^e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre Ier du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles [19 décembre 1970] (p. 6734).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 957) autorisant la ratification de l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la République unie de Tanzanie, la République de l'Ouganda et la République du Kenya, signé à Arusha le 24 septembre 1969, n° **969** [12 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1108) autorisant la ratification de la Convention consulaire, signée le 22 janvier 1969, entre la République française et la République socialiste de Tchécoslovaquie, n° **1194** [4 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2232) autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie relative à la loi applicable et à la compétence en matière de droit des personnes et de la famille, signée à Paris le 18 mai 1971, n° **2351** [24 mai 1972].

Sa proposition de loi tendant à créer une taxe d'extraction, n° **2621** [9 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Foyers de jeunes travailleurs ; leur rôle ; subvention donnée à ces foyers ; Etat pouvant prendre en charge la rémunération des animateurs* [6 novembre 1968] (p. 3997) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cas des déportés politiques ; retraite mutualiste des anciens combattants ; problème de la pathologie de la captivité ; réouverture des dossiers de pension déposés par les prisonniers de guerre après la forclusion du délai antérieur ; possibilité d'avancer l'âge de la retraite professionnelle proportionnellement au nombre d'années passées en captivité pour les anciens déportés et internés ; éventualité de recréer la commission chargée de résoudre les problèmes du contentieux des anciens combattants* [8 novembre 1968] (p. 4199, 4200) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cas des anciens d'Afrique du Nord ; problème de la retraite mutualiste ; problème relatif aux anciens prisonniers de guerre ; retraite du combattant ; rapport constant ; situation des anciens combattants titulaires de la carte au titre des opérations militaires postérieures au 11 novembre 1918 ; crédits libérés en raison de la disparition de certains combattants de la Première Guerre mondiale ; commission ministérielle sur la pathologie de la captivité ; problème de la levée des forclusions* [31 octobre 1969] (p. 3207, 3208) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème des foyers de jeunes travailleurs ; définition de ces foyers ; leur prix de pension ; leur action socio-éducative* [21 novembre 1969] (p. 4185) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'Accord créant une association entre la Communauté économique euro-

péenne et la République unie de Tanzanie, la République de l'Ouganda et la République du Kenya, signé à Arusha le 24 septembre, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur l'article 238 du Traité de Rome ; relations commerciales entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et divers pays ; caractéristiques de cet Accord ; ses observations sur la Communauté de l'Est africain ; Protocole relatif au café non torréfié, aux clous de girofle et aux conserves d'ananas ; droit d'établissement ; problèmes institutionnels* [16 décembre 1969] (p. 4942, 4943) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Lacunes du budget ; retraite du combattant ; discrimination entre les anciens combattants ; problème de la fixation de la retraite professionnelle à 60 ans pour les anciens prisonniers de guerre, les déportés et les internés ; exemple de la Belgique ; nécessité de réunir une table ronde ; ses observations sur les déclarations de M. Pompidou, candidat à la présidence de la République* [26 octobre 1970] (p. 4697) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Prise en charge par le régime général au titre de l'assurance maladie des ascendants de guerre et veuves « hors guerre » et des veuves au taux de réversion ; cas des anciens militaires d'Afrique du Nord ; leur représentation au conseil d'administration de l'Office ; égalité de la retraite du combattant pour toutes les générations du feu ; problème de la fixation de la retraite professionnelle au taux plein à 60 ans pour les victimes de la captivité et de la déportation* [22 octobre 1971] (p. 4817, 4818) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Défense des vallées ; vallée de l'Eure ; taux des amendes ; importance des jardins familiaux dans les espaces verts des régions urbaines* [8 novembre 1971] (p. 5522).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 40 de la Constitution aux amendements relatifs à la pension des anciens prisonniers de guerre* [2 décembre 1971] (p. 6295).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Rossi, Nilès, Gilbert Faure, Valenet et Brocard, relatives aux anciens combattants : *Attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; égalité des retraites pour les combattants des deux guerres ; âge de la retraite pour les anciens prisonniers de guerre* [30 juin 1972] (p. 3065, 3066).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. - SERVICES GÉNÉRAUX. — PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT : *Exploitation des carrières ou ballastières de sable et d'alluvions ; sa demande d'enquête publique avant leur ouverture ; inventaire des sites pittoresques ; problème financier solutionné au sein des groupements syndicaux ; taxe parafiscale d'extraction ; sa proposition de loi à ce sujet* [27 octobre 1972] (p. 4498) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Relèvement du plafond de la retraite mutualiste ; abaissement de l'âge de la retraite professionnelle à 60 ans ; sa satisfaction de la création de commissions sur le rapport constant, sur les forclusions et sur les problèmes des anciens d'Afrique du Nord ; sa demande d'y associer les parlementaires ; son désir d'autres rajustements de la retraite du combattant de 1939-1945 ; pathologie de la captivité* [2 novembre 1972] (p. 4566).

TIBERI (Jean)

Député de Paris
(3e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. René Capitant, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission supérieure de codification [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance [27 mai 1970] (p. 2020) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député (n° 2683) [29 novembre 1972] (p. 5743) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française [15 décembre 1972] (p. 6286) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 2, 6, 25 (alinéa 1er) et 30 de la loi n° 67-521 du 3 juillet 1967 relative à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas et l'article 2 (alinéa 1er) de la loi n° 63-759 du 30 juillet 1963 relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée de ce territoire [18 décembre 1972] (p. 6314) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques [20 décembre 1972] (p. 6416) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — III. - Services du Premier Ministre. — Services généraux : Fonction publique), **n° 394** [23 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — III. - Fonction publique, **n° 840** [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1022) relatif à l'exercice de fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat, **n° 1077** [15 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2214) portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, **n° 2309** [16 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2426), modifié par le Sénat, portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, **n° 2470** [27 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la lé-

gislation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2591) tendant à la création d'une commission de contrôle sur le fonctionnement de la Réunion des théâtres lyriques nationaux, n° **2677** [22 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 2683), n° **2780** [14 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX. — CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problèmes de la fonction publique ; rôle de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique ; moyens dont dispose le Secrétariat d'Etat ; mesures prises en 1968 ; augmentation des rémunérations publiques ; protocole général de la fonction publique ; réduction de la durée du travail ; généralisation de la semaine de cinq jours ; situation des auxiliaires ; ses observations sur les nominations au tour extérieur ; problèmes sociaux ; difficultés qu'éprouvent les handicapés physiques à entrer dans la fonction publique ; action des administrations en matière de formation professionnelle ; problème de la mobilité des administrateurs civils ; écrêtement des pensions* [4 novembre 1968] (p. 3863 à 3865) ; POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Augmentations des tarifs ; ses observations sur le téléinformatique* [9 novembre 1968] (p. 4243) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. — JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Ses observations sur le tiers temps ; difficultés à Paris, notamment pour trouver des terrains ; problème du transport des enfants ; utilisation à plein temps des établissements existants* [30 octobre 1969] (p. 3126) ; POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Présentation du budget ; effort d'investissement ; financement des télécommunications ; réticences des collectivités locales à l'égard du système des avances remboursables ; rôle de la société de financement des télécommunications ; problème de l'augmentation des taxes ; question du raccordement des abonnés; politique de développement à l'industrie des télécommunications ; service des chèques postaux ; nécessité de donner aux chèques postaux la possibilité de tirer d'importantes ressources du placement des fonds collectés auprès du public ; question sociale concernant cette administration* [3 novembre 1969] (p. 3242) ; JUSTICE : *Amélioration du recrutement du Centre national d'études judiciaires ; action du juge des enfants ; bilan quantitatif et qualitatif* [5 novembre 1969] (p. 3392) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Problème du surloyer ; nécessité de réserver les H.L.M. aux personnes les plus défavorisées ; situation de la région parisienne ; plafond de ressources exigé pour l'accession à un logement H.L.M. ; fonds d'action conjoncturelle ; amélioration et entretien de l'habitat ; épargne-logement ; modification des modes d'intervention et de financement du Fonds national d'amélioration de l'habitat ; amélioration de l'allocation-logement ; action des P.A.C.T.* [14 novembre 1969] (p. 3773, 3774) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SERVICES GÉNÉRAUX. — CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Création des instituts régionaux ; problème de la fonction publique ; conditions matérielles de fonctionnement ; aménagement des conditions de travail ; problème des travailleurs handicapés ; promotion sociale ; ses observations sur les catégories de personnel C et D ; amélioration des rapports entre l'administration et le public ; réforme de l'E.N.A. ; problème des carrières ; commission présidée par M. Bloch-Lainé ; renforcement du corps des administrateurs civils ; promotion sociale ; fonction publique ; réhabilitation de la notion de responsabilité ; humanisation des rapports entre l'administration et le public* [18 novembre 1969] (p. 3884 à 3886) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : OFFICE DE RADIO-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Information télévisée ; égalité entre les deux chaînes ; émulation entre elles ; politique des programmes ; politique commerciale de l'Office ; expansion vers les pays francophones* [21 novembre 1969] (p. 4221, 4222) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille ; Art. 1384 du Code

civil : *Ses observations sur la responsabilité des parents en raison des dommages causés par leurs enfants mineurs habitant avec eux ; problèmes de la responsabilité dans le cas où leurs enfants, à la suite d'une mesure d'assistance publique, ne se trouveraient plus avec eux* [9 avril 1970] (p. 903, 904).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Nécessité d'un minimum d'ordre et d'esprit de travail dans les établissements d'enseignement ; objectif devant être la formation apportée à l'élève ; nécessité d'associer l'enseignement à la vie ; nécessité que des filières conduisent l'étudiant à une profession ; école maternelle ; expérience du tiers temps pédagogique ; système de formation des professeurs et des maîtres ; enseignement de la pédagogie dans l'enseignement supérieur ; enseignement secondaire ; existence de conseils de classe ; politisation des lycées et des collèges ; enseignement supérieur ; principe d'autonomie ; enseignement technique ; ses observations sur les études médicales ; recherche de débouchés possibles pour les étudiants qui n'accéderont pas au doctorat en médecine* [15 avril 1970] (p. 1062 à 1064).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'assouplissement du crédit (industrie automobile, électroménager) [24 avril 1970] (p. 1290, 1291).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat, en qualité de *Rapporteur : Evolution et humanisation de notre civilisation ; problème des handicapés ; intérêt économique de la présente réforme ; croissance économique impliquant une pleine utilisation des capacités productives ; caractère du travail à temps partiel ; portée du texte ; assouplissement des structures de l'administration ; modification du statut général de la fonction publique ; ses observations sur les droits à pension ; règles du cumul du service à mi-temps ; extension de ce principe de travail à mi-temps au personnel du cadre hospitalier, notamment aux infirmières ; cas des fonctionnaires occupant un emploi hors de la métropole ; limitation du bénéfice du travail à mi-temps aux personnels déjà en place ; institution du travail à mi-temps et non d'un travail à temps partiel ; pouvoir d'appréciation de l'administration ; ses observations sur les conditions exigées ; durée de la faculté dont disposera le fonctionnaire de travailler à mi-temps ; garanties et avantages statutaires attachés dans la fonction publique au travail à mi-temps ; assiette des cotisations du fonctionnaire ; maintien des prestations familiales ; problème de la disparition du salaire unique ; problème de l'existence d'un plafond de salaire ; portée de l'expérience* [21 mai 1970] (p. 1828 à 1830) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « les fonctionnaires titulaires » à insérer les mots : « en activité »* (p. 1836) ; *champ d'application du texte* (p. 1836) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « sur le territoire métropolitain de la France »* (p. 1837) ; *extension, par décret, de l'application de ce texte hors du territoire métropolitain* (p. 1836) ; *fonctionnement des services* (p. 1838) ; Art. additionnels : *Ses observations sur l'amendement de Mme Chonavel* (p. 1838) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Un décret fixera la date et les modalités d'application de la présente loi aux fonctionnaires en service hors du territoire métropolitain »* (p. 1839) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT) : *Situation des personnes seules, des personnes âgées et des handicapés ; lutte contre les bidonvilles ; problème de l'habitat ancien ; nécessité d'une politique globale du logement ; modification des modes d'intervention et de financement du fonds national d'amélioration de l'habitat ; aménagement de l'allocation de logement* [5 novembre 1970] (p. 5152) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE (CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE) : *Ses observations sur l'institut international d'administration publique* [13 novembre 1970] (p. 5487) ; *promotion sociale ; formation permanente ; admission des handicapés au sein de l'administration ; question des limites d'âge prévues pour les concours internes ; problème de la déconcentration ; allégement de la tutelle ; relations de l'administration avec le public ; école nationale d'administration ; instituts régionaux d'administration ; travail à mi-temps ; problème des administrateurs de la Ville de Paris ; ses observations sur la commission présidée*

par M. Bloch-Lainé ; affectation des fonctionnaires issus de l'E.N.A. (p. 5488, 5489) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Après l'Art. 62 : *Ses observations sur les programmes sportifs; situation des amateurs de football ; ses observations sur les émissions pour enfants* [16 novembre 1970] (p. 5612).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique, une question orale avec débat relative aux revendications des fonctionnaires [30 avril 1971] (p. 1591) : *Déception provoquée par l'arrêt des négociations entre le Gouvernement et les syndicats de la fonction publique ; situation de la catégorie B de la fonction publique ; problème des retraites ; question de l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement de base ; modernisation de l'administration* (p. 1595).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux maisons de retraite privées [5 mai 1971] (p. 1649, 1650).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : FONCTION PUBLIQUE ET RÉMUNÉRATIONS : *Réforme de l'Ecole nationale d'administration ; situation matérielle des fonctionnaires ; problème de la catégorie B ; allégement de la tutelle financière et administrative ; formation professionnelle et promotion sociale ; admission des handicapés dans la fonction publique* [25 octobre 1971] (p. 4854) ; *indemnité de résidence ; institut national d'administration publique ; situation des administrateurs de la Ville de Paris ; problème de l'information* (p. 4855) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME) : *Zones d'aménagement différé ; critères déterminant la priorité d'accès aux logements H.L.M. ; allocation de logement ; amélioration de l'habitat ancien* [28 octobre 1971] (p. 5067) ; *rôle des organismes de propagande et d'action contre les taudis ; Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat* (p. 5068) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Situation de l'O.R.T.F. ; nécessité que l'O.R.T.F. ouvre davantage ses portes sur l'extérieur* [8 novembre 1971] (p. 5502).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au désordre du centre Censier [28 avril 1972] (p. 1199, 1200).

Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, en qualité de *Rapporteur : Amélioration du régime des congés de longue maladie pour les fonctionnaires ; fixation par décret de la liste des maladies ouvrant droit à ces congés ; coordination des dispositions de ce projet avec celles qui concernent le travail à mi-temps* [25 mai 1972] (p. 1897, 1898).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : FONCTION PUBLIQUE : *Formation professionnelle continue ; régime social des fonctionnaires ; promotion sociale ; rapports entre l'administration et les administrés ; délais de versement des pensions de retraite ; assistantes sociales et infirmières ; professeurs d'enseignement général de collège ; problème du recrutement et de la formation du corps des administrateurs de la ville de Paris ; travail à mi-temps* [13 novembre 1972] (p. 5089, 5090).

TINAUD (Jean-Louis)

Sénateur des Pyrénées-Atlantiques

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des Relations avec le Parlement (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat, chargé des Relations avec le Parlement (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Interventions :

Répond à la question d'actualité de M. Claude Roux relative aux calamités agricoles en Guadeloupe [20 novembre 1970] (p. 5844).

Répond à la question d'actualité de M. Chazelle relative à la hausse des prix [5 mai 1972] (p. 1402).

Répond à la question d'actualité de M. Madrelle relative aux travailleurs sans emploi [9 juin 1972] (p. 2382).

Répond à la question d'actualité de M. Stasi relative au Comité du sport olympique français [9 juin 1972] (p. 2383, 2384).

Répond à la question d'actualité de M. Bertrand Denis relative aux prestations familiales [9 juin 1972] (p. 2384).

Répond à la question orale sans débat de M. Carpentier relative à la brucellose [9 juin 1972] (p. 2392).

TISSANDIER (Maurice)

Député de l'Indre
(2e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la création d'une caisse nationale du commerce et de l'artisanat destinée à aider les petits commerçants et artisans victimes des mutations économiques, n° **2240** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un permis de conduire spécial pour les véhicules automobiles capables de dépasser la vitesse de 170 kilomètres/heure, n° **2325** [18 mai 1972].

Sa proposition de loi tendant au contrôle obligatoire des véhicules automobiles accidentés ou dont la date de première mise en circulation remonte à plus de dix ans, n° **2519** [30 juin 1972].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à l'indemnité viagère de départ [10 octobre 1969] (p. 2621) : *Exigences de l'A.D.A.S.E.A. pour accorder le bénéfice de l'I.V.D. ; complexité des textes applicables en matière d'I.V.D. ; nécessité d'une campagne d'information ; rôle possible des actualités télévisées* [10 octobre 1969] (p. 2622).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [12 juin 1970] (p. 2581) ; *droit d'indemnisation des personnes physiques de nationalité française* (p. 2581) ; *ses observations sur les conditions ouvrant droit à indemnisation des personnes morales ; détention d'une partie du capital de la société par des personnes, parentes ou alliées jusqu'au 6e degré ; retrait de son amendement* (p. 2581) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (répartition de la valeur d'indemnisation entre le propriétaire et le gérant exploitant)* (p. 2588) ; *gérance de fonds de commerce* (p. 2588) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « notamment lors des deux dernières années d'activité » les mots : « à l'occasion des cinq derniers exercices ayant précédé la spoliation »* (p. 2588) ; *modalités et calcul de la valeur d'indemnisation dans les entreprises industrielles, commerciales ou artisanales* (p. 2588) ; *retrait de son amendement* (p. 2589) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (cas où les renseignements comptables ou fiscaux ne pourraient être fournis ; établissement de la valeur d'indemnisation dans ce cas)* (p. 2589) ; *barèmes forfaitaires ; retrait de son amendement* (p. 2589) ; Art. 29 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « sous réserve que ces autorisations ou licences aient été effectivement exploitées par l'intéressé »* (p. 2590) ; *cas des transports publics à petite distance ; retrait de son amendement* (p. 2590) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Ses observations sur le sport automobile ; intérêt de ce sport ; inadaptation de nos circuits ; nécessité de réduire les hécatombes routières actuelles ; nécessité de la compétition automobile* [23

octobre 1970] (p. 4649, 4650) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Equipement rural ; problème de l'élevage ; revenu de l'éleveur ; augmentation des prix agricoles de base* [6 novembre 1970] (p 5307, 5308) ; *problème du porc ; ses observations sur les éleveurs de bovins ; primes données aux éleveurs des régions défavorisées ; problème de la voirie et du remembrement, de l'adduction d'eau potable et de l'électrification* (p. 5308) ; *exemple de l'arrondissement de La Châtre ; problème du département de l'Indre* (p. 5309) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Equipements de production et de modernisation ; politique concernant les zones de rénovation rurale* [15 novembre 1971] (p. 5771) ; *ses observations sur l'Indre ; développement de l'élevage ; crédits du fonds d'action rurale* (p. 5772).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre une question orale avec débat relative aux accidents de la route [5 mai 1972] (p. 1403) : *Action menée par le Gouvernement pour renforcer la sécurité routière ; réforme du permis de conduire ; épreuve de conduite de nuit ; institution d'un permis spécial « sports » ; renforcement des mesures de sécurité (capitonnage du tableau de bord, amélioration des pare-brise, port de la ceinture de sécurité) ; contrôle obligatoire des véhicules ; pose de glissières métalliques devant les arbres ; amélioration des secours portés aux blessés* (p. 1406, 1407).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Loi de programme concernant les commerçants et les artisans ; crise du petit commerce ; création d'une caisse nationale du commerce et de l'artisanat ; financement de l'aide* [18 mai 1972] (p. 1685) ; *taxation sur le chiffre d'affaires* (p. 1686) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS : *Importance du sport automobile qui n'a pas, dans ce budget, la place qu'il mérite ; perfectionnement des jeunes conducteurs ; facteur de la sécurité générale ; exploitation des circuits automobiles permanents ; profit pour notre industrie automobile* [27 octobre 1972] (p. 4458, 4459) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Aménagement rural ; nécessité de réagir contre la tendance au dépeuplement ; importance de l'industrialisation des petites communes ; adductions d'eau, assainissement, voirie ; constructions rurales, électricité* [14 novembre 1972] (p. 5157) ; *exploitation familiale ; son regret de la stagnation des crédits d'enseignement ; bon budget* (p. 5158).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Pierre Villon, Fouchier, Bricout, Bertrand Denis relatives aux problèmes de la viande : *Création de l'O.N.I.B.E.V. par voie réglementaire* (1er décembre 1972] (p. 5829) ; *pouvoirs de décision du conseil d'administration de l'Office ; représentation des diverses catégories intéressées* (p. 5829) ; *méthodes à suivre pour obtenir une augmentation de la production de la viande (relèvement des prix d'orientation)* (p. 5830).

TISSERAND (André)

Député du Territoire de Belfort (1re circonscription)
App. U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre [23 juin 1970] (p. 2950) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré [29 juin 1970] (p. 3311) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales [16 décembre 1970] (p. 6583) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions retant en discussion du projet de loi relatif à diverses opérations de construction [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— représentant titulaire à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 octobre 1972] (p. 4180) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député (n° 2683) [29 novembre 1972] (p. 5743) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant affiliation des maires et adjoints au régime de retraite complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques [20 décembre 1972] (p. 6416);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un médiateur [20 décembre 1972] (p. 6416).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à faciliter l'acquisition de logements par certaines catégories de locataires, n° **633** [3 avril 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur : 1° le projet de loi (n° 858) relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille ; 2° les propositions de loi (n°s 642, 747, 773) ayant le même objet, n° **1032** [2 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1140), modifié par le Sénat, relatif à l'autorité parentale, n° **1143** [19 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à supprimer les articles 336, 337, 338 et 339 du Code pénal sanctionnant l'adultère de la femme et l'entretien de concubine au domicile conjugal, n° **1217** [10 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 324 du Code pénal en vue d'établir l'égalité entre les époux, n° **1219** [10 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1109) tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de l'intervention militaire française au Tchad, n° **1241** [11 juin 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 1201, adopté par le Sénat, modifiant l'article 357-2 du Code pénal, n° **1316** [25 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 312 et suivants du Code civil concernant les conditions dans lesquelles peut intervenir le désaveu de paternité, n° **1457** [25 novembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier les règles de la citation en conciliation en matière de divorce ou de séparation de corps, n° **1458** [25 novembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et

de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1487) modifiant les dispositions du Code civil relatives aux dispenses d'âge en vue du mariage, n° **1542** [15 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1619) modifiant et complétant le décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, et la loi n° 58-208 du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circultation de véhicules terrestres à moteur, n° **1631** [2 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1219) tendant à modifier les dispositions de l'article 324 du Code pénal en vue d'établir l'égalité entre les époux, n° **1715** [11 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1758) relatif à diverses opérations de construction, n° **1797** [**7 juin 1971**].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1772) modifié par le Sénat, modifiant et complétant le décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, et la loi n° 58-208 du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, n° **1828** [10 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 1882), relatif à diverses opérations de construction, n° **1916** [25 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à rectifier et compléter les dispositions de la loi du 16 juillet 1971 relative aux diverses opérations de construction, n° **2072** [25 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2072) tendant à rectifier et compléter les dispositions de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative aux diverses opérations de construction, n° **2108** [8 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2205) relatif au contentieux des dommages de guerre, n° **2217** [4 avril 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2428), adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction, n° **2469** [23 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire, sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction, n° **2480** [28 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2635) adopté par le Sénat, relatif à la garantie du risque de responsabilité civile en matière de circulation de certains véhicules terrestres à moteur, n° **2696** [29 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2607) adopté par le Sénat, relatif aux infractions concernant les bateaux, engins et établissements flottants circulant ou stationnant sur les eaux intérieures, n° **2705** [1er décembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2576), complétant la loi n° 71-584 du 16 juillet 1971, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis

par l'article 1779-3° du Code civil, n° 2733 [6 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, Art. 1er *B* : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 1 de cet article : « Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net de la société devient à la clôture d'un exercice inférieur au quart du capital social, les associés... »* [18 décembre 1968] (p. 5632) ; *son sous-amendement tendant à la fin du texte proposé par l'amendement de M. Le Douarec à substituer aux mots : « le quart du capital n'a pas été reconstitué » les mots : « l'actif net n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale au quart du capital social »* (p. 5632) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe III de cet article : « Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net de la société devient à la clôture d'un exercice inférieur au quart du capital social, le conseil d'administration... »* (p. 5632) ; *son sous-amendement tendant à la fin du texte proposé par l'amendement de M. Le Douarec à substituer aux mots : « le quart du capital n'a pas été reconstitué » les mots : « l'actif net n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale au quart du capital social »* (p. 5632) ; *notion d'action net comptable* (p. 5632) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (peines subies par le gérant)* (p. 5636) ; Après l'Art. 12 *bis* : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (peines subies par le président ou les administrateurs d'une société anonyme)* (p. 5636) ;

— du projet de loi portant amnistie : *Amnistie fiscale ; complexité de notre fiscalité ; irrecevabilité de son amendement* [26 juin 1969] (p. 1757) ; Art. 2 : *ses observations sur les manifestations n'ayant pas eu pour origine un problème artisanal, rural ou commercial, mais ayant pris la forme d'une protestation de caractère fiscal* (p. 1759) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, Justice : *Caractère du budget ; ses observations sur la justice civile ; son efficacité ; situation des magistrats et des auxiliaires de justice ; ses observations sur le fait que la plupart des auxiliaires de justice et des tribunaux sont en dehors de la vie des affaires ; suppression de la requête en matière de divorce ; création d'un véritable service de « public relations » au Ministère de la Justice* [5 novembre 1969] (p. 3390, 3391) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le fait que, selon l'article 213 du Code civil, la femme est soumise à l'autorité maritale ; situation des enfants ; égalité de l'homme et de la femme dans leurs rapports respectifs dans la vie du ménage ; rôle des époux dans la direction de la famille ; situation des femmes célibataires ; rôle des grands-parents ; rôle du magistrat en tant qu'arbitre ; problème du commandement à deux têtes ; cas des enfants naturels ; problème soulevé par la reconnaissance volontaire d'un enfant ; situation d'un garçon et d'une fille non mariés qui sont d'accord pour vivre ensemble ; droits des grands-parents ; sanction devant frapper les hommes ou les femmes qui ne paieront point la pension alimentaire qu'ils doivent ; nécessité de multiplier les chambres de la famille* [7 avril 1970] (p. 809, 810) ; Art. 213 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa du texte proposé pour cet article : « les époux assurent ensemble la direction morale et matérielle de la famille. Ils pourvoient à l'éducation des enfants et préparent leur avenir »* [8 avril 1970] (p. 852) ; *ses observations sur son amendement* (p. 852) ; *son amendement tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas du texte proposé pour cet article* (p. 852) ; Après l'Art. 213 du Code civil : *Détermination de celui sur qui pèsent les charges du ménage* (p. 853) ; Art. 215 du Code civil : *Problème du choix de la résidence* (p. 853, 854) ; *son amendement tendant à substituer au troisième alinéa de cet article de nouvelles dispositions (cas où la résidence choisie par le mari présente pour la famille des inconvénients graves* (p. 854) ; *ses observations sur l'expression « dangers d'ordre physique ou moral »* (p. 854) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'expression « parentale »* (p. 855) ; Art. 371-2 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à remplacer*

les mots « est donné » par le mot « appartient » (p. 855) ; Art. 371-3 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, après les mots « la maison familiale » à supprimer la fin de l'article* (p. 856) ; Art. 371-4 du Code civil : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa de cet article de nouvelles dispositions (relations personnelles de l'enfant avec ses grands-parents ; recours au tribunal en cas d'abus)* (p. 856) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « en considération de situations exceptionnelles, le tribunal peut accorder un droit de correspondance ou de visite à d'autres personnes, parents ou non »* (p. 857) ; Art. 372 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à supprimer les mots « comme il est dit à l'article 213 »* (p. 860) ; *son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (cas de désaccord entre le père et la mère ; rôle du juge)* (p. 860) ; *rôle du magistrat conciliateur ; rôle du juge des tutelles ; ses observations sur l'amendement de M. Bustin ; difficulté pour les magistrats de connaître les droits régionaux* (p. 861) ; *mission du juge des tutelles* (p. 863) ; Art. 363 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa (paragraphe 3) du texte proposé pour cet article par les mots : « pendant une durée de six mois au moins »* (p. 863) ; *conditions dans lesquelles l'autorité parentale peut être provisoirement retirée aux pères et mères placés dans certains cas déterminés ; cas du père de famille non respectueux de ses obligations alimentaires ; délai de pénalité de six mois* (p. 863) ; *son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa (paragraphe 3) du texte proposé pour cet article : « le tribunal pourra, à titre exceptionnel, décider qu'une condamnation pour abandon de famille n'entraînera pas la perte de l'exercice de l'autorité parentale »* (p. 863) ; *son amendement tendant dans le cinquième alinéa (paragraphe 4) de cet article à supprimer les mots : « du moins »* (p. 864) ; *son amendement, tendant dans ce texte, à substituer au mot : « mourir » le mot : « décéder »* (p. 864) ; Art. 373-3 du Code civil : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa de ce texte à supprimer les mots « qui avait statué en dernier lieu sur la garde »* (p. 864) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (détermination de la personne qui aura la garde de l'enfant)* (p. 864) ; *mission du conseil de famille* (p. 864) ; Art. 373-4 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « s'il ne reste plus ni père ni mère en état d'exercer l'autorité parentale, il y aura lieu à l'exercice d'une tutelle ainsi qu'il est dit à l'article 390 ci-dessous »* (p. 864) ; Art. 373-5 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 865) ; Art. 374 du Code civil : *Son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de ce texte de nouvelles dispositions (conditions de l'exercice de l'autorité parentale)* (p. 865) ; *autorité parentale de la mère de l'enfant naturel* (p. 865) ; Art. 374-1 du Code civil : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « décider de nommer à l'enfant une garde provisoire qui sera chargée de requérir l'ouverture d'une tutelle » les mots : « décider de confier la garde provisoire à un tiers qui sera chargé de requérir l'organisation de la tutelle »* [9 avril 1970] (p. 881) ; *ses observations sur son amendement* (p. 881) ; Après l'Art. 374-1 du Code civil : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « dans tous les cas prévus au présent titre la tutelle peut être ouverte lors même qu'il n'y aurait pas de biens à administrer »* (p. 881) ; Art. 375 du Code civil : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article, avant le mot « compromises » à insérer le mot « gravement »* (p. 883) ; *possibilités données aux magistrats de prendre des mesures d'assistance éducative ; conditions d'éducation d'un enfant* (p. 883) ; *investigations du juge des enfants* (p. 884) ; Art. 375-3 du Code civil : *Nécessité de ne pas confondre la notion de domicile avec celle du milieu* (p. 885, 886) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. de Grailly par les mots : « ordinaire ou spécialisé »* (p. 886) ; *son amendement tendant à supprimer les sixième et septième alinéas de cet article* (p. 887) ; *conditions dans lesquelles le juge des enfants peut intervenir après la décision de divorce fixant les modalités de garde de l'enfant* (p. 887) ; *ses observations sur les faits connus postérieurement au jugement du divorce* (p. 888) ; *rôle du juge des enfants en cas de divorce* (p. 888) ; Art. 375-1 du Code civil : *Détermination du juge des enfants* (p. 889) ; *question de savoir s'il faut informer l'enseignement des difficultés familiales* (p. 891) ;

Art. 875-7 du Code civil : *Mesures d'assistance éducatives souvent prises avant de prononcer la déchéance de l'autorité parentale* (p. 892) ; Art. 375-8 du Code civil : *Son amendement tendant à substituer à la deuxième phrase de ce texte les dispositions suivantes : « sauf la faculté pour le juge de les en décharger tout ou en partie »* (p. 893) ; Art. 376-1 du Code civil : *Ses observations sur les accords et les pactes établis entre les parents* (p. 893) ; *son amendement tendant à la fin de cet article à supprimer les mots : « à moins que l'un d'eux ne justifie de motifs graves qui l'autoriseraient à révoquer son consentement »* (p. 893) ; Art. 377 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « ou du délégataire » les mots : « et du délégataire »* (p. 894) ; Art. 377-2 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de ce texte : « sous réserve des dispositions de l'article 352, la délégation pourra... »* (p. 895) ; *nécessité d'assurer une certaine sécurité au bénéfice de l'adoptant* (p. 895) ; *son amendement tendant dans le troisième alinéa de cet article à substituer aux mots : « que deux ans » les mots : « qu'un an »* (p. 895) ; *demande de restitution* (p. 895) ; *ses observations sur le terme : « irrévocable »* (p. 895) ; Art. 378-1 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa, à substituer aux mots : « tribunal civil » les mots : « juridiction civile »* (p. 896) ; *compétence du tribunal civil* (p. 896) ; Art. 379 du Code civil : *Dispense de l'obligation alimentaire en cas de déchéance* (p. 896, 897) ; Art. 379-1 du Code civil : *Son amendement tendant dans la première phrase de cet article à supprimer les mots : « de l'autorité parentale »* (p. 898) ; *son amendement tendant dans la deuxième phrase de cet article à substituer aux mots : « l'un ou de quelques-uns seulement » le mot : « certains »* (p. 898) ; Art. 380 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alnéa de cet article, à substituer aux mots : « soit désigner un tiers comme gardien provisoire, à charge pour lui de requérir l'ouverture d'une tutelle dans les termes du droit commun » les mots : « soit désigner un tiers qui assumera provisoirement la garde de l'enfant à charge pour lui de requérir l'organisation de la tutelle »* (p. 898) ; Art. 381 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « du tribunal civil » les mots : « de la juridiction civile »* (p. 899) ; *son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « que deux ans » les mots : « qu'un an »* (p. 899) ; *son amendement tendant à la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « de deux ans » les mots : « d'un an »* (p. 899) ; *retrait de son amendement* (p. 899) ; *son amendement tendant au troisième alinéa de cet article à substituer aux mots : « pourra, le cas échéant, requérir » les mots : « réquerra, le cas échéant »* (p. 899) ; Art. 383 du Code civil : *Gestion de biens* (p. 900) ; Art. 385 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « Les charges de cette jouissance sont : 1° Celles... »* (p. 901) ; Après l'Art. 215 du Code civil : *Problèmes consécutifs au divorce ; enquêtes sur la personnalité de l'enfant* (p. 902) ; *son amendement tendant, après les nouvelles dispositions proposées pour l'article 215, à insérer un nouvel article : « Si l'autorité parentale est exercée en commun par les deux parents, le père est administrateur légal. Dans les autres cas, l'administration légale appartient à celui des parents qui exerce l'autorité parentale »* (p. 903) ; Art. 1384 du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné* (p. 904) ; Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bustin* [16 avril 1970] (p. 1095) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « La présente loi entrera en vigueur le 1er janvier 1971. »* (p. 1096) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1096) ; Art. 11 : *Droit de jouissance légale* (p. 1096) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1096) ; Art. 13 : *Son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « délai de deux ans prévu par le second alinéa de cet article », les mots : « délai prévu par le second alinéa dudit article »* (p. 1096) ; Après l'Art. 14 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les dispositions des articles 1er, 2, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 de la présente loi sont applicables aux T.O.M. »* (p. 1097) ; *dispositions applicables aux Territoires d'outre-mer* (p. 1097) ; *statut des fonctionnaires* (p. 1098) ; Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre : « Projet de loi relatif à l'autorité parentale »* (p. 1098) ; **en deuxième lecture,** en

qualité de *Rapporteur* : *Modifications faites par le Sénat ; cas de désaccord entre les époux sur les modalités d'éducation des enfants ; ses observations sur le tribunal compétent ; autorité parentale exercée sur l'enfant naturel ; assistance éducative ; situation des époux qui ont fait l'objet d'un jugement de séparation de corps ou de divorce ; délégation de l'autorité parentale ; valeur des pactes conclus entre époux relatifs à l'exercice de l'autorité parentale* [20 mai 1970] (p. 1804, 1805) ; Art. 371-3 du Code civil : *Ses observations sur cet article* (p. 1805) ; Art. 372 et 372 *bis* du Code civil : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (cas de désaccord persistant entre le père et la mère)* (p. 1805) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1805, 1806) ; *conditions dans lesquelles le père et la mère pouvaient, pendant le mariage, exercer leur autorité ; cas de désaccord entre les parents* (p. 1806) ; *son amendement tendant à supprimer l'article 372 bis du Code civil* (p. 1807) ; *retrait de son amendement* (p. 1808) ; Art. 373-3 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter la première phrase du troisième alinéa de cet article par les mots suivants : « tant qu'il n'en aura pas été autrement ordonné »* (p. 1808) ; *notion de circonstance exceptionnelle ; cas de disparition par décès de l'époux qui avait obtenu la garde* (p. 1808) ; Art. 375-2 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « un établissement sanitaire ou d'éducation, ordinaire ou spécialisé, » les mots : « un établissement approprié »* (p. 1809) ; *retrait de son amendement* (p. 1809) ; Art. 375-3 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le quatrième alinéa de cet article : « à un service ou à un établissement approprié »* (p. 1809) ; *retrait de son amendement* (p. 1809) ; Art. 376-1 du Code civil : *Son amendement tendant après les mots : « entre eux à ce sujet » à supprimer la fin de cet article* (p. 1810) ; *retrait de son amendement* (p. 1810) ;

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Réforme des études médicales ; situation des étudiants actuellement en deuxième et troisième année en médecine et qui vont subir les conséquences des nouveaux textes ; incertitudes relatives à l'avenir de l'internat en médecine* [15 avril 1970] (p. 1072).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : *Interdiction de prendre le volant d'un véhicule après avoir bu de façon excessive ; caractère du débat ; caractère du texte ; conditions des prélèvements sanguins ; analyse de contrôle ; ses observations sur la publication du bureau suisse de prévention contre les accidents ; alcoolisme ne constituant pas la seule cause des accidents dans la circulation ; ses observations sur les conducteurs qui sont à la limite du taux d'alcoolémie de 0,80 à 0,90 ‰* [16 avril 1970] (p. 1112, 1113) ; Art. 1er : *Ses observations sur les sursis* [22 avril 1970] (p. 1217) ;

— en deuxième lecture, avec débat restreint, de la proposition de loi tendant à modifier les articles 234 et 235 du Code civil relatifs à la procédure du divorce, Art. 1er : *Ses observations sur ce texte ; son vote* [5 mai 1970] (p. 1510) ; en troisième lecture, Art. 1er : *Conception du divorce en France ; situation de l'époux demandeur au moment où il va comparaître devant le magistrat conciliateur ; aggravation des situations préexistantes par le jeu de la procédure ; nécessité de faire confiance aux juges* [19 novembre 1970] (p. 5782, 5783) ;

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens : *Caractère du texte ; ses observations sur les magistrats de l'instruction ; situation en province des magistrats chargés de l'instruction ; cas de l'individu supposé innocent et mis en prison ; budget du Ministère de la justice* [27 mai 1970] (p. 2001, 2002) ; Art. 138 du Code de procédure pénale : *Son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa (11°) proposé pour cet article* (p. 2009) ; *suppression des dispositions relatives au cautionnement ; inconvénients du cautionnement ; mission du juge d'instruction* (p. 2009) ;

— du projet de loi relatif au service national, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots : « Sous leur seule signature »* [9 juin 1970] (p. 2376) ; *harmonisation de ce texte avec la loi relative à l'autorité parentale* (p. 2376) ;

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, Art. additionnels : *Nullité des clauses interdisant de posséder un animal domestique ; ses observations sur ces derniers* [24 juin 1970] (p. 3006) ;

— de la deuxième parlie du projet de loi de finances pour 1971, JUSTICE : Ses *observations sur les palais de justice ; situation des magistrats ; augmentation du nombre des candidats aux concours de la magistrature ; enseignement du droit des affaires ; nécessité que la nation et l'O.R.T.F. prennent en considération les magistrats ; recyclage des magistrats* [29 octobre 1970] (p. 4922, 4923) ; *réforme des professions judiciaires* (p. 4924) ;

— du projet de loi modifiant les dispositions du Code civil relatives aux dispenses d'âge en vue du mariage, en qualité de *Rapporteur : Age de la « puberté légale » ; ses observations sur la procédure d'autorisation du Président de la République ; cas où le Président de la République peut intervenir* [16 décembre 1970] (p. 6567, 6568) ;

— du projet de loi modifiant et complétant le décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisaion de l'industrie des assurances, et la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, en qualité de *Rapporteur : Droit des assurances* [22 avril 1971] (p. 1369) ; *possibilité donnée aux sociétés d'assurances d'adopter la structure des sociétés commerciales ; évolution du droit de la liquidation ; cas des sociétés à forme mutuelle* (p. 1370) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans le premier alinéa de l'article 3 du décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, substituer aux mots : « 24 juillet 1867 » les mots : « 24 juillet 1966 »* (p. 1371) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Un article 3* bis *ainsi rédigé est inséré dans le décret précité du 14 juin 1938 »* (p. 1371) ; Art. 5 du décret du 14 juin 1938 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa* (2°) *du texte proposé pour cet article, après les mots : « souscriptions de contrats » à insérer les mots : « ou par publication de souscriptions qui n'existent pas »* (p. 1372) ; *problème des sanctions* (p. 1372) ; Art. 5 *ter* du décret du 14 juin 1938 : *Son amendement tendant après les mots : « règlements en vigueur » à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article : « Sous réserve, en ce qui concerne les entreprises non commerciales, des adaptations qui sont rendues nécessaires par leur régime juridique particulier et qui sont précisées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 3 du présent décret »* (p. 1372) ; Art. 22 *bis* du décret du 14 juin 1938 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, après les mots : « les articles 47* a *et 47* b *» à insérer les mots : « du Livre 1er »* (p. 1374).

Pose à M. le Ministre de l'économie et des finances une question orale sans débat relative aux publications des associations familiales [5 mai 1971] (p. 1656, 1657).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil, PROJET DE LOI RELATIF A DIVERSES OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION, en qualité de *Rapporteur : Nécessité de finir une construction ; information des copropriétaires* [10 juin 1971] (p. 2651) ; *suppression des fonctions d'investisseur et de copropriétaire ; établissement d'un contrat de promotion-construction ; responsabilité des promoteurs ; ses observations sur les sociétés civiles de vente ; problème des coopératives ; existence de conseils de surveillance ; codification de la législation sur la construction immobilière en France* (p. 2652, 2653) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « destinés à être vendus » les mots : « en vue de leur vente »* [11 juin 1971] (p. 2777) ; *son amende-*

ment tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (attribution des immeubles) (p. 2777) ; *interprétation de l'article premier du projet de loi* (p. 2777) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « sur leurs biens en proportion » les mots : « sur tous leurs biens à proportion »* (p. 2777) ; *son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots : « un associé » à rédiger ainsi la fin de cette phrase : « qu'après mise en demeure adressée à la société et restée infructueuse »* (p. 2778) ; *mise en vente des parts sociales des associés ne répondant pas aux appels de fonds* (p. 2778) ; *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article, après les mots : « tout créancier » à rédiger ainsi la fin de cette phrase : « social qui en fera la demande, le nom et le domicile, réel ou élu, de chacun des associés »* (p. 2778) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « n'a pas été réparé » à rédiger ainsi la fin de cet article : « ou si le créancier n'a pas été indemnisé soit par la société, soit par la compagnie d'assurance qui garantit la responsabilité de celle-ci »* (p. 2778) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (obligation pour les associés de satisfaire aux appels de fonds)* (p. 2778) ; *possibilité pour les sociétés civiles immobilières d'arrêter les opérations sociales s'il apparaît que la fin du programme ne peut être réalisée dans l'état des finances de la société* (p. 2778) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (cas où un associé n'a pas satisfait à ses obligations)* (p. 2778) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article : « toutefois, nonobstant toutes dispositions contraires... : »* (p. 2778) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (affectation des sommes provenant de la vente)* (p. 2779) ; *ses observations sur la notion de privilège* (p. 2779) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (situation des sociétés coopératives ayant pour objet la construction d'un ou de plusieurs immeubles à usage principal d'habitation en vue de leur division par lots destinés à être attribués en propriété aux associés)* (p. 2779) ; *mission des sociétés coopératives ; ses observations sur la notion de programme* (p. 2779, 2780) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (objet de chaque société coopérative de construction)* (p. 2780) ; Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer aux mots : « tout ou partie de l'élaboration et de la réalisation » les mots : « l'élaboration et la réalisation de tout ou partie »* (p. 2780) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (conditions dans lesquelles une société coopérative peut être appelée à commencer son programme ; garantie donnée par un établissement financier)* (p. 2780) ; *indication de diverses catégories d'immeubles* (p. 2781) ; *détermination de la présence d'une certaine proportion de coopérateurs* (p. 2781) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (transfert de propriété par la société à un associé)* (p. 2782) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (cas où la société n'a pas confié à un promoteur immobilier l'élaboration et la réalisation de tout ou partie de son programme de construction)* (p. 2782) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (rôle de l'assemblée générale)* [12 juin 1971] (p. 2806) ; Art. 9 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article après le mot : « contrat » à insérer les mots : « de vente »* (p. 2804) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (droit d'un associé avant la signature du contrat de vente)* (p. 2804) ; Art. 11 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « dans le cas où » le mot : « si »* (p. 2805) ; *son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « des lots »* (p. 2805) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du 2° alinéa de cet article (cas où un associé ne satisfait pas à ses obligations)* (p. 2805) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article (affectation des sommes provenant de la vente en cas de défaillance d'un associé)* (p. 2805) ; *ses observations sur l'expression : « privilège préférable »* (p. 2805) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (cas où un associé démissionnaire présente un nouvel associé solvable)* (p. 2806) ; *son amendement tendant après la première phrase du troisième*

alinéa de cet article à insérer une nouvelle phrase (inopposabilité de la résolution aux tiers) (p. 2806) ; *son amendement tendant à la fin du dernier alinéa de cet article à supprimer les mots : « des lots »* (p. 2806) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (impossibilité de céder volontairement les droits sociaux pendant l'opération de construction* (p. 2806) ; Art. 13 : *Son amendement tendant au début du dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « les sociétés visées » les mots : « dans le cas visé »* (p. 2806) ; *son amendement tendant après les mots : « ou des immeubles » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « aux prévisions statutaires et qu'elle a statué sur les comptes définitifs »* (p. 2807) ; Art. 14 : *Son amendement tendant après les mots : « de l'ensemble » à rédiger ainsi la fin de cet article : « quand il y a lieu de décider une exclusion ou d'autoriser une démission »* (p. 2807) ; Après l'Art. 14 : *Son amendement tendant après les mots : « de l'ensemble » à rédiger ainsi la fin de cet article : « quand il y a lieu de décider une exclusion ou d'autoriser une démission »* (p. 2807) ; Après l'Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné* (p. 2807) ; *son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article : « Les dispositions au présent titre sont d'ordre public »* (p. 2807) ; *son amendement tendant à insérer un titre 2 bis ainsi rédigé : « Modifications apportées au fonctionnement des sociétés régies par la loi du 28 juin 1938 »* (p. 2808) ; *application de la loi du 28 juin 1938* (p. 2808) ; *possibilité donnée aux constructeurs qui participent à des opérations de faible ampleur de construire par eux-mêmes dans le cadre de la loi de 1938* (p. 2810) ; *contrat de construction* (p. 2811) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (constitution des sociétés visées au titre II)* (p. 2811) ; Avant l'Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'intitulé du titre III : « Contrat de promotion immobilière »* (p. 2812) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2813) ; *modification de l'article 1779 du Code civil ; obligations des promoteurs ; contrat de louage* (p. 2813, 2814) ; Avant l'Art. 16 : *Son amendement tendant à insérer les dispositions suivantes : « Chapitre 1er. — Dispositions générales »* (p. 2814) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à substituer aux deux premiers alinéas de cet article de nouvelles dispositions : « Au livre III du Code civil, il est ajouté un titre VIII bis ainsi conçu : Titre VIII bis. — Du contrat de promotion immobilière »* (p. 2814) ; Art. 1799-1 du Code civil : *Son amendement tendant à substituer un nouveau texte à celui proposé pour cet article (définition du contrat de promotion immobilière)* (p. 2814) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2914, 2815) ; Art. 1799-2 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (conséquence de la conclusion du contrat)* (p. 2816) ; Art. 1799-3 du Code civil : *Son amendement tendant à substituer au texte proposé pour cet article un nouveau texte (cas où avant l'achèvement du programme le maître de l'ouvrage cède les droits qu'il a sur celui-ci)* (p. 2816) ; *caractère du contrat* (p. 2816) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Collette par un nouvel alinéa : « le contrat de promotion immobilière fera l'objet d'une publication dans le journal d'annonces légales du lieu du ou des immeubles à réaliser »* (p. 2816) ; Art. 1799-4 du Code civil : *Son amendement tendant à substituer au texte proposé pour cet article un nouveau texte (mission du promoteur)* (p. 2818) ; Art. 1799-5 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 2818) ; *conséquence de la liquidation de biens* (p. 2818) ; *son amendement tendant à substituer aux deux premiers alinéas de cet article de nouvelles dispositions* (p. 2818) ; Art. 15 et 17 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 2818) ; Avant l'Art. 18 : *Son amendement tendant à insérer de nouvelles dispositions : « Chapitre II. — Dispositions applicables à la construction d'immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation »* (p. 2818) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Le contrat de promotion immobilière doit être constaté, avant le commencement de son exécution, par écrit contenant les énonciations, qui suivent »* (p. 2819) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa (d) de cet article : « Les divers éléments du coût global de l'opération dans lesquels peut être inclus un poste pour imprévus n'excédant pas 10 % de ce coût »* (p. 2819) ; *dégradation de la valeur de la monnaie au cours des délais de construction* (p. 2820) ; *montant des imprévus* (p. 2820) ;

son amendement tendant à une nouvelle réduction du sixième alinéa (e) *de cet article : « Les conditions et les modalités de la revision des prix qui seraient stipulés revisables »* (p. 2821) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du septième alinéa* (f) *de cet article : « Les moyens et conditions de financement de l'opération et les modalités des règlements à intervenir en fonction de l'avancement des travaux »* (p. 2821) ; *son amendement tendant après le septième alinéa* (f) *de cet article à insérer les deux alinéas suivants :* g) *Le délai dans lequel le bâtiment doit être édifié ;* h) *La garantie fournie par le promoteur pour la bonne exécution de sa mission »* (p. 2821) ; *son amendement tendant avant l'avant-dernier alinéa à insérer un nouvel alinéa (constatation du contrat par plusieurs actes séparés)* (p. 2821) ; *son amendement tendant, dans l'avant-dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « contrat de construction » les mots : « construction de promotion immobilière »* (p. 2822) ; *son amendement tendant à la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « pendant l'exécution du contrat » les mots : « jusqu'à l'achèvement des travaux »* (p. 2822) ; *son amendement tendant à la fin du dernier alinéa de cet article à supprimer le mot : « constructeur »* (p. 2822) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (clause de résolution de plein droit concernant les obligations de versement prévues au* (f) *de l'article précédent)* (p. 2822) ; *son amendement tendant à la fin de la première phrase du troisième alinéa de cet article à substituer aux mots : « octroyés dans les conditions prévues » les mots : « ainsi octroyés en vertu de »* (p. 2822) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (droit du promoteur avant la signature du contrat)* (p. 2822) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas des organismes d'habitations à loyer modéré et des sociétés d'économie mixte dont le capital appartient pour plus de la moitié à des personnes de droit public)* (p. 2822) ; Après l'Art. 22 : *Garantie donnée par le promoteur de la bonne fin de l'opération* (p. 2823) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Les dispositions du présent chapitre sont d'ordre public »* (p. 2823) ; Art. 24 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer aux mots : « articles 7 et 21 » les mots : « articles 10 et 21* (p. 2824) ; Art. 25 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer aux mots : « contrat de construction » les mots : « contrat de promotion immobilière »* (p. 2824) ; Art. 29 : *Son amendement tendant à remplacer le deuxième alinéa de l'article 6 de la loi du 3 janvier 1967 (application des dispositions du premier alinéa)* (p. 2825) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « vente d'immeuble » les mots « ventes d'immeubles »* (p. 2825) ; *son amendement tendant après le mot : « figurer » à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa de cet article : « dans un document annexé à l'acte et conforme à un document déposé au rang des minutes d'un notaire »* (p. 2825) ; Art. 30 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « la certification » le mot : « l'affirmation »* (p. 2826) ; *son amendement tendant au début du dernier alinéa de cet article après le mot : « également » à insérer le mot : « réputé »* (p. 2826) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les règles prévues au présent paragraphe sont d'ordre public »* (p. 2827) ; *son amendement tendant à compléter l'article 30 par un nouveau paragraphe (abrogation des dispositions du décret du 8 octobre 1958 modifié par l'ordonnance du 31 décembre 1958)* (p. 2827) ; Après l'Art. 30 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa du texte proposé par l'amendement du Gouvernement (objet des privilèges et hypothèques)* (p. 2830) ; *son amendement tendant à compléter l'article 2103 du Code civil par un nouvel alinéa (garanties données par les privilèges)* (p. 2831) ; *ses observations sur le privilège du vendeur d'immeubles* (p. 2831) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (opérations de division entraînant le transfert d'une partie de l'actif social d'une société visée au premier alinéa de l'article 1er)* (p. 2831) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (extension du conseil de surveillance aux sociétés de la loi de 1938 et aux sociétés coopératives)* (p. 2832) ; Art. 33 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Les dispositions de la présente loi entreront en application le 1er octobre 1971 »* (p. 2832) ; Art. 34 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2833) ; Après l'Art. 34 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (dépôt par le Gouvernement*

d'un projet de loi portant codification de l'ensemble des dispositions législatives relatives aux opérations juridiques concernant la construction des immeubles ; constitution d'une commission) (p. 2833) ; Après l'Art. 14 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article* (*travaux réalisés par les sociétés régies par la loi du 28 juin 1938*) (p. 2833) ; *problème du maintien des sociétés régies par la loi du 28 juin 1938* (p. 2834) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article* (*statuts de la société*) (p. 2834) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article* (*caution hypothécaire donnée par la société pour la garantie des emprunts contractés*) (p. 2834) ; *son amendement tendant à compléter la loi du 28 juin 1938 par un nouvel article* (*responsabilité du cessionnaire à l'égard de la société en raison des dettes du cédant*) (p. 2834) ; *problème des cessions sous l'empire de la loi de 1938* (p. 2835) ; *son amendement tendant à compléter la loi de 1938 par un nouvel article* (*possibilité de faire précéder la cession de parts d'un contrat préliminaire*) (p. 2835) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article* (*répartition des charges financières afférentes aux emprunts contractés par la société*) (p. 2835) ; Art. 18 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « d'un bâtiment d'habitation ou d'un bâtiment à usage professionnel et d'habitation » les mots : « d'un immeuble d'habitation ou d'un immeuble à usage professionnel et d'habitation »* (p. 2836) ; *son amendement tendant après les mots : « en une qualité autre » à une nouvelle rédaction de la fin du premier alinéa de cet article* (p. 2836) ; en seconde délibération, Art. 22 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de cet article* (p. 2838) ; Art. 24 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer aux mots : « Articles 10 et 21 » les mots : « Articles 10, 21 et 14* undecies *nouveau »* (p. 2838) ; **conclusions de la Commission mixte paritaire,** en qualité de *Rapporteur : Réglementation des sociétés de construction constituées en vue de l'attribution d'immeubles aux associés par fraction* [28 juin 1971] (p. 3482) ; *distinction entre les sociétés d'acquisition ou de construction et celles qui sont constituées uniquement en vue de la jouissance ; sociétés civiles de vente ; obligation de la souscription d'un pourcentage minimum de lots préalablement au commencement des travaux ; interdiction des versements ou remises de fonds avant la décision de principe de l'assemblée générale sur l'essentiel du programme de construction ; conditions et procédure de démission d'un associé ; contrat de promotion immobilière ; publicité de ce contrat* (p. 3483) ; *ses observations sur l'amendement de M. Vivien* (p. 3487) ; *situation d'une personne intervenant dans une opération de construction d'un immeuble d'habitation* (p. 3488) ; *problème des sociétés régies par la loi du 28 juin 1938* (p. 3488) ; *son amendement tendant après les mots : « présente loi » à supprimer la fin du second alinéa de l'article 33* (p. 3488) ;

— du projet de loi sur la filiation : *Son vote ; accueil fait au texte par les juristes ; ses observations sur l'article 340* [5 octobre **1971] (p. 4278, 4279)** ; *problème de la responsabilité collective* (p. 4280) ; Après l'Art. 311-12 du Code civil : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'amendement de M. Foyer* (*légitimation par le mariage*) [6 octobre 1971] (p. 4301) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 4302) ; Art. 342-3 du Code civil : *Possibilité d'une action en responsabilité à l'encontre de plusieurs personnes ayant eu, pendant la période de la conception, la faculté d'avoir eu avec la mère des relations qui auraient pu entraîner la naissance de l'enfant ; cas d'un viol collectif ; notion de responsabilité collective* (p. 4331) ;

— du projet de loi instituant l'aide judiciaire : *Relations entre la justice et l'Etat, rôle de l'avocat* [7 octobre 1971] (p. 4365) ; *portée de l'aide judiciaire* (p. 4366) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : *Situation des jeunes avocats et des avoués ; problème des avoués à la Cour ; différence entre les structures parisiennes et provinciales* [12 octobre 1971] (p. 4462) ; *problème des conseils juridiques* (p. 4463) ; Après l'Art. 13 : *Possibilité pour les avocats d'être administrateurs de sociétés* [13 octobre 1971] (p. 4509) ; en deuxième lecture, Art. 15 : *Problème de l'indépendance de l'avocat* [8 décembre 1971] (p. 6531) ; Art. 23 *bis* : *Son opposition à la constitution d'un conseil national des avocats* [9 décembre 1971] (p. 6561) ; Art. 50 : *Accès à la nouvelle profession* (p. 6575, 6576, 6577) ; *cas des clercs d'avoués à la cour d'appel* (p. 6575) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉPARTEMENTS

D'OUTRE-MER ; *Conséquences des monopoles et privilèges maritimes et aériens* [26 octobre 1971] (p. 4905) ; *prix des hôtels* (p. 4906) ;

— du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques : *Information de ceux qui font appel pour la première fois aux services d'un établissement bancaire ; nécessité que les sanctions de justice, lorsqu'elles revêtent la forme d'amendes, soient payées, notamment dans la région parisienne* [24 novembre 1971] (p. 6070) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi tendant à rectifier et compléter les dispositions de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [9 décembre 1971] (p. 6606) ;

— du projet de loi modifiant les dispositions de la loi du 13 juillet 1930 relatives à la durée et à la résiliation des contrats d'assurances, Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [9 mai 1972] (p. 1447) ; *résiliation de plein droit dans certains cas* (p. 1447) ; *cas de la retraite professionnelle* (p. 1448) ;

— du projet de loi relatif aux pénalités applicables au droit du travail : *Conditions d'application du texte ; fonctionnement de la juridiction des référés* [1er juin 1972] (p. 2097 à 2099) ; Art. 1er : *Son amendement concernant les peines dont est passible celui qui tente d'intervenir, à titre d'intermédiaire, à un stade quelconque des opérations de recrutement et d'introduction en France de travailleurs étrangers* (p. 2100) ; Art. 2 : *Détermination de la peine ; son sous-amendement à l'amendement de M. Gissinger* (p. 2101) ; *son amendement relatif au taux de l'amende* (p. 2102) ; Art. 5 : *Son amendement* (p. 2102) ; Art. 7 : *Peines correctionnelles ; ses sous-amendements* (p. 2103) ; Avant l'Art. 9 : *Son amendement (mise en demeure préalable)* (p. 2103) ; *ses observations* (p. 2104) ; Art. 9 et 12 : *Ses amendements* (p. 2105) ; Avant l'Art. 14 : *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Gissinger* (p. 2105, 2106) ; *rôle du juge des référés* (p. 2106) ; Art. 14 : *Retrait de l'amendement de M. Delachenal* (p. 2106) ; Art. 16 : *Son amendement (cas de récidive)* (p. 2107) ; Art. 20 : *Son amendement* (p. 2108) ; Art. 21 : *Son amendement (peine d'emprisonnement)* (p. 2108) ; Art. 22 et 25 : *Ses amendements* (p. 2109) ; Art. 27 : *Nature de l'infraction* (p. 2110) ; Art. 28 et 31 : *Ses amendements* (p. 2110, 2111) ; Art. 36 : *Son amendement* (p. 2111) ; *cas de délit caractérisé* (p. 2112) ; *son nouvel amendement* (p. 2112) ; Après l'Art. 38 : *Loi sur le travail temporaire* (p. 2112) ; *son amendement* (p. 2112) ; Art. 39 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2113) ; *entrée et séjour en France d'une personne de nationalité étrangère* (p. 2113) ; Art. 40 : *Ses observations sur l'amendement de M. Gissinger* (p. 2114) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Gissinger* (p. 2114) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction, en qualité de *Rapporteur : Mise en vigueur de la loi de juillet 1971 ; appréciation de la notion d'immeuble destiné « principalement » à l'habitation* [27 juin 1972] (p. 2857, 2858) ; *ses observations sur la suite du débat* (p. 2859) ; Art. 1er I : *Ses amendements tendant à supprimer les mots : « en la forme authentique »* (p. 2860) ; *son amendement (publication au fichier immobilier de l'acte sous seing privé)* (p. 2860) ; *problème de la nécessité d'un acte authentique pour les opérations de partage* (p. 2860) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article : « avant de commencer les travaux et avant qu'intervienne toute cession volontaire de parts si ce n'est entre associés »* (p. 2862) ; *obligations des associés* (p. 2862) ; *son amendement (consignation par les sociétaires, entre les mains d'un notaire, de fonds destinés à l'achat du terrain)* (p. 2862) ; *retrait de son amendement* (p. 2863) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement relatif à la licéité de certaines conventions* (p. 2863) ; *cas d'un promoteur appelé à travailler pour le compte d'une société financière* (p. 2863) ; Après l'Art. 2 *bis* : *Problème des coopératives qui ont pour mission de construire en vue de loger ; substitution à la notion de construction celle d'habitation* (p. 2864) ; Art. 2 *quater* : *Garantie de financement* (p. 2865) ; Après l'Art 2 *quater* : *Choix des mandataires* (p. 2866) ; Art. 2 *octies* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2867) ; *caractère du jugement* (p. 2867) ; Après l'Art. 2 *octies* : *Différence*

entre les sociétés vraiment coopératives et celles qui s'affirment coopératives (p. 2868) ; Art. 2 *nonies : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2868) ; *obligations du promoteur immobilier* (p. 2868) ; Après l'Art. 2 *nonies : Possibilité donnée au maître de l'ouvrage de céder ses droits à son cessionnaire* (p. 2868) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe III de cet article* (p. 2870) ; *situation des organismes H.L.M. qui ont recours à d'autres sociétés* (p. 2870) ; *son amendement* (p. 2871) ; *possibilité donnée à des propriétaires de terrain de transformer leurs parts immobilières sur le terrain en parts immobilières sur la construction ; retrait de son amendement* (p. 2871) ; *ses observations sur l'amendement de M. Claudius-Petit* (p. 2872) ; Art. 7 : *Son amendement* (p. 2872) ; *pourcentage du volume des logements destinés à l'habitation dans un ensemble comportant des logements professionnels d'habitation et des constructions destinées au commerce et à l'industrie* (p. 2872) ; Art. 8 : *Son amendement (situation de celui qui s'oblige à édifier un immeuble et qui procure le terrain ou le droit de construire sur le terrain)* (p. 2872, 2873) ; *retrait de son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de cet article* (p. 2873) ; Art. 10 : *Son amendement rédactionnel* (p. 2874) ; Art. 11 : *Rythme des paiements des travaux* (p. 2874) ; Art. 12 : *Ses observations sur l'amendement de M. Claudius-Petit* (p. 2875) ; *ses amendements* (p. 2875) ; Après l'Art. 14 : *Cas des sociétés coopératives d'habitation à loyer modéré dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* (p. 2876) ; des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Situation des entreprises qui ne participent pas à la construction de l'ensemble de l'immeuble* [29 juin 1972] (p. 2986) ; *pourcentage des locaux d'habitation ou à usage professionnel ou d'habitation retenu dans une opération mixte* (p. 2987) ;

— du projet de loi relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée, Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Grussenmeyer par les mots : « et le territoire de Belfort »* [29 juin 1972] (p. 3000) ; *ses observations sur l'aire de production* (p. 3000, 3001) ;

— du projet de loi modifiant le titre neuvième du Livre troisième du Code civil, Art. 1860 du Code civil : *Ses observations sur le fait que les sociétés civiles sont généralement des sociétés de famille* [22 novembre 1972] (p. 5595) ;

— du projet de loi relatif aux infractions concernant les bateaux, engins et établissements flottants circulant ou stationnant sur les eaux intérieures, en qualité de *Rapporteur : Accidents survenus sur les canaux et les lacs intérieurs* [7 décembre 1972] (p. 5974, 5975) ; Art. 8 : *Son amendement rédactionnel* (p. 5976) ; Art. 9 : *Son amendement (pénalités)* (p. 5976) ; Art. 9 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5976) ; Art. 11 et 12 : *Ses amendements tendant à compléter le dernier alinéa de ces articles par les mots : « ou avec son accord »* (p. 5977) ; Art. 18 : *Son amendement (conséquence d'un état d'ivresse ou d'un état alcoolique)* (p. 5977) ; Art. 19 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « met en vente ou vend » les mots : « offre à la location, met en vente, loue ou vend »* (p. 5978) ; *vente d'établissements flottants non conformes au règlement* (p. 5978) ; Art. 22 : *Son amendement concernant le ministère compétent en matière de navigation intérieure* (p. 5978) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale : *Ses observations sur un tract distribué au lycée de Belfort ; éducation sexuelle* [7 décembre 1972] (p. 6003).

Est suppléé en qualité de *Rapporteur* par M. Claude Gerbet dans la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart, complétant la loi n° 71-584 du 16 juillet 1971 tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779, 3°, du Code civil [13 décembre 1972] (p. 6147).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à simplifier et à compléter certaines dispositions relatives à la procédure pénale aux peines et à leur exécution, Art. 31 *bis* : *Rôle du juge de l'application des peines* [19 décembre 1972] (p. 6363).

TOMASINI (René)

Député de l'Eure
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212).

Donne sa démission de membre de cette Commission [17 juillet 1968] (p. 2281).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [18 juillet 1968] (p. 2339), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

Cesse d'appartenir à cette Commission [11 mai 1971] (p. 1796).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [11 mai 1971] (p. 1796).

Cesse d'appartenir à cette Commission [8 octobre 1971] (p. 4451).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [8 octobre 1971] (p. 4451), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Donne sa démission de membre du Parlement européen [2 avril 1971] (p. 832).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à autoriser la séparation de corps contractuelle quand l'un des époux est atteint de maladie mentale, n° **56** [19 juillet 1968].

Retrait de cette proposition de loi [25 septembre 1968] (p. 2902).

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 29 n du Livre 1er du Code du travail sur la rémunération des représentants de commerce en cas de cessation de service, n° **57** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à réglementer l'exploitation des carrières et sablières, n° **58** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 58-208 du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation des véhicules terrestres à moteur, n° **59** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à incorporer des appelés dans le régiment des sapeurs-pompiers de Paris, n° **60** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à autoriser les contribuables à s'acquitter par douzième du montant de leurs impôts directs, n° **172** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à réglementer l'édition et la diffusion des publications vendues au profit des handicapés, n° **291** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 77 de la loi de finances n° 67-114 du 21 décembre 1967, de façon à permettre l'attribution d'un titre de reconnaissance de la nation à des personnels non militaires ayant pris part aux opérations de maintien de l'ordre en Afrique du Nord, n° **329** [3 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à accorder, par une promotion au grade supérieur, une réparation morale aux militaires de carrière dégagés des cadres en application de textes à caractère législatif intervenus entre le 25 juin 1940 et le 31 décembre 1947, n° **408** [31 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi de finances rectificative pour 1965, n° 65-1154 du 30 décembre 1965, afin de faciliter la réintégration dans leur corps français d'origine des anciens fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics, originaires d'Algérie ayant bénéficié de la reconnaissance de la nationalité française, n° **776** [19 septembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'inscription du groupe sanguin

sur les permis de conduire des véhicules à moteur, n° 1003 [19 décembre 1969].

Sa proposition de loi complétant et modifiant le Code rural en ce qui concerne l'industrie de l'équarrissage, n° 1381 [8 octobre 1970].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, avec débat, relative à l'artisanat [29 novembre 1968] (p. 4974).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale sans débat relative à la vente d'H.L.M. à des locataires [21 novembre 1969] (p. 4171).

TONDUT (Paul)

Député du Gard
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Intervention :

Mise au point au sujet de son vote sur la question préalable opposée à la discussion du projet de loi améliorant les retraites du régime général de Sécurité sociale [1er décembre 1971] (p. 6259).

TORRE (Henri)

Député de l'Ardèche
(2e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Cesse d'appartenir à cette Commission [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [2 avril 1972] (p. 789) ;

— membre du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [16 octobre 1968] (p. 3338) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970 [11 décembre 1969] (p. 4863) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1972 [9 décembre 1971] (p. 6609) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 [15 décembre 1971] (p. 6809).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 23 : Collectivités locales et protection civile (crédits du Ministre de l'Intérieur), n° 1395 [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances

pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 20 : Collectivités locales et protection civile (crédits du Ministère de l'Intérieur), **n° 2010** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 23 : Intérieur et Rapatriés, **n° 2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Art. 2 : *Allégements fiscaux ; relèvement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; relèvement des limites d'exonération ; politique d'allégement de la fiscalité indirecte par la baisse du taux de la T.V.A. ; possibilité que s'instaure au printemps prochain un débat d'orientation sur la réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; rapprochement des modalités de taxation des salariés et des non-salariés* [29 octobre 1969] (p. 3027) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits destinés à l'agriculture ; revenu des agriculteurs ; aide au B.A.P.S.A. ; dépenses de soutien des marchés ; crédits d'aménagement de villages ; aide aux industries alimentaires ; fonds d'action conjoncturelle* [19 novembre 1969] (p. 3971) ; *réforme du crédit agricole ; abus consécutifs à l'attribution, par le crédit agricole, de certains prêts immobiliers dans les communes rurales voisines des grandes villes ; cas du département de l'Ardèche ; dépérissement de certains arbres fruitiers* (p. 3971, 3972).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Réussite du plan de redressement ; rétablissement de nos échanges ; rythme de l'expansion ; désencadrement du crédit ; hausse des prix ; ses causes ; politique d'investissements publics et d'équipements ; fonds d'action conjoncturelle ; perspectives du VI^e^ Plan ; taux de la T.V.A. ; allégement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; harmonisation de la fiscalité en Europe ; simplification de notre législation fiscale ; politique fiscale du Gouvernement* [13 mai 1970] (p. 1672, 1673).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 10 : *Ses observations sur les revenus provenant des intérêts des sommes placées en compte courant ; cas des sociétés immobilières ; financement de la construction* [3 juin 1970] (p. 2211, 2212) ; *retrait de son sous-amendement déposé avec M. Rivain* (p. 2212) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 32 : *Détaxation des carburants ; équipement rural ; crédits du F.O.R.M.A.* [22 octobre 1970] (p. 4558, 4559) ; *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe III de l'amendement du Gouvernement (augmentation des autorisations de programme et des crédits d'équipement répartis par titre selon l'Etat J annexé à la présente loi)* (p. 4559) ; de la deuxième partie, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur spécial : Budget de la protection civile et des collectivités locales ; subvention de l'Etat à la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ; ouverture à l'institut universitaire de technologie de Bordeaux d'un département d'hygiène et de sécurité ; création, dans certaines unités militaires, de compagnies spécialisées dans les missions de protection civile ; équipement des services ; problème des collectivités locales ; fonctionnement des institutions communales ; moyens des collectivités locales* [9 novembre 1970] (p. 5421) ; *ses observations sur les subventions de l'Etat ; équilibre des finances locales ; autonomie des communes* (p. 5422) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur spécial : Equipement des collectivités locales ; protection civile* [10 novembre 1971] (p. 5605) ; *application de la T.V.A. aux travaux des collectivités locales ; transfert de certaines routes nationales dans la voirie départementale ; application de la loi du 16 juillet 1971 ; ressources des communes* (p. 5606) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 14 : *Son amendement tendant au début du dernier alinéa (3°) du paragraphe II de cet article*

à supprimer les mots : « ... d'équipement... » [27 avril 1972] (p. 1144) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Art. 1154 du Code rural : *Versement des cotisations* [28 juin 1972] (p. 2926).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale, ses explications de vote sur la motion de censure : *Justice fiscale et budgétaire ; inflation ; politique des revenus* [4 octobre 1972] (p. 3918) ; *récentes mesures sociales* (p. 3918, 3919) ; *relations entre les citoyens et l'administration* (p. 3919) ; *sa confiance dans le Gouvernement* (p. 3920).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS, en qualité de *Rapporteur spécial : Amélioration des moyens affectés au service de la protection civile ; corps des sapeurs-pompiers de Paris* [7 novembre 1972] (p. 4777); *renforcement des moyens aériens de la protection civile; sapeurs forestiers des départements méditerranéens ; nécessité de débloquer les crédits du fonds d'action conjoncturelle pour l'aide aux collectivités locales ; régime des subventions globales d'équipement ; encouragement des syndicats intercommunaux et des districts ; allégement de la charge de la T.V.A. et de la pression fiscale des collectivités locales ; problème des effectifs de l'administration générale du territoire ; carrière des préfectures ; insuffisance des effectifs et problème des rémunérations dans les tribunaux administratifs ; accroissement des effectifs et amélioration de la situation des personnels de la sécurité publique ; moyens de la police nationale ; effort prioritaire en faveur de la sécurité routière ; recyclage des personnels en tenue ; répression du trafic de la drogue ; sanctions contre le personnel* (p. 4778) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1972, Après l'Art. 12 : *Son avis défavorable à l'amendement de M. Duval faisant supporter à l'ensemble des communes la charge des crédits pour les communes minières* [6 décembre 1972] (p. 5946).

TOUTAIN (Jean-Marie)

Député des Hauts-de-Seine
(8e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 23 juillet 1969, de M. Baumel, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [3 octobre 1969] (p. 2492).

Cesse d'appartenir à cette Commission [7 novembre 1969] (p. 3567).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [7 novembre 1969] (p. 3567), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière [17 décembre 1970] (p. 6629) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur [29 juin 1971] (p. 3527) ;

— titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant organisation de la formation professionnelle permanente [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant le titre 1er du Livre IV du Code de la santé publique, l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme [29 juin 1972] (p. 3017).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1646) relatif à diverses mesures en faveur des handicapés, **n° 1685** [4 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1766), modifié par le Sénat, relatif à diverses mesures en faveur des handicapés, **n° 1846** [17 juin 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault, Art. 11 : *Modalités d'application de la loi ; retrait de l'amendement déposé avec M. Marcenet* [16 décembre 1969] (p. 4978) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Problème des travailleuses familiales* [28 octobre 1970] (p. 4855) ; *avantage moral de la présence de la mère au foyer ; problème des handicapés ; exemple de l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches ; prévention des handicapés ; information des futures mères ; ses observations sur le fait que la politique familiale a abouti à diminuer d'un point la part réservée aux prestations familiales au profit de l'assurance maladie ; traitement des assistantes sociales et infirmières du secteur public ; coût de l'alcoolisme* (p. 4856) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 37 : *Son sous-amendement tendant au début de l'amendement de M. Peyret à substituer aux mots : « les établissements d'hospitalisation privés à but non lucratif » les mots : « les établissements d'hospitalisation d'assistance privée »* [4 décembre 1970] (p. 6222) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 6222) ;

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés, en qualité de *Rapporteur : Indication des dispositions législatives antérieures ; reclassement des travailleurs handicapés ; allocation d'éducation spécialisée pour mineurs infirmes ; situation des grands handicapés ; portée du projet de loi ; situation des mineurs atteints d'invalidité ; frais d'entretien et d'éducation des enfants non placés* [6 mai 1971] (p. 1694) ; *nature de l'aide sociale ; cas des adultes ; grands infirmes inaptes au travail ; rapport Bloch-Lainé ; souhaits des grands handicapés ; droit au travail ; possibilité de bénéficier de l'assurance maladie ; affiliation d'office à l'assurance volontaire ; prise en charge des prix de journée des centres de rééducation professionnelle ; renoncement partiel à la notion d'obligation alimentaire au-delà de 20 ans ; non-récupération de l'aide sociale sur la succession ; impératifs financiers limitant le projet de loi ; distinction entre les aides respectives de l'aide sociale et de la Sécurité sociale ; création d'une prestation familiale nouvelle* (p. 1695) ; *détermination des bénéficiaires de l'aide sociale ; lien entre l'allocation et les ressources du handicapé ; protection sociale des handicapés ; nombre des centres spécialisés ; taux de l'allocation aux mineurs* (p. 1696) ; *problème de la protection sociale des handicapés au-delà de 65 ans ; exclusion des rentes-survie du calcul des ressources ; financement de l'allocation aux handicapés adultes sur les ressources des caisses d'allocations familiales* (p. 1697) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « le titre » le mot : « l'intitulé »* (p. 1718) ; Art. L 543-2 du Code de la Sécurité sociale ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer au*

mot : « d'éducation » les mots : « concourant à l'éducation et » (p. 1719) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots : « au quatrième alinéa de l'article 9 » les mots : « à l'avant-dernier alinéa de l'article L 9-1 »* (p. 1719) ; *référence à l'article du Code des pensions militaires d'invalidité où figure le barème d'invalidité »* (p. 1719) ; *son amendement tendant dans le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer au mot : « d'éducation » les mots : « concourant à l'éducation »* (p. 1719) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé pour cet article par les mots : « dans les conditions fixées par décret »* (p. 1720) ; *juridiction du contentieux technique de la Sécurité sociale* (p. 1720) ; Art. L 543-3 du Code de la Sécurité sociale : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « ce décret détermine également » à insérer les mots : « les modalités d'appréciation des ressources des postulants, ainsi que »* (p. 1720) ; Art. L 543-3 du Code la sécurité sociale : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « d'entretien ou d'éducation » les mots : « entraînés par les soins, l'éducation et la formation »* (p. 1721) ; *son amendement tendant dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « demander à » les mots : « obtenir de »* (p. 1721) ; Après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du quatrième alinéa de l'article L 711-1 du Code de la sécurité sociale : « Sous réserve des dispositions de l'article L 543-3 du présent Code, les prestations familiales, la retraite du combattant... »* (p. 1721) ; *retrait de son amendement* (p. 1722) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par une nouvelle phrase (situation des personnes âgées de 60 à 65 ans remplissant les conditions d'attribution de l'allocation aux handicapés adultes)* (p. 1722) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1722, 1723) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « au quatrième alinéa de l'article 9 » les mots : « à l'avant-dernier alinéa de l'article L 9-1 »* (p. 1723) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'avant-dernier alinéa de cet article (cas de suspension du paiement de l'allocation)* (p. 1724) ; *son allocation aux handicapés adultes ; protection sociale des handicapés* (p. 1724) ; *son amendement tendant à la fin du dernier alinéa de cet article, après les mots : « ainsi que », à insérer les mots : « les modalités d'appréciation des ressources du postulant et »* (p. 1725) ; *éléments qui sont exclus du calcul des ressources du handicapé adulte* (p. 1725) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « demander à » les mots : « obtenir de »* (p. 1727) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article : « Sauf refus de leur part, les bénéficiaires de l'allocation aux handicapés adultes... »* (p. 1728) ; *possibilité donnée aux handicapés adultes de refuser l'affiliation d'office à l'assurance volontaire* (p. 1728) ; Après l'Art. 11 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité de compléter par décrets la liste des revenus dont il n'est pas tenu compte dans le calcul des ressources)* (p. 1729) ; *retrait de son amendement* (p. 1729) ; *son amendement tendant à modifier le deuxième alinéa de l'article 169 du Code de la famille et de l'aide sociale (appréciation du pourcentage d'infirmité)* (p. 1730) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Solidarité nationale ; situation des personnes âgées de 60 à 65 ans ; arrérages des rentes viagères constituées en faveur des handicapés ; application de l'allocation d'éducation spécialisée attribuée dans les Départements d'outre-mer* [23 juin 1971] (p. 3286) ; *prise en charge par l'assurance volontaire des frais d'hospitalisation au-delà de trois ans des personnes affiliées à cette assurance* (p. 3287) ; Art. L 543-3 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement (cas où l'allocation n'est pas due)* (p. 328) ; *plafond de ressources pour l'octroi de l'allocation des mineurs handicapés* (p. 3288) ; Art. L 543-4 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa (attribution de l'allocation d'éducation spécialisée et de l'allocation des mineurs handicapés)* (p. 3288) ; *situation des marins-pêcheurs non salariés des Départements d'outre-mer* (p. 3288) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 3289) ; *modalités d'exercice du contrôle médical des soins dispensés en application des dispositions du présent article* (p. 3289) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET

SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Handicaps dus aux accidents de la route ; sa demande de majoration des amendes pour infraction grave au Code de la route qui seraient versées à un fonds national pour les handicapés* [3 novembre 1972] (p. 4646).

TREMEAU (Bernard)

Député de Saône-et-Loire
(5e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe d'Union des démocrates pour la République (*J.O.* du 1er avril 1970] (p. 3097).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [2 avril 1970] (p. 748).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 339) autorisant la ratification de la convention consulaire et de son annexe, signées le 8 décembre 1966 entre la République française et l'Union des républiques socialistes soviétique, n° **458** [15 novembre 1968].

Sa proposition de loi relative à l'extension aux agents contractuels de l'Etat et des collectivités locales de la législation des congés payés, n° **501** [4 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1135) autorisant la ratification de l'avenant à la Convention du 9 septembre 1966 entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signé à Paris le 3 décembre 1969, n° **1264** [18 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1618) autorisant l'approbation de la Convention internationale du travail, n° 122, concernant la politique de l'emploi, adoptée par l'Organisation internationale du travail le 9 juillet 1964, n° **1640** [6 avril 1971].

Sa proposition de loi relative à l'institution d'une politique des revenus, n° **2040** [3 novembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2035) autorisant la ratification de la Convention entre la République française et la République fédérative du Brésil tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matières d'impôts sur le revenu, ensemble le protocole joint, signés à Brasilia le 10 septembre 1971, n° **2114** [9 décembre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention consulaire et de son annexe, signées le 8 décembre 1966 entre la République française et l'Union des républiques socialistes soviétiques, en qualité de *Rapporteur : Développement des relations franco-soviétiques ; originalité du titre IV de la convention ; rôle des consuls* [21 novembre 1968] (p. 4775, 4776) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi des finances pour 1970 : *Taxe sur la valeur ajoutée ; réduction du nombre des taux ; nécessité que le Ministre de l'Economie et des Finances prélève l'impôt d'une façon simple et en donne le produit au Ministre des Affaires sociales qui le répartirait ; distribution à chaque Français d'une allocation, dite de « nourriture » ; justice sociale* [20 octobre 1969] (p. 2990) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la Convention du

9 septembre 1966 entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signé à Paris le 3 décembre 1969, en qualité de *Rapporteur : Extension de l'avoir fiscal aux résidents autres que les résidents français* [23 juin 1970] (p. 2943, 2944) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Spécialisation de la médecine en raison des progrès de la science et de la technique* [34 décembre 1970] (p. 6134) ; *ses observations sur le service obstétrical tel qu'on peut le concevoir idéalement ; regroupement des différents établissements hospitaliers ; conditions techniques d'une structure hospitalière idéale ; autonomie économique du service médical spécialisé ; situation du syndicat interhospitalier* (p. 6134, 6135) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (fixation des prix de journée en fonction des obligations de services supportées par les divers types d'établissements)* [4 décembre 1970] (p. 6184) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (mission des syndicats interhospitaliers régionaux)* (p. 6191, 6192) ; *nécessité d'éviter de centraliser l'administration du service hospitalier* (p. 6192) ; Art. 26 *bis* ; *Retrait de l'amendement de M. Lebas* (p. 6200) ; Art. 26 *ter* : *Retrait de l'amendement de M. Lebas* (p. 6201) ; *coordination des règles de l'administration publique avec celles de l'administration des sociétés ; retrait de l'amendement de M. Lebas* (p. 6204) ; Art. 26 *quater* : *Prix de revient de la journée* (p. 6205) ; *retrait des amendements de M. Lebas* (p. 6206) ; *son amendement tendant à compléter cet article par deux nouveaux alinéas : « Le personnel hospitalier, médical et non médicale est intéressé financièrement à la gestion de l'établissement. Un décret précisera les conditions d'application de cette participation »* (p. 6206) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6206) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques en vue d'éviter les doubles impositions dans le domaine des transports aériens et maritimes, signé à Moscou le 4 mars 1970, en qualité de *Rapporteur suppléant : Régime fiscal des revenus tirés de la navigation aérienne et maritime entre la France et l'U.R.S.S. ; relations entre Paris, Léningrad et Moscou ; problème de la suppression de la patente* [9 décembre 1970] (p. 6336) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, signée à Paris le 23 septembre 1970, en qualité de *Rapporteur suppléant : Principe de la double incrimination ; conditions de l'extradition ; lutte contre les auteurs d'attentats terroristes commis en Yougoslavie ; rôle de la chambre d'accusation* [15 avril 1971] (p. 1115) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention internationale du travail, n° 122, concernant la politique de l'emploi, adopté par l'Organisation internationale du travail le 9 juillet 1964, en qualité de *Rapporteur : Revision du Code de la nationalité ; règles en matière de politique de l'emploi* [15 avril 1971] (p. 1121) ;

— du projet de loi autorisant la ratification du Protocole additionnel à l'accord du 12 septembre 1963, créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, du protocole financier, de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et de l'acte final avec des annexes, signées à Bruxelles le 23 novembre 1970, en qualité de *Rapporteur suppléant : Distinction entre la partie commerciale et la partie financière de l'accord ; problème institutionnel ; analyse de l'accord sur le plan agricole* [14 décembre 1971] (p. 6730) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention de la conférence de La Haye de droit international privé sur la loi applicable en matière d'accidents de circulation routière, ouverte à la signature à La Haye le 4 mai 1971, signée par la France à cette même date, en qualité de *Rapporteur suppléant : Développement des accidents de la circulation ; domaine de la Convention de La Haye ; portée des règles envisagées* [14 décembre 1971] (p. 6731) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et la République fédérative du Brésil, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en

matière d'impôts sur le revenu, ensemble le protocole joint, signés à Brasilia le 10 septembre 1971, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur cette convention* [14 décembre 1971] (p. 6731) ; *aspect économique et culturel de nos relations avec le Brésil* (p. 6732) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Danger de l'équilibre budgétaire, car réduction des investissements ; productivité à long terme ; causes de chômage à court terme et de l'inflation à long terme ; stricte politique monétaire ; solution libérale à l'inflation* [24 octobre 1972] (p. 4322, 4323).

TRIBOULET (Raymond)

Député du Calvados
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend note de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé :

— membre de la Caisse nationale de crédit agricole [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [5 octobre 1972] (p. 3945).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 845-1 du Code rural relatif au refus de renouvellement de bail à ferme **n° 155** [9 juillet 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 26) modifiée par le Sénat tendant à régler la situation sur le territoire français des ressortissants italiens titulaires d'un bail à ferme ou à métayage, **n° 349** [9 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur un projet de loi (n° 903) autorisant : 1° la ratification de la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache, associés à cette Communauté, et de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signés à Yaoundé le 29 juillet 1969, **n° 928** [3 décembre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur : 1° le projet de loi (n° 886) tendant à étendre l'application des dispositions des articles 16 et 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation ; 2° la proposition de loi (n° 881) tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 67-1253 du 30 décembre 1967 d'orietation foncière, **n° 937** [3 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, **n° 1114** [6 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 10-1 du Code de la santé publique afin de faire supporter par l'Etat la réparation de tout dommage imputable directement à une vaccination obligatoire, **n° 2601** [18 octobre 1972].

Sa proposition de loi relative aux sociétés anonymes coopératives d'H.L.M. et modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, **n° 2824** [20 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amnistie, Art. additionnels : *Ses observations sur les amendements en faveur des objecteurs de conscience, des résistants ou des collaborateurs* [23 juillet 1968] (p. 2486) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Rédaction du*

projet de loi ; ses observations sur le latin [4 octobre 1968] (p. 3068) ; *constitution des conseils élus ; problème de la gestion ; danger d'une dévaluation des diplômes* (p. 3068, 3069) ; *dangers d'ordre politique ; suppression de l'enseignement du latin en 6e ; ses observations sur la notion de promotion* (p. 3069, 3070) ; *ses observations sur les maîtres* (p. 3070) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Capelle : « ils ont pour mission de porter au plus haut niveau la culture et la recherche et de les ouvrir à tous ceux qui en ont la vocation et la capacité »* (p. 3107) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 3107) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 3108) ; Art. 15 : *Impossiblité de comparer la thèse de doctorat ès lettres à la thèse de doctorat en droit ; nécessité pour les professeurs de poursuivre des recherches* [10 octobre 1968] (p. 3204) ; Art. 20 : *Ses observations sur ce texte* (p. 3221) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral : *Après* l'art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bozzi ; choix du délégué de l'administration* [21 novembre 1968] (p. 4782) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer au nombre : « 50 » le nombre : « 100 »* [4 décembre 1968] (p. 5076) ; *nécessité d'augmenter le seuil des cinquante salariés ; cas des petites entreprises* (p. 5076, 5077) ; *ses observations sur les paroles de M. Schumann* (p. 5078) ; *son rappel au Règlement : ses observations sur le déroulement des votes* (p. 5078) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Godefroy et plusieurs de ses collègues relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité bactériologique, ses explications de vote : *Capacité des petites exploitations à produire un lait de bonne qualité ; législation sur la répression des fraudes* [10 décembre 1968] (p. 5268) ;

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire, Avant l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Peretti, à substituer au chiffre : « 10 » le chiffre : « 15 »* [17 décembre 1968] (p. 5589) ; *son sous-amendement tendant dans le cinquième alinéa, paragraphe III, de l'amendement de M. Peretti, à substituer au chiffre : « 1 » le chiffre : « 2 »* (p. 5589) ; *son sous-amendement tendant à supprimer le sixième alinéa, paragraphe IV, de l'amendement de M. Peretti* (p. 5589) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 196) de M. Ruais et plusieurs de ses collègues tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine : *Opportunité de cette discussion* [19 décembre 1968] (p. 5680) ; Art. 3 : *Droit de préemption dans les zones de rénovation urbaine* (p. 5682) ; *ses observations sur les zones créées depuis moins de huit ans* (p. 5683).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politiques générale : *Ses observations sur les paroles de M. Mitterrand* [16 septembre 1969] (p. 2275).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, *F.O.R.* M.A. ET B.A.P.SA : *Crédit agricole ; encadrement du crédit ; rapport Vedel ; place de l'agriculture dans une nation moderne* [19 novembre 1969] (p 3964, 3965) ;

— du projet de loi autorisant : 1° la ratification de la Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, et de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signés à Yaoundé le 29 juillet 1969, en qualité de *Rapporteur pour avis : Montant des aides ; vente des produits tropicaux ; aides à l'industrialisation ; ses observations sur nos exportations ; clause de la nation la plus favorisée ; aide aux investissements ; stabilisation des cours des produits tropicaux ; importance de cette convention sur le plan politique* [4 décembre 1969] (p. 4621 à 4623) ;

— du projet de loi tendant à étendre l'application des dispositions des articles 16 et 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses obser-*

vations sur les dispositions transitoires de la loi d'orientation foncière ; proposition de M. Roux ; problème des espaces verts ; zones d'aménagement concerté [4 décembre 1969] (p. 4628, 4629) ; Avant l'Art. unique : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans le troisième alinéa de l'article 2 de la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967, après les mots : « pendant une période de deux ans » sont insérés les mots : « et six mois »* (p. 4631) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans le quatrième alinéa de l'article 2 de la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967, après les mots : « pendant une période de trois ans » sont insérés les mots : « et six mois »* (p. 4631).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Problème de l'autorité ; ses observations sur la loi de l'orientation ; ses observations sur les conseils ; problème de l'ordre public ; création d'une police universitaire ; cas de l'université de Saint-Etienne ; rôle d'un chef stable et responsable pour le maintien de l'ordre ; risque de dévaluation des diplômes ; équivalence des diplômes dans le cadre européen ; maintien de la notion d'examen ; ses observations sur le fait que l'examen doit être l'essentiel et le contrôle continu des connaissances un élément supplémentaire ; autonomie pédagogique ; but de l'Université* [15 avril 1970] (p. 1056 à 1058).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à certains personnels du Service du déminage du Ministère de l'Intérieur : *Responsabilités de l'Etat en matière de déminage ; hommage au Service du déminage ; dette de l'Etat à l'égard de ce personnel* [5 mai 1970] (p. 1511) ;

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, Après l'Art. 10 : *Ses observations sur le scrutin* [28 mai 1970] (p. 2047) ; *ses observations sur les paroles de M. Alain Terrenoire* (p. 2048) ;

— des projets de loi : 1° autorisant l'approbation de la décision du Conseil des communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux communautés ; 2° autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970 ; *son vote sur les projets de loi ; rappel des différentes étapes européennes de l'orateur ; application du traité de Rome ; politique agricole ; ses observations sur l'Europe politique ; règle de l'unanimité ; impossibilité pour les institutions actuelles de supporter une communauté politique véritable ; ses observations sur l'Europe des peuples* [23 juin 1970] (p. 2931, 2932) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTION. — CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Méthodes d'élaboration du Plan ; rôle des parlementaires ; discussion des crédits* [3 novembre 1970] (p. 047) ; *rôle d'un C.O.D.E.R.; indications relatives à l'expérience de l'orateur ; esprit du Plan ; enveloppes régionales ; crédits de rénovation rurale ; sa crainte que le Plan ne soit qu'une option d'accompagnement du courant économique naturel ; problème de la rentabilité* (p. 5048) ; *importance des problèmes humains ; rôle de l'Etat en matière de justice* (p. 5048) ; *ses observations sur les paroles de M. Bettencourt* (p. 5052) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT : *Sa question de savoir où en est l'urbanisme français ; distinction entre l'urbanisation et l'urbanisme ; mission de l'Etat ; urbanisme des Z.A.C. ; plans d'occupation des sols* [5 novembre 1970] (p. 5148, 5149) ; *problème de l'urbanisme* (p. 5156) ; *ses observations sur les zones d'aménagement concerté ; rôle de la loi d'orientation foncière ; plan d'occupation des sols* (p. 5156, 5157) ; son rappel au Règlement : *Question de savoir si l'on peut reporter le vote sur ce budget ; problème du fonds d'action conjoncturelle* (p. 5171) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A., ET B.A.P.S.A. : *Etablissement du budget d'une exploitation agricole* [6 novembre 1970] (p. 5283) ; *diversité des activités du Ministre ; diminution des crédits d'équipement ; ses observations sur le F.O.R.M.A. ; crédits de voirie rurale* (p. 5300) ; *rapport Vedel ; évolution des stocks mondiaux et de la population mondiale ; disette de lait ; problème de l'exode agricole ; nécessité pour un pays d'avoir une économie équilibrée ; valeur économique et sociale de l'agriculture ; crédits*

de l'enseignement agricole (p. 5301) ; Commission mixte paritaire : *Ses observations sur le rapport de la Commission mixte paritaire* [9 décembre 1970] (p. 6319) ; son rappel au Règlement : *Sa protestation contre la non-distribution des documents ; manque de cour-distribution des documents ; majoration de la taxe sur les corps gras ; équilibre du secteur des corps gras européens* (p. 6329) ;

— du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation, Art. unique : *Politique gouvernementale en matière de logement* [14 juin 1971] (p. 2901) ; *part des logements construits par des propriétaires privés ; financement de la construction* (p. 2902) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur : *Problème de l'autorité ; régime d'assemblée institué dans l'ensemble des organismes universitaires ; principe de la participation ; problème de la sélection ; principe de l'autonomie des universités* [21 juin 1971] (p. 3166) ; *valeur des diplômes ; principe du contrôle continu des connaissances ; affectation des crédits en fonction des effectifs* (p. 3167) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Coopération internationale ; indépendance nationale ; conclusions de la commission présidée par M. Gorse ; indépendance de notre défense ; construction de l'Europe occidentale ; conférences des Ministres des Affaires étrangères ; problème du personnel français dans les Assemblées européennes ; ses observations sur la préparation de fonctionnaires anglais en vue de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun* [3 novembre 1971] (p. 5232) ; *ignorance de la plupart des administrations françaises en ce qui concerne la réglementation européenne ; négociation avec les Etats-Unis ; ses observations sur les leviers qui agissent sur l'opinion publique américaine* (p. 5233) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Vitalité du département ; rôle du conseil général ; ses observations sur les C.O.D.E.R. ; cas des fonctionnaires régionaux* [26 avril 1972] (p. 1059, 1060) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Ses observations sur les paroles de M. Servan-Schreiber* [22 juin 1972] (p. 2730) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers : *Réinsertion dans la fonction publique française des cadres d'outre-mer ; cas des personnels annexes de coopération* [28 juin 1972] (p. 2968) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article : « Ils ont en tout état de cause priorité pour occuper le premier poste vacant équivalent à leur fonction antérieure »* (p. 2970) ; *ses observations* (p. 2970).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : Explications de vote sur la motion de censure : *Sa mélancolie à voir l'évolution des mœurs politiques ; besoin d'un idéal* [5 octobre 1972] (p. 3944).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Son regret que chaque orateur ne dispose pas d'au moins dix minutes ; son inquiétude au sujet de la coopération française, notamment en Afrique ; urgence de reconsidérer les structures de la coopération et de réaliser enfin un grand ministère du développement distinct des structures diplomatiques* [16 novembre 1972] (p. 5291) ; *nécessité de maintenir, à l'aide au développement, son caractère de désintéressement et d'aide technique ; politique culturelle et d'enseignement ; impossibilité d'exporter notre culture de la métropole vers des pays devenus totalement indépendants et qui ont des besoins entièrement différents des nôtres ; suppression de l'O.C.O.R.A. ; volontaires du progrès* (p. 5292) ; *nécessité de structures d'aides distinctes de celles de la diptomatie* (p. 5305) ; LOGEMENT : *Insiste pour que les règlements d'urbanisme soient établis le plus tôt possible ; protection du cœur des villes anciennes ; études d'urbanisme* (p. 5324) ; *plan d'occupation des sols* (p. 5325) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi insti-

tuant un médiateur : *Sa position réservée à l'égard de l'institution d'un médiateur ; choix de celui-ci* [20 décembre 1972] (p. 6397).

TRICON (Emile)

Député des Hauts-de-Seine (3e circonscription) U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service national [24 juin 1970] (p. 3018).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). (Crédits du Ministère de la Défense nationale). — VII. - Essences et poudres, n° 2013 [8 octobre 1971].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 870), relatif au corps d'officiers du service des essences des armées, n° 2085 [30 novembre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — VII. - Budgets annexes du service des essences et du service des poudres, n° 2588 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Situation des officiers des essences ; société nationale des poudres et explosifs ; problème de l'introduction de l'actionnariat dans cette société et les autres sociétés nationales relevant de la compétence du ministre* [2 novembre 1971] (p. 5168) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à abroger l'article 495 du Code de l'administration communale* [31 mai 1972] (p. 2057) ; *structures départementales de la région parisienne* (p. 2057) ; en troisième lecture Art. 1er *sexies : Son amendement* [30 juin 1972] (p. 3085) ; *déroulement de la carrière sur le plan intercommunal* (p. 3085, 3086) ; Art. 1er *septies : Son amendement* (p. 3086) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉPENSES MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Sa demande que la décision au sujet des officiers du service des essences des armées s'inspire des travaux et des amendements au projet de loi n° 870* [8 novembre 1972] (p. 4848) ; EDUCATION NATIONALE : *Attribution de décharges de classe aux directeurs et directrices d'écoles* [10 novembre 1972] (p. 4995, 4996).

TROISIER (Mme Solange)

Député du Val-d'Oise (5e circonscription) U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommée membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élue Vice-Présidente de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2251).

Est nommée :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur [30 octobre 1968] (p. 3763) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles [17 décembre 1969] (p. 5028) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance [19 décembre 1969] (p. 5105) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés [19 décembre 1969] (p. 5106) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault [20 décembre 1969] (p. 5119) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi n° 1188 relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [5 juin 1970] (p. 2302) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France [25 juin 1970] (p. 3114) ;

— membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [26 juin 1970] (p. 3155) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme hospitalière [17 décembre 1970] (p. 6629) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement [18 juin 1971] (p. 3133) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant le titre 1er du Livre IV du Code de la santé publique, l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Dépôts :

Sa proposition de loi sur les conseillers funéraires et les entreprises privées de pompes funèbres, **n° 1042** [9 avril 1970]. Retrait de cette proposition [4 mai 1971] (p. 1635).

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 991) relatif à l'agrément des entreprises des transports sanitaires, **n° 1081** [17 avril 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1278), modifié par le Sénat, relatif à l'agrément des entreprises de transports sanitaires, **n° 1308** [24 juin 1970].

Sa proposition de loi relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires, **n° 1694** [5 mai 1971].

Sa proposition de loi portant création d'un fonds de péréquation destiné à indemniser les victimes des nuisances de l'aérodrome de Roissy-en-France, **n° 2516** [30 juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2624), relatif à l'égalité des rémunérations entre les hommes et les femmes, **n° 2644** [17 novembre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1575), relative à la réglementation de la profession de visiteur médical, **n° 2748** [8 décembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 9 : *Rôle des étudiants ; ses observations sur le quorum* [9 octobre 1968] (p. 3153) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur les accouchements* [6 novembre 1968] (p. 4004) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Unité nationale ; endettement des agriculteurs et des commerçants ; application du texte ; information des rapatriés sur leurs droils* [8 octobre 1969] (p. 2538) ;

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Marcus, Mazeaud, Spénale, Barrot, Mme Vaillant-Couturier et M. Peyrefitte relatives à la drogue : *Nécessité de dédramatiser le problème ; importance de la désintoxication ; idéal à proposer aux jeunes ; prise en charge médico-sociale des intoxiqués ; renforcement des moyens policiers et douaniers pour lutter contre le trafic de la drogue ; création d'organismes spéciaux, semblables aux « Toxycomanes anonymus » des Américains* [24 octobre 1969] (p. 2945, 2946).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Ses observations sur la loi de juillet 1966 ; protection du risque maternité ; remboursement de l'hospitalisation ; conséquence d'une incompatibilité sanguine entre les parents* [2 décembre 1969] (p. 4489, 4490) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille ; *Promotion de la femme ; puissance paternelle ; nombre de femmes au travail ; information des femmes qui restenl au foyer ; situation des femmes célibataires ; rapprochement des époux dans l'accomplissemennt des tâches journalières* [7 avril 1970] (p. 816) ;

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : *Effets de l'ingestion de l'alcool sur l'organisme humain ; variabilité des effets de l'alcool selon les conditions dans lesquelles il a été absorbé ou selon les personnes par lesquelles il a été consommé ; apparition de cas d'ébriété chez les femmes ; absence de rapport entre les doses de boisson alcoolique que peut tolérer un sujet normal dans la vie courante et les quantités que peut absorber un conducteur d'automobile ; ses observations sur les travaux statistiques ; exemples étrangers ; conséquence du taux d'alcool de 1 gramme* ‰ [16 avril 1970] (p. 1102 à 1104) ;

— du projet de loi relatif à l'agrément des entreprises de transports sanitaires, en qualité de *Rapporteur : Contrôle de l'activité des entreprises qui assurent le transport des malades et des blessés ; importance du rôle joué par les entreprises privées dans les transports sanitaires ; rôle joué par les véhicules appartenant aux établissements hospitaliers ; problème de l'introduction en France d'un système d'appel national ; création des « secteurs ambulanciers » ; rôle des sapeurs-pompiers ; institution d'un agrément délivré par le préfet aux personnes physiques ou morales exploitant une entreprise privée de transports sanitaires ; sous-équipement de certaines régions en matière de*

transports sanitaires ; institution d'un service de garde obligatoire pour les entreprises agréées [21 mai 1970] (p. 1850, 1851) ; Art. unique : *Son amendement tendant : 1° à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Il est ajouté au Livre 1er du Code de la santé publique un titre 1er bis » ; 2° en conséquence : 1° au troisième alinéa à substituer aux mots : « Art. L 510-9 » les mots : « Art. L 51-1 » ; 2° au quatrième alinéa, à substituer aux mots : « Art. 510-10 » les mots : « Art. L 51-2 »* (p. 1853) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1853) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « par le préfet » à insérer les mots : « après avis de la Commission départementale d'équipement, section sanitaire et sociale »* (p. 1853) ; *son amendement tendant après le quatrième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (application des droits et obligations définis par le R.A.P. prévu à l'article L 51-1 aux services publics assurant les transports sanitaires)* (p. 1853) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Retrait de l'agrément par le préfet ; part prise par les sapeurs-pompiers dans les transports sanitaires* [29 juin 1970] (p. 3279) ;

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, Art. 15 : *Ses observations sur les aspects médicaux de l'incarcération ; conséquences humaines de la détention préventive ; organisation de l'hôpital de Fresnes ; cas de libération conditionnelle ; notion d'un véritable « minimun vital du libéré » ; cas des détenues devenues mères en prison* [28 mai 1970] (p. 2079) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, Art. 46 : *Ses observations sur le moratoire et les intérêts ; suppression par la loi de 1969 de certaines clauses accessoires aux obligations* [12 juin 1970] (p. 2606, 2607) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Extension des possibilités légales d'interruption de la grossesse ; détermination des cas précis dans lesquels l'avortement devient une nécessité thérapeutique ; nécessité d'habiliter un expert assermenté auprès des tribunaux pour prendre une telle décision ; ses observations sur l'exemple de la Grande-Bretagne* [28 octobre 1970] (p. 4864) ; EDUCATION NATIONALE : *Structures de l'Université ; ses observations sur les franchises universitaires ; situation à Nanterre ; développement de l'enseignement technique ; information des parents* [14 novembre 1970] (p. 5570) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Ses observations sur les besoins de santé ; problème de l'hôpital public ; établissement d'un équilibre entre les responsabilités des médecins hospitaliers et leur rôle dans la gestion des établissements ; coordination entre la commission médicale consultative et le conseil d'administration ; ses observations sur le statut à temps plein et le statut à temps partiel des praticiens hospitaliers ; problèmes financiers ; exemple de l'Assistance publique de Paris ; ses observations sur les établissements climatiques de l'Assistance publique ; ses observations sur l'hôpital de Villiers-le-Bel ; problèmes des hôpitaux de la région de Paris ; question de l'affectation des internes ; exemple de l'hôpital de Gonesse ; humanisation des hôpitaux ; insuffisance du nombre des secrétaires médicales ; insuffisance du personnel infirmier hospitalier ; taux des traitements mensuels du personnel médical soignant de la région de Paris ; situation des centres anticancéreux ; ses observations sur les centres de transfusion sanguine ; exemple de la fondation ophtalmologique des Quinze-Vingts ; ses observations sur le carnet de santé ; rapports des établissements publics avec le secteur privé* [3 décembre 1970] (p. 6129 à 6131) ; Après l'Art. 25 : *Ses observations sur la situation de la région de Nîmes et de Montpellier* [4 décembre 1970] (p. 6197) ; en deuxième lecture, Art. 38 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa (1°) de cet article (engagement pris par l'Etat de n'autoriser la création ou l'extension d'aucun autre établissement ou service d'hospitalisation de même nature tant que les besoins déterminés par la carte sanitaire demeurent satisfaits)* [16 décembre 1970] (p. 6581) ; *exigences de la carte sanitaire ; retrait de son amendement* (p. 6581) ;

— du projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins : *Elaboration de la convention* [27 mai 1971] (p. 2141) ; *nécessité du maintien du caractère libéral de la médecine ; importance des dépenses de santé ; possibi-*

lité d'assurer une meilleure rentrée des cotisations dues par certains établissements publics ou privés ; budget de la Caisse maladie (p. 2142, 2143) ;

— du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique et professionnel, du projet de loi relatif à l'apprentissage, du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente : *Situation des femmes qui travaillent ; taux d'activité féminine ; allongement de la scolarité ; différences de rémunération entre le salarié et la salariée ; nombre des stagiaires masculins et féminins ; composition du comité d'étude du travail féminin ; réinsertion professionnelle des femmes de 35 ans* [7 juin 1971] (p. 2438) ; *cours de la formation professionnelle des adultes ; utilisation du système des conventions* (p. 2439) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 2 : *Son amendement (nombre de parts pris en considération pour la division du revenu imposable ; majoration des droits de consommation sur les alcools)* [21 octobre 1971] (p. 4723) ; *situation des célibataires et des divorcés ayant un enfant à charge par rapport aux veufs et aux veuves qui élèvent des enfants* (p. 4723) ; *retrait de son amendement* (p. 4724) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Insuffisance des crédits dans le domaine hospitalier ; problème des traitements des infirmiers ; cas du département du Val d'Oise ; scandale des astreintes de garde* [4 novembre 1971] (p. 5307) ; *conventions entre les médecins et les caisses maladie de la Sécurité sociale ; rôle de l'Ordre des médecins et des syndicats non signataires ; problème de l'avortement* (p. 5308) ; EDUCATION NATIONALE : *Nécessité de mettre en œuvre les moyens d'assurer l'égalité effective d'accès de tous à la culture ; système de calcul et de distribution des bourses* [9 novembre 1971] (p. 5572) ; *possibilité de considérer les bourses comme une avance conditionnelle ; enseignement technique ; importance de la formation continue ; production de vidéo-cassettes de formation ; réseaux de télé-distribution ; réinsertion professionnelle des femmes* (p. 5573); INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème des rapatriés ; leur indemnisation ; leur reclassement ; création d'un Fonds national d'indemnisation* [10 novembre 1971] (p. 5634) ; Après l'Art. 39 : *Alignement du statut fiscal des célibataires et des divorcés ayant des enfants à charge sur celui des veufs et des veuves* [17 novembre 1971] (p. 5881).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la Société française des vidéogrammes [5 novembre 1971] (p. 5394).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires : *Endettement des familles en raison de l'enterrement ; ses observations sur la Société des pompes funèbres générales* [17 décembre 1971] (p. 6897) ; *indication de divers cas sordides ; désuétude de la loi de 1904 ; possibilité d'exploiter les services funéraires en régie* (p. 6898) ; *construction de chambres funéraires ; ses observations sur les catalogues de la maison Roblot ; application de la loi à tous les contrats renouvelés par anticipation depuis le 1er janvier 1970* (p. 6899) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Possibilité pour l'ordre national de la Légion d'honneur de mettre, par bail emphytéotique, le château d'Ecouen à la disposition de l'Etat* [4 mai 1972] (p. 1373) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Participation féminine à l'activité commerciale ou artisanale ; attribution de l'allocation aux mères de famille ; alignement des retraites sur le régime général* [17 mai 1972] (p. 1587) ; *niveau des pensions de vieillesse servies aux femmes* (p. 1588) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues, relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme, Art. 1er : *Son amendement concernant les professeurs associés ou maîtres de conférences associés* [6 juin 1972] (p. 2200).

Pose à M. le Premier Ministre une ques-

tion d'actualité relative à l'interdiction de construire autour de Roissy-en-France [3 novembre 1972] (p. 4635, 4636).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — I. - SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Situation au regard de la sécurité sociale des anciens militaires de carrière qui exercent ou ont exercé une activité salariée ; égalité des prestations à cotisations égales ; problème de la détermination de l'activité principale* [6 novembre 1972] (p. 4751, 4752) ; TRANSPORTS. — III. - AVIATION CIVILE : *Inquiétude de la population près de Roissy ; départs forcés ; pose de silencieux sur les avions* [8 novembre 1972] (p. 4888) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Rôle de la France en Méditerranée ; son rôle de lien traditionnel entre le monde musulman et le monde chrétien et de médiateur naturel entre les minorités ; neutralité active au Moyen-Orient* [16 novembre 1972] (p. 5294) ; *problème de l'indemnisation de nos compatriotes rapatriés d'Egypte au moment des événements de 1956* (p. 5295) ;

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes, en qualité de *Rapporteur : Disparités entre les rémunérations annuelles des hommes et des femmes ; raisons de ces discriminations* [2 novembre 1972] (p. 5551) ; *éléments qui composent la rémunération ; problème des sanctions ; compétences des inspecteurs du travail et des inspecteurs des lois sociales en agriculture ; ses observations sur l'amendement de M. Berthelot tendant à créer une commission paritaire chargée de se prononcer en cas de contestation sur la « valeur égale » du travail* (p. 5552) ; Art. 1er : *Opposition de la Commission à l'amendement de Mme Vaillant-Couturier* (p. 5564) ; Art. 2 : *Critères de la promotion professionnelle* (p. 5564) ; *son amendement concernant les modes d'évaluation des emplois* (p. 5564) ; Art. 3 : *Problème de la définition de la rémunération* (p. 5565) ; Après l'Art. 3 : *Cas de contestation sur la valeur égale du travail* (p. 5566) ; Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de Mme Vaillant-Couturier* (p. 5570) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale : *Problème de l'avortement ; situation démographique de la France* [7 décembre 1972] (p. 5998) ; *rapports de l'Etat et des citoyens sur le plan des libertés ; possibilité d'envisager une amnistie pour les médecins qui se sont crus obligés de pratiquer un avortement ; éducation sexuelle dans l'enseignement* (p. 5999).

TRORIAL (Jacques)

Député de Meurthe-et-Moselle
(7e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'ÉDUCATION NATIONALE
du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212).

Est nommé Secrétaire d'Etat à l'Education nationale (Gouvernement Couve de Murville), décret du 12 juillet 1968 [*J.O.* du 13 juillet 1968].

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 12 août 1968, de son mandat de député [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat à l'Education nationale (Gouvernement Couve de Murville), décret du 20 juin 1969 [*J.O.* du 21 juin 1969] (p. 6288).

Interventions :

En qualité de Secrétaire d'Etat à l'Education nationale :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 1er : *Ses observations sur les anciens étudiants* [8 octobre 1968] (p. 3108) ; Art. 4 : *Inscription des étudiants dans les universités les plus pro-*

ches de leur domicile ; ses observations sur l'autonomie ; possibilité pour les étudiants du troisième cycle de s'inscrire dans les établissements de leur choix (p. 3115) ; Art. 10 : *Ses observations sur les amendements de M. Capelle et le sous-amendement de M. Fontanet* [9 octobre 1968] (p. 3175) ; Art. 20 : *Ses observations sur les amendements de MM. Chazalon et Capelle* [10 octobre 1968] (p. 3216) ; *répartition des crédits ; possibilité de prévoir des programmes échelonnés sur plusieurs années* (p. 3217) ; Art. 23 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capelle* (p. 3230) ; Art. 24 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 3231) ; Art. 30 : *Ses observations sur la mise en œuvre de la réforme* (p. 3242) ; Art. 31 et 32 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 3243, 3244) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement* [28 octobre 1968] (p. 3635) ; *réforme de l'enseignement secondaire ; définition de la culture* (p. 3645, 3646) ; *prise en charge par le budget de l'Etat des indemnités pour les différents personnels en service dans les C.E.G.* (p. 3647).

Répond à la question orale sans débat de M. Falala relative à l'évocation de la guerre de 1914-1918 dans l'enseignement [8 novembre 1968] (p. 4167).

Répond à la question orale de M. Dupuy relative aux subventions pour les classes de campagne, de mer et de neige [8 novembre 1968] (p. 4168).

Répond à la question orale de M. de Montesquiou relative à la création d'un Institut national de la condition étudiante [8 novembre 1968] (p. 4169, 4170).

Répond à la question orale sans débat de M. Rabourdin relative à la programmation des constructions scolaires [13 décembre 1968] (p. 5452, 5453, 5454).

Répond à la question orale sans débat de M. Andrieux relative à l'enfance inadaptée [13 décembre 1968] (p. 5454, 5455, 5456, 5457).

Répond à la question orale sans débat de M. Durafour relative aux créations d'emplois de chercheurs au C.N.R.S. [13 décembre 1968] (p. 5457).

Répond à la question orale sans débat de M. Carpentier relative à la pratique des sports dans les établissements scolaires [13 décembre 1968] (p. 5458, 5459).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle : *Prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans ; collèges d'enseignement technique ; élévation du niveau scolaire ; démocratisation de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement ; brevet d'enseignement professionnel ; régimes conventionnés ; situation de l'apprentissage ; stages de formation ; cours dits de « rattrapage » ; formation de transition ; éducation permanente ; constitution d'associations universitaires régionales d'éducation et de formation des adultes* [16 décembre 1968] (p. 5552, 5553) ; Art. 2 : *Cas des étudiants ou anciens étudiants ; ses observations sur les stages de promotion* (p. 5555) ; Art. 3 : *Organisation des stages de formation professionnelle* (p. 5556).

TURCO (Jean)

Député de Paris
(14e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 7 août 1972, de M. Hubert Germain, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 8 août 1972] (p. 8571).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement.

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [*J.O.* du 27 septembre 1972] (p. 10200).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [*J.O.* du 29 septembre 1972] (p. 10303).

Dépôts :

Sa proposition de loi visant à accorder aux anciens combattants et résistants la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse, n° **2718** [6 décembre 1972].

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier d'un intérêt les versements de garantie effectués par les locataires à leurs propriétaires, n° **2825** [20 décembre 1972].

V

VAILLANT-COUTURIER
(Mme Marie-Claude)
Député du Val-de-Marne
(1re circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe Communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommée :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à fixer à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale, **n° 121** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux mères de famille exerçant un emploi salarié de déduire, lors du calcul de leur revenu net imposable, le montant des frais résultant de la garde de leurs enfants, **n° 315** [3 octobre 1968].

Retire cette proposition le 21 mai 1970 (p. 1854).

Sa proposition de loi tendant à instituer, dans le secteur privé, une contribution patronale obligatoire à titre de participation au financement de la construction et au fonctionnement de crèches, **n° 650** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi relative à l'application du principe d'égalité de rémunération à travail égal et à qualification égale, entre les hommes et les femmes sans discrimination, **n° 704** [7 mai 1969].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux mères de famille, exerçant un emploi salarié, de déduire, lors du calcul de leur revenu net imposable, le montant des frais résultant de la garde de leurs enfants **n° 1167** [27 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à créer une allocation en faveur des orphelins et des enfants à la charge d'un seul parent, **n° 1416** [28 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à donner à toutes les jeunes filles et aux femmes travailleuses une formation professionnelle leur permettant d'accéder aux emplois qualifiés, **n° 1465** [25 novembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 29 du Livre 1er du Code du travail en vue de renforcer la protection contre les licenciements abusifs des femmes salariées en état de grossesse, **n° 1900** [24 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à étendre à toutes les mères de famille les congés supplémentaires dont bénéficient les salariées âgées de moins de vingt et un ans, **n° 1902** [24 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 54 B du Livre II du Code du travail afin d'aménager le temps de repos de certaines mères de famille à l'intérieur des entreprises privées, **n° 1905** [24 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à améliorer les conditions d'ouverture du droit des femmes seules assurées sociales aux prestations de l'assurance maladie, **n° 1908** [24 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi (n°s 698 et 1349) tendant à rendre obligatoire le dépistage de la phénylcétonurie, **n° 2460** [22 juin 1972].

Sa proposition de loi tendant à assurer un minimum de ressources aux veuves, **n° 2672** [22 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments : *Ses observations sur la procédure législative ; prix de vente des médicaments ; retrait aux caisses de sécurité sociale de la possibilité de passer des conventions avec les pharmaciens qui accepteraient de pratiquer des baisses de prix supplémentaires ; vote du groupe communiste* [18 juillet 1968] (p. 2291) ;

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : Ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967 portant modification de divers textes relatifs à la pharmacie, aux prestations et à certains accidents du travail et maladies professionnelles : *Régime des cures thermales* [22 juillet 1968] (p. 2444) ; Ordonnance n° 67-708 du 21 août 1967 relative aux prestations familiales : *Nécessité de verser les allocations familiales à partir du premier enfant* (p. 2449) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Discrimination entre déportés résistants, déportés politiques, internés résistants et politiques ; revalorisation des pensions* [23 juillet 1968] (p. 2504, 2505) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Fernand Dupuy* [8 octobre 1968] (p. 3118) ; Art. 31 : *Information des unités en ce qui concerne leur statut ; retrait de l'amendement de M. Dupuy* [10 octobre 1968] (p. 3243) ; Art. 32 : *Cas où les universités sont incapables de se donner un statut ; retrait de l'amendement de M. Dupuy* (p. 3244) ; Après l'Art. 33 : *Intégration des grandes écoles et des autres écoles supérieures aux universités ; retrait de l'amendement de M. Dupuy* (p. 3244) ; Art. 34 : *Retrait de l'amendement de M. Dupuy* (p. 3244).

Prend part au débat sur la question orale de M. Durafour relative à la situation des organismes de travailleuses familiales : *Nécessité de développer les services collectifs d'aide à la mère de famille (réseau de crèches et de garderies) ; problème posé par le recrutement des aides familiales (salaires, garantie de l'emploi)* [18 octobre 1968] (p. 3416).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES SOCIALES : *Caractère du budget ; action sanitaire et sociale ; recherche médicale ; situation de la médecine scolaire ; difficultés de recrutement de médecins et d'assistantes sociales ; problème de l'enfance inadaptée ; projet d'institut médico-pédagogique et médico-professionnel à Villejuif ; ses observations sur l'atelier protégé d'Ablon ; exécution du V° Plan ; question des maisons de retraite ; hôpitaux psychiatriques ; centres anticancéreux ; insuffisance de l'équipement ; pénurie de personnel ; nombre des places dans les écoles d'infirmières et d'assistantes sociales ; revalorisation des salaires ; réductions des horaires ; nombre des étudiants en médecine ; organisation de stages d'initiation aux soins élémentaires pour les malades ; ses observations sur les cliniques privées ; poli-*

tique gouvernementale en ce qui concerne la médecine hospitalière ; nécessité d'une réforme hospitalière [6 novembre 1968] (p. 3979, 3980) ; *vote du groupe communiste* (p. 4037, 4038) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Inégalité des pensions des déportés politiques par rapport à celles des déportés résistants ; ses observations sur les cures thermales* [8 novembre 1968] (p. 4209, 4210) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : I. - SERVICES GÉNÉRAUX. - RECHERCHE SCIENTIFIQUE : *Procédure d'établissement du projet de budget relatif à la recherche ; recherche militaire ; insuffisance du développement des crédits de recherche dans le budget ; force nucléaire stratégique ; ses observations sur l'espace ; recherche en chimie ; crédits affectés au C.N.R.S. ; ses observations sur le statut, la carrière, les conditions de vie des personnels de recherche* [19 novembre 1968] (p. 4683, 4684) ; *vote du groupe communiste sur les crédits du titre V de l'état C* (p. 4692) *et sur le titre VI de l'état C* (p. 4694) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises : *Ses observations sur les paroles de M. Maurice Schumann* [4 décembre 1968] (p. 5074) ; Art. 1er : *Retrait de l'amendement de Mme Prin* (p. 5079) ; Art. 7 : *Ses observations sur cet article et sur l'amendement de M. Lebas* (p. 5088) ; Art. 11 : *Problème des licenciements* (p. 5096) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa : « tout licenciement non autorisé est nul. L'employeur est tenu de verser le salaire qui aurait été perçu pendant la période couverte par la nullité »* (p. 5096) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5097) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Age exigé pour être délégué syndicat* [19 décembre 1968] (p. 5690) ;

— du projet de loi relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle : *Travail de la Commission* [16 décembre 1968] (p. 5549) ; Avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (formation et perfectionnement continus constituant un droit pour tous)* (p. 5553) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de Mme Prin* (p. 5556) ; *son amendement tendant après les mots : « ou centre de formation privée » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « habilités à dispenser la formation »* (p. 5556) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à introduire un nouvel alinéa : « lorsque leurs parents ne sont pas affiliés à la sécurité sociale les intéressés sont couverts à titre individuel par l'assurance maladie »* (p. 5559) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la première phrase du deuxième alinéa de cet article : « les fonds « d'assurance formation » sont alimentés par des contributions versées par les employeurs »* (p. 5560) ; *son amendement tendant à supprimer les deux premières phrases du troisième alinéa de cet article* (p. 5560) ; Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « totale ou partielle »* (p. 5561) ; Art. 15 : *Frais de transports* (p. 5561) ; Art. 16 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « relèvent de la compétence », à insérer les mots : « des conseils de prud'hommes et éventuellement... »* (p. 5561) ; *problème des litiges* (p. 5561) ; Après l'Art. 17 : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (association des travailleurs au contrôle de la formation professionnelle)* (p. 5562) ; ses explications de vote : *Insuffisance du texte ; rôle du patronat ; problème de l'association des travailleurs au contrôle de la formation professionnelle ; question du financement ; rémunération des travailleurs qui suivent un stage de conversion ; sa proposition que cette rémunération soit égale au S.M.I.G.* (p. 5564) ; en deuxième lecture, Art. 4 : *Vote du groupe communiste ; abstention du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* [20 décembre 1968] (p. 5753).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative à l'aide aux aveugles, invalides et infirmes [24 octobre 1969] (p. 2928, 2930).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, une question orale avec débat relative à la drogue [24 octobre 1969] (p. 2932) : *Volonté dans une certaine presse de masquer les vrais problèmes de la jeunesse ; renforcement de la lutte contre les trafiquants et les revendeurs ; information des jeunes sur les effroyables conséquences de la drogue ; chômage des jeunes ; insuffisance de la formation professionnelle ; insuffisance des bourses ; développement des sports ; implantations de maisons de la culture ; besoins d'idéal de la jeunesse ; droit au métier, à l'instruction et aux loisirs* (p. 2939, 2940).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des déportés politiques et des internés résistants ; asthénie des internés ; nécessité de mettre les pensions d'invalidité des déportés politiques à parité avec les pensions des déportés résistants* [31 octobre 1969] (p. 3189) ; Titre IV. — *Situation des déportés politiques ; son vote sur ce titre* (p. 3213) ; LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Ses observations sur l'article 9 de la loi du 6 août 1948 ; suppression de l'attribution à titre posthume de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire ; célébration du 25e anniversaire de la victoire et de la libération des camps de concentration ; création en faveur des combattants de la résistance d'un contingent spécial de la Légion d'honneur et de la médaille de la résistance* [5 novembre 1969] (p. 3370, 3371) ; EDUCATION NATIONALE : *Enseignement du second degré ; enseignement long ; académie de Paris ; investissements exécutés par l'Etat ; recrutement des enseignants ; développement de l'auxiliariat; nombre de places offertes aux concours du C.A.P.E.S. et du C.A.P.E.T. ; diminution du nombre des élèves qui suivent l'enseignement du second cycle ; résultats de l'application de la rénovation pédagogique ; tiers temps pédagogique ; travaux dirigés par demi-classe ; problème du recyclage des littéraires ; importance de l'orientation scolaire ; rôle des conseillers d'orientation ; centres d'orientation ; revalorisation de la fonction de surveillant général ; part de l'Etat dans le ramassage scolaire ; ses observations sur les bourses ; démocratisation de l'enseignement* [12 novembre 1969] (p. 3606, 3607) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Diminution des crédits d'équipement ; ses observations sur les autorisations de programme ; non-exécution des prévisions du Plan ; insuffisance des crédits publics ; développement d'établissements de santé privés ; augmentation du prix de journée des hôpitaux ; déficit de la Sécurité sociale ; problème de l'équipement ; formation du personnel ; pénurie de personnel de santé ; nombre des étudiants ; médecins des hôpitaux psychiatriques ; enfance inadaptée ; cas des adultes déficients mentaux ; insuffisance du revenu des handicapés ; diminution de la subvention à l'Institut Pasteur* [21 novembre 1969] (p. 4178 à 4180) ; des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire : *Principe du droit à la retraite du combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord ; égalisation des pensions des déportés politiques et de celles des déportés résistants* [12 décembre 1969] (p. 4920) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 6 de la loi du 12 juillet 1966 : *Principe de la solidarité ; ses observations sur l'assurance maladie ; couverture des frais de médecine générale et spéciale ; financement et couverture des risques conformes à l'intérêt des assurés du régime autonome* [3 décembre 1969] (p. 4557) ; Art. 15 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à substituer aux cinq premiers alinéas du paragraphe III de cet article de nouvelles dispositions (administration de chaque caisse mutuelle régionale)* (p. 4579).

Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale avec débat relative aux crimes de guerre et à la mise en jugement du général Lammerding [5 décembre 1969] (p. 4697) : *Imprescriptibilité des crimes de guerre ; manière restrictive dont les textes sont appliqués par les tribunaux de la République fédérale d'Allemagne ; article 50 du Code pénal de la République fédérale allemande (délais de prescription pour meurtres accomplis sans intention vile) ; démarches faites par le Gouvernement français auprès du Gouvernement allemand ; cas des criminels de guerre condamnés en France par contumace ; visite du général Karl Molinari* (p. 4697, 4698, 4701).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire de croissance, Art. 31 x e du Code du travail : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Dans toutes les dispositions législatives ou réglementaires qui comportent une référence au salaire minimum national interprofessionnel garanti, le montant de celui-ci est déterminé par référence conjointe aux articles 31 x c et 31 x d »* [10 décembre 1969] (p. 4788) ;

— en troisième lecture, du projet de loi relatif à la situation juridique des artistes du spectacle et des mannequins, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (détermination de ce qui n'est pas considéré comme salaire, ap-*

pointement ou cachet servant de base au calcul de la rémunération des agents artistiques) [11 décembre 1969] (p. 4831) ; *calcul du revenu imposable des artistes, retrait de son amendement* (p. 4831) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Cousté et plusieurs de ses collègues, relative à la création et au fonctionnement des écoles, cours et autres organismes privés dispensant un enseignement à domicile : *Carence du Gouvernement en matière d'éducation nationale ; multiplication des établissements d'enseignement par correspondance ; garanties de qualité de cet enseignement* [11 décembre 1969] (p. 4832, 4833) ; *abstention du groupe communiste sur le vote sur l'ensemble du texte* (p. 4838) ;

— du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés : *Participation des sociétés capitalistes au financement du régime de couverture sociale des non-salariés ; cas des entreprises industrielles et commerciales dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500.000 F* [11 décembre 1969] (p. 4853) ; Art. 33 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 : *Son amendement tendant après le cinquième alinéa de cet article à insérer de nouvelles dispositions : « Cette contribution n'est pas déductible pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés. Les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 500.000 F sont exonérées de la contribution visée au premier alinéa »* (p. 4856) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article : « Elle est établie suivant des taux progressifs sur le montant — sans plafonnement — du chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise au cours de l'année précédente »* (p. 4856) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « Les classes de contribution correspondant aux tranches de chiffres d'affaires dans lesquelles se situe chaque redevable » les mots : « Les taux applicables par tranche au chiffre d'affaires déclaré à l'administration fiscale par chaque redevable »* (p. 4860) ; *retrait de son amendement* (p. 4860) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault : *Vote du groupe communiste* [20 décembre 1969] (p. 5118) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, Art. 375-3 du Code civil ; *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article après le mot « milieu » à supprimer le mot « actuel »* [9 avril 1970] (p. 885) ; *compétence du juge des enfants* (p. 885) ; *retrait de son amendement* (p. 886) ; Art. 375-1 du Code civil : *Son amendement tendant dans cet article après le mot : « des enfants » à insérer les mots : « du domicile du mineur »* (p. 889) ; *détermination du juge des enfants* (p. 889) ; *nécessité d'empêcher les manœuvres frauduleuses* (p. 889) ; *retrait de son amendement* (p. 889) ; Art. 375-2 du Code civil : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Cressard, après le mot : « milieu » à supprimer le mot « actuel »* (p. 890) ; *son amendement tendant à compléter le second alinéa de cet article par la phrase suivante : « Il les détermine après consultation et autant que possible avec l'accord des intéressés »* (p. 890).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale sans débat relative à la gestion des dispensaires [24 avril 1970] (p. 1297, 1298).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'octroi d'un terrain à l'Observatoire de Paris [6 mai 1970] (p. 1545, 1546).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Rythme de croissance des prix ; exemple des prix dans l'alimentation ; niveau de vie des familles ; nécessité d'une diminution de 30 % des taxes sur les produits de grande consommation ; institution de l'échelle mobile pour les salaires, traitements et retraites ; nécessité de relever immédiatement de 20 % les allocations familiales* [14 mai 1970] (p. 1705, 1706).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat, Art. 1er : *Son amendement tendant après les mots : « régime général des retraites » à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « sont sur leur demande et dans les cas et conditions déterminées par règlement d'administration publique, autorisés à accomplir un service à mi-temps »* [21 mai 1970] (p. 1837) ; Art. 4 : *Son amen-*

dement tendant à supprimer cet article (p. 1838) ;

— du projet de loi relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants : *Délai pour la mise à parité des pensions ; revendications des anciens internés ; ses observations sur la présomption d'origine ; modalités de calcul et de liquidation des pensions ; sa demande de constitution d'une commission d'étude tripartite pour étudier les problèmes concernant les anciens internés* [2 juin 1970] (p. 2179) ;

— du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés : *Dépenses dues à l'augmentation de la consommation médicale ; conclusion de conventions entre la Sécurité sociale et les syndicats médicaux ; recrutement des médecins généralistes ; difficultés financières des jeunes médecins ; situation de la médecine préventive ; problème de l'hospitalisation publique ; importance que le groupe communiste attache à un véritable régime conventionnel assurant le remboursement à 80 % des frais médicaux et pharmaceutiques ; établissement d'un système fiscal plus juste ; déduction de 30 % en faveur des médecins conventionnés ; couverture sociale des médecins conventionnés* [4 juin 1970] (p. 2246, 2247) ; en deuxième lecture : *Son adhésion au régime conventionné établi sur la base d'une convention nationale ; possibilité d'une revalorisation périodique* [1er décembre 1970] (p. 6043) ;

— du projet de loi relatif au service national, Art. 24 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [10 juin 1970] (p. 2442) ; *service féminin ; emploi des jeunes filles* (p. 2443).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le refus d'inscription, par la Conférence des Présidents, de la question d'actualité de M. Feix sur l'augmentation des tarifs de la R.A.T.P.* [16 juin 1970] (p. 2714).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Ses observations sur la santé publique ; problème des équipements sanitaires ; formation du personnel sanitaire ; nécessité de réorganiser les services de santé et de réformer l'hospitalisation publique ; ses observations sur le prétendu déficit de la Sécurité sociale ; situation des personnes âgées ; possibilité de porter l'allocation aux vieux travailleurs salariés à 80 % du S.M.I.C. ; calcul des pensions ; taux de reversion des pensions de veuves ; problème de la natalité ; refonte du système des allocations familiales ; su proposition que les allocations familiales soient accordées à partir du premier enfant ; institution d'une allocation d'orphelin et d'une allocation pour le parent qui est seul à élever un ou plusieurs enfants ; allocation pour les enfants inadaptés ; problème des loyers* [16 juin 1970] (p. 2727, 2728) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Mazeaud, tendant à modifier certaines dispositions du Code de la santé publique relatives aux stupéfiants ; 2° de M. Weber et plusieurs de ses collègues, tendant au renforcement des sanctions frappant le trafic et l'usage des stupéfiants : *Ses observations sur le déroulement du débat* [29 juin 1970] (p. 3302) ; *sa protestation contre les méthodes de travail de l'Assemblée ; importance du problème de la drogue ; ses observations sur la jeunesse de France ; caractère de notre société ; distinction entre le trafiquant et l'utilisateur ; réintégration des jeunes dans la société ; troubles mentaux créés chez les drogués ; cure de désintoxication ; compétence du Procureur de la République et du juge d'instruction ; création d'une infrastructure sanitaire* (p. 3307, 3308) ; Art. L 630-1 du Code de la santé publique : *Différence entre les trafiquants et les utilisateurs* [30 juin 1970] (p. 3327) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants ; cas des anciens internés politiques ou résistants ; pathologie de la captivité ; revision des dossiers de demandes d'asthénie ; ses observations sur les visites aux tombes et les pélerinages* [26 octobre 1970] (p. 4701) ; Titre IV : *Problème de la création d'une Commission tripartite ; nécessité d'accorder la qualité de combattant aux militaires ayant servi en Algérie, en Tunisie et au Maroc* (p. 4712) ; *ses observations sur la demande de scrutin déposée par le groupe communiste* (p. 4713) ; AFFAIRES SOCIALES. — SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Caractère du budget ; équipement hospitalier ;*

crédits C.H.U. ; aggravation de la pénurie de médecins ; nécessité d'aider les jeunes médecins au moyen de crédits d'installation en particulier dans les zones rurales ; situation des hospices et des maisons de retraite [28 octobre 1970] (p. 4846) ; *ses observations sur les hôpitaux psychiatriques ; participation de l'Etat aux frais de scolarité des infirmières et assistantes sociales ; aide de l'Etat pour l'enseignement à l'hôpital ; crédits destinés aux handicapés ; mortalité infantile ; rôle de la protection maternelle et infantile ; problème de la médecine scolaire ; conditions de travail des infirmières ; consommation médicale ; droit à la santé ; suppression de la T.V.A. sur le prix des médicaments ; nécessité d'opérer un prélèvement sur les profits des trusts de produits chimiques et pharmaceutiques* (p. 4847) ; EDUCATION NATIONALE : *Problème des retards scolaires ; question des locaux ; participation de l'Etat aux frais des constructions scolaires ; situation des enseignants ; allégement des effectifs des classes ; problème des classes maternelles ; ses observations sur les cours élémentaires deuxième année ; problème de la formation pédagogique ; écoles normales ; situation des instituteurs ; tiers-temps pédagogique ; enseignements spéciaux dans la couronne de Paris ; problème des enfants handicapés* [14 novembre 1970] (p. 5566, 5567) ; AFFAIRES SOCIALES. — TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION, titre VI : *Insuffisance des crédits affectés à l'équipement sanitaire et social ; vote du groupe communiste* [16 novembre 1970] (p. 5638) ;

— du projet de loi étendant les possibilités d'emprunt des groupements mutualistes : *Développement de la mutualité ; son rôle ; extension de la capacité d'emprunt de ces sociétés ; substitution d'un contrôle* a posteriori *à l'autorisation préalable ; développement des œuvres sociales mutualistes ; abattements des tarifs qui pénalisent les centres médicaux mutualistes* [18 novembre 1970] (p. 5749, 5750) ;

— du projet de loi modifiant et complétant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 24* bis *de la loi du 31 décembre 1913 à substituer aux mots : « aux associations culturelles », les mots : « aux personnes privées »* [18 novembre 1970] (p. 5758) ; *possibilité d'inscrire à l'inventaire supplémentaire les objets mobiliers appartenant à des personnes privées* (p. 5758) ; *nécessité d'empêcher que des œuvres d'art ne quittent le territoire national ; retrait de son amendement* (p. 5759) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 24* bis *de la loi du 31 décembre 1913, après les mots : « après avis », à insérer le mot : « favorable »* (p. 5759) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions des Livres IV, V et IX du Code de la santé publique, Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article L 792 du Code de la santé publique (fixation à 60 % du salaire de la rémunération des agents admis à travailler à temps partiel)* [1er décembre 1970] (p. 6052) ; Après l'Art. 6 : *Son amendement tendant, dans l'article L 838 du Code de la santé publique à substituer aux mots : « Ce dernier peut, à la requête de l'intéressé, saisir de la décision, dans un délai de quinze jours à compter de la notification, la commission des recours prévue à l'article L 804 » les mots : « L'agent incriminé peut saisir dans un délai de quinze jours à compter de la notification, le conseil de discipline d'appel »* (p. 6053) ; *son amendement tendant après l'article 6 à insérer un nouvel article (possibilité de faire un recours devant le conseil de discipline d'appel en cas de sanction)* (p. 6053) ; *son amendement tendant à compléter l'article 843 du Code de la santé publique par l'alinéa suivant : « L'autorité investie du pouvoir disciplinaire ne peut prononcer une sanction plus sévère que celle prévue pour l'avis émis par le conseil de discipline d'appel »* (p. 6053) ; *son amendement tendant à compléter l'article 843 du Code de la santé publique par un nouvel alinéa : « Il est institué dans chaque département un conseil de discipline d'appel. Sa composition paritaire est fixée par décret »* (p. 6053) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article L 845 du Code de la santé publique à substituer aux mots : « dans le mois qui suit » les mots : « dans un délai de quinze jours »* (p. 6054) ; *son amendement tendant, dans le septième alinéa du texte proposé pour cet article du Code de la santé publique à substituer aux mots : « ou d'un blâme » les mots : « d'un blâme ou d'une radiation du tableau d'avancement »* (p. 6054) ; Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article L 850 du Code de la santé publique, après le mot : « congé » à rédiger ainsi la fin de cet article : « de trente et un jours consécutifs, déduction faite des*

jours fériés ou de vingt-sept jours ouvrables pour une année de service accomplie ; cette durée minimale pourra être modifiée par décret » (p. 6054) ; Art. 9 : *Report de son sous-amendement déposé avec M. Berthelot à l'amendement de M. Hubert Martin* (p. 6056);

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Situation de l'hospitalisation en France ; centres hospitaliers universitaires ; incohérence de la structure du système hospitalier ; problème du financement ; recours des établissements publics aux capitaux privés au taux du marché ; carte sanitaire ; situation des établissements privés qui auront passé un contral de concession ; charges de l'hospitalisation publique ; ses observations sur le dossier de santé ; composition du conseil d'administration ; situation du personnel des établissements publics* [3 décembre 1970] (p. 6118) ; *caractère de la réforme envisagée par le Gouvernement ; propositions du groupe communiste ; établissement du budget de la santé ; création de conseils de santé sur les plans régional, départemental et communal ; recherche médicale ; nationalisation des trusts des produits chimiques et pharmaceutiques ; suppression de la T.V.A. sur les médicaments* (p. 6119) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à la suppression du quatrième alinéa* (3°) *de cet article* [4 décembre 1970] (p. 6185) ; *opposition du groupe communiste à ce que les établissements hospitaliers à but lucratif puissent être considérés comme faisant partie du service public hospitalier* (p. 6185) ; *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « et 3° ci-dessus »* (p. 6185) ; *cas des établissements régis par le Code de la mutualité* (p. 6185) ; *retrait de son amendement* (p. 6186) ; Art. 26 *bis* : *Statut des centres anticancéreux ; ses observations sur l'institut Gustave-Roussy ; prix de journée dans cet institut* (p. 6200) ; Art. 26 *ter* : *Son amendement tendant après les mots : « d'hospitalisation publics » à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (composition du conseil d'administration des établissements et groupes d'établissements d'hospitalisation)* (p. 6201) ; *élection des représentants du personnel par les organisations les plus représentatives ; retrait de son amendement* (p. 6201) ; *ses observations sur la participation au conseil du personnel paramédical* (p. 6202) ; Après l'Art. 7 : *Son vote sur l'amendement de M. Peyret* (p. 6208); Art. 29 : *Problème du remboursement par la Sécurité sociale ; situation de certains établissements* (p. 6214) ; Art. 36 : *Son vote sur l'amendement de M. Peyret* (p. 6221) ; Art. 38 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6223) ; *ses observations sur les modalités d'application permettant aux établissements privés à but lucratif, de s'intégrer au service public d'hospitalisation par le moyen de contrat de cession* (p. 6223) ; *sa demande qu'il puisse y avoir des établissements publics malgré l'existence d'établissements privés* (p. 6223) ; Art. 40 : *Son amendement tendant à nouvelle rédaction de cet article (constitution d'un conseil national de santé)* (p. 6225) ; en deuxième lecture : Art. 2, 3 et 26 *sexies* : *Vote du groupe communiste* [16 décembre 1970] (p. 6571, 6576) ; Art. 29 : *Problème des tarifs excessifs pratiqués par certains établissements luxueux* (p. 6577) ; ses explications de vote : *Possibilité donnée aux capitalistes de réaliser de fructueuses opérations financières ; vote du groupe communiste* (p. 6582) ;

— du projet de loi instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge d'une parent isolé : *Taux de l'allocation ; indexation de celle-ci ; baisse du taux de natalité ; ses observations sur le plafond des ressources au-delà duquel l'allocation ne sera pas versée ; situation des ayants droit résidant dans les Départements d'outre-mer ; problème de la femme divorcée ; nécessité de garantir la couverture du risque maladie pour les enfants, même non assurés sociaux ; leur affiliation à la caisse primaire d'assurance maladie du lieu de leur résidence* [10 décembre 1970] (p. 6405, 6406) ;

— du projet de loi relatif à diverses mesures en faveur des handicapés : *Situation des handicapés mineurs et adultes ; conditions de l'aide sociale ; consultation des organisations de handicapés ou de parents d'enfants handicapés ; financement du projet de loi ; attribution de l'allocation aux handicapés adultes ; règles de l'aide sociale* [6 mai 1971] (p. 1704) ; *institution d'une allocation pour les mineurs handicapés ; problème de la formation et de l'éducation ; question de l'obligation et de l'assiduité scolaires ; problème de l'hospitalisation d'une durée de plus de trois ans ; disparité entre les handicapés de moins de soixante-cinq ans et ceux de plus de soixante-cinq ans ; son vote ; attribution d'un minimum de ressources égal à 80 % du S.M.I.C. avec indexation ; problème du logement ; nationalisation des grandes entreprises de l'industrie pharmaceutique* (p. 1705) ; Art. 7 : *Application de*

l'article 40 de la Constitution (p. 1723) ; Art. 8 : *Composition de la commission prévue par la loi hospitalière* (p. 1726) ; Après l'Art. 11 : *Son souhait que les arrérages des assurances-survie ne soient pas pris en compte pour le calcul des ressources ; cas des rentes viagères* (p. 1729).

Prend part au débat sur la question orale de M. Michel Durafour relative à la main-d'œuvre féminine : *Ecart entre les salaires masculins et féminins ; refus de l'accès de nombreux concours aux femmes ; sous-qualification des travailleuses ; proposition de loi relative à la formation professionnelle ; rémunération des stagiaires de la formation professionnelle* [12 mai 1971] (p. 1831).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant les titres II et V du Code de la famille et de l'aide sociale et relatif au régime des établissements recevant des mineurs, des personnes âgées, des infirmes, des indigents valides et des personnes accueillies en vue de leur réadaptation sociale : *Notion d'établissement à but lucratif : contrôle de l'Etat ; nécessité d'élaborer une loi de programme permettant une véritable solidarité nationale ; son vote* [18 mai 1971] (p. 1943) ; Art. 95 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article par de nouvelles dispositions (qualifications exigées pour diriger un établissement)* (p. 1945) ; *ses observations sur le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article ; retrait de son amendement* (p. 1946) ; Après l'Art. 95 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (création d'une commission départementale chargée de donner son avis au préfet pour l'autorisation d'ouverture et de fermeture des établissements)* (p. 1946) ; *retrait de son amendement* (p. 1947) ; Art. 99 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Cas de récidive* (p. 1947) ; Art. 210 du Code de la famille et de l'aide sociale : *Son amendement tendant après le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à introduire un nouvel alinéa (désignation d'un administrateur provisoire)* (p. 1950) ; *retrait de son amendement* (p. 1950).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Labbé, Berthelot, Chazalon, Carpentier, Olivier Giscard d'Estaing relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite : *Proposition de loi de Mme Prin fixant à 60 ans l'âge de la retraite pour les femmes ; formation professionnelle des jeunes filles ; recyclage des femmes ayant abandonné leur activité professionnelle ; retraite des mères de famille* [19 mai 1971] (p. 1993).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins : *Orientation du projet de loi et du VI^e Plan ; inégalité du droit à la santé ; constitution de deux formes de médecine, l'une pour les pauvres, l'autre pour les riches ; contradiction entre le système proposé et l'intérêt national ; atteintes portées à la médecine libérale ; augmentation des dépenses de santé* [27 mai 1971] (p. 2143) ; *revalorisation de l'exercice médical fondée sur une indexation ; pénurie des médecins ; remboursement à 80 % des frais médicaux et pharmaceutiques ; nationalisation de l'industrie pharmaceutique* (p. 2144) ; Art. 4 : *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article L 263 du Code de la sécurité sociale par un nouvel alinéa (variété des tarifs)* (p. 2153) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 2154) ; en deuxième lecture, ses explications de vote : *vote du groupe communiste* [23 juin 1971] (p. 3294) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, Art. 1^er : *Situation des locataires ou occupants atteignant l'âge de la retraite et dont les ressources sont égales ou inférieures au S.I.M.C.* [10 juin 1971] (p. 2685) ; Art. 3 : *Ses observations sur son amendement déclaré irrecevable concernant le versement de l'allocation de logement* (p. 2689) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par trois nouveaux alinéas : (appréciation des ressources des postulants à l'allocation de logement ; critère du S.M.I.C.)* (p. 2691) ; *situation des personnes âgées bénéficiaires de l'allocation de logement* (p. 2691, 2692) ; *retrait de son amendement* (p. 2692) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « de l'Etat » à insérer les dispositions suivantes : « des syndicats, des associations familiales, des bénéficiaires (locataires ou accessionnaires à la propriété) »* (p. 2693) ; *composition du conseil d'administration du fonds* (p. 2693) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (assiette d'une contribution*

patronale supplémentaire) (p. 2693) ; *retrait de son amendement* (p. 2693) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (*contribution patronale supplémentaire assise sur les entreprises industrielles et commerciales employant plus de 200 salariés*) (p. 2694) ; *maintien intégral du 1 % de la cotisation patronale* (p. 2695) ; ses explications de vote : *Détermination des loyers ; extension de l'allocation de logement à diverses personnes ; mode de calcul de la nouvelle allocation de logement ; son opposition au mode de financement* (p. 2697, 2698).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux licenciements à la société Perrier [11 juin 1971] (p. 2743, 2744).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, ses explications de vote : *Vote du groupe communiste* [21 juin 1971] (p. 3193) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance, ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement, ses explications de vote : *Vote du groupe communiste* [28 juin 1971] (p. 3476) ;

— du projet de loi sur la filiation, Art. 318 du Code civil : *Possibilité donnée à la mère de contester la paternité du mari en justice ; fixation du délai* [6 octobre 1971] (p. 4308) ; Art. 318-1 du Code civil : *Retrait de l'amendement de M. Ducoloné* (p. 4308) ; *délai de séparation de corps et de divorce* (p. 4308) ; Art. 318-2 du Code civil : *Retrait de l'amendement de M. Ducoloné* (p. 4309) ; Art. 342-3 du Code civil : *Possibilité donnée au juge, dans le cas où il ne pourrait se déterminer, de faire supporter les subsides par l'Etat, qui pourrait requérir, à due concurrence, contre les défendants* (p. 4332) ; Art. 757 du Code civil : *Son amendement tendant dans le texte de cet article à supprimer les mots « en général »* (p. 4339) ; *égalité en droit de tous les enfants, légitimes ou naturels* (p. 4339) ; Art. 759 du Code civil : *Son amendement rédactionnel* (p. 4340) ; *retrait de celui-ci* (p. 4340) ; Art. 761 du Code civil : *Son amendement* (p. 4342) ; *retrait de celui-ci* (p. 4342) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1972, Art. 2 : *Situation des femmes chefs de famille ; allocation orphelin ; nécessité d'égaliser, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, la situation des célibataires ou divorcées et des veuves ayant le même nombre d'enfants à charge* [21 octobre 1971] (p. 4723) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Art. 2 : *Situation des internés ; problème de l'obtention des attestations ; cas des déportés politiques ; problème des victimes civiles d'origine étrangère ; cas des internés dans les camps de représailles de Rawa-Ruska, Kobierzyn et Lubeck ; levée des forclusions* [22 octobre 1971] (p. 4824, 4825) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Vote du groupe communiste* [27 octobre 1971] (p. 4968) ; SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Réévaluation du salaire unique ; taux d'allocation pour frais de garde d'enfants* [4 novembre 1971] (p. 5317) ; *pouvoir d'achat des prestations familiales ; abaissement à 60 ans de l'âge de la retraite ; situation des personnes âgées ; pension de vieillesse des travailleurs salariés ; remboursement à 80 % de l'ensemble des frais médicaux et pharmaceutiques ; problème de la sécurité sociale ; ses observations sur le trust de Wendel-Sidelor* (p. 5318) ; Titre VI : *Vote du groupe communiste contre l'amendement de M. d'Ornano* (p. 5335) ; Après l'Art. 57 : *Son vote contre l'amendement du Gouvernement ; son opposition aux ordonnances de 1967 contre la Sécurité sociale* (p. 5337).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux prix du secteur public [22 octobre 1971] (p. 4814).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles : *Ses observations sur les paroles de M. Boulin* [30 novembre 1971] (p. 6203) ; Art. 1er : *Critère de ressources pour l'attribution du salaire unique* (p. 6203) ; *critère de l'attribution de l'allocation de garde* (p. 6205) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolu-

tion de M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier : *Ses observations sur le nombre de scandales où se mêlent l'immobilier, le financier et la politique* [10 décembre 1971] (p. 6643) ;

— du projet de loi sur le travail temporaire : *Rôle de l'Agence nationale pour l'emploi* [14 décembre 1971] (p. 6717) ; *ses observations sur l'A.S.S.E.D.I.C. ; fraude fiscale ; concurrence entre les entreprises de travail temporaire ; politique de mobilité de la main-d'œuvre ; rôle des pouvoirs publics* (p. 6718) ; Art. 2 : *Ses observations sur les paroles de M. Dechartre* [15 décembre 1971] (p. 6760) ; Art. 4 : *Précisions en ce qui concerne le contrat de travail* (p. 6763) ; *nécessité d'assurer une certaine stabilité entre deux missions* (p. 6764) ; Art. 11 : *Son amendement relatif aux délégués syndicaux* (p. 6768) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6769) ; Art. 33 *bis* : *Problème d'une prestation de service hors du territoire français* (p. 6776) ; Titre : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi visant à réglementer l'activité des entrepreneurs de travail temporaire »* (p. 6776) ;

— du projet de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique instituant un titre VI du même Livre et modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale : *Ses observations sur les chirurgiens-dentistes ; conseil national de l'Ordre des médecins ; représentativité des conseils* [16 décembre 1971] (p. 6844) ; Art. 4 : *Situation des étudiants de première année de médecine ; insuffisance du nombre des médecins en France ; problème des stages d'externat* (p. 6846).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la durée de la scolarité dans les écoles normales supérieures [17 décembre 1971] (p. 6917, 6918).

Prend part à la discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : *Vote du groupe communiste sur l'ensemble de ce projet* [4 mai 1972] (p. 1374).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative aux actes de guerre au Nord Vietnam [10 mai 1972] (p. 1481, 1482).

Prend part à la discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, ses explications de vote : *Son abstention* [19 mai 1972] (p. 1771).

Sa mise au point au sujet de son vote contre le Gouvernement [25 mai 1972] (p. 1896).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel, Art. 2 : *Conditions d'éligibilité* [1er juin 1972] (p. 2087) ; *situation des travailleurs venant des pays du Marché commun* (p. 2088) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Berger, modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre, modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales, Art. 2 : *Insuffisances de notre système hospitalier ; nombre des futurs médecins* [6 juin 1972] (p. 2187) ;

— du projet de loi relatif au recrutement spécial temporaire d'inspecteur du travail : *Insuffisance du texte ; dérogation au statut général des fonctionnaires* [8 juin 1972] (p. 2348) ; Art. unique : *Son amendement tendant à permettre la nomination dans le corps de l'inspection du travail des personnes issues des organisations syndicales ouvrières représentatives sur le plan national* (p. 2348) ; *vote du groupe communiste contre l'article unique du projet de loi* (p. 2349) ;

— du projet de loi sur la garantie de ressources des travailleurs âgés de soixante ans au moins et privés d'emploi : *Accord interprofessionnel du 27 mars ; montant de la contribution de l'Etat ; rôle du Fonds national pour l'emploi* [8 juin 1972] (p. 2355) ; Art. 2 : *Son amendement concernant les droits aux prestations de la sécurité sociale et la validation pour le calcul de la retraite des travailleurs admis au bénéfice du régime de garantie des ressources institué par l'accord du 27 mars 1972* (p. 2357) ; *retrait de son amendement* (p. 2357) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, Art. 2 : *Son amendement* [16 juin 1972] (p. 2587) ; *production des émissions par l'Office* (p. 2587) ; Art. 9 : *Son amendement concernant les personnels hors statut de l'Office* (p. 2163).

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Stasi et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 175 du Code de la famille et de l'aide sociale en vue d'étendre la priorité accordée en matière de marchés publics à certains organismes de travailleurs handicapés : *Application de la loi du 23 novembre 1957 ; sanctions à l'encontre des employeurs qui omettent de signaler au bureau de la main-d'œuvre l'existence de toute vacance dans un emploi réservé ; application de la loi sur le reclassement des travailleurs handicapés* [28 juin 1972] (p. 2965).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale une question orale avec débat relative aux veuves civiles [30 juin 1972] (p. 3071) : *Problème de l'emploi ; pensions de réversion ; suppression de la règle du non-cumul ; logement des veuves* (p. 3073, 3074).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1973, Art. 2 : *Son amendement supprimant la différence entre la veuve ou le veuf et la mère célibataire ou divorcée pour le calcul des parts* [25 octobre 1972] (p. 4362) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Sort des internés résistants et politiques ; groupe d'études de cette question* [2 novembre 1972] (p. 4563) ; AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Vote du groupe communiste contre ce budget* [3 novembre 1972] (p. 4655) ;

— du projet de loi portant création de la prime de mobilité des jeunes : *Abstention du groupe communiste lors du vote du projet de loi* [21 novembre 1972] (p. 5551) ;

— du projet de loi relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes, Art. 1er : *Son amendement* [21 novembre 1972] (p. 5563) ; *violation par l'Etat du principe de l'égalité des rémunérations* (p. 5563) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à obliger les comités d'entreprise, dans les entreprises employant plus de cinquante salariés, de constituer une commission chargée d'étudier les questions d'emplois et de travail des femmes* (p. 5565) ; Art. 3 : *Son amendement relatif aux décisions unilatérales de l'employeur en ce qui concerne les salaires réels* (p. 5565) ; Après l'Art. 3 : *Son amendement précisant que les dispositions des articles 1er à 3 sont applicables aux agents contractuels de l'Etat et des collectivités locales* (p. 5566) ; *application de la loi ; rôle d'une commission paritaire départementale* (p. 5566) ; Après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à préciser que tout salarié ou toute organisation syndicale peut saisir le tribunal d'une action en dommages-intérêts* (p. 5567) ; *son amendement précisant qu'en cas de récidive les infractions seront punies de peines correctionnelles* (p. 5568) ; Après l'Art. 5 : *Son amendement précisant que les dispositions des articles 1er à 5 sont applicables aux contrats de travail et aux accords de salaire en vigueur à la date de promulgation de la présente loi* (p. 5569) ; Art. 6 : *Son amendement relatif à l'application de la loi* (p. 5569) ; *retrait de son amendement* (p. 5570).

Pose à M. le Ministre de la Santé publique une question orale avec débat relative à la Santé publique [24 novembre 1972] (p. 5652) : *Pénurie des personnels hospitaliers de toutes catégories* (p. 5656) ; *situation dramatique des services de soins des hôpitaux psychiatriques et généraux ; humanisation des hôpitaux ; renforcement des effectifs de médecins et de personnel paramédical ; récente grève des chefs de clinique dans les C.H.U. et les C.H.R.* (p. 5657).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au paiement direct de la pension alimentaire, Art. 1er : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Mazeaud marquant la séparation entre les pensions dues par des époux divorcés et les autres pensions alimentaires* [5 décembre 1972] (p. 5855 et 5856) ; *n'est pas adopté* (p. 5856).

VALADE (Jacques)

Député de la Gironde
(2e circonscription)
App. U.D.R.

En remplacement, le 20 octobre 1970, de M. Chaban-Delmas, Premier Ministre.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [21 octobre 1970] (p. 4453).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [21 octobre 1970] (p. 4491).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [4 novembre 1970] (p. 5131), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Interventions :

Prend part au débat sur la question orale de M. Herzog relative à la recherche scientifique, en qualité de *suppléant : La part des procédures contractuelles dans l'ensemble de la recherche ; coopération internationale ; décentralisation des équipements, des hommes et des programmes nationaux* [21 juin 1972] (p. 2701).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Industrie chimique ; coopération européenne en matière spatiale* [9 novembre 1972] (p. 4920) ; *répartition équitable des moyens de production sur l'ensemble du territoire national ; ses inquiétudes quant à la réalisation du Plan ; valorisation des découvertes effectuées ; incitation à l'innovation ; problème des jeunes chercheurs* (p. 4921) ; AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Poids excessif de Paris par rapport à la province ; métropole d'équilibre ; déséquilibre au niveau des régions et de la métropole par rapport à l'ensemble des activités régionales ; ville relais ; villes moyennes ; développement économique régional global ; schéma global régional* [17 novembre 1972] (p. 5417) ; *son souhait d'un plan de développement pour chacune des régions ; délégués régionaux à l'industrialisation ; rôle du F.I.A.T.* (p. 5418).

VALENET (Raymond)

Député de la Seine-Saint-Denis
(9e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre de la Commission sociale centrale pour les rapatriés [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à certaines conditions d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme [29 juin 1972] (p. 3017).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1103) relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants, n° **1175** [28 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1142) portant modification de la loi n° 70-14 du 6 janvier 1970, portant elle-même modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée, relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, n° **1240** [11 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1252), modifié par le Sénat, relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants, n° **1259** [18 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1628) tendant à la reconduction de la législation sur les emplois réservés, n° **1643** [8 avril 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — VII. - Anciens combattants et Victimes de guerre, n° 2586 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cas des déportés politiques ; droit à la gratuité d'un voyage annuel pour se rendre au lieu présumé de décès ; situation des ascendants, des veuves âgées ou infirmes et des compagnes des « morts pour la France » ; situation de ceux qui se sont évadés par l'Espagne et qui ont été internés dans des prisons espagnoles ; ses observations sur les anciens de Rawa-Ruska, de Kobierzyn et des Corses internés dans l'île d'Elbe* [8 novembre 1968] (p. 4200, 4201) ;

— du projet de loi portant modification de diverses dispositions du Code minier, Art. 17 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 72 du Code minier, après les mots : « article précédent » à insérer les mots : « ainsi que l'extinction des droits réels ou personnels en application de l'article 114 »* [21 octobre 1969] (p. 2781) ; *son amendement tendant après le premier alinéa du texte proposé pour l'article 72 du Code minier, à insérer un nouvel alinéa : « A cet effet, le propriétaire fait connaître au bénéficiaire des servitudes ou du permis l'identité de ses ayants droit »* (p. 2781) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2781) ; Art. 22 : *Durée des autorisations préfectorales d'exploitation ; principe de l'autorisation à durée illimitée* (p. 2782) ; *ses observations sur l'amendement de la Commission ; problème de la profondeur* (p. 2783) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 106 du Code minier, à substituer aux trois dernières phrases la phrase suivante : « Cette autorisation est délivrée sans limitation de durée »* (p. 2783); *régime de l'ouverture des carrières ; rythme de l'exploitation ; conclusion de contrats de « foretage »* (p. 2783) ; *ses observations sur les gisements de gypse ; retrait de son amendement* (p. 2784) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 106 du Code minier par le nouvel alinéa suivant : « L'autorisation prévue au présent article se substitue aux différentes formalités ou autorisations prévues à la charge des exploitants de carrières avant promulgation de la présente loi »* (p. 2784) ; *autorisation préalable délivrée par l'autorité préfectorale ; retrait de son amendement* (p. 2784) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 114 du Code minier par un nouvel alinéa (conséquence du permis d'exploitation)* (p. 2785) ; *nécessité de rendre inopposables au permis d'exploitation les droits réels ou personnels existant sur les terrains ; retrait de son amendement* (p. 2785) ; Art. 17 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 72 du Code minier après les mots : « article précédent » à insérer les mots : « ainsi que l'extinction des droits réels ou personnels en application de l'article 114 »* (p. 2785) ; *retrait de son amendement* (p. 2785) ; Art. 34 : *Situation des exploitants des carrières légalement ouvertes* (p. 2787) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Difficultés financières du Gouvernement : ses observations sur les anciens de Kobierzyn, de Rawa-Ruska, de Läbeck et des évadés de l'Espagne ; entrepôt des archives à Madrid concernant les évadés par l'Espagne ; cas des Corses déportés à l'île d'Elbe ou Ferramonte-di-Tarsia ; égalité du droit à répartition entre les déportés résistants et les déportés politiques ; ses observations sur l'univers concentrationnaire ; forclusion en ce qui concerne la carte de déporté ou d'interné ; situation des jeunes ayant participé aux opérations de maintien de l'ordre en Afrique du Nord* [31 octobre 1969] (p. 3183, 3184) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème des communes-dortoirs ; leurs charges financières ; conditions de vie de leurs habitants ; possibilité de leur donner une attribution financière exceptionnelle prélevée sur le produit de la taxe sur les salaires ; situation du personnel communal* [20 novembre 1969] (p. 4104, 4105) ;

— du projet de loi relatif à la mise à parité des pensions des déportés politiques résistants, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la loi du 6 août 1948 et celle du 9 septembre 1948 ; parité entre les pensions des déportés politiques et celles des déportés résistants ; situation des déportés politiques* [2 juin 1970] (p. 2176, 2177) ; *ses observations sur la suite du*

débat (p. 2182) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article, après les mots « un alinéa », à insérer le mot « nouveau »* (p. 2182) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (délais dans lesquels sera réalisée la mise à parité des pensions des déportés et des résistants)* (p. 2183) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2183) ; *ses observations sur les autres mises à jour du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre* (p. 2183) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le deuxième alinéa de l'article 1er du projet de loi* [29 juin 1970] (p. 3277) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Ses observations sur le département de la Seine-Saint-Denis ; diminution des travailleurs actifs résidant en Seine-Saint-Denis ; aménagement de la zone industrielle de Roissy-en-France* [17 juin 1970] (p. 2789, 2790) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des déportés politiques ; énumération des mesures prises par le Gouvernement ; attribution du statut d'interné résistant aux Français internés en Espagne ; ses observations sur les internés dans les camps de représailles ; situation des Corses internés à l'île d'Elbe ; cas des internés de la forteresse de Huys ; ses observations sur les jeunes d'Algérie ; situation des internés politiques ; uniformité souhaitable de la retraite des différentes catégories d'anciens combattants* [26 octobre 1970] (p. 4694, 4695) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière, après l'Art. 7 : *Financement des investissements des hôpitaux publics par des capitaux privés* [4 décembre 1970] (p. 6208) ;

— du projet de loi tendant à la reconduction de la législation sur les emplois réservés, en qualité de *Rapporteur : Répartition des emplois réservés entre les grandes catégories de bénéficiaires* [15 avril 1971] (p. 1126) ; *raisons qui militent en faveur du maintien de la législation sur les emplois réservés ; nombre des candidatures* (p. 1127) ; Art. unique : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer à la date : « 27 avril 1974 » la date : « 27 avril 1977 »* (p. 1128) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Egalisation des droits à pension des déportés politiques et des déportés résistants ; aide donnée aux familles de déportés qui ont des enfants handicapés ; situation des veuves et des ascendants de guerre ; cas des prisonniers internés dans les camps de Rawa-Ruska, Colditz, Lübeck et de Kobierzyn* [22 octobre 1971] (p. 4792) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Art. 3 : *Cas des commerçants retraités* [17 mai 1972] (p. 1609) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal : *Insuffisance des rémunérations de certaines catégories ; instauration d'une véritable carrière communale ; publication des échelles de traitement* [30 mai 1972] (p. 2010, 2011).

Pose à M. le Minisre des Anciens combattants et Victimes de guerre une question orale avec débat relative aux anciens combattants [30 juin 1972] (p. 3058) ; *Egalité de retraites entre les combattants des deux guerres ; problème des forclusions ; problème des anciens combattants d'Algérie* (p. 3061).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Pensions d'ascendants âgés, infirmes ou incurables ; bonifications de campagne aux Alsaciens et Mosellans ; mise à parité des pensions des déportés politiques et des déportés résistants ; Office national des anciens combattants, prisonniers de guerre, veuves des anciens combattants de 1939-1945, aveugles de la résistance ; son souhait de groupes de travail sur le rapport constant, la levée des forclusions et l'attribution aux jeunes d'Algérie de la carte du combattant ; revalorisation de la retraite du combattant ; affiliation à la sécurité sociale des ascendants de plus de 70 ans ; enfants morts pendant la guerre ; veuves des grands invalides ; orphelins infirmes majeurs ; retraite mutualiste* [2 novembre 1972] (p. 4545) ; Etat B, Titre IV : *Réduction des crédits de ce titre motivée par*

la discordance entre les crédits inscrits et les crédits qui se sont révélés nécessaires pour augmenter la retraite de 35 à 50 francs; retrait (p. 5481) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Situation financière critique des communes-dortoirs ; inégalités en matière d'imposition locale pour la contribution mobilière ou pour la contribution des patentes ; sa suggestion d'un fonds de péréquation au profit des communes pauvres* [7 novembre 1972] (p. 4797) ; EDUCATION NATIONALE : *Place de l'enseignement technique ; problème des maîtres auxiliaires ; orientations scolaire ; nationalisation des C.E.S.* [10 novembre 1972] (p. 5024).

VALLEIX (Jean)

Député de la Gironde
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 octobre 1968] (p. 3477).

Est nommé membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commision de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 268), modifié par le Sénat, modifiant le statut de l'Ordre des experts-comptables agréés, n° **352** [9 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse afin de permettre, sous certaines conditions, l'usage du papier blanc pour l'impression des affiches commerciales, n° **780** [19 septembre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — Tourisme, n° **837** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à préciser les conditions exigées pour l'exercice exclusif des activités de voyageur, représentant ou placier, n° **1002** [19 décembre 1969].

Retrait de cette proposition [24 mai 1972] (p. 1879).

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — XII. - Tourisme, n° **1400** 14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — XII. - Tourisme, n° **2015** [8 octobre 1971].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en Suède et en Norvège du 2 au 12 juillet 1971, n° **2157** [16 décembre 1971].

Sa proposition de loi précisant le statut professionnel des voyageurs, représentants et placiers, n° **2524** [30 juin 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — XII. - Tourisme, n° **2590** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 5-III : *Son amendement tendant, dans le second alinéa du paragraphe I de cet article, à substituer aux mots : « les deux années suivantes » les mots : « les quatre années suivantes »* [18 juillet 1968] (p. 2295) ; *communautés urbaines ; transfert des charges financières des communes à la communauté ; possibilité d'étaler la période transitoire* (p.

2295) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du paragraphe I de cet article, à substituer aux mots : « la quatrième année » les mots : « la sixième année »* (p. 2295) ; *son amendement tendant, à la fin du paragraphe III de cet article, à substituer à la date du 1er juillet 1968 celle du 1er septembre 1968* (p. 2295) ; *son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (cas où les délibérations des conseils de communauté ont pour objet d'étendre aux centimes communautaires des exonérations de patente déjà accordées aux entreprises par les collectivités locales ; date d'effet des décisions)* (p. 2296) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2296) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, en qualité de *Rapporteur : Rôle des experts-comptables et des comptables agréés ; liberté d'établissement ; possibilité de constituer des sociétés civiles ; allégement du régime des incompatibilités ; assujettissement obligatoire à la Caisse d'allocation de vieillesse ; renforcement de la tutelle ; souscription de polices d'assurance ; certification des bilans et des comptes ; unification de la profession ; situation des experts-comptables stagiaires ; problème de l'utilisation de comptables salariés ; question de la possibilité d'un recrutement au tour extérieur ; définition du commissariat aux comptes ; représentation dans les conseils de l'ordre* [17 octobre 1968] (p. 3361, 3362) ; Art. 2 : *Nombre des comptables salariés* (p. 3365) ; *son amendement tendant à substituer à la dernière phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article la phrase suivante : « ils ne pourront employer aucun salarié »* (p. 3365) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3365, 3366) ; *retrait de son amendement* (p. 3366) ; Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Lebas* (p. 3367) ; Art. 23 : *Rôle des commissions chargées de désigner les personnes remplissant les conditions requises pour bénéficier des dispositions de cet article* (p. 3368) ; *son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (situation lorsque le nombre total des experts-comptables membres de l'ordre excédera celui des comptables agréés)* (p. 3368) ; *ses observations sur le recrutement parallèle et les tours extérieurs ; retrait de son amendement* (p. 3369) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « le 2° de l'article 219 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 est modifié comme suit : « les conditions d'inscription sur la liste et d'exercice de la profession, qui ne pourront, en aucun cas, être contraires aux dispositions de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 »* (p. 3369) ; *conditions d'inscription sur la liste des commissaires aux comptes ; retrait de son amendement* (p. 3369) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Ses observations sur le tourisme en tant qu'activité rentable au sein de notre économie ; méthodes d'investigation en matière touristique ; problèmes régionaux ; politique d'ensemble du Ministère en matière touristique ; aménagement de la côte Aquitaine ; rôle de la mission interministérielle pour l'aménagement de la côte Aquitaine ; absence de dotation en faveur de l'O.R.T.F. qui, cependant, produit des émissions consacrées au tourisme ; attribution de carburant à tarif réduit aux touristes étrangers ; possibilité d'une réduction de la patente proportionnellement à la chute du chiffre d'affaires ; augmentation des facilités de crédits ; problème des charges sociales ; harmonisation des législations sociales sur le plan européen ; politique d'équipement hôtelier ; utilisation de capitaux étrangers ; diffusion et élaboration d'une sorte de charte de l'accueil* [31 octobre 1968] (p. 3804, 3805) ; TRANSPORTS - AVIATION CIVILE : *Importance de l'aviation civile ; Air Inter ; son déficit ;* Mercure II ; *renom de notre industrie aéronautique* [6 novembre 1968] (p. 4044, 4045) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : I. - SERVICES GÉNÉRAUX. — RECHERCHE SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur l'aérospatiale ; répartition géographique de ces activités ; ses observations sur le fait que le C.N.E.S. a créé une division de la politique industrielle ; rôle des industries aéronautiques et aérospatiales ; répartition des tâches entre la région de Toulouse, celle de Bordeaux et celle de Paris problème de la fiabilité ; coordination entre les secteurs civil et militaire ; coopération internationale ; réalisation de* l'Eldo ; Intelsat ; *réseaux régionaux* [19 novembre 1968] (p. 4687, 4688).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Définition des régions dans leurs dimensions actuelles ; l'assemblée régionale doit être unique ; accès des jeunes à ces assemblées : idée d'une banque régionale d'information et d'une centrale de traitement de ces informations ; participa-*

tion des femmes à la représentation régionale ; proposition d'une double majorité ; réalisation préalable d'une réforme administrative ; exécutif de la région ; ses observations sur l'Aquitaine ; réforme de la structure de l'administration des finances [12 décembre 1968] (p. 5396 à 5398).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens outremer : *Coopération entre le Gouvernement et le Parlement et les associations des rapatriés ; rôle des rapatriés ; solidarité nationale ; importance de l'aide ; problème de l'indemnisation ; ses observations sur l'interprétation de l'article 2* [8 octobre 1969] (p. 2537, 2538) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME), en qualité de *Rapporteur pour avis : Conséquence du plan de redressement ; réapparition d'un Secrétariat d'Etat au Tourisme ; contrat avec l'agence américaine Ogilvy and Mather ; fonctionnement de nos bureaux à l'étranger ; diffusion de l'information en France ; rôle de la télévision ; réduction des dépenses en capital ; tourisme social ; fonds d'investissement pour l'aménagement du territoire ; aide à l'hôtellerie ; modernisation de l'industrie hôtelière ; nécessité de créer de grands établissements ; construction d'hôtels à Paris ; exécution du Ve Plan ; prorogation de la prime spéciale d'équipement hôtelier au-delà du 31 décembre 1970 ; tourisme thermal ; ses observations sur les structures d'hébergement ; équipement des terrains de camping ; développement des villages de vacances et des maisons familiales ; succès des centres de jeunes ; création de ports de plaisance et d'équipements en montagne ; tourisme fluvial ; modernisation des professions touristiques ; groupement des agences de voyages et des hôtels pour se munir collectivement de l'équipement électronique ; aménagement du Languedoc-Roussillon ; financement privé des autoroutes ; étalement des vacances ; possibilité que le Secrétariat d'Etat au Tourisme devienne l'animateur d'un comité interministériel en vue de dégager quelques normes permettant de procéder à un étalement réel des vacances ; conquête des marchés extérieurs* [5 novembre 1969] (p. 3345, 3346); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Nécessité d'assurer à la région parisienne un développement harmonieux ; action entreprise en faveur de la Bretagne ; développement de la côte Aquitaine ; rôle d'une liaison routière à cet égard ; nécessité d'une liaison pour desservir toute la façade atlantique* [7 novembre 1969] (p. 3515, 3516) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Puissance économique de l'Espagne; son taux de croissance industrielle ; ses observations sur les opérations de complémentarité par-delà les deux frontières ; ses observations sur les régions du Sud-Ouest ; problème de l'industrialisation ; transformation de notre réseau routier ; absence de communications modernes entre la Bretagne et les Pyrénées, l'Est du pays et l'Europe du centre ; axe routier Nord-Sud, le Havre-Paris-Marseille ; désenclavement des régions de l'Ouest ; originalité du VIe Plan ; information de la jeunesse sur les perspectives de progrès* [17 juin 1970] (p. 2774, 2775) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME), en qualité de *Rapporteur pour avis : Exécution du Ve Plan ; développement des équipements de base en fonction des critères de compétitivité ; accentuation de l'effort de commercialisation pour rentabiliser les investissements* [27 octobre 1970] (p. 4784) ; *crédits affectés à l'équipement touristique ; concours publicitaire de certaines grandes firmes : Ogilvy and Mather, Havas, Publicis et Roosel ; contrôle du commissariat au tourisme sur les agences ; ouverture d'un bureau à Tokyo ; rythme de construction des terrains de camping ; tourisme de plein air et familial ; développement du littoral Languedoc-Roussillon ; crédits affectés à la montagne ; essor touristique de l'Aquitaine ; axe routier Centre-Europe-Atlantique ; parcs nationaux et régionaux ; régression du thermalisme, déconcentration des décisions relatives à la prime spéciale d'équipement hôtelier ; conditions d'attribution des prêts du F.D.E.S. à l'hôtellerie ; étalement des congés* (p. 4785) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (CRÉDITS CONCERNANT L'EQUIPEMENT) : *Ses observations sur l'Institut géographique national ; libéralisation en matière de permis de construire ; son opposition au saccage de parcs et d'arbres dans les villes ; investissements au profit des canaux du midi de la France* [3 novembre 1970] (p. 5061) ; *achè-*

vement de l'autoroute Nord-Sud ; problème de la route Centre-Europe-Atlantique (p. 5062) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Taux d'expansion ; ses observations sur l'Aquitaine ; rôle des assistantes sociales ; enseignement primaire et technique ; promotion des petites et moyennes industries ; promotion du tourisme ; routes* [17 juin 1971] (p. 3072, 3073) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : EQUIPEMENT ET LOGEMENT (EQUIPEMENT) : *Travaux d'aménagement de la zone industrielle de Verdon ; politique routière ; résultats de la mise en place de toboggans ; code européen de la route ; harmonisation fiscale en matière de transports routiers ; dédoublement de certaines voies nationales en particulier de la R.N. 10 au sud de Bordeaux ; route Centre-Europe-Atlantique* [28 octobre 1971] (p. 5029) ; *traversée des Landes* (p. 5041) ; TOURISME en qualité de *Rapporteur pour avis : Solde de la balance des paiements* [29 octobre 1971] (p. 5128) ; *commissariat général au tourisme ; promotion du tourisme français à l'étranger ; action en direction de l'Allemagne ; aménagement du Languedoc-Roussillon ; ses observations sur la Corse ; prime spéciale d'équipement hôtelier ; prêts du F.D.E.S. ; étalement des vacances ; problèmes fiscaux* (p. 5129) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Nécessité que le préfet régional soit chargé des responsabilités départementales ; coopération entre les régions et entre leurs organes ; limites des circonscriptions régionales ; attributions de la région* [25 avril 1972] (p. 1016, 1017) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, TOURISME, en qualité de *Rapporteur pour avis : Promotion des actions à l'étranger ; volonté de politique sociale du tourisme ; commissariat général au tourisme ; conseil national du tourisme ; missions interministérielles Languedoc-Roussillon ; mission Aquitaine ; mission pour l'aménagement de la Corse ; association des villages-vacances-familles* [16 novembre 1972] (p. 5339) ; *développement des chaînes hôtelières ; problème du non-étalement des vacances ; tourisme fluvial ; stations thermales ; promotion de la montagne ; découverte de la campagne française ; promotion du tourisme français à l'étranger ; demande une priorité pour le déblocage des crédits du F.A.C., l'assouplissement du régime de la prime d'équipement hôtelier, l'abaissement des critères d'attribution des prêts du F.D.E.S. ; situation au regard de la patente des loueurs en meublés ; taux de la T.V.A.* (p. 5340) ; EQUIPEMENT ET URBANISME : *Budget de programme qui aurait dû être assorti d'un programme de calendrier* [17 novembre 1972] (p. 5388) ; *équipement routier ; rocade Nord-Manche-Atlantique, dite aussi « route des estuaires » ; N 10 ; route Centre Europe-Atlantique ; autoroute A 10 ; financements privés ; desserte du Sud-Ouest; organisation du réseau européen des grands axes de communication dans le cadre de l'aménagement du territoire de l'Europe ; sécurité routière* (p. 5389) ; *affichage du coût des travaux* (p. 5390).

VALLON (Louis)

Député de Paris
(25[e] circonscription)
U.D.R., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe d'Union des démocrates pour la République [2 décembre 1969] (p. 4509).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [2 décembre 1969] (p. 4509).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 47 : Voies et moyens, n° 2010 [8 octobre 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement : *Rôle de l'impôt ; amortissement dégressif ; déduction fiscale ; problème des entreprises déficitaires ; imputation de la déduction sur les sommes dues au titre de la T.V.A. ; participation des salariés à l'accroissement des valeurs d'actif des entreprises dû à l'autofinancement ; impôt sur les sociétés ; réestimation de tous les bilans ; suppression de la taxation des bénéfices conservés dans l'entreprise pour financer l'expansion et créer de nouveaux emplois ; ses observations sur son projet de réforme fiscale* [25 septembre 1968] (p. 2881, 2882) ;

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Ses observations sur les paroles de M. Fanton ; voyage du professeur Laurent Schwartz* [4 octobre 1968] (p. 3076) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969 : *Ses observations sur le rapport de M. Rivain ; caractère du budget ; sous-emploi ; inflation ; déduction fiscale pour investissement ; bonifications d'intérêt ; T.V.A. ; impôt sur le revenu des personnes physiques ; droits de consommation sur les produits pétroliers ; taxe spécifique sur les bières et les eaux minérales ; taxes sur les salaires ; ses observations sur le découvert ; productivité ; transferts sociaux* [22 octobre 1968] (p. 3436 à 3438).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Ses observations sur l'inscription d'un seul orateur par groupe* [16 septembre 1969] (p. 2258).

Prend part à la discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal : *Ses observations sur le Ve Plan ; nécessité de faire participer les travailleurs à l'accroissement des plus-values en capital dues à l'autofinancement ; ses observations sur la « nouvelle société » ; problème des réserves de change ; droits de tirage ; conditions de succès d'une dévaluation ; rétablissement de la balance des paiements ; nécessité de ne pas faire le procès du général de Gaulle* [17 décembre 1969] (p. 2301, 2302).

Mise au point au sujet de son vote sur la première partie du projet de loi de finances pour 1970 [31 octobre 1969] (p. 3201).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la participation de la France au compte spécial prévu par les statuts amendés du Fonds monétaire international : *Suppression du pool de l'or ; pression du gouvernement des Etats-Unis ; taux d'intérêt de l'euro-dollar ; surévaluation du dollar ; ses observations sur l'opinion de M. Triffin* [12 décembre 1969] (p. 4928, 4929).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique générale : *Nécessité de réaliser des réformes ; problème de la participation ; réforme de la fiscalité ; crise de mai 1968* [15 octobre 1970] (p. 4329) ; *accession des salariés aux centres de décisions économiques ; définitions de la participation ; importance de l'épargne des entreprises pour l'autofinancement* (p. 4330).

Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à abaisser l'âge de l'éligibilité pour les élections aux conseils généraux et aux conseils municipaux, et de la proposition de loi de M. Fortuit et plusieurs de ses collègues, relative à l'abaissement de l'âge d'éligibilité aux conseils municipaux : *Situation identique des conseillers généraux et des conseillers municipaux* [17 décembre 1970] (p. 6613) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant à insérer au début de l'article L 194 du Code électoral un premier alinéa : « Nul ne peut être élu conseiller général s'il n'est âgé de 21 ans révolus »* (p. 6614) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6614).

Son rappel au Règlement : *Temps de parole des non-inscrits ; attitude du parti dominant* [15 juin 1971] (p. 2910).

Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Signification de l'acceptation du Plan ; environnement international ; déficit chronique de la balance des paiements américaine ; ses observations sur les verrous qui bloquent la société française* [16 juin 1971] (p. 3001, 3002).

Mise au point au sujet de son vote sur la proposition de loi portant modification de la loi de 1901 relative au contrat d'association [24 juin 1971] (p. 3379).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi

de finances pour 1972, Art. 13, en qualité de *Rapporteur spécial* pour les voies et moyens : *Possibilité que le projet de loi comporte un tableau fixant le taux des impôts comme si les exonérations étaient supprimées ; désignation et coût de chaque exonération ; indication que les impôts sont récupérables ou non* [21 octobre 1971] (p. 4761) ; *rôle du conseil des impôts* (p. 4762) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 7 : *Procédure de l'agrément fiscal ; exonérations d'impôt sur les bénéfices en cas d'investissement dans les Départements d'outre-mer* [7 décembre 1971] (p. 6452).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale, ses explications de vote : *Ses observations sur le régime pompidolien ; programme du Premier Ministre* [24 mai 1972] (p. 1876) ; *ses observations sur le référendum ; son vote* (p. 1877).

Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française : *Sa question préalable ; conclusion de la commission Paye ; problème du statut* [15 juin 1972] (p. 2516) ; *rapport de M. Joël Le Tac ; problème de l'autonomie de l'Office de radiotélévision ; composition du conseil d'administration* (p. 2517).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale, ses explications de vote sur la motion de censure : *Dangers courus par le système démocratique parlementaire ; son vote pour la censure, non pour le texte des auteurs de la motion* [5 octobre 1972] (p. 3942, 3943) ; *« L'amour pour le successeur n'est autre chose que la haine du prédécesseur » (Montesquieu) ; U.D.R. dominée par la peur du communisme* (p. 3943).

VALS (Francis)

Député de l'Aude
(2e circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission de production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [16 octobre 1968] (p. 3338), [14 octobre 1970] (p. 4271).

Est nommé représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [7 novembre 1972] (p. 4785).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à fixer la date des élections du Parlement européen au suffrage universel direct, **n° 1356** [30 juin 1970].

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : Son rappel au Règlement [18 mai 1972] (p. 1672).

VANCALSTER (Gabriel)

Député du Nord
(1re circonscription)
U.D.R., puis N.I.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. François Ortoli, nommé membre du Gouvernement [J.O. du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Cesse d'appartenir au groupe d'Union des démocrates pour la République [15 décembre 1970] (p. 6540).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969) (p. 851) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1970] (p. 750).

Cesse d'appartenir à cette Commission [15 décembre 1970] (p. 6540).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Problème des entreprises marginales ; rôle de la technocratie ; nécessité, pour le Plan, de disposer de moteurs de croissance échappant à l'entreprise consommatrice ; création d'un Ministère de l'Economie distinct du Ministère des Finances ; politique de sélectivité fiscale ; nécessité d'un crédit sélectif* [15 juin 1971] (p. 2935) ; *regroupement des organismes de statistiques dans un office de l'information économique ; réforme des structures économiques françaises* (p. 2936) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Situation économique et politique de la France actuelle ; diminution du pouvoir législatif ; nature juridique de la région* [25 avril 1972] (p. 1013).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à sa politique générale : *Ses observations sur le référendum ; critique de la technocratie ; mort d'un militant communiste à Hirson ; demande faite par le conseil général du Nord de dissoudre les S.A.C. et les C.D.R. ; ses observations sur le département du Nord* [23 mai 1972] (p. 1834, 1835).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale, ses explications de vote sur la motion de censure : *Sa critique du programme commun de la gauche et plus particulièrement des nationalisations ; participation ouvrière à la gestion des entreprises ; son refus de censurer le Gouvernement* [4 octobre 1972] (p. 3915, 3916).

VANDELANOITTE (Robert)

Député du Nord
(6[e] circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments [22 juillet 1968] (p. 2456).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Volume des autorisations de programme ; situation du Nord en matière d'équipement téléphonique ; exemple des conséquences de la crise du téléphone ; nécessité d'engager les investissements nécessaires pour élever le rendement du téléphone aux besoins de l'économie française* [3 novembre 1969] (p. 3241, 3242) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les actes de vandalisme dont l'orateur a été victime ; encadrement du crédit ; prêts d'installation des jeunes exploitants* [18 novembre 1969] (p. 3938) ; *prêts bonifiés ; exemple du Nord ; crédits du F.O.R.M.A. ; production de la viande ovine, bovine et porcine* [18 novembre 1969] (p. 3938) ; AFFAIRES SOCIALES,

SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Simplification de la procédure administrative de mise en œuvre de l'expertise en matière de contrôle médical des accidentés du travail ; indication des différents exemples confirmant les paroles de l'orateur* [21 novembre 1969] (p. 4200, 4201).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou, de Poulpiquet, Offroy, Durieux, Dronne, Lamps relatives au problème des commerçants et des artisans : *Augmentation des forfaits ; concurrence des « grandes surfaces » ; déductibilité des cotisations d'assurance maladie et retraite après évaluation administrative du revenu imposable des commerçants* [10 avril 1970] (p. 967, 968).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré : *Ses observations sur la proposition de loi de M. Frys ; aspect social du problème ; définition du taux légal d'alcoolémie de 0,80 gramme ; respect des libertés individuelles* [16 avril 1970] (p. 1108) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière : *Etablissement des dossiers individuels de santé ; complémentarité entre le secteur public et le secteur privé hospitaliers ; réforme de l'état d'esprit des responsabilités hospitalières* [3 décembre 1970] (p. 6134).

Prend part au débat sur la question orale de M. Poncelet relative à l'application de la T.V.A. aux travaux d'équipement des collectivités locales : *Situation des communes rurales (adduction d'eau, électrification voirie) ; redistribution aux communes d'une partie de la masse globale de la T.V.A.* [11 décembre 1970] (p. 6509, 6510).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Labbé, Berthelot, Chazalon, Carpentier, Olivier Giscard d'Estaing relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite : *Situation des travailleurs exerçant des métiers pénibles, des femmes salariées, des anciens prisonniers de guerre ; difficultés rencontrées par les travailleurs âgés contraints à rechercher un emploi nouveau ; accélération des liquidations de pension de retraites des travailleurs ayant eu deux activités différentes* [19 mai 1971] (p. 1995, 1996).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Pensions de retraite ; réforme de l'inaptitude au travail ; avenir des handicapés adultes* [4 novembre 1971] (p. 5325) ; *placement des débiles profonds et des infirmes surhandicapés* (p. 5326).

Prend part au débat sur la question orale de M. Royer relative au contrôle des films : *Impact de l'image ; pollution morale par le film ; aménagement de la composition des prérogatives de la commission de contrôle ; procédure d'avances sur recettes aux producteurs ; mission et composition du centre national du cinéma ; protestations des associations familiales* [26 novembre 1971] (p. 6173).

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Alignement sur le régime général ; calcul de la majoration annuelle du revenu servant de base à l'évaluation de la pension ; revalorisation des pensions liquidées ; révision des patentes* [17 mai 1972] (p. 1584) ; Art. 3 : *Revalorisation des pensions ; rattrapage des pensions déjà liquidées ; calcul des cotisations* (p. 1608).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Stasi, Christian Bonnet, Mme Vaillant-Couturier, MM. Plantier et Madrelle relatives aux veuves civiles ; *Situation particulièrement pénible des veuves âgées de 50 à 65 ans ; conditions d'attribution des pensions de réversion* [30 juin 1972] (p. 3079).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Lebas et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles L 285 et L 527 du Code de la sécurité sociale afin de maintenir le bénéfice des prestations maladie et des prestations familiales aux parents d'enfants se trouvant sans emploi à l'issue de la scolarité obligatoire : *Prolongation de l'âge limite d'ouverture du droit aux prestations d'assurance maladie et aux prestations familiales pour les jeunes gens à la recherche d'un premier emploi jusqu'à 17 ans à condition que ceux-ci soient inscrits à l'agence nationale pour l'emploi* [14 décembre 1972] (p. 6189, 6190).

VEDRINES (Henri)
Député de l'Allier
(2e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe Communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à généraliser la lutte contre la brucellose bovine, n° **190** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à améliorer le statut du fermage et du métayage, n°**383** [17 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à instituer un droit de préemption au profit des agriculteurs français sur les fonds et les terrains agricoles mis en vente ou en location et à attribuer une priorité d'achat aux exploitants faisant valoir avec les membres de leur famille, n° **451** [15 novembre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 845-1 du Code rural en vue de limiter la superficie de l'exploitation de subsistance qu'un bailleur retraité peut se constituer, n° **793** [19 septembre 1969].

Sa proposition de loi relative au financement de l'assurance maladie, invalidité et maternité, des exploitants agricoles, n° **879** [12 novembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi du 22 juillet 1927, au non-renouvellement de la convention entre l'Etat et la compagnie fermière de Vichy, à l'extension du domaine thermal de l'Etat et à la constitution d'un organisme intercommunal de gestion, n° **1348** [30 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à assurer un prix minimum garanti aux producteurs de viande, n° **1893** [24 juin 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 18: *Extension de la T.V.A. à l'agriculture ; problème de la franchise et de la décote ; comptabilité tenue par les organismes du Crédit agricole ; possibilité d'accorder une ristourne plus importante aux agriculteurs défavorisés* [24 octobre 1968] (p. 3551, 3552) ; Art. 23 : *Montant de la cotisation individuelle destinée au financement de l'assurance vieillesse des exploitants agricoles* (p. 3559) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. - SERVICES GÉNÉRAUX. - CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Ses observations sur l'espace national ; existence à côté de pôles de croissance de vastes zones de sous-exploitation condamnées au dépérissement ; exode rural ; nombre des chômeurs ; carte des aides ; réforme régionale ; création d'une puissante industrie nationalisée de l'automobile ; accord entre Fiat et Citroën ; secteur nationalisé devant être au service d'un plan démocratiquement élaboré ; création, dans les régions, de centres industriels modernes ; son refus de polariser les activités régionales autour des métropoles d'équilibre* [4 novembre] (p. 3850, 3851) ; AGRICULTURE, F.O.R.-M.A. ET B.A.P.S.A. : *Incohérence du soutien des prix ; politique élaborée à Bruxelles ; situation des agriculteurs moyens ; ses observations sur les exploitations familiales ; coût de la destruction des produits agricoles ; contradictions de la politique agricole ; augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs du marché intérieur par le relèvement des salaires ; limitation de la production des grandes exploitations capitalistes ; financement du fonds d'action sociale et de rénovation rurale ; conditions d'attribution des bourses et des aides pour les mutations professionnelles ; indemnité viagère de départ ; pré-indemnité viagère de départ ; production de la viande ; législation sur les cumuls ; sa défense des exploitants familiaux et des travailleurs des campagnes ; organisation des marchés ; nécessité d'accorder des investissements prioritaires aux régions défavorisées ; nécessité d'abaisser les prix des produits industriels par la réduction des taxes et des profits capitalistes* [15 novembre 1968] (p. 4516 à 4518) ; *rapport de M. Cla-*

veau ; ses observations sur les paroles de M. Boulin ; problème des exploitations familiales [16 novembre 1968] (p. 4555, 4556) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Godefroy et plusieurs de ses collègues relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité bactériologique, Art. 4 : *Vote du groupe communiste* [10 décembre 1968] (p. 5267) ; ses explications de vote : *Situation des petites et moyennes exploitations agricoles ; son abstention* (p. 5267, 5268) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code rural et de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole : *Propositions de M. Mansholt ; fixation de la surface d'installation ; problème de la fixation des minima des cumuls ; possibilité pour le bailleur de refuser le renouvellement du bail au fermier âgé ; attribution de l'indemnité viagère de départ à 60 ans ; cas des agriculteurs âgés désireux de céder leur exploitation à leurs descendants ; préindemnité viagère de départ à 55 ans* [10 décembre 1968] (p. 5276, 5277) ; Art. 2 : *Fixation de la surface minimum* (p. 5297) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouveau paragraphe (cas du renouvellement du bail du preneur ayant atteint l'âge de la retraite)* (p. 5301) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5301) ; Art. additionnels : *Son sous-amendement tendant dans le deuxième alinéa de l'amendement de M. Cointat à substituer au chiffre « 100.000 francs » le chiffre de : « 200.000 francs »* (p. 5309) ; *application de la T.V.A. à certains agriculteurs* (p. 5310) ; *vote du groupe communiste* (p. 5312) ; des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, ses explications de vote : *Perspectives européennes dessinées par M. Mansholt ; vote du groupe communiste* [17 décembre 1968] (p. 5370).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Aménagement du territoire ; cas de la région industrielle de Montluçon-Commentry ; rôle de la planification et de la régionalisation démocratiquement gérées ; nécessité d'arrêter la destruction du réseau de la S.N.C.F. ; fermeture des lignes reliant Montluçon à Châteauroux, à Moulins et à Ussel ; cas de la ville de Montluçon ; réalisation de la grande liaison routière Atlantique-Europe ; nécessité d'arrêter la concentration administrative et judiciaire ; son étonnement de voir que la moitié de la Limagne, située dans le Puy-de-Dôme, soit classée zone de rénovation rurale et non l'autre moitié située dans l'Allier ; exemple de la Combrailles ; cas de la ville de Vichy* [12 décembre 1968] (p. 5402).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Accentuation du système des tarifs discriminatoires, préférentiels et profitables aux trusts ; aggravation des effets néfastes de la dépéréquation des tarifs sur l'économie des régions ; programme de transfert des charges ; exemple du département de la Lozère ; plan de démantèlement de la S.N.C.F. ; ligne de Neussargues à Saint-Flour, Séverac-le-Château, Millau et Béziers ; fermeture du tronçon de ligne entre La Bastide-Saint-Laurent et Le Monastier ; ligne Laon-Liart ; complémentarité entre le rail et la route ; insécurité du réseau routier* [16 octobre 1969] (p. 2704) ; *attitude des syndicats face à la réforme* (p. 2715).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Dotations du B.A.P.S.A. et du F.O.R.M.A. ; réduction des dépenses d'investissement ; diminution des autorisations de programme ; fonds d'action conjoncturelle ; craintes de la jeunesse rurale* [18 novembre 1969] (p. 3917) ; *enseignement agricole ; formation professionnelle ; encadrement du crédit ; caractère mutualiste du Crédit agricole ; tractations entre les trusts Genvrain, Perrier-Sapiem et Bel* (p. 3917, 3918) ; *application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'agriculture ; cas des petites et moyennes entreprises ; évolution du pouvoir d'achat du marché intérieur français ; plan Duhamel-Vedel* (p. 3918, 3919) ; *préparation du VI^e Plan ; lecture de la lettre de M. Duhamel à M. Vedel ; indications du plan Vedel ; déficit en viande porcine ; stockage du beurre ; prix communautaires ; production de vin et de tabac ; déficit de la balance commerciale avec la République fédérale d'Allemagne pour les produits non agricoles ; mesures proposées par le groupe communiste ; aide aux coopératives de production et aux C.U.M.A.* (p. 3919, 3920) ; Titre VI : *Sa demande d'un scrutin public; son opposition au budget*

[19 novembre 1969] (p. 4028); TAXES PARAFISCALES : *Son amendement tendant à supprimer la ligne 59 concernant la taxe sur les œufs* [22 novembre 1969] (p. 4278) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 2 : *Ses observations sur les propositions communistes ; couverture générale des risques ; problème du financement* [3 décembre 1969] (p. 4543) ; Art. 9 de la loi du 12 juillet 1966 : *Financement des garanties* (p. 4570) ; Art. 18 de la loi du 12 juillet 1966 : *Financement du régime d'assurance maladie ; couverture du petit risque ; indemnité journalière ; système des prestations complémentaires ; propositions du groupe communiste ; ses observations sur les bénéficiaires du fonds national de solidarité* (p. 4582) ; Art 35 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur l'amendement de M. Fievez* (p. 4591) ; Art. 38 de la loi du 12 juillet 1966 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 4593).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes agricoles [17 avril 1970] (p. 1150).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e^ Plan : *Fondement de l'industrialisation sur les intérêts des groupes monopolistes ; aménagement du territoire ; renforcement industriel des trois zones de forte densité ; la région parisienne et la Basse-Seine, le Nord, Lyon et la région méditerranéenne ; ses observations sur les régions frontalières ; absence d'obstacle économique ou géographique à l'implantation équilibrée de fortes unités industrielles diversifiées ; politique des transports ; ses observations sur la route Centre-Europe-Atlantique ; politique ferroviaire ; ses observations sur les liaisons aériennes et les télécommunications ; conditions d'une véritable politique d'aménagement du territoire.* [17 juin 1970] (p. 2788, 2789) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ CRÉDITS CONCERNANT LA DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'ACTION RÉGIONALE : *Aménagement du territoire étant le reflet de l'accumulation capitaliste* [3 novembre 1970] (p. 5032) ; *politique gouvernementale en matière d'infrastructures ; transfert des crédits publics vers l'appareil de production des monopoles capitalistes ; ses observations sur Vénissieux ; ses observations sur Dunkerque et le canal à grand gabarit jusqu'à Valenciennes ; nature du régime actuel de la France ; recherche du profit conduisant à une politique de concentration ; son refus d'approuver le budget* (p. 5033) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT - CRÉDITS CONCERNANT L'EQUIPEMENT : *Ses observations sur le fonds d'action conjoncturelle ; spécialisation de nos ports ; situation des ports de la côte atlantique en raison de l'absence de bases industrielles dans l'arrière-pays ; stagnation du budget des voies navigables* (p. 5059) ; *exemple de l'Allemagne de l'Ouest ; parcs automobiles français ; budget pour les autoroutes ; conséquences de l'utilisation de capitaux privés pour les autoroutes ; crédits d'Etat affectés aux grands axes non autoroutiers ; schéma directeur des routes ; cas des régions particulièrement délaissées ; attitude des conseils généraux à l'égard des routes nationales ; ses observations sur la route Ouest-Est ; problème de la route Centre-Europe-Atlantique* (p. 5060) ; *crédits pour la voirie urbaine ; prélèvement pour le fonds spécial d'investissement routier de la taxe sur les carburants ; revalorisation des indices des conducteurs principaux ; attribution d'une prime de risque pour les conducteurs et agents des travaux publics de l'Etat et pour les auxiliaires routiers* (p. 5061) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Exploitation familiale ; conséquences de la mise en place des sociétés agricoles d'investissement foncier ; diminution des dépenses de soutien des marchés ; crédits concernant la prophylaxie des animaux ; crédits d'équipement pour l'enseignement agricole ; problème de l'hydraulique agricole ; question de l'attribution de carburant détaxé ; crédits agricoles ; problème de l'exonération de la T.V.A. pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole* [6 novembre 1970] (p. 5290) ; *problème du B.A.P.S.A. ; situation des exploitants familiaux ; cas des salariés agricoles ; augmentation des impôts locaux ; majoration des bases du bénéfice agricole forfaitaire ; prix des fermages ; causes du mécontentement paysan ; ses observations sur le rapport relatif à la préparation du VI^e^ Plan pour*

la région d'Auvergne : prix agricoles ; déficit de nos échanges extérieurs de viande ; production bovine ; stocks de produits laitiers (p. 5291) ; *revendications des communistes* (p. 5292) ; *réclamations du personnel de l'administration* (p. 5292) ; Titre V : *Réduction des crédits de l'enseignement agricole ; mise en place de sociétés agricoles d'investissement foncier* [7 novembre 1970] (p. 5387) ; Après l'art. 66 : *Modification par décret des exonérations de cotisations* (p. 5389) ; *ses observations sur les cotisations de l'A.M.E.X.A.* (p. 5390) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Conséquences des concentrations réalisées dans le cadre du Marché commun ; nombre des chômeurs dans le Nord ; exemple de la ville de Montluçon ; aggravation des distorsions régionales ; axe mer du Nord-Méditerranée* [25 octobre 1971] (p. 4873) ; *politique de régionalisation du Marché commun ; problème des villes moyennes ; propositions du comité central du parti communiste français* (p. 4874) ; *efficacité de l'agriculture familiale ; ses observations sur les deux pôles de Bordeaux et de Nantes ; régression actuelle des mines de charbon et de fer ; problème des régions frontières ; développement des industries mécaniques dans l'agglomération de Marseille ; asphyxie urbaine de la région parisienne* (p. 4874, 4875) ; *avantages qui existent lorsque l'économie repose sur des industries nationales qui appartiennent à la population* (p. 4885) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : *Résultats de la coopération ; atteinte au statut de la coopération* [23 novembre 1971] (p. 6021) ; *programme de Gouvernement démocratique d'union populaire présenté par le parti communiste* (p. 6022) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa, paragraphe II de cet article* (p. 6032) ; *introduction dans la coopération de personnes morales étrangères à la profession* (p. 6032) ; Art. 12 de l'ordonnance du 26 septembre 1967 : *Son amendement tendant à modifier le texte proposé pour cet article* (p. 6034) ; *nécessité de ne pas introduire des intérêts étrangers à la profession* (p. 6034) ; *rôle des caisses d'épargne et de la caisse nationale de crédit agricole ; vote du groupe communiste* (p. 6037) ; Art. 14 de cette ordonnance : *Son amendement tendant à supprimer le second alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 6037) ; *conséquence de la substitution du directoire au conseil d'administration* (p. 6037, 6038) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à abroger le second alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 26 septembre 1967* (p. 6039) ; *vote du groupe communiste* (p. 6042) ; *son amendement tendant à modifier le deuxième alinéa, paragraphe II de cet article* (p. 6042) ; Art. 8 : *Son amendement* (p. 6043) ; *vote du groupe communiste* (p. 6043) ; ses explications de vote : *Son opposition à la pondération des voix ; extension à la coopération agricole du mode d'imposition des sociétés commerciales* (p. 6044) ; en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à amender l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole, Art. 8 : *Son amendement (pondération des voix)* [25 mai 1972] (p. 1922) ;

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Carpentier, Chazalon, Labbé, Paquet, Andrieux relatives aux problèmes de l'emploi : *Dégradation générale de l'emploi en France ; situation en Auvergne (canton de Montluçon) ; exode rural* [3 décembre 1971] (p. 6411, 6412).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Aggravation de la situation des organismes de recherche publique et de leurs personnels ; sacrifice de la physique ; nécessité d'accorder des crédits à la recherche fondamentale et aux sciences de la vie ; sciences humaines ; actions thématiques programmées ; accent mis sur la recherche de développement au détriment de la recherche fondamentale et appliquée ; transfert de fonds publics à l'industrie privée par le « plan électronique professionnel civil » ; crédits à la Thomson-C.S.F.* [9 novembre 1972] (p. 4934) ; *politique néfaste pour les personnels de la recherche publique ; pro-*

blème de l'avenir des chercheurs ; C.N.R.S. ; propositions du programme commun de gouvernement de la gauche ; diminution de la part des recherches militaires ; nationalisation (p. 4935) ; EQUIPEMENT ET URBANISME, Etat C, titre V : *Ses observations à l'amendement de M. Duval concernant la grande liaison routière Ouest-Est (axe Centre-Europe-Atlantique)* [17 novembre 1972] (p. 5402) ; *sommes prévues pour cet axe ne répondent pas aux promesses qui avaient été faites ; son souhait que le Gouvernement prenne l'engagement de dégager les crédits nécessaires à la réalisation de la route Centre-Europe-Atlantique* (p. 5402) ; AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : *Echec de la politique d'aménagement du territoire ; désordre, sous-emploi, déséquilibre, déclin des régions minières ; problème de la Lorraine ; passage outre-Rhin des travailleurs frontaliers et des capitaux ; conflit des mines domaniales des potasses d'Alsace ; insuffisance de l'industrialisation de l'Ouest des régions côtières : Bretagne ; problème de l'emploi dans le Massif central ; plans Mansholt et Vedel de liquidation de toutes les exploitations agricoles de type artisanal* (p. 5413) ; *seule usine de Lozère fermée ; Ardèche premier département de France sans chemin de fer ; concentration du capital monopoliste à l'échelle européenne ; échec des politiques d'aménagement du territoire dans les pays de la C.E.E. ; Dunkerque, Fos, dont les effets de retombées et d'entraînement sur le plan local sont limités ; spéculation foncière ; centralisation sur Paris des centres de décision et des bureaux ; concentration de l'oligarchie financière ; villes moyennes ; exemple de Montluçon, Valence* (p. 5414) ; *zones alpines et cévenoles ; insécurité de l'emploi ; mission d'information en Sibérie et en Asie centrale soviétique ; succès d'une politique socialiste d'aménagement du territoire ; programme commun de la gauche ; nationalisation des principaux monopoles industriels et de tout le secteur bancaire et financier ; démocratisation de la planification ; assemblée de région élue à la représentation proportionnelle ; régression des mines de charbon et de fer ; effort sur toute la côte atlantique ; industrie chimique dans la région bordelaise ; fin du sous-développement du Centre et du Massif central ; politique de coordination des transports ; déclin des zones rurales ; vote du groupe communiste contre ce budget* (p. 5415) ; Etat B, titre III : *Vote du groupe communiste contre les crédits de ce titre* (p. 5429).

VENDROUX (Jacques)

Député du Pas-de-Calais
(7e circonscription)
U.D.R., puis N.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe d'Union des démocrates pour la République [*J.O.* du 12 février 1971] (p. 1503), [2 avril 1971] (p. 835).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750).

Est élu président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2251), [3 avril 1969] (p. 851).

A donné sa démission de président de cette Commission [6 mai 1969] (p. 1265).

Cesse d'appartenir à la Commission des affaires étrangères [*J.O.* du 13 février 1971] (p. 1519).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 399) de MM. Jacques Chaban-Delmas, Henry Rey, Raymond Mondon, Gaston Defferre et Jacques Duhamel tendant à modifier et à compléter le règlement de l'Assemblée Nationale [8 novembre 1968] (p. 4217).

Dépôts :

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée en Tunisie, **n° 694** [6 mai 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 903) autorisant : 1° la ratification de la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats

africains et malgache associés à cette Communauté, et de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signés à Yaoundé le 29 juillet 1969, n° 927 [3 décembre 1969].

Interventions :

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur son vote relatif à l'amendement de M. Rivain tendant à supprimer l'article 6 de la première partie du projet de loi de finances pour 1969* [24 octobre 1968] (p. 3516).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES — II. - COOPÉRATION : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* [29 octobre 1968] (p. 3702) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Expansion du rayonnement de la France ; prestige du général de Gaulle ; ses observations sur la francophonie ; conséquences du choix de Paris comme siège des négociations sur le Vietnam ; propagande culturelle et économique de la France à l'étranger* [7 novembre 1968] (p. 4066, 4067) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur le tunnel sous la Manche ; augmentation de la proportion des automobilistes qui empruntent le circuit belge, allemand et suisse pour aller vers le Sud-Est, l'Italie et la Côte-d'Azur* [13 novembre 1968] (p. 4327) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Nouakchott, le 15 novembre 1967 : *Ses observations sur ce texte* [18 décembre 1968] (p. 5623) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Thème de la continuité ; question de l'ouverture de la politique du Gouvernement ; ses observations sur l'Europe ; collaboration entre la France et l'Allemagne ; candidature de la Grande-Bretagne au Marché commun ; réanimation du traité franco-allemand ; commission franco-sarroise ; politique industrielle commune ; ses observations sur l'eurodollar ; problème de l'élargissement du Marché commun ; source du pouvoir de la communauté ; nécessité du maintien de l'indépendance des Etats ; financement de l'action communautaire ; fonds européen d'orientation et de garantie agricole ; nécessité de veiller à ce que l'Europe se fasse dans le respect de l'indépendance des nations et de l'autorité des Etats* [4 novembre 1969] (p. 3306 à 3308) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur le fait que les représentations des théâtres nationaux ne sont pratiquement jamais diffusées en direct* [20 novembre 1969] (p. 4061) ;

— du projet de loi autorisant : 1° la ratification de la Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, et de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, signés à Yaoundé le 29 juillet 1969, en qualité de *Rapporteur : Caractères de la convention ; échanges commerciaux entre les pays du Marché commun et les Etats africains et malgache ; problème des aides directes à la production ; régime préférentiel instauré par la convention de Yaoundé ; aide technique et culturelle ; coordination des divers systèmes d'aide* [4 décembre 1969] (p. 4619 à 4621).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la déclaration du 12 mai 1970 de M. le Ministre des Finances [22 mai 1970] (p. 1886, 1887).

Prend part à la discussion des projets de loi : 1° autorisant l'approbation de la décision du Conseil des communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux communautés ; 2° autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des communautés européennes, signé à Luxembourg le 22 avril 1970 : *Politique agricole commune ; portée politique des traités ; ses observations sur l'accord du 22 avril 1970 ; rôle de la Commission économique européenne ; ses observations sur les négociations avec les pays candidats à l'entrée dans le Marché com-*

mun ; extension des pouvoirs de l'Assemblée parlementaire européenne ; représentation actuelle des six pays au sein du Parlement européen ; respect de la souveraineté nationale étant la condition première de notre indépendance ; dévolution au Parlement européen d'une fraction du pouvoir budgétaire constituant une première atteinte à la souveraineté [23 juin 1970] (p. 2934, 2935).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique étrangère : *Sauvegarde de notre souveraineté et de notre indépendance nationales ; problème de la continuité de notre politique étrangère par rapport à la politique tracée par le général de Gaulle ; adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun ; ses observations sur la rapidité des concessions faites par la France ; rapport Werner* [9 juin 1971] (p. 2604) ; *ses observations sur l'installation à Washington d'une délégation de la commission du Marché commun présidée par un ancien ambassadeur ; compétence de cette délégation ; ses observations sur un arrêt rendu à Luxembourg par la Cour de justice européenne le 31 mars 1971 ; établissement du mark flottant ; ses observations sur la supranationalité* (p. 2605).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Fonctionnement de certains organismes et comités internationaux ; ses observations sur les accords de La Haye de décembre 1969 ; rapport Werner ; problème de la supranationalité ; conséquence de l'adoption de ce rapport* [5 novembre 1971] (p. 5209) ; *pouvoirs des autorités communautaires* (p. 5210) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Prend la parole pour la dernière fois en vieux solitaire ; renonciation de la France à la volonté de jouer un rôle déterminant dans les affaires mondiales ; perte du goût de la grandeur et du rayonnement de notre pays ; construction de l'Europe dans la voie confédérale que prévoyait le plan Fouchet ; nécessité de savoir vers quelle Europe nous nous dirigeons* [16 novembre 1972] (p. 5285); *politique spatiale* (p. 5286) ; *précise à M. Chandernagor sa position à l'égard du pacte atlantique* (p. 5299).

VENDROUX (Jacques-Philippe)

Député de Saint-Pierre-et-Miquelon (1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212).

Donne sa démission de membre de cette Commission [25 septembre 1968] (p. 2903).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 851).

Cesse d'appartenir à cette Commission [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 octobre 1969] (p. 2492), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des Territoires d'outre-mer (F.I.D.E.S.T.O.M.) [10 novembre 1968] (p. 4741) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672).

Est élu président de cette Commission [20 novembre 1968] (p. 4765).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709).

Est élu vice-président de cette Commission [19 décembre 1968] (p. 5709).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte

sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française [28 juin 1972] (p. 2979).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1865) portant modification du Code du travail dans les Territoires d'outre-mer en ce qui concerne le régime des congés payés, n° 2213 [4 avril 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Problème posé par l'application, dans les Territoires d'outre-mer, de la loi d'aide à l'enseignement privé ; ses observations sur les contrats d'association* [29 octobre 1968] (p. 3664, 3665) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : JEUNESSE ET SPORTS : *Ses observations sur les jeux Olympiques de Mexico ; conception du sport ; sport devant commencer à l'école ; hommage rendu à Maurice Herzog* [30 octobre 1968] (p. 3712, 3713) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT (TOURISME) : *Développement du tourisme dans les Départements et les Territoires d'outre-mer ; bureau du tourisme canadien ; développement de l'action touristique de Saint-Pierre-et-Miquelon ; création d'un bureau français du tourisme québécois* [31 octobre 1968] (p. 3812) ; *ses observations sur le bureau canadien* (p. 3815) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Budget de Saint-Pierre-et-Miquelon ; nécessité pour Saint-Pierre-et-Miquelon de disposer d'une crèche pouponnière ; construction d'un foyer du marin ; ses observations sur la section locale du F.I.D.E.S. ; avenir de la société de pêche et de congélation ; fonction publique du territoire étant prise dorénavant en charge par l'Etat ; enseignement privé ; cale de radoub de Saint-Pierre ; situation des petits pêcheurs ; acquisition par la société de pêche et de congélation d'un chalutier à pêche par l'arrière* [4 novembre 1968] (p. 3882, 3883) ; *subvention d'équilibre pour le budget de Saint-Pierre-et-Miquelon* (p. 3888) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur l'intervention de M. Jean Fontaine* [9 novembre 1968] (p. 4257, 4258) ; *développement de la télévision dans les Départements et dans les Territoires d'outre-mer* (p. 4264).

Est entendu sur une mise au point au sujet de son vote sur la question préalable opposée par M. Lamps à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 [7 mai 1969] (p. 1297, 1298).

Est entendu sur une mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du projet de loi instituant des mesures en faveur des Français rapatriés d'outre-mer [24 octobre 1969] (p. 2921).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Situation économique des T.O.M. ; déroulement des opérations électorales dans les T.O.M. ; problème de Saint-Pierre-et-Miquelon ; conséquence de la dévaluation du franc ; société de pêche et de congélation ; aménagement du port de Saint-Pierre, de celui de Miquelon ; étatisation de la fonction publique territoriale ; application à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi d'aide à l'enseignement privé ; problèmes de la jeunesse ; rappel du voyage du général de Gaulle* [5 novembre 1969] (p. 3406, 3407) ; EDUCATION NATIONALE : *Application à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi d'aide à l'enseignement privé ; rappel des efforts de l'orateur en cette matière ; ses observations sur la loi du 31 décembre 1969 ; application de cette loi aux T.O.M. ; coût de l'application de la loi Debré à Saint-Pierre-et-Miquelon* [13 novembre 1969] (p. 3632, 3633) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION III. - DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Lecture du discours de M. Fontaine* [15 novembre 1969] (p. 3816) ; SERVICE DU PREMIER MINISTRE : OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Réforme du statut de l'O.R.T.F. ; rapport de la Commission chargée de proposer des modifications au statut de l'O.R.T.F. ; rapport de la Commission chargée de proposer des modifications au statut de l'O.R.T.F. ; réforme de l'actualité télévisée ; pouvoirs du nouveau conseil d'administration ; émoluments des journalistes recrutés par les directeurs de l'actualité ;*

action des nouveaux directeurs ; recrutement des anciens collaborateurs de l'Office qui, en 1968, ont eu une certaine conception du service de l'Etat ; ses observations sur le personnel de l'Office ; programme offert aux télespectateurs la vieille de Noël ; transformation de l'actualité télévisée [21 novembre 1969] (p. 4222, 4223).

Mise au point au sujet du vote de M. Jacques Vendroux, député du Pas-de-Calais, sur l'ensemble du projet de loi tendant à renforcer la garantie individuelle des citoyens [29 mai 1970] (p. 2148).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français, dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le prolectorat ou la tulelle de la France, Art. 11 : *Différence entre la valeur sous-estimée et la valeur normale* [12 juin 1970] (p. 2582) ; *retrait de l'amendement déposé par M. Guillermin* (p. 2582) ; *ses observations sur le retrait de l'amendement de M. Guillermin* (p. 2582, 2583) ; Art. 12 : *Fixation de l'indemnisation* (p. 2583) ; Article 30 : *Ses observations sur la délégation pour l'accueil et le reclassement* (p. 2590) ; Art. 35 : *Agence nationale pour l'indemnisation ; utilité pour les rapatriés de savoir rapidement combien ils pourront percevoir au titre de l'indemnisation* (p. 2593) ; *retrait de l'amendement déposé par M. Guillermin* (p. 2594) ; Art. 36 : *Connaissance, par les intéressés, du montant de leur indemnisation ; retrait de l'amendement de M. Guillermin* (p. 2594) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Ses observations sur les Territoires d'outre-mer ; rôle du comité central et du service des Territoires d'outre-mer, du commissariat général du Plan ; équipements collectifs à réaliser dans les Territoires d'outre-mer ; financement des équipements ; problème du tourisme ; ses observations sur le phénomène démographique ; ses observations sur Saint-Pierre-et-Miquelon* [17 juin 1970] (p. 2745, 2746) ; Art. unique : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (taux de croissance annuel des équipements collectifs dans les Territoires d'outre-mer)* [18 juin 1970] (p. 2815) ; *cas particulier de la Nouvelle-Calédonie ; ses observations sur le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon* (p. 2815, 2816).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au reportage télévisé sur le Québec (diffusion de l'opinion d'une Canadienne anglaise injurieuse pour le général de Gaulle) [23 octobre 1970] (p. 4627, 4628).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES du PREMIER MINISTRE : SECTION IV. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Ses observations sur l'action entreprise par le général de Gaulle ; crédits destinés à Saint-Pierre-et-Miquelon ; disparition du chômage ; industries de la pêche ; ses observations sur le chalutier expérimental « Cryos » ; problème des installations portuaires de Saint-Pierre ; augmentation du mouvement touristique ; expansion de la télévision à Miquelon ; ses observations sur le centre sportif et culturel ; reconstruction du quai de la douane ; problème de la prise en charge de la fonction publique territoriale ; application dans le territoire de la loi d'aide à l'enseignement privé ; projet de l'installation d'une société privée ; construction d'un grand complexe moderne ; rénovation de la flotte ; construction d'un abri portuaire à Miquelon ; nécessité d'un port en eau profonde à Saint-Pierre ; tourisme dans l'archipel ; extension des possibilités d'accès du territoire par voie aérienne ; action du Gouvernement au profit des sinistrés de la récente tornade* (23 octobre 1970) (p. 4672, 4673) ; ANCIENS COMBATTANTS et VICTIMES DE GUERRE : *Son vote sur le budget ; étude des dossiers des anciens combattants ; droits à réparation des prisonniers de guerre et de certaines catégories d'internés ; situation des veuves des grands invalides ; suppression du décompte des jours d'hospitalisation dans les quinze ans de mariage* [26 octobre 1970] (p. 4702) ;

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignements privés : *Exemple des Territoires d'outre-mer ; ses observations sur l'article 5 du projet de loi ; exemple du lycée de Saint-Pierre* [27 avril 1971] (p. 1475, 1476) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Ses observations sur les territoires d'outre-mer ; caisse centrale de coopération économique ; problème de l'habitat* [17 juin 1971] (p. 3068) ; Art. unique : *Son amende-*

ment (moyens des organismes de crédit public) [18 juin 1971] (p. 3119) ;

— du projet de loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif : *Concours de pronostics ; ses observations sur la proposition de loi de M. Destremau ; problème des Territoires et Départements d'outre-mer* [22 juin 1971] (p. 3265, 3266).

Mise au point au sujet du vote de M. Jacque Vendroux, député du Pas-de-Calais, sur les crédits du titre IV de l'Etat B du projet de loi de finances pour 1972 — budget des Anciens combattants [25 octobre 1971] (p. 4840).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : FONCTION PUBLIQUE ET RÉMUNÉRATIONS : *Problème des Territoires d'outre-mer ; son opposition à l'invasion du territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon par des fonctionnaires métropolitains* [25 octobre 1971] (p. 4858) ; *étatisation de la fonction publique à Saint-Pierre-et-Miquelon* (p. 4859) ; TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Ses observations sur Saint-Pierre-et-Miquelon ; objectifs du VIe Plan ; action du F.I.D.E.S. ; construction de la cale abri de Miquelon ; application à Saint-Pierre de la loi Debré ; prise en charge de l'enseignement privé par l'Etat ; fonctionnement du centre sportif et socio-culturel* [3 novembre 1971] (p. 5198) ; *conversation entre le Gouvernement et la société Inter-Pêche ; recherches pétrolières dans les eaux de l'Atlantique Nord, au large de Saint-Pierre-et-Miquelon* (p. 5199).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la non-retransmission d'un match de football [29 octobre 1971] (p. 5117, 5118).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 22 : *Service d'émission monétaire dans le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon ; rôle de l'institut d'émission ; franc C.F.A. ; coût de la vie dans ce territoire* [4 mai 1972] (p. 1372, 1373) ;

— du projet de loi portant modification du Code du travail dans les territoires d'outre-mer en ce qui concerne le régime des congés payés, en qualité de *Rapporteur : Généralisation de la quatrième semaine des congés payés* [9 mai 1972] (p. 1436) ; *analyse des dispositions du projet ; adaptation de la loi de mai 1969* (p. 1437) ; Art. unique : *Son amendement (abrogation des dispositions des 2° et 3° de l'article 121 du Code du travail dans les T.O.M. ; détermination d'un minimum de deux jours ouvrables de congé par mois de service effectif dans l'année de référence)* (p. 1437) ; *ses observations* (p. 1437, 1438) ;

— du projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, Art. 1er : *Ses observations sur les déclarations de M. Cossemanière ; organisation d'unités fonctionnelles ; service des sports* [16 juin 1972] (p. 2576, 2577) ; Art. 4 : *Rayonnement de la présence française dans le monde* (p. 2606) ; Art. 14 : *Produit de la redevance* (p. 2618) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION VII. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER (SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON) : *Son inquiétude d'une éventuelle départementalisation des Territoires d'outre-mer ; augmentation de la subvention d'équilibre au territoire ; subvention aux centres sportifs et culturels ; aide à l'enseignement libre ; prise en charge par l'Etat des fonctionnaires du territoire ; projet de loi relatif à cette prise en charge* [18 novembre 1972] (p. 5452) ; *subvention exceptionnelle destinée à la municipalité de Saint-Pierre ; Crédits du F.I.D.E.S. ; digue-abri de Miquelon ; projet « Interpêche » ; transformation du chalutier « Croix de Lorraine » ; Crédits pour le réseau d'électricité ; voirie ; aménagement de la piste d'aviation de Miquelon ; tourisme* (p. 5453) ; Donne lecture de l'intervention de M. Mohamed Dahalani, député des Comores [18 novembre 1972] (p. 5454).

VER (Antonin)

Député du Tarn-et-Garonne
(2e circonscription)
F.G.D.S., puis app. S.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Figure sur la liste des députés n'appartenant à aucun groupe [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'apparente au groupe socialiste [21 octobre 1969] (p. 2797).

Cesse d'être apparenté au groupe socialiste [15 octobre 1970] (p. 4349).

S'apparente au groupe socialiste [16 novembre 1971] (p. 5806).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1970] (p. 746).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juin 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 859), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Inquiétude des arboriculteurs ; commercialisation des fruits ; charges de main-d'œuvre ; politique de soutien des cours ; problème de l'exportation ; regroupements des producteurs ; aides devant être complétées par des formules visant à accroître la productivité et la compétitivité ; cas du département du Tarn-et-Garonne ; dons aux pays sous-développés* [16 novembre 1968] (p. 4558) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème du crédit ; son encadrement ; situation des petites et moyennes entreprises ; parité des prix ; conséquence de la politique des bas prix agricoles* [19 novembre 1969] (p. 3983) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Etat d'esprit des agriculteurs du Sud-Ouest ; rapport Vedel ; situation des vieux agriculteurs ; cas des aviculteurs* [7 novembre 1970] (p. 5350) ; *indexation des prix ; importance de la nature dans le monde contemporain* (p. 5351) ; TRANSPORTS — II. - AVIATION CIVILE : *Problème des aéro-clubs ; leur situation financière ; leur rôle* [13 novembre 1970] (p. 5474) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, SERVICES DU PREMIER MINSTRE : JEUNESSE, SPORTS, ET LOISIRS : *Troisième loi de programme ; ses observations sur les clubs ; développement des activités sportives à l'école ; subventions aux associations* [6 novembre 1971] (p. 5482) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème fruitier* [6 novembre 1971] (p. 5732) ; *F.E.O.G.A. ; tarifs de transport ; problème des arrachages de vergers ; organisation du marché du fruit* (p. 5733) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires : *Primauté du législatif sur le réglementaire ; liberté d'expression ; groupements professionnels militaires ; problème des rémunérations et de la notation* [2 mai 1972] (p. 1244, 1245) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Conséquences des graves intempéries dans son département ; insuffisance, lourdeur et retards dans l'application de la loi sur les calamités agricoles* [15 novembre 1972] (p. 5206) ; *inégalité de traitement entre les départements ; sa demande d'augmentation des ressources du fonds national de garantie contre les calamités agricoles* (p. 5207).

VERKINDERE (Adrien)

Député du Nord
(10e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Maurice Schumann, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi prohibant le démarchage des compagnies d'assurances auprès des victimes d'accidents, n° 370 [17 octobre 1968].

VERNAUDON (Roland)

Député du Val-de-Marne
(7e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

En remplacement, le 23 juillet 1969 de M. Robert-André Vivien, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452).

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [16 septembre 1969] (p. 2279).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [16 septembre 1969] (p. 2280).

Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1971] (p. 832, 834).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 octobre 1969] (p. 2492) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1970] (p. 750) ;

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés [18 décembre 1970] (p. 6707) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement [18 juin 1971] (p. 3133) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'allocation logement [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un Office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123) ;

— président de cette Commission [12 octobre 1972] (p. 4125).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la situation des fonctionnaires affectés aux tâches du traitement automatisé de l'information : *Désir des fonctionnaires affectés au traitement automatisé de l'information d'avoir des débouchés au moins équivalents à ceux de leurs collègues placés dans d'autres fonctions* [18 novembre 1970] (p. 5754) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Application du rapport constant ; augmentation des pensions d'invalidité ; problème de la carte du combattant ; cas des militaires d'Afrique du Nord ; situation des anciens prisonniers de guerre* [22 octobre 1971] (p. 4825) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problèmes posés à la police par le développement de l'urbanisation des grands centres ; ses observations sur les machines à voter ; problèmes de la police ; édification de commissariats ; renouvellement du matériel automobile ; vétusté de l'ensemble du matériel administratif ; place de la protection civile* [10 novembre 1971] (p. 5622) ; *ses observations sur les feux de forêt du Midi ; corps forestier de sapeurs-pompiers ; groupement aérien de la protection civile ; aide financière de l'Etat aux collectivités locales* (p. 5623) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Irrégularités dans le fonctionnement de la poste ; problème de la desserte postale des quartiers nouvellement construits* [7 novembre 1972] (p. 4767) ; *difficultés entre la poste*

et les gérants d'immeubles à propos de la disposition des boîtes aux lettres ; effort en faveur des télécommunications ; souplesse du système des sociétés de financement ; action du Centre national d'études des télécommunications ; programme de recherche et de développement ; département du Val-de-Marne (p. 4768) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Renforcement des moyens de la police dans les départements de la Petite Couronne de Paris ; problème des effectifs et de leur instabilité, notamment pendant les vacances ; caractère particulier du Val-de-Marne (Rungis, aéroport d'Orly) ; nécessité de donner à des personnels plus nombreux des moyens matériels et de mieux répartir les tâches administratives ; contrôle de la régularité des inscriptions sur les listes électorales et des opérations de vote ; doubles inscriptions ; proposition de loi de M. Nungesser (création de commissions de contrôle des opérations de vote dans les villes importantes) ; votera ce budget* [7 novembre 1972] (p. 4799).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'amélioration des conditions de travail [15 décembre 1972] (p. 6263).

VERPILLIERE (Guy de la)

Député de l'Ain
(3e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [25 juillet 1968] (p. 2618).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — I. - Affaires culturelles, **n° 836** [17 octobre 1969].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — I. - Affaires culturelles, **n° 1396** [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 64-696 du 10 juillet 1964 relative à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées, **n° 1897** [24 juin 1971].

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — I. - Affaires culturelles, **n° 2011** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi tendant à autoriser les adolescents âgés de plus de quatorze ans à exercer une activité rémunérée pendant une partie de leurs vacances scolaires, **n° 2445** [21 juin 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — I. - Affaires culturelles, **n° 2586** [12 octobre 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2505), modifiée par le Sénat, tendant à autoriser les adolescents âgés de plus de 14 ans et 15 ans à exercer de manière exceptionnelle une activité rémunérée, **n° 2666** [22 novembre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Taux de fréquentation des musées ; ses observa-*

tions sur le musée du Louvre ; utilisation de la télévision ; enrichissement des collections de certains musées de province ; absence en France d'un inventaire et d'un répertoire photographique des œuvres exposées dans les musées ; théâtres nationaux ; Comédie-Française ; théâtres lyriques nationaux ; ses observations sur l'Opéra ; théâtres lyriques ou dramatiques de province ; difficultés des maisons de la culture ; protection du patrimoine historique ; encouragement au bénévolat [20 novembre 1969] (p. 4049, 4050) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Lecture de l'intervention de M. Feït* [21 novembre 1969] (p. 4184) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Exemple d'une personne inscrite aux assurances sociales depuis leur fondation au titre de salariée et devenue par la suite gérante majoritaire d'une société à responsabilité limitée* [3 décembre 1969] (p. 4546) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur les moyens financiers ; administration du ministère ; dépenses de fonctionnement ; mise en valeur des monuments historiques élaborée par la direction de l'architecture ; ses observations sur Notre-Dame ; aménagements intervenus au musée du Louvre et de Versailles ; ouverture des galeries nationales au Grand Palais ; création d'un poste de relations publiques à la direction des musées ; liaison avec l'O.R.T.F.* [13 novembre 1970] (p. 5494) ; *absence d'inventaire photographique ; ses observations sur la Comédie-Française et l'Opéra ; mission du Théâtre de France ; activité des manufactures nationales et du Mobilier national ; création du fonds d'intervention culturelle ; collaboration entre le ministère et l'O.R.T.F.* (p. 5495) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur le 1 % ; renforcement des moyens en personnel du ministère ; développement des actions entreprises ; protection du patrimoine historique ; crédits à l'aide à la décentralisation dramatique ; création d'équipements polyvalents ; crise du théâtre ; ses observations sur la Comédie-Française et le Théâtre national populaire ; musées de province ; diversification des centres d'intérêts culturels* [27 octobre 1971] (p. 4953, 4954) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Berger, modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre, modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale et relative à l'organisation des professions médicales, Après l'Art. 35 : *Son amendement concernant l'incompatibilité entre certaines fonctions et celles de membre d'un bureau d'un syndicat professionnel* [6 juin 1972] (p. 2195) ; *retrait de cet amendement* (p. 2196) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Bertrand Denis, tendant à autoriser les adolescents âgés de plus de 14 ans, à exercer une activité rémunérée pendant une partie de leurs vacances scolaires, en qualité de *Rapporteur : Possibilité de faire des stages de vacances pendant les deux dernières années de la scolarité ; problème des charges sociales ; détermination des garanties* [28 juin 1972] (p. 2959) ; Art. 1er : *Protection sociale des enfants qui auront 16 ans entre la rentrée scolaire de septembre et la fin de l'année civile correspondante* (p. 2961, 2962) ; Art. 2 : *Ses observations sur la législation sur les spectacles* (p. 2963) ; Art. 3 : *Formation et information des adolescents grâce à l'organisation des stages* (p. 2964) ; Art. 4 : *Durée du travail* (p. 2964) ; en deuxième lecture : *Modifications faites par le Sénat ; durée du repos des intéressés* [19 décembre 1972] (p. 6344) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Protection du patrimoine ; réussites dans la restauration des monuments ; aide aux propriétaires privés de monuments historiques ; incitations fiscales au mécénat ; sites ; projet de loi tendant à permettre au ministre des affaires culturelles d'intervenir pour des projets de construction d'immeubles ; remise en ordre des statuts des grands corps techniques de l'architecture ; urgence du projet de réforme de la profession d'architecte ; problème de recrutement des grandes*

manufactures nationales ; accords passés avec les employés du Mobilier national ; diffusion cullurelle à travers les théâtres, la musique et les musées : Comédie-Française, Odéon, échec et nouvelle vocation du Théâtre national populaire ; Théâtre de l'Est parisien, théâtre national de Strasbourg [8 novembre 1972] (p. 4817) ; *Opéra, Opéra-Comique ; animation des villes moyennes et des grands ensembles ; expositions* (p. 4818).

VERTADIER (Pierre)

Député de la Vienne
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850) ;

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre du Conseil supérieur de la Sécurité sociale [8 mai 1969] (p. 1322) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1971 [4 décembre 1970] (p. 6232) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970 [17 décembre 1970] (p. 6630) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1972 [9 décembre 1971] (p. 6609) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 [15 décembre 1971] (p. 6809) ;

— membre de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228) ; 2° le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229) ; 3° le projet de loi relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales (n° 2230) [28 avril 1972] (p. 1219) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [23 juin 1972] (p. 2838) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2423 de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation pour le secteur des métiers [28 juin 1972] (p. 2980) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de l'artisanat (n° 2749) [12 décem- 1972] (p. 6085) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1973 [12 décembre 1972] (p. 6086).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 36), rejetée par le Sénat, tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments, **n° 44** [18 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments, **n° 207** [23 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 255) autorisant l'adhésion à la convention unique sur les stupéfiants de 1961, **n° 342** [9 octobre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 628) autorisant l'approbation des accords suivants signés le 17 octobre 1967 : avenant à la Convention générale sur la sécurité sociale, signée le 12 octobre 1948 entre la France et la Tchécoslovaquie ; avenant à l'accord complémentaire à ladite Convention relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs des mines et établissements assimilés ; protocole relatif au régime d'assurances sociales applicable aux étudiants tchécoslovaques en France et aux étudiants français en Tchécoslovaquie, **n° 677** [29 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 589 du Code de la santé publique relatif aux commandes concernant la pharmacie, **n° 883** [12 novembre 1969].

Retrait de cette proposition [2 avril 1970] (p. 747).

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 25 : Services du Premier Ministre : I. - Services généraux. — V. - Journaux officiels. — VI. — Secrétariat général de la Défense nationale. — Ancien VII. - Groupement des contrôles radio-électriques. — VII. - Conseil économique et social, **n° 1395** [14 octobre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; Annexe n° 6 : Anciens combattants et victimes de guerre, **n° 2010** [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; Annexe n° 13 : Anciens combattants et victimes de guerre, **n° 2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion : en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments, en qualité de *Rapporteur : Modifications faites par le Sénat ; convention avec la Sécurité sociale ; ses observations sur le quota de la ristourne en faveur des divers régimes de Sécurité sociale qui ne peut intervenir que dans le cadre d'une convention nationale ; avantages financiers de la Caisse nationale d'assurance maladie ; ticket modérateur ; problème du retraite de la fourniture des médicaments aux assurés sociaux ; question de l'application de la convention nationale aux caisses des divers régimes d'assurance maladie relevant de la caisse nationale d'assurance maladie ; situation des médecins exerçant la propharmacie dans les localités difficiles d'accès* [18 juillet 1968] (p. 2290, 2291) ; *ses observations sur les amendements du Gouvernement* (p. 2292) ; Art. unique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L 266 du Code de la Sécurité sociale, après les mots : « sous réserve des dispositions prévues au... » à remplacer le mot « dernier » par le mot « troisième »* (p. 2293) ; *son amendement tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L 266 du Code de la santé publique après les mots : « prix des médicaments » à supprimer les mots : « spécialisés visés à l'article 601 du Code de la santé publique »* (p. 2293) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2293) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L 266 du Code de la sécurité sociale* (p. 2293) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article L 266 du Code de la santé publique par un paragraphe II (application de la convention nationale visée au paragraphe I)* (p. 2293) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article L 266 du Code de la santé publique*

par le paragraphe III suivant : « les dispositions du présent article peuvent être rendues applicables aux médecins pharmaciens par convention entre leur syndicat national et les divers régimes d'assurance maladie » (p. 2293) ; des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur : Substitution à la notion de remboursement des frais exposés par les assurés « sur la base des prix limites » de celle du remboursement de ces mêmes frais « sur la base des prix réellement facturés » ; extension des conventions ; problème des sanctions ; rôle de la Commission mixte paritaire pharmaciens-caisse qui siège au niveau de chaque caisse primaire* [23 juillet 1968] (p. 2503) ;

— du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Délais nécessaires à l'homologation des prix* [25 juillet 1968] (p. 2594) ;

— du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention unique sur les stupéfiants de 1961, en qualité de *Rapporteur : Caractéristiques de cette convention ; ses observations sur l'article 34 ; codification des traités internationaux ; extension de leur champ d'application ; limitation à une durée déterminée de l'usage des stupéfiants à des fins non médicales ; problème de l'entrée de certaines quantités d'opium ; indépendance de l'organe international de contrôle ; obligations externes et internes résultant pour la France de la convention ; ses observations sur l'article L 628-2 du Code de la santé publique ; application de la convention aux Départements et Territoires d'outre-mer* [16 octobre 1968] (p. 3331, 3332) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation des accords suivants signés le 17 octobre 1967 : avenant à la Convention générale sur la Sécurité sociale, signée le 12 octobre 1948 entre la France et la Tchécoslovaquie, avenant à l'accord complémentaire à ladite Convention relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs des mines et établissements assimilés, Protocole relatif à l'allocation supplémentaire instituée par la loi française du 30 juin 1956 modifiée et Protocole relatif au régime d'assurances sociales applicable aux étudiants tchécoslovaques en France et aux étudiants français en Tchécoslovaquie, en qualité de *Rapporteur : Accords signés entre la France et la Tchécoslovaquie ; cas où les salariés, se rendant en France ou en Tchécoslovaquie, peuvent bénéficier de l'assurance maladie ; attribution de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité* [6 mai 1969] (p. 1254, 1255) ;

— du projet de loi portant création d'une contribution de solidarité au profit de certains régimes de protection sociale des travailleurs non salariés, Art. 33 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 : *Son amendement tendant, à l'alinéa premier du texte proposé pour cet article, à remplacer les mots : « article 645-1° et 2° du Code » par les mots : « article 645-1°, 2° et 3° du Code... »* [11 décembre 1969] (p. 4854) ; *possibilité de soumettre les professions libérales aux dispositions du projet de loi* (p. 4854) ; *répartition par sections professionnelles* (p. 4855) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 4857) :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION I. - SERVICES GÉNÉRAUX : SERVICES ADMINISTRATIFS ET FORMATION PROFESSIONNELLE, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur le Service des personnels d'outre-mer ; rôle de la Documentation française ; Haut Comité d'études et d'information sur l'alcoolisme ; activités du centre interministériel de renseignements administratifs ; Institut national de formation professionnelle ; création dans les collèges d'enseignement technique de classes de préformation technique* [23 octobre 1970] (p. 4612) ; *institution d'un fichier scolaire ; rôle de la direction de l'éducation permanente ; inadaptation de l'enseignement des mathématiques théoriques et appliquées dans les premier et deuxième cycles du secondaire ; aide au fonctionnement des centres ; ses observations sur les stages ; institution d'une taxe professionnelle qui frapperait les entreprises ; possibilité pour ces dernières de déduire du montant de la taxe les sommes qu'elles engagent elles-mêmes pour la formation professionnelle et la promotion sociale ; réorganisation des comités régionaux pour la formation professionnelle ; ses observations sur l'artisanat* (p. 4613) ; *taxe d'apprentissage ; résultats de l'action gou-*

vernementale ; nombre de conventions signées ; rémunération des stagiaires ; mise en place du système d'indemnisation prévu par la loi du 31 décembre 1968 (p. 4614) ;

— du projet de loi portant réforme hospitalière, Art. 26 *quater : Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Peyret, après les mots : « doit tenir », à rédiger ainsi la fin de la dernière phrase de cet amendement : « régulièrement le conseil d'administration informé de la marche générale des services et de la gestion de l'établissement »* [4 décembre 1970 (p. 6206) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur spécial : Dépenses de fonctionnement* [22 octobre 1971] (p. 4783) ; *pensions et retraites ; actions sociales ; application du rapport constant ; variations des effectifs par grandes catégories ; doublement des retraites forfaitaires ; mise à parité des pensions des déportés politiques avec celles des déportés résistants ; majoration des pensions d'ascendants âgés ; majoration des pensions de veuves* (p. 4784); *allocation d'orphelin ; inscription des anciens d'Algérie à l'Office national des anciens combattants ; ouverture de leur droit à cotiser à la retraite mutualiste ; augmentation du plafond bonifié de la retraite mutualiste* (p. 4785) ; Titre III : *Taux de la retraite du combattant ; Sécurité sociale pour les veuves hors guerre et les veuves titulaires d'une pension de réversion ; entrée des anciens combattants dans l'Office* (p. 4830, 4831) ;

— du projet de loi modifiant le titre premier du Livre IV du Code de la santé publique, instituant un titre VI du même Livre et modifiant l'article L 404 du Code de la sécurité sociale, Après l'Art. 56 : *Législation sur la propharmacie* [16 décembre 1971] (p. 6855, 6856).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Rossi, Nilès, Gilbert Faure, Valenet et Brocard relatives aux anciens combattants : *Politique budgétaire pour les anciens combattants ; application du rapport constant ; aide aux veuves et aux ascendants* (p. 3063).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur spécial : Effervescence des campagnes de certaines associations d'anciens combattants ; rapport constant ; valeur du point ; parité des pensions de déportés politiques et résistants ; contentieux des Alsaciens et Mosellans ; combattants d'Afrique du Nord ; effectifs des pensionnés et des retraités* [2 novembre 1972] (p. 4543) ; *ouverture du droit à pension pour certaines catégories de personnes ; revalorisation de la retraite du combattant ; majoration en faveur des veuves, grands invalides, orphelins majeurs incurables ; mort d'un enfant au cours d'opérations de guerre ; affiliation à la sécurité sociale des ascendants âgés de 70 ans ; rente mutualiste ; levée des forclusions pour l'attribution des statuts spéciaux et attribution d'une carte d'ancien combattant aux anciens d'Afrique du Nord* (p. 4544, 4545) ; Etat B : *S'oppose à l'amendement de M. Gilbert Faure de suppression des crédits du titre IV* (p. 4580) ; *son amendement de réduction des crédits du titre IV ; retrait* (p. 4581) ; *son second amendement de réduction des crédits de ce titre car discordance entre les crédits inscrits et les crédits qui se sont révélés nécessaires pour augmenter la retraite de 35 à 50 francs ; retrait* (p. 4581) ; en seconde délibération du projet, Après l'Art. 53 : *Ses observations aux cinq amendements du Gouvernement améliorant le budget des anciens combattants et victimes de guerre ; son regret qu'il n'ait pas été possible d'augmenter les pensions des veuves et de relever le montant maximum des retraites mutualistes* (p. 5531).

VIGNAUX (Paul)

Député du Gers
(1re circonscription)
F.G.D.S., puis S.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

S'inscrit au groupe socialiste [3 octobre 1969] (p. 2492).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Lecture de l'intervention de M. Alduy* [16 novembre 1968] (p. 4542, 4543) ; *indemnité viagère de départ ; problème des bourses ; créations d'emplois ruraux non agricoles ; réforme du régime foncier ; réforme des modalités d'attribution des prêts du crédit agricole ; organisation des marchés ; situation des agriculteurs gersois* (p. 4543) ; *application des mesures relatives aux zones de rénovation rurale* (p. 4543).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Cassabel et Ballanger relatives au sport à l'école : *Nécessité de lutter contre la sédentarité imposée à l'écolier ; octroi d'une bourse d'études à Alain Mosconi ; achat de piscines amovibles* [10 octobre 1969] (p. 2618, 2619).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crise financière de 1968 ; problèmes du département de l'orateur ; exode rural ; plans Mansholt et Vedel ; problème de la viticulture, de l'élevage et des investissements collectifs ; encadrement du crédit ; création d'industries agricoles et alimentaires ; création d'un atelier de mécanographie à Lombez* [19 novembre 1969] (p. 4000) ; *principe du classement du département de l'orateur en zone de rénovation rurale* (p. 4001).

VILLON (Roger Ginsburger dit Pierre Villon)

Député de l'Allier
(3e circonscription)
C.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe communiste [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à faire du 8 mai une journée fériée, **n° 346** [9 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à réduire à un an la durée du service militaire, **n° 369** [17 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 35 de la loi du 29 juillet 1881 de manière que la vérité des faits diffamatoires puisse être prouvée même s'ils remontent à plus de dix ans, nonobstant l'amnistie, lorsqu'il s'agit de crimes de guerre, de faits de collaboration avec l'ennemi, et de faits ayant pu donner lieu à des sanctions au titre de l'épuration, **n° 1124** [6 mai 1970].

Sa proposition de loi tendant à accorder le droit de porter le titre et d'exercer la profession d'architecte aux démissionnaires de l'Ordre et aux diplômés des écoles d'architecture reconnues par l'Etat, **n° 1224** [10 juin 1970].

Sa proposition de loi tendant à prendre en considération les périodes d'arrêt de travail dues à des invalidités de guerre en vue de l'ouverture du droit à une pension de retraite, **n° 1467** [25 novembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi (n° 1286) tendant à faire bénéficier les combattants de la Résistance qui appartenaient à un réseau

homologué des forces françaises combattantes et dont l'activité dans la Résistance s'est exercée en Indochine, des dispositions du décret du 5 septembre 1949 relatif à la délivrance des attestations d'appartenance aux membres des forces françaises combattantes par la réouverture du délai de trois mois suivant la publication dudit décret pour arrêter les contrôles nominatifs des réseaux homologués des forces françaises combattantes, n° **1794** [7 juin 1971].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation des industries d'armement, n° **2009** [7 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à accorder aux coopératives d'utilisation de matériel agricole un taux réduit de T.V.A. pour leur équipement et à les faire bénéficier des prêts à bas taux d'intérêt, n° **2038** [3 novembre 1971].

Sa proposition de loi tendant au dépôt de nouveaux projets de ratification des ordonnances relatives à la lutte contre l'alcoolisme prises en vertu de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960, n° **2238** [26 avril 1972].

Sa proposition de loi instituant la faculté pour certains fonctionnaires de demander, pour une durée limitée à la période validée de leur participation à la Résistance, leur maintien en activité au-delà de la limite d'âge applicable à leur emploi, n° **2530** [30 juin 1972].

Sa proposition de loi tendant à garantir la progression des revenus des producteurs familiaux de viande et de lait, n° **2562** [4 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux salaires des ouvriers et techniciens à statut ouvrier du Ministère des Armées : *Application du décret du 22 mai 1951 ; prime de rendement ; cas des salaires des travailleurs de l'Etat à statut ouvrier ; principe de parité entre leurs salaires et ceux qui sont accordés dans la métallurgie de la région parisienne ; problème de l'échelon de comparaison* [19 juillet 1968] (p. 2384) ;

— du projet de loi portant amnistie, Art. additionnels : *Cas des anciens résistants ; conséquences des faits accomplis entre la libération du territoire et la date considérée par la loi comme la fin de la période de la Résistance* [23 juillet 1968] (p. 2487, 2488) ; *son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Krieg, à supprimer les mots : « à l'époque des faits reprochés »* (p. 2488) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGET ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Importance des dépenses militaires ; recherche aérospatiale et atomique ; renonciation à la force de frappe ; signature du traité de non-dissémination ; rôle de l'armée ; nécessité de modifier la politique actuelle ; armée conventionnelle ; potentiel industriel des établissements de l'Etat et des arsenaux* [30 octobre 1968] (p. 3750, 3751) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à réduire de 4 milliards de francs les autorisations de programme et de 1.500 millions de francs les crédits de paiement prévus à cet article* (p. 3761) ; *suppression des mesures nouvelles destinées à la force de frappe nucléaire* (p. 3761) ; *vote du groupe communiste* (p. 3762) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Forclusions opposées aux résistants, aux réfractaires et aux internés et déportés ; anciens résistants n'ayant pas les mêmes droits que les autres anciens combattants ; nécessité de lever les forclusions pour toutes les catégories de résistants, les réfractaires, les déportés et les internés* [8 novembre 1968] (p. 4205) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les paroles de M. Boulin* [16 novembre 1968] (p. 4556) ; *situation des fermiers et des métayers ; ses observations sur la loi du 13 avril 1946 ; exercice du droit de reprise ; possibilité de consacrer une partie des sommes encaissées au titre des loyers à l'entretien et à l'amélioration des bâtiments ; baux des domaines des collectivités publiques ; ses observations sur la juridiction paritaire ; abus constatés dans la pratique des expertises ; possibilité de prendre des mesures favorisant la remise en culture de parcelles en friche* (p. 4572, 4573) ; *budget annexe des prestations sociales agricoles ; assurance vieillesse ; financement professionnel de cette assurance ; cotisations cadastrales ; problème des exonérations* (p. 4590, 4591).

Mise au point au sujet du vote de M. Bustin sur l'ensemble du projet de loi sur

l'exercice du droit syndical dans l'entreprise [5 décembre 1968] (p. 5127).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique militaire : *Ses observations sur les dépenses nucléaires inscrites dans les fascicules budgétaires civils ; production de matières fissiles ; disproportion du poids des dépenses militaires de l'Etat par rapport aux autres ; sécurité de la France ; force de frappe nucléaire ; danger de guerre en Europe en raison du refus de la République fédérale allemande de reconnaître l'existence de la République démocratique allemande ; conséquences de l'existence de la force de frappe française ; problème des « retombées » civiles des fabrications nucléaires militaires ; condition d'une politique nationale indépendante ; durée du service militaire ; conception démocratique de l'armée ; ses observations sur l'AMX-30 ; exemple du Vietnam ; refus du Gouvernement de participer à la conférence du désarmement de Genève ; refus du Gouvernement de renoncer aux essais nucléaires et de signer le Traité de Moscou ; Gouvernement fournissant des armements au régime raciste de l'Afrique du Sud* [5 décembre 1968] (p. 5136 à 5138) ; *ses observations sur les paroles de M. Messmer* (p. 5151).

Prend parl à la discussion :

— du projet de loi replaçant le général d'armée Catroux dans la première section du cadre des officiers généraux de l'armée de terre et le maintenant sans limite d'âge dans cette position, ses explications de vote : *Services rendus par le général Catroux ; cas des déportés politiques ; groupe communiste décidant de ne pas prendre part au vote du projet de loi* [16 décembre 1968] (p. 5542) ;

— en seconde délibération, du projet de loi relatif au Conseil supérieur de la fonction militaire, Art. 2 : *Composition du Conseil ; élection des différentes catégories ; conception gouvernementale de l'armée ; participation des représentants des retraités ; son vote contre l'amendement du Gouvernement* [22 octobre 1969] (p. 2814) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Conditions de discussion du budget ; production du plutonium inscrite au budget du Premier Ministre ; inscription des dépenses du secrétariat général de la défense nationale ainsi que celle du S.D.E.C.E. ; construction d'un sous-marin d'exploration ; augmentation des dépenses militaires ; exportations d'armement ; inefficacité de notre politique militaire ; priorité donnée à la force de frappe ; opposition du Gouvernement à la signature du traité contre la dissémination des armes atomiques* [17 novembre 1969] (p. 3848) ; *indépendance française à l'égard des banques étrangères ; mainmise du grand capital américain sur l'industrie française ; désaffection des jeunes et de la Nation à l'égard de l'armée ; rôle de l'armée dans le maintien de l'ordre ; ses observations sur les interventions au Gabon et au Tchad ; moral des officiers et des sous-officiers ; réduction du service militaire ; pratique consistant à réserver à des soldats de métier l'utilisation des matériels modernes* (p. 3848, 3849) ; Art. 28 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer au chiffre de 14.050 millions de francs d'autorisations de programme et de 3.331.952.500 francs de crédits de paiement respectivement les chiffres de 7.025 millions de francs et de 1.665.976.260 francs* (p. 3864) ; *arrêt de la construction ; force de frappe nucléaire* (p. 3864) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Difficultés des fermiers et métayers ; abus du droit de reprise ; indemnisation du preneur sortant ; dangers de la loi du 30 septembre 1963 ; diminution du nombre des métayers ; nécessité d'obliger les propriétaires à consacrer une partie du montant du prix du bail à l'amélioration de l'habitat et à la modernisation des bâtiments d'élevage ; possibilités de conversion du métayage en fermage ; indemnité viagère de départ ; proposition de loi du groupe communiste tendant à limiter le droit de reprise ; cas des ouvriers agricoles ; obligation devant être faite à l'employeur de s'assurer contre les accidents du travail ; réduction de la durée du travail ; amélioration de l'allocation de chômage* [19 novembre 1969] (p. 4005) ;

— du projet de loi portant rattachement de la gendarmerie maritime à la gendarmerie nationale, Art. 1er : *Utilisation de la gendarmerie dans les conflits sociaux ; son vote contre le projet de loi* [4 décembre 1969] (p. 4636).

Prend part au débat sur les questions orales de Mme Vaillant-Couturier et M. Montalat relatives aux crimes de guerre et mise en jugement du général Lammerding [5 décembre 1969] (p. 4701).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils : *Dégagement des officiers d'active ; son vote sur ce texte* [9 décembre 1969] (p. 4751 ;

— du projet de loi portant réforme du régime des poudres et substances explosives : *Obligations découlant du traité de Rome ; but du projet de loi : la « désétatisation » des poudreries ; rapport Lasry ; transformation du Service des poudres en société d'économie mixte ; nécessité de réserver aux établissements de l'Etat toutes les commandes militaires ; immoralité des profits que le capital privé tire de la fabrication des armements ; ses observations sur le fait qu'il est contraire aux exigences de la défense nationale de liquider le potentiel de production aux mains de l'Etat ; ses observations sur l'argument selon lequel le Service des poudres serait déficitaire ; déficit du fonds spécial de retraite des ouvriers de l'Etat ; prix des commandes que le Ministère des Armées passerait à la société ; son refus de voter le projet de loi* [26 mai 1970] (p. 1929 à 1931) ;

— du projet de loi relatif au service national : *Conditions de discussion de ce texte ; contenu du projet de loi ; durée du service militaire ; volonté politique de faire une armée de métier ; ses observations sur l'école de Carpiagne ; suppression du sursis d'études au-delà de 21 ans ; force de frappe atomique ; orientation vers une différenciation dans l'utilisation des recrues ; substitution à la notion d'obligation du service militaire de celle d'obligation du travail gratuit pendant un an au service de l'Etat ; mise au point des nouveaux types d'unités ; attribution à la gendarmerie d'une fraction des appelés ; lien entre l'armée et la nation* [9 juin 1970] (p. 2353 à 2355) ; Art. 1er : *Sa demande d'un scrutin* (p. 2375) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « peuvent être appelés » les mots : « sont appelés »* (p. 2375) ; *ses observations sur la dale d'appel* (p. 2375) ; *cas de ceux qui ne présentent aucune demande* (p. 2376) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à substituer aux trois premiers alinéas de cet article, l'alinéa suivant : « des sursis d'incorporation peuvent être accordés jusqu'au 31 décembre de l'année civile au cours de laquelle ils atteignent l'âge de vingt-cinq ans aux jeunes gens qui en font la demande pour poursuivre leurs études »* [10 juin 1970] (p. 2407) ; *suppression du sursis entraînant une diminution de la proportion des fils de travailleurs dans l'enseignement supérieur* (p. 2407 ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2412) ; *possibilité pour le Gouvernement de mettre au service du Ministère de la Santé certaines personnes* (p. 2412) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2414) ; *dispenses pour cas sociaux ; situation des étudiants issus de famille modeste* (p. 2414) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, après la deuxième phrase de cet article, à insérer la phrase suivante : « Ils ne peuvent participer à des missions de maintien de l'ordre ni être utilisés pour remplacer des travailleurs en grève »* (p. 2416) ; *ses observations sur la participation des jeunes gens à des missions de maintien de l'ordre* (p. 2416) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2420) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2420) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (possibilité de donner aux jeunes gens une formation professionnelle ou de perfectionnement)* (p. 2423) : *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa (1°) de cet article* (p. 2424); *constitution en métropole d'unités particulières au service de la formation professionnelle* (p. 2424) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 2424) ; Art. 18 : *Attribution des dispenses* (p. 2428) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « pour tous les appelés accomplissant à cette date ou postérieurement à cette date leur service militaire »* (p. 2445) : *point de départ du système de douze mois* (p. 2445) ; Art. 26 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots: « les sursis d'incorporation », à insérer les mots : « et le droit au renouvellement de ces sursis »* (p. 2446) ; *retrait de son amendement* (p. 2446) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « de six mois » les mots « douze mois »* (p. 2446) ; *retrait de son amendement* (p. 2446) ; ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Suppression des sursis ; cas des étudiants de situation modeste ; service civique féminin ; son abstention* (p. 2447) ;

— en deuxième lecture du projet de loi relatif à l'Ecole polytechnique : *Oppose la question préalable ; attitude du Sénat à l'égard de ce texte ; méthode utilisée par le*

Gouvernement ; situation du personnel de l'Ecole polytechnique ; conséquences du projet de loi ; mainmise de l'industrie privée sur l'Ecole [17 juin 1970] (p. 2772) ; *ses observations sur les paroles de M. Debré* (p. 2773) ;

— des projets de loi : 1° complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole ; 2° relatif au bail rural à long terme ; 3° relatif aux groupements fonciers agricoles : *Obtention de l'indemnité viagère de départ pour les métayers et les fermiers ; ses observations sur le projet de loi relatif au bail à long terme ; fixation du prix du bail ; exercice du droit de reprise des propriétaires ; cas des propriétaires bailleurs ayant atteint l'âge de la retraite ; ses observations sur la résolution du conseil d'administration de la section nationale des fermiers et métayers ; ses observations sur la proposition de loi déposée par le groupe communiste ; démembrement de l'exploitation en cas de succession ; mainmise du grand capital sur la terre ; rapport constitué par les terres que loueront les S.A.I.F. ; problème de l'allégement des charges foncières des exploitants ; industrialisation de la production agricole ; indication des désirs des exploitants* [26 juin 1970] (p. 3181 à 3183) ; STATUT DU FERMAGE ET DU MÉTAYAGE, Art. 1er : *Vote du groupe communiste contre l'amendement de M. Arthur Moulin* (p. 3200) ; BAIL RURAL A LONG TERME, Art. 870-25 du Code rural : *Son amendement tendant à supprimer les quatre derniers alinéas du texte proposé pour cet article* (p. 3204) ; *ses observations sur le débat* (p. 3205), 3206) ; Art. 870-27 du Code rural : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3206) ; *pénalisation qui frappe le preneur bénéficiaire d'un bail à long terme* (p. 3206) ; *fixation du prix des baux* (p. 3206) ; Art. 870-30 du Code rural : *Son amendement tendant à la suppression du texte proposé pour cet article* (p. 3209) ; en deuxième ecture : *Avantages consentis aux preneurs qui restructurent ; ses observations sur les plans qui ont pour objet la mise en friche d'une partie de la terre cultivable* [11 décembre 1970] (p. 6475) ; Art. 870-25 du Code rural : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Collette : « Les dispositions des articles 831 et 832 sont applicables pendant la durée du bail et les périodes de renouvellement »* (p. 6479) ; *situation des membres de la famille du preneur* (p. 6479) ; *ses observations sur la mise au vote de son sous-amendement* (p. 6480) ; Art. 870-27 du Code rural : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 6481) ; *augmentation du prix du bail résultant de la sécurité donnée aux preneurs* (p. 6481) ; GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES, Art. 2 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Beylot, à supprimer le mot « notamment »* (p. 3211) ; *son désir que les groupements fonciers agricoles ne puissent exploiter en faire-valoir direct* (p. 3211) ; *ses observations sur les paroles de M. Duhamel* (p. 3212) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 3212) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer la seconde phrase du premier alinéa de cet article* (p. 3213) ; *cas où un groupement composé des membres d'une même famille a des apports en numéraire qui dépassent 30 %* (p. 3213, 3214) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (abrogation de l'article 5 de la loi du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole)* (p. 3216) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3216) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Son vote sur l'ensemble du projet de loi* [19 décembre 1970] (p. 6720) ;

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Ses observations sur le fait qu'en renonçant à l'arme atomique, la France serait mieux protégée contre celle-ci qu'en la possédant ; ses observations sur le char A.M.X. 10 ; conséquences de la propagande officielle ; comparaison entre les dépenses militaires et les investissements civils ; retards de la France en matière technologique et scientifique et dans le domaine des infrastructures ; politique militaire française se caractérisant par son inefficacité et ses dangers* [7 octobre 1970] (p. 4156 à 4158) ; Art. unique : *Son amendement tendant à supprimer, dans le tableau annexé, les autorisations de programme concernant les forces nucléaires stratégiques et l'armement nucléaire tactique* [8 octobre 1970] (p. 4197) ; *cas où la France renoncerait à la possession de l'arme nucléaire ; force de frappe nucléaire inefficace et dangereuse* (p. 4197, 4198).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative au revenu des producteurs de lait et de viande et aux revendications des petits et moyens agriculteurs [16 octobre 1970] (p. 4391) : *Perte du pouvoir d'achat du revenu agricole moyen en 1970 ; dégradation des prix des produits agricoles ; accélération de l'exode paysan ; objectifs du plan Mansholt et du rapport Vedel ; campagne d'abattage des vaches laitières ; diminution des crédits de l'agriculture dans le budget général ; augmentation des cotisations sociales des agriculteurs ; établissement des meilleurs prix agricoles à la production ; majoration des pensions de vieillesse ; indexation de l'I.V.D. sur le salaire minimum de croissance ; augmentation des crédits pour les adductions d'eau ; l'habitat rural ; reconduction du prix du blé-fermage ; importations de porc ; indemnisations des sinistrés de la sécheresse et des intempéries* (p. 4392, 4393) ; *situation des éleveurs de moutons* (p. 4395).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES : *Ses observations sur les arsenaux et établissements de l'Etat ; possibilité pour les établissements de l'Etat, au service de la défense nationale, de compléter leur plan de charge en travaillant pour les besoins civils ; engagement d'ouvriers et de techniciens sur la base des conventions collectives locales* [27 octobre 1970] (p. 4765) ; *multiplication des catégories de travailleurs dans un même établissement ; affiliation au statut des ouvriers en régie des saisonniers ; situation des appelés ; problème du taux du prêt ; rétablissement du quart de place ; allocation militaire à toutes les familles, qui, après le départ sous les drapeaux d'un jeune appelé, soutien de famille, ne disposent plus d'un revenu égal au S.M.I.G. par membre adulte ; accession aux grades de réserve ; situation des officiers et des sous-officiers ; avantages obtenus par les officiers issus des grandes écoles ; augmentation des effectifs de la gendarmerie ; son opposition à l'armement nucléaire ; son vote contre les crédits militaires* (p. 4766) ; *ses observations sur les paroles de M. Fanton* (p. 4776) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : Titre V : *Ses observations sur la composition de l'Assemblée* [7 novembre 1970] (p. 5388).

Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale sans débat relative aux crimes de guerre [20 novembre 1970] (p. 5851, 5852, 5853, 5854).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles : *Son vote sur l'ensemble du projet de loi* [19 décembre 1970] (p. 6720) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : *Vote du groupe communiste* [19 décembre 1970] (p. 6725) ;

— du projet de loi portant Code du service national : *Ses observations sur la loi du 9 juillet 1970 ; suppression quasi totale des sursis pour études ; renforcement du caractère professionnel de l'armée ; problème des dispenses* [6 avril 1971] (p. 912) ; *nécessité de revenir aux commissions départementales ; ses observations sur l'ordonnance de janvier 1959 relative à l'état de mise en garde* (p. 913) ; Art. 4 : *Ses observations sur son sous-amendement* (p. 915) ; *son sous-amendement tendant après les mots : « ces fonctions » à rédiger ainsi la fin de l'amendement de M. Le Theule : « s'il ne justifie être en situation régulière par rapport à la loi sur le service national »* (p. 916) ; *droits civiques des jeunes gens qui n'ont pas encore accompli leur service militaire* (p. 916, 917) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa du texte proposé pour cet article : « soit à bénéficier de sursis d'incorporation jusqu'au 31 décembre de l'année civile au cours de laquelle ils atteignent l'âge de 25 ans pour poursuivre leurs études »* (p. 917) ; *rétablissement du droit au sursis d'études* (p. 917, 918) ; *son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 918) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 921) ; *conséquence de l'exécution du service au titre de la coopération ou de l'aide technique* (p. 921) ; Art. 31 : *Exemple d'un fils de médecin décédé dans l'exercice de sa fonction* [7 avril 1971] (p. 949) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à substituer au quatrième alinéa du texte proposé pour cet article de nouvelles dispositions (rôle et composition de la commission départementale)* (p. 949) ; *ses observations*

sur son amendement (p. 949, 950) ; Art. 33 : *Dépôt des demandes de dispense* (p. 951) ; Art. 35 : *Libération anticipée* (p. 951) ; Art. 48 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots : « deux fois » les mots : « une fois et demie »* (p. 954) ; Art. 50 : *Son amendement tendant à la suppression du texte proposé pour cet article* (p. 954) ; *ses observations sur la notion de propagande* (p. 955) ; Art. 56 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « les modalités particulières prévues à l'article 51 sont applicables pendant la période du service militaire actif. Elles peuvent être prolongées pour une durée égale à la moitié de celui-ci sur décision de la commission »* (p. 956) ; *situation des jeunes qui ont été condamnés* (p. 957) ; Art. 86 : *Obligations du service de défense* (p. 960) ; Art. 88 : *Statut de défense* (p. 966) ; Art. 94 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Ils ne peuvent participer à des missions de maintien de l'ordre ni être utilisés pour remplacer des travailleurs en grève »* (p. 967) ; *état de mise en garde* (p. 967) ; Art. 103 : *Situation des jeunes gens envoyés dans un pays étranger au titre de la coopération ; cas des Départements et des Territoires d'outre-mer* (p. 968) ; Art. 56 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (application des modalités particulières prévues à l'article 51)* (p. 975) ; *ses observations sur une question de procédure parlementaire ; retrait de son amendement* (p. 976) ; Art. 60 : *Retrait de l'amendement de M. Duroméa* (p. 976) ; Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Duroméa* (p. 976) ; en seconde délibération, Art. 51 : *Obligations prévues pour les jeunes condamnés* (p. 978) ; Art. 56 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (application des modalités particulières prévues à l'article 51)* (p. 979) ; Art. 60 : *Cas d'un condamné à plus d'un an d'emprisonnement qui aurait purgé sa peine et ne donnerait pas suite à la convocation sous les drapeaux* (p. 981) ; ses explications de vote : *Maintien de la suppression des sursis pour études ; difficultés d'obtenir des dispenses ; dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959 ; son vote* (p. 982).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Roucaute, Poudevigne, Brugnon, Bertrand Denis, Ansquer relatives aux problèmes agricoles : *Délai de rattrapage des prix français à la suite de la dévaluation ; problème des prêts bonifiés du crédit agricole ; politique de la sélectivité ; production de viande bovine ; élevage porcin* [16 avril 1971] (p. 1204, 1205) ; *non-répercussion des prix indicatifs à la production* (p. 1211).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'émancipation des jeunes gens qui ont accompli le service national actif : *Possibilité d'accorder le droit de vote à l'âge de 18 ans ; situation des femmes* [11 mai 1971] (p. 1793, 1794) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Problèmes agricoles ; attribution des aides publiques* [16 juin 1971] (p. 3011) ; *carence des exportations de produits alimentaires transformés ; nécessité de prévoir une aide aux industries agricoles et alimentaires sous forme coopérative ; situation des salariés agricoles* (p. 3012).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à l'amicale des anciens de la division « Das Reich » [22 octobre 1971] (p. 4799, 4800).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Titre III : *Son vote contre ce titre* [22 octobre 1971] (p. 4830) ; CRÉDITS MILITAIRES : *Programme de gouvernement du parti communiste* [2 novembre 1971] (p. 5177) ; *arrêt des fabrications et des essais nucléaires ; désarmement nucléaire ; participation à la conférence du désarmement ; exemption de l'armée des missions de maintien de l'ordre ; ses observations sur les forces d'action extérieure ; fossé entre l'armée et la nation* (p. 5178) ; *son vote contre le titre III* (p. 5188) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Situation de la paysannerie ; conséquence de la politique sélective du crédit ; exode rural ; dégradation du revenu agricole ; investissements propres à l'agriculture* [15 novembre 1971] (p. 5717) ; *programme de gouvernement du parti communiste* (p. 5718) ; *vote du groupe communiste contre le titre III* [16 novembre 1971] (p. 5794) *et contre le titre V* (p. 5795) ;

— du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions du Code de justice militaire : *Adaptation du Code de justice militaire aux dispositions de la loi de 1970 ; liberté des citoyens ; désir savoir*

pourquoi un gendarme reste justiciable des tribunaux permanents des forces armées [7 décembre 1971] (p. 6432) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Art. 25 : *Ses observations sur l'avion Jaguar ; problème du rachat des Mirage vendus à Israël ; participation des forces françaises à la pacification du Tchad* [7 décembre 1971] (p. 6484, 6485) ;

— du projet de loi portant statut général des militaires : *Problème des rémunérations ; allocation de logement aux militaires ; pécule ; portée des garanties données aux officiers et aux sous-officiers de carrière* [2 mai 1972] (p. 1237) ; *établissement des statuts particuliers ; problème du droit syndical ; problème des sanctions ; droit à l'information* (p. 1238) ; *malaise actuel dans l'armée ; coupure entre l'armée et la nation* (p. 1239, 1240) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article : « sa mission exclusive est d'assurer la défense du territoire national »* (p. 1257) ; *son amendement tendant à modifier le troisième alinéa de cet article* (p. 1258) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à modifier la fin du deuxième alinéa de cet article* (p. 1259) ; *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 1263) ; Art. 6 : *Son amendement* [3 mai 1972] (p. 1274) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 1274) ; *liberté d'opinion en dehors du service ; ses observations sur le livre du général Massu* (p. 1274) ; *son amendement* (p. 1276) ; Art. 7 : *Son amendement (cas des publications émanant des partis politiques représentés au Parlement)* (p. 1277) ; *neutralité de l'armée ; ses observations sur l'interdiction de l'Humanité* (p. 1277) ; Art. 8 : *Son amendement (possibilité pour les militaires en activité d'adhérer au parti politique de leur choix)* (p. 1278) ; Art. 9 : *Son amendement (adhésion à des associations)* (p. 1281) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement (neutralité politique des militaires)* (p. 1284, 1285) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1285) ; *droit de grève* (p. 1285) ; Art. 11 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 1285) ; Art. 12 : *Son amendement (permission de 30 jours consécutifs)* (p. 1287) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa (1°) de cet article* (p. 1287) ; Art. 14 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « aux lois et coutumes » les mots : « aux lois, aux coutumes »* (p. 1288) ; Art. 17 : *Son amendement : « ou, pour l'exercice de leurs droits de contrôle, à la demande des commissions parlementaires compétentes »* (p. 1288) ; *contrôle des commissions parlementaires* (p. 1288) ; Art. 24 : *Son amendement* (p. 1291) ; *son amendement (éléments déterminant une notation)* (p. 1291) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à compléter cet article : « ce dossier est le seul autorisé »* (p. 1293) ; *interdiction de toute discrimination d'ordre politique, philosophique ou religieux* (p. 1294) ; Art. 27 : *Son amendement (composition du conseil et de la commission)* (p. 1294) ; Art. 29 : *Son amendement* (p. 1295) ; Après l'Art. 35 : *Son amendement (interdiction de discrimination d'ordre politique, philosophique, religieux ou relatif à l'origine sociale pour le recrutement ou les promotions)* (p. 1299) ; Art. 38 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa : « cette liste est publiée régulièrement dans tous les corps et services »* (p. 1299) ; Art. 40 : *Son amendement* (p. 1300) ; *son amendement* (p. 1301) ; Art. 44 : *Son amendement* (p. 1307) ; *conditions d'admission à la qualité de sous-officier de carrière* (p. 1307) ; Art. 46 : *Ses amendements* (p. 1307, 1308) ; Après l'Art. 50 : *Son amendement (consultation d'une Commission paritaire pour l'édiction des sanctions)* (p. 1309) ; Art. 67 : *Son amendement (avantages sociaux des retraités militaires)* (p. 1312) ; Art. 75 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 1313) ; Art. 81 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet articles à supprimer les mots : « ni accéder à un grade supérieur à celui de commandant ou capitaine de corvette »* (p. 1314) ; Art. 87 : *Vote du groupe communiste* (p. 1316) ; *son amendement : « s'il a été condamné à une peine privative de sa liberté pour crime ou délit et non assortie du bénéfice du sursis »* (p. 1316) ; *son amendement (cas de condamnation pour escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs, outrage public à la pudeur ou proxénétisme)* (p. 1316) ; *son amendement : « en temps de paix, nul ne peut être admis à titre étranger. En temps de guerre, nul ne peut être admis à servir »* (p. 1318) ; Art. 99 : *Son amendement* (p. 1318) ; *retrait de celui-ci* (p. 1318) ; Art. 103 : *Son amendement* (p. 1319) ; *statut des officiers et sous-officiers de réserve* (p. 1319) ; Art. 104 : *Son amendement : « en situation d'active ils bénéficient des mêmes droits et avantages que les officiers et sous-*

officiers de carrière » (p. 1319) ; ses explications de vote : *Défense des intérêts professionnels des militaires ; problème de l'avancement ; son vote* (p. 1324) ; en deuxième lecture, Art. 9 : *Son amendement (adhésion à des associations constituées dans le cadre de la loi du 1er juillet 1901 en vue de la défense des intérêts professionnels)* [14 juin 1972] (p. 2455) ; *ses observations* (p. 2455, 2456) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 25 : *Erreur du Ministère des Affaires culturelles lors de la mise en place des unités pédagogiques d'architecture parisienne en 1968* [14 juin 1972] (p. 2482) ; *ses observations sur le décret de septembre 1971 ; durée du premier cycle* (p. 2482, 2483) ;

— du projet de loi insérant un article 418-1 dans le Code pénal : *Protection des secrets de la défense nationale ; problème du libre exercice du droit syndical* [23 juin 1972] (p. 2829) ;

— de la proposition de loi tendant à compléter l'article 851 du Code rural relatif au versement de l'indemnité due au preneur sortant : *Difficulté pour les preneurs sortants d'obtenir rapidement les indemnités correspondant aux améliorations apportées au fonds loué ; rôle du juge* [23 juin 1972] (p. 2833) ; *prix des fermages* (p. 2834).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Poudevigne, Roucaute, Brugnon, Ansquer et Boyer relatives aux problèmes agricoles : *Difficultés du marché du lait ; défense de l'exploitation familiale* [6 octobre 1972] (p. 3989) ; *conséquence des importations en franchise des oléagineux servant à fabriquer la margarine* (p. 3990).

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales une question orale sans débat relative à l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité [13 octobre 1972] (p. 4161).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, DÉPENSES MILITAIRES : *Moyens de la France ne permettent pas de constituer à la fois des forces nucléaires valables et une puissante armée conventionnelle ; bénéfices des sociétés d'études et de construction des armements ; firme Dassault ; Commission spéciale touchée sur les ventes à l'étranger ; économies sur les retraités militaires ; problème de l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne ; renonciation à la force de frappe nucléaire dans le programme commun de la gauche ; établissement d'un système de sécurité collective en Europe ; cessation de toute vente d'armes et de matériels de guerre aux gouvernements colonialistes, racistes ou fascistes* [8 novembre 1972] (p. 4860, 4861) ; *absence de mission de maintien de l'ordre ou d'intervention de caractère colonialiste ou impérialiste et fin de l'orientation vers une armée de métier ; statut démocratique du soldat et des cadres ; durée du service fixée à six mois* (p. 4862) ; Art. 25 : *Vote du groupe communiste contre cet article* (p. 4872) ; Art. 26 : *Son amendement de réduction des crédits de cet article destinés à l'extension ou à la création des camps militaires* (p. 4872) ; *son amendement de réduction des crédits pour la force de frappe nucléaire* (p. 4873) ; *improbabilité de l'emploi de l'arme atomique contre un pays qui en serait dépourvu ; incapacité de mener de front la construction de la force de frappe et la constitution de forces conventionnelles* (p. 4873) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crise agraire ; exode rural ; exploitation de la paysannerie ; augmentation des charges d'exploitation ; sommes « bénéficiant à l'agriculture » dont le budget social ; sommes versées aux organismes de Bruxelles et dépenses de fonctionnement du Ministère* [14 novembre 1972] (p 5152) ; *faiblesse des crédits utilisés pour aider ceux qui veulent rester à la terre et améliorer leurs moyens de production ; quotas de prêts bonifiés attribués aux caisses régionales du Crédit agricole ; insuffisance des crédits prévus en faveur des industries agro-alimentaires, de l'aide aux régions de montagne, de l'aménagement des grandes régions agricoles et de l'enseignement agricole ; répartition des subventions du fonds de la promotion collective en agriculture ; situation de la recherche ; diminution des crédits destinés à la prophylaxie bovine ; aide aux victimes des calamités agricoles ; B.A.P.S.A. ; programme commun de gouvernement de la gauche ; gratuité des soins, droit à l'éducation, aux loisirs ; protection de la nature ; amélioration des conditions de production des exploitants familiaux ; aménagement du territoire ; coopération* (p. 5153) ; *écoulement de la production ; critiques de la Communauté économique européenne ; amélioration de la protection sociale de la famille paysanne ; révision de la législation sur l'indemnité viagère de départ* (p. 5154) ; *amélio-*

ration des conditions de vie des Français et des agriculteurs dans le programme commun de la gauche ; projet de loi sur les S.A.I.F. ; défense de l'exploitation familiale (p. 5155) ; Etat C, Titre VI : *Vote du groupe communiste contre les crédits de ce titre ;* Etat D, Titre III : *Vote du groupe communiste contre les crédits de ce titre* [15 novembre 1972] (p. 5239).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture et du Développement rural une question orale avec débat relative aux problèmes de la viande [1er décembre 1972] (p. 5817) : *Création d'un Office de la viande par décret, sans débat à l'Assemblée Nationale* (p. 5819) ; *propositions de loi et programme commun des partis de la gauche* (p. 5820) ; *politique du Gouvernement conduisant à la pénurie et à la hausse des prix de la viande ; garantie d'un prix minimum rénumérateur pour la viande et le lait* (p. 5820, 5821, 5828) ; *modernisation des exploitations* (p. 5820) ; *prime d'encouragement aux naisseurs ; lutte contre les épizooties* (p. 5820) ; *résultats décevants obtenus par le F.O.R.M.A.* (p. 5828) ; *dépendance du nouvel organisme vis-à-vis du Gouvernement et des décisions de Bruxelles* (p. 5828).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant l'article 17 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense : *Absence de définition de la notion de menace ; son opposition à l'ordonnance de 1959* [7 décembre 1972] (p. 5982).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au dossier Touvier [8 décembre 1972] (p. 6033).

VINATIER (Jean)

Député de la Corrèze
(1re circonscription)
S.

En remplacement de M. Montalat, décédé le 22 septembre 1971.

L'Assemblée prend acte de son remplacement [2 octobre 1971] (p. 4210).

S'inscrit au groupe Socialiste [5 octobre 1971] (p. 4283).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [26 octobre 1971] (p. 4928), [4 avril 1972] (p. 789).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à créer un office national du bétail et des viandes, n° 2526 [30 juin 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crédits destinés aux équipements productifs agricoles ; incohérence de la politique agricole ; loi sur l'élevage* [16 novembre 1971] (p. 5774) ;

— de la proposition de loi tendant à modifier diverses dispositions du Code rural relatives aux baux ruraux, Art. 2 : *Problème de la destruction d'un bien donné à bail* [8 décembre 1971] (p. 6512).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative au prix de la viande [26 mai 1972] (p. 1962, 1963).

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Maurice Faure, Pierre Villon, Fouchier, Bricout, Bertrand Denis relatives aux problèmes de la viande : *Proposition du groupe socialiste tendant à créer un véritable office du bétail et de la viande* [1er décembre 1972] (p. 5832) ; *garantie de revenu aux producteurs* (p. 5833).

VITTER (Pierre)

Député de la Haute-Saône
(1re circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837) ;

— membre de la Commission des affaires étrangères [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 octobre 1968] (p. 3387).

VITTON (Roger de Peyruis de)

Député du Morbihan
(5e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service national [24 juin 1970] (p. 3018).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à accorder aux officiers de réserve radiés des cadres une promotion au grade supérieur à titre honoraire, n° 2006 [7 octobre 1971].

Interventions :

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan [23 juin 1970] (p. 2928).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de programme relative aux équipements militaires de la période 1971-1975 : *Budget de la Marine nationale ; ses observations sur les corvettes C 67 ; conséquence des compressions d'effectifs ; avenir des arsenaux maritimes* [8 octobre 1970] (p. 4189, 4190) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Niveau de vie des agriculteurs ; exode rural ; prix du lait* [16 novembre 1971] (p. 5761) ; *production laitière* (p. 5762).

Mise au point au sujet de son vote sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 13 décembre 1926 portant Code du travail maritime [19 décembre 1972] (p. 6354).

VIVIEN (Robert-André)

Député du Val-de-Marne
(7e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE D'ETAT
AUPRÈS DU MINISTRE DE L'EQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT
du 22 juin 1969 au 8 juillet 1969

SECRÉTAIRE D'ETAT AU LOGEMENT
du 8 juillet 1969 au 5 juillet 1972

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2197).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'Economie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851).

Est élu vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2252), [3 avril 1969] (p. 851).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'aide à l'investissement [1er octobre 1968] (p. 2952) ;

— représentant auprès du Secrétaire d'Etat à l'Information [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social et de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1969 [9 décembre 1968] (p. 5248) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie [19 décembre 1968] (p. 5709).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Equipement et du Logement (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 22 juin 1969 [*J.O.* du 23 juin 1969] (p. 6371).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 22 juillet 1969, de son mandat de député [*J.O.* du 24 juillet 1969] (p. 7452), [16 septembre 1969] (p. 2279).

Prend le titre de Secrétaire d'Etat au Logement, décret du 8 juillet 1969 [*J.O.* du 9 juillet 1969] (p. 6998).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Secrétaire d'Etat au Logement (Gouvernement Chaban-Delmas), décret du 5 juillet 1972 [*J.O.* du 6 juillet 1972] (p. 7011).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à autoriser l'Office de radiodiffusion-télévision française à disposer de son monopole d'émission et d'exploitation en vue de la création de chaires supplémentaires de télévision, n° **110** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à assurer le relogement des personnes âgées expropriées dans le cadre de diverses opérations d'urbanisme, n° **111** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à étendre aux villes de plus de 25.000 habitants les dispositions de la loi n° 57-746 du 4 juillet 1957 rendant obligatoire l'installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation, n° **112** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à fixer à 18 ans l'âge de la majorité électorale et de la majorité civile, n° **113** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de la loi du 10 août 1871, fixant la date des sessions ordinaires des conseils généraux, n° **214** [25 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 27 : Information (Crédits des Services du Premier Ministre : II. — Information) ; annexe n° 39 ; Office de radiodiffusion-télévision française, n° **359** [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi tendant à favoriser la décoration artistique des espaces publics des grands ensembles et des constructions effectuées dans les Z.U.P., n° **635** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi relative à la protection des droits des artistes, interprètes ou exécutants, n° **699** [7 mai 1969].

Interventions :

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur l'aide à l'investissement, Art. 3 : *Ses observations sur les camions ; aide à l'acquisition des véhicules ; extension de l'aide à l'investissement aux véhicules utilisés pour le transport routier des voyageurs* [25 septembre 1968] (p. 2898, 2899) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (situation des sociétés de journalistes)* [23 octobre 1968] (p. 3503) ; *problème de l'information ; ses observations sur les sociétés de rédacteurs* (p. 3503) ; *ses observations sur les paroles de M. Le Theule ; retrait de son amendement* (p. 3503, 3504) ; Art. 7 : *Droits de succession ; situation des rentiers viagers ; leur revalorisasion* [24 octobre 1968] (p. 3523) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur la construction du lycée de Vincennes pour lequel la ville de Paris a fourni des terrains ; décision prise par le Ministre de l'Education nationale* [29 octobre 1968] (p. 3672, 3673) ; *problème de la circulation et des moyens d'accès des villes de banlieue, spécialement de celle de Vincennes* (p. 3673) ; *ses observations sur sa proposition de loi déposée avec M. de Montesquiou tendant à*

instaurer pour les étudiants une prestation d'études ; problème de l'initiation civique, économique et sociale ; intégration des jeunes dans la vie sociale (p. 3674) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — JEUNESSE ET SPORTS : *Son souhait de voir substituer au Secrétaire d'Etat un ministre délégué ; enseignement du sport ; problème de l'éducation physique et sportive ; manque de professeurs ; hommage rendu à M. Herzog* [30 octobre 1968] (p. 3729) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Hommage rendu aux combattants de 1914-1918 ; cas des déportés résistants politiques ; ses observations sur les prisonniers de guerre ; cas des évadés de France par l'Espagne et internés dans ce pays ; ses observations sur le cinquantième anniversaire de l'Armistice* [8 novembre 1968] (p. 4204) ; Art. 62 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 4216) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Action de l'O.R.T.F. dans les Départements et Territoires d'outre-mer* [9 novembre 1968] (p. 4263, 4264) ; *émissions culturelles et scolaires de la métropole vers les Départements et les Territoires d'outre-mer ; ses observations sur Radio-Caraïbes* (p. 4264) ; *ses observations sur les difficultés que présente l'élaboration du budget par les services du Ministère des Finances ; exigence d'un état récapitulatif pouvant avoir pour effet de retarder la réception des fascicules budgétaires* (p. 4274) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur la déclaration des directeurs des théâtres populaires et des maisons de la culture* [13 novembre 1968] (p. 4360) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Création de trois postes de sous-directeur des services administratifs de la police parisienne ; problèmes du maintien de l'ordre dans les banlieues et dans les nouveaux départements de la région parisienne ; cas des retraités de la police parisienne ; financement de la construction des bâtiments provisoires des nouvelles sous-préfectures* [14 novembre 1968] (p. 4422, 4423) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SECTION II. - INFORMATION ET O.R.T.F., en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur la formule d'un véritable office de relations publiques de l'Etat ; suppression du service de liaison et d'information interministériel ; multiplication des services d'information dans les ministères ; ses observations sur la presse ; hommage à l'agence France-Presse ; société « Les Actualités françaises » ; amorce d'une grande « Agence Images en France » ; Sofirad ; situation de Radio-Monte-Carlo, de Radio-des-Vallées et d'Europe n° 1 ; problèmes de la presse écrite ; naissance d'une presse financée exclusivement par la publicité diffusée gratuitement ; aide de l'Etat ; indépendance des journaux à l'égard des annonceurs ; développement des sociétés de rédacteurs ; fondation nationale de l'information ; élaboration d'un statut de la presse à l'échelon européen ; ses observations sur l'émission : « Jacquou le croquant » ; conséquences des bouleversements de 1968 sur les comptes prévisionnels de l'Office pour 1969 ; recettes et dépenses de l'Office ; ses observations sur les réformes engagées ; mise en pratique d'une comptabilité analytique ; modicité des remboursements des services rendus à l'Etat; élargissement des chaînes ; exonérations des redevances ; problème des programmes ; question de l'équipement ; question d'une troisième chaîne dans la région parisienne ; lourdeur des structures de l'O.R.T.F. ; stations régionales et d'outre-mer ; problème des licenciements ; création d'un poste de secrétaire général ; réorganisation de la direction des relations extérieures de l'Office* [19 novembre 1968] (p. 4695 à 4698] ; *ses observations sur les paroles de M. Boulay* (p. 4717) ; en deuxième lecture, Art. 47 : *Redevances de radiodiffusion et de télévision* [16 décembre 1968] (p. 5539) ; en troisième et dernière lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant : Collaboration entre le Gouvernement et sa majorité ; situation des rentiers viagers* [18 décembre 1968] (p. 5615).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Aspect financier de la réforme ; sa proposition de loi tendant à abaisser à 18 ans l'âge de la majorité ; ses observations sur les impôts, les subventions, l'emprunt ; comparaison entre le Limousin et la région parisienne ; modalités des subventions* [12 décembre 1968] (p. 5384) ; *importance des dépenses régionales ; défense des libertés communales ; problème de la construction* (p. 5385).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Nouak-

chott le 15 novembre 1967, en qualité de *Rapporteur suppléant : Elimination des doubles impositions entre les deux Etats signataires ; dispositions relatives à une assistance administrative bilatérale* [18 décembre 1968] (p. 5623) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Gabon, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Libreville le 21 avril 1966, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur ce texte* [18 décembre 1968] (p. 5623) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1969 : *Opposition du groupe U.D.R. à la question préalable opposée par M. Lamps* [29 avril 1969] (p. 1125).

En qualité de Secrétaire d'Etat au Logement :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Modernisation de l'habitat existant ; caractère du budget ; subvention à la caisse des prêts H.L.M. ; primes à la construction ; suppression des cités insalubres ; programme d'H.L.M. ; ses observations sur les P.L.R. et les P.S.R. ; crise du logement ; adaptation sociale de la production ; sa répartition géographique ; objectifs du V^e^ Plan ; amélioration du parc immobilier ; sa vétusté ; rôle d'un fonds spécial ; rendement des entreprises qui se consacrent à l'entretien et à la modernisation du parc existant ; secteur locatif ; financement de l'amélioration et de l'entretien de l'habitat existant ; évolution des loyers ; cas des personnes âgées et des jeunes ménages ; rapports entre locataires et propriétaires ; définition du P.L.R. ; sa portée sociale ; loyer des H.L.M. ; ses observations sur le surloyer ; conditions de financement de l'achat ; aides à la personne ; ses formes ; allocation-logement ; calcul actuel de l'aide à la personne ; réforme du F.N.A.H. ; prêts du Crédit foncier de France ; épargne-logement ; création d'un centre technique interdépartemental pour remplacer le fichier des mal-logés ; action de la bourse d'échanges du logement ; ses observations sur le dossier des « courées » du Nord* [14 novembre 1969] (p. 3759 à 3762) ; *augmentation des taux d'intérêt de l'argent prêté à la caisse des prêts pour les H.L.M. ; nombre de logements des programmes à loyer réduit ; effort de l'Etat ; carte des besoins en logements ; rôle du centre technique interdépartemental ; V^e^ Plan ; politique de baisse des coûts ; exécution des programmes H.L.M. ; déconcentration en matière de programmation H.L.M. ; choix des modèles témoins ; problème des logements anciens et des bidonvilles ; refonte du fonds national pour l'amélioration de l'habitat ; libération des loyers de certains logements anciens soumis à la loi de 1948 ; plancher de ressources pour les H.L.M. ; logements des étrangers et des asociaux ; obligation faite aux organismes d'H.L.M. de la région parisienne de reloger les familles issues de bidonvilles* (p. 3783, 3784) ; *problème du surloyer ; question des occupants d'I.L.N. ; garantie des communes aux H.L.M. ; problème du financement bancaire ; rôle de la Caisse des dépôts et consignations ; épargne-logement ; marché hypothécaire ; problème du prêt unique ; prêts du Crédit foncier ; prix plafond ; problème de la politique générale d'urbanisme ; question de la ségrégation sociale ; réserves foncières communales ; documents d'urbanisme ; certificat de conformité ; réforme de la réglementation concernant les lotissements ; urbanisme opérationnel ; ses observations sur les Z.A.D. et les Z.A.C. ; ses observations sur le P.A.Z. ; problème de l'épargne ; lotissements industriels ; réforme du C.S.T.B. ; politique des concours* (p. 3784, 3785) ; Titre V : *Ses observations sur les recherches ; étude des problèmes de l'habitat ; crédits pour la réserve d'espaces verts* (p. 3787) ; *constitution de réserves foncières* (p. 3788) ; *ses observations sur les paroles de M. Royer* (p. 3789).

Répond à la question orale sans débat de M. Barbet relative au logement des jeunes ménages [21 novembre 1969] (p. 4168, 4169).

Répond à la question orale sans débat de M. Bonhomme relative à la réglementation en matière de construction [21 novembre 1969] (p. 4169, 4170, 4171).

Répond à la question orale sans débat de M. Tomasini relative à la vente d'H.L.M. à des locataires [21 novembre 1969] (p. 4171, 4172).

Répond à la question orale sans débat de M. Brocard relative à la promulgation d'un « code des loyers » [21 novembre 1969] (p. 4173, 4174).

Répond à la question d'actualité de M. de la Malène relative à l'hippodrome de Saint-

Cloud et aux Haras de Jardy [6 mai 1970] (p. 1547, 1548).

Répond à la question d'actualité de M. Fontaine relative aux dégâts causés par le cyclone de la Réunion [15 mai 1970] (p. 1748, 1749).

Répond à la question d'actualité de M. Godon relative aux coopératives d'H.L.M. [29 mai 1970] (p. 2149).

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre : *Ses observations sur la loi Debré ; problème de l'habitat insalubre ; question des courées ; bilan de la loi Debré ; importance de l'action menée par le Gouvernement dans le cas de la législation existante ; ses observations sur les moyens financiers ; rôle des collectivités locales ; aide apportée par les départements et les communes ; recensement de l'habitat insalubre ; aménagement des terrains ; ses observations sur le revenu de certains « hôtels » ; opération qui consiste à acheter des hôtels borgnes et après l'expulsion des locataires à obtenir la possibilité de créer des hôtels de deuxième catégorie ; critiques faites au projet de loi ; ses observations sur les secteurs sauvegardés ; rôle de l'expropriation ; lutte contre la spéculation ; répartition de la charge des opérations foncières entre l'Etat et les autres collectivités publiques intéressées ; financement des opérations concernant les bidonvilles ; renforcement des pouvoirs du préfet* [10 juin 1970] (p. 2450 à 2452) ; *ses observations sur le rappel au Règlement de M. Lebas* (p. 2457) ; Avant l'Art. 2 : *Critères généraux selon lesquels seront appréciées les conditions d'hygiène et de salubrité des immeubles* (p. 2458) ; Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à compléter la première phrase de l'amendement de M. Mazeaud par les mots : « aux frais du propriétaire ou de l'usufruitier » et en conséquence à supprimer la deuxième phrase* (p. 2458, 2459) ; *ses observations sur le rappel au Règlement de M. Cazenave* (p. 2459) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à remplacer l'article L 31 du Code de la santé publique par de nouvelles dispositions (recouvrement des frais d'expulsion ou d'exécution des travaux)* (p. 2459) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du texte proposé pour le dernier alinéa de l'article L 45 du Code de la santé publique : « Les infractions aux interdictions prévues à l'article L 39, premier alinéa, et L 43 et aux prescriptions de l'article L 43-1 sont punies d'une amende »* (p. 2461) ; Avant l'Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de l'amendement de M. Claudius-Petit* (p. 2462) ; *question de la subordination de l'expropriation des bidonvilles à l'avis du comité départemental d'hygiène* (p. 2462) ; *finalité de la loi* (p. 2462, 2463) ; *objet de l'expropriation étant la destruction* (p. 2463) ; *ses observations sur le rappel au Règlement de M. de la Malène* (p. 2464) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (modalités de financement)* (p. 2466) ; *financement des opérations relatives aux bidonvilles ; définition des opérations et des critères à retenir ; opérations de résorption de l'habitat insalubre* (p. 2466, 2467) ; *date de parution du décret* (p. 2469) ; Après l'Art. 24 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (cas des départements d'outre-mer)* (p. 2469) ; Art. additionnels : *Statut des travailleurs immigrants en France* (p. 2471) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur les dispositions financières relatives à la résorption des locaux insalubres* [24 juin 1970] (p. 2982) ; *nécessité de ne pas confondre les opérations de rénovation et les opérations de résorption de l'habitat insalubre ; critères retenus par le comité interministériel* (p. 2983).

Répond à la question d'actualité de M. Dupont-Fauville relative aux constructions dans le Pas-de-Calais [19 juin 1970] (p. 2876).

Répond aux questions d'actualité de MM. Berthelot et Olivier Giscard d'Estaing relatives à la destruction des bidonvilles : *Incendie du bidonville de Saint-Denis* [19 juin 1970] (p. 2877, 2878, 2879).

Répond à la question d'actualité de M. Peyrefitte relative à la mise à 4 voies de la R.N. 4 (Paris-Nancy) [19 juin 1970] (p. 2881).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Ses observations sur la question préalable ; régionalisation de la politique du logement locatif en France ; insertion du projet de loi dans une politique d'ensemble*

du Gouvernement ; champ d'application de la loi de 1948 [24 juin 1970] (p. 2986, 2987) ; *ses observations sur les paroles de M. de Grailly* (p. 2996) ; *objectifs du Gouvernement ; utilité de la loi du 1er septembre 1948 ; possibilité de laisser un délai avant l'application de la loi à certaines catégories d'ayants droit visées par le texte primitif ; situation des jeunes ménages ; possibilité de favoriser un marché du logement moins compartimenté ; ses observations sur les loyers des communes en plein accroissement démographique ; problème des locaux ayant fait l'objet une première fois de conventions librement débattues entre propriétaires et locataires ; transmissibilité du droit au maintien dans les lieux ; situation des personnes vivant avec une autre lorsque celle-ci décède ou quitte le domicile ; limitation du droit au maintien dans les lieux ; cas des personnes âgées de condition modeste ; ses observations sur l'allocation de loyer* (p. 2997, 2998) ; Art. 5 : *Procédure de justification des travaux faits par le locataire* (p. 3000) ; *remplacement du droit légal du maintien dans les lieux par un bail de six ans ; problème de l'obligation de conclure un nouveau bail* (p. 3001) ; *ses observations sur l'amendement de M. Barbet* (p. 3001) ; Art. 6 : *Transmissibilité du droit au maintien dans les lieux* (p. 3004) ; *importance de cet article* (p. 3004) ; Après l'Art. 6 : *Droit de reprise des personnes âgées* (p. 3005) ; Art. additionnels : *Régime des loyers dans certains départements d'outre-mer* (p. 3005) ; *ses observations sur l'amendement de Mme Thome-Patenôtre ; offices d'H.L.M. devant faciliter l'accès des immeubles aux animaux domestiques* (p. 3007) ; *ses observations sur ce texte* [29 juin 1970] (p. 3292) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 6 (indication des personnes qui bénéficient du maintien dans les lieux pour les locaux visés à l'article 1er en cas d'abandon de domicile ou de décès de l'occupant)* (p. 3293) ; *protection de certains personnes* (p. 3293) ; *ses observations sur les paroles de M. de Grailly* (p. 3294) ; *cas des collatéraux ; situation des enfants majeurs* (p. 3295) ; *exercice du droit de reprise au propriétaire d'un local dans lequel se trouve un locataire exerçant une activité professionnelle* (p. 3296) ;

— du projet de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires en raison de la crise du logement : *Ses observations sur les prorogations de délai ; maintien du droit de réquisition des préfets dans les communes où ne sévit pas la crise du logement ; ses observations sur les bénéficiaires de réquisitions ; cas de la région parisienne* [24 juin 1970] (p. 2988) ;

— du projet de loi tendant à modifier l'article 79 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, relatif aux indexations : *Nécessité de déclarer illicite toute indexation basée sur la variation de l'indice national du coût de la construction dans les conventions relatives aux immeubles bâtis ; limitation au seul indice « loyers et charges » de l'interdiction des clauses prévoyant une indexation sur les indices généraux des prix de détail* [24 juin 1970] (p. 2989) ;

— en deuxième lecture de la proposition de loi tendant à faciliter les opérations de rénovation urbaine : *Ses observations sur le report de la discussion* [24 juin 1970] (p. 2990) ; *vente des appartements ; indemnisation des commerçants ; problème du transfert des commerçants grossistes des Halles* (p. 3007, 3008) ; Art. 4 : *Indemnisation des commerçants* (p. 3009) ; Art. 6 : *Possibilité pour le commerçant de résilier son bail de lui-même et sans indemnisation* (p. 3010) ; Art. 7 : *Ses observations sur les relations financières entre la S.E.M.M.A.R.IS. et l'opération de rénovation des Halles* (p. 3011) ; Art. 7 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3012) ; *conséquences du transfert des grossistes des Halles au marché de Rungis ; problème des droits des propriétaires ; cas de La Villette* (p. 3012) ; en troisième lecture : *Ses observations sur ce texte* [30 juin 1970] (p. 3340).

Répond à la question d'actualité de M. Michel Jamot relative à la suppression des bidonvilles [9 octobre 1970] (p. 4226).

Répond à la question d'actualité de M. Michel Boscher relative au centre d'affaires de Massy (étude de la comptabilité du projet de Massy avec la réalisation de la ville nouvelle d'Evry [16 octobre 1970] (p. 4371).

Répond à la question d'actualité de M. Durieux relative au blocage des primes à la construction [16 octobre 1970] (p. 4375).

Répond à la question d'actualité de M. Nilès relative aux transports en commun dans la région parisienne [16 octobre 1970] (p. 4375).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME : *Ses observations sur les « marchands de sommeil » ; position du groupe communiste lors du vote de la loi du 10 juillet 1970* [4 novembre 1970] (p. 5125) ; *amélioration de l'habitat existant ; opérations de rénovation ; ses observations sur les Z.A.C. ; réalisations du Ve Plan* [5 novembre 1970] (p. 5158) ; *carte du logement ; misère des habitants des bidonvilles ; définition du logement ; adoption de nouveaux plafonds de ressources dans le secteur H.L.M. ; aménagement du surloyer ; définition d'une politique de régulation des loyers ; situation des personnes âgées ; réforme du fonds national pour l'amélioration de l'habitat ; politique sociale du logement ; nécessité d'éviter la ségrégation dans les H.L.M. ; résorption de l'habitat insalubre* (p. 5159) ; *politique du Gouvernement en ce qui concerne la construction neuve ; nombre des logements aidés ; prix de revient des logements ; abaissement de la productivité des entreprises ; abaissement des coûts de construction ; problème de l'environnement ; ses observations sur le centre des villes anciennes ; dimensions des villes de demain ; réforme de l'allocation de logement et de l'allocation de loyer ; réforme des structures du système H.L.M.* (p. 5160) ; *action de certaines municipalités communistes pour le relogement des mal-logés ; ses observations sur la loi Debré* (p. 5160, 5161) ; *concours de la maison prête à habiter ; rôle des collectivités locales ; écart entre les taux des prêts du crédit foncier et ceux du secteur bancaire ; problème de l'urbanisme* (p. 5161); *problème de la construction ; croissance des financements privés* (p. 5163) ; *nécessité de réduire le coût du financement privé ; problème du caravaning ; abrogation de la loi d'avril 1962 ; cas des maisons « prêtes à être habitées » ; conjoncture du bâtiment ; problème des prix-plafonds ; difficultés des entreprises du bâtiment ; abaissement du niveau des commandes ; difficultés de trésorerie des entreprises ; rôle économique du logement social ; politique de concours de maisons individuelles ; objectifs du mouvement H.L.M. ; financement des H.L.M.* (p. 5164) ; *ses observations sur l'agglomération située auour de Bayonne ; ses observations sur les H.L.M. dans les départements d'outre-mer ; problème du logement social ; établissement d'une carte de la demande de logement ; évaluation de la demande potentielle ; problème de l'urbanisme ; enquête nationale sur le logement réalisée par l'I.N.S.E.E. et le C.R.E.D.O.C. ; question des maisons de retraite et des villages de retraite ; ses observations sur le village de L'Isle-sur-la-Sorgue ; ses observations sur les I.L.M. et les I.L.N. ; question de l'allocation de logement dans les départements d'outre-mer ; problème de l'habitat ancien ; fonds national d'amélioration de l'habitat* (p. 5165) ; *suppression de l'habitat insalubre ; ses observations sur les P.S.R. et les P.L.R. ; problème du relogement des occupants de bidonvilles ; programmation régionale ; rôle des municipalités communistes ; problème de l'assimilation des immigrés ; situation des gens issus des « courées »* (p. 5166) ; *application aux D.O.M. de la loi sur la résorption de l'habitat insalubre ; bilan de l'action contre les bidonvilles ; vente des H.L.M.* (p. 5166) ; *attribution des prêts du fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme ; ses observations sur l'opération de la Défense et l'opération des Halles ; taxe d'urbanisation ; problème de la spéculation foncière ; taxe locale d'équipement ; application de la loi d'orientation foncière aux D.O.M. ; décret relatif au plan d'occupation des sols ; protection des espaces verts ; protection du parc de la Vanoise ; nécessité d'éviter de saccager les arbres et les parcs dans les villes ; réalisation de parcs de stationnement ; permis de construire ; critères des surfaces minimales ; initiation à l'urbanisme dès l'école primaire* (p. 5167, 5168) ; Titre III : *Nécessité d'éviter la ségrégation en matière de logement ; ses observations sur les I.L.N.* (p. 5172) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970, Art. 6 : *Réforme de l'organisation du Fonds national d'amélioration de l'habitat* [8 décembre 1970] (p. 6269) ; *aide de l'Etat à la construction neuve ; vétusté du parc existant ; exemple des communes rurales ; transformation des mécanismes de financement ; rôle de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ; taxe additionnelle au droit de bail ; simplification des procédures ; problème des normes* (p. 6270) ; *avantages de la réforme envisagée par le Gouvernement* (p. 6271) ; *ses observations sur l'amendement de M. Fouchier* (p. 6271, 6272) ; *amélioration de l'habitat des catégories les plus défavorisées ; champ d'application de la loi de 1948 ;*

évolution des ressources du F.N.A.H. (p. 6272) *conditions de gestion et de fonctionnement de l'Agence nationale ; application de l'article 41 de la Constitution à l'amendement de M. Barbet ; composition des commissions départementales ; augmentation du nombre des représentants des propriétaires* (p. 6273) ; *représentation des locataires* (p. 6273) ; *extension du champ de la nouvelle taxe ; problème de la transformation de locaux en bureaux* (p. 6274) ; *problème des propriétaires occupant des logements qui ont besoin d'être modernisés* (p. 6274) ; *possibilité de préciser, dans la liste des immeubles exonérés de la taxe, les immeubles faisant partie des exploitation et soumis au statut du fermage* (p. 6275) ; *définition des locaux d'habitation qui font partie d'une exploitation agricole* (p. 6275) ; *ses observations sur le prélèvement de cinq pour cent* (p. 6276) ; *ses observations sur l'amendement de M. Sabatier et le sous-amendement de M. Chauvet* (p. 6277) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires : *Ses observations sur l'application de la loi de 1965 ; objet de l'aide de l'Etat et des collectivités locales ; conditions de paiement du prix du logement ; ses observations sur la nomination d'un administrateur provisoire ad hoc prévue à l'article 1er du projet de loi ; problème de l'affectation des sommes perçues par les organismes d'H.L.M. au titre des ventes ; rôle de l'administration des domaines dans la détermination du prix de vente ; information des candidats acquéreurs ; rôle du juge dans l'appréciation des motifs d'opposition ; conditions de paiement du prix de vente* [17 décembre 1970] (p. 6617, 6618) ; Art. 1er : *Désignation d'un administrateur ad hoc par le préfet* (p. 6621) ; *règle, dite des 20 %* (p. 6622) ; Après l'Art. 1er : *Détermination du prix de vente par l'administration des domaines* (p. 6623) ; Art. 2 : *Conditions de paiement du prix* (p. 6623) ; Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe I de l'amendement de M. Carter par un nouvel alinéa : « Les modalités d'application du présent article seront précisées par un règlement d'administration publique »* (p. 6624) ; *ses observations sur l'amendement de M. Danilo* (p. 6625) ; Après l'Art. 3 : *Ses observations sur les amendements de M. Carter* (p. 6625) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux agents de l'office de radiodiffusion-télévision française ayant la qualité de fonctionnaire : *Ses observations sur ce texte* [17 décembre 1970] (p. 6626) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la situation des fonctionnaires affectés au traitement de l'information : *Ses observations sur ce texte* [17 décembre 1970] (p. 6626) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif au reclassement de certains fonctionnaires de l'administration des postes et télécommunications : *Ses observations sur la question posée par M. Capelle* [17 décembre 1970] (p. 6627).

Répond à la question d'actualité de M. Brocard relative aux primes à la construction [18 décembre 1970] (p. 6661).

Répond à la question d'actualité de M. Chazelle relative aux revendications des ingénieurs des travaux publics [5 mai 1971] (p. 1646, 1647).

Répond à la question d'actualité de M. Odru relative au logement social [5 mai 1971] (p. 1651, 1652).

Répond à la question d'actualité de M. Bonhomme relative aux conséquences de la loi d'orientation foncière [5 mai 1971] (p. 1655, 1656).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : *Ses observations sur la discussion générale ; accord des municipalités en ce qui concerne les loyers libérés* [10 juin 1971] (p. 2683, 2684) ; PROJET DE LOI RELATIF A L'ALLOCATION DE LOGEMENT, Art. 1er : *Disparition de l'allocation de loyer* (p. 2686) ; Art. 2 : *Situation des jeunes ménages ; cas des jeunes ménages et des personnes âgées* (p. 2687) ; *cas des enfants qui accueillent leurs parents chez eux* (p. 2687) ; *situation des étudiants* (p. 2687, 2688) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer*

aux mots : « allocation logement » les mots : « allocation de logement » (p. 2688) ; Art. 3 : *Situation des personnes âgées en raison d'un logement rénové dans des conditions trop rigides : exigences d'un minimum de salubrité ; situation des bénéficiaires de l'allocation de loyer* (p. 2690) ; *agence nationale pour l'amélioration de l'habitat* (p. 2690) ; Art. 4 : *Critère de l'obligation alimentaire* (p. 2691) ; *cas des bénéficiaires de l'allocation de loyer ; situation des indigents* (p. 2692) ; Art. 8 : *Affectation d'une partie du produit de la participation de 1 % à diverses catégories ; situation des personnes âgées* (p. 2695) ; en seconde délibération, Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article* (p. 2697) ; *ses observations sur la modification de l'ordre du jour* [11 juin 1971] (p. 2747) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Modalités de financement de la nouvelle allocation ; nombre de logements susceptibles d'être financés grâce au produit de la contribution* [29 juin 1971] (p. 3509) ; PROJET DE LOI RELATIF AUX HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ, MODIFIANT LE CODE DE L'URBANISME ET DE L'HABITATION, Art. 1er : *Offices publics d'aménagement et de construction* (p. 2747) ; *son amendement tendant à rédiger le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 159 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : « Les sociétés anonymes coopératives de production d'habitations à loyer modéré »* (p. 2747) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Barbet* (p. 2749) ; *avis des collectivités locales pour la création des O.P.A.C.* (p. 2750) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de cet article : « Pour les opérations faites en application de la législation sur les habitations à loyer modéré, les offices publics... »* (p. 2750) ; *possibilité d'exonération fiscale en faveur des O.P.A.C.* (p. 2750) ; *droit d'expropriation en faveur de ces organismes* (p. 2751) ; Après l'Art. 6 : *Rôle des receveurs spéciaux pour la gestion comptable des offices d'H.L.M. ; problème des poursuites* (p. 2753) ; Art. 12 : *Ses observations sur l'amendement de M. Barbet* (p. 2761) ; *ses observations sur la modification de l'ordre du jour prioritaire* (p. 2761) ; Après l'Art. 14 : *Rôle des locataires* (p. 2768) ; Art. 21 : *Résorption de l'habitat insalubre* (p. 2771) ; *ses remerciements* (p. 2773) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Rôle des H.L.M. politique sociale du logement ; situation des coopératives d'H.L.M. ; régime de la location coopérative* [29 juin 1971] (p. 3514) ; *suppression des organismes dont l'activité est réduite* (p. 3515) ; PROJET DE LOI RELATIF A DIVERSES OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION, Art. 6 : *Ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit* [12 juin 1971] (p. 2803) ; Art. 19 : *Ses observations sur les amendements de M. Tisserand* (p. 2819, 2821) ; Art. 22 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Denvers et l'amendement de M. Tisserand* (p. 2823) ; Art. 24, 25 et 29 : *Ses observations sur divers amendements* (p. 2824, 2825) ; Art. 30 : *Son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Tisserand par la phrase suivante : « Toutefois, ledit décret continue de s'appliquer aux contrats conclus avant l'entrée en vigueur de la présente loi »* (p. 2827) ; *retrait de son sous-amendement* (p. 2827) ; Après l'Art. 30 : *Son sous-amendement tendant à compléter l'article 1279 du Code civil (conséquence des privilèges et hypothèques, expressément réservés par le créancier avec le consentement du propriétaire des biens affectés)* (p. 2827) ; *nécessité de faciliter les prêts hypothécaires* (p. 2827) ; Après l'Art. 30 : *Son amendement tendant à compléter l'article 1279 du Code civil (affectation des privilèges et hypothèques)* (p. 2830) ; Art. 32 : *Ses observations sur l'amendement de M. Tisserand* (p. 2832) ; Art. 33 : *Date d'application de la loi* (p. 2832) ; Après l'Art. 14 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction des deux derniers alinéas de l'amendement de M. Tisserand (acte de cession des parts ; responsabilités du cédant à l'égard du cessionnaire)* (p. 2834) ; *retrait de son amendement* (p. 2835) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (application des dispositions relatives au conseil de surveillance)* (p. 2835) ; conclusions de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur la loi de 1938* [28 juin 1971] (p. 3483) ; *son amendement tendant à supprimer l'article 3* decies (p. 3487) ; *son amendement (transfert de propriété par la société à un associé)* (p. 3488) ; *son amendement (contrat par lequel une personne s'oblige envers le maître de l'ouvrage à faire procéder pour un prix convenu à la construction d'un immeuble à usage professionnel et d'habitation ou d'un immeuble à usage professionnel et d'habitation en une qualité autre que celle du vendeur)* (p. 3488) ; *son amendement : (cas où l'affectation de locaux à des actions ou à des parts déterminées ne résulte pas des statuts originaires ou d'une décision unanime des associés)* (p. 3488) ; *son amende*

ment tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article 33 à supprimer les mots : « 1er bis » (p. 3488) ; *son amendement (détermination de la date d'effet des dispositions du titre 1er bis aux sociétés constituées antérieurement à l'entrée en vigueur* de la présente loi) (p. 3489) ; PROPOSITION DE LOI TENDANT A RÉGLEMENTER LES RETENUES DE GARANTIE EN MATIÈRE DE MARCHÉS DE TRAVAUX DÉFINIS PAR L'ARTICLE 1779-3° DU CODE CIVIL, en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte ; liste des établissements financiers* [29 juin 1971] (p. 3518) ;

— de la proposition de M. Wagner relative aux associations foncières urbaines et du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme : *Problèmes posés par l'amélioration de l'habitat ; problème de l'habitat rural* [12 juin 1971] (p. 2854) ; *habitat insalubre ; problème des loyers ; réajustement des loyers taxés ; frais entraînés par la mise en état d'habitabilité du parc immobilier ; allocation de logement ; situation dans les départements d'outre-mer* (p. 2855) ; ASSOCIATION FONCIÈRE URBAINE, Art. 1er : *Son amendement (conséquence de l'arrêté du préfet)* (p. 2856) ; *retrait de son amendement* (p. 2856) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement (opérations de remembrement)* (p. 2856) ; URBANISME ET ACTION FONCIÈRE, Art. 1er : *Procédure du lotissement* (p. 2861) ; *détermination de la superficie minimale* (p. 2862) ; Art. 83-2 du Code de l'urbanime : *Durée de la validité du certificat d'urbanisme* (p. 2864) ; Art. 84 du Code de l'urbanisme : *Problème des constructions sans fondations ; ses observations sur les caravanes* (p. 2865) ; Art. 9 de la loi du 26 juillet 1962 : *Indemnité due au locataire lors du transfert de propriété au profit du titulaire du droit de préemption* (p. 2874) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « 16 ans » les mots « 14 ans »* (p. 2877) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « 8 ans » les mots : « 6 ans »* (p. 2877) ; Après l'Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Barbet* (p. 2877, 2878) ; Art. 16 : *Son amendement (possibilité pour le conseil municipal de renoncer à percevoir la taxe locale d'équipement sur les constructions édifiées par certains offices ou sociétés)* (p. 2878) ; *taxe d'équipement sur les bâtiments agricoles* (p. 2879) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (application de la loi d'orientation foncière aux départements d'outre-mer)* (p. 2881) ; *ses remerciements avant le vote sur l'ensemble du projet de loi* (p. 2881) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Sauvegarde des espaces verts* [29 juin 1971] (p. 3510) ; *ses amendements tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 8 et du premier alinéa du texte proposé pour l'article 11 de la loi du 26 juillet 1962, à substituer aux mots : « douze ans » les mots : « 14 ans »* [29 juin 1971] (p. 3513) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 11, à substituer aux mots : « 4 ans » les mots : « 6 ans »* (p. 3513) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe I de l'article 18, après les mots : « services publics » à insérer les mots : « industriels ou commerciaux »* (p. 3513) ; *son amendement (communication par l'administration fiscale aux maires du montant des sommes dues et payées à leur commune par chaque redevable de la taxe locale d'équipement)* (p. 3514) ;

— du projet de loi portant réforme du régime fiscal des profits de construction ; du projet de loi portant suppression de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation ; du projet de loi modifiant la loi du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit : *Ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* [14 juin 1971] (p. 2891) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EQUIPEMENT ET LOGEMENT (LOGEMENT ET URBANISME) : *Problèmes de l'urbanisme* [28 octobre 1971] (p. 5056) ; *aspects humains du logement ; recherche de logements de qualité ; lien entre le problème de la qualité architecturale ; augmentation des effectifs du personnel d'animation socio-éducatif dans les cités nouvellement créées* (p. 5057) ; *évolution des charges locatives ; habitat ancien ; Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ; amélioration de l'habitat rural* (p. 5058) ; *lutte contre l'habitat insalubre ; extension du bénéfice de l'allocation de logement* (p. 5059) ; *coût de la réalisation de 400.000 H.L.M. par an* (p. 5066) ; *importance économique des primes sans prêt ; politique des concours et modèles ; réforme des prêts spéciaux du Crédit foncier ; nécessité d'aider une catégorie intermédiaire de nouveaux locataires*

dont les revenus dépassent légèrement le plafond de ressources exigé pour les H.L.M. [29 octobre 1971] (p. 5096) ; *pourcentage de maisons individuelles construites ; montant des prêts du Crédit foncier* (p. 5097) ; *autorisations de programme en ce qui concerne les primes ; introduction de la notion de précarité de l'aide* (p. 5100) ; *nombre de logements P.L.R. ; problème des primes ; nombre des H.L.M. locatives ; exemple de la Loire-Atlantique ; dotation de la Lorraine et des Vosges ; problème des pays de Loire ; amélioration de l'habitat ; habitat rural ; Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ; problèmes relatifs aux jeunes ménages et aux personnes âgées ; réforme du prix plafond des H.L.M. ; allocation de logement* (p. 5124) ; *accession à la propriété de logements H.L.M. ; allocation des personnes âgées ; problème de la qualité ; part des matériaux et des salaires dans les prix de revient des H.L.M. ; maisons mobiles ; maisons individuelles ; information du public ; taxe locale d'équipement* (p. 5125, 5126) ; *revision du budget de rénovation urbaine* (p. 5126).

Répond à la question d'actualité de M. Carpentier relative à l'hébergement des travailleurs immigrés [3 décembre 1971] (p. 6390, 6391).

Répond à la question d'actualité de M. Boudet relative aux magasins à grande surface [17 décembre 1971] (p. 6918, 6919).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la codification des textes législatifs concernant l'urbanisme, la construction et l'habitation, l'expropriation pour cause d'utilité publique, la voirie routière, le domaine public : *Codification par décret de plusieurs textes de caractère législatif* [20 juin 1972] (p. 2654) ; Art. 5 : *Code de la coopération* (p. 2655, 2656).

Répond à la question d'actualité de M. Mainguy relative à la construction de tours à l'Hay-les-Roses [30 juin 1972] (p. 3053).

VOILQUIN (Albert)

Député des Vosges
(4e circonscription)
R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [13 juillet 1968] (p. 2212, [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 923), [5 avril 1972] (p. 804).

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 402) tendant à favoriser le développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie [18 novembre 1968] (p. 4672) ;

— membre de la Commission de contrôle de la circulation monétaire [25 juillet 1968] (p. 2618).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à permettre la constitution d'une pension de retraite complète par le rachat des annuités manquantes, n° **230** [25 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à créer un comité chargé de proposer toutes dispositions tendant à l'intégration de l'indemnité de résidence dans la rémunération soumise à retenue pour pension des personnels civils et militaires, n° **231** [25 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 40 : Ministère des Armées. — II. - Dépenses ordinaires, n° **359** [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi relative aux pensions de réversion de veuves servies par les caisses de retraites privées, n° **638** [3 avril 1969].

Sa proposition de loi tendant à la création d'une commission chargée d'étudier les conditions dans lesquelles une partie des revenus des agriculteurs, commerçants, artisans, industriels, gérants majoritaires de société et chefs d'entreprise personnelle pourrait être considérée comme un « salaire fiscal », n° **774** [19 septembre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 42 : Défense nationale, titre III. — Dépenses ordinaires, **n° 835** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant à l'institution d'une promotion spéciale de la Légion d'honneur pour commémorer le vingt-cinquième anniversaire de l'armistice de la guerre de 1939-1945, **n° 1009** [19 décembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à la création d'une commission chargée d'établir un rapport sur les conditions d'application de principe de la péréquation des pensions de retraite attribuées aux anciens militaires, les mesures de dégagement des cadres intervenues depuis 1940 ainsi que l'assimilation des brevets militaires de techniciens aux brevets correspondants décernés par les départements ministériels civils, **n° 1043** [9 avril 1970].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 43 : Défense nationale (dépenses ordinaires), **n° 1395** [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à la création d'une commission chargée d'examiner les problèmes posés par l'application aux fonctionnaires militaires d'une indemnité familiale de résidence, **n° 1689** [5 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 42 : Défense nationale (dépenses ordinaires), **n° 2010** [8 octobre 1971].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 46 : Défense nationale (dépenses ordinaires), **n° 2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1969, Art. 15 : *Lutte contre l'alcoolisme ; ses observations sur la bière et les eaux minérales* [24 octobre 1968] (p. 3543, 3544) ; *son amendement tendant au début du paragraphe I de cet article à insérer les mots suivants : « pour l'année 1969 »* (p. 3546) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3546) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, DÉPENSES MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Caractères du budget ; dépenses relatives au personnel ; renforcement des moyens de la gendarmerie ; situation des personnels civils et militaires ; insuffisance de la proportion d'engagés ; soldes perçues par les engagés ; situation des personnels militaires ; projet de loi relatif au conseil supérieur de la fonction militaire ; problème des sous-officiers ; octroi aux officiers sortis des grandes écoles d'une prime de qualification ; extension de l'octroi de cette prime ; relèvement du prêt du soldat ; personnels civils ; ses observations sur les carburants ; reconduction des crédits de fonctionnement ; entretien immobilier ; problème de l'instruction ; ses observations sur la gendarmerie* [30 octobre 1968] (p. 3735 à 3737) ; POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Problèmes des personnels ; fusion des catégories des préposés et des préposés spécialisés, des agents techniques et des agents techniques spécialisés ; ses observations sur les contrôleurs et les chefs de section ; incidences de l'automatisation du réseau téléphonique ; question des déplacements d'office hors résidence ; régime des indemnités ; situation des personnels auxiliaires ; problèmes des abattements de zones ; intégration de deux points de l'indemnité de résidence dans la retenue pour la retraite ; question de la parité des fonctionnaires des catégories A et B avec leurs homologues des finances ; inconvénients de la suppression de certains bureaux de poste ; création d'un plus grand nombre de bureaux mobiles ; amélioration du réseau téléphonique* [9 novembre 1968] (p. 4240, 4241) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problèmes de la forêt et du bois ; rentabilité de la forêt ; politique fiscale ; prêts en faveur des professionnels ; exportations ; S.N.C.F. devant utiliser au maximum des produits nationaux ; coopération entre les exploitants de la forêt et les industriels du bois* [15 novembre 1968] (p. 4511).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique militaire : *Service national ; réduction de la durée du*

service ; caractères de notre armée ; instruction militaire ; service de protection civile ; ses observations sur les grandes lignes de notre sytème de défense ; ventilation du personnel entre les catégories de forces et de services ; force nucléaire stratégique ; corps de bataille ; défense opérationnelle du territoire ; ses observations sur l'armée anglaise ; ses observations sur les systèmes suisse et suédois ; durée du service militaire ; crise de recrutement des militaires de carrière [5 décembre 1968] (p. 5143 à 5145).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970, Après l'Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction des 2e, 3e et 4e alinéas du paragraphe II-4 de l'amendement du Gouvernement (taux pour les eaux minérales naturelles ou artificielles et pour les bières)* [29 octobre 1969] (p. 3045) de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur le 25e anniversaire de la victoire des armées alliées ; nécessité de redonner à la journée du 8 Mai la qualité de fête nationale ; possibilité d'avancer la retraite à 60 ans pour les invalides ressortissants du ministère ; problème du taux des pensions et de leur revalorisation ; traitement des agents des catégories C et D ; pension d'invalidité au taux du grade ; projet accordant à tous les retraités le bénéfice du grade quelle que soit la date de la mise à la retraite ; situation des officiers mutilés, anciens combattants ; renforcement du potentiel de l'action sociale du ministère ; cas des anciens d'Afrique du Nord ; nécessité pour eux de bénéficier de la retraite mutualiste des anciens combattants et victimes de guerre ; cas des déportés et internés politiques dans les prisons et les camps de concentration nazis* [31 octobre 1969] (p. 3182) ; Titre IV : *Entrée des anciens d'Afrique du Nord dans l'office national des anciens combattants ; anniversaire de la résurrection du monde libre ; son vote sur ce budget* (p. 3213) ; JUSTICE : *Education surveillée ; insuffisance du budget ; effort d'équipement ; sa question de savoir où en sont les accords de Vendôme signés entre M. Capitant et le syndicat national de l'éducation surveillée* [5 novembre 1969] (p. 3384, 3385) ; CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Durée du service militaire ; programmation des dépenses des armées pour la période 1971-1975 ; dépenses de fonctionnement ; indemnité pour charges militaires ; effectifs de la gendarmerie ; réforme devant permettre des économies de personnel ; ses observations sur le personnel de carrière ; nombre d'engagements ; statut devant être donné aux hommes du rang servant sous contrat ; dépenses de formation ; insuffisance des effectifs civils ; médiocrité des rémunérations ; montant du prêt ; quart de place ; conditions de vie des troupes ; situation des sous-officiers ; insuffisances dans le volume des carburants ; entretien du matériel et des immeubles ; instruction ; gendarmerie ; insuffisance des effectifs des brigades ; construction de casernes ; caisse de sécurité sociale militaire ; dépenses de l'assurance maladie ; nécessité de délivrer les armées des charges dues à une infrastructure inadaptée et à des effectifs trop élevés* [17 novembre 1969] (p. 3829, 3830) ; Après l'Art. 58 : *Absence d'utilité de l'établissement d'un fascicule spécial pour la gendarmerie* (p. 3866) ; SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SERVICES GÉNÉRAUX. — CRÉDITS CONCERNANT LA FONCTION PUBLIQUE : *Problème des retraites ; nombre des fonctionnaires ; problème des rémunérations ; ses observations sur les catégories C et D ; réversion de la pension de la femme fonctionnaire au profit du mari veuf ; création d'un fonds national d'action sanitaire et sociale à structure décentralisée ; institution d'un fonds d'investissement en vue de programmes pluri-annuels d'aménagements et d'équipements sanitaires et sociaux ; situation des agents contractuels ; problème de la titularisation* [18 novembre 1969] (p. 3889, 3890) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Problème de la forêt et du bois ; effets de la dévaluation ; attribution de l'indemnité viagère de départ ; difficultés de la forêt communale ; utilité de la cellulose et de la pâte à papier ; difficultés de l'Office national des forêts ; amenuisement des effectifs de bûcherons ; introduction de la main-d'œuvre étrangère ; problème des prix ; exemple des Vosges et de l'Alsace ; problème relatif aux traverses de chemin de fer* (p. 3927, 3928) ; ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS : *Services extérieur du Trésor ; tâches du personnel ; insuffisance des effectifs ; transformations d'emplois de catégorie C en catégorie B ; pyramide des emplois* [22 novembre 1969] (p. 4296).

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé de la Défense nationale une question orale sans débat relative aux obligations militaires des jeunes agriculteurs [24 avril 1970] (p. 1294, 1295).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, CRÉDITS MILITAIRES ET BUDGETS ANNEXES DES ESSENCES ET DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur la loi de programme* [27 octobre 1970] (p. 4748) ; *montant des dépenses de fonctionnement ; déflation des effectifs ; accroissement des effectifs de la gendarmerie ; situation des personnels ; relèvement du prêt ; conditions de vie de la troupe ; entretien de l'habillement de l'armée de terre ; mesures nouvelles concernant les personnels de carrière ; cas des sous-officiers ; ses observations sur les personnels militaires féminins ; problème concernant le personnel civil des armées* (p. 4749) ; *ses observations sur la gendarmerie ; problème des matériels et des logements ; ses observations sur le rattachement du budget du groupement des contrôles radioélectriques ; gestion de la sécurité sociale militaire* (p. 4750) ; JUSTICE : *Problème de l'éducation surveillée ; problème des mineurs ; insuffisances du budget ; question des investissements en capital ; ses observations sur le régime statutaire du personnel administratif ; question des accords de Vendôme intervenus entre le Président Capitant et le syndicat national de l'éducation surveillée* [29 octobre 1970] (p. 4933) ;

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Fondement de la motion de censure ; situation des personnes âgées ; situation des jeunes* [21 avril 1971] (p. 1297)) ; *problèmes des transports en commun ; utilisation des ressources publiques ; problème de l'enseignement ; manque d'information* (p. 1298) ;

— du projet de loi portant approbation du VI[e] Plan de développement économique et social : *Nécessité de concrétiser partiellement le Plan par un certain nombre de lois-programmes sur les grands objectifs ; équilibre des finances publiques ; objectif du bonheur des citoyens ; suppression de lignes secondaires par la S.N.C.F. ; problèmes agricoles* [17 juin 1971] (p. 3071).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique, une question orale avec débat relative aux revendications des fonctionnaires [30 avril 1971] (p. 1591) : *Attitude commune des sept fédérations de fonctionnaires ; diminution du pouvoir d'achat ; situation des fonctionnaires appartenant à la catégorie B ; suppression des zones de salaires ; conclusions de la commission Jouvin ; principe de la réversion de la pension de la femme sur le mari ; œuvres sociales ; durée du travail (constat Oudinot) ; instauration progressive de la journée continue ou de la journée contractée ; introduction du travail à mi-temps ; problème des agents auxiliaires et des agents contractuels* [30 avril 1971] (p. 1594, 1595).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de Sécurité sociale : *Situation des anciens combattants, des victimes de guerre et des anciens prisonniers de guerre ; nécessité de respecter l'échéancier* [1[er] décembre 1971] (p. 6269) ; *situation des retraités militaires ; cas d'un ancien mititaire de carrière occupant un emploi privé et ayant un accident professionnel ou une maladie grave ; ses observations sur le décret du 26 février 1970* (p. 6270) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Egalité de traitement entre les générations du feu ; avancement de l'âge de la retraite ; invalidité au taux du grade ; injustice résultant de l'application des articles L 48 et L 66 du Code des pensions militaires et civiles de retraite pour les militaires de carrière mis à la retraite antérieurement au 3 août 1962 ; situation des anciens combattants d'Afrique du Nord ; organisation du ministère* [22 octobre 1971] (p. 4797) ; CRÉDITS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Respect du troisième plan militaire ; plan de déflation des effectifs budgétaires ; établissements militaires* [2 novembre 1971] (p. 5158) ; *mise en œuvre du service national féminin ; incorporation d'appelés en qualité de gendarmes auxiliaires ; relèvement du prêt des appelés ; indemnités pour charges militaires ; situation des personnels réservistes du secteur privé convoqués par les armées ; réduction du nombre des tirs nucléaires ; subventions à la caisse nationale militaire de sécurité sociale ; indemnité compensatrice versée à la S.N.C.F. ; gestion de l'appa-*

reil militaire (p. 5159, 5160) ; JUSTICE : *Education surveillée ; statut des personnels administratifs de l'éducation surveillée* [5 novembre 1971] (p. 5373) ; ECONOMIE ET FINANCES. — SERVICES FINANCIERS : *Situation des personnels des services extérieurs du Trésor ; transformation d'emplois de la catégorie C en emplois de la catégorie B* [17 novembre 1971] (p. 5867) ; Titre III : *Ses observations sur les conséquences de suppression d'emplois* (p. 5870, 5871) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Calendrier de rétablissement de l'égalité des droits à la retraite ; conclusions de la commission de la pathologie de la captivité ; retraite professionnelle anticipée ; anciens d'Afrique du Nord ; rétablissement du 8 mai comme fête nationale chômée et fériée* [2 novembre 1972] (p. 4575) ; DÉPENSES MILITAIRES en qualité de *Rapporteur spécial : Mesures nouvelles du titre III ; amélioration des conditions d'exécution du service national* [8 novembre 1972] (p. 4838) ; *formation professionnelle des appelés ; mesures concernant les personnels ; amélioration des moyens des forces ; mise en place d'un système d'un budget de fonctionnement ; expérimentation de budgets de gestion ; étude de la section commune et de la section gendarmerie ; logement de la gendarmerie ; déplore la mise à la charge des armées du déficit de la caisse militaire de sécurité sociale ; montant de l'indemnité compensatrice versée à la S.N.C.F. au titre des réductions de tarif accordées aux militaires voyageant isolément ; malaise des médecins militaires* (p. 4839, 4840) ; Art. 25 : *Son avis défavorable à l'amendement de réduction des crédits de M. d'Aillières à propos de l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne* (p. 4872) ; Art. 26 : *Ses observations contre l'amendement de M. Villon de réduction des crédits de cet article destinés à l'extension ou à la création de camps militaires* (p. 4873) ; *ses observations contre l'amendement de M. Villon réduisant les crédits de la force de frappe nucléaire* (p. 4874) ; Après l'Art. 26 : *Son avis favorable à l'amendement de M. Le Theule insérant un nouvel article stipulant que le Gouvernement déposera chaque année sur les bureaux des assemblées le compte rendu de l'exécution de la loi de programme* (p. 4875) ; TRANSPORTS. — III. - AVIATION CIVILE, Etat B, Titre IV : *Ses observations contre l'amendement de réduction des crédits de ce titre de M. Servan-Schreiber à propos du* Concorde (p. 4893) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS : *Réorganisation des services fiscaux ; généralisation de la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'Etat effectuées au plan local ; tâches nouvelles assumées par les services douaniers ; lutte contre la fraude particulièrement en matière de stupéfiants* [18 novembre 1972] (p. 5506) ; *poursuite de la mécanisation et de l'effort d'équipement ; insuffisance des crédits consacrés aux rémunérations principales ; problème de l'intégration des auxiliaires ; services extérieurs du Trésor ; insuffisance quantitative des effectifs et de l'encadrement de ces services ; transformation des emplois de catégorie C en emplois de catégorie B ; promotion des agents de recouvrement du Trésor dans le corps des agents d'administration principaux ; mise en place d'équipes volantes ou de remplacement pour compenser l'absentéisme ; effort pour rendre les locaux plus accueillants et plus fonctionnels ; défense des agents du Trésor* (p. 5507) ; ARTICLES NON RATTACHÉS, Après l'Art. 52 : *Sa défense de l'amendement de M. Duval affectant 0,3 % du versement représentatif de la taxe sur les salaires aux communes minières* [18 novembre 1972] (p. 5519).

VOISIN (Alban)

Député du Nord
(23e Circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour

1970, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Prix du lait ; problème du porc ; revenu des herbagers ; conséquences de la dévaluation ; ramassage de jeunes veaux à destination de la Belgique ; contrôle des productions ; localisation des produits agricoles en fonction de leur terrain d'élection naturel ; régionalisation* [19 novembre 1969] (p. 4003, 4004) ;

Prend part au débat sur les questions orales de MM. Bayou, de Poulpiquet, Offroy, Durieux, Dronne, Lamps, relatives au problème des commerçants et des artisans : *Regrette l'absence du Premier Ministre ; majoration des forfaits ; impôts sur le chiffre d'affaires ; cotisation d'assurance maladie ; restitution des documents de bord, cartes grises et permis de conduire à ceux qui n'ont commis qu'une infraction mineure au code de la route* [10 avril 1970] (p. 970, 971).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur l'Avesnois ; salaire d'un ouvrier agricole ; prix du litre de lait ; plan de la relance de la production porcine ; création d'un « bassin laitier » dans l'Avesnois ; extension de l'attribution de l'indemnité viagère de départ à tous les agriculteurs ayant atteint l'âge de 60 ans ; nécessité de substituer à la notion de subvention celle de bonification d'intérêt avec amortissement différé* [7 novembre 1970] (p. 5353) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, ANCIEN COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Droit à la retraite des anciens prisonniers de guerre ; ses observations sur la proposition de loi demandant pour les anciens prisonniers de guerre la faculté de bénéficier de la retraite à taux plein avec une bonification de six mois par année de captivité ; parité entre déportés politiques et déportés résistants* [22 octobre 1971] (p. 4823) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles : *Obligation d'assurance ; principe de l'unicité ; rapport de la Cour des comptes* [28 juin 1972] (p. 2903, 2904) ; *ses observations sur le rapport de la Cour des comptes relatif à la mutualité sociale agricole* (p. 2916).

VOISIN (André-Georges)

Député d'Indre-et-Loire
(4e circonscription)
App. U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'apparente au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [22 juillet 1968] (p. 2456) ;

— membre de la Commission supérieure des caisses d'épargne [25 juillet 1968] (p. 2618) ;

— membre du comité directeur du Fonds d'aide et de coopération [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des Territoires d'outre-mer ((F.I.D.E.S.T.O.M.) [19 novembre 1968] (p. 4741) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 803) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [7 octobre 1969] (p. 2510) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1970 [11 décembre 1969] (p. 4863) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1971 [15 décembre 1971] (p. 6809) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1973 [12 décembre 1972] (p. 6086).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à organiser la préparation des élections extra-politiques et à instituer pour ces élections le vote par correspondance, n° **156** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur de l'aire géographique de l'appellation d'origine Vouvray, n° **157** [19 juillet 1968].

Sa proposition de loi tendant à éviter que l'exercice du droit de grève par les personnels de l'E.D.F. paralyse la vie économique de la nation, n° **174** [19 juillet 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 8 : Coopération, n° **359**, [10 octobre 1968].

Sa proposition de loi autorisant le recouvrement des frais de transport en ambulance des services de secours des sapeurs-pompiers, n° **798** [19 septembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) : annexe n° 4 ; Coopération, n° **835** [17 octobre 1969]

Sa proposition de loi tendant à permettre la mise à la disposition des services locaux de secours et de protection contre l'incendie de militaires du contingent n° **846** [22 octobre 1969].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 4 : Coopération, n° **1395** [14 octobre 1970].

Son rapport d'information fait, en application de l'article 145 du Règlement, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, à la suite d'une mission effectuée au Tchad et en République centrafricaine, du 11 au 23 janvier 1971, n° **1925** [28 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 4 : Coopération (crédits du Ministère des Affaires la loi n° 71-588 du 16 juillet 1971 sur les étrangères. — Coopération), n° **2010** [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi portant réglementation des professions d'expert agricole et foncier et d'expert forestier, n° **2071** [25 novembre 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter certaines dispositions de fusions et regroupements de communes, n° **2241** [26 avril 1972].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 4 : Coopération, n° **2585** [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — II. COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Objectifs du budget ; formation des hommes ; transformation de la fondation de l'enseignement supérieur en Afrique centrale en une université d'Afrique centrale ; fonds d'aide et de coopération ; ses observations sur l'aide aux services publics ; aide militaire ; augmentation de l'aide dans les secteurs de production-industrialisation ; ses observations sur la « convention de globalisation » passée avec la Côte-d'Ivoire ; subvention accordée à l'office de recherche scientifique et technique outre-mer ; problème des frais de déplacement ; convention avec Air Inter et U.T.A. ; excès du nombre des passages en première classe ; dotation du F.A.C. ; augmentation de celle du fonds européen de développement ; problème de la garantie du risque politique ; situation des volontaires du progrès ; statut de l'O.C.O.R.A. ; ses observations sur la francophonie* [29 octobre 1968] (p. 3694 à 3697) ; *ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 3702) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Durée des prêts ; montant des crédits accordés pour le financement des H.L.M.* [12 novembre 1968] (p.4305, 4306) ; *crise du logement, notamment pour les jeunes ménages ; loyers des H.L.M. ; règles d'attribution de l'allocation de logement pour les étudiants ; situation des jeunes gens mariés sous les drapeaux qui ne bénéficient que de l'allocation militaire ; cas des personnes âgées ; attribu-*

tion de l'allocation de logement ; construction en milieu rural ; prix du terrain (p. 4323, 4324) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Crise des excédents ; aider les agriculteurs âgés à se retirer ou à céder leurs terres ; création d'emplois en zone rurale grâce à la réanimation du milieu rural ; nécessité d'équilibrer les aides ; orientation avec garantie de prix ; encouragement vers les productions déficitaires ; possibilité de faire consommer du lait naturel aux consommateurs ; ses observations sur les fruits ; nécessité d'une production de qualité ; F.E.O.G.A. ; aide aux agriculteurs âgés ; création d'un fonds d'action sociale et d'une rénovation rurale ; indemnité viagère de départ ; cas du Val-de-Loire ; ses observations sur le texte relatif à l'attribution en capital des excédents du fonds d'amortissement des charges d'électrification, en complément des crédits ouverts au Ministère de l'Agriculture pour l'électrification rurale* [15 novembre 1968] (p. 4507, 4508) ; en seconde délibération, Après l'Art. 28 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement du Gouvernement par l'alinéa suivant : « Les producteurs de moins de 200 quintaux sont exonérés des cotisations prévues aux alinéas précédents à charge de majorer à due concurrence les cotisations pour les livraisons dépassant 1.000 quintaux »* [19 novembre 1968] (p. 4725) ; *ses observations sur son sous-amendement* (p. 4726) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 12, son rappel au règlement : *Ordre de discussion des amendements* [7 décembre 1968] (p. 5100) ; *crédits d'heures devant être nominatif* (p. 5100) ; *retrait de l'amendement de M. Peyret* (p. 5101) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal, Art. 3 : *Majoration de la vignette automobile pour les véhicules de plus de huit chevaux ; prélèvement exceptionnel mis à la charge des banques* [17 septembre 1969] (p. 2322, 2323) ; Art. 5 : *Ses observations sur le profit brut des banques ; retrait de son amendement* (p. 2328) ;

— générale et à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1970 : *Fonds d'action conjoncturelle ; blocage des crédits ; sa question de savoir si l'on ne peut envisager un déblocage partiel lorsque le montant des crédits bloqués dans un département dépasse la moyenne prévue ; droits du Parlement ; répartition des crédits optionnels ; crédit agricole ; restrictions en matière de crédit ne permettant pas aux caisses agricoles de tenir leurs engagements ; simplification de la T.V.A.* [29 octobre 1969] (p. 3015, 3016) ; de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Coordination entre le Secrétariat d'Etat, chargé de la Coopération et le Ministère des Affaires étrangères ; situation économique des Etats africains et malgache ; problème du renouvellement de la convention de Yaoundé ; montant du troisième fonds européen de développement ; régime des échanges prévus par la convention ; ses observations sur les produits agricoles ; problème des taxes de consommation ; situation actuelle de notre assistance technique et culturelle ; dotation du F.A.C. ; augmentation des crédits du fonds européen de développement ; étude des échanges des pays africains à l'intérieur et à l'extérieur de la zone franc ; analyse des dépenses ordinaires ; coopération avec le Congo-Kinshasa, le Ruanda et le Burundi ; dotation de l'O.R.S.T.O.M. ; tarifs des compagnies d'aviation ; tarifs des lignes africaines ; ses observations sur les « volontaires du progrès » ; incidences de la dévaluation du franc sur l'économie des Etats africains et malgache ; financement des opérations militaires du Tchad* [4 novembre 1969] (p. 3288 à 3290) ; Titre III : *Ses observations sur son amendement déposé avec M. Sabatier ; diminution du crédit inscrit pour la nomination à des grades supérieurs de sept agents de l'O.R.S.T.O.M.* (p. 3338) ; *réduction des crédits concernant l'assistance technique* (p. 3339) ; *retrait du second amendement déposé avec M. Sabatier* (p. 3339) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Prêts du crédit agricole ; montant des prêts de la caisse nationale pour les collectivités locales ; construction de maisons individuelles dans les communes de moins de 2.000 habitants ; situation des petites entreprises locales* [18 novembre 1969] (p. 3936) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 61 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Le compte d'affectation spéciale « Fonds spécial d'électrification rurale » institué pour la durée du V^e^ Plan par l'article 85-1 de la loi de finances pour 1968 est maintenu jusqu'à une date qui sera fixée*

par une loi de finances ultérieure » [22 novembre 1969] (p. 4291) ;

— du projet de loi portant simplifications fiscales, Art. 5 : *Simplification des dispositions relatives au sucrage ; consultation du Parlement lors de l'élaboration du décret prévu par cet article* [3 juin 1970] (p. 2198) ;

— du projet de loi relatif au service national, Art. 7 : *Durée du service de la coopération* [10 juin 1970] (p. 2411) ; Art. 13 : *Participation à des tâches d'intérêt public* (p. 2419) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EQUIPEMENT ET LOGEMENT. — CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT ET L'URBANISME : *Crédits bloqués au fonds d'action conjoncturelle ; nécessité de débloquer avant le 31 décembre des crédits concernant certains logements ; vote par le Parlement d'un budget artificiellement gonflé ; question des prix plafonds ; conséquence de la concentration dans les villes ; établissements, dans chaque région, d'un programme à long terme ; réalisation de constructions individuelles dans les milieux ruraux ; souhait d'une grande majorité de Français de construire sa propre maison ; logement des personnes âgées* [4 novembre 1970] (p. 5121, 5122) ; CRÉDITS CONCERNANT LE LOGEMENT : *Autorisation donnée aux caisses d'épargne de prêter un certain pourcentage de leurs réserves au logement social ; blocage des logements locatifs* [5 novembre 1970] (p. 5170) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Budget de la coopération ; bourses accordées aux étudiants africains ; subventions affectées à certains organismes ; création de trois missions permanentes d'aide et de coopération au Ruanda, au Burundi et à l'île Maurice ; activité des centres culturels ; subventions au bureau des recherches géologiqes et minières ; augmentation des crédits pour la recherche ; ses observations sur l'amendement qui tend à supprimer les crédits proposés pour le recrutement de techniciens à l'O.R.S.T.O.M. ; aide au développement ; coût des transports aériens vers le continent africain ; crédits de coopération technique et militaire* (p. 5189) ; *évolution des effectifs et des attributions des personnels de la caoopération ; augmentation du nombre des techniciens engagés dans les tâches d'infrastructure et de développement rural ; situation des volontaires du contingent et des volontaires du progrès ; relations entre les Etats africains et malgache d'une part, la France d'autre part et la Communauté européenne enfin ; amélioration de la balance commerciale entre les Etats africains et malgache et les pays hors de la zone franc ; ratification de la nouvelle convention de Yaoundé ; crédits consacrés par le fonds européen de développement et le fonds d'aide et de coopération ; nécessité de garantir les investissements privés dans les Etats africains et malgache ; ses observations sur les grande lignes d'application de cette garantie* (p. 5190, 5191) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1970 : *Ses observations sur la patente ; situation de certaines coopératives d'approvisionnement et de certaines sociétés d'intérêt commun agricole ; exemple des coopératives d'utilisation de matériel agricole ; réduction des droits du tarif de la contribution de patente en faveur des petites entreprises commerciales ou artisanales* [8 décembre 1970] (p. 6263) ; Titre VI : *Son amendement tendant à réduire de 420.000 francs le montant des autorisations de programme de ce titre* [9 décembre 1970] (p. 6314) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, après le 12e alinéa de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant : « les coopératives et les S.I.C.A. d'approvisionnement, de commercialisation et de transformation à l'exclusion de celles qui se livrent exclusivement à une activité de services »* [9 décembre 1970] (p. 6353) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges, sur sa proposition de loi et celle de M. Lepage, tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur de l'aire géographique de l'appellation d'origine Vouvray : *Politique de qualité ; avis de l'Institut national des appellations d'origine* [28 avril 1971] (p. 1525) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 1526) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements des communes, Art. 2 : *Sa question de savoir si la commission chargée d'établir le plan de fusions donne son avis sur la modification éventuelle des limites communales* [2 juin 1971] (p. 2287) ; *consultations faites par la commission* (p. 2293) ;

— du projet de loi complétant et codifiant les dispositions relatives à la formation professionnelle permanente, Art. 16 : *Son amendement tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer un nouvel*

alinéa (situation des entreprises pour lesquelles la proportion des dépenses de salaires et de charges sociales excède 30 % du montant du chiffre d'affaires) [8 juin 1971] (p. 2558) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial : Problème de la coopération ; ses osbervations sur les bourses ; situation des étudiants qui, titulaires d'une bourse attribuée par leur pays, ne peuvent plus rentrer dans ce pays en raison de la suppression de cette bourse ; rôle des Volontaires du progrès ; cas des assistants techniques* [3 novembre 1971] (p. 5214) ; *coopération technique militaire ; somme destinée à l'armée tchadienne ; crédits destinés à l'O.R.S.T.O.M. ; augmentation des dépenses de personnel des instituts de recherche appliquée ; ses observations sur le GERDAT ; problème des transports aériens, notamment des tarifs aériens sur l'Afrique ; dotation du Fonds d'aide et de coopération ; attribution de subventions d'équilibre* (p. 5215) ; *nécessité de ne pas nous cantonner dans l'aide à l'agriculture* (p. 5216) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pierre Lelong tendant à amender l'ordonnance du 26 septembre 1967 relative aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions, à leurs fédérations, aux sociétés d'intérêt collectif agricole et aux sociétés mixtes d'intérêt agricole : *Problème des avantages fiscaux ; question de la patente* [23 novembre 1971] (p. 6022) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article* (p. 6031) ; Art. 12 de l'ordonnance du 26 septembre 1967 : *Son amendement tendant à modifier le texte proposé pour cet article* (p. 6034) ; *constate qu'il est anormal que le Crédit agricole puisse être commanditaire des coopératives* (p. 6034) ; *nécessité que les parts soient apportées par les coopérateurs* (p. 6035) ; *son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa (4°) de cet article* (p. 6035) ; *vocation des caisses du Crédit agricole, des caisses d'épargne et du F.O.R.M.A.* (p. 6035) ; *son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa (5°) de cet article* (p. 6036) ; *nécessité de supprimer aux caisses d'épargne la faculté d'être commanditaires des coopératives agricoles* (p. 6037) ; *son amendement tendant à supprimer le neuvième alinéa (8°) de cet article* (p. 6037) ; *ses observations sur le F.O.R.M.A.* (p. 6037) ; Art. 11 : *Son amendement (possibilité pour les sociétés coopératives et leurs unions de réaliser auprès de tiers une partie de leur approvisionnement en produits agricoles)* (p. 6040) ; *possibilité de ramener les prises de participaton des coopératives sans filiale à 12 % et celles des sociétés commerciales avec filiales à 35 %* (p. 6040) ; *son amendement tendant à abroger l'article 21 de l'ordonnance du 26 septembre 1967* (p. 6042) ; *retrait de son amendement* (p. 6042) ; Art. 8 : *Son amendement* (p. 6042) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1971, Après l'Art. 10 : *Son amendement relatif à l'application de la taxe professionnelle instituée par l'article 2 de l'ordonnance du 7 janvier 1959 aux sociétés coopératives agricoles et à leurs unions* [7 décembre 1971] (p. 6458, 6459) ; *définition des coopératives qui doivent être exemptées de la patente ; application de la taxe spéciale perçue au profit des collectivités locales* (p. 6460, 6461, 6462) ; *retrait de son amendement* (p. 6470) ;

— de la proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes : *Prorogation du délai imparti par cette loi en vue des fusions et regroupements de communes ; problème des opérations de transfert partiel* [14 juin 1972] (p. 2446) ; *syndicats à vocation multiple ; modification des limites communales* (p. 2447) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE : *Dérogations à la prolongation de l'obligation scolaire ; gratuité des livres en 6e et en 5e ; problème des bourses ; suppression des bourses pour le premier degré en assurant la gratuité totale ; amendement visant à attirer l'attention sur la situation des professeurs d'enseignement général court* [10 novembre 1972] (p. 4993) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur spécial* pour la COOPÉRATION : *Conférence des Nations unies de Santiago du Chili sur le commerce et le développement où la France fut citée en exemple* [15 novembre 1972] (p. 5249) ; *les grands thèmes de cette conférence ont été la transposition à l'échelle mondiale des bases de notre coopération avec les Etats africains et malgache : nécessité de développer les exportations des pays sous-développés et ouverture des pays industrialisés à ces produits (système de préférences généralisées) ; problème*

de la stabilisation des cours (financement des stocks régulateurs) ; aide égale à un pour cent du produit intérieur brut ; nécessité de développer l'aide publique qui est une aide gratuite, de moduler l'aide selon le degré de sous-développement ; assistance technique ; participation du tiers-monde à la mise en place d'un nouvel ordre monétaire international ; majoration des rémunérations des personnels de la coopération ; renforcement des effectifs dans le domaine de l'informatique ; évolution des personnels ; volontaires du contingent ; volontaires du progrès ; subventions d'équilibre ; O.R.S.T.O.M. (recherche scientifique en milieu tropical) (p. 5250) ; *problème de la voix de la France en Afrique ; erreur dans la diffusion de l'O.R.T.F. en Afrique ; impossibilité de capter les émissions françaises ; location de tranches d'heures d'émission à l'émetteur puissant sur ondes moyennes de Radio-Brazzaville* (p. 5251) ; COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 31 : *Son amendement déclaré irrecevable motivé par l'insuffisance des crédits d'électrification et par les retards apportés dans l'exécution des travaux ; recours à l'emprunt ; concours financier du fonds d'amortissement* [18 novembre 1972] (p. 5498) ; ARTICLES NON RATTACHÉS, Après l'Art. 50 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement, modifiant l'article 1603-II du Code général des impôts prévoyant que les chambres de métiers qui souhaiteraient ne pas utiliser la possibilité d'augmentation pourront maintenir leur prélèvement fiscal au niveau actuel* [18 novembre 1972] (p. 5518).

VOLUMARD (Pierre)

Député de l'Isère
(2e circonscription)
U.D.R.

En remplacement, le 13 août 1968, de M. Jean-Marcel Jeanneney, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 14 août 1968] (p. 7918), [24 septembre 1968] (p. 2848).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [24 septembre 1968] (p. 2848).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [26 septembre 1968] (p. 2922), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation [24 juin 1971] (p. 3407) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière [24 juin 1971] (p. 3408).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Participation des jeunes à l'université ; question du vote dans les assemblées d'étudiants ; fixation du quorum* [3 octobre 1968] (p. 3031, 3032) ; *ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 3032) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises, Art. 9 : *Age d'éligibilité des délégués syndicaux* [4 décembre 1968] (p. 5092).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur la France et les Français ; problème de l'administration ; réforme de la vie publique ; aspects techniques et politiques de la réforme ; vote des décisions par les représentants des catégories socio-économiques ; pouvoir législatif ; exécutif au niveau de la région* [13 décembre 1968] (p. 5481, 5482).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE : *Liaison entre l'éducation nationale, l'industrie et l'économie ; inadaptation professionnelle de la jeunesse ; importance de l'enseignement technique et de l'enseignement professionnel ; plafonnement des crédits affectés aux enseignants dispensant des diplômes ne débouchant pas sur des emplois ; affectation des crédits supplémentaires aux enseignements technique et professionnel ; participation du monde écono-*

mique et social à l'enseignement ; orientation devant être assortie d'une sélection des candidats ; place faite à la formation professionnelle dans le cadre de l'enseignement obligatoire jusqu'à 16 ans [12 novembre 1969] (p. 3595, 3596) ;

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricole, Avant l'Art. 1er : *Election des administrateurs des caisses mutuelles régionales* [3 décembre 1969] (p. 4542).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Nécessité d'arrêter le désordre ; ses observations sur le fait que les enseignants sont payés pour enseigner ; ses obsersations sur les « franchises » ; nécessité de ne pas maintenir les crédits des enseignements sans débouchés ; enseignement technique* [15 avril 1970] (p. 1064, 1065).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance : *Désirs des citoyens français ; menaces sur la République ; ses observations sur les défilés de syndicats* [4 juin 1970] (p. 2242) ;

— du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France : *Conséquence de l'application de la loi sur le budget ; révision de la grille des remboursements ; création d'un fonds d'indemnisation et d'investissement ; représentation des indemnités dues à chaque rapatrié par des parts ou des actions du fonds d'investissement qui aurait pour mission la construction de logements ; rôle de ce fonds pour le financement de la construction ; transfert aux rapatriés de la propriété de ces logements* [11 juin 1970] (p. 2502, 2503) ; Art. 67 : *Ses observations sur le fait que l'Etat français conserve l'étendue des charges morales et financières résultant de sa mission de gardien de l'ordre public* [12 juin 1970] (p. 2613, 2614) ; en deuxième lecture, Art. 62 : *Information de l'Assemblée Nationale des négociations engagées avec les Etats spoliateurs ; notion de fonds d'indemnisation* [29 juin 1970] (p. 3270) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan : *Limitation des crédits accordés aux enseignements pléthoriques ; ses observations sur l'énergie mécanisable ; exploitation de nos ressources hydrauliques ; coût du charbon ; ses observations sur le pétrole, l'énergie atomique et la filière à uranium enrichi* [17 juin 1970] (p. 2790) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1971, Art. 2. : *Imposition des retraités qui remplissent certaines tâches d'ordre social ou altruiste* [22 octobre 1970] (p. 4515) ; de la deuxième partie, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Indemnisation des rapatriés ; situation des agents contractuels rapatriés d'Algérie ; ses observations sur la mesure décidée par le Gouvernement à l'encontre du maire de Saint-Laurent-du-Pont et du secrétaire général de la préfecture de l'Isère* [9 novembre 1970] (p. 5445) ; ECONOMIE ET FINANCES. — II. - SERVICES FINANCIERS, Après l'Art. 65 : *Répression de la fraude fiscale ; conséquence du forfait ; problème de la révélation de la formation des capitaux* [17 novembre 1970] (p. 5677) ; ECONOMIE ET FINANCES. — I. - CHARGES COMMUNES : *Problème de l'indemnisation des rapatriés ; modalités de paiement ; fonds national d'indemnisation* (p. 5720, 5721) ;

— du projet de loi portant suppression de certaines taxes annexes aux contributions directes locales : *Taxe sur les chiens ; taxes sur l'énergie électrique ; possibilité de majorer uniformément la T.V.A. sur toute forme d'énergie ; réforme des finances locales* [13 mai 1971] (p. 1864, 1865) ;

— du projet de loi portant approbation du VIe Plan de développement économique et social : *Approvisionnement français en énergie ; prix du pétrole brut ; investissements dans les centrales thermonucléaires ; importance des ouvrages hydrauliques de pompage ; limitation de l'utilisation énergétique du charbon ; équilibre fiscal entre toutes les formes d'énergie ; déductibilité de T.V.A. ; usine d'enrichissement isotopique de « taille européenne »* [15 juin 1971] (p. 2947, 2948) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi portant organisation de l'éducation professionnelle permanente, Art. 49 : *Rôle des chambres de métiers* [23 juin 1971] (p. 3326) ;

— en deuxième lecture du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologi-

que, Art. 11 : *Caractère de l'enseignement technique et professionnel* [24 juin 1971] (p. 3387) ;

— du projet de loi sur la filiation, Art. 342-3 du Code civil : *Importance de la cellule de base qu'est la famille* [6 octobre 1971] (p. 4333) ; Art. 760 du Code civil : *Ses observations sur la famille classique* (p. 4341) ; en deuxième lecture : *Situation des enfants naturels ; rôle du mariage et de la famille* [2 décembre 1971] (p. 6333) ; *conséquence de l'arrivée d'un enfant naturel dans un foyer ; ses observations sur la jeunesse actuelle* (p. 6334) ; *ses observations sur la discussion du projet de loi* (p. 6335) ; *analyse du projet de loi sur le plan de la morale* (p. 6335) ; Art. 67 du Code civil : *Etablissement du bilan de la communauté* (p. 6344) ; ses explications de vote : *Se demande si la situation de l'enfant sera rendue plus heureuse par cette loi* (p. 6349) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur l'énergie, en particulier, nucléaire* [5 novembre 1971] (p. 5422) ; *usine isotopique de taille européenne ; problème du pétrole ; diversification de nos sources d'approvisionnement ; application des patentes à l'E.D.F. et au Gaz de France ; recherche médicale* (p. 5423) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Indemnisation des rapatriés ; possibilité de transférer aux rapatriés la propriété de leur H.L.M. ; effectifs de la police ; cas particulier de Grenoble ; sort des policiers contractuels d'Algérie* [10 novembre 1971] (p. 5630) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, Art. 15 : *Représentation des plaideurs* [8 décembre 1971] (p. 6533) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions, Art. 4 : *Rôle des parlementaires* [27 avril 1972] (p. 1109) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, Avant l'Art. 1er : *Solidarité nationale* [17 mai 1972] (p. 1604) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux pénalités applicables en cas d'infractions au droit du travail : *Problème de la séquestration et de l'interdiction d'entrée dans le lieu de travail* [28 juin 1972] (p. 2955) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Situation des policiers contractuels en Algérie ; indemnisation des rapatriés ; sa demande que l'on transfère la propriété d'H.L.M. aux rapatriés* [7 novembre 1972] (p. 4800) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Programme nucléaire de l'E.D.F. ; projet de loi autorisant la création d'entreprises internationales sur le sol national en vue de la production d'électricité d'origine nucléaire ; E.D.F. seul actionnaire français ; Pégase et Phénix ; projet de construction d'une usine européenne de séparation isotopique ; propose le site de Voreppe, près de Grenoble* [9 novembre 1972] (p. 4922, 4923) ;

— des conclusions du rapport et du rapport supplémentaire de la Commission spéciale sur la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un Office national d'information et d'éducation familiale : *Ses observations sur la loi de 1967 réglementant la vente et l'usage des contraceptifs ; rôle de l'Office ; sa proposition d'envisager de plus larges consultations sur le plan national* [7 décembre 1972] (p. 6000) ;

— du projet de loi autorisant la création d'entreprises exerçant, sur le sol national, une activité d'intérêt européen en matière d'électricité : *Nationalisation et rôles respectifs de l'E.D.F. et du C.E.A. ; filières nucléaires ; stratégie française en matière énergétique ; sociétés d'électricité multinationales ; sa réponse à MM. Rocard, Cermolacce et Boulloche sur les réactions du personnel de l'E.D.F. et du C.E.A.* [13 décembre 1972] (p. 6135, 6140) ; *filières uranium naturel-graphite-gaz dite filière française ; filière à uranium enrichi, dite filière américaine ; intérêt d'une usine européenne de préparation de l'uranium enrichi ; filière à surrégénérateurs ; essais de Caradache, de Phénix à Marcoule ; votera ce texte* (p. 6141, 6147).

W

WAGNER (Robert)
Député des Yvelines
(6e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2196).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière [24 juin 1971] (p. 3408) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation [24 juin 1971] (p. 3407).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — XVII. - Postes et Télécommunications, n° 360 [10 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — XVIII. - P.T.T., n° 837 [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 235), tendant à transférer au budget général de l'Etat la partie de la charge qui devrait lui revenir et qui est supportée jusqu'alors par le budget annexe des Postes et Télécommunications, n° 1079 [16 avril 1970].

Sa proposition de loi tendant à préciser certaines dispositions de la loi d'orientation foncière (n° 67-1253 du 30 décembre 1967), relatives aux associations foncières urbaines, n° 1098 [22 avril 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — XIX. - P.T.T., n° 1400 [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — XX. - Postes et Télécommunications, n° 2015 [8 octobre 1971].

Sa proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 29 de la loi de finances rectificative pour 1970 (n° 70-1283 du 31 décembre 1970) afin de proroger au 31 décembre 1972 le délai de constitution des associations syndicales susceptibles de bénéficier des subventions de l'Etat pour

l'aménagement des lotissements défectueux, n° 2315 [18 mai 1972].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — XX. - Postes et Télécommunications, n° 2590 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS en qualité de *Rapporteur pour avis : Problème du téléphone ; recours aux emprunts sur le marché financier ; rôle du télex ; avances remboursables des collectivités locales ; recours à l'industrie privée pour l'éxécution de certains travaux ; difficultés éprouvées par les communes pour emprunter les fonds nécessaires à la construction des bâtiments destinés aux P.T.T. ; problème du téléphone* [9 novembre 1968] (p. 4233, 4234) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral, Art. 11 : *Etablissement de deux listes ; conséquences du texte de la commission* [21 novembre 1968] (p. 4784) ; *délai pendant lequel les listes et les documents pourraient être communiqués à tout électeur requérant* (p. 4784, 4785) ; Art. 13 : *Vote par correspondance* (p. 4786) ;

— du projet de loi modifiant et complétant le Code de l'urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire : *Ses observations sur les mesures proposées ; application des sanctions* [17 décembre 1968] (p. 5580) ; *suppression des documents techniques unifiés ; ses observations sur les obligations édictées par E.D.F. et G.D.F. en ce qui concerne les problèmes de sécurité* (p. 5587) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le 2e alinéa du texte proposé pour l'article 85-2 du Code de l'urbanisme (paragraphe A), après les mots : « un projet » à insérer les mots : « avec devis descriptif des ouvrages »* (p. 5593) ; *nécessité que la personne reconnue compétente pour déposer le projet expose les caractéristiques de l'ouvrage ; retrait de son amendement* (p. 5593) ; en deuxième lecture : *Le fonctionnement du Ministère de l'Equipement ; problème du droit au maintien dans les lieux ; cas des occupants de mauvaise foi* [19 décembre 1968] (p. 5699).

Est entendu sur la question orale sans débat de M. Ducoloné relative à la taxe de surloyer et au plafond des ressources dans les H.L.M. [14 mai 1969] (p. 1397).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux stations radio-électriques privées et aux appareils radio-électriques constituant ces stations : *Modalités de la vente des petits émetteurs-récepteurs* [9 octobre 1969] (p. 2584) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Présentation du budget ; service des chèques postaux ; augmentation de la poste ; problème des bureaux de poste auxiliaires ; unité des P.T.T. pour le fonctionnement et la gestion de l'ensemble des services ; possibilité de recourir à des emprunts ; désire savoir pourquoi on refuse aux exportateurs le droit de se faire rembourser, sur les avances remboursables, leurs communications avec l'étranger* [3 novembre 1969] (p. 3230, 3231) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur l'avis défavorable de la Commission de la production ; faiblesse des crédits d'investissement ; plan de financement pour les télécommunications ; société Finextel ; problème des services financiers ; rôle de l'emprunt ; ampleur de l'émission de chèques postaux par rapport à l'ensemble des chèques émis en France ; ses observations sur le courrier à deux vitesses ; possibilité d'affranchir le courrier de l'Assemblée Nationale à 30 centimes à l'exception des plis urgents ; ses observations sur les avions DC 4 ; avantages dont bénéficie la presse* [29 octobre 1970] (p. 4894) ;

— du projet de loi de finances rectificatives pour 1970, en qualité de *Rapporteur pour avis : Etude des patentes ; transfert de charges de l'Etat sur les communes ; autonomie des collectivités locales ; versement représentatif de la taxe sur les salaires ; nécessité de remplacer la patente par une autre contribution ; ses observations sur la formule de péréquation proposée par le Gouvernement* [8 décembre 1970] (p. 6247) ; *problème de la suppression de l'article 8 ; réduction des charges en faveur des petites entreprises frappées par une mutation économique ; exonérations dont bénéficient les*

organismes de crédit mutualiste ; question du dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi portant remplacement de la contribution des patentes par une cotisation basée sur le chiffre d'affaires et modulée suivant l'activité professionnelle exercée (p. 6248) ; Après l'art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Avant le 1er janvier 1972, le Gouvernement déposera un projet de loi portant remplacement de la contribution des patentes par une cotisation basée sur le chiffre d'affaires et modulée suivant l'activité professionnelle exercée »* [9 décembre 1970] (p. 6301) ; *ses observations sur son amendement* (p. 6301, 6302) ; *ses observations sur le débat relatif à son amendement* (p. 6304, 6305) ; *son amendement* (p. 6337) ; *réforme des finances locales* (p. 6338) ; *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing* (p. 6339) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6340) ; *problème de la péréquation de la patente sur le plan départemental* (p. 6340) ; *exemple d'un magasin à grande surface s'implantant dans une petite commune* (p. 6341) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « A compter du 1er janvier 1972, et après adaptation du statut de la coopération, les sociétés coopératives agricoles faisant acte de commerce pour le compte de leurs adhérents seront soumises à la contribution des patentes »* (p. 6353) ; *ses observations sur les coopératives agricoles* (p. 6354) ; *retrait de son amendement* (p. 6356) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du paragraphe II de cet article : « Le matériel complémentaire acheté et installé... »* (p. 6361) ; *cas des industriels qui s'implantent dans une commune et bénéficient d'une exonération de patente au titre de la déconcentration* (p. 6361) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 60-790 du 2 août 1960 tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel dans la région parisienne : *Redevances dans la région parisienne ; problème des liaisons téléphoniques ; zone centrale de la région parisienne ; zones de l'Ouest ; problème des communes des Hauts-de-Seine* [8 avril 1971] (p. 1006) ; *limites territoriales des diverses zones* (p. 1007) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (délimitation des zones de perception de la redevance ; détermination des locaux assujettis au paiement de la redevance)* (p. 1013) ; *extension du champ d'application de la loi à l'ensemble des métropoles d'équilibre et des grandes agglomérations ; répartition des recettes de la redevance* (p. 1013, 1014) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (répartition des redevances)* (p. 1018) ; *retrait de son amendement* (p. 1018) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa (2°) de l'article 6 de la loi du 2 août 1960, après les mots : « des locaux détruits par sinistre » à insérer les mots : « ou expropriés pour une cause d'utilité publique »* (p. 1022) ; Art. additionnels : *Son amendement tendant, après l'article 6, à ajouter un nouvel article (application des majorations des redevances qui résulteraient de la présente loi)* (p. 1023) ; *champ d'application du projet de loi ; problème des demandes déposées avant le 1er novembre 1970* (p. 1023) ; en deuxième lecture, Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe I de l'article 2 de la loi du 2 août 1960 (exigibilité du versement dès que le titre de perception est émis ; versement en deux fractions égales)* [3 juin 1971] (p. 2316) ; *paiement de la redevance* (p. 2316, 2317) ; *retrait de son amendement* (p. 2317) ; Art. 3 : *Ses observations sur les paroles de M. Bettencourt* (p. 2318) ; Art. 7 : *Fixation de la date entraînant l'exonération de la majoration de la redevance ; situation des entreprises ayant obtenu des agréments* (p. 2320) ;

— du rapport sur la proposition de loi de M. Icart tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « stipulés contractuellement n'est pas » à insérer le mot : « totalement »* [11 juin 1971] (p. 2773) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « même en l'absence de mainlevée »* (p. 2775) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (notification du refus de mainlevée)* (p. 2775).

Pose à M. le Premier Ministre une question d'actualité relative à la grève des conducteurs du métropolitain [15 octobre 1971] (p. 4619, 4620).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale avec débat relative aux prix du

secteur public [22 octobre 1971] (p. 4802) : *Augmentation des tarifs des transports en commun de la région parisienne pendant les vacances ; gestion des services publics création d'une caisse de péréquation pour répartir le déficit d'exploitation et des charges des réseaux urbains de la capitale et des capitales régionales* (p. 4806).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Problème des chèques postaux ; déficit dû à l'acheminement de la presse ; problème des télécommunications ; importance du téléphone pour la politique d'aménagement du territoire ; recours à l'autofinancement* [26 octobre 1971] (p. 4917) ; *ses observations sur Finextel et Codétel ; problème des tarifs* (p. 4918) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 29 de la loi de finances rectificative pour 1970 (n° 70-1283 du 31 décembre 1970) afin de proroger au 31 décembre 1972 le délai de constitution des associations syndicales susceptibles de bénéficier de subventions de l'Etat pour l'aménagement de lotissements défectueux : *Prolongation du délai de dépôt des demandes* [27 juin 1972] (p. 2856) ; Art. unique : *Son amendement* (p. 2857) ; *son amendement tendant à modifier le titre de la proposition de loi : « proposition de loi tendant à modifier l'article 29 de la loi de finances rectificative pour 1970 »* (p. 2857) ;

— du projet de loi modifiant le Code de l'aviation civile (première partie), abrogeant les textes repris par ce Code et portant extension dudit Code aux Territoires d'outre-mer : *Les conditions d'exploitation des aérodromes ; la limitation des nuisances pour le voisinage ; le problème posé par l'aérodrome de Toussus-le-Noble* [2 octobre 1972] (p. 3853) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses inquiétudes concernant l'équilibre des services financiers ; rémunération des fonds des chèques postaux ; acheminement du courrier rapide ; courrier individuel à distribution exceptionnelle (C.I.D.E.X.) ; nécessité de décharger le budget des frais d'acheminement de la presse* [7 novembre 1972] (p. 4762) ; *« affaire » des boules de Moulins ; télex ; priorité pour l'obtention du téléphone aux maires ruraux ; construction des centres de transit ; sa demande d'un plan quinquennal ou d'une loi de programme pour les télécommunications* (p. 4763) ; TRANSPORTS. — III. - AVIATION CIVILE : *Nuisances de Toussus-le-Noble* [8 novembre 1972] (p. (p. 4886, 4887).

WEBER (Pierre)

Député de Meurthe-et-Moselle (3e circonscription) R.I.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2194).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 850), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 788).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 octobre 1968] (p. 3477).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341). — I. - Affaires étrangères : Relations culturelles, n° **364** [15 octobre 1968].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822). — III. - Affaires étrangères : Relations culturelles, n° **836** [17 octobre 1969].

Sa proposition de loi tendant au renforcement des sanctions frappant le trafic et l'usage des stupéfiants, n° **866** [5 novembre 1969].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 29 M du Livre 1er du Code du travail relatif à la rupture du contrat de travail, n° 1123 [6 mai 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376). — III. - Affaires étrangères : Relations culturelles, n° 1396 [14 octobre 1970].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993). — III. - Affaires étrangères : Relations culturelles, n° 2011 [8 octobre 1971].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582). — III. - Affaires étrangères : Relations culturelles, n° 2586 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Budget des relations culturelles ; ses observations sur les plans d'expansion culturelle ; formation des hommes · déploiement géographique de l'action culturelle; rôle des jeunes militaires du contingent; action française vers le Québec, le Moyen-Orient, l'Amérique latine et l'Europe centrale et orientale ; conséquences des voyages officiels du Président de la République ; pédagogie audio-visuelle ; émissions radiophoniques par ondes courtes ; centres de l'Alliance française ; Mission laïque française ; Alliance israélite ; rôle des missions religieuses ; actions menées par les collectivités locales en matière de jumelage ; existence de l'office franco-allemand pour la jeunesse ; office franco-québécois ; association de la Commission des affaires culturelles à la préparation du troisième Plan quinquennal d'expansion culturelle ; ses observations sur les transmissions par satellites ; augmentation numérique des militaires du contingent affectés aux relations culturelles et à la coopération technique ; possibilité pour des sujets reconnus inaptes au service armé d'être classés dans le service de la coopération* [7 novembre 1968] (p. 4070, 4071) ; *contribution de la France au budget de coopération culturelle du Conseil de l'Europe* (p. 4071).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Déséquilibre entre l'hypertrophie de la région parisienne et le manque d'activité ou de responsabilité de nos provinces ; préfet de région ; conseil régional ; nombre des régions ; réforme de l'administration communale et des finances locales ; nombre trop important de communes en France ; détermination des secteurs d'action commune ; répartition des charges ; exemple du district urbain de Nancy ; choix des capitales régionales* [11 décembre 1968] (p. 5368, 5369).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Relations culturelles ; rôle de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques ; création du service de la diffusion et des échanges culturels ; rôle du service de coopération culturelle et technique ; rôle du service des affaires scientifiques ; nécessité d'associer la diffusion de notre culture à celle de notre science et de nos techniques ; Alliance française ; Alliance israélite universelle ; mission laïque française ; missions confessionnelles ; problème de l'équivalence des diplômes ; création à Garches d'un centre d'accueil ; importance des accords culturels, scientifiques et techniques ; problème des relations scientifiques* [4 novembre 1969] (p. 3286, 3287), EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Problème des régions frontalières ; équipements d'infrastructure en matière d'autoroutes et de canalisations ; liaison autoroutière Paris-Est ; travaux de la C.O.D.E.R. de Lorraine ; liaison autoroutière Paris-Lorraine-Alsace ; itinéraire de la R.N. 4 ; liaison entre la région Lorraine et Colmar ; liaison rapide avec Dijon et Lyon ; liaison autoroutière Metz-Nancy ; canalisation de la branche Lorraine de la Moselle ; liaison Mer du Nord-Méditerranée ; travaux dans le secteur de Nancy ; canal Est-Ouest* [13 novembre 1969] (p. 3683, 3684), INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Situation des personnels de la police ; extension de ses tâches ; relèvement des indices de début de carrière ; déroulement de carrière des fonctionnaires de la catégorie C ; situation des brigadiers et des brigadiers-chefs ; cas des officiers*

commandants ; traitement des commissaires de police ; cas des officiers de police adjoints ; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension ; suppression des abattements de zones ; calcul de la pension ; possibilité de créer à l'échelon départemental un poste de commandant de la police en tenue qui serait chargé des contrôles et de la direction de tous les corps urbains et des forces d'intervention urbaines des départements ; situation des collectivités locales ; problème des regroupements ; taux d'intérêt des emprunts consentis aux collectivités locales ; problème de la drogue ; renforcement de la police spécialisée [20 novembre 1969] (p. 4091 à 4093)

— du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Notion de solidarité et d'interdépendance ; ses observations sur la loi de juillet 1966 ; cas des anciens assujettis au régime général de la sécurité sociale ; répartition des responsabilités entre les caisses régionales et les organismes conventionnés ; ses observations sur un amendement tendant à habiliter les caisses régionales à percevoir les cotisations et les organismes conventionnés à régler les prestations ; son vote* [2 décembre 1969] (p. 4496) ;

— du projet de loi relatif à l'exercice des fonctions à mi-temps par les fonctionnaires de l'Etat, Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « pourront se prévaloir des dispositions de la présente loi les agents de la fonction publique susceptibles d'être l'objet d'un déplacement d'office par suite de suppression d'emploi »* [21 mai 1970] (p. 1838) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Mission de la France ; plans d'expansion culturelle ; nombre des professeurs français détachés à l'étranger ; investissements culturels à l'étranger ; ses observations sur les lycées français et les centres culturels ; rôle du français ; pénétration de notre langue ; diffusion de nos connaissances scientifiques et de nos réalisations techniques ; ses observations sur l'Alliance française et les Volontaires du progrès ; problème de la reconnaissance mutuelle des diplômes ; son souhait que la France dispose d'un satellite de communication ; diffusion du livre ; possibilité que les départements d'outre-mer soient davantage considérés comme les réelles antennes de la France vers les pays lointains ; ses observations sur la réunion d'Upsal* [5 novembre 1970] (p. 5185) ; *modalités techniques adaptées à la connaissance des langues étrangères ; ses observations sur l'Institut français de Suède* (p. 5186).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale sans débat relative aux antennes de télévision (nuisances causées par la construction d'un grand immeuble) [10 décembre 1971] (p. 6676, 6677).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis : Diffusion de la langue et de la culture française ; encadrement pédagogique des professeurs de français ; accueil matériel et pédagogique des étudiants étrangers ; diffusion du livre français ; multiplication des équipements techniques audiovisuels ; ses observations sur l'Alliance française et les missions confessionnelles ; création de centres culturels linguistiques* [3 novembre 1971] (p. 5213) ; *bilinguisme en France ; possibilité de considérer les Départements et les Territoires d'outre-mer comme des relais pour la diffusion de la pensée et de la science françaises* (p. 5214) ;

— du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires : *Liste des maladies donnant droit au bénéfice des nouvelles dispositions* [25 mai 1972] (p. 1899) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis* pour les RELATIONS CULTURELLES : *Désir de la Commission de ne pas dissocier les relations culturelles et la coopération ; effort culturel, scientifique et technique ; formation des formateurs ; régression de la langue française dans le monde* [15 novembre 1972] (p. 5248) ; *utilisation des ondes ; suppression de la dualité de responsabilités ministérielles, affaires étrangères, coopération ; stations relais de notre télévision à la périphérie de la métropole (Val d'Aoste) ; ac-*

cueil des étrangers ; classes spéciales en faveur des enfants d'immigrants ; définition des critères de l'équivalence des diplômes étrangers (proposition de loi n° 1346 de M. Alain Peyrefitte) ; efforts auprès de nos partenaires européens ; bilinguisme pour nos ressortissants suivant leur implantation géographique ; mobilité des étudiants et libre circulation des travailleurs en Europe (p. 5249).

WEINMAN (Jacques)

Député du Doubs
(1re circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2193).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [17 octobre 1969] (p. 3387) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal [20 septembre 1969] (p. 2368) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi complétant certaines dispositions du titre 1er du Livre VI du Code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole (n° 1204) ; 2° le projet de loi relatif au bail rural à long terme (n° 1205) ; 3° le projet de loi relatif aux sociétés agricoles d'investissement foncier (S.A.I.F.) (n° 1206) ; 4° le projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 1207) [10 juin 1970] (p. 2476).

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1970] [17 décembre 1970] (p. 6630) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2419, de M. Hoguet et plusieurs de ses collègues, d'orientation du commerce [28 juin 1972] (p. 2979) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce (n° 2750) [12 décembre 1972] (p. 6085).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1969 (n° 341) ; annexe n° 14 : Education nationale (Equipement), n° 359 [10 octobre 1968].

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1970 (n° 822) ; annexe n° 16, Education nationale (Equipement), n° 835 [17 octobre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971 (n° 1376) ; annexe n° 17 : Education nationale (Constructions scolaires), n° 1395 [14 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 52 du Code des débits de boissons afin de permettre la création de débits de deuxième catégorie dans les zones protégées déterminées par l'article L 49, n° 1688 [5 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993) ; annexe n° 14 : Education nationale (Constructions scolaires), n° 2010 [8 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1973 (n° 2582) ; annexe n° 22 : Education nationale (Constructions scolaires), n° 2585 [12 octobre 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Nombre des postes d'enseignants; crédits d'équipement ; augmentation du nombre des étudiants à la rentrée de 1968 ; constructions dans la région parisienne ; centre universitaire expérimental de la porte Dauphine ; enseignement du second degré et du premier degré ; ses observations sur le matériel d'équipements universitaire et scolaire ; problème de l'enfance inadaptée ; rythme de l'équipement en classes pré-scolaires ; ses observations sur les œuvres ; question des instituts universitaires de technologie* [28 octobre 1968] (p. 3618, 3619) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., Après l'Art. 61 : *Problèmes de la commercialisation du beurre ; consommation de la margarine ; distribution de beurre aux économiquement faibles* [16 novembre 1968] (p. 4592, 4593) ; *retrait de son amendement déposé avec M. Rivain* (p. 4594) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Politique du Gouvernement en matière d'investissements scolaires ; crédits de paiement ; fonctionnement du fonds d'action culturelle ; réforme de la nomenclature budgétaire ; autorisations de programme ; réalisation du V^e Plan ; ses observations sur les œuvres universitaires et les internats ; modalités de financement des équipements scolaires ; calcul de la participation communale en matière de constructions industrielles du second degré ; implantation des écoles maternelles ; mesures de concentration en matière de construction scolaire du second degré ; problème des installations sportives ; impossibilité d'accepter la construction en milieu urbain des C.E.S. ou des C.E.G. sans prévoir l'implantation des futures installations sportives ; mauvais fonctionnement des C.E.S.* [12 novembre 1969] (p. 3574, 3575) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT, Titre V : *Application de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances* [14 novembre 1969] (p. 3788)) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Taxe d'équipement ; difficultés éprouvées par les offices départementaux d'H.L.M. ; insuffisance des services de police ; délinquance juvénile* [20 novembre 1969] (p. 4110) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, Art. 13 : *Son amendement tendant au premier alinéa du paragraphe II de cet article à supprimer les mots : « si celui-ci en fait la demande »* [26 novembre 1969] (p. 4383) , *garanties supplémentaires pouvant être données aux prêts hypothécaires* (p. 4383) ; *retrait de son amendement* (p. 4384) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Progression du budget ; budget d'équipement de l'Education nationale ; déblocage des crédits de fonds d'action conjoncturelle ; programme des classes démontables ; rôle des collectivités locales ; équipements sportifs ; coordination entre le Ministère et le Secrétariat d'Etat chargé de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs ; instituts universitaires de technologie ; problème de la recherche ; construction du réacteur à haut flux de Grenoble ; rôle de l'Agence nationale de valorisation de la recherche* [14 novembre 1970] (p. 5541 à 5543) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Budget des constructions scolaires ; ses observations sur les bibliothèques universitaires et la recherche scientifique ; scolarisation des enfants inadaptés ; enseignement technique ; enseignement supérieur ; problème de la banalisation des constructions de l'enseignement supérieur* [9 novembre 1971] (p. 5544, 5545) ; *construction du préscolaire et du premier degré ; partage des dépenses entre l'Etat et les communes ; ses observations sur le sport* (p. 5546) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Analyse des crédits pour les équipements du Ministère de l'Education nationale ; effort en faveur du C.N.R.S. ; progression des dotations en faveur de la future bibliothèque des Halles ; construction d'écoles dans les Z.U.P. et dans les Z.A.C. ; construction d'écoles du premier degré par les collectivités locales ; classes démontables ; constructions industrialisées* [9 novembre 1972] (p. 4950) ; *priorité à l'enseignement du second degré ; taux d'exécution suffisant du VI^e Plan* (p. 4951).

WESTPHAL (Alfred)

Député du Bas-Rhin
(6e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale [1er juillet 1972] (p. 3123).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification des ordonnances relatives à la Sécurité sociale prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Problème du déficit ; remboursement des frais médicaux des assurés sociaux ; principe du taux définitif de remboursement ; prestations de l'assurance maladie ; situation des infirmes, des handicapés physiques et des vieux qui occupent un petit emploi chez les particuliers ; création d'une caisse nationale ; réforme hospitalière* [22 juillet 1968] (p. 2417, 2418).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Ses observations sur le baccalauréat ; problème de l'entrée en faculté ; enseignement dispensé dans les établissements secondaires ; enseignement pratique des étudiants en médecine ; indemnité de résidence due à certains maîtres de C.E.G. et de C.E.S. ; décentralisation* [24 juillet 1968] (p. 2554).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur : *Son désaccord sur le projet de loi ; parité dans les conseils d'établissement* [3 octobre 1968] (p. 3020) ; *Expérience du Doyen Grappin ; libertés politiques à l'intérieur de l'Université ; liberté d'expression ; problème de l'introduction de la politique à l'Université ; ses observations sur les pseudo-étudiants ; qualité des diplômes ; enseignement technique ; situation spéciale des facultés de médecine* (p. 3020, 3021) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, EDUCATION NATIONALE : *Intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement* [28 octobre 1968] (p. 3635) ; *statuts des chefs d'établissements du premier et du second degré ; dotation pour la demi-pension dans les C.E.S. et les C.E.G.* (p. 3635) ; AFFAIRES SOCIALES : *Revalorisation des pensions et rentes d'invalidité et de vieillesse* [6 novembre 1968] (p. 3986) ; *régime local en Alsace ; conditions d'affiliation à la sécurité sociale ; nombre des heures requises pour avoir droit aux prestations ; problème du thermalisme ; régionalisation ; équipement sanitaire et social devant tenir compte des nouvelles normes arrêtées pour les régions ; son vote* (p. 3986, 3987) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.SA : *Ses observations sur le lait, le beurre ; rôle du FO.R.M.A. ; application des règlements communautaires aux futures ventes vers la Sarre ; nécessité de juguler la surproduction ; betterave à sucre ; application de la T.V.A. aux coopératives ; mévente du bois ; crédits destinés aux travaux d'adduction d'eau et d'assainissement ; crédits du F.E.O.G.A. ; négociations dans le cadre du Marché commun* [15 novembre 1968] (p. 4514, 4515) ;

— du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre fiscal : *Ses observations sur la dévaluation ; problème des prix ; cas des caisses mutuelles ; aides de l'Etat aux départements de l'Est ; concurrence du pays de Bade-Wurtemberg ; évasion de notre main-d'œuvre vers l'Allemagne* [17 septembre 1969] (p. 2315, 2316) ; ses explications de vote : *Problème des départements de l'Est* (p. 2334).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la réforme de la Société nationale des chemins de fer français : *Consultations faites par le Gouvernement ; transfert sur route de certaines lignes omnibus de voyageurs ; infrastructure routière ; services omnibus de voyageurs de la S.N.*

C.F. ; itinéraire Saverne-Haguenau ; ses observations sur la région de Sarrebourg ; accident d'Hambach [16 octobre 1969] (p. 2700, 2701) ; *problème du futur déficit des transport routiers ; impératif de l'économie régionale* (p. 2701).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Caractère du budget ; problème des pensions de veuves ; ses observations sur le taux minimum de pension d'invalidité « hors guerre » ; exonération du ticket modérateur en faveur des titulaires d'une pension d'invalidité, assujettis au nouveau régime de l'assurance maladie obligatoire des travailleurs indépendants ; permettre aux pensionnés à 85 %, qui en manifesteraient le désir, de rester affiliés au régime général ; problème de la bonification pour la campagne de guerre aux fonctionnaires ex-incorporés de force ; ses observations sur la double campagne ; reconnaissance de la qualité de victimes du nazisme et de l'indemnisation des patriotes résistants alsaciens et mosellans incorporés de force dans l'armée allemande* [31 octobre 1969] (p. 3209, 3210) ; DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE : *Ses observations sur les départements frontaliers de l'Est ; répartition de l'aide au développement ; dynamisme du Land de Bade-Wurtemberg ; conséquence éventuelle d'une réunification des deux Allemagnes ; rôte de l'institut de développement industriel* [6 novembre 1969] (p. 3452, 3453) ; EDUCATION NATIONALE : *Enseignement du latin ; situation du cycle moyen ou premier cycle du second degré ; rythme annuel des constructions ; définition de nouvelles normes ; formation du corps enseignant ; nationalisation des C.E.S. ; retard dans la livraison des classes préfabriquées dans le Bas-Rhin ; construction des classes primaires et maternelles ; ses observations sur les gymnases ; manque de coordination entre les services de l'éducation nationale et ceux de la jeunesse* [12 novembre 1969] (p. 3593. 3594) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P. S.A. : *Mécontentement des cultivateurs ; cas des jeunes agriculteurs ; rapports Mansholt et Vedel ; implantation d'industries nouvelles dans l'arrondissement de l'orateur ; problème des vaches laitières ; exportation de beurre en Allemagne et en Sarre ; production porcine ; ses observations sur les nectars de fruits* [18 novembre 1969] (p 3925, 3926).

Son rappel au Règlement : *Hommage rendu à la stricte application du Règlement ; ses observations sur le respect du temps de parole imparti aux orateurs* [20 novembre 1969] (p. 4068).

Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles : *Election des membres des conseils d'administration des diverses caisses régionales ; nécessité d'une simplification ; son amendement tendant à laisser aux anciens assurés volontaires du régime général la possibilité d'opter pour le régime de leur choix ; situation des médecins conventionnés et des auxiliaires médicaux* [2 décembre 1969] (p. 4506, 4507) ; Art. 3 de la loi du 12 juillet 1966 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article, par un nouvel alinéa : « Aux travailleurs non salariés des professions non agricoles qui étaient affiliés à l'assurance volontaire du régime général à la date du 31 décembre 1968 et qui optent pour le maintien au régime général »* [3 décembre 1969] (p. 4548) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4548) ; *retrait de son amendement* (p. 4550).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'enseignement : *Loi d'orientation de l'enseignement supérieur ; déclaration du Président de la République le 12 mars 1970 ; enseignement du latin ; problème de l'autonomie ; but de l'Université* [15 avril 1970] (p. 1069, 1070).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la politique économique et financière : *Hommage rendu à l'action du Gouvernement ; insuffisance des crédits ; ses observations sur la voirie ; problème des prix ; prix de l'essence* [14 mai 1970] (p. 1701, 1702) ; *problèmes de la patente et de la T.V.A. ; ses observations sur le taux de 23 % appliqué aux médicaments vendus en pharmacie ; encouragement donné à l'épargne ; projet de liaison à grande vitesse entre Paris et Lyon ; mise à grand gabarit des liaisons mer du Nord-Méditerranée et Rhin-Rhône ; problème de la possibilité de déduire de la déclaration des revenus le montant des impôts versés à l'Etat l'année précédente* (p. 1702, 1703).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux avantages sociaux des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés : *Problème de l'augmentation de la consommation médicale ; conditions dans lesquelles les prestations sont servies par les caisses primaires de Sécurité sociale ; date à laquelle la convention ou l'adhésion personnelle liant le praticien ou l'auxiliaire médical cesse d'avoir effet ; modalités de la cessation des prestations* [4 juin 1970] (p. 2247) ; Art. L 613-7 du Code de la sécurité sociale : *Son amendement tendant à compléter ce texte par un nouvel alinéa (possibilité, lorsque les prestations cessent d'être accordées, que les praticiens et auxiliaires médicaux demandent leur immatriculation à l'assurance volontaire du régime général de sécurité sociale)* (p. 2249) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2249) ; *retrait de son amendement* (p. 2249) ; Après l'Art. L 683-1 du Code de la sécurité sociale : *Consultation des professionnels* (p. 2253) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1971 : *Résultats obtenus après la dévaluation ; hausse des prix ; ses observations sur la T.V.A. ; ses observations sur le fait que le Gouvernement subventionne certains travaux exécutés par les collectivités locales et qui seront soumis à la T.V.A. ; application de la T.V.A. sur les hôtels non homologués ; suppression souhaitable de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu ; majoration de la vignette ; ses observations sur la croissance et la stabilité ; problème du statut national de l'épargne* [20 octobre 1970] (p. 4437, 4438) ; *remplacement de la T.V.A. par l'impôt sur l'énergie* (p. 4439) ; de la première partie, Art. 13 : *Ses observations sur l'industrie brassicole française* [22 octobre 1970] (p. 4537) ; Art. 28 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4550) ; *majoration d'impôt ; prolongation de la majoration du taux de la vignette pour les véhicules automobites d'une puissance supérieure à 7 CV ; lourdeur de l'imposition pesant sur l'automobite* (p. 4550) ; *ses observations sur les paroles de M. Chirac* (p. 4551) ; de la deuxième partie, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur la cessation des hostilités et la libération des camps* [26 octobre 1970] (p. 4698) ; *incorporation de force de jeunes Alsaciens et Mosellans dans la Wermacht ; problème de la présomption d'origine en faveur des rescapés des camps spéciaux ; situation des rapatriés du camp de Tambow ; problème des bonifications de campagne ; indemnisation des victimes* (p. 4699) ; *caractère du budget ; situation des veuves et des orphelins ; rapport constant ; création d'une Commission tripartie chargée d'établir un rapport sur les conditions d'application et la revision du rapport constant ; établissement d'un rapport qui serait soumis au Parlement et au Gouvernement* (p. 4700) ; Après l'Art. 68 : *Attribution du titre de « patriote transféré en Allemagne » ; sa question de savoir si le Gouvernement reconnaît la permission libérale comme faisant partie du temps de 90 jours de présence active dans une formation para-militaire* (p. 4714) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Effort en faveur de la construction de bâtiments d'élevage ; création d'une direction de la protection de la nature ; viande bovine ; poudre de lait ; rapport Vedel ; abattage de vaches laitières ; problèmes relatifs aux porcs et aux moutons* [6 novembre 1970] (p. 5296) *ses observations sur les mesures de sauvegarde contre les importations en provenance des pays tiers ; taux de la T.V.A. sur les jus de fruits ; inquiétude des responsables des coopératives agricoles* (p. 5297).

Son rappel au Règlement : *Application des articles 139 et 134 du Règlement ; réponses aux questions écrites ; révision des deux rôles de questions par la conférence des présidents* [7 avril 1971] (p. 935, 936).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux rapports entre les caisses d'assurance maladie et les médecins : *Son vote ; indication de certaines oppositions au système de la convention ; importance du projet de loi* [27 mai 1971] (p. 2146, 2147) ;

— du projet de loi sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, Art. 9 : *Son opposition à l'amendement de M. Schvartz concernant les trois départements de l'Est* [8 juin 1971] (p. 2540) ;

— du projet de loi aménageant certaines dispositions de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur : *Dévaluation des diplômes* [21 juin 1971] (p. 3164) ; *politisation des universités ; possibilité d'un examen terminal ; nombre des*

étudiants admis dans les facultés de médecine et de chirurgie dentaire ; problème de la sélection (p. 3165, 3166) ; Art. 5 : *Examen terminal* (p. 3182) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1972, AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION : *Contentieux des incorporés de force, anciens combattants et victimes de guerre d'Alsace et de la Moselle* [3 novembre 1971] (p. 5246) ; *possibilité d'entreprendre de nouvelles démarches auprès du Gouvernement de Bonn* (p. 5247) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Notion de revenu cadastral ; situation des personnes retraitées ; droit aux prestations ; application des dispositions actuelles de l'article 1106-3 du Code rural ; suppression de la ristourne sur l'achat de matériel agricole* [16 novembre 1971] (p. 5781, 5782) ; *ses observations sur les paroles de M. Pons* (p. 5792) ;

— du projet de loi portant création et organisation des régions : *Conseil régional ; comité économique ; budget régional* [25 avril 1972] (p. 1004, 1005) ;

— du projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales : *Réforme générale du financement de l'assurance vieillesse en France ; alignement du régime des cotisations et des prestations des artisans et des commerçants sur celui des salariés* [17 mai 1972] (p. 1597) ; *principe : « à cotisations égales, prestations égales » ; droits acquis ; financement des régimes* (p. 1598) ;

— du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, Art. 17 : *Son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement* [28 juin 1972] (p. 2951) ; *situation des caisses d'assurances agricoles des départements du Rhin et de la Moselle* (p. 2951) ; *son amendement* (p. 2951) ;

— générale du projet de loi de finances pour 1973 : *Problèmes de l'emploi, du commerce, de l'artisanat, des prix, de l'épargne, de l'impôt ; problème des médecins ; conflit entre médecins et sécurité sociale ; rapport du Conseil des impôts, 96 % d'entre eux sont conventionnés et leurs recettes connues* [24 octobre 1972] ; *rendre la fiscalité plus simple et plus humaine* (p. 4321) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1973, AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ PUBLIQUE. — III. - SANTÉ PUBLIQUE : *Exercice libéral de la médecine ; conflit qui oppose les médecins à la sécurité sociale* [3 novembre 1972] (p. 4649) ; I. -SECTION COMMUNE. — II. - AFFAIRES SOCIALES : *Coordination des régimes de sécurité sociale ; veuves de victimes d'un accident mortel du travail ; demande au Gouvernement de porter le taux de la rente de réversion de 50 à 60 % et de supprimer les règles de non-cumul des droits propres et des droits dérivés ; régime local de la sécurité sociale : inaptitude au travail à 50 ans, droit à la pension de réversion à 55 ans, prise en compte de l'éducation des enfants* [6 novembre 1972] (p. 4734) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Contentieux des incorporés de force, anciens combattants, victimes de guerre originaires d'Alsace et de la Moselle, dépendant du ministre des affaires étrangères ; indemnisation des victimes du nazisme* [16 novembre 1972] (p. 5281) ; *nouvelle démarche française à Bonn, après les élections en faveur de toutes les victimes* (p. 5282).

Z

ZILLER (Pierre)

Député des Alpes-Maritimes
(6e circonscription)
U.D.R.

SECRÉTAIRE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée prend acte de son élection [11 juillet 1968] (p. 2192).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [12 juillet 1968] (p. 2204).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 juin 1971] (p. 3133).

Est nommé membre du comité consultatif des lignes de Corse [17 octobre 1968] (p. 3387).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1431) modifiant diverses dispositions du Code des douanes n° **1475** [26 novembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1773), modifié par le Sénat, modifiant certaines dispositions du Code des douanes, n° **1827** [10 juin 1971].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Ses observations sur le cadre 1 des préfectures ; augmentation du nombre des postes offerts aux agents de bureau des préfectures au titre de la transformation d'emploi et de la promotion sociale* [14 novembre 1968] (p. 4420, 4421).

Décédé le 17 décembre 1971 [*J.O. du* 19 décembre 1971] (p. 12437).

Son éloge funèbre est prononcé [20 décembre 1971] (p. 6983).

ZIMMERMANN (Raymond)

Député du Haut-Rhin
(4e circonscription)
U.D.R.

L'Assemblée prend acte de son électior [11 juillet 1968] (p. 2195).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [11 juillet 1968] (p. 2201).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [13 juillet 1968] (p. 2212), [3 avril 1969] (p. 851), [2 avril 1970] (p. 750), [2 avril 1971] (p. 837), [4 avril 1972] (p. 789).

Est élu vice-président de cette Commission [16 juillet 1968] (p. 2252), [3 avril 1969] (p. 851), [3 avril 1970] (p. 786), [6 avril 1971] (p. 924), [5 avril 1972] (p. 804).

Est nommé :

— membre du conseil national des services publics départementaux et communaux [17 octobre 1968] (p. 3387) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre [23 juin 1970] (p. 2950) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un taux légal d'alcoolémie et généralisant le dépistage par l'air expiré [29 juin 1970] (p. 3511) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes [29 juin 1971] (p. 3528) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant l'aide judiciaire [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [16 décembre 1971] (p. 6875) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la filiation [16 décembre 1971] (p. 6875).

Est élu président de cette Commission [18 décembre 1971] (p. 6975).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française [17 décembre 1971] (p. 6942) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1971] (p. 7023) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction [28 juin 1972] (p. 2979).

Est nommé président de cette Commission [29 juin 1972] (p. 3018).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du Code de l'administration communale et relatif à la formation et à la carrière du personnel communal [29 juin 1972] (p. 3017) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation des régions [29 juin 1972] (p. 3017).

Est nommé vice-président de cette Commission [29 juin 1972] (p. 3018).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 19), adoptée par le Sénat, tendant à compléter le chapitre premier de la loi du 28 juin 1938 tendant à règler le statut de la copropriété des immeubles divisés en appartements, n° **566** [19 décembre 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 426),

définissant les conditions d'exercice de la responsabilité civile des collectivités locales dans certaines sociétés anonymes d'économie mixte, n° **678** [29 avril 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 730), portant amnistie, n° **732** [26 juin 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 752), modifié par le Sénat, portant amnistie, n° **753** [27 juin 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 868), modifié par le Sénat, définissant les conditions d'exercice de la responsabilité civite des collectivités locales dans les sociétés anonymes, n° **895** [20 novembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 142), tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles, n° **961** [11 décembre 1969].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1146) autorisant la communauté urbaine du Creusot-Montceau-les-Mines à recouvrer des impôts directs en 1970, n° **1174** [28 mai 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1178), modifiée par le Sénat, tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles, n° **1280** [23 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1238), adopté par le Sénat, modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958, relative à l'organisation judiciaire, n° **1310** [24 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1352), modifiée par le Sénat en deuxième lecture, tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles, n° **1353** [30 juin 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1039), relatif aux agents de l'Office de radiodiffusion-télévision française ayant la qualité de fonctionnaire, n° **1374** [6 octobre 1970].

Sa proposition de loi tendant à accorder certains avantages de carrière aux magistrats fonctionnaires et agents des services publics et de la S.N.C.F., en fonction au 1er septembre 1939, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, expulsés ou repliés en raison de l'annexion de fait, revenus exercer dans ces départements entre la date de la libération du territoire et le 31 décembre 1945, n° **1520** [10 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1534), modifié par le Sénat, relatif aux agents de l'Office de radiodiffusion-télévision française ayant la qualité de fonctionnaire, n° **1544** [15 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 22 décembre 1961 relatif à la reconnaissance de la nationalité française aux personnes nées dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, avant le 11 novembre 1918, n° **1574** [18 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 37 du décret du 30 septembre 1953 modifiées, en vue d'étendre l'indemnité de plus-value aux améliorations incorporelles du fonds de commerce loué par le propriétaire de l'immeuble et du fonds de commerce, n° **1576** [18 décembre 1970].

Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions des articles 238, 239, 240, 248, et 302 du Code civil relatifs à la procédure et aux effets du divorce, n° **1581** [18 décembre 1970].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1574), tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 22 décembre 1961, relatif à la reconnaissance de la nationalité française aux personnes nées dans les départements du Haut-Rhin, et de la Moselle avant le 11 novembre 1918, n° **1676** [28 avril 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1730), relatif aux fusions et regroupements de communes, n° **1768** [27 mai 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1412), tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil, n° **1790** [4 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1850), modifié par le Sénat, sur les fusions et regroupements de communes, n° **1858** [4 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1872), modifiée par le Sénat, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil, n° **1940** [29 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes, n° **1947** [30 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1945), modifié par le Sénat en deuxième lecture, sur les fusions et regroupements de communes, n° **1963** [30 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1965), rejeté par le Sénat en troisième lecture, sur les fusions et regroupements de communes, n° **1970** [30 juin 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1836), relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, n° **1990** [2 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1771), adopté par le Sénat, tendant à simplifier la procédure applicable en matière de contravention, n° **1992** [2 octobre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2062), modifié par le Sénat, portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, n° **2100** [2 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2119), adopté avec modification, par le Sénat en deuxième lecture, tendant à simplifier la procédure applicable en matière de contraventions, n° **2129** [15 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, n° **2182** [18 décembre 1971].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2302), adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 71-588 du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes, n° **2352** [24 mai 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commissions des lois constitutionnelles, de la légis-

lation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 2035) modifiant les dispositions du Code électoral relatives à la composition de l'Assemblée Nationale, n° 2389 [1er juin 1972].

Son rapport, fait au nom de la Commissions des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2306) portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, n° 2390 [1er juin 1972].

Sa proposition de loi modifiant l'article 37 de la loi n° 71-576 du 16 juillet 1971 relative à l'apprentissage, n° 2724 [6 ddécembre] 1972].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1969, INDUSTRIE : *Industrie textile ; cas du département du Haut-Rhin ; problème de l'approvisionnement en écrus étrangers destinés à l'industrie de l'impression manutentionnant en France la totalité de ses fabrications ; industrialisation des pays africains; sa protestation contre des licenciements collectifs effectués par des entreprises industrielles du Haut-Rhin ; emploi des fonds demandés par le comité interprofessionnel de rénovation des structures industrielles et commerciales de l'industrie textile et par le comité national de l'industrie textile ; projet de construction d'une centrale nucléaire à Fessenheim* [5 novembre 1968] (p. 3922, 3923) ; AFFAIRES SOCIALES : *Problèmes de l'emploi ; cas du département du Haut-Rhin ; octroi d'aides publiques à l'industrie privée ; services de l'inspection du travail ; ses observations sur les futures chambres sociales ; régime local de l'assurance vieillesse invalidité ; conditions du maintien des droits à pension ; absence de crédit accordé à la région Alsace en matière de maisons de retraite* [6 novembre 1968] (p. 3982) ; JUSTICE : *Projets de réforme concernant les professions judiciaires ; ses observations sur les départements du Rhin et de la Moselle ; ses observations sur la loi du 1er juillet 1878 ; difficultés pouvant résulter de l'unification des activités juridiques et judiciaires ; carte judiciaire ; principe du tribunal départemental* [8 novembre 1968] (p. 4164) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Problème de l'eau ; augmentaton du coût des travaux ; mise en place de stations d'épuration ; installation de réseaux d'égouts ; création d'installations modernes du filtrage* [14 novembre 1968] (p. 4411).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la réforme de la région et du Sénat : *Ses observations sur le Bas-Rhin et le Haut-Rhin ; diversité des activités économiques de l'Alsace ; étude de M. François Reitel ; influence du milieu rhénan ; aspect politique de la réforme ; liens de l'Alsace avec la Franche-Comté ; nécessité de tenir compte de la hiérarchie des données économiques qui conditionnent la zone d'influence économique reliant la haute Alsace à l'axe industriel de Belfort et du pays de Montbéliard, grâce au canal Mer du Nord-Méditerranée* [12 décembre 1968] (p. 5394 à 5396).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi définissant les conditions d'exercice de la responsabilité civile des collectivités locales dans certaines sociétés anonymes d'économie mixte, en qualité de *Rapporteur : Conditions d'exercice de la responsabilité civile des collectivités locales dans les sociétés d'économie mixte ; règles concernant ces sociétés ; situation des administrateurs qui y représentent les collectivités locales ; ses observations sur l'articte 502 de la loi du 24 juillet 1966 ; extension des règles régissant les sociétés d'économie mixte au nouveau type de société anonyme créé par la loi de 1966 ; présidence du conseil d'administration ; cas des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* [8 mai 1969] (p. 1319) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Modification adoptée par le Sénat : ses observations sur les sociétés créées dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* [25 novembre 1969] (p. 4339) ;

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter le chapitre premier de la loi du 28 juin 1938 tendant à régler le statut de la copropriété des immeubles divisés en appartements, Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 3 bis de la loi du 28 juin 1938 (rapport entre le nombre de parts ou actions affectées à chaque lot et l'ensemble des parts ou actions)* [13 mai 1969] (p. 1359) ; *son amen-*

dement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 3 bis *de la loi du 28 juin 1938, après le mot : « qui » à insérer les mots : « ... à concurrence de plus d'un quart pour un lot quelconque ... »* (p. 1359) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « Le titre de la loi du 28 juin 1938 est ainsi rédigé : Loi sur les sociétés de construction »* (p. 1359) ;

— du projet de loi portant amnistie, en qualité de *Rapporteur : Différentes formes d'amnistie : amnistie législative ; amnistie réglementaire ; amnistie judiciaire ; domaine de l'amnistie ; amnistie des infractions commises en liaison avec des circonstances politiques ; amnistie selon le taux de la peine ; amnistie des infractions militaires ; cas des objecteurs de conscience ; amnistie par mesure individuelle ; amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles ; problème des infractions en matière fiscale ou douanière ; frais de poursuites ; effets de l'amnistie* [26 juin 1969] (p. 1752, 1753) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer après le paragraphe premier de cet article de nouveaux paragraphes (délits en matière de police des chemins de fer ; délits sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires)* (p. 1758) ; *ses observations sur la loi du 18 juin 1966* (p. 1758) ; *retrait de son amendement* (p. 1759) ; *son amendement tendant à la fin de l'article 2, paragraphe 4°, à substituer aux mots : « ou commerciaux » les mots : « commerciaux ou artisanaux »* (p. 1759) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1759) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe 4° de cet article par les mots : « ou fiscaux »* (p. 1759) ; Après l'Art. 2 : *Cas des suspensions de permis de conduire ; cas de conduite sous l'empire d'un état alcoolique* (p. 1760) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à supprimer les mots : « dans les départements des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Atlantique et du Morbihan »* (p. 1762) ; *ne pas restreindre l'infraction au seul délit* (p. 1764) ; Art. 6 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « en raison de » les mots : « à raison de »* (p. 1764) ; *son amendement tendant à la fin de l'article 6 à substituer aux mots : « les pièces qu'ils avaient été dans l'impossibilité de présenter ou qu'ils avaient refusé de recevoir » les mots : « les pièces qu'elles avaient été dans l'impossibilité de présenter ou qu'elles avaient refusé de recevoir »* (p. 1764) ; Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Rocca Serra et sur celui de M. Massot* (p. 1765) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à substituer aux mots : « les articles premier, 2° et 2 » les mots : « l'article 2 »* (p. 1766) ; *retrait de son amendement* (p. 1766) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à substituer aux paragraphes 2°, 3° et 4° de cet article, de nouveaux paragraphes (cas des parents d'anciens combattants ; cas de parents, enfants mineurs de personne exécutée comme otage ; cas des prisonniers de guerre ; cas des déportés résistants politiques ; cas des anciens militaires de la France libre)* (p. 1767, 1768) ; *Ses observations sur son amendement* (p. 1768) ; *modification de son amendement par la suppression des mots : « d'anciens combattants de la guerre 1914-1918 »* (p. 1768) ; Art. 14 : *Problème de l'amnistie des sanctions disciplinaires des faits constituant des manquements à la probité et à l'honneur* (p. 1769) ; *ses observations sur les amendements de M. de Broglie* (p. 1770) ; Art. 17 : *Ses observations sur les mesures de sûreté* (p. 1772) ; Art. 20 : *Ses observations sur l'amendement de M. Giacomi* (p. 1773) ; *son amendement tendant, à la fin du troisième alinéa de cet article à substituer aux mots : « pris sur la proposition, du grand chancelier compétent, après avis conforme du conseil de l'ordre » les mots : « pris après avis conforme du grand chancelier compétent »* (p. 1773) ; *demandes de réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur et dans l'ordre de la Libération et dans l'ordre du Mérite* (p. 1773) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les infractions aux dispositions de l'alinéa ci-dessus commises par tout magistrat, auxiliaire de la justice ou fonctionnaire de l'ordre administratif seront passibles de sanctions disciplinaires pouvant aller, selon le cas, jusqu'à la destitution, la radiation ou la révocation »* (p. 1773) ; *nécessité de rétablir la possibilité de sanctions disciplinaires pour assurer l'efficacité de l'amnistie* (p. 1773) ; Art. 25 : *Opposition de la Commission à l'amendement de M. de Rocca Serra* (p. 1778) *et à l'amendement de M. Edouard Charret* (p. 1778) ; en seconde délibération, Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* (p. 1779) ; en deuxième lecture : *Caractère*

du texte ; son champ d'application en matière politique ; cas des départements bretons ; situation des objecteurs de conscience ; infractions commises dans les Départements et les Territoires d'outre-mer ; auteurs de crimes ; sanctions disciplinaires dans les domaines scolaires et universitaire ; problème de l'amnistie fiscale ; ses observations sur les amendements votés par le Sénat ; problème de l'insoumission et de la désertion [27 juin 1969] (p. 1796, 1797) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1970, JUSTICE : *Attitude de l'opinion publique face à la justice ; moyens dérisoires en personnel administratif à la disposition des magistrats ; archaïsme de l'équipement administratif ; rémunération du personnel administratif d'appoint ; réforme de la procédure du divorce et de toutes les procédures mettant en cause la famille et l'enfant ; institutionnalisation des chambres de la famille ; création de chambres sociales* [5 novembre 1969] (p. 3384) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Problème des infrastructures de transport entre l'Alsace et la Franche-Comté ; région de Mulhouse-Belfort-Montbéliard ; autoroute A 36, Mulhouse-Belfort-Montbéliard ; autoroute A 35, Strasbourg-Bâle ; aménagement de l'axe mer du Nord-Méditerranée ; section Mulhouse-Attkirch-Montbéliard ; exécution de la branche alsacienne du canal à grand gabarit Rhin-Rhône* [13 novembre 1969] (p. 3674, 3675) ; INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS : *Réforme des finances locales ; aggravation des impôts et des taxes prélevés par les grandes collectivités locales à prédominance industrielle et commerciale ; conséquence de la majoration de la patente ; exemple de la ville de Mulhouse ; problème des départements du Rhin et de la Moselle ; ses observations sur le fait que des communes exigent des constructeurs le paiement de la taxe locale d'équipement et de la taxe des riverains du droit spécial ; possibilité de prévoir un délai d'un an aux constructeurs pour s'acquitter de leurs charges ; ses observations sur le fait que certaines administrations exigent encore la production des fiches de réintégration dans la nationalité française en vertu des dispositions du traité de Versailles* [20 novembre 1969] (p. 4105, 4106) ; AFFAIRES SOCIALES, SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Construction d'un nouvel hôpital civil à Mulhouse ; maison médicale pour personnes âgées ; statut des médecins et des personnels des hôpitaux psychiatriques ; revendications des infirmières et des assistantes sociales ; maintien de l'assurance maladie des médecins conventionnés dans le cadre du régime général* [21 novembre 1969] (p. 4187, 4188) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Boscher et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles, en qualité de *Rapporteur : Création des zones à urbaniser en priorité ; schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne ; création des organisations d'études d'aménagement des aires métropolitaines ; définition d'une ville nouvelle ; ses observations sur le centre Cergy, celui de Tigery-Lieusaint, celui d'Evry, ceux de Trappes-Guyancourt et celui de Trappes-Etang de Saint-Quentin ; transformation des zones à urbaniser telles que celles de Caen-Hérouville et du Mirail à Toulouse ; rôle d'un syndicat communautaire d'aménagement ; création d'un établissement public dénommé « ensemble urbain » ; représentation des habitants au sein du conseil* [18 décembre 1969] (p. 5039, 5040) ; Art. 1er : *Ses observations sur les amendements de M. Boscher* (p. 5045) ; Après l'Art. 4 : *Champ d'application de la proposition de loi* (p. 5046) ; Art. 9 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boscher* (p. 5047) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Définition de l'agglomération nouvelle ; ses observations sur les dispositions relatives aux modes de réalisation de l'agglomération nouvelle ; distinction entre le périmètre d'urbanisation et la zone d'agglomération nouvelle ; incidences de la création de l'agglomération nouvelle sur les limites territoriales ; problème de l'aide de l'Etat ; financement des équipements ; régime financier ; établissement du budget ; ressources du syndicat communautaire ; composition du conseil ; choix de neuf membres du conseil urbain parmi les élus* [25 juin 1970] (p. 3104 à 3106) ; Art. 1er A : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3107) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, à la fin de cet article, à substituer aux mots « vingt mille » les mots « dix mille »* (p. 3107) ; Après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les moyens de réalisation des agglomérations nouvelles sont prévus par le plan de déve-*

loppement économique et social » (p. 3107) ; Art. 2 *ter : Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les dispositions suivantes : « ou, si les communes n'ont pas formulé cette demande, constate la coïncidence des limites de la zone d'agglomérations nouvelles avec le périmètre d'urbanisation visé à l'article premier* bis » (p. 3107) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3107) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa de cet article (cas où l'ensemble urbain s'étend sur plusieurs départements, arrondissements et cantons)* (p. 3108) ; Art. 5 *bis : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article : « le syndicat est administré par un comité composé de membres élus par les conseils municipaux des communes intéressées* » (p. 3108) ; *son amendement tendant, après les mots : « à l'article* 2 bis » *à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de l'article* 5 bis : « *... de la présente loi : toutefois, chaque commune est représentée par un délégué au moins et aucune ne peut disposer de la majorité absolue* » (p. 3108) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du troisième alinéa de cet article (répartition des sièges)* (p. 3108) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3108) ; *son amendement tendant à la fin du dernier alinéa de cet article à substituer aux mots : « conseillers municipaux » le mot : « délégués* » (p. 3108) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, au début de cet article, à substituer aux mots : « lorsque le périmètre d'urbanisation visé à l'article premier* bis » *les mots : « lorsque la zone définie à l'article* 2 ter » (p. 3108) ; *son amendement tendant, à la fin de cet article, à substituer aux mots : « dudit périmètre » les mots : « de ladite zone* » (p. 3108) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (compétences du syndicat communautaire d'aménagement à l'intérieur d'agglomérations nouvelles définies à l'article* 2 ter) (p. 3109) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (cas où la zone définie à l'article* 2 ter *ne coïncide pas avec les limites territoriales des communes ; établissement du budget du syndicat communautaire ou de la communauté urbaine*) (p. 3109) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (application de l'article 149 du Code de l'administration communale ; principal fictif servant de base au produit des centimes recouvrés en dehors de la zone visée à l'article* 2 ter *ci-dessus*) (p. 3109, 3110) ; Art. 15 *bis : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa* (b) *de cet article (composition du conseil de l'ensemble urbain*) (p. 3111) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article : « les dispositions des alinéas 4 et 5 du II de l'article 10 ci-dessus sont applicables à l'ensemble urbain* » (p. 3111) ; Art. 19 : *Son amendement* ***tendant, dans le troisième alinéa de cet article,*** *à substituer aux mots : « dans la loi de finances » les mots : « dans une annexe explicative de la loi de finances* » (p. 3112) ; *ses observations sur l'ordonnance du 2 janvier 1959 ; problème des subventions d'équipement ; retrait de son amendement* (p. 3112) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [30 juin 1970] (p. 3340) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture (compétences du syndicat communautaire d'aménagement*) (p. 3341) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, Art. 372 du Code civil : *Cas de désaccord persistant entre le père et la mère ; rapports avec les tiers* [8 avril 1970] (p. 859, 860) ; en deuxième lecture, Art. 372 et 372 *bis* du Code civil : *Ses observations sur l'article* 372 bis [20 mai 1970] (p. 1807) ; Art. 375 du Code civil : *Ses observations sur cet article* (p. 1809) ;

— du projet de loi relatif à l'autorité parentale et portant réforme de différentes dispositions du Code civil concernant le droit de la famille, Art. 377-1 du Code civil : *Prolongation du délai de trois mois prévu pour la rétractation de la délégation de l'autorité parentale ; ses observations sur la loi portant statut de l'adoption* [9 avril 1970] (p. 894) ; *son amendement tendant dans la dernière phrase du troisième alinéa de cet article après les mots : « dans l'intérêt de l'enfant » à insérer les mots : « les parents entendus ou appelés* » (p. 894) ; *ses observations sur la procédure* (p. 895) ; Art. 379 du Code civil : *Dispense de l'obligation alimentaire lorsque le parent créancier a été déchu de la puissance paternelle* (p. 896) ; *ses observations sur les paroles de M. Tisserand* (p. 897).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale avec débat relative à la réforme judiciaire [15 mai 1970] (p. 1754) : *Projet de fusion des professions judiciaires ; intérêt du justiciable ; fusion des professions d'avocat et d'avoué ; fonds d'indemnisation ; dialogue nécessaire avec le Parlement* (p. 1757, 1758) ; *exemple des départements d'Alsace-Lorraine ; intégration des conseils juridiques dans la profession nouvelle* (p. 1762).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens : *Renforcement de la garantie des droits individuels des citoyens ; répression des atteintes portées à la vie privée par l'écrit, l'enregistrement électronique, la photographie et la télévision ; espionnage électronique dans ses applications au téléphone ; ses observations sur les écoutes téléphoniques réalisées par des particuliers ; nécessité d'insérer dans le texte de l'article 368 une disposition relative à l'interception et à l'enregistrement des communications téléphoniques ; nécessité de ne pas confondre, dans la même réprobation, l'écoute téléphonique pratiquée dans un intérêt privé et la table d'écoute destinée à la recherche des preuves judiciaires* [27 mai 1970] (p. 1996, 1997) ; Art. 13 : *Droit au respect de la vie privée ; atteintes à « l'intimité de la vie privée » ; problème des astreintes ; absence de liens directs entre le dommage et la licéité de l'atteinte* [28 mai 1970] (p. 2069) ; Art. 368 du Code pénal : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour cet article : « Intercepté, enregistré par un moyen quelconque d'écoute en vue de leur divulgation à des fins privées des communications ou conversations téléphoniques publiques ou privées »* (p. 2073) ; *ses observations sur ceux qui peuvent, sans avoir recours à la table d'écoute des P.T.T., utiliser des moyens d'écoute électronique ; ses observations sur l'écoute en vue de la détection des crimes et délits ou des atteintes à la sécurité nationale ; ses observations sur un arrêt de la cour d'appel de Paris* (p. 2073, 2074) ; *ses observations sur le mot : « écoute » ; actes d'information du juge d'instruction* (p. 2074) ; *retrait de son amendement* (p. 2075) ; en deuxième lecture, Art. 10 *quater : Ses observations sur les amendements de M. Alain Terrenoire ; cas des mineurs de moins de seize ans* [25 juin 1970] (p. 3091) ;

— du projet de loi autorisant la communauté urbaine du Creusot-Montceau-les-Mines à recouvrer des impôts directs en 1970, en qualité de *Rapporteur : Principe général de l'annualité de l'impôt direct ; ses observations sur la jurisprudence du Conseil d'Etat* [3 juin 1970] (p. 2191) ;

— du projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI[e] Plan : *Ses observations sur l'Alsace ; nécessité de donner la priorité à l'axe fluvial et autoroutier qui doit relier Rotterdam, par l'Alsace et la Saône, Lyon et le bassin rhodanien, au grand delta méditerranéen et à Marseille* [17 juin 1970] (p. 2751) ;

— du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire, en qualité de *Rapporteur : Insuffisance de la justice ; manque de personnel ; défaut de rationalisation du travail judiciaire ; ses observations sur le fait que la France consacre moins de 1 % de ses dépenses civiles au budget de la Justice ; nombre de candidats au Centre national d'études judiciaires ; pénurie du personnel administratif et d'exécution ; règle de la collégialité ; institution du juge unique ; projet de loi permettant au président du tribunal de grande instance de revenir à la collégialité ; rattachement des juges d'instance au corps des juges de grande instance ; indépendance des juges d'instance ; problème des juges de paix ; ses observations sur la suppression de certains tribunaux d'instance* [25 juin 1970] (p. 3043 à 3045) ; *ses observations sur le déroulement de la séance* (p. 3050) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 3-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : « le renvoi à la formation collégiale d'une affaire portée devant le tribunal de grande instance statuant à juge unique est de droit sur la demande non motivée des deux parties, formulée selon des modalités et délais fixés par décret »* (p. 3050) ; *principe de la dévolution d'une affaire civile à un juge unique* (p. 3051) ; Après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « le procureur de la République près le tribunal de grande instance peut, en toutes matières, exercer le ministère public devant toutes les juridictions du premier degré établies dans son ressort »* (p. 3051) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé*

pour l'article 5-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 par de nouvelles dispositions (nomination des juges d'instance pour une certaine durée) (p. 3053) ; *ses observations sur son amendement* (p. 3053) ;

— du projet de loi organique relative au statut des magistrats, Après l'Art. 4 : *Possibilité pour les secrétaires-greffiers en chef d'entrer dans le corps des magistrats ; situation des juges du livre foncier* [25 juin 1970] (p. 3073) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1971, AFFAIRES SOCIALES. - SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Modernisation de l'équipement hospitalier ; préparation du VI^e^ Plan ; insuffisance des crédits d'équipement ; blocage de certains crédits au fonds d'action conjoncturelle ; centre hospitalier de Mulhouse ; conséquence du blocage des moyens financiers affectés à la santé publique ; cas des handicapés mentaux* [28 octobre 1970] (p. 4855) ; JUSTICE : *réforme des professions judiciaires et juridiques ; insuffisance d'information des membres des professions judiciaires et juridiques ; conséquence des incertitudes à ce sujet ; problème des offices d'avoués actuellement vacants par suite du décès de leur titulaire ; cas des charges dont les titulaires âgés ne peuvent attendre indéfiniment une cession qui, de plus, est compromise par l'annonce de projets de réforme ; statut du notariat dans les départements du Rhin et de la Moselle ; réforme de l'assistance judiciaire* [29 octobre 1970] (p. 4931) ;

— du projet de loi relatif aux agents de l'Office de radiodiffusion-télévision française ayant la qualité de fonctionnaire, en qualité de *Rapporteur : Possibilité pour les agents ayant conservé la qualité de fonctionnaire d'être admis à bénéficier du statut de l'Office ; délai d'option ; cas des fonctionnaires âgés de 40 à 60 ans ; ses observations sur l'amendement tendant à permettre de faire rétroagir les avantages du contrat à la date de la promulgation de la loi ; problème du dégagement des cadres par mise à la retraite anticipée ; octroi d'un contrat provisoire au personnel n'ayant pas encore opté* [18 novembre 1970] (p. 5762) ; *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 5763) ; Art. unique : *Son amendement tendant, à la fin du troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « de cette publication », les mots : « de publication de la présente loi »* (p. 5763) ; *laps de temps entre la publication de la loi et celle des décrets d'application* (p. 5763) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (possibilité pour le directeur général de l'Office d'accorder à certains personnels une majoration fixe de 20 % de leur traitement budgétaire et de l'indemnité de résidence)* (p. 5764) ; *ses observations sur l'attitude différente que peuvent prendre les députés en Commission et en séance publique* (p. 5764) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Intégration progressive du personnel fonctionnaire de l'O.R.T.F. dans le cadre des agents statutaires ; ses observations sur le délai d'option* [17 décembre 1970] (p. 6626) ;

— du projet de loi sur la gestion municipale et les libertés communales : *Problèmes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; tutelle administrative dans ces départements* [25 novembre 1970] (p. 5905) ; *ses observations sur l'article 10 du projet de loi ; exécution de plein droit des délibérations des conseils municipaux ; aménagement de la tutelle administrative pour les communes de plus de 25.000 habitants ; ses observations sur les dispositions relatives aux projets de construction et de reconstruction ainsi que de grosses réparations et de démolition ; problème des baux de chasse ; codification de la loi municipale locale* [25 novembre 1970] (p. 5906) ;

— de la proposition de loi tendant à abaisser l'âge de l'éligibilité pour les élections aux conseils généraux et aux conseils municipaux, et de la proposition de loi de M. Fortuit et plusieurs de ses collègues, relative à l'abaissement de l'âge d'éligibilité aux conseils municipaux : *Ses observations sur la suite du débat* [17 décembre 1970] (p. 6613) ; Art. additionnels : *Irrecevabilité de l'amendement de M. Cermolacce* (p. 6614);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la situation des fonctionnaires affectés au traitement de l'information : *Ses observations sur les modifications faites par le Sénat* [17 décembre 1970] (p. 6626) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Baudouin tendant à fixer un délai pour la conservation des archives des agréés près les tribunaux de commerce, en qualité de *Rapporteur suppléant : Possibilité donnée aux agréés de bénéficier de la courte*

prescription prévue à l'article 2276 du Code civil en faveur des juges, des avoués et des huissiers ; situation des syndics au règlement judiciaire et à la liquidation des biens [14 avril 1971] (p. 1097) ; Art. 1er : *Problème de la non-protection des syndics au règlement judiciaire et à la liquidation des biens en ce qui concerne la remise des pièces par les créanciers* (p. 1098) ;

— sur le projet de loi modifiant la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés : *Exemple du département de l'Alsace ; régime du contrat d'association ; ses observations sur le fait que l'école libre est un instrument remarquable de promotion sociale ; rôle de l'Etat ; formation des maîtres ; définition du besoin scolaire reconnu* [27 avril 1971] (p. 1475) ;

— de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi du 22 décembre 1961 relatif à la reconnaissance de la nationalité française aux personnes nées dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle avant le 11 novembre 1918, en qualité de *Rapporteur : Désire savoir si les extraits de réintégration délivrés par les maires constituent la seule preuve possible de la réintégration d'un individu dans la nationalité française ; multiplication des formalités administratives ; problème de la réintégration envisagée par le traité de Versailles ; rôle de la possession d'état* [7 mai 1971] (p. 1766 à 1768) ; Après l'Art. unique : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (indication des personnes qui seront considérées comme Français d'origine pour l'application des dispositions du Code de la nationalité française qui exigent la possession de la nationalité française à titre de nationalité d'origine)* (p. 1769) ; *conséquences de la nationalité d'origine ; situation des femmes françaises originaires d'autres départements qui, entre 1871 et 1918, avaient épousé des Alsaciens* (p. 1769) ; *projet de loi portant réforme du Code de la nationalité* (p. 1770) ;

— du projet de loi sur les fusions et regroupements de communes, en qualité de *Rapporteur : Décadence actuelle de l'institution communale ; rôle de la commune* [1er juin 1971] (p. 2234) ; *égalité théorique entre les communes ; plan des fusions de communes ; composition de la commission consultative chargée d'établir ce plan ; organisation d'une consultation populaire ; faculté donnée au Gouvernement de proposer la fusion par décret en Conseil d'Etat ; exemples étrangers ; incitations financières et fiscales prévues par le projet de loi ; majoration des subventions ; ses observations sur la formule de la communauté urbaine* (p. 2235) ; *rôle du district ; création de syndicats à vocation multiple ; réforme des finances locales ; réduction des petites communes dans divers pays européens* (p. 2236) *statut du personnel communal concerné pa les fusions de communes* (p. 2237) ; Art. 1er : *Opposition de la Commission aux amendements de MM. Achille-Fould et Pic* [2 juin 1971] (p. 2283) ; *problème de la réforme des finances locales* (p. 2284) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « le cadre de »* (p. 2285) ; *cas des communes qui peuvent assurer par elles-mêmes leur développement* (p. 2285) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer au mot : « doivent » le mot : « devraient »* (p. 2286) ; Art. 2 : *Possibilité pour le préfet de présenter aux conseils municipaux intéressés le plan de fusion dressé après avis de la commission consultative* (p. 2287, 2288) ; *distinction des pouvoirs de la commission et du préfet* (p. 2289) ; *ses observations sur l'amendement de M. de Broglie* (p. 2290) ; *son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa de cet article* (p. 2291) ; *nécessité de ne pas privilégier le maire de la ville chef-lieu du département* (p. 2291) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du sixième alinéa de cet article : « de 8 maires »* (p. 2291) ; *retrait de son amendement* (p. 2291) ; *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du sixième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « leur nombre ainsi que »* (p. 2292) ; *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « 3 conseillers généraux » les mots : « 4 conseillers généraux »* (p. 2293) ; *composition de la commission consultative* (p. 2293) ; *consultation des conseillers généraux intéressés* (p. 2293) ; *syndicats à vocation multiple* (p. 2294) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « la commission prend l'avis des conseillers généraux représentant les cantons dans lesquels sont proposés des fusions ou des regroupements de communes »* (p. 2295) ;

Art. 3 : *Question d'un pouvoir de décision du conseil général en matière de référendum* (p. 2297, 2298) ; *son amendement tendant au septième alinéa de cet article à substituer aux mots : « l'article 34-1 de la loi du 31 décembre 1970 » les mots : « l'article 10 (alinéas deux à sept) du Code de l'administration communale »* (p. 2298) ; *son amendement tendant, dans le huitième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « les articles 34-2, 35 et 36 de la loi susvisée » les mots : « les articles 10 (alinéas neuf à onze) et 57 du Code de l'administration communale et l'article L 255-1 du Code électoral »* (p. 2298) ; Art. 4 : *Création d'office d'un district* (p. 2299) ; *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article après les mots : « compétences prévues aux » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « 1°, 2°, 4°, 5°, 6°, 7° et 8° de l'article 4 de la loi du 31 décembre 1966 »* (p. 2300) ; *compétences du district* (p. 2300) ; Après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (fusion de communes appartenant à des départements différents ; modification des limites départementales)* (p. 2300) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter la dernière phrase du premier alinéa de cet article par les mots : « ou par le conseil général »* [3 juin 1971] (p. 2325) ; Art. 7 : *Son amendement tendant : 1° à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « commune-annexe » les mots : « commune associée » ; 2° en conséquence, à procéder à la même substitution dans les alinéas suivants* (p. 2326) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa du paragraphe I de cet article (possibilité pour le maire de l'ancienne commune de devenir maire délégué)* (p. 2326) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa du paragraphe II de cet article (création d'une commission consultative)* (p. 2327) ; *composition de cette commission jusqu'au renouvellement du conseil municipal* (p. 2327) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe III de cet article (possibilité pour le préfet de prononcer la suppression de la commune associée si la population le demande)* (p. 2328) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe IV (extension des dispositions du présent article aux communes ayant fusionné en vertu d'un décret ou d'un arrêté pris dans les dix années qui ont précédé la publication de la présente loi)* (p. 2328) ; Après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (situation des personnels des communes fusionnées ; possibilité de faire appel à des personnels extérieurs pour pourvoir les emplois de la nouvelle commune ; délibérations du conseil municipal de la nouvelle commune qui auraient pour effet d'entraîner une perte d'emploi)* (p. 2329) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2330) ; *champ d'application de la loi* (p. 2331) ; Après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (insertion dans le Code de l'administration communale des dispositions des articles 6 à 9 de la présente loi)* (p. 2336) ; Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer aux mots : « de la présente loi » les mots : « des articles qui précèdent »* (p. 2336) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : l'avant-dernier alinéa de l'article 10 du Code d'administration communale est complété par les mots : « y compris les fonds libres »* (p. 2337) ; *irrecevabilité de l'amendement de Mme Chonavel* (p. 2339) ; *ses observations sur l'amendement de M. Pic* (p. 2340) ; en seconde délibération, Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2342) ; **en deuxième lecture,** en qualité de *Rapporteur : Modifications faites par le Sénat ; plan départemental ; création d'office de districts par le préfet ; fusion prononcée par décret en Conseil d'Etat* [23 juin 1971] (p. 3327) ; *référendum ; rôle du maire-délégué* (p. 3328) ; Art. 1er : *Son amendement (examen des caractéristiques de chaque commune dans tous les départements)* (p. 3331) ; Art. 2 : *Son amendement (composition et rôle de la commission d'élus)* (p. 3332) ; *pouvoirs donnés à la commission des élus* (p. 3334) ; Art. 2 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3334) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (modalités de la fusion)* (p. 3335) ; Art. 3 *bis* : *Son amendement (fusions entre des communes appartenant à des départements différents)* (p. 3336) ; Art. 4 : *Son amendement de pure forme* (p. 3336) ; *son amendement (création d'office, par le préfet, d'un district lorsqu'une proposition de communauté urbaine est refusée)* (p. 3336) ; Art. 5 : *Son amendement de pure forme* (p. 3336) ; *son amendement (cas où la majorité n'est pas atteinte)* (p. 3337) ; Art. 5 *ter* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3337) ; Art. 6 A : *Son amendement (cas où deux ou plusieurs communes décident de fusionner)*

(p. 3337) ; Art. 6 : *Son amendement (recours au référendum)* (p. 3337, 3338) ; Art. 7 : *Son amendement (constitution d'une commune associée)* (p. 3338) ; *création d'une section du bureau d'aide sociale* (p. 3338) ; *son amendement (création d'une commission consultative dans chaque commune associée)* (p. 3339) ; *son amendement (suppression d'une commune associée)* (p. 3340) ; Art. 8 : *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « des articles 2 et 3 » les mots : « de l'article 3 ou à la suite de la consultation prévue à l'article 6 »* (p. 3340) ; *attribution d'une majoration de subvention* (p. 3340) ; Art. 9 *bis : Son amendement de pure forme* (p. 3340) ; Art. 11 : *Son amendement (cas de création de commune associée par application des dispositions de la législation sur les fusions de communes* (p. 3341) ; **conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire** en qualité de *Rapporteur : Intervention du conseil général ; élaboration du plan départemental ; rôle des décrets en Conseil d'Etat* [30 juin 1971] (p. 3563) ; **en troisième lecture,** en qualité de *Rapporteur : ses observations sur ce texte* [30 juin 1971] (p. 3576) ; Art. 1er : *Son amendement (examen, dans chaque département, des caractéristique de chaque commune)* (p. 3576) ; Art. 2 : *Son amendement (composition de la commission d'élus)* (p. 3577) ; Art. 2 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3577) ; Art. 3 : *Son amendement (possibilité pour les conseils municipaux de demander que la fusion s'opère avec d'autres communes que celles proposées par le préfet)* (p. 3578) ; Art. 3 *bis : Son amendement (plan de fusion des communes ; cas de modification des limites départementales)* (p. 3578) ; Art. 4 : *Son amendement (propositions de création de communautés urbaines)* (p. 3578) ; Art. 5 : *Son amendement (propositions de création de syndicats à vocation multiple et de districts)* (p. 3579) ; Art. 5 *ter : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3579) ; Art. 6 A : *Son amendement (création d'une ou de plusieurs communes associées)* (p. 3579) ; Art. 6 : *Son amendement (recours au référendum)* (p. 3579) ; Art. 7 : *Son amendement (constitution d'une commune associée)* (p. 3579) ; Art. 8 : *Son amendement (attribution des subventions d'équipement)* (p. 3580) ; Art. 9 *bis : Son amendement (codification des textes)* (p. 3580) ; Art. 11 : *Son amendement (cas de création de commune associée)* (p. 3581) ; **en quatrième et dernière lecture,** en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [30 juin 1971 (p. 3583) ;

— du projet de loi relatif à l'allocation de logement, du projet de loi relatif aux habitations à loyer modéré, modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, du projet de loi relatif à diverses opérations de construction et des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Icart et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du Code civil : PROPOSITION DE LOI TENDANT A RÉGLEMENTER LES RETENUES DE GARANTIE EN MATIÈRE DE MARCHÉS DE TRAVAUX DÉFINIS PAR L'ARTICLE 1779-3° DU CODE CIVIL, en qualité de *Rapporteur : Ses osbervations sur la proposition de loi présentée par M. Icart ; principe de la liberté des contrats ; consignation par le maître de l'ouvrage du montant de la retenue ; substitution de la caution personnelle et solidaire d'un établissement financier au système de la retenue de garantie ; délai à l'expiration duquel la retenue est restituée à l'entrepreneur* [10 juin 1971] (p. 2653) ; Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « devra compléter » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « celle-ci jusqu'au montant des sommes ainsi retenues »* [11 juin 1971] (p. 2773) ; *possibilité d'une retenue de garantie stipulée contractuellement* (p. 2774) ; Art. 2 : *délai de la responsabilité contractuelle* (p. 2775) ; *notification du refus de mainlevée* (p. 2775) ; *date de réception* (p. 2776) ; en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte ; cas d'opposition abusive du maître de l'ouvrage* [29 juin 1971] (p. 3518) ; Art. 2 : *Son amendement (conséquence de l'opposition abusive)* (p. 3518) ;

— du projet de loi relatif à la protection des usagers du droit et portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, en qualité de *Rapporteur : Genèse du projet de loi ; concertation entre les professions intéressées et le Gouvernement ; nécessité d'une réforme des professions judiciaires et juridiques* [12 octobre 1971] (p. 4457) ; *enseignements du droit comparé ; situation dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et de la Moselle ; rôle de l'avoué et de l'avocat ; augmentation des tâches confiées par le législateur aux tribunaux ; introduction du magistrat dans la vie écono-*

mique et sociale ; ses observations sur les conseils juridiques (p. 4458) ; *fusion des professions d'avocat, d'avoué et d'agréé ; problème de l'indemnisation ; remboursement des avoués dans le délai de trois ans suivant la date d'entrée en vigueur de la loi ; réglementation de l'usage du titre de conseil juridique* (p. 4459) ; *problème des sociétés fiduciaires* (p. 4460) ; *son opposition à la motion de renvoi* [13 octobre 1971] (p. 4490, 4491) ; Avant l'Art. 10 : *Son amendement (définition des conditions d'exercice du ministère de la nouvelle profession d'avocat)* (p. 4496, 4497) ; *attributions des organisations syndicales* (p. 4497) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « qui exercent individuellement ou dans le cadre d'une société civile professionnelle »* (p. 4497) ; *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « de plein droit » le mot « d'office »* (p. 4497) ; *accession à la profession d'avocat* (p. 4497) ; *problème des conseils juridiques* (p. 4497) ; *situation des titulaires du C.A.P.A.* (p. 4498) ; *son amendement (inscription au tableau du barreau à la date de la première prestation de serment)* (p. 4498) ; *problème de l'ancienneté des membres des anciennes professions par rapport à la nouvelle* (p. 4498) ; *son amendement* (p. 4498) ; *son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du second alinéa de cet article* (p. 4498) ; *possibilité de faire suivre le titre d'avocat d'une mention de spécialisation* (p. 4498, 4499) ; *son amendement tendant à compléter le second alinéa de cet article par la phrase : « Le titre d'avocat peut être suivi, le cas échéant, de la mention des titres universitaires et des distinctions professionnelles »* (p. 4499) ; *son amendement (possibilité pour les anciens avoués ou les anciens agréés de faire suivre leur titre d'avocat de celui d'ancien avoué ou d'ancien agréé au tribunal de commerce)* (p. 4499) ; *son amendement (possibilité pour les avocats, avoués et agréés de solliciter l'honorariat lors de la cessation de leurs fonctions)* (p. 4499) ; *son amendement (possibilité pour les avocats de renoncer à exercer les activités antérieurement dévolues au ministère obligatoire des avoués près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel ils sont établis ; possibilité pour les avoués de renoncer à exercer les activités antérieurement dévolues aux avocats dans le ressort du tribunal de grande instance auprès duquel ils sont établis)* (p. 4499) ; *cas de l'avocat qui renoncera à postuler* (p. 4500) ; *son amendement (possibilité pour les anciens avocats et avoués en fonction près du tribunal de grande instance de Paris d'exercer auprès des tribunaux de Paris, Nanterre, Bobigny et Créteil les attributions antérieurement dévolues au ministère obligatoire de l'avoué)* (p. 4501) ; *son amendement (possibilité pour les anciens avocats et avoués, ayant exercé leurs fonctions près les tribunaux de grande instance de Versailles, Corbeil et Pontoise, d'exercer auprès des tribunaux de grande instance de Nanterre, Bobigny et Créteil les attributions antérieurement dévolues au ministère obligatoire de l'avoué)* (p. 4501) ; *postulation devant les tribunaux de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre ; principe de la territorialité de la postulation* (p. 4501) ; *maintien de la postulation en faveur des anciens professionnels des tribunaux de grande instance de Versailles, Corbeil-Evry et de Pontoise* (p. 4504) : Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du second alinéa de cet article* (p. 4505) ; *problème de l'indemnisation des avoués* (p. 4506) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa de cet article* (p. 4506) ; *définition de l'avocat* (p. 4506) ; Art. 13 : *Définition du monopole de la postulation et de l'assistance* (p. 4507) ; *son amendement* (p. 4507) ; *universalité de la plaidoirie sur toute l'étendue du territoire* (p. 4507) ; *son amendement* (p. 4507) ; *postulation devant les tribunaux de grande instance* (p. 4507) ; *son amendement rédactionnel* (p. 4507) ; Après l'Art. 13 : *Son amendement (possibilité pour les avocats d'assister les parties devant les administrations publiques et de remplir les fonctions de syndic, d'administrateur judiciaire, de liquidateur et d'arbitre près les tribunaux de commerce)* (p. 4507) ; *faculté donnée aux avocats de remplir les fonctions de membre du conseil de surveillance d'une société commerciale ou d'administrateur de société* (p. 4508) ; Art. 14 : *Son amendement (interdiction aux avocats du pacte de quota litis)* (p. 4509) ; *retrait de son amendement* (p. 4509) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article* (p. 4509) ; *son amendement (possibilité pour l'avocat d'exercer sa profession à titre individuel ou en groupe dans le cadre d'associations ou au sein de sociétés civiles professionnelles ou en qualité de collaborateur)* (p. 4509) ; *son amendement (constitution des sociétés professionnelles d'avocats, d'agréés ou d'avoués titulaires ou*

non d'office) (p. 4509) ; *retrait de son amendement* (p. 4509) ; Art. 16 : *Son amendement rédactionnel* (p. 4509) ; Art. 17 : *Ses amendements* (p. 4510) ; *émoluments de la postulation* (p. 4510) ; *pacte dit de quota litis* (p. 4510) ; Art. 20 : *Son amendement* (p. 4511) ; *enseignement professionnel ; formation professionnelle des avocats* (p. 4511) ; Après l'Art. 20 : *son amendement* (*principes fondamentaux de l'institution des centres de formation professionnelle*) (p. 4512) ; Art. 21 : *Son amendement* (*participation des avocats stagiaires aux élections au conseil de l'Ordre*) (p. 4512) ; Art. 22 : *Son amendement* (p. 4513) ; *constitution d'un barreau départemental* (p. 4513) ; *possibilité pour le tribunal de grande instance d'exercer les fonctions de conseil de l'ordre* (p. 4514) ; *modification de son amendement* (p. 4515) ; Art. 23 : *son amendement* (*attributions du conseil de l'Ordre*) [14 octobre 1971] (p. 4537) ; Après l'Art. 23 : *Son amendement* (*rôle des ordres des avocats pour résoudre les problèmes d'intérêt commun*) (p. 4537) ; Art. 27, 28 et 29 : *Ses amendements tendant à substituer aux mots : « ministère public » les mots « procureur général »* (p. 4538) ; *censure des fautes commises par l'avocat* (p. 4538) ; Art. 30 : *Répression des délits d'audience* (p. 4539) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article : « et après avoir entendu le bâtonnier ou son représentant »* (p. 4539) ; Avant l'Art. 31 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi l'intitulé de ce chapitre : « de la responsabilité et de la garantie professionnelle »* (p. 4539) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « les instances en responsabilité civile contre les avocats suivent les règles ordinaires de procédure »* (p. 4539) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4539) ; *cas où un justiciable aurait à se plaindre d'un avocat* (p. 4540) ; Art. 31 : *Assurance garantissant la responsabilité professionnelle de chaque avocat* (p. 4540) ; Art. 32 : *Son amendement rédactionnel* (p. 4540) ; Avant l'Art. 33 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le libellé du chapitre V du titre II : « Indemnisations et prêts »* (p. 4541) ; *son amendement* (*montant et mode de calcul de l'indemnité allouée aux avoués dont l'office est supprimé*) (p. 4541) ; Art. 33 : *Son amendement de coordination* (p. 4541) ; Après l'Art. 33 : *Son amendement* (*calcul de l'indemnité due aux titulaires d'office privés de leur charge*) (p. 4541, 4542) ; Art. 34 : *Son amendement tendant à soustraire du champ d'application de la taxe parafiscale les matières prud'homales et de Sécurité sociale* (p. 4543) ; *problème des affaires portées devant les juridictions administratives* (p. 4544) ; *son amendement* (*indication que les sommes dues au titre du a) du présent article constituent des frais de procédure*) (p. 4544) ; *recouvrement des sommes dues au titre de la taxe parafiscale en même temps que les frais de procédure* (p. 4544) ; *son amendement* (*indication que les parties bénéficiaires de l'aide judiciaire sont dispensées de la taxe parafiscale*) (p. 4544) ; *son amendement* (*indication que le paiement des sommes dues au titre du b) est requis à peine de refus de la formalité*) (p. 4544) ; *sanction destinée à assurer le paiement des sommes dues au titre de la taxe parafiscale* (p. 4544) ; *ses amendements rédactionnels* (p. 4544) ; Art. 35 : *Son amendement de coordination* (p. 4544) ; Art. 36 : *Son amendement : « l'indemnité exprimant la valeur du droit de présentation sera payée dans l'année de la publication de la présente loi aux ayants droit des offices dépourvus de titulaire à cette date »* (p. 4545) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « cette même indemnité sera payée aux anciens avoués ayant la qualité de rapatriés d'outre-mer dans les douze mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi »* (p. 4546) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 4547) ; *interdiction de l'exercice de la profession d'avoué dans un barreau limitrophe de celui auquel ils sont inscrits* (p. 4547) ; *retrait de son amendement* (p. 4547) ; Art. 37 : *Son amendement* (*paiement des indemnités dues aux avoués ou à leurs ayants droit*) (p. 4548) ; *retrait de son amendement* (p. 4548) ; *versement de l'indemnité aux avoués dont l'office sera supprimé ; distinction entre le droit de présentation aux pouvoirs publics et le droit de cession d'une clientèle* (p. 4550) ; *cas de mise à la retraite* (p. 4550) ; Art. 38 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4551) ; Art. 39 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4552) ; *retrait de son amendement* (p. 4552) ; *son amendement* (*paiement de l'indemnité aux anciens avoués ayant la qualité de rapatriés d'outre-mer*) (p. 4552) ; *ses observations sur son amendement* (p. 4552) ; Art. 40 : *Son amendement* (*déduction des indemnités de licenciement du montant de l'indemnité à laquelle les avoués peuvent prétendre*) (p. 4554) ; *problème du licenciement du personnel* (p.

4555) ; *son amendement (possibilité pour le fonds d'organisation de la nouvelle profession de recouvrer sur l'avocat, l'avoué ou l'agrée, la moitié du montant des indemnités visées à l'alinéa précédent)* (p. 4557) ; *retrait de son amendement* (p. 4557) ; *son amendement (cas de conclusion d'un nouveau contrat entre les salariés licenciés et l'ancien employeur, son successeur ou la société civile professionnelle)* (p. 4557) ; *son amendement (cas des clercs d'avoués, des secrétaires d'avocats ou d'agréés qui accèdent à la profession d'avocat)* (p. 4558) ; Après l'Art. 40 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné* (p. 4561) ; Art. 41 : *Son amendement (sociétés civiles professionnelles titulaires d'un office d'avoué)* (p. 4562) ; *son amendement (déduction sur la dernière fraction)* (p. 4562) ; *son amendement (prêts consentis en vue de l'acquisition de parts dans une société civile professionnelle)* (p. 4562) ; *son amendement (cas des anciens avoués rapatriés d'outre-mer ayant contracté des prêts en vue de leur réinstallation)* (p. 4562) ; *son amendement (prêts définis à l'article 2 de la loi du 6 novembre 1969)* (p. 4562) ; Art. 42 : *Son amendement (situation des avocats qui, dans les trois années suivant la mise en application de la présente loi, justifieront avoir subi un préjudice compromettant gravement leurs revenus professionnels)* (p. 4562) ; *son sous-amendement tendant à compléter son précédent amendement (cas des avocats appartenant avant le 16 septembre 1962 au barreau d'un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France et âgés d'au moins cinquante ans à la date de la publication de la présente loi)* (p. 4562) ; *ses observations sur son amendement et son sous-amendement* (p. 4563) ; *préjudice subi par les agréés* (p. 4564) ; Après l'Art. 42 : *Son amendement (situation des agréés qui justifieront d'un préjudice résultant d'une réduction de la valeur patrimoniale de leur cabinet)* (p. 4564) ; *son amendement (droit des anciens avocats et agréés d'obtenir du fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat des prêts d'installation ou de réinstallation)* (p. 4565) ; *retrait de son amendement* (p. 4565) ; Art. 43 : *Son amendement de coordination* (p. 4566) ; *son amendement (paiement des indemnités allouées par les commissions régionales ou la commission centrale)* (p. 4566) ; *son amendement (caractère paritaire des commissions)* (p. 4566) ; Avant l'Art. 33 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du libellé du chapitre V du titre II* (p. 4566) ; Après l'Art. 45 : *(substitution de la caisse nationale des barreaux français aux chambres départementales et régionales d'avoués de grande instance et aux chambres régionales d'agréés ayant souscrit des conventions instituant des régimes supplémentaires de retraite)* (p. 4566) ; *son amendement (paiement des sommes nécessaires au maintien des droits acquis à la date d'entrée en vigueur de la présente loi)* (p. 4566) ; Art. 46 : *Son amendement (droit des personnels demeurés au service des avoués devenus membres de la nouvelle profession d'avocat)* (p. 4567) ; Art. 48 : *Son amendement (pouvoirs des juridictions disciplinaires du premier degré)* (p. 4567) ; *son amendement tendant après les mots : « Cour de cassation » à insérer les mots : « d'avoués à la cour »* (p. 4568) ; Art. 50 : *Son amendement (conditions d'accès à la nouvelle profession d'avocat)* (p. 4568, 4569) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « cette dérogation s'applique aux juristes d'entreprises, licenciés ou docteurs en droit justifiant d'au moins huit années de pratique professionnelle »* (p. 4569) ; *son amendement (application de la même dérogation aux clercs d'avoués, clercs et secrétaires d'agréés titulaires de la capacité en droit et ayant la qualité professionnelle de cadre)* (p. 4569) ; *situation des personnels justifiant d'un examen professionnel d'avoué ou d'agréé* (p. 4570) ; Après l'Art. 52 : *Son amendement (possibilité pour le fonds d'organisation professionnelle de consentir des avances ou des prêts en vue du reclassement des personnels employés au service des anciennes professions d'avocat, d'avoué et d'agréé)* (p. 4571) ; *retrait de son amendement* (p. 4572) ; Art. 53 : *Son amendement (élaboration des décrets en Conseil d'Etat après consultation des professions intéressées)* (p. 4572) ; *communication des avant-projets de décrets* (p. 4572, 4573) ; *son amendement (conditions d'accès à la profession d'avoué près les cours d'appel)* (p. 4573) : *Son amendement (conditions d'accès à certaines fonctions près les tribunaux de commerce)* (p. 4573) ; *son amendement (organisation de la formation professionnelle)* (p. 4573) ; *rôle des cotisations professionnelles* (p. 4573) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article, après le mot : « compensation » à insérer les mots : « dans le respect des droits acquis »* (p. 4574) ; Art. 10 : *son amendement (possibilité pour les anciens*

avocats et avoués en fonction auprès du tribunal de grande instance de Paris d'exercer auprès des tribunaux de Paris, Nanterre, Bobigny et Créteil les attributions antérieurement dévolues au ministère obligatoire de l'avoué (p. 4575) ; *son amendement (possibilité pour les anciens avocats et avoués ayant exercé leurs fonctions près les tribunaux de grande instance de Versailles, Corbeil et Pontoise d'exercer auprès des tribunaux de grande instance de Nanterre, Bobigny et Créteil)* (p. 4575) ; *ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 4576) ; Art. 50 : *Son amendement (possibilité pour les conseils juridiques, les clercs d'avoués, les clercs et secrétaires d'agréés titulaires de la licence ou du doctorat en droit et justifiant d'une pratique professionnelle d'accéder à la nouvelle profession d'avocat)* (p. 4578) ; Art. 50 : *Son amendement (cas des juristes d'entreprises licenciés ou docteurs en droit justifiant d'au moins huit années de pratique professionnelle)* (p. 4578) ; Art. 54 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4579) ; *ses observations sur les conseils juridiques* (p. 4580) ; *monopole de la consultation* (p. 4580, 4581) ; Art. 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 4583, 4584, 4585, 4586) ; Avant l'Art. 72 : *Définition du monopole de l'activité judiciaire* (p. 4587) : Art. 72 : *Son amendement (peine en cas de non-inscription régulière au barreau)* (p. 4588) ; Après l'Art. 72 : *Application des sanctions pénales* (p. 4588) ; Art. 74 : *Son amendement (non application de la loi du 31 décembre 1957 sur le recouvrement des honoraires des avocats)* (p. 4589) ; Art. 75 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4590) ; *retrait de son amendement* (p. 4590) ; Art. 76 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4590) ; Après l'Art. 77 : *Son amendement (application de la présente loi dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle)* (p. 4593) ; Titre : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi relatif à l'unification de certaines professions judiciaires »* (p. 4594) ; **en deuxième lecture,** en qualité de *Rapporteur : Problème de l'institution d'un monopole de la consultation et de la rédaction d'acte sous seing privé en matière juridique ; dérogations à ce monopole ; nature des ressources du fonds d'organisation professionnelle ; indemnisation des avoués ; problème de l'exercice des fonctions de syndic, d'administrateur judiciaire et de membre de conseil d'administration d'une société ; question de savoir si un avocat peut être le salarié d'un autre avocat* [8 décembre 1971] (p. 6521) ; *situation des agréés ; accès à la profession d'avocat pour de nombreuses catégories de clercs d'avoués ; usage du titre de conseil juridique ; conseils fiscaux ; problème des sociétés fiduciaires* (p. 6522) ; Art. 10 : *Situation des avoués près les cours d'appel* (p. 6525) ; *son amendement (possibilité pour les anciens avoués et agréés de faire suivre leur titre d'avocat de celui d'ancien avoué ou d'ancien agréé)* (p. 6525) ; *son amendement relatif aux conditions d'obtention de l'honorariat* (p. 6526) ; *son amendement* (p. 6526) ; Art. 12 *bis : Son amendement relatif aux conditions d'exercice de la nouvelle profession d'avocat* (p. 6526) ; *représentation devant le tribunal de commerce* (p. 6527) ; *fonctions d'assistance devant les juridictions ; problème des conseils fiscaux* (p. 6527) ; *droits des cabinets secondaires existants ; ses observations sur les sociétés civiles professionnelles* (p. 6528) ; Art. 13 *bis : Son amendement* (p. 6529) ; *son amendement relatif aux fonctions de syndic, d'administrateur judiciaire, de liquidateur et d'arbitre près les tribunaux de commerce* (p. 6529) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 6530) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article après les mots : « soit en qualité de collaborateur » à insérer les mots : « salarié ou non »* (p. 6530) ; *possibilité donnée à l'avocat d'être le collaborateur salarié d'un autre avocat* (p. 6530) ; *son amendement* (p. 6531) ; Art. 23 : *Son amendement* (p. 6535) ; *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Pleven* [9 décembre 1971] (p. 6560) ; Art. 31 : *Son amendement de coordination* (p. 6561) ; Art. 33 : *Son amendement* (p. 6562) ; Art. 34 : *Son amendement relatif au fonds d'organisation professionnelle* (p. 6562) ; *établissement d'une taxe parafiscale* (p. 6562) ; Art. 33 : *Financement du fonds d'organisation de la nouvelle profession* (p. 6563) ; *application de l'ordonnance du 2 janvier 1959* (p. 6563) ; Art. 34 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 6563) ; Art. 35 : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 6564) ; Art. 36 : *Son amendement relatif au versement de l'indemnité* (p. 6564) ; Art. 38 : *Son amendement relatif à la revalorisation des indemnités dues aux*

avoués (p. 6564) ; Art. 37 : *Ses sous-amendements à l'amendement du Gouvernement* (p. 6566, 6567) ; Art. 36 : *Son amendement concernant les avoués se trouvant dans l'incapacité totale d'exercer leur fonction* (p. 6567) ; *son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement* (p. 6567) ; *retrait de celui-ci* (p. 6567) ; *son amendement ayant pour objet l'interdiction de rétablissement imposée aux avoués* (p. 6567) ; Art. 40 : *Son amendement relatif au personnel licencié* (p. 6568) ; *retrait de celui-ci* (p. 6569) ; *son amendement* (p. 6569) ; *retrait de l'amendement de M. Boscher* (p. 6569) ; Art. 42 *bis* A : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 6569) ; Art. 42 *bis* : *Son amendement relatif aux agréés* (p. 6571) ; Art. 42 : *Ses amendements* (p. 6572) ; *problème des petits et moyens barreaux ; possibilité de compléter la procédure d'indemnisation par un système d'avances et de prêts* (p. 6572, 6573) ; *ses amendements* (p. 6573) ; Art. 33, 43 et 49 : *Ses amendements* (p. 6573) ; Art. 50 : *Cas des clercs d'avoués près les cours d'appel* (p. 6575) ; Art. 50 : *Cas des clercs d'avoués près les cours d'appel* (p. 6575) ; *situation des secrétaires d'avocat* (p. 6575) ; *son amendement de pure forme* (p. 6575) ; *son amendement relatif à la durée de la pratique professionnelle* (p. 6575, 6576) ; *son amendement* (p. 6576) ; *situation des principaux et des sous-principaux clercs d'avoués justifiant dix ans d'exercice en cette qualification* (p. 6576) ; Art. 52 : *Son amendement tendant à compléter cet article* (p. 6577) ; Art. 53 : *Son amendement* (p. 6580) ; *son amendement relatif au régime de retraite complémentaire* (p. 6580) ; *son amendement* (p. 6581) ; Art. 54 et 54 *bis* : *Ses amendements tendant à supprimer ces articles* (p. 6582, 6583) ; Art. 55 : *Son amendement relatif au titre de conseil juridique et fiscal* (p. 6583) ; *son amendement concernant la définition du titre de conseil juridique* (p. 6584) ; *son amendement de coordination* (p. 6584) ; Après l'Art. 55 : *Son amendement de coordination* (p. 6586) ; Art. 57 : *Son amendement relatif à l'inscription sur une liste de conseils juridiques ou fiscaux* (p. 6587) ; Art. 58 : *Son amendement de coordination* (p. 6588) ; Art. 64 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6590) ; Art. 65 : *Son amendement de coordination* (p. 6591) ; Art. 67 : *Ses amendements* (p. 6591) ; *retrait de l'un d'eux* (p. 6591) ; *son amendement de coordination* (p. 6591) ; *son amendement relatif à l'accession à la profession de conseil juridique* (p. 6591) ; Art. 68 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6592) ; Art. 68 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6592) ; *retrait de celui-ci* (p. 6592) ; Art. 69 : *Ses amendements* (p. 6593) ; *application des dispositions* (p. 6593) ; *situation des étrangers qui exercent leur activité en France avant le 1er janvier 1972* (p. 6594) ; *retrait de son amendement* (p. 6594) ; *son amendement* (p. 6595) ; *application de la sanction* (p. 6595) ; Art. 70 et 71 : *Ses amendements* (p. 6595) ; *retrait de l'un d'eux* (p. 6596) ; Art. 72 A : *Son amendement tendant à moraliser l'activité qui consiste à donner des consultations et à rédiger pour autrui des actes sous seing privé en matière juridique* (p. 6596) ; Art. 72 B : *Son amendement concernant l'incapacité qui peut frapper une personne morale* (p. 6597) ; Art. 72 C : *Son amendement (usage du titre de conseil en brevet d'invention)* (p. 6597) ; Art. 72 D : *Son amendement (fixation des honoraires perçus à l'occasion de recouvrement de créances)* (p. 6598, 6599) ; Art. 17 : *Son amendement (interdiction de la fixation d'honoraires proportionnels à l'intérêt du litige ou au montant de la condamnation)* (p. 6601) ; *son sous-amendement à son amendement ; retrait de celui-ci* (p. 6601) ; Art. 72 E : *Son amendement* (p. 6601) ; Art. 72 F : *Son amendement (possibilité d'interdire l'exercice des activités de consultation et de rédaction d'actes pour autrui)* (p. 6601, 6602) ; *retrait de son amendement* (p. 6602) ; Art. 72 *bis* : *Ses amendements* (p. 6602) ; Art. 77 *bis* : *Son amendement concernant l'application de la présente loi dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* (p. 6604) ; *problème de la taxe parafiscale* (p. 6604, 6605) ; **Commission mixte paritaire,** en qualité de *Rapporteur : Problème du monopole de la postulation ; possibilité donnée aux avocats d'exercer leurs fonctions devant tous les tribunaux de grande instance près desquels leur barreau est constitué ; compatibilité des fonctions d'avocat avec celles de membre d'un conseil de surveillance ; situation des agréés ; notion de collaboration ; pacte de quota litis ; paiement des indemnités de licenciement ; situation des personnes de nationalité étrangère ; problème de la taxe parafiscale* [20 décembre 1971] (p. 6992) ; *élaboration des décrets d'application ; droits à la retraite des personnels des études d'avoués* (p. 6993) ;

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1972 : SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Situation des femmes chefs de famille* [4 novembre 1971] (p. 5311) ; *allocation orphelin ; possibilité d'ajouter, pour le calcul de la retraite de vieillesse d'une veuve, la durée du travail de son mari défunt à celle de son propre emploi ; situation des femmes chefs de famille en ce qui concerne l'obligation des 200 heures de travail salarié pour pouvoir bénéficier de la sécurité sociale ; réalisation des hôpitaux civils de Mulhouse* (p. 5312) ;

— du projet de loi tendant à simplifier la procédure applicable en matière de contraventions, en qualité de *Rapporteur : Importance du travail des tribunaux de police* [2 décembre 1971] (p. 6322) ; *ses observations sur la loi du 6 juillet 1966 ; inégalités en raison de la multiplication des voies répressives ; procédure de l'ordonnance pénale ; exemple des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle* (p. 6323) ; *signification par voies extra-judiciaires* (p. 6324) ; Art. 524 du Code de procédure pénale : *Son amendement (application de la procédure simplifiée)* (p. 6325) ; Art. 525 de ce Code : *Son amendement relatif à une nouvelle rédaction de cet article (choix du ministère public en faveur de la procédure simplifiée)* (p. 6326) ; Art. 526 de ce Code : *Son amendement relatif à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article* (p. 6326) ; Art. 527 de ce Code : *Son amendement relatif à la signification de l'ordonnance par voie d'acte extrajudiciaire* (p. 6326) ; *ses observations sur la signification postale* (p. 6327) ; Art. 528 de ce Code : *Son amendement de pure forme* (p. 6329) ; *son amendement tendant à supprimer les effets de l'ordonnance pénale sur la récidive* (p. 6329) ; Art. 528-1 de ce Code : *Son amendement de pure forme* (p. 6329) ; Art. 528-2 de ce Code : *Son amendement relatif à la combinaison de l'action civile et de l'action publique* (p. 6329) ; Art. 529, 530 et 531 de ce Code : *Ses amendements de pure forme* (p. 6330) : Art. 4 : Son amendement *(cas de contravention aux règlements régissant le stationnement des véhicules)* (p. 6331) ; *retrait de son amendement* (p. 6331) ; Art. L 27 et L 27-1 du Code de la route : *Ses amendements de pure forme* (p. 6331) ; Art. L 27-2 du Code de la route : *Son amendement de pure forme* (p. 6332) ;

— du projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : *Moralisation de la concurrence ; problème des ventes à perte ; interdiction de la revente de tout produit en l'état à un prix inférieur à son prix d'achat effectif* [18 mai 1972] (p. 1680, 1681) ;

— du projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal, Art. 503 du Code de l'administration communale : *Réunion de la commission des lois* [31 mai 1972] (p. 2043, 2044) : en deuxième lecture, Art. 1er *sexies : Son sous-amendement à l'amendement de M. Delachenal (déroulement de la carrière des agents sur le plan intercommunal)* [22 juin 1972] (p. 2756) ;

— du projet de loi portant modification des dispositions du Code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur : Portée du nouveau découpage* [8 juin 1972] (p. 2339) ; *ses observations sur la commune de Francheville ; conditions d'un bon système de révision des circonscriptions ; exemples étrangers* (p. 2340) ; Art 1er : *Son opposition à l'amendement de M. Lagorce* (p. 2343) ; *son amendement concernant la huitième et la douzième circonscription du Rhône* (p. 2344) ; *ses observations sur le canton de Vaugneray* (p. 2344) ;

— du projet de loi organique modifiant les dispositions du Code électoral relative à la composition de l'Assemblée Nationale : *Ses observations sur l'article* LO 119 *du Code électoral* [8 juin 1972] (p. 2345) ;

— de la proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes, en qualité de *Rapporteur : Examen des caractéristiques de chaque commune en vue de l'établissement d'un plan des fusions des communes à réaliser et des autres formes de coopération intercommunale à promouvoir* [14 juin 1972] (p. 2444) ; *prorogation du délai sur la demande du président de la commission d'élus* (p. 2445) ;

— du projet de loi modifiant la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction : *Régime des sociétés coopératives non H.L.M. ; droit de gestion de l'immeuble construit au profit de la société coopérative ; principe de la coopération « un homme, une*

voix » ; *modalités d'attribution reconnues aux sociétés ordinaires de construction* [27 juin 1972] (p. 2859) ; Après l'art. 2 *bis* : *Son amendement tendant à remplacer l'intitulé du titre III de la loi du 16 juillet 1971 par les mots suivants : « sociétés coopératives d'habitation »* (p. 2863) ; *ses observations* (p. 2864) ; *différence entre les sociétés de construction et les sociétés coopératives* (p. 2864, 2865) ; Art. 2 ter : *Retrait de son amendement déposé à cet article* (p. 2865) ; Après l'art. 2 *quater : Son amendement* (p. 2866) ; *reconnaissance du mécanisme de la société coopérative représentée par ses mandataires sociaux* (p. 2866) ; Art. 2 *quinquies : Son amendement (modification des conditions techniques et financières d'exécution)* (p. 2866) ; *retrait de son amendement* (p. 2866, 2867) ; Après l'art. 2 *octies : Retrait de son amendement* (p. 2867) ; *son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « l'article 30 de la loi du 16 juillet 1971 est abrogé »* (p. 2867) ; *principe « un homme, une voix »* (p. 2867, 2868) ; Après l'art. 14 : *Son amendement (situation des sociétés coopératives d'habitation à loyer modéré constituées dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* (p. 2875) ; *ses observations* (p. 2875, 2876) ; *retrait de son amendement* (p. 2876) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relatif à certaines dispositions concernant la nationalité française : *Sa satisfaction de constater que les personnes nées dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle seront considérées comme françaises d'origine pour l'application des dispositions du Code de la nationalité ; fiche de réintégration* [13 décembre 1972] (p. 6111) ; *son souhait qu'à l'occasion du vote de l'article 30* ter *la Chancellerie donne de nouvelles instructions qui préciseraient que l'interprétation de la loi du 29 juin 1971 exclut toute référence à l'article 143 du Code de la nationalité française ; sa satisfaction de l'article 30* bis (p. 6112) ; Art. 14 : *Se rallie à la position du Gouvernement contre le délai de cinq ans pour les mandats municipaux (amendement de M. Mazeaud)* (p. 6115, (p. 6116).